

Lucien BAROU

Mémoires de la Grande Guerre

187 Poilus du Forez et de sa périphérie témoignent…

Tome 5 : 1918 - 1919

Chapitre 33

1918, mars à juillet : La grande offensive allemande

Chap. 33 - 1918, mars à juillet : la grande offensive allemande

E- « *C'était le 2 février 18 ?*
T- *Le 2 février 18. Alors, nous, on nous a mis pour ramasser les débris, pour ramasser les morts. On a commencé par ramasser les morts : y en avait vingt-huit ! Des gens qui travaillaient à l'atelier de chargement. Vingt-huit morts ! On les a enterrés le même jour, avec une cérémonie. Et quatre cents blessés environ. Et puis il s'en est retrouvé après encore un peu : y a eu autour de soixante morts, d'après ce que j'ai su. Et après, on a ramassé tous les obus pas éclatés, qu'on a fait sauter ! Tout ce qui a pas éclaté ! »* - **Claude-Marie Ginet** (classe 1918), vigneron à Saint-Nizier-sous-Charlieu, à propos de l'explosion de la poudrerie de Moulins.

Préambule apparemment sans rapport direct avec le thème du chapitre, mais événement n'ayant pu qu'affaiblir la capacité offensive et défensive de l'artillerie française, donc contribuer aux succès allemands du printemps 1918

L'explosion de la poudrerie de Moulins, le 2 février 1918

Le 2 février 1918, en fin de journée, une cascade d'explosions en chaîne ravagea la poudrerie de Moulins, dans l'Allier, explosions entendues à plusieurs dizaines de kilomètres, et qui causa, outre des dommages considérables, plusieurs dizaines de morts. Un de nos témoins, **Claude-Marie Ginet** (cl. 18), vigneron à Saint-Nizier-sous-Charlieu, soldat au 36e Régiment d'Artillerie de Campagne de Moulins, venait juste de rentrer au dépôt de Moulins après deux mois passés à préparer un camp militaire pour recevoir les contingents américains à Souge, près de Bordeaux :
T- *« On est arrivés en gare de Moulins : ça craquait de tous les côtés ! L'atelier de chargement était en train de sauter ! L'atelier de chargement, c'était très important : y avait près de deux millions d'obus qui étaient prêts à partir pour la Roumanie. Il a tout sauté ! Y avait deux mètres de déblais !*
E- *Donc il y a eu explosion de la poudrière ?*
T- *Y a la première poudrière, la poudrière à fulminate qui a sauté, une gerbe de feu d'au moins huit cents ou mille mètres de haut. Y en avait cinq cents kilos ! Tout de suite, ils nous disent : « Il faut descendre dans la cour : tout va être rasé à vingt kilomètres ! … A quinze kilomètres… Y avait deux cents wagons de mélinite au moins ! Qui étaient dans les réserves. Alors, on écoutait craquer ça de la caserne, qui était à deux-trois kilomètres. Et les vitres que* descendaient, les tuiles que* descendaient, tout le bazar ! Y a des gens qu'ont parti, que* se sont sauvés à vingt kilomètres ! Trente kilomètres ! Ils ont marché jusqu'au jour ! »*

Deux précisions techniques : le fulminate est un sel de l'acide fulminique, utilisé pour provoquer la détonation des amorces d'obus. La mélinite est un explosif d'une très grande puissance, à base d'acide picrique.

E- « *C'était le 2 février 18 ?*
T- *Le 2 février 18. Alors, nous, on nous a mis pour ramasser les débris, pour ramasser les morts. On a commencé par ramasser les morts : y en avait vingt-huit ! Des gens qui travaillaient à l'atelier de chargement. Vingt-huit morts ! On les a enterrés le même jour, avec une cérémonie. Et quatre cents blessés environ. Et puis il s'en est retrouvé après encore un peu : y a eu autour de soixante morts, d'après ce que j'ai su. Et après, on a ramassé tous les obus pas éclatés, qu'on a fait sauter ! Tout ce qui a pas éclaté !*
E- *C'était pas récupérable ?*
T- *Ah ben non ! Y avait tout sauté en l'air ! Ça rigolait pas ! Et le chef de gare de Moulins avait sauvé trente-huit wagons d'obus de 155. On a rangé tout le bazar… »*

Claude-Marie, avec l'indication des *« deux cents wagons de mélinite »* mis en voies de garage en attendant d'être envoyés dans un arsenal (celui de Roanne, le plus proche ? Ou celui de Châtellerault ?) pour l'usinage d'obus, et avec la dernière précision, des trente-huit wagons d'obus de 155 déjà usinés (donc de 15,5 cm de diamètre, de 1 m de haut avec la douille - 57 cm nus - , remplis d'une masse de poudre considérable et projetant des éclats meurtriers, obus de l'artillerie lourde, tirés par le canon de 155) mis à l'écart en hâte par le chef de gare alors que, chargés d'obus, ils étaient prêts à partir pour le front, suggère que la catastrophe aurait pu être encore infiniment plus meurtrière , et dévaster une bonne partie de la ville de Moulins. On verra que sa première comptabilité de victimes ramassées sur le terrain (28) est sensiblement exacte, la seconde (32 de plus pour arriver à « *une soixantaine* ») ne l'est pas, même si des blessés du premiers jours ont pu succomber à leurs blessures, et le décompte de *« quatre cents blessés environ »* est bien exagéré par rapport à la réalité donnée plus bas, décrite plus sereinement car de loin (à Toulouse) , et trois jours après la catastrophe, par *« L'Express du Midi »* de la région toulousaine.. Mais on se trouve devant un phénomène très humain : l'amplification sous le coup de l'émotion, et évidemment, de l'effet de l'éloignement dans le temps qui altère

la mémoire précise des nombres (le témoin a 89 ans et demi le jour où il témoigne, le 19 décembre 1987) et a tendance à les grossir sous l'effet à long terme de l'émotion qui, elle, perdure.

Cette explosion a inspiré à un certain **Claude Renaud** un livre de 162 pages, paru en 1920, imprimé par Crépin-Leblond, intitulé *« La catastrophe de Moulins –2-3 février 1918 »*. Il est malheureusement introuvable…

Dans un ouvrage à portée plus générale, qui est en fait un journal intime, titré lors de sa parution récente *« Chronique de Moulins pendant la Grande Guerre »*, du Moulinois **Jean Sèque,** propriétaire terrien à Coulandon[1], résumé dans les archives (à la date du 8 juillet 2011) du journal auvergnat *La Montagne* dans un article intitulé *« La Grande Guerre vue de l'Allier par un Moulinois ordinaire »*,on trouve trois courts paragraphes du résumé consacrés à cette nouvelle pour le moins explosive :

« Et il y a le labeur. Une grande usine de munitions est bâtie dans les quartiers sud, à La Motte. Une ligne de tramway y conduit les ouvrières, qui en ressortent avec la peau et les cheveux jaune et vert* à cause des produits chimiques.*

La rencontre avec Kabyles et Sénégalais – Ces ateliers emploient aussi des militaires et des civils de passage. Des Sénégalais et des Kabyles par centaines, parfois par milliers. Les jours de congé, ils se promènent en ville. « Les gens les observent, ils font connaissance avec des cultures lointaines et inconnues. » Dans son journal, Jean Sèque milite pour que soient respectées les coutumes funéraires de ces combattants pour la France.

Cette usine explose en février 1918, probablement par accident. Jean Sèque est témoin d'«une nuit terrible » où les déflagrations se succèdent. Il y a vingt à trente morts. Les vitrines, les vitraux, sont détruits en centre-ville, des pièces entières dans les maisons. »

Quand on connaît la beauté de la cathédrale de Moulins, notamment de ses vitraux, on ne peut qu'être affligé par ce *« dégât collatéral »*, comme il est de coutume de nommer ainsi (depuis la première Guerre du Golfe de 1991, contre l'Irak du dictateur Saddam Hussein, envahisseur brutal du Koweit) les « bavures » et autres destructions consécutives à un tir militaire qui déborde quelque peu de sa cible initiale, euphémisme provenant de la terminologie militaire américaine, et concernant surtout les bombardements aériens.

On peut chercher, mais en vain, la trace de cet événement considérable dans la célèbre revue *« L'Illustration »* , censée tout dire des évènements de guerre, et abondamment illustrée. J'ai dépouillé tous les numéros de cet hebdomadaire du 2 février 1918 – où, naturellement, l'explosion de la poudrerie ne pouvait pas figurer, puisqu'un hebdomadaire ne s'imprime pas à la dernière minute - au… 4 mai 1918, soit trois mois complets : pas la moindre allusion à la catastrophe de Moulins ! Alors qu'en dehors des nouvelles du front français et des autres fronts, des rubriques extérieures s'allongent, de numéro en numéro, par exemple dix très longues études savantes – près de deux pages grand format, écrites en police de caractère minuscule !- sur les nouvelles formes d'alimentation, dont *« Les légumes et fruits desséchées »* - N° du 16 mars 1918, pp. 262-263, présentées par le docte L. Baudry de Saunier ! Le bourrage de crâne par omission (comme le péché par omission dans la confession !) a encore cours, en ce début d'année 1918, dans la plus prestigieuse et bourgeoise (par son prix et son esprit !) revue d'information française, en dehors de l'intellectuelle *« Revue des Deux Mondes »*. Il s'agit de ne pas décourager les civils (surtout les Parisiens, qui commencent, dès mars 1918, à subir le pilonnage meurtrier de la Grosse Bertha, canon géant au fût de 37 m, si lourd qu'il doit être haubané, camouflé à 130 km au nord-est, dans la forêt de Saint-Gobain, en dessous de Laon) civils toujours prompts à la démoralisation – ce qui est bien compréhensible aussi, au bout de quatre années de guerre - comme le rappelle ce dessin fameux, et ironique, montrant deux Poilus au front dialoguant sur le moral de l'arrière : «- *Et les civils ?* - *« Pourvu qu'ils tiennent ! »*…

Mais ce qu'une revue prestigieuse comme *L'Illustration*, toute entière consacrée, depuis le début, au thème de la guerre (plus de nombreuse « réclames » en début et surtout en fin de chaque numéro !) ne dit pas, les journaux locaux doivent le dire. Toutefois tous n'ont pas archivés leurs fonds de manière accessible par Internet. Cependant, en tapant « *explosion poudrerie Moulins Allier 2 février 1918* » sur l'inévitable et indispensable serveur Google, j'ai trouvé le fac-similé d'un journal toulousain, *« L'Express du Midi »*, sans doute hebdomadaire, s'affichant sous le titre comme *« Organe de défense sociale et religieuse »*, qui, à la date du 5 février 1918, contient l'articulet suivant :

« La catastrophe de Moulins

Moulins, 5 février

On annonce que le nombre de victimes de l'explosion d'un atelier de chargement d'obus, à Moulins, s'élève à 23 morts et 60 blessés. M. le général Danton, commandant la 13 ème région, et le médecin principal Ferry, directeur du service de santé de la 13 ème région, étaient aujourd'hui à Moulins où ils ont procédé à diverses constatations au sujet de l'accident de l'atelier de chargement d'obus.

[1] Coulandon est une petite localité située en périphérie immédiate de Moulins, mais sur la rive gauche de l'Allier (Moulins étant sur la rive droite), à 6 km du chef-lieu du département de l'Allier

M. Loucheur, ministre de l'Armement, a délégué M. le général Payeur, pour procéder à une enquête sur les causes de l'incendie. M. Le général Payeur, qui vient d'arriver à Moulins, est accompagné de MM. Albert Peyronnet, sénateur de l'Allier, Defos, député de Moulins, et Marcel Regnier, président du Conseil Général de l'Allier. »

On voit qu'à cette époque, sans doute plus qu'aujourd'hui, le travail d'un échotier local consistait essentiellement à énumérer les noms des personnalités politiques et militaires. Si on les enlève de cet article, non signé, il le reste pratiquement rien comme contenu informatif sur l'événement, pourtant considérable ! Hormis le nombre de morts et de blessés (23 et 60), celui des blessés étant notoirement sous-évalué, et aussi celui des morts, dans une moindre proportion, puisque **Jean Sèque** le Montluçonnais de Coulançon indique *« de vingt à trente morts »*, ce qui plaide pour une moyenne de 25, au moins… La visite des « huiles » militaires, comme le disaient les Poilus dans leur argot, n'est pas de pure forme. Si un haut gradé est jugé responsable de l'accident, il peut être blâmé, rétrogradé, voire limogé dans un cas extrême. En témoigne un cas similaire, ayant fait aussi une trentaine de morts, survenu peu après, le 15 mars 1918, celui du dépôt de grenades de La Courneuve, près de Paris. Le « *Guide des Sources conservées par le Service Historique de la Défense relatives à la Première Guerre Mondiale* » » édité par le SHAT de Vincennes en novembre 2008, précise, dans la biographie du Général de brigade **Emile Tonneaux** (1864-1932) - dont le fonds documentaire privé a été déposé à Vincennes - quelle fut sa sanction, relativement mineure cependant : *« L'explosion du dépôt de grenades de La Courneuve, dont la responsabilité lui est partiellement imputée, lui vaut d'être mis en disponibilité du 1er avril au 19 novembre 1918 »*.(p.205)

Le texte suivant, retrouvé par miracle, émane du numéro d'avril 1918, de la revue « *Tecnica* », épaisse revue de l'Ecole Centrale de Lyon (et de l'Association des Centraliens de Lyon), école moins prestigieuse que sa grande sœur parisienne, mais très cotée tout de même parmi les grandes écoles d'ingénieurs, à l'époque et maintenant. On lit aux pages 17 et 18 de ce n° 136 de la revue (d'une bonne tenue : je l'ai lue en entier !) dont on ne sait si elle est semestrielle ou trimestrielle, l'article suivant, qui nous fait vivre très précisément, de l'intérieur, la catastrophe de Moulins dans sa phase initiale et centrale, jusqu'à l'apogée de l'horreur :

« Blessé en service commandé »

« Nous avons appris par notre camarade J. Bouillon (1907) l'accident dont a été victime J.Parise (1907) lors de la terrible explosion du 2 février à l'Arsenal de Moulins. Mobilisé au Service de la Centrale Electrique de l'Arsenal, Parise était à son poste à 21 heures, au moment des premières explosions qui eurent lieu à 40 mètres environ de lui ; par téléphone, il donnait l'alarme à l'électricien du poste de transformateur situé à l'autre extrémité de l'atelier. Pendant l'évacuation rapide des bâtiments, il assurait avec le mécanicien la marche et le réglage des machines jusqu'à l'impossible, il avait la satisfaction d'assurer pendant une demi-heure le service des eaux malgré les débris de toutes sortes qui faisaient se gripper les machines et les pompes. Les explosions se suivaient de plus en plus pressantes. A un moment, une violente explosion projette des obus de 37 qui, entrant par les ouvertures produites, pénètrent dans la salle des machines. L'obscurité se fait immédiatement complète. Parise et le mécanicien étaient blessés tous deux, heureusement une personne valide put les aider à sortir et à les éloigner un peu ; il était temps, car une formidable explosion anéantissait la totalité du bâtiment de la Centrale et brisait les machines. Le danger était toujours très grand au milieu des éclats de milliers d'obus qui explosaient. Notre camarade affaibli par ses blessures, gêné par une entorse, arrivait très douloureusement au bout de quatre heures à se réfugier dans une ferme située à 1 200 mètres et dont la toiture était arrachée. C'est dans un bâtiment en ruines que l'ambulance vint le relever le lendemain. Hâtons-nous de dire pour tranquilliser ses nombreux amis que les blessures de Parise ne compromettent aucun organe essentiel, et nous avons de bonnes nouvelles de sa santé. Il est en traitement à l'Hôpital n° 31 (salle 3), Moulins, (Allier). »

Manifestement, le rédacteur, qui écrit pourtant bien, ne maîtrise pas totalement l'usage du passé simple, qu'il emploie deux rares fois (*« put les aider »*, *« vint le relever »*) , alors que la plupart des verbes qu'il emploie à l'imparfait mériteraient de l'être au passé simple, temps du passé révolu, de la narration d'action brèves, uniques, ponctuelles. Mais son témoignage reste de qualité pour éclairer le processus d'explosion en chaîne dans cet arsenal bourré de poudre explosive et d'obus déjà prêts, chaîne qui aurait pu aller beaucoup plus loin, si, comme l'indique notre témoin **Claude-Marie Ginet,** les 38 wagons chargés de gros obus de calibre 155[2], en partance pour le front, n'avaient pas pu être mis sur une voie de garage éloigné

[2] C'est l'obus le plus couramment employé par l'artillerie lourde, qui possède plusieurs variantes (à charge de mélinite, à shrapnells = billes de plomb ou fragments d'acier aux bords déchiquetés, pour infliger de plus graves blessures, les deux matériaux pouvant dépasser une centaine de pièces, à gaz…). Globalement, sauf pour les obus à gaz, beaucoup plus légers, il mesure, sans compter la douille de cuivre, 57 cm de haut et pèse 43,75 kg, et peut être tiré jusqu'à 4,5 km. Si l'on estime que chaque wagon renforcé pouvait en porter plusieurs centaines (disons 500, de manière quelque peu aléatoire), cela ferait 19 000 obus ! Et environ 10 000 si chaque wagon ne pouvait en contenir et supporter que 263…). Beau feu d'artifice potentiel ! Et combien meurtrier !

par un chef de gare qui a su garder son sang-froid, et si les deux cents wagons de mélinite garés dans d'autres voies de garages, les « *réserves* », s'étaient embrasés ! Et qu'une ferme éloignée de 1,2 km de la poudrerie ait pu avoir son toit arraché, est révélateur de la violence du souffle de l'explosion, en un temps révolu où les bâtiments agricoles n'étaient pas de vastes hangars rectangulaires couverts panneaux relativement légers de tôle ondulée en fibro-ciment, et depuis peu (économie d'énergie oblige !) de panneaux photo-voltaïques, mais d'une solide et lourde charpente recouverte de tuiles, et bien arrimée aux murs porteurs…

Cette explosion de poudrerie en rappelle une autre, la plus célèbre nationalement, antérieure de deux ans à celle de Moulins, que commémore un monument à Lille, chef-lieu du nord occupé pendant les quatre ans de guerre par les Allemands : celle de la *« poudrière des 18 Ponts »* le 11 janvier 1916. Le site CheminsdeMemoire.14-18 du Nord-Pas de Calais l'évoque ainsi : *«11 janvier 1916, 3h 30 : Lille est secouée par une violente explosion, entendue jusqu'en Hollande. Une grande lueur jaune illumine le ciel… Le dépôt de munitions des 18 Ponts vient de sauter. Dans cet ancien bastion des fortifications fait de 18 arches (d'où son nom), les Allemands ont accumulé des quantité d'explosifs et de munitions. L'explosion –sans doute accidentelle- creuse un cratère de 150 mètres de diamètre et de 30 mètres de profondeur, en bordure du boulevard de Belfort, 21 usines et 738 maisons ont été soufflées dans le quartier de Moulins*[3]*. On relève 104 morts dans la population civile, 30 chez les Allemands, et près de 400 blessés dont 116 grièvement. »*

Si l'on se livre à la morbide comptabilité du nombre de victimes françaises et allemandes, soit en tout 134, on peut dire que globalement, la catastrophe de Lille a été cinq fois plus meurtrière que celle de Moulins….

On voit donc que les obus, la poudre et les grenades, dès lors qu'ils sont dans des dépôts vulnérables, peuvent tuer à l'arrière, très loin du front, ce qui nous ramène indirectement au thème de ce chapitre XXXIII, la grande offensive allemande de mars à la mi-juillet 1918, qui faillit bien emporter la Victoire !

La grande offensive allemande du printemps 1918

« Nous communiquons dans le château par un souterrain, on les ravitaille en munitions, ils tirent pas les fenêtres, derrière des matelas ; le bombardement est terrible, tout s'effondre autour de nous. Tous les animaux domestiques sont là, vaches, cochons, chèvres, lapins, tout se promène, les gens sont partis en tout abandonnant. Dans le parc, ce ne sont que des cadavres, tout est mélangé, les hommes avec les animaux. A côté de mon trou, j'ai 2 cochons tués et 3 chasseurs à pieds. » - Récit de guerre de **Jean Farigoules** (classe 1916) de Brives-Charensac (Haute-Loire) à propos de la bataille de Grivesnes (Somme) de début avril 1918

« Oh ! C'était affreux, affreux ! Et pendant la retraite, les civils s'étaient mélangés avec nous. Les femmes conduisaient les chars (à foin, ou à betteraves), *les chevaux. Il n'y avait pas d'hommes : c'étaient des vieillards ou des femmes. A un moment, il y a eu un embouteillage affreux . Les Allemands s'en sont aperçus et sont venus mitrailler le convoi, et ces chevaux de ferme qui n'étaient pas habitués au bruit et qui recevaient des balles dans les fesses, c'était affreux ! Et sur ces chariots, il y avait les enfants, les parents. Quand les chevaux étaient blessés, ils sautaient sur la voiture de devant ! C'était affreux ! Les enfants criaient, pleuraient ! C'était un massacre ! »* - **Jean-Baptiste Biosset** (classe 1918) de Renaison, évoquant la retraite française de fin mai 1918 et l'exode des civils.

E- *« Donc il y a eu ces fameuses attaques autour du 14 juillet ?*
T- *Là, c'était vraiment… Ils auraient dû réussir, les Allemands ! Parce que pendant la retraite* (française), *quand ils ont atteint la Vesle, ils ont fait une ânerie, les Allemands ! Ils ont attendu un jour pour recevoir d'autres ordres. Ils étaient en camions ; s'ils avaient pas attendu un jour, on n'avait pas le temps de se déployer, les divisions n'avaient pas le temps de se déployer : ils arrivaient à la Marne ! Ça a été juste ! Parce qu'ils ont fait une connerie ! Parce qu'ils ont fait une bêtise ! ».* – **Etienne Becouse** (classe 1913) de Saint-Nizier-sous-Charlieu, lieutenant d'artillerie en 1918 et capitaine en 1939.

Ces trois citations correspondent aux trois coups de boutoir essentiels donnés par l'armée allemande contre l'armée française à partir du 21 mars 1918 jusqu'au 15 juillet, marquant, au moins pour les deux premiers, le début d'avancées spectaculaires, rompant le front et s'enchaînant au point de faire croire à une rupture décisive conduisant les Allemands sur Paris, et à la victoire finale.

On a vu que le second semestre de 1917 était marqué par l'arrivée des premiers contingents américains, mais cette entrée en guerre est très progressive et nécessite des infrastructures longues à construire,

[3] Etrange coïncidence que le nom de ce quartier, évoquant la ville de Moulins, chef-lieu de l'Allier, touchée deux ans après par le même genre de catastrophe.

comme les grands camps construits à proximité des ports de débarquements, ou à l'intérieur de la France, en retrait du front : *« Les Américains avaient en France une autonomie totale de liaisons, des ports de débarquements jusqu'à la zone d'opérations en Lorraine. Six camps seraient construits près des ports, une douzaine dans la région de Toul-Langres. On attendait 24 divisions en France pour septembre 1918 »* écrit **Pierre Miquel** dans *« La Grande Guerre »*, qui précise par ailleurs que le premier engagement des pionniers de ces futures 24 divisions a eu lieu le 2 novembre 1917 en Lorraine, entre Nancy et Lunéville : *« Le 2 novembre, pour la première fois, les unités américaines installées dans les tranchées du secteur de Sommerwiller subirent le feu de l'artillerie allemande et se défendirent contre un coup de main »*[4]. Mais le gros du contingent américain ne sera vraiment opérationnel que vers le milieu de l'année 1918.

Face à ce renforcement progressif bien que lent du camp des Alliés (mais les mutineries de 1917 ont laissé des traces et le front italien a cédé à Caporetto le 24 octobre 1917, se soldant par la mort de 120 000 hommes, la prise de 330 0000 prisonniers et l'obligation d'envoyer en renfort des troupes françaises) le camp adverse, essentiellement allemand et austro-hongrois pour ce qui est du front français, bénéficie d'un avantage qui va s'avérer bien supérieur : le transfert rapide sur le front occidental de l'essentiel des forces combattant contre les Russes, qui ont cessé la guerre. Dans sa contribution intitulée *« 1918- les ruptures de l'équilibre «* à *« L'Encyclopédie de la Grande Guerre » 1914- 1918 »* **Anne Duménil** précise : *« La crise des effectifs se fait alors brutalement sentir tandis que l'apport américain est marginal. Le plus inquiétant demeure cependant la disparition du front russe. Le 15 décembre 1917, le gouvernement bolchevique a conclu un armistice et il négocie la paix, finalement signée le 3 mars 1918 dans la forteresse de Brest-Litovsk. La défection russe contraint la Roumanie à négocier avec les Puissances centrales. Si les visées annexionnistes et le souci d'assurer le contrôle des champs pétrolifères de Crimée contraignent Ludendorff à laisser 50 divisions à l'est, l'effondrement du front qui s'étendait de la Baltique à la Moldavie est lourd de conséquences pour l'Entente. La stratégie privilégiée par le haut commandement allemand consiste dès lors à exploiter cet avantage et à obtenir une décision militaire sur le front occidental avant que l'arrivée des troupes américaines ne renverse de nouveau l'équilibre des forces […] Quarante-deux divisions sont transférées du front oriental vers le front occidental. Cinquante-deux divisions mobiles sont spécialement formées et équipées. Systématiquement dotées de sections de mitrailleuses lourdes, d'aviation et de moyens de communication supplémentaires, elles se voient adjoindre des moyens de transports pour les munitions, les services sanitaires et les troupes… ».*[5]

Déclenchement de l'offensive allemande le 21 mars 1918

Cette grande offensive de printemps, appelée *« offensive Michael »*, lancée sur un front de 70 km entre la Scarpe et l'Oise, **Jean-Baptiste Duroselle** commence à la décrire ainsi, dans *« La Grande Guerre des Français 1914- 1918 » : « L'événement redouté se produisit le 21 mars. Ce jour-là commença la première des grandes offensives allemandes qui amenèrent l'Entente au bord de la défaite.*

La nuit était calme et il pleuvait. A 4 h 40, tous les canons allemands (6 200) amenés dans le plus grand secret et tous les Minenwerfer ouvrirent le feu vers les arrières. A 6 h 40, ils rapprochèrent le tir vers les positions d'infanterie. L'armée allemande utilisait massivement les gaz de combat. A 9 h 40, par un brouillard épais, l'infanterie sortit de ses lignes sur un front de soixante-dix kilomètres, d'Arras à La Fère (Oise). Au nord, la 3e armée britannique (Byng) tint à peu près. Au sud, la 5e (Gough) fut enfoncée. »

Deux pages après, J.B. Duroselle tire le bilan succinct des six premiers jours de combat: *« Le 23 mars au soir, l'armée Gough battait partout en retraite et se désagrégeait. Contentons-nous, sans entrer dans les détails, de noter que l'avance des ennemis atteint 24 kilomètres le 23 mars au soir ; 33 kilomètres le 25 ; 43 kilomètres le 26 au soir, alors que s'est tenue la célèbre conférence de Doullens. Les Allemands ont pris Bapaume, Péronne sous-préfecture de la Somme, Ham, Noyon et bien d'autres positions importantes. Mais seule serait décisive la conquête d'Amiens ».*[6]

L'ampleur de cette offensive de printemps est décrite de manière encore plus détaillée, donc plus impressionnante, par le **général Patrick Sans** dont on a vu, en début de cet ouvrage, qu'il a, à partir du carnet de route d'**Edouard Duchamp**, grand-père de son épouse, tiré une magistrale histoire de la guerre effectuée par le 98e R.I. de Roanne, insérée elle-même dans une vaste évocation de la Grande Guerre :

« Le 21 mars 1918, la nuit était calme et il pleuvait. A 4 h 40, entre la Scarpe et l'Oise, sur un front de plus de 70 km, d'Arras à La Fère, plus de 6500 canons allemands (3 755 pièces de campagne et 2 508 pièces d'artillerie lourde, soit un canon en moyenne tous les dix mètres !) amenés dans le plus grand secret, et 3 500 Minenwerfer[7] *ouvrirent le feu vers les arrières, tirant plus d'un million d'obus en 5 heures : d'abord des obus*

[4] Pierre Miquel, op.cit., p 477
[5] A. Duménil, op.cit., pp. 966-967
[6] J.B. Duroselle, op.cit., p. 353 et 355
[7] Obusiers lanceurs de torpilles

lacrymogènes pour obliger les défenseurs à enlever leur masque à gaz[8], puis des obus au phosgène, mortels. Le premier objectif était de neutraliser les 2 500 canons anglais. A 6 h 40, ils rapprochèrent le tir sur les positions d'infanterie. A 9 h 40, par un brouillard épais, l'infanterie allemande sortit de ses tranchées appuyée par 62 escadrilles de 12 avions de chasse ou d'assaut.

Au nord, la 3ème armée britannique (Byng) ne recula que de quelques kilomètres et réussit à protéger Arras, au prix de pertes sévères. L'effort principal de Ludendorff ne produisait donc pas le résultat escompté. Par contre, au sud de la Somme, à l'ouest de Saint-Quentin, la 5ème armée (Gough) cédant sous la violence du choc et perdant en quelques heures 40 000 hommes et 500 canons, fut complètement enfoncée. Le 22, von Hutier réussit à percer les lignes à Ternier. Péronne, à la jonction des secteurs britannique et français, tombait dans la nuit du 22 au 23.

Une brèche s'était ainsi créée entre les deux armées dont les deux commandements manquaient cruellement de coordination. Haig, le commandant anglais, craignant pour ses lignes de communication, se souciait surtout de garder Amiens, tandis que Pétain, qui voulait maintenir la cohésion de ses armées et couvrir Paris, craignant en particulier une attaque en Champagne, ne voulait pas dégarnir les autres fronts en envoyant des renforts.

Aussi, la brèche risquait-elle de s'élargir dangereusement si des réserves n'étaient pas engagées au plus vite pour la colmater. »[9]

Le 29 au soir, les troupes allemandes ne sont qu'à 25 kilomètres d'Amiens, à Villers-Bretonneux. La conférence interalliée de Doullens (Somme) faisant du général Foch le coordinateur *« de l'action de toutes les forces alliées sur le front occidental »*, permettra, par une meilleure association des forces, de sauver Amiens, malgré une progression des Allemands plus au sud, avec la prise de Roye et Montdidier.

François Baizet (cl. 97), agriculteur à Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire), adjudant au 64e R.I. Territoriale quand il atteint ses 40 ans, en octobre 1917, commandant une section de soldats territoriaux chargés de travaux de génie, est à Saint-Dizier, en Haute-Marne, quand il écrit dans son journal à la date du 4 avril 1918 :

« Les boches ont commencé depuis le 21 mars la fameuse offensive dont on parlait tant. Ils l'ont déclanchée* en face d'Amiens et les premiers jours ont marché vite. La 5e armée anglaise semble avoir fléchi rapidement. Y a-t-il eu faute de cette armée ? La presse rend hommage aux britanniques* comme aux français*, mais on lit entre les lignes que ces troupes de la 5e armée britannique ont flanché sérieusement et n'ont pas fait tout leur devoir. Elles n'ont pas tenu le temps nécessaire et les boches* à un moment avaient percé. Un moment, cela a été très mal pour nous. Les Anglais ont appelé les français* et c'est le général Fayolle accourut* avec son armée qui a put* arrêter le flot boche qui allait s'écouler par cette percée. Les Anglais ont du* perdre beaucoup de prisonniers et des quantités de matériel, quoiqu'ils disent le contraire. Il paraît toutefois que les boches* ont eu des masses de tués et de blessés. Le résultat a été que l'on s'est empressé de nommer un généralissime et c'est le général Foch le grand maître des troupes alliées. Pourvu que cela ne soit pas trop tard. ».*

Anne Duménil explique et chiffre les pertes de la 5e armée britannique sous le coup de boutoir allemand du 21 mars : *« L'échec de la 5e armée de Gough, qui avait choisi d'occuper densément la zone avancée, s'explique par la perte, dès les premières heures de la bataille, d'un grand nombre d'hommes et de mitrailleuses. Le 21 mars 1918, l'armée britannique perdit 38 000 hommes dont 7 000 morts et 21 000 prisonniers : une proportion qui révèle l'intensité du choc mais aussi l'inadaptation de la tactique britannique »*[10].

Louis Seux (cl. 17), né à Saint-Apollinard dans une famille nombreuse d'agriculteurs-vignerons, ayant perdu son père en 1910, est resté à la ferme jusqu'à son départ à la guerre en 1916 ; après guerre, il est devenu comptable, puis chef de fabrication aux Manufactures réunies de Tresses et Lacets de Saint-Chamond, Il a fait l'essentiel de sa guerre combattante au 360ème R.I. de Toul. Le 21 mars 1918, toute la division est transférée de Champagne dans la Somme, en direction de Montdidier, où les Allemands viennent d'effectuer une percée de grande ampleur :

E- *« Donc vous en étiez à cette attaque de mars 18 ?* T- *Oui* E- *Dans la région de….* T- *Montdidier !*
E- *Comment ça s'est passé ?*
T- *Eh ben, ça s'est passé que les Allemands, comme on fait toujours, ont attaqué sur la jointure des armées anglaise et française ! Et comme on se renvoie toujours un peu la balle, au lieu de s'entraider un petit peu,*

[8] Car l'afflux irrépressible de larmes au contact de ces gaz produit une irritation telle que le réflexe spontané de chaque soldat est d'enlever le masque dans l'illusion de soulager la douleur de l'épanchement lacrymal….
[9] Général Patrick Sans, *« Le 98e Régiment d'Infanterie dans la Grande Guerre »*, ouvrage non édité à ce jour (sauf erreur), pp.288 et 290, en comportant 404, donné par le beau-père de l'auteur, Henri Duchamp
[10] A. Duménil, op.cit., p. 968

chacun regarde son petit coin. Et ils ont enfoncé le coin, eux, dans cet endroit ! De telle sorte qu'en rejetant les Anglais d'un côté, et les Français de l'autre, il s'est trouvé une brèche par laquelle ils se sont engouffrés ! Certains jours, ils ont avancé de cinquante kilomètres !

E- *Qu'est-ce que vous pensez des Anglais comme soldats ?*

T- *Ben, les Anglais, c'est des drôles de soldats ! Certains moments, ils sont très bons, mais d'autres… C'est-à-dire, ils sont disciplinés, leurs chefs les ont bien en main. Et comme je vous dis, les chefs voyaient, eux, que d'être acculés, de pas pouvoir arriver à la mer en cas de déroute ! Alors c'était reculer le plus possible le plus vite ! Alors, ils se repliaient en bon ordre, pas en désordre, mais ils étaient pas forcément… dire : « Je veux rester là ! »*

On aurait donc ici le même scénario que le repli anglais sur Dunkerque, porte de la Manche, lors du début de la seconde guerre mondiale. Il est à noter que l'avancée des Allemands de *« cinquante kilomètres »* *« certains jours »* est tout à fait exagérée, puisque les historiens, au nombre desquels **J.B. Duroselle et Anne Duménil,** l'estiment à son maximum à une soixantaine de kilomètres en tout: *« leur avance atteignait cinquante kilomètres le 29* (mars) *, cinquante-huit kilomètres le 30. L'offensive s'essouffla alors et s'arrêta »* (J.B. Duroselle, p. 370) ; *« en dépit des réussites initiales – dans le secteur de la XVIII^e^ armée l'avancée atteignait une profondeur de 60 kilomètres – l'offensive Michael est stoppée le 5 avril : la progression des troupes s'était considérablement ralentie dès qu'elle eurent atteint le secteur dévasté de l'ancien champ de bataille de 1916 »* (A. Duménil, p. 969). Celui de la grande bataille de la Somme du second semestre 1916, qui effectivement oppose son terrain bouleversé à une avance conquérante… J.B. Duroselle avance lui, comme causes de cet arrêt de l'offensive, l'emploi efficace des avions et des tanks par les armées françaises et, paradoxe, la découverte éblouie des riches dépôts de vivres anglais par des soldats allemands assez mal nourris en raison du blocus et des difficultés de ravitaillement…

L'offensive Michael vécue par un artilleur

Jean-Baptiste Biosset (cl. 18), né à Saint-Haon-le-Châtel, fils d'un agriculteur de Renaison qui travaillait aussi comme carrier sur la route de la Croix-du-Sud, exerça de nombreux métiers en Roannais avant de se retirer, pour raisons de santé, à Renaison comme éleveur d'ovins et vigneron. Au printemps de 1918, il est, depuis le 15 août 1917, artilleur dans la D.C.A. (Défense contre Avions) à l'auto-canon de 75. Sa batterie parvient à abattre six avions ennemis en mars 1918, lors du déclenchement de la grande offensive allemande, à proximité de Craonne, à l'extrémité est du Chemin des Dames :

T- *« Ah ! Ça crachait le feu, par exemple ! On y voyait aussi clair la nuit que le jour ! A ce moment-là, nous avons repoussé les Boches jusqu'à l'Ailette : c'est une rivière qui coule en bas du Chemin des Dames. Le 21 mars* (1918*), nous étions toujours là, et les Allemands avaient déclenché une attaque sur les Anglais dans l'Oise et la Somme. Ils avaient enfoncé les Anglais sur un front de 80 kilomètres ! Alors, comme nous étions l'artillerie la plus rapide au déplacement (parce que nos moteurs étaient bloqués à 25 à l'heure, mais quand on tirait sur le régulateur, on pouvait monter jusqu'à 40 !)… Nous avions des huit cylindres en V De Dion – Bouton : c'étaient des moteurs qui avaient été réformés de l'aviation, qu'on avait mis sur ces engins-là. Donc nous sommes relevés à minuit, et au jour, nous étions dans l'Oise, là-haut, pour arrêter les Allemands ! Comme nous étions arrivés les premiers, on s'est contentés de faire quelques barrages*[11] *sur l'Oise, pour faire peur aux Allemands. Avant de traverser un fleuve, il faut aligner toutes les forces. Il y a eu un moment d'hésitation des Allemands avant de traverser l'Oise. Heureusement, sans ça, c'est pas nous qui pouvions les contenir. On a fait un peu de bruit* (de tirs) *et pendant ce temps-là, dans la journée, les troupes françaises sont arrivées (l'infanterie) en camions. Le front s'est organisé et on est resté là vingt jours. Quand les Boches ont vu qu'ils avaient affaire aux Français, ils ont dit : « Mais où est passée cette…. ». Je crois que c'était la quatrième ou cinquième…*(armée anglaise). *Alors, quand nous arrivions là-haut, on en a rencontré quelques-uns… Les artilleurs se sauvaient avec les chevaux !*[12]

E- *Vous parlez des Anglais, là ?*

T- *Oui ! Alors on leur demandait : « Où allez-vous comme ça ? » - « Oh ! On rentre chez nous, en Angleterre ! ».*

Ce petit dialogue n'est guère réaliste, car, avec la différence de langues, et l'état d'affolement que crée la percée allemande, on voit mal comment il aurait pu se dérouler, même à l'échelon de quelques soldats, entre Français et Anglais connaissant la langue de l'autre nation.. Mais il résume bien l'opinion critique des soldats français de l'époque sur le recul de leurs alliés anglais. Reprenons le témoignage à l'endroit de son interruption :

---

[11] On ne voit pas des artilleurs construisant des barrages sur la rivière, travail dévolu au Génie. Il semble qu'il faille comprendre *« tirs de barrage à proximité de l'Oise »*, d'autant plus qu'il s'agit de *« faire peur aux Allemands »*. Mais peut-être évoque-t-il l'action d'autres régiments, notamment du Génie français ?

[12] Les chevaux qui servaient à tracter les canons pour les déplacer d'un lieu à un autre et les mettre en batterie

T- *« Bon. Dans la journée, donc, les Français sont arrivés, et lorsque le secteur a été organisé, on nous relève, et on nous envoie… Ah ! Les Boches avaient encore enfoncé, là, mais sur les Français, devant Noyon. Il y a les fameuses carrières de Selens[13], et c'est les quatre ou cinq jours qui m'ont duré le plus de la guerre, parce qu'on se reposait dans cette fameuse carrière… Les carrières souterraines que les Boches avaient occupées. »*

L'ampleur de certaines de ces carrières souterraines de l'Aisne (dont la plus connue est sans doute la Caverne du Dragon, au Chemin des Dames) ayant servi à l'extraction de pierre pour la construction de maisons dans les siècles passés, leur permet largement d'abriter un régiment. Mais laissons Jean-Baptiste poursuivre son récit : *« Cette carrière souterraine avait sept entrées. En partant, les Boches en avaient fait sauter cinq, il n'en restait que deux, mais qu'ils bombardaient constamment pour les détruire. Avec nous, il y avait dans la carrière une compagnie de zouaves qui était au repos, ça allait, ça venait… On était sur la paille pourrie, dans l'humidité. Les Boches tiraient à gros obus pour essayer de faire sauter les deux entrées qui restaient. Chaque fois qu'on obus de gros calibre tombait sur la voûte de la carrière (on était éclairé à la bougie là-dedans) toutes les bougies s'éteignaient ! Bref, c'est la seule fois où le temps m'a duré pendant la guerre, parce qu'on s'attendait à être enfermés dans cette carrière, on s'attendait à ce que les entrées sautent, à ce que ce soit un éboulis…*

E- *Et là, vous viviez une expérience qui était plus proche de celle de l'infanterie que de l'artillerie ?*

T- *Bien sûr ! A partir de ce moment-là, on a tout fait, puisque nous arrivions les premiers…*

E- *En avril 18 ?*

T- *Oui. Alors on nous envoie au repos à Muizon, à 9 kilomètres de Reims. Nous étions là depuis une dizaine de jours, c'était en avril. Alors là, pendant ce temps, les Boches avaient cherché les Anglais, par des coups de main…*

E- *Puisqu'on en est là, quelle opinion avez-vous du soldat anglais ?*

T- *Eh bien, le soldat anglais était meilleur en attaque qu'en défense : ce n'était pas un bon défenseur. D'ailleurs, c'est beaucoup plus difficile de supporter une retraite qu'avancer. Parce que quand on peut plus avancer, on s'arrête, tandis que quand vous êtes poursuivis, vous savez jamais où il faut s'arrêter ! Le moral est beaucoup plus bas dans une retraite que dans une avance. C'est beaucoup plus difficile à soutenir. Vous ne savez pas de quel côté vous allez être attaqué. Tandis qu'en attaque, on est maître de la situation… »*

Nous reviendrons sur ce témoignage qui saute ensuite à fin mai. L'opinion du témoin sur la valeur intrinsèque des soldats anglais est nuancée, ce qui n'est pas le cas de nombreux autres témoins qui, oublieux de la bataille de la Somme de 1916 et ne retenant que cet épisode de recul de la cinquième armée anglaise, les jugent plus sévèrement, et pour tout dire, injustement…

La chronologie des faits nous amène à suspendre pour un temps le thème central de la grande offensive allemande sur le champ de bataille pour le retrouver sous une forme inattendue, spectaculaire, touchant les civils…

Fin mars 1918 : la « grosse Bertha » commence à tirer sur Paris…

Le nom du fameux canon à très longue portée tirant sur Paris à partir du 24 mars 1918 est resté dans toutes les mémoires, y compris dans celles de gens qui n'ont pas combattu pendant la Grande Guerre, ou qui sont nés bien après. Voir associer un prénom de femme allemande à un engin de mort, la voir affublée du qualificatif péjoratif de « *grosse* », même en un temps où les femmes plus que plantureuses étaient fort appréciées, n'est sans doute pas sans relation avec cette persistance mémorielle. Ainsi que la panique causée sur la capitale, en ce début de printemps, en période de Pâques, et les victimes qui s'ensuivirent, alors qu'elles se croyaient à l'abri de tout danger. Il va sans dire que cette initiative technique allemande très audacieuse a fait partie d'un plan stratégique de démoralisation de la population de la capitale, et au-delà, de la France entière, qui s'inscrit dans l'offensive allemande du printemps 1918 : Paris n'était plus hors de portée, dans aucun de ses quartiers, et c'en était fini de la relative tranquillité des « *embusqués parisiens* » galonnés de frais, impeccables dans leurs uniformes constellés de médailles qui n'avaient jamais connu la souillure du front, ni son danger permanent, ou en costume civil du dernier chic, et de leurs belles compagnes, régulières ou demi-mondaines, attifées comme pour la fête, visions et attitudes qui offusquaient tant les Poilus quand, en permission pour leur province lointaine, ils sortaient un peu de la gare du Nord pour prendre « un air » de ce Paris que la plupart n'avaient jamais vu (cf le chap. XIX sur *« La haine des embusqués »*) avant de reprendre leur train gare de Montparnasse, gare Saint-Lazare ou gare de Lyon, pour leurs destinations respectives.

Joseph Sorgues (cl.15) enseignant au pensionnat catholique de Belleville-sur-Saône, a été versé dans le service auxiliaire après la grave blessure à la colonne vertébrale reçue le jour même du déclenchement de l'offensive de Champagne, le 25 septembre 1915. Ce grand lecteur de la presse peut se livrer à son activité favorite, et note dans son journal, à la date du dimanche 24 mars 1918 : *« C'est bien un canon qui a bombardé Paris ! Ce n'est pas un canard !* (une fausse nouvelle*) Depuis huit heures du matin hier, de quart d'heure en*

[13] Selens se trouve à peu près à mi-distance entre Noyon et Soissons, villes distantes de 37 km

quart d'heure, des obus de 240 ont atteint la capitale et la banlieue, où il y a une dizaine de morts et une quinzaine de blessés. On se perd en conjectures sur l'invention nouvelle qui permet aux Boches de lancer des obus à plus de 100 kilomètres ; la pièce serait placée sur le plateau de Saint-Gobain, à 15 kilomètres en arrière des lignes et à 120 kilomètres de Paris. Cependant, on se rappelle maintenant qu'en 1917, un savant français, M. Huguenard, avait trouvé, à la suite de longues recherches, le moyen de tripler et même de quadrupler la portée des canons sans rien changer au mécanisme des pièces. Il s'agissait évidemment de supprimer la résistance de l'air en enveloppant l'obus d'une couche d'air chaud au moyen d'une fusée[14] *spéciale, d'autre part en rayant l'obus avant de l'introduire dans le canon, on arrive à supprimer le frottement et à augmenter considérablement la vitesse. L'inventeur s'en vint donc à Paris, à la Direction des Inventions, il se heurta à l'indifférence et à l'hostilité des bureaux, cette plaie française. Les Allemands n'ont pas été si bêtes que nous ! Cependant leur canon, qui me paraît plus politique que militaire, n'atteindra pas son but de démoralisation aussi bien que son objectif balistique. »*

Le vendredi 29 mars, jour du Vendredi Saint, le canon à longue portée frappe à nouveau, et détruit partiellement une église pleine de fidèles. Le très dévot Joseph Sorgues est bouillant d'indignation dans sa chronique du lendemain 30 mars, veille de Pâques :

« Hier après-midi, un obus lancé par la pièce à longue portée est tombé sur l'église Saint-Gervais au cours de la cérémonie des Ténèbres du Vendredi Saint ; la toiture a cédé et de nombreuses pierres ont atteint la foule. Il y a 75 tués et 90 blessés, dont beaucoup de femmes et d'enfants. Le cardinal Amette, prévenu, s'est rendu sur les lieux , et violemment ému, il s'est écrié : « Ah ! les misérables ! Avoir choisi le jour et l'heure de la mort de Notre-Seigneur pour commettre un tel crime ! ». Il a lancé l'anathème contre les maudits et le monde entier s'associera à ses paroles terribles. Tuer des chrétiens en prières le jour du Vendredi Saint, n'est-ce pas être à la fois assassins et sacrilèges ? Je m'imagine les âmes des innocentes victimes, immolées au pied des autels, arrivant au Ciel et criant justice contre le monstre auteur de tels attentats ; oh ! que le compte de cet homme doit être formidable là-haut ! Le Divin Crucifié a dû accueillir avec tendresse les chrétiens frappés à l'heure de Sa mort et leur promettre la Victoire pour laquelle ils priaient ».

La coïncidence entre ce jour sacré pour les Chrétiens où meurt leur Sauveur pour la rédemption du monde et la mort de près d'une centaine de fidèles tués dans une église ne pouvait que frapper les imaginations, et raviver la haine pour un peuple, chrétien aussi, catholique au sud, protestant au nord, guidé par le Kaiser assimilé par J. Sorgues à un « monstre ».

Silencieuse sur l'explosion meurtrière de la poudrerie de Moulins du 2 février, *L'Illustration* ne l'est pas, en revanche, sur l'irruption tonitruante dans le ciel de Paris des obus de la « *grosse Bertha* » (sans la nommer encore ainsi) et pour cause : son lectorat parisien, le plus important et le plus influent, ne le lui aurait pas pardonné ! Ainsi, elle l'illustre triplement, dans son numéro hebdomadaire du 6 avril 1918, par deux articles et par un dessin en pleine page faisant face au second article.

Le premier article, très long (presque deux pages : pp. 359-360) , signé **F. Honoré**, intitulé sobrement *« Le bombardement de Paris »* et sous-titré *« Dernières nouvelles sur le canon allemand »*, est entièrement technique, avec des schémas illustrant les caractéristiques de la trajectoire des obus depuis leur point de départ jusqu'à leur point d'impact, à Paris, démontrant avec deux courbes l'intérêt qu'il y a *« augmenter l'angle de tir pour un projectile qui doit progresser longtemps dans la zone d'air raréfié »* (couche plus élevée de l'atmosphère) et fournissant une coupe scientifique très précise des *« obus tirés sur Paris d'après les dernières constatations. »*. L'article est bourré d'explications scientifiques, dont voici les plus parlantes pour le profane : *« Cette trajectoire développée représente un parcours réel d'environ 150 kilomètres, s'effectuant à peu près en trois minutes, soit une moyenne de 800 mètres par seconde. Un article de la « Vossische Zeitung », signé par le général Rohne, un des plus fameux écrivains militaires de l'Allemagne, donne les chiffres suivants : « Vitesse initiale : 1.460 mètres*[15]*. Sommet de la parabole : au-dessus de 29 kilomètres. Durée du*

[14] Ici, la fusée désigne une fusée d'obus, ou fusée détonateur, dispositif en ogive vissé à la pointe de l'obus, déterminant le mode d'explosion de l'obus, soit à la percussion avec le sol, soit avant, soit après, avec un léger retard dans ce cas.

[15] C'est un peu elliptique, car l'auteur oublie de préciser, pour cette vitesse de départ de l'obus à la gueule du canon, à l'instant précis où il est propulsé dans l'air par l'énergie formidable de l'énorme masse de poudre employée et par son accélération dans un tube de 36 mètres de long (cf infra) qui sécurise et stabilise sa trajectoire future, tout comme la rotation que lui impriment les fines rainures spiralées de l'intérieur du tube: « *1460 mètres à la seconde ! »*, ce qui peut se convertir en kilomètres par minute : *« 87,6 km à la minute »*, ou en kilomètres par heure : *« 5 256 km/heure ! »*. C'est le quart de la vitesse de lancement d'une fusée actuelle en partance pour la Lune ou pour mettre sur orbite un satellite, et devant donc atteindre une vitesse telle qu'elle lui permette d'échapper à l'attraction terrestre. C'est prodigieux, mais dès que l'obus de 125 kg entre dans l'air, même raréfié à près de 30 km à son apogée, il est évidemment très fortement freiné. S'il ne l'était pas, il accomplirait sa trajectoire de 120/130 km (disons une moyenne de 125 km) en 1,42 minute…Or le spécialiste allemand parle du double : « *2,5* = 2 minutes 30 secondes- *à 3 minutes*. ». C'est donc une sorte de météorite d'acier et de mélinite qui s'abat sur Paris ! Et ceci à répétition !

parcours : 2,5 à 3 minutes. ». Et l'auteur de commenter avec satisfaction, mais modestement, avec le fameux « nous » d'auteur, dit de « modestie » : *« Ces chiffres se rapprochent des nôtres. »*

Nous retiendrons plutôt le second article, plus grand public et plus révélateur du sentiment des Parisiens, ainsi que de son rédacteur (non nommé cette fois) qui doit, comme un éditorialiste, exprimer la position officielle indignée, outrée, de sa revue, très imprégnée de christianisme, article intitulé fortement, dans un oxymore qui a dû toucher tous les croyants, chrétiens ou non : *« L'attentat du Vendredi Saint »,* titre opposant la guerre et la paix sur la terre que Jésus est censé apporter aux hommes par l'acceptation volontaire de son sacrifice sur la croix, commémoré ce jour-là par les catholiques, en conformité avec l'Evangile. L'article comporte un sous-titre qui renforce l'esprit du titre, en l'expliquant : *« Un obus allemand dans une église de Paris.* ». Quant au contenu de l'article, nous le citerons in extenso, car il donne une vision très précise de la succession des événements aboutissant au drame du Vendredi Saint, à l'église Saint-Gervais :

« Un des obus lancés par les pièces à longue portée qui bombardent Paris depuis une quinzaine est tombé, comme on l'a lu plus haut, dans une église, le jour du Vendredi Saint. De nombreux fidèles étaient venus assister à l'office des Ténèbres[16] *qui comprend le chant des Lamentations de Jérémie et un sermon sur la Passion et les sept paroles du Christ.*[17] *Il était 4 heures ½ et la cérémonie allait commencer quand l'obus frappant le mur latéral de gauche ouvrit une brèche et vint fracasser un des piliers dont la rupture détermina l'effondrement d'une partie de la voûte. Des blocs de pierre furent projetés avec une extrême violence sur l'assistance et firent de terribles ravages. Un communiqué officiel donna les premiers chiffres de 75 tués et de 90 blessés. Mais on ne cacha pas le lendemain qu'il avait été délivré 88 permis d'inhumer. »*

On a vu que **Joseph Devaux**, écrivant le lendemain du drame, le samedi 30 mars (samedi de Pâques) s'en était tenu au chiffre officiel de 75 tués et 90 blessés, tout en ayant rajouté une précision émouvante : *« dont beaucoup de femmes et d'enfants »*, ce qui est tout à fait vraisemblable au demeurant, la plupart des hommes entre 19 et 48 ans étant à la guerre ! Et les hommes étant moins pratiquants que leurs épouses et leurs enfants, sauf en période de Semaine Sainte, puisque la communion pascale annuelle était le minimum religieux exigé par le clergé, qui préférait évidemment la communion dominicale régulière, impliquant, à l'époque, la confession auriculaire préalable et individuelle en confessionnal, ce qui est loin d'être le cas depuis la fin du Concile Vatican II, s'étant achevé en 1965, et depuis le début de la déchristianisation rampante parfois devenue galopante dans certaines provinces françaises… Mais revenons à la suite de l'article de *L'Illustration,* qui change fortement de tonalité:

---

[16] En référence au Nouveau Testament, dans l'Evangile de Saint-Matthieu, par exemple, au moment de l'agonie de Jésus sur la Croix : *« Depuis la sixième heure, il y eut des ténèbres sur toute la terre jusqu'à la neuvième heure. »* (Matthieu – XVII,45 - traduction de la Bibliothèque de la Pléiade, faite par Jean Grosjean et Michel Létrumy, avec la collaboration de Paul Gros, p.98 de l'édition Gallimard de 1971. Les autres références bibliques données le seront aussi dans cette édition.

[17] Ces 7 paroles (au sens strict 8 !) de Jésus crucifié jusqu'à ce qu'il expire, résultent de la compilation des quatre Evangiles, les moins diserts sur ce point étant Marc et Matthieu qui ne mentionnent que la même phrase : *« Eloï, Eloï, lama sabacthani » ce qui veut dire : »Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'es-tu abandonné ? »* (Marc, XV,34) et, avec une légère variante chez Matthieu, dans la formule hébraïque et le tutoiement : *»Eli, Eli lema sabacthani ? c'est-à-dire : « Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ? »* (Matthieu, XXVII, 46), tout deux mentionnant aussi, à l'approche de la mort, *« un grand cri »* qu'ils n'accompagnent pas de contenu verbalisé. Luc est un peu plus complet, mais ne donne pas la formule hébraïque, ou araméenne ; en revanche il attribue au Crucifié trois phrases prononcées séparément, avec des « temps morts », si l'on osait cet horrible jeu de mots ! D'abord, s'adressant à Dieu le Père, à propos des soldats en train de le crucifier avec les deux larrons de part et d'autre de sa croix : *« Père, remets-leur* (pardonne-leur leur péché) *car ils ne savent pas ce qu'ils font »* Luc, XXII, 34). Puis, s'adressant au bon larron, qui ne le blasphémait pas, à l'inverse du mauvais larron, mais reconnaissait sa culpabilité et s'étonnait que l'innocence de Jésus reçût le même châtiment que sa vie de coupable, et lui demandait de se souvenir de lui quand il *« arrivera [it] dans [son] règne » : « Oui, je te dis, aujourd'hui tu vas être avec moi au paradis »* (Luc, XXIII, 43). Enfin, s'adressant à Dieu le Père, à la phase ultime de son agonie, tout en restant conscient, ce qui est sans doute la traduction du « grand cri » des deux précédents Evangélistes : *« Et Jésus vociféra à grande voix et dit : « Père, je mets mon esprit entre tes mains. ». Et ce disant, il expira. »* (Luc, XXIII, 46). Nous en sommes donc à quatre paroles différentes et successives. Chez Jean, le disciple préféré depuis toujours, il y a en quatre autres, différentes, que nous citerons avec le contexte, dont les deux premières le concernent :

1/ *« Jésus voyant sa mère, et près d'elle, le disciple qu'il aimait, dit à sa mère : « Femme, voici ton fils. »* 2/ *« Puis il dit au disciple : « Voici ta mère. ». Et depuis lors, le disciple la prit chez lui. »* (Jean, XIX, 26 et 27) . Jésus organise donc la sécurité future de sa mère, lui fournit un fils de substitution. 3/ *« Après quoi, Jésus, sachant que tout était fini, dit pour finir l'écriture* (on serait tenté de mettre une majuscule à *« Ecriture »*, car il s'agit des prophéties antérieures sur son mode de mort) : *« J'ai soif. »,* (Jean, XIX, 28) demande implicite qu'un soldat romain voisin exauce en tendant au Crucifié, du bout de sa lance-javelot, *« une éponge remplie de vinaigre »* qu'il lui presse contre la bouche, d'où la réaction de Jésus qui s'achève par la quatrième et dernière phrase citée par Jean : 4/ *« Quand Jean prit le vinaigre, il dit : « C'est fini. » Il baissa la tête et remit l'esprit. »* (Jean, XIX, 30). Ce sont donc bien huit phrases différentes, et non sept qu'on peut comptabiliser en compilant les quatre Evangiles, entre la phase de crucifixion et celle de la mort : 1 chez Marc et Matthieu (la même), 3 chez Luc, et 4 chez Jean.

« L'horreur de cet attentat en un pareil jour et en un pareil lieu provoqua à Paris plus d'indignation que d'émotion[18]. Tandis que les autorités officielles se rendaient à l'église, où était accouru de son côté l'archevêque de Paris, la Chambre des députés voyait ses représentants de l'extrême gauche se joindre aux orateurs de droite pour flétrir les meurtriers. Mais il appartenait à l'archevêque de Paris de faire entendre sa protestation : « Un tel crime », déclara officiellement S.E. le cardinal Amette, « commis dans de telles conditions, en un tel jour et à une telle heure, soulève la réprobation de toutes les consciences. Dans notre profonde douleur, nous avons le devoir de nous faire l'écho de cette réprobation et d'en appeler à la justice de Dieu, en même temps que nous implorons sa miséricorde pour les victimes. »

Le 1er avril, un télégramme pontifical apportait à l'archevêque de Paris « les doléances les plus profondes » du Saint-Père. Le grand rabbin Israël Levi envoyait l'expression pathétique de sa piété et de son indignation « au spectacle d'un pareil forfait qui semble avoir voulu insulter ce que l'humanité a de plus sacré ». Le Président du Consistoire[19] faisait entendre la même protestation et faisait le même geste d'union de tous les fidèles.. A l'étranger, le sentiment de révolte fut unanime. A Genève, la presse put l'exprimer avec le même accent que la presse française, car on comptait parmi les victimes un citoyen genevois, M. Stroehlin, conseiller de la légation suisse à Paris, et Mme Stroehlin. »

Quant à l'illustration de *« L'Illustration »* faisant face à cet article, il s'agit d'un dessin pleine page (format 31 cm de hauteur par 22 cm de largeur pour le dessin, la page ayant encore de larges marges), présenté ainsi, sans aucun titre : *« Dessin de J. Simont, d'après un témoin »*. Très souvent, cette revue illustre ses articles importants par des photos, d'une qualité parfois exceptionnelle. Mais outre qu'aucun photographe n'avait anticipé le drame, et ne disposait alors, même s'il avait été parmi les fidèles, d'un appareil au format de poche, pouvant fonctionner sans le lourd flash au magnésium de l'époque (pour les mieux équipés) dans l'obscurité relative d'une église, aucune photo n'aurait pu rendre la puissance suggestive de ce dessin d'une facture remarquable. L'arrière-plan, celui d'une église avec d'épais piliers dans la brume de poussière, présente aussi, sur le côté gauche, quelques sauveteurs en casque (des pompiers, assurément) qui extraient des victimes des gravats répandus au sol en couche épaisse. Au premier plan, cinq corps allongés, dont l'un est déjà recouvert d'une couverture qui lui masque tout le corps, y compris le visage, comme dans une morgue. Un des corps est celui d'une fillette dont le visage est caché, car il s'appuie, face contre terre, contre le corps voisin, qui est manifestement celui de sa mère. Deux belles jeunes (très jeunes !) femmes (dont la mère supposée) sont allongées côte à côte, les yeux clos, en cheveux, l'une avec un missel échappé de sa main, reposant sur une de ses jambes. Leur expression est sereine, comme pour suggérer une vison de Paradis, alors que le dessinateur aurait pu leur mettre des masques de douleur. Au second plan, deux hommes en habit ecclésiastique. Le premier, le plus important par le faste de son habit, portant la croix pectorale et un surplis de fine dentelle sous son manteau moiré, un bonnet carré finement ouvragé dans la main gauche (et non sa mitre !), bénit de la main droite les cinq corps allongés. L'ecclésiastique qui se tient debout derrière lui, manifestement son coadjuteur, ou le curé de l'église Saint-Gervais en raison de ses deux rabats noirs au cou (typique de l'habit de curé au XIXe siècle, comme dans les photos du curé d'Ars, Jean-Marie-Vianney, canonisé) et portant le chamail d'un chanoine, garde les bras ballants (ce qui fait penser à une attitude d'affliction) et a l'expression du visage pétrie d'une douleur grave. La légende de la gravure est la suivante (nous respections les divers caractères des lettres) :

« *L'ATTENTAT ALLEMAND DU VENDREDI SAINT – Un obus dans une église de Paris : S.E. le cardinal Amette, accouru de Notre-Dame, où il officiait, fait le signe de la croix sur les corps sanglants des innocentes victimes du criminel[20] bombardement ».*

On remarquera que jamais le nom de l'église de Paris (Saint-Gervais-–Saint-Protais, dans le IVe arrondissement, construite de 1494 à 1650, en style gothique flamboyant) n'a été donné par *L'Illustration,* alors que J. Devaux l'a immédiatement su par la presse : ne serait-ce pas une façon de ne pas donner à l'ennemi le point d'impact de son tir à très longue portée pour ne pas lui fournir d'indice stratégique ? Ce serait assez puéril, car quantité d'autres moyens de s'informer existent pour le haut commandement allemand, dont beaucoup d'officiers ont été initiés au français, qui jouissait encore alors d'un relatif prestige culturel que n'avait pas supplanté l'anglo-américain.

---

[18] La logique de la phrase laisse plutôt attendre *« que de panique »*, ce qui aurait pour effet de vanter la bravoure des Parisiens. Car de l'émotion, il y en a dans l'indignation ! Et dans les commentaires et les rumeurs qui n'ont pas manqué de s'ensuivre !

[19] du Consistoire des diverses obédiences protestantes. On remarquera qu'il n'est pas question du chef français de la religion musulmane, les adeptes de l'Islam étant, en France, en 1918, relativement peu nombreux (sauf dans les troupes coloniales maghrébines ou noires, zouaves et tirailleurs

[20] L'antéposition au nom de l'adjectif épithète « *criminel* », bien plus inhabituelle qu'un siècle plus tard (notre époque) où l'ordre anglais qui fait antéposer systématiquement l'adjectif au nom perturbe la syntaxe de notre langue, donne à l'expression une force expressive bien supérieure à «*bombardement criminel* ».

Nous retrouvons mention de la « *Grosse Bertha* » qui porte, en France, ce nom pour l'Histoire, dans des notes préparatoires à un discours prononcé pour les cérémonies du 11 novembre, à une date inconnue, mais forcément antérieure à la date de mort du témoin (1981), à l'âge de 85 ans : il s'agit de **Benoît Desseigné** (cl.16), menuisier à Villers, à 7 km de Charlieu, qui a laissé un très intéressant récit de sa guerre au 5e R.I. Coloniale de Lyon. Sur la page de couverture d'un bloc-note, après la liste des aviateurs as de la Grande Guerre, il note : *« Grosse Bertha tous les ¼ d'heure jusqu'à 15 heures le 23 mars des engins frappèrent une vingtaine de fois la capitale. Les aviateurs sont envoyés en reconnaissance. Trente heures après le premier coup, l'engin est localisé et photographié. Ce sont 3 canons colossaux de 30 m de long camouflés en forêt de Saint-Gobain, à 120 km de Paris. Un obus pèse 125 kg. Le 29 mars, vendredi saint, un de ces obus tombe sur l'Eglise* St Gervais près de l'hotel* de Ville 91 morts et 68 blessés. Les Parisiens affolés quittent la capitale. Le 3 avril 1 million sont partis. ».*

Il y a du juste, de l'approximatif et du faux dans ce résumé. Justes, la date, la fréquence de tir, la localisation (la forêt de Saint-Gobain se trouve à l'ouest de Laon), la distance de Paris, l'épisode dramatique du Vendredi Saint sur l'église Saint-Gervais, le nombre de morts, les reconnaissances aériennes. Peu exagéré, le nombre de Parisiens fuyant Paris, bien qu'il paraisse presque invraisemblable ; dans l'ouvrage *« Vrai et Faux dans la Grande Guerre »*, publié sous la direction de **Christophe Prochasson et Anne Rasmussen**, dans sa contribution intitulée *« Dans l'oeil de la censure : voir ou ne pas voir la guerre »*, **Olivier Forcade** écrit à propos de la « Grosse Bertha » : *« Du 23 mars au 2 mai, Paris subit vingt-six bombardements, qui s'interrompent jusqu'au 27 mai, avant de reprendre et de toucher la Madeleine le 30 mai. Un article du journaliste **Puech**, paru dans « Le Matin » du 19 juin 1918, évoque alors l'évacuation de Paris devant la menace allemande. Leur inquiétude a déjà conduit 800 000 des trois millions de Parisiens à quitter la capitale depuis le début de l'année »*[21] . En revanche, très approximatif le poids de l'obus qui contenait en fait de 150 à 200 kg de poudre –selon la distance qu'on voulait atteindre – mais pesait, avec sa douille en acier épais et son ogive, pas moins de 400 kg ! Exagéré, le nombre de Parisiens fuyant Paris, qui aurait été presque à moitié vidé. Fausse, la mention des *« 3 canons colossaux »* résultant d'une erreur de compréhension : ce sont trois fûts de canons de près de 12 m chacun, de calibre 380 (38 cm de diamètre de l'obus) qui ont été soudés pour faire un immense tube de 35-36 m, tenu par des haubans pour que le fût ne se brise pas au moment du départ de l'obus, pesant 175 tonnes, et reposant sur un affût de 575 tonnes, avec une portée maximale de 128 km qui lui permettait d'atteindre Paris. Le tir en cloche, à partir d'un canon dressé à 60-70° propulsait l'obus de 400 kg à un apogée de 40 km d'altitude ! D'autres canons lourds, de 170 et de 220, tiraient en même temps pour rendre plus difficile la localisation de l'énorme pièce.

Au total, ce canon à très longue portée fut utilisé en trois campagnes de tir, en 1918 : du 23 mars au 3 mai, du 27 mai au 11 juin, et les 16 et 17 juillet (la campagne fut interrompue par la contre-offensive alliée du 18 juillet). Au total, ce seraient 256 obus qui seraient tombés sur Paris au cours de ces trois campagnes de tirs, faisant 256 morts et environ 620 blessés.

Quant à son nom, il est appelé à tort « *Grosse Bertha* » par les Français, car les obusiers appelés par les Allemands « *Dicke Bertha* » (portant le prénom de la fille unique de Friedrich Krupp, le constructeur des canons, qui n'était pas grosse : c'étaient les canons lourds qui l'étaient !) furent construits au nombre de dix (deux déjà en 1914) pendant la Grande Guerre, et pesaient « seulement » 42 tonnes. Les artilleurs allemands les appelaient plutôt *« Fleissige Bertha » : « Bertha l'assidue, ou « la constante »*).

Notre « Grosse Bertha » a reçu trois noms de la part des Allemands : *« Pariser Kanone » (« Canon des Parisiens »), « Pariserin » (« La Parisienne »)* et *« Longe Friedrich » (« Frédéric le long »* , d'après le prénom du constructeur, Friedrich Krupp, avec sans doute l'arrière-pensée de l'allusion à *« Friedrich der Grosse »*, Frédéric II le Grand, roi de Prusse, ami de Voltaire…).

Retour à la première offensive allemande du printemps 1918

Un cas de trahison permettant une victoire française locale, le 4 avril, et une injustice…

Marius Verdier (cl. 17), agriculteur à Rozier-en-Donzy, a vu son régiment, le 171e R.I. de Belfort, dirigé sur Montdidier, dans la Somme, pour colmater la brèche laissée par le recul de l'armée anglaise face à l'offensive allemande. Mais cette progression des Allemands n'est pas sans anicroche, comme dans cet épisode que relate le témoin :

E- « *Et votre travail de mitrailleur consistait à faire quoi ?*

T- *On était deux par section*[22]*. Oh ! Je me souviens ! C'était le 4 avril 18, on a été attaqués là-haut, dans les bois, le bois d'Archy, on appelait, et puis nous les bois de Souvinay/ Souvigné* (indistinct). »

[21] Olivier Forcade, dans C. Prochasson et A.Rasmussen, op.cit. , Editions La Découverte, 2004, p.53

[22] Rappelons qu'en 1914 une section comporte quatre escouades, soit une cinquantaine de soldats.

L'historique du 171e R.I. nous révèle qu'aux mois de mars et avril 1918, le régiment était au nord-ouest de Montdidier, à 20 km environ de cette ville, dans le secteur des localités très voisines de Sauvillers-Montgival, Thory et Sourdon, mais rien dans Google Maps, ni dans les cartes précises de la région ne permet de localiser ces deux bois. Cependant un appel à la mairie de Sauvillers-Mongival m'a permis de préciser le nom exact de ces deux bois, que le témoin écorche quelque peu : les Allemands occupaient le bois des Arrachis, les Français le bois de Sauvillers. Quant à la présence supposée d'un cimetière allemand ayant recueilli les dépouilles des soldats tombés dans l'hécatombe que va décrire Marius Verdier, elle est confirmée par le même coup de téléphone : le secrétaire de mairie m'a indiqué qu'un grand cimetière allemand se trouvait à Morisel, à 5 km au nord de Sauvillers-Mongival.

Le témoin continue : *« Alors, ils s'étaient repliés à ce moment-là. Alors, y a un Allemand qui a trahi son pays, quoi ! Il s'est rendu prisonnier, pas chez nous, mais à la compagnie à côté. Alors, il nous a dit (moi je l'ai pas entendu, c'était la compagnie à côté)… Mais ce type-là, il parlait le français comme moi, mieux que moi peut-être ! Il nous a dit : « Méfiez-vous ! Demain, prenez vos précautions ! Y a quatre divisions de cantonnées dans le bois, qui se préparent à attaquer demain, à quatre heures du matin ! Méfiez-vous ! Y a quatre divisions de cantonnées dans le bois ! ». Alors, la compagnie à côté, ils nous ont avertis ! Alors, on s'est mis sur ses* gardes. En effet, c'était le 4 avril, le jour commençait à pointer. A quatre ou cinq heures du matin, on a commencé à voir une bande noire qui sortait du bois ! « Ah ! Les voilà qui sortent ! ». Alors on a pété* (tiré à la mitrailleuse) *tout de suite parce que c'était à courte distance. On s'est mis à tirer, les deux pièces, la mienne et l'autre (à chaque pièce, on était huit ou dix, parce qu'il y avait le tireur, le chargeur et les pourvoyeurs, au moins cinq ou six, ça dépend). Alors, une fusillade ! Le terrain était plat, bien plat : y avait pas de balles perdues ! Eh ben, je vous garantis qu'on les a… Qu'on en a tombé, des hommes ! On n'arrêtait pas de tirer et puis on croisait le tir ! Eh ben, on les a bien arrêtés ! Et pourtant, y avait de* monde* ! Mais je vous garantis qu'il y avait de quoi ramasser ! Et c'était peut-être midi quand ça s'est arrêté. On s'est arrêtés de tirer, on battait plus ! Alors, le sergent est passé , il était chef de section à ce moment-là (le métier de chef de section, c'était pour un sous-lieutenant ou un aspirant, mais le sous-lieutenant avait été tué, il était pas remplacé, c'était le sergent qui commandait la section). Il est passé, il nous a dit de nous replier. Les Allemands étaient pas à cent mètres : à cinquante mètres ! « Oh ! » je lui dis, « ma foi, dites-le à l'autre pièce, il fera comme il voudra ; pour moi, on restera sur nos gardes ! Si ça s'arrête là, c'est pas la peine de se replier. On restera la main sur la gâchette ! Et on restera ! », je lui ai dit ! « L'autre fera comme il voudra ». Et l'autre a dit : « Ben, si Verdier fait comme ça, je ferai comme ça ! ». Ça fait qu'on a resté tout le jour la main sur la gâchette, prêts à tirer ! Mais ils se sont pas relevés ! Alors, vers quatre ou cinq heures de l'après-midi (je me rappelle pas bien de l'heure) ils ont mis le drapeau, ils ont levé le drapeau, ils ont mis le drapeau blanc ! Alors, le drapeau blanc, on n'a pas le droit de tirer !*

E- *C'est ça ! C'est pour ramasser les blessés !*

T- *Ramasser les blessés… Ils ont commencé à ramasser les blessés. Et puis, à la tombée de la nuit, ils se sont repliés, ils se sont en allés. Puis on a resté… Grâce à ce type qui s'est vendu, on a arrêté l'attaque complètement ! Alors, le sergent, quand il a vu ça, il nous a proposé pour la médaille militaire tous les quatre[23]… Alors, voilà le commandant… Mais la médaille militaire, on l'a pas encore eue ! On l'a pas encore eue ![24]Et qui est-ce qui l'a eue, la médaille militaire ? C'est le sergent armurier, qui était resté au poste de secours avec le commandant !*

E- *[…] C'est une injustice incroyable !*

T- *Eh ben, on a fait une pétition, on gueulait ! On gueulait !… On n'a pas beaucoup gueulé, mais enfin pour… une pétition, parce qu'enfin, c'était pas tout à fait juste ! Parce que le sergent armurier ne sort jamais du poste du commandant, dans une section de mitrailleuse !*

E- *Le sergent fourrier ?*

T- *Le sergent ar-mu-rier, qu'on appelle ! Ar-mu-rier ! Un grade de sergent, un galon de sergent, on appelle ça le sergent armurier, c'est pour la réparation des machines…*

E- *Donc les gradés savaient très bien qu'il ne pouvait pas être sur le terrain !*

T- *Eh non ! Alors le sergent[25] a bien fait le rapport, y a eu des protestations, mais c'est le sergent armurier qui l'a eue ! »*

Des gradés qui s'octroient le mérite et la médaille revenant à un soldat de base, le cas n'est pas rare, mais c'est rarement aussi immérité qu'ici, puisque, par sa fonction même, le sergent armurier ne pouvait pas avoir participé à l'attaque ! Et ses chefs ne pouvaient pas l'ignorer !

---

[23] On croit comprendre que les quatre mitrailleurs proposés pour la médaille militaire sont les deux tireurs (dont Marius Verdier) et les deux chargeurs servant les deux mitrailleuses de la section.

[24] Ce *« pas encore »* renvoie, pour Marius Verdier, à la date de notre entretien, chez lui, à Rozier-en-Donzy, le 25 mai 1988, alors qu'il avait 91 ans ! Peut-être les trois autres ont-ils été plus chanceux après la guerre…

[25] Celui qui commandait la section et avait demandé que les mitrailleurs se replient

Un peu plus loin dans l'entretien, je reviens sur l'épisode, ayant été frappé par l'espèce de jubilation qu'avait eue Marius à décrire l'efficacité meurtrière redoutable des deux mitrailleuses, dont la sienne :

E- *« Et qu'est-ce que ça vous faisait, vous, de voir qu'avec votre mitrailleuse, vous en descendiez beaucoup ? … Qu'est-ce que vous éprouviez au moment où vous les voyiez tomber ?*

T- (Assez long silence) *« Oh ! J'éprouvais… Réellement, il faut que ça soit la guerre, parce que maintenant, ça me ferait de la peine à tuer… A en viser un à la mitrailleuse ! C'était pas le même sentiment ! On peut pas juger ça. Parce que pendant la guerre… C'est que, mon vieux, on y pensait pas plus que ça, de tuer un homme ! Vous croyez pas ? Maintenant, on y ferait pas ! On pourrait pas y faire ! Mais c'est la guerre qui commande ! Il faut faire comme ça et pas dire…*

E- *On n'avait pas le choix de le faire ou de pas le faire !*

T- *On n'avait pas le choix de le faire ou de pas le faire ! Mais enfin, on pouvait dire… Moi, j'aurais pas voulu….aller…me rendre chez les Allemands de but en blanc…parce que le patriotisme empêche ! Y a beau dire ! Y a beau dire ! …*

E- *[…] Mais après, quand on y réfléchit, est-ce qu'on regrette ?….Ou pas ?*

T- *Eh ben, quand on y réfléchit, on dit : « J'ai fait ce que je devais faire ! ».*

On pourrait s'attendre à ce qu'à 91 ans, sorti du contexte de la guerre, avec le poids de la vie et de l'expérience derrière lui, la perspective proche de la mort devant lui poussant à soulager sa conscience, Marius regrettât son geste, qui a duré fort longtemps… Mais à tout prendre, sa réponse est d'une grande franchise (et non cynique) et admirable pour cela…

Scènes d'exode dans la Somme, vers fin mars début avril 1918

Jean Farigoules (cl. 16), fils d'agriculteurs de Saint-Pierre-du-Champ, s'installant ensuite à Saint-Vincent (Haute-Loire) sera après guerre boulanger-pâtissier à Brives-Charensac (Haute-Loire). Soldat au 67e R.I. de Soissons, il vient de passer une partie de l'hiver jusqu'en mars à Montjustin, vers Vesoul, quand survient la grande attaque allemande du 21 mars dans la Somme. Le régiment embarque alors en train en direction de Montdidier pour tenter, au sein d'autres divisions déplacées, de colmater la brèche créée. Jean va décrire son trajet et les spectacles désolants qui s'offrent à lui dans son récit de guerre :

« Enfin, après une marche très longue et pénible, nous arrivons dans un bois, près d'une petite gare, nous y passerons la nuit pour embarquer le lendemain matin, dans des wagons à bestiaux, nous sommes serrés comme dans une boîte de sardines, le train part toujours pour destination inconnue, nous savons bien que c'est pour un coup dur, la bataille fait rage dans la Somme. Les Anglais on cédait* sur tout le front du côté de Mondidier*, c'est sûrement de ces côtés que nous allons. Après 3 jours de voyage, nous contournons Paris par Noisy-le-Sec[26], c'est dimanche, tout le monde est venu voir passer les troupes, car tout le 6e corps d'armée est en déplacement, il a fallut* 75 trains, les midinettes nous envoient des baisers, on le leur rend, mais c'est tout. »*

Compte-tenu des circonstances, il semble qu'il doit y avoir plus de curiosité et d'inquiétude que de liesse dans cet attroupement dominical pour voir *« passer les troupes »* du VIe corps d'armée. Malheureusement, le témoin n'indique pas de date précise. Cependant, comme il signale que le passage de son train, parmi les 75 mobilisés pour le transport urgent des troupes (ce qui est considérable), se fait un dimanche à Noisy-le-Sec, ce peut-être soit le dimanche 31 mars (dix jours après le déclenchement de l'attaque), soit le dimanche 7 avril. Etant donné la situation d'urgence, c'est plus sûrement le dimanche 31 mars, ce que confirme la première date qui apparaît trois pages après : *« Ainsi la bataille dura jusqu'au 4 avril»*. La ville de Montdidier a été prise par l'ennemi le 27 mars, les troupes anglaises du général Gough ayant été complètement débordées. Le récit se poursuit ainsi :

« Enfin, nous approchons de Beauvais (Oise), c'est la Somme qui nous attend. Tout le pays est dans l'angoisse car les Boches avancent à grands trains , ils sont déjà près d'Amiens. On nous dirige du côté de Mondidier*, nous devons même y débarquer, mais les Boches occupent la ville, le train ne va pas vite, car les premiers trains débarqués sont déjà engagés dans la lutte, le 1er bataillon du 67e qui occupe le train avant a du* faire marche arrière après avoir reçu une décharge allemande. Nous débarquons dans un champ en pleine voie, et nous prenons la formation de combat de suite, c'est le matin à la pointe du jour, il fait froid, et nous n'avons rien manger* depuis 3 jours, seulement quelques vivres de réserve, pas de ravitaillement. C'est la retraite, tout le monde se sauve, les paysans abandonnent leurs villages en poussant leurs bestiaux, le Capitaine achète un veau d'un paysan qui passait, on le tue de suite et on le dépouille. Chaque poilu prend la part qui lui revient et on s'arrange comme on peut pour le faire cuire. »*

On n'imagine guère cette collaboration inhabituelle entre paysans et soldats, le malheur des uns faisant ici le bonheur des autres, grâce à l'initiative du capitaine commandant la compagnie de Jean. Mais passer du

[26] Noisy-le-Sec (dans la Seine-Saint-Denis actuelle, après le redécoupage de la région parisienne en nouveaux départements) est une ville de la couronne parisienne du côté est, non loin de Bobigny.

veau sur pied à la tranche de veau cuite suppose aussi l'intervention d'un boucher sachant tuer et dépecer l'animal (ou d'un agriculteur ayant déjà fait cela chez lui), les cuisiniers ne paraissant pas requis ici, puisque les cuisines roulantes n'ont sans doute pas pu être mises aussitôt en service. Mais revenons au récit de Jean Farigoules :

« Le Capitaine de la compagnie connaît très bien le pays, nous allons même passé dans son village, il a hâte de voir sa femme, il nous devance à cheval, sa femme tient un bureau de tabac-buvette dans un charmant patelin. Nous arrivons dans ce village vers les 8 heures du matin, on nous rassemble sur la place pour attendre des ordres. Nous voyons arriver le Capitaine en pleurant, sa femme est partie la veille, tout le village est évacué, quelques vieillards seulement sont restés. Le Capitaine va voir ce qui reste dans sa maison, il en revient avec des boîtes de cigares qu'il distribue à toute la compagnie et nous apporte à boire, mais il faut partir, le canon gronde, les avions Allemands* rasent la terre, les cavalliers* anglais se sauvent à toutes jambes et nous, nous avançons toujours, l'arme prête à faire feu, en colonne d'escouade. »*

Le hasard de la localisation du domicile du capitaine donne un tour personnel émouvant à ce drame de l'exode : ce qui s'annonçait comme des retrouvailles improvisées heureuses devient aussitôt source d'inquiétude, voire d'angoisse pour l'officier, et de tristesse pour sa compagnie, les cigares du bureau de tabac qui ne manquera pas d'être pillé étant une faible contrepartie.

« Dans un patelin nommé Coulmel[27], le Commandant fait savoir que nous pouvons d'un moment à l'autre tomber entre les mains de l'ennemi. Nous devons brûler tout ce que nous avons de compromettant sur nous, lettres, souvenirs, etc… Chaque poilu fait son petit feu et fait disparaître tout ce qu'il possède de compromettant, toutefois nous conservons quelques lettres de la payse*[28].

A première vue, on voit mal ce que des lettres familiales ou amoureuses pourraient avoir de « *compromettant* » pour leur destinataire. En fait, elles peuvent contenir des renseignements utiles à l'ennemi sur l'état d'esprit de l'arrière, ou même celui de l'avant car les réponses commentent souvent ce qu'a dit le soldat. Et si elles proviennent d'autres correspondants, comme de soldat à soldat, d'officier à officier, elles peuvent contenir des informations militaires importantes, voire essentielles, ce qui suppose que les Allemands disposent aussi d'un service de traduction très fourni. Quant aux *« souvenirs »*, en quoi peut-il être gênant qu'ils soient pris par l'ennemi ? Mais si ce sont des trophées pris sur le champ de bataille (comme casques à pointe, très prisés, décorations, médailles, jumelles d'officiers, etc.), leur découverte dans le sac d'un soldat peut, s'il est fait prisonnier, engendrer une réaction très brutale, voire une exécution immédiate. Mais, malgré ces consignes strictes, l'amour garde le dernier mot, avec la conservation de *« quelques lettres de la payse »*, ou, à défaut, de la marraine de guerre…

« Nous avançons toujours, mais nous ne trouvons pas de Boches, nous restons dans un village et plaçons des sentinelles un peu partout. Tout le village est évacué, il ne reste que Monsieur le Curé et sa bonne, ce brave homme se promène dans la rue en réconfortant les poilus, il nous semble que nous sommes moins seuls avec ce bon vieux prêtre. Nous tombons dans la maison d'un notaire, évidemment nous faisons la fouille et tombons à la cave, il y a de bonnes bouteilles à boire, chaque poilu remplit sa musette de ce qu'il peut, nous tuons des lapins, des poules que nous faisons cuire en vitesse car nous devons partir d'un moment à l'autre. C'est lamentable de voir ce pillage et pourtant si nous ne le faisons pas, les boches peuvent venir et tout emporter, tous les paysans sont partis, chez certains même, nous trouvons la table prête à manger. »*

La bravoure tranquille du prêtre et, accessoirement de sa servante (mais son courage à elle paraît encore plus méritoire), constitue un soutien moral pour ce bon chrétien qu'est Jean Farigoules. Ce qu'il décrit ensuite n'est pas autre chose qu'un pillage (et il le qualifie et le réprouve comme tel), ce qui est interdit par les lois militaires et peut valoir le conseil de guerre, comme on le verra en juin, vers Montdidier, dans le témoignage de Jules Barailler. Mais, selon l'expression familière encore bien en usage un siècle après, chaque soldat doit se dire, à chaque bouteille « sauvée » et emportée : *« Encore une que les Boches n'auront pas ! »*.

La résistance à l'offensive allemande du 67e R.I. et du 172e R.I. à Grivesnes (Somme)

Un peu plus loin dans son récit, Jean Farigoules décrit le combat avec les troupes allemandes, ce qui montre avec évidence que celles-ci n'ont pas pu avancer sans une résistance farouche des troupes françaises, au nombre desquelles se trouvent le régiment de Jean, le 67e R.I. de Soissons, le 172e R.I. de Belfort et un régiment de Chasseurs à pied qu'il n'identifie pas par son numéro. L'affrontement se produit à Grivesnes, localité du sud de la Somme située à 28 km au sud d'Amiens et à 14 km au nord-ouest de Montdidier, qui a été prise par les Allemands le 27 mars, quelques jours auparavant.

« Nous rentrons dans une ferme à l'autre extrémité du patelin du côté de Grivesne, il est midi et rien pour manger. Le lieutenant fait un petit tour, nous trouvons des pommes de terre à la cave , des lapins, vite, on*

[27] Coullemelle est une localité située à 10 km à l'ouest de Montdidier.

[28] La *« payse »* est en français local forézien, lyonnais ou vellave (Jean est de la Haute-Loire) la « bonne amie », « l'amoureuse », voire la fiancée officielle.

dresse une table, grand festin ! Le lieutenant mange avec nous, on trouve la cuisine toute montée et la salle à manger également, si personne ne trouble la fête, tout marchera. Les obus tombent dans la cour, les maisons s'effondrent, les murs les uns après les autres. Moi, je suis de garde derrière la maison, et perché sur une grande meule de paille, je vois tout ce qui se passe chez les boches, les obus me sifflent aux oreilles et les balles aussi, je vais me faire démolir. Tout à coup, un formidable tir de barrage Boche* se déclanche*, je vois les vagues allemandes qui se forment à l'arrière, c'est la grande attaque. Il faut que je donne l'alarme, je descend* de mon perchoir et cours avertir la compagnie, juste comme les copains se mettaient à table, il a fallu tout abandonner, lapin et tout le bon fricco*. Le lieutenant était furieux. Il faut se porter en avant, les boches* débouchent sur la droite de Grivesne*, la soirée va être chaude, le barrage commence, et les grosses pièces se mettent à cracher la mort de tous côtés. Nous nous portons en avant par petits bonds, les balles sifflent à nos oreilles, nous devons nous protéger avec nos sacs, on fait des trous individuels, lorsqu'on est un peu abrité, on doit faire un nouveau bond. Nous obliquons vers la gauche dans un bois. C'est là notre tombeau car nous sommes sous la marmite, les boches* savent très bien que toutes les réserves sont dans le bois, nous sommes avec le 172e d'infanterie et les chasseurs à pied. Nous nous portons en face* Grivesne[29], notre bataillon est engagé dans la lutte. Ma compagnie se trouve en réserve, mais nous aurions préféré être avec eux, car nous recevons tous les obus sur le dos. On se bat dans les rues de Grivesne*, dans les jardins, il faut sortir les Boches des caves, les avions mitraillent de tous côtés, les pertes sont terribles, partout des morts, les blessés se traînent comme ils peuvent, les brancardiers comme toujours ne sont pas à leurs postes. Nous, nous partons à la lisière du bois, pour faire face aux boches*, mais les hommes de 1e ligne tiennent bon, tout le haut commandement est engagé dans la bataille. Par la surprise[30] au château de Grivesne* [31], le Colonnel* et le Lieutenant-colonnel*, le Commandant se battent comme les poilus avec chacun leur fusil. Notre Capitaine est en ligne avec une section, il est même blessé. Le Capitaine d'Ecumière, brave gars de la Somme, nous ne le verrons plus car il est gravement blessé, la guerre est finie pour lui. Nous nous portons en rase campagne car le bois est un tombeau, on nous fait faire une tranchée, la bataille est un peu moins rude. Nous voyons les auto-mitrailleuses qui foncent sur la route du Plessiers à Grivesne*, en mitraillant de tous côtés. Dans cette petite tranchée, nous ne restons pas longtemps, on fut repéré tout de suite, les 210 nous tombent dessus, ordre arrive de se porter à la lisière du bois. C'est là que 3 de mes camarades trouvent la mort, avec un Adjudant de la C.M. 3[32]. Je dois même la vie à un arbre derrière lequel j'étais abrité, l'éclat a coupé l'arbre, presque à moitié. Guermeur, Tordoir et Fournel sont morts sans un mot, et l'adjudant est venu tombé* à mes pieds. Seul le chien que tenait Tordoir à* eu la vie sauve. Liabeuf me croyant mort également, n'osait pas s'approcher ; quand je l'ai appelé, il fut tout surpris de me voir vivant au milieu de cette tuerie. L'adjudant fut enterré de nuit dans le champ de luzerne, le médecin major était venu le voir et nous dit de l'enterrer de suite, mais les trois camarades, nous n'eumes* pas le temps. Nous devons nous porter en 1e ligne, la nuit approche, il va falloir se déplacer, nous avons faim, nous avons soif, mais rien à crouter*, il va falloir attendre peut-être 2 ou 3 jours pour avoir la soupe. Grivesne* est en feu, les Boches voyant qu'ils ne peuvent plus avancer mettent le feu partout. »*

La reprise de la guerre de mouvement entraîne une désorganisation de l'approvisionnement en vivres, qui fonctionnait relativement bien dans la guerre de position, avec les cuisines roulantes en arrière des lignes, convenablement approvisionnées, sauf en cas de bombardement, et des cuisiniers issus du rang des soldats, pour qui cet emploi constituait une forme enviée d' « embusquage ». Comme on le voit, ces combats de 1918 ont pu être extrêmement violents. Après avoir décrit *« l'enterrement du pauvre adjudant »*, Jean Farigoules reprend la narration des combats qui, pour sa compagnie, vont se centrer sur le château de Grivesnes évoqué plus haut :

« A la tombée de la nuit, nous devons monter en 1e ligne pour renforcer. Grivesne est tout en flamme, nous partons sous un feu d'enfer, beaucoup n'arrive* pas. Nous traversons Grivesne* au milieu des flammes, nous devons secourir un bataillon du 350e d'Inf.[33] enfermé dans le château de Grivesne*. Après 48 heures, nous nous battons dans le parc du Château ; toute la nuit, ce ne fut que mitraille. Nous sommes avec des chasseurs à pied et des Zouzous* (zouaves), *mais c'est encore le 67e qui tient le mieux, nous ne voulons pas lâcher un pouce de terrain, d'autant plus que nous avons un bataillon des nôtres qui ne peut se sauver du*

---

[29] *« En face Grivesnes »* pour *« en face de »* en français correct est un trait de syntaxe assez courant dans une grande partie du français du sud de la France

[30] Cette phrase qui s'amorce est incohérente, à moins que Jean n'exprime maladroitement sa surprise de voir les officiers de haut rang du régiment et du bataillon se battre comme des soldats de base

[31] Ce château fut érigé par Louis de Goussencourt entre 1611 et 1640, et agrandi au XVIIIe siècle. Le fils de son descendant Louis de Goussencourt, comte de Grivesnes, ayant émigré sous la Révolution, le château fut vendu comme bien national. Il changea plusieurs fois de propriétaire ensuite. Il fut gravement endommagé par la bataille qui se livra à Grivesnes du 29 mars au 7 avril 1918, bataille qui permit aux troupes françaises et britanniques de couper la route d'Amiens aux troupes allemandes.

[32] *« C.M. »* est l'abréviation de *« Compagnie de Mitrailleurs »*

[33] Le 350e R.I., comme le 67e R.I. auquel appartient Jean, avait son dépôt à Soissons

château, il faut les dégager à tout prix. Nous communiquons dans le château par un souterrain, on les ravitaille en munitions, ils tirent pas les fenêtres, derrière des matelas ; le bombardement est terrible, tout s'effondre autour de nous. Tous les animaux domestiques sont là, vaches, cochons, chèvres, lapins, tout se promène, les gens sont partis en tout abandonnant. Dans le parc, ce ne sont que des cadavres, tout est mélangé, les hommes avec les animaux. A côté de mon trou, j'ai 2 cochons tués et 3 chasseurs à pieds. Les vaches beugles* car beaucoup ont les jambes à l'air, blessées par le bombardement. Les fusils mitrailleurs, nous faisons du bon boulot, on tire sans arrêt. C'est là que Couriol fut gravement blessé, il laisse un bras sur le terrain, enfin il peut se sauver et la guerre est finie pour lui. Grivesne* brûle toujours, les maisons les unes après les autres, les flammes viennent nous brûler la figure. Au milieu du village, il y a une grande ornière pour pouvoir* (faire) *passer les voitures, on a comblé le trou avec des cadavres allemands, et tout passe dessus. J'ai principalement remarqué un grand Officier allemand applati* comme une figue, triste spectacle ! C'est la guerre ! Il ne faudrait point avoir d'yeux pour ne pas voir toutes ces horreurs ».*

Indéniablement, Jean possède un talent d'écriture certain pour évoquer à la fois l'horreur et le chaos de la guerre, et une grande mémoire car il écrit plus tard, ne pouvant pas prendre des notes au moment où il se bat au fusil-mitrailleur ! Mais l'horreur va encore redoubler, dans cette bataille de Grivesnes qui est la grande affaire de la guerre de Jean Farigoules :

« Toute la nuit, nous nous battons comme des lions, on tire sans arrêt, les Boches aussi tirent de leur côté, tout le monde gueule, on ne s'entend plus. Au petit jour, Les Boches déclanchent une formidable attaque, le combat redouble, le barrage est à son comble, mais ils ne passeront pas ! Et nous ne lâchons pas un pouce de terrain, nous sommes maîtres du parc, nous tirons debout, à bout portant sur les Boches, mais ils répondent aussi. Beaucoup de pertes de part et d'autre, les hommes tombent comme des mouches. Par 7 fois, les Boches reviennent à l'assaut, chaque fois ils sont arrêtés, et même une glorieuse contre-attaque de chez nous les repousse, et nous dégageons complètement le parc, ce qui permet au 250^{e} d'être délivré. Nous restons les vainqueurs de Grivesne* les Boches se fatiguent, ils voient que le 67^{e} est le plus fort ; nous avons pourtant devant nous la garde Prussienne, des soldats d'élite. A la chapelle St Aignan, il y a une compagnie d'Allemands qui dort, les soldats sont couchés dans cette chapelle, une sentinelle veille a bondit* sur la sentinelle, elle ne peut donner l'alarme : toute la compagnie est massacrée ou faite prisonnière, beau travail pour les Français ! Nous apprenons par les prisonniers que, le lendemain, une formidable attaque allemande se déclanche*. Nous sommes avertis, nous aurons le temps de parrer* le coup. Ainsi, la bataille dura jusqu'au 4 avril. Les Boches sont furieux, nous trouvons dans un coin du parc 18 soldats du 67^{e} étranglés avec leurs fouragères*[34] par les Boches : triste vision ! En revanche, nous avons une cinquantaine de prisonniers, que nous passons par les armes, à coup* de mitrailleuse*. »*

Le combat, que l'on pourrait dire « loyal », si la guerre l'était, se termine par une atrocité de part et d'autre. A l'assassinat par étranglement des soldats français (la fourragère, objet de leur fierté, devenant le moyen de leur mort) répond, à titre de représailles, l'exécution des prisonniers allemands, acte totalement prohibé par la Convention de Genève, et par la morale la plus élémentaire. Et si l'on fait le décompte morbide des exécutés de part et d'autre, les Français apparaissent encore plus cruels que leurs ennemis…

Mais le récit de ce combat n'est pas tout à fait terminé. Il s'achève ainsi :

« Nous sommes relevés par un régiment de zouaves, le 3^{e} je crois, nous allons en réserve à Coulemele, nous organisons la défense pour le lendemain, car nous attendons la cavalerie allemande. Ils peuvent venir, ils seront servis, nous sortons toutes les machines du village, faucheuses, rattelleuses*, pour barrer les rues, mais les Boches ne sont pas venus. Seulement, ils déclanchant* un formidable bombardement ; 4 soldats sont broyés en jouant aux cartes sous un hangar, nous devons les ramassés* avec un râteau, des débris partout. Les zouaves attaquent à 3 heures de l'après-midi et progressent un peu, les Boches sont arrêtés partout.*

Après ces quelques jours de durs combats, nous sommes relevés. Des milliers de cadavres jonchent la plaine. Nous sommes dans une cave profonde, on va pouvoir dormir un peu, nous allons chercher de la paille, nous avons faim, mais la fatigue l'emporte. Le courrier arrive enfin ; depuis 15 jours, on n'a pas eu de lettres ; pour ma part, j'en ai 17 à lire des parents ou amis.

Nous restons 3 ou 4 heures et nous devons partir dans un village à l'arrière pour former (reformer) *le régiment, car depuis 8 jours, nous sommes tous divisés. Le Colonnel* rassemble le régiment. Manque* à l'appel, de ma compagnie, il y a une cinquantaine de morts et 70 blessés, quelques dizaines de disparus. Le Caporal Ducard qui venait de se marier seulement depuis 15 jours est tué, assis sur une pierre kilométrique, une balle en pleine tête. Brave caporal ! Toute la compagnie l'aimait ! »*

L'évocation de cette dure bataille de Grivesnes se termine par la citation du 67^{e} R.I. à l'ordre du 6^{e} Corps d'armée, signée par la Général de Mitry, et Jean Farigoules conclut fièrement : *« On nous a surnommé**

---

[34] La fourragère est une cordelière (un cordon) portée en partie tombante, enroulée en deux ou trois boucles, sur l'épaule gauche de chaque soldat, aux couleurs d'une médaille (médaille militaire, croix de guerre) attribuée collectivement au régiment plusieurs fois cité à l'ordre de l'armée pour des faits d'armes remarquables.

les Vainqueurs de Grivesne ».* Le 67e quitte la Somme le 6 avril, fait quelques étapes à pied, embarque en train dans l'Oise le 11 avril, et après trois jours de train, débarque vers Lunéville, en Lorraine.

Ce long récit, fort circonstancié et très vivant, montre que l'avancée allemande ne s'est pas produite sans résistance et sans revers, au point de connaître des défaites locales importantes. Mais le bilan est lourd pour la compagnie de Jean, en termes de soldats dits « hors de combat » si l'on totalise les morts (*« une cinquantaine »*) , les disparus, donc tués sans qu'on ait retrouvé leurs corps, qui peuvent être déchiquetés ou enterrés par les obus, ou bien prisonniers (*« quelques dizaines »*) et les blessés évacués (70) : on peut évaluer ces pertes diverses à cent cinquante hommes, ce qui est considérable pour une compagnie qui comporte entre deux cent et deux cent cinquante hommes, en général. Le thème individuel de la mort stupide (car liée au hasard, ou pour ceux qui y croient, au destin) apparaît avec les quatre soldats anonymes tués, après le combat, alors qu'ils jouaient aux cartes sous un hangar, ou avec le brave caporal Ducard, nouvellement marié, tué alors qu'il était assis sur une borne kilométrique, donc pas du tout en situation de combat…

Certes, il convient de relativiser cette « victoire » française dans le contexte général d'une percée victorieuse des Allemands d'une tout autre ampleur, mais à l'aune de la division et de ses membres, elle compte et colore tout autrement pour eux ce début de printemps 1918…

Le second coup de boutoir de fin mai 1918

Du côté des armées françaises et, traditionnellement, des historiens français, la seconde phase de l'offensive allemande ne survient que fin mai 1918. Mais, en adoptant un point de vue plus large, il convient de signaler que l'arrêt de la première offensive dite « Michael » le 5 avril ne tarde guère à se prolonger plus au nord, contre l'armée britannique et les contingents de l'Empire qui s'y agrègent, par la lancée d'une seconde offensive dite « Georgette » quatre jours plus tard seulement. A ce propos, dans la contribution déjà citée *1918 : les ruptures de l'équilibre »* à *« L'Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 »,* **Anne Duménil** précise : *« Dès le 9 avril est lancée l'offensive Georgette. Les divisions allemandes percent le front britannique entre Armentières et La Bassée et se dirigent vers le nœud ferroviaire de Hazebrouck. Elle contraignent la 2e armée britannique à abandonner Passchendaele si difficilement conquis l'année précédente.* [35] *Localement, le front britannique est enfoncé sur plus de 8 kilomètres et 6 000 soldats sont capturés. Si la bataille de la Lys constitue un moment particulièrement critique pour l'armée britannique, l'offensive échoue à repousser vers la mer l'aile droite du dispositif anglais. A la fin avril, elle est à son tour suspendue. ».*[36]

Cette prise en compte justifiée de « Georgette » amène l'historienne à appeler « troisième offensive » celle de fin mai que ses collègues français plus anciens qualifient de « seconde », tel **Pierre Miquel** dans le résumé des faits qui inaugure son chapitre *« La victoire manquée de l'Allemagne »* dans son ouvrage général intitulé *« La Grande Guerre » : « La deuxième offensive de Ludendorff porte de nouveau, le 27 mai, les Allemands sur la Marne. Ils sont à Dormans et à Château-Thierry. Ils tiennent Paris sous leurs canons. Ils ont repris Soissons. »*[37].

Anne Duménil la justifie (du point de vue stratégique allemand) et la décrit ainsi : *« Pour atteindre son objectif, la défaite de l'armée anglaise, Ludendorff doit désormais interdire aux troupes françaises de venir renforcer le secteur nord du front. C'est un des objectifs de la troisième offensive du printemps 1918 : l'opération Blücher lancée le 27 mai dans le secteur du Chemin des Dames. Elle vise à fixer au sud les réserves françaises alors que se prépare une nouvelle offensive en Flandres, l'opération Hagen. Après un bref et violent bombardement d'artillerie, les troupes de la VIIe armée allemande s'emparent de Soissons. Au premier jour de l'offensive, l'attaque progresse de 15 à 25 kilomètres. Afin d'exploiter ce premier succès, Ludendorff néglige son objectif initial et fait poursuivre l'offensive en direction de l'Ourcq, de la Marne et de Paris. Il achemine sur ce front 8 des 32 divisions initialement affectées à Hagen. Le 30 mai, la Marne est atteinte. En trois jours, les troupes allemandes ont progressé de 65 kilomètres et ont retrouvé les lignes d'avancée maximale de septembre 1914. […] Cependant, le 4 juin, l'offensive allemande est stoppée. L'opération Gneisenau, lancée le 9 juin entre Montdidier et Noyon, permet encore à la XVIIIe armée de von Hutier de progresser de 8 kilomètres. Elle est rapidement arrêtée par la contre offensive franco-américaine. »*[38]

---

[35] Paschendaele ou Passendale est une localité belge de Flandre Occidentale où s'est déroulée la « troisième bataille d'Ypres » entre le 31 juillet et le 6 novembre 1917. Destinée à réduire le saillant d'Ypres, elle fut une victoire des forces britanniques (avec un contingent canadien et néo-zélandais) plus coûteuse en vies humaines du côté des vainqueurs sur le terrain que du côté des vaincus puisque pour 260 000 Allemands mis « hors de combat » (tués, blessés, disparus ou prisonniers), on compte 250 000 Britanniques, 4000 Canadiens et 8 500 Français… Des troupes belges participèrent aussi au combat, furent des vainqueurs ou des victimes…

[36] Anne Duménil, op.cit., p. 969

[37] Pierre Miquel, op.cit., p. 523

[38] Anne Duménil, op. cit. pp. 969-970

L'attaque allemande de grande envergure date du 27 mai, au tout petit matin (en fait de nuit) selon **Pierre Miquel**, dans *« La Grande Guerre »*, mais elle vise presque autant les Français que les Anglais, dont les armées se sont rapprochées : *« Duchêne avait minutieusement mis en place ses dispositifs d'alerte. Les prisonniers avaient annoncé l'attaque pour le 27 mai. Un chasseur à pied capturé le 26 avait tout dit : heure de préparation d'artillerie, durée, importance des unités mises en lignes. […] Les dispositions sont prises du côté français. Les renforts prévus s'apprêtent à partir. Brusquement, mais sans surprise, les canons allemands commencent leur bombardement à 1 heure du matin, le 27 mai. Le général Duchêne n'avait pas prévu que, pendant 2 heures 40, plus de mille batteries et des centaines de Minenwerfer*[39] *rendraient toute vie impossible sur ses 90 kilomètres de front, et sur une zone de 12 kilomètres à l'arrière des lignes. L'emploi massif des obus à ypérite rendait difficile la riposte des artilleurs français et anglais : les pièces sautaient sous un feu cinq fois plus destructeur […] A 3 h 40, l'infanterie allemande part à l'assaut : vingt divisions commandées par von Boehm (7e armée) et von Below (1ere armée) précédées par le Trommelfeuer (barrage roulant). Trois divisions de Stosstruppen*[40] *attaquent une seule division française, la 21e, celle de Dauvin, et 5 divisions, la 22e, celle de Renouard. Quatre autres bousculent, sur Craonne, la 50e division britannique. Ludendorff veut-il s'ouvrir la route sur Paris ? C'est douteux : d'après ses « Souvenirs de guerre », il veut seulement fixer sur l'Aisne les renforts français venus du Nord, pour en finir une fois pour toutes avec l'armée anglaise. »*[41]

Pierre Miquel poursuit : *« La réussite de la percée au centre est foudroyante : les Allemands grimpent sur le Chemin des Dames dès 5 heures du matin. Entre 6 et 7 heures, ils sont sur la crête. […] A 9 heures, ils dévalent les pentes du sud, vers l'Aisne. A droite, les Britanniques sont en retraite, ils ont abandonné le plateau de Californie ».* (p. 562).

Et de conclure, après avoir évoqué en une page les divers messages d'urgence échangés entre les généraux de ce front et l'Etat-Major : *« Dès le 27 mai, les Français viennent de perdre la bataille de l'Aisne »* (p. 563).

Reprenons maintenant la bataille vue du côté de **Jean-Baptiste Biosset**, plus à l'est, entre Muizon et Saint-Thierry, à l'ouest de Reims, au point où nous avons laissé le récit :

T- *«. Nous étions donc à Muizon, tranquilles comme tout. Nos dix jours de repos se sont passés, à une dizaine de kilomètres du front. Il y avait l'étang d'un moulin dans lequel on allait se baigner… Et puis, un beau soir, toutes les saucisses allemandes* (ballons d'observation) *montent, montent, montent… et les saucisses françaises pareil ! Oh la la ! Branle-bas de combat ! On nous rassemble et tout de suite on nous fait monter en ligne. C'était la veille. C'est le 26 ou le 27 mai qu'ils ont attaqué les Anglais au Chemin des Dames. » Et alors là… Nous étions vers le fort Saint-Thierry du côté de Reims. A minuit, ce n'était que du feu ! Et quand les éclatements se raréfiaient… La nuit était noire. On voyait passer les éclats d'obus tout rouges : on les entrevoit dans la nuit noire. Evidemment, on serre les oreilles à ce moment-là ! Et on a tenu ! Devant nous, nous avions le 1er Etranger qui, le matin, sous le coup de l'attaque allemande, a perdu une tranchée. Vers les 9 heures, ils contre-attaquent et ils reprennent la tranchée perdue, et ils en prennent une de plus aux Allemands, et ils s'installent dedans. Mais vers les 10 heures, nous étions pris de flanc. L'artillerie allemande nous tirait de flanc. On n'y comprenait plus rien et c'est là que le capitaine a fait le geste dont je vous parlais tout à l'heure, pour aller prendre des ordres.*[42] *Les Allemands étaient en train de nous encercler. […] Et nous sommes partis avec nos caissons pleins d'obus et nous avons fait les trois jours de retraite avec : on était limités ! Heureusement que nous avions des mitrailleuses qui nous permettaient de tenir les Allemands en respect. De temps en temps, on tirait une rafale quand l'avion de réglage* (des tirs) *nous signalait la position des Allemands. Sans ça, on aurait été fait prisonniers ! Dans cet avion de réglage, il y avait un pilote et un observateur. Et alors, cet observateur (c'était curieux !) il inscrivait sur un bout de papier, au crayon, puis il emportait des cailloux : il attachait le message avec une ficelle* [43] *et nous, nous avions un guetteur qui surveillait l'avion et qui courait où il avait vu tomber le message. Voilà comment on opérait en guerre de mouvement. Dans les tranchées, on avait le téléphone, mais là, c'était comme ça !*

E- *Des messages devaient se perdre ?*

T – *Il s'en perdait certainement, mais l'avion se rapprochait aussi près que possible de nos pièces et le guetteur surveillait….*

---

[39] Littéralement *« lanceurs de mines »*, ou obusiers de tranchées, appelés aussi du nom argotique devenu courant « *crapouillots* »

[40] *« Troupes de choc »* habituées aux attaques dans des conditions difficiles

[41] Pierre Miquel, op.cit., p 561

[42] Nous avons évoqué ce geste dans un chapitre précédent, geste raconté bien avant dans l'entretien : le capitaine, faute d'agent de liaison, demande au vaguemestre, chargé du courrier et disposant d'une moto, d'aller porter un pli à son supérieur, pour réclamer des ordres. Refus d'obtempérer du vaguemestre sous le prétexte qu'il aurait été malade, d'où la menace du capitaine : *« Tu vas partir ou je te brûle… »* (la cervelle). Inutile de préciser que le vaguemestre s'est exécuté, pour ne pas l'être…

[43] Une ficelle entourant le message autour du caillou emporté préalablement dans la carlingue, pour que le message tombe à la verticale de l'avion, au lieu d'être emporté par le vent, s'il n'était pas lesté.

E- *Et là, vous avez reculé sur plusieurs jours ?*
T- *Oh ! Trois jours de retraite, jusqu'à la Marne, jusqu'à Dormans*[44]*. Nous sommes arrivés à dix heures du soir, et à quatre heures du matin, il n'y avait plus aucun civil ! Alors des cris, des pleurs ! C'était affreux !*
E- *Vous étiez chargés de l'évacuation ?*
T- *Non. Mais on la contrôlait tout de même. Oh ! C'était affreux, affreux ! Et pendant la retraite, les civils s'étaient mélangés avec nous. Les femmes conduisaient les chars* (à foin, ou à betteraves), *les chevaux. Il n'y avait pas d'hommes : c'étaient des vieillards ou des femmes. A un moment, il y a eu un embouteillage affreux . Les Allemands s'en sont aperçus et sont venus mitrailler le convoi, et ces chevaux de ferme qui n'étaient pas habitués au bruit et qui recevaient des balles dans les fesses, c'était affreux ! Et sur ces chariots, il y avait les enfants, les parents. Quand les chevaux étaient blessés, ils sautaient sur la voiture de devant ! C'était affreux ! Les enfants criaient, pleuraient ! C'était un massacre !*

Alors, nous sommes arrivés à Dormans à dix heures du soir. C'était une petite ville, à 60 kilomètres du front, qui recevait les hommes en long repos ; et puis les permissionnaires qui montaient (au front) *et descendaient passaient par là. Alors, c'était une petite ville très florissante, très très florissante. Alors là, heureusement, on a trouvé du ravitaillement, parce que pendant les trois jours, on la sautait ! On trouvait tout ce qu'on voulait ! Des bouteilles de champagne qui étaient encore sur les tables; la plupart étaient vides, parce qu'avant de partir ils s'étaient rassemblés, mais y en avait aussi de pleines ! »*

On assiste là à un curieux mélange, mais pas si paradoxal que cela pour cette population qui avait déjà vécu l'avancée éclair des Allemands sur la Marne au début de septembre 1914 : sachant que l'envahisseur va tout détruire, et boire tout ce qui est stocké dans les caves, pour peu que son avancée lui permette de stationner un peu, il vaut mieux vider les bouteilles de champagne (traditionnellement associées à la fête) avant de s'enfuir ! Le champagne avant l'exode ! Jean-Baptiste continue son récit ainsi :

« A Dormans, alors, on a pris position et puis…Ah ! C'est curieux, la vie des combattants ! Le premier jour, on voyait plus que quelques Anglais. Et le deuxième jour, on a vu arriver tout une division en auto-camions qu'on avait prélevée à Verdun pour boucher le trou, pour boucher cette brèche. Il y avait le 2e d'infanterie, où j'avais un camarade : un Seignol, des Fontaines, Claudius Seignol. En descendant des camions, leurs officiers leur disent : « Baïonnette au canon ! ». Ils étaient fous ! C'était en pleine campagne ! Ils disaient : « Où sont les Boches ? ». On leur a dit : « Ne vous en faites pas, vous allez pas tarder à les voir ! ». Et en effet ! Le bataillon de mon copain, ils étaient des « suitards » de retraite, c'est-à-dire c'est eux qui devaient passer le pont de Dormans les derniers. Au pont de Dormans, il y avait trois ou quatre hommes du Génie pour faire sauter le pont après le passage des dernières troupes. Les Boches sont venus les bombarder, ils ont été pris de panique : ils font sauter le pont, et il y avait ce régiment qui n'était pas encore passé ! Dans ce bataillon, ils étaient deux de Renaison : Claudius Seignol et un Roche La Litte[45]*. Ils s'interrogent tous les deux. C'est pour vous dire ce qu'est la destinée des deux gars. Seignol dit : « Moi, je veux pas être prisonnier, dans la nuit, je vais essayer de franchir le pont, de passer sur les décombres. », et Roche dit : « Ma foi, j'ai pas cherché à être prisonnier, j'y suis, j'y reste ». A tout prisonnier évadé, on donnait huit jours de permission. Il prend sa permission, il revient au front et il s'est fait tuer à la contre-attaque, le 14 juillet. Mon Roche, qui était prisonnier, croyant s'en tirer, il est revenu aussi, mais il est revenu ici pour mourir ! Il avait eu les gaz, il avait pas été soigné en Allemagne probablement. Ce qui fait que ni l'un ni l'autre, qui avaient choisi une façon de pouvoir s'en tirer, ne s'en est tiré ! »*

Ainsi, du sort de ses deux camarades de Renaison, ayant fait deux choix opposés, Jean-Baptiste glisse à une réflexion implicite sur la destinée, sous-entendant que, quelle que soit la décision cruciale prise à un moment par un individu, il n'échappera pas à son Destin. On aura compris que la précipitation des sapeurs du Génie à faire sauter le pont de Dormans (ou sans doute, le seul pont encore disponible) a laissé le régiment d'infanterie de ses deux copains sur la mauvaise rive de la Marne (en l'occurrence, la droite, située du côté de Reims, d'où venaient les Allemands) de sorte que beaucoup de soldats ont dû être faits prisonniers.

Jean-Baptiste poursuit ainsi son récit :
T- *« Alors nous sommes restés quelques temps tranquilles sur la Marne…*
E- *L'armée allemande n'avançait plus, donc ?*
T- *Ah ! Lorsqu'ils sont arrivés à la Marne… Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, pour franchir une rivière, il faut amener des forces, des munitions. La guerre de 14, c'était tout un entrain ! Il fallait voir cette artillerie, il*

[44] De Saint-Thierry, assez proche de Muizon, à l'ouest de Reims jusqu'à Dormans, la distance de la retraite ne représente guère que 35 km en ligne droite (en direction du sud-ouest), mais une retraite s'effectue rarement en ligne droite et l'on cherche à ralentir la progression de l'ennemi en tentant de le bombarder, ce qui ralentit le recul.

[45] Comme le nom composé Roche-Lalitte n'existe (selon l'annuaire du téléphone) ni à Renaison, ni à Roanne, il est vraisemblable que ce La Litte est un nom de lieu-dit, assez courant en Forez pour désigner un pré (entre mon hameau de Chatelville et le bourg de Lavieu, un ensemble plat de prés et de terres est appelé La Litte). On le trouve dans l'Ally pour désigner la vase (carte 363). De même, Seignol est caractérisé par son nom de lieu-dit ou hameau, Les Fontaines.

fallait voir ces munitions ! A la guerre de tranchées, à l'arrière du front, nous avions des montagnes d'obus en réserve dans les bois ! »

La conversation ayant dérivé du nombre considérable d'obus tirés en 1918 (« *Un jour de 1918, il s'est tiré plus de 700 000 obus de la mer du Nord à la Suisse »*) au sabotage présumé d'obus à l'arsenal de Roanne pendant le début de la Seconde Guerre Mondiale par des ouvriers très peu patriotes, la bande magnétique se termine sur ce point, avant que la nouvelle ne reprenne sur la retraite décrite auparavant :

E- « *Donc, si nous revenons à la Première, vous étiez à Dormans, en train de masser vos forces, comme les Allemands les massaient en face…*

T- *Bien sûr ! On s'apercevait même d'un côté et de l'autre de la rivière !*

E- *C'était un calme relatif ?*

T- *Oui, mais il fallait nous regrouper… Cette armée anglaise qui nous avait déroutés… Il a fallu ramener des troupes un peu de partout, prélevées sur certains secteurs du front, dont Verdun, toute une division de premier apport qui est arrivée le deuxième jour. Il a fallu nous installer, creuser des retranchements, parce que pour installer des pièces, il fallait certains travaux, parce que ces pièces étaient volumineuses. Nous attendions plutôt une nouvelle attaque. Nous n'étions pas encore en force suffisante, et nous savions bien que les Boches voulaient en finir. Ils étaient pressés à ce moment-là.*

E- *C'était à quel moment ?*

T- *A la suite du Chemin des Dames : fin mai – juin, surtout juin »*

Cette période de répit de juin 1918, pour le régiment du futur maréchal des logis Jean-Baptiste Biosset resté d'abord vers Dormans, en attente de la traversée de la Marne par les Allemands, correspond à un changement de stratégie, donc d'itinéraire, dans l'armée allemande, que décrit **Pierre Miquel :**

« Dans ces conditions, le 31 mai, rien n'empêche Ludendorff de foncer sur Paris. Au lieu de franchir la Marne, il choisit d'attaquer entre la Marne et l'Oise, avec toutes ses forces : trente divisions. Il n'a devant lui, comme troupes fraîches, que les divisions du 1er Corps autour de Soissons, dont la contre-offensive, appuyée de chars Renault, échoue rapidement. Il se jette entre le 11e et le 21e Corps d'armée qui se replient sur Villers-Cotterêts. La brèche peut être refermée de justesse, mais le commandement français ne voit pas sans inquiétude affluer les renforts ennemis. A l'évidence, les Allemands recherchent la victoire décisive. »[46]

Une retraite de 60 kilomètres dans l'Aisne (fin mai-juin 1918) décrite par un officier d'artillerie

Etienne Becouse (cl.13) né à Lyon, diplômé à seize ans de l'école Jean-Baptiste-de-la-Salle, dessinateur industriel avant guerre, puis après guerre, contremaître aux usines Seguin de Lyon jusqu'en septembre 1939, où il est mobilisé avec le grade de capitaine, sera prisonnier en Allemagne de juin 1940 à juin 1941, où il bénéficie du rapatriement accordé aux anciens Poilus. Il s'installe alors comme propriétaire vigneron à Saint-Nizier-sous-Charlieu, où je l'ai rencontré deux fois longuement, les 19 et 31 décembre 1989. Ses deux guerres, la Grande et la « drôle » s'achevant par une défaite éclair, il les a effectuées dans l'artillerie. Il a écrit à ce propos un journal de guerre intitulé *« Souvenirs de guerre du capitaine B.* ».

Au printemps de 1918, il est lieutenant commandant la 18e batterie du 102e Régiment d'Artillerie Lourde de Vanves, à Vauquois, à l'ouest de Verdun, puis vers Grand-Rozoy, dans l'Aisne, à 17 km au sud de Soissons, où son régiment et sa division s'efforcent de contenir l'avancée allemande.

E- *« Y a eu une grande attaque au printemps 18 ?*

T- *Ah ben, quand la division bretonne a été encerclée, que les Anglais avaient foutu le camp, on devait mettre en batterie du côté de Grand-Rozoy. C'est au sud de… Y a le Chemin des Dames et puis y a la Vesle, y a l'Aisne et la Vesle, c'est au sud de la Vesle*[47]*. Or, quand on a mis en batterie, on recevait des coups de mitrailleuses ! On croyait qu'ils étaient encore de l'autre côté de la Vesle, les Allemands ! Ils étaient déjà à Grand-Rozoy ! Alors, on a pas eu le temps de se déployer et on a reculé de soixante kilomètres ! Et alors, comme tous les dépôts de munitions sautaient, on n'était pas approvisionnés ! Alors on a tiré les derniers coups de canon à Coucy-le-Château* [48]*, puis après on avait plus de munitions ! Alors, on mettait en batterie quand même en espérant que les munitions allaient arriver. Puis, pendant ce temps-là, y a des divisions qui sont venues pour former un front. Alors, quand on a rejoint ces divisions, le front s'est immobilisé à ce moment-là ! Mais on avait reculé de soixante kilomètres, hein !*

E- *Mais il s'est stabilisé dans quel secteur ? Vous vous êtes retrouvés finalement où ?*

T- *Au nord de la Marne ! Tout de suite au nord de la Marne ! … Ça a duré une dizaine de jours* (la retraite).

---

[46] Pierre Miquel, op.cit., p. 565

[47] Cette localisation est approximative : Grand-Rozoy est à une bonne vingtaine de kilomètres au sud-est du cours de la Vesle (qui se jette dans l'Aisne à Missy-sur-Aisne, à l'est de Soissons) et à trente-cinq kilomètres au sud de l'extrémité ouest (fort de la Malmaison) du Chemin des Dames

[48] Coucy-le-Château se trouve à vingt kilomètres au nord de Soissons, donc à une bonne quarantaine de kilomètres au nord de Grand-Rozoy. Les 60 kilomètres annoncés sont plausibles, car la retraite ne peut pas s'effectuer en ligne droite !.

On pourrait être étonné qu'une troupe ait besoin de dix jours pour faire soixante kilomètres. C'est oublier que des canons lourds de 155, tractés par trois paires de chevaux, ne se déplacent pas vite, que les terrains sont souvent meubles ou défoncés, peu propices au déplacement de canons qui s'enlisent dans la boue, et que le régiment remet en batterie à plusieurs endroits successifs, espérant toujours recevoir l'approvisionnement en obus.

E- « *[…] Est-ce que vous avez pensé qu'ils faisaient l'attaque décisive ? Que vous pouviez perdre la guerre à ce moment-là ?*

T- *Ah oui ! Ah oui ! J'ai dit : « Ça y est ! On est foutus ! S'ils arrivent jusqu'à la Marne, on est foutus ! ». Heureusement qu'il y a eu le front qui s'est stabilisé au nord de la Marne ! »*

La narration écrite, dans les *« Souvenirs de guerre du capitaine B. »* est évidemment beaucoup plus circonstanciée, de sorte qu'il est bon de la consulter pour préciser les faits. En mai 1918, le régiment est envoyé au repos à Sermaize-les-Bains. Puis le récit détaillé recommence le 27 mai :

« Le 27 mai à 4 heures du matin, les Allemands attaquent dans le secteur d'une division britannique qui se laisse surprendre, lâche pied et de ce fait, laisse contourner par l'ennemi une division du 11e corps d'armée de Bretagne, ce qui fera une grande brèche par où l'offensive va se poursuivre.

A 8 heures, il (l'ennemi) *occupe le chemin des Dames, à 12 h, il franchit l'Aisne, à 17 h., il atteint la Vesle. L'attaque allemande avait pour mission de percer notre front et de progresser en direction de la Marne. Elle ne trouve plus rien devant elle, transporte ses troupes en camions, mais commet l'erreur de s'arrêter plusieurs fois pour attendre des ordres.*

Alerte ! Embarquement immédiat de la 4e division qui débarque à Villers Cotteret avec mission de tenter de boucher ce trou. Notre groupe passe la nuit dans un château où nous sommes violemment bombardés par des avions. Il y a beaucoup de casse dans les pelotons de cavalerie qui occupent le parc du Château. Au lever du jour, le groupe se déploie et met en batterie vers Grand Rozoy, à côté d'un camp d'aviation en flammes. Alors qu'on nous signale les Allemands sur la Vesle, c'est-à-dire à environ 20 km, les mitrailleuses commencent à crépiter. C'est la retraite ! Avant que la division ait le temps de se déployer.*

Nous prenons des positions successives, retraitant par échelons. Nos derniers obus sont tirés vers Coucy-le-Château, puis, les dépôts de munitions explosant les uns après les autres, nous n'avons plus de munitions. Nous continuons à reculer, non sans mettre en batterie tout de même, espérant toujours être ravitaillés en munitions.

Je passe mon temps à chercher des renseignements et des ordres pour les transmettre au Commandant. Le Général de division et son état-major semblent dépassés par les évènements et être difficilement au courant de cette situation fluide et continuellement changeante.

De Coucy-le-Château à Dammard, nous lançons des éclaireurs à droite et à gauche de notre colonne car nous ne voyons plus aucun fantassin et craignons d'avoir notre retraite coupée. A Dammard, nous sommes intégrés dans un nouveau front hâtivement établi par des divisions venues en renfort, et où l'ennemi s'est arrêté enfin !

Notre infanterie manoeuvrant en retraite d'une façon parfaite, n'a rien laissé aux mains de l'ennemi. L'artillerie non plus. Mais le recul a tout de même été de 60 km ! »

Donc ce fut une retraite en bon ordre, et non une débandade. Mais on perçoit la vulnérabilité d'un régiment d'artillerie quand il bat en retraite, s'il ne dispose d'aucune unité d'infanterie pour couvrir sa retraite. Ce compte-rendu militaire laisse tout de suite après place à une « *chose vue* » (Victor Hugo), qui émeut par son humanité :

« Lors de cette retraite, une nuit, vers Neuilly St Front, avec le Commandant, nous nous reposons quelques instant dans une grotte où nous trouvons 2 femmes avec 2 tout petits bébés. Ces femmes, à pied avec quelques bagages et l'édredon de plumes, venaient de Fismes sur la Vesle, et fuyaient devant les Allemands. Le Commandant Jacquier leur conseille d'aller jusqu'à la Marne, ne sachant plus où nous pourrons nous arrêter. »

En juin, le régiment du lieutenant Becouse se met en batterie dans une clairière près d'Autheuil pour appuyer le 147e R.I.. Au cours d'un déplacement vers cette position, l'officier doit faire preuve de fermeté :

« Lors du trajet de nuit, pour aller prendre position pour cette affaire, toute ma batterie étant en colonne sur la route, des avions ennemis lancent de nombreuses bombes sur ladite route en avant de la colonne sans causer de pertes. Mes servants effrayés s'éparpillent. A cheval à côté d'eux, je crie : « Rassemblement ! » d'un ton sans réplique et je les fais mettre au garde à vous en leur disant que j'ai assez d'expérience pour les faire abriter quand il y aura danger, et que tout abandon de poste sera puni du Conseil de guerre. Et je commande : « En avant, marche ! »

J'entends des hommes qui causent entre eux et l'un dit : « Nous avons perdu Fouquet, mais nous avons retrouvé un chef ». Après cette algarade, je n'ai plus jamais constaté de faiblesse parmi mon personnel. »

Scènes d'exode, tentation de pillage et grande victoire américaine au Bois Belleau, près de Château-Thierry en juin 1918

Jules Barailler (cl. 18), fils de tout petits agriculteurs (deux vaches) et vignerons de Saint-Paul d'Uzore, a été d'abord valet dans des fermes de la plaine du Forez, de Mornand et de Marcilly-le-Châtel, avant de se faire embaucher, en 1915 ou 1916 comme ouvrier à l'usine Lévy de Sury-le-Comtal, fabriquant des pièces d'armement. Il y restera après guerre, l'usine s'étant reconvertie dans la fabrication de cycles comme sa concurrente Liotard, où sa jeune épouse est employée. Le couple trouve un bon complément de revenus dans le jardinage et le maraîchage provenant d'un grand « clos ». Puis Jules, jusqu'à sa retraite, sera jardinier pour le compte de l'entreprise Landau, ex-Lévy, toujours à Sury-le-Comtal , où il vivait encore, à l'âge de 101 ans, quand je l'ai interviewé, le 19 novembre 1999 [49]. Incorporé en avril 1917 au 99e R.I. de Vienne, il monte en zone des armées en janvier 1918, dans le régiment de réserve du 99e R.I., le 299e R.I., comme tireur au fusil-mitrailleur. Il participe aux combats du printemps 1918, puis une boule de pus persistante dans l'oreille le fait évacuer jusqu'à Dax. Après sa convalescence, il participe aux combats de fin mai-début juin, vers Château-Thierry, dans l'Aisne, pour tenter d'enrayer la percée allemande.

Selon **Pierre Miquel**, dans *« La Grande Guerre » :* « *Le 1er juin, Château-Thierry tombe : c'est la dernière victoire allemande. Pas de panique à Paris : la population fait confiance à Clémenceau et aux chefs militaires. »*[50]. Ceux qui sont vraiment informés de l'avancée allemande sont moins assurés que ceux qui continuent à croire les communiqués militaires lénifiants, repris par la grande presse. Concernant Château-Thierry, c'est une ville évacuée (tout comme la campagne environnante) que décrit notre témoin, mais pas sous occupation allemande, les troupes allemandes ayant sans doute un peu progressé après leur prise de la ville, suivie immédiatement du défi d'avoir à affronter l'armée américaine au Bois Belleau. En effet, les Allemands ont affaire à la 2e Division Américaine (26 600 hommes) qui a reçu l'ordre de constituer une ligne défensive solide dans le secteur de Château-Thierry, et qui parvient à remporter la victoire du bois Belleau, à 5 km à l'ouest de Château-Thierry, en combattant du 5 au 25 juin, tandis que le 9e R.I. parvient à barrer la route de la Marne à 1,5 km de Château-Thierry. Mais laissons place au témoignage de Jules Barailler :

T- *« A Château-Thierry, on était au front. A Château-Thierry, on avait tout laissé. Y avait les veaux, la volaille qui couraient dans les blés ! C'était en juin… Et nous on était sur une côte, et y avait les avions qui tournaient, qui tournaient, qui tournaient…On était sur une hauteur, une espèce de montagne, tout près de Château-Thierry… A combien ? Peut-être cinquante mètres…*

On imagine mal une *« espèce de montagne » à « cinquante mètres »* de la ville de Château-Thierry. Jules doit confondre la ville et les villages qui l'entouraient, et sa mémoire raccourcit les distances. La seule éminence proche de Château-Thierry (à 4 kilomètres au nord-est environ) est le mont Saint-Père, qui culmine à 221 mètres, dans le bois de Barbillon.

E- « *Si près que ça ?*

T- *Et y en a qui allaient chercher à boire. A boire, à manger : y avait tout ! Y avait tout de laissé à Château-Thierry, les magasins, tout ! Les veaux couraient à travers les champs, je sais pas s'ils avaient cassé la corde, et dans les blés ! Et puis d'autres endroits aussi : ils avaient tout abandonné !*

E- *Ils avaient été surpris alors !*

T- *Eh ! Ils étaient surpris ! Par les avions aussi. Les avions mettaient le feu !… Oh ! Ils en ont brûlé des bâtiments là-bas ! C'étai(en)t les avions !*

E- *Mais alors, si les gens sont partis comme ça, en fermant peut-être pas les maisons, on pouvait piller alors ?… On pouvait piller les maisons ?*

T- *Piller ? Personne ! Ça partait tout ! C'était libre même, tous les endroits, les magasins complets…complets, quoi ! Piller, piller ? Ça petait*, ils avaient peur, ils osaient pas bien piller…*

E- *Mais vous, les soldats, vous pouviez pas piller les maisons !*

T- *Oh ! On pouvait pas ! Ah si ! A Château-Thierry, y en avait un qui avait été chercher des bouteilles… On avait soif, nous ! On a pas bien fait ! Chercher des bouteilles à boire. Il a rencontré le commandant, ou le capitaine : ils le passent au conseil de guerre ! Il avait pillé ! Le conseil de guerre ! Et puis son fusil, il met le pied je sais pas comment, le coup part, ça l'attrape au menton…un soldat ! « Vous allez passer au conseil de guerre ! », le capitaine ou le commandant lui dit ! »*

Ce témoignage, sous le coup de l'émotion, manque de cohérence, et l'on voit bien que le soldat n'est pas passé en conseil de guerre, mais qu'il en a été menacé par l'officier, conformément au code militaire réprimant le pillage. Et l'on devine que, de peur de passer au « tourniquet », il s'est suicidé. Et pendant qu'il parlait, Jules a mimé le geste du soldat, mettant le bout du canon du fusil Lebel sous son menton, serrant la crosse entre ses pieds, et allongeant le bras (car ce fusil est long) pour appuyer d'un doigt sur la détente !

---

[49] Dernier Poilu de la Loire interviewé, et avant-dernier en général, avant de voir, six ans plus tard, le 19 décembre 2005, à Brioude, **Louis de Cazenave**, alors un des six derniers Poilus de France, qui mourra l'avant-dernier, le 20 janvier 2008, à 110 ans et trois mois, deux mois avant le tout dernier, son « classard de la 17 », **Lazare Ponticelli**, du Kremlin-Bicêtre, en banlieue de Paris, mort exactement au même âge (il avait deux mois de moins) le 20 mars 2008.

[50] Pierre Miquel, op.cit., p. 565

Et Jules d'enchaîner aussitôt sur un autre drame :

T- *« Le commandant de compagnie… Y avait un bois… Il nous disait : « Tout ce que vous entendrez dans le bois, vous tirerez dessus ! ». Alors y en a, ils ont entendu du bruit, ils ont tiré dessus ! Ils ont tué le commandant de compagnie ! Le lieutenant, ils l'ont tué ! Eh ben, ils l'ont tué ! C'était de la faute du lieutenant, il avait dit : « Tout ce que vous entendrez du bruit, tirez ! ». Et il* (un soldat) *a tiré : il a tué le commandant de compagnie !*

E- *Attendez : celui qui a été tué, c'est le lieutenant ou le commandant ?*

T- *Non, non ! Il faisait le commandant ! »*

En fait, c'est moi qui confond le grade de commandant, et la fonction de commandant de compagnie, habituellement assurée par un capitaine, mais pouvant l'être aussi par un de ses lieutenants si le capitaine a été tué, ou évacué pour blessure. Normalement, un lieutenant commandait une section d'une cinquantaine d'hommes, soit le quart d'une compagnie. Ici, ce lieutenant est la victime de son ordre imprudent. Tout comme le soldat précédent a été victime d'une discipline rigide, alors qu'il n'avait pas pillé au sens strict du mot, mais simplement trouvé des bouteilles qu'il rapportait à ses camarades. On sent que le remords a dû persécuter Jules (*« On a pas bien fait ! »*) d'avoir été dans le groupe de ceux qui avaient soif, et qui ont dû convaincre l'un d'entre eux d'aller chercher de quoi boire dans une maison ou un magasin à l'abandon…

Les Américains et la bataille du Bois Belleau

A proximité de Château-Thierry, la grande victoire américaine annoncée par le titre de cette sous-partie est celle de la bataille du bois Belleau, victoire qui a aussi, jusqu'à la survenue de la II^{ème} guerre mondiale, détenu le peu enviable record du nombre le plus élevé de soldats américains tués en une seule bataille. Selon le site Wikipédia, bien plus précis en cela que tous les historiens consultés sur cette bataille, *« elle fut d'une grande importance psychologique car elle marqua le premier engagement des troupes américaines de l'American Expeditionary Force, placé sous le commandement en chef du général John Pershing […] Elle se déroula dans le bois situé au sud-ouest de Belleau (Aisne), tout près de la Marne, entre le 1er juin et le 26 juin 1918, et opposa une unité de la Second Indianhead Infantry Division US, composée du 23rd Infantry Regiment et d'une brigade de Marines placée sous le commandement du général James G. Harbord, aux forces allemandes retranché dans le secteur de Château-Thierry. Elle détient le triste record du nombre de soldats américains tués dans une seule bataille jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La bataille du bois Belleau est encore considérée aujourd'hui comme le premier engagement majeur et l'événement fondateur de la réputation des Marines. Ceux-ci envoient chaque année une délégation pour le Memorial Day, ainsi que pour la célébration du 4 juillet [51]».*

La bataille dura en fait presque tout le mois de juin, comme l'explique le même site , dans sa partie « *Déroulement des combats* » : *« Dans la nuit du 5 juin, les Marines et le 23^{e} Régiment d'Infanterie américain contre-attaquent et prennent pied dans le bois de Belleau. Le 6 juin, un bataillon du 23^{e} R.I.américain perd 27 tués et a 225 blessés. Le 10 juin, les Marines du général James G. Harbord forcent le sud du bois de Belleau. Au bout de trois jours, ils réduisent les points de résistance, font 500 prisonniers, s'emparent de 35 mitrailleuses et de leurs réserves de munitions. Soumis pendant dix jours à de violentes contre-attaques, ils parviennent le 25 juin à chasser les derniers Allemands qui se cramponnaient au coin nord du bois. Ils font encore 300 prisonniers et, dans la foulée, s'emparent du village de Bouresches. Après trois semaines de combat, le bois est entièrement conquis le 24 juin. Pendant ce temps, le 9^{e} R.I. barre la route de la Marne à 1,5 km de Château-Thierry ».*

S'il ne fallait qu'une preuve tangible de l'importance de cette bataille pour l'armée américaine, en voici une : un de ses plus gros porte-avions a été nommé « *USS Belleau Wood* », « *Bois Belleau* »…

Parmi les morts américains du 6 juin 1918, un va prendre nom et corps, de façon à personnaliser un peu ces chiffres. Il s'agit d'**Earl Collier**, d'Olathe, dans le Kansas (au nord de Kansas City) où il a donné son nom à la branche locale de l'American Legion : *« Earl Collier American Legion Post 153 »* qui précise sur son site Internet : *« Earl Collier Post 153 is a very active and visible part of the city of Olathe. From sponsoring Easter and Christmas parties to assisting thoses veterans in most need, this Post does a tremendous amount of work without a lot of recognition. Earl Collier was the first Olathe resident to perish in Worl War I – he was killed at Belleau Wood on June 6, 1918. »*

[51] Le 4 juillet est « L'Independence Day », la fête Nationale des Etats-Unis, commémorant la date de la Déclaration d'Indépendance de 1776, indépendance qui ne fut vraiment acquise, après les sept années de combats contre le colonisateur anglais, qu'au traité de Paris signé en 1783. Le marquis de la Fayette joua un rôle concret et symbolique éminent (sous le commandement du comte de Rochambeau, avec une flotte française sous les ordres de l'amiral d'Estaing) dans la participation française à ce conflit, au côté des Américains, d'où la fameuse phrase *« La Fayette, nous voilà » (La Fayette, we are here ! »)* prononcée symboliquement deux fois, lors des deux guerres mondiales.

Traduction ; *« La section 153* [de l'American Legion] *joue un rôle très actif et très public dans la ville d'Olathe, allant du parrainage de fêtes à Pâques et à Noël* (pour les anciens soldats américains et leurs familles) *à l'aide matérielle apportée aux vétérans des guerres les plus démunis : beaucoup de travail non reconnu à sa juste mesure. Earl Collier était le premier habitant d'Olathe à perdre la vie dans la Première Guerre mondiale : il fut tué au Bois Belleau le 6 juin 1918 ».*

Ayant accompagné deux fois[52] quinze jours un groupe de 25 lycéens du lycée François Mauriac-Forez d'Andrézieux-Bouthéon, dans la Loire (échange scolaire France-Etats-Unis organisé pendant plus de quinze ans par ma collègue d'Anglais **Louise Berlier**), j'ai eu l'occasion de parler à Olathe - ville du Kansas dont les quatre lycées participaient à l'échange- de mon travail d'enquête sur les « *WW1 veterans* », et j'ai promis à la dame qui m'y a aimablement hébergé deux fois, **Mrs Ruth Nelson** - qui occupait une fonction administrative pour ces quatre lycées - d'intégrer dans mon ouvrage le nom de leur héros, **Earl Collier,** ce qui fait qu'à Noël 2005, elle m'envoya, avec ses voeux, la lettre dactylographiée suivante, parue dans le « *Olathe Mirror »* le jeudi 8 février 1923, incluse dans un article intitulé : *« How Earl Collier met his death, an eye witness writes his parents ».*

Le lettre du témoin visuel, **J. van Housen**, d'Elgin, dans l'Illinois, étant très longue, nous n'en retiendrons que la partie centrale essentielle , ainsi que le début, la fin restant assez impersonnelle:
« Elgin, Illinois,
70 South Chapel St
January 13, 1923

My Dear Mr. And Mrs. Collier :

Being a former camrade and very close friend of your son, Earl, who gave his life for the cause, for which this country entered the world war, and having by a strange coincidence learned your adress, I am writing you this letter to give you what information I can, thinking perhaps that you never had the full details.

I also wish to extend to you both my most sincere sympathy in your loss even though the sad ending of this young life happened almost five years ago.

This comes, my dear Mr. And Mrs. Collier, from one who knew Earl very well and always considered in my good fortune to have numbered him among my best friends.

While it is not within my power to console you in your loss, I want you to know that Earl was the kind of boy that I know you wanted him to be. »

Traduction :

« Chers Monsieur et Madame Collier,

En tant qu'ancien camarade de régiment et très bon ami de votre fils Earl, qui a donné sa vie pour la noble raison qui a fait entrer notre pays dans la guerre mondiale, et ayant par un très curieux hasard appris votre adresse, je vous écris cette lettre pour vous fournir tout les renseignements en ma connaissance, dans l'hypothèse où on ne vous aurait pas donné toutes les circonstances de cet événement.

Je voudrais aussi vous faire part de toutes mes condoléances pour cette perte, malgré les cinq années qui se sont écoulées depuis la fin tragique de sa jeune vie.

Ces mots sont ceux, chers Monsieur et Madame Collier, de quelqu'un qui a très bien connu Earl et qui a toujours considéré que c'était une grande chance d'avoir été compté parmi ses meilleurs amis.

Bien qu'il ne me soit pas possible de vous consoler de sa perte, je voudrais que vous sachiez qu'Earl était exactement le genre de fils que vous espériez. » […]

J. van Housen explique ensuite longuement dans quelles circonstances il a connu Earl en juin 1917, en Caroline du Sud, quand tous les deux étaient de nouvelles recrues des Marines, et comment, étant sergent, il a eu Earl dans sa section lors du transfert de leur unité en Virginie, en août 1917. Ensuite il relate leur traversée de l'Atlantique et leur arrivée à Brest, puis leur transfert en train à Bordeaux, dans le très vaste camp pour Américains dont nous avons vu la construction dans un chapitre précédent, où ils ont passé la fin de l'année 1917 et le début de 1918, avant d'être envoyés en train en zone des armées dans les Vosges, où les exercices reprirent, Earl étant toujours dans sa section. Puis il en vient à leur montée au front fin mai, dans la Somme, après un long transfert en train passant par la couronne parisienne, puis en camions aux abords de Château-Thierry. Il en vient enfin aux circonstances de leur attaque au bois Belleau :

« *I will not stop to go into the details of the situation, with the Frend army routed and the front entirely disorganised, nor will I dwell on the hardships and privations for the boy in not having sleep, food and water,*

[52] Deux fois au Kansas (en 2003 et 2005) et trois fois au New Hampshire, à Hopkinton High School (non loin de Concord, la capitale du NH) en 2001, 2004 et 2006

but will pass on to June 6th, when we received orders to attack, and take the Bois de Belleau, and the village of Boinesches.[53]

The attack started at 5 :30 p.m. with our company in the front attacking wave on the right of the battalion. I have charge of two squads of automatic rifle men –Earl being one of the boys. We were in the edge of the woods, and the fire – especially the machine guns- was so thick, and deadly, that our advance was made in rushes of 50 yards at a time.

After the third rush, we were ordered to hold up and the advance long enough to allow a flanking movement of a company on our left.

During this wait we lay on our stomachs in the wheat, listening to the zip of the bullets, all around us. The men were spread out in attack formation about five stops apart and Earl was the second man to my right.

Before the word came to advance further, I called to the man next to me regarding something or other, but got no reply. Lying where I was, I could see his body through the stalks of wheat, and surmising something, I crawled over to him. He was one of my corporals and to my surprise and horror found him dead, a machine gun bullet having killed him as he lay there waiting for orders to go on.

When I find this out I called over to Earl – not daring to stand up and expose myself more than was necessary – but no response came from him. Knowing that he was five stops over from Corporal Elliott but not being able to see him, I crawled on over and ther he was, lying flat on his stomach, his automatic rifle still in his right hand.

He looked as though he was asleep, but even though I knew different, I did not want to believe it, I half turned him over toward me, when I saw that Earl has left us, and passed on where no sorrow or pain in known.

He had been killed instantly either by a rifle or machine gun bullet, and evidently had not suffered a bit. I believe that he was shot just as we made the third rush forward, and when it happened he fell forward with his gun still in hand. I left him with a feeling of regret and sorrow as I had grown to love Earl, more as as brother than as just a comrade.

We passed on and evidently he was found by our stretcher bearers and I believe that his body first rested close to where he fell.

We lost 6,000 out of 8,000 marines in this drive, in two days July 18-19[54] *; our loss was about 60 per cent. We lost in the action and wounded all of the officiers in the company, except one, Lieutenant Perkinson, being one of them. »*

J. van Housen termine sa lettre en expliquant qu'il a été promu sous-lieutenant le 16 août, et que sa division est allée en Occupation en Allemagne jusqu'à l'été de 1919. Il joint à sa lettre trois photos prises en Virginie où figure Earl.

Traduction :

« *Je ne m'étendrai pas sur les détails concernant la situation, avec l'armée française en déroute et le front totalement désorganisé, ni sur les souffrances et privations qu'a endurées votre fils (le manque de sommeil, de nourriture, d'eau), mais je sauterai au 6 Juin, quand nous avons reçu l'ordre d'attaquer, et de prendre à la fois le Bois Belleau et le village de Boinesches.*

L'attaque a commencé à 5h et demie de l'après-midi, notre compagnie attaquant dans la première vague d'assaut, sur le flanc droit du bataillon. Je commandais deux escouades de mitrailleurs, dont faisait partie Earl. Nous étions à l'orée des bois [du Bois Belleau] *et le feu , surtout celui des mitrailleuses, était si dense et si meurtrier que notre progression ne pouvait se faire que par bonds successifs de 50 mètres chaque fois.*

Après le troisième bond en avant, on nous ordonna de stopper la progression pour permettre le mouvement de flanquement d'une compagnie sur notre gauche.

Pendant cet arrêt, nous nous sommes étendus à plat ventre dans un champ de blé, écoutant le sifflement des balles tout autour de nous. Mes hommes étaient disposés en position d'attaque, séparés par cinq intervalles environ[55]*, et Earl était le deuxième à ma droite.*

---

[53] Il s'agit en fait de la localité de Bouresches (mal orthographiée ici), située sur l'orée sud-est du Bois Belleau, à 6 km à l'ouest de Château-Thierry.

[54] La bataille du Bois Belleau s'étant achevée par une victoire américaine le 25 juin, il paraît évident qu'ici le narrateur écrit par erreur « *July* » (Juillet) au lieu de *« June »* (Juin).

[55] Il y a ici un vrai problème de traduction, car on voit mal ce que recouvre concrètement, dans « *The men were spread out in attack formation about five stops apart »* l'expression finale *« about five stops apart »* suggérant (avec le mot déroutant « *stops* » = arrêts !) une distance entre les soldats qui vont attaquer. On peut penser qu'il s'agit de l'écart à maintenir entre eux, pour élargir la vague d'assaut, de manière à ce que les tirs de mitrailleuses allemands ne fauchent pas d'une seule rafale des soldats qui seraient trop près les uns des autres, ce qui, psychologiquement, aurait aussi l'effet de décourager les attaquants restés vivants, devant l'hécatombe de leurs camarades attaquant en formation trop serrée. L'équivalent français paraît être, en langage militaire, le « déploiement en formation de tirailleurs »…

Avant que n'arrive l'ordre de reprendre l'attaque, j'ai appelé mon voisin pour je ne sais quoi, mais je n'ai obtenu aucune réponse. Etant allongé sur le sol, je pouvais voir son corps entre les tiges de blé, et pressentant quelque chose d'anormal, j'ai rampé jusqu'à lui. C'était un de mes caporaux, et à ma surprise, touché par l'horreur, je l'ai découvert mort, une balle de mitrailleuse l'ayant tué alors qu'il attendait mes ordres.

Après cette découverte, j'ai appelé Earl – n'osant pas me relever et m'exposer aux balles plus que nécessaire - mais pas de réponse de sa part. Sachant qu'il n'était qu'à cinq intervalles du caporal Elliott, mais ne pouvant le voir, j'ai rampé jusqu'à lui , et je l'ai trouvé à sa place, à plat ventre, son fusil-mitrailleur encore tenu par sa main droite.

Il paraissait endormi, mais bien que j'aie su que cette impression était fausse, je ne voulus pas y croire, je le retournai à demi pour voir son visage, et je me rendis compte qu'Earl nous avait quittés, et avait rejoint le pays où l'on ne souffre ni angoisse ni douleur.

Il avait été tué sur le coup par une balle de fusil-mitrailleur ou de mitrailleuse, et n'avait donc aucunement souffert. Je pense qu'il a été tué pendant notre troisième bond d'assaut, et que, quand il a été touché, il est tombé en avant en tenant encore son fusil. Je l'ai laissé là, éprouvant à la fois regret et chagrin, car je m'étais pris à l'aimer, bien plus comme un frère que comme un compagnon d'armes.

Nous avons continué, et il n'y a aucun doute qu'il fut trouvé et emporté par les brancardiers, et je pense que son corps reposait[56] *non loin de l'endroit où il a trouvé la mort.*

Nous avons eu 6 000 hommes mis hors de combat dans cette offensive, en deux jours, les 18 et 19 juillet [en fait juin ! cf note n° 57] ; *nos pertes ont atteint 60% de l'effectif engagé. Au combat, tous les officiers de la compagnie furent tués ou blessés, à l'exception d'un, le lieutenant Perkinson, et de moi-même. »*

Cette lettre, très circonstanciée, à la fois militaire et très humaine, a sans nul doute dû faire plaisir aux parents d'Earl, notamment en leur donnant l'assurance qu'il n'avait pas souffert avant de mourir : réalité ou pieux mensonge du lieutenant Van Housen ? L'important est qu'il soit cru. Ce document donne une couleur humaine à ces pertes de nos Alliés qu'on évalue toujours en nombre impressionnant de morts, sans qu'on prenne conscience vraiment des drames humains que chaque mort parmi ces soldats étrangers recouvre, sur un sol qui n'est pas celui de leur Patrie, mais où leur pays s'est engagé pour la défense de ses valeurs, devenues les leurs… Qu'ils en soient profondément remerciés…

La peur de la défaite exprimée dans le courrier à sa fiancée (fin mai et mi-juin 1918)

A ce moment crucial, nombre de Français, militaires ou civils, ont cru que les Allemands allaient marcher sur Paris, s'emparer de la capitale et remporter la victoire qui leur avait échappé début septembre 1914. Deux cartes de la correspondance d'un de nos témoins traduisent cette inquiétude.

Jean-Baptiste Jourjon (cl. 15), de Villars, soldat au 140e R.I. Alpine de Grenoble, écrit régulièrement à sa fiancée Claudine Peyrard, de Villars, sans lui donner d'indication géographique, même sous forme floue ou codée, de son itinéraire. Mais en 1918, après une forte bronchite en janvier qui l'a éloigné de la première ligne, il est de retour aux tranchées en février. L'historique de son régiment nous apprend qu'après l'Alsace, il se trouve, d'avril à juin, au moment où il écrit les deux cartes dont nous allons citer une partie, il est dans les Flandres (Ecke, ravin de la Douve, monts de Flandres), et est épuisé par les marches nocturnes forcées. Ces deux cartes révèlent, dans une orthographe très incertaine[57], son découragement et sa peur de la défaite française.

Le 30 mai, soit trois jours après le déclenchement de l'offensive allemande sur le Chemin des Dames, il écrit à Claudine :

« Chèr Claudine je suit toujours au tranchées et toujours dans le même secteur, le secteur et toujours pas bien bon a le temp medure chèr Claudine que l'ont soit relevèt pour venire en permission, le temp medure bien de te voire et te pouvoire parlés un peux de mai soufrance. Tu medit chèr Claudine quat Villars il y a beaucoup de soldats. A je voie que tout sat c'est pas bon signe, la fin de la gèrre èt je croie pas bien loing.

---

[56] Ce prétérit « *rested* » correspondant à l'imparfait français « *reposait* » ne paraît pas logique, car c'est une évidence, puisque Earl a été tué d'un coup, que son corps gisait à l'endroit exact où il était mort, sur le champ de bataille, avant d'être trouvé et emporté par les brancardiers. Le sergent devenu lieutenant ne voudrait-il pas dire, au présent, que son corps « repose » maintenant dans un cimetière militaire américain (beaucoup de morts au Bois Belleau) proche de l'endroit où il a été tué (et il existe, ce cimetière américain, au sud du village de Belleau, jouxtant un cimetière militaire allemand : ils reposent presque côte à côte, ceux qui s'affrontèrent si farouchement !) ce qui donnerait aux parents la satisfaction de le savoir dignement enterré, et peut-être l'espoir de faire rapatrier sa dépouille mortelle afin de l'inhumer dans le caveau familial, ce qui s'est beaucoup fait après la guerre, y compris pour des soldats étrangers.

[57] Ce qui nous fait renoncer pour lui (déjà fait) à la convention employée jusque là, de signaler par un astérisque le mot fautif, afin qu'il n'y ait pas confusion avec une faute de frappe. Par ailleurs, comme les cartes ne comportent pas la moindre ponctuation, nous en rétablissons une, minimale, pour permettre la compréhension.

Pour le moment chèz nous sat marcher bien mal on nant peux plus, les bôches son tros plus fore que nous, il sont trois Contre un de nous, hinsit tu voie Comme sa peux bien a les on vous lait touse bien la vitoire mais je croie Cont laurat derrière soit. Enfin ma bien chèr Claudine je tembrasse bien fore. Ton Jourjon qui panse a toi. »

Réécriture de la partie concernant la guerre : *« Tu me dis, chère Claudine, qu'à Villars, il y a beaucoup de soldats. Ah ! Je vois que tout ça, c'est pas bon signe : la fin de la guerre est, je crois, pas bien loin. Pour le moment, chez nous, ça marchait bien mal, on n'en peut plus, les Boches sont trop plus forts que nous, ils sont trois contre un. Ainsi tu vois comme ça peut bien aller ! On voulait tous la victoire, mais je crois qu'on l'aura derrière soi.*[58] *»*

La démoralisation de Jean-Baptiste est patente, son régiment lui paraît démoralisé aussi et il pronostique la défaite française, qu'il explique par le surnombre des Allemands par rapport aux Français, ce qui préserve un peu la dignité du soldat français. Il ne tient aucun compte du renfort des alliés par l'armée américaine, Et il interprète le renseignement donné par Claudine de façon pessimiste : la présence de nombreux soldats à Villars n'est pas perçue par lui comme l'afflux de permissionnaires (rendu possible notamment par la présence américaine : avec le délai du courrier, la carte ou lettre de Claudine décrit une situation entre le 20 et le 25, soit deux jours avant le déclenchement de l'offensive du 27 mai, qui a dû avoir pour effet de supprimer les permissions), mais comme un signe de dégarnissement du front, donc d'affaiblissement.

Le 14 juin, il n'est pas plus optimiste, bien qu'une période de repos d'une semaine ait retiré le régiment de la première ligne, donc l'ait soustrait un temps à la dureté de la vie en tranchée (car tout n'est pas mouvement dans cette période) et aux dangers des combats :

« Chèr Claudine je suis au repot voila 7 jours et je panse que le repot vat etre finis bien tos je panse que disit deux ou trois (omission de « jours ») *au plus tare on vat remontèr au tranchées et toujours dans les endroit ou sat fait pas jolis. Enfin je vois que plus sat dur plus sa fait vilins a presant on net plus mètre des boches il son plus fore que nous il a vanse toujours sur paris. A pauvre Claudine tu medit quil pourront bien me donnèr ma permission a il faut pas Conter de me voire encore a Villars les permission son encore a rètèr a le temp me dure bien… »*

Réécriture : *« Chère Claudine, je suis au repos depuis sept jours et je pense que le repos va être fini bientôt ; je pense que d'ici deux ou trois jours au plus tard, on va remonter aux tranchées et toujours dans les endroits où ça fait pas joli* (où ça barde). *Enfin, je vois que plus ça dure, plus ça fait vilain : à présent, on n'est plus maîtres des Boches, ils sont plus forts que nous, ils avancent toujours sur Paris. Ah ! Pauvre Claudine, tu me dis qu'ils pourront bien me donner ma permission ! Il faut pas compter* (espérer) *de me voir bientôt à Villars : les permissions sont encore arrêtées ! Ah ! Le temps me dure bien… »*

Jean-Baptiste ne tente plus d'expliquer l'avancée inexorable des Allemands par leur surnombre. Sa période de repos lui a sans doute permis, en échappant au quotidien des tranchées, de s'informer, et il est au courant que l'armée ennemie s'est nettement rapprochée de la capitale. Dans cette guerre de mouvement, son régiment reste toujours en guerre de position, ce qui indique au moins que le front est fixé sur ce petit secteur. Et la permission espérée auprès de Claudine s'éloigne encore, avec la suspension des permissions, qui indique une situation détériorée du côté des Alliés, qui doivent maintenir opérationnels tous leurs soldats.

L'échec de la troisième grande attaque allemande, celle du 15 juillet 1918

Chez les trois historiens cités dans ce chapitre, on ne trouve pas à proprement parler de description conséquente de cette attaque vue du côté allemand, tant chacun s'attache aussitôt à décrire la réaction judicieuse et victorieuse de l'armée française. **Jean-Baptiste Duroselle** l'escamote presque, après un long développement de deux pages et demi sur les notes laissées par le général Buat dans l'intervalle allant du 23 mai au 15 juillet : *« C'est le 15 juillet que se déclenche l'attaque allemande. Deux armées françaises, face au nord, encadrent la montagne et la ville de Reims, la 4e armée à l'est (Gouraud), la 5e à l'ouest (Berthelot) et au nord de la Marne. Le 14, vers 20 heures, les Français ont capturé une forte patrouille allemande de vingt-trois hommes, dont un aspirant. Ceux-ci révèlent qu'une attaque contre la 4e armée va se produire et ils précisent l'heure : préparation d'artillerie à minuit dix. On n'a aucun renseignement sur les projets relatifs à la 5e armée. Devançant minuit dix, deux mille cinq cents canons français se mettent à pilonner les Allemands, tout à fait stupéfaits. L'attaque qu'ils lancent contre la 4e armée ne progresse pas. Par contre, la 5e armée recule. Les Allemands franchissent la Marne et avancent de neuf kilomètres. Toute la réserve générale française est engagée. »*[59].

Pierre Miquel fait remonter à la semaine précédente les informations collectées par les Français par l'attaque imminente, issue de divers « coups de mains » ramenant des prisonniers donnant des renseignements

[58] Faut-il voir ici l'écriture édulcorée de l'expression populaire vulgaire : « *On l'aura dans le cul* » ?
[59] J.B. Duroselle, op.cit., pp. 387-388

concordants : *« En fait, tous les généraux savent, dès le 7 juillet, grâce à la multiplication des coups de main, que l'offensive allemande comprendra deux groupes d'assaut, l'un sur Epernay, à l'ouest de Reims, l'autre sur Chalons, à l'est. Le but de Ludendorff est de s'emparer du massif redoutable de la Montagne de Reims, et de disloquer ainsi le centre de l'armée française. Cette fois, Pétain ne se laisse pas surprendre […] Le Friedensturm*[60] *commence le 15 juillet : préparation d'artillerie rapide à 1 heure du matin sur le front de l'armée Gouraud (4e) à l'est de Reims.* » L'auteur s'attache alors à montrer dans le détail l'héroïque résistance de l'armée Gouraud, composée notamment de soldats coloniaux (Algériens, Marocains, Sénégalais) ou étrangers (Américains, Polonais, Italiens), puis décrit le recul de la 5e armée : *« Sur le front de la 5e armée, par contre, les Allemands réussissent à entamer la ligne de résistance entre la montagne de Bligny et la Marne. A deux contre un, ils enfoncent le corps d'armée italien dont les divisions sont décimées. […] Les pertes des Allemands étaient telles, et les résultats si limités que Ludendorff, à partir du 17 juillet, renonça à son attaque »*[61].

Le **général Patrick Sans**, dans la belle étude que nous avons citée en début de chapitre, précise les facteurs stratégiques ainsi que la collecte vitale de renseignements auprès de prisonniers faits dans ce but, ayant fait échouer l'ultime offensive allemande : *« Cette cinquième offensive, qui sera finalement la dernière que les Allemands vont pouvoir lancer, allait échouer grâce à une habile manœuvre de repli élastique et à la contre-attaque de flanc, combinant l'intervention massive des chars ainsi que la coordination des troupes au sol et de l'aviation. Le 2e bureau de l'état-major était bien renseigné sur le plan adverse et même de l'heure de l'attaque (le 15 juillet à minuit dix) grâce à un coup de main, ordonné par le général Gouraud, menée par Joseph Darnand (le futur chef de la Milice, sous Vichy), qui avait permis de ramener 27 prisonniers, dont un aspirant. »*[62]

Anne Duménil ne s'attache pas, elle, à la collecte d'informations auprès de prisonniers ayant permis de prévoir l'attaque allemande et de préparer une réplique efficace. Elle résume ainsi cette offensive : *« Cherchant toujours à obtenir la décision par les armes, malgré les ouvertures diplomatiques du secrétaire d'Etat Külhmann qui envisage une paix de compromis, Ludendorff lance le 15 juillet une nouvelle offensive entre Reims et l'Argonne et sur le front de la Marne afin notamment de corriger le tracé de son front qui forme un dangereux saillant. La tactique défensive préconisée par Pétain permet d'arrêter l'offensive de la 1ère armée allemande : le report en deuxième ligne de la ligne principale désorganise le plan d'attaque allemand. Alors que Pétain, alarmé par la situation difficile de ses troupes sur la Marne, envisage de renoncer à la contre-offensive prévue, Foch donne un contrordre : l'action de la 10e armée de Mangin est un succès largement imputable à l'emploi de 225 chars et à la combativité des troupes, notamment les 1ère et 2e divisions américaines. Alors que ses armées refluent de plus de 8 kilomètres, Ludendorff abandonne l'essentiel du terrain conquis lors de l'offensive Blücher et renonce à l'opération prévue en Flandres. »*[63]

Pour nos témoins oraux, interrogés en moyenne 70 ans après les faits, la date de cette attaque allemande est facile à mémoriser, car elle suit immédiatement la célébration, plus retenue que d'habitude en raison des consignes des officiers, de la fête nationale du 14 juillet.

<u>L'offensive du 15 juillet 1918 vue par un fantassin</u>

Elle est décrite en Champagne par le caporal **Mathieu Grand** (cl.14), agriculteur à La Tuilière avant guerre, métier repris jusque vers 1935, où Mathieu se reconvertit professionnellement en entrant dans les Postes comme facteur, activité qu'il exercera d'abord à Montargis, puis, à partir de 1937 à Panissières jusqu'à sa retraite. Il a fait toute la guerre au 22e B.C.A. d'Alberville, en étant blessé deux fois grièvement. Après la déroute italienne de Caporetto du 24 octobre 1917, le régiment est envoyé en Italie pour combattre les Autrichiens, puis revient en mai 1918, est envoyé en Belgique au Mont Kemmel où l'armée anglaise a reculé, puis est transféré en Champagne :

T- *« Et puis alors après on nous a menés en Champagne, à Perthes-les-Hurlus, pour l'attaque du 15 juillet 18 qu'on attendait, la dernière attaque allemande. Ils nous ont attaqués sur quatre-vingt kilomètres de front, les Allemands ! Alors là, le bombardement a commencé à minuit jusqu'au lendemain, six heures du matin ! Et ils en ont jeté, hein ! J'aime autant vous dire qu'on se faisait pas gros dans la tranchée !* (rire) *Ah ! Bon Dieu ! On a eu pas mal de pertes d'ailleurs. Y en a, quand ils* (les obus) *tombaient pas loin, on sentait le souffle, hein ! Puis à ce moment-là, ils en avaient encore pas mal à gaz. Ah ! Là, ils ont été cloués ! Jusqu'à qu'ils sont*

---

[60] Littéralement : « *tempête pour la paix* », dénomination officielle allemande à but psychologique, qui diffère de l'appellation des attaques précédentes, qui reposait sur un patronyme.

[61] P. Miquel, op.cit. pp. 572-574

[62] Général Patrick Sans, *« Le 98e Régiment d'Infanterie dans la grande guerre »*, op.cit., non publié, p. 297

[63] A. Duménil, dans sa contribution *« 1918 : les ruptures de l'équilibre »* (p. 970) à *« L'Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 »*, déjà citée

sortis à six heures du matin, le tir de barrage s'est déclenché ! Ils ont été cloués sur place ! C'était fini, après. Alors on a pris l'offensive…jusqu'à la fin !
E- *Donc là, vous avez avancé sans arrêt ?*
T- *Après oui, oui… Le 10 août, on a attaqué à Montdidier, on a avancé de quinze kilomètres : ça nous était encore jamais arrivé ! »* (rire)

Cette partie qui s'amorce, consacrée à la contre-offensive victorieuse des Alliés, nous la verrons dans le prochain chapitre.

Un autre fantassin pris dans l'attaque allemande du *« 14 juillet à minuit »*

Joseph Devaux (cl. 99), né à Belmont-de-la Loire, fils d'agriculteurs et ancien séminariste, cadre bancaire au Crédit Lyonnais d'Annonay au moment de son incorporation, est aspirant au 158e R.I. près de Souain, en Champagne dite alors « pouilleuse ». Il écrit le 16 juillet 1918 à sa femme Eugénie retournée à Belmont avec leurs deux jeunes enfants :

« Comme je te l'annonçais hier[64]*, nous avons été attaqués dans la nuit du 14 au 15. L'artillerie ennemie déclencha son tir à minuit exactement. Cette fois encore, je m'en suis tiré indemne et j'ai été visiblement protégé.*

Notre bataillon était en première ligne. Depuis plusieurs jours déjà on s'attendait à une attaque et à maintes reprises on nous avait fait évacuer les premières lignes afin d'échapper à l'écrasement de l'artillerie. Pour une fois, le commandement eut du flair ; le 14 à minuit, les canons ouvrent le feu, par malheur ou par bonheur, j'avais été désigné de jour-là pour aller en première ligne faire exploser divers engins, le travail m'avait retenu jusqu'à minuit, donc je fus surpris dans les boyaux par le tir ennemi ; une fois de plus, je crus que mon dernier moment était venu, je fis mon acte de contrition et je me mis à courir, je marchais dans le feu et la mitraille, j'étais suffoqué par les gaz et à cause de l'obscurité je ne pouvais pas mettre mon masque, le sang me sortait par le nez, j'avançais toujours dans cet enfer, autour de moi ce n'était que fulguration et éclatement, je parvins enfin dans un poste de secours où je pus mettre mon masque et attendre le jour. Le tir se ralentit et je regagnai ma Cie. ».

Joseph confirme que l'attaque du 15 juillet était attendue, comme on l'a vu, grâce aux renseignements extorqués à des prisonniers allemands. Il est pris dans le déclenchement de ce qui s'appelle la préparation d'artillerie précédant l'attaque, de nuit, sur le trajet de retour de la première ligne, et seul, ce qui accentue l'impression de vulnérabilité. La présence d'obus à gaz parmi les obus classiques tirés augmente encore le danger de la progression dans le boyau de retour, car, comme il l'explique, pour conserver un peu de vision, il ne peut mettre son masque à gaz, et cela se traduit par un saignement de nez et sans doute une attaque des poumons. Le chrétien fervent qu'il est met son âme en paix avec Dieu en récitant son « acte de contrition », par lequel, dans le sacrement de la confession, le pécheur reconnaît ses péchés, s'en afflige, et réclame du prêtre confesseur absolution des péchés. Ici, les circonstances font que le lieu spirituel avec Dieu est sans intermédiaire. En récompense, Dieu l'a *« visiblement protégé »*, comme il en a la certitude, mais le soulagement chez Eugénie de savoir qu'il est vivant doit bien être contrebalancé par l'inquiétude de le savoir exposé à de tels dangers. Tous deux ne savent pas qu'il va mourir trois mois et demi plus tard, le 6 novembre…

L'attaque du 15 juillet vécue par un artilleur : le Kaiser sur le front français !

Jean-Baptiste Biosset (cl. 18) de Renaison, dont nous avons déjà lu deux longues interventions à propos des deux précédentes offensives allemandes, évoque sa participation à la troisième dans son régiment de Défense Contre Avions :
E- « *Donc nous étions à cette grande attaque de juillet 18, autour du 14 juillet, je crois…*
T- *Oui, la nuit… Alors, nous avions changé de secteur : nous n'étions plus sur Dormans, je ne sais pas sur quelle commune nous étions le 14 juillet. Tous les ans, au front, on fêtait le 14 juillet : on avait une bouteille de champagne pour quatre, on marquait le coup. Mais le matin du 14 juillet, eh bien, ils nous l'avaient dit la veille…(parce que la grande offensive allemande, on la sentait, on l'attendait), les officiers nous avaient dit : « On ne fêtera pas le 14 juillet ! ».*

La journée se passe sans rien, sans un coup de canon. Mais à minuit, monsieur ! … Mais le soir, rien ne s'étant passé, les officiers nous disent : « Ben, allez, on va faire le 14 juillet ! ». On le fait, et c'est le coup que les Boches attendaient ! Ils devaient bien penser qu'on fêterait le 14 juillet ! Et à minuit, mon pauvre monsieur, oh la la ! Le feu sur la Marne ! Assisté du Kaiser qui était dans un pays qui domine la Marne et qui

[64] Cette lettre du 15 a dû être perdue

s'appelle, je crois, Châtillon-sur-Marne ; il y a un évêque sur cette place[65]*, et il domine toute la vallée de la Marne, et le Kaiser était là, en personne, paraît-il, qui a passé la nuit pour voir ce feu d'artifice, parce que ça a été la dernière grande attaque allemande, celle qui devait ouvrir la route vers Paris. Ils voulaient en finir, d'ailleurs ils étaient à bout… »*

On croit rêver : ainsi l'empereur Guillaume II aurait accompagné l'avancée de ses troupes jusqu'aux rives de la Marne (Châtillon-sur-Marne n'est, sur la rive droite de la Marne qu'à 5 km de Verneuil, qui fait face à Dormans, situé, lui, sur la rive gauche), très récemment conquises, pour leur voir poster l'estocade au soir de la fête nationale française ! Quelle impudence et quelle imprudence ! Mais ni **Jean-Baptiste Duroselle** dans *« La Grande Guerre des Français 1914- 1918 »*, ni **Pierre Miquel** surtout, attaché aux faits singuliers, qui décrit heure par heure parfois la progression d'une attaque ou d'une retraite, dans sa somme *« La Grande Guerre »* ne mentionnent ce fait. Serait-il erroné ? En fait il est vrai, mais faux quant à la localisation. Une patiente recherche sur Internet m'a permis, sur le site www.geocatching.com, sous le titre *« Le Bunker du Kaiser »* de découvrir une carte postale d'époque et une photo actuelle. La carte postale montre, sur la place du Palais de Justice de Marle, dans l'Aisne, un homme ressemblant bien au Kaiser paradant devant un autre, avec en arrière-plan, une dizaine d'officiers allemands galonnés. La légende imprimée au bas de la carte postale est la suivante : *« Guillaume II au moment où ses troupes de renfort défilent pour se rendre sur le front de la Marne. Au second plan, Henri II, roi de Prusse, en uniforme d'amiral (16 juillet 1918) »*. Le texte actuel complétant la carte mentionne : *« Le 16 au soir, Guillaume II rejoint Bosmont, qu'il quittera précipitamment en abandonnant son train et ses bagages. C'est le début de la retraite, prélude à la victoire finale des Alliés. »*

Ainsi, le 16 juillet 1918, le Kaiser était à Marle, dans l'Aisne, dans une localité occupée depuis le début de la guerre par ses troupes ! Marle est en Picardie, à 27 km au nord de Laon et à 37 km à l'est de Saint-Quentin, donc loin au nord de Châtillon-sur-Marne (environ 70 km à vol d'oiseau). Et il y était même la veille, puisqu'il y a dormi, et sans doute l'avant-veille, comme l'indique la légende de la photo contemporaine montrant, en pleine campagne, une sorte de porte d'entrée (sans porte) assez basse, qu'on devine être l'entrée d'une sorte d'abri souterrain. Sous le titre *« L'abri du Kaiser »*, la petite notice explicative est la suivante : *« A quelques dizaines de mètres de l'ancienne voie ferrée et à une centaine de mètres de l'ancienne gare, venant de Marle, non loin du château où l'empereur a dormi, les troupes allemandes avaient creusé, probablement en juin 1918, un abri destiné à accueillir Guillaume II en cas d'alerte. Dépassant le sol de 1,20 mètre, profond de 3 mètres, d'une surface au fond de 25 m^2 avec parois, sol et plafond en traverses de chêne, l'abri était meublé et disposait d'un téléphone de campagne. De cet abri souterrain, il ne reste rien aujourd'hui sauf, au beau milieu d'un champ, un monticule de terre, deux constructions en bois et béton, entrée et sortie de l'abri, le tout en bien triste état »*. Et la fin mentionne la nature et la date de cette annonce : *« Panneau d'information et de mémoire inauguré le 11 novembre 2007 »*.

Ainsi le projet de voir ses troupes (avec son fils le Kronprinz, le prince héritier, à la tête d'un corps d'armée,[66]) mener triomphalement l'ultime attaque ouvrant la brèche sur Paris a mûri dans l'esprit du Kaiser au moins un mois avant l'attaque dans la nuit du 14 au 15 juillet, d'autant plus propice que les libations liées à la célébration de la fête nationale auraient amoindri l'esprit offensif et l'efficacité des troupes françaises…

Pour avoir descendu plus au sud la présence de Guillaume II sur le sol français, le témoignage de **Jean-Baptiste Biosset** n'en est pas moins intéressant. Il poursuit ainsi le récit de cette attaque de la nuit du 14 au 15 juillet, chant du cygne de l'armée allemande :

T- *« Alors, un déluge de feu ! Un déluge de feu au point que, à quatre heures du matin, quand ils ont lancé leurs troupes, ils ont traversé la Marne. Ça répondait plus de l'autre côté ! Notre artillerie… les pièces avaient été touchées… les blessés, les morts ! C'étaient des troupes indigènes qui étaient en ligne : ça a été un massacre ! Les Boches ont traversé, ils nous ont enfoncés. On nous a donné l'ordre de nous replier. On a dit : « Eh ben, ça y est, on va à Paris ! ». Mais pas du tout ! C'était Jouhaud*[67] *qui nous commandait, celui qui avait un bras coupé. Il avait été nommé général en chef pour résister à cette attaque. Il avait créé un deuxième front à l'arrière, ce qu'on n'avait pas su faire jusqu'à présent, ni nous, ni les Boches. Il avait créé un*

---

[65] Ce n'est pas un évêque, mais le Pape Urbain II, natif de Chatillon-sur-Marne : voir la note détaillée concernant le témoignage de François Baizet, en début de chapitre.

[66] Celui chapeautant les armées du sud du front, dans les Ardennes ; du nord au sud, dans cette portion basse du dispositif d'attaque allemand : la 18^e armée de von Hutier, la 7^e de von Böhm, la 1ère de von Below von Mudra, la 3^e de von Einem et enfin la 5^e de von Gallwitz. On voit que la particule nobiliaire fleurit chez les généraux allemands, héritiers de la tradition prussienne faisant des armes le plus noble métier…

[67] Le témoin confond le général **Edmond Jouhaud** (né en 1905, donc n'ayant que 13 ans en 1918 !), un des membres du *« quarteron de généraux félons »* (avec les généraux Challe, Salan et Zeller) selon l'expression du général de Gaulle, auteur du coup d'Etat d'Alger (21-25 avril 1962), condamné à mort le 13 avril 1962, peine commuée en détention criminelle à perpétuité, mort en 1995 après avoir été rétabli dans son grade, et le général **Henri Gouraud** (1861-1946), amputé du bras droit par suite d'un obus reçu aux Dardanelles en 1915, nommé commandant de la IV^e Armée en juin 1917, et un des principaux artisans de la contre-offensive victorieuse du 15 juillet 1918

deuxième front parce que le premier… Même les pièces qui n'avaient pas été amochées restaient sur place : ça a été tellement rapide et désastreux !

Quand on a eu fait quelques kilomètres dans les vignes, on voit des fantassins qui avaient creusé, et qui étaient là avec leurs mitrailleuses, et qui attendaient. « Ah ! », on a dit, « ça va ! ». Et tout de suite derrière, la grande artillerie ! Et hardi, et hardi ! On nous fait passer derrière, en soutien. Quand les Boches sont arrivés là, sur des troupes fraîches qui n'avaient pas subi de bombardements, ils se sont cassés la gueule là-dessus. Et pendant quatre jours, on les arrosés, arrosés, sans arrêt, et on a arrosé surtout la Marne pour empêcher le ravitaillement. Ils avaient tellement insisté sur la Marne (ils étaient travailleurs, les Boches, c'est incroyable !) ils avaient même, je pense, la nuit, enfoncé des pieux, on ne sait pas sur quoi, mais enfin ils étaient passés sur des plateaux[68]*, qui étaient à trente-quarante centimètres dans l'eau, de façon que l'aviation ne les voie pas pour les signaler au bombardement. Et quand nous avons retraversé la Marne, quatre jours après, le matériel, les chevaux et les bonshommes, ça sortait de l'eau ! Alors avait servi de tranchée la ligne de chemin de fer qui passait entre la Marne et la route. La ligne de chemin de fer avait ses deux fossés, et la route aussi avait ses deux fossés. Eh bien, quand nous avons traversé, les quatre fossés étaient remplis de cadavres mélangés, Français et Allemands, parce que les Français l'avaient défendu(e)*[69] *et les Allemands l'avaient défendu(e)) après. Alors on a déclenché la contre-offensive le 18 juillet et on leur a fait retraverser la Marne dans de tristes conditions. Il y avait des champs de blé de l'autre côté de la Marne, des champs de blé à peu près à maturité et il y en avait qui étaient retranchés dans ces champs de blé. On s'est mis à tirer des obus incendiaires. Ah ! la la ! Ça déménageait ! Et ils grimpaient derrière, sur les côtes, dans les vignes ! Et ça canardait derrière ! A tel point que je me suis retrouvé en Occupation avec un qui avait subi cette retraite, et il m'a dit : « Les salauds ! Vous nous en avez fait voir ! ».*

Jean-Baptiste a enchaîné le récit de la fin de l'attaque allemande et celui du début de la contre-offensive française victorieuse, et nous n'avons pas voulu séparer ces deux parties, dont la seconde appartient pourtant au chapitre suivant, tant il est évident que, sur le même emplacement, l'avancée succédant, en quelques jours, à la retraite apparaît, pour celui qui les vit, comme une revanche inespérée et gratifiante. Et la scène a pour cadre la Marne à Dormans, avec les vignes de Champagne occupant les coteaux sur les deux rives, et les blés pas encore moissonnés. Cadre agreste pour un massacre !

Le récit d'un autre artilleur : le tir de barrage français devançant le déclenchement du bombardement allemand

Antoine Colombier (cl.18), de Montbrison, d'une famille de six enfants dont le père, maçon, s'était tué en 1908 en tombant d'un échafaudage, a été valet de ferme dans la plaine du Forez avant guerre, activité reprise après guerre, avec le ramassage d'herbes médicinales, et épisodiquement, a occupé à Moingt un emploi d'ébarbeur de forets. Il a été artificier dans plusieurs régiments d'artillerie lourde (11e R.A., puis 304e R.A.L., puis 104e R.A.L. de Grenoble). Revenant de Belgique en juin 1918, le régiment se trouve à Prosnes, à vingt kilomètres à l'est de Reims au moment de l'attaque allemande de juillet 1918

T- *«Y avait des avions qui nous signalaient. Alors, on tirait un obus avant qu'il y ait une attaque. On tirait un obus, et il nous disait, l'avion : « C'est bon ! ». On tirait sur les batteries allemandes. Alors on tirait plus. Mais quand est venu le 14 juillet 18, y a eu une grande attaque. Y avait huit rangs de barbelés, mais ça s'est tout de suite tout cassé. Les Boches, y en a eu de morts, là ! Houla ! Ils voulaient passer les barbelés, mais les mitraillettes ! Pas nous, pas beaucoup* (de morts).

E- *Donc ça a été une grosse attaque, le 14 juillet 18 ?*

T- *Ah oui ! C'est la dernière. Ils devaient attaquer, eusses, à une heure du matin. Ils* (les Français) *avaient fait des prisonniers allemands, des officiers, et les officiers, ils disaient… Le premier juillet, ils voulaient attaquer, puis ils ont dit : « Non ! Le 14 juillet, ils* (les Français) *seront tous saouls en Champagne, et là, on les aura ! ». Mais nous, on a commencé à les bombarder à onze heures du soir. Bien sûr, ça tombait, chez eux ! Y avait trois-quatre batteries de 75, quatre batteries de 155, y avait des mitrailleuses, des mitraillettes devant : ils pouvaient pas passer, c'était impossible ! Ils étaient pendus après les barbelés, là ! Alors, les mitraillettes, elles les raclaient* (tuaient), *quoi !*

Antoine confirme ce qu'a indiqué J.B. Duroselle : prévenue par les renseignements extorqués aux prisonniers, l'artillerie française a tiré préventivement, et de façon massive, devançant l'heure de *« minuit dix »* donnée comme marquant le déclenchement du bombardement de l'offensive *« Friedensturm »*.

E- « *Vous les avez vus, pendus aux barbelés ?*

[68] Madriers de bois très épais (reposant sur les pieux verticaux décrits) pouvant supporter, sans fléchir ni casser, le poids de troupes, et de matériel, traversant la Marne, en l'absence de ponts que les Français avaient fait sauter, ou que les bombardements avaient détruits.

[69] On ne sait s'il faut comprendre : avaient défendu la Marne (féminin) ou le passage sur la Marne (masculin)

T- *On les avait vus ! Le lendemain, ils* (les Français) *les ont ramassés. C'était au mont Cornillet, qui était en face du bois de Prosnes*[70]*. Ils voulaient prendre le mont Cornillet pour repérer tout. Mais nous, on l'avait, le mont Cornillet, on a pas voulu !*

E- *Ils se disaient : « Ils vont fêter la fête nationale et… »*

T- *« Ils seront tous saouls ! »* (rire) *« Ils vont boire le champagne ! ». On a touché une bouteille de champagne pour quatre. Mais on les a pas bues ! On a dit : « On les boira demain ou après-demain, s'il y en a pas de tués ! ». Tous les huit… On était huit par pièce ! On l'a bue le lendemain, après que l'attaque a été finie »*

Compter sur la célébration de la fête nationale française et en espérer l'ébriété, donc l'affaiblissement, des soldats n'était pas, et de loin, un mauvais calcul de la part des Allemands (dont on sait qu'on attribue une part – pour certains de mes témoins, c'est même la raison principale de leur échec !- de leur défaite de la Marne, en septembre 1914, à un séjour un peu trop prolongé dans les caves de Champagne). Les Français ont-ils tous été aussi raisonnables que le prétend Antoine ? Cela ne leur ressemble guère, à moins que des ordres stricts n'aient été donnés par les officiers…

Ce renversement décrit par un officier d'artillerie

Dans son journal de guerre, écrit après la guerre, mais se fondant sur des notes prises pendant la guerre, le capitaine **Etienne Becouse** de Saint-Nizier-sous-Charlieu, alors lieutenant commandant la 18e batterie du 102e Régiment d'Artillerie Lourde de Vanves, dont nous avons suivi le récit de la retraite de 60 km à la suite de l'offensive allemande de fin mai, en vient à aborder la troisième offensive sur l'armée française.

Le 13 juillet, sa Division est relevée et se prépare à aller au repos. C'est sans compter sans l'attaque générale de l'ennemi qui se déclenche :

« Le 14 au petit jour[71]*, nous arrivons dans un village dont je ne rappelle plus le nom. On doit y cantonner. Nous allons pouvoir dormir ! On me donne une belle chambre au-dessus d'un café. Une heure après, « Alerte », attaque générale de l'ennemi qui franchit la Marne à Château-Thierry et entre Château-Thierry et Dormans.*

Nous partons de suite cantonner à Montmirail où nous passons la nuit dans une ferme. On entend la canonnade ininterrompue et au petit jour, nous voyons passer des camionnettes Ford transportant de nombreux blessés américains. ».

Le 15 juillet, dans l'après-midi et la soirée, la batterie que commande Etienne entre en action :

« Dans la matinée du 15 juillet nous allons mettre en batterie à la Bochèterie. Les Allemands occupent Château-Thierry et Dormans, et devant nous, sont en pointe jusqu'à La Chapelle-Montaudon, c'est-à-dire à environ 10 km au sud de la Marne.

Nous exécutons de nombreux tirs de barrage tout le reste de cette journée ; pendant que des avions ennemis nous survolent, notre mitrailleuse tire sur eux.

Le 16 au matin, c'est notre contre-attaque franco-américaine. Ma zone de tir est la jonction entre les Américains et le 147e d'Infanterie.

Etienne entre ensuite assez longuement dans des considérations techniques sur les progrès de l'artillerie depuis 1915, puis reprend le récit de l'action :

« Nous exécutons un premier barrage roulant. Puis arrive l'ordre de cesser le feu, les Américains ayant refusé de sortir de leur tranchée bombardée par l'ennemi ». Et Etienne précise en note de bas de page : *« Ces troupes fraîchement débarquées n'avaient encore jamais vu le feu »*, ce qui les excuse, mais incrimine une mauvaise organisation du côté de l'Etat-major américain dont on attendrait que, face à cette intense poussée allemande, il ne lui oppose que des troupes aguerries.

Et Etienne poursuit sa narration écrite : *« Ils sont relevés et remplacés par le 18e Chasseur* de notre division. Nous reprenons le barrage roulant. Notre infanterie progresse jusqu'aux crêtes surplombant la Marne. Dans toute la journée et la nuit suivante, ma batterie ravitaillée tire plus de 2000 obus de 155 ».*

Le 17 juillet, c'est un spectacle de désolation qu'il décrit dans son journal :

« Le 17 juillet : changement de position en avant. Je mets en batterie à 500 m au nord de la Chapelle Montaudon[72]**. Le sol est jonché de cadavres français et allemands. La puanteur est intolérable. Les 14 et 15 juillet, la lutte avait été acharnée. Une batterie de 75 d'un groupe colonial est là avec tous ses servants tués, son Lieutenant est resté embroché avec un Feldwebel* (adjudant) *allemand. A 300 m devant cette batterie se*

[70] Prosnes est situé à environ 5 km du mont Cornillet, petite colline qui culmine à 257 mètres seulement, mais qui permet de tenir sous le feu des canons toute la plaine à l'est de Reims, distant d'une vingtaine de kilomètres. Il est maintenant intégré au camp militaire de Moronvilliers, au nord de Mourmelon, dont le nom s'attache à un camp militaire beaucoup plus grand.

[71] Il s'agit du *« 15 au petit jour »*, puisque l'alerte générale concernant l'attaque allemande du 15 juillet à 0h 10 est donnée *« une heure après »*.

[72] La Chapelle-Monthodon se trouve à une vingtaine de kilomètres de Château-Thierry, dans une enclave du département de l'Aisne s'enfonçant dans le département voisin de la Marne .

trouve une haie derrière laquelle toute une ligne de fantassins allemands sont tués la face contre terre avec d'horribles blessures.

J'établis mon observatoire sur la crête surplombant la Marne à proximité d'un cadavre de pionnier allemand dont je rapporte la baïonnette.

Cette crête de la Vittarderie est parsemée de petits mortiers d'accompagnement allemands avec leurs obus de 105 mm (c'est une arme nouvelle), de fusils cassés et d'équipements divers. »

On a vu que le futur capitaine Becouse persiste à faire commencer la *«lutte acharnée »* le 14 juillet : certes, des canons français ont bien bombardé les pièces allemandes dans la dernière heure du 14 juillet, avant minuit, mais sa description du début de l'engagement de son unité le date du 15, manifestement dans l'après-midi, puisque la matinée du 15 est occupée à la mise en batterie des canons, opération longue qui exige des travaux de terrassement pour assurer la planéité du sol.

Revenons au récit oral, pour avoir le point de vue du vieux capitaine Becouse, âgé de 94 ans au moment de mes deux entretiens avec lui, sur ces jours cruciaux, qui signent l'arrêt de l'avancée allemande :

E- *« Donc il y a eu ces fameuses attaques autour du 14 juillet ?*

T- *Là, c'était vraiment… Ils auraient dû réussir, les Allemands ! Parce que pendant la retraite* (française), *quand ils ont atteint la Vesle, ils ont fait une ânerie, les Allemands ! Ils ont attendu un jour pour recevoir d'autres ordres. Ils étaient en camions ; s'ils avaient pas attendu un jour, on n'avait pas le temps de se déployer, les divisions n'avaient pas le temps de se déployer : ils arrivaient à la Marne ! Ça a été juste ! Parce qu'ils ont fait une connerie ! Parce qu'ils ont fait une bêtise ! ».*

Selon lui, les troupes allemandes auraient dû foncer tout de suite pour profiter de la désorganisation française dans ce secteur essentiel du front, et faire la trouée qui, comme début septembre 1914, pouvait mener sur Paris…

Le **général Patrick Sans,** plusieurs fois cité dans ce chapitre, donne une vision beaucoup plus argumentée de cet échec allemand, imprévisible deux mois auparavant, tant le « rouleau compresseur » allemand paraissait invincible, avec une comptabilité plus fine que celle de la plupart des historiens, qui s'en tiennent à trois coups de boutoir successifs de l'ennemi : *« Cette cinquième offensive, qui sera finalement la dernière que les Allemands vont pouvoir lancer, allait échouer grâce à une habile manœuvre de repli élastique et à une contre-attaque de flanc, combinant l'intervention massive de chars ainsi que la coordination des troupes au sol et de l'aviation. […] Le rapport des forces commençait déjà à évoluer en profondeur. L'artillerie française avait achevé sa transformation : le moteur lui donnait une mobilité stratégique et la réalisation complète du programme décidé le 30 mai 1916 l'avait enfin dotée de canons modernes tirant plus vite et plus loin […] L'aviation s'était développée et modernisée, et elle joua un rôle décisif pendant toute l'année 1918, mitraillant les colonnes allemandes et bombardant les franchissements des coupures. Le pourcentage des avions modernes passant de 61 à 87% entre avril et juillet 1918. Enfin les chars Renault FT17 commençaient à arriver : 2 seulement en avril mais déjà 540 le 17 juillet 1918. […] Surtout, les renforts américains devenaient de plus en plus significatifs. Ils débarquaient au Havre, à Cherbourg, à Brest, à Saint-Nazaire, à Bordeaux. Le 1er avril 1918, ils étaient 70 000 ; en juin 310 000 ; au 1er juillet : 450 000 ; 80 divisions étaient promises pour avril 1919, 100 divisions pour juillet de la même année ».* Et de conclure en refaisant l'Histoire dans l'hypothèse, mais de manière très logique dans la prospective : *« Ainsi, si le conflit avait duré jusqu'en 1919, les Etats-Unis auraient la place prépondérante avec deux millions de soldats. »*[73]

Le bilan d'un officier territorial : *« Un vrai échec pour les Boches »*

Dans son journal de guerre, **François Baizet** (cl. 97), agriculteur à Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire), adjudant au 64e R.I. Territoriale, avait évoqué plus d'une semaine après (le 4 avril) le lancement de la grande offensive allemande du 21 mars. Mais c'est dès le 16 juillet qu'il évoque celle qui vient de commencer dans la nuit du 14 au 15, et qu'il parle déjà d'échec, alors qu'il se trouve à Gannes, dans l'Oise, au sud de Montdidier :

« Cette fameuse offensive boche est en effet déclanchée depuis hier matin 15 juillet à 4 h 30. Et cette première journée, la plus dure en général pour l'assailli, semble être un vrai échec pour les boches*. Tant mieux, ce n'est pas dommage qu'ils se cassent le nez quelquefois aussi et ils ne trouveront sans doute pas toujours devant eux le vide comme dans la Somme en mars et surtout dans l'Aisne en mai. Dans l'Aisne, on parle de trahison. Je crois plus tôt* qu'il y eut manque de vigilance, de liaisons, etc.*

Le capitaine de Bricourt est venu cette après-midi nous voir. Il m'a dit que les boches se sont vraiment cassé le nez, surtout à l'est de Reims. Nous étions prévenus de leur attaque depuis plusieurs jours, ce qui prouve que les boches* sont aussi indiscrets que les français*. Ce qu'il y a de drôle, c'est que nous savions si bien qu'ils allaient attaquer que nos tirs de contre-batteries commencèrent à 11 heures du soir, le 14 juillet, et à obus toxiques, alors que leur préparation d'artillerie ne commençat* qu'à minuit 10. On peut imaginer*

[73] **Général Patrick Sans**, *« Le 98e R.I. dans la Grande Guerre »*, étude de 404 pages non éditée à ce jour, pp 297-298

que leur artillerie fut gênée et que leur infanterie devait hésiter à monter sur le billard[74] *et à s'élancer dans le bled. Nos 1*[ères] *lignes en Champagne étaient évacuées et portées en arrière ainsi que tout le système de défense jusqu'au P.C. du général Gouraud. Ils n'ont donc dût* faire aucun prisonnier ou très peu sans doute et ils ont subi, dit-on, des pertes effrayantes. L'officier qui connaît ce coin pour y être passé ces jours-ci disait que nous avions là des quantités de batteries qui ne firent aucun tir de réglage pour ne pas être repérées. Qu'est-ce qu'elles ont dut* cracher au moment psycologique* ! A gauche de Reims, l'attaque allait de Dormans à la Main de Massiges. Nous avons résisté très bien. A Châtillon-sur-Marne que je connais pour y être resté 8 jours en janvier 1916, on se bat ferme et on résiste héroïquement. Châtillon-sur-Marne où il y a une statue kolossale*[75]du pape Urbain II*[76]*, Port à Binson, le prieuré de Port à Binson. C'est là que je suis venu en quittant le 153 pour venir au 322. C'était loin du front à cette époque ; c'est au mois de mai dernier que les boches* ont avancé par là. Vers Château-Thierry entre Fossoy et Dormans, les boches* ont passé la Marne. Nous les avons repoussés en plusieurs de ces points, nous et les Américains. Des passerelles noires de soldats bombardé* par nos avions s'écroulaient dans la Marne. S'il est facile de passer une rivière en poursuivant l'ennemi, il est plus difficile de la traverser lorsqu'on est poursuivi, et j'imagine que les boches* ont dut* y laisser pas mal de plumes. Il faut néanmoins attendre quelques jours avant de crier victoire : mais enfin cette offensive débute bien pour nous. Malheureusement Reims qui était tenu de trois côtés par les boches* ne va-t-il pas tombé* ? Cela est bien à craindre malgré la minime avance qu'ils ont réaliser*. Il semble que les Boches jouent leur va-tout, si cela pouvait être la dernière fois. »*

François Baizet, bien renseigné par le capitaine de Bricourt, et utilisant ses connaissances antérieures à la fois géographiques et stratégiques, a une bonne vision de la situation. Sa crainte concernant la prise éventuelle de Reims par l'ennemi ne sera pas fondée. Il comprend que les renseignements extorqués aux prisonniers allemands concernant la préparation de la troisième grande attaque allemande ont été essentiels pour en faire un échec, tout comme la bonne coordination des forces alliées.

Le lendemain 17 juillet, François écrit sobrement dans son journal : *« L'échec boche se confirme de plus en plus. On disait ce soir que les permissions seraient rétablies un de ces jours. ».*

Ainsi, ces trois mois de printemps et ce mois de début d'été 1918 marquent le retour à la guerre en rase campagne après trois ans et demi de guerre de tranchées, l'intervention encore plus massive de l'artillerie et de l'aviation, passée du rôle d'observation ou de duel aérien à celui de bombardement massif, et l'intervention des tanks, les petits tanks Renault étant infiniment plus maniables et moins vulnérables, par leur mobilité, que les tanks très lourds de 1917, les « Saint-Chamond », du nom de l'arsenal ligérien. Certaines des jeunes recrues de la classe 1918, pourtant incorporée en avril ou mai 1917, mais longtemps tenue loin des lignes de feu, ne connaîtront que cette guerre de mouvement, qui renoue avec les premiers mois du conflit en 1914. Les Allemands ont bien failli réussir la percée décisive et imposer leur paix par la tempête guerrière (*Friedensturm)* mais, devancés d'une bonne heure le soir du 14 juillet 1918, par le début de la contre-offensive d'artillerie, désormais inférieurs en matériel et en capacités d'approvisionnement en carburant et en ravitaillement, face à des troupes fraîches venues en contingents impressionnants d'Outre-Atlantique et d'ailleurs, face à des soldats français et britanniques désormais coordonnés sous commandement unique, ils n'ont pu concrétiser cette poussée définitive que venait contempler le Kaiser… Et prendre ce « *Gross Paris* » que la « *Grosse Bertha* » avait pilonné au printemps…

***

[74] Le linguiste **Albert Dauzat,** dans son ouvrage *« L'argot de la guerre »* paru en 1918, définit *« le billard »* comme *« l'espace libre entre les tranchées adverses »,* et explique l'expression *« monter sur le billard »* par *« aller à l'attaque »* (p. 218)

[75] La faute d'orthographe est ici volontaire, par dérision anti-germanique. On trouve fréquemment « kolossal » ou « Kultur » dans la presse française du temps pour stigmatiser la civilisation allemande

[76] Cette statue est en effet colossale, puisqu'elle mesure 33 m de haut avec son piédestal, et elle fut conçue et érigée en 1887 par l'architecte Edouard Deperthes, sur une butte dominant le vignoble. Urbain II, pape de 1088 à 1099, est en effet originaire de Châtillon-sur-Marne : Eudes de Châtillon (1042-1099), moine bénédictin, puis prieur de l'abbaye de Cluny, fut appelé à Rome par le pape Grégoire VII qui le nomma cardinal-archevêque d'Ostie. Elu pape à la mort de Grégoire VII en 1088, il fut l'instigateur de la première croisade, en lançant, au Concile de Clermont, le fameux appel de Clermont le 27 novembre 1095. Il fut béatifié par le pape Léon XIII en 1881.

Chapitre 34

1918, mi-juillet au 10 novembre : Les derniers mois de guerre et la retraite allemande

Chap. 34 – 1918, mi-juillet – 10 novembre : les derniers mois de guerre et la retraite allemande

E- « *Et vous étiez à combien de lui, là ?*
T- *Pas un mètre !… J'ai pas mesuré ! Peut-être deux !*
E- *Et donc lui ne tirait plus depuis…*
T- *Ben non ! Il levait les bras, mais c'était trop tard ! Ça devrait pas être, mais c'est comme ça… Si on fait la guerre, c'est pour que tu tues. Plus t'en tues, plus ça te fait de médailles ! Vous avez pas vu les miennes : elles sont là-haut… »* - **Edmond Buisson** (classe 1918) de Mars, concernant l'attaque du 10 août 1918

« Nous avons réoccupé toutes nos anciennes tranchées du nord de l'Aisne. Le spectacle du terrain et des localités délivrées est épouvantable : le Boche a tout démoli, tout pillé, tout brûlé, tout souillé et nos soldats ont des larmes de rage dans les yeux en contemplant ces ignominies. Ils ne font pas beaucoup de prisonniers et je les comprends. Ils peuvent s'y attendre, à une paix de conciliation, les bandits ! » - Journal de **Joseph Sorgues** (classe 1915) de Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire) à la date du 7 septembre 1918

« Le lendemain au jour (5 heures) nous reprenons l'attaque en 1ère vague, enlevons le reste des crêtes, progressons sur le plateau à travers bois et vers 10 heures nous arrivons vers notre objectif, descendons les pentes d'Hannonville-s-les-Côtes pour prendre ce village et rentrer dans la plaine de Woëvre. Nous sommes reçus dans les bras des pauvres 200 civils que nous allons délivrés, après 4 ans de captivité – Ces braves gens, pour la plupart femmes, jeunes filles et jeunes gens, nous embrassent en nous voyant les délivrer. Ils ne nous reconnaissent d'abord pas ; ils croyaient nous revoir avec l'ancienne tenue[1] ; ils sont surpris de voir ce bleu horizon. »* - Carnet de **Benoît Desseigné** (classe 1916) de Villers concernant la libération d'Hannonville-sous-les-Côtes (Meuse) le 13 septembre 1918

« Puis on arrive dans un autre patelin, là, on l'appelait Ménil-Annelles, c'était pas loin du canal de la Marne au Rhin. Parce que les Boches l'ont fait sauter, là ! Ils avaient inondé la largeur de trois kilomètres, pour barrer les routes. Et on a traversé quand même, hein ! Les fantassins et les bonhommes[2], allez, hardi ! On les a poussés jusqu'à… jusqu'à Sedan ! On les voyait plus ! L'estafette nous disait ! « On les voit plus ! On les voit plus ! Ils abandonnent leur matériel ! » - **Jean-Marie Chossy** (classe 1918), d'Unieux, parlant des derniers jours de guerre dans les Ardennes

Le renversement de mi-juillet et août 1918

De l'exode à la reconquête : scènes vues en juillet 1918

Armand Primpier (cl. 12), de Roanne, d'abord horloger à Roanne, puis devenu, par suite de la baisse d'acuité visuelle due à l'ypérite, représentant en textiles après la guerre, musicien-brancardier au 121e R.I. de Montluçon a gardé en mémoire quelques scènes précises d'une bataille de juillet 1918, scènes symbolisant, par leur juxtaposition dans le discours, le basculement de la guerre.

Cette bataille de La Ferté-Milon, à 25 km environ au nord-ouest de Château-Thierry, lui a laissé des souvenirs encore vivaces soixante-dix ans après les faits, tant pour la bataille et le ramassage des blessés qui

[1] Celle de 1914, avec les fameux pantalons rouge garance, et ne comportant aucun casque, qui a été remplacée par la tenue dite « bleu horizon » au printemps de 1915, les casques n'étant pas distribués avant septembre 1915 dans la plupart des régiments.

[2] « *Bonhomme* », avec le pluriel populaire « bonhommes » sans « s » à « bons » , a pris un sens spécifique dans la Grande Guerre, il signifie « soldat ». Le linguiste Albert Dauzat écrit dans son ouvrage *« L'argot de la guerre »* paru en 1918 : *« Le pluriel « bonhommes » (soldats) a été popularisé par les écrivains de la guerre ; il est bien dans la tradition de la langue, où « bonshommes » constitue une survivance archaïque. »* (p.163*)* et en voit l'origine dans un usage du parler normand : *« Le foyer originaire de « bonhomme » doit être la Normandie (où les femmes appellent leur mari « mon bonhomme »* (p.73). Son équivalent du Roannais, moins prestigieux mais tout à fait estimable, François Déchelette, qui a publié la même année 1918 *«L'argot des Poilus »* développe davantage en introduisant un clivage de rang hiérarchique dans l'armée : *« Bonhomme, m. Soldat. On dit au pluriel « les bonhommes » et Joffre lui-même à suivi là-dessus l'usage poilu. Les poilus entre eux ne parlent jamais de poilus, mais de « bonhommes » ; à l'avant, poilu n'est guère usité que par les officiers : « Il me faut quatre poilus débrouillards pour une patrouille », dira le capitaine. « Le capitaine demande quatre bonhommes », dira le poilu. »* (p. 45). Mais dans le contexte de ce que dit le témoin dans l'expression *« fantassins et bonhommes »*, ce dernier terme paraît désigner les non-fantassins (car « *fantassins* » qualifie les soldats de l'infanterie, appelés au XIXe siècle « *les lignards* ») en l'occurrence les artilleurs, comme Jean-Marie.

incombe au brancardier qu'il est, que dans les détails liés à l'exode rapide des civils: *"Et à la Ferté-Milon, j'ai vu les gars se battre en lions, j'ai vu le Père Brottier*[3] *se promener en pleins champs; les balles sifflaient, il a même pas eu une balle dans sa houppelande. Alors là, on est allé ramasser les blessés en plein jour! Et ça sifflait de tous les côtés! Mais ils avaient à peine le temps d'installer des mitrailleuses, chacun tirait avec son fusil: c'était la guerre en pleine campagne, en pleine brousse! Alors les Allemands ont vraiment pris une dérouillée! Tiens, à la Ferté-Milon, je vous assure avoir vu… on est rentré dans une maison en arrivant: y avait un morceau de viande sur la table, y avait une table où y avait trois assiettes, et le morceau de viande était là! Les gens étaient partis en plein repas! Ils ont quitté la Ferté-Milon en plein repas… Et puis on a été logés au château… Et je suis retourné je sais pas où avec Blanchet. Qu'est-ce qu'on a vu? Une grand-mère qui emportait son globe avec sa fleur d'oranger! Voilà ce que j'ai vu! … Alors, on l'a arrêtée, on lui a dit: "Emportez donc une couverture!" Non! Elle a emporté sa fleur d'oranger avec son globe! Elle avait ben 80 ans, la pauvre grand-mère…".*

E – *C'était son globe de mariage? De mariée?*

T- *C'était sa couronne de mariée! »*

Il faut avoir vu un intérieur de la fin du XIX^{e} et du début du XX^{e} siècles pour savoir la place d'honneur éminente qu'un couple réservait - généralement sur la cheminée en marbre du salon, devant un miroir qui la reflétait, dans la petite bourgeoisie, et dans certains milieux de paysans aisés - à cette couronne de mariée mise sous globe pour la protéger de la poussière. L'emporter avec soi plutôt qu'une couverture, pour cette octogénaire, c'est préférer le symbolique à l'utilitaire, le souvenir du bonheur passé à la nécessité du confort présent, voire de sa survie…

La grande contre-attaque du 18 juillet vue par un artilleur

Si le déclic du basculement s'est produit le 15 juillet, c'est du 18 que date vraiment le début de la reconquête, comme l'indique **Pierre Miquel** dans sa somme *« La Grande Guerre »* souvent citée, à cause de la précision méticuleuse des faits relatés, des lieux et des dates, permettant soit de corroborer soit parfois d'infirmer les témoignages, oraux surtout, de « mes Poilus » :

« La bataille qui commence le 18 juillet, en direction de Fère-en-Tardenois, marque véritablement le début de la fin de la guerre. Ce jour-là, plus de 2000 pièces ouvrent le feu sur le front des 6^{e} et 10^{e} armées françaises. Dix-huit divisions d'infanterie sont déjà parties à l'attaque, protégées par le feu roulant : aux côtés des 13 unités françaises, 5 américaines. Un corps d'armée entier est en ligne, celui du général Ligett. Dans le corps Berdoulat (20^{e}), situé au centre du dispositif d'assaut, deux divisions américaines et une marocaine sont en tête. L'offensive Mangin a commencé, avec le soutien, au sud, de la 6^{e} armée Degoutte. Il s'agit d'attaquer vers l'est, dans la « poche » allemande de la Marne. »[4]

Joseph Virieux (cl. 18) agriculteur à Génilac (Tarévieux) se trouve au 407^{e} R. d'Artillerie Lourde dans l'été 1918, tantôt conducteur de chevaux, tantôt servant au canon de 155. Il participe à la contre-attaque du 18 juillet 1918, au nord-est de Villers-Cotterêts, en direction de Soissons, dans l'Aisne, et décrit la progression de sa batterie de quatre canons:

T- *« Et le 18 juillet, on attaque ! C'était la grande attaque du 18 juillet. Alors on met deux pièces* (canons) *plus loin, le soir, on porte deux pièces comme passé la crête, la route. Et on attendait toute la nuit. C'était tout affiché : « Défense de passer de jour : route vue de l'ennemi ! ». Alors on met les deux pièces de la batterie, puis nous* (les conducteurs) *on retourne chercher les deux autres pièces le jour après. Et les deux premières tiraient. Et puis c'est devenu une* orage ! Si vous aviez vu comme ça faisait joli là-dedans ! Oh yaille ! Enfin, on s'en est bien tiré, quoi ! Nous on est reparti avec nos chevaux, un peu plus loin en arrière. Ça montait des hommes en ligne ! Que ça montait, malheur ! Alors, on a attaqué, on a avancé ! On avançait tous les jours quoi ! »*

Par la métaphore de l'orage, par l'antiphrase de *« ça faisait joli là-dedans »*, Joseph tente de traduire la force de la riposte de l'artillerie allemande qui, bien loin de se replier en débandade, ou d'abandonner ses canons sur place, s'efforce d'entraver la progression diurne de l'artillerie française (d'où l'écriteau défendant de *« passer de jour »*), et si possible de détruire quelques pièces françaises. Je tente ensuite de lui faire évaluer en kilomètres la progression quotidienne de la batterie. Comme il ne sait pas, je lance des chiffres : 5-6 km par jour ? 10 ? Le dernier chiffre lui paraît exagéré. Puis il reprend en insistant sur la difficulté de localiser sa position :

T *« On est resté quinze jours sans se coucher ! Ça bardait, mon vieux ! On est passé une* endroit… C'est malheureux de pas avoir les noms ! Enfin, ça brûlait tout, le village ! On est passé au milieu […] Je me*

[3] Le Père Daniel Brottier, né en 1876, futur directeur des Orphelins Apprentis d'Auteuil, futur fondateur de l'Association des Anciens Combattants , était aumônier de sa division; il mourra en 1936 et sera béatifié en 1984.

[4] P. Miquel, op.cit., p. 574

rappelle pas des noms ! On savait rien nous : y avait rien d'écrit ! Moi, c'est l'adjudant qui me donnait quelques chiffres… Autrement, on savait pas où on était !
E- *Vous aviez pas de carte ?*
T- *Y avait rien ! Les patelins, y avait plus de pancartes, plus rien ! On savait plus où diable on était ! Je sais que moi, un jour, je portais un pli de l'échelon*[5] *au capitaine , mais je savais pas plus où on était. Mais y en avait des morts, ouh la la ! Il s'en est tué, là ! Enfin, nous autres, on couchait à travers, dans les blés ! Les chevaux mangeaient les blés, c'était en pleines moissons… Et dedans, y avait des macchabées ! C'étaient que des macchabées ! Oh la la !*
E- *Au soleil, ça devait sentir mauvais !*
T- *Oh, c'est la nuit ! La nuit, ça vous suffoquait ! Le jour, on sentait pas trop, mais la nuit alors ! Plus que le jour ! On a ben traversé des endroits on prenait des masques pour les traverser, où y avait trop de morts ! Parce que des Allemands, y en avait ! Et ils venaient tout noirs ! Je sais pas ce qu'ils mangeait : ils étaient noirs d'un coup, à comparer des Français !*
E- *Ah bon ? Les cadavres allemands étaient différents des cadavres français ?*
T- *Ah ! Les Allemands, une fois morts, eh ben, au bout de deux-trois jours, ils étaient tout noirs !*
E- *Et pas les Français ?*
T- *Les Français étaient pas la même, non, non ! Parce qu'on en enterrait pas mal* (la plupart). *On avait mis en batterie… Dans les trous d'obus, on les mettait, et puis on marquait : « Ici reposent tant d'Allemands ! ».*

Nous reprenons ici, en l'amputant de la fin, une partie du témoignage de Joseph Virieux donné dans le chapitre XXII *« Mourir ou tuer »*, à propos des cadavres non enterrés. On voit que l'avance de l'armée française, à partir du 17-18 juillet, ne s'est pas déroulée comme une conquête triomphale, mais comme une progression périlleuse, qui recèle pour l'esprit des soldats, des spectacles d'horreur et des sensations délétères propres à les ébranler. La coloration noire des cadavres allemands, qui les différencie de leurs pauvres homologues français, d'abord attribuée à une différence de nourriture, est ensuite expliquée, de manière plus réaliste, par le fait que ceux-là séjournent sous l'ardeur du soleil de juillet, alors que ceux-ci sont enterrés par les équipes d'infirmiers-brancardiers.

La contre-attaque réussie du 15 juillet et l'offensive victorieuse du 10 août

Mathieu Grand (cl.14) agriculteur à la Tuilière jusque vers 1935, puis facteur, principalement à Panissières, caporal au 22e B. de Chasseurs Alpins d'Albertville, revenant de renfort de l'armée anglaise en Belgique, se trouve en Champagne quand survient l'offensive allemande du 15 juillet 1918 :
T- *« Et puis alors après on nous a menés en Champagne, à Perthes-lès-Hurlus*[6]*, pour l'attaque du 15 juillet 18 qu'on attendait, la dernière attaque allemande...*

Nous avons vu, au chapitre précédent, comment Mathieu a décrit cette attaque et la riposte française. Revenons à la fin de la partie déjà citée :
T- *« … Ah là, ils ont été cloués. Jusqu'à qu'ils sont sortis à six heures du matin, le tir de barrage s'est déclenché ! Ils ont été cloués sur place ! C'était fini, après. Alors on a pris l'offensive… jusqu'à la fin !*
E- *Donc là, vous avez avancé sans arrêt ?*
T- *Après, oui, oui… Le 10 août, on a attaqué à Montdidier, on a avancé de quinze kilomètres : ça nous était encore jamais arrivé !* (rire) *On a pris deux batteries, une de 210 et une de 150.*[7] *Celle de 210… C'était avec des chevaux à ce moment-là : les chevaux, les bonhommes*, tout écrasé ! L'artillerie, chez nous, les avait vus ! Ceux qui les ont enterrés ont dû mettre un morceau de viande de cheval et un morceau de viande d'Allemand, parce que c'était tout mélangé ! Les autres, de la batterie de 150, ils ont été plus intelligents : ils sont partis avec les chevaux, ils ont laissé les canons !* (rire). *Ça fait qu'on a vu les canons, mais les chevaux et les bonhommes* étaient partis, tandis que l'autre, y avait ben les bonhommes*, mais ils étaient tout en morceaux ! Oui ! Alors, ça a continué…*
E- *C'était pas trop… Qu'est-ce que ça vous faisait, de voir tous ces… ?*
T- *Ah ben non ! Rien ! Rien du tout ! C'était normal ! […] puisque c'étaient des Allemands, c'étaient des ennemis ! Pour nous, ça nous faisait rien, au contraire ! Ça faisait toujours ça de nettoyé !* (rire)

---

[5] L'échelon est le lieu de cantonnement, à l'arrière des lignes, où se trouve l'administration du régiment, la CHR (Compagnie Hors Rang) ainsi que l'approvisionnement : en nourriture, en habits, en obus car ici c'est un régiment d'artillerie

[6] Ce village, totalement anéanti par les bombardements allemands lors de la Grande Guerre, fut, au moment de la création du camp militaire de Suippes en 1950, rattaché à la localité de Souain, s'appelant désormais Souain-Perthes-lès-Hurlus. Il se trouvait au sud de la fameuse butte de Tahure, à l'est du petit massif de la Main de Massiges. Il était distant d'une bonne quarantaine de kilomètres de Reims, à l'est.

[7] Donc deux ensembles de canons d'artillerie lourde, tirant des obus de 21 cm et 15 cm de diamètre

Le lecteur contemporain est enclin a voir de l'insensibilité, du cynisme dans cette affirmation abrupte qui assume sans état d'âme le spectacle du massacre des soldats allemands servant la batterie de 210, dans la brutalité des mots, dans l'irruption du dernier rire. C'est oublier que la guerre est cruelle, et que tuer est devenu un devoir civique. Et l'on peut expliquer la jubilation à voir l'ennemi écrasé, éparpillé, par la grande peur de la défaite définitive éprouvée le mois précédent. Par ailleurs, on observe deux réactions différentes chez les servants de deux batteries, si tant est que les deux aient eu le temps de choisir une option : les uns meurent sur place, les autres s'enfuient en abandonnant le matériel (en l'occurrence, les précieux canons lourds de 150 mm, pourtant plus mobiles que les 210 mm) sur place…

10 août : 1500 prisonniers faits par un seul régiment et un mitrailleur allemand abattu

Cette attaque victorieuse du 10 août 1918, un autre témoin l'a vécue vers Belloy, à 15 km au nord de Compiègne, dans l'Oise. Il s'agit d'**Edmond Buisson** (cl. 18), agriculteur à Mars (Le Pilon) , alors chasseur alpin au bataillon de marche du 121e B.C.A. et occasionnellement nettoyeur de tranchée. Il témoigne de l'ampleur des redditions allemandes et de la baisse du moral parmi les troupes ennemies. Comme le témoignage est haché, par petites réponses, nous effectuerons un montage en ne gardant de mes questions que celles qui orientent vraiment la conversation :

T- *« On est parti le 9 la nuit… jusqu'à Belloy… Et le 10 août, à la pointe du jour, attaque !*
E- *Votre première attaque !*
T- *Oui… Alors là, j'étais nettoyeur de tranchées !*
E- *Vous pouvez m'expliquer en quoi ça consistait, nettoyeur de tranchées ?*
T- *C'est la deuxième vague, qui passe après la première, qui nettoie les tranchées. C'est-à-dire, y en a qui restent. C'est des casemates ou des abris. Ils restent et puis ils tirent dans le dos. Là, je suis désigné avec d'autres pour fouiller ces abris. On faisait beaucoup de prisonniers !*
E- *Mais on les faisait prisonniers ou on les exécutait ?*
T- *Oh ! Pas exécutés !*
E- *Parce que là, y a plusieurs versions…*
T- *Oh ! Pas chez nous !…On les envoyait à l'arrière ! On aurait bien voulu aller avec eux ! Mais fallait suivre, c'était pas pareil !*
E- *Mais alors, vous alliez dans les casemates : c'était dangereux !*
T- *Eh ben tant pis ! Fallait y aller quand même !*
E- *Vous y alliez comment ? En lançant des grenades d'abord ?*
T- *Avec le pistolet ! J'avais un pistolet. J'étais premier pourvoyeur au fusil-mitrailleur. Mais alors, ce jour-là, j'étais pas pourvoyeur, puisque j'étais nettoyeur de tranchées, qu'ils appelaient ça !*
E- *Mais le nettoyeur de tranchées, c'était un volontaire ou pas ?*
T- *Non, non ! Désigné !*
E- *Je croyais qu'on nettoyait à la grenade ! Non ?*
T- *S'il y a des résistances, on est bien obligés ! S'ils se révoltent, les gars qui se sont fait faire prisonniers. C'est pas la peine, parce qu'ils se font bousiller… Et l'inverse, quoi !*
E- *Donc là, ils se rendaient sans trop de difficultés, dans l'attaque du 10 août ?*
T- *Ah ! Y a pas eu de difficultés ! Pour le premier jour, toujours !*[8]
E- *Et vous avez fait combien de prisonniers ?*
T- *Quinze cents, par là*[9]*… Sur la traversée du bois… peut-être trois kilomètres à traverser, le bois de Lataule*[10]*, à côté de Belloy, Ménévillers, Conchy-les-Pots…*
E- *Est-ce qu'ils ont essayé de résister, ces prisonniers ? Enfin, ces Allemands ?*
T- *Ils étaient heureux, oui !* (rire) *Ça commençait à chauffer chez eux aussi ! Ils étaient heureux de se faire prendre ! »*

Dans ce témoignage, Edmond renouvelle l'image traditionnelle, et en partie mythifiée dans l'horreur, du « nettoyeur de tranchées » du temps de la guerre de position, « le couteau entre les dents » lors de sa reptation nocturne dans le no man's land, faisant un coup de main sur un poste avancé de guetteurs, égorgeant deux ou trois ennemis et en ramenant un prisonnier, l'arme blanche servant à opérer silencieusement.

Rappelons brièvement cette référence à un combattant-écrivain que nous avons cité dans le chapitre XXI – *« Sortir de la tranchée : liaison, petit poste, patrouille, coup de main, attaque »* : **Jean Bernier**, (1894-1975) pour son roman autobiographique *« La Percée »* publié en 1920, dont un expert des témoignages (il en minutieusement analysé 251, parus de 1914 à 1928 dans sa somme *Témoins* paru en 1929) comme **Jean Norton Cru**, lui aussi Poilu, pense le plus grand bien sous l'angle de vue principal de la véracité en y

[8] Ce *« toujours ! »* exclamatif a ici, en français local, la valeur de « *en tout cas* »
[9] Ce *« par là »*, encore très usité en français local forézien, signifie « *environ* »
[10] Lataule est une localité voisine de Belloy, à 15 km au nord-est de Compiègne

consacrant, ce qui est rare, sept pages (pp. 572 – 578) et en le comparant au fameux récit de guerre d' **Henri Barbusse** *« Le Feu »*, ayant obtenu le prix Goncourt en 1917 : *« C'est l'œuvre d'un vrai Poilu, qui connaît son sujet et qui le prouve par une abondance de petits détails typiques qu'un Barbusse ne saurait imaginer et que beaucoup de vrais combattants n'ont pas su donner » - « Par le style et pour les habiletés d'écrivain, ce livre est inférieur au Feu . Pour les idées, pour le tableau de la guerre, il lui est infiniment supérieur. Il est sans conteste le meilleur des romans de guerre au point de vue de l'historien »* (pp. 577-578). **Bernier** donc, écrit, à propos des « nettoyeurs de tranchées » : *« Les nettoyeurs de tranchées : six hommes par section, pris parmi les meilleurs soldats […]pour zigouiller tous les Boches laissés dans les tranchées conquises ou dépassées. Les égorgeurs, comme on les appelait à la compagnie : des jeunes, classe 15 pour la plupart, fiers d'avoir été choisis et de porter dans la bande molletière gauche le coutelas classique des meurtriers »*. La qualification d' « *égorgeurs* » montre assez la réprobation assez générale qui les entourait.

Pierre Néel (cl. 18), chef cantonnier à Moingt, où il a pris sa retraite avant, le grand âge venant, de se retirer chez son fils garagiste à Margerie-Chantagret, a connu les « nettoyeurs de tranchées », en 1917 et au début de 1918, dans son bataillon disciplinaire du 321e R.I. de Riom (bataillon inséré dans un régiment de réserve, et puni pour avoir refusé une attaque en 1914, où Pierre a atterri sans savoir pourquoi le 1er juin 1917, le jour de ses 19 ans, ce qui l'a amené a combattre plus de neuf mois avant la plupart de ses camarades de la classe 1918). Pour lui, les *« nettoyeurs »* au couteau sont des volontaires français opérant en « coup de main » isolé, et non après une vague d'assaut de leurs camarades - comme dans l'exemple-définition donné par Jean Bernier en 1915 - pratiquant un mode de combat qui aurait été familier aux Sénégalais, et se coupant ainsi de la très grande majorité des fantassins français qui utilisaient l'arme « normale », « loyale », admise, le fusil :

E – *« Les nettoyeurs de tranchées, qu'est-ce qu'on leur demandait de faire ?*

T- *Nettoyer ! Faire comme les Noirs faisaient. C'était descendre dans la tranchée, et puis d'abattre tant qu'ils pouvaient, au plus vite possible. Ils faisaient ça sans attaque, sans rien, ils faisaient ça à la tombée de la nuit ou au lever du jour, le matin. Alors tout un groupe de Français (des volontaires qui étaient là pour faire un coup de main, comme on appelait), alors ils savaient à peu près où il y avait un bon groupe* (d'ennemis). *Ils ont passé d'un côté et les autres de l'autre, tous à la fois dans la tranchée : alors là-dedans, c'était le massacre !*

E- *Au couteau ?*

T- *Eh oui, au couteau ! Ah ! Les Français, non ! C'était au fusil, à la baïonnette ! »*

Il va sans dire que quand la guerre de mouvement est devenu la règle quotidienne, en 1918, surtout de la fin du printemps à l'automne, ce mode de combat au couteau qui suppose la stabilité du front permettant de connaître la position exacte des ennemis, et leur grande proximité, n'a plus eu sa raison d'être. Mais on verra à la fin du chapitre qu'une autre forme de « guerre sale » l'a remplacé…

Deux expressions de la peur de mourir dans les derniers mois de guerre

La peur de la mort de Louis Seux avant l'attaque du 13 août 1918 à Lassigny, et sa blessure

Ce n'est pas parce que son camp est en phase conquérante que le soldat est délivré de la peur de la mort, car ces attaques globalement victorieuses des derniers mois de guerre se sont heurtées à une résistance le plus souvent farouche (malgré les redditions) des Allemands, et chaque attaque pouvait être la dernière pour chaque combattant. **Louis Seux** (cl. 17), fils d'agriculteurs de Saint-Apollinard, ayant fait une carrière de comptable puis de cadre aux Manufactures Réunies de Tresses et Lacets de Saint-Chamond, où il a continué de résider à la retraite, affecté au 360e R.I. de Toul, n'hésite pas à avouer sa peur de mourir :

T- *« Alors là, on a suivi ce mouvement jusqu'au 13, du moins le 12, et le 13 est venu notre tour de passer devant !*

E- *Dans quel secteur précisément ?*

T- *Ah ! Toujours dans ce secteur de Lassigny[11], là… Alors, on a traîné toute la nuit, parce qu'on n'était jamais bien sûr de l'endroit où on devait nous mettre ; alors on se baladait à droite, on se baladait à gauche, deux heures d'arrêt, s'étendre sur le dos sans quitter le sac, sans rien, et puis fallait repartir pour aller ailleurs. Finalement, à 7 heures du matin (7-8 heures) on change… On avait des craintes aussi sur une attaque des Allemands dans un coin. Enfin, elle s'est pas produite ! Alors, on nous a emmenés ailleurs pour attaquer, nous ! On est arrivé par là* (environ) *vers les 8-9 heures du matin, dans ces positions de départ, et par là à 10 h et demie, on vient nous dire : « Bien, à 11 heures, nous attaquons ! Ceux qui veulent manger, ils peuvent manger, parce que je sais pas quand est-ce qu'on pourra manger après ! ». Eh bien, c'est ce que j'ai trouvé le plus dur, moi, ça ! Cette attente ! Où vous pouvez… N'importe comment, celui qui fait un petit retour sur soi-même, il dit : « Qu'est-ce qui va arriver ? La mort, elle est là devant ! Y en a qui vont y rester ! »* (très ému)…

[11] Lassigny se trouve dans le nord de l'Oise, équidistant –13 km- de Noyon (Oise) à l'est et de Roye (Somme) au nord.

E- *On a quand même plus l'idée de la mort à ce moment-là ?*
T- *Mais oui… Moi, j'ai fait le sacrifice de ma vie, ce jour-là, je l'avoue bien franchement. S'il le faut, tant pis, quoi !*
E- *Et vous pensiez à vote famille, j'imagine…*
T- *A la famille, puis à tout le monde…A ce qu'on a fait…[…] Quand vous avez demi-heure* là pour vous dire… Inutile de vous dire qu'on vous disait de manger, mais ça voulait pas passer ! On avait ben tous essayé de casser la croûte un peu, mais… »*

Sur ce, il raconte assez longuement la requête de l'adjudant-chef de sa section qui sollicite le prêt de sa montre, la sienne ne fonctionnant plus, pour respecter l'horaire précis du déclenchement de l'attaque. Puis survient cette attaque :

E- « *Vous, vous avez été blessé ! Comment ça s'est passé ?*
T- *Ah ben, ça s'est passé bien simple : on sort à 11 heures, le 13 août au matin. On sort. Et les Allemands bien sûr (y avait des mitrailleuses devant) se sont mis à tirer. Après avoir fait, je sais pas, une centaine de mètres, y en a qui ont commencé à tomber… Parce que, pour déboucher, le Génie, la nuit, avait mis des toiles de camouflage. Alors, on partait un peu derrière ça, au début. Mais quand on est sortis des camouflages, on nous a tiré dessus ! Parce que la liaison s'était pas tellement bien faite avec le régiment qui était à notre droite, de telle sorte qu'il y avait un trou. Y avait un nid de mitrailleuses qui était resté là, et qui nous prenait de flanc ! Alors, plus on avançait, plus il en dégringolait ! Alors, tout par un coup, moi j'ai senti un choc à la jambe : ma jambe était pliée en deux, et je suis resté par terre, quoi ! Et les autres ont continué. Et j'ai vu un ancien trou d'obus de 1916, par là (y avait eu des combats là), je m'y suis mis dedans. Et plusieurs fois (c'était en plein soleil) je me disais : « Si tu pouvais te soulever un peu pour aller là-bas dans le bois, tu serais à l'ombre… ». Mais ils me tiraient dessus ! Et puis des copains de la compagnie qui venaient me dire : « Mais tu as pas une place dans ton trou ? » -« Ben, essayez, mais je vois pas ! ». J'en ai vu un, je lui ai dit : « Dépêche-toi de ficher le camp de là, parce que tu vas voir… ». J'avais pas fini de lui dire ça, une rafale, et il est dégringolé ! Eh ben, j'y suis resté là, dans ce trou, jusqu'à 4-5 heures de l'après-midi. Alors, à ce moment-là, je me suis soulevé : personne a plus tiré ! Je me suis remis dedans, je me suis relevé : rien ! Bon, alors je suis parti, j'ai dit : « Faut aller trouver les copains en avant ! »*
E- *Donc vous pouviez bouger ?*
T- *Ah ! Je pouvais marcher sur les genoux ! Parce que c'était à la cheville. Alors, j'ai été trouver ma compagnie, j'ai eu de la chance de les retrouver tout de suite ; ils étaient pas très loin, ils étaient peut-être à un kilomètre…cinq cents mètres… Alors donc, l'adjudant en question y était pas, mais y en a un autre qui me dit : « Il te faut essayer d'aller en arrière, pour essayer de sortir de la zone dangereuse, qu'on vienne te prendre ! » Alors, je l'ai écouté, je me suis retourné, et j'ai marché en arrière à quatre pattes. J'ai peut-être fait 2 ou 3 kilomètres, j'en sais rien…*
E- *Ça devait pas aller bien vite !*
T- *Non ! Et c'est là aussi, mais c'est plus tragique : y avait des anciens boyaux où c'était plein de cadavres allemands. Fallait leur marcher sur le ventre, pour s'en aller comme ça ! Et d'un côté, j'ai bien fait, parce que j'ai trouvé les brancardiers un peu plus loin, qui remontaient déjà de faire un voyage*[12]*, un ou deux, j'en sais rien. Alors, moi, j'étais déjà bien sorti de la zone : ils m'ont vite chargé, ils m'ont emmené. Et voilà ti pas qu'un peu plus loin, on est pris sous une rafale ! Alors y avait une tranchée. Pour aller plus vite (car c'était un brancard roulant, qui s'adaptait sur des roues, un brancard), alors on marchait en plein/plain terrain…*
E- *Des grosses roues, je suppose ?*
T- *Comme des roues de bicyclettes, deux roues : on y plaçait le brancard dessus, c'était fait pour. Alors, eux (bien sûr que je les comprends) quand la rafale est venue, ils m'ont abandonné sur le talus, et y avait un trou : ils y ont été s'y mettre dedans ! Je les ai engueulés comme des poissons pourris : « Bandes de cochons ! » - « Mais tu crains pas plus que moi ! » - « Mais si je crains pas plus que vous, pourquoi êtes vous allés vous mettre là-dedans ? »* (rire) *Ça s'est bien terminé quand même : personne a rien eu. Ils m'ont emmené au poste de secours le plus proche… »*

Finalement, Louis sera opéré dans une baraque Adrian du front, puis évacué par train sanitaire jusqu'à Nantes où il sera hospitalisé neuf mois, et où il vivra l'armistice. Il reconnaît sa chance d'avoir échappé aux derniers mois de guerre : *« A ce moment-là j'étais content, parce que j'avais ce qu'on appelait la fine blessure : c'était une blessure qui mettait pas la vie en danger. Mais sitôt qu'on essayait de me faire cicatriser, je reprenais des abcès parce qu'il y avait des esquilles dedans. Alors, on me réopérait… »*

Devant la progression de leur armée, et de celles des Alliés, les combattants ne peuvent que conclure que la fin de la guerre approche. Mais la mort, qui paraissait presque inéluctable dans l'enfer de Verdun ou de

[12] « *Voyage* » au sens courant de « *trajet* » pour ramener des blessés à l'arrière. On disait de manière usuelle en Forez rural, avant l'arrivée des grandes remorques industrielles tirées par des tracteurs puissants : *« Si tu veux rapporter toutes ces pommes de terre à la cave, il te faudra faire au moins cinq ou six voyages au tombereau »*

la Somme, et à laquelle il fallait presque se résigner, devient maintenant une injustice cruelle : pourquoi faudrait-il que je meure à quelques semaines ou quelques mois de la fin des hostilités ? Ce sentiment est bien exprimé par **Claudius Viricel** (cl.10) de Grammond, agriculteur au hameau de Combelagier, qui est sous les drapeaux depuis 1912. Ce soldat du 2e Régiment de zouaves d'Oran, qui a fait un an et demi de guerre d'Orient, puis participé en 1916 à la bataille de la Somme, en 1917 à celle du Chemin des Dames, a résisté au printemps 1918 à la grande offensive allemande, vient de passer une partie de l'été (de mi juillet à fin août) en hôpital à Issoire puis en convalescence chez lui, par suite d'un mauvais abcès purulent au cou. En septembre, alors qu'il est au 9e Régiment de zouaves, il doit remonter au front, et il consigne son état d'esprit dans son récit de guerre rédigé en 1919 : *« Mais un jour, il fallut bien me souvenir que ma permission était terminée et le 2 septembre je reprenais* le chemin du front. Dire que je repartais la mort dans l'âme serait exagéré, mais je ne prétendrais* jamais non plus que cette fois-là, je suis parti avec un enthousiasme délirant ! Ce serait une ironie présomptueuse, car les gestes à la Déroulède[13] n'ont jamais été les miens !…*

En route, j'eus bien le temps, trop même, de réfléchir. A cette époque, tout le monde avait l'impression que la guerre entrait dans sa période finale et je me disais que peut-être la « faucheuse » n'avait négligé de laisser tomber sur mon crâne sa main glacée que pour mieux me posséder à la fin de la lutte dont j'avais pris ma part.

Ces réflexions, direz-vous[14], étaient bien égoïstes et point trop courageuses, mais songez à ce que la lutte avait déjà été longue et aux misères prévues pour un proche lendemain, et vous comprendrez que dans un jour de cafard on peut se laisser aller au découragement. »

Et cette *« Faucheuse »* redoutée, tenant sur son épaule de squelette un instrument de travail si familier à Claudius, la faux, mais portant ici la signification allégorique terrible, a frappé au bout de ce mois de septembre, non Claudius, qu'elle a épargné, mais une bonne partie de son bataillon ! Il se trouve alors à proximité de Passy-Grigny, dans la Marne, à 4 km au nord de Dormans, et à 28 à l'ouest d'Epernay :

« Le 29 (septembre) *au soir on monte en première ligne et le 30 à 5 heures du matin, la grande attaque se déclenche ! Ah ! la belle boucherie que cela fit !…*

Le temps était tellement sombre qu'il faisait encore nuit noire quand on se porta en avant. Le premier Bataillon (en première vague et soutenu par une 2ème vague formée par le 3ème Baton) avait à peine franchi 150 mètres qu'il se buta contre une ligne défensive ennemie hérissée de mitrailleuses, lesquelles nous prirent sous leurs feux quand nous ne fûmes plus qu'a 20 ou 30 mètres d'elles. Ma compagnie, à ce moment, se trouve juste en face d'un fortin soigneusement établi et fortifié dans une ancienne carrière dont le talus formé avec les terres des déblais et haut d'environ deux mètres formait un rempart bien propice aux bôches* pour leur défense. La fumée occasionnée par un marmitage effroyable nous avait caché ce fortin jusqu'au moment où les mitrailleuses dont j'ai parlé nous révélèrent sa présence, et où n'en étions plus qu'à 20 mètres au plus. Instantanément tout le monde se coucha, beaucoup hélas touchés a* mort ne se relevèrent plus, d'autres encore plus nombreux étaient plus ou moins gravement blessés.*

J'eus la chance de me trouver près d'un camarade qui n'était pas touché. Jugeant notre situation périlleuse nous décidâmes tous deux d'aller nous applatir au pied même du fortin, c'est-à-dire à deux ou trois mètres des bôches* ; de cette façon les balles passant par dessus nos têtes ne risquaient pas de nous toucher. Tout alla bien jusqu'au moment où un troisième camarade vint nous rejoindre. Ce dernier a* peine arrivé ayant aperçu un « Fritz » dont la tête émergeait par-dessus le talus, lui lâcha un coup de fusil à bout portant. Le bôche* eut son compte mais ses voisins s'étant, par ce fait même, apperçus* de notre présence, se mirent à nous bombarder avec des grenades, si bien qu'il fallut déguerpir, et vite ; nous essayâmes alors de contourner le fortin, mais celui-ci étant bien gardé, nous ne pûmes réussir. Voyant notre situation désespérée, nous prîmes le parti de nous éloigner un peu de ce coin maudit, et à travers la mitraille, on se mit (mon camarade et moi) à chercher un trou où on pourrait se blottir en attendant mieux. Ce mieux arriva quand le jour parut, et quand quelques hommes résolus réussirent à* tourner ce nid de mitrailleuses et à faire prisonniers tous les occupants (une soixantaine). Tous ces événements se déroulèrent dans l'espace d'un petit quart d'heure !…*

Pendant ce même temps mon bataillon, monté en ligne avec un effectif de 450 hommes [15]environ , se trouve réduit à 135 !! Le bataillon de deuxième ligne perdit de 100 à 150 hommes. La 2e Compagnie laissa 19

---

[13] Paul Déroulède (1846 – janvier 1914), poète, romancier, auteur dramatique et journaliste, député boulangiste de 1889 à 1901 sous la bannière de la Ligue des Patriotes, incarnait, dans la droite nationaliste française, le patriotisme exacerbé et l'esprit de la Revanche contre la Prusse, devenue l'Allemagne après sa victoire de 1870.

[14] Cette proposition incise *« direz-vous »* montre bien que Claudius n'écrit pas que pour lui, mais pour des lecteurs potentiels de ses *« Souvenirs »*, lecteurs que vous êtes un siècle après, après moi, et sans doute d'autres…

[15] Les bataillons de Zouaves, comme les bataillons de Chasseurs, avaient des effectifs beaucoup plus réduits que les bataillons de régiments d'infanterie qui dépassaient souvent un millier de soldats (rappel du chapitre V et des chiffres très précis donnés par Amand Beyron : pour le 99e R.I. partageant ses trois bataillons entre Vienne et Lyon : *« Effectif au départ de Lyon le 6 août* (1914) : *3 860 hommes »* ; les autres chiffres donnés sont ceux des pertes aux combats de la Marne et des renforts reçus après la saignée)

morts devant le fortin, parmi lesquels mon ami Alphonse Colin. Une soixantaine d'autres furent blessés et parmi ces derniers, une dizaine expirèrent à l'ambulance de Dormans ou même avant d'y arriver.

Ah ! les tristes visions ! Elles ne s'effaceront jamais de mon souvenir. »

Et de fait, le site internet www.memoiredeshommes.sga.gouv.fr confirme que parmi les dix Alphonse Colin tués lors de la Grande Guerre, l'un d'eux, appartenant au même régiment de zouaves que Claudius, est bien mort le 30 septembre 1918, à Romain, dans la Marne (où devait se trouver l'ambulance de campagne) : de cinq ans plus jeune que Claudius, Alphonse Marie Colin, soldat de 2e classe, était né le 31 juillet 1895 à Saint-Raoul près de Guer, dans le Morbihan (à proximité du camp de Coëtquidan Saint-Cyr) et avait été recruté à Vannes. La guerre avait rapproché le Forézien et le Breton, mais la « *Faucheuse* » les a séparés à jamais…

Cette mort, Claudius l'a frôlée de près quand on voit dans quelle situation périlleuse il se trouvait. Et quand on considère que son bataillon, réduit à 135 après la bataille alors qu'il l'avait commencée à 450, a eu un pourcentage effarant de pertes (tués, blessés au point d'être évacués, disparus ou prisonniers) de 70% !

Et la guerre continua. Sur cette rive droite de la Vesle, le lendemain, le 1er bataillon s'illustra par la prise de la bourgade de Ventelay, à 2 km au nord de Romain : *« Le lendemain 1er octobre, le 1er Baton pas trop éprouvé passa en 2ème vague et l'attaque continua. On prit Vantelay*. Le 2 Guyencourt tomba entre nos mains. ».* Guyencourt se trouve à 3 km au nord-est de Ventelay.

Cette peur de la mort, exprimée ici par Louis Seux et Claudius Viricel, a été ressentie par tous, pendant toute la durée du conflit, mais il semble qu'elle ait pris une acuité particulière en 1918, et surtout pendant la phase conquérante de son second semestre, en raison de la fin qu'on sent proche. **Jacques Meyer**, normalien combattant, l'exprime dans *« Les soldats de la Grande Guerre »* : *« En 1918, la mort prend de plus en plus d'importance, si fort qu'on y soit accoutumé, et bien qu'elle diminue ses emprises, parce qu'on sent l'approche de la fin. »*[16]. Elle *« diminue ses emprises »* par rapport aux grandes boucheries qu'ont été en 1914 la défaite de Lorraine, fin août, en 1915, en septembre-octobre, les pertes de la grande offensive de Champagne, en 1916, les batailles de Verdun et de la Somme, en 1917, l'hécatombe du Chemin des Dames…

Les succès français et alliés et la retraite allemande de fin juillet à début novembre 1918 décrits par un lecteur assidu de la presse et des communiqués militaires

Le lecteur est déjà largement entré dans la narration, par divers témoins combattants, des deux premiers mois de cette reconquête, avec son exaltation et ses peurs, ses gains de terrains dans l'ensemble du territoire occupé depuis septembre-octobre 1914, ou après, et ses revers locaux. Il est temps de céder la place, pour avoir une vision d'ensemble de ces quatre mois de reconquête, à une vision très informée et générale, de la part d'un même homme, qui s'exprime dans un journal de guerre exceptionnel bien qu'il ne soit plus sur le terrain depuis la fin de septembre 1915.

Joseph Sorgues né à Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire) en 1895, enseignant depuis la rentrée 1912 au pensionnat catholique de Bellegarde à Neuville-sur-Saône, incorporé en décembre 1914 au 23e R.I. de Bourg-en-Bresse, mais versé en juin 1915 au 160e R.I., a été grièvement blessé par balle à la colonne vertébrale à Ripont, en Champagne, le 25 septembre au matin, jour du déclenchement de la grande offensive de Champagne. Après un an et demi d'hospitalisation suivie de convalescence, il a été versé dans la réserve, et est devenu secrétaire du commandant major au dépôt de son régiment, à Saint-Pierre-le-Moûtier, dans la Nièvre. Il n'a jamais cessé de rédiger son journal, alimenté désormais par ses lectures de la presse, mieux informée en cette fin de guerre qu'elle ne l'était au début, tout en gardant évidemment une forte coloration patriotique qui lui fait privilégier les événements favorables au camp français et allié . Selon **Jean-Baptiste Duroselle**, dans *« La Grande Guerre des Français 1914-1918 »*, les Français ont le sentiment que l'on peut davantage faire confiance aux journaux : *« A partir du 18 juillet 1918, les Français, soldats et civils, comprenaient que ça « allait bien » et que les bonnes nouvelles, à peu près ininterrompues, ne relevaient plus du bourrage de crâne. Bien sûr, ils ignoraient quelles conclusions les Allemands tiraient d'une situation de moins en moins favorable à leurs armes. »*[17]

Le 21 juillet 1918, Joseph écrit, entre autres : *« Au point de vue tactique, notre attaque du 18 juillet est une belle victoire, mais le résultat stratégique sera peut-être encore plus beau. D'heure en heure, en effet, la poche allemande au sud de Soissons se rétrécit sous les coups de notre infanterie. La route de Soissons à Château-Thierry, dont nous sommes maintenant à une distance de 2 à 4 kilomètres, va devenir inutilisable pour les Allemands qui ne se sentent déjà plus en sécurité sur la Marne, à en juger par les colonnes qui s'acheminent vers le Nord, en direction de la Vesle. Peut-être, dans un jour prochain, apprendrons-nous le repli « élastique » de l'armée allemande au sud de l'Aisne. Le 15 juillet, le Kaiser est monté sur une hauteur à l'est de Reims, dans les champs catalauniques pour saluer la victoire de ses armées et assister à leur marche*

[16] J. Meyer, op.cit., p. 296
[17] J.B. Duroselle, op.cit., p. 400

triomphale, il n'a contemplé que leur massacre. La hauteur champenoise marque sans doute le point culminant de sa fortune ; nous allons assister maintenant à sa dégringolade effrayante. »

L'emploi de l'expression *« repli élastique »* est une allusion ironique à l'euphémisme employé par une armée pour donner une façade acceptable à une retraite forcée ; en l'occurrence, elle renvoie au repli stratégique volontaire de mars 1917 de l'armée allemande sur la ligne fortifiée Hindenburg (voir chapitre XXVI), repli effectivement judicieux pour réduire la longueur du front. Quant à la présence du Kaiser sur le front français pour assister à la victoire espérée de ses troupes, nous l'avons vu attestée au chapitre précédent, mais pas en Champagne : en Picardie, à Marle, à 27 km au nord de Laon. La référence aux *« champs catalauniques »* comme localisation est évidemment intentionnelle : c'est aux environs de Châlons-sur-Marne (en Champagne maintenant) appelée alors *« Duro Catalaunum »* (du nom de la peuplade gauloise des Catalaunes) que s'est livrée, en 451, une des plus grande batailles de l'époque gallo-romaine, où les forces coalisées gallo-romaines et des peuples fédérés, emmenés par le romain Aetius ont vaincu les Huns commandés par Attila, sauvant ainsi la Gaule de la conquête par les hordes asiates. Joseph, pétri d'histoire, présente implicitement Attila comme un ancêtre barbare de Guillaume II, et sa défaite comme la préfiguration de la future défaite allemande. Le texte se continue ainsi, le même jour :

« Redoublant d'activité, notre aviation a multiplié ses expéditions et mené de front de durs combats contre les forces ennemies. Prenant comme principaux objectifs les passages sur la Marne (maintenant, c'est fini !) nos bombardiers n'ont cessé de les arroser ; ils ont, en certains points, complètement arrêté le ravitaillement ennemi, et leur action vigoureuse a joué ainsi un rôle important dans la défaite ennemie. Ils ont fait subir à l'adversaire des pertes sérieuses, attaquant à la mitrailleuses les colonnes et les convois, les troupes concentrées pour les contre-attaques. 52 000 kilogs de projectiles ont été jetés, notamment sur Oulchy-le-Château, Fère-en-Tardenois, Fismes, Bazoches, les gares de Laon et de Vouziers où de violents incendies ont été constatés. 26 avions ont été abattus et 4 ballons captifs incendiés, le total, depuis le 15, s'élève à 152 appareils détruits dont 24 ballons. Aussi notre communiqué aérien se termine-t-il par cette phrase très juste : « Partout l'aviation allemande a pu constater le mordant des aviateurs alliés et leur supériorité. ».*

Ces bilans chiffrés triomphaux fournis par les communiqués militaires sont sûrement à relativiser, mais de fait, au côté des tanks, l'aviation alliée a été une des clés du basculement de la situation militaire. A la date du 15 juillet aussi, **Pierre Miquel** souligne ce rôle décisif de l'aviation, bombardant et mitraillant : *« Les aviateurs français les attaquent sans relâche : 225 sorties dans la journée du 15, les avions descendent les ballons d'observation (« Drachen »), bombardent les points de passage des troupes, lançant plus de 17 tonnes de bombes par escadre. […] Ils attaquent à la mitrailleuse les ponts et les passerelles sur la Marne quand les bombardiers ont fini de larguer leurs obus à ailettes. Les fantassins français sont heureux de voir enfin l'aviation alliée maîtresse du ciel »*[18]

Nous privilégierons les bilans les plus significatifs, étant donné que chaque jour, Joseph commente des faits victorieux, sur ce front français ou sur les autres fronts. Le 4 août, il se félicite ainsi :

« La 7e et la 9e armée allemande (von Bochum et von Mudra) sont en pleine retraite devant nos troupes victorieuses. Sur un front de 50 kilomètres, les armées Mangin, Desgouttes et Berthelot s'avancent à marches forcées vers la Vesle, qu'elles ont atteintes presque partout. Sur notre gauche, nous avons franchi l'Aisne […] Sur certains points, notre progression a dépassé hier 10 kilomètres et nous avons libéré plus de 50 villages. Le communiqué américain célèbre la victoire des armées alliées et annonce que les soldats de Pershing ont fait 8 400 prisonniers et pris 103 canons. On comprend pourquoi le gouvernement français a nommé le général en chef américain grand-croix de le Légion d'honneur en lui exprimant sa vive reconnaissance pour les services rendus par lui à la cause des alliés. »*

« Par lui » et par ses soldats, que l'on ne nommait pas encore les G.I., mais les Sammies, valeureux fils de *« l'oncle Sam »*. Le lendemain 6 août, Joseph rend hommage à l'importance considérable de l'engagement américain en hommes et en matériel :

« Quelques chiffres extraits d'une déclaration de neuf membres du Congrès américain à l'Associated Press. Il y a actuellement en Europe 1. 500 000 soldats américains de 21 à 30 ans et avant la fin d'octobre, il y en aura 2 millions : 1 million et demi s'entraînent en Amérique , et chaque jour 10 000 embarquent pour la France. Depuis son entrée en guerre, l'Amérique a fabriqué assez de fusils pour en donner 2 à chaque homme, indépendamment de ce qu'elle a fourni aux alliés. ; elle en fabrique actuellement 54 211 par semaine, et 5 000 mitrailleuses ; 82 540 mitrailleuses ont été fabriquées depuis le 2 avril 1917. L'armée possède 2 milliards de cartouches pour mitrailleuses, et elle en reçoit 15 millions par jour. Les usines construisent 760 000 obus par jour, un million de grenades par semaine ; plus de 150 engins de tranchées[19] *ont été inventés et*

[18] Pierre Miquel, op.cit., p. 573

[19] On ne sait s'il faut comprendre « mortiers ou obusiers de tranchées » (les « crapouillots ») mais le nombre donné de 150 paraît faible par rapport aux autre chiffres quasi astronomiques, ou « chars de tranchées » ou autres appareils de franchissement de tranchées, comme des ponts ; ces deux dernières hypothèses paraissent plus probables.

perfectionnés aux Etats-Unis. L'Amérique construit plus de 25 000 aéroplanes et elle possède plus de 100 000 aviateurs ; le moteur « Liberty », le plus puissant qui existe au monde pour son poids, permettra de traverser l'Atlantique en 24 heures. Plus de 500 aéros ont déjà été embarqués pour l'Europe avec 500 moteurs de rechange ; les aéros de bataille sont livrés à raison de 80 par semaine. Ces chiffres froids et impersonnels nous réchauffent délicieusement le cœur. ».

Les « *aéros de bataille* » sont ceux, très rapides, puissants et maniables, qui permettent les duels aériens (avec une mitrailleuse qui en arrive, par perfectionnements successifs, à tirer à travers l'axe de l'hélice) ou l'incendie des ballons d'observation ennemis, protégés par des avions. Les autres aéroplanes permettent le bombardement aérien ou l'observation – avec photographie de plus en plus - dans les secteurs où les troupes se déplacent vite et où l'on n'a pas le temps d'installer des ballons. On aura remarqué le nom très symbolique du moteur d'avion surpuissant : « *Liberty* », fruit d'une double allusion : à la cause de la liberté pour laquelle on se bat et à la « *Statue of Liberty* [20]», la statue de la Liberté, imaginée par le sculpteur Bartholdi et construite par les ateliers Eiffel, offerte en gage d'amitié par la France aux Etats-Unis pour commémorer le centenaire de la Déclaration d'Indépendance de 1776, mais inaugurée seulement le 28 octobre 1886. Les connaisseurs d'aviation s'étonneront qu'on annonce en 1918 un moteur permettant de traverser l'Atlantique en 24 heures, alors que le premier aviateur à faire cette traversée dans le sens Amérique-Europe, Charles Lindbergh, reliera New York à Paris les 20 et 21 avril 1927 en « seulement » 33 heures 30 minutes. Mais son moteur était beaucoup moins puissant que celui qui est présenté comme un projet par les membres du Congrès, qui, peut-être aussi, surestiment ses performances…

Pierre Miquel nous rappelle c'est le 8 août que la fameuse expression de Ludendorff *« un jour de deuil pour l'armée allemande »* a été prononcée, qualifiant un échec militaire si patent que le général en chef a présenté sa démission à Guillaume II, qui l'a refusée : *« Il* (Ludendorff) *entr'aperçut la défaite le 8 août, jour de l'offensive française visant à dégager la voie ferrée Paris-Amiens. Ce jour-là, 12 divisions anglaises et 15 françaises avaient fait un bond de 15 kilomètres, contraignant l'armée allemande a une retraite désordonnée. La surprise avait été presque parfaite et l'armée allemande avait donné de nombreux signes de panique, notamment devant les chars. Il y avait eu des refus de monter en ligne, des désertions. Ludendorff s'était senti si près de la catastrophe, en ce « jour de deuil », qu'il avait offert sa démission au Kaiser. »*[21]

Le 9 août, Joseph Sorgues rend hommage à l'aviation anglaise : *« Avant-hier, l'aviation anglaise a accompli un travail considérable de reconnaissance et de photographie ; 18 tonnes de bombes ont été lancées et 15 avions ennemis abattus. ».* Puis il fait un bilan des pertes aériennes ennemies en les imputant à un « *nous* » dont on ne sait s'il englobe tous les alliés possédant de l'aviation ou seulement les Français : *« Dans tout le mois de juillet, 184 avions ennemies ont été abattus par nous, dont 30 par la D.C.A.*[22]*, 154 ont été vus tombant désemparés dans leurs lignes […] Nos escadrilles ont lancé dans une seule journée plus de 20 000 tracts et journaux dans les lignes ennemies ; nos malheureux compatriotes et les soldats boches eux-mêmes connaîtront les victoires françaises ».*

Cette fonction d'information des civils des territoires occupés, pour les encourager et leur laisser espérer une victoire proche, et, accessoirement, des soldats et officiers allemands lisant le français, pour les décourager et les pousser à se rendre ou à déserter, apparaît peu dans les ouvrages des historiens, sans doute parce qu'elle ne vient pas à l'esprit, ou apparaît peu productive par rapport aux effets destructeurs des avions. Ensuite, en déplorant la mort d'un « as », Joseph donne le palmarès des dix premiers « as » de l'aviation française, classés, en ce début août 1918, en fonction du nombre de leurs victoires homologuées en duels aériens :

« Nous avons malheureusement à déplorer la perte du cinquième de nos as, le lieutenant Gudrin (22 victoires) ; sa première victoire datait du 24 mai 1917. La liste de nos 10 premiers as s'établit ainsi, après cette mort qui atteint douloureusement notre aviation de chasse : Fonck, 58 victoires (plus 3 à l'homologation), Nungesser 39, Madon 38, Boyau 29, Coiffard 21, Heurtaux 21, Pinsard 21, Deullin 20, Marinovitch 14, Bourjade 13. »

Ce palmarès reflète le prestige dont jouissaient les aviateurs engagés dans la guerre. Les noms des deux premiers sont familiers du public cultivé, mais, curieusement, plus le second que le premier. Pourtant le vosgien René Fonck (1854-1953), qui terminera la guerre comme lieutenant – et qui sera colonel d'aviation lors de la Seconde Guerre Mondiale – détient , et de loin, le record de victoires aériennes, dont le nombre varie selon les sites, car les processus d'homologation auraient varié : 75 selon le site Wikipédia, 127 selon le site de son lieu de naissance Soulcy-sur-Meurthe, et même 144, et a été décrété « *as des as de* l'*aviation interalliée* ». Il fut député des Vosges de 1919 à 1924, dans la Chambre dite « Bleu horizon ». Le second, le

---

[20] Son nom officiel est *« Liberty enlightening the World » = « La Liberté éclairant le Monde »*, son nom familier *« Miss Liberty »*. On remarquera que les Américains ont préféré le terme d'origine latine « *Liberty* » au terme anglo-saxon en usage en Angleterre *« Freedom »*

[21] P. Miquel, *« La Grande Guerre »*, p. 575

[22] **D**éfense **C**ontre **A**vions : canons d'artillerie anti-aérienne

lieutenant Charles Nungesser, bien plus jeune (1892-1927), connu sous le vocable *« as des as »*, n'aurait eu « que » 43 victoires homologuées. Mais la compassion à son égard a renforcé l'admiration, et les journaux ont diffusé sa légende : gravement blessé lors d'un capotage de l'avion au décollage en février 1916 (les deux jambes fracturées et la mâchoire fracassée par le « manche à balai » de direction) il dut effectuer de fréquents séjours en hôpital entre ses missions qu'il tenait à remplir, alors qu'il aurait pu être réformé. Puis, bien après la fin de la guerre, sa disparition tragique, aux côtés de François Coli, lors de sa tentative de traversée de l'Atlantique avec son biplan « *L'Oiseau Blanc* », parti du Bourget le 8 mai 1927 (12 jours avant la traversée réussie de Lindbergh dans l'autre sens), alimenta encore sa légende, tout comme l'absence totale de débris retrouvés ; les deux aviateurs seraient tombés quelque part dans l'Atlantique, ou au large de Saint-Pierre-et-Miquelon (donc ayant presque réussi la traversée) ; certains admirateurs soutiennent, mais sans preuves, qu'ils auraient atteint l'Etat du Maine aux Etats-Unis, donc auraient vraiment réussi la traversée avant Lindbergh…

Le 14 août, Joseph fait état de nouveaux succès sur l'ennemi :

« Le nombre des prisonniers capturés par la 1ère armée française et la 4ème armée britannique depuis la matinée du 8 août dépasse 28 000, dont 800 officiers, y compris 8 commandants de régiments ; elles ont pris 600 canons dont beaucoup de gros calibre, plusieurs milliers de mitrailleuses et de nombreux mortiers non encore comptés, trois trains complets et de vastes dépôts de matériel du génie et du ravitaillement. »

Le 29 août, nouveau bilan très positif de l'avancée des Français et alliés :

« Dans la journée d'hier, dans notre vigoureuse poussée, la retraite ennemie s'est étendue sur un front de 30 kilomètres et s'est accentuée sur une profondeur de 10. Nous avons repris une quarantaine de villages et atteint la rive gauche de la Somme depuis Cizancourt jusqu'à l'est de Nesle ; plus au sud, nous bordons la rive ouest du canal du Nord sur la majeure partie de son cours entre Nesle et Noyon… »

Le lendemain 30 août, Joseph s'enthousiasme dès les premières lignes de son texte :

« Encore deux bonnes nouvelles aujourd'hui qui feront battre le cœur de tous les Français. Ils ne sont plus à Noyon, ils ne sont plus à Bapaume ! Deux de nos villes les plus chères, parce qu'elles représentent le plus de gloire et d'héroïsme sont libérées de la souillure ; à quand le tour de Combles et de Péronne, en attendant les autres ! »

Ces deux villes de Noyon et de Bapaume, éloignées de 70 km environ, la première en bordure nord de l'Oise, la seconde en bordure sud du Pas-de-Calais marquent la progression dans la reconquête des départements occupés, selon une ligne peu ou prou parallèle à la frontière nord-est de la France.

Le 3 septembre, Joseph fait le bilan des hommes et du matériel capturés depuis le déclenchement de la contre-offensive, un mois et demi auparavant, et rend compte ensuite d'une prise hautement symbolique des troupes de l'Empire britannique :

« Au cours de nos offensives, du 18 juillet au 31 août, les armées alliées ont capturé

128 302 prisonniers, dont 2674 officiers

2089 canons, 1734 minenwerfer[23] et 13 783 mitrailleuses.

Hier matin, les troupes canadiennes et anglaises accompagnées de tanks se sont ruées à l'assaut de la ligne Hindenburg, des deux côtés de la route Arras-Cambrai ; elles ont emporté la plus grande partie du système défensif puissamment organisé qui s'étend de Drocourt à Quéant, sur un front d'une vingtaine de kilomètres. Cette organisation, considérée comme imprenable, comprenait un système de lignes profondes, bétonnées, assez larges pour être inaccessibles aux tanks, recouvertes de forêts de fils de fer et garnies d'une masse de mitrailleuses : les Canadiens l'ont enlevé dans un rush magnifique, malgré une résistance obstinée et ils ont infligé de lourdes pertes à l'ennemi, lui capturant plusieurs milliers de prisonniers. »

Prendre une partie de la forteresse de 160 km de long que constitue la ligne Hindenburg représente un exploit militaire d'une grande portée dans la démoralisation des troupes allemandes, plus encore que la reconquête d'une ville, tant cette ligne était réputée imprenable. Quant à la précision à l'unité près des hommes et des armes ou canons capturés, elle laisse quelque peu songeur, mais, même si elle est surévaluée, donne tout de même une idée de l'ampleur des revers allemands.

Le 6 septembre, Joseph oppose l'état d'esprit des parlementaires français et allemands en citant des déclarations faites dans deux Chambres, l'une à Paris, l'autre à Berlin :

« Deux séances parlementaires hier, l'une à la Chambre des députés français, l'autre à la Chambre des Seigneurs allemands. Dans la première, on a acclamé nos vaillants soldats et leurs chefs au cours de deux appels éloquents de M. Deschanel et de M. Clémenceau : « Je réponds à l'irrésistible élan de nos cœurs, a dit le président de la Chambre, en adressant l'hommage de notre admiration, de notre tendresse et de notre reconnaissance infinie à nos armées ». – « Nos soldats, les soldats de la civilisation, a ajouté le Président du Conseil, sont en train de refouler, de bousculer victorieusement les hordes de la barbarie. Cette tâche sera continuée jusqu'au complet achèvement ». Au milieu des applaudissements, l'affichage des deux discours a été voté – En présentant à la Chambre des Seigneurs le projet de réforme électorale, le comte Hertling a

[23] Ce sont des obusiers de tranchées, ou « crapouillots », que la presse appelait encore souvent de leur nom allemand signifiant littéralement *« lanceurs de mines »*.

prononcé les étonnantes paroles que voici : « Il s'agit dans cette grave question d'assurer l'avenir de la couronne et de la dynastie. » - Comparez…et goûtez ! ».

Joseph sollicite un peu le sens, en donnant un ton prophétique de mauvais augure pour la survie du régime impérial à la déclaration allemande, pour mieux opposer l'optimisme français devant le cours des événements militaires à la morosité des membres de la Chambre Haute du Reichstag, à qui s'adresse le comte Georg von Hertling, chancelier du Reich depuis le 1er novembre 1917, dont les jours politiques sont comptés, puisqu'il va être remplacé par Maximilian de Bade le 30 septembre 1918, et qui approche de sa mort, survenue à l'âge de 75 ans le 4 janvier 1919… De fait, Joseph a raison puisque le régime impérial n'a plus que deux mois à vivre, lui aussi… Quant au vocabulaire fortement antithétique et manichéen de Clémenceau, président du Conseil (Premier ministre) opposant *« soldats de la civilisation » et « hordes de la barbarie »*, il est totalement représentatif de la langue et de la pensée de l'époque.

L'historien **Pierre Miquel**, dans *« La Grande Guerre »*, confirme l'ampleur des revers allemands à ce stade de la guerre, à la fin de la première quinzaine de septembre 1918, ainsi que les doutes qui ébranlent le haut commandement allemand :

« Luddendorf croit-il possible de tenir sur la ligne Hindenburg ? Il perd 200 000 hommes par mois, il est fâcheusement impressionné par les opérations de la mi-septembre. Le 12, une douzaine de divisions américaines, avec l'aide de 4 divisions françaises, ont réduit la « hernie » de Saint-Mihiel, et se sont placées pour l'offensive de Lorraine. Le 14, le sinistre moulin de Laffaux, maintes fois pris et repris au cours de la guerre, est récupéré par les Français sur le plateau qui sépare les vallées de l'Ailette et de l'Aisne. Le 15, les Anglais ont montré leur agressivité dont la ligne Hindenburg dans la région d'Havrincourt. Sans doute sont-ils décidés à l'emporter ».[24]

Jusqu'à maintenant, Joseph n'avait pas évoqué la stratégie allemande de la « terre brûlée », qui a si fortement frappé et choqué les combattants français et alliés. C'est le 7 septembre que ce thème fort apparaît, avec brièveté, mais avec une énergie vengeresse qui dénote la haine pour les saboteurs :

« Nous avons pris Ham et Chauny, en ruines malheureusement, comme presque tous les villages reconquis ». Suit une longue énumération de villages et bourgs reconquis, qui s'achève par la reprise du thème de la destruction : *« Nous avons réoccupé toutes nos anciennes tranchées du nord de l'Aisne. Le spectacle du terrain et des localités délivrées est épouvantable : le Boche a tout démoli, tout pillé, tout brûlé, tout souillé et nos soldats ont des larmes de rage dans les yeux en contemplant ces ignominies. Ils ne font pas beaucoup de prisonniers et je les comprends. Ils peuvent s'y attendre, à une paix de conciliation, les bandits ! ».*

Pourtant, les prisonniers sont nombreux, comme le montrent les chiffres cités précédemment. Mais on comprend que des prisonniers sont tués sur place plutôt que d'être conduits à l'arrière, ce qu'approuve notre témoin, et ce que révèleront aussi certains témoignages oraux, comme celui d'Antoine Gacon et par écrit, François Baizet, (cf infra) ou, dans le chapitre XXII *« Mourir ou tuer* « , ceux de François Dutel ou de Pierre Néel.

Le 3 octobre, Joseph donne un de ces bilans chiffrés à l'unité près (tiré de ses lectures) qu'il affectionne, dont l'exactitude est à coup sûr à relativiser, mais qui fournit un aperçu de l'ampleur des progrès militaires des alliés et jette un éclairage sur l'optimisme qui prévaut désormais dans le camp de la Triple Entente, alors que la Bulgarie, alliée de l'Allemagne, a capitulé le 29 septembre, ce qui a fait exulter Joseph :

« Le butin capturé par les armées alliées du front occidental pendant le seul mois de septembre s'élève à 2 844 officiers, 120 192 soldats, 1600 canons et plus de 10 000 mitrailleuses. Le total de nos prises depuis le 18 juillet s'élève à 5518 officiers, 248 494 hommes, 3 669 canons, 23 783 mitrailleuses et plusieurs centaines de mortiers. Ajoutons-y 70 0000 prisonniers capturés en Palestine et 30 000 en Macédoine et nous arrivons à un total de près de 350 000 prisonniers à l'actif de l'Entente en deux mois et demi. Y a bon ! »

On peut légitimement s'étonner d'une telle rupture de style chez Joseph Sorgues, le cultivé, quand il commente par une expression incorrecte lapidaire, dite « en petit nègre », le bilan des armées alliées en septembre 1918, puis depuis le début de la contre-offensive du 18 juillet. Pour le lecteur, elle évoque immédiatement le fameux slogan d'une marque de boisson chocolatée : *« Y a bon Banania ! »*[25] censé reproduire l'appréciation sur le produit du tirailleur sénégalais à chéchia rouge qui sourit à peines dents sur le paquet. Mais la marque Banania, créée fin août 1914, n'aurait, selon le site Wikipédia, inventé ce slogan qu'un peu avant l'Exposition Coloniale de 1931 à Paris. Joseph, écrivant ici en septembre 1918, ne peut donc pas le reproduire. Mais il sait bien, comme la plupart de ses camarades de combat, que cette phrase fait partie

---

[24] P. Miquel, op.cit, p.577

[25] Ce slogan a disparu en 2011 à la suite du procès intenté à la société Nutrimaine, propriétaire de la marque Banania, par le MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) et le Collectif des Antillais, Guyanais et Réunionnais, devant la Cour d'Appel de Versailles ; slogan condamné pour *« structuration des stéréotypes et clichés qui ont prospéré dans le contexte colonial français ».* Arrêt rendu le 19 mai 2011, exécutoire dans le délai d'un mois sous peine d'une astreinte de 20 000 euros par jour…

du vocabulaire stéréotypé attribué aux tirailleurs sénégalais, admirés pour leur efficacité combattante, au même titre que l'expression *« couper cabèche »*, et en récupère l'expressivité pour mieux souligner l'énormité du bilan. On remarquera que les hommes (officiers et soldats) sont enregistrés sous les deux appellations réifiantes de « *butin* » et de *« prises* », tous comme les canons, et que plus on s'éloigne de la France, plus les chiffres arrondis abondent…

Concernant la stratégie allemande de la « terre brûlée », le surlendemain 5 octobre, Joseph recopie in extenso l'avertissement solennel adressé par la France à l'Allemagne, texte méconnu qui vaut d'être cité en entier, et que nous donnons précédé et suivi du commentaire de notre témoin :

« Samedi 5 octobre – Enfin, des représailles ! Le gouvernement français vient de prendre la décision que réclamait depuis si longtemps le pays tout entier et nos admirables soldats. Il vient d'adresser un avertissement solennel à l'Allemagne, empereur et peuple, dont voici le texte :*

« Le gouvernement allemand n'a pas cessé de proclamer que si jamais il venait à être forcé d'abandonner les territoires français qu'il a occupés, il ne rendrait qu'une terre absolument nue et ravagée. Cette sauvage menace a été mise à exécution à chacun des replis ennemis, avec une férocité méthodique. Contraintes aujourd'hui de reculer sans arrêt sous la pression inlassable des Alliés, les armées allemandes, pour se venger de leurs défaites continues, s'acharnent, plus cruellement encore que précédemment, contre les populations, contre les villes, contre la terre même.

Rien n'est épargné aux malheureux habitants de nos provinces. Arrachés brutalement à leurs demeures et à leur sol, déportés en masse, poussés comme un troupeau de bétail devant les armées allemandes en retraite, ils voient derrière eux piller et détruire leurs maisons et leurs usines, incendier les écoles et les hôpitaux, dynamiter les églises, saccager leurs vergers et toutes leurs plantations. Enfin, ils trouvent villes et villages minés, les routes semées de machines infernales à explosion savamment retardée pour produire le meurtre en masse parmi les populations revenues à leurs foyers. Le bombardement des hôpitaux vient ajouter à ces forfaits le massacre cynique des blessés.

En présence de ces violations systématiques du droit et de l'humanité, le gouvernement français a l'impérieux devoir d'adresser un avertissement solennel à l'Allemagne et aux Etats qui l'assistent dans son œuvre monstrueuse de ravages et de dévastations. Des actes aussi contraires aux lois internationales et aux principes mêmes de toute civilisation humaine ne resteront pas impunis.

Le peuple allemand, qui participe à ces forfaits, en supportera les conséquences. Les auteurs et les ordonnateurs de ces crimes en seront rendus responsables, moralement, pénalement et pécuniairement. Vainement ils chercheront à échapper à l'inexorable expiation qui les attend. Le compte à régler avec eux est ouvert. Il sera soldé. La France est dès à présent en pourparlers avec ses alliés pour toutes décisions à prendre. »

Cette énergique déclaration du gouvernement français intervient au moment précis où nous approchons de Lille. Roubaix et Tourcoing ; les Boches jouent en effet le tout pour le tout, et l'on peut craindre pour les trois villes ci-dessus le sort de Lens, de Cambrai et de Saint-Quentin. Peut-être les fera-t-elle réfléchir ? Les populations allemandes du bord du Rhin et du grand duché de Bade qui ont déjà éprouvé nos représailles ont probablement des facilités particulières pour se faire entendre du nouveau chancelier[26] *»*

Cette dernière phrase ne peut que faire allusion à des raids de bombardement aérien sur les régions frontalières du sud de l'Alsace, raids rendus possibles, dans le dernier mois de combat, par le recul et l'affaiblissement de l'armée allemande. Nul doute que ce texte officiel aux accents vengeurs, décrivant avec une rhétorique consommée les dégradations et les pièges de l'ennemi, n'ait rencontré un écho profond et un assentiment total chez les combattants qui en ont eu connaissance, et nous avons vu l'expression de leur très forte réprobation dans quelques témoignages.

Manifestement, cet « avertissement solennel » ne produit pas un effet immédiat, puisque le surlendemain de son lancement, le 7 octobre, Joseph constate dans son journal :

« Et l'odieux chantage de Ludendorff continue : l'armée von Quast a incendié Sallaumines, à l'est de Lens, et de nombreux villages en direction de Lille. Nos troupes, au cours de leur avance en Champagne, ont trouvé tous les villages en flammes, Nogent l'Abbesse, Beine, Berru, et ceux de la vallée de la Suippe. Depuis hier, l'armée Mangin voit Laon brûler, la ligne Hindenburg n'est plus qu'une ligne de feu. Et nos ennemis croient par ces ravages et ces dévastations intimider les chefs d'Etat alliés. Gare à la riposte ! Les Bandits nous paieront tout ce qu'ils ont fait souffrir à la terre martyre de France. »

Le lendemain 8 octobre, l'admirateur des as de l'aviation de guerre qu'est notre témoin est en deuil : Roland Garros est porté disparu !

« Malheureusement une perte terrible met en deuil l'aviation et la France tout entière : le lieutenant Garros est porté disparu, il n'est pas rentré d'une reconnaissance faite en compagnie du capitaine de Sevin, dans la matinée du 5 octobre. La célébrité de Garros était mondiale même avant la guerre ; praticien incomparable et technicien émérite, il fut un des véritables créateurs de l'aviation militaire, à la fois observateur, chasseur et bombardier. Capturé par les Allemands en mai 1915, il fut soumis à toutes sortes de vexations ; il s'évada cette année en compagnie du lieutenant Marchal et reçut à cette occasion la rosette de la Légion d'honneur. Revenu au front sur sa demande, il vient de disparaître ; souhaitons qu'il soit seulement prisonnier pour voir l'apothéose de la victoire. »

---

[26] Maximilian de Bade qui vient de succéder, le 30 septembre, au comte Georg von Hertling

Hélas, Roland Garros est bien mort ce jour du 5 octobre 1918, à Saint-Morel, près de Vouziers dans les Ardennes, à l'issue d'un combat aérien qui vit exploser en l'air son SPAD. S'il n'avait que quatre victoires aériennes homologuées, c'est, comme l'explique Joseph, qu'il avait été prisonnier dans divers camps allemands pendant presque trois ans, du 18 avril 1915 (et non mai) au 15 février 1918, date à laquelle il avait pu réintégrer la France en s'évadant. Si la gloire de Roland Garros était mondiale, c'est à son exploit de la première traversée de la Méditerranée (de Fréjus à Bizerte) sur son avion Morane, le 23 septembre 1913, qu'il le doit. Ce polytechnicien sorti d'H.E.C. en 1908 s'était très tôt passionné pour l'aviation. Le compliment de Joseph (« *il fut un des véritables créateurs de l'aviation militaire* ») n'est pas usurpé quand on sait qu'il est à l'origine de plusieurs perfectionnements techniques de l'aviation de combat, dont celui de l'avion de chasse monoplace, où la mitrailleuse est actionnée par le pilote tirant à travers l'hélice ! C'est à son condisciple et ami d'H.E.C. Emile Lesieur, homme d'affaires devenu président du Stade Français, qu'on doit l'association de son nom au tennis, en 1927, au moment où est construit un nouveau stade de tennis appelé à recevoir les épreuves de la coupe Davis…

Le 10 octobre, bonnes et mauvaises nouvelles, ces dernières marquant le retour du thème de la terre brûlée, et la réponse négative à l'avertissement solennel lancé le 5 par le gouvernement français à l'Allemagne :

« Il n'y a plus de ligne Hindenburg entre Cambrai et Saint-Quentin : nos soldats l'ont abattue avec toutes ses défenses accessoires, décorées de noms flamboyants de héros germains : Wotan, Siegfried, etc. Cambrai est délivrée, et les Britanniques sont déjà à plusieurs kilomètres à l'est. Cambrai n'est plus au pouvoir de l'ennemi, mais Cambrai se meurt. Quand les Canadiens et les tommies [27] entrèrent dans la ville, hier matin, elle semblait intacte, à part les quelques bâtiments démolis par quelques obus égarés. Quelques heures après, le cœur de la ville sautait sous l'action de formidables machines infernales. L'Hôtel de Ville et de nombreux monuments sont anéantis, l'incendie et les explosions se sont succédés sans trêve depuis 10 heures du matin, malgré les efforts des pionniers anglais pour conjurer le désastre. Pauvres naïfs que nous sommes ! Nous pensions que l'Allemagne, après l'avertissement solennel du gouvernement français, allait renoncer à ses infâmes procédés de guerre ; qu'elle allait, au moment où elle demande la paix, cesser d'accumuler les ruines sur la terre de France. Le monde entier assiste à l'agonie de la ville martyre avec un nouveau sursaut d'horreur et d'indignation ; mettons-nous bien dans la tête que jusqu'à ce que l'Allemagne soit écrasée, elle restera la brute monstrueuse que nous avons appris à haïr de toute notre âme. Devant Cambrai qui, hier matin, était intact, et maintenant n'est plus qu'un immense brasier sur des ruines, les Alliés sauront répondre. »

En effet, depuis cinq jours, les Allemands, devant la suprématie évidente des forces alliées, ont lancé une initiative diplomatique capitale, comme l'explique **Jean-Baptiste Duroselle** dans *« La Grande Guerre des Français 1914-1918 : « Soudainement, le 6 octobre, le monde entier stupéfait apprend que la veille au soir, le chancelier allemand Max von Baden avait fait parvenir au président des Etats-Unis, Woodrow Wilson, par la Suisse, un message où il lui demandait de « prendre en main le rétablissement de la paix », « sur la base des quatorze points ». Nous avons déjà vu que les quatorze points, c'était la liste des buts de guerre de Wilson, publiquement proclamés devant le Congrès le 9 janvier 1918. Ils comportaient quelques principes généraux : diplomatie ouverte (1) – liberté des mers (2) – désarmement général et contrôle (4) abaissement des barrières commerciales (3) réformes en faveur des populations coloniales (5), des programmes régionaux (points 6 à 13) ; enfin, comme clef de voûte, la création d'une Société des Nations (14). La France n'avait pas lieu de s'en plaindre puisque, outre l'indépendance belge (6), la restitution de l'Alsace et de la Lorraine (7) faisaient partie intégrante du programme américain. »* [28] .

L'initiative va diviser au plus haut rang les hommes politiques français entre ceux qui étaient prêts à accepter l'armistice aussitôt à ces conditions et ceux qui voulaient à tout prix la défaite totale de l'Allemagne. Clemenceau, le Président du Conseil, conscient de la lassitude des troupes, était des premiers, mais le Président de la République Poincaré était de l'avis inverse, écrivant au premier que ce serait *« couper les jarrets à nos soldats »*, et il refusa la démission de Clémenceau. La guerre continua. Nul doute que notre témoin se rangeait parmi les intransigeants…

Le 14 octobre, à nouveau de bonnes nouvelles en termes de villes reconquises et *« nouvelle infamie »* de la part de l'ennemi :

« Chaque jour nous apporte, avec de nouvelles victoires, des noms de nouvelles villes délivrées. Aujourd'hui c'est Laon et La Fère[29] qui retombent aux mains de nos troupes et dans le sein de la France maternelle. La Fère a été prise avant-hier soir, et hier matin, le général Mangin entrait à Laon où 65 000

---

[27] Nom donné aux soldats anglais, ou, plus largement, britanniques

[28] J.B. Duroselle, op.cit., p. 402

[29] La Fère se trouve dans l'Aisne, sensiblement à mi-distance (environ 23 km de chaque côté) de la route conduisant à Laon, au sud-est, et à Saint-Quentin, au nord-ouest. Cette localité est située juste au nord de la Forêt de Saint-Gobain, qui servait de repaire à la Grosse Bertha, canon géant tirant sur Paris.

civils l'ont porté en triomphe jusqu'à l'Hôtel-de-Ville ; dans toutes les rues, une foule en délire criait, les larmes aux yeux : « Vive le général ! Vive l'armée ! Vive le libérateur ! », pendant que les maisons se fleurissaient de drapeaux, cachés on ne sait où à la vue des troupes d'occupation. Le maire, M. Ermant, a été emmené par l'ennemi ainsi que plusieurs centaines de jeunes gens choisis comme otages. Pourquoi ? Quelle est cette nouvelle infâmie, commandée cette fois par le nouveau gouverneur allemand qui prétend donner maintenant des instructions aux chefs militaires ? ».*

Par chance, il se trouve que le site Internet www.histoireaisne.fr offre au lecteur plusieurs parties de l'ouvrage de M. **Pierre Lefèvre**, ancien bibliothécaire de Laon, intitulé *« L'occupation de 14-18 à Laon »*, avec le sous-titre *« Comment les Laonnois ont vu leur libération le 13 octobre 1918 »*. Il confirme la ferveur de l'accueil de la population envers ses libérateurs. Pour ce qui est de « *l'infamie* » de la prise d'otages, celle du sénateur-maire (pendant trois décennies) M. Georges Ermant et celle de M. Charles Dessery, secrétaire général de la mairie, est confirmée. Celle des otages plus modestes aussi, en nombre plus important que n'indique Joseph Sorgues : *« Quatre cents hommes, des plus jeunes classes, sont emmenés. On ne les ménagera pas. »* Par ailleurs, l'auteur cite un ordre de la « *Commandanture** » de Laon, signé Grube, enjoignant, le 8 octobre, à *« tous les hommes mobilisables de 17 à 51 ans désignés ci-dessous »* de se rendre le 9 octobre *« à 7 heures allemandes du matin avec leur bagage sur la Place devant la Citadelle »* et précisant qu'ils *« vont être occupés dans des colonnes d'ouvriers à l'intérieur de la contrée occupée »*. L'auteur indique qu'ils seront répartis en trois groupes dirigés vers trois localités différentes de l'Aisne occupée : Cilly, Saint-Gobert et Voharies, les deux dernières situées entre Marle et Vervins.

Le sénateur-maire, le secrétaire de mairie et un nombre non précisé d'otages furent emmenés à Vervins, ville située à 36 km au nord-est de Laon, en zone encore bien tenue par les Allemands. M. Lefèvre loue la dignité et le courage du maire : *« A Vervins, où il arrive, il trouve les otages amenés la veille. A ce moment, on lui propose de partir en Suisse. Avec dignité, il refuse. Resté en France, il n'aura pas néanmoins le réconfort d'assister à Laon à l'inoubliable journée du 13 octobre, mais il accueillera les soldats de l'armée française ceint de son écharpe tricolore, le 6 novembre, à Vervins »*. Il n'aura donc pas été emmené en Allemagne…

Le 17 octobre, la capitale régionale du Nord est reconquise, ce qui, le lendemain, dans son journal, conduit Joseph, renonçant à tout chauvinisme, à tresser lyriquement les lauriers de la victoire autour des têtes des libérateurs britanniques, avec des accents religieux émouvants :

« La plus importante de nos villes captives est délivrée de l'ennemi et presque intacte ; Lille, la capitale des Flandres françaises, la cinquième de nos grandes villes, prisonnière depuis quatre ans, fait retour à la Patrie, avec 120 000 de ses habitants. Oh ! qu'ils soient bénis, les magnifiques soldats de la Grande-Bretagne qui viennent de nous rendre la grande captive ; qu'ils soient bénis, tous ceux qui ont lutté depuis si longtemps à ses portes, pour arrêter le Boche et l'obliger à lâcher sa proie ; que soient bénis les grands chefs qui dirigèrent la manœuvre admirable de la 5e armée britannique ; que soient bénis les héros obscurs de tous les comtés d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande[30] tombés pour la délivrance de Lille dans les plaines de Merville, d'Estaires, de La Bassée et de Givenchy. En ce jour d'enthousiasme national, la France tout entière salue avec reconnaissance et émotion les troupes, vivants et morts, de cette 5e armée, qui a reçu, le 21 mars, le choc des armées allemandes s'avançant au nombre d'un million de baïonnettes pour emporter Amiens et Calais ; cette 5e armée qui a fait face à la ruée, et dans un redressement sublime, a eu la gloire de nous rendre une de nos plus grandes villes. »

La reconquête de Lille fut un événement considérable. Le général Birdwood, commandant la 5e armée, fut fait citoyen d'honneur de Lille le 28 octobre. Le Président du Conseil, Clémenceau, fut reçu à l'Hôtel de Ville le 19 octobre par le maire, Charles Delesalle, qui fut ovationné le lendemain à Paris. Le 21, ce fut au tour du président de la République, Raymond Poincaré, de faire le voyage de Lille. Suivirent les maréchaux Foch et Pétain, et le roi d'Angleterre Georges V…

Une semaine plus tard, le 23 octobre, la reprise de Lille est vue sous un jour beaucoup plus sombre, dans le journal de Joseph :

« Séance émouvante hier à la Chambre, où MM. Delory et Ragheboom, députés socialistes de Lille, où ils sont demeurés depuis 1914, reprenaient leurs places au milieu de leurs collègues. Ceux-ci les ont accueillis par une manifestation d'unanime sympathie […] MM. Delory et Ragheboom ont salué la mémoire de leur collègue M. Ghesquière, mort en captivité avant d'avoir connu la délivrance et fait des vœux pour la prompte libération d'un autre député du Nord, M. Ingels, condamné à 3 ans de prison par les Allemands. De leurs récits – ce ne sont pas des discours- d'un si profond accent de douleur et de vérité qu'ils ont étreint tous

[30] Corrigeons l'oubli en forme d'injustice : le Pays de Galles est omis, alors qu'il a fourni de si braves soldats pendant cette Grande Guerre, avec, entre autres, un régiment admirable comme le Royal Welch (sic) Fusiliers, où commandèrent notamment deux capitaines prestigieux par leur bravoure et la célébrité qu'ils ont acquise dans la littérature : Siegfried Sassoon (1886-1967) et Robert Graves (1895-1985). Voir le chapitre XIX – *La bataille de la Somme*, dans la seconde partie *« Les Anglais dans la bataille de la Somme »*.

les cœurs, je détache ces simples phrases : « La rafle des femmes et des jeunes filles en pleine nuit par la soldatesque allemande, les rues garnies de mitrailleuses, femmes et filles arrachées à leur sommeil, les soldats allemands restant dans leurs chambres à coucher pendant leur toilette, et toutes, sans distinction de classe, soumises à la visite sanitaire… » - « Si, comme nous, vous aviez pu parcourir nos plaines dévastées, vous comprendriez tous qu'il est impossible de passer l'éponge sur de pareils faits. » - « Des enfants de quinze ans ont été pendus par les poignets, puis enfermés trois jours sans nourriture, parce qu'ils refusaient de travailler pour l'ennemi. Lors de la dernière rafle, 20 000 hommes de 15 à 55 ans ont été enlevés, ils ont dû marcher 3 jours et 3 nuits ; beaucoup sont morts ! » - « 150 g de sucre, une demi-livre de lard rance ou de bœuf salé par quinzaine ; voilà notre nourriture. La viande 60 f le kilo, le beurre 80 f le kilo, 100 grammes de café 8 f ; à ce régime, la population est anémiée. Au dire des médecins, nos jeunes filles ne porteront jamais de fruit. ». Et pour terminer, ce cri de juste et sainte colère : « Ils n'oublieront pas, eux ; ils auront toujours au cœur la haine de l'envahisseur ». N'entendez-vous pas la voix de la France martyre et de tous les peuples opprimés ? ».

Le site officiel de l'Assemblée Nationale www.assemblee-nationale.fr confirme et précise les renseignements sur les députés nommés que donne Joseph Sorgues, chaque député ayant droit à sa biographie. Les quatre, tous d'extraction très modeste, ouvriers devenus syndicalistes, furent des élus du parti socialiste du Nord ou du Pas-de-Calais : l'un (Gustave Delory) fit cinq mandats, de mai 1902 à 17 août 1925, date de sa mort, deux autres trois (Henri Ghesquière, de 1906 au 1er septembre 1918, date de sa mort ; Albert Inghels de 1914 à 1924, puis de 1932 à 1936), un un seul (Auguste Ragheboom, de 1914 à 1919). En 1918, ils sont âgés respectivement de 61 ans (Delory), 59 ans (Ragheboom), 55 ans (Ghesquière) et 46 ans (Inghels).

La séance solennelle émouvante est confirmé dans la biographie d'Auguste Delory : *« La guerre et surtout l'occupation du Nord de la France le retirèrent pendant plus de quatre ans loin de la Chambre. Pendant cette longue période, il apporta soutien et réconfort aux populations éprouvées dans cette partie du territoire. Le 22 octobre 1918, il put regagner le Parlement où il fit le récit des souffrances et privations endurées par ses compatriotes. ».*

Cette intervention ne figure pas précisément dans la biographie d'Auguste Delory, mais on apprend qu'il fut déporté en Allemagne : « *Pendant l'occupation allemande, Delory, resté à Lille, est saisi comme otage, interné à la Citadelle, puis déporté au camp d'Holzminden ».*

Plus dur encore fut le sort d'Albert Inghels : *« Ayant protesté auprès du commandement allemand, avec Delory et Ghesquière, contre l'envoi sous la contrainte d'ouvriers chômeurs en Allemagne, il fut, après une perquisition domiciliaire, traduit devant un conseil de guerre, condamné à trois ans de prison et enfermé dans une cellule à Coblentz en décembre 1916. Sa libération, le 11 novembre 1918… ».* Pourquoi lui seul et non pas ses deux autres collègues ? Parce qu'il était le plus jeune, donc le plus résistant ? Ou le plus virulent dans sa résistance ?

Quant au député (Henri Ghesquière) dont les deux co-intervenants déplorent la mort, le site de l'Assemblée nationale en éclaire un peu les causes : *« L'occupation du territoire par les Allemands doit être pour Henri Ghesquière l'occasion de nouvelles luttes et de cruelles épreuves. Retenu comme orage en 1914, il perd son plus jeune fils au champ d'honneur en février 1915. Il est ensuite emprisonné, en juillet, pour incitation à la grève d'ouvrières travaillant pour l'ennemi. Sa santé faiblit alors et il meurt le 1er septembre 1918, un mois et demi avant l'armistice, des suites de sa captivité. »*

A travers ces destins, on voit qu'être député en territoire occupé n'était pas une sinécure. Quant à l'exactitude numérique des sévices subis par la population lilloise, faut-il croire sur leur seule parole d'hommes honnêtes et courageux les deux députés ? Je n'ai pas pu trouver de sources fiables et croisées pour le vérifier. 20 000 hommes raflés en une seule fois, cela paraît énorme, tout comme l'assertion *« beaucoup sont morts »*. Prédire la stérilité définitive de toutes les jeunes filles raflées (le sens sous-jacent laisse entendre « violées ») est exorbitant, même avec une caution médicale (*« au dire des médecins »*). L'insistance sur la perversité sexuelle de l'occupant (voyeurisme, *« visite sanitaire »* afin de détecter les maladies sexuelles…) permet de mieux le faire détester, comme le montre la conclusion. On retiendra que les populations occupées ont été soumises aux vexations les plus diverses, quand cela n'a pas atteint le stade des atrocités…

Le mardi 29 octobre débute par un cri de joie de Joseph : *« L'Autriche a capitulé ! Telle est la nouvelles tant attendue que les journaux ont annoncé ce matin. Ils auraient pu changer leur titre et le remplacer par celui-là : « Il n'y a plus d'Autriche-Hongrie ! ».*

Evénement capital que cette défection du principal allié de l'Allemagne, capitulation qui en prépare une autre, qu'annonce Joseph le 1er novembre : *« Après la Bulgarie, après l'Autriche, voici la Turquie qui capitule, laissant l'Allemagne en proie au plus tragique isolement devant l'Entente, plus unie et plus forte que jamais. ».*

Le vendredi 8 novembre, Joseph exulte et prédit : *« La défaite allemande est irrémédiable, et sur un front de 200 kilomètres, les armées ennemies sont en pleine retraite vers la Meuse ; dans quinze jours, il n'y aura plus un seul soldat du kaiser* sur le sol de France en-deçà de la Meuse, où notre cavalerie pousse à*

marche forcées pour couper les passages. » Et il développe très longuement en décrivant les diverses positions enlevées par les troupes françaises et alliées dans la dernière semaine.

Quant à suivre Joseph dans les jours qui suivent, de l'abdication du Kaiser Guillaume II à la signature de l'armistice, cela relève du prochain chapitre…

Aperçus de la campagne d'un artilleur contre avions, de juillet à fin octobre 1918

On a longuement lu, au chapitre précédent, le témoignage très vivant de **Jean-Baptiste Biosset** (cl. 18) de Renaison, artilleur dans la Défense contre Avions, s'arrêtant avec la contre-offensive du 18 juillet, pour ce qui est de son unité, forçant les Allemands à retraverser la Marne à Châtillon-sur-Marne. Il a évoqué l'emploi d'obus incendiaires du côté français, d'où ma question qui s'inscrit juste après l'extrait déjà cité :

E- *« Le feu avait pris dans les blés ?*

T- *Oui. On avait des obus incendiaires. On s'en servait très peu, seulement pour détruire les saucisses d'observation*[31]*, mais elles étaient presque toujours hors de leur portée : suffisamment loin et suffisamment haut. Des saucisses, on n'a pas pu en incendier. Ça les contraignait à une certaine distance…*

E- *Donc d'avoir une observation moindre… Et là, vous les avez poursuivis après cette traversée de la Marne ?*

T- *Ah ! Là, ça a été le début de la déroute allemande. Le moral a remonté chez nous, bien sûr, et puis ça a été la rase campagne complète. Nous avions même des difficultés pour camoufler nos pièces.*

E- *Vous avanciez beaucoup, je suppose ?*

T- *Il y a des jours peu et d'autres davantage. Ils offraient de la résistance, quand même… »*

La conversation dévie ensuite très longuement, à l'initiative du témoin, sur le choix judicieux de Clémenceau d'avoir su imposer, comme commandant unique des troupes alliées, au lieu de général anglais French, le général Foch, qui n'était pourtant pas de son bord politique. Puis je tente de le ramener au récit de sa participation à la contre-offensive française de juillet 1918 :

E- *« Revenons, si vous le voulez bien, à la narration de votre poursuite des Allemands en juillet 18. Vous avez parcouru quels secteurs ?*

T- *Ah ! On ne parlait plus de secteurs. C'était la campagne, comme ici. On est passé dans différents pays, mais je ne m'en souviens pas. J'avais fait un journal de bord, et puis il était tellement mouillé un jour que les lettres ne se lisaient même plus, et je l'ai abandonné. On passait à côté d'un village sans rien savoir, les routes n'étaient pas indiquées comme maintenant… Toujours est-il que nous sommes arrivés à Berry-au-Bac, à droite du Chemin des Dames.*[32] *C'est là où prenait le canal qui descendait à Reims, et il avait été bouché pendant la guerre de tranchées par une péniche de ciment. Il fallait qu'il soit à sec pour que les soldats puissent le traverser de jour et de nuit sans encombre… Il a d'abord fallu traverser l'Aisne. Le Génie nous montait des ponts, mais on n'attendait pas que les ponts soient finis. Un jour, en passant une certaine rivière, le pont qui n'était pas terminé s'est écroulé sous le poids de nos canons, et nous avons passé dans l'eau : ce n'était pas trop profond. L'Aisne, nous l'avons traversée en pont de bateaux. Le Génie avait prévu d'abord le passage des troupes à pied et l'infanterie. Mais nous, on pesait lourd, et on affleurait l'eau ! Vous savez ce que c'est qu'un pont de bateaux. Au fur et à mesure qu'on avançait, ça s'enfonçait, quelques péniches prenaient même l'eau. ».*

Ce passage nous rappelle à quel point sont vitales les questions logistiques lorsque se présentent des obstacles naturels comme les rivières, ou creusés par l'homme comme les canaux, et lorsque les ponts qui permettaient de les franchir ont été volontairement détruits par l'ennemi pour couvrir sa retraite, ou, inversement, comme on l'a vu dans le chapitre précédent, par les Français pour entraver l'avance des Allemands, comme les ponts traversant la Marne. Le Génie intervient alors, s'il le peut, pour construire des

---

[31] Les « saucisses » sont les ballons d'observation des lignes ennemies, servant à repérer la position des lignes d'infanterie et des batteries d'artillerie. Le roannais François Déchelette, dans son ouvrage publié en 1918 *« L'argot des Poilus »* leur consacre deux pages explicatives dont voici un extrait*; » Saucisses – Ballon observateur allongé qui ressemble à une véritable saucisse. Les Boches les appellent «drachen », ce qui veut dire : dragons. […] Les yeux des homards sont montés sur pédoncules ; de même les yeux des armées -que sont les saucisses- sont montés sur un câble fixé à une auto, pour pouvoir de déplacer facilement. Les saucisses se tiennent à une dizaine de kilomètres du front ; dans certains secteurs particulièrement agités, on peut en voir des dizaines alignées d'un bout de l'horizon à l'autre, comme des ballons d'enfants à la sortie des grands magasins le jeudi. C'est à partir de cette région de saucisses que commence la véritable zone de l'avant, car les saucisses ne sont pas à l'abri des obus. Mais le véritable ennemi de la saucisse, c'est l'avion, qui vient démolir la saucisse à domicile, avant qu'elle ait eu le temps de redescendre à terre ou d'être protégée par un avion de chasse… »* op.cit., pp. 196-197

[32] Berry-au-Bac est une localité qui se trouve à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Reims, sur la route qui mène à Laon, et à 8 km à l'est de Craonne, qui marque l'extrémité est du Chemin des Dames. C'est un point stratégique très important car ses ponts permettent à la fois la traversée de l'Aisne et du canal des Ardennes, latéral à l'Aisne ; s'y greffe aussi le canal de l'Aisne à la Marne, qui rejoint Reims, comme l'indique le témoin.

ponts de fortune, notamment en installant plusieurs péniches en travers du fleuve ou du canal (dont l'eau, beaucoup plus calme, facilite la stabilité des péniches) et en les reliant par des travées métalliques permettant le passage des véhicules et des hommes. Mais l'énorme poids des canons (par exemple, le canon le plus courant de l'artillerie lourde, le 155 mm, pesait - pour ce qui est modèle Filloux 1917 - 11 tonnes en batterie et 13 tonnes en ordre de marche, muni de son attelage) pouvait faire fléchir ces ponts temporaires, enfoncer les péniches dans l'eau, voire les faire sombrer.

Reprenons le témoignage au point où il a été interrompu :

T- *« Mais quand même on a passé. Et on a continué de l'autre côté. On a reconquis le Chemin des Dames. Ils n'ont pas offert de grande résistance. On a traversé sur la droite et ça a été la conquête de ce que les Allemands avaient occupé depuis des années, la partie nord-est de la France…*

E- *Vous tombiez sur des populations qui n'avaient pas vu de Français depuis quatre ans et qui parfois avaient eu à souffrir de l'occupation allemande ?*

T- *Bien sûr ! Nous sommes arrivés au camp de Sissonne.*[33]*Ils ont offert une petite résistance. Ils avaient creusé une ligne de résistance… Ah ! Ils étaient travailleurs ! Ils avaient tout prévu : c'était la ligne Hindenburg. Il a fallu rassembler nos troupes, se regrouper, et faire une deuxième attaque, les 22 et 23 octobre 1918. Pendant deux jours, ça a bardé. On les a enfoncés à nouveau et ça a été fini. A tel point que nous, on nous a relevés. C'était quinze jours avant l'armistice… »*

Jean-Baptiste n'a malheureusement pas répondu à ma question sur l'accueil de la population française (il y reviendra ultérieurement, mais pour une période postérieure à l'armistice), sur les exactions allemandes pendant cette longue occupation de quatre ans, et a considérablement accéléré la narration en sautant de fin juillet-début août aux 22 et 23 octobre. Quand il évoque une *« deuxième attaque »*, c'est évidemment celle de sa division, alors que d'autres corps d'armées n'ont pas cessé d'attaquer depuis le début de la contre-offensive. Mais, contrairement à ce qu'il a affirmé d'abord, ce n'est pas au camp de Sissonne, dans l'Aisne, que s'est produite cette attaque, mais dans les Ardennes ; il se corrigera plus loin dans l'entretien, en répondant à la question :

E- *« Votre dernière attaque se situe à quel endroit ?*

T- *C'était le 22-23 octobre, à une dizaine de kilomètres de la frontière, dans les Ardennes, vers le Luxembourg. Oh ! Ça a été très vite. Quand les Boches se sont vus perdus, ils ont demandé tout de suite l'armistice… »*

Entre le 22-23 octobre et le 11 novembre, il s'est tout de même écoulé près de trois semaines. Mais Jean-Baptiste a sans doute hâte de conclure sa dernière attaque par sa consécration : l'armistice !

La stratégie allemande dans la retraite : la tactique de la « terre brûlée »

Continuons à interroger la grande cohorte des combattants sur le terrain, à même d'observer, dans leur secteur limité, ce que Joseph Sorgues lit dans le journal et les communiqués militaires. Ils voient que l'ennemi, contraint de reculer tout en combattant farouchement, ne se résigne à le faire qu'en cédant derrière lui un terrain semé d'obstacles et de pièges, un terrain détruit, ravagé dans ses infrastructures (routes, ponts, canaux…), des villages démolis par des bombes, ce qui renouvelle chez les Poilus l'indignation vécue par ceux qui ont pu constater les ravages fait par le repli stratégique de mars 1917 sur la ligne Hindenburg, ravages d'il y a un an et demi, toujours visibles…

Etienne Carton (cl. 18), agriculteur à Saint-Etienne-le-Mollard jusque vers 1926, puis cantonnier à Feurs, engagé volontaire à 18 ans (en décembre 1916) au 113e R. d'Artillerie Lourde d'Issoire, a été nommé agent de liaison de son commandant à la fin de 1917. Il évoque la stratégie allemande lors de la retraite, alors que son régiment vient de combattre à Clermont-en-Argonne, à une bonne cinquantaine de kilomètres au sud-est de Vouziers qui se trouve dans les Ardennes, et qui ne sera libéré que le 12 octobre 1918

T- *« Alors on arrive vers l'endroit où c'étaient des anciens emplacements boches qu'on avait pris, et que nos pièces devaient prendre* (occuper) *pour couper la retraite de Vouziers. Alors, ils devaient passer là, le lendemain matin. Alors y avait une sape, qui faisait dix mètres de profond, et fallait rien toucher : c'était tout miné ! Parce qu'ils empoisonnaient tout ! Ils minaient tout ! Ces oiseaux ! C'étaient des sauvages, hein ! Y avait un champ de choux dans la plaine, là : fallait pas en manger un, hein ! Eh ! Ils étaient empoisonnés ! L'eau était empoisonnée ! On avait de l'eau, il pleuvait tous les jours, on avait de l'eau pour boire, l'eau qui est tombée du ciel. »*

Le poison et la bombe ou la mine à retardement, traître et traîtresses : voilà des moyens de combat indignes d'une certaine conception de la guerre, non chevaleresque (le mot est trop noble, trop fort) mais quelque peu « morale », si la morale a sa part dans ce déferlement de bas instincts qu'est la guerre…

[33] Le camp militaire de Sissonne commence, pour sa limite sud, à une quinzaine de kilomètres au nord de Berry-au-Bac

Un de ses « classards » de la 18, **Pierre Néel**, chef cantonnier lui aussi, à Montbrison, puis à Saint-Georges-en-Couzan, retraité à Moingt, au front dans la Somme le jour de ses 19 ans (c'est une exception notoire pour la classe 1918), le 1er juin 1917 dans la Somme, est encore au 321e R.I. de Riom en 1918, et participe en tant que mitrailleur au combats de l'été et de l'automne 1918. Il décrit la faim qui résulte la mauvaise coordination avec le ravitaillement, à cause de l'avancée, la soif qui découle de l'empoisonnement des points d'eau par l'armée allemande en retraite, et les difficultés issues de la destruction des ponts :

T- *« On avait juste le petit pain de guerre, le pain carré dans la sacoche ; on avait de quoi brouter, c'était dur comme un bout de bois. Le pain de réserve, voilà comme on l'appelle. Voilà ce qu'on avait tant. A l'avant, on est ben mieux resté, à l'avancée en 18. Les Boches avaient tout empoisonné, avaient fait sauter tous les ponts ! On est resté huit jours sans rien toucher du tout [34], et on pouvait point boire de l'eau. Y a que si on trouvait une grande rivière, on pouvait aller garnir son bidon et puis boire de l'eau. Tous les ponts étaient sautés : ils avaient fait tout sauter en s'en allant. Y avait aucune passerelle, rien !*

E- *Alors pourquoi est-ce que vous ne pouviez pas boire l'eau ?*

T- *Hé ! C'était empoisonné partout ! Y avait que des rivières qu'on pouvait boire. Mais les puits, n'importe quel trou* (d'eau) *c'était tout empoisonné ! C'était formellement interdit de toucher à l'eau à rivière ! Sauf les grandes rivières qui coulaient !*

E- *Il y a des soldats français qui ont été empoisonnés ?*

T- *Oh ben, j'en ai pas trouvé ! Parce que c'était extrêmement défendu ! Les officiers étaient là ! ».*

On devine que les petites rivières, à faible débit, ont pu être empoisonnées, mais que le courant des rivières importantes, comme la Marne, l'Oise, l'Aisne, la Somme rendait la manoeuvre d'empoisonnement inopérante (si tant est qu'elle ait eu lieu), donc permettait d'y puiser de l'eau sans danger…

Cette stratégie de la *« terre brûlée »*, l'adjudant **François Baizet** (cl. 97), agriculteur à Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire), commandant une grosse section de soldats territoriaux au 64e R.I.T. affectée à divers travaux de Génie, la constate, la décrit longuement et n'arrête pas de s'en indigner dans ses carnets qu'il tient presque quotidiennement :

Le 29 août 1918, alors que Nesles a été pris la veille, il écrit de Roye (Somme) quatre pages, qui se terminent ainsi : *« On ne loge qu'avec hésitation dans les caves et abris, dont beaucoup sont minés. On coupe tous les fils y aboutissant et on regarde soigneusement s'il n'y a pas de trace de terre remisée ou de cloisons sonnant creux. Tous les carrefours de route ont été miné* et ont sauté pour arrêter notre avance. »*

Les fils peuvent déclencher le mécanisme d'explosion de mines dissimulées, les cloisons nouvelles sonnant creux peuvent camoufler d'autres systèmes meurtriers.

Le 2 septembre, alors qu'il se trouve à Amy (et que ses activités l'ont empêché d'écrire pendant trois jours, pour encadrer la réfection de la route allant d'Amy à Avricourt), il donne plus de précisions sur l'ingéniosité malfaisante de l'ennemi : *« A Roye, j'ai couché 2 nuits dans un emplacement de pièces d'artillerie allemand avec mes deux sergents. On ne se fiait pas trop aux abris, à chaque instant il y en a qui sautent. Les boches* en ont miné plusieurs et par un procédé quelconque, mouvements d'horlogerie, cordon Bickford[35] ou amorçage électrique ; pour ce dernier procédé, nous coupons tous les fils, ils sont extrêmement nombreux, du reste, il n'y a aucune chance qu'ils ne réussissent* (?), *les autres, ne les voyant pas, on les ignore, on visite minutieusement les abris, s'il n'y a pas de travaux récents décelant une mine. Malgré toutes les précautions prises, nous préférons coucher moins bien, presque à la belle étoile, du moins on se croit en sécurité. »*

Il peut constater, un an et demi après, les ravages intentionnels produits par le repli stratégique allemand sur la ligne Hindenburg de mars 1917, et les associe dans la même indignation aux procédés actuels de l'ennemi, tout en flétrissant davantage les dégâts infligés à la nature, en bon agriculteur qu'il est : *« C'est mon tour le 2 septembre de conduire la Cie au travail. Comme les journaux le disait* l'année dernière lors de la retraite allemande sur la ligne Hindenburg, j'ai vu tous les arbres, ou du moins beaucoup d'arbres fruitiers, pommiers en général, coupés, sciés, beaucoup entaillés sur tout le pourtour du tronc sur une grande profondeur. Tout ça est mort. Quel vandalisme ! Faire sauter des abris en les quittant, les carrefours des routes, les voies de chemin de fer, les ponts, c'est de la guerre. Détruire des arbres fruitiers et ruiner ainsi un pays pour 50 ans, c'est ignoble et dégoûtant. Il est bien vil le peuple qui fait cette besogne et comme ce procédé indique bien la pensée et les sentiments de ces êtres malfaisants qui, pour dominer le monde, n'hésite* pas à commettre les pires méfaits. Tuer vieillards, femmes, enfants, leur couper les poignets, les ruiner dans leur bien. Quelle haine sera assez forte pour ces gens-là ? La guerre, toujours terrible et cruelle,*

[34] *« Toucher de la nourriture »* c'était être approvisionné. L'usage spécifique de ce verbe reste dans des expressions comme *« toucher sa paye, toucher sa retraite »*…

[35] Le cordon Bickford ou cordeau Bickford est une mèche de sûreté destiné à déclencher l'explosion des mines. Il doit son nom à son inventeur, l'Anglais William Bickford (1774-1834)

avait ses droits et ses devoirs, ses lois, les Allemands se sont assis dessus. Patience, nous ne sommes pas ingrats et si jamais on met le pied chez eux, nous serons de bons écoliers et les leçons reçues serviront. »

C'est sur le mode ironique que conclut François Baizet, qui vient même de ranimer un stéréotype de la haine de l'Allemand (*« les poignets coupés »* aux enfants, ou la main droite aux garçons, ou l'index droit, pour les empêcher de pouvoir se servir d'un fusil, d'être soldats de l'infanterie) datant du tout début de la guerre. Lui si pondéré aspire à une vengeance sur le sol allemand qui ne serait, pour lui, qu'un juste retour des choses.

Le 8 septembre, son régiment de Territoriaux se trouve à Fréniches, à mi-distance entre Noyon et Ham, à l'est de Roye, et il continue à décrire les ravages causés par l'ennemi, et les pièges qu'il a tendus, notamment au village de Tirlancourt, entre Fréniches et Guiscard [36] : *« Par contre, à Tirlancourt, hameau voisin où je suis allé ce soir pour reconnaître le travail de demain, on trouve des maisons défoncées jusqu'au fond de la cave. Partout à la porte des caves, abris solides et à l'entrée des puits, on trouve de grosses bombes que j'ai prise* d'abord pour des bombes d'avions. Elles mesurent près d'un mètre de longueur et plus de 0,30* (m) *de diamètre. Dans quelques puits on a suspendu des immenses bombes au moyen de gros fil de fer à 1m 50 de profondeur au-dessous de la margelle, et des fils électriques déjà coupés par le Génie pendent tout autour des puits. Dans d'autres, les bombes à côté des puits ou des caves n'attendaient que le moment d'être placées. Ce moment a manqué aux Boches. Les maisons sautées prouvent la puissance effrayante de ces engins. Dans un abri très profond, une de ces bombes est par terre. Un trépied photographique porte une boîte singulière, surmonté d'un tube portant encore une boîte. Des fils électriques sortent de là, montent au plafond. Il paraît, d'après le Génie, qu'il y aurait là un acide rongeant une plaque de métal tout doucement ; cela peut dure un mois et tout d'un coup l'abri saute. C'est déjà arrivé, paraît-il, souvent. Des ordres sérieux à ce sujet sont donnés pour éviter les accidents. En général tous les abris solides, toutes les grandes caves sont sautés ou prêt* à l'être. »*

François Baizet ne fait que décrire en septembre 1918, du côté français, ce qu'un des grands écrivains-combattants allemands de la Grande Guerre, qu'il acheva comme lieutenant, décrira du côté allemand dans son ouvrage biographique célèbre *« Orages d'acier » (« In Stahlgewittern »)* paru en 1920 ; il s'agit d' **Ernst Jünger** (1895-1998). Rappelons que les Allemands appellent « Siegfried » (appellation reconduite pour la préparation de la Seconde Guerre Mondiale) la ligne fortifiée que les Français et Alliés nomment « Hindenburg » :

« Jusqu'à la position Siegfried, chaque village n'était plus qu'un monceau de ruines, chaque arbre abattu, chaque route minée, chaque puits empoisonné, chaque cours d'eau arrêté par des digues, chaque cave crevée à coups d'explosifs ou rendue dangereuse par des bombes cachées, chaque rail déboulonné, chaque fil téléphonique roulé et emporté, tout ce qui pouvait brûler avait flambé : bref, nous changeâmes le pays en désert en prévision de l'avance ennemie. Ces spectacles faisaient songer à une maison de fous, comme je l'ai dit, et provoquaient des sentiments analogues, mi de comique, mi de dégoût. Ils furent aussi, et l'on ne tarda pas à s'en apercevoir, funestes pour la discipline. Ce fut la première fois où je vis à l'œuvre la destruction préméditée, systématique… »

Parmi les surprises préparées pour nos successeurs, quelques-unes étaient d'une méchanceté raffinée. C'est ainsi qu'on tendait à l'entrée des maisons et des galeries des fils métalliques, presque invisibles, fins comme des crins, qui déclenchaient au moindre contact des charges d'explosifs. […] Les plus perfides étaient les bombes à retardement,, enterrées au fond de la cave d'édifices isolés, qu'on laissait intacts. C'étaient de grosses bombes, séparées en deux parties par une cloison de métal. L'une des chambres était remplie d'explosif, l'autre d'un acide. Une fois qu'on avait dissimulé ces oeufs diaboliques, l'acide rongeait durant des semaines la cloison métallique et amorçait la bombe. L'une d'elle fit sauter l'hôtel de ville de Bapaume au moment même où les autorités s'y étaient rassemblées pour célébrer par une grande fête l'entrée des troupes anglaises. » [37]

Comme on l'a vu dans le récit très informé de **Joseph Sorgues,** la reconquête de Bapaume a eu lieu le 30 août 1918. **Ernst Jünger** concède le côté maléfique, la malignité de ces *« œufs diaboliques »* dont l'acide est l'insidieux mécanisme de retardement, leur *« méchanceté raffinée »*, mais se contredit presque en les traitant aussi, avec quelque désinvolture amusée, de *« surprises préparées pour nos successeurs »*. Beau cadeau-surprise, en effet !

L'ingéniosité (évoquée non sans une fascination sous-jacente par **François Baizet**) déployée dans le mécanisme explosif à retardement décrit à la fin de son extrait du 8 septembre, ne fait que le renforcer dans sa conviction que l'ennemi pousse à l'extrême sa maligne volonté de tuer.

Le 12 septembre, dans la localité voisine de Beaulieu (les Fontaines), la vision de prisonniers allemands employés à réparer quelques maisons inspire à François une idée qui lui paraît de bon sens, et qui, de fait, sera mise en œuvre après l'armistice, notamment pour les champs de mines contre les tanks :

---

[36] Ces localités se trouvent au nord de l'Oise, à proximité de la Somme et de l'Aisne

[37] Ernst Jûnger, op.cit, in *« Les grands romans de la guerre de 14-18 »*, éditions Omnibus, 1994, pp. 603-604

« Beaulieu comme tous les villages a énormément souffert, pas tant du bombardement que de la barbarie boche qui a fait sauté toutes les caves de ce très gros village. Naturellement la cave en sautant a entraîné la chute de la maison. C'est lamentable à voir. 500 prisonniers boches travaillent à la reconstruction des maisons les moins ammochées*. Un quartier général va s'installer là. Les caves minées ne sont pas encore sautées. Si j'étais quelque chose dans les légumes* [38]*, je ferai* enlever ces mines à ces boches. Travail excessivement dangereux, si dangereux qu'on ne s'en occupera pas et qu'un jour ou l'autre, elles sauteront et peut-être des Français seront-ils atteints par ces explosions. Mais puisque les boches* les ont placées, on devrait les faire enlever à leurs hommes qui sont nos prisonniers. »*

Ce thème des déprédations causées par l'ennemi (et des dispositifs explosifs pernicieux) disparaît du journal de François Baizet, dont la division a été mise au repos à l'ouest de Reims (Jonchery-sur-Vesle, Breuil-sur-Vesle) pour réapparaître le 6 novembre alors que la division est repartie au front par camions en direction du nord-est. C'est de Séry-lés-Mézières, à 8 km au sud-est de Saint-Quentin, dans l'Aisne, en bordure du canal de la Sambre à l'Oise, qu'il décrit le même spectacle de désolation, posant au chef de section d'une soixantaine de Territoriaux qu'il est l'épineuse question du cantonnement des hommes :

« Arrivons enfin à Sery-les-Mézières où nous trouvons des cantonnements affreux. Il pleut encore, la moitié des tuiles ou ardoises manquent aux toitures et partout l'eau tombe. Les hommes passent la nuit autour de grands feux qu'ils ont allumés dans les maisons. Beaucoup de maisons vues de la rue ont l'air presque intactes, sauf les portes et fenêtres qui ont disparu et des tuiles qui manquent. Si l'on entre dans ces maisons, on constate que la cave est sautée, que les plafonds du 1er et 2e étage* sont enlevés, que l'escalier est coupé au milieu et la première moitié de ces escaliers est enlevé*. Quel raffinement dans la destruction ! Si bien que dans une maison ou* on croit pouvoir loger une section de 30 hommes, une escouade de 7 ou 8 hommes peut à grand peine s'y placer. J'ai beaucoup de mal à loger ma section. ».*

Le lendemain 7 novembre, nouvel aperçu sur l'ingéniosité guerrière de l'ennemi, appliquée cette fois-ci à la destruction des chars d'assaut, à 7 km de Séry : *« Nous arrivons à 10 H à Ribémont. Nous sommes bien logés. Les boches* n'ont pas eu le temps de tout démolir ici. Les obus ont fait pourtant de gros ravages. Après la soupe, je vais voir avec Astruc les 6 tanks sautés sur des mines boches qui se trouvent sur la route de Pleine-Selve à 2 km en avant de Ribémont. C'est quelque chose d'horrible à voir. Sur une longueur de 200 m, les boches avaient enterré des obus de 150 reliés par des fils électriques, ces obus placés à 3 m les uns des autres et sur deux rangées. Les tanks s'avancèrent à la bataille en tirailleur et de front passèrent sans le savoir sur ces mines qui toutes en même temps sautèrent ; il y en avait sans doute plusieurs centaines. Les 6 tanks gisent là, éventrés, la chenille d'un côté, les galets, coupole, mitrailleuses, canons, effets et débris humains de l'autre, c'est effrayant. On dit, est-ce vrai, que les autres tankeurs voyant leurs camarades morts et ayant fait aussitôt après une centaine de prisonniers boches dans les abris, tapèrent dans le tas avec leurs canons de 37 et en tuèrent un grand nombre. Ceux qui rentrèrent dans les abris furent également poursuivis par eux et en tuèrent tant qu'ils purent avec leur revolver et leur poignard. J'ignore si le fait est véridique, en tout cas ils ont bien fait de venger leurs camarades. »*

Bien que les obus enterrés et reliés entre eux par des détonateurs électriques aient ici une application guerrière, et non civile (comme la coupe ou l'arrachage des arbres fruitiers, ou la destruction ou le piégeage des maisons), François, devant l'horreur du massacre, oublie le distinguo qu'il a fait le 2 septembre entre atrocités permises et atrocités prohibées par les « lois de la guerre », et approuve sans réserve les représailles sanglantes des tankistes envers les prisonniers allemands, pourtant protégés par les conventions de Genève et de La Haye. Mais son esprit critique, toujours vivace, lui fait mettre en doute deux fois l'authenticité de ces représailles (bien compréhensibles pourtant dans un contexte d'inhumanité généralisée) ou tout au moins leur ampleur…

L'intervention décisive des tanks dans la bataille de reconquête du terrain occupé

Le témoignage d'un conducteur de tank Renault

Très jeune recrue née le 7 novembre 1899, mais assimilée à la classe 1918, en raison de son engagement volontaire dans l'artillerie (en mai ou juin 1917, la classe 1918 étant incorporée en avril, ou début

[38] Ce terme, encore usité de nos jours, fait partie de l'argot des Poilus. On le trouve à la fois dans *L'Argot de la Guerre »* du linguiste Albert Dauzat, et *« L'Argot des Poilus »* du roannais François Déchelette, jeune frère de Joseph, ouvrages parus tous deux en 1918. Pour Dauzat : *« Légumes – Officiers, haut gradés, officiers supérieurs – Grosses légumes : officiers généraux »* (p. 247). Pour Déchelette : *« Légumes, f., Haut gradés . « Les grosses légumes », les grands chefs »* (p. 128). Mais son apparition dans la langue est bien antérieure à la Grande Guerre, puisqu'elle date de 1832, selon le lexicographe Alain Rey, ayant dirigé *« Le Robert – Dictionnaire historique de la langue française »* qui éclaire la question du double genre et de la dérive argotique : *« D'abord masculin, puis féminin, en langue classique, légume commence au XVIIe siècle à être employé aux deux genres ; le masculin s'est imposé presque partout sauf pour le sens métaphorique, argotique puis familier de « personnage important » (1832, « une grosse légume » »* (p. 2000)

mai pour les agriculteurs), **Pierre Mollon** est le seul de nos témoins à avoir approché de très près un char d'assaut, puisqu'il en a été conducteur pendant tout son temps de guerre. Fils d'un transporteur de Feurs n'employant que des chevaux, il a fait son apprentissage de mécanicien conducteur à l'entreprise Jourlin de Feurs de 1914 à la fin de 1916. Ayant choisi son incorporation dans l'artillerie lourde, dans un régiment replié à Lodève, c'est sa capacité à conduire les poids lourds qui le fait très vite envoyer d'autorité à Orléans où se constituent deux régiments de chars, le 504e et le 505e, en compagnie d'autres soldats sachant aussi conduire. Sa première intervention au combat, au sein du 505e Régiment de Chars, se fait à l'automne 1917, dans un secteur dont il ne se souvient pas.

T- *« Moi, ce qui m'a fait embarquer là-dedans, c'est ma spécialité de mécanicien-chauffeur. Et comme il fallait des chauffeurs pour les mener, ces machins, pffuitt !, j'ai été embarqué ! [….] Les Renault ! La spécialité qu'il y avait à ce moment-là, quoi ! Parce que les gros avaient été abandonnés, les Saint-Chamond, qui étaient trop lourds ! Parce qu'ils étaient pas* (pas plus tôt) *sur le terrain, que pffuitt ! ils étaient repérés tout de suite ! Nous, on l'était un peu moins, parce qu'on était moins volumineux, et puis on se déplaçait plus rapidement quand même !*

J'essaie de lui faire préciser le poids respectif de chaque type de chars, mais il ne se souvient pas. On passe à autre chose :

E- *« Vous étiez combien là-dedans ?*

T- *Ah ben, que deux ! Le mitrailleur ou le canonnier, quoi, qui était dans la tourelle, et le conducteur, simplement. Moi, j'étais le conducteur. C'est pour ça du reste que j'ai été cravaté !* (repéré)

E- *Mais ça devait changer, de passer d'un camion à…*

T- *Oh ! Vous savez, il suffit de savoir les manœuvres et puis c'est tout, quoi ! C'est pas difficile à mener ! Y a l'embrayage et puis le frein, et puis les manettes pour diriger, c'est tout ! Vous tirez sur une manette : vous bloquez la chenille de droite ; vous tirez sur celle de gauche… Eh oui ! C'est rien à conduire ! ».*

Pour quelqu'un qui a occupé une fonction si rare, proportionnellement au nombre de soldats lancés dans la guerre, une telle modestie est confondante ! Mais dépassons le state de l'instruction :

E- *« Qu'est-ce que ça vous a fait d'arriver au front ?*

T- *Ah ben là, mon vieux, j'ai été assez surpris, comme beaucoup l'avaient été. Parce que quand je suis débarqué là, ça illuminait de partout, je me rappelle ! Seulement ça éclatait en haut, vous comprenez ! Tandis qu'après, quand on y était, ça éclatait en bas ! »* (rire)

Il est probable que le premier feu d'artifice évoqué représente les tirs nocturnes de fusées éclairantes, tirs vus d'assez loin, alors que le tank n'est pas engagé dans le combat, alors que le second renvoie aux lueurs des tirs des canons ennemis tirant sur les tanks, et peut-être aussi aux lueurs des canons français leur répondant.

E- « *On vous tirait dessus avec des canons de combien ? Des 77 ?*

T- *Oui, ils avaient le 77, je crois…* E- *Et le 88 ?* T- *Oui… Et puis ils avaient des fusées anti-chars, qu'ils tiraient, avec des balles à noyau d'acier. Y en a pas mal qui étaient blessés, même. Pourtant les fentes étaient pas grandes pour voir clair, hein ! Y en avait juste deux comme ça* (geste des mains) *de chaque côté, puis une devant, comme ça* (idem). *Eh ben, ils tiraient avec des balles : la balle s'aplatissait sur le machin* (blindage) ; *y avait un petit noyau d'acier dedans. Y en a pas mal qui étaient blessés aux yeux comme ça, parce que ça passait par ces petits trous !*

E- *[…] Mais le plus dangereux pour vous, finalement, c'étaient plus leurs fusées que leurs obus ?*

T- *Ben oui, parce qu'on était moins loin, hein ! Ils nous tiraient avec leurs… ça avait un drôle de nom. C'était un fusil-mitrailleur, mais je me rappelle plus du nom. La cartouche était comme un noyau de plomb, quoi, alors ça se collait contre le machin* (blindage), *mais le noyau traversait la tôle ! Oh ! Ils y avaient le coup ![39]C'était tout un fourbi ! C'est comme le char : fallait éviter de pointer le nez en l'air, parce que le dessous du char, c'était qu'une tôle ordinaire ! Alors, pouoff ! Ça traversait ! »*

Cette invention de balles allemandes perforantes, tirés par des fusils-mitrailleurs ou des mitrailleuses lourdes, et améliorant encore la force pénétrante des balles à noyau d'acier dont parle Pierre Mollon, a été évoquée par le témoin précédent, **François Baizet**, relatant dans son journal à la date du 17 août 1918, des propos qui lui ont été rapportés :

« Beaucoup de tankeurs sont blessés et pour la première fois, disent-ils, les balles boches ont percé le blindage épais de ces monstres d'acier. Les Allemands ont donc trouvé une balle d'une plus grande force de pénétration que la balle d'acier ordinaire dont ils se servaient habituellement contre les créneaux[40], avions et

---

[39] *« Avoir le coup pour faire quelque chose »* signifie, en français local, bien réussir l'opération, s'y entendre parfaitement

[40] Les créneaux de tranchées, permettant aux tireurs d'élite d'abattre à longue distance des officiers ennemis, comportaient une plaque de blindage plaquée contre la paroi extérieure de la tranchée, et percée d'une fente horizontale étroite offrant la possibilité de guetter l'ennemi, et d'introduire le canon d'un fusil.

tout ce qui était blindé. Si le fait est confirmé, il faudra donc augmenter l'épaisseur de ces blindages, ou trouver un procédé quelconque mettant les occupants des tanks à l'abri des mitrailleurs. ».

En fait, la balle à noyau en acier est une adaptation aux chars de la balle de calibre 7,92 mm du fusil allemand classique Mauser. La nouvelle balle très perforante dont parle François Baizet doit être la balle surdimensionnée de calibre 13 mm à noyau d'acier en tungstène, chemisée en tombac (alliage de cuivre et de zinc), pesant 117 g, tirée par le nouveau gros fusil antichar mis en service en 1918 appelé Tankgewehr (littéralement *« fusil pour tank »*). Cette balle permettait à un tireur posté à 100 m du char de percer un blindage de 22 mm. Par ailleurs, comme autre arme de riposte, l'armée allemande a inventé un petit canon antichars, facile à dissimuler dans une excavation, tirant de petits obus de 37 mm capables d'endommager le tank et de tuer ses occupants.

Revenons une nouvelle fois au témoignage de **Pierre Mollon** :

T- *« Nous, c'était pour déloger les nids* (de mitrailleuses) *qui empêchaient l'artillerie d'avancer.*

E- *Et vous opériez en groupe de combien ?*

T- *Ah ben, on partait toujours à cinq ! Y avait le lieutenant qui menait, et puis alors deux sous-officiers de chaque côté, puis deux caporaux en fin […] On tombait sur des nids, quand on pouvait arriver sur eux, c'était vite fait, parce qu'on avait quand même la mitrailleuse et puis le..* (canon) *et puis on fonçait dessus, quoi !*

E- *Oui, oui… Donc on les écrasait !*

T- *Eh ben, il fallait leur* empêcher d'empêcher l'infanterie d'avancer, quoi ! Eh oui !*

E- *Mais alors, quand on arrivait juste sur eux, ça devait faire quelque chose !*

T- *Ah ben* (rire) *bien sûr ! Mais on regardait pas, nous ! On fonçait dedans ! Qu'ils soient par terre ou qu'ils soient debout ! »*

Il a gardé en mémoire le souvenir douloureux de deux camarades tués, le premier cas ayant été raconté avant le début de l'enregistrement, d'où ma question :

E- *« Mais dans l'histoire que vous racontiez là, tout à l'heure, à propos de votre copain qui avait été touché, vous étiez pas dans le tank ?*

T- *Ah non, non ! Moi, j'étais à trois mètres.. Quand ça a peté*, j'ai fait comme on devait faire (puis y avait que ça à faire) : j'étais à côté de mon tank, moi, et lui s'était glissé dessous pour se garantir. Eh ben, c'est un éclat d'obus qui a réussi à passer dessous pour aller le prendre ! Et moi, j'étais à trois mètres, j'étais aplati, là…*

E- *Au ventre, vous m'avez dit ?*

T- *Oui, au ventre ! Ça lui a pris le ventre ! Ça lui a fait éclater le ventre ! Alors, il s'est mis à gueuler, à gueuler, à gueuler ! Alors après, moi, je sais même pas ce que j'ai fait, j'en sais rien !… J'ai un bon copain, là, de la classe 18, un bon copain d'ici* (de Feurs) *avec qui j'étais même bien ami, c'était Jacques Jourdan, il était dans les chars aussi, mais pas dans la même compagnie. Eh ben il a été tué comme ça, lui aussi ! Par un obus qui est tombé sur le char ! Parce qu'il fallait pas s'arrêter ! Si on s'arrêtait, on était coincé tout de suite ! Ah oui ! Forcément ! Ils nous tiraient dessus à tout bout de champ ! Fallait bien se défendre, eux aussi, hein !*

E- *Et il ne vous arrivait pas de vous trouver bloqués dans la boue ?*

T- *Ah là, c'était vite fait, là ! Si on s'arrêtait, pas de rémission ! Fallait faire attention aux tranchées, fallait pas les prendre en long, parce qu'alors, si le char se couchait sur le côté, là, il était bloqué ! Fallait toujours pendre les tranchées comme ça* (geste des deux mains : perpendiculairement), *et les trous aussi !*

E- *Mais quand vous les preniez de face, une tranchée, ça ne vous arrêtait pas ?*

T- *Ah non, non ! Houla ! Vous en avez jamais point vus ?*

E- *Si, j'en ai vu en photo… »*

Finalement, le char d'assaut, qui a priori paraît si invulnérable, et les « tankeurs » ou tankistes, si bien protégés, le sont beaucoup moins qu'on ne le pense, sous l'éclairage qu'en donne le conducteur Pierre Mollon. Il est condamné à l'avance perpétuelle, puisque l'immobilisation signifie la destruction de l'engin, et la mort de ses occupants sous le feu ennemi… Ce dernier rappelle enfin un désagrément auquel on ne songe pas, minime par rapport au danger encouru sur le champ de bataille, mais suffisamment déplaisant et fatigant pour qu'il s'en souvienne :

T- *« L'emmerdant, c'est que quand on revenait d'une battue, comme on dit, fallait rechercher de l'essence ! Et l'essence, elle était loin, hein ! Alors les bidons de cinquante litres, fallait se les coltiner, sur les reins ! On allait les chercher. Fallait se déplacer, se faire voir le moins possible, hein ! Fallait partir ...On s'envoyait ça sur les reins !*

E- *Ça se trouvait dans des dépôts ? Dans quoi ?*

T- *Dans des camions qui les amenaient, en se camouflant. »*

Combats et péripéties vécus par le 67e R.I. de Soissons début septembre 1918, décrits par un mitrailleur

Jean Farigoules (cl. 16) fils d'agriculteurs de Saint-Pierre du Champ (Haute-Loire), qui sera plus tard boulanger-pâtissier à Brives-Charensac, dans le même département, se trouve au 67e R.I. depuis le printemps 1916 ; il y occupe la fonction de mitrailleur depuis décembre 1917. Après une permission agricole de vingt jours, en juillet 1918, il va participer aux durs combats de l'Aisne en août et septembre. Dans son récit de guerre, l'extrait suivant concerne le secteur de Ciry-Salsogne et Serches, à 8 km à l'est de Soissons ; précisons que Jean fait fonction de chef d'escouade tout en ayant refusé le grade correspondant de caporal :

« Et nous, notre vie de misère continue, le soir nous devons nous porter à gauche pour aller relever un bataillon du 54e d'infanterie. Nous prenons les tranchées à la gare de Siry-Salsomme, je suis en 1ère ligne dans la plaine, j'occupe un petit poste non loin de la voie ferrée, la gare n'existe plus. Ce n'est qu'un amas de pierres et de ferrailles, nous faisons des patrouilles toute la nuit, il y a des combats à la grenade ; malgré tout ce n'est pas trop dur et les obus ne tombent pas trop. Un beau soir, on se fiche une bonne tournée avec une patrouille boche, et puis chacun rentre chez soi ; nous ne sommes pas trop éloignés les uns des autres, 50 mètres seulement. Le jour, il ne faut pas se faire voir, on se terre dans un trou comme des rats, les avions boches sont constamment sur nous.*

Après 2 ou 3 jours de cette vie, nous sommes relevés un soir, pour nous porter à l'arrière ; une grande attaque se prépare, personne nous relève, on abandonne le poste. Toute la nuit nous marchons, on pivote sur place. La grande grotte de Siry saute, il y avait 800 hommes, 2 hommes seulement ont la vie sauve, tous les autres camarades ont été ensevelis. Lorsque nous passons auprès de ce tombeau une odeur nous prend à la gorge, toute cette chaire* humaine est là-dessous et je crois que les pauvres diables ne seront jamais sortis, car c'est une vraie montagne qui est dessus, il y avait une compagnie de génie et de vieux territoriaux ».*

Il importe de dire qu'une recherche sur Internet (et dans plusieurs livres d'histoire de la Grande Guerre) n'a pas confirmé cette catastrophe, ni son ampleur, ni en septembre 1918, ni à un autre moment de 1918. Jean aurait-il, au moment de l'écriture de son récit, après la guerre, confondu avec d'autres explosions de « creutes », ces carrières souterraines de l'Aisne taillées dans le calcaire depuis des siècles, notamment au Chemin des Dames proche, avec sa célèbre « Caverne du Dragon » ? Le récit continue en évoquant une autre explosion, voisine, et exprime la psychose qui pouvait régner dans le secteur, avec la hantise des mines allemandes pouvant exploser à tout moment :

« Nous nous portons à la grotte de Serches, nous sommes les 12 000 hommes (la Division en entier) *avec des chevaux un peu partout : tout l'Etat-Major. Nous eûmes la soupe, les lettres, nous passons une bonne journée, mais nous n'étions pas bien tranquilles, car dans ces grottes, on a toujours peur d'une catastrophe, les boches* les ont occupées avant nous, elles sont toutes minées et sautent par des moyens d'horlogerie, elles peuvent sauter même quinze jours après. Une fausse nouvelle se propage dans la grotte, elle doit sauter, tout le monde a peur, les officiers aussi ; tous les hommes se sauvent, les chevaux sont abandonnés sur place. C'est une vraie pagaille. En effet, une demi-heure après, un tremblement se fait entendre, tout le pays est bouleversé, mais toute la grotte n'a pas sauté, une partie seulement, quelques chevaux ont été tués, nous recevons des pierres à 3 kilomètres à la ronde, enfin heureusement que tout le monde était parti. La fausse nouvelle était vraie, seulement les officiers supérieurs qui en avaient le secret ne voulaient pas trop le dire pour ne pas mettre la pagaille. On avait connu le secret de la grotte par des messages captés aux boches, qu'à telle heure, la grotte de Serches devait sautée*, heureusement que le génie a eu le temps de couper quelques fils conducteurs de la vraie tuerie, car il y aurait eu beaucoup de victimes. »*

Là encore, aucune confirmation sur Internet. Comment se fait-il que l'Etat-Major ait décidé d'occuper cette grotte (si l'information décisive n'avait pas encore été recueillie), alors que de précédentes explosions démontrent la dangerosité de ces « creutes » en cette période de stratégie de la « terre brûlée » entourant la retraite allemande ? Par ailleurs, le délai d'une demi-heure séparant la rumeur de l'explosion paraît singulièrement bref pour envisager l'évacuation de toute la grotte par la division ! La mémoire de Jean a dû considérablement le raccourcir pour dramatiser l'événement, et sans aucun doute exagérer le nombre d'occupants de la « grotte » car, pour immenses que certaines soient, aucune ne peut contenir 12 000 hommes ! Il a dû confondre division et régiment…

Le régiment franchit l'Aisne sur un pont de bateaux construit par le Génie, à Missy-sur-Aisne, qui se trouve à 5 km de Serches, et parvient à s'emparer de Chivres, qui se trouve de l'autre côté de l'Aisne. Il a comme objectif de prendre Celles, qui se trouve à 3 km environ de Chivres, sur la rive droite de l'Aisne. Jean y consacre un long développement qui montre la dureté des combats dans ces villages où l'ennemi s'accroche au lieu de fuir :

« A la sortie du village (de Chivres) *sur une plaine, nous sommes arrêtés par un formidable tir de barrage allemand. Nous devons nous terrer dans une tranchée. Le sergent Vassal ne me quitte pas, nous faisons un trou au fond de la tranchée pour nous garantir, les boches* tirent toujours, beaucoup de camarades sont tombés là. Ordre arrive d'avancer coute* que coute*. Nous bondissons comme des lions sur*

les boches, le combat est dur, nous avançons toujours et les boches* reculent. Nous avons en face de nous le village de Celles, beau village sur un mamelon, il y a de belles maisons blanches, mais le canon tape là-dessus, les maisons s'effondrent une à une. Les boches* résistent, ils se cramponnent, le combat sera dur. Heureusement que le 1er et le 3e bataillon* qui viennent par le fort de Condé prennent le village d'un autre coté*. Nous, nous suivons le canal de l'Aisne, les boches* sont pris de tous cotés*, il faut abandonner le village. A la rentrée du village, le combat est dur, et sur notre droite, il y a un moulin, le moulin de Couvailles, les boches sont durs* à déloger, il faut faire le siège du moulin. Finalement, les boches* se rendent avec leurs mitrailleuses, c'est un beau faits* d'armes pour notre 2e bataillon ; les officiers allemands que nous avons faits prisonniers nous regardent et paraissent nous dire : « Voilà des bons soldats. ». Nous avons soif et nous avons faim, mais nos succès nous entraînent, et pourtant le ventre est vide depuis 2 ou 3 jours. On mange ce qu'on peut, dans les sacs des morts nous trouvons quelques biscuits* (de soldat), *les prisonniers nous donnent ce qu'ils possèdent. De l'eau, il y en a, mais elle n'est pas toujours potable, les boches* ont tout empoisonné ».*

D'après les recoupements, la prise de Missy a eu lieu le 6 septembre 1918, celle de Celles-sur-Aisne, le 9. Juste après, la question du ravitaillement va prendre, dans le récit de Jean, une importance cruciale et l'enthousiasme conquérant va céder la place au fameux « cafard », d'autant plus que le temps est exécrable et que le courrier ne suit pas :

« Après la prise du village de Celles, nous sommes arrêtés pendant quelques jours, il faut s'organiser pour une nouvelle attaque, nous faisons une tranchée et nous attendons. Le temps s'est mis à la pluie, nous sommes trempés jusqu'aux os, toujours pas de ravitaillement, il faut vivre de ce que nous possédons, quelques vivres de réserve, boîte de singes* et biscuits, pas de nouvelles lettres de personne, déjà 15 jours, le courrier n'arrive plus, le cafard[41] fait de retour son apparition, le moral est bas. Les boches* nous bombardent, ils sont sur une hauteur et nous dominent bien, il va falloir les déloger encore. Le mauvais temps se met de la partie, il pleut tous les jours, nous sommes trempés jusqu'aux os, nous ne voyons plus les officiers supérieurs. Nous restons là 2 ou 3 jours, sous le bombardement, les boches* dominent toujours. La soupe arrive enfin, à quelques kilomètres, la corvée de soupe est envoyée[42], elle arrive enfin cette soupe tant désirée, un peu de barbaque[43], et la gnole, ça remonte un peu ce maudit cafard, le pinard, il n'y en a pas beaucoup, 1 litre à 4, 1 bidon de café et un peu de fromage. C'est le seul ravitaillement que nous touchons depuis déjà 8 jours, et avec ça, il va falloir passer quelques jours encore, nous avons besoin de vivres de réserve. »*

Malgré ces difficultés de ravitaillement qui affaiblissent les corps et les cœurs, le régiment va devoir attaquer de nouveau, toujours sur la rive droite de l'Aisne, en direction de Vailly-sur-Aisne :

« *Enfin, un beau soir, nous devons attaquer, toute la nuit, il va falloir mitrailler. Nous avons reçu un petit renfort, quelques hommes seulement, le bombardement se fait terrible depuis quelques heures, la nuit est éclairée par les éclatements. Les boches* hurlent de leurs côtés*. Nous mettons sac au dos et bayonnettes* au canon, nous fonçons sur les boches*, nous devons traverser un formidable tir de barrage de gros calibre, beaucoup sont tombés. Les boches* ont fait des barricades pour nous arrêter, nous les contournons par le bois en face du moulin de Couvailles et sur la direction de Vailly. Toute la nuit, le combat fut acharné, nous faisons des prisonniers en masse. Le 54e d'infanterie est à droite[44] de l'Aisne et progresse également. Nous tombons sur une compagnie boche qui veut résister, et ils nous prennent avec leurs mitrailleuses, ce qui nous fait des pertes. Une compagnie de mon bataillon est chargé* de les contourner ; il fait un beau clair de lune, il faut ramper sur le ventre pour ne pas être aperçu. Nous sommes couchés à plat ventre en attendant l'assaut, le canon gronde plus[45], nous avons avancé de 2 ou 3 kilomètres, c'est la mêlée ; l'artillerie de part et d'autre ne sait plus où tirer. Les Boches ne se reconnaissent plus et se rendent. La compagnie allemande tient*

---

[41] Ce terme, si familier pour nous, est très courant dans le vocabulaire des Poilus, et figure dans les deux dictionnaires sur l'argot des tranchées qui nous ont servi de référence (A. Dauzat et F. Déchelette) . Mais il est bien antérieur à la Grande Guerre : selon le Dictionnaire Historique de la Langue Française Robert, dirigé par Alain Rey, le sens propre de « *blatte* », relevé dès 1542, a pris un sens métaphorique, psychologique, au milieu du XIXe siècle : *« Le sens figuré de « mélancolie accompagnée d'idées sombres » repéré à partir de Baudelaire (1857, Les Fleurs du Mal) semble un emploi métaphorique du nom de l'animal, en référence à sa couleur sombre et à ses moeurs ténébreuses »* (p. 575)

[42] Comme on l'a vu plusieurs fois, la « soupe » (et la viande qui l'accompagne) suppose la proximité relative des cuisines roulantes qui n'avaient pas eu le temps de suivre le mouvement d'avancée des troupes. C'est une « corvée » de deux ou trois hommes qui va la chercher en arrière pour chaque escouade.

[43] Ce mot argotique est lui aussi bien antérieur à la Grande Guerre, où il désigne la viande, sans nuance péjorative selon A. Dauzat, en concurrence avec le mot « *bidoche* » : *« la barbaque, qui est le mot le plus répandu dans les tranchées pour désigner la viande, est à la fois un ancien terme de caserne, et un vieux mot d'argot parisien assez localisé. A Paris, il semble que ce fut spécialement un mot des abattoirs »* (A. Dauzat, p. 81).

[44] Il est donc de l'autre côté de l'Aisne par rapport au 67e R.I. de Jean ; mais ce dernier note « droite » et « gauche » en fonction de la progression de sa division, qui remonte le courant de l'Aisne, alors que l'appellation rive droite – rive gauche se fait en descendant le courant d'une rivière.

[45] Le sens plaide plus pour l'absence de la négation *« ne gronde plus »* que pour le sens de « *davantage* »

toujours et tire sans arrêt. La compagnie du 2e bataillon est arrivée à sa position et attend le signal pour bondir ; à notre tour, nous bondissons, nous sommes en face, les Boches sont pris de tous les côtés et abandonnent la partie, ceux qui ne veulent pas se rendre sont massacrés. Il est 3 heures du matin et nous avons froid, car nous sommes restés 2 heures couchés sur la terre gelée… »

Enfin, le jour se lève et Jean donne la date : *« Nous sommes le 11 septembre 1918 »*. Cette progression pour reconquérir les positions allemandes le long de l'Aisne s'est donc faite de village en village, l'ennemi s'accrochant, mais il semble que ceux qui consentent à se rendre sont plus nombreux (*« des prisonniers en masse »*) que ceux qui luttent jusqu'à la mort.

L'attaque de la butte de Souain[46] fin septembre 1918

Alors aspirant au 409e R.I., **Joseph Devaux** (cl. 99), de Belmont-de-la-Loire, cadre bancaire au Crédit Lyonnais d'Annonay, ne manque pas d'informer son épouse Eugénie, revenue à Belmont avec leurs deux jeunes enfants, des péripéties de sa guerre, même quand sa description risque d'alimenter de graves inquiétudes dans sa famille, ce qui est paradoxal pour un époux aussi attentionné. Ainsi, le 30 septembre 1918, il écrit à sa femme une longue lettre de quatre pages, dans son style d'une grande tenue et d'une superbe force évocatrice :

« 30/9/18

Ma petite Ninette,

Je t'écris, assis sur ma petite couchette, je viens de boire le café, je me sens dispos après une nuit de profond et tranquille sommeil. Nous venons de vivre une fois de plus quatre rudes journées.

C'est le 26 que l'offensive fut déclenchée, nous étions bataillon de réserve, mais dès la veille nous avions pris position en première ligne pour suivre la première vague et nettoyer les tranchées et les abris. A minuit l'artillerie commença la préparation de l'attaque, pendant cinq heures la foudre roula sur la position ennemie, le ciel était fulgurant, la terre frissonnait sous la voix hurlante du canon, sous la lune haute dans le ciel, la fumée noire rampait jusqu'à l'horizon, nous étions couchés dans une tranchée à 200 m de l'ennemi, sur nos têtes les obus passaient en sifflant ; cependant le canon allemand se taisait et dans la foudre qui s'abattait sur les tranchées adverses ni fusée, ni signal, chacun s'était blotti au fond d'un abri, attendant, sans doute le masque sur la figure, que nous quittions nos positions pour nous porter en avant.

A 5h ½ la première vague est sur le parapet, elle part à l'assaut, le bombardement est de plus en plus furieux, les canons de tout calibre vomissent le fer et le feu, nous nous avançons derrière cet enfer ; les premières tranchées vides, personne dans les abris, sur la terre c'est la dévastation et le chaos ; les unités de tête attaquent leurs objectifs sans encombre cueillant ça et là quelques prisonniers ahuris heureux d'être sauvés de l'enfer ».*

Au départ, rien ne semble singulariser cette attaque par rapport à celles de la guerre de tranchées des années précédentes. Mais l'absence de riposte de l'artillerie ennemie devient surprenante, tout comme l'évacuation par les Allemands des tranchées de première ligne, et la satisfaction (au moins apparente) des rares soldats allemands restés sur place d'être faits prisonniers.

« *Le 2ème bataillon est chargé de poursuivre la marche en avant , c'est lui qui doit enlever la butte de Souain[47] dont le communiqué vient de parler ; l'artillerie allonge son tir et fait barrage sur l'ennemi qui voudrait réagir ; les poilus escaladent la pente, chassant l'adversaire à coup de grenades ; cependant nous attendons à quelques centaines de mètres en arrière prêts à soutenir ceux qui sont devant nous. La butte est conquise et nous couchons dans une tranchée.*

*Le lendemain avant l'aube nous reprenons la marche vers Somme-Py[48], nous portons nos positions aux abords de la voie de chemin de fer. Dès la pointe du jour, c'est à notre tour d'attaquer. Dans la nuit nous approchons les centres ennemis aussi près que possible. Enfin l'ordre arrive d'enlever les positions allemandes, c'est l'attaque, il ne fait pas jour, on devine la lune derrière les nuages. En rampant nous approchons des mitrailleuses allemandes, on fait quelque bruit en traversant les réseaux barbelés, l'ennemi nous a entendus et déclenche le tir, les balles sifflent, nous ripostons à coups de grenades tandis que des soldats se postent à droite et à gauche pour cerner l'ennemi ; la résistance n'est pas longue, les allemands**

---

[46] Souain avait été le 17 mars 1915, le théâtre de l'inique exécution des « Quatre caporaux de Souain » (Louis Girard, Lucien Lechat, Louis Lefoulon et Théophile Maupas) du 336e R.I. de Saint-Lô, choisis arbitrairement pour expier le refus d'attaquer de la 21e Compagnie, après l'extermination de leurs camarades attaquant des Allemands situés en hauteur et très fortement armés de mitrailleuses. Ils ont été réhabilités le 3 mars 1934 après la combat acharné de près de 20 ans de la veuve de l'un d'entre eux, Blanche Maupas, directrice d'école dans la Manche, et notamment à Sartilly où fut inauguré en 1925 un mémorial dédié aux 4 caporaux. Souain, nommé maintenant Souain-Perthes-lès-Hurlus (nom d'un village voisin détruit totalement par la guerre), se trouve en Champagne, en bordure ouest du camp militaire de Suippes, à 35 km environ à l'est de Reims

[47] Cette butte de Souain culmine à 197 m, entre la Ferme de Navarin et la Butte de Tahure (191m)

[48] Sommepy (aujourd'hui Sommepy-Tahure) se trouve à 4 km au nord du sommet de la butte de Souain

se voyant presque entourés crient camarade, ils sortent en levant les bras, demandant pardon ; je t'avoue qu'ils m'inspirent plus de pitié que de colère. Je recommande à mes hommes de ne pas les maltraiter après, de leur montrer que la France est toujours un pays chevaleresque où l'ennemi désarmé n'a rien à craindre de ceux qui le combattaient il y a un instant.

Demain je te continuerai mon récit, je vais me tirer de ma couchette pour faire un brin de toilette. J'allais oublier de te dire que je suis proposé pour une citation, j'ai éprouvé de la satisfaction parce que c'est une petite réparation à toutes les injustices dont j'ai été abreuvé dans mon précédent corps. »

Là encore, alors que dans certains points du front, l'ennemi bat en retraite et force les Alliés à le poursuivre, on reste proche de la guerre de position en tranchées, à la différence que le reddition des Allemands faisant « Kamarade » (« Kamerad ») et implorant la pitié en demandant pardon semble plus rapide qu'auparavant. Les prisonniers ne sont ni maltraités ni abattus, comme dans les cas cités plus bas par d'autres témoins, et Joseph, comme officier, se sent porteur de l'idéal d'une France *« chevaleresque »* qu'il doit inculquer à ses hommes. Quant au « *précédent corps* » qui l'aurait injustement traité, il s'agit du 158e R.I. que Joseph avait incorporé en mars 1917 comme aspirant, ce qu'il était toujours début septembre 1918 quand il a été versé au 409e R.I.. Entre les deux affectations, une blessure à l'épaule gauche, une période d'hospitalisation et de convalescence, et une longue période où il instruit de jeunes recrues puis des grenadiers, puis des territoriaux.

Le lendemain 1er octobre, nouvelle lettre à Ninette, après une mauvaise nuit (*« J'ai été dévoré la moitié du temps par la vermine »*) dans un abri qu'il ne décrit pas. Il s'attend à ce que son bataillon soit bientôt appelé pour une nouvelle attaque. Puis il reprend son récit de la veille :

« Dans mon récit d'hier, j'en étais arrivé à la dernière phase de l'attaque. A ce moment, nous occupions une petite voie ferrée à l'est de Somme-Py, les chars d'assaut étaient avec nous, quelques-uns avaient déjà été détruits par l'artillerie ennemie. La tranchée que nous devions attaquer étaient à 1 500 m. , elle était solidement tenue et fortement organisée, des feux de mitrailleuses en partaient chaque fois que nous* (nous) *découvrions. C'était pourtant là notre objectif et nous avions l'ordre de l'atteindre.*

Dans l'après-midi, les chars d'assaut démarrèrent et se rendirent à la tranchée sous une pluie d'obus, ils broyèrent les fils de fer et arrosèrent les occupants de balles, cette visite refroidit sans doute un peu l'ennemi car à la nuit tombée nous pûmes occuper la position sans perte ni combat. Là, il fallut passer la nuit dans l'eau et la boue, il plut toute la nuit ; depuis 24 heures nous n'avions rien mangé ; à l'aube nous fûmes relevés.

Encore une fois, ma petite Ninette, ne sois pas inquiète à mon sujet, aie confiance, tout va bien, je ne suis pas malade, j'étais fatigué après ces quatre jours de combat, mais me voilà rétabli. Nous ne jouissons pourtant pas du dernier confort, nous passons la nuit dans des abris infectes à moitié écroulés, sur des chiffons vermineux cueillis sur la terre bouleversée. »*

Ici, on a changé de type de guerre, et l'intervention des chars d'assaut s'est révélée décisive pour enlever la tranchée et faire fuir les occupants qui n'avaient pas été écrasés. Joseph assume courageusement la faim et plaisante, par une litote humoristique, sur l'inconfort de ses nuits…

Le lendemain encore, Joseph envoie une autre lettre à Ninette dans laquelle il se laisse aller à un optimisme mesuré concernant l'approche de la fin de la guerre et de la victoire :

« Je crois que ce matin les troupes qui sont devant nous ont réussi à déloger les Allemands de l'endroit où nous les avions laissés. L'artillerie ainsi que les ballons d'observation avancent. Les derniers combats ont été très laborieux, paraît-il, désormais l'avance sera sans doute plus facile car il n'existe plus aucune défense en avant. Néanmoins les troupes que nous avons ici sont fatiguées, je ne crois pas qu'elles puissent fournir un effort très prolongé, on les remplacera sans doute sous peu. »

A la fin de cette lettre, il revient sur ce thème avec une vision plus générale, mais sa prudence tempère son optimisme :

« L'opinion courante ici est que la guerre sera bientôt terminée, mais jusqu'à ce jour on s'est trompé si souvent que je ne sais pas quoi penser ; il est vrai que depuis quelques jours la situation militaire s'est singulièrement améliorée en notre faveur, mais il faut observer aussi que l'Allemagne n'est pas disposée à déposer les armes et que sa capacité de résistance est encore énorme. Toutefois comptons et espérons avec l'imprévu. »

Cette fin de la guerre, si ardemment désirée, Joseph ne la verra pas : grièvement blessé au combat le 31 octobre dans les Ardennes, le sous-lieutenant Devaux (promu le 16 octobre) mourra de ses blessures le 6 novembre…

Les mitrailleurs allemands enchaînés à leur mitrailleuse : rumeur ou réalité ?

Nous reprenons le témoignage d'**Edmond Buisson**, agriculteur à Mars, chasseur alpin au 121e B.C.A., à la phrase que nous avons citée et que nous avons délibérément interrompue, où il parlait de l'état d'esprit des

1 500 prisonniers faits dans le bois de Lataule, vers Belloy, dans l'Oise, lors de la grande attaque française du 10 août 1918 :
T- « *Ils étaient heureux, oui !* (rire) *Ça commençait à chauffer chez eux aussi ! Ils étaient heureux de se faire prendre ! » Pas tous, mais… Y en avait des récidivistes*[49] *aussi, dans la maison…*
E- *C'est-à-dire ?*
T- *Y en a qu'ils attachaient sur leurs mitrailleuses ! Ils se défendaient jusque quand on arrivait ! Alors, pas de pardon, bien sûr ! Ils pouvaient lever les mains, pas de pardon !*
E- *Vous en avez vu, vous (on m'en a parlé aussi) des gens attachés à leur mitrailleuse ?*
T- *J'en ai vu un ! Je l'ai même dessoudé !*
E- *Alors, racontez-moi comment ça s'est passé !…Vous l'avez vu attaché à sa m..*
T- *Attaché, oui ! Sur la pièce ! Alors… Des imbéciles qui se défendaient comme ça ! Ils sont attachés, ils sont ben faciles à prendre ! Alors, ma foi… Je sais pas si je l'ai enterré, j'en sais rien. Mais ça, ça m'est arrivé à moi ! Pas deux fois : une !*
E- *Mais vous avez pu l'approcher, s'il avait sa mitrailleuse ?*
T- *Quand y a plus de munitions, c'est bien obligé de s'arrêter ! Oh ! Jusque qu'il y en a, il tire ! Il doit pas bien tirer juste parce que ça doit commencer à trembler, je pense !…C'est moi qui est/ai* arrivé le premier le plus près !*
E- *Et vous étiez à combien de lui, là ?*
T- *Pas un mètre !… J'ai pas mesuré ! Peut-être deux !*
E- *Et donc lui ne tirait plus depuis…*
T- *Ben non ! Il levait les bras, mais c'était trop tard ! Ça devrait pas être, mais c'est comme ça… Si on fait la guerre, c'est pour que tu tues. Plus t'en tues, plus ça te fait de médailles ! Vous avez pas vu les miennes : elles sont là-haut…*
E- *Et il a essayé quand même de lever les bras, de « faire camarade » ?*
T- *Ben bien sûr ! Il pouvait pas faire autre chose ! Il avait plus rien ! S'il avait eu des balles, c'est moi qui les aurait pris !*
E- *Et est-ce que ça vous a fait quelque chose de tirer dessus ?*
T- *Oh ben non ! Quand on fait la guerre, c'est pour tuer ! C'est vrai, ça ! Alors du moment qu'on est pas du même pays, qu'on est pas habillé la même chose, il faut les détrapper*[50] *! Si c'est vous, tant pis ! Vous y croyez, vous ?* (rire)
E- *Je me suis trouvé devant des gens qui se sont trouvés dans la même situation, qui ont fait comme vous, et qui parfois après le regrettent…*
T- *Oh ! C'est trop tard ! Ce qui est fait est fait ! Oublions le passé ! »*

Nous avons déjà abordé la question de *« Mourir ou tuer »* et des remords éventuels que procure le fait de tuer à courte distance, en voyant celui qu'on tue, dans le chapitre XXII. Ici, cela se complique par le fait que le soldat allemand est totalement vulnérable puisqu'il a épuisé ses munitions, et que la morale voudrait qu'il soit fait prisonnier. Mais dans le feu de l'action, alors qu'il a sûrement fauché avec sa mitrailleuse plusieurs des camarades d'Edmond, ce dernier ne peut qu'appliquer la dure loi du talion ou de la guerre : qui a tué sera tué. Sa dernière phrase semble dénoter l'absence de remords. Et pourtant, auparavant, il a déclaré « *Ça devrait pas être, mais c'est comme ça… »*, ce qui sonne comme une condamnation morale de l'absurdité de la guerre, tout comme sa définition des critères, aussi absurdes, de la guerre, qui sent son Voltaire ou son Montesquieu (celui des « *Lettres Persanes* » plus que celui de « *L'Esprit des Lois »*) : « *Alors du moment qu'on est pas du même pays, qu'on est pas habillé la même chose, il faut les détrapper*[51] *»*.

Etait-il vraiment attaché à sa mitrailleuse, comme le prétend Edmond ? Plusieurs de mes témoins (7) m'ont affirmé avoir vu de ces mitrailleurs allemands qui auraient été enchaînés à leur mitrailleuse pour couvrir jusqu'à leur propre mort la retraite de leurs camarades, essentiellement dans le second semestre de 1918. Il semblerait bien que ce soit une rumeur, et que l'on confonde le système de portage ou de traction de la mitrailleuse Maxim avec des chaînes qui auraient servi à enchaîner le mitrailleur à son engin de mort pour l'obliger à combattre jusqu'au bout. Le site de discussion Pages14-18.mesdiscussions.net fait état de ce constat, que certains présentent comme un fait dûment avéré, d'autres comme une rumeur.

Pierre Néel (cl. 18), chef cantonnier, interviewé à Margerie-Chantagret, mitrailleur au 321e R.I. de Riom, est un de ceux, rares, qui démentent cette assertion, en témoin visuel :

---

[49] Edmond veut sans doute dire *« récalcitrants »* : des soldats qui refusaient de se rendre
[50] Ce verbe, rare, avec deux orthographes (un ou deux « p »), est catalogué comme « classique » (donc XVIIe siècle) par le Grand Larousse de la Langue Française et défini ainsi : « *Tirer d'affaires, débarrasser : La fortune me détrapera de bien des gens que je n'aime point »* (Bussy-Rabutin). Ce qui ne correspond au sens donné par le témoin que si on passe par un sens particulier de *« se débarrasser de » : éliminer, tuer.* L'usage transitif direct et non pronominal du verbe est attesté en Forez, notamment pour les bestiaux : « *Ils ont débarrassé leur vieille vache malade »* signifiant *« ils l'ont envoyée à l'abattoir »*

E- *« On m'a dit parfois qu'on les attachait à mitrailleuse ?*
T- *Non ! Ça, c'est pas vrai ! Ça, c'est pas vrai ! Voilà ce qu'il y avait : la mitrailleuse, la Maxim, était traînée, on pouvait la traîner avec des chaînes, alors après la mitrailleuse, il y avait deux chaînes, et beaucoup disaient qu'on les attachait. Mais ça, ce n'est pas vrai puisque j'ai eu l'occasion d'en tuer un (pas que moi, nous étions au moins trois ou quatre qui ont tiré dessus). Et on l'a sorti pour prendre sa mitrailleuse et les cartouches, et on s'en est servi tout de suite même, pour économiser les nôtres, puisqu'on avait appris toutes les mitrailleuses ! On les savait toutes, on savait s'en servir de toutes. ».*

Etienne Becouse (cl. 13) retraité à Saint-Nizier-sous-Charlieu, qui finira la guerre de 14-18 comme lieutenant d'artillerie, et commencera la suivante comme capitaine, écrit, dans son récit dactylographié *« Souvenirs de guerre du capitaine B. »*, pour la fin septembre 1918 : *« Sur le plateau, j'ai vu un Allemand gigantesque, enchaîné à sa mitrailleuse, le front troué d'une balle et 5 fantassins français gisant devant son cadavre. »*. Et dans une note, au bas de la page, il précise : *« J'ai entendu différentes interprétations du fait que les mitrailleurs allemands s'enchaînaient à leurs mitrailleuses ; pour certains, leurs chefs les sacrifiaient ainsi, leur interdisant tout abandon ; personnellement, je pense qu'ils résistaient ainsi aux trépidations violentes de leur arme, ce qui leur permettait de mieux diriger leur tir. »*

Donc pour lui, ils pouvaient vraiment être attachés à leur arme, mais décidaient de le faire pour une raison technique.

L'origine de la rumeur, ou son amplificateur, pourrait bien être un article de la célèbre revue *« L'Illustration »* qui dans son numéro du 31 juillet 1915 (page 125) présente une photo (peu convaincante au demeurant pour un observateur attentif et contemporain) d'un soldat allemand dans une tranchée ayant au bras droit une chaîne qui le relie à la paroi de la tranchée ; mais pas la moindre trace de mitrailleuse, et la photo paraît retouchée du côté de la chaîne. La légende est : *« Chaîne qui rivait à sa mitrailleuse un servant allemand »*. L'article accompagnant la photo, titré : *« Mitrailleurs, à vos chaînes ! »* en lettres majuscules, a le contenu suivant, cité in extenso : *« A maintes reprises, les communiqués ont signalé l'étrange condition à laquelle étaient réduits, dans certaines tranchées allemandes, les servants des mitrailleuses, attachés au pied de leur engin par des chaînes qui devaient leur rendre toute fuite impossible au cours de l'assaut. La photographie que nous reproduisons ici fut prise aux environs de Perthes, dans une tranchée qu'une attaque de notre infanterie venait d'enlever : « Nous trouvâmes là, écrit notre correspondant, une quantité d'outillage de guerre, poutres destinées à supporter les sacs de terre formant abri, réflecteurs très puissants, lance-bombes. Mais ce qui nous frappa le plus, ce fut cette chaîne, à laquelle un Boche était solidement attaché. Ce prisonnier parlant français, nous pûmes lui poser quelques questions avant qu'il rejoignît ses camarades prisonniers, déjà groupés en un copieux peloton. « **On nous attache, nous dit-il, pour nous empêcher de fuir dès que votre 75 tape dur. Car quand votre tir est intense, il annonce toujours une attaque. Alors nous sommes obligés de demeurer de demeurer rivés au pied des mitrailleuses qui vous attendent, sans pouvoir nous soustraire au devoir.** » Nous dûmes donc lui apparaître comme des libérateurs, et, quand nous l'eûmes détaché pour lui permettre de rejoindre le groupe des captifs, sa figure ne semblait exprimer que la satisfaction de se voir ainsi délivré. »*

Le cliché serait plus probant en lui-même s'il avait été pris avant la libération du soldat mitrailleur. On y pensa trop tard et la chaîne rompue fut simplement fixée à la paroi de la tranchée pour être photographiée comme souvenir. L'affirmation du caporal qui nous a communiqué ce document nous suffit pour en attester l'authenticité. »

Pour l'observateur un peu averti des techniques de manipulation de la presse de l'époque (on est en juillet 1915), tout respire le montage : le flou de la paroi où est reliée la chaîne, la tranchée qui ne ressemble en rien à un nid de mitrailleuses, l'air bonasse du soldat allemand, son bonnet de police (son calot), son français inattendu et d'une grande correction, son aveu immédiat de la barbarie du traitement que ses supérieurs lui infligent, le dernier paragraphe qui essaie de parer aux objections que peut faire un esprit critique à la simple vision de la photo… Mais en 1915, dans un contexte exacerbé de haine de l'Allemand, beaucoup de lecteurs de *L'Illustration* avaient-ils du recul par rapport au *« bourrage de crâne »* infligé par la presse, tant par l'image que par le texte ?

De la capture à la reddition : le sort des prisonniers allemands pendant cette période de retraite

Allemands faits prisonniers à cause de la trahison d'une sentinelle

On a lu le témoignage de **Mathieu Grand** (cl. 14), originaire de la Tuillière, agriculteur devenu postier, sur les attaques françaises du 15 juillet et du 10 août 1918 au 24e B.C.A. d'Albertville. Il évoque très brièvement son fait d'armes, puis plus longuement une trahison qui a permis de capturer une demi-section d'Allemands, suivie d'un tir meurtrier de sa part, puis sa blessure, et enfin un bref épisode d'assistance au blessé par des prisonniers allemands, le tout le même jour, le 2 octobre 1918, à Morcourt, à proximité immédiate de Saint-Quentin, au nord-est, en bordure du canal :

T- *« J'ai fait huit prisonniers ce jour-là ! D'ailleurs, j'ai une citation qui peut le prouver !*
E- *Vous pouvez raconter comment vous les avez fait prisonniers ?*
T- *Prisonniers ? Ils étaient dans une cave, à Morcourt.*
E- *C'était quel jour ?*
T- *Le 2 octobre 18… Eh ben, ils sont sortis, quoi ! Le matin, on en a pris vingt-quatre, dont un officier.. Mais j'étais pas tout seul, là. On a passé le canal sur un pont qui était détruit, sur les débris du pont. On pensait pas qu'on aurait passé, là, mais on a passé, le fusil à la main. Puis on arrive : la sentinelle de l'autre côté, elle fait un geste pour lever le fusil, mais en moins de temps qu'il faut pour le dire, il a lâché le fusil et il a crié : « Camarade ! ». Puis il nous a fait signe : les autres étaient couchés dans la maison, là…*
E- *C'est lui qui vous a fait signe ?*
T- *Oui ! Y en avait vingt-quatre, là, dont un officier. On est rentré là-dedans le doigt sur la gâchette. Ils n'ont pas résisté, ils ont crié : « Camarades » tout de suite ! Puis alors y en avait cinq à côté qui se sauvaient. Alors, j'en ai tué un ! Ah oui !* (rire) *Je sais pas où je l'ai touché, mais je l'ai touché comme il faut : il a pas rebougé ! C'était comme à la chasse, quoi !*
E- *Et les autres ?*
T- *Oh ! Les autres, on les a pas revus ! Oh ! Il fallait pas longtemps, hein !*
E- *Mais vos prisonniers ?*
T- *On les a envoyés au commandant de compagnie*[52] *… Alors, le soir, quand j'ai été blessé, y en avait encore vers le commandant de compagnie. Il me dit : « T'es blessé, Grand ? » . Je lui dis : « Oui ! ». J'avais le genou traversé* (par une balle). *Il me dit : « Prends deux Allemands… deux Boches ! On les appelait toujours les Boches !* (rire). *« Allez, hier !* (« *ici* », en allemand) *Camarades, deux ! »* (geste des doigts). *Mais ils venaient plusieurs ! Plusieurs, ça faisait trop ! … Y en a deux qui sont venus, qui m'ont attrapé chacun par un bras. Je commençais à boiter, hein, faut pas demander ! Bon Dieu ! Je vois un abri, un petit abri ; je me dis : « On va s'arrêter vingt minutes ». « Allez, camarades, là ! ». On s'arrête à ce moment-là. Y en avait un qui avait un peu à boire dans son bidon : c'était du café, mais du café de glands !*[53] *Alors, il buvait et il donnait à l'autre. L'autre a dit non ! « Donner à moi »* (au blessé français). *Ça fait qu'on a bu le bidon à trois ! Et une heure avant, on se tirait à coups de fusil ! »* (rire)

Dans ce court récit très dense qui accumule les événements, on passe sans transition de la cruauté de la guerre à l'humanité du partage de la boisson entre ennemis, comme le ressent très bien le témoin dans sa phrase de conclusion. On remarque que chez lui, le rire est une sorte de ponctuation exclamative, pouvant souligner la brutalité du meurtre guerrier comme l'étrangeté de la destinée du soldat, l'anormalité que constitue la situation de guerre.

Environ une heure après dans l'entretien, alors qu'on est revenu longuement sur des situations et des actions combattantes précédant l'année 1918, et que l'entretien commence à s'orienter vers un bilan, Mathieu ramène dans la conversation l'épisode de la relation presque fraternelle avec ses deux béquilles humaines :
E- *« Et qu'est-ce que vous en pensez, de cette guerre de 14 ?*
T- *Aaaaah ! J'en pense que c'était un massacre ! C'est tout !* (silence assez long) *Aussi bien pour les uns que pour les autres ! Parce que les Allemands en ont laissé, des bonshommes !*
E- *Vous n'avez jamais eu l'occasion de voir des Allemands, de parler avec eux ?*
T- *Ah ben, non, à part les deux prisonniers qui m'ont emmené, là. J'ai discuté avec eux un moment dans l'abri, je vous en ai parlé tout à l'heure. Alors y en a un qui parlait un peu de français. Alors, pour demander si j'étais marié, quoi… On avait tous des bagues en aluminium qu'on fabriquait*[54] *. - « Matame ? Matemoiselle ? » - « Mademoiselle ! ». Lui aussi, il était pas marié non plus, il était à peu près de mon âge*[55]*. Puis alors, je lui donne un paquet de tabac de 50 grammes que j'avais (on avait du tabac un peu à volonté)…Là… Alors, j'ai compris ! « Kaput ! » c'est la mort ! S'il est pris avec du tabac français, il dit qu'il serait tué ! J'enlève le papier, je lui donne que le tabac : Pffuittt ! « Bon, camarade ! Bon, camarade « ! Et il prend le tabac. Mais avec le papier, il le prend pas, parce que c'était du tabac français ! Ah oui ! Et il m'a emmené. On a monté une côte ; ça tombait, les obus ! Et même les balles ! On voyait pas les balles, mais la fumée des balles : ça fumait sur le terrain. Y a un obus… Deux Allemands qui emmenaient un autre blessé comme moi, de chaque côté. Il tombe un obus derrière : il tue les deux Allemands ! En passant à côté, il dit : « Ach ! Camarades tués ! Camarades tués ! ». Et ils m'ont plaqué, ils se sont couchés dans le fossé. Ah ! Bon Dieu ! Je suis resté seul sur la route. J'ai dit : « Ça y est ! Tu vas te faire tuer là ! » - « Allez ! Vite, vite,*

[52] En principe un capitaine, mais ce peut être le plus âgé des lieutenants (ou cela qui est dans ce grade depuis le plus longtemps) si le capitaine a été blessé et évacué, ou tué.
[53] Les Allemands, privés d'approvisionnement exotique par le blocus, et soumis à une pénurie alimentaire, avaient inventé des ersatz pour de nombreuses boissons et nourritures. A côté du café de glands de chêne, le café d'orge français était du luxe !
[54] Ces bagues, typiques de l'artisanat de tranchées, étaient faites à partir de l'aluminium de la fusée de certains obus allemands
[55] Mathieu a 24 ans en 1918

vite ! » je disais. Ils se sont relevés et ils m'ont repris, puis on est reparti. Une fois qu'on a été de l'autre côté (de la colline ?), *j'ai dit : « Maintenant, ça va ! »* (rire).

Ce rajout, en fin d'entretien, qu'il aurait été regrettable de ne pas avoir, amplifie de beaucoup la portée humaine, la dimension quasi fraternelle de cet épisode. On remarquera d'abord que les Boches sont appelés Allemands. Le témoin, après sa condamnation sans appel de la barbarie de la guerre, reconnaît dans le peuple ennemi un peuple qui a souffert à l'instar des Français. Et il éclaire de trois petites séquences la valeur de l'échange : à partir du port de la bague en aluminium par Mathieu, la reconnaissance que l'Allemand sachant un peu de français et lui sont tous les deux fiancés et sensiblement du même âge ; le don du tabac par Mathieu qui lui fait comprendre qu'un prisonnier porteur de tabac français ne peut qu'être suspecté de l'avoir pris à un mort français, donc fusillé pour cela par les Français, d'où la correction de son don par le témoin : il donne le tabac brut, sans inscription sur le paquet prouvant l'origine française du « perlot », et en retour, il obtient l'acceptation et la gratitude de l'Allemand. Puis, à la sorti de l'abri, la reprise du trajet vers l'arrière du blessé français soutenu par ses deux porteurs allemands est l'occasion d'une situation à renversement : se croyant abandonné sous la pluie d'obus et promis à une mort rapide, ses soutiens s'étant abrités dans le fossé, Mathieu découvre qu'ils sont capables d'affronter cette mort pour lui, pour le ramener à l'arrière. Belles leçons d'humanité et de fraternité des armes, en peu de temps…

La reddition d'un soldat alsacien en fin de guerre

Parfois, lors de l'entretien avec l'enquêteur, la présence de membres de la famille du Poilu, bien loin d'être un facteur de dispersion de l'attention du témoin, peur s'avérer bénéfique, en rappelant un souvenir souvent évoqué, et qui n'avait pas encore surgi dans la conversation. C'est le cas à Soleymieux, ou l'épouse et la fille du témoin **Joseph Rivel** (cl. 18), agriculteur, assistaient à l'entretien :

Fille de T : *« Et quand t'as vu un Boche qui a levé les bras pour crier « Camarade ! » ?*

T- *Ah oui, oui ! Le Boche, il a laissé filer ses camarades, ce Boche. C'était un Alsacien. Lui, il criait : « Alsacien ! ». Moi, j'ai pas été le contrôler ! J'étais presque tout seul, je rangeais mon sac. Alors, lui, ce type, ce Boche, il a dit* (il s'est dit) : *« C'est le moment de se rendre : çui-là, il est tout seul , il va pas me faire de mal ! ». Je risquais pas de lui faire du mal : il avait rien ! Alors, il lève les bras, il m'a fait : « Camarade… Alsacien ! ». « Camarade ! », il me criait, « Camarade alsacien ! ». Et il avançait pas vers moi ! Il était à une dizaine de mètres, toujours les bras en l'air ! « Camarade alsacien ! ». Alors, moi j'ai dit : « Kamerad ! Ja ! ». Alors je lui faisait comme ça, à la main* (d'un geste signifiant) *: « Rends-toi là-bas ! Rends-toi en bas ! Fous le camp ! ». Alors, il a compris, il savait pas quoi faire, il savait pas bien où passer. Il avait tombé sur moi. Bien sûr, j'étais tout seul, j'avais mon fusil à la main ; de l'autre main, je lui faisais signe de descendre. Puis quand même, il a compris, il est descendu. Il a été sauvé, sans doute. Les autres l'ont pas tué, sûrement : il avait pas de fusil, il avait rien ! Il avait toujours les bras en l'air…*

E- *Pourquoi lui était isolé ?*

T- *Parce qu'il avait laissé partir les autres ! Il était caché dans quelque trou, il a laissé filer ses camarades. Et puis quand les autres sont tous partis, il a dit : « C'est le moment de se rendre tout seul ! ». Il a eu bon nez ! ».*

Cette scène est éloquente à plus d'un titre, et vivante, car Joseph imagine bien la stratégie et les pensées du soldat qui va se rendre. Celui-ci, pour ne pas apparaître comme un traître au yeux de ses camarades allemands, ne peut pas se rendre ouvertement, car il risquerait la balle meurtrière d'un officier ou d'un gradé, voire d'un simple soldat particulièrement patriote, ulcéré par sa reddition, d'autant plus qu'étant Alsacien, il est ressenti par les vrais Allemands, comme un traître potentiel. Donc il doit se dissimuler pour se retrouver seul après la retraite de ses camarades. Et ce qui le dessert aux yeux des Allemands peut le servir aux yeux des Français, car c'est un ressortissant de la chère province perdue à l'issue de la guerre de 1870… Et le fait que Joseph soit seul lui apparaît rassurant, bien qu'il soit armé. Joseph, seul, n'est plus soumis à la pression du groupe pour qui tout ennemi est bon à abattre, et peut agir moralement, humainement. Le fait qu'il s'adresse clairement en allemand à l'Alsacien qui, peut-être, comprend le français (en tout cas assez pour prononcer à la française les mots « *camarade* » et « *alsacien* ») vise à rassurer ce dernier, en tentant une bribe de dialogue dans la langue de l'autre. Il ne se servira pas de son fusil pour l'abattre, et il lui fait un geste de la main signifiant qu'il doit *« descendre »*, pour se rendre auprès d'une unité française, dont Joseph espère qu'elle l'aura épargné, sans qu'il en soit sûr cependant : « *Les autres l'ont pas tué, sûrement : il avait pas de fusil, il avait rien ! »*

Des prisonniers satisfaits de leur sort ?

Retenons l'information du début du témoignage d'**Edmond Buisson** : 1 500 prisonniers auraient été capturés en un seul jour (le 10 août 1918) par le régiment d'Edmond, (ou sa division, ce qui est plus probable) au bois de Lataule.

Quand au fait que des soldats allemands puissent être contents d'être faits prisonniers à cette période de la guerre où leur armée bat en retraite devant la supériorité des armées alliées (« *Ils étaient heureux, oui ! Ça commençait à chauffer chez eux aussi ! Ils étaient heureux de se faire prendre* » dit Edmond), nous en trouvons une confirmation d'époque dans le journal de l'adjudant **François Baizet** (cl. 97), agriculteur à Chassigny-sous-Dun, qui, deux bonnes semaines avant le 10 août 1918, le 24 juillet, écrit, alors qu'il est à Gannes, dans l'Oise, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Montdidier :

« A 2 h de l'après-midi nous apprenons que l'offensive Montdidier-Amiens a donné 1500 prisonniers. Un coup de main fait cette nuit par le 248 a ramené 8 prisonniers, 5 valides, 3 blessés, dont un officier. Ils sont passés à Gannes ou on les a emmenés à la division. Ils sont heureux d'être pris et ne cachent pas leur joie. L'officier a donné beaucoup de renseignements, dit-on. »*

Anne Duménil, maître de conférences à l'université de Picardie, dans sa contribution intitulée *« 1918 : les ruptures de l'équilibre »* à la très fouillée (1341 pages) et œcuménique (57 contributeurs de 7 nationalités différentes *« Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 »* co-dirigée par Stéphane Audouin Rouzeau et Jean-Jacques Becker , voit dans ces redditions nombreuses et volontaires de l'été et de l'automne 1918 un symptôme très représentatif de *« la crise morale qui frappe l'armée allemande »*, en citant les travaux d'un de ses collègues allemands **Wilhelm Deist** : « *Wilhelm Deist, analysant la situation des armées allemandes et de leurs combattants dans les mois qui vont de l'offensive de mars à l'automne 1918, a décrit la désintégration des effectifs et la crise morale qui s'empare de la troupe : il a diagnostiqué les principaux éléments de ce qu'il a appelé « la grève militaire cachée de 1918. ». A partir de l'été, les phénomènes d'insubordination (dépassement de permission, troubles lors des transports, retard considérable pris dans le retour à l'unité après la sortie du Lazaret [56]) se multiplient et les hommes sont plus nombreux à se rendre à l'ennemi.[…] Alors que les soldats consentent au début du printemps à l'effort militaire qui, selon leurs espoirs, doit conduire à la victoire et à la paix, une fraction croissante de l'effectif va considérer progressivement, à partir du printemps 1918 mais surtout de l'automne, que le risque est sans proportion avec les chances réalistes de remporter la guerre : ces hommes privilégient dès lors une stratégie de survie individuelle. »*[57].

Et la reddition est, normalement, dans cette phase durable de retraite et de défaites, le meilleur moyen de survivre, bien moins risqué que la désertion. A moins que…

Pitié pour les Allemands prisonniers dans un camp de représailles

Jean-Louis Monier (cl. 13), agriculteur à Marols, a connu plusieurs armes au cours de la guerre qu'il a faite en entier : le Train des équipages, l'artillerie, puis l'infanterie, puis à nouveau l'artillerie, ceci dans sept régiments différents. Blessé par de multiples éclats d'obus le 2 avril 1917, à Villers-Franqueux, au nord-ouest de Reims , il a opéré sur place, puis a été hospitalisé à Château-Thierry, puis Poitiers, puis Parthenay (cf chapitre XXIII : *Guérir*). Il a tenu un carnet portant très succinctement sur ses déplacements, ce qui permet de dire que le 26 octobre 1918, il était à Suippes, en Champagne, et le 27 à Mourmelon. Il va évoquer la pitié qui le prend pour des prisonniers allemands enfermés dans un camp, qui doit sans doute dépendre du camp militaire de Mourmelon :

T- *« Nous étions dans un pré, dans un de ces endroits… Il s'est passé quelque chose. On pourrait parler de la fraternité des armes. Nous étions déhors*[58], bien sûr, et à côté d'un cimetière. Alors on s'abritait derrière le mur du cimetière.. Et puis la route passait à côté du cimetière. Et de l'autre côté, il y avait ce qu'on appelait un camp de représailles. Ce camp de représailles, c'étaient des prisonniers allemands qu'on avait parqués. Vous savez, s'ils avaient voulu partir, ils auraient pu partir. Mais enfin, bref, ils voulaient pas partir ! Y avait pas de danger, parce qu'ils sentaient que la guerre allait finir, eux aussi. Ces prisonniers allemands étaient parqués, et puis la journée, sous la surveillance d'hommes, on les obligeait à venir sur la route pour rien faire : pour racler la boue, quoi ! Alors ils s'étaient aperçus qu'on cassait la croûte derrière le mur de cimetière : la route était à côté. Alors ils sont venus nous demander à manger. Y en avait un, (c'était un étudiant), il parlait assez le français pour se faire comprendre, pas couramment, mais assez. Il nous a dit qu'ils avaient faim, de leur donner à manger. C'était un camp de représailles : y avait des camps de prisonniers français en Allemagne, alors il fallait faire la même chose, ce qui était ignoble, mais enfin bref… On leur a donné à manger, à manger comme nous : ils avaient faim ! Parce que ça vous faisait pitié. Puis le même jour, un de nos officiers s'en était aperçu, alors il nous a dit : « Je ne veux pas que vous donniez à manger aux Boches, aux prisonniers, parce que les nôtres, en Allemagne, subissent le même sort qu'eux ! ». Peut-être que c'était vrai ? Certainement, c'était vrai. Le lendemain, ces gars sont revenus ! On leur a redonné à manger : qu'est-ce que vous vouliez faire !* (rire). *L'officier ne nous en a plus parlé ! Il l'avait vu*

[56] La graphie allemande correcte est « *Lazare**tt*** », et ce mot désigne un hôpital militaire
[57] A. Duménil, op.cit, p. 977
[58] La prononciation « *dé**h**ors* » est encore très courante en Forez

certainement, mais il ne nous en a plus parlé ! C'est vous dire que dans le fond, on était à peu près tous pareils, quoi ! La guerre, y en avait assez pour tout le monde ! Pour tout le monde ! Ah oui ! Pour tout le monde !
E- *Donc on sentait venir l'armistice ?*
T- *Ah oui ! Et puis, ils nous lançaient des tracts, les Allemands ! C'étaient des ballons, on les voyait pas, on voyait que des papiers qui descendaient, les jours où y avait pas de vent, qu'il faisait bien soleil. Alors c'était : « Pourquoi donc continuer la guerre ? Les quatorze points de Wilson… ». Enfin, ils voulaient dire qu'il fallait plus faire la guerre, que c'était fini, quoi ! Ça n'avait pas d'importance pour nous, parce que nous on suivait, et un point c'est tout ! Y avait rien à dire !*
E- *N'empêche qu'il y en avait toujours qui tombaient ! Qui mouraient !*
T- *Oh ! Qu'il y en avait ! Qu'il y en avait ! Je peux pas vous dire ! Mais c'en était tout plein ! Tout plein, là où nous étions, dans ces dernières étapes, c'était plein de gens qui tombaient ! Je peux pas vous dire comment ! Je peux pas vous le dire ! C'était effroyable ! On peut pas se le figurer ! Ah ! Ils se défendaient pied à pied ! »*

Cette même pitié a été éprouvée dans ces derniers mois de guerre par une jeune recrue de la classe 1918, qui avait tout juste vingt ans (né le 20 septembre 1898), pour des prisonniers allemands qu'il trouve encore plus jeunes que lui. Il s'agit de **Joseph Virieux**, agriculteur à Génilac (hameau de Tarévieux), incorporé au 407e R. d'Artillerie Lourde, qui, en septembre et octobre 1918, opère en soutien de l'offensive américaine de Montfaucon d'Argonne (à 7 km au nord-ouest du Morthomme, et 30 km au nord-ouest de Verdun) :
T- *« Alors, ils ont attaqué, les Américains, à Montfaucon. Nous, artillerie, on a tiré dur, là ! Et eux, il en est resté là, sur Montfaucon ! Y a un cimetière américain à Montfaucon*[59]*. Et là, ça a été la dernière…*(attaque ?). *On est arrivés à Montfaucon, mais on savait pas si c'était Montfaucon ou pas, y avait rien d'écrit. C'est l'adjudant qui nous le disait, autrement on savait rien. Alors on est partis pour mettre en batterie de l'autre côté de Montfaucon. On a reçu pas mal d'obus, là, et on a pas eu grand mal. Oh ! Mais on avait ben de* chance : un morceau d'obus à shrapnells, ça a traversé la pièce du canon* (le bouclier de protection ?), *et nous point de mal ! La route était encaissée […] Il descendait des prisonniers allemands, ça en descendait sans arrêt ! Sans arrêt ! Oh ! Ils me faisaient pitié, les pauvres ! Franc*[60] *des gosses !*
E- *Ils avaient enrôlé les plus jeunes, là ?*
T- *Oh ! Moi, ils me faisaient pitié ! Il en descendait des pleines routes ! Parce que les Américains y allaient plein balle ! Ils se faisaient tuer comme…* (des lapins ?) » ;

Selon le site www.ecpad.fr (Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense, situé au fort d'Ivry à Ivry-sur-Seine), dans le document intitulé *« Septembre 1918 – Attaques sur la ligne Hindenburg »*), cette libération de Montfaucon a eu lieu le 26 septembre 1918 : *« Le 26 septembre, dans la région située entre les bois de l'Argonne et la rive gauche de la Meuse, trente-deux divisions et plus de 700 chars américains renversent les premières lignes ennemies écrasées par l'artillerie. Les divisions américaines s'emparent le jour même de leurs objectifs que sont Montfaucon et Varennes-en-Argonne. Cependant, confrontées à des difficultés de logistique et à la résistance acharnée des Allemands, les troupes américaines subissent de lourdes pertes et éprouvent les pires difficultés à s'extraire du terrain ravagé de la forêt d'Argonne. »*

Prisonniers allemands tués ou blessés achevés

Nous avons vu, dans le récit de **François Baizet** que, le 7 novembre, à Ribémont, dans l'Aisne, pour se venger de la mort de leurs camarades, des « *tankeurs* » français ont / auraient utilisé le canon de leur tourelle pour « liquider » des prisonniers allemands qu'ils venaient juste d'extraire des abris où ils étaient réfugiés, avant de poursuivre leur extermination par les moyens manuels plus classiques : *« On dit, est-ce vrai, que les autres tankeurs voyant leurs camarades morts et ayant fait aussitôt après une centaine de prisonniers boches dans les abris, tapèrent dans le tas avec leurs canons et 37 et en tuèrent un grand nombre. Ceux qui rentrèrent dans les abris furent également poursuivis par eux et en tuèrent tant qu'ils purent avec leur revolver et leur poignard .* » .

Ce n'est pas un épisode isolé dans cette fin de guerre où chacun rivalise de cruauté.

Un autre épisode se situe à la fin d'octobre 1918, à Herpy-l'Arlésienne, sur l'Aisne, à 10 km à l'ouest de Rethel, dans les Ardennes. Le régiment d'artillerie d' **Etienne Carton** (cl. 18, cantonnier à Feurs). le 113e

[59] Ce cimetière américain se trouve à 7 km au nord de Montfaucon d'Argonne, à Romagne-sous-Montfaucon
[60] *« Franc »* est un adverbe de français local signifiant « tout à fait », « complètement ». Il est encore couramment usité en Forez et en Velay. Dans leur « *Dictionnaire du français régional du Velay »*, Claudine Fréchet et Jean-Baptiste Martin l'attestent dans ce sens, avec le double exemple : *« C'est franc son père, il est franc fou comme lui »* (op.cit. p. 84)

R. d'Artillerie Lourde d'Issoire (et sans doute aussi le 1er R. d'Artillerie de Marine : cf infra) fait division avec des Chasseurs Alpins qu'il protège par ses tirs :

T- *« …Alors, là, ils ont attaqué six fois, les Chasseurs Alpins, six fois, ils avaient pas pu prendre le moulin d'Herpy ! Ils risquaient pas de le prendre : nos obus pouvaient pas crever leurs tranchées ! Ils avaient des tranchées, faites chez nous* (sur le territoire français occupé) *de deux mètres d'épaisseur de béton ! Et les cagnas de mitrailleuses deux mètres cinquante d'épaisseur ! Les obus pouvaient pas les percer, vous comprenez ! Alors, le commandement français décide une chose : de les attaquer, oui, mais sous le couvert de nos obus* (d'artillerie lourde, et non légère). *Alors nous on devait tirer, et à mesure que nos obus éclataient, ils devaient avancer ! Au fur et à mesure. Ils les ont pris par derrière, à la grenade ! Et ça a été la fin de la guerre »*

En fait, cette prise du moulin d'Herpy a eu lieu le 25 octobre 1918, comme l'indique *L'Historique du 1er Régiment d'Artillerie de Marine* (numérisé par P. Chagnoux) à sa page 17 (sur 18) : *« Le moulin d'Herpy est enlevé le 25 octobre sous l'appui de notre artillerie »).* Mais les tentatives infructueuses des Chasseurs pour prendre cette position vont avoir une conséquence funeste pour les prisonniers allemands, comme l'explique Etienne : *« Ils les ont pris par derrière, ils les ont fait prisonniers, et ils en ont abattu quelques-uns parce que les Chasseurs Alpins avaient pris chaud, hein ! Il pleuvait tous les jours, un temps affreux. Alors, ils avancent, ils vont se battre dans les faubourgs de Vouziers : c'était l'Etat-Major allemand qui était là. C'est là que l'armistice s'est signé… »*

Comme les Chasseurs Alpins *« ont eu chaud »,* euphémisme pour « *ont subi de lourdes pertes »*, ils ont vengé leurs camarades morts ou blessés en abattant les prisonniers : *« quelques-uns »,* dit Etienne, mais combien ?

Le même phénomène, en totale infraction avec les conventions de Genève et de la Haye, de prisonniers abattus par représailles, pour venger des camarades morts, ou pour faire expier une résistance trop farouche, est relaté par **Pierre Sabatier** (cl.13) de Firminy, qui, marié et père de deux enfants, eut la chance d'être *« mobilisé en usine »* comme régleur dans l'entreprise métallurgique Holtzer de Firminy où il était tourneur depuis 1911. Par l'effet de la loi Dalbiez, il est envoyé au front à la fin du printemps 1917, au 35e R.I. de Belfort., comme grenadier-voltigeur. L'épisode qu'il relate date de 1918, mais n'est ni précisément daté, ni localisé. Il évoque les Allemands tenant sur une hauteur un nid de mitrailleuses et menant la vie dure aux Français :

T- *« Oui, avec une mitrailleuse qui était là. Ils voyaient venir les types. Vous montiez : « Tsii » et « Tsaa ! ». Ils ouvraient la mitrailleuse et ils tuaient tout le monde !*

E- *Ah ! Des nids de mitrailleuses !*

T- *Oui ! Alors une fois, la 6e compagnie (moi, j'étais à la 9e), la 6e, ils se sont presque tous fait nettoyer ! En montant ! On était en bas. Je vous jure !*

E- *Ah ! Mais je vous crois !*

T- *On était en bas, nous autres. C'était des tirailleurs algériens qui montaient pour prendre…* (le nid). *Un coup, ils descendent avec douze prisonniers, une douzaine. Alors, y a le capitaine… Je l'ai vu faire, moi, ça ! Il s'amène : « Qu'est-ce que c'est que ces hommes là ? D'où ils viennent ? ». Eh ben, l'autre lui raconte (il parlait pas bien le français) que c'étaient des types du camp de mitrailleuses qui mitraillaient… L'autre, il sort son revolver : « Pan ! Pan ! Pan ! Pan ! ». Il en tue deux, il en blesse deux ! Ah oui ! Puis il les laisse… Alors, nous, on a pansé les types qui étaient blessés : on était humains, quand même ! Et puis, le commandant, il arrive, il dit : « Qu'est-ce que c'est que ça ? ». Le commandant, il dit ! « Allez ! Emmenez-moi ça ! » Et fais-en ce que tu voudras ! ». – « Moi, commandant, moi, pan, pan ! ». Les types qui étaient avec moi, ils prennent leur fusil : « On y va, avec lui ! ». Ils les ont accompagnés un peu plus loin, ils leur ont pas tiré dessus. Mais il leur aurait tiré dessus ! Ils auraient été nettoyés !*

E- *Donc c'est le commandant… ou plutôt le capitaine qui en a tué deux ?*

T- *Ben, parce que toute sa compagnie y avait passé ! C'était pour les venger ! ».*

Il est clair que Pierre réprouve ce qui s'est passé. Le capitaine de la 9e compagnie abat de sang-froid deux soldats prisonniers : on ne sait s'il voulait les tuer tous les quatre, et si le fait de seulement blesser les deux autres est l'effet d'une maladresse ou d'une volonté délibérée de laisser des témoins pour les terroriser. Quant au commandant de bataillon survenant après, mis en présence des deux blessés (pansés entretemps par les soldats de base, restés *« humains »*), non seulement il les traite avec mépris, en employant le démonstratif neutre réservé aux choses *« ça »*, mais il les livre au tirailleur algérien (sans doute un caporal ou un sergent, car il parle un peu français) pour qu'il leur fasse subir le même sort que les deux précédents, ce que l'intéressé comprend très bien à demi-mot : « *Moi, commandant, moi, pan, pan ! ».* De sorte que, humains une seconde fois, les camarades de Pierre décident d'accompagner, avec leur Lebel, le tirailleur pour qu'il n'accomplisse pas l'ordre d'exécution implicite des deux prisonniers blessés restants. Mais comme ils ne l'ont accompagné qu' *« un peu plus loin »*, que s'est-il passé ensuite ? Le tirailleur, laissé seul, avait tout loisir de les exécuter avant de parvenir à une position d'arrière ligne où il aurait dû, en principe, les remettre à un officier. On se trouve dans le même cas que celui relaté par **Antoine Gacon** juste après, dans la rubrique *« Un fait drolatique*

qui vire au drame »: le commandant, là aussi, a confié les prisonniers à des « *moricauds* », des Sénégalais, pour qu'ils soient abattus sur le trajet vers l'arrière. Dans les deux cas, la *« sale besogne »* est confié à des soldats « de couleur », ce qui décharge les Français du remords éventuel de procéder à une exécution de sang-froid, exécution immorale et illégale. Pierre, lui, explicite la raison de la décision des deux officiers, le premier exécutant lui-même la besogne, le second, son supérieur, se défaussant en restant évasif (« *Et fais-en ce que tu voudras ! »*) : « *Ben, parce que toute sa compagnie y avait passé ! C'était pour les venger ! ».* Et Pierre, malgré son sentiment de réprobation morale, par la disproportion numérique qu'il instaure : deux, voire quatre soldats allemands abattus contre une compagnie exterminée, suggère que cela reste une vengeance minime en terme de nombre. Mais peut-on croire qu'une compagnie française entière (200 ou 250 hommes) ait été tuée sans qu'on ait employé l'artillerie pour « neutraliser » les mitrailleurs allemands au moindre coût humain ?

La conversation dévie ensuite sur l'effet de l'alcool, à goût d'éther, puis je ramène Pierre à l'épisode cité :

E- *« Et qu'est-ce que vous pensez de cette réaction d'abattre deux prisonniers ?*

T- *Ben, c'était mal ! Je trouvais ça… Les types étaient prisonniers !… Moi, des fois, je jetais une grenade dans les tranchées, là… Parce qu'ils avaient fait des tranchées, puis des sapes…comme dans la mine ! Ils étaient bien installés les Boches, hein ! Mieux que nous ! Et ils couchaient là-dedans. Alors, on a jeté des grenades : « Kamarades ! Kamarades ! ». Le premier qui est sorti : « Kamarade ! ». Alors, je l'attrape : « Tout petit ! Tout petit ! ». Vous savez comme ils font. Il tremblait ! Il savait que là, on les battait*[61]*. L'autre, derrière, il a pris sa montre. Moi, j'ai jamais touché à un prisonnier ! »*

E- *Ah oui ! Pourtant, vous aviez l'autorisation ?*

T- *Oui ! Le commandant nous l'avait dit combien de fois ! Chaque fois, il disait : « Si vous prenez pas d'avance ce qu'ils ont sur eux… ». Ils ont leur montre…*

E- *Et leur portefeuille !*

T- *Leur portefeuille, c'est des marks ! Qu'est-ce que vous voulez qu'on en fasse ? »*

Pierre explicite ici clairement sa réprobation envers l'exécution de sang-froid de prisonniers. Il admet ne pas avoir d'états d'âme quand, dans le feu du combat, il jette une grenade dans une tranchée, ou même dans une sape où se trouvent des Allemands, endormis (si l'attaque est nocturne et silencieuse) ou apeurés, qui évidemment se trouvent tués ou blessés par les éclats de la grenade. Il n'est pas choqué que son camarade prenne la montre au prisonnier, chose, selon lui, explicitement recommandée par le commandant, dont la phrase interrompue peut se terminer ainsi : *« d'autres le feront à l'arrière ».* Donc dépouiller le prisonnier est une pratique admise, prônée même par certains officiers, et pourtant interdite ! Par ailleurs, on a, une fois de plus, la confirmation que le mot-clé pour se rendre en espérant la clémence des Français est *« Camarade ! / Kamerad ! »*

Un fait d'armes drolatique qui vire au drame

Certains témoins ont tendance à mettre en scène leurs faits d'armes, ce qui est une réaction de fierté bien naturelle. Ce n'est pas du tout le cas d'**Antoine Gacon** (cl. 17) de La Pacaudière, fils d'agriculteurs, ayant alterné les métiers d'épicier, de charpentier et de maçon, sans cesser de seconder son épouse à l'épicerie. Il était pourvoyeur de fusil-mitrailleur au 119ème R.I. et va se trouver, dans les derniers mois de guerre, alors que son régiment poursuit l'armée allemande, héros malgré lui d'un fait d'armes qui lui a valu une citation :

E- *« Et c'est à ce moment-là que vous avez fait vos prisonniers ? Racontez-moi l'histoire !*

T- *Ah ben, l'histoire, c'était pas compliqué !* (rire) *J'ai dit, mon vieux, ben j'ai besoin d'aller au cabinet, mon vieux. Et je sors, moi, puis je m'en vais un peu plus loin. Je dis : « Bon Dieu ! Y a rien, personne dit plus rien, mais c'est calme ! ». « Ah ben ! », je dis, « je vais aller poser mon pantalon là ! ». Et je vais pour poser le pantalon : je tombe sur un nid de mitrailleuses ! Ils étaient 3-4-5… , je crois, oui…Alors, le nid de mitrailleuses, y'avait le pourvoyeur, le machin* (tireur ?), *tout…toute l'équipe !*

E- *Les servants, quoi, puis le mitrailleur…*

T- *Et puis les mitrailleurs ! Alors les gars levaient les bras quand ils m'ont vu !*

E- *Ils ont été surpris alors ?*

T- *Eh ben, ils étaient surpris, et puis ils en avaient marre ! Ils étaient sous les gaz à ce moment-là aussi : c'était pas pareil ! Alors, ils ont dit : « Mon vieux, ça va plus ! », et ils se sont rendus carrément ! J'ai dit : « Allez, hop ! ». Vieux, il est venu ! Je les ai amenés là-bas, et le commandant a dit : « Ben, qu'est-ce qu'on*

[61] Cette phrase est ambiguë : soit il faut comprendre *« on leur donnait des coups quand on les faisait prisonniers »* d'où l'intérêt de se faire *« tout petit »*, de ne montrer humble, sans arrogance. Soit on peut l'interpréter comme : *« il savait qu'en cette fin de guerre, on était sur le point de vaincre définitivement les Allemands »*, dont la meilleure chose à faire est de se constituer prisonnier sans esquisser la moindre résistance.

va en faire ?…On va donner ça à des moricauds, des Noirs ». Ils les ont pris, mais ils les ont pas emmenés là-bas (à l'arrière), *ils les ont tous fusillés en route ! Les gars, ils en ont point…*(épargné)
E- *Des Sénégalais ?*
T- *Oui, c'étaient des Sénégalais.*
E- *Ah bon ? Ils les ont…descendus ?*
T- *Ah ! Tous ! Ils les ont pas emmenés là-bas prisonniers ! Ils les ont descendus en route ! »*
E- *Ils les craignaient, je crois, les Sénégalais ?*
T- *Oh la ! Puis c'est qu'ils badinaient pas, eux ! C'était pas du sucre avec eux !* (rire) *Fallait pas discuter ! »*

On ne sait si le commandant a donné explicitement l'ordre d'abattre les prisonniers, ou l'a fait comprendre implicitement, ou si le seul fait d'envoyer à l'arrière des prisonniers par l'entremise de Sénégalais supposait leur extermination…

Après quelques échanges sur l'opinion (mitigée) qu'a Antoine sur les Sénégalais, j'essaie de le ramener à l'épisode relaté :
E- *« Mais alors, dans ce cas-là, l'officier leur avait dit de les ramener à l'arrière et…*
T- *« Eh ben l'officier avait dit : « Faut les envoyer là-bas, les envoyer à… (je sais pas ,moi, je me rappelle plus où, moi..) comme prisonniers ». Mais ils les fusillaient en route ! Ils arrivaient jamais !*
E- *Donc en fait, ils pouvaient prendre des initiatives qu'on ne leur avait pas indiquées ?*
T- *Ah ben ! Pensez ben ! Ils s'en foutaient pas mal, les gars ! Pan ! Ils passaient un coup de pistolet : enlevés ! Et puis ils restaient là ! C'est tout ! Parce que c'était la pagaille, quoi !*
E- *Mais c'était plutôt au couteau qu'ils intervenaient, les Sénégalais ?*
T- *Ah, moi, je les ai jamais vus au couteau !… »*

Il est clair qu'Antoine n'a pas vu se commettre l'exécution, que le fait d'attribuer aux troupes sénégalaises un « pistolet » qu'ils n'ont pas (mais que leurs officiers français possèdent) n'est pas conforme à leur mode de combat (leur équipement associe le « coupe-coupe » traditionnel au fusil), mais qu'il présente, à l'imparfait de répétition ou d'habitude (« *Mais ils les fusillaient en route ! Ils arrivaient jamais ! »)* , cette exécution de prisonniers comme allant de soi, en période de *« pagaille »*, où l'esprit de représailles est exacerbé et l'impunité plus assurée…

Au moment du changement de bande, nettement plus loin dans l'entretien, le fils d'Antoine évoque la citation, égarée, dont Antoine ne connaît plus le libellé, mais dont le fils essaie de restituer le texte de mémoire :
Fils de T- *C'était marqué dessus… « Il a fait preuve d'un courage… » , je me rappelle plus…*
E- *C'est souvent « exemplaire », pour des choses comme ça…*
Fils de T- *« Exemplaire…et a ramené…et a fait sept prisonniers, et a ramené une mitrailleuse. » Voilà, c'est ça ! »*

Antoine a donc minimisé de beaucoup son fait d'armes en diminuant le nombre de prisonniers (*« 3-4-5)*, en donnant les circonstances précises qui atténuent son mérite (besoin de se soulager et non expédition programmée, reddition immédiate des Allemands qui, sous les gaz et découragés par la retraite, en *« avaient marre »*, aucune mention de la prise d'une mitrailleuse Maxim), et il ne la revendique pas comme héroïque, comme commence à le dire son fils :
Fils de T : *« Eh ben, comme il dit, là c'était pas mérité ! Y en a qui auraient mérité…*
T- *Eh ben non, c'était pas mérité, ça ! Allons, voyons ! »* (a haussé la voix, de colère)

De cette retraite des Allemands à la fin de la guerre, il a conservé un autre souvenir précis, qui paraît minime par rapport aux horreurs vécues. Là non plus, il ne localise pas le fait :
T- *« A ce moment-là, les Boches partaient, se sauvaient, c'était fini ! On les attrapait pas. Ils passaient avant qu'on soit arrêté. Je me rappelle, à la cuisine, ils avaient un chien là-bas (je me rappelle plus où c'est, Bon Dieu !) … Les gars étaient partis, ils partaient, ils venaient juste de partir. Enfin, ça cuisait au gaz, c'était chaud, la baraque…*
E- *Alors, vous avez mangé leur cuisine, cette fois-ci ?*
T- *Ah ! On a mangé rien du tout ! On avait ben à bouffer ! On avait des boîtes de conserve : on avait du singe* (corned beef). *C'est pas ça ! Mais là, y avait un gros chien ! Je vous dis que le chien ouvrait une gueule comme ça ! « Oh ! », j'ai dit à un de mes hommes*[62]*, j'ai dit : « Ecoute, pas d'histoire, pan ! » Allez, en bas ! Moi, j'étais pourvoyeur de fusil-mitrailleur, j'avais le pistolet*[63]*, j'ai dit : « T'en fais pas ! Je m'en vas le dresser, moi ! On va ben l'empêcher de gueuler ! ». Et puis, je l'ai foutu en l'air, c'est tout ! »*

Cette mort du chien n'a été qu'un menu « dégât collatéral » de ce grand calvaire des animaux (notamment des chevaux) qu'a engendré aussi la Grande Guerre…

---

[62] Antoine est caporal, commandant donc une escouade

[63] Les soldats exerçant une fonction spéciale nécessitant de pouvoir se mouvoir facilement étaient équipés soit d'un mousqueton (Lebel raccourci) soit d'un pistolet, arme normale des officiers (avec le sabre)

Soldats français exécutant des prisonniers en désobéissant à leur capitaine

A l'opposé du cas précédent, où des officiers prenaient l'initiative d'abattre eux-mêmes des prisonniers allemands, ou de les laisser abattre par une consigne implicite, **Georges Blondeau**, (cl. 16) garde-chasse dans le Cher puis dans la Loire, retraité à Feurs, dont nous allons lire le témoignage sur les femmes et les enfants libérés à Apremont, cite l'exemple de son régiment, le 5e R. d'Infanterie Coloniale de Lyon, où, malgré les ordres du capitaine de sa compagnie, les soldats, sous l'emprise de l'alcool, tuaient parfois des prisonniers. La conversation dérive de la question des Sénégalais, présents dans son régiment, et l'anecdote surgit spontanément, et de manière paradoxale, puisque, à la différence de plusieurs discours de témoins objectivement racistes, les « Blancs » français ne sont pas, et de loin, des modèles de comportement moral:

E- *« Et ils avaient une religion ? Vous les avez vus pratiquer ?*

T- *« Moi, je les ai vus embrasser la terre ! Avec nous, hein ! Hou la la ! Fallait pas dire « Zut », puis rien… Ils se mettaient à genoux, et puis hop ! Fallait pas trop s'en occuper, comprenez-vous ! Comme y a eu le capitaine qui commandait la compagnie ;.. Quand ils voyaient le capitaine, il les…* (réprimandait ?). *Le capitaine, il défendait de tuer les Allemands : c'était normal !.. Quoique, vous savez, y a pas que les Noirs ! Moi, j'ai vu des Allemands se rendre, et puis nous, on leur jetait des grenades, et puis tout, parce qu'ils avaient tellement tué des Français chez nous ! On vous amenait là* (en première ligne, au moment de l'attaque ?), *et puis on buvait du schnaps : ils vous faisaient boire ! On vous fait boire, autrement, on le faisait pas… Alors, le capitaine : « Ah ! Mes enfants ! Tirez pas ! Tirez pas ! » Et on tirait quand même, hein ! On parle des fois des sauvages, mais vous voyez bien, hein ! Excités ! Et puis voir ses camarades tués !*

E- *Parce que je crois qu'on faisait boire de l'alcool avant de partir à l'attaque ?* T- *Oui !* E- *Régulièrement ?*

T- *Ah ! Toujours ! Toujours ! »*

Un capitaine qui appelle ses soldats *« Mes enfants »*, ce n'est pas très rare, selon plusieurs de mes témoins, et cela dénote à la fois un fait objectif, la différence d'âge importante entre les jeunes classes et le capitaine, qu'il soit de carrière ou de réserve, ayant été lieutenant (un enseignant ou un ingénieur par exemple) à la fin de son service militaire, quinze ans auparavant, et un fait subjectif : le sentiment paternel qui porte cet homme vers des jeunes gens, de quinze ou vingt ans ses cadets, qui n'ont pas encore vraiment vécu, et dont il se sent responsable de la survie. Mais dans l'exemple cité, où il faudrait se montrer très ferme pour se faire obéir, cette expression peut dénoter une forme de faiblesse, un refus d'une autorité militaire drastique qui doit imposer le code moral de la guerre : on ne doit pas abattre un prisonnier ! Et la désobéissance des soldats, désinhibés et excités par l'alcool, passant outre les ordres formulés trop mollement du capitaine en tuant quand même les prisonniers, ne semble pas être punie… Ce qui ne peut que rejaillir sur l'autorité de l'officier ! En dehors de l'alcool, facteur chimique, le mobile psychologique avoué du meurtre interdit est la vengeance : c'est un assassinat de représailles pour venger les camarades tués, une des raisons que va donner le capitaine anglais cité juste après. De sang-froid, interrogé à 91 ans, le 13 août 1987, avec la sagesse de l'âge, Georges Blondeau approuve sans réserve la position du capitaine : « *Le capitaine, il défendait de tuer les Allemands : c'était normal ! »*, et n'hésite pas à qualifier indirectement son geste meurtrier et celui de ses camarades de digne des *« Sauvages »*…

Prisonniers allemands exécutés par des soldats anglais

De pareille exactions ont malheureusement existé dans toutes les armées. En témoigne, pour l'armée britannique, le capitaine au Royal Welch[64] Fusiliers **Robert Graves** (1895-1985), dans son ouvrage autobiographique célèbre *« Goodbye to All That »* paru en 1929, que nous avons déjà eu l'occasion de citer. Pour les anglophones, nous donnerons le texte originel, puis le traduirons :

«For true atrocities, meaning personal rather than military violations of the code of war, few opportunities occurred – except in the interval between the surrender of prisoners and their arrival (or non-arrival) at headquarters. Advantage was only too often taken of this opportunity. Nearly every instructor in the mess could quote specific instances of prisoners having been murdered on the way back. The commonest motives were, it seems, revenge for the death of friends or relatives, jealousy of the prisoner's trip to a confortable prison in England, military enthusiasm, fear of being suddenly overpowered by the prisoners, or, more simply, impatience with the escorting job. In any of these cases the conducteurs would report on arrival at head quarters that a German shell had killed the prisoners, and no questions would be asked. We had every reason to believe that the same thing happened on the German side, where prisoners, as useless mouths to feed in a country already short of rations, would be even less welcome. »[65]

[64] La graphie correcte, archaïsante, est bien « *Welc**h*** », et non la graphie moderne « *Wels**h*** **»** signifiant « *gallois* **»**

[65] R. Graves, *« Goodbye to All That »*, réédition de 1957 de Penguin Books, pp. 191-192

Traduction : *« Quant aux vraies atrocités, c'est-à-dire les violations du code moral de la guerre dépendant de l'individu et non de l'armée, rares étaient les occasions qui se présentaient, sauf dans l'intervalle qui séparait la reddition des prisonniers de leur arrivée (certains ne sont jamais arrivés) au quartier général. Bien trop souvent cette occasion fut exploitée. Presque chaque officier instructeur au mess pouvait citer des exemples de prisonniers ayant été abattus sur ce trajet de retour à l'arrière. Les motifs les plus répandus étaient, semble-t-il, la vengeance de la mort d'un ami ou d'un parent, la jalousie de voir un prisonnier être acheminé vers une prison confortable en Angleterre, le fanatisme militariste, la crainte, soudain, d'être débordé par les prisonniers, ou, plus simplement, l'ennui d'avoir à effectuer cette reconduite à l'arrière. Dans tous ces cas, les sentinelles accompagnatrices avaient coutume, lors de leur arrivée au quartier général, de dire qu'un obus allemand avait tué les prisonniers, et on ne posait pas de questions.. Nous avions toute raison de croire que la même chose se passait du côté allemand, où les prisonniers, en tant que bouches inutiles à nourrir dans un pays déjà en proie à la pénurie alimentaire, étaient encore moins les bienvenus. »*

L'analyse des motifs d'exécution sommaire des prisonniers est fine, car elle mêle des raisons psychologiques de nature diverse, les unes compréhensibles, les autres futiles, comme l'ennui d'accomplir la tâche d'accompagnateur, ce qui rend le geste meurtrier encore plus insupportable. Ces raisons diverses ont dû aussi exister en France, sauf, peut-être, la jalousie envers le voyage des prisonniers vers les prisons anglaises, jugées *« confortables »* en comparaison avec les rudesses de la vie au front, car nos camps de prisonniers n'étaient guère accueillants, pour faire expier aux prisonniers ennemis les mauvais traitements qu'étaient censés endurer nos 560 000 prisonniers [66] (chiffre total de fin de guerre) dans les camps allemands, sauf que ceux qui étaient ouvriers agricoles dans les fermes n'étaient pas, en général, maltraités, comme on l'a vu dans le chapitre XXXII. On voit aussi que, comme dans les cas français cités par Antoine Gacon et Pierre Sabatier, c'est le trajet qui ramène les prisonniers du lieu de capture au front à l'échelon où se trouvent les services administratifs du régiment qui se prête à cette « sale besogne », à moins que l'exécution ne soit immédiate, par représailles pour des pertes subies. Mais Graves ne fait aucunement allusion à des prisonniers exécutés sur le champ par un officier (exemple du capitaine donné par Pierre Sabatier) ou par une troupe qui a subi de très lourdes pertes (cas des Chasseurs Alpins cité par Etienne Carton, ou des tankistes évoqués par François Baizet).

Quatre blessés des deux derniers mois de guerre

Nous avons vu exprimer la peur de la mort dans les derniers mois de guerre, mort ressentie comme plus injuste du fait qu'on sent la victoire arriver, donc la paix, donc le retour à la vie normale. Mais on ne cesse pas de mourir au front, et on ne cesse pas d'y être blessé, parfois très grièvement. Bien que nous ayons consacré un chapitre thématique (cf XXIII – *Guérir*) à la blessure, et au parcours du blessé, du front au poste de secours, puis à l'ambulance, à l'opération, à l'hospitalisation dans la France intérieure, à la convalescence, nous revenons une seconde fois à ce thème, pour en souligner l'importance extrême (dans le vécu des Poilus) à travers les récits très expressifs de quatre blessés de la toute fin des hostilités, représentatifs des trois arrondissements de la Loire : du sud au nord, celui de Saint-Etienne, celui de Montbrison, celui de Roanne. Les quatre sont agriculteurs d'origine, mais l'un d'eux ne l'est pas resté après guerre ; deux sont des jeunes de la classe 1918, enrôlée au printemps de 1917, un troisième est de la classe 1916, enrôlée début 1915, et le quatrième de la classe 1912, donc ayant fait toute la guerre. Par ailleurs, ils représentent les deux grandes armes : l'infanterie et l'artillerie.

Un très jeune artilleur blessé à l'attaque de la ligne Hindenburg, le 25 septembre 1918

Jean-Marie Chossy, d'Unieux, appartient à la classe 1918 d'extrême justesse : né le 31 décembre 1898, il aurait échappé à la guerre s'il était né ou avait été déclaré un jour plus tard ! Car, sauf exception, la classe 1919, enrôlée au printemps de 1918, bénéficiant d'une longue instruction de six mois, (deux mois habituellement) en raison de l'arrivée massive des troupes américaines, n'a pas vraiment combattu. Il était fils d'agriculteurs de Saint-Maurice-en-Gourgois, le plus jeune d'une famille de huit enfants. Loué à l'âge de 9 ans comme petit berger à Çaloire, puis valet de ferme, puis « grand domestique » avant la guerre, il a été, après la guerre, trois ans mineur, et surtout métallurgiste, dans les deux grandes usines de Firminy et Unieux :

[66] Ce chiffre n'a jamais été atteint vraiment, car il totalise toutes les captivités, quelle que soit leur durée, alors que certains privilégiés, officiers blessés comme Jean Fontaney de Montrond-les-Bains, ont pu être rapatriés avant la fin de la guerre, par l'entremise de la Croix-Rouge suisse. Ce chiffre se fonde sur le comptage fiable donné par les autorités administratives françaises à l'issue de la guerre, comme l'indique Jean-Jacques Becker dans son petit ouvrage synthétique *« La première guerre mondiale »* publié dans la collection « *Le monde de…* » par les éditions M.A., de Paris, en 1985 : *« L'opération* (du retour des prisonniers) *ne fut complètement achevée que le 16 janvier 1919 : 520 279 prisonniers français étaient ainsi rentrés d'Allemagne, mais 40 000 autres y étaient morts. »* (p. 150)

Holtzer et Verdier, avec une activité parallèle de négociant en sabots, achetés chez les multiples paysans-sabotiers du plateau de Saint-Bonnet-le-Château, et fournisseur des fonderies et autres usines de la vallée de l'Ondaine, préférant en hiver, pour leurs ouvriers, les sabots de bois aux chaussures en cuir.

Incorporé en avril 1917 dans l'artillerie, il a connu plusieurs régiments : le 17e R.A. de Grenoble, le 107e R.A. Lourde, puis le 116e R.A.L., puis le 111e R.A. à partir de l'été 1918, pour finir, en 1919, au 51e R.A. de Nantes. Il a aussi fait fonction d'agent de liaison. C'est le 25 septembre 1918, après avoir été gazé auparavant, qu'il reçoit, près de Saint-Mihiel, (lieu d'une belle victoire américaine) dans la Meuse, la blessure qu'il décrit :

T- « *Alors là, on a attaqué la fameuse ligne Hindenburg. Ils étaient enterrés à 45 mètres de profondeur*[67]. *Alors là, vous savez pas combien y avait de pièces* (canons, voire mitrailleuses lourdes) *sur 10 km chez nous ? Mille ! Mille pièces et canons ! Sans compter le train blindé*[68] *qui est derrière nous ! Alors ça va bien* (= enfin bref). *C'était le 25 septembre ça, 18. Le 25 septembre 18, on faisait la pause, l'après midi, là. Voilà ti pas qu'un 133* [69] *autrichien vient se coller sur la pièce de canon à côté de moi ! Moi, j'étais couché comme vous diriez à côté de votre machin là* (magnétophone), *la pièce de canon était comme là… Il a monté l'avant du canon de droite, elle a été attribuée à trois mètres* (30 mètres ? confond avec la distance indiquée après) *plus loin, à la cime d'un pin. Et moi, le souffle m'a envoyé promener au moins à deux ou trois mètres de hauteur ! J'ai tombé sur la tête ! C'est pour ça que je suis sourd !*

E- *Ah bon ? C'est à ce moment-là ?… Quel calibre, j'ai pas entendu ? Quel calibre, l'autrichien ?*

T- *137 !*

E- *Qui est tombé sur la pièce ?*

T- *En dessous de la pièce ! En dessous ! Il a pris la roue* (du canon français), *il l'a montée à la cime ! Mais la pièce a été foutue ! On a jamais pu la remettre en marche !*

E- *Et vous ? Vous étiez à quelle distance de la pièce ?*

T- *Peut-être un mètre, je sais pas, de la pièce ! C'est le souffle qui m'a envoyé en l'air !*

E- *Ça vous assommé ?*

T- *Oui ! Il m'a envoyé en l'air et je suis retombé sur la tête ! Les deux tympans ont foutu le camp, les tympans des oreilles !*

E- *Et là, vous avez perdu conscience ou non ?*

T- *Non, non ! Je me suis relevé, puis ça saignait ! Mes oreilles ont saigné. Alors, le capitaine m'a appelé, il m'a dit : « Viens vite ! Je vas* te panser ! ». Alors, il m'a mis des tampons, il a fait ce qu'il a pu, ce pauvre diable ! Alors il me dit… Et ça saignait toujours à quatre heures ! Il me dit, à quatre heures : « J'ai un pli cacheté ! Tu vas le porter vers** [70] *le colonel ! ». - « Eh ! Je veux bien ! » - « En même temps, demain, tu iras passer la visite vers* le médecin. Et tu te feras soigner ! ». Je pars ! A quatre heures, j'étais à combien ? Peut-être 5-6 km, j'en sais rien. Je tombe sur une vague de brouillard ! Je me suis perdu : j'ai tourné au moins pendant une heure, une heure ou deux heures, je m'en rappelle pas, parce que j'étais complètement assommé ! J'ai trouvé un trou de pommes de terre*[71]*, vous savez, comme les paysans ils font….*

E- *Un silo ?*

T- *Un silo, oui. Mais y avait rien, y avait que le trou. Je me dis : « Tu vas t'allonger là-dedans, parce que t'es perdu ! T'es perdu ! ». Je savais ce que c'était, le brouillard, moi ! Alors, je prends ma capote, je mets ma capote tout le long de moi. Le lendemain, quand je me suis réveillé, vous savez pas ce que j'avais comme capote ? Un machin de glace !*

E- *Elle était gelée !*

T- *Elle était aussi raide que ma planche, là ! Et j'avais froid, hein ! Justement, j'étais à combien ? Oh ! à cinq cents mètres de l'échelon, où y avait les officiers et le médecin. Mais j'ai rôdé, j'ai rôdé, j'étais perdu complètement ! Alors, j'arrive vers l'échelon (c'était vers les 5 h – 6 h du matin), de bonne heure, vers la*

---

[67] Même si la ligne Hindenburg était très riche en abris souterrains immenses et fortifiés, la profondeur indiquée est notoirement exagérée…

[68] Train blindé portant de très gros canons de marine (274 mm, 305 mm) , tellement lourds qu'il étaient intransportables autrement que sur rails. La France avait commandé, entre 1915 et 1920, à l'entreprise anglaise « Vulcan Foundry » (« Fonderie de Vulcain ») 70 exemplaires de ces trains armés blindés. Ils possédaient aussi, pour se défendre, des tourelles avec des canons de petit calibre (19 mm) pouvant tirer à 360e.

[69] Ce calibre de canon, pas plus que le 137 donné comme correction après, n'existait pas, ni dans l'artillerie allemande, ni dans l'artillerie autrichienne . Mais ce pourrait être le 149 mm, premier calibre de l'artillerie lourde autrichienne, ou bien le 140 mm, canon de l'artillerie de tranchée autrichienne (Minenwerfer),

[70] En français local forézien, ce « *vers* » signifie « *chez* » : *« chez le colonel » / « chez le médecin »*

[71] Un silo creusé dans le sol, comme on en faisait autrefois en automne (de 6-8-10 m de long, 2 de large, 1 m de profondeur, dans les monts du Forez) où l'on entassait les pommes de terre pendant l'hiver, recouvertes d'une couche de paille et d'une bonne épaisseur de terre, en forme de dôme, pour qu'elles ne gèlent pas, et se conservent sans germer. Quelques aérations étaient aménagées dans l'épaisseur de terre avec des bouchons de paille, pour éviter le pourrissement des tubercules.

cuisine. Je dis au cuisinier : « Dites ! Y a moyen[72] *d'avoir un café chaud ? Bien chaud, hein ! Parce que j'ai froid ! ». Alors, il me met à côté de la roulotte* (non : la roulante !) *et il me chauffait. Alors, il fait deux-trois affaires* (choses) *et puis y en a qui lui dit : « Dis-donc ! Tu pourrais bien lui donner un peu de per… ! »* (début de « pernod »)

E- *Un coup de gnole !*

T- *Un coup de gnole !* (rire) *Il m'a versé presque un quart de gnole ! Pas de gnole : c'est un genre de rhum, mais mélangé avec de l'éther !*

E- *Ah bon ? C'était pas de la vraie gnole ?*

T- *C'est pas de la vraie gnole ! C'était du rhum mélangé avec de l'éther !*

E- *Et ça servait à quoi ?*

T- *Ben, c'était pour le choc ! Quand on allait à l'attaque, on en avait toujours un quart comme ça, hein ! »*

S'ensuit un développement sur le rôle de l'alcool dans l'attaque, thème déjà traité au chapitre XXI « *Sortir de la tranchée* ». (dans son régiment, l'officier vérifiait que l'alcool était bu). Je le ramène à l'épisode de sa blessure : les deux tympans crevés par le souffle de l'obus.

E- « *Et alors, vous étiez en train de vous réchauffer un petit peu…*

T- *Ah ! Oui oui ! Puis j'ai été voir le médecin. J'ai porté le pli d'abord au bureau. Et le type me dit : « Mais d'où tu sors ? ». J'ai dit : « Va voir ma capote comme il**[73] *est là-bas ! ». C'était un type, un conducteur* (de chevaux pour les caissons d'artillerie). *– « Va t'en voir ma capote comme il* est là-bas ! ». Alors, le cuisinier lui dit : « C'est une planche à pain qu'il a ! Il a eu froid, le pauvre diable, hein ! ». Et je vas* vers le médecin. Et le médecin, vous savez pas ce qu'il m'a dit ? « Si vous revenez, je vous fous en prison ! ». Ni soins, ni rien !* (ton indigné). *– « Ah ben ! je dis, « tenez, monsieur* (il a oublié de mentionner qu'il s'adresse maintenant à l'autre capitaine, le destinataire du pli), *voilà une lettre ! C'est mon capitaine qui me l'a donnée. Le capitaine m'a dit que vous me donneriez une réponse ». Ah ! Je sais pas ce qu'il a marqué, bien sûr ! Il a cacheté la lettre de nouveau, puis il m'a dit : « Vous la donnerez au capitaine ! ». Le capitaine m'a dit : « Ah ben, il a bien travaillé, celui-là ! Ses galons de médecin, je crois qu'ils vont pas aller loin ! »*

E- *Ils vont pas rester longtemps !*

T- *Il l'a fait renvoyer, oui ! C'était un Alsacien !* [74] *Puis après, il est bien revenu médecin, parce qu'un médecin de Firminy, il me l'avait dit. Il m'a dit : « Oh ! Je le connais ! C'est S., son nom ! ».*

E- *Et alors ?*

T – *Ben, j'ai continué. Pendant deux ou trois jours, le capitaine m'a dit : « Vous ramasserez les douilles… Puis vous savez pointer les obus ! Vous mettrez les fusées* (l'ogive contenant le percuteur, vissée en tête d'obus). *Je vous marquerai les obus qu'il faut mettre, et telle fusée ! ». Je les connaissais, les fusées ».*

Pour comprendre la logique (militaire !) de la réaction du médecin-major qui rabroue sans ménagements le pauvre Jean-Marie sans le soigner, c'est soit qu'il estime que deux tympans crevés ne sont qu'une broutille au regard de la gravité d'autres blessures, soit (et c'est plus probable) qu'il l'accuse d'avoir volontairement tardé à venir au poste de secours : de 16 h, heure où son capitaine lui confie le pli pour le colonel, ce qui permet de rentabiliser – le blessé se transforme en agent de liaison - son trajet vers le poste de secours, à 6 heures du matin le jour suivant, heure à laquelle, après avoir bu le café qu'on lui a donné, il se présente devant le major : quatorze heures pour faire cinq ou six kilomètres, quand on n'est pas blessé aux jambes, c'est beaucoup ! Mais on sait qu'il s'est égaré à cause du brouillard et de la nuit. Et le pli d'un officier à un autre officier, colonel chef du régiment, suppose que le porteur fasse diligence ! A la limite, Jean-Marie pourrait être accusé d'une forme mineure de désertion devant l'ennemi : on a vu des cas où des délits mineurs étaient transformés en crimes militaires (voir le cas typique de François Bersot, héros malheureux, car fusillé en février 1915, de l'épisode du « *Pantalon Rouge* », titre du beau film d'Yves Boisset). Et si le capitaine obtient le renvoi du major, c'est qu'il estime qu'il n'a pas rempli son devoir de médecin en ne soignant pas le blessé.

Ce maintien surprenant au régiment, malgré ses deux tympans crevés, va permettre à Jean-Marie de vivre l'exaltation de la reconquête des villages, bourgades et même une ville (Sedan libérée le 10 novembre, après Rethel le 6 et Charleville le 9 reconquises par d'autres régiments) dans la toute fin de guerre, malgré les obstacles que crée l'ennemi pour ralentir la poursuite des Français et des Alliés :

---

[72] *« Avoir moyen de »* est une expression très répandue de français régional signifiant *« être possible de ». « Y a moyen d'avoir un café ? »* signifie *« est-il possible d'avoir un café ? »*

[73] C'est bien « il » et non « elle », comme impliquerait le féminin du mot « capote ». Encore un trait de syntaxe issu du patois local : comme Saint-Maurice-en-Gourgois, son bourg d'origine, fait plateau du plateau de Saint-Bonnet-le-Château, dont le patois nord-occitan n'exprime pas les pronoms sujets, l'usage des personnes âgées en français était très incertain, fluctuant. Ma thèse de linguistique a porté sur ce point : « *Expression et omission du pronom personnel sujet en Forez dans les parlers voisins de la limite linguistique.* »

[74] Un Alsacien, aux yeux d'un soldat français de « l'intérieur », est toujours, en 14-18, potentiellement un traître, même si ce préjugé est tout à fait injuste !

T- *« Et puis j'ai repris le tir. Parce que, de Souain, on fait Sainte-Marie. On a fait quatre petits villages, des communes* (rurales) *. Puis on arrive dans un autre patelin, là, on l'appelait Ménil-Annelles, c'était pas loin du canal de la Marne au Rhin. Parce que les Boches l'ont fait sauter, là ! Ils avaient inondé la largeur de trois kilomètres, pour barrer les routes. Et on a traversé quand même, hein ! Les fantassins et les bonhommes*[75]*allez, hardi ! On les a poussés jusqu'à… jusqu'à Sedan ! On les voyait plus ! L'estafette nous disait :« On les voit plus ! On les voit plus ! Ils abandonnent leur matériel ! »*

Le canal de la Marne au Rhin ou canal des Ardennes, longeant le cours de l'Aisne, passe à Rethel, et se trouve à 5 km au nord de Ménil-Annelles. On conçoit que sa destruction par des explosifs répartis tous le long de son cours, occasionnant des brèches, ait pu inonder une bonne partie de la plaine au sud de Rethel, et gêner la progression des troupes, surtout des lourdes pièces d'artillerie qui devaient s'engluer dans la boue. Mais, avant cet obstacle liquide, la progression de ce régiment d'artillerie paraissait moins difficile qu'on ne l'imagine :

E- *« Vous faisiez des étapes de combien par jour ?*

T- *Des fois 30 – 40 kilomètres !*

E- *Avec vos canons ? Mais ça ralentissait !*

T- *Mais c'étaient les chevaux qui tiraient !*

E- *[…] Et puis les chemins, les routes, ça devait être tout défoncé !*

T- *Ah mais, c'était à travers champs ! Y avait pas de routes ! On regardait pas les routes, on allait à travers champs ! […] On regardait où il fallait passer quand même ! Parce qu'il y avait des types qui passaient devant ! Y avait des types à cheval qui sondaient le terrain… »*

L'enthousiasme de Jean- Marie lui fait exagérer la vitesse de progression du régiment, car de Souain, en Champagne, à Sainte-Marie, au sud de Vouziers, dans les Ardennes, il y 28 km environ, et de Sainte-Marie à Ménil-Annelles il y en a 18 (avec effectivement *« quatre petits villages »* à traverser, qui sont Blaise, Bourcq, Mazagran et Pauvres) . Mais un régiment ne progresse pas en ligne droite, surtout si des obstacles surviennent !

Un jeune chasseur alpin blessé au visage

Joseph Rivel (c.18), agriculteur à Soleymieux, incorporé au 13e Bataillon de Chasseurs Alpins de Chambéry, puis en renfort au 18e B.C.A., a été blessé dans le dernier mois complet de guerre, le 2 octobre 1918. C'est dès le début de l'entretien que, renonçant à l'ordre chronologique que je suivais d'ordinaire, il aborde la question, mais en télescopant première attaque, au printemps 1918, et jour de sa blessure :

T- *« On a combattu là-haut… Oh ! Ecoutez… ça a été sanglant chez nous, la première attaque ! C'était affreux ! On s'est fait écraser, oh yo yo yo ! C'est affreux, affreux, affreux ! Je me demande comment je suis en vie, avec mes camarades ! C'est affreux ! Quand je suis été blessé, moi, je partais de la tranchée. C'était tout mal foutu ! Attaque à la baïonnette : c'était tout le temps comme ça, hein ! Alors, quand je regarde mes camarades, s'ils me suivaient, ils étaient deux avec moi, qui m'avaient suivi. Les autres étaient derrière, tous tués, tous ! Tous étendus ! Alors je passe dans le machin* (no man's land ?)*, je me couche avec tous les deux… Je suis resté là jusqu'au soir, presque. Et puis tout par un coup… Y a l'artillerie de chez nous qui tirait encore trop court ! Un éclat d'obus tombe sur mon sac, un éclat comme ma main, là ! Heureusement qu'il m'a pas attrapé la tête, j'y étais ! Un autre obus il tombe : un éclat, il me coupe le nez, là, et puis sous l'œil. Là, je peux pas y toucher* (geste du doigt vers l'œil). *Et puis quand je suis été évacué, je suis été à l'hôpital à Paris : un train complet de blessés ! C'était affreux, les blessés qu'il y avait ! Toujours attaquer à la baïonnette, tout le temps attaquer ! C'était affreux ! Alors, on arrive à Paris, quoi, à l'hôpital. Il* (le médecin) *me regarde, il me dit : « Je comprends pas comment vous voyez clair ! ». J'ai dit : « Ecoutez, monsieur le Major, je vois clair pour le moment. S'il arrive rien, je vois clair aussi bien qu'avant ! Je vous le dis, c'est vrai ! ». Et j'ai toujours vu clair ! Et le médecin, il disait que c'était pas vrai, que je voyais pas bien clair, que j'étais louche* (que je voyais trouble). *»*

On voit donc que Joseph ne cherche pas à aggraver son cas, puisqu'il le minimise, alors qu'il lui serait facile de confirmer le diagnostic du médecin-major en déclarant qu'effectivement, il voit très mal, tout trouble, ce qui le rendrait inapte au tir, lui le tireur hors pair ! Après un retour du récit sur les conditions de l'attaque, il revient à sa blessure :

T- *« Je suis été blessé, là. Je tenais ma tête comme ça. J'ai dit à l'autre : « Est-ce que j'ai bien du mal ? ». Je m'étais barbouillé de sang partout. Dans ma veste, le sang avait coulé dans ma manche, il sortait par le coude. C'est que le nez, ça saigne, vous savez ! Et puis là… L'éclat est rentré dans l'os, mais il a pas pu y rester ! Un petit éclat comme la pointe d'un doigt. L'éclat, il est ressorti. Ça me fait mal ! »*

[75] Pour le pluriel populaire *« bonhomme »* au lieu de *« bon**S**hommes »*, voir la note du début du chapitre

Après une longue parenthèse où il raconte ses exploits de tireur d'élite, le meilleur du régiment (voir le chapitre XXI *« Sortir de la tranchée »* dans la partie *« Attaque au fusil Lebel »)*, il revient une autre fois sur la blessure :

T- *« J'ai dit à l'autre : « Regarde si j'ai bien du mal ! ». Il me parlait pas ! J'étais plein de sang et il me parlait pas ! Je lui dis : « Tu me dis rien, alors c'est preuve que j'ai du mal ! ». J'ai dit : « Ecoute, je vais me sauver ! ». Alors, je coupe toutes mes courroies, je laisse tout par terre, je garde juste la boîte à masque, qu'il fallait garder (il fallait jamais quitter son masque, hein !). Alors, je lui dis : « Je vais partir : tant pis si je suis tué ! ». Mais j'ai pas pensé de lui dire : « Regarde-moi bien si je monte. Si je suis tué, toi, tu seras en vie le soir. Prends mon portefeuille, tu écriras à chez moi, tu auras l'adresse dedans. T'écriras chez moi comment je suis mort, comme je suis tué. ». Et je suis pas été tué ! Je sais pas s'ils m'ont tiré dessus, je me suis sauvé. Lui, il était pas blessé, il voulait attendre la tombée de la nuit. ».*

La suite est assez fragmentée : Joseph parvient à rejoindre une tranchée de fantassins (pas de son régiment), il est pansé, lavé, mis dans un abri où il trouve un copain de Saint-Georges-Hauteville (7 km de Soleymieux), Thiollière, avec qui il parle patois. Puis son sergent arrive dans l'abri ; ici commence un beau récit continu, très vivant, sur l'itinéraire des deux blessés :

T- *« On a blagué* (discuté) *une minute. Tout de suite après, y a mon sergent qui arrive : blessé ! J'ai dit au sergent : « Allez ! On va partir ! ». Je vois qu'ils bombardaient pas bien, les Boches. « Mainant, on va se sauver, hein ! Sortons de là ! ». Alors on est partis. Il fallait voir un poste de secours, vous comprenez. Je sors, je tenais le sergent par le bras – un éclat qui était rentré là, et qui était sorti là, vers le coude- , il en pouvait plus ! Je lui ai dit : « Ecoute ! Quand je te dirai : « Couchons-nous ! », regarde pas si je te fais mal, allez ! Par terre ! » . J'entendais les obus, vous comprenez, quand ils ronflaient, qu'ils venaient tomber à côté de nous. Y a juste un obus qui est tombé, je crois, à dix mètres. Et je lui ai dit : « Allez ! Couchons-nous ! ». On s'est couchés et ils ont plus tiré. On s'est relevés. En descendant, en courant, je le menais par le bras. Il criait ben un peu. Je lui ai dit » : Endure ! Débrouille-toi ! Endure ! ». En descendant, je vois un poste de secours, un fanion, la Croix rouge qui flottait un peu plus haut. J'ai dit : « C'est peut-être notre poste de secours : il faut aller là ! ». J'ai dit : « C'est pas un poste de secours des Chasseurs, ça ? ». –« Ah non ! C'est de l'infanterie ! Mais ça ne fait rien : je prends votre adresse, vous avez votre livret* (militaire), *et j'envoie tous ceux qui sont blessés à votre compagnie ! ». Alors ils m'ont pansé, le sergent, ils l'ont pansé. J'ai dit : « C'est pas tout ça mais [76] où c'est qu'il faut aller trouver une ambulance ? ». Alors on arrive vers un autre grand poste de secours, où les ambulances arrivaient pour charger les blessés. Ils nous chargent, nous, ils nous mènent toute la nuit, sans lanternes* (phares), *sans lampe, sans rien !*

E- *C'étaient des camions ?*

T- *C'étaient des camions exprès, des petits camions : on en mettait quatre-cinq dedans, le sang pissait… avec des étages. On arrivait à un autre grand poste de secours : on était pansé, on avait la carte « Evacué » accrochée à un bouton. Et puis bon : « Evacué », ça y est ! On arrive : des grandes baraques en bois ! En pleine nuit ! En arrivant : allez ! il faut allez se faire vacciner ! Vacciner par* le tétanos ! J'ai dit : « On vient de souffrir ! Vous allez encore nous piquer au ventre ! Vous allez encore nous faire souffrir ! » - « Non ! C'est pour votre bien ! ». Alors, ça va bien : il nous fait une piqûre, moi, je l'ai même pas sentie, pour le tétanos. Et puis là, à mesure qu'on était soignés, ils nous donnaient… - « Qu'est-ce que vous voulez boire ? ». On avait peut-être rien mangé ni bu de tout le jour ! « Oh ! », je lui ai dit, « moi, je boirais bien un quart de vin, ça me fait rien. ». L'autre, mon camarade, qui était un peu mieux blessé : « Moi, je boirai(s) un quart de lait ». Et puis ils nous ont fait coucher. Moi, j'ai bien dormi. La nuit, ça a passé tout doucement. On disait : « Le lendemain, on sera évacués ». Mais c'était pas vrai ! On a resté deux jours ! Il en fallait un train ! Un train ! Le train venait sans lanternes, sans rien ! Pensez voir ! Mais il allait pas vite, le train… Sans éclairage, toute la nuit ! »*

Dans l'épisode de son errance avec le sergent blessé, à la recherche du poste de secours de leur bataillon de Chasseurs alpins, la hiérarchie militaire est inversée : c'est le simple soldat qui commande et c'est le sergent qui obéit. Il faut dire que le premier est moins blessé que le second, en état de faiblesse. Et puis la loi du récit personnel implique qu'on en soit le principal protagoniste, maître du « je »… La remarque, réitérée, sur l'absence d'éclairage la nuit des camions-ambulances et du train sanitaire (*« sans lanternes »*) souligne un impératif de sécurité : il faut échapper au bombardement des Allemands, qui repéreraient facilement, dans la nuit, les phares allumés.

Le témoignage redevient fragmenté. Leur dernier poste de secours était à 30 km du front environ. Le train finit par arriver à Paris. Sur le quai, les blessés sont triés par des médecins militaires, en fonction de leurs blessures. Lui tient à rester avec ses camarades de régiment blessés. Les médecins ne veulent pas croire que

[76] Le formule *« C'est pas tout ça mais… »* s'emploie très couramment en début de phrase comme formule récapitulative de ce qui vient de se dérouler, ou de se dire, indiquant qu'il est temps de passer à une action décisive. On dira couramment de nos jours, dans le sud du Forez : « *« C'est pas tout ça, on est bien chez vous, mais il nous faut songer à prendre du souci »* (à partir).

son nerf optique n'est pas touché. Finalement, il est affecté à l'hôpital Rothschild, où il sera bien soigné et bénéficiera dès l'entrée d'un accueil tout à fait charmant :

T- *« C'étaient tout des demoiselles, là ! Des infirmières, des jeunes ! En bas, c'étaient les cuisiniers, et en haut, les chambres. A la cime des escaliers, y avait une benne*[77] *pour nous déshabiller ; on sautait dans la benne pour nous laver. Alors, y avait quatre ou cinq jeunes filles, là, elles pliaient nos affaires* (vêtements !) *à mesure qu'on les quittait, puis elles les inscrivaient, elles les attachaient. Et puis après on montait dans la benne : avec une éponge, elles nous lavaient ! Tout nus !* (grand rire !). *Et on rigolait, nous !* (immense rire !).

E- *C'était mieux que la guerre, ça !*

T- *Je saute le premier dans l'eau, moi, j'étais plus vite déshabillé. Je rigolais. Y avait plus qu'à rigoler, quoi ! Les filles, elles rigolaient pas, parce qu'elles en avaient tellement l'habitude ! Là, on était bien… Elles nous lavaient avec de l'eau tiède, chaude… Parce qu'il y avait peut-être des totos* (poux) *, vous savez ben, de la saleté… »*

On a ici non pas seulement l'émotion de retrouver à l'hôpital une présence féminine dont sont cruellement sevrés les Poilus, mais une scène quasi érotique, jamais vécue par Joseph qui n'a que vingt ans (classe 1918), et qui n'avait sûrement jamais rêvé d'être lavé nu par quatre ou cinq demoiselles, qui plus est, de la bonne société parisienne. Son rire est à la mesure de sa gêne, mais aussi de son plaisir. On s'attend bien à une révélation, qu'on n'aura pas : Joseph témoignait en présence de son épouse et de sa fille ! Et il était pudique…

L'ambiguïté de la relation entre infirmières, surtout bénévoles, et soldats blessés, est bien analysée par **Jean-Yves Le Naour** dans son ouvrage *« Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre »*. D'un côté *« l'image de l'infirmière est en apparence dénuée de toute frivolité : grave et sérieuse, elle incarne le dévouement, l'attention maternelle envers des soldats infantilisés par leur maladie ou blessure. L'infirmière est un « ange blanc » dont Françoise Thébaud assure qu'il fut « le personnage féminin le plus louangé de la période ». Au total, 100 000 femmes, 30 000 salariées et 70 0000 bénévoles qui se sont engagées auprès de l'une des trois sociétés composant la Croix Rouge. »*. Mais de l'autre côté, entre les jeunes femmes et les jeunes gens blessés, se nouent parfois des liens autres que ceux de soignantes à soignés, et peut se dessiner une tentation de la coquetterie chez les jeunes femmes ou jeunes filles, et même des manoeuvres de séduction. Aussi, voit–on paraître des manuels de comportement décent de l'infirmière de guerre : *« Les relations affectives que nouent les blessés et les infirmières sont un autre problème. Pour parer aux éventuels désordres, divers manuels de formation sont rédigés. Un des plus révélateurs quant au rôle attribué à l'infirmière est celui de Mlle Génin, « Les Devoirs d'une infirmière à l'ambulance ». On y retrouve le couplet classique contre toutes celles qui sont tentées de faire dépasser des cheveux du voile, d'échancrer le col de leur blouse ou de montrer leurs bas, ces « pauvres infirmières qui ne voient pas qu'elles ressemblent ainsi à des personnages de vaudevilles. ». De même, au risque de la contradiction, on demande aux femmes des qualités maternelles pour réconforter les soldats, tout en leur recommandant d'être « viriles dans leurs soins », d'éliminer « cajoleries puériles », « mièvreries » et « familiarités inutiles » qui risquent d' « amollir » et d' « affadir » le combattant. Pas de tête à tête, même avec des intentions innocentes […] Pas de photographies non plus, ou alors au milieu d'un groupe. Enfin, pas de correspondance avec les convalescents ou guéris, puisque l'infirmière « se doit maintenant tout entière à ceux qui leur succèdent sur leurs lits de souffrance. »*[78]

On ne saura pas si le jeune et beau forézien Joseph Rivel (un grand gaillard approchant 1,80 m, ce qui n'était pas fréquent parmi les Poilus !) a noué ne serait-ce qu'un tout petit début d'intrigue sentimentale avec une de ces belles et jeunes infirmières parisiennes de l'hôpital qui porte un nom de banquier… Il n'en aura guère le temps. De retour au front seulement un mois après sa blessure du 2 octobre 1918 à l'oeil et au nez, Joseph va vivre l'armistice à Lunéville. Il participe à l'occupation en Allemagne puis revient à Verdun avec son régiment pour nettoyer les champs de bataille. Refusant d'être promu caporal, il est nommé ordonnance de son commandant, et sera démobilisé en mai 1920, trois ans après avoir été incorporé.

Un caporal de l'infanterie coloniale blessé à la cuisse

Marius Dubuis (cl. 16), agriculteur à Coutouvre, incorporé en avril 1915 au 5e R. I. Coloniale de Lyon, surnommé « régiment d'attaque », a combattu comme mitrailleur dans les secteurs les plus difficiles :

---

[77] *« Une benne »* renvoie ici à la pièce de boissellerie ressemblant, mais avec une forme plus carrée, à un très gros tonneau (en Forez, un muid de 500 litres) coupé par le milieu, muni de deux poignées, servant à transporter les grappes de raisins de la vigne jusqu'au pressoir, sur un char tiré par des vaches ou un cheval. Dans le canton de Saint-Jean Soleymieux, dont le chef-lieu est situé à 750 m d'altitude, mais qui comporte des communes dont le haut dépasse les 1000 m, les vignes sont situées en piémont, donc souvent à plus de 10 km de la ferme, voire 20 (de La Chapelle-en-Lafaye, Marols ou Gumières à Saint-Georges-Hauteville ou Saint-Romain-le-Puy) on utilise ce type de grosses bennes.

[78] Jean-Yves Le Naour, op.cit., édition Aubier 2002, pp. 74-75 et pp.76-77, dans le chapitre I « Régénérer »

la Somme, le Morthomme vers Verdun, la Cote 304, le Chemin des Dames, en avril-mai 1917, où il prend l'initiative de remplacer son sergent tué à la tête de sa demi-section , ce qui lui vaut d'être promu caporal, etc. C'est à nouveau dans le secteur de Verdun, à Bois-le-Prêtre, qu'il est blessé le 23 octobre 1918, par un éclat d'obus qui lui traverse la cuisse, en compagnie de son lieutenant, qui lui, paraît certain de l'imminence de l'armistice :

T- *« Ce que je me rappelle bien, c'est que j'ai été blessé à Verdun, en fin d'année 18. J'ai été blessé le 23 octobre : alors c'était pas bien loin devant l'armistice ! C'était pas bien loin de Bois-le-Prêtre. C'était plus à droite, mais c'était dans la même région où ils nous avaient emmenés… Quand j'ai été blessé, moi, on devait attaquer le lendemain. J'ai été blessé avec mon lieutenant…Les brancardiers m'ont porté : j'étais blessé à une jambe par un éclat d'obus, en faisant la relève de mes hommes* (ceux de son escouade). *Et le lieutenant était au poste, il avait été blessé au bras. Alors le médecin nous fait un pansement, il met une fiche*[79] *: « Vous avez un kilomètre à faire pour aller au poste de secours. » - « Oh ben ! », j'ai dit, « je peux pas le faire, moi ! Je peux pas y* faire, moi ! ». Mon lieutenant, il était brave, il était brave…*[80]

E- *Il s'appelait comment ?*

T- *C'est ça, que son nom, je m'en rappelle plus ! Ah mais, il était brave ! Il me dit : « Dubuis, viens avec moi ! Attrape mon bras ! » -« Oh ! », je dis, « Je peux pas ! Je peux pas marcher ! » - « Je te traînerai ! Allez, hop ! Hue ! ». Eh ben, y avait bien un kilomètre pour aller au poste de secours. –« Bois une petite goutte ! Bois une petite goutte ! ». Je bois une petite goutte. Je sautais sur une patte, je me reposais… Et quand on est arrivés au poste de secours, il est arrivé un train qui nous a ramassés, on nous a foutus dedans, et de la route ! Et il me dit, quand il m'a quitté….On nous a emmenés…Moi, on m'a laissé à Dôle dans le Jura, et lui, il est allé à Besançon. Et quand il m'a quitté, il m'a serré la main, il m'a dit : « Dubuis, nous reviendrons pas ! « -« Ben », j'ai dit, « Mon lieutenant, il faudrait ben…. ». – « Je te jure que nous reviendrons pas ! » Il en avait ben entendu parler !*

E- *Il sentait la fin de la guerre !*

T- *Eh oui ! Il parlait de l'armistice ! Et ça s'est bien trouvé vrai ! Oh mais, il était brave ! Sans ça, j'aurais jamais eu l'idée de rester… Vous savez ben : un obus aurait tombé sur le poste ! Surtout qu'ils attaquaient le lendemain ! Mais moi, j'étais parti !*

E- *Là, vous considérez qu'il vous a sauvé la vie ?*

T- *Oh oui ! Moi je considère qu'il m'a sauvé la vie ! »*

Sa famille confirme que, récemment (peut-être à l'occasion du 11 novembre ; le long entretien a eu lieu le 18 décembre 1987, et Marius avait près de 92 ans) il avait cherché, en vain, à retrouver le nom de ce lieutenant, et que cet effort de mémoire, il l'avait souvent fait dans sa vie, sans succès. Il reprend ensuite, en corrigeant ou en complétant son récit, toujours en valorisant son lieutenant (sa gentillesse, son aide précieuse pour la marche difficile vers le poste de secours, sa simplicité quand il va saluer le simple caporal en quittant ses homologues officiers, sa perspicacité : il l'a prévenu de l'imminence de l'armistice) :

T- « *C'était un drôle de nom qu'il avait ! Je m'en rappelle plus ! Il était brave ! Il m'a attrapé par le bras et il m'a traîné ! Il m'a mené au poste de secours !…Non, y avait peut-être pas franc* (tout à fait) *un kilomètre ! Ah ! Un kilomètre, c'est pas bien….Et il m'a traîné ! Et les brancardiers m'ont emmanché dans le train, un*

---

[79] Cette fiche cartonnée, j'en ai un exemplaire sous les yeux, celle de l'aspirant Joseph Devaux, originaire de Belmont – de-la-Loire, cadre bancaire à Annonay, marié avec Eugénie, deux jeunes enfants (nés en 1908 et 1912). C'est un rectangle aux angles arrondis, plus haut que large (9 cm x 6,5 cm). Je donne ses inscriptions imprimées de haut en bas, ainsi que la façon dont elle a été remplie pour Joseph Devaux, par le médecin major :

Fiche de diagnostic BLESSE NON EVACUABLE Nom et Prénom *Aspirant Devaux Joseph* Régiment *158e R.I. 2ème Cie* Nature et Région de la blessure *Plaie pénétrante de l'épaule gauche face antérieure par é.o.* Simple ou compliquée Opérations exécutées Pansement appliqué Le médecin *(signature)* A le *22 octobre 1917* .

On devine que devaient exister des fiches avec la mention BLESSE EVACUABLE , c'est-à-dire transportable par camionnette ambulance jusqu'au train sanitaire le plus proche, le conduisant à un hôpital plus ou moins éloigné, ou un hôpital improvisé dans une école, un lycée, un édifice public quelconque affecté à cet usage pour la durée de la guerre. Les « *non évacuables* » étaient transportés, eux, dans une baraque Adrian appelée « *ambulance* », proche du front – en zone des armées- où l'on opérait les blessés les plus graves, de manière à les rendre transportables, s'ils ne mouraient pas, notamment de gangrène gazeuse, ou du choc opératoire de l'amputation, par exemple…. Joseph réchappera de sa blessure qui lui vaudra tout de même une opération et une hospitalisation de deux mois à Tricot (Oise) suivie d'un mois et demi de convalescence dans la ferme de ses parents, à Belmont (Trémontet) où s'était réfugiée son épouse avec les deux enfants. Malheureusement, promu sous-lieutenant, une autre blessure, bien plus grave, reçue à la tête de sa section, un an après, le 31 octobre 1918, à Banogne, dans les Ardennes, lui sera fatale : il mourra de ses blessures le 6 novembre, cinq jours avant l'armistice… (cf chapitre XXII « Mourir ou tuer »)

[80] Qu'on ne se méprenne pas. Marius n'est pas en train de louer la bravoure de son lieutenant – avec le sens français du mot « *brave* »- mais sa gentillesse (avec le sens ligérien de cet adjectif). On dira, par exemple : *« Ce qu'elle est brave, cette femme ! Toujours le cœur sur la main ! »*

train couché, bien entendu ! Et lui, il était avec les officiers. Mais il était venu me serrer la main quand ils m'ont laissé à Dôle. Il m'a dit : « Moi, je vais à Besançon. Et rappelle-toi, Dubuis, nous reviendrons pas ! ».

Effectivement, Marius Dubuis était encore à l'hôpital quand est survenu l'armistice….

Un chasseur à pied qui devra être amputé

Toujours dans le Roannais, mais de l'autre côté de la Loire - le fleuve- vivait **Claude Chaume** (cl. 12) agriculteur à Bully (maire de la commune de 1940 à 1953) qui a effectué toute sa guerre au 5e Bataillon de Chasseurs à Pied de Remiremont, où il se trouvait déjà depuis octobre 1913. Déjà deux fois blessé (le 19 janvier 1915 et le 31 juillet 1917), il participe aux combats de 1918, notamment aux côtés d'une division américaine en été 1918, dans la Somme :

T- *« Ah ben ! J'ai vu des prisonniers boches qu'on avait fait en 18. On avançait à ce moment-là, c'est eux qui reculaient ! Ils sortaient… On leur disait de se montrer, hein ! Pour ne pas se faire tirer. Ils étaient dans un abri français, les Boches, et nous qu'on avançait, on les a pris. On leur a fait signe de sortir, de lever les bras…*

E- *« Ils ont « fait Kamarade » ?*[81]

T- *Ah ! Ils ont « fait Kamarade » !* (rire). *C'était en 18, dans la Somme, ça allait mal pour eux à ce moment-là. On a fait des quantités de prisonniers ! On les a fait lever les bras, bien entendu, pour qu'ils nous tirent pas dessus, hein ! Ça n'allait plus pour eux, là, non !*

E- *Et vous, vous aviez retrouvé le moral !*

T- *Ah oui ! On l'avait retrouvé à partir du 8 août 18, la grande attaque de toute l'armée française. C'était Pétain qui commandait là. Le 9 août 18, ça a été le début de la victoire française. Les Boches en ont pris à partir de là, ils ont reculé !*

La conversation revient un moment sur la contre-attaque de juillet, puis le témoin revient au 8 août, date qui lui paraît plus essentielle que le 16 ou 17 juillet : *« Mais le début, ça a été le 8 août ! Toute l'armée française a attaqué, toute, complètement ! Là, oui !*

E- *Vous étiez dans quel secteur ?*

T- *Dans la Somme. C'était un secteur où ça bardait pas mal. On avançait. Et puis on avait les avions qui nous protégeaient. Ça avait bien marché, l'attaque du 9 août, ça a été le début de la débâcle allemande. On avait toujours l'aviation avec nous, tout le temps, qui nous protégeait. Oh ! Ça avait bien marché !*

E- *Est-ce que la couverture d'artillerie s'était améliorée, chez nous ?*

T- *Ah ben, je crois bien que oui ! Ça rappliquait pas mal, les 75 ! Et justement, c'était dans la Somme, il y avait une batterie… Y avait trois pièces qui tiraient bien, et la quatrième qui nous tirait dessus ! Un officier d'artillerie est venu dans la tranchée pour voir ce qui se passait, pour faire régler cette pièce qui tirait pas comme les autres. Trois pièces qui tiraient bien et la quatrième tirait trop court ! »*

On trouve là une situation qui n'est pas rare pendant la Grande Guerre, et dont les fantassins ont souvent fait grief aux artilleurs. Parfois c'est une batterie entière, avec ses quatre canons, qui tire trop court, d'où, la nuit, le recours aux fusées éclairantes pour faire rallonger le tir, ou le faire stopper, selon la couleur des fusées. Dans le cas de la guerre de mouvement qui a repris en 1918, les déplacements des unités compliquent la tâche de réglage.

L'entretien dévie un moment sur la disparité des armements depuis le début du conflit, dont le témoin reconnaît qu'elle s'est progressivement atténuée au détriment des Allemands, voire inversée. Je le ramène à la phase de combat qu'il avait entrepris de décrire :

E- « *Alors, dans l'été 18, vous étiez dans la Somme. Vous avez avancé jusqu'en Belgique ?*

T- *Ah ben, c'est-à-dire que moi, j'ai été blessé le 25 octobre au canal de la Sambre, en avant de Saint-Quentin. On avait passé Saint-Quentin la veille. On s'apprêtait à passer le canal. J'ai été blessé. Oh ! c'était pas grave : un éclat d'obus dans l'épaule !*

E- *Ça, c'était la deuxième ! »* (blessure)

Chose incroyable : alors que j'ai devant moi le spectacle affligeant, bien visible, de sa dernière blessure, de loin la plus grave, Claude Chaume évoque sa seconde blessure, survenue au Chemin des Dames, dans la nuit du 30 au 31 juillet 1917, qu'il m'avait racontée assez longtemps avant dans l'entretien (*« La nuit du 30 au 31 juillet , au Chemin des Dames, toujours… J'y étais depuis le mois d'avril… C'était dans la nuit,*

[81] L'expression *« faire Kamarade »* (en allemand « *Kamerad »*) était employée par les Français pour indiquer la reddition des prisonniers allemands, qui utilisaient ce mot pour réclamer la clémence de ceux qui les capturaient. Le Roannais combattant de la Grande Guerre François Déchelette, dans son dictionnaire *« L'argot des Poilus »* paru en 1918, l'évoque indirectement à propos du mot qu'il orthographie « *Kapout* » (de l'allemand « *Kaput* ») : *« Mot latin « caput », tête, prononcé ainsi par les Allemands. « Kapout » exprime la menace de mort, exactement de décapitation. Les Allemands en se rendant demande la vie sauve en disant : « Kamarade, pas Kapout », d'où son emploi par les poilus. »* (op.cit., p. 125)

un éclat d'obus qui m'a traversé l'épaule sous le bras ») seconde blessure qu'il minimise, mais qui lui avait tout de même valu deux mois d'hospitalisation à Laval, dans la Mayenne ! Pourquoi ce saut dans sa mémoire ? Pour effacer inconsciemment, un instant, la troisième blessure ?
T- « *Ah ? Ah oui ! La troisième, c'est là que j'ai été amputé ! On était dans un abri, l'obus est arrivé. On était quatre, là : un a été tué, un autre gravement blessé, et moi la jambe amputée…*
E- *Donc c'est votre jambe gauche…*
T- *C'est ça ! Ma jambe a été broyée, le pied tenait presque plus. C'était en plein midi. Y avait un poste de secours, du 24e Bataillon de Chasseurs, qui était à côté : ils ont entendu l'obus, des camarades sont venus, ils m'ont pris sur leur dos. J'ai été soigné tout de suite, sans ça, je serais peut-être pas là ! On m'a fait un garrot, bien entendu, et puis on m'a expédié vers Saint-Quentin.*
E- *Mais votre jambe était broyée à la hauteur du genou ? A quel endroit ?*
T- *Non, non ! En dessous du mollet : ça tenait pas, le pied ! Il était complètement broyé, hein !*
E- *Qu'est-ce que vous avez senti ?*
T- *Eh ben, j'ai senti la douleur, hein ! Un camarade a été tué à côté de moi, et un autre blessé, moins gravement. On était dans un abri, on se reposait…*
E- *Est-ce que vous avez pensé à la mort, à ce moment-là ?*
T- *Peut-être ben… Je crois pas, non ! Les majors*[82] *ont tous été surpris de me voir garder mon sang-froid, de causer naturellement, comme ça, de me voir dans cet état. J'avais pas perdu connaissance du tout !*
E- *Vous ne vous vidiez pas de votre sang ?*
T- *Ah ! Ils m'avaient tout de suite fait un garrot ! Il y avait un major du 24e Bataillon de Chasseurs qui m'avait fait un garrot : ça a arrêté le sang. J'ai été amputé le même soir à Saint-Quentin, en dehors de l'hôpital, dans un grand marabout que les Boches venaient même bombarder (sacrés salauds !) qui était indiqué par une croix rouge. Ils venaient même le bombarder, ces sacrés salopards ! »*

Claude Chaume est un homme pondéré, mais bombarder un hôpital ou un lieu de soins lui paraît une infamie digne d'être stigmatisée par des injures.

Il n'a pas ce qu'on a souvent appelé la « *fine blessure* » : la sienne est trop grave et trop proche de la fin de la guerre. Transféré à Paris, à l'hôpital Saint-François d'Assise, il y sera soigné plus d'un an (alors que ses camarades de la classe 1912 ont regagné leurs foyers en début d'année 1919) et rentrera chez lui le 21 décembre 1919, pour reprendre la ferme familiale et fonder lui aussi un foyer, malgré son amputation…

La mort aussi a pu frapper très tardivement et même dans les derniers jours de guerre : c'est le cas du sous-lieutenant **Joseph Devaux** évoqué longuement au chapitre XXII qui, grièvement blessé en commandant sa section le 31 octobre 1918 dans les Ardennes, lors de l'attaque de Bagnogne, est décédé de ses blessures à l'hôpital complémentaire de Mont-Notre-Dame (Aisne), le 5 novembre 1918, cinq jours avant l'armistice. Sa mort a été apprise à Belmont-de-la-Loire, dont il était originaire, le jour même de l'Armistice !

Le 67e R.I. de Soissons en Belgique, en octobre et début novembre 1918

De nos jours, le grand public français sait trop peu, ou pas du tout, que la Belgique a beaucoup souffert de la Grande Guerre, a lutté contre les envahisseurs allemands d'août 1914, avec une bravoure extrême malgré la disproportion considérable de forces des deux armées, a subi des exactions sans nombre, n'a pas hésité à noyer une partie de son territoire située en région de polders, au-dessous du niveau de la mer, en ouvrant les écluses et en faisant sauter les digues qui protégeaient le territoire depuis des siècles. Le *« Roi-soldat* », ou « *Roi-chevalier* » , Albert Ier, né en 1875, roi des Belges du 23 décembre 1909 au 17 février 1934, date de son accident d'escalade mortel, répondit négativement, au début d'août 1914, à l'ultimatum de Guillaume II réclamant le libre passage de ses troupes à travers la Belgique, et décida de résister par les armes à l'envahisseur. L'armée belge, après avoir bravement combattu, puis perdu la place forte d'Anvers, se réfugia derrière l'Yser et fut l'alliée fidèle des Britanniques et des Français sur le territoire belge. Le gouvernement belge, ayant trouvé asile à Sainte-Adresse, près du Havre, ne fut pas suivi par le roi qui établit son quartier général à La Panne (De Panne en néerlandais), station balnéaire de Flandre occidentale flamande située à proximité de la frontière française.

Pour donner une idée des souffrances du peuple belge au début de l'invasion allemande, référons-nous à une source allemande, donc a priori non suspecte de germanophobie, mais que son judaïsme

[82] Les médecins majors, qui ne sont pas sur le front, mais qui opèrent dans les ambulances temporaires, abritées par les baraques Adrian, ou dans les hôpitaux, comme celui (ceux ?) de Saint-Quentin. Donc ici, Claude paraît effectuer une ellipse temporelle, en rapprochant le moment de sa blessure et celui où il a dû être opéré. Ou bien il appelle « majors » les infirmiers-brancardiers qui l'ont secouru sur place avant de le transporter.

peut orienter : celle de l'écrivain combattant pacifiste[83] **Arnold Zweig** (1887-1968**),** bien connu pour sa tétralogie sur la Grande Guerre, dont le célèbre « *Education héroïque devant Verdun* » (*« Erzehung vor Verdun »* paru en 1935, alors qu'Hitler est déjà Chancelier. A un moment, il y fait témoigner l'aumônier moine franciscain Lochner, parlant au lieutenant Eberhard Kroysing : *« J'étais en Belgique avec nos Rhénaniens, au moment de l'invasion, du déchaînement de la violence contre la neutralité et le droit. Ce que j'ai vu, ce que nos hommes accomplissaient avec fierté comme leur service et leur devoir, c'était le meurtre en série, le rapt, la violence, les actes incendiaires, la profanation des églises, tous les vices de l'âme humaine. Ils agissaient par ordre, et ils obéissaient avec délices, parce que le démon de la destruction totale habite l'âme humaine à jamais, et aussi l'âme allemande. J'ai vu les cadavres des vieillards, des femmes et des enfants, j'ai vu incendier des petites villes parce qu'il fallait terroriser un peuple plus faible que le nôtre, pour frayer passage à nos troupes. Allemand, je frémissais d'horreur, chrétien je pleurais à chaudes larmes. […] Croyez-vous, monsieur, que cela se terminera sans que l'âme allemande en subisse la répercussion ? Sans qu'elle éprouve le contrecoup des meurtres de milliers d'innocents – les maisons mises à feu et à sang, les habitants poussés dans la braise à coups de pieds et de crosse, les prêtres pendus dans les clochers, le massacre des habitants massés, à la mitrailleuse, à la baïonnette ? Et le flot de mensonges que nous avons ensuite engendré pour effacer tout cela ? »*[84]

Nous avons suivi plus haut le récit de **Jean Farigoules**, qui sera boulanger-pâtissier toute sa vie à Brives-Charensac, en Haute-Loire. et soldat au 67e R.I.. Après 56 jours en ligne, son régiment est enfin envoyé au grand repos, dans l'Aisne, mais loin du front. Et le voilà, le 8 octobre, envoyé par train en Belgique, plus précisément en Flandres, où se livrent des combats acharnés. C'est une découverte pour Jean :

« Après avoir passer Paris, nous prenons la ligne du Nord, il n'y a pas d'erreur, c'est la Belgique qui nous attend. Après 2 jours de voyage, nous arrivons à la pointe du jour à Dunkerque, nous passons la frontière à 10 heures du matin et le soir vers les 3 heures nous nous arrêtons en plein champ près d'une station belge, c'est la grande plaine flammande*, pays de haies et d'embusquades* . Le canon tonne au loin. Les paysans nous regardent avec plaisir, les gens sont braves*[85] *et aiment les français*. Le débarquement a lieu en pleine campagne, et une fois que le bataillon est complet, nous rentrons dans un village bien coquet près de la mer du Nord. Il pleut souvent, le climat n'est pas sain, le pinard est rare, seulement de la bière, elle n'est pas bonne, nous buvons du chnaps* ; par contre le tabac n'est pas cher. Nous sommes le 10 octobre. »*

A la suite d'on ne sait quel contrordre, le régiment doit revenir à la frontière française, puis repart le 13 octobre pour la Belgique, le colonel devant se plier aux formalités de douanes pour l'ensemble du régiment ! Après trois jours de cantonnement dans des baraquements non loin de Nieuport (Nieuwpoort) en Flandre occidentale, il va devoir traverser la plaine inondée en direction de Roulers (Roselaere) qui se trouve à une quarantaine de kilomètres au sud-est :

« Après avoir passé 3 jours dans ces barraques, un soir vers les 8 heures, nous partons à travers la plaine, il n'y a pas de routes, il faut marcher avec la boussole, nous traversons les champs de bataille de l'Yser. Au petit jour nous franchissons l'Yser près de Nieuport, toute la plaine est inondée depuis 1914, il y a encore des canons et des camions dans l'eau, les maisons sont envahies par les eaux, partout c'est des ruines immenses ; nous traversons toute cette plaine sur des ponts en bois, par moment, c'est des passerelles branlantes, les cuisines et les chevaux passent d'un autre côté. Enfin, le jour apparaît et le spectacle est encore plus grand, c'est une grande plaine à perte de vue sous l'eau, toute la plaine de l'Yser, on ne sait même pas où est le fleuve, c'est tout en eau. »*

Jean de découvrir les conséquences de l'héroïque décision prise par le roi Albert Ier, en concertation avec le général Pau et le général anglais Rawlinson, à la conférence d'Ostende du 10 octobre 1914 : ouvrir les vannes qui protégeaient depuis des siècles les polders de Flandres Occidentales, en l'occurrence de la plaine de l'Yser (petit fleuve côtier de 78 km prenant sa source en France, au nord de Saint-Omer et coulant vers le nord-est, parallèlement à la côte, avant de faire un coude à la hauteur de Dixmude pour se jeter dans la Manche) pour ralentir la progression de l'armée allemande, qui avait commencé d'envahir la Belgique dès le 4 août. On prête au vieil éclusier Henri Geeraert l'idée de cette initiative douloureuse.

Jean Farigoules continue ainsi : *« Vers les 11 heures, nous arrivons près de la forêt d'Houtlust*, nous marchons depuis 13 heures et rien à bouffer, nous sommes dans un village tout dévasté, nous faisons du feu pour nous chauffer, on brûle ce qu'on trouve, même les portes et les fenêtres trouvées un peu partout pêle-mêle, toutes les maisons sont rasées par le bombardement »*

---

[83] Alors qu'Ernst Jünger, cité plus haut, est clairement militariste dans *« Orages d'Acier »*, même s'il a évolué vers la fin de sa vie.

[84] Arnold Zweig, op.cit. inclus dans *« Les grands romans de la Guerre de 14-18 »*, éditions Omnibus, Paris 1994, p. 843

[85] Le sens local de « *brave* » est *« gentil »*, sans aucune référence au courage. En Forez ou en Velay, on dit encore fréquemment de quelqu'un, sans connotation péjorative : *« Il est bien brave » : « il est très gentil / toujours porté à rendre service »*

Enfin le ravitaillement arrive, et Jean consacre ensuite un long paragraphe à tous les vestiges de l'occupation allemande qui se trouvent en forêt d'Houthulst, et surtout aux énormes canons de 420 montés sur plaques tournantes qui permettaient aux Allemands de contrôler toute la région. Puis le régiment doit abandonner la forêt pour se diriger vers Roulers (Roselaere) :

« Nous passons la nuit comme on peut, le lendemain matin nous devons marcher en avant, l'armée belge attaque, nous devons les suivre ; nous quittons la forêt d'Houtlust pour marcher sur Roulers, ville de 30 000 habitants. Il fait soleil, mais le brouillard ne se lève qu'à midi. Tout le long de la grande route, spectacle affreux ! Des morts partout, des boches* et des belges*, des chevaux dans les fossés. Le combat a été dur, mais les vaillants belges* ont chassé les boches*. Nous rentrons dans Roulers par l'Avenue des Flandres. Belle ville, il y a beaucoup de couvents et de belles églises ; la Cathédrale est minée et doit sauter, heureusement que le Génie français arrive à temps pour couper tous les fils conducteurs de l'effroyable catastrophe. Au milieu de la ville, à un carrefour, les boches* ont fait sauter une mine, tout le quartier est démoli, la gare n'existe plus. Nous sommes cantonnés dans une grande maison, nous passerons la soirée à Roulers et la nuit, nous recevons du ravitaillement, les cuisines sont là.*

Dans cette ville, les boches avaient installé leur quartier général, il y avait beaucoup d'officiers supérieurs ; c'est à la préfecture de Roulers que ces Messieurs avaient leur résidence ; ils avaient commis toutes sortes d'orgies, ils avaient mobilisé les plus belles filles de la ville pour leur service, et même se faisaient servir à table avec une tenue extravagante. Lorsque nous avons délivré ces pauvres filles, elles n'en pouvaient plus. 3 officiers supérieurs ont été faits prisonniers, et seront fusillés le soir même ; on les promène dans la ville, nous avons de la peine à tenir la foule à distance, les femmes belges leur crachent à la figure, d'autres les piquent avec des épingles. Après leur promenade, on leur présente un Aumonier* et on leur donne le temps d'écrire à leur famille, puis c'est le poteau qui les attend, c'est le 1er bataillon du 67e qui est chargé de l'exécution ».*

Jean suggère que non contents d'avoir fait des *« plus belles filles de la villes »* des serveuses à la *« tenue extravagante »*, donc sans doute très déshabillée, les officiers les avaient transformées en prostituées pour assouvir leurs fantasmes et leurs besoins sexuels, d'où la haine particulière inspirée aux femmes de Roselaere, qui se vengent par des crachats et de petites tortures, de l'humiliation ressentie par procuration. Après avoir été exhibés comme des trophées à la vindicte publique, ils sont « naturellement » exécutés, non sans avoir eu l'ultime privilège (l'ultime « humanité » de la part de leurs vainqueurs) de pouvoir écrire à leur famille et de recevoir sans doute l'absolution de l'aumônier…

En Belgique, c'est la même stratégie de la « *terre brûlée »* qu'en France qu'emploie l'armée allemande en retraite, comme le constate un peu après Jean Farigoules en se dirigeant vers Ardoyes (Ardooie) :

« Après cette journée et la nuit passée à Roulers, nous continuons à avancer, la vaillante petite armée belge progresse toujours, les réserves suivent. C'est du côté d'Ardoyes que nous marchons, il a plu beaucoup, les rivières débordent, tous les ponts sont démolis, les boches ont tout fait sauter, nous devons traverser les rivières sur des ponts de fortune, bien souvent c'est sur un arbre renversé que nous devons passer. Les manœuvres sont longues et la marche difficile, l'eau est partout, les routes sont inondées et il pleut toujours, nous sommes trempés jusqu'aux os et rien pour se changer.*

Nous arrivons à Ardoyes, petite ville Flammande assez coquette ; nous y trouvons de braves gens, les civils belges aiment bien les français*. Nous y passons un dimanche, certains vont à la messe, d'autres se reposent sur la paille, on en profite également pour écrire à nos parents et aux amis. »*

Ils ne restent qu'un jour à Ardoyes, et après un cantonnement de deux jours dans un village non nommé, et une messe dite en l'honneur du 67e R.I. et de ses morts passés et futurs, arrive, la nuit du 22 au 23 octobre, le moment d'affronter l'ennemi :

« Nous sommes le 22 octobre, le soir même, nous faisons jonction avec un régiment américain, nous devons être en liaison avec eux ; ce sont de braves soldats, mais ils ne connaissent pas la guerre et se font tuer comme des lapins. Le soir même, nous montons en ligne par une pluie terrible, et il fait froid dans ces grandes plaines des Flandres. Nous arrivons en ligne à 1 heure du matin, nous relevons un régiment belge au bord de la Lys. Les hommes se sauvent en vitesse, c'est la pagaille, nous ne recevons pas des consignes, on ne sait même pas où se trouvent les boches.*

Au petit jour, on se repère un peu, les boches nous font savoir qu'ils ne sont pas loin par une bonne fusillade, tout le monde a compris. Nous sommes dans un champ de tabac, les feuilles assez grandes nous font un avantage pour nous cacher ; les obus tombent, déjà des morts et des blessés, on ne peut pas creuser de trous car l'eau nous envahit tout de suite.*

Les 24 et 25 octobre, nous livrons de sanglants combats dans les grands champs de tabac. Les boches ne veulent pas abandonner, ils se cramponnent sur la voie ferrée Courtrai à Gand ».*

Jean ne décrit pas ces *« sanglants combats »* qui auraient pu être l'occasion de rédiger un morceau de bravoure. En revanche, il s'appesantit sur un épisode mineur qui révèle en lui le fils de paysan (il est né dans une famille d'agriculteurs de Saint-Pierre du Champ) et l'amour du bétail :

« Le 26 octobre, le bataillon est mis un peu à l'arrière pour 24 heures, le soleil est venu un peu pour nous dégager, nous avons faim et rien à manger ; nous sommes sur une colline, les obus tombent. Les bêtes sont dehors, dans le ravin ; il y a des vaches dans une prairie, certaines sont blessées, d'autres crevées, d'autres gueulent, le lait leur fait mal. Je réfléchis un peu et finalement je demande la permission au lieutenant de me laisser traire les vaches ; tout le monde me dit que je vais me faire tuer, mais j'y vais quand même, personne n'a voulu me suivre. Je prends 2 ou 3 bouteillons et je descend dans la prairie, les boches* tirent bien mais ils ne m'ont pas touché, ces pauvres vaches étaient contentes de se laisser traire, j'ai apporté au moins 15 litres de lait. Si les volontaires étaient peu nombreux pour m'accompagner, ils étaient nombreux pour tendre leurs quarts, et les officiers avec toute la section s'en sont bien portés. Moi, je m'en suis enfilé au moins 2 litres. Le Capitaine est venu me féliciter de mon dévouement, lui aussi en a bu 2 ou 3 quarts ».*

Jean se trouve donc modestement à l'honneur tout en ayant accompli une bonne action, qui pouvait s'avérer dangereuse. On pourrait certes objecter que ces quinze litres de lait traits ne représentent le soulagement que d'un faible nombre de vaches, et que toutes les autres restées vivantes sont restées avec leurs mamelles gonflées et douloureuses…

Le 27 octobre, le bataillon de Jean reprend le combat, et ce sera pour notre témoin l'occasion de découvrir le sort réservé aux populations civiles belges sous l'occupation allemande :

« Il arrive des renforts de l'arrière, ordre arrive d'attaquer la voie ferrée Courtrai-Gand, les boches sont retranchés derrière le talus de la voie, le combat va être dur pour les déloger. Il est 7 heures du matin, il y a un brouillard formidable, on ne se voit pas à 5 mètres. Les boches* n'ont pu se reprendre [86], beaucoup ont levé les bras et se sont rendus à nous, ainsi la voie ferrée est délivrée. Les Boches survivants se sont repliés dans un village qui se trouve à 600 mètres. Nous, nous occupons même les premières maisons avec une équipe de fusils mitrailleurs ; nous* (nous) *sommes avancés près des Boches, nous avons fait un trou derrière une maison, il arrive un obus qui touche la moitié du mur, par bonheur ce n'est pas de notre côté, mais nous prenons la frousse et on se porte encore en avant, nous préférons tomber sur les boches* que de nous faire tuer par leurs marmites* (obus). *Avec quelques poilus, nous nous avançons dans un village, toutes les cheminées des maisons fument et pourtant on ne trouve personne dans les maisons. Les balles sifflent de partout, nous rentrons dans les maisons, révolver* au poing. Je m'aventure dans une cave, je voyais une bougie et j'entendais parler. Je croyais tomber sur une bande de boches*, quelle ne fut pas ma surprise : un vieillard vient tout tremblant, je descend* dans la cave, je trouve toute une famille, la femme et 4 enfants ; le garçon de 19 ans était caché dans un coin car les boches* ramassaient tous les hommes aptes à porter les armes. Ces braves gens avaient même descendu leurs 2 vaches à la cave. Depuis 8 jours ils vivaient sous le bombardement. Les boches en évacuant les maisons avaient allumer* de grands feux comme points de repaire*. Aussitôt qu'on avait visité une maison, notre travail était d'évacuer les civils, ils prenaient tout leur barda[87], et direction la France ; les boches* ne tiraient pas dessus mais il ne fallait pas qu'un soldat français soit aperçu. J'ai voulu pousser une charrette dans une cour, je reçois une rafale de balles, une mitrailleuse boche installée sur le clocher surveille la manœuvre. Nous sommes courageux, car il y a des femmes, des jeunes filles, cela donne du courage et puis nous trouvons à boire quelques verres de schnaps ou du lait. Les Boches ne tirent plus, le marmitage s'est calmé. »*

L'urgence de la retraite, ou un autre mode de commandement, n'a pas laissé ce régiment allemand appliquer à fond la politique de destruction des maisons par le minage des caves, qui peuvent encore servir de refuge, ce qui suppose qu'elles n'ont pas été inspectées. On notera le cas particulier du fils de 19 ans qui ne doit pas se montrer sous peine d'être emmené comme prisonnier, et peut-être enrégimenté sous uniforme allemand. On notera aussi les deux incitations au courage que détecte Jean en lui et chez ses camarades : la présence de la gent féminine et l'absorption du schnaps ! Le sort des femmes l'émeut plus particulièrement, comme il écrit juste après :

« Ces braves civils belges ne nous connaissent pas, ils nous prennent pour des américains , ils avaient bien vu les français* au début de la guerre en 1914, mais en pantalons rouges et nous sommes bleus* horizon. Les femmes nous embrassent car elles sont heureuses ; depuis 4 ans, elles vivaient sous la domination allemande, bien souvent elles étaient obligées de se donner à un boche et cela sous les yeux de leurs maris ; certaines étaient même rouées de coups par les brutes allemands. »*

---

[86] Le sens de *« se reprendre »*, en français local forézien et vellave, est de se reposer pour reprendre des forces. On peut dire à quelqu'un qu'on voit faiblir dans une tâche qui réclame un effort important : *« Arrête-toi donc dix minutes, ça te reprendra ».*

[87] On peut déjà noter ici une extension du sens argotique du mot, désignant dans la Grande Guerre le sac et tout l'équipement que le soldat portait sur le dos, terme venu des troupes ayant servi en Afrique du Nord au XIXe siècle. Le Dictionnaire historique de la Langue Française Robert, sous la direction d'Alain Rey, en note l'apparition au milieu du XIX[e] siècle : *« d'abord noté « berdâa » (1848), puis adapté en « barda » (1863), est emprunté à l'arabe « barda'a » « bât rembourré pour un âne ou une mule », et « couverture de bât ».*

Comme on est dans la campagne flamande flamingante, on imagine mal un dialogue entre soldats français et femmes flamandes portant sur un sujet aussi délicat. Sont-ce des propos qui se rapportent, ou Jean transforme-t-il des probabilités en certitude ?

Le régiment continue à avancer, puis cantonne huit jours sous une pluie battante dans *« petit village tout démoli Woord et Beke »*, puis parvient à l'Escaut dont tous les ponts sont détruits ; des radeaux pour sept soldats sont construits par le Génie et le régiment traverse péniblement le 9 novembre, sous les balles allemandes, puis parvient à s'emparer d'un village (non nommé) sur l'autre rive de l'Escaut. Le 10 novembre, Jean parvient, dans une localité plus grande apparemment conquise, à esquisser les prémices d'une idylle avec un jeune femme flamande, mais cela échoue, à son grand dam :

« Une fois dans ce patelin, les boches lance* un bombardement formidable, nous devons descendre dans les caves qui sont pleines de civils, il y a des enfants et des vieillards couchés sur des matelas et dans la paille. Moi avec deux ou 3 camarades, nous sommes chez une modiste, avec un beau magasin. Il tombe un obus en plein dans la vitrine, tous les chapeaux voltiges*, heureusement que nous sommes à la cave. Cette pauvre fille pleure ses chapeaux, nous la consolons de notre mieux, mais elle ne comprend pas le français. Le bombardement cesse un peu ; nous approchons de la nuit, on creuse une tranchée en avant du village, la terre n'est pas dure, on a vite fait son trou ; nous allons chercher de la paille chez les civils et on se met à dormir. Moi, je vais chercher un peu de ravitaillement chez la modiste, je lui fait comprendre que j'ai faim, elle me donne une tartine de graisse blanche sur du pain noir, puis me donne une bonne goûte* de schnaps. Je lui tends un baiser, elle l'accepte de grand cœur, on aurait fini par se comprendre si cet imbécile de sergent n'était pas venu me chercher, la grande jalousie le domine. Pour m'empêcher d'y revenir, il me colle une garde en avant d'une ferme ; pendant 2 heures je fais le piquet. Après cela, je rentre dans la tranchée bourrée de paille et je roupille bien. »*

On aurait bien aimé avoir le récit du début de l'idylle entre le soldat vellave francophone (mais parlant sans doute plus naturellement le patois du Velay) de 22 ans et la jolie modiste flamande néerlandophone. Le langage des gestes amorcé a commencé à faire effet ! Mais « *la grande jalousie* » de *« cet imbécile de sergent »* y a mis le holà, en imposant au soldat une corvée, opportune pour le gradé, importune pour la sentinelle…

Le lendemain, c'est le 11 novembre, et nous renvoyons le lecteur au prochain chapitre…

L'accueil des populations libérées de l'occupant allemand un peu avant l'armistice

Nous venons de voir, dans le long témoignage écrit, rédigé en 1919 d'après de petits carnets antérieurs, de **Jean Farigoules** (cl.16) quel a été l'accueil chaleureux réservé à son régiment, le 67e R.I. de Soissons, par la population de certains villages libérés de la Flandre occidentale belge et flamingante, dans les derniers jours d'octobre 1918.

Il est intéressant de voir les quelques témoignages dont nous disposons en territoire français, concernant des populations envahies aussi en 1914 et n'ayant pas revu de soldats français depuis lors. Les premiers récits concernent le début de septembre 1918.

Benoît Desseigné (cl. 16), menuisier à Villers, soldat au 5e R. d'Infanterie Coloniale de Lyon, témoigne de cet accueil vers la fin de son « *Carnet de route* » de « *Campagne 1915-1919* », rédigé en 1919 aussi d'après de petits carnets antérieurs. Le 13 septembre 1918, son régiment va libérer Hannonville-sous-les-Côtes, localité de la bordure de la plaine de la Woëvre, très proche des Eparges (6 km) et de la fameuse tranchée de Calonne (où a combattu le lieutenant Maurice Genevoix) et à 30 km au sud-est de Verdun :

« La nuit venue, l'artillerie redouble son tir et mon Bon prend la place du 2ème Colonial en 1ère vague, lequel est déjà sérieusement éprouvé – Nous passons la nuit sur la côte Amaranthe (boyau de la Sardine) et le lendemain au jour (5 heures) nous reprenons l'attaque en 1ère vague, enlevons le reste des crêtes, progressons sur le plateau à travers bois et vers 10 heures nous arrivons vers notre objectif, descendons les pentes d'Hannonville-s-les-Côtes pour prendre ce village et rentrer dans la plaine de Woëvre. Nous sommes reçus dans les bras des pauvres 200 civils que nous allons délivrés, après 4 ans de captivité – Ces braves gens, pour la plupart femmes, jeunes filles et jeunes gens, nous embrassent en nous voyant les délivrer. Ils ne nous reconnaissent d'abord pas ; ils croyaient nous revoir avec l'ancienne tenue[88] ; ils sont surpris de voir ce bleu horizon. Nous fouillons le village, tuons q.q. boches qui ne voulaient pas se rendre et occupons les locaux que les Etats-majors boches viennent d'abandonner en hâte. Nous prenons un butin formidable : voitures, chevaux, wagonnets, moteurs, paille, lapins, poules, instruments de musique, équipements, armes, liqueurs, papiers, effets, ballots de permissionnaires, etc… Nous passons deux jours dans ce village, faisons des*

[88] Celle de 1914, avec les fameux pantalons rouge garance, et ne comportant aucun casque, qui a été remplacée par la tenue dite « bleu horizon » au printemps de 1915, les casques n'étant pas distribués avant septembre 1915 dans la plupart des régiments.

reconnaissances dans les villages voisins, en avant, pour maintenir le contact avec l'ennemi qui bat en retraite sans qu'on le poursuive. Le 15, nous sommes relevés par les Américains et retournons au camp d'Hinvaux, en réserve. Nous sommes enchantés de notre attaque et de nos prises. Nous sommes félicités par le général américain Cameron qui commande l'armée dont nous faisons partie. »

Le lecteur reste frustré : il aurait préféré, puisque le régiment passe deux jours dans cette bourgade, que Benoît décrive davantage l'accueil émouvant de la population de deux cents civils plutôt que de détailler le « *butin formidable* », et qu'il les interroge, ces civils, sur le traitement qui leur était réservé sous l'occupation allemande.

Plus fouillé sur ce point des rapports humains, et de tonalité nettement différente, est le témoignage oral de **Georges Blondeau** (cl. 16 aussi), originaire du Loir-et-Cher, qui a fini sa très longue carrière de garde-chasse reprise en 1919 à Romorantin, en gardant, de 1935 à 1971, le gibier dans une très vaste propriété de 800 hectares à Saint-Laurent-la-Conche, dans la Loire, avant de se retirer à Feurs. Il a fait toute la guerre à ce même 5e R. d'Infanterie Coloniale de Lyon où il a été incorporé en janvier 1915. Sa dernière bataille sera en forêt d'Apremont, dans la Meuse, où il sera gazé le 4 septembre 1918, et évacué, puis hospitalisé à Montluçon. Il témoigne sur l'accueil des civils libérés à Apremont en ce tout début de septembre 1918, ce que n'a pas pu voir le témoin précédent qui n'a rejoint son régiment que le 10 septembre, au camp d'Hinvaux, après une permission de quinze jours chez lui, à Villers :

T – *« Et alors là, je m'en rappelle, on traverse la forêt d'Apremont. Qu'est-ce que l'on voit*[89] *? Des femmes, des enfants, tout le bazar, qui nous faisaient des grands signes : les Allemands s'étaient sauvés dans la nuit ! Et nous, quand on est arrivé le matin, à 7 heures du matin… Apremont, c'était un petit pays… Y avait la forêt d'Apremont, mais y avait le pays*[90] *Apremont. Y avait des femmes et des enfants, mon ami ! – « Oh ! Vous voilà, les Français ! » - « Et vous ? Mais vous aviez… » - « Eh ben, y a quatre ans qu'on a pas de nouvelles de notre famille, on sait pas si on a été mariées ou pas… Les Allemands ont été bien gentils pour nous et puis voyez…»* (rire). *Y avait des petits Allemands !*

E- *Ah bon !*

T- *Alors le capitaine (justement que* je vous parlais, le capitaine Grange) : - « Rassemblement sur la place et direction de Bar-le-Duc ! ». Tout ça, les femmes, les gamins… - « Et pourquoi ? » - « Ils vont être contents, vos maris, quand ils vont voir des petits Allemands ! »*

Apremont-la Forêt se trouve à 42 km à l'est de Bar-le-Duc, par le chemin le plus direct. Pourquoi cette initiative d'emmener si loin, à pied sûrement, la population d'enfants et de femmes d'Apremont ? Pour faire expier aux femmes le « crime » d'avoir couché avec l'occupant et d'avoir conçu des « enfants de Boches » ? Pour les emmener en sécurité, loin des batailles qui se poursuivent ? Le dialogue est sûrement inventé, car on ne voit pas les femmes meusiennes s'excusant avec tant de désinvolture de leur inconduite avec l'ennemi. A moins que les soudards violeurs de l'invasion de 1914 ne soient devenus, au fil des années d'occupation et du renouvellement des régiments dans le secteur, des compagnons acceptés, acceptables, capables de nourrir et de protéger femmes et enfants, légitimes ou adultérins…

La conversation dévie assez longuement sur un épisode où Georges, traversant le bois seul pour rejoindre ses camarades, se trouve face à des Allemands qui n'ont pas suivi leurs camarades, mais qui ne lui tirent pas dessus. Je le ramène à sa découverte des habitants d'Apremont :

E- *« Donc, ils s'étaient trouvés dans une zone occupée tout le temps, ces gens d'Apremont ?*

T- *Ils y ont été depuis le début de la guerre de 14 ! Et ils nous ont raconté : les Allemands sont venus dans les banques, et tout, et ils leur ont pris toutes leurs francennes* (?), *l'or français ; ils passaient dans les mairies et tout le bazar. Il fallait donner toute* l'argent qu'on avait ! Vous comprenez !*

E- *Donc y avait plus d'hommes qui étaient restés ?*

T- *Non ! Y avait plus d'hommes ! Y avait plus que des femmes et des gamins. Et y avait des femmes qui étaient enceintes, d'autres qui tenaient des petits par la main…* (rire) *« Alors, ça, je dis, ils vont être contents ! » - « Ben, que voulez-vous ? Ils étaient gentils pour nous, on avait pas de nouvelles de personne, ils nous nourrissaient… ». Ça se passait en famille ! »* (rire).

Ces renseignements sur les exactions de l'occupant en matière de confiscation d'argent et d'or, Georges les a appris d'un couple d'Apremont qu'il avait vu lors d'un voyage à Verdun dans l'après-guerre. Quant à l'inconduite des épouses et des jeunes filles, on le sent, au jour du témoignage (le 13 août 1987) indulgent envers cette attitude présentée comme inévitable.

Très différents sont l'accueil et les traitements infligés par les Allemands aux civils que relate un autre Poilu de Feurs aussi, **Etienne Carton**, ancien chef cantonnier, alors qu'il parvient dans les Ardennes, en

---

[89] Ce *« **l'on** »* très correct, est très surprenant dans la bouche d'un Poilu parlant le langage du peuple. Il a pourtant été prononcé !

[90] « Pays » au sens de « localité, bourgade »

tant qu'agent de liaison du commandant Guillemet, du 113e R. d'Artillerie Lourde d'Issoire, à la toute fin de la guerre, dans ce qui paraît être la localité de Semuy, qui est bien sur l'Aisne, voisine de Neuville, (le témoin prononce *« Suay la Ville »*) les deux étant à une vingtaine de kilomètres à l'est de Rethel :

T- *« Alors nous arrivons sur l'Aisne, sur Suay la Ville* (?)… *Au début de La Ville / la ville, les civils, tous, ils courent, ils courent ! Ils étaient une quinzaine, les pauvres ! Ils* (les Allemands) *les faisaient travailler à coups de crosse et ils leur donnaient des bouillons d'orties ! Et il y avait une femme ! J'avais vingt ans et j'étais en tête. Le capitaine, il m'a dit : « A ma droite ! », et le commandant « A ma gauche ! ». J'étais leur agent de liaison, je les quittais pas. On était tous les trois en tête. Ces civils-là, ils se mettent tous à genoux sur le talus du pont sauté ! Ils pleuraient de joie de nous voir arriver !* (très ému : des sanglots dans la voix). *Ah ! C'est un jour triste pour moi, de voir ces civils !*

E- *Mais pourquoi c'était triste pour vous ?*

T- *Parce qu'ils étaient maigres, les pauvres diables, ils tenaient pas debout ! Ils* (les Allemands) *en avaient peut-être tué la moitié…plus !*

E – *Et cette femme-là, elle vous a ému ?*

T- *Cette femme, elle avait les yeux bandés, elle pouvait pas voir le jour !*

E- *Pourquoi ?*

T- *Parce qu'elle s'était cachée dans les caves ! Les Allemands l'auraient abusée, vous comprenez ! Vous les connaissez pas, les Allemands ! »*

Malheureusement, la conversation dévie ensuite sur les Chasseurs Alpins, dont le régiment d'Issoire est le support d'artillerie, et ne reviendra plus sur le sujet. Nous étions au début d'un entretien (un quart d'heure après le début de l'enregistrement) qui durera nettement plus de deux heures, et si le témoin a rapidement sauté à la fin de la guerre, en dépit de la chronologie, c'est qu'il a voulu illustrer par un exemple concret la « *cruauté allemande* ». Cependant, à la différence de la plupart de mes témoins, il ne dit pas « *Boches* », même en stigmatisant l'ennemi !

Ce récit est émouvant, mais est-il totalement crédible ? Imagine-t-on une population asservie à de dures tâches et ne se nourrissant pendant quatre ans que de bouillons d'orties ? Imagine-t-on une femme qui s'impose une claustration volontaire dans des caves pendant toute cette durée pour échapper aux viols ? Qui la nourrissait ? Peut-on échapper si longtemps à un envahisseur omniprésent et suspicieux ? Le détail des yeux bandés par incapacité à supporter la lumière du jour, après un si long séjour dans l'obscurité des caves, est bien troublant cependant…

Nous verrons dans le chapitre suivant qu'une fois l'armistice signé, l'accueil des populations civiles sera sensiblement différent vis-à-vis de leurs libérateurs, prenant le plus souvent des allures triomphales.

Avant d'aborder le jour crucial de l'armistice, revenons sur cette année 1918, qui aura vu, à partir de la mi-juillet, le renversement spectaculaire du sort des armes. Après l'hiver, le printemps a vu l'armée allemande s'avancer inexorablement vers le sud-ouest, en direction de Paris, à partir des dix départements occupés depuis 1914 qui lui servaient de base arrière, en trois coups de butoir successifs qui ont bien fait croire à sa victoire, au point que l'empereur Guillaume II a pris le risque de venir sur place, en Picardie, à Marle, pour assister à l'hallali prévisible, à la mi-juillet. Et là, le renversement s'est opéré, aux yeux d'abord incrédules, puis enthousiastes des combattants, des observateurs de la presse, des politiques, renversement puissamment étayé par les renforts américains, de plus en plus nombreux et efficaces, par l'arrivée de plus en plus massive des tanks et des avions, par l'utilisation d'une artillerie lourde, issues des arsenaux, qui, sans faire défaut, était dans les premières années de guerre, très inférieure en nombre de canons lourds à l'artillerie allemande. Dans l'armée allemande, la difficulté de ravitaillement alimentaire et la difficulté d'approvisionnement en canons nouveaux (beaucoup des anciens ayant été détruits par l'aviation, les tanks, les canons français) se firent sentir, d'autant plus que les lignes de chemin de fer de la zone française occupée subissaient les bombardements de l'aviation. N'ayant pas réussi sa percée décisive attendue, l'armée allemande commença à douter, d'où les redditions plus nombreuses qu'avant. On peut dire qu'au 15-18 juillet, et plus encore au début d'août, pour parodier Victor Hugo, dans *Les Châtiments* (*L'Expiation*), qui évoque le renversement des perspectives à la bataille de Waterloo, le 18 juin 1815, à partir de l'arrivée des troupes du feld-marschall von Blücher le Prussien au lieu de l'arrivée espérée de l'armée du maréchal de Grouchy le Français :

« L'espoir changea de camp, le combat changea d'âme »

***

Chapitre 35

L'armistice du 11 novembre 1918

A - Les prisonniers allemands en France

(un peu avant et un peu après l'armistice)

B - L'armistice du 11 novembre 1918

1 - Vécu en France
2 - Vécu en Allemagne par les 16 prisonniers qui y sont encore

Chap. 35 – 1918, 11 novembre : l'Armistice

L'ARMISTICE EN FRANCE

T- « *A l'hôpital de Coulommiers ! Et le lendemain… J'étais allongé… avec un petit Boche là ! Un petit Boche qui était encore plus jeune que moi ! On discutait comme deux frères !*
E- *Il parlait français ?*
T- *Un peu, oui ! Il parlait encore*[1] *assez bien le français. C'était un Alsacien, ou du côté de l'Alsace. On était contents, on s'aimait comme deux frères* (rire heureux, attendri). *Un petit Boche : il me disait qu'il avait été là… Il croyait que c'était moi qui l'avait piqué avec mon fusil ! Il comprenait pas bien. Mais il était content, et moi aussi : on était deux frères ! C'était après la bataille : pas de rancune ! C'est bête de s'en vouloir ! C'était un pauvre diable comme moi ! Il était jeune, encore plus jeune que moi : ça me faisait pitié ! A ce moment-là, c'était en 18, j'avais 22 ans ! »* - **Francisque Ferret** (classe 1916) ayant passé sa jeunesse à Coise (Rhône) puis sa vie d'adulte à Saint-Christo-en-Jarez

« Les journaux arrivés à 4 h du soir apportent de bonnes nouvelles. Les boches se décident à envoyer des parlementaires à Foch. Les gouvernements alliés ont fait connaître à l'Allemagne les conditions de l'armistice en lui faisant savoir que c'était à prendre ou à laisser. S'ils se dépêchent si vite à parlementer, il faut croire que le temps leur presse. Allons, nous y voilà presque arrivés à ce moment si attendu ! Il paraît que des mouvements révolutionnaires éclatent en Allemagne. Les automobilistes passant à 4 H30 du soir nous lancent en passant que l'armistice avec l'Allemagne est signé il y a 2 H. C'est une joie indescriptible dans les rues de Ribémont. Les poilus rient, chantent, crient, gesticulent. Le bonheur rayonne. Mais on doute encore. Est-ce bien vrai, est-ce possible, cela peut-il arriver ? Tous les espoirs sont permis, mais nous attendons la confirmation… »* - Journal de l'adjudant **François Baizet** (classe 1897) de Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire) à la date du 7 novembre 1918

« Le lendemain, on prend la route de l'est, la route de Nancy, et nous avons appris l'armistice dans une petite ville, à Saint-Didier…. Les cloches se sont mises à sonner dans tous les villages : ça a été du délire ! Affreux ! Affreux ! Les vendeuses, les jeunes filles sortaient des magasins, montaient sur les canons ! Ça montait partout ! Elles nous embrassaient ! On en a emmené jusqu'à deux kilomètres ! Elles ne voulaient plus descendre ! Elles voulaient partir avec nous ! Les officiers n'étaient plus maîtres de nous ! On était envahis par ces filles ! » - Maréchal des logis **Jean-Baptiste Biosset** (classe 1918), artilleur, de Renaison.

« Evidemment nos officiers, qui ne se tenaient plus de joie, nous informèrent confidentiellement de la chose et…nous fûmes tous frappés de stupeur. Ainsi donc ce serait vrai ? Il serait arrivé cet événement magnifique dont on avait si souvent rêvé, mais dont si souvent aussi on avait eu la crainte intime qu'on ne serait plus vivant lorsqu'il se produirait ! Vrai, tout cela, vrai ! Mais alors ! Bientôt on quitterait l'armée en poussant un grand « Ouf » de soulagement. Bientôt on pourrait reprendre au foyer familial notre place si longtemps vide, et penser enfin à l'avenir sans que l'image hideuse de la mort vînt se placer devant nos yeux comme pour dire à notre pensée : « Halte là ! ». Enfin, on serait civil et on rejetterait comme une défroque puante ce titre de « poilu », où beaucoup d'entre nous découvraient une ironie blessante et inventée, sans nul doute, par quelque embusqué facétieux en voyant revenir du front quelques permissionnaires en goguette ! »- Récit de guerre du caporal **Claudius Viricel** (classe 1910) de Grammond.

« Je sais que je suis été à Gumières, là-bas. J'ai trouvé des camarades, bien sûr. Les uns chantaient, les autres pleuraient ! Alors, j'ai foutu le camp ! Ceux qui chantaient, leurs garçons étaient revenus ou étaient prêts à revenir ; ceux qui pleuraient, leurs garçons étaient tués ! Et alors, je suis parti, j'ai pas resté. Y avait Philippon, le garde (champêtre) *de Gumières de l'époque, ses deux garçons avaient été tués à la guerre. Et ben, quand il m'a rencontré, il s'est mis à pleurer* (Marius pleure aussi) *Moi, j'ai pas pu fêter le 11 novembre, parce qu'il m'a fait tellement pitié, cet homme, que je m'en suis en allé !* (continue à pleurer) *Les uns revenaient, les autres y restaient. »* - **Marius Rochette** (classe 1917), du hameau de Prolange, à Gumières, en permission de convalescence chez lui au moment de l'armistice.

[1] Cet « *encore* » n'a pas ici, comme on le sent bien, le sens français courant de « *une nouvelle fois* », / « *à nouveau* ». Il

LES PRISONNIERS ALLEMANDS EN FRANCE JUSTE AVANT OU JUSTE APRES L'ARMISTICE

Compassion dans les Monts du Lyonnais pour des prisonniers allemands évadés, avant l'armistice

L'anecdote relatée par le **Père Jean Renesson** (cl. 15), pendant 42 ans curé de Dancé, dans le Roannais (fils d'un cordonnier de Chevrières, près de Saint-Héand) précède de quelques mois l'armistice. Il est au grand séminaire de Francheville, dans le Rhône, quand la guerre éclate, et il part à la guerre en décembre 1914, avec la classe 1915. Il la fera au 96e R.I. de Bourges, participera à la grande offensive de Champagne de septembre-octobre 1915, à la bataille de Verdun puis à celle de la Somme en 1916 ; devenu caporal, il sera gazé le 20 août 1917, et participera notamment à des combats en Belgique en 1918. C'est à une de ses permissions, chez ses parents à Chevrières, en 1918, que sa mère lui donne une belle leçon d'humanité et de charité chrétienne :

E- *« Mais vous en avez connu personnellement, à la guerre ?*

T- (petit rire) *J'en ai connu à une permission.. Je crois que c'est au mois de mai…ou en juillet, je m'en rappelle pas. Y avait des prisonniers qui s'étaient évadés de Saint-Rambert*[2]*, là-bas… Y en avait qui les avaient vus, ils l'avaient dit (mon père était garde…* champêtre !) : *« Ils sont pas bien loin, là-bas ! ». Alors on va sur la route de Saint-Symphorien* (sur-Coise), *puisqu'ils sont là-bas. En effet, ils arrivent au bourque*[3]*..*

E- *De Chevrières ?*

T- *Oui ! On les amène à la maison, mon père discute avec eux. Et puis, y a des gens qui ont dit (comme mon père était cordonnier) : « Vous les laissez là ? Ils vont vous faire du mal ! Ils vont vous…ci, ça… ». Et ma mère, elle disait : « Si c'était le mien qui soit prisonnier, qu'il soit comme ça dans une maison, je serais bien contente qu'on le reçoive bien ! ». Elle leur a fait la soupe, ils ont mangé, et comme reconnaissance (parce qu'on a téléphoné aux gendarmes, ils sont venus les chercher, bien sûr !), et comme reconnaissance…Y avait un prisonnier qui avait un quart, il nous a donné son quart ! Hein ! Fallait ben…*

E- *C'était un joli geste, ça !*

T- *N'est-ce pas ?… »*

Il s'embarque ensuite dans une histoire de permission, loin de cet épisode. Je le ramène au sujet :

E- « *Donc, finalement, c'étaient vos ennemis, mais ils étaient comme vous ?*

T- *Ils sont comme nous ! Pareils ! Vous croyez que ça leur faisait plaisir, de se battre ? »*

Y avait-il un téléphone public à Chevrières en 1918 ? Peut-être les gendarmes de Saint-Héand ont-ils été prévenus autrement… Peu importe, la belle leçon d'humanité de la mère du futur prêtre reste ; elle tient tête aux propos des voisins méfiants, et fait pour les prisonniers évadés, donc suspects, ce qu'elle aurait voulu qu'on fît pour son fils, s'il avait été prisonnier en Allemagne. Et son fils de conclure que les Allemands n'étaient pas plus belliqueux que les Français. Encore que la plupart de mes témoins introduisent un distinguo entre le Prussien militariste et fanatique (et protestant !) et le Bavarois plus modéré, bon vivant, presque pacifique (et catholique !).

Le compagnonnage de la douleur entre blessés ennemis, à l'hôpital

La situation décrite dans le témoignage qui va suivre a dû se produire plus d'une fois, en hôpital français de l'intérieur du pays, ou en hôpital allemand (de la zone occupée en France, ou en Allemagne, pour les prisonniers français), mais un seul témoin l'a décrite : il s'agit de **Francisque Ferret** (cl. 16), ayant passé toute sa vie d'adulte comme agriculteur à Saint-Christo-en-Jarez, où il avait pris femme, mais natif de Coise (Rhône), les deux localités situées dans les Monts du Lyonnais. Elle ne se situe pas après l'armistice, mais dans l'été 1918, mais c'est la logique du thème de la compassion envers l'ennemi qui nous la fait classer ici, après l'épisode de la compassion en Forez, pour les prisonniers fuyards, à Chevrières, dans un lieu très proche (12 km seulement) de Saint-Christo-en-Jarez. Soldat incorporé le 10 avril 1915 au 55e R.I. de Pont-Saint-Esprit, Francis est monté en renfort au 170e R.I. d'Epinal le 28 septembre 1916 (et non pas 1915, comme on pourrait le croire). Sa deuxième blessure, il l'a reçue par éclats d'obus le 19 juillet 1918 entre Courchamps et Licy-Clignon, dans l'extrême sud de Aisne. D'abord soigné sommairement en ambulance provisoire près du front, il fut évacué par train sanitaire puis opéré à l'hôpital normal de Coulommiers, dans la Seine-et-Marne, donc relativement loin du lieu de sa blessure dans l'Aisne : plus de 40 km à vol d'oiseau. Or les parcours réels n'empruntent pas la ligne droite ! Surtout en ces temps où les routes et les voies de chemins de fer étaient très régulièrement bombardées par les avions, donc temporairement inutilisables, ce qui exigeait de longs détours, le recours –en cas de transport en train- à des gares épargnées, donc souvent petites, à l'écart des grandes voies visées en priorité. Dans cet hôpital, Francis a eu un compagnon de lit inattendu :

[2] Un camp de prisonniers de guerre allemands se trouvait à Saint-Rambert-sur-Loire, distant d'une bonne vingtaine de km de Chevrières et d'une trentaine de Saint-Symphorien-sur-Coise (dans le Rhône). Mais, s'ils n'avaient pas emprunté les routes, comme c'est probable, les prisonniers avaient dû parcourir une plus longue distance.

[3] En Forez, toutes les vieilles personnes prononcent ainsi le mot « bourg » = chef-lieu de la commune

E- *« Et vous, vous avez connu personnellement des soldats allemands ?*
T- *Oui ! La dernière fois que j'ai été blessé, là-bas, à Licy-Clignon. Ils m'ont opéré à Coulommiers, derrière le front, à côté de Paris*[4]*. A l'hôpital de Coulommiers ! Et le lendemain… J'étais allongé… avec un petit Boche là ! Un petit Boche qui était encore plus jeune que moi ! On discutait comme deux frères !*

Si ce *« petit Boche »* est plus jeune que Francis, et que ça se voie à vue d'oeil, c'est qu'il a nettement moins que lui, alors âgé, le jour de sa blessure, le 19 juillet 1918, quatrième jour de la contre- offensive française et alliée, de 21 ans et neuf mois (né le 8 novembre 1896 !). Je l'interroge aussitôt sur la question cruciale de la langue de l'échange, attendu qu'il était fort peu probable que Francis, petit paysan des Monts du Lyonnais, ayant perdu son père en 1902 (il n'avait alors que 6 ans), avec une mère devenue servante l'été chez le comte Guillet dans son château de province de Châtelus (à 3 km de leur maison de Coise) et vivotant aussi avec un petit élevage de brebis, avec six enfants en bas âge à nourrir, parlât autre chose que le patois local et le français appris à l'école primaire :
T- [*« A l'hôpital de Coulommiers ! Et le lendemain… J'étais allongé… avec un petit Boche là ! Un petit Boche qui était encore plus jeune que moi ! On discutait comme deux frères !*]
E- *« Il parlait français ?*
T- *Un peu, oui ! Il parlait encore*[5] *assez bien le français. C'était un Alsacien, ou du côté de l'Alsace. On était contents, on s'aimait comme deux frères* (rire heureux, attendri). *Un petit Boche : il me disait qu'il avait été là… Il croyait que c'était moi qui l'avait piqué*[6] *avec mon fusil ! Il comprenait pas bien. Mais il était content, et moi aussi : on était deux frères ! C'était après la bataille : pas de rancune ! C'est bête de s'en vouloir ! C'était un pauvre diable comme moi ! Il était jeune, encore plus jeune que moi : ça me faisait pitié ! A ce moment-là, c'était en 18, j'avais 22 ans ! »*

Ce sentiment de fraternité d'armes des ennemis d'hier, voire du matin même, de compagnons d'infortune devenus voisins sur leurs lits d'hôpital, a rarement été exprimé de manière aussi émouvante, puisque la compassion va jusqu'à l'affirmation de la fraternité : « *on était deux frères ! »*, fraternité qui n'est pas théorisée en *« frères dans le genre humain »*, mais réellement prise au sens propre de *« membres de la même famille »* alors que le très jeune ennemi, dans une sorte de délire, croit que c'est son voisin de lit qui l'a blessé ! Et, à partir de l'anecdote émouvante, la réflexion prend son essor, pour condamner la rancune entre frères ennemis de part et d'autre du Rhin, après le combat imposé aux *« pauvres diables »* du peuple comme eux, par les chefs, politiques ou militaires, vécus comme étant d'un autre monde. Implicitement, il y a là une forte condamnation de la guerre, dénoncé comme stupide et cruelle, puisqu'elle pousse à se tuer deux très jeunes hommes qui se sentent frères dès lors qu'ils sont voisins de lits d'hôpital, guerre aussi imposée au peuple qui ne rêve que de paix et de retour au foyer. L'obstacle linguistique à la compréhension mutuelle est ici levé, dans ce cas favorable, car l'Allemand est en fait un Alsacien resté francophone, soit parce sa famille cultivait secrètement son attachement à la mère Patrie dont elle avait été séparée par la défaite de 1870, et l'annexion de l'Alsace-Lorraine à la Prusse, donc au nouvel empire allemand, soit parce que c'était un frontalier d'Alsace - « *ou du côté de l'Alsace »* - qui maîtrisait deux langues, l'allemand très correctement, le français un peu moins bien…

Ce témoignage ne manque pas d'évoquer la célèbre citation, en forme de chiasme un peu imparfait par sa forme, de **Paul Valéry** dans ses *Cahiers* (29 volumes de réflexions diverses, toutes percutantes et bellement formulées , édités par le C.N.R.S.) : *« La guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas »*. On en retrouve une variante (s'éloignant un peu plus du vrai chiasme) attribuée à **André Maurois** (pseudonyme d'Emile Herzog) sans que jamais l'oeuvre dont elle serait extraite soit précisée: « *La guerre est faite par des gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent très bien mais refusent de s'entretuer »*. Dans sa substance, mais pas du tout dans sa forme (qui abandonne le chiasme au profit du parallélisme, et se fait laconique) cela évoque le jugement de caractère révolutionnaire d'**Anatole France**, publié dans un éditorial du journal *« L'Humanité »* du 18 juillet 1922 : *« On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels. »*

---

[4] Cet *«à côté de Paris »* est assez relatif : en ligne droite, Coulommiers se trouve à 47 km de Paris, distance prise aux entrées est les plus proches de Coulommiers, la porte Dorée ou les portes de Vincennes ou de Montreuil.

[5] Cet *« encore »* n'a pas ici, comme on le sent bien, le sens français courant de « *une nouvelle fois », / « à nouveau »*. Il signifie « *relativement* » et se trouve doublé dans le sens par l' adverbe « *assez* » qui le suit. Ainsi, en français local ligérien, on peut entendre couramment cet échange : « *Mais il est idiot ou quoi ? » - « Non, il est encore intelligent. Il sait raisonner. Et pour l'argent, il se débrouille très bien…»*

[6] Ici, l'expression *« piqué avec mon fusil »* ne signifie pas, comme on pourrait à bon droit le déduire, *« piqué avec la baïonnette fixée à la pointe de mon fusil »* (donc dans un corps à corps), mais *« blessé de loin, et sans grande gravité, par un tir de précision »*. On peut entendre encore maintenant un chasseur dire d'un très bon tireur, compagnon de chasse : « *Oh lui, à la chevrotine, il pique son chevreuil à 500 mètres ! »* (la chevrotine étant une balle unique très perforante, et non une cartouche de fusil de chasse - calibre 12 ou 16 - qui disperse ses plombs en une gerbe qui s'écarte, ce qui nécessité beaucoup moins de précision, mais ne tue pas un gros animal si un seul plomb le traverse, à moins qu'il ne perfore un organe vital comme le cœur ou le cerveau…)

Garde de prisonniers en France après l'armistice

Félix Barbier (cl. 14), agriculteur à Saint-Bonnet-le-Courreau (Planchat), caporal puis sergent au 81e R.I. de Montpellier, trois fois blessé, a été transféré, après sa deuxième blessure et une hospitalisation à Carcassonne, au 132e R.I. de Reims ; sa troisième blessure, à l'épaule, a été reçue en 1918 (date non précisée) devant Ham, dans la Somme.. Après l'armistice, il est affecté à la garde de prisonniers allemands, dans la Marne, à Vavray- le-Grand, à 10 km au nord-est de Vitry-le-François, dans la Marne. Comme il témoigne par bribes de phrases, il est nécessaire de recoudre les morceaux, en ne gardant de mes nombreuses relances que celles qui sont indispensables :

T- *« Mais les Boches, moi je vous dis, c'étaient nos ennemis, mais dans le fond, ils étaient pas si mauvais que ça ! Ils étaient commandés, eux aussi, ils étaient obligés… Y en a qui disent : « Les Boches, c'est ci, c'est ça… ». C'étaient des gens comme nous, mais ils étaient commandés, ils étaient obligés de suivre. Y a des Boches qui étaient pas bien mauvais, hein ! »*

E- *Vous en avez connu, vous, personnellement ? Vous en avez vu de près ?*

T- *Ah ! mais j'ai gardé des Boches à Vavray-le-Grand, moi des prisonniers… à côté de Nancy*[7]*…. C'était à la fin de la guerre… Y a un caporal qui était avec moi. Parce que j'étais sergent, moi : j'étais bien vu du commandant de ma compagnie. J'ai resté combien de temps sergent ? Deux ans, je crois….*

E- *Alors là, vous avez gardé des Boches ? Comment ça se passait ?*

T- *Ils couchaient dans une cave, sous la terre. Mais ils étaient bien avec moi ! Je leur faisais pas de misères*[8]*, mais eusses aussi…*

E- *Mais là, vous pouviez parler avec eux ? Vous connaissiez un peu d'allemand ?*

T- *Eh ben, y en avait qui parlaient un peu français, des Boches. Pas bien, mais un peu…*

E- *Et là, vous avez vu qu'ils n'aimaient pas plus la guerre que vous ?*

T- *Oh ! Ils étaient pas plus charognes que nous !*

E- *Et vous les avez gardés longtemps ?*

T- *Oh ! Jusqu'à la fin de la guerre ! Jusqu'à ce que je suis été démobilisé !*

Fille de T- *En 19 !*

Félix Barrier a été démobilisé en septembre 1919, comme l'attestait son livret militaire.

E- *C'étaient les mêmes ?* T- *Oui, les mêmes !* E- *Mais vous deviez bien les connaître à la fin ?*

T- *Oui, je les connaissais bien…*

E- *Qu'est-ce que vous faisiez ? Vous les faisiez travailler ?*

T- *Ils faisaient les maçons ! C'étaient presque tous des maçons !*

E- *On leur faisait construire quelque chose ?*

T- *On leur faisait construire dans la commune, à Vavray-le-Grand… »*

Manifestement, ces prisonniers devaient tenter de réparer les dommages faits par leurs compatriotes quelques semaines auparavant lors de la dévastation des villages consécutive à la stratégie de la « terre brûlée » accompagnant la retraite allemande… Si tous paraissaient avoir des compétences de maçon, c'est peut-être qu'on les avait regroupés en fonction de ce critère professionnel.

E – *[…] Et là, vous avez pu vous rendre compte qu'ils étaient comme vous ?*

T- *Oui, oui, j'ai vu qu'ils étaient pas bien…* (*« mauvais »*, comme ci-dessus ? terribles ? dangereux ?) *Au contraire, ils me ciraient mes souliers, ils me faisaient mon travail… »*

« Pas si mauvais que ça », « pas plus charognes que nous » : c'est encore par la forme négative que passe la meilleure compréhension de l'ennemi dès lors qu'il devient prisonnier, donc homme vulnérable, individualisé, parlant peu ou prou le français au lieu d'être le représentant indistinct d'une horde sauvage, barbare, assoiffée de sang dont toute l'éducation scolaire des enfants depuis la défaite de 1870, et surtout depuis l'instauration de l'école primaire obligatoire (gratuite et laïque) créée par les lois de Jules Ferry de 1881 à 1884, dont tous les journaux, nationalistes ou pas, avaient dépeint les atrocités sous la IIIe République naissante, puis adolescente, et les atrocités lors de l'invasion de la Belgique et de la France en août 1914.

Dans l'ouvrage collectif (sous la direction de trois historiens français Jean-Jacques Becker, Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, un historien anglais Jay M. Winter et un historien allemand Gerd Krumeich) intitulé *« Guerre et Cultures 1914-1918 »)* l'historien anglais **John Horne** analyse un de ces thèmes devenue source d'une puissante rumeur germanophobe au tout début de la guerre dans sa contribution intitulée : « *Les mains coupées : « atrocités allemandes » et opinion française en 1914 »* . Ayant relaté, à partir des archives de la Commission française sur les crimes de guerre, de nombreux cas de témoignages individuels de

[7] Cette localisation est plus qu'approximative : Vavray-le-Grand se trouve environ à 135 km à l'est de Nancy ! Mais peut-on reprocher à un octogénaire (93 ans au moment de l'entretien) qui a peu voyagé en dehors de la Grande Guerre de ne pas savoir évaluer les distances, dans cet est de la France où seul le nom des grandes villes lui était familier ?

[8] *« Faire des misères à quelqu'un »* en Forez et dans sa périphérie, signifie lui causer des ennuis, chercher à lui nuire, souvent par des mesquineries ou des broutilles

civils et de militaires dans les premiers mois de guerre cités et donnés pour véridiques dans la presse, il efforce de synthétiser les variantes de ce qui prend l'allure d'une rumeur protéiforme et la puissance d'un mythe : *« Nous nous proposons d'explorer l'univers culturel du phénomène en prenant une des images les plus saisissante des « atrocités allemandes » pour l'esprit français en 1914 –la fille, l'enfant, parfois l'adulte, à qui la main est coupée par une brute teutonne […] La masse qui reste est souvent éloquente sur l'état d'esprit des témoins et contient au moins une quarantaine de références à des mains coupées » […] Tout, dans ce corpus de témoignages, laisse supposer une légende : l'uniformité de l'image de l'enfant (le plus souvent une petite fille) aux mains emmaillotées ou bien (dans une variante) de la main trouvée dans le sac ; la consistance de la charge émotionnelle car il s'agit de la souffrance passive et silencieuse d'une petite martyre (les explications venant d'un adulte-disciple) ; le manque de témoignages oculaires sur la réalité de l'amputation ; la précision, en revanche, sur les éléments contextuels pour confirmer la véracité du récit. […] Cette force émotionnelle prend souvent la forme d'une hystérie contagieuse. Dans le cas présent, le mythe de la fille ou du garçon aux mains coupées semble bien avoir été un élément important de l'expérience de l'invasion de 1914… »*[9]

Ce mythe, fondé sur quelques cas réels d'atrocités amplifiées et modifiées, trouvera une confirmation dans les horreurs de la guerre vécues par chaque Poilu dès qu'il sera au front, et ancrera encore davantage dans les esprits français, belges, alliés, l'image des « *Barbares teutons* », dignes héritiers des atrocités commises par les hordes d'Attila, un millénaire et demi auparavant… Et voici que le guerrier teuton, dès lors qu'il est prisonnier et pris individuellement, devient un homme !

Les prisonniers allemands : leur encadrement, leurs travaux, leur faim et la pitié qu'ils inspirent

Pierre Sabatier (cl. 13) de Firminy, dont nous avons présenté, au chapitre précédent, le témoignage poignant sur les deux prisonniers allemands exécutés aussitôt d'une balle par le capitaine, qui en blesse deux autres, qui sont promis au même sort par un commandant confiant leur reconduite à l'arrière à des tirailleurs algériens dont le gradé le comprend à demi-mot, s'est trouvé avec d'autres prisonniers après l'armistice. Précisions qu'il est marié depuis 1912, et a deux enfants, nés en 1912 et 1915. Il se trouve à la mi-novembre 1918 avec son régiment, le 35e R.I. de Belfort, dans la Marne, à Saint-Ouen Domprot, en bordure du camp de Mailly, où sont gardés des prisonniers russes, et Pierre, revenant sans doute de permission, va, en début d'année 1919 se voir détaché de sa compagnie, touchée par la grippe espagnole:

T- *« Alors quand j'ai rejoint mon régiment…*

E- *Toujours le 35 ?*

T- *Oui ! Il était plus à Saint-Ouen, il était à Belfort, à la caserne. Et le lieutenant était parti à Paris. Alors je suis arrivé, je vais au bureau ; il* (un autre officier) *me dit : « Il faut pas monter à ta compagnie : ils sont tous…en …en… comment on appelle ça ? …Contagieux !*

E- *En quarantaine ?*

T- *En quarantaine, oui ! Et il fallait pas y rentrer ! Mais j'y ai été quand même les revoir. Y en a un* (officier) *qui me dit : « T'as deux petits. Y a une bonne place, là, si tu veux : tu vas aller à Verdun et tu garderas les prisonniers allemands ». C'est là que je suis parti à Verdun, et j'ai resté six mois à Verdun.*

E- *Donc en 19 ?*

T- *En 19, du mois de février jusqu'au mois d'août, qu'on m'a libéré.*

E- *Et qu'est-ce que vous leur faisiez faire, aux prisonniers allemands ?*

T- *Eh ben on était une vingtaine, on les descendait. On avait un groupe. J'en avais un, par exemple, un groupe de 20 ou 25, et puis l'autre en avait 25. Alors y en a qui donnaient la main*[10] *à déblayer les maisons écroulées, d'autres, ils travaillaient à l'abattoir… »*

On ne peut s'empêcher de penser que ces derniers n'en étaient pas à leur apprentissage…

E- *« On leur a pas fait déminer des mines, non ?*

T- *Non ! On les descendait, puis chacun prenait son…*(équipe ?). *Puis après, à part ça, on* (les sentinelles françaises) *se réunissait tous, on mangeait tous ensemble, on les laissait travailler.*

E- *Comment est-ce qu'ils se comportaient ?*

T- *Assez bien… Ils ont des fois fait des tours de bâton* (des bêtises ? des infractions ?)…*Une fois, ils ont insulté…enfin, ils rigolaient de deux officiers. Et les deux officiers sont passés, ils les ont pris, hein ! Fallait les signaler en arrivant. D'autres fois… J'étais à l'abattoir. Y en a qui se rendaient à l'abattoir, ils tuaient des chevaux qui avaient la gale, ils en faisait des saucissons. Et on tombait bien, parce que je mangeais bien, là ! Y avait pour manger ! »*

Il n'y a pas la moindre nuance d'humour dans la voix de Pierre dans l'énonciation de ces deux dernières phrases ! Il continue : *« Alors, l'autre, il se fait prendre : il avait volé un saucisson, il l'avait mis je*

[9] J. Horne, op.cit., édition Armand Colin 1994, pp. 134 et 139

[10] L'expression « donner la main » s'emploie encore très couramment en Forez pour dire aider, surtout pour des travaux manuels : *« Son beau-père lui a beaucoup donné la main à faire les moissons, cette année »*

sais pas où ! Un prisonnier ! Et à Verdun pour aller au fort de Regret, y avait 7 km. Ils m'avaient fait appeler : « Allez ! Faut l'emmener ! Tout de suite ! ». Je dis : « Je l'emmènerai avec les autres ! » - « Non, non ! Tout de suite ! Je veux pas le voir ici ! ». Moi, monter à 7 km, puis redescendre, hein ! » Alors, je disais : « Bougre de con, tu t'es… » (rire) *J'étais en colère contre lui !*

E- *Il vous comprenait pas !*

T- *Eh oui ! Il s'en foutait ! »*

Il faut comprendre que, sans doute, Pierre, revenu avec ses camarades accompagnateurs de groupes de prisonniers, est appelé au téléphone, et un officier d'intendance le somme, en milieu de journée, d'aller rechercher tout de suite, à l'abattoir de Verdun, le prisonnier voleur du saucisson, alors qu'il pensait le ramener seulement le soir (pour s'éviter un double trajet) avec ses camarades prisonniers, plus honnêtes…ou plus prudents ! Le fait que les chevaux pourvoyeurs de viande pour saucissons soient galeux ne dissuade pas le prisonnier… Et on se demande à qui sont destinés ces fameux saucissons ! Aux soldats français ? A la population civile de Verdun ?

Chaque soir, les prisonniers sont ramenés au fort de Regret, qui constitue une prison sûre, comme le décrit Pierre un peu plus loin : *« Le fort de Regret, c'est un fort avec un portail qui sautait un ravin, qui était entouré d'un ravin. On rentrait dans le fort… ».* En somme, c'est une sorte de château-fort, dont le ravin constituerait des douves naturelles, avec un pont d'accès, comme un pont-levis, surmontant le vide du ravin.

Les prisonniers qui tentaient de s'évader et qui étaient repris étaient punis d'incarcération dans le fort, mais Pierre en décrit un qui s'était fort bien accommodé de son sort et qui y avait, en quelque sorte, monté, avec un sergent français complice, sa petite entreprise artisanale lucrative :

E- « *Et jamais ils n'ont cherché à se révolter contre vous ?* T- *Ah ben non, non !* E- *Est-ce qu'il vous est arrivé de parler avec certains Allemands ?*

T- *Bien sûr ! Parce qu'il y avait un prisonnier allemand qui était dans le fort et qui s'était évadé. Et il s'était fait prendre : on l'avait ramené. Alors, on l'avait mis en prison dessous la terre* (cellule souterraine). *Ça* (une trappe dans le sol ?) *se levait, on l'avait mis en-dessous. Et c'était un malin ! Avec des douilles d'obus de 75 – il avait demandé, il s'était débrouillé avec les machins* (les gardes - en fait un sergent : cf infra). *Il les forgeait. Il faisait des machines comme ça*[11]*. J'en avais deux, des vases, que je regrette de les avoir vendus, parce que pendant la guerre de 40, fallait donner du cuivre, on avait des bons de vin. Et ces deux machins, ça aurait une valeur inestimable*[12]*, maintenant ! »*

Puis Pierre décrit sommairement la décoration de ses vases : *« Puis c'était marqué* (inscription gravée), *puis c'était comme ça, fermé* (resserré au milieu), *sculpté, avec des machins tout le tour, marqué « Verdun ».* Et Pierre indique comment il se les est procurés :

T- *« Il en faisait pour le sergent. Et moi, j'allais être libéré, je savais que j'avais plus que deux jours. J'avais des boîtes de sardines, des boîtes de singe*[13]*. Alors, j'y descends, je lui dis* (au prisonnier graveur de douilles) : *« Tiens, prends-les, ces machins ! » - « Je te donne ça ! ». Et il me les a donnés, les deux. Ils étaient pour le sergent, c'est moi qui les ai eus, je les ai embarqués ! »*

Non seulement le sergent est complice en lui fournissant des douilles d'obus vierges et des outils de graveur, mais on peut penser que c'est lui qui revend les vases décorés aux amateurs, nombreux parmi les Poilus qui rentrent chez eux, en rémunérant son artisan-artiste au cachot par de la nourriture, sans doute, ce qui devait lui assurer un coquet bénéfice… Et Pierre se permet de raccourcir le circuit de distribution en traitant directement, par un troc, avec le prisonnier : le fait d'être libéré presque aussitôt après le délivre du souci d'avoir à s'expliquer auprès du sergent, qui devait surveiller la production !

Pierre raconte une dernière anecdote, où l'on va retrouver la pitié pour les prisonniers déjà exprimée par d'autres témoins, et même le sentiment de solidarité entre combattants ennemis il y a peu, sentiment plus fort que le lien entre soldats français, séparés par le clivage entre anciens combattants et « embusqués » :

T- *« Vous savez, une fois, ils étaient en repos. Alors y avait une gare, un wagon qui était arrêté, un wagon de marchandises. Alors on était deux ou trois, on y va, et on entend par les petites lucarnes* (en haut des wagons de marchandises) : *« Kamarades ! Kamarades ! Kamarades !' qu'ils criaient ! Ils étaient prisonniers, ils étaient fermés, avec un verrou : on avait fermé les parties. Et puis y avait deux soldats qui montaient la garde,*

---

[11] On se trouve ici devant une curieuse forme d'artisanat sur douilles d'obus, qui n'est plus de l'artisanat de tranchées, mais qui y ressemble fort : le prisonnier devait confectionner des vases à fleurs décorés, en cuivre repoussé, comme la plupart des Poilus en ont rapporté chez eux, et qui font depuis un demi-siècle les délices des « chineurs » dans les foires à la brocante ou chez les antiquaires, pour les plus beaux.

[12] *« Inestimable »* est un bien grand mot : pour en avoir collectionné, de ces vases décorés sur douille d'obus de 75, je les ai payés, selon la finesse de leur décoration, florale le plus souvent, de leur damasquinage ou niellage, et selon la richesse de leurs inscriptions en cuivre repoussé, entre 70 et 120 euros la paire (prix 2011-2012), le prix dépendant aussi du vendeur (brocanteur ou antiquaire). Le fait d'être en paire les rendait plus chers. Leur place quasi naturelle autrefois était sur une cheminée en marbre, encadrant la grande glace de la salle à manger, et ils servaient souvent de vases à fleurs.

[13] Nom du corned-beef, en argot militaire

c'étaient des Territoriaux, ils étaient vieux. Alors, ils nous disent « Kamarades ! » et (geste conventionnel de la main droite aux doigts se touchant, en direction de la bouche) *« ils avaient faim ! »*

Faisons une courte pause : soit c'est Pierre qui a compris, au ton des prisonniers, qu'ils avaient faim, et son emprunt à la gestuelle française conventionnelle est un pur accompagnement de sa pensée, soit les Allemands ont pu faire passer une main par la *« petite lucarne »* du sommet de la paroi des wagons de marchandises ou de bestiaux (aération) et faire un geste suffisamment expressif pour que des Français le comprennent. Il semble bien que ce soit ce second cas, à en croire ma réplique :

E- « *Ils vous font signe : manger et boire !*

T- *Alors nous, qu'est-ce qu'on fait ? On part vers la compagnie, on le dit aux autres, on prend des bidons d'eau, on remplit ces machins d'eau, puis du pain, des boîtes de sardines. On arrive, on leur le* [14] fait passer. Alors les autres* (les Territoriaux gardant le wagon) *nous engueulaient, mais on les envoyaient promener ! On leur disait : « Vous avez jamais monté au front ! Vous savez pas ce que c'est ! C'est des hommes comme les autres ! ».*

Ce reproche fait aux Territoriaux est peut-être injuste : si certains n'ont effectivement pas connu le front, car ils ont passé la guerre à garder des voies ferrées à l'arrière, ou à faire la police dans des gares, d'autres, en revanche, ont fait des travaux de Génie à proximité immédiate du front, donc à portée des canons allemands : constructions de cagnas pour les officiers, ou de sapes pour les hommes de troupe, dans les tranchées, transport de rondins pour le toit de ces cagnas ou de ces sapes, construction de voies étroites de chemin de fer Decauville pour amener les canons de marine ou les wagons d'obus dans des lieux difficiles d'accès, dépourvus de routes, etc..) : c'était le cas de la section d'une soixantaine de Territoriaux que commandait l'adjudant **François Baizet**, de Chassigny-sous-Dun, qui a longuement décrit ces travaux dans ses carnets de guerre. Mais ce reproche traduit bien le mépris des combattants pour ceux qu'ils considèrent comme des « embusqués ». Reprenons l'entretien au moment précis où je l'ai interrompu :

E- « *Donc la haine s'effaçait, là ?*

T- *Ah oui ! Je sais pas, moi, qui c'est qu'il y avait dedans, combien ils étaient. Mais on leur a fait passer, ils étaient contents. On leur a fait passer les bidons, ils les redonnaient vides, ils en prenaient un autre, sept, huit, on avait monté des bidons, puis on leur mettait des boîtes de sardines, du pain, on leur le* donnait…*

E- *Vous aviez pitié d'eux, quoi !*

T- *Eh oui ! Voilà ! C'était juste ! »*

On voit donc que, dès qu'il est prisonnier, donc vulnérable, affamé, le Boche ennemi devient presque un proche, en tout cas un être humain dont on a pitié, et qu'on prend l'initiative de nourrir, malgré les consignes strictes données aux sentinelles françaises gardant les wagons ! Sentinelles qu'on renvoie d'un bloc, d'une réplique, dans la catégorie honnie des « embusqués ».[15] On a vu, à la fin du chapitre précédent, un cas similaire de prisonniers nourris par les soldats français, dans les derniers jours d'octobre 1918, malgré les ordres du capitaine : voir le témoignage de **Jean-Baptiste Monier** de Marols.

Pitié pour un très jeune soldat allemand mort, le jour de l'Armistice

Jean Giraudon (cl. 11), fils de passementier stéphanois, devenu, après deux ans de spécialisation à l'Ecole Professionnelle[16] de Saint-Etienne, spécialiste de la mise en carte de la passementerie, activité exercée jusqu'à son départ au régiment en octobre 1912, a eu deux carrières successives, différentes de sa formation initiale : une militaire, de 1919 à 1928, au 38e R.I. de Saint-Etienne, qu'il termina comme adjudant-chef (devient lieutenant de réserve en 1935), une civile, dans les Postes de 1928 à 1952, évoluant de commis à inspecteur des P.T.T.. Il passera sa retraite à Bourg-Argental, où je l'ai rencontré le 21 novembre 1987 (âgé de 96 ans, et fringant !) pour un très long entretien, très vivant. Il a donc effectué toute la guerre, de 14 à 18, au 16e R.I. de Montbrison, qu'il a achevée comme sergent, et a été plusieurs fois blessé. Il évoque un souvenir émouvant datant de l'armistice :

E- *« Et sur la fin de la guerre, donc, si on en revient à vos épisodes du Grand-Rozoy[17] … Après, vous avez dû avancer !*

T- *On a avancé, on a avancé et… Je me rappelle, à la fin, tout à fait à la fin… On était sur la route, on a fait 30 km le jour de l'armistice, le 11 novembre : 30 km à pied ! Et ce matin-là, c'est à 11 heures que le colonel a passé, il nous a crié : « C'est fini ! C'est fini, les gars ! C'est fini ! C'est signé ! ». – « Ah bon ? » - Alors ça va*

---

[14] Cette inversion incorrecte des pronoms personnels compléments (le complément d'objet indirect ou d'attribution *« leur »* avant le complément d'objet direct *« le »)* est encore assez courante en Forez , et pas que chez les gens dénués d'instruction !

[15] Voir le chapitre XXIX – « *La haine des embusqués »*

[16] « La Prof », qui deviendra le Lycée Technique, puis Technologique Etienne Mimard

[17] Renvoie à ce qui précède dans ce très long entretien qui a dû durer près de trois heures (avec quelques pauses) : à Grand-Rozoy (17 km au sud de Soissons, dans l'Aisne), en août 1918, il a, avec son agent de liaison, fait sept prisonniers en prenant un nid de mitrailleuses

bien[18]*... Eh ben, vous savez, j'ai eu un moment là, où j'ai eu de la peine. J'ai vu un jeune Allemand qui était mort, qui devait avoir…ffff… 17 ans, à peu près, 18 ans au maximum ! Il était mort, il était sur le bord de la tranchée, sur le bord du chemin, de la route ! J'ai dit : « Pauvre type, quand même ! » Et ses parents ? » Hein ? Ça m'a fait quelque chose, de voir ce type, là… C'était un Allemand, pourtant ! Ça m'a fait quelque chose de le voir mort, le dernier jour, comme ça !…*

E- *Il avait été tué le dernier jour ?*

T- *Il avait été tué parce que nous avancions quand même, mais avec… On était couverts* (protégés) *par des…Comment on appelle ça ? … des reconnaissances, devant... Il avait été tué, là, alors je vous dis, ça m'a fait de la peine ! »*

Il faut comprendre que ces « *reconnaissances* », petites patrouilles avancées, en armes, envoyées en avant du régiment pour reconnaître le terrain, le sécuriser, et repérer les ultimes positions éventuelles de l'ennemi, qui pourtant s'enfuit, ont dû trouver cette très jeune sentinelle postée en arrière-garde, et l'abattre… Reprenons le dialogue au point où nous l'avons laissé :

E- *« Oui, parce que là, la guerre était finie !*

T- *C'était fini ! Il était là, il était mort… Un petit gamin qui devait avoir 16…à peine 18 ans !*

E- *Si ça avait été la veille, il aurait été en vie ?*

T- *Eh ben oui !*

E- *Y en a eu, dans vos sections, qui ont été tués le dernier jour ?* T- *Non !* E- *Parce qu'on m'a raconté le cas de gens morts dans les derniers jours !*

T- *Oui, oui, dans les derniers jours ! Là, non, j'en ai pas vu, moi ! Et alors nous sommes arrivés dans un patelin qui avait été occupé par les Allemands. Alors, on nous a cantonnés dans une cave, là, toute la section, une grande cave. Y avait un bon vieux qui était là, qui avait été occupé* (par les Allemands, sans doute pendant quatre ans, depuis 1914). *Alors, ça va bien, on avait juste notre ravitaillement, notre bidon : à peine un quart de vin, quoi ! Et puis, tout un* coup, y a un type qui s'amène : « Giraudon ! Giraudon ! Y a boni !*[19] *»* (rire) *Y avait le ravitaillement des Italiens, et ils avaient percé les tonneaux, hein…et puis* (rire*) tout le monde est allé boire ! On en a fait boire au vieux ! Il en a bu cinq ou six quarts puis il était complètement* (rire)…

E- *Saoul !*

T- *Il en avait pas bu, de vin, de je sais pas combien de temps ! »*

J'ai laissé se développer le témoignage vers un apparent hors sujet, alors qu'il aurait été facile de le limiter à la seule séquence, très émouvante bien que très brève, de la pitié pour la mort du soldat allemand, tout juste sorti de l'adolescence. Plus d'un journaliste l'aurait fait, en y rajoutant du pathos; je l'ai souvent constaté à propos de la version journalistique locale d'anecdotes émouvantes dont j'avais parlé en conférences sur la Grande Guerre. Mais Jean n'a pas insisté sur son émotion face au cadavre de ce très jeune homme, et est passé, sans transition, de la pitié au rire, de la tragédie à la comédie bouffonne du spectacle du vieux Picard, habitant une partie est - vers la ligne Hindenburg - de l'Aisne (le régiment a beaucoup avancé par rapport à Grand-Rozoy où il se trouvait en août) occupée par l'ennemi, vieillard privé de vin pendant quatre ans, et dont l'ivresse réjouit les soldats, ce qui est un peu méprisant du fait de leur petit jeu cruel (*« On en a fait boire au vieux »*), soldats qui, par ailleurs, sont heureux de constater son contentement à déguster enfin ce fameux « pinard » à larges quarts, ce qui part d'un meilleur sentiment de la part des jeunes militaires… Ambivalence de la guerre, et de l'homme, surtout dans sa version combattante, où l'on passe des larmes au rire, et vice versa, en un court laps de temps, tant cette vie de luttes et de mort(s) se sature d'émotions…

<u>Prisonniers affectés en 1919 au ramassage et au transport d'obus non explosés sur les champs de bataille</u>

---

[18] *« Alors, ça va bien… »* : expression assez courante en Forez pour abréger un récit et en venir à l'essentiel. C'est un peu l'équivalent de *« j'en passe »* ou *« enfin, bref… »*

[19] Dans son ouvrage fort intéressant intitulé *« Les mots des soldats »* (éditions Belin, Paris, 2004), **Odile Roynette** définit ainsi « boni » en en donnant l'origine : « ***Boni-*** *Issu de l'expression latine « aliquid boni » qui signifiait littéralement « quelque chose de bon » , le mot* ***boni*** *désignait dans l'armée le fonds d'économies formé par l'excédent des recettes sur les dépenses réalisées pour l'entretien quotidien des soldats. En cas de boni, les officiers responsables de la gestion d'une unité pouvaient choisir d'améliorer* ***l'ordinaire****, par exemple en augmentant les rations alimentaires distribuées aux soldats […]* Et de citer un exemple de <u>*Bel-Ami*</u>, de Maupassant, publié en 1885, ce qui montre que l'usage de ce mot est bien antérieur à la Grande Guerre, avec une longue citation que j'abrège, relatant les pensées de Georges Duroy, le héros cynique du roman, ancien militaire, qui parvient à s'élever dans la société en séduisant les épouses d'hommes puissants : *« Il réfléchit que les repas du matin étant de vingt-deux sous, au lieu de trente que coûtaient ceux du soir, il lui resterait, en se contentant des déjeuners, un franc vingt-cinq centimes de boni… ».* On est alors au début du roman, et le héros (utilisant le vocabulaire militaire de son passé récent) est encore impécunieux... Mais l'expression incorrecte « *y a boni !* » est sans nul doute inspirée par le célèbre *« y a bon !* » des tirailleurs sénégalais (pas du slogan de Banania, - et de son fameux tirailleur sénégalais à chéchia rouge et au sourire d'une blancheur éclatante - qui, comme on l'a vu dans une note du chapitre précédent, précède de peu l'Exposition Coloniale de 1931 à Paris)

Jean-Marie Ollier (cl. 18) de Saint-Marcellin-en-Forez (fils d'agriculteurs louant une ferme à Périgneux) marchand de fromages itinérant sur les marchés du sud du Forez, incorporé en mai 1917 au 38e R.I., a été versé au printemps 1918 au 283e R.I. de Saint-Gaudens, avec lequel il a combattu comme chargeur de mitrailleuse, en Picardie, dans l'Oise, puis en octobre, dans les Ardennes. Au moment de l'armistice, il se trouve à Charleville-Mézières. Le régiment revient à Garches, ensuite à Saint-Cloud une partie de l'année 1919, puis Jean-Marie est expédié au dépôt du régiment dans une ville proche de la Garonne (dans laquelle il se baignait), commençant par un « M », mais qui n'est pas Montauban ! Marmande ? Muret, au sud de Toulouse ? Toujours est-il que s'ennuyant à des travaux de secrétariat très particuliers, qu'il a effectués *« tout un été »*, Jean-Marie demande à revenir à Mézières, dans les Ardennes, pour surveiller des prisonniers allemands.

Son travail de secrétariat étant si original, vu à un siècle de distance, qu'il convient un instant de laisser s'expliquer le témoin : *« Ils m'ont fait passer un machin* (un test) *pour écrire et ils ont dû voir que je me débarrassais* (débrouillais). *Alors ils m'ont envoyé là-bas* (au dépôt en « M », sur la Garonne !), *pour faire des machins à titre posthume, des…*

E- *Des décorations ?*

T- *Des décorations !*[20] *A titre posthume ! Des types qui étaient tués, et qu'on avait leur dossier là-bas. Alors, il fallait les chercher dans les dossiers pour leur attribuer une décoration, quoi !*

E- *Et vous, vous écriviez quoi ? Des diplômes ?*

T- *C'est-à-dire on cherchait dans les archives, on faisait un…comment je vous dirais ?*

E- *Un petit résumé de leur vie ?*

T- *Oui ! Comment ça s'était passé, la mort du type. On avait les papiers qu'on remplissait… »*

Cela semble être des documents officiels imprimés qu'un secrétaire occasionnel comme Jean-Marie complétait en y insérant le nom du soldat tué, et sans doute, les circonstances de sa mort au front, et peut-être une citation élogieuse (à l'ordre du régiment, de la division…) décernée par le colonel qui motivait l'attribution de la croix de guerre, par exemple, avec ou sans palme.

Mais suivons notre témoin à Mézières :

T- « *Puis j'ai demandé à partir, soigner*[21] *les prisonniers boches, à Mézières, à côté de Mézières*

E- *Vers Charleville, là-haut ?*

T- *Oui ! Alors là-bas, y avait des prisonniers qui avaient été punis, quoi, qui étaient pas envoyés chez eux encore. Et y avait un camp de discipline. Là-haut, je suis rentré au ravitaillement. C'était à 5-6 km de Charleville-Mézières. Alors on allait chercher le pain, le bazar, à Mézières. J'avais un prisonnier ou deux, boche(s) pour soigner les chevaux, j'étais bien mieux à mon affaire que d'être dans les papiers, moi ! Alors après, on a renvoyé les prisonniers boches…*

E- *Avant de les renvoyer, comment est-ce qu'ils se comportaient avec vous ?*

T- *Ils étaient pas désagréables avec nous ! Là, les Boches travaillaient dans un champ un peu à l'écart, un champ qui était loin des habitations parce qu'on y faisait sauter des munitions qui étaient ramassées sur le champ de bataille. Alors, on ramassait des wagons à munitions, les obus de 75… Y en avait de toutes sortes…On les amenait en camions dans un champ. Ce champ, y avait des trous : ils entassaient dans les trous ces munitions… »*

Puisque l'opération se faisait avec des camions, il semble que l'expression *« des wagons de munitions »* ne soit pas à prendre au sens propre, mais au sens figuré : des quantités extraordinaires de munitions !

E- « *Ils reculaient le camion alors ? Ils le versaient ?* (avec une benne basculante)

T- *Ils le versaient pas trop, non !* (ton amusé) *Ils les prenaient ben avec les mains !*

E- *Eh oui ! Parce que ça pouvait exploser !*

T- *Alors, ils les entassaient là-dedans… C'étaient des prisonniers boches qui faisaient ce travail ! Dans le champ, y avait peut-être quarante ou cinquante trous comme ça, qui étaient pleins ! Alors le soir... Ils restaient toute la journée, ils mangeaient là : on leur apportait la soupe, là, et nous on mangeait ben en même temps. Mais enfin, moi, j'y avais pas toujours resté, là : j'avais fait le ravitaillement.*

E- *Et on le faisait sauter tous les jours, ça ?*

T- *Tous les jours !*

E- *Mais avec quoi on le faisait sauter ? Avec un canon ?*

T- *Avec un obus qui était branché…*

E- *Ah oui ! Avec un détonateur, à distance..*

---

[20] Puisqu'il s'agit d'écrire en ayant une belle calligraphie, cela semble être les diplômes sur papier accompagnant l'attribution de décorations (croix de guerre, médaille du combattant), voire des attestations de citations militaires.

[21] Jean-Marie utilise ici le verbe « soigner » dans un sens local ancien, dérivé du patois, signifiant non pas « panser », mais « surveiller » : *« Ma mère est allée soigner les vaches au pré des Mazelles »*. Cet emploi est connu de la province voisine du Velay. Ainsi Claudine Fréchet et Jean-Baptiste Martin, dans leur *« Dictionnaire du français régional du Velay »*, écrivent : *« Soigner » v. tr., surveiller, s'occuper de.. » - Quand au collège, j'allais aux toilettes, je demandais toujours à une copine de venir me soigner, parce que les portes ne fermaient pas souvent » - « Soigne les enfants, je vais faire les commissions »* op.cit. p. 139

T- *Eh oui, à distance. Et ils en faisaient sauter, je sais pas moi, des cinquantaines ! Le soir ! Quand tout le monde était* (sic) *foutu le camp ! Ils venaient, ceux qui les faisaient sauter exprès*
E- *C'étaient des Français ou des Boches, ceux qui les faisaient sauter ?*
T- *C'étaient des Français qui les faisaient sauter !*
E- *Et les Boches, dans le transport, y avait des accidents, parfois ?*
T- *Même pas ! Y en a ben qui essayaient de faire quelques conneries* (ton enjoué) *mais enfin, y avait pas trop de malheurs ! Y en a qui s'étaient évadés cinq-six fois, hein !*
E- *Oui, mais quand je pensais aux accidents, c'était à autre chose : des obus qui leur explosent dans les mains !*
T- *Ben, non ! Pas même ! Pas même, non ! J'en ai pas entendu parler, moi, de ça…*
E- *Et là-bas, dans ce camp de Mézières, vous y êtes resté longtemps ?*
T- *C'est-à-dire que j'ai été démobilisé là-bas, moi. Quand on a renvoyé les Boches chez eux, alors nous, on a rentré en caserne.*

Il apparaît, aux bribes d'échanges qui suivent, qu'il est resté dans ce camp jusqu'à l'été 1920, ce qui excédait un peu ses trois ans dus à l'armée, depuis la loi de 1913. Il est revenu ensuite chez lui doté des deux viatiques du Poilu démobilisé : le costume neuf et le pécule.
E- *« Qu'est-ce que c'était, ce fameux complet Clemenceau ? On m'en a parlé…*
T- *C'était un habillement civil. Il était ben un peu juste, moi qui étais grand !*[22]
E- *Il n'était pas à la mesure de chacun ?*
T- *Ah ben là, alors non ! Il était pas fait sur mesure, hein ! Alors, j'avais acheté une paire de chaussures, moi, pour pas avoir des brodequins. Puis une casquette.*
E- *Et on vous donnait un petit pécule, non ?*
T- *Trois cents francs ! Ça représentait quelque chose à ce moment ! Trois cents francs ! Le complet Clemenceau…*
E- *Je sais que trois cents francs, avant la guerre, c'était le prix d'une vache. Avant la guerre ! Mais c'est que les prix avaient beaucoup monté ! Qu'est-ce qu'on pouvait acheter avec ces trois cents francs, en 20 ? »*

Jean-Marie a réfléchi, puis n'a pas pu donner de réponse précise… Il est rentré chez lui, à la fin de l'été 1920, avec son costume Clemenceau un peu trop court, et son pécule, qui lui a bien servi à démarrer dans la vie, à 22 ans. Pour la plupart de ceux qui n'avaient pas été mariés (le mariage, étant pour les hommes d'extraction modeste, l'occasion d'acheter leur premier « complet » avec un gilet, et son petit gousset pour mettre la montre oignon) c'était la première fois qu'ils possédaient un costume de cérémonie…

Ce *« complet Clemenceau »*, un autre témoin le décrit de manière plus complète, mais critique, et montre qu'il y avait une alternative pour les soldats à qui il déplaisait. Il s'agit du sergent **Eugène Reymondon** (cl. 98), agriculteur à Saint-Maurice-en-Gourgois (Sabonnaire). De Bruxelles, où il se trouve depuis le début du mois de décembre 1918 avec son 63e Bataillon de Chasseurs, il écrit, le 25 décembre, à sa jeune femme Antonia (mère de leur fils de deux ans et demi à cette date) qui exploite la ferme avec Vida (Vital), un domestique porté sur le vin et la « goutte », et un prisonnier alsacien Charles Bauer (cf infra), sans pouvoir compter sur son père, assez gravement malade :

« On nous impose un costume de pardessus marron, culotte courte[23] *et casquette. Le pardessus sera de trop mauvaise qualité pour que j'ose le porter, le pantalon non tombant et la casquette me sont inutilisables. Je vais laisser le tout et prendre les 52 fr. qu'on donne à la place. Je sais que 52 fr. c'est peu, mais j'aurai quelque chose d'utile. ».*

Eugène sera finalement démobilisé en Belgique, le 4 février 1919, avec sa classe 1898 (il aura donc 41 ans), mais ne rentrera pas à Sabonnaire avec son *« complet Clemenceau »*. S'il se permet de le refuser, et de faire entrer en considération des questions d'élégance, alors que 52 fr. ne permettent sûrement pas d'acquérir un costume neuf, c'est qu'il a des revenus non négligeables, la ferme héritée de ses beaux-parents (plus le revenu d'un petit négoce de machines agricoles, de sa part) étant au-dessus de la moyenne locale, comme l'atteste le refus à la demande d' « *Allocations aux familles de mobilisés* » opposé à Antonia par la commission cantonale de Saint-Bonnet-le-Château, le 21 décembre 1915, alors qu'elle est enceinte mais pas encore mère (elle le sera le 4 mars 1916), refus qui s'appuie sur deux motifs : *«Pas d'enfant - Fille unique habitant avec son père, riche propriétaire ».*

---

[22] Jean-Marie Ollier devait mesurer entre 1,80 m (ma taille) et 1,85 m, ce qui excédait de 20 cm la taille moyenne du Poilu. Voir l'épisode narré bien avant dans le livre, où c'est sa haute taille qui le fait repérer parmi un groupe et être choisi comme agent de liaison !

[23] Il faut comprendre : culotte pantalon serrée au-dessous du genou, par un système d'agrafe, de pression ou de lacet, comme une culotte de cavalier, impliquant le port de chaussette hautes, de guêtres ou de bandes molletières pour couvrir la jambe du pied au genou . C'est le costume dans lequel on voit souvent Clemenceau, dans les photos de l'époque (cf « *L'Illustration* »), le haut étant une veste à basques assez longues.

Un prisonnier alsacien écrit en 1919 à son ex-patronne de Saint-Maurice-en-Gourgois

Puisque nous en sommes à évoquer le sort des prisonniers de l'armée allemande après la défaite, nous allons, le temps de deux lettres, dépasser de loin l'armistice de 1918. Nous avons vu que les prisonniers français en Allemagne étaient loin d'être tous en camp, où ils étaient peu productifs, et où l'Etat allemand devait les nourrir, ce qu'il pouvait de moins en moins faire étant donné la pénurie alimentaire qui touchait tout le pays à partir du milieu de la guerre. Les plus chanceux des prisonniers français se sont retrouvés dans des fermes, notamment en Bavière où les fermes étaient plus petites que dans le nord de l'Allemagne, en Rhénanie, en Schleswig Hostein, en Brandebourg, en Poméranie (proche de la Pologne actuelle) ou en Silésie, ont mangé à leur faim et ont été traités humainement, en général[24] .

Un cas inverse s'est retrouvé avec le prisonnier alsacien **Charles Bauer**, prisonnier au camp de Saint-Rambert-sur-Loire, placé comme ouvrier agricole à Saint-Maurice-en-Gourgois, au hameau de Sabonnaire, où, comme nous venons de le voir, la jeune (née en 1893) et courageuse **Antonia Reymondon, née Fully**, s'efforçait d'exploiter la grande ferme héritée de ses parents, en l'absence de son mari, le sergent **Eugène Reymondon** (de quinze ans son aîné, retenu loin de son foyer par la guerre, puis, après l'armistice, par la présence de son régiment en Belgique) aidée seulement par un valet porté sur la bouteille et des ouvriers agricoles occasionnels, et devant s'occuper de son père malade. Et le jeune couple (marié en avril 1914) a eu un enfant, Antoine, né le 4 mars 1916, fruit d'une permission de l'été 1915… Les difficultés, les angoisses et les espoirs d'Antonia ont été longuement exposés au chapitre XI traitant de la vie des épouses à l'arrière. Par chance, Antoine, que j'avais rencontré en janvier 1990 (il avait donc 74 ans) dans sa ferme de Sabonnaire, m'avait confié pour photocopie la partie restante de la correspondance entre ses parents, dans laquelle se trouvaient aussi deux lettres du prisonnier **Charles Bauer**, Alsacien enrôlé dans l'armée française, mais parlant un français qu'il a amélioré en captivité ! Libéré, il écrit à Antonia de son village de Ittenheim, proche de Strasbourg (12 km à l'ouest) sur la route conduisant à Saverne (30 km à l'ouest).

Mais avant de lire le courrier de Charles Bauer, faisons une incursion dans deux lettres d'Eugène à Antonia, parlant de lui, indirectement ou nommément :

Dans sa lettre du 25 octobre 1918, alors qu'il est à Saint-Just-en-Chaussée, dans l'Oise, évoquant prisonniers alsaciens en général, **Eugène** rassure Antonia :

« Tu me dis que les hommes sont heureux de la fin de la guerre, c'est forcé, ces prisonniers alsaciens ont tout à gagner de notre victoire, et le bruit contraire qui avait couru est faux, car ces hommes, si l'Allemagne est victorieuse, n'auraient pu rentrer chez eux sans être condamnés comme traîtres. Comptons sur l'hiver pour en finir, mais cette fois d'une façon certaine on voit les indices de la fin. Encore plus d'effort et de courage et nous rapprocherons le jour final. »

Quatre jours plus tard, alors qu'il localise sa lettre par la formule initiale peu explicite *« Dans les bois le 29.10.18 »*, le sergent Reymondon en vient précisément au cas de Charles, répondant aux interrogations de sa jeune femme :

« Je viens de recevoir ta lettre du 25[25]. Tu me demandes si malgré les auguementations que vient d'établir le dépôt de Saint-Rambert, il faut garder un homme ? Oui a* condition que cet homme te soit une aide et non une charge ; s'il t'aide à traire et se prête volontier* au travail et soit assez supportable, la dépense est peu puisque tu n'as pas de servante et craint que Vida[26] manque à certains moments, mais si cet homme, au lieu de te soulager, n'était qu'une source de contrariétés, laisse-le car la guerre arrive a* sa fin et ce printemps* (1919) *tu n'auras pas de prisonniers. »*

Eugène, ne connaissant pas Charles Bauer, a une vue froide et pragmatique de l'emploi du prisonnier, qui peut suppléer efficacement aux carences du valet français, parfois absent de la ferme pour faire ribote au bourg, et à l'absence momentanée d'une servante, mais ne doit pas constituer une gêne pour Antonia. On apprend par ailleurs que le camp de Saint-Rambert loue aux agriculteurs du secteur les services des prisonniers qu'ils emploient, et qu'il vient d'augmenter ses tarifs ! D'où le conseil qu'Antonia vient de demander à Eugène.

Le 20 décembre, alors qu'il est en Belgique, à Bruxelles, avec son régiment, le 63e Bataillon de Chasseurs depuis déjà un mois, le sergent fourrier Eugène Reymondon apprend qu'il ne sera pas libéré avant le 4 février 1919, avec la classe 1898, la sienne, qui a eu 40 ans dans l'année 1918. Malgré les fastes que déploie la capitale belge pour fêter la paix et la liberté retrouvées sur son sol entièrement évacué par l'envahisseur allemand, il est amer et le confie à Antonia, qui craignait qu'il ne se livre à des excès en tous genres :

---

[24] Voir le chap. XXXII – *«Prisonniers en Allemagne »*, notamment les cas de Jean Salanon (cl.14) agriculteur à Saint-Georges-Hauteville, et de Joannès Grand (cl. 03) de Saint-Etienne, ayant plus tard résidé à Feurs où il était secrétaire de mairie

[25] On voit que même dans cette période où l'armée française se déplace beaucoup, en poursuivant l'ennemi, le courrier a été acheminé en seulement quatre jours !

[26] Il s'agit de Vital, le valet de ferme français loué à l'année, lunatique, absentéiste et porté sur la bouteille (cf chapitre XI)

« Tu peux croire qu'a cette nouvelle que je craignais un peu, je suis été déçu car je croyais surement* partir et je me suis disputé dur*[27]*. Je suis bien, à Bruxelles, mais la ville je m'en fou*, j'aimais a*voir une fois la ville, aller une fois au théâtre, au cinéma, visiter les monuments, mais la 3e ou 4e* (fois), *je me trouve plus* (plus du tout) *à l'aise, plus tranquille, et j'aime la solitude et le temps qui me sépare du 4 février, jour où je dois être civil, va me devenir dur. Il faut vendre les brebis au plus vite, car je crains le mauvais temps et la baisse. »*

On voit qu'il ne cesse pas de gérer sa ferme dans ses lettres, et de donner des conseils avisés pour la vente du bétail né et élevé à la ferme.

Le jour de Noël 1918, de Bruxelles, il exprime la nostalgie du bonheur d'avant avec Antonia, bonheur auquel il aspire depuis qu'il est à la guerre, d'autant plus que son fils Antoine est né en mars 1916, qu'il ne l'a vu qu'au cours de courtes permissions à Sabonnaire, et qu'il a des douleurs à la jambe droite :

« J'ai bien crainte que cela s'agrave même. Ce serait trop beau maintenant que l'on pourrait être heureux si quelque grave difficulté ne venait pas troubler nos espérances, c'est la vie, le bonheur finit comme un mirage que l'on ne peut atteindre. »*

Seul le jour de Noël, dans cette capitale étrangère en fête, il se sent plus isolé que jamais, et en vient à philosopher amèrement sur la vie comme un penseur sceptique…

Mais revenons au prisonnier **Charles Bauer**, qui ne va pas tarder à rentrer chez lui, et qui a noué des liens dans ce village forézien, et dans cette ferme de Sabonnaire, où il était ouvrier agricole

Sa première lettre est écrite le 1er février 1919, et elle suit de peu son arrivée chez lui, car, comme il l'écrit, il est parti le 26 janvier du camp de prisonniers de Saint-Rambert-sur-Loire, dont dépendaient les prisonniers répartis dans les fermes du sud du Forez, comme nous l'avons vu dans le témoignage du Père Renesson, curé de Dancé, dont la mère, à Chevrières, a bien voulu nourrir, en mai ou juillet 1918, les prisonniers évadés de ce camp, au grand dam de la population de Chevrières ! Cette lettre, je la reproduis telle quelle, en respectant scrupuleusement la déficience de la ponctuation et toutes les fautes (bien compréhensibles dans son cas, après une instruction primaire en allemand) sans les signaler par un astérisque, comme dans les écrits des soldats français :

« *Ittenheim le 1.2.19*

Chère Madame Fully !

Je veu vous écrire que je suis bien revenu à la maison et que je me porte bien. Je souhaite qu'il en est de même pour vous. Je ne vous ai pas ou bliée et ne vous ou blie plus. Dimanche 26 janvier nous sommes partis de St.Rambert et sommes arrivés à Colmar mardi 28 janvier. Je suis arrivés chez nous mardi à 10 heures du soir j'étais très bien chez vous mais mes parents sont plus heureux de m'avoir près d'eux que fait mimi[28] (le petit Antoine, qui a presque trois ans en février 1919) *maintenant ? Je lui envoie un baiser et je ne l'ou blie pas. Mes parents et moi serions très contents si vous venez nous voir. Je leur ai dit que vous étiez bons pour moi. Je souhaite que votre mari revienne bien tot et que vous soyez heureure encore long temps avec mimi, Catheurie et sa famille.*

Recevrez chère madame mes plus vives amitiés.

Charles Bauer

Cette lettre, que Charles n'était pas du tout obligé d'écrire, respire la sincérité. On voit qu'il a été bien intégré dans la famille, où il a été bien traité (même si, de loin, Eugène avait de lui une vision plus économique qu'affective !), qu'il s'est attaché au petit Antoine, peut-être aussi à sa mère, proche de lui par l'âge, à cette Catheurie (Catherine ?) dont on ne sait rien. Ses parents sont reconnaissants des bons traitements au point de proposer à Antonia (qu'il appelle pas son nom de jeune fille, car c'était aussi le nom de la ferme, où le père d'Antonia vivait encore) , et sans doute aussi à son mari quand il sera rentré de Belgique, (il en partira le 4 février 1919) de venir les visiter en Alsace.

Le jour de Noël de la même année 1919, Charles Bauer, rentré chez lui depuis onze mois, écrit encore :

« Ittenheim le 25.12.19

Chères Madame Fully ![29]

---

[27] Dispute sans doute avec un officier supérieur, à qui il a dû demander une libération anticipée, en raison de la nécessité de gérer sa ferme dont seule sa jeune épouse Antonia s'occupe, alors qu'elle a un enfant en bas âge, de moins de trois ans.

[28] L'appellation de « mimi » se donnait autrefois, en Forez, à presque tous les enfants âgés de moins de cinq ou six ans, mais qui n'étaient plus des bébés. Elle servait à la fois d'hypocoristique à la place du prénom : *« Approche, Mimi, que je te donne un bonbon ! »* ou de nom commun : *« Leur Antoine, c'est encore un mimi »*. Ou *« leur Toine »* ou *« leur Toinou » :* voir le beau récit autobiographique, intitulé *« Toinou »* sous-titré *« Le cri d'un enfant auvergnat »* d'**Antoine Sylvère**, (1888 – 1963) d'Ambert, racontant la dure condition d'enfant de paysans très pauvres dans la région d'Ambert, (et les diverses humiliations qui lui dont infligées à l'école des Frères d'Ambert) dans ce Livradois très proche du Forez. Livre édité en 1980 par les éditions Plon, collection « *Terre Humaine* »

[29] En-tête souligné (masculin !) de deux traits ondulés parallèles, formant un joli effet décoratif…

Je veux vous écrire que je suis toujoures en bonne santè est je souhaite que vous estes aussi tous le mondes en bonne santè. Je pense toujoure à vous je vous n'oublie pas jais aussi toujoure baucouq de travailles quesque fait donc mimi est ils bien sages je pense il devient grand quesque fait le grand père est il toujoure heureuse est votre Mari est il aussi toujoure en bonne santè j'envoi a mimi une petite souvenire une musiques parcequille avait toujoure plaisire a la musiques je vous souhaites aussi baucouq de fois (joies ?) *est de bonnes santè dans la nouvelles annés chères Madames est Mari si vous voullès donnès aussi de bonne vives a la tante est a Chaterine Nero est a tous le monde qui me connaît.*

Recevez chères Madames est Mari mes plus vives amities

Charles Bauer

chères Madames est Mari si vous avès recue la musiques ecrivè moi si vous voulè »

On voit très clairement que la qualité du français écrit de Charles[30] (orthographe, syntaxe, vocabulaire, ponctuation) s'est beaucoup dégradée en onze mois, lui qui a pratiqué le français oral lors de sa captivité en Forez, mais qui n'a que des notions assez vagues pour ce qui est de l'écrit, et on en vient presque à se demander s'il n'a pas été aidé par un Alsacien francophone (un instituteur ? un notable du lieu ?) pour rédiger la première lettre. La présence presque systématique du « s » en terminaison des noms, des verbes, des adjectifs rappelle une déclinaison de langue à flexion comme l'allemand. La présence, certes moins fréquente, du « e » en fin de nom ou d'adverbe (*« souvenire / plaisire / toujoure »*), est peut-être issue de la perception, par l'Alsacien, de l'accent tonique en fin de mots chez les Français « de l'intérieur », eux-mêmes influencés par le patois qui est, à l'époque, en Forez, la langue maternelle tous les ruraux (le plateau de Saint-Bonnet-le-Château - sur lequel se trouve Saint-Maurice-en-Gourgois- est une pointe avancée du nord-occitan vellave, qui accentue souvent les finales de mot). Le féminin attribué au mot « souvenir » (*« une petite souvenire »* semble provenir directement du genre féminin de l'allemand *«die Erinnerung »* qualifiant le fait de se souvenir, alors qu'au sens d'un petit souvenir, un objet rapporté d'un lieu, c'est le neutre en allemand qui s'accole au terme emprunté du français « *das Souvenir* ». [31] Et que signifie « *donnès aussi de bonne vives a la tante »* ? Seule l'orthographe de « *Catheurie* » devenue *« Chaterine »* s'est améliorée tout en restant fautive. On devine qu'il doit s'agir d'une certaine Catherine Nérot/Neyraud ou Neyron [32] qu'il a dû peut-être courtiser, ou simplement admirer… Ce qu'il n'exclut pas qu'il ait eu aussi un faible secret, inavoué, pour la jeune épouse Antonia (25 ans en 1918) sentiment qu'il camoufle en revenant de manière insistante sur son *« Mari »* (trois fois cité), dont il sait qu'il est revenu en bonne santé de la guerre, puis de Belgique, ce qui fait comprendre qu'il y a eu une réponse à sa lettre du 1er février. Le cadeau de Noël qu'il envoie pour le *« Mimi »* Antoine, à qui il paraît tout à fait s'être attaché (un harmonica ? une flûte ?), révèle l'amour bien connu de la musique chez les Alsaciens et les Allemands, amour qu'il a repéré avec plaisir chez le très jeune garçon (pas tout à fait trois ans au moment de son départ de Sabonnaire, fin janvier 1919).[33]

---

[30] On attendrait plutôt Karl, pour un soldat sans doute né dans la décennie 1890-1900, dans une Alsace germanisée à outrance depuis son rattachement au Reich en 1871, et dont le dialecte alsacien s'apparente à l'allemand. Charles a-t-il francisé son prénom pour faire plaisir à ses patrons français ? Ou s'appelle-t-il vraiment Charles, ce qui dénoterait peut-être une famille alsacienne encore attachée à la France et à sa langue, d'où le fait qu'il parle aussi le français, même avec des fautes ?

[31] Qu'il me soit permis de remercier ici un couple d'amis enseignants de Raveau, près de la Charité-sur-Loire , tous deux professeurs de lycée à Nevers, qui m'ont aidé à démêler les traces de « germanitude » dans ces deux lettres : Katrin, Allemande devenue agrégée d'allemand, et Daniel Pabion, Nivernais morvandiau de souche, fils de paysan-vigneron, devenu agrégé d'histoire-géographie, enseignant en allemand dans sa classe internationale, mon condisciple à l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud, qui a fait sa « prépa » à Saint-Etienne, avec qui j'ai partagé le même « cothurne », à un an de distance, Jean-Marc Félix… Ajoutons que le vin, très proche du Sancerre, qu'ils produisent dans leur domaine de La Petite Forge est d'une telle qualité qu'il donne un goût supplémentaire à cette amitié de 40 ans, pour Daniel, d'un peu moins pour Katrin, l'assistante d'allemand au lycée de Giens qui est tombée amoureuse du fringant et chevelu « prof d'histoire-géo »… De cette union qui a nié l'hostilité séculaire meurtrière entre les deux pays sont nés Sylvain et Marianne, enfants de la réconciliation et de l'Europe de demain…

[32] Patronymes absents à Saint-Maurice-en-Gourgois dans l'annuaire du téléphone actuel, mais présents dans le secteur ; par exemple, à Saint-Etienne, dans l'annuaire 2012 : 3 Nérot, 2 Néron, 2 Neyron, 23 Neyret…. L'Almanach Paroissial de l'année 1920 de Saint-Maurice-en-Gourgois, dressant le long martyrologe (71 noms !) de *« Nos glorieux Morts de la grande Guerre »* comporte deux Neyron : le caporal Joannès Neyron, tué le 6 septembre 1914, et le sergent Léon Neyron, du hameau du Mas, mort de ses blessures le 21 novembre 1916. L'un des deux (ils ne sont pas frères, car l'un est du bourg, l'autre d'un hameau) est peut-être le frère de Catherine, ou son cousin…

[33] Qu'on me permette une assez longue incursion personnelle dans l'ouvrage qui nous fera changer de guerre : cette relation bienveillante, presque amicale, du prisonnier Charles Bauer avec la famille d'agriculteurs qui l'a accueilli, où il a vécu et travaillé pendant un certain temps (on ne connaît pas la durée de sa captivité, et il a pu être employé aussi dans d'autres fermes dépendant du camp de Saint-Rambert), je l'ai vécue - et mon épouse Françoise et moi la vivons encore, sur un plan très amical - dans la ferme de mes parents, au hameau de Chatelville, dépendant de la commune de Chazelles-sur-Lavieu, à l'est du canton rural et montagnard de Saint-Jean-Soleymieux. *« Notre prisonnier allemand »,* comme on l'appelait, et comme on l'appelle encore parfois, devant lui, pour plaisanter (*« Unsere Kriegsgefangenher » / « Our*

L'ARMISTICE EN FRANCE

La dernière ligne droite vers la signature de l'armistice

Marche exténuante sur les champs de bataille de l'Aisne et progression dans les pourparlers de paix

L'adjudant **François Baizet** (cl. 97), agriculteur à Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire) commandant une section de Territoriaux chargés de divers travaux de Génie, accompagne l'armée française dans sa progression dans la reconquête des départements occupés depuis août 1914, dans la dernière phase des hostilités (juillet-novembre 1918), principalement en faisant des ponts de bateaux sur les rivières là où les ponts ont été détruits. Alors qu'il se trouve encore à Breuil-sur-Vesle (à 20 km à l'ouest de Reims) le 6 octobre 1918, et qu'il est fortement grippé, il écrit dans son journal (carnet P) : *« A une heure de l'après-midi, commence à circuler dans les cantonnements de Breuil une nouvelle extra-ordinaire* qui nous remplit de joie. L'Allemagne, l'Autriche et la Turquie propose* au président Wilson et à tous les alliés un armistice général pour commencer immédiatement des pourparlers de paix. On attend avec impatience les journaux qui dans l'après-midi arrivent et confirment la nouvelle, qui est exacte. Les Empires Centraux admettent comme base de discussion les 14 points du président Wilson et les points complémentaires émis par la suite. C'est un grand pas de fait, mais il ne faut pas se dissimuler que ce n'est pas encore la fin de la guerre. Wilson a émis 14 points principaux comme minimum et s'il y a des points où une discussion est nécessaire, il en est d'autres ou* il n'y a rien à faire, comme par exemple l'Alsace-Lorraine ou* le nouveau chancelier Max de Bade (les boches* ont changé de chancelier avant-hier) propose l'autonomie de cette ancienne province française. Il est certain que la paix ne se fera pas encore sur cette nouvelle proposition boche et l'on voit très bien ce qui eut les faire agir ainsi.*

---

prisoner of war = POW » », s'appelle **Horst Wichmann.** Il vient d'avoir 87 ans en avril 2013, et nous l'avons revu l'an dernier (il était conduit par son fils cadet Peter et sa belle-fille Anja) pour la vingtième fois au moins, pour la Pentecôte 2012, où il voulait revoir (pour la dernière fois, disait-il) ses deux lieux de captivité dans des fermes foréziennes : Violay en 1947 et Chatelville en 1948, de Pâques à fin décembre, date à laquelle sont rentrés en Allemagne les prisonniers gardés en France pour réparer quelque peu les ravages causés par l'armée allemande, pendant la brève séquence de guerre-éclair et de défaite-éclair pour l'armée française (de début mai à la mi-juin 1940, l'appel du général de Gaulle datant du 18 juin) et surtout pendant l'Occupation, de triste mémoire.

On m'avait toujours dit : *« C'est Horst qui t'a appris à marcher ! »*. Or je suis né le 19 décembre 1946 : j'avais donc un peu plus de quinze mois quand Horst est arrivé à la maison, à Pâques 1948, ramené en car du camp de Saint-Etienne par mon père, qui lui-même avait été prisonnier de guerre en Allemagne, de 1940 à 1943 : rapatrié sanitaire pour tuberculose grave contractée en Allemagne, à la suite d'un coup de crosse très violent dans le dos, dans une immense ferme poméranienne à taille industrielle, coup infligé par une sentinelle brutale qui trouvait qu'il allait trop lentement en rentrant le soir, après avoir passé toute la journée à ramasser des pommes de terre avec ses camarades prisonniers du « *Kommando* ». Ce coup de crosse lui avait brisé des côtes, qui avaient perforé un poumon, et, dans l'état de sous-alimentation chronique où se trouvaient les prisonniers, quand ils n'étaient pas dans des fermes à taille humaine, la tuberculose s'était très vite déclarée, comme l'atteste un certificat médical allemand : le bilan fut plus d'un an de soins au sanatorium à Amélie-les-Bains ! Et un décès prématuré le 12 octobre 1953, à 48 ans, alors que je n'avais pas encore 7 ans… Ma mère, devenue veuve à 41 ans, avec un fils unique, ne s'est jamais remariée, et a essayé, tant bien que mal, de faire subsister la petite ferme…

Horst, lui, avait juste 21 ans à Pâques 1948 (né le 27 avril 1927) ayant fait partie de l'avant-dernière conscription de très jeunes gens (17 ans) enrôlée début 1944 - sans pouvoir objecter quoi que ce soit ! - dans l'armée allemande qui commençait à subir de graves revers, et qui allait devoir subir le débarquement anglo-américain en Normandie, le 6 juin 1944. Il était de Prusse Orientale (« *Ost Preussen* « !), issu d'une famille aisée : père proviseur d'un lycée militaire, avec une vaste propriété de forêts et de lacs… Il a été fait prisonnier par les Américains en 1945, mis ensuite sous la garde des Français, et a pavé diverses rues et places stéphanoises – dont la place Jean Jaurès, alias Marengo - en souhaitant être pris comme ouvrier agricole, pendant la belle saison, par des agriculteurs ayant été eux-même prisonniers, pour les aider dans les travaux d'été… A Chatelville, Horst et un autre prisonnier (de chez Claudius Large, lui-même ancien prisonnier) étaient connus pour leur propreté exceptionnelle (aux yeux d'un paysan forézien…) : ils allaient se laver tous les jours, matin et soir, torse nu, dans le « *bachat* » - le lavoir-abreuvoir du hameau- , attendu que personne n'avait l'eau courante à la maison. En 1980, Horst, qui avait épousé sa petite amie d'école primaire, **Waltraud,** et eut deux fils (**Jörg** et **Peter**), est revenu avec elle en France pour la première fois depuis 1948, (après des vacances d'été toutes passées en Finlande, proche par les paysages lacustres de son environnement d'enfance, devenu en 1945 polonais sous joug soviétique, par suite du glissement des frontières) et s'est mis en quête de Chatelville qu'il a fini par retrouver au bout d'une semaine de recherche, marquée par une obstination rare, et, à la fin, une chance exceptionnelle. Depuis, nous sommes devenus amis, et nous sommes revus au moins vingt fois, soit en France, soit en Allemagne, à Fröndenberg-Frömern, près d'Unna, pas très loin de Dortmund, dans le « *land* » de Rhénanie du Nord-Wesphalie. La pauvre Waltraud est décédée le 27 novembre 2011. Les échanges (entre les deux couples d'enseignants…) se faisaient - et se font toujours avec Horst devenu veuf- en anglais avec moi, en allemand grâce à mon épouse Françoise, qui est l'interlocutrice préférée de Horst chaque fois (tous les mois, environ) qu'il y a un échange téléphonique ! Horst, qui avait appris le français en France, en a perdu de plus en plus la maîtrise, l'âge venant…

Voyant la Bulgarie qui l'a laché, la Turquie sans doute prête à le faire, peut-être l'Autriche, qui sait ? veulent essayer d'obtenir des Alliés une paix honorable. La réponse de Wilson et des Alliés sera très certainement négative. Ce n'est pas au moment ou* nous allons avoir nettement le dessus, que nous pourrons faire rendre gorge au voleur qui continue à incendier nos villes en se retirant (Douai est en flammes à l'heure actuelle, dit-on) que nous allons déposer les armes sans garanties. Qu'ils évacuent d'abord la France et la Belgique et après on verra. Ce que nous avons à faire à l'heure actuelle, malgré tous les sacrifices qu'il faudra encore faire, c'est de taper plus fort que jamais.*

C'est ce qu'on a fait hier ou l'armée Gouraud a progressé sur un front de 45 km en Champagne. »*

Six jours plus tard, le 12 octobre, François, parvenu à Jonchery-sur-Vesle (à seulement 5 km à l'est de Breuil, donc plus près de Reims, qui se trouve encore à 15 km à l'est), au courant de la réponse allemande au président Wilson – après la propre réponse de celui-ci à la proposition des nations ennemies - persiste dans son hostilité à une paix immédiate, flairant une ruse allemande :

« L'Allemagne a répondu au président Wilson qu'elles (les trois nations coalisées) *acceptaient ces conditions de paix. Si cette réponse remplie* le cœur de tous de joie, il reste au arrière-pensée à tous que c'est un tour de boche* qu'ils tentent de nous jouer et on reste sceptique sur la prompte fin des hostilités. L'opinion quasi unanime est que nous devons continuer à taper plus fort que jamais, cela réussit du reste assez bien. Les boches* ont l'air dans le désarroi, on se demande si les allemands* ne brûlent pas nos villes et nos villages comme moyen de chantage et pour nous faire cesser la guerre devant les ruines qu'ils nous causent. Ils se trompent étrangement car loin de nous faire peur, ils ne font qu'ancrer d'une façon plus vivace la haine que nous leur portons. »*

Le lendemain, dimanche 13 octobre, après la messe dans l'église partiellement détruite de Jonchery (*« l'église de Jonchery dont tout un pan de mur est écroulé et* (dont] *la voûte menace de s'écraser »*), François a le temps de lire les journaux qui lui apportent d'excellente nouvelles sur l'avancée des armées française et anglaise et sur leurs prises de guerre : *« La nouvelle magnifique surtout est la forte avancée de nos troupes. La bataille de Champagne est terminée, dit le communiqué ; Résultat : 21 000 prisonniers dont 499 officiers que l'armée Gouraud s'est octroyée*. Cambrai est pris par les anglais*, l'armée Mangin approche de Laon qui ne tardera pas à tomber. »*

Trois jours après, le 16, alors que la section que commande François Baizet se trouve à Blérancourt[34] après avoir cessé de progresser vers Reims, et avoir rebroussé chemin en direction de Soissons (voyage de près de 70 km effectué en petits camions pouvant transporter 16 soldats, et conduits par des Annamites), François est rassuré par l'attitude du président américain : *« Wilson a répondu à l'Allemagne. Il est dur aujourd'hui et la crainte que les Alliés avaient de le voir jouer* par les boches* n'a plus lieu d'être. Il laisse au jugement des conseillers militaires de l'Entente le soin de poser les conditions de l'armistice demandé, en un mot exige que les boches* s'avoue* vaincu*: il semble ne pas vouloir faire la paix avec les Hohenzollern. Il assure que les alliés ne consentiront* (pas) *a* un armistice tant que les Allemands continueront à se livrer aux pratiques illégales et inhumaines dans lesquelles ils persistent. Ceci pour les torpillages récents de vaisseaux entièrement civils et les destructions de villes et villages et déportation de civils des pays envahis. Que vont répondre les boches* ?*

Mais c'est à pied que l'unité va poursuivre son itinéraire vers le nord, ce qui amène François à constater de très près, navré et plein de rage rentrée, l'ampleur des destructions opérées par l'ennemi en retraite. Ce spectacle de désolation, il le décrit bien le 19 octobre, relatant une petite étape (mais prenant cependant un jour entier) qui va de Manicamp à Noureuil, du sud au nord de Chauny, dans l'Aisne : *« L'ordre de quitter Manicamp est arrivé à 4 h du soir au moment ou* nous mangions la soupe. On accélère le repas, boucle le barda et partons à 5 h. Direction : aller à la sortie nord de Chauny et attendre l'ordre indiquant l'endroit où nous irons cantonner. Nous traversons de jour le canal de l'Oise à l'Aisne. Les ponts sont sautés et le Génie en a construit d'autres, puis le village de Bichancourt complètement rasé. Ici c'est l'ancien front et les villages que nous allons traverser sont démolis en grande partie en 1914 et 1915, le reste est fait récemment. A Marizelle la nuit nous prend. De Marizelle à Chauny, ce n'est que des maisons toutes rasées également, brûlées par les incendies et démolies par les obus. Chauny dont la partie sud, semble-t-il, autant qu'on puisse en juger la nuit (il faisait très clair de lune) était la partie industrielle de la ville. Tout est écrasé. Nous traversons l'Oise, le canal, les ponts sont sautés et remplacés, la voie du chemin de fer. Là c'est navrant de voir ces grandes usines écrasées. Des chemins de fer, voie de 0,40, aériens, coupés et pantelants. Chauny possédait des sucreries et des verreries. Le nord de la ville était le centre commercial et bourgeois. Des boutiques, des villas. Tout est incendié et crevé d'obus. A la sortie nord de la ville, nous faisons la pause et attendons des ordres. Par suite d'ordres mal transmis, nous attendons deux heures. Nous avons eu chaud en marchant et la nuit est fraîche. On bat la semelle pendant ce temps. Enfin on part. Nous allons cantonner à*

[34] Blérancourt se trouve à 23 km au nord-ouest de Soissons, dans l'Aisne, et à 10 km au nord du tristement célèbre Vingré où les 6 « Martyrs de Vingré » du 298e R.I. de Roanne ont été fusillés le 4 décembre 1914 (voir chapitre VI)

Noureuil. Là, plus une maison debout. Il est minuit, on met les hommes à la fortune du pot et je me couche au milieu d'une haie enroulée dans une couverture. Je n'ai pas eu trop froid. ».*

Le lendemain, nouvelle étape à pied en direction d'Hamégicourt, au nord-est, un peu plus longue (17 km) mais beaucoup plus difficile, car les troupes françaises tombent sur une nouvelle déprédation : *« Nous passons encore sur l'Oise qui est maintenant une toute petite rivière [35], puis le Canal de l'Oise à la Sambre. Que d'eau dans ces régions ! Pour retarder notre avance, les boches* ont crevé les digues du canal et dans ce terrain plat, l'eau inonde la plaine. La route à certains endroits a 0,50 m d'eau au dessus-de la chaussée. Voitures et chevaux suivent la route. Une passerelle étroite permet à l'infanterie de traverser. Un cadavre sur la route est enveloppé dans une toile de tente. Arrivons à Hamégicourt vers 3 heures de l'après-midi ou* nous restons enfin. Les derniers boches* sont partis d'ici ce matin.*

Rencontré à Vendeuil le 4e Bataillon du 64e R.I.T. qui se trouve dans cette région. Les hommes nous disent qu'ils travaillent avec le Génie à construire des ponts. Jour et nuit ils en bâtissaient et régulièrement les boches les détruisaient à coups d'obus. On ne peut se figurer la difficulté de notre progression dans ces régions marécageuses. Et les civils à l'arrière se figurent qu'il n'y a qu'à suivre les boches* qui s'en vont tout seul*. Ah ! Les bonnes gens, ils devraient venir voir ça un peu ! »*

Après une semaine passée à Hamégicourt, la compagnie de François reprend sa route en direction de Parpeville (que le témoin orthographie « *Parville* » : aucun panneau debout ne vient le remettre sur la voie…de la bonne orthographe) à seulement 14 km au nord-est, et à 15 km au sud de Guise. Au cours de cette étape, elle traverse un champ de bataille tout récent, vers Villers-le-Sec dont les vestiges sont épars sur le sol : *« Plus de tranchées ici, simplement des trous de tirailleurs camouflés avec un peu d'herbe coupé* à l'alentour*. De nombreux trous d'obus, la grande partie sont faits* par des obus à gaz et l'odeur du phosphore s'en dégage encore très forte. Un cadavre boche sur la route attend qu'on l'ensevelisse, les arbres coupés par les obus. Villers-le-Sec a été pris le 25 et le champ de bataille est encore tout chaud de la formidable lutte qui a eu lieu dans ce coin. Des quantités de mitrailleuses boches, mitrailleuses et mitraillettes Maxim, gisent au bord de la route. Nous arrivons et traversons Villers-le-Sec. Une boue épaisse dans la rue, le village à moitié démoli. Il n'avait pas de mal il y a 4 jours ; arbres coupés, déchiquetés. Un calvaire sur une petite place n'a aucun mal, alors que les maisons voisines sont en piteux état. Nous gagnons Parville par des chemins de terre et la pluie nous prend en route. »*

Le 28 octobre, cantonné à Parpeville, François rend compte à nouveau de la progression des pourparlers entre belligérants, thème qu'il avait abandonné pendant douze jours (et pour cause : il n'avait plus accès à la presse !) : *« L'Allemagne a répondu à la note du président Wilson et demande que les Alliés fassent des propositions d'armistice. Je crois que ce n'est pas des propositions que nous devons faire, mais des conditions. Leur généralissime Ludendorf* a démissionné il y a 2 ou 3 jours. On dit que Hindenburg en fera autant. Plusieurs critiques militaires français, dont Marcel Hutin de l'Echo de Paris, croient la fin de la guerre prochaine. Nous habitons à Parville une maison-auberge, faisant le coin de la rue Kaiser Vilhem* Stras* et Cecilien Strass. Partout on ne voit que ces noms dans les rues et de nombreuses indications allemandes. »*

Le 2 novembre, lendemain de la Toussaint, de Villequier, à 3 km au nord de Chauny (l'unité est donc revenue, toujours à pied, dans les parages de cette ville, où elle était passée le 19 octobre), François consacre l'intégralité de son récit quotidien aux événements graves qui se bousculent en Allemagne et en Autriche :

« Un communiqué officiel reçu à [fin de mot difficilement lisible *: « l'armée »/ « l'arrière »* ?] *paraît-il, dit que le Kaiser a été déposé hier. Nous attendons avec impatience la confirmation de cette bonne nouvelle par les journaux, que malheureusement, nous n'avons pas aujourd'hui. On dit qu'elle est exacte pourtant. On dit aussi que la Révolution a éclaté en Autriche et qu'un ministre autrichien aurait été assassiné. Ce serait Burian, Andrassy ou Tisza, on ne sait lequel[36]. Les événements se précipitent et nous marchons à pas de géant vers la fin. Les lâches criminels des empires Centraux vont donc enfin être châtiés de leur crime. Je comptais en moi-même que nous aurions du nouveau pour la Noël et qu'à Pâques 1919, nous serions chez nous. Qui sait ? Ces dates seront peut-être rapprochées ? Quel bonheur de rentrer chez soi enfin ! »*

Le 3 novembre, jour de repos, François, qui peut donc lire à loisir les journaux, et écrire plus longuement, refait le point dans l'évolution de la situation internationale :

« Journée de repos pour la division. Jusqu'au 7, dit un ordre du Gal Goubeau, Ct la 153e Division, le repos sera complet ; après le 7, si la Division est toujours au repos, reprise de l'instruction. Nous n'avons pas eu de journaux hier. L'après-midi nous recevons les journaux du jour. L'Autriche n'a pas encore signé les

---

[35] Car la compagnie de François a remonté en direction de sa source

[36] C'est le comte hongrois **Istvan Tisza** (1861- 1918) qui fut assassiné à Budapest le 31 octobre 1918 par des soldats hongrois l'accusant d'être à l'origine de la Grande Guerre, car il avait été premier ministre de son pays (membre de l'empire austro-hongrois) de 1913 à 1917, et demeurait encore, en 1918, le chef du premier parti de Hongrie, parti belliciste favorable à la coalition avec l'Allemagne de Guillaume II. Fils du comte Kalman Tisza, qui avait été lui-même pendant 15 ans premier ministre hongrois (de 1875 à 1890), il avait eu une première expérience de premier ministre de 1903 à 1905.

conditions de l'armistice que nous voulons lui imposer, on sent que cela ne tardera pas. Les Italiens leur ont fait en quelques jours d'offensive 80 000 prisonniers. Le Kaiser n'est pas déposé. Je m'étonne qu'un officier d'état-major ait lancé cette nouvelle hier matin. Il est vrai que son abdication est probable, plus que probable. Nous continuons à les pousser de tous côtés. Les Allemands voudraient bien, à l'heure actuelle, se retirer derrière le Rhin et évacuer tranquillement les territoires occupés sans être poursuivis. Derrière le Rhin, position formidable, ils se retrancheraient et pourraient nous attendre venir. Mais notre commandement ne l'entend pas ainsi et il préfère le battre ici ou*c'est plus facile que derrière le Rhin, ou* leur front réduit leur permettrait une défense excessivement sérieuse. D'ailleurs avec la capitulation de la Turquie et de l'Autriche, l'Allemagne sera privée de beaucoup de matières dont elle a grand besoin. La Roumanie qui se réveille(ra)*[37] *va lui retirer son blé et son pétrole. L'armistice avec l'Autriche nous permettra peut-être d'attaquer l'Allemagne par le Sud. Il y a de grandes perspectives en vue. L'Allemagne va-t-elle attendre que nous les réalisions avant de s'avouer vaincu* ? Si oui, cela nous portera au printemps prochain. Les bolchevicks* russes ne doivent pas voir, du fait de la capitulation turc*, notre entrée dans la Mer Noire d'un bon œil. Quand leur tour viendra-t--il, à ceux là aussi, d'être chatiés* ?*

Comme on le voit, François Baizet, grand lecteur de la presse, a une vision approfondie et raisonnée de la stratégie des belligérants, et même des anciens alliés, comme les Russes, que la révolution de 1917 et le traité de Brest-Litovsk, conclu avec les Allemands en décembre 1917, ont retiré de la guerre, en affaiblissant le camp allié (France, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis), ce que François juge comme une trahison, d'où l'espoir de voir châtier les révolutionnaires. Et l'assassinat, par ces mêmes bolcheviks, du tsar et de la famille impériale à Ekaterinbourg, en juillet 1918, a rendu tout retour au régime tsariste plus qu'hypothétique…

Le lendemain 4 novembre, François, toujours au repos, découvre dans la presse…. l'annonce tant attendue de l'armistice qui vient d'être signé, mais avec l'Autriche seulement ! Lisons ces lignes datant d'un siècle, qui nous apprennent que la marche vers l'armistice fut longue, et ponctuée d'espoirs déçus : *« 8 h. du soir. Les journaux d'aujourd'hui annoncent que l'armistice a été signé hier et entre en vigueur aujourd'hui, à 3 h. de l'après-midi, entre l'Autriche et les Alliés. Allons, voilà le brillant second qui a mordu la poussière ! La révolution semble gronder en Autriche. Il ne serait pas souhaitable pour nous que ce mouvement révolutionnaire se développe. Quand est-ce que von Groener*[38]*, le successeur de Ludendorf*, se décidera-t-il*[39] *a* envoyer ses délégués parlementaires à Foch ? Ils pourront peut-être tenir jusqu'au printemps prochain car rétrécissant leur front occidental, et il nous faudra sans doute attendre le printemps prochain pour attaquer l'Allemagne par le Sud ; une expédition comme celle-ci ne se monte pas en quelques jours. Il y a bien les troupes italiennes et alliées du front italien qui se trouvent libre* du fait de la capitulation autrichienne, les troupes de Salonique*[40] *; nous avons des alliés en Hongrie qui peuvent menacer rapidement les boches*. Il est probable que les boches* n'attendront pas d'être acculés pour accepter nos conditions. D'autre part, nos conditions à leur égard seront sans doute des plus sévères et il est encore possible qu'ils cherchent par tous les moyens à reculer le moment fatal. ».*

Le 6 novembre, alors que sa compagnie, venant de Villequier, tente de cantonner le soir à Séry-lès-Mézières (à 8 km au sud-est de Saint-Quentin), que la pluie tombe sans arrêt, François revient sur les destructions sauvages opérées par l'ennemi dans sa retraite : *« Après Moy, nous suivons la vallée de l'Oise par Alaincourt, Berthenicourt et Mézières-s-Oise, dans une route défoncée ou* la boue passe au-dessus de la cheville, boue liquide. Arrivons enfin à Sézy-lès-Mézières, ou* nous trouvons des cantonnements affreux. Il pleut encore, la moitié des tuiles ou ardoises manquent* aux toitures et partout l'eau tombe. Beaucoup de maisons vue* de la rue ont l'air presque intactes, sauf les portes et fenêtres qui ont disparu et des tuiles qui manquent. Si l'on entre dans ces maisons, on constate que la cave est sautée, que les plafonds du 1er et du 2e étages sont enlevés, que l'escalier est coupé au milieu et la première moitié de cet escalier est enlevé*. Quel raffinement dans la destruction ! Si bien que dans une maison ou* on croit pouvoir loger une section de 30 hommes, une escouade de 7 ou 8 hommes peut à grand'peine s'y placer. J'ai beaucoup de mal à loger ma section. ».*

---

[37] Le « ra » final a été rajouté, transformant la certitude du présent de l'indicatif en espoir futur.

[38] Wilhelm Groener (sans la particule nobiliaire « von »), né en 1867, mort en 1929, militaire de carrière, général chargé en 1916 d'organiser l'effort de guerre allemand, remplaça dans sa fonction de chef d'état-major le général Ludendorff (précédemment second du maréchal Hindenburg) contraint à la démission le 29 octobre 1918 par suite d'une volte-face pas acceptée par le Kaiser sur la nécessité impérieuse de solliciter la cessation des combats. Groener fut chargé après la guerre de divers ministères : des Transports (de 20 à 23), de la Défense (de 28 à 32) cumulé à la fin avec le ministère de l'Intérieur (de 31 à 32).

[39] La double interrogation est fautive, marquée à la fois par « *est-ce que* » avant le verbe, et par l'inversion du pronom sujet *« il* » après le verbe, qui n'a pas lieu d'être, puisque le *« est-ce que* » suffit à interroger. Rare à cette époque, cette faute de syntaxe est devenue très courante dans les médias, par hypercorrection, dans la bouche d'interlocuteurs surveillant leur langage !

[40] Troupes d'Orient libérées par la capitulation de la Bulgarie (29 septembre) puis de la Turquie un mois après (30 octobre)

Le lendemain 7 novembre, très courte étape, de 4 km seulement, vers le nord, pour rejoindre Ribemont, que l'ennemi, dans sa fuite précipitée, a à peine commencé à détruire. Bonne nouvelle du front : *« Les boches* décollent de partout après notre avance aux deux ailes, sur la Meuse et dans les Flandres. »*. Mais François est atterré par le spectacle de six tanks français qui ont sauté sur des mines allemandes, piégés par un système ingénieux qu'on pourrait estimer diabolique, qui, par contrecoup, aurait entraîné des représailles sanglantes (et pour tout dire contraires aux conventions « humanitaires » censées régir un peu la guerre) de la part des camarades des tankistes tués ainsi : *« Après la soupe je vais voir avec Astruc les 6 tanks sautés sur des mines boches sur la route de Pleine-Selve à 2 km de Ribémont . C'est quelque chose d'horrible à voir. Sur une longueur de 200 m., les boches* avaient enterré des obus de 150 reliés par des fils électriques, ces obus placés à 3 m les uns des autres et sur deux rangées. Les tanks s'avançant à la bataille en tirailleur et de front passèrent sans le savoir sur ces mines qui, toutes en même temps, sautèrent ; il y en avait sans doute plusieurs centaines. Les 6 tanks gisent là, éventrés, la chenille d'un côté, les galets, coupole, mitrailleuses, canons, effets et débris humains de l'autre ; c'est effrayant ! On dit (est-ce vrai ?) que les autres tankeurs, voyant leurs camarades morts et ayant fait aussitôt après une centaine de prisonniers cachés dans les abris, tapèrent dans le tas avec les canons de 37*[41] *et en tuèrent un grand nombre. Ceux qui rentrèrent dans les abris furent également poursuivis par eux et* (ils) *en tuèrent tant qu'ils purent avec leur revolver et leur poignard. J'ignore si le fait est véridique, en tout cas ils ont bien fait de venger leurs camarades. »*. François (qui n'est pas un sanguinaire…) continue le récit de ce jour par des informations sur pourparlers d'armistice, et voici qu'arrive la nouvelle tant attendue, hélas prématurée, ce dont personne ne se doute :

« Les journaux arrivés à 4 h. du soir apportent de bonnes nouvelles. Les boches se décident à envoyer des parlementaires à Foch. Les gouvernements alliés ont fait connaître à l'Allemagne les conditions de l'armistice en lui faisant savoir que c'était à prendre ou à laisser. S'ils se dépêchent si vite à parlementer, il faut croire que le temps leur presse. Allons, nous y voilà presque arrivés à ce moment si attendu ! Il paraît que des mouvements révolutionnaires éclatent en Allemagne. Les automobilistes passant à 4h30 du soir nous lancent en passant que l'armistice avec l'Allemagne est signé il y a 2 H. C'est une joie indescriptible dans les rues de Ribémont. Les poilus rient, chantent, crient, gesticulent. Le bonheur rayonne. Mais on doute encore. Est-ce bien vrai, est-ce possible, cela peut-il arriver ? Tous les espoirs sont permis, mais nous attendons la confirmation. »*

Le lendemain 8 novembre, au milieu de petits faits racontés, on trouve à nouveau le thème de l'armistice, montrant que contrairement aux espoirs de François Baizet et de ses camarades de combat, il n'a pas été signé la veille : *« Les parlementaires allemands sont venus trouver le maréchal Foch hier. Ils se sont présentés sous le contrôle du secrétaire d'état Erzberger, et sont 10/20* (? = 1er chiffre mal écrit !) *en tout, entre 8 heures et 10*[42] *heures du soir à Haudroy, 2 km nord-ouest de La Capelle*[43]*. Un communiqué affiché à la Division dit que le maréchal Foch leur a donné ses conditions qui étaient à prendre ou à laisser. Les parlementaires allemands ont demandé un délai pour consulter leur gouvernement. Foch leur accorde 3 jours, 72 heures, et un parlementaire boche est retourné prendre à Spa les instructions de l'Etat-Major. Les hostilités continuent donc. Tout le monde est anxieux et on attend patiemment de notre côté la réponse boche. On croit qu'ils accepteront nos conditions. Les journaux annoncent que la marine allemande s'est révoltée. On annonce également que les Allemands entrent dans le Tyrol, province autrichienne, pour parer au danger qui les menace par le sud. Les Autrichiens les laisseront-ils faire ?*

Nos troupes alliées avancent toujours rapidement. Sedan a été pris par les Américains. 2 automobiles sont passées cette nuit dernière à Ribémont : on croit et on dit que c'était les parlementaires allemands qui allaient à La Fère*[44]*. Il paraît que c'est dans cette ville qu'ils ont rencontré le maréchal Foch. La Fère et Ribémont sont* (en) *effet en ligne droite avec la route annoncée que devaient suivre les plénipotentiaires allemands, la route Chimay – Fourmies –La Capelle – Guise. »*

Le 9 novembre, la proximité de l'armistice et les événements révolutionnaires en Allemagne envahissent les cinq pages écrites par François Baizet : *« 9 nov. 1918- Ribémont*

Nous sommes dès ce matin sur le qui-vive et nous tenons prêts à partir.

---

[41] Le canon de 37 (37 mm de diamètre de l'obus, soit la moitié du calibre de l'obus de 75, mais infiniment plus petit en longueur et plus léger) est celui qui équipe les tanks français, en même temps que des mitrailleuses lourdes. Il équipe aussi l'artillerie de montagne, le canon, bien plus léger, pouvant être démonté, et les diverses pièces, y compris les roues, portées sur le bât de mulets qui transportaient cette artillerie itinérante par des chemins difficiles dans le terrain naturel, celui de la moyenne montagne.

[42] Le 1 de 10 a sensiblement le même graphisme que le chiffre initial du nombre précédent : la délégation serait donc de 10 représentants allemands

[43] La Capelle est une localité de l'Aisne située à proximité immédiate de la frontière belge (5 km) et Haudroy un hameau encore plus proche de la Belgique (2 km environ), non loin de la ville belge de Fourmies (8 km au nord-est). La délégation ne s'aventure donc presque pas en terre française, qui a pourtant été allemande depuis fin août 1914 !

[44] La Fère est à 38 km au sud-ouest de Guise, donc assez éloignée de la frontière belge (environ 65 km), et sensiblement à mi-distance (22-23 km de chaque côté) entre Saint-Quentin au nord, et Laon au sud-est.

Les journaux annoncent la nouvelle que le communiqué par T.S.F.[45] *nous donnait hier à Ribémont, savoir* qu'un délégué boche était retourné à Spa*[46] *prendre les instructions au sujet de l'armistice. Les journaux commentent les évènements et croient que l'Allemagne sera obligée d'accepter nos conditions. La révolte gronde de plus en plus en Allemagne. La Bavière se proclame en république. Et il semble bien en tout cas que les jours du kaiser Guillaume II sont* comptés. Nos troupes pressent leurs armées de plus en plus fort ; l'armée Débenney et ses voisines avancent de plus de 15 km par jour. Où sont les boches* maintenant en face de nous ? Loin, vers Hirson, qui est débordé. A 4 H du soir, nous sommes avertis que nous partons demain matin à 7, 30 pour La Chaume, faubourg de La Fère. Nous touchons 2 jours de vivres. On croit que nous embarquerons là-bas. A moins d'évènements possibles, on escompte le retour du courrier allemand pour demain avec sa réponse. En tout cas, il ne peut pas dépasser après-demain ou alors les parlementaires boches qui sont restés en France et hébergés dans un château près de Senlis, seront priés de retourner dans leur chère patrie et Foch leur fera voir de quel bois se chauffent les Alliés. A notre tour, messieurs les Prussiens ! Vous avez dicté vos conditions aux pères, les fils dicteront les leurs ! »*

Quand François délaisse la narration des faits pour la réflexion personnelle, on voit clairement qu'il jubile de cette revanche prise sur la défaite de 1870 : la Revanche, attendue pendant si longtemps (dans l'esprit de laquelle l'enfant qu'il était, né en 1877 - scolarisé avec les grandes lois Jules Ferry du début de la décennie 1880-1890- a été élevé), va enfin être consommée ! Pour mieux souligner ce retournement de l'Histoire, il appelle les Allemands de leur nom d'avant la réunification allemande, faite sous l'égide de la Prusse, de son roi devenu empereur, et de son chancelier Bismarck : *« Messieurs les Prussiens »*, appellation faussement polie, pleine de dérision ironique… François continue ainsi sa relation des faits, toujours dans la journée du 9 novembre :

« Et je dois partir en permission dans 11 jours, permission de 28 jours [47]*. Des radios allemands, saisis par T.S.F., disent que le parlementaire envoyé à Spa ne pourra arriver en temps voulu en raison du mauvais état des routes et des ponts sautés. Les boches* ont-ils l'intention de nous rouler en demandant une prolongation leur permettant, dans leur espoir, de faire écouler les troupes derrière la Meuse, avant que nous puissions les poursuivre ? Ils se trompent. Nous les poursuivrons même ces 3 jours, et si le délégué boche n'est pas revenu lundi soir, nous poursuivrons notre travail ; »*

Le lendemain 10 novembre, François, devant écrire le soir, indique quelle a été la marche de sa compagnie de Ribémont (départ 7h15) à Charmes, un faubourg de La Fère (Aisne), étape pour une autre marche du lendemain en direction de Baboeuf, à 7 km à l'est de Noyon, dans l'Oise. Mais il note ensuite une grande nouvelle en provenance d'Allemagne : *« Le kaiser a enfin abdiqué et le kronprinz*[48] *est déchu de ses droits. Le pouvoir est remis aux mains de son fils Guillaume*[49]*. Les Hohenzollern vont essayer de sauver la dynastie. Le gosse, le nouvel empereur, a 12 ans. Et l'armistice ? Marcel Hutin dans l'Echo de Paris dit qu'il compte signer son dernier bulletin de guerre demain. En général on croit que la capitulation allemande est chose faite. Pourtant il semble qu'à mesure que le terme approche on ait moins confiance dans la signature de cet acte. La raison et la logique indiquent pourtant que les boches* sont presque obligés d'en arriver là. En attendant, notre poursuite continue, nous prenons des villes, villages, prisonniers et matériels en quantité, dont plusieurs trains de chemin de fer.*

Mais ces gens sont si malins qu'il faut se méfier ; au moment où les alliés vont mettre la main sur leur flotte, voici que l'armée de mer se révolte. Est-ce bien naturel, cette révolte ?*

Le lendemain 11 novembre, jour du trajet de Charmes (au sud de La Fère) à Baboeuf, à l'ouest de Noyon (étape de 26 km environ, s'ils empruntent la route !) François doute encore, au moins à l'heure où il écrit :

« L'armistice est-elle chose faite ? C'est ce que chacun se demande ce matin. En attendant d'être renseigné nous roulons nos couvertures et bouclons le fourbi pour partir à 8h 15. Au sortir de La Fère, notre cycliste, Delasse, nous dit que l'armistice est signé d'hier soir. Nous croisons des zouaves, des tirailleurs, tous joyeux, nous disent « Ça y est ! ». Est-ce bien officiel ? Des poilus de la T.S.F. nous le confirment. Toutes les troupes rencontrées sont joyeuses, les conducteurs américains sont les plus exhubérants*. Avec force geste, ils narguent les boches*. Ils ont le droit d'être fiers. Ce sont eux qui ont fait pencher le plateau de la balance en notre faveur.*

---

[45] Pour les jeunes lecteurs : T.S.F. = **T**élégraphie **S**ans **F**il, nom ancien de la radio !

[46] Spa se trouve en Belgique, à 28 km au sud-est de Liège, à proximité de la frontière allemande (qui est à 25 km à l'est, Spa étant à 55 km au sud de Aachen = Aix-la-Chapelle). Près de Spa se trouve le circuit automobile de Spa-Francorchamp.

[47] La longueur exceptionnelle de cette permission (habituellement une permission était de 7 jours) signale la confiance de l'armée française dans la victoire prochaine. De même, des permissions très longtemps suspendues ont été accordées en nombre très important fin octobre, d'où le fait qu'un nombre conséquent de mes témoins aient appris l'armistice dans leurs foyers, au cours d'une permission qui avait été différée.

[48] Le prince héritier appelé à succéder, à sa mort, à son père l'empereur (« *kaiser* ») Guillaume II

[49] Donc au petit-fils de Guillaume II : une génération a sauté dans cette succession dynastique, celle du Kronprinz, qui a commandé une armée allemande pendant la Grande Guerre

La marche est longue et succédant à une autre journée de marche déjà dure, cette 2e est pénible. La joie donne du cœur au ventre. Chacun y met du sien. Le major réquisitionne une voiture qu'il fait remplir de sacs[50], ce qui décharge nos hommes. Le tout aidant, on arrive. Après avoir traversé Chauny [51], après une pause, alors que nos hommes mettaient le sac au dos, passe 3 autos qui attirent notre attention parce que le conducteur a une casquette à la bordure inférieure rouge. Mais c'est du boche* ça ! 4 ou 5 hommes dans la 1ère limousine dont 2 gendarmes. Ce sont des officiers boches. Les 3 voitures portent l'aigle impériale[52] ; ce sont les parlementaires allemands qui ont signé l'armistice. Dire qu'ils sont fiers, ce n'est pas vrai. L'un d'eux, enveloppé d'une grosse fourrure, a la figure à moitié cachée et par son képi et par les longs poils de sa pelisse. Ah ! ce coup là, on les a et on les possèdent*. »*

Le lendemain 12 novembre, arrivé à Baboeuf, François, qui a, comme ses camarades, frôlé l'Histoire en marche la veille, commence sa narration quotidienne par un texte officiel :

« Ordre général n° 1101 de la 1ère armée

Soldats de la 1ère armée,

Les Allemands sont en pleine retraite. Du 16 octobre au 4 novembre, vous avez enfoncé sur les 2 rives de l'Oise toutes les positions organisées en vue de défendre le débouché de Guise. Au cours de cette rude bataille de 20 jours, 11 000 prisonniers, près de 200 canons, un matériel énorme capturé, témoignent des obstacles que durent briser votre élan, votre opiniâtreté, votre foi patriotique. Vous sentiez que les camarades tombés en 1914, sur ce même champ de bataille de Guise, tressailleraient d'orgueil en voyant passer vos[53] vengeurs. Maintenant c'est partout la victoire. Nos populations délivrées vous acclament et la Chère Patrie bientôt libérée écarte ses voiles de deuil pour vous montrer à nouveau son fin et joyeux sourire.

Vive la France !

Général Debenney »

Et François de commenter aussitôt : *« C'est l'ordre du jour du Gal Cdt la 1ère armée à laquelle nous appartenons et que l'on nous a lu aujourd'hui. »* . Puis avoir décrit les modalités de la journée de repos qui est accordée au régiment, il évoque l'atmosphère :

« L'enthousiasme est général et augmente si possible, car outre la joie procurée par la fin de la guerre et de ses misères, les journaux nous donnent les conditions de l'armistice signé avec les Allemands et ces conditions ne sont pas tendres. Ah ! les cochons, ils ont voulu la guerre, ils sont servis. Les journaux nous donnent aussi le récit de la belle manifestation de la Chambre, hier, des discours de Georges Clemenceau et autres personnalités. Récits encore de la joie en France et à l'étranger. On peut considérer la guerre comme véritablement terminée. Les clauses de l'armistice exécutées, il est impossible aux boches de reprendre les armes. A quand la libération ? Il faudra sans doute encore quelque temps. En attendant, je compte partir en permission dans 7 ou 8 jours, 29 jours de perme. J'espère en plus guère avoir à rester longtemps sous les armes. »*

Cette fois, devant tant de preuves éclatantes, François ne doute plus…

« Des pertes sévères nous sont infligées jusqu'à la dernière minute »

Cette phrase, très laconique, est l'avant-dernière d'un récit de 79 pages serrées, sur carnet de format 19 cm x 14 cm, en écriture serrée et très ordonnée, de l'agent de liaison **Benoît Desseigné** (cl. 15), artisan menuisier à Villers, vers Charlieu, décédé le 18 janvier 1981, à l'âge de 86 ans. Récit vraisemblablement rédigé en 1919, d'après des carnets de route tenus durant sa guerre, notant sèchement déplacements du régiments et principaux faits. Benoît était dans un régiment particulièrement sollicité, car dit « *régiment d'attaque* » et qui, de ce fait, a subi plusieurs fois de très lourdes pertes, entraînant une refonte du régiment par l'inclusion de nombreux renforts, les jeunes venant remplacer les anciens (pas anciens en âge, mais en présence au régiment) qui étaient morts, blessés au pont de passer plusieurs mois ou plusieurs années d'hôpital et d'être réformés à titre définitif, ou prisonniers en Allemagne, ou disparus, mot horrible que l'armée emploie quand elle ne trouve plus trace du corps sur le champ de bataille, corps enterrés complètement dans un cratère d'obus lourd, ou déchiquetés en morceaux si petits que rien n'est reconnaissable. : le 5e Régiment d'Infanterie Coloniale de Lyon, comme le porte fièrement le frontispice de ce carnet, en bouts de phrases superposées, superbement calligraphiées, avec des corps de lettres de taille différente : *Campagne 1915-1919 - Carnet de Route – Classe 1916* (avec, au milieu du mot et de l'année) le tampon officiel du *« 5e Colonial – 2e Bataillon »* et son

[50] Le sac réglementaire pouvait (on l'a vu au début de cet ouvrage) peser une bonne trentaine de kilos…

[51] Chauny se trouve à la fois le long de l'Oise et du canal de Saint-Quentin, à 15 km environ de Charmes, début de la marche.

[52] Bien que commettant quelques rares fautes d'orthographe, François connaît les finesses de l'orthographe française et sait que, dans le sens d'emblème, le mot « aigle » est du féminin…

[53] La cohérence du sens voudrait que ce soit *« leurs* vengeurs » au lieu de « *vos* » ! François a-t-il mal recopié, ou la faute est-elle dans le texte officiel ?

« logo », le dessin d'une ancre de marine d'autrefois, par référence aux troupes de marine devenus « coloniales » en 1900) ***Desseigné Benoît 5e Régiment d'Infanterie Coloniale Lyon*** et, en bas de page, la liste des principales batailles vécues par Benoît (incorporé le 9 avril 1915 au 6e R.I.C. de Lyon La Valbonne, versé au 5e R.I.C. le 14 septembre 1915, où il vivra toute la guerre :

« Somme- Aisne – Lorraine- Verdun – St Mihiel – Picardie – Les Eparges – Hauts-de-Meuse »

Dans ce récit, dont certains épisodes guerriers sont souvent fort détaillés et bien écrits, le lecteur reste un peu sur sa faim, à cause de la brièveté de la fin, où le narrateur semble pressé d'arriver à l'armistice, et escamote ce qui s'est passé après pour lui, puisqu'il n'était libérable qu'après le traité de Versailles de fin juin 1919. En fait, le très éclectique site des itinéraires des régiments de la Grande Guerre établi par un « gars du Nord » aussi discret (il reste anonyme) qu'énorme travailleur, site appelé www.chtimiste.com (donnant les parcours, mois par mois, de tous les régiments de la Grande Guerre !) ne précise pas non plus quel fut l'itinéraire du 5e R.I.C. après l'armistice (puisque *l'Historique du Régiment* ne doit pas traiter cet aspect), mais donne des précisions sur les lieux de combats des trois derniers mois de guerre : *« Les Eparges (sept-oct) : ravin de la Gentille-Femme, Saint-Rémy, Hannonville, Doncourt-aux-Templiers – Avillers, bois de Menheulles, tranchées des Embusqués, puis nord de Verdun (oct-nov.) : Bois Bourrus, Vilosne, Sivry, Haraumont, Bréhéville. ».* Cela se terminerait ainsi s'il n'y avait pas un petit additif, en lettres bleues, faisant état des pertes considérables de ce régiment dit *« d'attaque »*, où se mêlaient Français « de souche » et soldats coloniaux maghrébins et sénégalais :

« Durant la guerre, le régiment aura eu :
Officiers : 238 hors de combat dont 84 tués ou morts des suites de leurs blessures
Troupes : 10 354 hors de combat dont 1960 tués ou morts des suites de leurs blessures
En outre 8 officiers et 777 soldats étaient encore considérés « disparus » en 1920 »

« Encore considérés disparus en 1920 », signifie clairement qu'ils sont bien tous morts, mais que la décision judiciaire d'un Tribunal (celui le plus proche de leur domicile, en général) n'a pas encore validé sa mort, permettant ainsi au mécanisme des pensions de veuves de guerre de se déclencher, ou celui de la déclaration des orphelins comme Pupilles de la Nation et, le cas échéant, le remariage de la veuve, si celle-ci ne veut pas rester obstinément fidèle à la mémoire de son époux tué, comme, pour les jeunes filles fiancées à un soldat tué, choisissant d'être *« veuves blanches »*, fidèles à jamais à leur premier amour, comme dans le cas de ma tante, sœur de mon père, **Clotilde**, né en 1899, se considérant comme fiancée à un jeune homme du hameau voisin de Chatelville, Vioville (commune de Chazelles-sur-Lavieu) **Claude-Joseph Surieux**, né le 6 juin 1897, tué le 29 octobre 1917 (à 20 ans et 5 mois non révolus) à Sainte-Berthes et Filain, dans l'Aisne. Clotilde prit le voile sous le nom religieux de **Sœur Marie Gertrude**, et fut, toute sa vie, intendante efficace (mais peu mystique !) à l'Institution enseignante de la Sainte-Famille, à Saint-Etienne, rue du Vernay. Elle venait chaque été faire les foins avec ma mère et moi, et un ouvrier agricole, et m'inondait de livres, sérieux ou non (albums de Mickey !), livres qui furent la nourriture intellectuelle et émotive principale de mon enfance…

Faute d'épouser son beau Claude-Joseph,[54] la jeune Clotilde Barou, à vingt ans, avait décidé d'épouser le Christ, un époux qui ne risquait pas de mourir puisqu'il l'était déjà, mort, dans sa vie terrestre, depuis dix-neuf siècles… Et un époux céleste qui resterait éternellement vivant, selon elle…

Les morts de la veille ou du jour de l'Armistice

Le thème de la mort stupide à quelques heures ou à un jour de l'armistice, est très présent, comme on va le voir, dans les souvenir des Poilus nonagénaires que j'ai interrogés. Eux sont doublement des survivants : ils ne sont pas morts à la guerre, et ils ont traversé le XXe siècle, en parvenant à un âge canonique que la plupart de leurs camarades de jeunesse, voire de gens de la génération d'après, n'ont pu atteindre. Cela révèle une idée fixe : ne pas se faire tuer dans les dernières heures de la guerre. L'historien **Bruno Cabannes**, dans *« La victoire endeuillée – La sortie de guerre des soldats français (1918-1920) »* note cette hantise, et l'illustre en citant deux écrivains combattants emblématiques de la littérature à base autobiographique qui a fleuri soit à la fin de la guerre, soit dans les années qui ont suivi : **Gabriel Chevallier**, auteur de *La Peur* (édité en 1930) et **Erich-Maria Remarque**, auteur de *A l'Ouest, rien de nouveau* (édité en 1929) : *« Convaincus que la fin est proche, les combattants vivent dans l'angoisse d'être tués dans les heures précédant l'armistice. « Je pense que c'est aujourd'hui le 2 octobre 1918, que nous sommes près de la fin…Il ne faut pas, il ne faut plus être tué » témoigne Gabriel Chevallier dans son récit « La Peur ». « **Jamais la vie dans sa misérable incarnation ne nous a semblé aussi désirable que maintenant »** confirme Erich-Maria Remarque. **« Les faux bruits, si excitants, d'armistice et de paix ont fait leur apparition ; ils troublent les cœurs et rendent les départs plus***

[54] A titre de revanche, sa soeur Joséphine, ma tante aussi, épousa le frère de Claude-Joseph Surieux, Jean Surieux, et dans leur hameau de Vioville (Jean étant tout petit agriculteur et facteur suppléant) et ils eurent sept enfants, trois filles et trois garçons (tous les trois morts, -Maurice, Lucien et Joseph, dans l'ordre de leurs décès- plus leur sœur aînée Bernadette) , au moment où j'écris ces lignes, et où ne restent plus que les cadettes, Dany (devenue veuve il y a deux ans) et Solange…

pénibles que jamais […] Pourquoi n'en finit-on pas ? » *Jamais sans doute les soldats n'ont eu autant le sentiment d'être des rescapés que le sort a miraculeusement épargnés. Il leur faut donc redoubler de prudence, de crainte que la Fortune ne se détourne d'eux au dernier moment. »*[55]

La Fortune ne s'est pas détournée de mes 160 témoins oraux, mais elle l'a fait pour un nombre non négligeable de leurs camarades, dont, en général, le nom leur est resté gravé dans la mémoire, comme une preuve tangible de l'injustice du Sort, de la Destinée…

Soldats français morts en Wallonie, dans l'incendie d'une grange

Séraphin Rejony (cl. 18), de Roanne, qui a accompli toute sa carrière aux papeteries Navarre, a fait la guerre, à partir de son incorporation le 17 avril 1917, au 22e B.C. Alpins d'Albertville. Mitrailleur pendant toute l'année 1918, après les derniers combats des Ardennes, il entre en Belgique juste après l'armistice à Bouillon, en Wallonie (donc francophone), ville frontalière, proche de Sedan. Il va être témoin de la mort stupide de quelques-uns de ses camarades, mort qui lui paraît plus criminelle qu'accidentelle, sans qu'il puisse totalement l'affirmer :

T- *« On y a couché à Bouillon*[56] *: tout le monde voulait un soldat chez eux, un soldat français. Puis alors de là, on est allé à Neufchâteau, puis de Neufchâteau, on est allé à Saint-Hubert*[57]*. On y a resté deux-trois jours. Et puis alors de Saint-Hubert à un autre pays…On a couché dans une grande ferme, et la ferme a pris feu ! Et y a trois-quatre soldats qui ont brûlé dans la paille ! Et moi, je suis sorti la tête la première par un oeil-de-boeuf*[58] *! J'ai bien sauté au moins de quatre-cinq mètres par terre, la tête la première ! Je me suis rien cassé ! »*

Non seulement Séraphin aurait pu se fracturer un membre, de cette hauteur, mais se briser le crâne, attendu que l'étroitesse de l'œil-de-bœuf, dans ce cas, l'obligeait à s'engager la tête d'abord, et lui interdisait de se mettre en position de saut, avec une réception sur les jambes, comme l'aurait permis un œil-de-bœuf plus grand. Curieux paradoxe : cette ouverture, censée protéger le fourrage de l'embrasement (cf note), a servi à l'évasion dangereuse de Séraphin, qui a échappé ainsi à la fournaise qui dévorait la paille ! Mais revenons à notre entretien :

E- *« C'était un incendie…*

T- *C'était volontaire ! C'était volontaire !* (ton très affirmatif)

E- *Qui est-ce qui avait mis le feu ?*

T- *Des gens qui étaient contre nous, probablement… Des Allemands ou des…*(Belges pro-allemands et hostiles aux Français ?)… *Je sais pas… C'était en Belgique, ça ! »*

Sur quoi se fonde Séraphin pour étayer sa certitude que l'incendie était criminel et non accidentel, fortuit ? Son intuition ? Des indices dont il ne souvient plus ? Il ne le dira pas, la conversation dérivant alors vers un tout autre thème. Il a pourtant décrit auparavant une population wallonne enthousiaste, heureuse d'accueillir ses libérateurs français, après quatre ans d'occupation allemande. L'hypothèse d'Allemands restés, sur ordre d'un officier, en arrière-garde pour pratiquer aussi, à leur façon, la politique de la « terre brûlée » et anéantir ainsi, en un quart d'heure d'incendie, une compagnie de soldats français (car la grange paraît immense, donc pourrait héberger aisément deux centaines d'hommes) reste la plus plausible. Si l'incendie n'a pas été allumé par l'imprudence coupable d'un soldat français, allumant sa pipe - sa « bouffarde » - ou un

---

[55] Bruno Cabannes, op.cit., éditions du Seuil, Paris 2004, 549 pages, pp.35-36

[56] Ce nom évoque immanquablement le célèbre chevalier Godefroy de Bouillon (vers 1058-1100), descendant de Charlemagne, né, non à Bouillon, mais soit à Boulogne-sur-Mer, en France actuelle (son père était comte de Boulogne), soit à Baisy, dans le Brabant belge. Il doit son nom à l'oncle qui a fait son éducation de chevalier, Godefroy III de Bouillon, dit le Bossu. Le neveu, chevalier accompli, devint marquis d'Anvers, puis duc de Basse-Lotharingie, avant de s'affirmer comme un des chefs prestigieux de la Première Croisade (1096-1099), aux côtés de Raymond IV de Toulouse. Elu par ses pairs roi de Jérusalem après la conquête de cette ville par les Croisés, le 15 juillet 1099, il refusa ce titre, le Christ en étant, selon lui, le seul digne… Tant d'abnégation rehaussa encore son prestige. Il mourut le 18 juillet 1100, au retour d'une expédition militaire contre le sultan de Damas, sans doute empoisonné par la nourriture servie par l'émir de Césarée. Son frère Baudouin fut élu roi de Jérusalem le 25 décembre 1100, exactement trois siècles après le couronnement par le Pape, à Rome, de leur ancêtre Charlemagne, comme Empereur d'Occident. Baudouin, plus ambitieux et surtout moins mystique, accepta le titre qu'avait refusé son aîné. Godefroy de Bouillon est devenu pour les Belges (surtout après la création de la Belgique comme état indépendant, en 1830) mais aussi, des siècles auparavant, pour toute la chrétienté médiévale, l'archétype mythique du preux chevalier, à la fois brave et religieux, désintéressé et altruiste, et demeure un nom mythique de l'Histoire belge.

[57] Neufchâteau est, à vol d'oiseau (pas de grande route entre les deux villes) à 27 km à l'est de Bouillon, et Saint-Hubert, à 20 km au nord de Neufchâteau, donc le régiment a fait un trajet avec un coude, car une route directe et importante (la N 89 actuellement) conduit de Bouillon à Neufchâteau

[58] Grande ouverture circulaire (d'où son nom), généralement délimitée par des briques formant un joli effet décoratif, disposée en série d'un bout à l'autre du bâtiment, parallèle au forjet du toit, à intervalles réguliers, et haut dans le mur, servant à aérer le fourrage (foin plutôt que paille) entassé dans une grange, pour éviter son échauffement par fermentation, et parfois son embrasement, par forte chaleur extérieure.

réchaud portatif à pétrole (certains en avaient, alors que c'était strictement interdit !) pour chauffer la soupe ou faire cuire un autre aliment : un lièvre tué en rase campagne, entre Bouillon et Neufchâteau, une poule, un canard ou un lapin chapardé(s) dans une ferme juste évacuée. Il faut savoir que, dans ces déplacements quasi quotidiens, les cuisines roulantes avaient du mal à suivre et à fournir l'alimentation des troupes, qui devaient se débrouiller…

La mort du cousin aviateur d'Antoine Pinay

Le **« Président Antoine Pinay »** (cl.11) comme il était coutume de l'appeler, du jour de sa nomination comme Président du Conseil [59] à sa mort survenue à l'âge de 103 ans, le 12 décembre 1994, a eu sa guerre très précocement interrompue par une grave blessure survenue le 9 septembre 1914, à la bataille de la Marne, un obus ayant éclaté sur la batterie qu'il commandait en tant que maréchal des logis (voir ce chapitre IV) et a failli être amputé du bras droit. Revenu à Saint-Chamond (dont il sera le maire de 1929 à 1977) après plus de deux ans d'hospitalisation, il sera député, sénateur, et quatre fois ministre, sous la IV^{ème} et la V^{ème} Républiques. Il témoigne à son domicile de Saint-Chamond (rue du Coin) le 19 septembre 1987, et évoque avec émotion le sort d'un de ses cousins, mort de la dernière heure, ou plutôt du dernier jour précédant l'armistice :

T- *« Dans la rue, les gens se rencontraient, s'embrassaient, se félicitaient. Il y avait des manifestations de joie, mais très individuelles. Il n'y a pas eu de manifestations organisées.*

E- *Je suppose qu'elles devaient être tempérées par toutes les douleurs…*

T- *Bien sûr ! Moi, j'ai un de mes cousins germains (qui était avec moi dans l'affaire des chapeaux de paille dans laquelle je travaillais [60])… Il était de 92, du 25 septembre 92, il était aux Chasseurs alpins. Il a été blessé aussi. Et mon père, pour éviter qu'il se fasse tuer, lui avait conseillé d'entrer dans l'aviation, pensant que le temps de se former pour l'aviation permettrait à la guerre de finir. Et il a été tué la veille de l'armistice ! Il s'est fait descendre en avion, la veille de l'armistice !*

E- *On m'a souvent parlé – alors que je ne sais pas si cela relève de l'observation ou d'une certaine superstition- d'un pressentiment qu'avaient les gens qui allaient être touchés… Est-ce que c'est un thème… ?*

T- *Oui, oui ! Oh ! Beaucoup de gens qui disaient : « Moi, je sais que je ne reviendrai pas ! ».*

A travers le sort tragique (mais hélas, ô combien répandu dans cette Grande Guerre !) du cousin d'Antoine Pinay, on touche de manière implicite au thème de la Destinée, qu'on a vu plusieurs fois dans la bouche et dans l'esprit de nos témoins, parlant d'un de leurs proches : ce cousin, blessé dans l'infanterie, est, sur les conseils avisés de son oncle, versé dans l'aviation, et c'est précisément dans cette nouvelle arme, alors que la guerre en était à son dernier jour complet, que sa mort serait survenue, comme si elle était inévitable ! Quant au pressentiment de sa propre mort, nous l'avons développé dans une partie du chapitre XXII *« Mourir ou tuer »*, intitulée *« Le pressentiment de sa mort »* et fondé sur treize témoignages.

Mais l'affection quasi fraternelle d'Antoine Pinay pour son cousin le fait se tromper quelque peu de date, ou sa mémoire l'a déplacée sur un jour crucial tant sa peine était grande. En effet, le précieux site www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr nous procure la fiche de décès de ce cousin, attendu que nous connaissions sa date précise de naissance, et avons supposé qu'il était allié à Antoine du côté paternel et partageait son patronyme : la fiche révèle que le « *caporal pilote* » **Raymond Marius Pinay**, né le 25 septembre 1892 à Saint-Symphorien-sur-Coise (Rhône) est décédé à Vertekop, en Macédoine, et son *« genre de mort »* est ainsi précisé : *« tué suite de chute d'avion au retour d'une mission »*. Tout semble conforme au témoignage d'Antoine Pinay, sauf que la date de son décès n'est pas le 10 novembre 1918 ! Elle est le 14 septembre 1918, précédant de deux mois la date annoncée par son cousin Antoine… La mémoire remodèle quelque peu le passé quand l'affection (amitié comme ici, ou amour) est en jeu… Raymond a trouvé en Orient la mort à laquelle il avait échappé sur le front français, dans une arme (l'infanterie) plus meurtrière encore que l'aviation, qui l'était beaucoup !

Tué le jour même de l'Armistice !

Pierre Faure (cl.18), fils d'agriculteurs de Monistrol-sur-Loire, devenu après guerre mécanicien ajusteur aux mines de Montrambert, à la Ricamarie, où il a toujours résidé, a été incorporé le 2 mai 1917 au 16^{e} R.I. de Montbrison, puis versé au 233^{e} R.I. d'Arras quand il monte au front, fin 1917, et a fait sa première attaque le 5 juillet 1918 entre Villers-Cotterêts et Soissons, en tant que chargeur de mitrailleuse. Il s'apprêtait à partir au 510^{e} Régiment de Chars d'assaut lorsque est survenu l'armistice, endeuillé, dans sa mémoire, pour lui par la mort d'un cousin qu'il aimait bien, mort qu'il a apprise un peu plus tard :

---

[59] C'est-à-dire Premier Ministre pour les jeunes lecteurs ou les plus âgés oublieux du passé, du 6 mars 1952, jusqu'au 23 décembre de la même année, dans cette période difficile où la France combattait en Indochine

[60] Antoine Pinay fait allusion ici à l'affaire familiale qu'avait créée son père, à Saint-Symphorien-sur-Coise : une fabrique de chapeaux de paille d'Italie, affaire prospère dans laquelle plusieurs membres de la génération suivante, dont Antoine, ont travaillé après leurs études (voir biographie)

T- *« Et voyez, la guerre s'est terminée… J'ai un cousin qui était lieutenant, il est mort le dernier jour de la guerre ! Il était de la classe 1910, il avait fait toute la guerre ; il était officier, il était lieutenant. Eh bien, il est mort le dernier jour de la guerre, il s'appelait Sommet* (il épelle le nom), *son prénom c'était Jean…*
E- *Il était de là-haut aussi ?*
T- *Oui, de Monistrol !*
E- *Tué le dernier jour ! Le 11 novembre !*
T- *Le 11 novembre ! Le dernier jour de la guerre !*
E *Mais alors tué comment ? Qu'est-ce qui s'est passé ?*
T- *Eh bien, on a tiré jusqu'à la dernière minute… Il a été tué le dernier jour de la guerre ! Oh ! J'en avais, des cousins ! Y a eu des blessés, oh la la ! Des cousins que les deux frères (un de la classe 14, un de la classe 15), ils ont été tués tous les deux ! Eh oui ! Vous voyez, c'est ça, j'ai qu'une chose à dire : je voudrais pas que ça recommence ! »*

Sur cette pensée de Pierre Faure, l'entretien se clôt. Pour recommencer un quart d'heure plus tard, afin d'enregistrer ce qu'il m'avait dit en prenant le café, après l'enregistrement de sa participation à la Grande Guerre : le passage de la comète de Haley en 1908, alors qu'il n'avait que dix ans, dans sa Haute-Loire natale : *« On avait dit que c'était cette nuit que la comète allait balayer la Terre, qu'on serait morts… Alors, je me suis réveillé le lendemain matin, j'ai dit à mon cousin, il s'appelait Vida* (Vital, en patois) : *« Oh ! Vida ! Sommes pas morts ! », en patois, je lui ai dit « Sommes pas morts ! » Eh bien, il me dit : « Ah non ! Sommes pas morts ! è nous a manquo ! », manière de dire « La comète nous a manqués ! ».*

Mais beaucoup de ceux que la comète a manqués cette nuit là n'ont pas été épargnés, quelques années plus tard, par la Grande Faucheuse et ses bolides diaboliques de poudre et d'acier tombés du ciel…

Un remords qui a hanté sa vie

Antoine Gacon (cl.17), de La Pacaudière, qui a mené en parallèle les activités d'artisan charpentier puis de maçon, et d'aide-gérant d'épicerie que son épouse tenait, était pourvoyeur au fusil-mitrailleur au 119e R.I. de Courbevoie. On l'a vu, au chapitre précédent, au cours de l'été 1918 faire fortuitement prisonniers sept Allemands en allant « *poser culotte* », prisonniers qui auraient été abattus ensuite… Il se trouve à 25 km en avant de Sissonne, dans l'Aisne, lorsque survient l'armistice :
E- *« Qu'est-ce que vous étiez en train de faire au moment où vous avez appris la fin de la guerre ? Comment ça s'est passé ?*
T- *Eh ben moi, j'avais été à la soupe. Bon. J'y allais tous les jours.. et les gars… Saint-Aubain, le cabot* (caporal) *là, il me dit : « Je crois que la guerre est finie, alors ça va se terminer à 11 heures, 11 h 30… je sais pas à quelle heure, mais enfin, la guerre est finie ! » - « Ah ! j'ai dit, ben c'est bon ! ». Bon Dieu ! J'arrive en ligne avec le ravitaillement (parce que j'allais au ravitaillement tous les jours, c'était mon machin* (mon habitude), *j'aimais bien y aller parce qu'on avait toujours du café !*
E- *Un petit supplément, quoi !*
T- *Voilà ! Et c'est bon. Eh ben, il me dit : « Ça va être fini ! ». Et effectivement à 11 h 30, ça s'est arrêté. Et y en a encore… Quand j'ai dit aux gars là-bas, en arrivant là-bas* (en première ligne), *ils m'ont dit : « Ben, tu vois, c'est pas vrai, on est encore là ! ». Et ils sortaient encore des machins, des gourbis* (abris) : « *Ça y est ! C'est fini ! C'est fini ! ». « Patatrac ! »*[61] *Y en a qui se sont fait bousiller comme ça !*
E- *Juste au moment de l'armistice ?*
T- *Juste au moment de l'armistice ! Au moment que ça a arrêté, que les Boches ont foutu le camp !*
E- *Mais les Boches étaient à quelle distance, là, vers Sissonne ?*
T- *Ah ! On les voyait même pas ! Ils étaient partis… »*

Après une incidente assez longue, sur la distance moyenne entre les tranchées avant l'arrivée de la guerre de mouvement, en mars 1918, Antoine revient sur son histoire en la précisant, et rappelle comment, allant à la soupe pour prendre du « rab » de café à la cuisine roulante, parfois un « canon », et avoir le plaisir de discuter avec les « cuistots », il a, le matin, eu l'information sur la survenue de l'armistice avant la fin de la matinée, par le caporal Saint-Aubain. On va voir qu'il se culpabilise d'avoir, lors de son retour avec la corvée de ravitaillement, par son annonce brutale faite à ses camarades restés en ligne, suscité une joie générale exubérante qui s'est avérée fatale pour deux d'entre eux :
E- « *Donc, vous avez vu aussi certains de vos camarades mourir tout à fait à la fin, quoi !*
T- *Ah ben ! Cinq minutes avant ! Tout le monde était content ! Ils levaient les bras en l'air ! Ah ! Bon Dieu ! Ils étaient tous…* (fous de joie ?) *Tout le monde ! J'aurais pas dû y dire en arrivant ! Y en a qui se sont fait tuer comme des bardins**[62]*, parce qu'ils étaient contents ! « Oh ! ça y est ! Ce coup là c'est terminé ! On va avoir*

[61] *« Patatrac ! »*, onomatopée signalant l'arrivée d'un obus, ou, abstraitement, par convention, un événement catastrophique.
[62] Ce terme dialectal, inconnu du Forez, parfois prononcé *« berdin »*, signifie *« idiot, simple d'esprit »*. On le trouve couramment dans le Nivernais, le Morvan, le Bourbonnais (Antoine est né et à passé sa jeunesse à Lenax, dans l'Allier, où

la paix ! » Et « Rrrraa ! » (onomatopée signalant un obus de faible calibre, voire un tir de mitrailleuse), *dans le trou ! »* (dans la tombe)
E- *C'est arrivé à plusieurs, ça ?*
T- *Oh ! Moi, j'en connais deux, c'est tout ! De mon régiment !.. De mon escouade… Ils étaient arrivés l'avant-veille, ou deux jours avant…deux-trois jours… Parce qu'ils renforçaient à mesure… On avait des pertes, à ce moment-là…*
E- *C'était quand même idiot de se faire tuer à la dernière minute !*
T- *Ah ! ben oui ! Ils auraient pas dû… Moi, voyez-vous, j'ai toujours ça sur la conscience… Dire que c'était fini !*
E- *Ah bon ? Vous vous l'êtes reproché après ?… Ils auraient peut-être fait pareil…* (sous-entendu : *« si un autre que vous leur avait annoncé la nouvelle »*)
T- *Oh oui !* (ému) *Voyez-vous, c'est la destinée… C'est la destinée, c'est pas autre chose… Parce que… Ils auraient fait pareil…*

Il se raccroche à ma formule pour se déculpabiliser, mais l'émotion n'arrête d'affleurer dans ce qui suit :
E- *Mais ça vous est revenu dans…* (sous-entendu : *« dans votre vie, par la suite… »*
T- *Mais ça m'est revenu, oui !*
E- *Ça vous revient…* (en ce moment !)
T- *Ben oui !… Parce que…* (silence, puis il pleure…)
E- *Oh ben, vous savez il y a eu tellement de morts bêtes pendant cette guerre ! »*

J'essaie d'arrêter la remontée de l'émotion, déjà très visible sur le visage bouleversé du vieil homme de 91 ans avant que n'éclatent les pleurs, mais il est perdu dans son remords :
T- « *Oh ! Pffff ! C'était un massacre… C'était un massacre, c'était pas une guerre !*
E- *Simplement, évidemment… dans les dernières minutes… c'est trop bête, quoi !*
T- *Pffff ! Bon Dieu ! Moi, je sais pas ! Moi… Les gars, ils levaient les bras en l'air ! « Ah ben, Nom de Dieu, on va s'en aller, on va s'en aller ! »* - (Antoine ici sanglote, sans se retenir, sans fausse pudeur, devant son fils et moi)… *« Ouais ! » j'ai dit ! Et en attendant* (en revanche, les Allemands) *ils envoyaient deux-trois fusants ! Deux-trois fusants ! Hop là ! »*

Les fusants sont des obus conçus pour éclater en l'air à quelques mètres de hauteur, en diffusant une gerbe circulaire très meurtrière d'éclats d'obus ou de shrapnells (centaines de billes de plomb, ou d'éclats d'acier aux bords très acérés, pour infliger des blessures déchirées difficiles à guérir) par opposition aux obus percutants, qui éclatent en touchant le sol, ou parfois en profondeur, soulevant une gerbe de terre, mais avec beaucoup moins d'éclats, surtout moins dispersés, et parfois même n'éclatant pas du tout en s'enfouissant dans le sol[63]. Par ailleurs, on notera que l'imparfait de l'indicatif employé par **Antoine Gacon** dans l'expression « *ils envoyaient deux-trois fusants ! »* est inadapté : on attendrait *« ont envoyé »* à l'oral, et un lettré écrirait *« envoyèrent »*, tant l'action est brève, soudaine, inattendue. Mais l'imparfait duratif prolonge ici le temps de manière saisissante… Comme si, en prolongeant par l'imparfait le vol de l'obus fusant, Antoine voulait le retenir d'accomplir sa besogne meurtrière, criminelle même, alors que la guerre s'achève, et qu'on n'a plus le droit de tuer… Et l'onomatopée finale *« Hop là ! »* en forme de chute du petit paragraphe correspondant à sa dernière réplique scelle le sort de deux camarades, en évitant le pathétique verbal, non le pathétique sentimental dans lequel a sombré déjà Antoine, pétri de remords rétrospectif, Antoine le nonagénaire de l'Allier venu encore enfant dans la Loire limitrophe (en suivant le changement de domaine de ses parents, simples métayers), transporté par la mémoire à l'âge de ses 21 ans - il était né le 2 septembre 1897 - au jour et à l'heure de l'Armistice, en avant de Sissonne, dans l'Aisne…

D'une telle phase d'entretien, le témoin ne ressort pas intact, mais l'enquêteur non plus, partagé entre le désir (où il y a de l'indécence) de laisser s'accoucher un douloureux remords et l'envie de mettre fin à l'épreuve en arrêtant le magnétophone, pour abréger la souffrance morale du vieillard qui lui fait face, qui, lui, a connu les horreurs de la guerre. La présence du fils du témoin introduisait une sorte d'élément presque apaisant, comme une autorisation tacite de continuer…

---

ses parents étaient métayers dans un vaste domaine) et plus sporadiquement le Roannais. Il s'agit de la métathèse (inversion de lettres ou de sons, comme « *formage* », issu de l'étymon latin *« formaticu »* - *de « caseus formaticus »* = *fromage coulé dans une forme, un moule* - devenant *« fromage »* par permutation du « r » et du « o », mais se conservant sans métathèse dans « *fourme* ») du mot *« bredin »*, de même sens, qui a eu une extension géographique beaucoup plus vaste dans la moitié nord de la France. Il se trouve dans le *Dictionnaire de la Langue française* (1827) de Rivarol, et a donné un patronyme, dont le membre le plus connu le portant est sans doute l'avocat et écrivain **Jean-Denis Bredin,** membre de l'Académie Française depuis juin 1989.

[63] Voir le témoignage de **François Potin**, de Saint-Just-en-Chevalet, au chapitre XX *« L'enfer des bombardements »* - rubrique *« L'obus qui n'éclate pas sous soi ! »*- qui a vu l'obus s'enfouir sous lui, et ne pas éclater, alors que François, comme il l'a dit, s'était « *raidi* » en attendant la mort !

Mort à la dernière heure à cause de son imprudence

Tous les tués à la guerre ne sont pas le fait de l'ennemi. Il en existe qui sont tués par leur propre armée[64] : c'est le cas, assez fréquent, des fantassins tués par des canons de 75, le plus souvent, de leur propre artillerie, tirant trop court par suite d'un mauvais réglage du tir, ou d'un déplacement vers l'avant de la première ligne de tranchées dont l'officier de batterie n'a pas été prévenu, pour une raison quelconque ; ou alors, nous l'avons vu aussi, du patrouilleur de nuit rentrant dans ses lignes à un autre emplacement que prévu et tué par un de ses camarades guetteurs, le prenant, dans le noir, à une certaine distance, pour un ennemi en patrouille, lui aussi. Il en existe aussi qui sont tués par leur propre imprudence, et c'est d'autant plus stupide à l'heure de l'armistice, où le danger omniprésent depuis des années (depuis le jour de sa montée en ligne) semble enfin définitivement écarté. L'épisode suivant en est l'illustration.

Charles Suard (cl. 18), né à Torcy (Seine-et-Marne), fils d'un emballeur de chocolat à l'usine Ménier de Noisiel, ville jouxtant Torcy, a effectué divers métiers dans sa vie, dans la région parisienne (serrurier, ajusteur, monteur de rotatives de presse, monteur de clips pour bijoutiers) puis à Lyon, en zone libre, après le début de l'Occupation fin juin 1940 (ajusteur encore, puis 18 ans concierge à l'hôpital Saint-Joseph) avant de se retirer dans le village de son épouse, Marcilly-le-Châtel (ex le Pavé !) dans la Loire.

Artilleur depuis avril 1917 dans deux régiments (8e R.A. de forteresse d'Epinal, puis 130e R.A. Lourde de Dôle) où il a été tantôt artificier, tantôt observateur « *aux lueurs* », chargé de repérer, la nuit, d'un point élevé comme un arbre ou un clocher, s'il en restait dans le secteur, le point de départ des tirs des batteries ennemies, pour permettre le réglage des pièces françaises. Ayant été blessé en septembre 1918, en se faisant une méchante hernie pour avoir aidé à remettre en place un très lourd canon de 155 déréglé par le recul, il rejoignit son régiment peu de temps avant l'armistice, vers Vouziers, dans les Ardennes. Précisons, pour la bonne compréhension d'un point du témoignage, de nature religieuse, que Charles est devenu un chrétien fervent, ce que les Américains appellent *« a re-born Christian », « un re-né Chrétien »*, revenu à la foi après l'avoir délaissée pendant des années, voire des décennies. C'est à Vouziers, en toute fin de guerre, qu'il a été témoin du drame suivant :

T- *« Là, à Vouziers, ça se battait sporadiquement, vous savez, c'était pas… On sentait qu'il y avait quelque chose qui allait se passer… On sentait qu'il y avait l'armistice qui allait être signé. On savait pas si c'était l'armistice, mais on sentait qu'il y avait quelque chose…Alors, on se précipitait pas, vous savez !*

E- *J'entends bien ! Il ne s'agissait pas de se faire tuer juste à la fin !*

T- *C'est pas déserter ! Mais enfin, bref, j'ai rejoint mon régiment à Vouziers, qui était donc en feu, avec mes deux soldats, dans une ferme, aux environs du 11 novembre. Et il pleuvait à verse, je me rappelle toujours. Les officiers disaient : « Mes amis, on va enfin avoir la fin de la guerre ». On était content quand même ! Parce que, la fin de la guerre* (les derniers mois de combat)*, ça commençait à être un peu dur ! Et on avait fait donc un feu… C'est encore un épisode miraculeux : il m'est arrivé beaucoup de miracles dans ma vie, un machin* (un fait, un événement) *miraculeux vraiment… Les Allemands mettaient leurs obus de 77 dans des paniers en osier, vous savez. Nous, les 75, ils étaient accrochés après* (par) *la douille. Mais eux, ils mettaient l'obus dans un panier, puis la douille à côté. Et l'obus de 77 pesait à peu près 7 kg… Pas plus : c'était un petit obus, comme le 75 d'ailleurs. »*

L'artilleur Charles Suard se souvent bien, malgré ses 95 ans au moment de l'entretien (8 octobre 1993 à Boën-sur-Lignon) : de diamètre pratiquement semblable (75 mm et 77 mm), de longueur comparable (environ 40 cm de long avec la douille au fond et l'ogive vissée au bout, contenant l'élément détonateur), ces obus sont sensiblement de même poids : 6,85 kg pour le 77 allemand, 7,25 kg pour le 75 français, qui pouvait être tiré à une portée maximale de 11 km. Mais revenons au récit, qui n'a pas encore viré au drame, mais dont les éléments essentiels sont posés.

T- *« Et il restait un obus dans un osier ! Alors, le type (il s'appelait… c'était un boulanger de Meaux, je me rappelle bien son nom, pauvre type !), il met donc, pour alimenter le feu qui nous séchait nos capotes, il met ces paniers dans le feu, qui nous séchait nos capotes…*

E- *Sans regarder ce qu'il y avait dedans !*

T- *Sans regarder : c'était pas lourd. Y en avait une brassée, il met ça dans le feu ! Moi, j'étais pas inquiet, mais j'étais pas bien, je disais aux gars : « Ah ben, écoutez, je vais rentrer, j'ai quelque chose à faire. ». Je suis parti. D'un seul coup, j'entends : « BOOOoummmm ! ». Je dis : « Tiens ! Vlà que ça recommence ! »* (les bombardements ennemis). *Mais c'était pas ça ! C'est l'obus qui a été dans l'osier qui a éclaté ! Il avait tué donc mon Rousseau, il en avait blessé un ou deux, et moi épargné parce que j'étais pas présent ! Vous vous rendez compte, hein !*

T- *Là, il a vraiment eu une mort stupide, ce Rousseau !*

T- *Ah oui ! Il a été tué par un éclat d'obus de 77…*

[64] Ce que les Anglo-Saxons appellent, avec un oxymore surprenant, « *a friendly fire* » = « un tir ami /amical » !

E- *Et en plus, c'est lui-même qui avait contribué à sa mort !*
T- *Ah oui, oui ! Et vraiment, on ne s'attendait pas à une chose pareille ! Et les officiers sont venus nous dire : « Maintenant, les gars, la guerre est terminée ! ». C'était pas vrai, parce qu'on a poursuivi les Allemands jusqu'à Kiel*, jusqu'à Strasbourg. Ça n'a pas été terminé : ceux qui étaient en service ont continué quand même. »*

Tous les touristes français qui sont allés en Allemagne à partir de Strasbourg, savent qu'on traverse le Rhin par le pont de Kehl, (et non Kiel, grand port de la Baltique située dans le Schleswig-Holstein) localité allemande située juste sur la rive droite du Rhin, en face de Strasbourg.

J'ai recherché ce Rousseau, mort le 11 novembre 1918, sur le précieux site www.sga.memoiredeshommes.gouv.fr, mais 423 Rousseau/x - Roussot sont morts durant la Grande Guerre, entre la classe 1913, qui , au régiment dès décembre 1913 (effet du vote de la loi de trois ans au printemps 1913, en prévision des menaces de guerre, déjà, en raison de l'affaire du Maroc, en 1912, notamment : incorporation seulement deux mois après la classe 1912, incorporée deux mois auparavant, en octobre 1913) a effectué toute la guerre depuis début août 1914, et la classe 1919, qui n'a pratiquement pas combattu, puisque incorporée au printemps 1918, elle a bénéficié d'une très longue instruction de plus de six mois (rendue possible par l'arrivée massive des Américains depuis fin juin 1917, l'engagement officiel des Etats-Unis dans la guerre ayant été décidé début d'avril) et s'est donc trouvée intégrable sur le front après l'armistice ! Seuls les engagés volontaires ayant devancé l'appel pour choisir leur arme (la moins meurtrière, en général, notamment l'artillerie, six fois moins meurtrière que l'infanterie, ou mieux encore, le Génie, le Train des Equipages, ou la Marine !) sont partis avant leur classe d'âge. Je n'ai pas remonté au-delà de la classe 1913, car quelqu'un né en 1892 (cl. 12) avait 26 ans en 1918, et aurait donc été déjà versé dans un régiment de réserve, alors que notre témoin, **Charles Suard**, de la classe 1918, est dans un régiment d'active, le 130e R.A. Lourde de Dôle.

J'ai épluché chacune de ces 423 fiches Rousseau/x et Roussot, sans trouver un seul Rousseau/x/-Roussot décédé le 11 novembre 1918 ! Cela ne signifie pas que notre témoin se trompe, car j'ai déjà plusieurs fois repéré des défaillances du site www.sga.memoiredeshommes.gouv.fr, notamment (mais pas seulement) pour des fusillés : le caporal **Henri Floch**, un des 6 Martyrs de Vingré, le soldat **Jean Grataloup**, de Saint-Just-sur-Loire, et le sous-lieutenant **Jean-Julien Chapelant**, dont, comme je l'ai précisé en note plus haut, la fiche se trouvait encore absente il y a deux ans, lors de ma troisième recherche, fiche qui vient d'être inventée récemment, sur une fiche ancienne, en écriture rouge totalement inhabituelle, au traitement de texte d'ordinateur (toutes les anciennes sont manuscrites dans la partie personnelle) avec la mention *« fusillé »*, mais pas du tout la mention *« réhabilité »*, ce qu'il a été officiellement le 11 novembre 2012[65]. Mais aussi des « tués ordinaires » dont un de mes témoins me fournissait le nom, le prénom, l'année de naissance, et même le département de naissance, tous critères demandés pour une recherche très ciblée…

Cette recherche, très longue (8 à 10 heures d'affilée, en lisant attentivement toutes les fiches), bien que vaine pour le but initial, s'est avérée passionnante, tant est grande la diversité des fiches, par les renseignements qu'elle fournit sur des points divers : non seulement le lieu et pays du décès (France, certes, pour l'immense majorité, mais aussi Belgique, -nombreux !- , Allemagne –pour les prisonniers décédés en captivité : autour de 40 000 sur 520 000 selon l'historien **Jean-Jacques Becker** -, Turquie (épisode des Dardanelles : cf chapitre X « *1915 : guerre d'Orient »),* Macédoine, Serbie, et la mer (Méditerranée, Manche, Océan atlantique) pour les matelots coulés avec leur navire ! Mais aussi le genre de mort : tué au combat (les plus nombreux), accidenté mortellement sur le parcours menant au front, mort de maladies diverses dans les hôpitaux les plus variés, allant de l'« ambulance » du front aux vrais hôpitaux de Paris ou de la France dite « profonde », disparu sans que le corps ait été retrouvé, tué par une sentinelle allemande parfois, pour ce qui est des prisonniers en Allemagne tentant de s'évader. Elles permettent aussi de repérer les lieux fameux où se sont produites des hécatombes : forts de Douaumont, de Vaux, de Tavannes, Fleury-devant-Douaumont, Vaux-Chapitre, bois des Corbeaux, ravin de la Mort, ravin de la Couleuvre, Le Morthomme, la Cote 304, pour ce qui est du secteur de Verdun en 1916, mais aussi Sailly-Saillisel, Notre-Dame de Lorette, Craonne, Foucaucourt-en-Santerre, Laffaux, Berry-au-Bac, les buttes de Souain et de Tahure, Vauquois, Les Eparges, la Main de Massiges, Perthes-lès-Hurlus, le fort de la Pompelle protégeant Reims, etc. : la sinistre litanie des lieux de massacres transformés aujourd'hui, pour beaucoup, en cimetières militaires, ou en un vaste cénotaphe, comme l'ossuaire de Douaumont qui aurait recueilli les corps de 130 000 soldats inconnus, Français, alliés ou allemands, devant lequel se trouve un immense alignement de 16 000 tombes de Français tués dans le secteur de Verdun… Cette recherche confirme aussi que l'arme la plus touchée a été et de très loin l'infanterie, bien avant l'artillerie, le Génie ou le Train des Equipages. Et cela s'est vite su puisque pratiquement tous les engagés, à partir de la fin de 1915, s'engagent pour choisir leur arme (c'est un privilège qui récompense l'engagement volontaire) qui n'est pratiquement jamais l'infanterie[66] !

---

[65] J'écris ces lignes un mois après, le 12 décembre 2012…

[66] Cela se déduit du décalage entre l'année de naissance, qui fournit donc la classe (un soldat né en 1896 est donc de la classe 1916), donc la date d'incorporation normale, la même pour toute la France à quelques jours près, et la date du décès

Nous n'allons pas effectuer une étude exhaustive de ce corpus de 423 fiches. Disons pour finir que, de la classe 1913, qui a donc connu la guerre dès ses premiers jours, puisqu'elle était au régiment dès décembre 1913, à la classe 1919, qui n'a pratiquement pas combattu (puisqu'incorporée au printemps 1918, elle a bénéficié de six ou sept mois d'instruction loin du front – en raison de l'arrivée massive des Américains – alors que l'instruction était réduite à deux mois auparavant, avant de partir au front) en passant par la classe 17, les fameux *« Bleuets »* de la classe incorporée la plus jeune, l'année de ses 18 ans (date d'incorporation : 7 janvier 1916, ce qui fait que les natifs de novembre ou décembre 1917 venaient juste de fêter leurs 18 ans !), ce corpus nous confirme concrètement une vérité de La Palisse (qu'il est toujours bon de confirmer par des données incontestables !) : plus on passe de temps à la guerre, dans un régiment qui combat vraiment (pas le cas de tous : le Train des Equipages, par exemple, est une arme très protégée), plus on a de risques de mourir ! Belle découverte, certes, mais saisissante tout de même quand on compare les pertes de ces 7 classes d'âge de l'armée active, qui sera ensuite versée dans la Réserve (de 26 à 40 ans) pour ceux qui ne sont pas déjà tués ou blessés au point d'être réformés définitivement, puis dans la Territoriale (de 40 à 48 ans) pour les survivants… Précisons que la classe 1914, incorporée début septembre 1914, au front après deux mois d'instruction en novembre 1914, a presque autant combattu que la classe 1913, à l'exception des premiers mois de guerre, très meurtriers ; mais elle a connu toute la période de la guerre de tranchées.

Répartition des tués sur ces 7 classes d'âges des Poilus nommés Rousseau (94,8%), **Rousseaux** (3,3%) **et Roussot** (1,9 %)

Classe	**1913**	**1914**	**1915**	**1916**	**1917**	**1918**	**1919**	**Total**
Nombre de tués	102	93	82	71	46	26	3	**423**
% de tués	**24,1 %**	**22 %**	**19,1 %**	**16,8 %**	**10,9 %**	**6,2 %**	**0,7 %**	**99,8 %** [67]

On constate que le nombre de tués par tranche d'âge va en déclinant progressivement, de la classe 1913 à la classe 1918, pour chuter brutalement de la classe 1918 à la classe suivante, la 1919, dont les trois tués sont un fantassin du 167e R.I., **Charles Marie Romain Rousseau**, né le 8 juillet 1899 à Paris, tué à l'ennemi le 24 octobre 1917 (donc à 18 ans ! Forcément engagé) *« au secteur de Tahure –Meuse »*, un aviateur ou un mécanicien d'aviation du 1er Groupe d'Aviation, **Armand Rousseau**, né le 26 juin 1899 à Molinot en Côte d'Or, décédé de la *« fièvre typhoïde »* le 18 septembre 1918 (donc à 19 ans et 3 mois) à *« l'hôpital d'Ambérieu-en-Bugey – Ain »*, et un marin, *« matelot de 2ème classe canonnier »*, **Etienne Marcel Rousseau**, né le 21 juin 1899 à Limoges, en Haute-Vienne, mort pour la France le 12 juillet 1917 (donc à 18 ans : aussi un engagé), *« disparu en mer lors de la perte du vapeur « Berthilde »*. Pour ce dernier, il faut exclure de sa motivation la proximité de Limoges avec la mer ! Mais peut-être avait-il déménagé pour habiter un port français dans son enfance ou sa jeunesse. Ceci dit, mes deux marins dans mon corpus de 187 témoins habitaient, au moment de leur incorporation dans la marine, l'un comme mécanicien, l'autre comme soutier (tous deux de la classe 1914) le premier Tarentaize et le second Saint-Priest-en-Jarez : si c'étaient des ports, ça se saurait !

Les années représentent les classes d'âge, non les années de guerre. Cependant, j'ai pu déceler une corrélation assez étroite, et troublante (en comparant toutes les 423 fiches) entre la date de mort et la classe d'âge. La classe 1913 a beaucoup de ses soldats tués dans les combats très meurtriers de fin août 1914 et la bataille de la Marne, combats que ne connaissent pas les autres classes ; elle va ensuite essuyer toutes les grandes batailles jusqu'en novembre 1918. La classe 1915 a beaucoup de péris autour de la grande offensive de Champagne de l'automne 1915, et les survivants sont promis aux batailles de Verdun et de la Somme en 1916, l'offensive du Chemin des Dames en 1917, les grands affrontements de la guerre de mouvement de 1918. La classe 16, incorporée en avril 1915 (mais envoyée au front seulement à l'automne 1915, ou en hiver 1915-1916) subit Verdun principalement, et la Somme, et les batailles suivantes, alors que la classe 1917, pourtant incorporée dès janvier 1916, se voit souvent épargner plus Verdun (qui commence le 21 février 16) que la Somme (qui commence le 1er juillet 16, et qui est une bataille plus anglaise que française en nombre d'engagés et de tués), mais prend de plein front le Chemin des Dames d'avril-mai-juin 1917 et les offensives de 1918, qui marquent le baptême du feu de la classe 1918, qui a déjà eu une période d'instruction (les « classes »,) sensiblement plus longue (souvent six mois, comme la classe 1916, et parfois neuf à dix mois à partir d'avril 1917) que les classes précédentes, à l'exception de la classe 1916.

---

qui, malheureusement pour l'engagé, est quand même parfois survenue avant que sa propre classe d'âge ne soit incorporée… Une prudence qui s'est tournée en malchance, ou en effet du destin, pour ceux qui y croient…

[67] On n'obtient pas exactement 100% car le fait d'arrondir au 1/10e près (alors que les résultats donnés par ma calculette sont au 1/100e) fausse de 0,2% la somme totale, en poussant à diminuer de quelques centièmes presque chaque pourcentage, quand il est inférieur à 0,05.

On constate ainsi une chute très nette avoisinant 5% entre 1916 et 1917 (pourtant l'année de l'hécatombe du Chemin des Dames, la tristement fameuse « *Offensive Nivelle* ») alors que la baisse de tués d'année en année tourne autour de 2% les années précédentes. On devient plus économe en hommes (abandon de la stratégie d'offensive à outrance, ou du « grignotage » de tranchée en tranchée, éclaircissement de la présence en première ligne, mortelle avec les « crapouillots » ou obusiers de tranchées, plus grande activité de l'artillerie rendue possible par l'essor considérable de la production des arsenaux français (grâce à l'effort des célèbres « munitionnettes ») alimentant le front en canons et en obus, alors que l'artillerie lourde était rare en début de guerre, tout comme la possession de mitrailleuses par les régiments[68].

La recherche du mort de la dernière heure, ce fameux Rousseau, dont la fiche s'est avérée introuvable si son patronyme est écrit des trois façons classiques Rousseau, Rousseaux, et très rare, Roussot, nous a conduit à un long développement fructueux pour celui qui écrit ces lignes. Revenons à nos témoignages.

La mort stupide du messager de l'armistice

Jean Farigoules (cl. 16) de Saint-Pierre-du-Champ puis Saint-Vincent, en Haute-Loire, fils d'agriculteurs devenu boulanger-pâtissier à Brives-Charensac, au 67e R.I. de Soissons depuis sa montée au front au printemps 1916, dont nous avons vu récemment les combats en Flandres belges dans les dernières semaines de guerre, signale aussi, dans son récit écrit juste après guerre, un mort du dernier jour, celui de l'armistice, tué de manière bien insolite (vers Woordebeke, en Flandre Occidentale) : *« Il est 7 heures du matin, le 11 Novembre, on nous dit que c'est la dernière attaque, avec les Américains ; tout le monde rouspète, mais c'est justement parce que c'est la dernière, nous tenons à notre peau. Nous rouspétons, on crie après les officiers, mais on y va quand même ; on nous fait obliquer sur la droite, nous devons attaquer un petit village soutenu par une grande voie ferrée qui va à Bruxelles, les boches* s'y cramponnent, nous sommes sous le feu des canons boches et des mitrailleuses. à chaque instant on entend une détonation formidable : ce sont les boches* qui font sauter la voie ferrée, et leur dépôts de munitions. Lorsqu'ils nous voient débouler, ils tirent un peu, mais souvent ils refusent le combat. Nous eûmes malgré tout quelques blessés et un tué, un nommé Moully, un brave breton*, ce fut le dernier de la compagnie ; le pauvre, il est mort bien bêtement : nous étions derrière une maison en briques, un obus tombe sur la cheminée, il reçoit les briques en plein sur la tête, il fut tué sur le coup . Il y avait 2 jours qu'il rentrait de permission, c'est lui qui nous avait annoncé qu'à l'arrière on parlait de fin de la guerre. Nous l'enterrons sur place. Nous sommes dans un champ de betteraves, derrière une grande ferme, les boches* l'occupent, ils nous font signe qu'ils ne veulent plus se battre et viennent à nous ; nous faisons quelques prisonniers.... ».*

Malheureusement le précieux site sga.memoiredeshommes ne nous éclaire pas davantage sur ce Moully. Orthographié ainsi, un seul Moully est mort durant la Grande Guerre, le 9 février 1919, chez lui, à Orléans, d'une broncho-pneumonie. La graphie Mouly est infiniment plus répandue : mais les 78 Mouly tués à la Grande Guerre sont tous, sans la moindre exception originaires des départements du Massif Central, de ceux du Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées ! Aucun Breton, aucun Normand ! Mais la chance fait bien les choses, parfois. Il se trouve que l'*Historique* du 67e R.I. de Soissons a été numérisé[69], et se trouve donc accessible par Internet. Une recherche dans ses dernières pages fait apparaître la liste des plusieurs centaines [70] de « *Morts pour la France* » du régiment. Parmi eux, un certain **Jean Mouly**. Nanti de ce prénom, je suis

---

[68] Rappel du chapitre II : le caporal **Jean Giraudon** (cl. 11) de Saint-Etienne, qui deviendra lieutenant, alors au régiment au 16e R.I. de Montbrison qui a son 3ème bataillon à Montferrand, constatant (avec les officiers) fin juillet 1914 qu'il n'y a que deux mitrailleuses pour tout le régiment, est envoyé à la Manufacture d'Armes de Saint-Etienne, où il n'en trouve que sept en tout, qu'on ne lui donne pas évidemment (il parvient à en obtenir une) puisqu'il y a d'autres régiments à pourvoir : « *Tout au 16 eme !* (son régiment depuis 1912, puis sa guerre) *Et alors à Montferrand, on forme une section de mitrailleuses pour le régiment : il fallait une section de mitrailleuses. Alors, on me désigne comme caporal mitrailleur, un autre collègue… (y avait deux pièces pour le régiment, deux mitrailleuses), alors je commandais une mitrailleuse, et mon collègue une aussi. Et puis nous partons vers la mobilisation » […] « Y avait sept mitrailleuses à la Manu au départ de la guerre ! C'est vous dire : on n'était pas bien riches ! »*

[69] Par P. Chagnoux, en 2009 : qu'il en soit remercié !

[70] Après avoir écrit « *plusieurs centaines* », j'ai voulu en avoir le coeur net, tellement cette liste qui s'étale sur 15 pages pleines (pp. 12-16) est impressionnante ! J'ai compté pas moins de 652 lignes, à raison de 4,8 patronymes par ligne (une moyenne faite en comptant les 10 premières lignes : huit comportent 5 noms et prénoms - donc 40 en tout- , alors que deux n'en comportent que 4 - 8 noms en tout- ce qui porte à 48 pour 10 lignes) : 4,8 x 652 = 3129,6 = 3 130 soldats, de Abadie Jules à Zimmer Albert, auxquels il faut adjoindre les 15 officiers comptés à part, allant du grade de sous-lieutenant à celui de capitaine (que des officiers au contact immédiat des troupes) le total atteint le chiffre effarant de 3145 morts**,** ce qui était l'effectif d'un assez gros régiment d'infanterie ! Le 99e R.I. de Vienne, comptabilisé au départ de Lyon par Amand Beyron, en comptait 3 960. Le 67e R.I. de Soissons a donc été reformé plusieurs fois au cours de la guerre pour compenser ses pertes considérables ! Dont on peut penser qu'elles reflètent assez bien les pertes d'un régiment de l'infanterie, la plus exposée des armes, et de loin, comme on l'a vu précédemment !

retourné sur le site sga.memoiredeshommes, ai trouvé deux Jean Mouly, tous deux originaires de Haute-Vienne (qui n'est pas en Bretagne, mais pour un Forézien ou un Vellave, c'est loin ! et presque pareil !) dont l'un est notre homme : *« **Mouly Jean**, soldat de 2ème classe venu du 89e R.I au 67e R.I., né à Saint-Nicolas (Haute-Vienne) le 19 mars 1899, tué à Hafelgebraak* (peu lisible*) devant Syughem* (peu lisible aussi) *(Belgique) le 10 novembre 1918 »*. A la rubrique « *Genre de mort* », il n'est nullement question de briques, mais de « *blessures de guerre* », ce qui est plus digne… Et de fait, la cheminée ne se serait pas écroulée sur sa tête sans l'obus qui l'a frappée ! Mais si Jean s'était trouvé à deux ou trois mètres plus loin, il aurait été épargné par la chute des briques ! Là encore, comme dans le cas d'Antoine Pinay, on retrouve un cas de réfection mémorielle (bien moins prononcée cependant : pas deux mois de décalage !) : le décès, pour notre témoin, a eu lieu le 11 novembre, alors qu'il a eu lieu la veille ! Et ce pauvre Jean Mouly fait partie de la classe 1919, qui n'a presque pas combattu (au plus, les dernières semaines de guerre), voire pas du tout : le Destin, dites-vous ?

C'est sans doute le Destin (ou la Malchance) qui frappe, après l'heure de l'armistice, dans la nuit qui suit, au milieu des réjouissances et des beuveries bien compréhensibles, vers Roselaere ou Meulebeke, un autre soldat du régiment de Jean, qui connaît une mort encore plus stupide, dont il est l'artisan infortuné: *« Il y a beaucoup de soldats, des Anglais, des Belges, des Américains, toute la nuit on danse dans les bistrots, on boit de la mauvaise bière. Un brave poilu* du 3ème bataillon s'est empoisonné en buvant une espèce de gnole, il est mort dans des souffrances horribles. »*

Deux de mes témoins échappant de peu à une mort tombée du ciel

Benoît Desseigné (cl.16), menuisier à Villers, a fait toute la guerre, depuis sa montée au front le 14 septembre 1916, au 5e R.I. Coloniale de Lyon**,** a failli, moins de deux semaines avant l'armistice, le 31 octobre 1918, être tué de façon très originale, alors qu'il est agent de liaison depuis avril 1917, et qu'il se trouve à Dannevoux, à 6 km au nord du massif du Morthomme, à l'ouest de Verdun, ce qu'il relate par écrit avec une sobriété confondante : *« Le 31 en allant communiquer des ordres aux Cies par un sentier camouflé, j'entends un combat aérien au cours duquel l'avion américain est abattu et vient s'écraser dans le bois encore feuillé à 15 mètres environ du sentier. j'ai cru être écrasé et il a fallu 3 ou 4 jours aux Américains pour le retrouver à moitié rentré dans terre. La Meuse se trouve entre les lignes... ».*

La mort des aviateurs n'était pas chose rare durant la Grande Guerre, surtout ceux qui combattaient en duels aériens, mais la mort causée par un avion qu'on reçoit sur la tête relève d'une originalité poussée très loin… Le flegme de Jean est stupéfiant, dans la retenue de son récit qui aurait été le morceau de bravoure de beaucoup d'autres !

Le 11 novembre, les pertes dans son régiment, combattant alors vers Peuvillers (à 30 km au nord de Verdun, en direction de Montmédy), pertes obtenues de manière bien plus classique, s'accumulent presque jusqu'à l'heure fatidique : *« Pour la 1ère fois depuis le départ du franchissement de la Meuse, on pouvait compter sur l'appui de l'artillerie. Tout va se déclencher lorsque à 6h30 la nouvelle de la conclusion de l'armistice et le contre-ordre pour l'attaque parviennent. L'Infanterie reste donc sur place en s'abritant le plus possible pendant que les deux artilleries se livrent un violent duel jusque vers 10h50. Des pertes sévères nous sont infligées jusqu'à la dernière minute. A l'annonce du cessez-le-feu, le matin, je suis parti pour la dernière fois sous les obus communiquer les ordres verbalement aux 6ème et 7ème Cies d'avoir à s'abriter le plus possible jusqu'à 11 heures pour éviter des pertes inutiles. »*

Les 75 pages de son « *Carnet de route* » s'arrêtent sur cette phrase, brutalement, sans conclusion, comme si plus rien d'intéressant ne restait à raconter...

Ce n'est pas onze jours avant l'armistice, mais le jour-même que **Pierre Bost** (cl.16), qui exerçait à Sauvessanges (Puy-de-Dôme), la triple activité d'expert-géomètre, de négociant en bois et d'agriculteur, a échappé à la mort. Il a été incorporé le 9 mars 1915 au 40e R.I. de Nîmes, puis a été versé au 118e R.I. de Quimper en mars 1916, et y a passé le reste de sa guerre, en étant gravement blessé à une jambe par un éclat d'obus à Verdun, le 10 novembre 1916, ce qui lui vaudra un an d'hospitalisation. Revenu au front, dans l'artillerie, à cause de sa blessure, et devenu radio-télégraphiste, en morse, c'est à Boulzicourt, au sud de Charleville-Mézières, dans les Ardennes qu'il vit l'armistice et échappe de peu à la mort, vers l'heure fatidique de cessation officielle des combats :

T- *« Et alors, lorsqu'on l'a su, le 11 novembre, on a bu un peu trop ! Alors, moi, je me regardais… A un endroit, les Américains étaient dans des petites cagnas que les Boches avaient faits* et la route… Et je regardais un sous-officier français et un sous-officier allemand qui passaient par les fossés, qui ramassaient les papiers, la saleté, qui traînaient d'un côté d'autre. Et tout à coup : « Pan ! Dzioum ! Bing ! » Ouh là ! Vous savez, il a pas fallu longtemps pour faire un plat-ventre ! Et l'obus a tombé juste de l'autre côté de la route. Il a pénétré dans le sol, et la gerbe, au lieu de monter, de s'écarter, comme c'était tombé dans le fossé, ça s'est butté au bord du fossé. Alors, ça a démoli le fossé, ça a sifflé aux oreilles, et puis c'était tout, quoi !*

E- *C'était quelle heure, là ?*

T- *C'était 11 h moins une, peut-être…*
E- *Ça devait s'arrêter à 11 heures ! Donc vous y êtes passé près, là ?*
T- *Oh ! Passé près, oui… Et l'officier français qui commandait l'artillerie…. Parce que lorsque les Boches ont envoyé leur obus, vous comprenez, eh bien, ça a pas été longtemps pour avoir la réponse ! Et y avait combien ? Peut-être deux-trois-quatre pièces d'artillerie qui tiraient, là, j'en sais rien, mais ça y allait ! »*

Ce qui voudrait dire que la riposte française a sensiblement dépassé l'heure du cessez-le-feu officiel. Quant à Pierre, c'est le fossé profond qui l'a sauvé, en évitant que la gerbe d'éclats d'obus ne se disperse tout autour du point d'impact avec le sol. Pour ce qui est de l'horaire indiqué : *« 11 h moins une »*, à la lumière d'autres témoignages qui font survenir des morts au jour fatidique, et même juste avant l'heure fatidique, on peut légitimement se demander si, inconsciemment, la mémoire de Pierre ne l'a pas retardé un peu, dans cette matinée du 11 novembre, pour accroître le sentiment réconfortant (et le frisson rétrospectif !) d'avoir échappé in extremis à la mort stupide…

La fierté d'avoir appris l'armistice avant les autres

Je pensais que sauf quelques officiers de haut grade informés la veille ou l'avant-veille de la signature imminente de l'armistice, puis de sa concrétisation effective, tout le monde au front avait appris la nouvelle dans la matinée du 11 novembre C'est bien le cas général, mais j'ai pu observer une sorte de compétition à distance à celui qui l'aurait appris le premier, avant les autres, par des moyens divers, dont l'un (nous l'avons vu avec le cas douloureux d'**Albert Gacon**, de La Pacaudière, rongé par le remords toute sa vie)) était de s'être trouvé présent à la « roulante » très tôt dans la matinée du 11 novembre, alors qu'un officier déjà informé s'y trouvait.

La nouvelle anticipée par la radio T.S.F.

Pierre Bost (cl. 16) dont nous venons de voir qu'il a échappé de peu à la mort le jour même de l'armistice, est de ceux qui ont eu le plus tôt une pré-annonce de cette grande nouvelle. Travaillant aux transmissions, c'est par radio qu'il apprend la nouvelle bien avant les autres, avec une grande émotion qui s'empare des deux télégraphistes en tandem :
T- *« On était aux télégraphies sans fil… Tout à coup, je vois mon Mounier qui tremblait et qui me faisait signe. – « Qu'est-ce qu'il y a ? » - « Bost, prends ! » - Et il me passe l'écouteur ! Il prend un papier, il le porte au capitaine. Moi, je savais pas ce que c'était, mais lorsque j'ai vu inscrits trois ou quatre mots de la radio allemande, j'ai compris : « Les Allemands demandent pardon ! ». Et alors, j'ai compris, et puis l'autre m'a dit : « Je pouvais plus le prendre, je l'écoutais plus ! Je comprenais ce qu'il disait, mais je pouvais pas l'inscrire ! Alors, je t'ai appelé ! » - « Tu as bien fait ! » . Et alors, on l'a dit aux troupes. Y a un lieutenant, je crois, qui passait : « Mon lieutenant, les Boches demandent l'armistice ! » -« Oui, oui, oui… ». Voilà ce qu'on a su…*
E- *C'était plusieurs jours avant l'armistice ?*
T- *Neuf jours !*
E- *Ah oui ! Vous avez été dans les premiers à savoir !*
T- *Bien sûr ! Parce que les officiers allemands qui étaient en ligne, dans les Ardennes (je ne sais où était leur poste) l'ont annoncé ; ils avaient bien reçu l'ordre de passer le télégramme en radio !*
E- *Et le jour du 11 novembre, je suppose que vous deviez être tous très contents ?*
T- *Euh !…Le 11 novembre, j'ai pris une superbe cuite »*

« La cuite » carabinée a été sans le mode festif le plus habituel pour les soldats du front, s'ils ont pu disposer d'alcool !

C'est pas la même voie des ondes que le témoin suivant connaîtra la grande nouvelle.

Antoine Gayet (cl.16), fils d'agriculteurs de Mionnay (Ain), fraiseur-tourneur dans le Rhône (Berliet à Vénissieux, puis au P.L.M. à Oullins), retraité à Feurs, a connu cinq régiments entre avril 1915 et sa démobilisation, passant de l'infanterie à la D.C.A., après blessure grave, puis devenant infirmier au camp de Mailly en 1918, où l'armistice le trouve. Il a appris la signature de l'armistice bien avant la grande majorité de ses camarades d'autres régiments, grâce à son capitaine, ingénieur des Mines de Saint-Etienne :
T- *« Il avait fait un petit machin... un petit poste à galène... Alors, quand ils ont signé la paix, eh ben, il a tout enregistré, lui ! Il savait tout ! Tout ce que son petit poste lui donnait ! Alors, il l'a su tout de suite, lui ! A 4 heures du matin, c'était fini, la signature, et il est venu. On était dans les baraques...*
E- *Il est venu à 4 heures du matin ? Dans la nuit ?*
T- *Oui ! A grands coups de pieds dans les portes ! « Héééé ! La guerre est finie ! Debout là-dedans ! ». Oh ! Bon sang ! Les gars... Y en a un qui dit : « Qu'est-ce que c'est que cet imbécile qui tape à la porte ? »* (rire). *C'était le capitaine ! Alors, bien sûr, mon vieux, quand ils ont su que c'était ça, eh ben, ils couraient presque tout nus ! Tellement ils étaient contents !*

E- *[...] Et vous, qu'est-ce que vous avez ressenti, là ?*
T- *Ben moi... Bien sûr, comme tous les autres, bien content ! Alors, ça m'a pas empêché de faire mon travail comme avant ! J'étais infirmier. Alors, avec Cresson.. C'était un nommé Cresson (c'était un taxi de Paris) il conduisait la camionnette. Alors, on est parti à Mailly comme d'habitude, quoi, chercher le ravitaillement, et puis porter les malades. mais, du coup, y avait point de malades !* (rire) *Ils étaient tous fous ! Ah ben, mon vieux ! Oh la la alors ! Ils renversaient tout ! Oh la la !* (rire) *Vous parlez d'un boulot ! Ils avaient monté les fourneaux sur le toit ! Oh la la ! Enfin, des conneries ! »*

Un armistice anticipé de quatre jours et les débordements qui s'ensuivirent…

Edmond Buisson (cl.18), agriculteur à Mars, a fait la guerre aux Chasseurs Alpins (22e B.C.A. d'Albertville de mai 1917 à juillet 1918, puis bataillon de marche du 121e B.C.A. jusqu'au 5 septembre 1918 où criblé de onze éclats d'obus à Guiscard (nord de l'Oise), il est hospitalisé à Clermont-sur-Oise, puis dans un hôpital américain à Evreux jusqu'en février 1919, et enfin évacué à Roanne où se poursuit l'hospitalisation. La purulence de sa blessure au bras gauche entraînera l'amputation de l'avant-bras en 1930, mais il continuera son métier d'agriculteur avec son crochet (il en usait un par an, m'a-t-il confié ! Il avait peu à peu acquis de la dextérité même avec ce bras gauche, tenant les manches de fourche, ou autres outils, en les faisant passer dans le crochet, et en s'aidant du bras droit, moins touché !). Il a donc vécu, à vingt ans, l'armistice à l'hôpital américain spécial d'Evreux, de manière curieusement anticipée :
E- *« Donc vous y étiez au moment du 11 novembre ?*
T- *Oui ! Alors là, y a encore une histoire* (ton très jovial). *Eh ben, les Américains, ils étaient patriotes, mais ils nous aimaient bien !* (rire). *Le Major, il m'avait pris d'amitié, il voulait m'acheter mon béret ! « Ah ! » j'ai dit, « Faut pas y compter ! »* (rire) *Alors le 7 novembre : « Armistice ! Armistice ! » ; Ils arrivent avec des brassées de cigarettes, de bonbons, de champagne ! Et puis merde ! Le lendemain matin : c'est pas vrai !* (rire) *Une bouteille de champagne à deux, hein ! Alors, bon…*
E- *Donc vous, vous l'avez fêté quatre jours avant les autres !*
T- *Mais oui ! Mais on l'a refait après, le jour du 11 ! Mais moins fort, quand même ! Ils avaient réduit les cadeaux ! C'est tout. Le 11 novembre, ah, ce coup-là, c'était vrai !*
E- *Et là, vous l'avez appris officiellement le 11 ?*
T- *Mais oui ! C'est eux ! A l'hôpital, quoi ! C'est les Américains qui nous soignaient !….Ah ! Y avait deux services ! Ça, c'était encore pas pareil. Y a le service sanitaire, qui était américain, et puis la boustifaille, c'était français ! Alors là, c'était pas la même ! Ah non ! Mal nourris ! La preuve : les gars qui étaient au réfectoire se sont révoltés un coup : les patates en robe de chambre contre les murs ! …Y avait une bande de gonzesses, là ! Bon Dieu, fallait voir ça, quand même ! A se faire arraper*[71] *entre les baraques !*
E- *A se faire…. ?*
T- *A se faire enculer par les…*
E- *Par les Américains !*
T- *Oh la ! Et par les autres ! Y avait ben des Français !*
E- *Mais c'était des filles qui étaient dans l'armée ? Ou c'étaient des servantes ?*
T- *C'est comme ici* [72]*! Des femmes de service, quoi ! Pas toutes, mais…*
E- *Elles étaient faciles, quoi !*
T- *Mais oui ! C'était pas difficile !…Ceux qui pouvaient !*
E- *Les soldats devaient être en manque aussi !*
T- *Oh ben, ceux qui pouvaient marcher, ils se débrouillaient !* (long silence)
E- *Et le 11 novembre, qu'est-ce que ça vous a fait ?*
T- *Oh ben, pas grand chose ! On prenait la cuite, quoi ! Avec les friandises… Ça fait quand même…* (plaisir ?) *La guerre est finie, quoi ! »*

Là encore, j'ai laissé se développer le témoignage au-delà de la cérémonie du 11 novembre, dans un apparent hors-sujet, mais le fait que les relations sexuelles prises à la sauvette entre les baraquements soient venues spontanément à son esprit, par association naturelle d'idées, signifie sûrement que ces femmes de services ou aide-soignantes ont dû figurer au menu des (ré)jouissances masculines de l'Armistice, ou du pré-Armistice du 7 novembre, à l'hôpital américain d'Evreux! Cette vision masculine « machiste », qui ne semble

[71] Dans la plupart des patois foréziens, *« arraper »* est polysémique : il signifie « *attraper / saisir quelque chose* brut*alement »*, au sens figuré « *se faire prendre* ». Il désigne aussi, pour une poêle ou une casserole qu'on chauffe trop sur un feu vif, le fait d'avoir le fond qui brûle avec la nourriture qui s'y accroche, ce qui se dit aussi en français local, en traduisant « *arraper* » par « *attraper* » : *« ma poêle, je l'ai trop chauffée, le matefaim a attrapé au fond ! J'aurais dû mal à la ravoir ! »*. Dans le témoignage d'Edmond, « arraper » a évidemment un sens sexuel : les cuisinières, plus ou moins consentantes, se laissent *« prendre »* entre les baraques, à la sauvette, par les soldats américains !
[72] « Ici », c'est la maison de retraite de Cours-la-Ville (Rhône) où Edmond s'est retiré, le grand âge venu (entretien du 27 février 1988 : il est à une semaine de ses 90 ans)

pas du tout se préoccuper du consentement de ces femmes aux rapports sexuels, suggère que ce sont des viols habituels, perçus comme bénins, rentrés dans l'usage… Peut-être certains rapports sont-ils consentis, mais cela démontrerait une liberté de mœurs peu courante à l'époque, sauf dans l'étourdissement d'un jour de Victoire… A moins que certaines de ces femmes ne trouvent un intérêt financier à ces relations sexuelles, qui peuvent cependant déboucher sur des grossesses non désirées. Quant au silence d'Edmond sur la façon dont se « *débrouillaient* » « *ceux qui pouvaient marcher* », il doit recouvrir le recours à des prostituées monnayant leurs charmes près des endroits où séjournaient des militaires, blessés certes, mais restés aptes…à la bagatelle !

La grande nouvelle connue la veille

Louis Guillaume (cl.18), de Mizérieux, bien qu'ayant fait à Feurs son apprentissage de boucher, est revenu à la ferme familiale, son père étant décédé quand lui était à la guerre. Gravement blessé par neuf éclats d'obus dans le corps au mont Kemmel, en Belgique, le 28 avril 1918, alors qu'il était au 321e R.I. de Montluçon, il est en rééducation à Riom lorsque survient l'armistice. Il l'a appris de manière singulière :

T- *« Oh la ! On l'a appris en deux fois ! Le soir* (du 10 novembre) *on nous a dit : « L'armistice est signé ! » Pouf ! On allait partir tous boire un canon en ville ! Et puis, on nous dit : « Non, non ! C'est faux ! ». Alors, ça nous a surpris !*

E- *Le soir du 10, alors ? La veille ?*

T- *La veille ! Et puis.. .je sais pas si c'est le matin ou si c'était dans la nuit, on retourne nous signaler que c'était vrai ! Alors, on nous a donnés liberté de partir ! On est tous partis ! Là alors, on a vu les Américains ! Ils étaient pleins de francs, ils nous ont payé le champagne : on a bu des bouteilles de champagne à tire-larigot ! Tant qu'on a voulu ! »*

C'est une constante, chez les témoins qui les ont côtoyés, que de signaler la grande générosité des Américains, fondée, il est vrai, sur un pouvoir d'achat bien supérieur à celui du soldat français de base…

C'est aussi le 10 novembre que le témoin suivant a appris la grande nouvelle.

Pierre Néel (cl. 18), fils d'agriculteurs de Verrières, devenu cantonnier, puis chef cantonnier à Montbrison, puis à Saint-Georges-en-Couzan, retraité à Moingt, s'est, le grand âge venu, installé au foyer de son fils, garagiste à Margerie-Chantagret, où je l'ai interviewé, à 3 km de mon hameau natal. Le seul de mes 31 témoins de la classe 1918 à être au front (dans la Somme, au mont Rouge) en juin 1917, le jour de ses 19 ans (le 1er juin 1917) alors que la grande majorité de ses camarades n'a connu le front qu'au printemps 1918, affecté comme mitrailleur dans un bataillon spécial du 321e R.I. de Riom, il a gardé un souvenir très précis de l'emplacement campagnard où il se trouvait, au moment de l'armistice, mais pas du nom géographique d'une localité proche :

E- « *Et le 11 novembre, vous étiez où ? Comment vous l'avez appris ?*

T- *Le Jour de l'armistice ? Je l'ai appris… On nous l'a annoncé la veille. La veille, on nous dit : « Vous, avec votre mitrailleuse, vous ferez ben tout seul ! Faites suivre une caisse de cartouches ! ». Je suis été* sur un pont. Ils me disent : « Laissez rien passer sur ce pont ! Si on vous tire pas, ne tirez pas, mais si on vous tire, tirez ! ». Et puis, quand est venu minuit, j'ai entendu un clairon, qui était de l'autre côté du ruisseau. Mais je comprenais pas ce qu'il sonnait ! Pour moi, il devait sonner le rassemblement ! Ça, c'était la veille de l'armistice : il devait sonner le rassemblement. Et puis, le jour de l'armistice, on l'a appris comme tout le monde l'a appris. On le croyait pas parce qu'on nous avait annoncé l'armistice, et les Anglais billaient*[73] *à coups de canons ! A coups de canon, et que je te bille ! On dit : « C'est pas l'armistice ! ». Les Anglais leur en voulaient tellement*

E- *Ils ont tiré jusqu'à la fin ? Mais pas après l'heure de l'armistice, quand même ?*

T- *Ah non ! Pas après ! Mais ils ont bien tiré jusqu'à 11 heures passées. Et chez nous, à 11 heures, moi je me souviens, moi j'étais près d'un ruisseau et la batterie juste derrière : l'officier a fait décharger tous ses canons ! A fait peter dans le ruisseau, là, et après rien plus ! Fini !*

E- *Vous deviez être content !*

T- *On était content d'une manière et pas de l'autre, parce qu'on disait : « Ça, c'est peut-être une fausse armistice ! » ». Et puis si, ça a été la bonne !*[74] »

---

[73] « *Biller*« signifie ici *« tirer au canon à un rythme forcené »*. On dit encore couramment, par exemple d'une famille de paysans ayant la religion du travail vite fait mais bien fait : « *Eux, on peut pas les prendre au travail ! C'est que ça y bille, chez eux ! ».* Le linguiste Albert Dauzat décèle un emploi particulier pour l'artillerie : *« Ça bille » (art.) : il y une canonnade violente »* (p. 218 de *L'Argot de la Guerre »* op.cit.)

[74] Le mot « armistice », mot rare avant 1918, est ressenti par la plupart des gens comme étant du genre féminin, ce que favorise sa finale en « ice », avec un « e » habituel pour le féminin., ainsi que la liaison avec l'article qui le précède, perçu, avec une fausse coupe, comme « la remistice ! // « une armistice »

Deux gestes honorifiques

L'honneur de tirer le dernier coup de canon de la guerre !

Jean-Marie Chossy (cl. 18), d'Unieux, né dans une famille d'agriculteurs de Saint-Maurice-en-Gourgois, a d'abord parcouru la filière de la domesticité rurale, dès l'âge de 9 ans (berger, petit valet, grand valet jusqu'à l'âge de 17 ans) puis s'est embauché le 1er août 1915 comme chauffeur de four à l'aciérie Holtzer d'Unieux, qu'il quitte pour être incorporé en avril 1917, avec la classe 1918. Au retour de la guerre, il sera métallurgiste (usines Holtzer, puis Verdier) avec une autre activité complémentaire à partir de 1940 : devient grossiste en sabots achetés aux paysans du canton de Saint-Bonnet-le-Château exerçant en hiver le métier de sabotier, sabots vendus aux ouvriers des usines métallurgiques de la vallée de l'Ondaine, et à des marchands de chaussures (son épouse l'étant à Firminy). Sa guerre, il l'a faite dans l'artillerie (11e R.A, 107e R.A.L., 116e R.A.L., 111e R.A.L.), comme tireur à divers canons (75 en artillerie de campagne, 105 et 155 en artillerie lourde). Le 25 septembre 1918, il a les deux tympans crevés par l'explosion d'un obus ennemi tombé sur sa batterie ; il s'ensuit une hospitalisation d'un mois, qui lui permet de revenir à son régiment dans les derniers jours de guerre, dans les Ardennes, au sud de Charleville-Mézières, vers Boulzicourt. Il se souvient du jour de l'armistice :

E- *« Qu'est-ce que vous faisiez, ce jour là ?*

T- *Eh ben, j'étais tireur, la même ! A 11 h moins 10, j'ai tiré le dernier coup de canon, moi, sans fusée : y avait juste un bouchon ! Il a pas éclaté !* [75] *Et puis le lieutenant…le capitaine a tiré le dernier, lui !* (rire heureux) ; *« Hé ! Je veux tirer le dernier ! C'est pas toi que tu tireras ! ». J'ai dit : « Ça fait rien, mon capitaine ! Je vous donne bien le…* (« *droit* » ? mot couvert par un nouveau rire !)

E- *Il s'appelait comment, votre capitaine ?*

T- *Euh… Despinasse ! C'est un ingénieur des Ponts et Chaussées, du côté de … Je sais pas si c'est d'Orléans ou de Rouen…*

E- *C'était donc le capitaine de votre batterie, là ?*

T- *Il était pas capitaine, il était lieutenant, à deux galons. Mais on l'appelait « capitaine » parce que tous les autres, c'étai(en)t des capitaines qui nous commandaient…*

E- *Donc, chez vous, c'est le lieutenant qui a tiré le dernier coup, à 11 heures ?*

T- *A 11 h…11 h moins 2 !*

E- *Ça devait faire plaisir de tirer le dernier coup ?*

T- *Oui ! On savait qu'ils éclataient pas ! Le lendemain, ils les ont retrouvés, les obus : ça avait juste retourné la terre, parce qu'on avait réduit la machine des douilles aussi, la charge de poudre…*

E- *Donc c'était un obus pour rire !*

T- *C'était de la rigolade ! Après on a resté…On a mangé à midi. A 2 heures, y avait tout l'Etat-Major du corps d'armée ! Y a eu de l'infanterie, de l'artillerie, du Génie, tout ! Et on était sur la place de…*

E- *Sedan ?*

T- *Pas Sedan ! A Saint-…*

E- *Saint-Marceau ?*

T- *Saint-Marceau, je crois ! C'est bien facile : le patelin était à combien ? A 800 mètres de la maison de la dernière cartouche de la guerre de 70 ! Moi, je l'ai vue, la dernière maison de la guerre de 70 ! On a été la visiter ! »*

Rétrospectivement, je ne sais comment le nom de Saint-Marceau (à 2 km au sud de Charleville) a pu me venir à l'esprit, attendu que je ne connais pas ce coin des Ardennes : avais-je une carte sous les yeux ? Ou un témoin précédent m'avait-il donné ce nom ? Retenons simplement le côté symbolique de ce dernier tir (« pour rire ») de la guerre, pour Jean-Marie, mais aussi pour l'officier d'artillerie, qui met la main la pâte, alors qu'il ne fait que commander les tirs habituellement, et aider au réglage des canons, ce que sa formation scientifique d'ingénieur permet. Et le lieu de Saint-Marceau est symbolique aussi, car il relie la fin de la guerre de 1870 (la « *dernière cartouche* » !) à la fin de la Grande Guerre ! Mais alors que la première s'achevait par une défaite face à la Prusse, l'amputation du territoire français, la chute du Second Empire, la perspective de la Commune et d'une brève mais sanglante guerre civile à Paris, la seconde se termine en apothéose par une victoire sur l'ancien vainqueur, donc concrétise bien la Revanche, scellée par le futur retour de l'Alsace et de la Lorraine au sein de la France après 48 ans d'intégration au grand Reich…

[75] L'obus, ayant été privé de l'ogive ou fusée vissée à la pointe du canon, contenant le mécanisme de déclenchement de l'explosion par contact avec une surface dur (le sol, le plus souvent), élément remplacé par un bouchon métallique simple, qui donc n'a pas pu déclencher l'explosion par contact avec le sol

L'honneur de sonner l'armistice

Joseph Paillard (cl.16) fils d'un petit industriel de la soierie d'Ecoche, travaillant déjà pour Lyon, a créé et dirigé, à partir de 1922, une importante entreprise de tissage de soieries à Saint-Denis-de-Cabanne (une trentaine d'employés permanents, et de nombreux sous-traitants à domicile) jusqu'à sa retraite en 1966, en sous-traitance lui-même pour de gros fabricants lyonnais. Malheureusement, sa mémoire étant extrêmement défaillante, ses réponses formulées par bribes, l'essentiel de ses souvenirs, dans ce bref entretien du 6 février 1988, est passé par le truchement de sa fille, aidée de ses papiers militaires. Il a joué un rôle bref, mais symboliquement fort, en ce 11 novembre 1918, dans son régiment, le 360e R.I.. qui partageait ses bataillons entre Neufchâteau et Saint-Pierre-le-Moûtier (Nièvre) :

Fille de T – *« C'est lui qui a sonné l'armistice !*

E- *Ah ! Racontez-moi ça ! »*

Mais Joseph se met à pleurer et ne raconte rien. Par une série de petites questions, je l'amène à accoucher de son souvenir, qu'on peut résumer ainsi : il avait reçu la consigne la veille et l'ordre de ne pas le révéler à ses camarades, ce que, discipliné, il a fait. Et c'est précisément à 11 heures, le 11 novembre, qu'il a sonné l'air du cessez-le-feu.

E- « *Qu'est-ce que ça vous a fait, de sonner l'armistice ?*

T- *J'étais content ! »* . Ce contentement ne sera pas développé, explicité…Dommage !

Une annonce différée de l'armistice ?

Auguste Equy (cl. 18) agriculteur à Usson-en-Forez (L 'Air) a effectué toute sa guerre dans le Génie, ce qui n'est pas très courant pour un agriculteur, habituellement voué à l'infanterie. Il a toujours eu le sentiment (et il l'a fait partager à son épouse, qui assistait à l'entretien, dans leur ferme proche d'Usson) qu'on lui a délibérément caché la survenue de l'armistice pour qu'il puisse continuer encore quelques jours sa tâche…délicate :

T- *« Quand la guerre est finie, il fallait une équipe pour sortir les obus qui étaient garnis* (chargés, avec l'ogive vissée en bout). *Ils ont demandé des volontaires, mais les volontaires, tu comprends, ils en ont point trouvé ! Ils m'ont nommé, moi, et puis un cabot* (caporal). *La guerre était finie. Alors vider les abris [76]! Y avait des obus, fallait faire attention ! Y avait un morceau de bois planté dans le terrain, et puis derrière, y avait un obus aussi. Fallait le sortir doucement et puis le mettre dehors… Et les autres, ils dansaient à Paris !* (rire amer) *Et nous autres, la pluie sur le dos !*

Epouse de T- *C'est tout à fait à la fin de la guerre, quand l'armistice avait été signé. On leur l'[77]avait pas dit, vous comprenez ! Et eux, ils les faisaient travailler ! Et ils en savaient rien encore que la guerre était finie ! Mais seulement bien sûr qu'il fallait devoir les enlever, tous ces obus, autrement, quand les autres auraient passé, ça…* (ellipse de *« aurait explosé ! »*)

E- *Donc vous, vous n'avez pas appris la fin de la guerre le 11 novembre ?*

Epouse de T- *C'était quelques jours après ! Puisque tu as assez* (= souvent) *dit qu'on vous faisait dégarnir les abris, pour enlever la poudre et faire sauter les obus ! On vous l'avait pas dit !*

T- *Eh oui ! Personne nous a rien dit !*

Belle-fille de T- *Et vous l'avez su quand ? Vous savez pas ?*

T- *Oh ! Une fois qu'on a eu vidé les abris !*

E- *Et vous l'avez su, à votre avis, combien de jours après ?*

T- *Oh ! Pas bien de jours ! Y en avait ben toujours un qui se rendait[78], qui me disait : « La guerre est finie ! ». Mais notre chef, il nous voulait pas dire !* (rire) *que la guerre était finie !*

E- *Parce qu'il avait besoin de vous pour le déminage ?*

T- *Eh oui ! »*

---

[76] D'après le contexte, ces abris doivent être des réserves d'obus chargés et de poudre en gargousses, prêts pour une poursuite des bombardements, et que la survenue de l'armistice oblige, par mesure de sécurité, à débarrasser de leur très dangereux contenu (comme un travail de déminage, en général confié à des prisonniers allemands encadrés par ses sapeurs- démineurs du Génie).

[77] Cette inversion des deux pronoms personnels, par rapport à l'ordre correct du français, est très courante en français forézien local

[78] Ne pas commettre de contresens : il ne s'agit pas de prisonniers allemands qui se rendent (on voit mal comment ils auraient pu informer en français Auguste de la fin de la guerre) mais de soldats français de la section, qui, appelés ailleurs pour n'importe quelle tâche, « *se rendaient* » au sens forézien local du terme = « revenaient » dans leur section d'origine et avaient eu connaissance de la fin des hostilités ailleurs. Ici encore, nulle révolte de la part d'Auguste et de ses camarades de section, et nulle tentation d'imposer au « chef » la fin de cette périlleuse besogne ! On dit encore couramment, en Forez : *« l'autoroute était tout à fait dégagée, on a été vite rendus ! »* (*= on a mis peu de temps pour rentrer chez nous !)*

C'est proprement incroyable ! Ainsi, dans un but de déminage d'un lieu d'entrepôt de munitions dangereux, on aurait caché à des sapeurs la signature de l'armistice ! Je n'arrive pas à croire cela possible de la part de l'armée, et cela me paraîtrait profondément immoral. Mais Auguste en est persuadé, et tout au long de sa vie, il en a persuadé sa famille, comme on l'a vu à travers les deux interventions féminines. On remarquera qu'il n'y a aucune révolte chez lui, alors qu'il aurait pu (si c'est vrai !) en mourir quelques jours après l'armistice, si un accident s'était produit !

Du pressentiment de l'armistice à la liesse des populations libérées

Joannès Béal (cl. 16), tailleur à l'Hôpital-sous-Rochefort, comme son père, a eu son frère aîné Claudius tué à la guerre le 25 septembre 1915, l'année du décès de son père, ce qui lui a valu à Joannès un ajournement d'un an comme soutien de famille. Incorporé le 8 août 1916 au 99e R.I. de Vienne, il monte en zone des armées en février 1917, puis est versé au 279e R.I. de Neufchâteau en juin 1917, qu'il rejoint dans l'Aisne avant d'aller dans la Somme. Après avoir parcouru divers secteurs, contracté une forte grippe qui l'a fait hospitaliser un mois dans les Vosges, il est affecté à des équipes de reconstruction de villages en ruines vers Château-Thierry, puis combat comme mitrailleur dans les derniers mois de guerre avant d'être à nouveau affecté à la reconstruction d'un pont. Le 9 novembre 1918, il écrit à sa mère de Léperon-les-Vallées, situé à 20 km à l'ouest de Charleville-Mézières, dans les Ardennes, alors qu'il vient de rentrer dans son régiment : *« Je suis arrivé à la compagnie le 30 octobre au soir et à une heure nous montions prendre position au-dessus de Saint-Quentin-le-Petit*[79]*. Nous y sommes restés 4 jours, la 5ème nuit, les Boches fatigués par nos attaques continuelles, faisaient sauter leurs dépôts de munitions et se repliaient. Aussitôt le jour venu, on se lançait à la poursuite et voilà 5 jours que ça continue, 5 jours sans coucher autre part que dans les champs et dans la boue, car pendant 4 jours il n'a fait que pleuvoir. C'est aujourd'hui seulement qu'on voit un peu le soleil et nous sommes restés 52 heures sans ravitaillement ! Aussi ce matin que le ravitaillement est arrivé, aussi si on a sauté comme des affamés dessus, en une ½ heure nous avons mangé la ration de 24 heures. Nous sommes pour le moment dans les Ardennes, pays des grands bois et de prairies ; heureusement qu'il y en a plus pour longtemps de la guerre. Je crois que les Boches ont essayé de parlementer je ne sais depuis quand que je n'ai pas vu de journaux. Les civils qu'on délivre sont tout épaté* de nous voir, ils ouvrent des bouches comme des fours ; ce matin comme on arrivait à Léperon (petit village) une bonne femme nous a payé* le café et nous a fait chauffer un peu ; quel plaisir de voir le feu pétiller ! ».*

Cette lettre nous rappelle que si les Allemands ont battu en retraite, c'est aussi qu'ils étaient sous la pression constante des armées alliés, et que ces dernières, changeant de position chaque jour, pouvaient se trouver à court de ravitaillement, l'intendance ne suivant pas, ou avec beaucoup de retard. On se demande comment on peut marcher, et plus éprouvant encore, combattre avec le ventre creux ; tout cela dans un terrain rendu boueux, gluant par la pluie incessante, ce qui aspire les godillots et suppose un effort pour les extraire de la gangue de boue à chaque pas !… Mais Joannès sent bien que la demande d'armistice est proche. Il en a la confirmation officielle deux jours plus tard. Le lendemain du grand jour, le 12 novembre , il écrit à sa mère et à son jeune frère Adrien la lettre suivante, expédiée de Laifour (à 15 km au nord de Charleville-Mézières, donc à 9 km de la frontière belge) ce qui montre l'avancée du régiment poursuivant l'ennemi :

« Le 12 9bre 18 [80]

Chère Mère et cher Frère,

« Enfin, c'est fini ! Quelle joie ! Quelle délivrance ! Je danse sur les pieds, je fais même la danse du ventre. Je vais vous raconter cela un peu plus posément.

Hier 11 – Comme les jours auparavant nous poursuivions les Boches. On était dans un grand bois quand nous avons entendu un canon qui a tiré une vingtaine de coups en l'air. Comme il y avait un brouillard très épais et qu'on n'entendait pas d'avions, on se doutait de quelques chose ; une dizaine de minutes après, on entend des clameurs : c'était la compagnie qui était à notre gauche qui les poussaient. Vous parlez d'une anxiété que* l'on était ! Tout a* coup, un cavalier traverse le chemin en nous criant : « La bataille est finie ! ». Quelle heureuse nouvelle que nous avons là ! Peu de temps après, un autre cavalier apporte un ordre écrit disant que l'armistice était signé ; à ce moment-là, nous étions à un kilomètre environ de la Meuse ; les Boches sont de l'autre côté ; il y a quelques postes aux environs des ponts, mais c'est tout, c'est tranquille comme tout. Les habitants du village qui s'appelle Laifour nous ont accueillis avec des cris de joie ; on embrassait les jeunes filles quoique qu'* on était pas trop jolies. Pour ma part, depuis que j'étais revenue* de permission, je n'avais pas été rasé, alors vous voyez cette barbe d'ici ! Aussitôt l'équipement posé, nous voilà partis dans les rues. Pour ma part, un civil m'accoste et m'invite à venir prendre une tasse de café chez lui.*

---

[79] Localité des Ardennes, mais limitrophe de l'Aisne, située à 35 km environ à l'est de Laon (entre les deux, se trouve notamment le grand camp militaire de Sissone)

[80] Nous avons déjà vu une fois ou deux dans l'ouvrage cette façon de noter la date, déroutante pour le lecteur moderne pour qui « 9 » renvoie à septembre, neuvième mois de l'année. Ici, cela suppose une référence au latin *« novem »* = 9, qui renvoie, par sa prononciation, au début du mot « novembre », tout comme « *decem* » = 10 renvoie à « décembre » !

J'accepte, après la tasse de jus, une bonne goutte d'anicette; ensuite il a fallu * toute force manger un morceau : j'ai avalé 3 tranches de jambon grillées pendant que la jeune fille (18 ans) s'évertuait à me faire des gaufres. Vous dire combien j'en ai mangées* et combien j'ai bues* de tasse de café et d'anicette* m'est impossible. Je me rappelle par exemple* [81] *que c'était minuit passé quand je suis rentré à la gare qui nous sert de cantonnement. ».* [82]

L'accueil enthousiaste des populations libérées, qui avaient été occupées, pour la plupart, pendant quatre ans (depuis fin août 1914 pour la majorité d'entre elles) est une des grandes joies et satisfactions des combattants, qui y voient la récompense de leurs souffrances, de leurs blessures, et de la mort de nombre de leurs camarades… Mais tout n'est pas idyllique dans le village libéré. En témoigne un extrait de cette lettre du 15 novembre : *« Dans le village où nous sommes, les habitants commencent à se disputer ; les uns reprochent aux autres qu'ils se sont compromis avec les Boches, surtout parmi les femmes, et il ne manque pas de petits Boches dans le pays.*

Ils ont une curieuse coutume quand ils embrassent quelqu'un, ils l'embrassent trois fois. Quand une jeune fille nous embrasse, elle baise d'abord les deux joues et puis une autre fois sur la première joue. »

Le séjour de quelques jours à Laifour permet à Joannès d'observer les premiers règlements de compte, inhérents à toute période d'occupation qui a duré, concernant notamment la promiscuité sexuelle entre habitantes (sans doute parfois violées, mais parfois aussi consentantes, ne serait-ce que pour des raisons alimentaires…). Et si la relation a débouché sur une grossesse, le témoignage bien vivant de la faute est là pour la rappeler aux voisins et voisines (surtout si la blondeur de ses cheveux l'atteste !), en attendant le retour du mari libéré, ce qui promet d'autres discussions et cas de conscience… Quant à l'observation ethnologique sur le nombre de baisers échangés lors d'un accueil ou d'un adieu, il est symptomatique d'une région, le Forez, où l'on ne s'embrasse que deux fois, un baiser sur chaque joue, comme dans la plupart des provinces françaises. Mais on connaît un usage de quatre baisers dans des départements voisins. Gageons que la « bise » supplémentaire, de la part des jeunes filles, ne devait pas déplaire à Joannès !

Une bonne semaine après (le 21 novembre) revenu aux environs de Reims, répondant à son jeune frère Adrien qui lui a indiqué qu'il avait beaucoup bu, dans la Loire, (où il est scolarisé à Montbrison) pour célébrer la fin de la guerre, Joannès révèle un autre d'état d'esprit que l'exubérance du jour de l'Armistice : *« Nous aussi, nous avons été joyeux à l'armistice, joyeux de ne plus entendre les balles siffler, de pouvoir faire du feu sans risquer de recevoir des obus, mais notre joie est grave, nous pensons aux camarades qui sont tombés ces derniers jours de combat. »*

Du passage des négociateurs allemands à la liesse de la Victoire

Eugène Reymondon (cl. 98), agriculteur à Saint-Maurice-en-Gourgois (Sabonnaire) est sergent au 23e B.C.A. de Grasse, mais c'est comme sergent fourrier qu'il achève sa guerre au 63e B. de Chasseurs. Au début de novembre 1918, à 40 ans, il est à Saint-Just-en-Chaussée, dans l'Oise, à 20 km au sud de Montdidier (Somme) et à 34 km à l'ouest de Compiègne où va se signer l'armistice, dans le célèbre wagon de Rethondes. Comme **François Baizet**, il va frôler l'Histoire en marche en voyant passer les négociateurs allemands, le 9 novembre, ce qu'il écrit à sa jeune épouse Antonia (25 ans seulement) qui s'efforce d'exploiter la ferme familiale tout en élevant leur jeune fils Antoine né en mars 1916 :

« La guerre n'est pas finie mais je crois la fin pour ces jours. Tu ne croirais pas, les parlementaires allemands sont passés ce matin devant ma porte, ils étaient dans une grande et belle auto, et encadrés tout au tour par des soldats français, le tout allait au pas ; ils ont couché dans un village qui se trouve à 1 kil. du mien et que je te nommerai plus tard. Hier, ils ont dû prendre les « conditions du Maréchal Foch »* [83]*, ils vont les porter à la chambre allemande qui, dans le délai le plus court, doit accepter ou refuser, et alors il y aura cessation immédiate de la guerre, ce que je crois de façon certaine, ou bien continuation à outrance, et quand leur sol sera occupé, dévasté, ils accepteront. Quand ma lettre t'arrivera, je compte qu'on ne se battra plus et les cloches qui sonnèrent la mobilisation auront sonné la victoire et la paix. Quel bonheur ! Un long temps est perdu, mais il n'aura rien pris sur le bonheur du temps à venir puisque on aura a* peu près conservé sa santé et malgré les dépenses, fait face à tout. Tu m'as tant dit il y en a pour 2 ans encore, qu'à la fin c'est toi que te sera* trompée. J'espère que par les journaux tu dois être au courant. Moi je l'ai eu tous les jours jusqu'à présent, il arrive a* la nuit, mais celui qui me le vend et m'a vendu le papier* (de cette lettre) *s'en va demain. »*

Après avoir évoqué la grippe espagnole (sujet sur lequel nous reviendrons un peu plus tard) qui a commencé à sévir à Saint-Maurice-en-Gourgois, et donné des conseils de santé à son épouse pour éviter de

---

[81] Cette locution « *par exemple* » a en français local forézien un sens adversatif ; c'est l'équivalent de « *en revanche* », ou pour parler plus familièrement « *par contre* » (expression, pourtant très usitée, condamnée par l'Académie !)

[82] Cette lettre du 12 novembre comporte aussi, sur sa première page, deux inscriptions rajoutées, au crayon beaucoup plus gras et en très gros caractères : la première est « *Jour béni* » rajoutée sous l'en-tête, la seconde, en travers de la marge gauche de cette première page, est plus longue : *« 11 Novembre jour de l'armistice »*

[83] Cette expression est écrite en gros caractères dans sa lettre

l'attraper, il conclut sa lettre de manière optimiste : *« Que la guerre s'achève et cela passera, on reprendra sa petite vie de famille. Il y a bien ses peines, ses ennuis, ses petites controverses, mais tout cela n'est que jeu d'enfant, pure bagatelle, et qu'un sourire, un baiser a vite dissipé.*

A demain Gros baisers Eugène »

On trouve ensuite dans sa correspondance de cette période un mot qu'Eugène a apparemment écrit pour lui, sur une feuille de compte, qui porte en grosses lettres le texte suivant :

« Soir 9 heures Dépêche officielle ABDICATION du KAISER C'est la fin Ainsi soit-il »

Cela correspond à un événement du 9 novembre, qu'Eugène a dû apprendre ce soir-là, sans doute par le biais de la radio, la T.S.F. étant présente, à la fin de la guerre, dans le groupe des télégraphistes-téléphonistes.

Ce n'est que le 12 novembre qu'il décrit les réjouissances de la veille, en datant sa lettre d'une manière symbolique annonçant la nouvelle ère qui s'ouvre : *« Le 12-11-18 Deuxième jour de la paix* ». Après cet en-tête, sa lettre débute ainsi : *« Hier soir des feux de joie, des coups de canons de* partout et à chaque endroit ou* il y avait des troupes on voyait de multiples fusées de toutes les couleurs qui auraient été employées aux premières lignes si la guerre n'était pas finie. Partout de la joie qui déborde. »*

Ces fusées éclairantes de couleur, qui servaient par leur code coloré à donner des informations à l'artillerie : indication de tirer plus court, ou plus long, pour atteindre les lignes ennemies, ou un objectif précis - un « bunker » allemand abritant un nid de mitrailleuses- ou de cesser immédiatement le tir si, par mauvais réglage (assez fréquent) les premiers obus français tombaient sur les premières lignes de l'infanterie française (de nombreux témoins fantassins se sont plaints du fait !), servent maintenant au feu d'artifice festif célébrant la fin de la guerre. Beau retournement d'emploi !

Les signes tangibles propageant la nouvelle de l'armistice

La signature de l'armistice signalée par avion

Claude-Marie Ginet (cl.18) vigneron à Saint-Nizier-sous-Charlieu, artilleur au 36e R.A. de Campagne de Moulins, puis au 17e R.A. à partir d'avril 1918, se trouve à Morienval, au sud de la forêt de Compiègne, et à 15 km environ de Villers-Cotterêts, lorsque survient l'armistice. Ses camarades et lui, qui se doutaient de la nouvelle, en ont eu une curieuse confirmation :

T- *« On a été livrer des chevaux de réforme à Villers-Cotterêts. On est parti le matin à 7 h – 7 h ½ . Y avait gelé, mais il faisait un soleil ! Il faisait bien bon. On arrive là-bas autour de 10 h ; les gars étaient en train de brosser les chevaux, de faire le pansage. Il passe des avions que* survolaient, que* rasaient les toits ! Alors les gars nous disent : « Mais qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qu'il y a donc de nouveau aujourd'hui, que nous avions nous rasent la tête, là ? ». On leur dit : « Vous savez pas que la guerre est finie ? » -« Ah bon ? » Ils savaient pas ! Alors, on a laissé nos chevaux et puis on s'est retiré à Fresnoy-la-Rivière* [84]»

C'est aussi par un avion, mais qui n'est que le vecteur de la nouvelle écrite, que son voisin de Saint-Nizier-sous-Charlieu, de cinq ans son aîné, **Etienne Becouse**, alors lieutenant faisant fonction de capitaine (il se sera lors de la guerre de 1939-1945) commandant la 18e batterie du 102e R.A.L. de Vanves. Il est en stage de commandants de batterie à Belfort pour apprendre une nouvelle méthode de tir (à réticule tangent) quand la nouvelle leur parvient par la voie des airs :

E- « *Est-ce que vous vous souvenez de l'armistice à Belfort ?*

T- *Oh ben oui ! Y a des avions qui passaient et puis qui lâchaient des papiers pour dire que l'armistice était signé !*

E- *Sur Belfort ? Et quelle était la réaction de la population ?*

T- *Oh ben ! Elle poussait des hurlements de joie, évidemment ! Eh ben, on a quand même tiré le lendemain malgré que l'armistice… On a tiré en exercice !* (rire) *Y a un maître pointeur qui s'est trompé, il a foutu un obus sur le village de Bavilliers*[85] *! Heureusement que c'était des obus d'exercice ! Ça a pas fait de dégât, quoi ! ».*

Dans sa version écrite au moins quarante ans auparavant (dans sa partie concernant la guerre de 39-45, sans doute bien avant 1939 pour la partie relative à la Grande Guerre) dans les *« Souvenirs de guerre du capitaine B. »*, Etienne relate sobrement les deux faits, mais avec plus de précision :

« Le 11 novembre : grande nouvelle ! L'armistice est signé. Un avion survole Belfort et lance des tracts. L'émotion est à son comble parmi les officiers du cours de tir. Néanmoins, le cours continue encore un jour. Dans cette dernière école à feu, une erreur de pointage d'une batterie de 120 long envoie 4 obus d'instruction sur le village de Bavilliers, mais sans dommage. »

[84] A 3 km au sud de Morienval

[85] A 3 km à l'ouest de Belfort

Curieux fonctionnement de la mémoire, dont on pense très souvent qu'elle a tendance, les décennies défilant, à tout exagérer. Si c'est bien le cas pour le nombre d'avions distributeurs de tracts, passant du singulier (un seul avion) au pluriel, il n'en est pas de même du tir d'exercice fait par mégarde sur Bavilliers : de quatre obus dans l'ancienne version écrite, il retombe à un seul dans la version orale du 31 décembre 1987 ! On aurait pu attendre une douzaine d'obus sur le pauvre village: c'eût été plus spectaculaire !

Le rôle des cloches

Antoine Damas (cl. 18) de Montverdun, fils d'agriculteurs, ayant exercé son négoce de gérant d'épicerie (1919-1928) puis de négociant en charbon et produits agricoles (1928-1938) à Montverdun, puis l'ayant installé dans la petite ville la plus proche, Boën-sur-Lignon de 1938 à 1961, avant de se retirer à Montverdun, a fait la guerre au 99e R.I. de Vienne où il a été incorporé le 3 mai 1917. Il a combattu essentiellement dans l'année 1918 où il a été blessé par deux éclats d'obus le 28 septembre à Bazancourt, dans la Marne. Hospitalisé, il est revenu à son régiment le 7 novembre, à Fresnes-lès-Reims, juste à temps pour y vivre l'armistice, qui y fut sonore :

E- « *Comment ça s'est passé, quand vous avez appris la fin de la guerre ?*
T- *Ah ! La joie !*
E- *Vous l'avez appris à quel…*
T- *A Fresnes ! .. Oh ! Les cloches ! On était en manoeuvres, en exercices, bien entendu : on nous tenait pas sans rien faire ! On nous l'a appris, on a lâché…* (les fusils ? abandonné l'exercice ?) *Et puis y en a qui… Y avait une cloche après un pan de mur qui était resté de l'église de ce patelin : il a grimpé là-haut pour cogner sur la cloche ! Pour faire sonner la cloche !*
E- *Ah bon ? Une église détruite ?*
T- *Ah ben, bien sûr ! Tout détruit, le patelin ! Et puis alors on a fait la bringue toute la nuit, bien sûr, faut pas demander ! Le lendemain matin, on a pris la route pour aller à Metz à pied ! On a été de Fresnes à Metz à pied ! 200…300 km !*[86] »

Ainsi, même dans une église détruite, suspendue à un clocher qui tenait encore debout, la cloche de ce « patelin » a joué le même rôle annonciateur et festif que ses sœurs de France, grâce à un soldat aventureux ! Et après avoir « bringué » toute la nuit, Joseph et ses camarades ne devaient pas être très « frais » le lendemain pour entamer leur longue marche, qui a dû leur prendre une bonne semaine…

Joseph Virieux (cl. 18) agriculteur-arboriculteur à La Cula (Tarévieux), devenu Génilac, incorporé en avril 1917 au 113e R.A. Lourde d'Issoire, a été, en 1918, tantôt conducteur de chevaux, tantôt servant au canon de 155 au 107e R.A.L. devenu le 407e. Ayant servi en divers lieux, il a eu la chance de ne pas être blessé, malgré de lourdes pertes de son régiment, notamment en Argonne dans l'été 1918. Son régiment s'apprêtait à attaquer à nouveau lorsqu'est survenu l'armistice :

T- *« On allait attaquer devant Nancy, avec Castelnau*[87]*, je crois, et l'armistice est arrivé ! Un soir…Il en tombait, il avait plu toute la nuit, on était tout mouillé le matin et puis… Alors là, on a resté…*
E- *Vous vous souvenez du jour de l'armistice ? Comment ça s'est passé ?*
T- *Ah ben, les sous-offs nous expliquaient, quoi ! On voyait ben, une huitaine de jours avant, que ça allait mieux ! On savait pas au juste* (exactement) *quand ça finirait, mais enfin, ça a été… On était dans un patelin, on a sonné les cloches, et les Nègres*[88]*, ils ont tiré les cloches tant qu'il y a eu de cordes ! Ils ont tiré les cloches ! Alors après, on a couru d'un village à l'autre : on a été jusqu'à Forbach, Sarrebruck-Forbach,*[89] *l'étape, là-haut. Et là-bas, on y est resté un mois, je crois, mais enfin, c'étai fini, on s'en fichait pas mal ! On était bien,. Et puis de là-bas, on est revenu en étapes à Dôle, dans le Jura, pendant deux mois : on faisait 15 à 20 km par jour, ça dépend… »*

---

[86] Il y a 210 km entre Reims et Metz par la route la plus directe (passant par Sainte-Menehould, Clermont-en-Argonne, Verdun, Jarny et Gravelotte, qui renvoie à la guerre de 1870 !) et comme Fresnes-lès-Metz se trouve à 11 km au nord-est de Reims, cela permet d'éviter de passer dans Reims, en se branchant sur la route sus-dite à La Bertonnerie. Mais les itinéraires actuels les plus directs (s'ils existaient déjà en ce temps-là) étaient rarement praticables après quatre ans de guerre !

[87] Le général vicomte Edouard de Curières de Castelnau (1851-1944), Saint-Cyrien de la promotion de 1869, fut nommé chef des armées du Centre en juin 1915, dirigea l'offensive de Champagne de septembre-octobre 1915, puis fut promu chef d'état-major de Joffre ; mis en disponibilité par le général Nivelle, il revint après la disgrâce de celui-ci consécutive à l'échec de l'offensive du Chemin des Dames en avril-mai 1917. Nommé à la tête du groupe des armées de l'Est, il devait diriger la grande offensive de Lorraine chargée de repousser l'ennemi hors de France lorsque survint l'armistice. Son sort personnel toucha la France entière car il perdit à la guerre trois de ses fils. Après guerre, il fut élu député de l'Aveyron et devint un des dirigeants du mouvement catholique opposé au radical Edouard Herriot. Homme de culture, il fut membre de l'Institut.

[88] Les tirailleurs sénégalais

[89] La distance entre Sarrebruck et Forbach est de 12 km.

Les cloches jouent en fait un double rôle : elles avertissent de loin ceux qui ne savent pas encore la grande nouvelle, et pour ceux qui savent, elles sont un instrument commode de la manifestation sonore - sans doute aussi instrument sacré pour les soldats croyants - de leur joie, qu'ils font rayonner comme le son porté par les ondes…

La célébration de l'armistice au front

Joie d'être vivant, perspective heureuse du retour au foyer et Marseillaise !

Claudius Viricel (cl.10) agriculteur à Grammond, a fait toute sa guerre dans des régiments de Zouaves, d'abord en Orient de mai 1915 à juillet 1916, puis en France, dans divers secteurs du front. Nommé caporal fin octobre 1918, il se trouve dans l'Aisne, à Nouvion-le-Comte (20 km au sud-est de Saint-Quentin) quand survient l'armistice. Comme il écrit ses souvenirs en 1919 (à partir de notes antérieures, d'où la précision dans les lieux et dates) c'est avec un certain recul qu'il décrit son état d'esprit et celui de ses camarades à l'annonce de cette nouvelle :

« Le 10 on était à Nouvion-le-Comte, près de La Fère. C'est là que, le 11 novembre au matin, comme on allait repartir vers une nouvelle étape, l'on apprit que l'armistice allait être signé ce jour même à 11 heures. A vrai dire, il n'y avait rien d'officiel encore, la nouvelle avait été donnée à nos officiers par un poste de T.S.F. établi dans Nouvion. Evidemment nos officiers, qui ne se tenaient plus de joie, nous informèrent confidentiellement de la chose et…nous fûmes tous frappés de stupeur. Ainsi donc ce serait vrai ? Il serait arrivé cet événement magnifique dont on avait si souvent rêvé, mais dont si souvent aussi on avait eu la crainte intime qu'on ne serait plus vivant lorsqu'il se produirait ! Vrai, tout cela, vrai ! Mais alors ! Bientôt on quitterait l'armée en poussant un grand « Ouf » de soulagement. Bientôt on pourrait reprendre au foyer familial notre place si longtemps vide, et penser enfin à l'avenir sans que l'image hideuse de la mort vînt se placer devant nos yeux comme pour dire à notre pensée : « Halte là ! ». Enfin, on serait civil et on rejetterait comme une défroque puante ce titre de « poilu », où beaucoup d'entre nous découvraient une ironie blessante et inventée, sans nul doute, par quelque embusqué facétieux en voyant revenir du front quelques permissionnaires en goguette !…- Et on serait libres, libres de tout contrainte, assujettis seulement à la discipline de nos seules occupations et de notre seul bon plaisir.

Quelle foule de pensées avait fait naître en nous l'annonce, non officielle encore, de l'armistice !

Vous pensiez peut-être[90] que notre joie se traduisit par des chants et des cris variés ? Point du tout ! On se remit en route (car l'étape ne fut pas décommandée pour ça) dans un silence religieux, chacun ruminant ses pensées selon son tempérament. Il faut dire aussi que la nouvelle n'étant pas officielle, on n'osait trop se réjouir de peur de déchanter si par malheur ce n'était qu'un « canard ».[91] Aussi attendit-on 11 heures avec angoisse.*

Enfin voici 11 heures ! Le Colonel vient de recevoir officiellement confirmation de l'armistice. Notre capitaine, faisant fonction de commandant, parcourt la colonne formée par le Bat[on] pour nous en faire part, et aussitôt la musique du régiment joue la « Marseillaise ». Je vous jure que nos musiciens ne sont pas poitrinaires ! Leurs cuivres lancent comme une délivrance, comme un défi, les notes de l'hymne guerrier. A nous, les pioupious[92], l'as de carreau [93] paraît léger pour la première fois et nos gros godillots martèlent la route dans un rythme endiablé.

---

[90] Il est extrêmement rare (et pour tout dire, je crois, c'est le cas unique dans tous les documents écrits de mes témoins) que le narrateur s'adresse ainsi à un lecteur potentiel… On peut en déduire qu'il écrit sans doute « pour l'Histoire », et qu'il aurait été heureux de voir son texte écrit dans son petit village des Monts du Lyonnais porté, par le bais de cet ouvrage, à la connaissance d'un plus vaste public, en France, presque un siècle après sa rédaction, et plus d'un demi-siècle après sa propre mort (septembre 1961).

[91] Terme argotique désignant une fausse nouvelle

[92] **Odile Roynette,** dans son ouvrage *« Les mots des soldats »* (éditions Belin, Paris, 2004) consacre un petit article fort documenté à ce mot familier, dont voici l'essentiel : *« Le **pioupiou** est un mot construit à partir de l'onomatopée du cri du jeune poussin. Il exprime de manière très ironique l'inexpérience et la vulnérabilité du jeune soldat (et plus particulièrement du jeune fantassin) qui découvre l'armée. Le néologisme est dû à Antoine-François Varner dans une comédie en deux actes publiée en 1838 et intitulée « Le Pioupiou ou la Gloire de l'Amour ». Ce mot a ensuite connu un grand succès dans le sillage de la chanson de Gaston Montéhus « Gloire au 17[e] », composée en souvenir de la mutinerie des soldats du 17[e] régiment d'infanterie de Narbonne qui avaient refusé de tirer sur les manifestants lors de la crise vinicole du Midi au printemps 1907. En voici un extrait : « Salut, salut à vous, // Braves soldats du 17[e] // Salut braves pioupious // Chacun vous admire et vous aime… »* (op.cit. p. 207)

[93] Le sac à dos du soldat, ou havresac, ainsi nommé à cause de sa forme en losange ou peut-être de sa couleur. **Odile Roynette** l'explique dans l'ouvrage cité ci-dessus (p. 23), à l'article « ***Azor*** », nom familier donné au XIX[e] siècle à ce sac, *« parce qu'il était fait de peau assimilée – à tort- à de la peau de chien » : « L'**as de carreau** était un autre synonyme, par allusion à la couleur orangée du poil de veau dont le havresac était à l'origine recouvert et qui rappelait la couleur de l'as de carreau du jeu de carte. Léon Merlin y voit également une allusion à la forme en losange que prend le sac posé*

Le ciel est pur. Un gai soleil éclaire notre indicible joie. Instinctivement, on se redresse et notre ex-Colonel Fouchard aurait pu nous redire sa parole fameuse : « Levez la tête, mes zouaves, vous en avez le droit ! ». Ah oui ! On levait la tête comme des gens qui viennent de conquérir le droit de vivre ! »

La référence à un colonel sûrement aimé de Claudius et de ses camarades nous invite à faire une recherche sur son passage à la tête du 9e Régiment de Marche des Zouaves dont la devise était, depuis 1916, *« Chacals en Algérie et Tigres à Verdun* ». Le lieutenant-colonel Fouchard commanda le 9e Zouaves à Verdun de début mars 1916 à septembre 1916, où il dut être évacué par graves blessures reçues devant Maurepas, et être remplacé par le lieutenant-colonel Gross. Il avait lui-même remplacé le lieutenant-colonel Joulia, tué le 28 février 1916, second colonel du régiment à périr, après son prédécesseur, le lieutenant-colonel Mingasson, tué le 25 septembre 1915. Au moment de l'armistice, c'est le colonel Rozet qui commande le régiment, neuvième chef de corps depuis le début du conflit !

Claudius exprime bien le changement total de vision de l'avenir que représente l'armistice : là où la mort, ou la blessure très grave constituaient la perspective la plus réaliste pour un fantassin, de surcroît incorporé dans une troupe d'élite qui allait plus souvent qu'à son tour au « casse-pipe », c'est la vie avec toutes ses promesses qui revient dans le champ de vision, dans le registre des espérances ! Quant à son jugement négatif sur le terme de « poilu », perçu comme péjoratif, il était assez largement partagé à l'époque : ce n'est qu'après la Grande Guerre qu'il fut vénéré, et indissociable du soldat de 1914-1918, comme le terme de « grognard » l'est du soldat de Napoléon Ier.

Le « Pinard » comme élément indispensable de célébration

Le sergent **Marc Delime** (cl.15), de Boën-sur-Lignon, cordonnier avant guerre, puis affûteur-outilleur à l'usine Gauchon de Boën pendant 47 ans, à la guerre au 17e R.I. de Lyon (le célèbre 17e - *« glorieux 17e* » ou « *infâme 17e* » selon le point de vue - qui avait refusé, en 1907, de tirer sur les vignerons révoltés, à Béziers, et qui l'avait payé cher), blessé à l'épaule à Verdun en 1916, passé au 158e R.I. de Lyon aussi, ne se souvient plus de l'endroit où il a appris l'armistice (sans doute vers Belfort), mais a retenu précisément les circonstances de l'annonce de la nouvelle :

E- *« Et le 11 novembre, vous vous en souvenez ?… La fin de la guerre ?*

T- *Non, je m'en rappelle pas !* (un silence, puis son fils, présent à l'entretien, - chez qui se déroule l'enquête- confirme cet oubli). *L'officier qui nous commandait nous disait* : *« La guerre va finir, les enfants ! [94]». Alors on lui disait : « Faudra nous avertir, mon lieutenant ! » - « Je vous le dirai ! Ne bougez pas ! » - On a couché dans une écurie à moutons, ce jour-là. Alors, il nous disait : « Oh mais ! Je vous réveillerai avant que vous soyez réveillés ! » Et ça a été vrai !*

E- *C'est lui qui vous l'a annoncé ?* T- *Oui !* - E- *Et comment vous avez réagi ?*

T- *Eh ben, il nous avait dit la veille, quand il nous avait amenés coucher dans l'écurie à moutons, là ! Il nous a dit : « Peut-être que demain la guerre sera finie ! »*

E- *Oui, mais enfin, on y croyait plus ou moins !*

T- *Et rien n'arrivait !*

E- *Quand il vous l'a dit, comment est-ce que vous avez réagi, le groupe ?*

T- *Oh mais, il* a été vite fait ! Il nous a dit : « Vous irez à la cuisine qui est sur la place, et il vous donnera un litre de vin chacun ! ». Alors, vous pensez ! On a pas été longs pour se lever ! Un litre de vin, c'était quelque chose !*

E- *C'était toujours ça de pris ! Donc vous, vous avez fêté le 11 novembre avec un litre de vin supplémentaire !*

T- *Supplémentaire, voilà !… Oh ! On en a ben bu plusieurs ! »*

Voilà un officier qui a compris que sans le divin « Pinard », la fête de l'Armistice n'était pas complète, ce « Pinard » qui fut indispensable au Poilu, comme l'affirme (avant de nuancer) en traduisant une opinion commune, **Jean Roche** (cl.14) fils de cordonnier de Saint-Symphorien-de-Lay, devenu successivement à Régny, employé à l'usine de crayons Conté, puis de tissage Jalla, avant d'entrer à l'arsenal de Roanne en 1938, jusqu'en 1955 : *« Les bidons de vin ne faisaient que…oh ! ça marchait ! On dit que le pinard a sauvé la guerre, qu'il nous a sauvés. Peut-être qu'il y a une part de vérité là-dedans »*. Cette pensée, un autre Poilu, plus vieux d'un an que Jean Roche, **Jean-Louis Monier** agriculteur à Marols, au lieu-dit Chabanne, l'attribue au général

---

dans un certain sens. ». Le roannais **François Déchelette** (jeune frère de Joseph, l'archéologue, tué à Vingré le 4 octobre 1914 : cf le chap. VI) se rallie à l'explication par la ressemblance de forme : *« As de carreau. Le sac du fantassin. Allusion à sa forme carrée. Synonymes : « Armoire, Azor, Valise » (« L'Argot des Poilus »* publié en 1919, p. 25)

[94] Cette expression bienveillante et paternelle *« les enfants »*, peut surprendre et paraître fausse. Elle m'a cependant été donnée par une bonne vingtaine de mes témoins oraux, et peut se comprendre aisément quand on considère qu'assez souvent, un écart d'âge d'une génération pouvait séparer un capitaine (mais ici c'est un lieutenant, pouvant avoir le même âge qu'un capitaine s'il n'est pas de carrière et a commencé à gravir les échelons à son incorporation seulement) de ses recrues les plus jeunes.

Pétain : *« Il a fait donner le quart de vin supplémentaire à la fin de la guerre. Il a dit : « Avec du pinard et des permissions, je viendrai à bout de tout ! »*

Une *« bringue »* impossible pour cause de *« connerie régimentaire »*

Eugène Troncy (cl.16) , tisseur à Belmont-de-la-Loire, a, depuis avril 1915, fait sa guerre dans l'infanterie (121e R.I. de Montluçon, puis au front au 105e R.I. de Riom), et a été promu agent de liaison de son capitaine en mars 1917. Blessé en octobre 1916 dans l'effondrement d'un abri touché par un obus de 220, gazé début août 1918, soigné à La Courneuve, dans la banlieue nord de Paris, il est de retour à sa régiment, dans les Ardennes, lorsque survient l'armistice :

T- *« Oh ben, on était dans les Ardennes, quand l'armistice a sonné ! On était à peu près à 10 km de la Belgique. Je me rappelle pas le nom du patelin… Et après, on est venus…*

E- *Attendez ! Comment ça s'est passé, ce 11 novembre ? Comme vous l'avez appris ?*

T- *Oh ben, on l'a appris par un officier ! « C'est signé ! C'est signé ! » . Un officier qui était à cheval, un Chasseur à cheval, ou autre… Il a dit : « Les gars, c'est signé ! » Ça a fait une beuglée ! Et puis on a continué… Et ce jour-là, on a pas eu de vin ! Ils ont pas donné le vin ! Vous pensez ben… C'est ben de la connerie régimentaire, ça ! On aurait bu un quart de vin comme les autres jours ! On était pas saouls, les autres jours ! Mais on s'est rattrapé le lendemain !* (rire)

E- *Mais pourquoi on vous a pas donné de vin, ce jour-là ?*

T- *Parce que…Je sais pas… Peut-être que le ravitaillement était pas venu, des fois…* (peut-être)

E- *Parce que la plupart de ceux que j'ai vus, ils ont pris des bonnes cuites, ce jour-là !*

T- *Ah oui ! Ah oui !*

E- *Mais vous, vous avez pas pu !*

T- *On a bu que d'eau dans la journée ! On a pas pu !*

E- *Mais vous deviez quand même être très contents de voir…*

T- *Oh là ! La vie est sauve !*

E- *Oui ! Et pourtant, y en a qui se sont fait tuer dans les derniers jours !*

T- *Eh ben, là-haut, à Trémontet, un Devaux… Il était sous-lieutenant dans un régiment quelconque… Il a été tué…à 8 heures du matin, trois heures avant l'armistice ! Il était sous-lieutenant ! De Trémontet, un hameau de Belmont…*

E- *Et son prénom, c'était ?*

T- *Joseph !*

E- *Il était de votre âge ?*

T- *Oh non ! Il était bien plus vieux ! Il travaillait à la banque de Roanne… ».*

Plusieurs remarques, dans l'ordre chronologique, stylistiques et factuelles. Quand Eugène dit : *« quand l'armistice a sonné »*, c'est que la sonnerie des cloches des églises de France a été, à 11 heures, ce 11 novembre, le signe sonore tangible, immédiatement interprétable et interprété, de la victoire, faisant un écho joyeux à l'écho funèbre des cloches de début août 1914 annonçant la déclaration de guerre. La *« beuglée »*, empruntant aux ruminants son ampleur sonore, traduit bien la joie immense de ces soldats qui savent désormais que leur vie est sauvée, et qu'ils pourront rentrer dans leurs foyers, alors que tant de leurs camarades sont morts. L'absence de vin, pour célébrer dignement l'armistice, dans un pays où la boisson est associée à toutes les réjouissances, est d'abord présentée par Eugène comme une brimade injuste de la part des officiers, une *« connerie régimentaire »* de responsables qui, voulant contrôler les débordements éventuels de leurs troupes, les privent d'un innocent plaisir auquel la grande majorité des autres soldats a eu accès ; mais après, la seconde version, présentée comme une hypothèse (« *Peut-être que le ravitaillement était pas venu »*) cesse de faire porter la responsabilité sur les officiers : si l'intendance n'a pas suivi, l'absence de vin n'est plus une brimade injuste, c'est seulement une bévue.

Quant à l'annonce de la mort du lieutenant **Joseph Devaux** (originaire du hameau de Trémontet, à Belmont) elle illustre une fois de plus la réfection mémorielle (vue notamment avec la mort du cousin aviateur du président Antoine Pinay) : ces morts proches de l'armistice ont tellement frappé les esprits, comme une forme d'injustice de la destinée, qu'on les a rapprochées encore davantage de l'heure fatidique : ici trois heures avant l'armistice. Or, il se trouve que cette mort, je la connaissais, car **Jean Vermorel** de Chandon et son épouse **Marie**, tous deux instituteurs à Charlieu, m'avaient auparavant fait l'honneur de me confier toute la correspondance du sous-lieutenant au 409e R.I. de Châtellerault **Joseph Devaux** (né en 1879, donc ayant 17 ans de plus qu'Eugène Troncy) et de son épouse **Eugénie** (692 lettres et cartes de lui, 130 d'elle, 2 de la petite Jeanne, mère de Jean), fils brillant d'agriculteurs de Trémontet, ayant fait des études de séminariste qui l'avaient conduit jusqu'au grand séminaire de Saint-Sulpice à Paris (dont les méchantes langues anti-cléricales disaient qu'il était réservé aux « *fils d'évêques* » !), renonçant à la prêtrise pour se marier et devenir cadre bancaire au Crédit Lyonnais d'Annonay, après l'avoir été à Roanne, en effet (de 1907 à 1910), puis à Clermont-Ferrand. Et ce n'est pas le 11 novembre, à 8 heures du matin que Joseph est mort, mais le 6 novembre 1918 à

l'hôpital complémentaire de Mont-Notre-Dame (Aisne), après avoir été très grièvement blessé à la tête de sa section une semaine avant, le 31 octobre, lors de l'attaque de Banogne, à 20 km à l'ouest de Rethel, dans les Ardennes ! Mais l'erreur d'Eugène est excusable : ce serait bien le jour de l'Armistice que la nouvelle de cette mort aurait atteint Belmont-de-la-Loire, mort faisant d'Eugénie une jeune veuve de 31 ans, et de Jeanne et d'Emile de très jeunes orphelins de père, de 10 et 6 ans…

La célébration de l'armistice dans une brasserie chic à Nancy

Robert Estienne (cl. 17) né à Séées, dans l'Orne, fils de cafetiers-limonadiers à Sées, puis à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), bachelier en 1915 à Caen, a réussi après guerre le concours spécial organisé par H.E.C. pour les démobilisés bacheliers, dans la promotion de 1920. D'abord cadre administratif à Paris, il fut, à partir de 1923, toujours à Paris, chef du service « Etranger » de l'usine métallurgique Jacob Holtzer d'Unieux, jusqu'en 1940, où l'occupation allemande de la zone nord entraîna le repli du service dans la Loire ; il sera chef de son service commercial jusqu'en 1963, année de sa retraite qu'il prit à Firminy, puis à Saint-Etienne. C'est au 129e R.I. de Havre que Robert, incorporé le 9 janvier 1916, a fait sa guerre, d'abord comme signaleur par signaux optiques, puis comme radio-télégraphiste. L'armistice le trouve, juste après une période de repos, aux abords de Nancy :

E- *« Au moment du 11 novembre, où étiez-vous ?*

T- *J'étais exactement à Lay-Saint-Christophe, c'est dans la banlieue de Nancy. Alors, à cette époque-là, j'avais quitté le bataillon et j'étais rentré à cette compagnie hors rang, là, qui faisait de la liaison par radio. La compagnie hors rang du 129e. Alors, nous étions à l'écoute 24 heures sur 24 par nos appareils. Et nous avons su tout de suite que l'armistice était signé. Et nous nous sommes rendus, à pied bien sûr, jusqu'à Nancy, où nous avons fêté ce joyeux événement à la Brasserie Lorraine, qui était un établissement qui n'existe peut-être plus maintenant, mais qui à l'époque, sur le plan local, avait une certaine réputation. C'était très, très grand ! Alors là, y avait un mélange de Poilus de tous grades, de tous régiments. C'était l'euphorie complète, qu'est-ce que vous voulez !* (rire) *On se congratulait mutuellement ! Les fantassins prônaient** (rire) *les artilleurs, lesquels rendaient le compliment, si l'on peut dire, aux fantassins !*

E- *Ce qui n'avait pas toujours été le cas !*

T- *Oh ! Y a eu des fois des bavures, bien sûr !*

E- *Et les civils, comment réagissaient-ils ?*

T- *Y en avait pas, là ! Nous étions qu'entre militaires.*

E- *Donc, ça a été fêté par une sorte de grande beuverie !*

T- *Une grande nouba*[95] *de tous les militaires ! »*

Il n'y avait sûrement pas d'ostracisme entre militaires et civils dans ce grand café chic de Nancy, surtout en un jour de liesse nationale. Mais Robert a surtout été impressionné, semble-t-il, par la présence massive des militaires, et par l'atmosphère amicale qui faisait se réconcilier des armes qui avaient souvent des griefs l'une envers l'autre, l'infanterie ayant eu plus d'une fois à se plaindre des erreurs de réglage de tir de l'artillerie, qui en venait à l'arroser de ses obus ! D'où l'utilité des fusées de couleur (visibles à plusieurs kilomètres, dans la nuit ou l'obscurité des petits matins d'attaque) pour demander d'urgence aux artilleurs d'allonger le tir, ou de le cesser !

Un banquet offert au personnel de sa batterie par le capitaine aimé

Jean-Marie Chossy (cl. 18), d'Unieux, interviewé à Saint-Genest-Lerpt (présenté plus haut) dont on a vu qu'il se trouvait (avec son régiment de fin de guerre, le 116e R.A. Lourde) à Saint-Marceau, près de Sedan, le jour de l'armistice, décrit le bel adieu de son lieutenant faisant fonction de capitaine, pour célébrer à la fois l'armistice et son départ (le contexte du début est celui de la revue de la batterie d'artillerie commandée par cet officier, et du régiment entier, à 15 heures, dans l'après-midi du 11 novembre 1918) :

---

[95] Ce mot « *nouba* », courant dans l'argot des Poilus, est apparu avant la Grande Guerre, véhiculé, dit **Albert Dauzat**, par *« les soldats d'Afrique ou les marchands algériens »*, qui précise, en 1919, date de parution de son ouvrage « *L'Argot de la guerre » : « Voilà plus de vingt ans que le peuple de Paris dit, par métaphore, « faire la nouba » (faire la fête), sans se douter que la « noubah » est à l'origine la musique des turcos »* (des tirailleurs algériens servant dans l'armée française : mot introduit lors de la guerre de Crimée, sous le Second Empire). Le *Dictionnaire historique de la Langue Française - Robert,* sous la direction d'**Alain Rey**, date son apparition en français de 1897, par l'entremise de l'armée coloniale d'Algérie, et précise les divers emprunts et glissements de sens : *« emprunté à l'arabe maghrébin « nuba » correspondant à l'arabe classique « nawba » « tour, tour de rôle », d'où « service de garde » et « corps de troupe faisant à tour de rôle son service », puis, par métonymie, « concert de musique qui a lieu périodiquement devant la maison d'un officier ou d'un dignitaire », enfin « concert, fanfare, orchestre »* . Et il complète : « *Il a pris le sens de* « *noce, fête* » *dans l'usage familier dès 1898, dans la locution « faire la nouba* » *et, en emploi libre (une nouba) vers 1908-1912, ce sens étant diffusé par l'argot militaire pendant la guerre de 1914-1918 »* (p. 2997)

T- *« La revue était à trois heures. Y avait tout le régiment, là. Il nous a fait un « spiche »… Vous savez ben ce que c'est, la machine militaire ! Alors, quand le lieutenant (le capitaine, qu'on l'appelait), il a dit : « Oui, la guerre est finie, mais le service militaire est pas fini*[96] *! Mais moi, je m'en vas* ! », il a crié !* (rire) *Et en effet, trois jours après, on l'a plus vu !*

E- *Ah oui ! Donc c'était pas un lieutenant de carrière, lui !*

T- *Ah non, non, non ! C'était un engagé volontaire pour la durée de la guerre ! C'était pas un officier de carrière ! Oh ! C'était le bon bonhomme ! Il était comme des frères* (sic) *! On l'appelait « capitaine ». – « Veux-tu te sortir de là ! Je suis pas capitaine ! Je suis rien du tout ! Je suis comme toi ! ». Il jouait aux cartes avec nous. Et la veille qu'il est parti, on était dans une ferme, là (c'était une ferme moitié boche, moitié française), il dit : « Demain, je veux six poulets et deux canards ! » - « Pourquoi, mon capitaine ? » - « Parce que moi, demain, j'aimerais faire mon banquet : je m'en vas*, je vas* payer un banquet à mes hommes, à la batterie ! ». Les conducteurs* [97] *étaient pas avec nous : y avait juste ceux qui étaient aux batteries. Alors, on a fait le banquet ! Il nous a payé le champagne ! Il a payé le vin à volonté ! On a mangé ! On a fait un banquet à en plus finir ! Ça dansait* [98] *! Ça…*(rire de bonheur) *Et puis après le lendemain, il fait sonner le rappel, on se dit : « Qu'est-ce qu'il y a ? ». Alors, on se réunit tous, tous les gars de la batterie. Il nous dit : « Mainant*, les gars… ». Il a commencé à toucher la main* [99] *aux sous-officiers, aux lieutenants et sous-officiers, et ainsi de suite. Nous, on lui a touché la main. Il a dit : « Au revoir, les gars ! Et tâchez moyen* [100] *d'être sages ! Et respectez votre capitaine ! Faut l'appeler toujours « capitaine » ! Vous respecterez votre capitaine ! » - « Oui, oui ! ». Ça a été fini !*

E- *Mais ils étaient pas tous familiers comme lui !*

T- *Oh ! Il était familier ! C'était un vrai père de famille ! C'était un vieux garçon !…C'était un vrai père de famille !*

E- *Et il avait quel âge, à votre avis ?*

T- *Il devait avoir dans les 35 à 40 ans.*

E- *Il était donc ingénieur des Ponts et Chaussées ?*

T- *Oui, oui ! Il était ingénieur des Ponts et Chaussées. Il devait se marier, mais ses parents l'avaient empêché de se marier ! Pourquoi ? Soi-disant que les parents étaient pas d'accord avec la belle-fille… Je sais pas ce qu'il y a eu… Là-dedans* (petit rire), *on mettait pas notre nez, hein ! Après, c'est un capitaine belge qui nous a commandés ; mais moi, j'ai pas resté à la batterie… »*

Jean-Marie explique ensuite longuement qu'il a été choisi pour servir les officiers d'Etat-Major au mess, ce qu'il a accepté volontiers, et fait jusqu'au 31 décembre 1918, puis a servi de cuisinier pour ces mêmes officiers jusqu'en juin 1919, tout cela en territoire belge, avant de retourner au dépôt de Nantes, où le même emploi l'attendait…

Revenons un instant sur les relations paternelles (et non paternalistes) qu'avait cet officier avec les soldats de la batterie qu'il commandait. La différence d'âge n'est pas celle d'un père à ses enfants (sauf si c'était un père non majeur !) mais le grade militaire, (dont il ne se targue pas pourtant), l'instruction bien plus poussée qui lui confère une place enviée dans la société, peut-être le statut de célibataire n'ayant pas ses propres enfants, la bienveillance dans le commandement, un éclairage donné, forcément par lui, sur sa vie privée et cet échec du mariage imputable à ses parents, enfin la générosité de ce banquet d'adieu que rien ne l'obligeait à offrir, lui assurent ce statut de « *père de famille* » inspirant affection et respect à ses subordonnés, et la pérennité d'un souvenir impérissable laissé dans les mémoires de ces derniers…

Fanions blanc, verres de schnaps et…souverains belges !

Jean Farigoules (c l.16) boulanger-pâtissier à Brives-Charensac, dont nous avons vu le séjour en Belgique flamande s'achevant, dans l'extrait retenu, par la mort de son pauvre camarade Mouly, tué par la chute des briques d'une cheminées touchée par un obus, dans la matinée du 11 novembre… Cet armistice en

---

[96] L'officier rappelle une réalité qu'on a trop tendance à oublier : chaque soldat devait, depuis 1913 (vote de la « loi de 3 ans », rallongeant le service militaire qui était à deux ans depuis 1905) trois ans de service militaire à la nation. Donc tous les soldats jeunes, à partir de la classe 1917, enrégimentée début janvier 1916, devaient achever leur service militaire de trois ans sous les drapeaux, en occupation en Allemagne jusqu'à l'été 1919, après la signature du traité de Versailles de fin juin 1919, ou en caserne en France, la classe 1918 (incorporée au printemps 1917) n'étant libérable qu'en avril 1920, la classe 1919 (incorporée un an après) qu'en avril 1921.

[97] Les conducteurs des équipages de chevaux chargés de tracter les caissons d'obus de l'échelon à la batterie, composée, elle, de quatre canons lourds (dans ce cas) ayant de 6 à 8 servants (régleur, tireur, artificier, pourvoyeurs) plus deux gradés, ce qui constitue, pour la batterie seule, un groupe d'une trentaine de personnes.

[98] La danse paraît impliquer la présence de femmes, ce qui serait possible si ce fameux banquet a lieu dans un restaurant ; mais s'il a lieu dans les locaux du cantonnement, la présence féminine est exclue…

[99] Expression encore très courante en Forez chez les personnes âges, signifiant « *serrer la main* » en signe d'adieu.

[100] Expression usuelle en Forez signifiant *« efforcez-vous de… »*

terre étrangère, mais victime, comme dix départements français, de l'occupation allemande pendant quatre ans, Jean le décrit dans son récit de guerre, très sensible au changement :

« Il y a quelque chose de changé dans la guerre, ce n'est plus les mêmes combats, on se promène sur la plaine, on ne se tire pas dessus. A 11 heures, nous voyons déboucher au loin une dizaine de cavaliers du côté de chez nous, au galop. Ils arrivent chez nous, ils portent de grands fanions blancs, ils nous disent que c'est la fin, et immédiatement, le clairon sonne : « Cessez le feu ! » de tous côtés. Nous ne pouvons y croire, tout le monde se regarde comme si nous sortions d'un rêve, les poilus s'embrassent, les boches balancent tous leurs équipements et leurs fusils et s'en vont en chantant ! Nous, on se rassemble dans une ferme, nous buvons un verre de schnaps et on fait sa toilette. Moi, je fais le coiffeur, tous les officiers et les sous-officiers de la compagnie se font raser. Finalement, toute la compagnie aurait voulu que je reste, mais je ne veux plus en faire, et avec Liabeuf, nous partons dans le village. Il y a des civils, et nous buvons quelques petits verres de gnole, cela nous monte à la tête. Rien à manger encore, pas de ravitaillement, et les civils n'ont pas grand chose, un peu de lait, mais il n'y en a pas pour tous.*

Tout le monde est content : la guerre est finie. Quelle joie de pouvoir espérer revoir tous nos parents ! plus de massacres ! Nous ne pouvons y croire. Quel dommage de ne pouvoir arroser cette belle victoire !

Vers les 2 heures du soir, un officier et quelques hommes sont chargés d'aller parlementer avec les boches qui occupent le pays de Mingvalm. Les Boches les reçoivent bien. On leur dit d'évacuer le pays, que les troupes françaises doivent y rentrer. En effet, vers les 3 heures, tout le régiment est rassemblé et, musique en tête, on rentre dans le pays. C'est un beau canton, il y a de belles maisons et de beaux magasins, mais ils sont tous vides : les boches* ont tout emporté. Mais il y a de la joie quand même, les femmes nous embrassent et nous donnent ce qu'elles possèdent en fruits et nourriture. Il y a beaucoup de soldats : des Anglais, des Belges, des Américains. Toute la nuit on danse dans les bistrots. On boit de la mauvaise bière. Un brave poilu du 3^{e} bataillon s'est empoisonné en buvant une espèce de gnole, il est mort avec des souffrances horribles.*

Le lendemain, 12 Novembre, nous passons une revue. Les Souverains belges viennent nous voir, il y la reine Elizabeth. Le Capitaine m'engueule parce que je suis habillé moitié poilu belge et moitié français. Mes effets avaient tous été déchiquetés par la mitraille, et je m'étais muni d'un pantalon belge avec des souliers identiques. Enfin, le 12 au soir, les cuisines arrivent tout de même, les ponts sur l'Escaut ont pu être rétablis et nous trouvons la bonne soupe. »

Ecrivant de retour chez lui après la guerre, à partir de notes prises antérieurement, Jean, qui a sûrement une bonne mémoire, présente la caractéristique de ne pas hiérarchiser les nouvelles. Il accorde plus d'importance à ses essais de coiffeur de compagnie ou aux démêlés avec le capitaine que lui vaut son équipement mi-français mi-belge qu'à la revue des troupes par les souverains belges, dont un autre narrateur aurait tiré un long paragraphe, voire une page entière. C'est tout de même la première fois que le petit soldat de Haute-Loire voit des souverains européens ! Pas la moindre description de la reine Elizabeth [101]! Pas la moindre allusion précise à son époux, qui n'est même pas nommé, alors que c'est le « roi-chevalier » Albert I^{er} !

« Alors, ça a été du délire en Alsace ! »

Jean-Baptiste Biosset (cl.18) de Renaison, (déjà présenté), venu de l'artillerie lourde, devenu maréchal des logis dans la D.C.A. par suite d'une crise cardiaque qui aurait pu le faire verser dans le service auxiliaire, se trouve vers Reims, au repos, mais sur le point d'être engagé dans une nouvelle attaque en Lorraine, quand approche l'armistice. Il en décrit avec brio l'effervescence dans les réjouissances :

T- *« L'armistice a eu lieu le 11 novembre à 11 h du matin. On l'attendait, mais on pensait pas qu'il viendrait si vite. Nous étions donc au grand repos à Reims, depuis le 24 ou 25 octobre ; le grand repos, c'était un mois. Quinze jours après (c'était la veille de l'armistice) arrivent des officiers d'Etat-Major. On nous avait d'abord rééquipés à neuf. Et ces officiers nous prennent de bonne et nous disent : « Petits, voilà, on a encore besoin de vous, ce ne sera pas long, vous allez repartir pour une destination inconnue… ». Ils nous ont remonté le moral, qui n'était pas tellement bas , d'ailleurs ! Le lendemain, on prend la route de l'est, la route de Nancy, et nous avons appris l'armistice dans une petite ville, à Saint-Didier-(« d'Allemarte »?*[102] *). Les cloches se sont mises à*

[101] La reine Elizabeth de Belgique (1876-1965) avait une forte personnalité et était très aimée des Belges. Fille du duc Charles Théodore de Bavière et de l'infante Marie-José du Portugal, filleule de l'impératrice d'Autriche Elizabeth, dite « Sissi », elle parlait trois langues (allemand, français et anglais). Ayant épousé en 1900 le prince héritier Albert de Belgique, devenu roi en 1909. elle choisit avec lui de ne pas quitter la Belgique occupée par les troupes allemandes dès le début de la Grande Guerre, ce qui augmenta encore l'admiration et l'affection que lui vouaient les Belges . S'occupant de visiter les blessés, de porter secours aux nécessiteux, elle forgea la légende de la « Reine infirmière », épouse du « Roi Chevalier ». Ce dernier s'étant tué en 1934 au cours d'une escalade en montagne, le prince héritier Léopold devint, le 23 février 1934, roi sous le nom de Léopold III, et son épouse Astrid reine, pour un très court règne, puisqu'elle mourut un an et demi plus tard, à 30 ans, le 29 août 1935, dans un accident de voiture en Suisse (son époux qui conduisait ne fut que blessé). Elizabeth consacra la fin de sa vie à de nombreuses activités charitables et artistiques.

[102] Peu distinct ; pas trouvé sur un Atlas Michelin avec lexique de toutes les communes de France , ni avec Google Maps

sonner dans tous les villages : ça a été du délire ! Affreux ! Affreux ! Les vendeuses, les jeunes filles sortaient des magasins, montaient sur les canons ! Ça montait partout ! Elles nous embrassaient ! On en emmené jusqu'à 2 kilomètres ! Elles ne voulaient plus descendre ! Elles voulaient partir avec nous ! Les officiers n'étaient plus maîtres de nous ! On était envahis par ces filles !

E- *Ça n'était pas désagréable !*

T- *Oh ! Pas du tout ! Alors, nous allions là pour les attaques de Metz, de Lorraine, qui avaient lieu le lendemain de l'armistice si les Boches n'acceptaient pas les conditions de l'armistice. Nous avions pris position, d'ailleurs, le soir. Le lendemain, y avait une attaque de préparée, au nord-est de Nancy : il y avait 400 000 hommes de concentrés dans les forêts de Nancy et 3 000 chars Renault. Mais on a appris l'armistice en cours de route. On a tout de même pris position au-dessus de Nancy, du côté de Pont-à-Mousson, à l'ancienne frontière. Et dans la nuit, il y a eu des ordres, bien sûr, et nous sommes redescendus à Vézelise*[103] *et nous y avons passé les premiers jours, à la fin de la guerre. Parce qu'on avait donné huit jours à l'Allemand. Parce que là-bas, le front était au ralenti et tenu par des Territoriaux de part et d'autre. Et ils* (les Allemands) *avaient miné le front à l'extrême, à l'extrême ! Alors, on leur a donné huit jours pour enlever leur matériel et situer toutes les mines avec une pancarte, pour que nous puissions traverser, en Lorraine, en Alsace. Alors pendant ces huit jours, on ne s'appartenait plus ! Nous étions à Château-Salins*[104]*. On allait manger chez l'un, on dormait chez l'autre. On n'était plus habitués à coucher dans des lits ! Parce que c'étaient des lits très moelleux, avec des couettes. On pouvait pas dormir, on avait trop chaud : on dormait sur la descente de lit ! On se réveillait à neuf ou dix heures du matin : on ne savait plus où on était ! D'autres venaient nous chercher pour manger ! Ça a duré une semaine comme ça ! Les officiers n'étaient pas maîtres de nous ! Ça a été du délire, cette victoire ! Huit jours après, on devait tout de même partir. On devait faire l'entrée à Metz, avec la première armée de cavalerie ; et puis dans la nuit, il y a eu contrordre. Alors on était remonté au nord de Nancy et on est redescendu avec la première armée marocaine…*

La bande magnétique parvenant en fin de course, après le changement de bande, l'entretien tente de reprendre au même endroit, avec un léger retour en arrière de la part du témoin, sur le thème des mines allemandes dont l'ennemi vaincu devait signaler l'emplacement :

T- *« On avait obligé les Allemands à tout indiquer et à être présents, désarmés mais présents, de façon à ce que, s'ils nous faisaient sauter, ils sautaient avec ! Alors les poteaux de mines se touchaient presque tous en traversant le front, mais il y avait un Allemand à chaque poteau ! Ils étaient pas bien fiers, ils baissaient la tête ! Alors, ça a été du délire en Alsace ! Ils avaient monté des arcs de triomphe ! Il y avait encore des anciens Français de 1870, mais ils avaient perdu l'usage du français, parce que les Allemands avaient interdit l'usage du français pendant qu'ils ont eu l'Alsace. Ces gens-là nous demandaient qui on était. Ils avaient vu arriver les premiers prisonniers en culottes rouges, et nous on était en bleu horizon ! Ils nous interrogeaient pour savoir si on était bien des Français ! Et ils voulaient nous parler ! Et ils voulaient tellement nous en dire qu'ils mélangeaient l'allemand et le français ! Ils en pleuraient, ces pauvres vieux, de ne pas pouvoir causer avec nous comme ils l'entendaient ! Parce qu'on se comprenait pas toujours ! C'était poignant ! Mais je vous dis : des arcs de triomphe ! Des drapeaux ! Et ils n'avaient pas toujours les trois couleurs ; alors le bleu, ils le remplaçaient parfois par le vert ! Ils mettaient ce qu'ils pouvaient ! C'est inoubliable, ces choses-là !*

E- *Combien de temps êtes-vous restés en Alsace ?*

T- *Ah ! On n'a fait que la traverser ! On est rentrés en Allemagne, on a franchi la frontière de 1870 le 1er décembre 1918. Je me rappelle pas du nom du petit pays… »*

Nous suivrons Jean-Baptiste dans son parcours en Allemagne au cours du prochain chapitre, sur l'occupation en Allemagne. Retenons qu'il a donné, à 90 ans, un témoignage de grande qualité sur les atermoiements allemands juste avant l'armistice, sur les réponses militaires françaises visant à faire plier l'ennemi, sans tenir pour acquise la signature de l'armistice, dans le perpétuel soupçon d'une ruse allemande, et sur l'accueil inoubliable des populations libérées, de tout âge, les personnes les plus âgées revenant à leur jeunesse d'avant la guerre de 1870, à la langue d'avant…

---

[103] Vézelise se trouvant à une bonne vingtaine de kilomètres au sud de Nancy, et Pont-à-Mousson 27 km au nord de Nancy (plus toute la traversée de la ville de Nancy : 6 kilomètres en coupant tout droit, au moins le double en contournant) il n'est pas du tout imaginable que cette distance ait pu être parcourue en une nuit, à pied, par un régiment d'artillerie. Ou alors Jean-Baptiste ne parle que des véhicules ; ou bien il raccourcit en une nuit ce qui a dû prendre deux jours à son régiment. Ou bien… cf note suivante !

[104] Château-Salins se trouvant à 27 km au nord-est de Nancy et à 32 km à l'est de Pont-à-Mousson, cela rend peu crédible la « descente » au sud de Nancy pour aller vers Vézelise, juste après l'armistice, puis la remontée immédiate au nord. Il est vraisemblable que l'épisode de Vézelise se situe avant l'armistice, et que le régiment qui était « *du côté de Pont-à-Mousson* » le jour de l'armistice se soit dirigé vers l'est (où était encore l'ennemi) pour aller à Château-Salins.

ARMISTICE APPRIS ET VECU AILLEURS QUE SUR LE FRONT

En période de repos militaire en zone des armées

On a vu qu'un régiment ne peut pas être maintenu en permanence sur le front, parce qu'il accumule les blessés, les disparus, les prisonniers et les morts, et l'épuisement physique et nerveux pour ceux qui survivent . Il est donc arrivé à certains de nos témoins d'être encore en zone des armées, mais pas au combat temporairement, ce qui change quelque peu la façon dont l'armistice est perçu et célébré.

Jean-Louis Richardier (cl. 18), natif de Chevrières, aîné de 14 enfants dans une famille d'agriculteurs, ayant fait ses études secondaires en Italie (auprès de Frères français) à partir de 1910 dans le but de professer dans l'enseignement catholique, est devenu instituteur, puis directeur (pendant 38 ans) dans cet enseignement privé dans diverses localités de l'Ardèche, de la Haute-Loire, du Rhône, de la Loire, et s'est marié en 1925 à Bellegarde-en-Forez où il finira sa vie. Il a fait la guerre dans l'artillerie (36e R.A. de Moulins, puis 14e R.A. de Tarbes) comme téléphoniste chargé des liaisons entre les batteries, et de la réparation des lignes très souvent coupées par les obus… Au moment de l'armistice, son régiment est en repos vers Crépy-en-Valois, dans l'Oise :

T- *« Nous étions toujours dans l'Oise, je crois…Alors, je me rappelle, un souvenir du 11 novembre…Nous avons eu toutes les conditions d'armistice, parce que nous avions les télégraphistes avec nous, qui avaient donc le poste ! Nous avons eu toutes les conditions d'armistice dans la matinée. Et l'après-midi…Je ne sais pas ce que nous avons fait l'après-midi… Toujours est-il que le soir… D'abord, à la tombée de la nuit, il me semble, autant que je me rappelle…. J'ai vu arriver un type qu'on soutenait (que deux types soutenaient) ivre mort, tellement il avait bu ! C'était compréhensible pour fêter l'armistice ! Alors, on l'a déshabillé, on l'a couché, et il s'est endormi. Alors l'aumônier m'a dit : « Pour vous récompenser de vos services, je vous emmène prendre un déjeuner. ». Mais à Crépy-en-Valois, à 6 kilomètres ! Alors à pied ! Nous sommes partis le soir, nous avons bien déjeuné*[105]*. Je me rappelle que nous avons bu une bonne bouteille de vin vieux (la bouteille m'est restée !) et nous sommes revenus en faisant nos autres 6 kilomètres ! ».*

Le sobre et pondéré Jean-Louis est plein d'indulgence pour son camarade qui a trop arrosé l'armistice : les circonstances sont tout de même exceptionnelles ! Quant aux mystérieux services auprès de l'aumônier qui lui valent une invitation à dîner en ce jour mémorable (au point de conserver la bouteille bue !), il les a présentés bien avant dans l'entretien : *« Nous avions l'aumônier avec nous. Et l'aumônier disait la messe, sa messe quelquefois, et je lui servais d'enfant de chœur. »*

Un bel armistice utopique

François Potin (cl.14), se présentait, lui, plutôt comme un incroyant. Natif de l'Alllier (Genetines), y ayant exercé le métier d'agriculteur métayer jusqu'au début des années 30 avant de travailler comme maçon dans plusieurs départements, de se fixer dans la Loire, d'abord à Briennon, puis à Saint-Just-en-Chevalet, pour raison médicale (il fallait le bon air pour soigner ses poumons gazés) il a fait toute la guerre au 85e R.I. de Cosne-sur-Loire, et se trouve au repos en Champagne avec son régiment quand arrive le 11 novembre. Il l'a vécu avec frustration : il aurait aimé être au front et imagine (poussé par mes questions) de façon belle mais utopique, un armistice scellé par une réconciliation immédiate, sur le terrain, des ennemis de la veille, à l'imitation de deux courageux de chaque camp prenant l'initiative de s'avancer l'un vers l'autre :

E- *« Est-ce que vous vous rappelez du jour du 11 novembre. Du jour où vous avez appris la fin de la guerre ?*
T- *On n'était plus en ligne… On était par là dans la Champagne… J'étais pas en ligne ce jour-là…*
E- *Vous l'avez appris comment ?*
T- *Eh ben, on y a su…On a dit : « La guerre est finie. »*
E- *Qui l'a dit ? Comment l'avez-vous su ?*
T- *D'après les autres qui savaient… Parce que ça, ça s'est dit partout, partout ! Comme une traînée de poudre ! Mais nous on était pas en ligne, on a pas eu la chance d'être en ligne !*
E- *Pourquoi vous dites : « On a pas eu la chance » ?*
T- *Eh ben, on aurait voulu être avec les Boches pour dire : « C'est fini ! » parce qu'on aurait aimé…Quand on a fait quatre ans en première ligne, on aurait aimé finir en première ligne !*
E- *Et qu'est-ce que vous auriez fait si vous aviez été en première ligne, avec les Boches en face de vous ?*
T- *Eh ben, on aurait dit : « Les gars, c'est fini, on tire plus ! » Et puis ils auraient dit : « Ben tant mieux ! ». Ils devaient être contents comme nous !*
E- *Mais est-ce que vous croyez que vous auriez osé aller vers eux pour vous serrer la main, par exemple ?*

[105] « Pour « *nous avons bien dîné* » puisqu'il s'agit du repas du soir ; c'est ce qu'on dirait en français standard actuel, tandis qu'un Forézien dirait : « *Nous avons bien soupé* ». Soucieux de se démarquer d'une faute qu'il sait courante dans sa région d'origine, Jean-Louis pratique l'hypercorrection, et il se trompe en décalant trop le nom des repas !

T- *Ah ! Ils voulaient pas nous tirer dessus ! Parce que… si on y avait été, y en avait un qui était à côté, en cas…*(de traîtrise !)…*Un type qui y aurait été, qui aurait dit : « Je vas* y aller ! », eh ben l'autre* (son camarade d'escouade) *était là, avec le fusil chargé, prêt ! Alors si lui était descendu, l'autre* (l'Allemand qui se serait avancé aussi) *y était pareillement ! Ça faisait deux de moins !*
E- *Mais si l'autre était dans sa tranchée, il était pas descendu !*
T- *Oh oui, mais…on faisait attention, hein !*
E- *Donc là, vous auriez bien aimé être en première ligne ? Vous avez regretté….*
T- *Tout le monde a regretté ! On aurait voulu se voir, dire : « Allez, les gars, c'est fini ! Oui ou non ? »*
E- *Mais vous ne vous seriez pas compris ! Vous ne parliez pas…*
T- *Oh ! Y a des Boches qui causaient bien le français ! Mieux que nous ! Y en a qui avaient travaillé chez nous, tandis que chez nous, y en avait pas un qui causait l'allemand !*
E- *Donc vous pensez que ç'aurait été bien d'aller les uns vers les autres ?*
T- *Oh ! On y allait ben de temps en temps !*
E- *Oui, mais enfin, vous y alliez pour vous tuer !*
T- *Non, non ! Dans la forêt d'Apremont, on était à trente mètres. Tous les jours, pour Noël, ils nous appelaient ! Tous les ans ! Alors on disait : « Faites la moitié du chemin ! ». Alors nous, on les laissait faire la moitié du chemin. Alors nous on y allait ! Une poignée de main ! Ils nous donnaient des cigares ! Nous on donnait rien : on avait rien ! Ça a duré un certain temps, un an, ou deux…*
E- *Donc deux de suite ? 16 et 17 ?*
T- *Oui, par là, 16-17… »*

C'est donc dans ces fraternisations de Noël, ici à l'initiative des Allemands, que François a trouvé le modèle de sa réconciliation idéale sur le terrain des belligérants, le jour même de l'armistice. Il était en forêt d'Apremont, au sud de Saint-Mihiel, dans la Meuse, à Noël 1914, seulement trois mois après son incorporation, et n'y est jamais retourné au cours de la guerre : c'est donc à partir de cette expérience unique qu'il extrapole, sans doute informé d'autres fraternisations ailleurs, à d'autres Noëls…

Nouvelle de l'armistice apprise sur le trajet entre le front et son domicile ou l'inverse

Cette situation n'est pas exceptionnelle car les permissions, supprimées pendant la période où il s'agissait de faire basculer le sort des armes après le renversement de mi-juillet 1918 qui vit la fin de la grande offensive victorieuse allemande commencée au printemps, puis de pourchasser l'ennemi en retraite mais luttant pied à pied, ont été rétablies fin octobre-début novembre quand la perspective de la victoire militaire a pris de plus en plus de consistance. Ceci explique aussi que certains ont vécu l'armistice chez eux, alors qu'ils se trouvaient en permission. Ceux qui l'ont appris au cours d'un trajet ferroviaire ont été, en quelque sorte, privé de la célébration de cette fin des hostilités.

Claude Coupade (cl 15) de La Ricamarie, qui fera une carrière d'ajusteur au P.L.M., fondu dans la S.N.C.F. au dépôt de la gare de Châteaucreux à Saint-Etienne, a connu successivement l'artillerie (déc. 1914 - avril 1915), l'infanterie (avril 1915-juin 1916), puis à la suite d'une blessure au visage et à la main gauche par éclats d'obus, l'aviation, comme mécanicien (juillet 1916-septembre 1919). Ayant épousé à La Ricamarie sa fiancée Geneviève, le 12 octobre 1918, le jeune marié, qui a bénéficié d'une permission pour cet événement, en reçoit une nouvelle début novembre, et partant de son escadrille du camp de Châlon, vers Mourmelon, apprend l'armistice au cours de son trajet ferroviaire, ce qu'il évoque dans son récit de 79 pages écrit après la guerre, d'après les lettres envoyées à sa fiancée et à ses parents :

« Le 7 novembre, le bruit court que l'armistice serait signé, mais le soir l'ordre arrive de tout préparé pour partir le lendemain matin à la poursuite des boches*. Ce bruit d'armistice était donc faux, il fallait tout de même se tenir prêt.*

Le 11 novembre au matin, je pars en permission. Quelle ne fut pas ma surprise en arrivant à la gare régulatrice de voir des poilus avec drapeaux, tambours et clairons, qui défilaient dans la cour ! Nous qui descendions du train ne savions pas la nouvelle. C'est en passant au contrôle que l'on apprit que l'armistice était signée. Quelle joie pour nous tous ainsi que pour nos femmes et nos parents. Seul* ceux qui en ont perdus* dans ce carnage en garderons* le triste souvenir.*

Le 25, je reprend le chemin du front ; cette fois, il y a plus de gaîté dans les trains, car tous savent qu'ils reviendront maintenant. »*

Jean-Claude Lafay (cl.08) agriculteur à La Tuilière (mais qui aurait voulu être menuisier, métier qu'il avait appris, sans la mort de son frère aîné qui l'a contraint à reprendre la ferme familiale), conducteur de chevaux dans l'artillerie, au 36e R.A. de Campagne de Moulins, a aussi appris l'armistice au retour d'une permission :

T- *« Le 11 novembre, je me souviens….Je vais vous dire encore une affaire. J'étais en permission, le 11 novembre. Je suis venu en permission pour dix jours, comme les autres. Quand je venais en permission, je revenais bien un jour là* (dans la maison familiale du Rail), *mais j'allais bien de droite à gauche : les gens me connaissaient, ils venaient me chercher pour faire une bricole, qu'il y avait personne pour la réparer. J'étais connu dans toute la commune comme ouvrier* (menuisier)… *De la menuiserie, de la charpente, des morceaux de toiture qu'a* tombé, comme ça, une journée ou deux. Alors, je suis reparti, j'arrive à Paris, moi, comme les autres, à gauche de Paris, par Yvette*[106]*, sur les bords. A Paris, on a appris que c'était sur le point de la fin de la guerre. Ça se disait, quoi ! Et y avait rien pour nous indiquer où il fallait passer ! On pouvait pas trouver notre régiment ! Personne nous indiquait où il était ! Parce qu'il était à la poursuite des Boches ! Les Boches s'en allaient, reculaient, sans signer !*

E- *Donc, vous étiez en train et vous recherchiez votre régiment ?*

T- *Eh oui ! Et j'ai arrivé le deuxième jour de la cherche*, j'ai arrivé le soir même dans mon régiment, à la tombée de la nuit, presque. J'ai mangé la soupe avec eux, puis on a causé. Et ils avaient déjà fait un parcours en avant. Alors, c'était dit qu'on partait le lendemain matin à la poursuite de l'ennemi ! Parce qu'il s'en allait ! Alors, j'ai parti comme les autres. Et puis quand on est arrivés… On était sur la route…sans combattre ! Sans les trouver ! On était en marche, mais doucement, on savait pas si c'était tout devant, on l'ignorait ! A 11 heures, le capitaine sort : « Arrêtons-nous ! C'est fini ! Ils ont signé la paix ! » . Oh ! Bon Dieu ! »* (très ému) *Heureux !*

E- *[…] Et alors, vous avez fêté ça ? Qu'est-ce que vous avez fait ?*

T- *Eh ben, on avancé un petit peu dans un endroit, on a passé où était la grosse Bertha* [107]*, qui tirait sur nous, et puis on a trouvé un logement dans un village, pour rester quelques jours et puis pour se reformer… »*

Bien que j'ai réitéré ma question, Jean-Claude n'a pas gardé souvenir d'une fête particulière, mais se souvient très bien que tous étaient « *heureux* » ! On le serait à moins…

Georges Montagne (cl.16) exploitant un petit atelier de tissage à Bussières, puis, ayant épousé la fille d'un propriétaire d'une usine de tissage (à Bussières aussi) en assurant la direction de 1936 à 1964 , tissant la soie naturelle pour le compte de soyeux lyonnais, était Chasseur Alpin depuis le 9 avril 1915 (successivement 28e B.C.A., 11e B.C.A. , 51e B.C.A.). Il a été assez longtemps caporal, combattant en France, puis en Italie (novembre 1917- mars 1918) après la défaite italienne de Caporetto des 24-25 octobre 1917 puis à nouveau en France. Il a appris l'armistice en gare de Besançon au retour d'une permission exceptionnelle accordée pour une bien pénible circonstance :

T- *« J'ai eu une de mes sœurs qui est morte de la grippe espagnole, la dernière, celle qui était de la classe 20. Alors j'ai eu une dépêche que j'avais une permission de trois jours parce que ma sœur était décédée. Alors je suis venu en permission, et l'armistice m'a trouvé à Besançon quand je me rentournais*…*

E- *Donc votre sœur est morte…fin octobre ?* T- *Oui, c'est ça.* E- *Ça devait être triste dans la famille !*

T- *Oui ! J'ai un frère aîné qui a été tué au mois d'octobre, mon père est mort au mois d'octobre, et ma sœur est morte au mois de nov…, le même mois : mon père, mon frère qui a été tué à la guerre, et ma sœur ! … Mon frère s'appelait Joanny, et il était de la classe 1904 : c'était l'aîné, il avait douze ans de plus que moi…*

E- *Donc trois morts en quelques jours ! Ça devait être bien triste !*

T- *En un mois ! … Je suis venu en permission et l'armistice sonnait quand j'étais à Besançon. C'est là qu'on a eu une ovation formidable des gens qui nous apportaient à boire et à manger… Le train a stoppé et on nous a apporté des fleurs ! C'est là que je l'ai appris, oui.*

E- *Et donc la population vous a accueillis comme des héros ?*

T- *Ah oui ! Comme des héros, oui ! C'était la joie complète, vous comprenez ! »*

Mais cette « joie complète », Georges, pourtant si disert, ne parvient pas à la décrire. On dirait que son chagrin de l'époque, de ce funèbre mois d'octobre, a oblitéré sa perception. On remarquera qu'aucune permission ne lui avait été accordée pour le décès de son père, sans doute parce qu'en octobre, le devoir de poursuite des armées allemandes était plus impérieux que début novembre. Quant à son frère Joanny, mort au front, enterré sans doute sommairement dans un carré militaire provisoire, il ne pouvait pas espérer assister à ses funérailles, si funérailles il y a eu… On imagine aussi le chagrin de sa mère, ayant perdu son mari et deux de ses enfants en un très court laps de temps, et ayant vu repartir son fils cadet vers un sort incertain…

J'ai laissé ces lignes alors que j'ai su, cinq minutes après les voir écrites, qu'elles contenaient une erreur. En effet, ayant consulté, par acquis de conscience, le précieux site sga.memoiresdeshommes.gouv.fr, j'y ai bien trouvé la fiche de décès de Joanny Montagne, soldat de 1ère classe au 297e R.I. (de Chambéry), né à Bussières le 30 décembre 1884, soit douze ans avant Georges (né le 27 avril 1896). C'est bien en octobre qu'il a été tué (à Auberive-sur-Suippe, dans la Marne), mais pas en octobre 1918 ! Mais trois ans auparavant, le 6 octobre 1915 ! Et à relire le texte de l'entretien, je m'aperçois que c'est moi qui ai entraîné Georges sur le

[106] Sans doute vers Gif-sur-Yvette ou Bures-sur-Yvette, qui se trouvent en effet à gauche de Paris, au sud, entre Saint-Rémy-de-Chevreuse et Orsay.

[107] Elle se trouvait dans la forêt de Saint-Gobain, à l'ouest de Laon (20 km environ), dans l'Aisne

chemin des trois morts au même mois d'octobre 1918, alors que le témoin n'avait dit que « *en octobre* », frappé par la coïncidence des trois morts dans ce mois, la première précédant en fait les deux autres de trois ans. Après, il ne m'a pas démenti…

Petit aperçu sur la grippe espagnole

La mort de grippe espagnole de la sœur de Georges Montagne nous invite à évoquer cette terrible maladie qui a sévi à cette période, **Claude Coupade**, cité précédemment, l'ayant aussi signalé dans son récit, juste après les précisions concernant l'armistice, montrant qu'il s'alarme pour la santé de sa famille :

« Le 1er décembre 1918 Geneviève m'apprend que mes parents ont tous la grippe, et quele fait de son mieux pour les soigner. Cela me fait appréhender ; jusqu'à présent le nombre des victimes est très élevé, des familles entières disparaissent. Cette épidémie fait aussi de grand ravage* dans l'armée, chez nous, il y a beaucoup de décès, quelques-un* font des morts surprenante*.*

Le 11 décembre, je suis atteint de la grippe et évacuer a* l'hôpital Février à Châlon-sur-Marne. Je suis entré dans cette* établissement peu malade mais les soins manquant, le mal s'agrave* en allant au-dehors dans un water-closet ouvert a* tous les vents. Les copains de l'escadrille me rendent visite le 17 et m'apportent lettres et colis ».*

Ne guérissant pas, Claude finit par être renvoyé chez lui pour une permission qui est plus de soins que de convalescence ; ainsi il écrit : *« Je ne retrouve pas la santé. Le major décide de m'envoyer dans mon foyer où je me remettrai plus facilement, car il est certain que ma femme auras* plus de soin de moi que ces infirmières. Après avoir passé un moi* de convalescence, je doit* rejoindre l'escadrille qui est toujours à la même place. Parmi le personnel il y a des manquant* qui ont été atteint* par l'épidémie. »*

Claude finira par se remettre, et aussitôt après la ligne précédente, sautant quatre mois d'un coup, il note la raison exceptionnelle de sa nouvelle permission, exceptionnelle aussi : *« Le 3 avril 1919, une dépêche envoyer* par mes parents m'apprend que je suis devenu papa ! De suite, je sollicite une permission exceptionnelle et part* pour la Ricamarie où une petite fille m'attendait à la maison. »*

C'est cette petite fille devenue grande, et même très grande, qui m'a remis, pour photocopie, le document écrit par son père, en 1987, à La Ricamarie : elle avait 68 ans, et avait exercé la belle profession de sage-femme ! Merci, Madame **Marie Lavial** !

A l'autre bout du département, dans le Roannais, à Perreux, **Antoine Guillot** (cl.14), cordonnier fils de cordonnier, entré en 1938 à l'arsenal de Roanne (successivement manœuvre, puis mécanicien, puis contremaître) jusqu'à sa retraite en 1954, était affecté au 371e R.I. de Belfort, et fut deux fois blessé en Orient (11 novembre 1915 : bras traversé par une balle et 18 mars 1917 : poumon perforé par une balle qui touche aussi la colonne vertébrale), et versé ensuite dans l'artillerie par le conseil de réforme, et enfin affecté comme cordonnier de l'armée à Paris, puis à Briare. Lorsque survient l'armistice, il se trouve en permission chez lui, partagé entre le deuil d'une famille amie et la joie de la fin des combats :

E- *« Et le 11 novembre, vous étiez où ?*

T- *J'étais là* (il frappe la table de son poing), *avec les Patay, de Montagny, qui avaient perdu une fille de la grippe espagnole. J'étais là ! J'ai dit : « Restez donc ! Moi, je pars pas non plus, puisque la guerre est finie ! »* (rire)

E- *Vous deviez être heureux !*

T- *Ah ben bien sûr ! Pour les autres, vous pensez ben ! On pensait ben quand même pas qu'à nous, hein ! »*

Contre cette grippe qui faisaient des ravages, un autre soldat de La Ricamarie, **Pierre Faure** (cl. 18) fait état d'un remède qu'il estime souverain. Fils d'agriculteurs de Monistrol-sur-Loire (Haute-Loire), ayant fait une carrière de mécanicien-ajusteur aux mines de Montrambert, à La Ricamarie, et, à la guerre, ayant combattu au 233e R.I. d'Arras, comme chargeur de mitrailleuse, avant de se porter volontaire (en août 1918) pour le 500e R. de Chars d'assaut, il a dû faire un stage d'instruction à La Briquetterie, près d'Orléans (puis y a été retenu comme instructeur à la conduite automobile) et y a vécu l'armistice :

T- « *Ah ben, les gens, je vous dirais qu'ils étaient heureux ! Ah ça, oui ! Et on a bu un bon coup, je me rappellerai toujours ! A Orléans, y avait la statue de Jeanne d'Arc, place du Martroi* [108]*. On a chanté ce jour-là !* (ému, se met à pleurer) *Aux pieds de Jeanne d'Arc, oui ! Je m'en rappellerai toujours !*

E- *Est-ce que Jeanne d'Arc, ça représentait quelque chose pour vous ?*

T- *Ça représentait une personne… soi-disant qu'elle avait fait assez du bien, qu'elle a payé de sa vie même…*

E – *J'en ai rencontré beaucoup, parmi vous, qui m'ont dit qu'ils avaient même une dévotion pour Jeanne d'Arc !*

T- *Oui ! Mais en passant, on lui disait toujours bonjour ! Oui, oui, comme ça* (geste de la main, saluant)

[108] Cette place du Martroi, devenue après la deuxième guerre mondiale la place du général Leclerc, est la principale d'Orléans. En son centre est érigée depuis 1855 la statue équestre bien connue de Jeanne d'Arc, réalisée par Denis Foyatier, qui en remplace une plus ancienne, œuvre de Gois, installée en 1804

E- *Vous la saluiez !*
T- *Oui, à la main, en passant ! On l'a toujours fait, ça ! »*

Ne sachant pas quelles étaient mes convictions religieuses, Pierre a d'abord fait une réponse mesurée, très prudente, pour ne pas livrer les siennes ! Mais, mis en confiance par mes questions suivantes, il consent volontiers à en faire part, et évoque un scapulaire qu'il portait, tous comme trois autres soldats de la famille, dont ses frères (l'aîné a été tué en Champagne) :

T- *« C'est ma mère qui nous l'avait donné ici, quand on était venu en permission. Elle avait dit : « Emportez le scapulaire ! ». Parce que dans le temps, ça se faisait, le scapulaire, dans le temps, dans la religion. C'était comme ça… »*

Mais arrivons au remède souverain contre la grippe espagnole, qui se greffe sur l'épisode de l'armistice à Orléans :

E- « *Est-ce que vous avez un autre souvenir du 11 novembre 18 ? Est ce que la population d'Orléans était contente ?*
T- *Ah mais, tout le monde ! Mais pensez voir ! Tout le monde !*
E- *Comment ça s'est passé ? Y a eu des rassemblements ?*
T- *Voyez… Même le jour, on a eu quand même…dire : « C'est ben malheureux ! Dire que les camarades qui sont morts, là… ». Parce que nous avons eu la grippe de 1918, quand j'étais à la Briquetterie. A cet endroit, il en est mort énormément ! Eh oui ! Eh bien, vous savez pas ce qui nous a sauvés ? J'étais avec un nommé Fayolle de Firminy, un autre qui était de Saint-Chamond, et puis un autre d'Izieux, nous étions tous les quatre. Un jour, on passait chez un paysan (parce qu'il y a des paysans, là-bas, à Orléans), on se promenait. Alors j'ai dit au paysan en rigolant : « Vous vendez pas du marc, vous ? ». Il me dit : « Si ! Vous en voulez ? Oh oui, puis du bon ! J'en ai du bon ! J'en fait ! ». Alors, je vous dirai que pendant un certain temps, nous avons bu…Tous les trois jours, tous les quatre, on buvait un litre de marc ! C'est la vérité ! Eh bien, je pense que ça nous a bien fait du bien ! Nous avons jamais été malades ! Rien ! Mais, vous savez, j'ai joué aux cartes avec des camarades, le soir. Le lendemain matin, ils étaient malades, ils disaient : « Portez-moi vers les cabinets ! ». Ils faisaient du sang, voyez ! Du sang ! Il fallait les porter vers les cabinets parce qu'ils pouvaient pas rester dans la chambre, vous comprenez ! On portait leur lit vers les cabinets ! Et le lendemain, ils étaient morts !*
E- *Et vous, enfin le groupe qui prenait du marc, vous avez pas eu ces ennuis-là ?*
T- *Ah non, non ! Ça nous a fait du bien, même, je pense… »*

En même temps que ça leur faisait du bien au gosier et à l'estomac, ça devait leur faire du bien à la santé, puisqu'aucun des quatre Ligériens n'a été malade ! Les vertus thérapeutiques de la « gnole » étaient proverbiales dans la pharmacopée populaire forézienne, vellave, auvergnate, bourbonnaise, mais sans doute aussi dans beaucoup de régions françaises ! Ainsi le « monte-en-ligne » qui diminuait la peur au moment de l'assaut (cf chapitre XXI : « *Sortir de la tranchée*… ») , trouvait, en cet extrême fin de guerre, une autre utilité….

Quelques mots sur cette fameuse grippe, faussement appelée « espagnole » alors que c'était une pandémie mondiale ; on attribue, en France, l'origine de l'expression au fait que, censurés pour ce qui est des nouvelles alarmistes concernant le pays, les journaux français l'avaient présentée faisant des ravages en Espagne (pays non belligérant, donc moins soumis à la censure interne). Les chiffres donnés par les divers sites consultés à propos de cette *« pandémie la plus mortelle de l'Histoire »*, qui a sévi dans le monde en 1918 et 1919, avec un pic dans l'hiver 18-19, sont de 408 000 morts en France, 30 à 40 millions de morts pour le monde dans un premier temps, ne tenant compte que des pays ayant évalué les pertes chez leurs citoyens, chiffres rehaussés ensuite à une fourchette comprise entre 50 et 100 millions de morts en incluant les pays africains, asiatiques et sud- américains. Cette grippe, véhiculée par le virus H1N1, a fait des ravages d'autant plus spectaculaires qu'aucun antibiotique commercialisé n'existait à l'époque, alors que la découverte de ce type de remède datait du tout début du XX^{e} siècle. Cette pandémie est à l'origine de la création d'un Comité d'Hygiène dans l'ancêtre de l'O.N.U., la S.D.N. (Société des Nations), comité devenu plus tard l'O.M.S. (Organisation Mondiale de la Santé).

L'Armistice vécu à Paris

Il n'est qu'un seul Parisien, ou plutôt banlieusard d'origine, parmi mes témoins : **Charles Suard** (cl.18), né à Torcy, en Seine-et-Marne, ayant vécu à Torcy et travaillé à Paris jusqu'à son départ à la guerre, puis au retour, ayant travaillé à Courbevoie jusqu'en 1940, avant de s'installer à Lyon, et la retraite venant, de la prendre dans la bourg d'origine de son épouse, à Marcilly-le-Châtel ; mais il était à Vouziers, dans les Ardennes, au moment de l'armistice ! Mais des Poilus de notre région (au sens large, et non au sens du découpage administratif actuel) ont, pour diverses raisons, vécu l'armistice dans la capitale, et ils en conservent un souvenir ébloui !

C'est dans la capitale que se trouve le sergent **Jean-Marie Penet** (cl. 13), né dans l'Allier (à Cusset), venu à Roanne dans sa jeunesse où il fut graveur-lithographe en imprimerie, de même qu'à Saint-Etienne ; ayant épousé une pharmacienne, il devint gérant de pharmacie d'abord à Chazay-d'Azergues (Rhône) puis, à partir de 1937, à Feurs où la pharmacie familiale prospère toujours. Sa dernière affectation, après une seconde blessure, l'a fait verser dans l'aviation, comme responsable d'une section chargée de récupérer les avions endommagés. Un peu avant l'armistice il se trouve au Plessis-Robinson, près de Clamart, en banlieue parisienne :

E- *« Et dans le pays, je suppose que ça a été accueilli avec joie, l'armistice ?*

T- *Oh là, vous pensez ! Vous pensez si ça a été accueilli avec joie ! Quand je pense qu'il y a des types qui se sont fait tuer ce jour-là, moi !*

E- *Et donc, vous avez vu l'armistice à Paris ?… L'atmosphère d'armistice ?*

T- *Ah oui oui oui ! Oh la la la la !* (il se met à chanter) *« Et l'on s'en fout ! // Guillaume est dans la merde ! // Et l'on s'en fout ! // Guillaume est dans les choux ! » - « Vive les Auvergnats, ma mère, vive les Auvergnats ! // Ils ont des femmes et pas d'enfants ! // Vive les Auvertans ! »*

E- *A Paris ? C'est ce qu'on chantait ?*

T- *A Paris ! Tout le monde ! Et puis tout le monde bras dessus, bras dessous, mon vieux ! Oh yo yo ! Oh ! Je regrette pas ! Je regrette pas ! Je regrette rien !*

E- *C'était le grand débordement !*

T- *Le grand débordement… C'était en ébullition ! Tout le monde gueulait ! Tout le monde s'embrassait ! Tout le monde… Oh la la ! Mais j'ai jamais vu ça ! C'est que là ! Je l'ai jamais revu, ça ! Ça paye tout, ça !*

E- *Ça paye tout ?*

T- *Oh ! Ça paye tout !*

E- *Ça effaçait les années de guerre ?*

T- *Oh la la ! Ça en a payé, oui ! Ça payait ! On peut pas effacer les années de guerre, quand même, parce qu'il y a eu des périodes difficiles, mais enfin…[…] Tout le monde gueulait ! Tout le monde était content ! On pouvait boire tant qu'on voulait ! « Oui, oui, ceux-là, ils en viennent ! »* (du front)

E- *[…] Vous aviez table ouverte dans les cafés ?*

T- *Voilà ! Partout ! On pouvait aller n'importe où ! On n'a pas dépensé un sou à Paris ! »*

Cette effervescence populaire, cette liesse collective, les soldats reconnaissables à leur uniforme en sont les héros et les grands bénéficiaires : chacun tient à s'acquitter de sa dette envers eux de la manière la plus festive et la plus immédiate qui soit : en leur offrant à boire ! Mais qu'a voulu exactement dire Jean-Marie en disant que connaître une telle journée, *« ça paye tout » ?* Pas toutes les souffrances imposées par la guerre, puisqu'il se ravise ensuite. Pas les années de jeunesse perdues, irrattrapables… Il semble bien que le temps de quelques phrases, son enthousiasme rétrospectif l'a emporté sur sa raison, raison pour laquelle une journée de bonheur intense ne saurait compenser des années de souffrance : Jean-Marie, qui était au service militaire au 38e R.I. de Saint-Etienne, a connu la guerre dès les premiers jours, a été blessé deux fois par des obus, et a vu mourir nombre de ses camarades…

Un cas très particulier est représenté par le sergent **Joseph Masclaux** (cl. 05), de Roche-la-Molière, qui fut, à 102 ans et demi [109] , un des deux plus âgés (avec **Paul de Lambert**, de Saint-Just-Malmont, en Haute-Loire, de la classe 1903, interviewé à 105 ans, doyen d'Europe des Mutilés de guerre) de mes témoins avant que je voie mon dernier, dix-huit ans après, le 19 décembre 2005 : **Louis de Cazenave**, de Brioude, âgé alors de 108 ans et trois mois, et qui fut le plus ancien Poilu de France et d'Europe jusqu'à sa mort, le 20 janvier 2008, à 110 ans et trois mois, laissant ce « titre » à son cadet de deux mois, **Lazare Ponticelli**, mort le 20 mars de cette même année, dernier Poilu de France…

La singularité de Joseph Masclaux est surtout liée au fait que, sergent au 200e R.I., sa seconde blessure, très grave (à la fois une balle dans la hanche et des éclats de grenade au visage et aux mains, reçus en même temps, en septembre 1915, à Cormicy, dans la Marne) lui a valu, après neuf mois d'hospitalisation et de rééducation, d'être versé dans le service auxiliaire, comme ouvrier raboteur en usine d'armement, à Alfortville, puis à Paris, place d'Italie. La capitale lui était donc familière, à la différence de presque tous les provinciaux, pour qui ce n'était qu'une ville de passage, entre deux gares. C'est lui qui prend l'initiative d'aborder le sujet, alors que la chronologie de l'entretien le relègue normalement à la fin :

---

[109] Jospeh Masclaux était né le 6 juillet 1885 à Solignac-sur-Loire (Haute-Loire) et je l'ai interviewé en deux fois, à son domicile de Roche-la-Molière, les 4 et 7 décembre 1987. Son père, agriculteur, venant travailler à Saint-Etienne à la mine pendant les hivers, avait fini par quitter sa Haute-Loire pour s'établir avec sa famille à la Croix-de-Marlet, à Firminy, mais était mort en 1899. Joseph, qui était valet dans des fermes depuis l'âge de 11 ans, s'est alors vu proposer, à 14 ans, un emploi de mineur, mieux rémunéré, à Roche-la-Molière, et y a gravi la hiérarchie des emplois : manoeuvre, puis rouleur, puis mineur de fond, puis surveillant. Après la guerre, retourné à la mine, ils est devenu sous-gouverneur jusqu'en 1931, puis s'est occupé du transport du charbon par le rail (assistant du chef de gare de 1931 à 1934, chef de gare ensuite, jusqu'à sa retraite prise en 1948).

T- *« Et si je vous disais la vue du 11 novembre 18 ? J'étais à Paris depuis deux ans et demi, en 16 au mois de juillet ! A Paris, le 11 novembre… En général, les patrons avaient dit que pour le 11 novembre, c'était repos grand complet et que comme y allait avoir un défilé à Paris, tous les patrons avaient mis leurs moyens de transport à la disposition des ouvriers qui voulaient aller à Paris.*[110] *Eh bien, le matin, il en venait de tous côtés, des pleines autos, même sur les capots ! Ils allaient pas trop vite…*

E- *Pourtant, c'est à 11 heures que l'armistice a été déclaré officiellement !*

T- *Mais on le savait de la veille ! La veille, le dimanche, on savait que le lendemain, on allait entendre les 101 coups de canon !*

E- *Donc tout le monde affluait vers Paris ?*

T- *De manière que le soir, vers les…à partir de 2 ou 3 heures… Vous connaissez un peu Paris ?*

E- *Oui, j'y ai passé quatre ans, j'étais à l'E.N.S. de Saint-Cloud.*

T- *Quatre ans ! Eh bien, vous alliez pas toujours du côté où vous vouliez ! Y a des remous, c'est plein de monde, hein ! Y avait pas un vide pour voir la terre ! Garni de tous les côtés ! Je vous dirai que j'ai vu une bonne femme sur les épaules d'un type, avec ses cheveux (à ce moment, les femmes avaient leurs cheveux) : eh bien, elle représentait la Marseillaise sur les épaules d'un Poilu !*

E- *Ah bon ? Ça vous avait frappé, cette image ? Avec ses cheveux déployés alors que les femmes avaient des chignons ?*

T- *Ah oui ! Ah oui ! Eh bien, ça m'a surpris. J'ai vu une femme à côté de moi qui avait une ombrelle (parce qu'il faisait un temps superbe, ce jour-là), elle avait une ombrelle… On voyait que c'était une femme qui avait perdu le raisonnement : elle avait son ombrelle qui était par-dessus la tête et les bras, et elle tournait comme… On la faisait tourner parce que, je vous dis bien, c'était une mer humaine ! Eh ben, tout par un coup, elle s'est mise en colère, elle a fermé son parapluie et puis elle… Personne s'en dérangeait pas !*

E- *Mais alors, cette mer humaine, elle allait où ? Vers l'Arc de Triomphe ?*

T- *Vers l'Arc de Triomphe ! Y avait rendez-vous à l'Arc de Triomphe ! Eh bien, à certains endroits, on voyait un autobus arrêté, il avait pas pu aller plus loin ! D'abord, le type l'avait abandonné là, et puis ça y est ! Oh ! C'était un coup d'œil ! Une chose qui m'avait frappé… Parce que tout le monde exprimait sa gaîté, on entendait « Hou ! Hou ! ». C'étaient des gens qui criaient de joie !*

Toutes les années, au 14 juillet, y avait un défilé, y avait un groupe de chaque régiment avec le drapeau qui venait défiler. Mais là aussi, y avait des cas bizarres. Je vous dis bien, j'étais à l'affût de tout. Je me rappelle une fois, un type qui dit : « Hou hou… ». A mesure que ça défilait, y avait un haut-parleur qui disait : « Maintenant, nous allons avoir le drapeau du …ième colonial ! » ; il disait : « Vous verrez, vous êtes pas sûr de connaître que c'est un drapeau, tellement qu'il est mitraillé ! ». Eh bien, j'ai vu un vieux Colonial, à côté de moi, qui dit : « Hou la la ! Le drapeau de mon régiment ! Le voilà qui débouche ! ». Eh bien, il s'est mis à ouvrir la bouche, il a pas pu parler ! Moi, j'avais un beau-frère qui était colonial aussi, c'était un peu des abrutis là, dans l'armée, des vedettes ! Eh bien, je me disais : « Quand même, ils sont mieux patriotes que toi ! ». Ça a pas sorti[111] *!*

E- *Alors, ce 11 novembre 18, y a eu d'autres choses qui vous ont frappé encore ? Ces gens-là sont donc tous allés vers l'Arc de Triomphe… Y a eu une cérémonie à l'Arc de Triomphe ?*

T- *Eh bien oui, mais moi, je l'ai pas vue. Je suis arrivé peut-être à cent mètres, j'ai vu l'Arc de Triomphe vers là bas, mais j'y suis pas arrivé. Y avait tellement de monde ! C'était une joie ! J'ai vu des compte-rendus dans des commune par là (dans la Loire), dans les environs, mais ça n'a rien à voir avec ça : Paris ! Ho la ! Ho la la ! Ho la la ! Je peux pas tout te*[112] *dire, bien sûr. Je suis parti de chez moi* (porte d'Italie) *à 8 heures, et on nous disait qu'il fallait se dépêcher si on voulait circuler un peu librement. …La veille on nous avait dit que le lendemain on allait tirer le canon pour annoncer l'armistice. Eh bien, j'ai passé devant un hôpital, j'ai vu passer cinq voitures avec un corps* (chacune) *qu'on enterrait (cinq, hein !) et je me rappelle, en sortant de l'hôpital…La Salpêtrière….Non ! c'est pas La Salpêtrière*[113] *! Je me rappelle pas du nom… On leur disait :*

---

[110] Cette organisation quasi spontanée d'une énorme manifestation à Paris de célébration de l'Armistice, le jour même du 11 novembre (dans l'après-midi) alors que la majorité des Poilus au front n'apprend la nouvelle que dans la matinée du 11 surprend, et j'ai pensé que Joseph Masclaux se trompait de quelques jours dans sa date. Mais le 11 novembre est bien un lundi, comme il le dit, et une revue entièrement consacrée à la guerre comme la très sérieuse *Illustration,* confirme à cette date la manifestation parisienne dont parle Joseph (dans son numéro double du 16 au 23 novembre 1918, p. 467).

[111] Il semble qu'il faille comprendre : le cri d'admiration que voulait pousser le vieux colonial pour son drapeau déchiqueté par la mitraille (ce qui est un indice sûr des très durs combats qu'avaient eu à affronter ses camarades plus jeunes au cours de cette guerre qui s'achevait) n'est pas sorti de sa bouche, tellement il était ému ! On voit aux Invalides de ces drapeaux de régiments qui ne sont plus que de glorieux lambeaux…

[112] Le passage du « vous » de politesse au « tu » de familiarité s'est produit plus d'une fois au cours des entretiens, signe d'une connivence qui s'était installée progressivement, et indice aussi de la différence d'âge d'un demi-siècle entre nous : pour eux, même à 40 ans, je n'étais guère qu'un gamin ! J'aurais pu être leur petit-fils…

[113] La mémoire de Joseph paraît être fidèle car l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière se trouve en effet sur la voie la plus directe pour aller de la porte d'Italie, où il travaille et réside, à la Place de la Concorde, se trouvant au bas des Champs-Elysées qui remontent jusqu'à l'Arc de Triomphe. Le trajet qu'il a dû faire est le suivant : Porte d'Italie ➔ avenue d'Italie ➔ Place

« Dépêchez vous ! Faites vite, parce que c'est pas sûr que vous puissiez arriver au cimetière sans être barrés ! ». C'étaient des morts qu'on menait au cimetière… C'était à cause de la grippe espagnole qu'il y avait beaucoup de morts à ce moment-là ! Je vous dis bien, la première chose qui m'a frappé : j'ai vu sortir les cinq corbillards de l'hôpital ; y avait quatre ou cinq types qui étaient derrière le corbillard, et on leur a dit : « Faites vite le plus possible parce que c'est pas sûr que vous puissiez passer, y arriver avant l'afflux ! Parce de tous les côtés on annonce des pleines routes de gens… » qui venaient pour défiler !

E- *Y a donc eu un défilé ?*

T- *Oh écoutez ! C'est pas un défilé ! On pouvait pas circuler ! Vous savez dans les grands carrefours… Y a des grands boulevards… Quand ils* (les gens) *venaient sur le boulevard qui menait à l'Arc de Triomphe, eh bien y avait des remous ! Ça a duré toute la journée ! Je suis resté toute la journée ! Je suis revenu à 11 heures du soir à la place d'Italie. A la sortie du métro, y avait une marchande de raisins qui avait une petite poussette avec des raisins qui se vendaient 20 sous le kilo. J'en ai pris un kilo, puis j'ai dit « Tiens, ça te fera ton souper ! ».*

Là s'achève la belle relation de 11 novembre 1918 à Paris, nourries de « choses vues », comme aurait dit Victor Hugo, de petite anecdotes très précises restées gravées dans la mémoire de Joseph pendant 70 ans ! Clichés singuliers pris au sein d'une foule immense, arrêts sur l'image dont on se demande pourquoi ces détails et pas d'autres. Pour ce qui est des cinq corbillards portant chacun leur défunt tué par la grippe espagnole, on voit bien le pourquoi qui a frappé l'esprit de Joseph : ces gens-là n'auront jamais connu le retour à la paix, ils ont peut-être combattu pendant toute la guerre en espérant ce moment sans trop y croire, et ils sont enterrés en ce jour auguste où la Vie de la France renaît…… On n'ose imaginer les cinq voitures corbillards engluées jusqu'au soir dans la foule, avec leur mort qui semble goûter une dernière journée de vie posthume…

L'Armistice vécu dans la Nièvre mais irradié d'autres lieux et d'autres temps du passé : le témoignage écrit monumental de Joseph Sorgues

Nous avons plusieurs fois pu juger de l'éminente qualité stylistique et de la profondeur de pensée de **Joseph Sorgues** (cl. 15), natif de Romanèche-Thorins, en Saône-et-Loire, professeur dans l'enseignement catholique au pensionnat de Bellegarde, à Neuville-sur-Saône (Rhône). Ces qualités atteignent une sorte d'apogée dans sa longue relation écrite de l'armistice. Rappelons qu'incorporé avec sa classe en décembre 1914, au 23e R.I. de Bourg-en-Bresse, il monta au front fin mai 1915, versé au 160e R.I., partageant ses bataillons entre Neufchâteau (Vosges) et Saint-Pierre-le-Moûtier (Nièvre). En l'occurrence, c'est dans la Nièvre et depuis longtemps que se trouve Joseph au moment de l'armistice. En effet, grièvement blessé par une balle dans les reins qui se logea tout contre sa colonne vertébrale à Ripon, au nord de la Main de Massiges, le 25 septembre1915, jour du déclenchement de la grande offensive de Champagne, opéré le 8 octobre à Revigny (Meuse), sans que la balle puisse être extraite, il fut hospitalisé un an dans deux lieux très différents (Val-de-Grâce à Paris jusqu'en mai 1916, puis villa Beausite à Paramé, près de Saint-Malo, jusqu'à la mi-septembre 1916) ; et après 45 jours de convalescence chez lui, il regagna le dépôt de la Nièvre, et y fut hospitalisé à nouveau. Réformé provisoire, puis versé dans le service auxiliaire, il passa le reste de son temps de guerre comme secrétaire du commandant d'un bataillon du 160e R.I., au dépôt de Saint-Pierre-le-Moûtier[114]. Grand lecteur de la presse, chrétien fervent, il est toujours très informé (mais ici, n'étant pas au front, il a un temps de retard sur ses camarades) et s'élève souvent à des hauteurs mystiques. Nous ne retenons que la fin de son immense récit consacré au 11 novembre 1918, qui, au début, décrit superbement, au fil des heures, la fébrilité de l'attente de la grande nouvelle : :

« 11 heures. C'est en ce moment qu'expire le délai pour la signature de l'armistice. Les délégués boches ont-ils accepté nos conditions ? Se sont-ils cabrés devant elles ? Essaient-ils de discuter ? Je pense que nous serons renseignés ce soir.

13 heures. Une atmosphère d'électricité. Des bruits courent : c'est signé, paraît-il, depuis ce matin. Des gens reviennent de la gare où l'on télégraphie à Nevers et à Moulins pour avoir des renseignements. La poste a fait porter un télégramme à la mairie. Au bureau, tout le monde est présent, mais personne ne travaille, personne ne peut travailler. Comment s'appliquer à la rédaction d'une lettre ou à la copie d'un feuillet matricule quand on attend la fin de la guerre ? Dans la rue de Paris, sur la place du Marché, devant l'Hôtel-de-Ville, des personnes courent, discutent, s'animent, vont aux informations; l'une le tient du chef de gare, l'autre du facteur, l'autre de Paris où son cousin est établi. D'aucuns préparent les drapeaux ; ils sont légèrement pressés, ces braves gens. Je ne croirais à la grande nouvelle que lorsqu'on nous l'annoncera officiellement. Jusque là, le mot d'ordre est Confiance !

---

d'Italie ➔ boulevard de l'Hôpital (avec au n° 47 actuel, l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière) ➔ arrivée à la Seine entre le Jardin des Plantes et la gare d'Austerlitz ➔ traversée ou non de la Seine ➔ remontée sur une des deux rives de la Seine jusqu'à la hauteur du Louvre sur la rive droite, puis du jardin des Tuileries ➔ au bout, la Place de la Concorde.

[114] C'est une petite ville située sur la route nationale 7, presque à mi-distance entre Nevers, préfecture de la Nièvre (20 km au nord) et Moulins, préfecture de l'Allier (26 km au sud)

15 h 30' . C'est la fin ! L'ARMISTICE EST SIGNE *depuis ce matin à 5h 30 ; les hostilités ont cessé sur tous les fronts, à partir de 11 heures. Un roulement de tambour, une foule qui se masse autour du crieur de ville : « Les habitants sont priés de pavoiser et d'illuminer leurs maisons, à l'occasion de la victoire des Alliés ! Vive la France ! Vive la République ! ». Ce court message est accueilli par une indicible explosion de joie, de bravos, de cris, de battements de main. Les gens s'embrassent, se félicitent, se serrent la main cordialement. Quelques-uns pleurent de joie. L'enthousiasme est partout, circule dans les rues, sur les trottoirs, apparaît aux fenêtres des maisons qui se couvrent de drapeaux. En cinq minutes, tout le monde a pavoisé : on a sorti tous les drapeaux, tous les emblèmes, toutes les bannières. Les uns sont vieux et usés, ils ont servi avant la guerre aux fêtes du 14 juillet, d'autres sont flambants* neufs, achetés pour la grande victoire, d'autres sont en papier et claquent avec un bruit enfantin, au souffle du vent qui, là-haut, chasse les nuées. Le ciel est bleu, on dirait qu'il veut, lui aussi, prendre un air de fête et de soleil, se mettre à l'unisson des cœurs. Quelle belle journée de victoire ! Des soldats transportent des poteaux pour planter des drapeaux, on s'occupe d'installer l'électricité à la porte du Prieuré pour les illuminations, on sort des lampions, des lanternes vénitiennes qu'on n'avait pas revus depuis le début de la grande Guerre[115]. Les enfants sortent de l'école et s'égaillent sur la place avec une multitude de petits drapeaux ; des camions américains arrivent, chargés de soldats et de « nurses »[116], décorés de faisceaux, de drapeaux alliés et d'immenses étendards de Jeanne d'Arc bleus et blancs. Au-dessus de l'allégresse générale, les cloches se mettent à sonner à toute volée, et cette sonnerie nous rappelle avec émotion le tocsin lugubre de 1914. Les drapeaux et les cloches ! Spirituelle et guerrière, la France manifeste sa joie par les moyens séculaires, les mêmes qui saluèrent la victoire de Bouvines et celle de Denain, Marengo et Austerlitz[117]. En même temps que leur joyeux carillon s'envole aux échos d'alentour, les cloches nous rappellent qu'il y a quelqu'un aujourd'hui qui doit être béni et remercié plus que tout autre, car Lui seul a pu nous donner la Victoire. Je vais un instant m'agenouiller dans l'église sombre et obscure : « O Dieu des armées, soyez béni pour ce qui nous arrive aujourd'hui. Vous avez toujours aimé la France et n'avez pas voulu qu'elle succombe dans sa lutte formidable contre la barbarie. Vous avez soutenu le courage de nos magnifiques soldats. Vous avez donné à nos chefs la clairvoyance et le génie qui, en quatre mois, ont jeté notre ennemi à genoux. Vous avez inspiré nos gouvernants, et en particulier le dernier, Vous avez infusé au pays tout entier la force de gravir son Calvaire pour apercevoir bientôt l'aube de la Résurrection qui se lève.[118] Vous avez fait se lever à nos côtés de nombreux et héroïques alliés, Belgique, Angleterre, Italie, Amérique, Serbie, Roumanie, Grèce, etc., dont les soldats ont rivalisé d'ardeur avec les nôtres pour abattre l'ennemi commun. Vous avez sauvé la France comme au temps de Jeanne d'Arc, et pour ce nouveau miracle, ô Dieu des armées, soyez à jamais béni et remercié ».*

Je voudrais être à Lyon aujourd'hui, je voudrais être à Paris, je voudrais être au front, je voudrais être par toute la France pour m'associer à la joie universelle. Nos morts sont vengés, ceux de l'Année terrible[119] et

---

[115] On peut remarquer que dès ce 11 novembre 1918, Joseph emploie cette expression qui restera dans l'Histoire, mais elle n'est pas totalement lexicalisée ici, puisque l'adjectif « grande » n'a pas encore de majuscule…Elle viendra un peu plus loin dans le texte !

[116] « *Nurses* » dans le sens anglo-américain d' « *Infirmières* », pas au sens franglais de « *Nounous* » !

[117] Joseph, avec ces quatre victoires célèbres (celle de Denain est tout de même bien oubliée par rapport aux trois autres) réconcilie la France de l'Ancien Régime (pour lui, la France Eternelle !) et celle du Premier Empire :
* **Bouvines** (localité des Flandres située entre Lille et Tournai, en Belgique) : victoire remportée le 27 juillet 1214 par l'armée du roi de France Philippe Auguste sur la coalition armée de seigneurs français menée par Jean Sans Terre, roi d'Angleterre, duc de Normandie et d'Aquitaine, soutenu par l'empereur Otton IV, régnant sur le Saint Empire Romain Germanique - * **Denain** (Flandres) : victoire remportée le 24 juillet 1712 (à l'extrême fin du règne de Louis XIV, mort en 1715) par les troupes français commandées par le maréchal de Villars sur la coalition austro-hollandaise commandée à la fois par le prince Eugène de Savoie et le général hollandais (mais comte anglais d'Albemarle, compagnon de Guillaume III d'Angleterre) Arnold Joos van Keppel. Cette bataille s'inscrit dans la guerre dite « *de Succession d'Espagne* », avec deux prétendants au trône d'Espagne : Philippe, petit-fils de Louis XIV, devenu le roi d'Espagne Philippe V en 1700 (mais couronne contestée par l'Empire, et en Espagne, l'Aragon) , et l'empereur du Saint Empire Romain Germanique Charles VI. – * **Marengo** (Piémont, Italie) : victoire remportée le 14 juin 1800 par les troupes françaises commandées par le général Napoléon Bonaparte (alors Premier Consul) , secondé par les généraux (futurs maréchaux) Desaix, Kellermann et Lannes, sur l'armée autrichienne du maréchal von Melas ; c'est une victoire capitale de la campagne d'Italie qui contribuera beaucoup à la renommée militaire de Napoléon Bonaparte, et lui permettra d'envisager le chemin vers l'Empire… - * **Austerlitz** (sud de la Moravie, dans l'Empire, aujourd'hui en République Tchèque), appelée « *bataille des Trois Empereurs* » : victoire remportée le 2 décembre 1805 par Napoléon Ier (empereur des Français depuis un an, assisté de Bernadotte, Bessières, Davout, Lannes et Soult) sur la coalition austro-russe de l'empereur François II, du Saint Empire Romain Germanique, et du tsar Alexandre I^{er} . Ce fut la victoire la plus éclatante de l'armée napoléonienne.

[118] C'est hardiment que Joseph file la métaphore religieuse en assimilant le sort de la France à celui de Jésus-Christ…

[119] Cette expression , qui reprend le titre « *L'Année Terrible* » d'un recueil de poèmes publié en 1872, par **Victor Hugo**, à son retour d'exil de 18 ans (Belgique, puis surtout Jersey et Guernesey) pendant tout le Second Empire désigne moins l'année 1870 que l'an chevauchant le seconde semestre de 1870 (défaite française contre la Prusse, avec la désastre de Sedan –1er-2 septembre 1870- qui vit la capitulation de l'armée française et la capture de Napoléon III, qui y perdit son Empire au profit de la République - régime qui convenait désormais à Hugo passé, en un demi-siècle, de la droite monarchiste à la gauche républicaine et sociale - et le début du siège de Paris par les Prussiens) et le premier semestre de 1871 : proclamation de la création de l'Empire Allemand faite au château de Versailles le 18 janvier 1871, suivie de la

ceux de la Grande Guerre ; je m'imagine le frémissement qui a dû agiter leurs âmes quand l'Allemagne vaincue s'est mise à genoux pour recevoir nos conditions, le tressaillement d'allégresse qui a traversé leurs tombes égrenées sur toutes les parties de l'immense front. Vengés aussi, nos disparus, qui n'ont même pas un linceul, ou qui gisent par-delà les mers, ceux qui font corps avec la terre, écrasés par la mine traîtresse, vengés, nos mutilés dont les cicatrices sanglantes resteront un témoignage inouï de la guerre, nos blessés dont les heures de souffrances n'auront pas été perdues. Vengés, nos orphelins, nos pères et mères en deuil, nos veuves et nos fiancées inconsolables, dont la douleur fera trêve un moment pour s'associer à notre fierté. Vengés, nos champs ravagés, nos forêts décapitées, nos chemins coupés, nos arbres mutilés, notre terre nationale meurtrie et torturée depuis quatre ans. ? Vengés, nos cathédrales en ruines, nos villes martyres, nos usines pillées, nos monuments publics détruits, nos statues jetées à bas, nos campagnes souillées. Vengée[120]*, Notre-Dame de Lourdes que les Allemands ont grossièrement insultée au début de la guerre ; nos soldats, une fois de plus, ont été les vengeurs de la religion contre l'hérésie, les exécuteurs des gestes de Dieu.*

Saluons avec émotion le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France. Je lisais tout dernièrement dans un vieux numéro du « Petit Journal » de 1872, retrouvé en couverture d'un livre ancien, une parole de je ne sais plus quelle notabilité alsacienne : « Les Alsaciens-Lorrains attendront cinquante ans s'il le faut leur retour à la France. ». Il les a presque fallu, les cinquante ans ! Mais la France ne voulait pas déchaîner une nouvelle guerre pour recouvrer par la force ses provinces perdues ; elle a supporté pendant près d'un demi-siècle cette plaie toujours saignante à son côté[121]*. Il a fallu l'agression brutale d'il y a 4 ans pour la précipiter tout entière dans la lutte qu'elle vient de mener jusqu'au bout. Metz et Strasbourg, Mulhouse et Colmar, prêtez l'oreille, écoutez le son* [122]*des clairons vainqueurs ; l'armée française tout entière est en marche pour vous donner le spectacle de nos drapeaux victorieux ; dans quelques jours, vous serez délivrées de vos chaînes et vous respirerez librement ; vos cathédrales retentiront des acclamations enthousiastes et du Te Deum* [123] *qui consacrera la liberté de tous les peuples. Après avoir été à la peine pendant 47 ans* (depuis 1871) *vous serez à l'honneur, car votre nom signifiera en France : Amour et Union sacrée !*

Pendant tout le repas, ce soir à l'infirmerie, les chants n'ont cessé de retentir : nous avons eu saucisson, un demi-litre de vin et le café. Agut, Regnault, Géricot, tous ceux qui savent chanter se sont faits entendre, et bientôt il y avait une foule de civils pour nous écouter devant la porte. Nous avons terminé naturellement par la Marseillaise, dont le refrain repris en chœur par tout le monde ne m'a jamais paru si émouvant. Il n'y avait pas de sceptiques parmi nous. J'ai vu les plus roués et les plus matérialistes chanter de toute leur âme. Après la soupe, nous avons fait le tour du pays, où toutes les fenêtres sont illuminées et resplendissent de lumière ; maintenant que le front s'est éteint, l'arrière s'allume. Nous étions chez M. Pinot lorsqu'une retraite aux flambeaux s'est organisée devant la Mairie : trois tambours, un soldat, Pierret, du 160[e] *, un vieillard, le père Bonnevie, un gosse Jacques Deleuzy ; des clairons dénichés je ne sais où, des torches et des lanternes vénitiennes portées au bout de perches, et en avant ! Au moins 600 personnes nous suivent, enfants, femmes, vieillards, soldats, permissionnaires : tous les âges, toutes les classes sont confondues dans cette multitude qui éprouve le besoin de crier sa joie. Nous montons à la place Jeanne d'Arc, nous suivons la rue de Paris dans toute sa longueur, puis, par le faubourg de Nevers, nous prenons le Champ de foire, le boulevard de la Gare, la route de Marcigny, et le cortège vient se disloquer à son point de départ : le tout au milieu de refrains militaires, de chansons de route, de chants patriotiques, d'acclamations à l'adresse des Alliés. Je me suis couché à minuit, rompu, fourbu, la gorge fatiguée d'avoir tant crié : cette journée du 11 novembre 1918 sera une des plus belles de ma vie, et je termine ce carnet n° 9 qui a vu dans ses pages les échos de la Grande Victoire par ce cri qui bouillonne en moi et sort irrésistiblement de mon cœur ému :*

VIVE LA FRANCE ! [124]

---

guerre civile que fut la Commune de Paris, - du 18 mars au 28 mai 1871- où les Versaillais du gouvernement légal envoyèrent l'armée écraser les Communards parisiens, ce qui se solda par un massacre, celui de la « semaine sanglante » de fin mai 1871.

[120] Joseph convoque toutes les ressources de la rhétorique pour donner de l'ampleur à ses propos. Dans ce paragraphe, l'anaphore de « *Vengé/e/s* » en tête de phrase ou de proposition, est spectaculaire (six occurrences).

[121] Joseph continue à filer la métaphore qui assimile le sort de la France à la Passion du Christ : ici, la plaie toujours saignante (l'amputation de l'Alsace-Lorraine du corps national) au côté renvoie à la plaie du Christ à son côté causée par la lance du soldat romain…

[122] La personnification de ces villes (une lorraine, trois alsaciennes) est ici un autre procédé frappant de rhétorique donnant de l'ampleur au style.

[123] Cantique d'action de grâces adressé à Dieu (souvent après une victoire militaire) dans le culte catholique, chanté dans une cathédrale importante, la plus importante étant, sur ce plan, Notre-Dame de Paris, et cérémonie au cours de laquelle cet hymne est chanté. Il tire son nom de son incipit : « *Te Deum laudamus* » : « *Seigneur, nous te louons* »

[124] Cette expression exclamative qui clôt le carnet 9 de Joseph, et son journal de guerre, est effectivement écrite en très gros caractères majuscules (1,2 cm de hauteur, l'expression totale occupant 9,5 cm de long !), expression énorme qui contraste avec son écriture particulièrement menue, surprenante chez un homme (lettres de moins de 2 mm de hauteur !)

Le « Te Deum » annoncé par Joseph eu effectivement lieu à Notre-Dame de Paris le dimanche suivant l'armistice (qui tombait un lundi), donc le 17 novembre 1918, à Notre-Dame de Paris, en présence des principales autorités civiles, militaires et religieuses de France, et Paris fut imité en cela par de grandes villes françaises.

Retenons de ce magnifique récit la ferveur patriotique et religieuse qui l'anime, la restitution de l'attente fébrile de la grande nouvelle, le doute persistant quant aux intentions profondes de l'Allemagne, l'allégresse générale qui a suivi l'annonce officielle, et l'organisation très rapide, dans la même journée (alors que le nouvelle n'est confirmée qu'à 15 h 30) d'une grande retraite aux flambeaux de belle tenue qui semble rallier toute la population de Saint-Pierre-le-Moûtier, oubliant toutes ses divisions, du plus « matérialiste » au plus « spiritualiste », dans un oecuménisme d' « *Union Sacrée* », comme au sommet de l'Etat…

L'Armistice vécu chez soi et le poids du deuil

Le hasard veut que les témoins dans cette situation ayant donné une version intéressante de la façon dont ont vécu l'armistice sont tous des ruraux, mais le second peut comparer assez vite la façon dont l'armistice a été vécu dans la grande ville proche ville par rapport à ce qui a été organisé dans son bourg. Et que sur les six qui témoignent, cinq sont marqués par le poids du deuil, soit dans leur propre famille, soit chez des voisins, ce qui ne leur permet pas de célébrer l'armistice. Il va sans dire que le rapport de voisinage est plus étroit à la campagne qu'en ville, avec une forme de solidarité qui exclut qu'on se réjouisse quand un voisin proche, qu'on connaît, est éprouvé par le malheur.

André Mathieu (cl. 16) ayant passé toute sa jeunesse dans un hameau de Landos (Haute-Loire) où ses parents étaient agriculteurs, a fait l'apprentissage du métier de boulanger, et a exercé cette profession un peu à Landos, surtout à Saint-Haon, en Haute-Loire aussi, avant de bifurquer en 1932 vers le métier de facteur, qui l'a amené en 1936 dans la Loire, à Saint-Germain-Laval, où il a pris en 1958 sa retraite, qu'il a passée dans cette même localité. Chasseur alpin au 52e B.C.A. d'Embrun, il a été grièvement blessé au genou gauche le 16 juin 1918, opéré, rééduqué, et se trouve en permission de convalescence chez lui un peu avant l'armistice. Curieusement, c'est une activité d'été qui pouvait autrefois se pratiquer beaucoup plus tard, si l'on avait rentré les gerbes dans les granges, qui va être affectée par cette grande nouvelle : celle du battage des céréales (peu de batteuses existaient dans nos campagnes en ce temps-là, donc la batteuse itinérante fonctionnait pendant plusieurs mois) :

E- *« Comme est-ce que vous l'avez appris, ce 11 novembre ? Vous vous en souvenez ?*

T- (riant de bonheur) *Oh ! Je m'en rappelle, oui ! Je m'en rappelle, oui ! J'étais trop heureux ! On était tous contents, hein ! Mon père battait à la machine*[125] *ce jour-là, il avait la machine chez lui pour battre ses gerbes. On a laissé la machine tranquille ! Elle a pas marché ce jour-là, elle a marché le lendemain ! On a tout arrêté !*

E- *Même si tous les gens étaient là ? Parce que, quand on battait à la machine, tous les gens…*

T- *Tous les gens étaient là, oui !*

E- *Et vous l'avez appris comment ?*

T- *Et ben, nous deux, on l'a appris… Moi, j'allais à Landos chercher des sacs pour mettre le grain, avec le beau-père… Là, à Landos, vers 11 heures à peu près, on a dit : « C'est la fin de la guerre ! ». On le croyait pas !*

E- *Mais y avait quelqu'un qui avait reçu la nouvelle ? … Comment ça s'était su ?*

T- *Sûrement ! On l'a ben su tout de suite… Je sais pas…*

E- *Est-ce qu'il y a eu les cloches ?*

T- *Ah oui ! Ah ! Y avait les cloches ! Y avait tout ! … On était bien contents ! Tous ! »* (rire de bonheur)

Revenons dans la Loire. C'est chez lui, en permission, à Marols, dans le sud des Monts du Forez, que **Jean-Louis Monier** (cl.14), agriculteur au lieu-dit Chabanne, a vécu l'armistice.

E- *« Donc le 11 novembre, vous l'avez appris ici ! Comment ça s'est passé ?*

T- *Oh moi, c'est bien simple. On savait déjà que nous étions proches de la fin de la guerre. Et puis alors, quand je venais en permission, dans une gare de je ne sais où, ils ont annoncé qu'il y avait quelques puissances, du côté de la Turquie là-bas, qui avaient abandonné, quoi ! On a dit : « Ça y est, y en a pas pour longtemps ! ». Et quand je suis venu en permission, je suis venu avec cette certitude qu'il y en avait pas pour longtemps ! Oh mais, vous savez…nous ici…la maison était… démolie, quoi ! »*

---

[125] *« Battre à la machine »* est l'expression que j'ai entendue pendant toute mon enfance pour désigner l'activité de la batteuse, par opposition à « *battre au fléau* » qui se pratiquait encore un peu, notamment pour de l'avoine qu'on voulait donner aux poules avant le passage de la batteuse, qui, achetée en commun par les agriculteurs des hameaux du bas de la commune de Chazelles-sur-Lavieu, passait de ferme en ferme dans la seconde quinzaine du mois d'août, toute la collectivité s'entraidant. Mais il y avait aussi un gros entrepreneur de battage qui louait ses services de son engin personnel dans le canton de Saint-Jean-Soleymieux

Pris par l'émotion, Jean-Louis s'arrête de parler. Il fait allusion à la mort à la guerre de ses deux frères : Jean-Pierre, tué à Verdun en 1916, et Eugène, décédé en 1917 des suites de ses blessures. Il parvient à reprendre : *« Et le jour de l'armistice, y avait un brave homme qui était venu, et nous avions été couper du bois de chauffage. Nous étions en haut* (de la commune de Marols)*, il faisait un soleil ! Un temps clair, comme on voit rarement. Et j'ai entendu sonner les cloches de Saint-Bonnet* (le-Château)*, les premières que j'ai entendues. Nous étions dans les bois en haut de Marols. Et j'ai dit au bonhomme qui était avec moi (c'était un homme âgé, qui est mort depuis bien longtemps, bien sûr), je lui ai dit : « Ça y est, la guerre est finie ! ». Il s'appelait Jean-Pierre. – « Jean-Pierre, la guerre est finie ! Ecoutez ! ». Ça a duré un moment. Et puis au bout d'un moment, les cloches de tous les côtés, de Marols, de Saint-Jean* (Soleymieux)*, de partout par là… Et comme nous étions un peu haut, perchés sur ce sommet*[126]*, que le temps était très clair, sans vent, on entendait toutes les cloches, là. Mais nous avons fini notre journée, tranquilles. J'ai dit : « Ça va bien… » Et puis alors après…. J'ai pris mes deux jours de permission supplémentaire, quoi !*

E- *Et quand vous êtes revenu ici* (dans la maison de Chabanne) *tout le monde avait entendu ?*

T- *Oh oui ! Tout le monde le savait ! Seulement, c'était pas la joie chez nous !* (nouveau long silence)

E- *Eh oui ! Et dans toutes les maisons, c'était un peu pareil…*

T- *Eh oui… Oh ! Y a pas eu… Oh ! Mais au bourque**[127] *ils ont fait Dieu et diable, là-haut ! Je sais pas ce qu'ils ont fait ! Jusqu'à qu'il y en avait un qui s'était saoûlé, je crois qu'il a* tombé, je sais pas ce qu'il a fait ! Mais enfin, moi, je n'y suis pas allé. Je suis pas sorti. Puis je suis parti deux ou trois jours après…*

E- *Toutes les maisons étaient touchées, finalement ?*

T- *Ah oui ! …C'était fini, quoi ! »*

On devine, au ton infiniment triste, que Jean-Louis ne veut pas dire que la guerre était finie, mais que c'en était fini de la joie et de l'insouciance d'avant 1914. Né en juin 1893, à 25 ans en 1918, il a dit adieu à sa jeunesse…

E- « *Y a eu une quarantaine de morts, vous me disiez, sur Marols ?*

T- *Oui, une quarantaine…pour une petite commune !*

E- *Qui faisait combien d'habitants ?*

T- *A cette époque, 6 ou 700. Maintenant,*[128] *y en a 300… Je sais pas s'ils y sont ! Mais enfin, à cette époque, il devait y avoir au moins 600 habitants. Et après je suis reparti rejoindre le front … C'est ça qui était rigolo, quand on voit les gens, qu'on peut les examiner tranquille… J'étais parti, j'avais donc deux collègues de Marols, et puis l'autre était de Montarcher, ou de la Chapelle* (en-Lafaye) *On a pris la train là-bas, à Valinches, et puis nous avons donc redescendu à Saint-Etienne. A Saint-Etienne, il fallait changer de train. Nous sommes sortis en ville : c'était de la folie ! Les femmes nous embrassaient ! Les hommes voulaient nous payer à boire ! La ville de Saint-Etienne, c'était plus une ville qu'on connaissait ! ».*

Les deuils individuels, dans la grande ville, sont plus escamotés qu'à la campagne, en raison de l'euphorie qui apparaît comme collective ; l'effet de foule laisse à l'écart, inaperçus, les drames particuliers des familles…

Dans le même canton de Saint-Jean-Soleymieux, aussi dans les monts du Forez, à 8 km de Marols et à la même altitude, à Gumières, **Marius Rochette** (cl.17), agriculteur au hameau de Prolange (distant du bourg de près de deux kilomètres) qui a fait l'essentiel de sa guerre au 22^{e} R.I. de Bourgoin, a eu le bras traversé par une balle le 22 avril 1918 au mont Kemmel, en Belgique, de sorte qu'après cinq mois d'hospitalisation, il se trouve chez lui en convalescence quand arrive l'armistice :

E- *« Comment vous l'avez appris ? Comment ça s'est passé, à Gumières, le 11 novembre ?*

T- *Je m'en rappelle pas bien. Je sais que je suis été à Gumières, là-bas. J'ai trouvé des camarades, bien sûr. Les uns chantaient, les autres pleuraient ! Alors, j'ai foutu le camp ! Ceux qui chantaient, leurs garçon étaient revenus ou étaient prêts à revenir ; ceux qui pleuraient, leurs garçons étaient tués ! Et alors, je suis parti, j'ai pas resté. Y avait Philippon, le garde* (champêtre) *de Gumières de l'époque, ses deux garçons avaient été tués à la guerre. Et ben, quand il m'a rencontré, il s'est mis à pleurer* (Marius pleure aussi) *Moi, j'ai pas pu fêter le 11 novembre, parce qu'il m'a fait tellement pitié, cet homme, que je m'en suis en allé !* (continue à pleurer) *Les*

---

[126] « *Sommet* » est un bien grand mot, mais la partie haute et boisée de la commune de Marols dépasse les 1000 mètres d'altitude, au-dessus de la Citre ou de Sauvazoux, et permet de voir, à plus de 50 kilomètres, tout le sud de la plaine du Forez, et de l'autre côté, à l'est, les Monts du Lyonnais, et le massif du Pilat, au sud de Saint-Etienne.

[127] En Forez, toutes les vieilles personnes, et une bonne partie des adultes d'âge moyen, surtout à la campagne, prononcent ainsi le mot « bourg », qu'on retrouve prononcé ainsi ailleurs, avec la liaison en « K » de « *Bourg-en-Bresse* », dans l'Ain, ou de « *Bourg-Argental* », dans la Loire. Le bourg de Marols est à environ 1,5 km du lieu-dit Chabanne, situé plus bas en altitude.

[128] L'entretien (de plus de 4 heures ! 84 pages de transcription !) a été réalisé dans la maison familiale de Chabanne le 11 novembre 1980 ; Jean-Louis est mon 17^{e} témoin, et le 5^{e} interviewé en français (les 11 premiers en patois, pour mon enquête de thèse). Mais après j'ai eu avec lui plusieurs longs entretiens enregistrés en patois, ou en français, sur divers sujets.

uns revenaient, les autres y restaient. Nous, on était les favoris. Mon frère, il a été fait prisonnier, là-bas, ben, il est revenu. Moi, je suis été blessé, eh ben je suis revenu. Bien sûr, c'était une joie pour la famille, ça (ému). *Mais les autres, les pauvres parents qui avaient perdu leurs enfants, c'était plus pareil, je crois. A Gumières, y en avait plus de 25 : 29 ; ça faisait bien beaucoup pour une commune ! »*

Comme Jean-Louis Monier, Marius Rochette rappelle une évidence trop oubliée dans l'euphorie de l'armistice : les familles qui avaient perdu un ou plusieurs enfants restaient dans le deuil. Et la réaction de Marius à la vue de ce garde-champêtre privé à jamais de ses deux fils révèle qu'il y avait une part de mauvaise conscience, voire de honte, des survivants face à ces familles endeuillées…

Ce partage des familles entre bonheur et malheur, joie et deuil, **Georges Blondeau** (cl.16), garde-chasse à Romorantin (Loir-et-Cher) jusqu'en 1935, puis à Saint-Laurent-la-Conche, retraité à Feurs, qui a fait ses trois ans trois quarts de guerre au 5e R.I. Coloniale de Lyon, et qui fut gazé, l'a constaté à partir de deux exemples concrets, dont sa famille : *« Dans notre famille, les cousins et tout, il en est pas resté. Et puis j'avais un voisin à côté, Monsieur Marquet, il avait un gendre et ses deux fils qui ont été tués, lui ! Vous voyez ben ! Ça, c'est triste ! Alors quand la guerre était finie, ça dansait, ça chantait, c'était le 11 novembre, et d'autres qui pleuraient ! Vous devez bien comprendre ! C'était comme ça, quoi ! »*

« Comme ça », c'est-à-dire l'injustice du sort, de la destinée, qui partage inéquitablement les joies et les peines entre humains…

Bien plus loin dans l'entretien, alors que la gravité de cette remarque s'est estompée, il décrit l'armistice qu'il a vécu chez lui, à Chaumont-sur-Loire, vers Blois, dans le Loir-et-Cher, où il était en permission de convalescence après son hospitalisation pour poumons gazés le 4 septembre 1918 :

E- *« Comment est-ce que vous l'avez appris ?*

T- *Par les journaux ! Et puis tout de suite par les cloches qui se sont mises à sonner, comprenez-vous, tout le bazar ! Et puis (oh ! C'était rigolo !) on se trouvait en permission et dans le pays, tout le monde chantait, tout le monde dansait ! Et puis d'autres qui pleuraient comme je vous l'ai dit tout à l'heure. Et puis, comme une chose inouïe, un camarade qui se trouve en même temps que moi en convalescence –pas du même pays, mais un pays à côté- on a fait une bombe à tout casser, on s'est couché le lendemain matin, on a dansé toute la nuit !* (rire). *On a fait saouler les femmes ! Hein, c'était normal, ça ? ».*

Oui, c'était normal, Georges, car le jour était exceptionnel ! Vas-tu t'indigner maintenant, à 91 ans, 69 ans après, d'avoir pu te laisser aller à faire *« saouler les femmes » ?* Les danseuses de cette folle nuit ?

Dans les monts du Lyonnais, à Grammond, **Victor Véricel** (cl. 16), fils d'agriculteur-tisseur, ayant repris après guerre ces deux activités jusqu'à la crise des années 1928-30 qui entraîna le déclin de l'activité textile, le forçant à ne plus vivre que sur sa ferme, se trouve déjà réformé définitif au moment de l'armistice. Ayant fait la guerre comme mitrailleur au 38e R.I. de Saint-Etienne, c'est le 1er juin 1918, à proximité de Château-Thierry, dans l'Aisne, qu'il a reçu au visage de nombreux petits éclats d'obus, entraînant la perte de vision d'un œil, son énucléation à Vienne, une longue hospitalisation à Lyon se terminant par la réforme, avec le statut de Mutilé des Yeux.

E- « *L'armistice à Grammond : vous vous en souvenez de ce jour ?*

T- *Ben, j'arrachais des pommes de terre avec mon oncle… qui avaient perdu leur fils aîné et qui pleuraient ! Alors, j'ai eu l'impression… J'ai entendu sonner les cloches partout ! On le savait à peu près que l'armistice était signé. On s'est rendu à la maison : ils pleuraient, bien sûr ! J'avais envie moi aussi de partir…. Mais pour mon oncle, pour ma tante, je suis resté, j'ai fait ma journée comme les autres ! Mais demandez-moi pas si je me rappelle du 11 novembre 1918 !*

E- *Et vous auriez eu envie de partir où ?*

T- *Ah ! Aller rejoindre les camarades ! Et boire un coup ! Ah ben bien sûr !*

E- *Et c'est pas égard pour eux, pour leur fils, que vous êtes resté ?*

T- *Oui ! Oui ! Oui ! Ils étaient trop malheureux ! Quand il y avait des morts… On savait qu'ils rentreraient pas tous !*

E- *C'est sûr que ça ne devait pas être la fête pour les familles qui avaient perdu quelqu'un !*

T- *Ah ! Bien sûr ! C'était pas la fête pour ma sœur qui avait perdu son mari, à 35 ans !*

E- *Et qui était mort où ? Votre beau-frère ?*

T- *Au moulin de Laffaux, en 17 ! Il a eu la tête tranchée ! Et s'il y a quelqu'un que je regrettais dans la famille, c'est bien lui ! Desforges !*

E- *De Grammond ?* T- *Oui ! »*

Laissons notre région pour aller beaucoup plus au sud, dans le Midi : c'est chez lui, à Tresques, dans le Gard, que **Léopold Bayle** (cl.17) - dont nous avons longuement vu quelle aversion lui a inspirée le lance-flammes - a appris l'armistice. Ce fantassin mitrailleur qui est passé de l'infanterie classique (61e R.I. de Privas, puis 58e R.I. d'Avignon) à l'infanterie Alpine (297e R.I.A.), a, le 6 mai 1918, été gazé en Flandres

belges avant d'être projeté en l'air par un gros obus de 210 : la chute lui a brisé le coude et le poignets droits, et de nombreux petits éclats se sont incrustés dans son corps. C'est à l'issue d'un long périple hospitalier (Zuydcoote, puis Flers dans l'Orne, puis Dreux, puis Le Mans) que, réformé à titre temporaire, il se trouve en convalescence chez lui au moment de l'armistice :
E- *« Comment l'avez-vous appris ? A quelle heure ? Est-ce que ça vous a surpris ?*
T- *Non ! On s'y attendait. Il y avait des pourparlers de paix. On a été heureux que ça se concrétise, mais on s'y attendait. On voyait bien que les Allemands reculaient. Il y avait les Américains qui étaient venus. Rien qu'au point de vue moral ! Et les Américains ont aidé, physiquement. C'étaient des gaillards ! Je les ai vus ! Evidemment, l'armistice, tout le monde était content, tout le monde était heureux ! On pensait aux morts, mais on pensait aux vivants qui ne seraient pas morts s'il y avait la paix…*
E- *Je suppose qu'entre les familles… entre celles qui avaient perdu quelqu'un et celle qui n'en avaient pas* (de tués), *il devait y avoir un sentiment d'injustice ?*
T- *Ah oui ! Oh ! Certainement ! Pour les familles qui avaient perdu quelqu'un, c'était un malheur irréparable, un malheur complet ! Je comprends, je comprends… Même moi, quelqu'un qui avait perdu quelqu'un à la guerre, ça m'était pénible de leur parler…. Que voulez-vous ? « Condoléances, condoléances… » : pour moi, c'est zéro ! Ça ne veut rien dire ; Il y a des gens qui font des condoléances, mais… Que faut-il faire ?*
E- *Vous qui veniez de la guerre, qui aviez été blessé, vous aviez un peu mauvaise conscience à leur parler à ces gens-là, parce qu'ils avaient eu un ou deux morts à la guerre ?*
T- *Ah oui ! Parce que moi, j'étais bien heureux par rapport à eux…Malgré que je sois blessé, avec le bras esquinté, et que je sois obligé de gagner ma vie….*
E- *Je suppose qu'ils devaient se dire : « Pourquoi chez nous et pas chez les autres ? »…*
T- *Eh oui ! C'est terrible ! Des fois, c'était une mère qui n'avait que ce fils ! Ou… Leur vie est brisée, c'est affreux ! »*

Ce sentiment de malaise du survivant, rentré chez lui, par rapport à une famille endeuillée, nous l'avons retrouvé plusieurs fois, et il l'a soit poussé à ne pas participer aux festoiements de l'armistice, soit à n'en pas faire état. Comme on le verra dans un chapitre ultérieur, ce *« bras esquinté »* qui rendait difficile la culture de la vigne, a amené Léopold à changer radicalement de profession, à abandonner ce métier manuel pour commencer une carrière administrative dans les Postes, qui l'a amené, de grade en grande, jusqu'à la fonction d'inspecteur des Postes, principalement à Lyon.

Une joie de l'armistice qui n'est pas partagée par tous les hospitalisés

La façon dont il est vécu va dépendre au moins de deux facteurs : l'état de santé du blessé ou du malade lui permet-il ou non de participer à une réjouissance collective pour fêter l'événement ? Et surtout, son état lui permet-il ou non d'espérer un retour assez rapide à la vie normale ?

C'est à l'hôpital de Sées, dans l'Orne, tenu par des religieuses, que se trouve le caporal **Mathieu Grand** (cl.14), natif de la Tuilière, qui a eu deux métiers successifs : celui d'agriculteur à La Tuilière pendant une quinzaine d'années après la guerre, puis celui de facteur, principalement à Panissières. Chasseur alpin au 22e B.C.A. d'Albertville, ayant eu le genou traversé par une balle le 2 octobre 1918, à Morcourt, près de Saint-Quentin, il se remet sans trop de difficulté de sa blessure au point de pouvoir travailler pour les Sœurs :
E- *« Donc, au moment du 11 novembre, vous étiez encore à l'hôpital ?*
T- *Ah oui ! Vous savez pas ce que je faisais, avec mes copains ? Après dîner*[129]*, la Mère Sœur a dit : « Y en a ti qui voudraient aller arracher des betteraves ? ». Parce qu'ils faisaient tout eux-mêmes, là-dedans ! Elles avaient deux vaches, c'était une sœur qui s'en occupait, comme y en a une qui s'occupait des souliers, une autre d'autre chose, quoi ! - « Oh ben ! » , je dis, « moi j'y vais, ça passera le temps ! ». Nous voilà partis. On était en train d'arracher les betteraves, là. On voit passer une voiture avec un drapeau ! -« Oh ! », je dis, « ça doit y être ! ». Parce qu'on attendait d'un moment à l'autre : y avait jusqu'à 11 heures pour signer. Et ils ont signé, bien sûr ! On a rempli notre corbeille et puis on est rentrés. – « Oh ! ma soeur, je crois que c'est l'armistice ! ». Elle voulait à tout prix nous payer un canon de cidre ! On boit que du cidre là-bas, et puis il était bon, hein ! Alors, un canon de cidre ! Les cloches se sont mis* à carillonner tout du long ! On arrive en ville. Bon Dieu ! On passait sous les drapeaux ! … A toutes les fenêtres, y avait des drapeaux ! Et puis là, je suis resté jusqu'à * que je suis parti en convalescence… ».*

On voit ici que, pour la plupart des témoins, l'occupation précise qu'ils avaient au moment où ils ont appris l'armistice est restée gravée dans leur mémoire. On voit aussi que même pour des religieuses, censées être sobres et modérées dans les plaisirs terrestres, la boisson est synonyme de fête, de célébration d'un grand événement.

[129] Pour les personnes de cet âge, dans toute la France du Sud, le mot « dîner » désigne le repas de midi, et le mot « déjeuner » ne désigne que le petit déjeuner ! Au XIXe siècle, la littérature atteste (notamment les romans de Balzac) qu'il en était de même dans la France du Nord !

Mathieu Grand a vécu l'armistice avec optimisme, car bien qu'hospitalisé loin de sa région natale, ils était certain de « s'en sortir », tout comme Edmond Buisson, de Mars, hospitalisé à Sées, cité quelques pages auparavant, bien que plus gravement atteint. Ce n'est pas le cas de **Armand Molière** (né en 1895 à Bussières, mais assimilé à la classe 1913 par suite de son engagement volontaire à 18 ans et demi, en octobre 1913. Ce comptable, puis expert comptable de l'entreprise Poizat de Cours-la-Ville (Rhône) jusqu'à sa retraite prise en 1964, venu au Coteau –à la maison de retraite La Providence- dans son extrême vieillesse, est mort à 101 ans, le 3 mars 1996. Sa guerre, il l'a toute faite dans l'artillerie (62e R.A. Lourde de Modane, devenu le 112e R.A.L.) comme observateur « aux lueurs » des départs des tirs des canons ennemis, jusqu'à ce que, à la fin de l'année 1917, la maladie ait raison de ses forces (dysenterie, puis dispepsie gastro-intestinale l'affaiblissant beaucoup), le fasse errer d'hôpital en hôpital, jusqu'à la réforme temporaire en début d'été 1918. Revenu en convalescence chez lui au cours de l'été 1918, il est à nouveau hospitalisé au début de l'automne, à Angoulême, luttant pour sa survie :

T- *« Je retombe malade au dépôt : on m'envoie de nouveau à l'hôpital, je crois que c'était à l'Hôtel-Dieu d'Angoulême. Et le 11 novembre 1918, j'étais à l'hôpital avec la grippe espagnole ! Alors les camarades qui étaient avec moi dans la chambrée de l'hôpital, ils étaient en ville à chanter, tout ça, et moi j'étais là ! Impossible de faire le moindre mouvement, une fièvre de cheval, et personne pour me soigner ! Point de Major, point de médecins, et tout le monde en ville en chantant ! J'ai fait ni une ni deux, moi : je suis sorti, j'étais fiévreux, j'ai tiré les couvertures des deux côtés (des deux lits qui étaient à mes côtés), j'en ai fait un monceau sur le lit ! J'ai transpiré, j'ai transpiré, j'ai trempé le matelas ! Quand les camarades sont rentrés, je sais pas, à 5 heures de l'après-midi, ils sont allés appeler le Major qui était rentré. Le Major est venu, il m'a dit : « Ben, mon vieux ! Ecoute, je peux te dire une chose : tu t'es peut-être sauvé en faisant ça ! ». Trempé ! Inondé, quoi ! Et alors, je me suis un peu retapé à l'hôpital. Mais ma réforme* (définitive) *n'a jamais eu lieu : la pièce principale n'a jamais été retrouvée ! Je sais pas où elle est passée !*

E- *Donc vous êtes resté à l'hôpital jusqu'à la démobilisation ?*

T- *Non ! Non ! Non ! Attendez-voir : c'était le 11 novembre 18.*….(il cherche…)

E- *Qu'est-ce que vous avez éprouvé le 11 novembre 18 ? Vous étiez trop malade pour éprouver quelque chose ?*

T- *Non ! Eprouvé simplement que j'allais mourir à l'hôpital ! Parce qu'il en mourait tous les jours, de la grippe espagnole ! Ils devenaient noirs, noirs comme des…pestiférés ! De la peste, quoi ! C'était une sorte de peste, du reste…*

E- *Et donc vous pensiez mourir alors que la guerre se terminait ?*

T- *Oui, oui ! Je me disais ça : « Je vais mourir à l'hôpital, je reverrai jamais le pays ! Jamais ! Oh non ! ». J'ai eu cette impression que jamais je ne reviendrai jamais à Cours ! … Et puis alors, je suis venu en convalescence prolongée. Puis alors je suis revenu au dépôt où je suis resté quelque temps. Et là, la maison Poizat Frères, où j'étais rentré pendant une convalescence, me fait venir un… comment on appelait ça ? « En affectation spéciale » ! Je suis revenu en juillet 19 et démobilisé le 5 septembre 19, à la Vitriolerie, à Lyon… »*

« Ne pas revoir le pays » est la hantise de nos Poilus, très attachés à leur « *petit Liré* » personnel, et non pas à « *la douceur angevine* », si chère à Joachim du Bellay, mais à leur douceur forézienne, charliendine, roannaise, bourbonnaise, auvergnate, vellave, stéphanoise ou appelouse ou couramiaude même ! Et la hantise de ceux qui craignent de mourir à la guerre est de savoir que leur corps ne rejoindra sans doute pas les membres de la famille défunts dans le petit cimetière paroissial, la concession familiale qui, à l'époque, était rarement un caveau, mais sera au mieux enterré dans un cimetière militaire aux milliers de croix, au pire livré à la pâture des corbeaux et des vers sur le champ de bataille oublié, ou déchiqueté par un obus qui en mêlera les parcelles anonymes à la terre retournée par les cratères des explosions…

Le grand **Jean Giono**, qui y était aussi, dans cette Grande Guerre (classe 1915, au 140e Régiment d'Infanterie Alpine de Grenoble, 6e Compagnie, où il combattit aux Eparges, à Verdun, au Chemin des Dames, en avant de Saint-Quentin, avant de passer au 8e R. de Génie, qui fut en Belgique, au mont Kemmel, au printemps 1918, où il fut gazé en mai, et en Champagne dans l'été 1918, avant de vivre l'armistice dans son cher Manosque), Grande Guerre où il puisa le fondement de son pacifisme, y accumulait des visions de gloire et plus encore, des visions d'horreur, comme celle-ci dépeignant un champ de bataille, quelques jours après celle-ci, vision qui figure vers la fin de son chapitre « *Et il n'y aura point de pitié* » dans son mémorable roman autobiographique « *Le Grand Troupeau* » publié seulement en 1931, après une lente maturation : *« Le monde, trop engraissé de chair et de sang, haletait dans sa grande force. Au milieu des grosses vagues du bouleversement, une vague vivante se gonflait ; puis l'apostume se fendait comme une croûte de pain. Cela venait de ces poches où tant d'hommes étaient enfouis. La pâte de chair, de drap, de cuir, de sang et d'os levait. La force de la pourriture faisait éclater l'écorce. Et les mères corbeaux claquaient du bec avec inquiétude dans les nids de draps verts et bleus, et les rats dressaient les oreilles dans leurs trous achaudis de*

cheveux et de barbes d'hommes. De grosse boules de vers gras et blancs roulaient dans l'éboulement des talus. »[130]

Louis Seux (cl.17), issu d'une famille nombreuse de Saint-Apollinard (5e enfant sur 7), perdant son père quand il avait 13 ans (en 1910) est resté à la ferme familiale jusqu'à son départ à la guerre en juillet 1916. De retour de guerre, il fera carrière aux Manufactures Réunies de Tresses et Lacets de Saint-Chamond (comptable, puis chef comptable, puis chef de fabrication) jusqu'à sa retraite, pendant laquelle il continuera de résider à Saint-Chamond. Incorporé le 16 juillet 1916 au 23e R.I. de Bourg-en-Bresse, il sera versé au 35e R.I. de Belfort en janvier 1917, en zone des armées, puis envoyé au front en juillet 1917 au 360e R.I. de Toul. Après avoir eu un début de gelures aux pieds en mars 1918, avoir combattu contre les Allemands lors de leur grande offensive du printemps 1918, il est grièvement blessé aux jambes par une rafale de mitrailleuse le 13 août 1918 à Lassigny, dans l'Oise, opéré dans une baraque Adrian du front, réopéré plusieurs fois ensuite, et se trouve hospitalisé à Nantes au moment de l'armistice C'est lui qui aborde spontanément cet événement :

E- « *Donc là, vous y êtes resté longtemps à Nantes ?*

T- *Six mois ! Et le jour du 11 novembre (détail qui vaut pour ce qu'il vaut, mais qui est rare !) : je suis de ceux qui n'ont pas apprécié le 11 novembre !*

E- *Pourquoi ?*

T- *Parce que premièrement, j'avais été opéré l'avant-veille : on m'avait fait un curetage d'os ! Et ce curetage d'os, bien sûr, c'était une opération encore importante : j'avais beaucoup de température et ça n'allait pas tellement bien. Et puis je pouvais pas marcher ! Je pouvais pas bouger ! Alors, tous les autres étaient partis : on est resté quatre dans la salle…même les deux salles qu'il y avait dans cet hôpital. Un qui était de la classe 17 comme moi, il avait une balle qui lui avait traversé la colonne vertébrale : il avait point de mal, lui, mais il était tout paralysé ! La blessure a été guérie en quinze jours, mais à partir de la blessure, c'était tout paralysé !*

E- *Donc les deux jambes ?*

T- *Les deux jambes, tout !*[131]*Un autre, qui avait les deux jambes coupées, et un troisième qui avait une cuisse toute abîmée ! Et ça s'est trouvé drôle aussi que celui-là, je le connaissais ; il était d'un patelin pas bien loin de Saint-Appollinard : de Véranne ! Brias, Alfred, de la 16. Je sais pas de quel régiment il était, enfin, il était venu là aussi…*

E- *Et vous êtes restés tous les quatre ?*

T- *On est restés tous les quatre le jour du 11 novembre ! On nous a donné un menu un peu meilleur, oui, mais enfin, tous les autres, à faire la bringue, à faire la fête !*

E- *Donc vous ne conservez pas un souvenir…*

T- *Ah non ! Au contraire ! Un souvenir plutôt morose ! Et en plus de ça, vient se greffer que cette affaire de dire qu'on a la « fine blessure »…C'était bien beau quand on a la guerre, mais une fois la guerre finie, c'était pas la même chose ! Parce qu'on a dit : « Maintenant, j'en ai pour combien de temps encore ? ». Avant, c'était bien beau, on supportait la blessure, mais quand on voyait les autres qui étaient démobilisés au fur et à mesure…. ».*

Louis souligne un fait essentiel : non seulement les blessés graves à la date de l'Armistice sont exclus de la liesse générale, cloués à leur lit de douleur, mais encore la perspective a totalement changé : cette « *fine blessure* » ou « *bonne blessure* » dont on a vu (voir chapitre thématique XXIII « Guérir ») qu'elle était recherchée, souhaitée durant le temps de la guerre, au point d'y inclure, pour certains, l'amputation, qui assurait la vie sauve car elle excluait le retour au front, est désormais, avec la paix retrouvée, redevenue ce qu'elle est objectivement: un handicap, un obstacle au retour chez soi, à la reprise de projets professionnels et sentimentaux…

Ce sentiment de frustration ne fera que s'accentuer au fur et à mesure où les mois passeront sans que s'achève l'hospitalisation, surtout si les proches manifestent leur impatience de voir le retour au foyer. En témoigne une lettre, postérieure de trois mois à l'armistice, de **Joannès Béal**, (cl. 16) tailleur à l'Hôpital-sous-Rochefort, dont nous avons vu qu'il avait vécu l'armistice à Laifour, au nord de Charleville. Il ne pourra guère jouir du temps de paix car, atteint fin novembre 1918 par une crise aiguë de rhumatisme qui se transformera en coxalgie, il débute une très longue hospitalisation (un an et demi !). Il commence par prendre son mal en patience, et voir le positif dans l'hospitalisation. Ainsi de Châlons-sur-Marne, il écrit le 7 février 1919 à sa mère et à son jeune frère Adrien, sur une carte postale qui devait se continuer sur une feuille de papier, perdue depuis : *« Vous pensez bien que tant que je ne serai pas guéri, je ne demanderai pas à sortir ; quand le gouvernement à* fait appel à ma jeunesse, j'étais bien portant. Or il faudra qu'il me rende guéri à la vie civile ou sinon… ».* La carte s'achevant là (le texte devait se prolonger sur une feuille de papier qui a été perdue) nous ne saurons jamais si Joannès menace l'Etat (mais comment le pourrait-il ?) ou envisage pour lui un sort pitoyable. Deux semaines après, le 24 février, il leur décrit un camarade de lit en brossant une scène tragi-

[130] Jean Giono, Le Grand Troupeau, Paris 1931, éditions Gallimard, collection Folio, p. 117

[131] Dans ce « tout », on peut sans doute percevoir une allusion à l'impuissance sexuelle…

comique qui illustre l'impatience des épouses de récupérer leur mari, au point, comme ici, de les menacer de représailles intimes :

« Dans la chambre où je suis, il y a un pauvre cabot (caporal) *qui depuis le courant de l'année dernière a une sciatique. Enfin, il n'a pas été en perm* depuis le mois d'août, et sa classe est démobilisée depuis courant janvier. Sa femme lui écrit tous les deux jours et invariablement, elle lui demande quand il pense être sortant ; les premiers temps, il lui répondait : « dans quinze jours, dans trois semaines » ; mais quinze jours, trois semaines, un mois et plus ont passés* et, comme sœur Anne, elle ne voit rien venir, d'ou* il résulte une lettre où le mari est mis en demeure d'être à la maison à la première quinzaine de Mars, ou sinon les amours n'iront plus ; il faut entendre ce pauvre vieux s'écrier : « Et couqin de sort » (car il est du Midi) « ces diablesses de femmes sont-elles pressées ! Et j'endure bien, moi, est-ce qu'elle ne peut pas en faire autant !!!!!![132] ».*

Un armistice signé trop tôt ?

Parmi nos témoins, il en est un qui occupe une place à part : alors que tous se réjouissent de la signature de l'armistice, et trouvent, qu'ils l'expriment clairement ou non, que celle-ci n'a que trop tardé tout au long des pourparlers du mois d'octobre et du début de novembre, ce qui a ajouté d'autres morts aux morts des quatre années de guerre, l'un d'eux (un deuxième aussi, mais moins énergiquement)) pense qu'on s'est trop précipité pour conclure la fin des combats avec l'ennemi.

Il s'agit d'**Etienne Carton** (cl. 18), cantonnier à Feurs, conducteur de chevaux dans l'artillerie au 113e R.A. Lourde d'Issoire, puis tireur au canon de 120, qui devient ensuite agent de liaison de son commandant à la fin de 1917, activité conservée toute l'année 1918. Il est le seul témoin à avoir dit très nettement que l'armistice (qu'il a vécu dans les Ardennes, un peu au sud de Vouziers) avait été conclu trop tôt, sous la pression des Américains :

T- *[…] Alors, le commandement français décide une chose : de les attaquer, oui, mais sous le couvert de nos obus. Alors, nous, on devait tirer, et à mesure que nos obus éclataient, ils devaient avancer ! Au fur et à mesure, ils les ont pris par derrière, à la grenade ! Et ça a été la fin de la guerre ! Ils les ont pris par derrière, ils les ont faits prisonniers, et ils en ont abattu quelques-uns parce que les Chasseurs Alpins avaient pris chaud, hein ! Alors nous… Il pleuvait tous les jours, un temps affreux, on était tout pleins de boue ! Alors, ils avancent* (les Français)*, ils vont se battre dans les faubourgs de Vouziers : c'était l'Etat-Major allemand qui était là ! C'est là que l'armistice s'est signé. Fallait pas la* signer, l'armistice ! Fallait continuer !*

E- *A votre avis, c'était trop tôt pour signer l'armistice !*

T- *Oh oui ! Je dis : ils ont pas eu de mal chez eux ! Ils se sont relevés tout de suite ! C'est pour ça que nous avons eu la guerre de 40 ! Clemenceau et Foch voulaient pas la signer ! Ils voulaient aller se battre chez eux, vous comprenez !*

E- *Ça a été signé trop tôt, à votre avis ?*

T- *Ah ! Il me semble ! Fallait se battre chez eux, leur faire sentir ce que c'est la mitraille ! Et on les tenait ! Ils avaient plus de fortifications ! On les pressait, hein !*

E- *Mais qui est-ce qui est responsable d'avoir signé trop tôt, alors ?*

T- *C'est les Américains ! Ils nous ont obligés de signer l'armistice !* (ton de colère)

E- *A votre avis, pourquoi ?*

T- *Eh pourquoi ? Parce … je sais pas , moi ! Ils en avaient peut-être marre de la guerre, eh !*

E- *Mais eux, ils étaient là que depuis 17 !*

T- *Mais ils avaient des chefs ! Et ces chefs, ils étaient commandés par les Américains ! Alors, les Américains… Ils ont été obligés de marcher quand même… »*

La réponse est confuse. Manifestement Etienne n'a pas réfléchi à ce qui aurait poussé les Américains à faire pression sur les Français pour qu'ils acceptent l'armistice au lieu de poursuivre l'ennemi sur son sol afin de lui faire payer un peu les exactions commises sur le sol français pendant quatre ans. Mais Etienne a beau jeu de rappeler que, guère plus de vingt ans après la fin de ce qui aurait dû être la « *Der des ders* », le conflit entre les deux pays recommençait. De sorte que j'abandonne la question de la responsabilité des Américains pour lui demander de préciser encore son point de vue :

E- « *Donc vous pensez qu'il aurait mieux valu envahir l'Allemagne ?*

T- *Ah oui ! Leur foutre une trifouillée chez eux ! Alors là, ils auraient peut-être pas recommencé en 40 ! Vous comprenez !* (rire)… *Et puis voilà. Alors nous on a avancé sur Vouziers, on a occupé Vouziers. Et l'artillerie nous suivait, elle était toute proche de Vouziers. Qu'est-ce qu'on trouve sur la route de Vouziers ? Une moto ! Comment que ça se fait ?* (rire) *C'est formidable ! Deux drapeaux au guidon ! « L'armistice est signé ! ». On voulait pas y croire !… Et il nous montre un drapeau blanc, il était attaché au guidon, avec l'autre !*

[132] Cette ponctuation très expressive, mais incorrecte, comporte bien 6 points d'exclamation dans l'original, ce qui était infiniment plus rare à cette époque que maintenant où la duplication fautive du point d'exclamation (et parfois d'interrogation) sévit !

« L'armistice est signé ! L'armistice est signé ! ». Et on avançait sur Vouziers, on était tout proche de Vouziers !

E- *Et qu'est-ce que ça vous a fait ? Qu'est-ce que vous avez ressenti ?*

T- *J'étais en tête, moi, avec le… Ah ben, on a senti… On voulait pas y croire, quoi ! Alors, on avançait toujours, on voulait pas croire cette moto. En avançant, qu'est-ce qu'on trouve ? Le colonel et le général Linder, commandant en chef de l'artillerie ! Ils nous arrêtent, et c'est là que nous avons eu la citation, au bord de l'Aisne. Le colonel nous a fait un petit sermon, parce que nous étions quand même au front, les batteries, ceux qui astiquaient, qui mettaient propre, enfin nickel […] Alors, il nous arrête, il nous cite à l'ordre de l'armée, le général Linder, le commandant en chef. Et puis il nous donne des ordres : de faire demi-tour, de pas avancer ! Faire demi-tour, on l'a trouvé gros, nous ! »*

S'ensuit une très longue digression sur le manque de nourriture à la fois pour les hommes et les chevaux ; les premiers recevront des boules de pain d'un camion américain de passage, les seconds de la paille d'une grosse meule qui se trouve à proximité. J'essaie de le ramener sur l'idée forte qu'il a exprimée plus tôt :

E- « *Est-ce que les autres avaient un peu votre idée : il faut continuer ?*

T- *Nous voulions continuer ! Parce qu'on les tenait ! Ils se sauvaient, hein ! C'est qu'ils prenaient chaud ! C'est ce qu'il fallait faire ! On aurait pas eu la guerre de 40 ! Les battre chez eux ! Leur faire sentir ce que c'est que la guerre ! …Alors, les Américains nous ont imposé ! C'est les Américains qui en sont la cause ! »*

Il se trouve qu'Etienne a raison, si l'on prend la peine de vérifier chez des historiens de renom la façon dont l'armistice a été négocié. Nous n'en citerons qu'un : **Jean-Baptiste Duroselle**, membre de l'Institut, auteur, entre autres ouvrages, de *« La Grande Guerre des Français 1914-1918 »*[133]. Dans son chapitre 19 intitulé *« La dure victoire »* (pp. 393-417), dans la rubrique *« Les négociations d'armistice »*, il analyse longuement la pression imposée par le président des Etats-Unis Woodrow Wilson sur ses alliés de l'Entente. C'est avec lui que le chancelier allemand Max de Bade choisit de traiter, en prenant l'initiative d'un contact diplomatique clair : *« Soudainement, le 6 octobre, le monde entier stupéfait apprend que, la veille au soir, le chancelier allemand Max von Baden avait fait parvenir au président des Etats-Unis, Woodrow Wilson, par la Suisse, un message où il demandait de « prendre en mais le rétablissement de la paix », « sur la base des quatorze points ». Nous avons déjà vu que les « quatorze points », c'était la liste des buts de guerre de Wilson, publiquement proclamée devant le Congrès le 9 janvier 1918. Ils comportaient quelques principes généraux : diplomatie ouverte (1) – liberté des mers (2) – désarmement général et contrôlé (4) – abaissement des barrières commerciales (3) – réformes en faveur des populations coloniale (5) ; des programmes régionaux (points 6 à 13) ; enfin, comme clef de voûte, la création d'une Société des Nations (14). La France n'avait pas lieu de s'en plaindre puisque, outre l'indépendance belge (6), la restitution de l'Alsace et de la Lorraine (7) faisaient partie intégrante du programme américain.*

[…] Fort du ralliement allemand à ses quatorze point (auxquels il avait ajouté treize points « supplémentaires » passablement abstraits, au cours de l'année 1918) Wilson allait garder l'attitude très indépendante qu'il avait volontairement adoptée vis-à-vis de l'Entente. Simple associé et non allié, il ne s'était pas engagé à refuser toute paix séparée. Il avait donc un formidable moyen de pression sur les Alliés, s'ajoutant au fait qu'un flot d'Américains continuait à se déverser sur l'Europe tandis qu'un flot de dollars continuait à alimenter la coalition ». On comprend que la menace latente de cesser l'un comme l'autre enlevait aux dirigeants européens coalisés (France, Grande-Bretagne, Italie) une bonne part de leur liberté d'action. J.B. Duroselle analyse alors le fossé d'incompréhension qui se creuse entre ces Européens de l'Entente et leur allié américain, entré en guerre seulement au second semestre 1917 :

« Les dirigeants européens de l'Entente furent désagréablement surpris de ne pas être immédiatement consultés par Wilson. Précisément, le 5 octobre s'était ouvert à Paris un nouveau « Conseil suprême Interallié » avec Lloyd George, Orlando, Clemenceau. On attendit en vain que Wilson envoyât quelque télégramme. Celui-ci ne vint pas. On se contenta alors d'esquisser un programme d'armistice : désarmement de l'armée allemande sous contrôle des Alliés, évacuation de tous les territoires occupés, et de l'Alsace-Lorraine « sans occupation par les Alliés », retrait de l'armée allemande derrière le Rhin, immobilisation des navires, etc. Tout cela, pour le moment, n'était que paroles en l'air puisque seul Wilson communiquait avec les Allemands. ».

Et J.B. Duroselle d'en venir ensuite à la question cruciale : quand arrêter les hostilités ? Comment ne pas faire apparaître cette cessation des combats comme avantageuse pour l'armée allemande qui n'en finit pas de battre en retraite depuis la mi-juillet 1918? Son point sur l'opinion publique du temps montre que, contrairement à l'impression que l'on a à la fin du XX^{e} siècle et au début du XXI^{e}, les partisans de la poursuite de la guerre étaient nombreux : *« Fallait-il réellement conclure un armistice ou ne devait-on pas attendre la défaite totale de l'Allemagne ? Cette dernière formule avait des partisans : presque toute la presse américaine, mais aussi en France la droite et nombre de radicaux, L'Action Française, Barrès et Pertinax dans l'Echo de Paris, le Matin craignaient un « piège » allemand. Les Allemands voulaient traiter alors qu'ils occupaient*

[133] J.B. Duroselle, op.cit., édtion Librairie académique Perrin, 1994

encore le territoire de leurs ennemis. Il fallait, dit Pertinax, « une débâcle militaire… indispensable à notre repos. ». La Lanterne, radicale, partageait ce point de vue. »

Le débat provoqua un conflit au sommet de l'Etat français, entre le Président de la République et le Premier Ministre (appelé alors « *Président du Conseil* ») : *« Parmi les « durs », il y avait Poincaré. Le président de la République adressa dès le 5 octobre à Clemenceau une lettre où il déclarait : « Il est impossible de discuter de la possibilité d'un armistice tant que l'ennemi occupera une partie quelconque de notre territoire ou de celui de la Belgique. ». Clemenceau vit Poincaré le 7. « Quant à l'Allemagne, dit il, s'il arrive qu'elle fasse des propositions, je suis d'avis qu'il ne faut pas les repousser purement et simplement ». « Nos troupes sont fatiguées » ajouta-t-il ».* Clemenceau, appelé au pouvoir pour mener le conflit à la victoire française et alliée, est plus réaliste que ne l'est Poincaré. Ce dernier emploie, dans sa réponse écrite du 7 octobre, une expression malheureuse qui va heurter l'amour-propre du Président du Conseil : *« Ce même soir, 7 octobre, Clemenceau reçut une nouvelle lettre dans laquelle le Président utilisait une expression de Leygues[134] : « On va couper les jarrets à nos troupes. ».* Choqué par cette expression et le soupçon de se prêter à cette opération, Clemenceau envoya par lettre sa démission le soir même, que Poincaré refusa dans l'intérêt du pays, et l'intéressé consentit à retirer sa demande.

Un mois plus tard, plusieurs hautes personnalités trouvèrent l'armistice prématuré et le firent savoir à ce moment ou plus tard : non seulement le Président Poincaré, mais Paul Deschanel, président de la Chambre des députés, les généraux Mangin, Pétain et Mordacq, les ambassadeurs à Washington (Jusserand) et à Londres (Cambon).

Cédons à nouveau la parole à **Etienne Carton**, beaucoup plus tard dans l'entretien, au moment où je l'invite à faire un bilan :

E- « *Et qu'est-ce que vous en pensez, finalement, de cette guerre de 14 ?*

T- *Je m'en pense* que nous avons été trahis !*

E- *Par ?*

T- *Par les Américains ! Ils auraient pas dû signer ! On aurait dû leur* (aux Allemands) *en foutre une chaude… ils auraient pas recommencé ! Je suis reparti à la deuxième guerre, hein ! Je suis reparti ! Si j'avais pas été réformé, je serais été ramassé là-bas à… On était parti dans le Midi pour attaquer l'Italie, vers Grasse…*

E- *Donc vous pensez qu'on a été trahi par les Américains, qui ont voulu que la guerre s'arrête trop tôt ?*

T- *Eh oui ! C'est les Américains qui en sont la cause ! Pas d'autres ! Et les Anglais bien sûr ! Mais les Anglais ont combattu, eusses* ! On peut pas leur sortir de ça, ils ont combattu ! Ils étaient pas courageux comme les Français, mais ils ont combattu ! Tandis que les Américains, j'en ai pas vu ! J'ai vu les Canadiens, oui ! Alors les Canadiens, oui !*

E- *Et vous les compreniez, les Canadiens, en plus !*

T- *Mais les Canadiens, mainant*, ils sont américains ! Ils nous l'ont prise, notre colonie ! ».*

Dans son farouche ressentiment contre les Américains, Etienne en vient a refaire l'Histoire: non seulement s'il n'a pas vu d'Américains en France, c'est qu'ils n'y étaient pas, ou si peu, mais ce sont eux, et non les Anglais, qui nous ont volé « *notre colonie* » canadienne ! Voilà qui réécrit la guerre de Sept ans de 1756 à 1753, le traité de Paris qui l'acheva, avec, comme clause entre autres, la perte de la « Nouvelle France »… Et des comptoirs de l'Inde, aux noms si pleins d'exotisme !

Etienne Carton trouve un allié très proche de Feurs, à Valeille, un « classard » de la 18, qui sans être aussi explicite que son voisin forézien et sans imputer le responsabilité de l'arrêt trop précoce des combats à quiconque, pense exprimer le sentiment de ses camarades de régiment : il fallait poursuivre la pression sur les Allemands et franchir leur frontière !

En effet, **François Dutel** (cl.18) fils de maçon de Valeille, devenu entrepreneur en maçonnerie, qui fut nettoyeur de tranchées au 6e R. de marche de Zouaves, régiment dit « *d'attaque* », se trouve non dans les Ardennes, comme il croit, mais dans la Somme, vers Landifay (25 km à l'est de Saint-Quentin) au moment de l'armistice, qui casse l'attaque en cours, (à 13 heures, semble-t-il, soit deux heures au-delà de l'heure officielle du cessez-le-feu) alors que son régiment entendait continuer de pourchasser l'ennemi

E- « *Et alors, au moment de l'armistice, vous étiez où ?*

T- *J'étais dans les Ardennes, à la fin de la guerre. J'étais à Landifay, je crois... Landifay, y a deux-trois pays... Parpeville[135]... On s'est battus jusqu'à une heure de l'après-midi ! Et on voulait traverser, nous ! Mais les officiers nous en ont empêchés !*

---

[134] Georges Leygues (1857-1933), avocat, élu pour la première fois député en 1893 sous l'étiquette des Républicains modérés, eut une carrière ministérielle très féconde, de 1894 à 1933 : dans l'ordre Ministre de l'Instruction publique, puis de l'Intérieur, puis des Colonies entre 1894 et 1906, de la Marine entre 1917 et 1920, il fut un éphémère Président du Conseil (du 26 septembre 1920 au 16 janvier 1921), puis reprit des fonctions ministérielles ininterrompues de 1921 à 1933 : des Affaires Etrangères, puis de la Marine, puis de l'Intérieur, et enfin pour la 3e fois de la Marine jusqu'à sa mort. Deux bâtiments de la Marine Nationale portèrent son nom : un croiseur et une frégate.

[135] A 5 km au sud de Landifay-et-Bertaignemont

E- *Traverser quoi ?*
T- *Traverser les lignes allemandes ! On voulait occuper l'Allemagne ! On allait ben les corriger, si.... Mais ils nous ont arrêtés, quand même !...On allait continuer ! Oh ! Ça allait faire du fracas, hein ! »*

Un regret renforcé par le défaut d'application stricte du traité de Versailles

Victor Véricel (cl.16) agriculteur à Grammond (avec une activité complémentaire de tisseur jusqu'en 1928) a fait la guerre au 38e R.I. de Saint-Etienne, et y a été blessé gravement le 1er juin 1918, vers Château-Thierry : de nombreux petits éclats d'obus dans le visage lui ont fait perdre un œil. Réformé à titre définitif, c'est dans son village de Grammond qu'il apprend l'armistice. Au moment du bilan, se fondant sur de solides arguments géopolitiques il regrette que le traité de Versailles de fin juin 1919 (et non 18 !) n'ait pas été strictement appliqué :
E- « *Et finalement, qu'est-ce que vous en pensez, vous, de cette guerre de 14 ?*
T- *J'en pense surtout qu'on aurait dû l'éviter ! On aurait dû l'éviter ! Mais j'en ferais pas la même réflexion de celle de 40… parce que celle de 40 a été… Oh ! Je dirai pas « voulue », mais… Pourquoi qu'on avait fait un traité en 1918 et qu'aucun point du traité n'a été appliqué ? Pourquoi que la Rhénanie n'a pas été occupée ? Et qu'on nous a laissés ? Que l'Amérique nous a abandonnés comme ça ? Surtout ! Surtout ça ! En 14, que dire de la fin ? On a fait un traité qui était que trop chargé pour les Allemands, c'est certain ! Mais pourquoi les signataires, nos alliés, nous ont-ils abandonnés comme ça ? N'ont fait aucun geste pour nous soutenir à l'application du traité ? L'Allemagne a fait ce qu'elle a voulu ! Quant à la fin de la guerre de 14, c'était peut-être pas facile à* la finir plus tôt, sinon il fallait avoir le pouvoir. Et là, il faut reconnaître que les Américains nous ont aidés ! S'ils nous avaient autant aidés pour l'application, tout serait* bien marché !*
E- *Vous pensez qu'il aurait fallu occuper peut-être plus ?*
T- *Fallait occuper la Rhénanie ! La Ruhr et la Rhénanie occupées, ça coupait les forces de l'Allemagne ! Si au moment où Hitler a fait le zigoto pour aller prendre Dantzig, si les Alliés, y compris l'Amérique, avaient dit : « On va vite occuper la Ruhr et la Rhénanie », la guerre aurait pas eu lieu !*
E- *Donc, là, il y a une faute !*
T- *Ah oui ! On a laissé battre la France ! De sorte que nos sacrifices de 14 sont tombés vains, ils n'ont servi à rien ! Ça a servi à quoi après ? L'honneur d'avoir battu les Allemands ! »*

Le même grief à l'encontre des Américains est exprimé par **Jean-Baptiste Biosset** (cl. 18) de Renaison, (présenté supra) au terme d'un très long entretien, à propos de cette fin de guerre qu'il termina comme maréchal des logis dans la D.C.A., avant d'aller en occupation en Allemagne, vers Mayence Admirateur de Clemenceau, il n'est pas tendre avec nos alliés d'Outre-Atlantique :
T- *« Ils* (les Allemands) *s'attendaient à ce qu'on annexe la rive gauche du Rhin. Ils le croyaient. Clemenceau le voulait, mais c'est les Américains qui n'ont pas voulu… Maintenant, on a saboté notre victoire… en ne récompensant pas Clemenceau de ses mérites, en nous divisant aussitôt rentrés chez nous, on a eu peur qu'on devienne trop puissants. Et si les successeurs* (de Clemenceau) *avaient fait respecter les conditions de paix, il n'y aurait pas eu la deuxième guerre ! ».* Nous verrons dans le chapitre suivant sa longue critique de la non application stricte du traité de Versailles de fin juin 1919.

Il est certain que voir une autre guerre mondiale, lancée par le chancelier Hitler, arrivé légalement (par des élections) au pouvoir en 1933 succéder moins de deux décennies après à celle qui aurait dû être la « Der des ders » apporte des arguments de poids aux tenants de cette position : il aurait fallu occuper plus durement et plus longuement l'Allemagne, après (mais peut-on l'écrire maintenant qu'elle est notre Alliée dans l'Europe ?) lui avoir fait sentir sur son sol, par une prolongation des combats, la dureté des destructions, qui furent systématiques dans cette phase de retraite, de la mi-juillet à novembre 1918, comme elles le furent au moment du repli stratégique sur la ligne Hindenburg, en mars 1917[136]. Mais il est trop facile de refaire l'Histoire !

On a vu que pour les Poilus combattant jusqu'à la fin sur le sol de France, cet armistice, bien qu'il soit vécu avec un grand soulagement par tous, n'est pas vécu dans l'allégresse par tous pour des raisons diverses, dont certaines peuvent être temporaires (la prolongation d'une hospitalisation qui finira bien un jour), mais dont d'autres sont irrémédiables, définitives (la perte d'un ou de plusieurs frères, enfants, la perte d'un mari ou d'un père). Et les plus jeunes de nos témoins ont souvent repris du service en 1939 ! Autre raison d'en faire grief à l'Histoire !

Il reste maintenant à voir comment cet armistice a été vécu de l'autre côté du Rhin, par les prisonniers français, dans leurs camps, ou, assez souvent, dans les fermes où ils étaient employés comme main d'œuvre

[136] Voir ce qu'en confesse le lieutenant Ernst Jünger, combattant de la Grande Guerre et écrivain, dans son ouvrage célèbre « Orage d'Acier » : cité dans la conclusion du chapitre XXVI « *Une vision allemande de ces dévastations »*

gratuite, mais en général, convenablement nourrie, ce qui n'était pas un mince avantage par rapport au menu des camps ! Et convenablement traités, ce qui différait aussi souvent des camps !

L' ARMISTICE EN ALLEMAGNE VECU PAR LES PRISONNIERS FRANÇAIS

« Alors, à Hambourg, y avait tous les jeunes de 15-17 ans qu'ils avaient rappelés. Et le jour que le Kaiser est tombé, ils ont passé tous leurs fusils par les fenêtres des casernes ! Ils les foutaient dans les rues ! Y avait plus de commandement ! Y avait plus de commandement ! A ce moment, ils en avaient tous marre ! Des petits jeunes de 17-18 ans, tu penses ! Y en avait peut-être de 16 ans ! Ils les avaient tous ramassés ! Alors, ils en avaient mieux que marre, tu comprends ! Alors une fois qu'il y a plus de commandement… C'est comme la sentinelle qu'on avait : il a foutu le camp chez lui ! On l'avait plus ! On était libres ! »- **Jean-Pierre Surieux** (classe 1911) de Margerie-Chantagret (hameau de Rossigneux)

E- *« Et le 11 novembre, l'armistice, vous l'avez appris comment ?*
T- *Ah ben, ça, je m'en rappelle pas… Oh ben, figurez-vous que j'avais la grippe : j'avais une fièvre de cheval, y avait deux-trois jours que j'allais pas travailler, je restais couché… On a appris que la guerre était finie : je me suis levé comme les autres et on a* parti dans le village, et on disait : « Deutschland Kaput ! Deutschland Kaput ! ». Les Boches foutus, quoi !* (rire) *On leur disait ça ! »*- **Marius Gondy** (classe 1911), de Chauffailles, en, Saône-et-Loire

« Deux ou trois jours avant l'armistice, là, les domestiques nous l'ont dit : « La guerre est pas loin de finir parce qu'ils ont blessé le Kronprinz ! ». Ils avaient blessé le Kronprinz de Bavière ! En effet, le patron nous a dit : « Je vais en ville ! Je sais pas si j'apporterai des bonnes nouvelles ! ». Il a été en ville, parce qu'il y avait pas de téléphone. Il est arrivé à midi, on était en train de dîner…Oh ! Content ! - « Krieg fertig ! Fertig[137] *! » On s'est tous embrassés ! Ils étaient autant contents que nous, hein ! C'est comme ça ! Et le soir, il nous a payé la bière à volonté ! Et on a dansé le soir ! Il fallait ben se distraire ! »* – **Jean Salanon** (classe 1914) de Saint-Georges-Hauteville (hameau des Jeannettes)

Deux prisonniers témoignant de l'évolution chaotique de l'Allemagne vers l'armistice

Antonin Granet (cl.03), fils d'agriculteur de Savigneux, instituteur remplaçant puis titulaire (L'Horme, Montrond-les-Bains, puis Chamboeuf, en 1912, où il effectuera toute sa carrière jusqu'en 1940 (âgé alors de 57 ans) a fini son service militaire en mars 1906 avec le grade de sergent. C'est avec ce grade qu'il est affecté à la mobilisation au 38e R.I. de Saint-Etienne. A la tête de sa demi-section (25 hommes environ) il en vit tous les combats meurtriers jusqu'au jour de sa capture, le 9 mars 1916, dans le secteur de Verdun, à proximité du fort de Vaux, alors qu'il est blessé à l'épaule par une balle. Envoyé au camp de Giessen (voir infra : extrait de la *Gazette des Ardennes*), à 50 km au nord de Francfort, il y est hospitalisé jusqu'au 29 mai, et est transféré le 3 juin au camp de Limburg an der Lahn (cf Claude Murat) à 50 km à l'ouest du précédent où il souffre les affres de la faim, jusqu'à son transfert le 5 octobre 1916 dans un troisième camp, vers Darmstadt (cf infra : André Joie et Jean Roche), qu'il quitte le 8 février 1917 pour la ferme Roskopf, à Münster, à 20 km au nord-est de Darmstadt, où il restera jusqu'au 16 novembre 1918, soit cinq jours après l'armistice. Depuis le début de sa captivité, il tient un journal, pas tenu quotidiennement cependant, avec parfois de vastes résumés analytiques très condensés - rédigés un peu après les faits - comme dans le récit ci-après (peu lisible, écrit avec un crayon très clair) illustrant l'évolution spectaculaire des évènements mondiaux au cours de ses deux derniers mois et demi de séjour , le texte ne devenant personnel que dans sa chute :

«*Septembre-octobre 1918. Les événements se précipitent, avec des résultats les plus imprévus. C'est dans les Balkans que l'échafaudage des puissances centrales a craqué. La main de fer qui avait réussi jusque là à tenir sous son étreinte des peuples à bout, a tremblé. La discipline rigoureuse, l'organisation rigide qui avaient conduit au succès des soldats affamés, se sont relâchées sous les coups puissants des alliés* sur le front ouest où le flot continu de yankee* vient grossir les armées maintenant victorieuses, maintenant glorieuses, et qui furent il y a deux mois à peine à deux doigts de la défaite. La prodigieuse force militaire allemande est ébranlé*. On ne parle plus de victoires mais de* (mot illisible *: « tactiques ?*) *de défense de la patrie sur le sol étranger. A bout de souffle, la Bulgarie a lâché pied, capitulant, se livrant au joug de l'Entente. En Autriche, les ferments intérieurs ont levé, les luttes intestines et séparatistes ont éclaté. Là* (mot effacé) *la Révolution*

[137] « *Guerre terminée ! Terminée !* »

avec le désir d'une paix séparée à tout prix. Les peuples sont las et les plus opprimés semblent relever la tête. Déjà l'Allemagne (mot illisible *: « par » ? « perd » ?) l'Empereur aux abois, s'est donnée un gouvernement démocratique en la personne de Max de Bade avec son programme de travail, de paix* (?) *de justice compatible* (deux mots illisibles) *du peuple. Et les offres de paix commencent. C'est au* dernier et puissant ennemi que se tournent les appels. C'est vers Wilson que les puissances centrales implorent. Tout le mois d'octobre se passe en échanges de notes. L'Allemagne accepte tout, l'Autriche est déjà à genoux.*

Alors, comme un éclair, en ces premiers jours de novembre, éclate la Révolution ; Kiel et ses marins, Hambourg et ses dockers, Berlin ses ouvriers et ses soldats, partout un seul mot : « En avant ! ». Et cette puissance militaire qui avait tenu en respect les peuples pendant 4 ans le monde entier, tremble, s'effondre, se volatilise. Les couronnes roulent sur le pavé, les officiers sont dégradés, partout les drapeaux rouges, les conseils de travailleurs et soldats, partout la République, partout une nouvelle Allemagne !

Comme la Bulgarie sans souffle, comme l'Autriche déchirée, l'Allemagne s'incline sous les conditions les plus dures, dans une honteuse capitulation. L'armistice du 11 N^{bre} apporte la certitude de la fin de la longue lutte. Quelle joie pour nous, prisonniers ! Notre captivité va prendre fin, dans un délai très court nous allons être libres . Qui peut croire à cette fin si rapide ? Quel bonheur ! Bientôt la liberté, bientôt le foyer, le bonheur reconquis ! »

Ce qu'Antonin ne sait pas en écrivant ces lignes en Allemagne, dans les jours qui ont suivi le 11 novembre et qui précèdent son rapatriement, ce qu'il découvrira le 29 novembre à Morhange, en Moselle (sans doute par un courrier qu'il l'attend, ou un télégramme) c'est que sa chère épouse vient de mourir de la grippe espagnole, lui laissant leur petit Ferdinand, dit « Féfé », né la 19 mars 1911 : le petit orphelin de mère a 8 ans et demi…

Par oral, cette fois-ci, et sans avoir les capacités d'analyse de l'intellectuel qu'était Antonin Granet, mais relatant des faits intéressants vécus à Hambourg, figure mon premier témoin, interviewé pour mon enquête de thèse en patois (mais ce sera traduit !) le 11 novembre 1974, par ailleurs mon grand-oncle maternel : **Jean-Pierre Surieux** (cl. 11) né à Vioville (hameau de Chazelles-sur-Lavieu) petit agriculteur à Margerie-Chantagret (hameau de Rossigneux) se trouvait encore au régiment, au 16^{e} R.I. de Montbrison, quand la guerre éclata. Fait prisonnier le 18 octobre 1914 sur la route de Lens, il fut d'abord envoyé au camp de Parchim, dans le Mecklembourg, puis à Bad Oldesloe, ville située entre Hambourg et Lübeck. Il passa presque tout le reste de sa captivité, soit trois ans, comme ouvrier agricole au bourg de Rumpel, voisin de Bad Oldesloe, mais fut envoyé dans une scierie à Hambourg sans doute au début de l'été 1918. C'est là qu'il fut témoin des événements révolutionnaires qui précédèrent et précipitèrent l'armistice en Allemagne (le témoignage commence alors qu'il évoque le cas du fils de la ferme de Rumpel, qui avait été en guerre sur le front russe et qui n'était pas revenu, malgré la paix de Brest-Litovsk signée entre Allemands et Russes bolcheviques) :

E- « *Tonton : y a eu la révolution russe en 17 !* T- *Ah ? Peut-être…* E- *Et y a eu une paix avec les Russes ! La guerre s'est arrêtée avec les Russes ! Et le garçon est pas rentré ?*

T- *Ah non ! Il est pas rentré ! Je sais pas si…*

E- *Il a peut-être été mis sur le front français ?*

T- *Non, non, non ! Il était resté tout le temps sur le front russe, parce qu'ils leur laissent faire des fois une occupation ! Ils les font pas rentrer. Ils les ont fait rentrer seulement quand la guerre a été finie, que le Kaiser a perdu ses fonctions… Quand le Kaiser a été défait, la guerre a été finie !*

E- *Et alors, vous avez été regroupés…*

T- *Ah ! Regroupés dans le camp ! Ils m'avaient changé , moi : deux ou trois mois avant, ils m'avaient sorti de cette ferme ; ils m'avaient envoyé dans une scierie, pour scier le bois, à Hambourg. Alors, à Hambourg, y avait tous les jeunes de 15-17 ans qu'ils avaient rappelés* (appelés dans les casernes pour la conscription). *Et le jour que le Kaiser est tombé, ils ont passé tous leurs fusils par les fenêtres des casernes ! Ils les foutaient dans les rues ! Y avait plus de commandement ! Y avait plus de commandement ! A ce moment, ils en avaient tous marre ! Des petits jeunes de 17-18 ans, tu penses ! Y en avait peut-être de 16 ans ! Ils les avaient tous ramassés ! Alors, ils en avaient mieux que marre, tu comprends ! Alors une fois qu'il y a plus de commandement… C'est comme la sentinelle qu'on avait : il a foutu le camp chez lui ! On l'avait plus ! On était libres !*

E- *Vous étiez libres, mais où aller ?*

T- *On pouvait pas aller nulle part ! On savait pas parler ! Et puis alors quand même… Y avait un commandement, le consulat français, qui s'occupait de nous. Alors, il nous a fait rassembler et il nous a fait ramasser dans nos camps de concentration.*

E- *Vous y êtes restés combien de temps, dans votre camp ?*

T- *Dans le camp, on y est resté un mois, et puis après, ils nous ont envoyés en France, rapatriés. D'ailleurs, les premiers prisonniers*[138]*, ils les ont envoyés les premiers. Et moi, je suis pas parti du premier convoi, mais du second !*

E- *Dans le bateau !*

T- *Dans le bateau, à Lübeck… »*

Le « petit Jean-Pierre » (1,55 m !) , comme l'appelaient tous ses voisins, n'est pas au bout de ses aventures, comme on le verra dans le chapitre suivant. Car son bateau américain devra naviguer dans la Baltique au milieu de champs de mines flottantes qu'il faudra faire exploser, à vue, à la mitrailleuse, pour qu'elles ne crèvent pas la coque du navire dans un contact malencontreux !

Les événements révolutionnaires qu'il décrit à Hambourg, qu'Antonin Granet avait évoqués aussi pour Hambourg, mais encore pour Berlin et pour Kiel, il les a vus car il était depuis quelques mois dans une grande ville, un port avec ses cohortes de marins, de soldats. L'historien **Pierre Miquel** en donne une vision plus complète et plus synthétique dans son ouvrage souvent cité, *La Grande Guerre :*

« A cette date, l'Allemagne est en pleine révolution : le 7 (novembre) *les mutins de Kiel ont rejoint Hanovre par chemin de fer, ils occupent la gare. Brunswick, Cologne sont gagnées par le mouvement. Des conseils y exigent le départ de l'empereur. Le 8, Magdebourg, Düsseldorf, Coblence accueillent la révolution. Dans la nuit, Kurt Eisner, socialiste indépendant, a instauré la république dans Munich occupée par ses partisans. Les spartakistes menacent de prendre le pouvoir à Berlin, pour le premier anniversaire de la victoire des bolcheviks en Russie. « Notre conviction est que l'empire va se disloquer si l'empereur n'abdique pas immédiatement. », dit Schneidemann* [139] *qui menace lui-même de démissionner. Guillaume II pouvait-il encore tenir ?*

L'armée, consultée, affirme qu'elle n'est pas en mesure de tenir le front et d'affronter en même temps la révolution. Le 9, l'émeute a gagné Berlin. Les spartakistes, dans leur journal « Rote Fahne » (Drapeau rouge) *réclament la paix immédiate et la dissolution du Reichstag. La grève générale est annoncée. […] Guillaume II finit par renoncer à la couronne, à condition de rester roi de Prusse. Max de Bade* (le chancelier) *annonce l'abdication pure et simple et démissionne lui-même : le socialiste modéré Ebert devient chancelier. A Berlin, pour contenir et prévenir l'extrême gauche, Scheidemann a proclamé la république. »*[140]

Mais la très grande majorité de nos témoins, qu'ils soient enfermés dans des camps ou séjournant dans des fermes, comme main d'œuvre gratuite, mais largement consentante : on y était mieux nourri, en dépit des restrictions alimentaires qui se sont accentuées en Allemagne (plus qu'en France) au fil de la guerre, n'a pas vu ces bouleversements révolutionnaires.

L'armistice vécu par des prisonniers séjournant en camp à ce moment-là

La distinction la plus significative qui partage en deux groupes nos prisonniers est finalement celle du lieu où ils ont vécu l'armistice : soit le camp, où ils demeurent en permanence tout en travaillant à l'extérieur, à une distance relativement réduite du camp (sur des routes, dans des carrières, dans une mine) et en y étant ramenés chaque soir par une sentinelle qui les surveille en permanence, soit pour y avoir été remis (cas de mon grand-oncle) quand l'évolution des événements en Allemagne a abouti à la réincarcération de prisonniers auparavant disséminés dans des lieux de travaux privés, en général des fermes. Soit donc ces lieux privés, où seuls, ou en très petits groupes de prisonniers, ils vivent en communauté avec « le patron » et sa famille, ont de vraies relations humaines avec les Allemands, et connaissent le village où ils demeurent pendant de longues périodes, pouvant aller de un an à deux, voire trois ans. La sentinelle, chargée d'un « commando » à un échelon qu'on appellerait cantonal, n'est plus réduite qu'à une fonction de vérification épisodique de leur présence, le « patron » devenant le responsable de son ou ses prisonniers auprès des autorités militaires, sans être tenu à une garde stricte, avec un local pour prisonnier(s) fermé la nuit, par exemple.

---

[138] Ceux qui avaient été capturés le plus tôt, donc qui avaient la plus grande durée de captivité. C'est son cas, car il a été capturé le 18 octobre 1914 : il vient donc de dépasser quatre années pleines de captivité…

[139] Philipp Schneidemann (1865-1939) , typographe devenu journaliste, devenu après un député social-démocrate influent (de 1903 à 1918), brillant orateur, élu président du groupe parlementaire du SPD, fut nommé en octobre 1918 Secrétaire d'Etat sans portefeuille du cabinet du chancelier Max de Bade. Le 9 novembre 1918, pour devancer l'annonce redoutée d'une république socialiste par Karl Liebknecht, il proclama de son propre chef, par une fenêtre du Reichstag, la « république allemande ». En février 1919, il fut le premier chancelier de cette République de Weimar, mais démissionna le 19 juin 1919, car il jugeait inacceptables pour l'Allemagne les conditions prévues pour le traité de Versailles (pas encore signé). Il reprit une carrière de député social-démocrate de 1920 à 1933, mais, devant l'arrivée au pouvoir d'Hitler, en 1933, il s'exila au Danemark, où il mourut en novembre 1939, deux mois après le déclenchement de la Seconde guerre mondiale.

[140] Pierre Miquel, op.cit., pp 589-590

Jean Chantelouve (cl.09), fils d'agriculteurs de Chuyer, a été chauffeur de maître toute sa vie à Pélussin (pour un médecin, puis un industriel), puis s'est retiré chez sa fille Paulettte, à Grand-Croix. Incorporé à la mobilisation d'août 1914 au 53e R.I., il fut capturé le 20 mars 1916 au bois de Malancourt, à côté de la Cote 304 (20 km au nord-ouest de Verdun) et envoyé à Dortmund, où il travailla jusqu'à la fin dans les mines, en étant rattaché au camp de Dortmund. Sa fille, présente à l'entretien, supplée sa mémoire défaillante, mais il fait état d'un curieux quiproquo au moment de l'armistice, sujet abordé trop tôt, d'où ma remarque :
Fille de T- *« Il a travaillé jusqu'au 11 novembre, et le lendemain, on a voulu les faire redescendre* (dans la mine), *ils se sont rebellés !*
T- *Quand on a arrêté de travailler, que c'était l'amnistie*, les Boches croyaient que c'était en leur faveur, les femmes étaient contentes, riaient ! Mais quand ils ont reçu l'ordre , ils riaient pas tant !*
E- *Attendez : on va revenir à ça tout à l'heure parce que c'est très important ! Donc votre vie n'a pas changé pendant deux ans ?*
T- *Non ! Mineur ! Mineur ! »*

On y reviendra effectivement plus tard, mais Jean ne sera pas plus disert : *« On avait les nouvelles, on était content. Mais ils ont continué à nous faire travailler en bas. Alors, ça commençait, y en a, à se soulever… Mais ils ont arrêté quand même de travailler à la mine, au fond…*
E- *Mais cette fois-ci, ils n'ont pas pu vous forcer ? Comme la première fois ?*
T- *Non ! »*

C'est une curieuse distanciation qu'introduit cette seconde version : on dirait d'abord que Jean, prudent, n'est pas parmi les prisonniers qui, d'emblée, ont commencé à se « *soulever* » contre le fait d'être astreints au travail forcé alors qu'ils sont désormais dans le camp des vainqueurs ; puis après, on dirait qu'il n'appartient même plus au groupe des prisonniers mineurs, dont il se distancie par le pronom « ils »…

Pour ce qui est de l'énorme erreur des Allemands, se croyant vainqueurs alors qu'ils sont vaincus, on a peine à le croire ! A moins que ce n'ait été une rumeur pendant quelques heures, dans l'entourage des gardiens des prisonniers mineurs, avant le rétablissement cruel de la vérité !

André Joie (cl.10), fils de maréchal-ferrant de Pralong, installé plus tard à Savigneux, a fait une carrière de secrétaire à la mairie de Montbrison, dont il est devenu le secrétaire général. Soldat au 6e R.I. Coloniale de Lyon, promu sergent à la mi-septembre 1914 à Ypres, en Belgique, il a été fait prisonnier en août 1915, capturé dans son petit poste de sentinelle par une patrouille ennemie. Sa captivité, il l'a essentiellement effectuée à Darmstadt, à la gare, affecté au tri des colis pour les prisonniers français du secteur, tout en rentrant dans le camp le soir :
E- « *Donc, le 11 novembre, vous l'avez appris par les Allemands ?*
T- *Oui, par les Allemands ! « Les portes du camp sont ouvertes : vous pourrez partir quand vous voudrez ! ». Mais qu'est-ce que vous voulez ? Partir comment ? A pied ? Y en a qui sont partis oui mais… y'en a pas beaucoup qui sont partis. « Mais alors, on nous fera partir par le train ? » - « Ah si ! » - « Mais quand ? »*
E- *Et ce 11 novembre, à l'intérieur du camp, qu'est-ce qu'il y a eu ?*
T- *Ça se discutait, ça riait bien sûr ! Du côté allemand, moins, mais chez nous on était bien contents qu'on avait fini notre captivité, que ça allait se terminer. Y avait une ambiance joyeuse !*
E- *Donc la plupart des gens ne sont pas partis ?*
T- *Non ! Parce qu'on était fatigués ; on n'était pas aptes à faire de grandes marches à pied. »*

On a vu, dans le chapitre XXXII consacré aux prisonniers en Allemagne, que certains ont pourtant tenté l'évasion à pied (et pas seulement quand ils se trouvaient proches d'une frontière) alors qu'elle pouvait leur valoir la mort, ou tout au moins, en cas de reprise, une longue peine de cachot au camp et des conditions drastiques de détention après. Mais dans la situation évoquée dans ce chapitre-ci, la certitude qu'on sera rapatrié bientôt freine les velléités de départ autonome…

Claude Murat (cl.16), agriculteur à L'Etrat (La Côte), incorporé en avril 1915, arrive en arrière du front le 14 juillet 1915, au 340e R.I.de Grenoble. Il ne se souvient pas des secteurs occupés et des combats livrés jusqu'à se capture, le 6 décembre 1916, à la Cote 304, vers le massif du Morthomme, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Verdun. Il est envoyé d'abord au camp de Wahn, au sud-est de Cologne, en Rhénanie, puis, à la fin de l'année 1917, est transféré en Hesse, au camp de Limburg an der Lahn, à 30 km à l'est de Coblence. A la différence de la plupart de ses camarades prisonniers, il ne cessera pas d'être détenu en camps, affecté, dans le voisinage, à des travaux de cantonnier (réfection de routes) ou de carrier (extraction de sable ou de rochers dans des carrières) sous la garde de sentinelles. La faim a été sa condition et sa hantise, et la réception de colis familiaux son soulagement ponctuel, mais avec mauvaise conscience, car sa mère, agricultrice à L'Etrat, veuve depuis 1909, avec deux plus jeunes fils à charge, avait peu de ressources.
E- *« Et vers la fin de la guerre, vous avez vu que ça commençait à mal tourner pour eux ?* T- *Oh oui !* E – *Vous le sentiez ?*

T- *Oh ! Les sentinelles même nous le disaient ! oh oui ! Puis y avait quelques Français aussi qui… Y avait « La Gazette des Ardennes » qui paraissait là-bas, aux territoires occupés : on avait quelques nouvelles quand même ! …Mais c'était un journal qui était fait pour eux. Pour les civils ! »*

Nous avons vu, dans le chapitre XXXII consacré aux prisonniers de guerre, quelle falsification de la vérité pouvait diffuser ce journal de propagande (rédigé en français) conçu par les Allemands pour les prisonniers des camps et les civils des départements occupés.

Claude Murat a dit qu'il sentait venir la cessation des combats. Son courrier (qu'il recopiait systématiquement dans un cahier) en témoigne. Ainsi le 14 octobre 1918, il écrit à sa « *Bien chère Maman* » : *« J'attends avec une grande impatience le jour qui me ramènera au pays natal, j'ai l'espérance qu'il ne tardera plus beaucoup maintenant. ».* Cependant, juste après cette phrase, il lui réclame des colis…pour Noël ! *« Continue toujours de m'envoyer des colis ; à l'occasion des fêtes de Noël, tu peux m'envoyer, si tu veux me faire plaisir, des boîtes de viande de conserve. C'est pas des boîtes de pâté que je désire, c'est de la viande de bœuf. Autrement, je ne veux pas d'autres gourmandises, ni d'argent. »*

Dans sa carte à sa mère du 27 octobre 1918, le pressentiment se précise, mais il ne la dissuade pas d'envoyer d'autres colis, comme si la captivité allait encore durer : *« J'ai reçu cette semaine dernière ta grande lettre du 8 septembre, je suis heureux de vous savoir en bonne santé à cette date. Tu me dis de ne pas me tourmenter pour toi, malgré cela je comprends tes peines et tes soucis, mais je crois que cette terrible guerre touche a* sa fin et que le jour qui me ramènera vers toi s'approche. Je dois te dire que j'ai reçu trois des colis que tu m'as envoyés en août et un seul au mois de septembre. Continue cependant à m'en envoyer. Reçois ainsi que Jeanne et Grand-Mère mes sentiments d'amitié et de respect. Ton fils qui ne t'oublie pas et qui a toujours un souvenir pour notre cher Antoine*[141] *- Claude »*

Quand est venu le jour de l'armistice, Claude a été choqué par une chose : sa libération honteuse du camp de Limburg, effectuée sans prise de parole officielle, sans organisation des départs, en catimini.

E- *« Vous avez été libéré juste après l'armistice, vous ?*

T- *Oh ! Ils nous ont ouvert (y avait des grands portails), ils nous ont ouvert, ils nous ont rien dit ! Et on est parti comme on a pu, on a été prendre les trains… Mais ils nous ont rien dit ! Ils nous ont pas dit…*

E- *Ça n'a pas été organisé du tout ?*

T- *Le feldwebel* (l'adjudant) *qui gueulait tant (il gueulait comme un sauvage !) il nous a pas dit : « En allez-vous ! ». Ni rien du tout ! Ni « La guerre est finie ! ». Il a ouvert le portail puis il a foutu le camp !*

E- *Et ça vous a surpris ou non ?* T- *Oh !…* E- *Vous vous y attendiez ?*

T- *Oui, oui. On avait bien compris ! »*

Comment admettre, en effet, qu'on puisse être enfermé pendant des années, privé de nourriture, soumis à un travail forcé, et un beau jour, être relâché à la sauvette, sans explication, sans paroles non d'excuses (il ne faut pas rêver !) mais de simple humanité, vous souhaitant un avenir meilleur dans votre pays retrouvé ? Ayant souffert de malnutrition lors de son très long séjour en camps, Claude est le seul à signaler un programme de renutrition progressive organisé par les autorités françaises :

T- *« Moi, je suis rentré que le 6 décembre, en 18…Oui, ils nous ont gardé en…Bien sûr !*

E- *Ils vous ont gardé encore un peu ?*

T- *Non ! C'est les Français qui nous ont gardés à la frontière. Ils nous donnaient rien que du bouillon gras ! Parce que y en avait qui avaient enduré faim peut-être encore plus que nous… Je sais pas…*

E- *Ah oui ! Alors ç'aurait été mauvais pour eux de manger tout de suite ! C'est ça ?*

T- *Eh oui ! Oui, bien sûr ! Y en avait qui s'y seraient jetés dessus, là ! Et moi, j'étais content ! Rien que du bouillon. J'étais content, parce que le bouillon gras, je l'aimais bien !*

E- *Donc on vous a réhabitués, petit à petit, à prendre de la nourriture normale ?*

T- *Ah ben, bien sûr ! »*

La nourriture (sa rareté ou sa relative abondance, sa médiocrité radicale ou sa normalité, son uniformité ou sa diversité) est un des critères qui sépare les prisonniers restés en camps, très défavorisés, et ceux qui ont la chance d'être envoyés dans des petites entreprises familiales, et au premier rang, des fermes où abondent légumes et animaux que l'on peut abattre, nécessitant une main d'œuvre gratuite à cause de l'absence de domestiques allemands, devenus soldats, ou des forces vives de la ferme, comme les grands fils, eux aussi au front. Cependant, ce n'est plus l'abondance d'avant, comme le fait remarquer mon grand-oncle **Jean-Pierre Surieux,** de Margerie-Chantagret, pour sa ferme de Rumpel, dans le Schleswig Holstein, où il est resté trois ans, à partir de la fin du printemps 1915 :

T- *« Vous vous compreniez seulement par les gestes ?*

---

[141] Son frère aîné Antoine (classe 1912) a été tué en octobre 1917, ce qui a poussé Claude à reprendre la ferme familiale qui devait échoir à l'aîné. Sa fiche de décès (sga.memoiredeshommes.defense.gouv.fr) précise que le soldat de 2e classe Antoine Murat, né à L'Etrat (Loire) le 7 décembre 1892, incorporé au 75e R.I. (de Romans) a été « *tué à l'ennemi* » le 25 octobre 1917 à Laffaux, dans l'Aisne.

E- *Oh ! Pas davantage ! Tu comprends, le tonton, il était tout le temps à travailler ; alors on le suivait on travaillait comme lui, que ce soit pour aller piocher des raves, ou autre chose, des betteraves… On piochait beaucoup les betteraves, on les suivait souvent. Je sais pas combien de cartonnées*[142] *ils en faisaient !*
E- *Est-ce qu'ils mangeaient les mêmes choses que nous ?*
T- *Oh la même ! Seulement ils avaient le pain noir eux ! Noir ! Y avait même le son ! Les dernières années, ils mettaient même des pommes de terre dans la farine pour faire le pain ! »*

Quand il dit « *le pain noir* », ce n'est pas le pain de seigle de chez lui, qu'on appelait aussi le pain noir, par opposition au « *pain blanc* » (le pain courant de maintenant) qu'on appelait alors « *la miche* », beaucoup plus cher dans les campagnes françaises au début du XX^{e} siècle (les temps changent !), attendu que dans beaucoup de provinces, on produisait beaucoup de seigle et peu de « *froment* » (de blé) . C'est du pain vraiment noir, et non bis, fortement coloré par le son, la balle des céréales… Ce pain, les Français l'ont très vite appelé « *pain caca* », par interprétation ironique de la dénomination allemande de « *pain K.K.* » (« *K.K. Brot* » pour « ***k****aiserliches* ***K****riegsbrot » : « pain impérial de guerre »,* que d'autres font dériver aussi de *« **K**leie und **K**artoffeln » : « son et pommes de terre »).*

Un des prisonniers, qui a connu les deux conditions (le camp et la ferme), mais revenu en camp vers la fin de sa captivité, tout en ayant une activité extérieure, va vivre une expérience rare, et pour tout dire, exceptionnelle. Mais auparavant il fait une révélation sur le comportement des prisonniers français travaillant dans la même entreprise (ici d'automobiles) que des ouvrières allemandes…

Jean Roche (cl 14) de Roanne, présenté précédemment dans ce chapitre à propos de son opinion très favorable au « pinard », soldat au 92^{e} R.I. de Clermont-Ferrand depuis le 3 septembre 1914, promu caporal deux mois après, au terme de son instruction , a été blessé à une jambe par des éclats d'obus de crapouillot le 3 juillet 1915, vers Roye, dans la Somme ; après son hospitalisation, revenu au même régiment (peu fréquent après une blessure) il reste au front dans la Somme, puis va dans le secteur de Verdun fin févier 1916, alors que la grande bataille vient de commencer. C'est le 10 mars qu'il est fait prisonnier avec toute son escouade, vers Cumières, dans la forêt du Morthomme, à l'ouest de Verdun. Envoyé au camp de Giessen, puis dans un autre près de Stuttgart, il sera ouvrier agricole pendant deux ans dans deux bourgades situées à l'ouest de Rothenburg ob der Tauber (le Carcassonne allemand) dans le nord du Bade-Wurtemberg, puis dans une autre du Jura Souabe. Mais en septembre 1918, souffrant d'une hernie, il est affecté à l'emploi de jardinier de la ville de Stuttgart :
E- *« Au moment de l'armistice, vous étiez donc là !*
T- *Oh ! J'étais au camp. On y sentait venir, les derniers jours. J'ai vu la révolution allemande ! Tous les… Oh ! Je vais vous citer encore… Chez Daimler, y avait toujours* (= au moins) *80 prisonniers français qui travaillaient là-bas, mais à partir de 1918, on a mis des Italiens ! Plus un Français ! C'est qu'ils débauchaient les ouvrières, là-bas ! Pour une tablette de chocolat*[143]*, elles auraient ben vendu l'empereur Guillaume !* (rire)
E- *C'est ce qu'on m'a dit, que la tablette de chocolat, c'était la monnaie d'échange !*
T- *Ah ah !* (rire) *On a enlevé les Français parce qu'il y en avait un (je crois que c'était un Stéphanois) qui était parti avec une hirondelle ! Ils l'ont trouvé quelques jours après chez elle : elle lui avait donné les habits de son mari, mais il a été vendu quand même !*
E- *Donc tout le monde n'avait pas vos scrupules ?*

Je fais ici allusion à un épisode conté auparavant où , dans le village de Niefen, vers Nürtingen (30 km au sud-est de Stuttgart) il a dû souvent faire l'arbitre entre deux sœurs (Dora et Anna) d'une vingtaine d'années qui, se jalousant, se battaient ! L'une semblait avoir un faible pour lui, mais il a résisté :
E – « *Y en a qui m'ont dit que les prisonniers français parfois ont été amoureux de…*
T- *Ah ! Mais c'est elles qui m'enlevaient mon collier ! Les Allemandes ? Ben, je pense bien, oui ! Faut savoir tenir ses distances !*
E- *Elles vous cherchaient ?*
T- *Ah ben oui ! Ben mon vieux ! »*

Mais Jean n'a pas donné d'exemple de cette quête érotique, et s'est perdu dans une anecdote de cueillette de cerises, qui est assez proche de ce que raconte **J.J. Rousseau** dans l'idylle des cerises présentée dans ses <u>*Confessions*</u>, où la seule hardiesse du héros masculin consiste à viser le décolleté des demoiselles qui sont en-dessous de l'arbre pour lancer ses cerises (Jean : *« Pendant trois semaines je ramassais des cerises et je vous prie de croire que les premières cerises, elles tombaient pas dans le panier »).* Par ailleurs , on peut s'interroger sur le sens de l'expression *« c'est elles qui m'enlevaient mon collier »*. Au propre ou au figuré ? Il

---

[142] La « cartonnée », ancienne mesure agraire, est l'équivalent en Forez du 1/10^{e} de l'hectare, soir 1 000 m2 (dix ares). Jean-Pierre est sidéré par l'étendue des champs de betteraves (pour nourrir le cheptel) dans cette ferme allemande. Il faut dire que sa toute petite ferme de Rossigneux devait tout juste atteindre 5 hectares de superficie en prés et en terres (soit 50 cartonnées !) en comptant aussi quelques bois…

[143] Pour plus de précisions, qu'on se reporte au chapitre suivant, sur l'Occupation en Allemagne, à la rubrique de la « *promenade-chocolat* »…

raconte après une histoire très confuse de révolte au camp de Darmstadt (non loin de l'armistice) pour faire sortir de la prison du camp des camarades prisonniers pour une raison non dite, qui semble futile, et exagérée par des officiers allemands dirigeant le camp. Toujours est-il que cette révolte entraîne des changements dans ce camp, et une belle découverte pour Jean, que la modestie de son milieu social ne lui permettait pas d'espérer :

T- *« Alors, les officiers du camp ne pouvaient plus rester. On en a mis un autre qui parlait un français impeccable . Il nous a offert une soirée au théâtre royal du Würtenberg ! Ce jour-là, c'était pas le théâtre royal ; on l'avait baptisé « Volkstheather », le théâtre du peuple. J'ai…*(il montre un programme musical allemand de l'époque)

E- *Vous la connaissiez ?*

T- *La musique, oui, mais la pièce, non…Oh ! C'était en allemand !*

E- (Je lis) : *L'opéra « Martha » de von Flotow*[144]

T- *De von Flotow, en quatre actes. Oh ! Mais ça chantait comme il faut, hein ! J'ai amené un camarade avec moi, qui était du département de l'Aude : Casaban. J'ai dit : « Casimir ! » , quand j'ai vu l'affiche affichée… une affiche qu'ils ont affichée… On a fait une soirée l'après-midi au théâtre royal du Würtenberg ;; « Oh ! » j'ai dit « Faut pas s'en aller ! ». On s'est assis par terre sur le chemin qui descend, qui sort du camp. On a pas eu une place de première classe, mais on a eu un royal pour le poulailler, mais on a vu ça : c'était parfait ! Oh ! Parfait !*

E- *C'était la première fois que vus alliez à l'opéra ?*

T- *Eh bien sûr ! Et au premier entracte, c'est l'officier qui me l'a offert, qui parlait un français impeccable ; c'était un descendant (il nous a avoué)… « Je vous offre cette soirée parce que j'ai un aïeul qui a été officier sous Napoléon Ier, quand les Français ont occupé la rive gauche du Rhin »… La Sarre ! Voilà pourquoi il nous l'a dit. – « Et j'ai conservé une pièce de… » : il nous a montré une épée de son aïeul qui était officier sous Napoléon I*er *! Et c'est lui qui a pris sous** (à) *sa charge… Ah ben, ça, on était heureux, hein !*

E- *J'imagine ! Vous étiez combien. Deux ?*

T- *Ah ben ! Quand on est allé au théâtre, tout le parterre, le camp d'officiers français, c'était tout garni !*

E- *C'est lui qui avait tout offert ?*

T- *Ah ben, le parterre était tout garni !*

E- *Mais ça a dû lui coûter cher ! Horriblement cher !*

T- *Ben, je pense bien ! Tout garni ! Tout garni par les officiers français ! Et les premières galeries, deuxièmes galeries…On a eu un royal poulailler, mais on a vu quand même !*

E- *Et comment s'appelait-il, cet officier allemand ? Vous vous souvenez de son nom ?*

T- *Ah ! Je sais pas. Mais il nous l'a dit.. « J'ai un aïeul qui a été officier sous Nap… Mais il le parlait parfaitement, et puis sans accent !*

E- *Ça, c'était avant ou après l'armistice* ?

T – *Après ! Regardez voir : le 19 novembre ! »*

Faire deux ans et demi de captivité en Allemagne, y avoir été principalement ouvrier agricole, et terminer cette captivité en apothéose par la vision et l'audition d'un opéra allemand prestigieux, dans une séance offerte par un officier allemand (dont l'armée vient d'être vaincue) descendant d'un officier allemand aussi, de l'armée de Napoléon I[er], semblant vouer un culte secret à cet ancêtre, voilà qui n'est pas banal ! Est-ce pour se concilier les bonnes grâces des troupes qui commencent l'Occupation ? Jean, lui, a gardé toute sa vie ce programme en allemand de « *Martha* », de Friedrich von Flotow, qui lui a fait toucher pendant une soirée une autre existence…

L'armistice appris à la campagne, par des prisonniers français ouvriers agricoles

Il se trouve que les prisonniers qui témoignent dans cette situation au moment de l'armistice le sont essentiellement en Bavière, où, si l'on extrapolait à partir de l'effectif réduit de notre corpus, ils auraient été plus nombreux que dans les autres campagnes allemandes. Hasard ou non ? Mon grand-oncle **Jean-Pierre Surieux,** qui se trouvait depuis peu à Hambourg au moment de l'armistice, comme on l'a vu, aurait pu vivre un armistice campagnard en Allemagne du Nord, dans le Schleswig Holstein, dans cette ferme de Rumpel où il est resté trois ans et a été traité si humainement : *« Y avait trois filles et la patronne, puis le garçon qui était sur le front. Trois filles : une qui avait 18 ans, l'autre 20 ans et la plus jeune seulement 14-15 ans. La plus vieille s'appelait Martha (ça veut dire Marthe), l'autre qui s'appelait « Lispèd »* (Lisbeth ?) *ça veut dire Lise, et puis Bertha, Berthe…Dans cette ferme, j'ai demeuré trois ans, mais j'étais si bien vu qu'eux ! Au commencement,*

[144] Friedrich von Flotow (1813-1883) est un compositeur allemand qui étudia au Conservatoire de Paris (influence d'Auber, de Gounod, de Rossini, plus tard d'Offenbach). Son oeuvre très abondante ne compte pas moins de 2 concertos, de 4 ballets et de 31 opéras dont les plus connus sont « *Le naufrage de la Méduse* » (1835), *« Allessandro Stradella* » (1844) qui le fit connaître de tous les musicologues, et surtout « *Martha* » (1847) considéré comme son chef d'œuvre. Il fut beaucoup joué et représenté en Allemagne, mais aussi à Vienne, Paris, Saint-Pétersbourg…

ils me faisaient pas manger à leur table, mais après, tu sais bien, ils me mettaient à leur table. Mais le patron mangeait pas avec les filles. Et puis y avait un oncle, un frère à sa femme, du patron. Le patron et la patronne mangeaient tous deux ensemble. Et moi, je mangeais avec le tonton et les filles… ». Nulle idylle pourtant, à en croire Jean-Pierre, entre l'une des deux grandes filles et le prisonnier français qui était arrivé à Rumpel à 24 ans et en était reparti à 27…

Marius Gondy (cl.11) né à Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire), fils d'un père mineur et bourrelier mort en 1907, a été petit domestique dans diverses fermes du sud de la Saône-et-Loire avant d'entreprendre une carrière de valet de chambre dans de grandes familles du Cher (comte du Manoir), puis de Paris (baronne Seillière). Après guerre, étant retourné d'abord à Paris dans son ancienne maison, il se maria avec une jeune fille de Chassigny et acheta un hôtel à Annecy en 1925, exploité pendant dix ans, avant de revenir au pays natal en achetant l'hôtel de la Gare à Chauffailles qu'il fit prospérer jusque 1966, avant de le céder à son fils, et c'est là que se fit le très long entretien, le 27 février 1988. Etant resté dans son régiment de service militaire, le 80e R.I. de Narbonne, il combat dans divers secteurs lors de la première année de guerre, mais est fait prisonnier lors de la grande offensive de Champagne de l'automne 1915, le 30 septembre, à la Main de Massiges : la poitrine traversée par une balle, resté deux jours sur le champ de bataille, il est capturé puis secouru par les Allemands (trois semaines d'hospitalisation à Vouziers, dans les Ardennes) puis expédié en Bavière, au camp d'Hammelburg ; du printemps 1916 à la fin de la guerre, il travaillera comme ouvrier agricole dans deux fermes importantes du secteur, notamment avec deux autres prisonniers étrangers :

E- *« Et le 11 novembre, l'armistice, vous l'avez appris comment ?*

T- *Ah ben, ça, je m'en rappelle pas… Oh ben, figurez-vous que j'avais la grippe : j'avais une fièvre de cheval, y avait deux-trois jours que j'allais pas travailler, je restais couché… On a appris que la guerre était finie : je me suis levé comme les autres et on a* parti dans le village, et on disait : « Deutschland Kaput ! Deutschland Kaput ! ». Les Boches foutus, quoi !* (rire) *On leur disait ça ! Moi, j'avais une grippe terrible, j'avais de la fièvre…On est rentrés, j'ai fait mon bagage, et puis sac au dos, on est allés retrouver… Parce qu'on était dispersés à droite à gauche… Y avait un immense bois du roi de Bavière qu'on traversait pour aller rejoindre mon commando. On s'est égarés dans ce bois, on était deux… Dans cette ferme, on couchait à trois : un Russe, un Français et un Anglais. Chacun est parti de son côté : je me suis pas occupé du Russe ni de l'Anglais ; je sais pas ce qu'ils sont devenus. J'en ai retrouvé d'autres qui étaient dans le même village que moi (mais on se voyait pas) pour rejoindre l'endroit…où on était en somme… Pas Hammelburg ! Hammelburg, c'était le camp de prisonniers. Mais un autre endroit d'où ils nous dispersaient dans les fermes des communes des environs, vous comprenez, où y avait la sentinelle. On les a plantés là* (les prisonniers étrangers) *et on est allé retrouver les autres* (les prisonniers français des autres fermes)… *« Deutschland Kaput ! ».*

L'annonce de l'armistice a manifestement été un puissant remède pour tirer Marius de son lit, lui faire oublier sa fièvre, et pour le pousser à participer à une sorte de petite parade vengeresse, triomphante, dans le village où il était depuis deux ans, bien traité. Encore faut-il que ces prisonniers français qui clament à l'extérieur, dans les rues du village, «*Deutschland Kaput !* » soient sûrs de ne pas encourir de représailles immédiates ! Ce n'est pas parce que l'Allemagne est vaincue que des règlements de compte ne peuvent pas s'effectuer contre des prisonniers français narguant ainsi la population bavaroise ! Quant à la solidarité minimale qui devait quand même exister entre prisonniers de nationalités différentes, elle disparaît à l'annonce de l'armistice, chacun se débrouillant !

Le soulagement, voire la joie de Bavarois à l'annonce de l'armistice, deux prisonniers l'attestent. Le premier prétend avoir rencontré cette réaction, bien qu'il ne s'y étende pas. Il s'agit de **Joseph Gilfaud** (cl.12) d'Ambierle, berger et petit vigneron dans son village natal, puis jardinier à Lyon dans un pensionnat dans la période précédant son régiment, où il part en octobre 1913. Après guerre, il continue quelques années ses activités agricoles et viticoles à Ambierle, puis devient gérant de l'épicerie Casino de 1924 à 1958, tout en exploitant ses vignes. Soldat au 17e R.I. d'Epinal, il est capturé très tôt, dès le 24 août 1914, à Raon l'Etape, dans les Vosges, et envoyé en Bavière, d'abord au camp de Grafenwöhr, à 50 km au nord-est de Nuremberg, où il demeure un an, en souffrant de la faim. Il travaille ensuite une autre année dans une carrière de granit des environs, puis sera transféré en 1916, beaucoup plus au sud, vers Ingolstadt, dans une scierie où il travaillera jusqu'à l'armistice, avec d'autres prisonniers.

E- « *Et alors, vous étiez encore dans cette scierie quand la guerre s'est terminée ?* T- *Oui !…* E- *Comment est-ce que vous avez appris la fin de la guerre ?*

T- *Par les journaux ! Par les journaux allemands ! … J'arrivais à les lire ! Pas tout ! J'aurais pas lu un article, par exemple, un article de fond ; mais les titres, les communiqués…*

E- *Mais ça veut dire qu'on vous laissait lire les journaux !*

T- *Ah oui, bien sûr !…..On ne les achetait pas, mais enfin, ils nous tombaient assez sous les mains !*

E- *C'est ça. Et alors, quelle a été la réaction , dans cette scierie, au moment de l'armistice ?*

T- *Oh ! On n' a pas manifesté notre joie, mais enfin…*

E- *Et on vous a dit : « Maintenant, vous êtes libres. » ? On ne vous a pas rassemblés pour vous l'annoncer ?*
T- *Non, non ! Pas du tout ! On l'a su tout de suite. Pour eux, ils étaient contents de nous l'apprendre, même !*
E- *A ce point-là ?*
T- *Oh oui ! Puis ils avaient hâte que ça finisse ! Ils en avaient marre, eux aussi !*
E- *Ah oui ? Donc c'était une bonne nouvelle pour tout le monde ?*
T- *On peut le dire.*
E- *Ce qui veut dire que vous n'avez pas rencontré beaucoup de militaristes ?*
T- *Non, non ! Vraiment ! Les Bavarois étaient pas… On sentait qu'ils étaient sous la botte, eux ! »*

« Sous la botte » de qui ? Du régime impérial ? De l'armée ? Des Prussiens militaristes ? Il est regrettable que Joseph ne développe pas ses idées, n'illustre pas ses propos par des anecdotes révélatrices. On remarquera que la réaction des prisonniers français à l'annonce de l'armistice a été prudente, à la différence de celle que vient de décrire Marius Gondy, avec la parade triomphale des prisonniers dans le village où ils travaillaient. Quant au contentement des Bavarois, il est plus explicite encore, et plus démonstratif, dans le témoignage suivant.

Jean Salanon (cl.14), agriculteur à Saint-Georges-Hauteville (Les Jeannettes), et aussi garde-champêtre, fossoyeur et sonneur de cloches était Chasseur alpin depuis le 6 septembre 1914 (au 28e B.C.A., puis monté au front au 14e B.C.A.). Capturé le 23 février 1915 vers le col de la Schlucht (Vosges), il a été transféré en Bavière, d'abord au camp de Puchheim (5 km à l'ouest de Munich) puis à celui de Landshut (55 km au nord de Munich), puis transféré en 1916 dans celui d'Eggstät (65 km au sud-est de Munich). Il travaillera ensuite dans une ferme-moulin à Au bei Bad Aibling (35 km au sud de Munich), et passera les deux dernières années de captivité dans une autre ferme à Weihmichl (6 km au nord de Landshut). C'est là que le trouve l'armistice :
E- *« Est-ce que vous saviez comment la guerre évoluait ?*
T- *On savait pas grand chose…Si : les domestiques nous le disaient. Deux ou trois jours avant l'armistice, là, les domestiques nous l'ont dit : « La guerre est pas loin de finir parce qu'ils ont blessé le Kronprinz ! » ; Ils avaient blessé le Kronprinz de Bavière [145]! En effet, le patron nous a dit : « Je vais en ville ! Je sais pas si j'apporterai des bonnes nouvelles ! ». Il a été en ville, parce qu'il y avait pas de téléphone. Il est arrivé à midi, on était en train de dîner…Oh ! Content ! - « Krieg fertig ! Fertig[146] ! » On s'est tous embrassés ! Ils étaient autant contents que nous, hein ! C'est comme ça ! Et le soir, il nous a payé la bière à volonté ! Et on a dansé le soir ! Il fallait ben se distraire ! Et il nous a gardés jusqu'à la fin, jusqu'à qu'on a été rapatriés, quoi ! Je m'en rappelle : je suis arrivé ici le soir de Noël, à 11 heures du soir… »*

On voit que, loin de se désoler de la défaite de son pays, (mais l'ancien royaume de Bavière a-t-il bien accepté son intégration dans le vaste Reich à empereur prussien ?) le patron s'en réjouit, car la population bavaroise paraît lasse de cette guerre meurtrière. On peut imaginer cependant que la petite fête du soir n'a pas été répercutée aux alentours, le risque demeurant d'être traité de mauvais patriote…

Dans la fin du mois de novembre et pendant tout le début de décembre, déjà bien traités avant, les camarades français de Jean et lui n'étaient plus du tout considérés comme des prisonniers, comme en témoigne cette anecdote :
T- *« Y a un autre frère, du patron, il était d'ici comme à Chazelles [147] , tenez. Il est venu un jour après l'armistice, il avait dit : « Vous viendrez nous voir un dimanche ! ». On a pris les vélos des bonnes, des domestiques. On nous a payé un bon dîner ! On nous a menés voir le village, l'église. Y avait deux enfants : ils nous ont donné chacun leur photo. C'étaient des braves gens ; ils avaient une grosse ferme. Il s'était mariée avec une fille unique… ».*

Un peu avant, Jean avait déclaré à propos de son patron : *« Le patron avait confiance en nous. Que voulez-vous ? Ils sont bien comme nous : y a des bons et des mauvais ! Comme ici ! C'est pareil ! C'est pareil ! C'est comme ici ! Comme en France ! »*

---

[145] Jean Salanon se trompe, a mal compris le bavarois, ou bien c'est son patron qui relaie une rumeur non fondée. En effet, le prince héritier Rupprecht de Bavière, (1869-1955) fils aîné du roi Louis III (1845-1921), dernier roi de Bavière, n'a aucunement été agressé au début de novembre 1918, comme l'attestent à la fois mes recherches sur les divers sites qui lui sont consacrés et l'avis éclairé d'un ami historien allemand de Forêt Noire (Fürtwangen) Jochem Hollerbach. Cet officier supérieur, commandant la VIe armée allemande, avait été nommé maréchal en 1916. Il se peut que la nouvelle que relaie le patron de la ferme bavaroise soit celui du départ précipité en Hongrie de son père Louis III (roi de 1913 à 1918) le 7 novembre 1918, préludant à son abdication de fait le 13 novembre. Rupprecht ne fut jamais roi de Bavière, mais, en tant que descendant de la dynastie Stuart d'Ecosse, avait été désigné par ses partisans jacobites comme héritier des trônes d'Angleterre, d'Irlande et d'Ecosse. Farouche opposant au national-socialisme, il s'exila en Italie en 1939, et sa seconde épouse (épousée en 1921, après son veuvage en 1912) Antonia de Luxembourg fut, avec plusieurs de leurs enfants, envoyée en camp de concentration à Dachau, puis Flossenburg, mais ils en réchappèrent.
[146] « *Guerre terminée ! Terminée !* »
[147] De Saint-Georges-Hauteville (où se passe l'entretien) à Chazelles-sur-Lavieu (ma commune de naissance) : environ 13 km

Celui qui n'en est pas revenu

Cependant, tous les prisonniers français n'ont pas pu raconter à leur famille retrouvée leur joie à la nouvelle de l'armistice.

Un autre prisonnier qui a laissé un document écrit, **Augustin Denis** (cl. 10) de Roanne, caporal au 141e R.I. de Marseille, fait prisonnier le 12 avril 1918 à Hangard (Somme), a été envoyé au camp de Giessen, en Hesse, puis début août, dans une fonderie de Weidenau, en Wesphalie, à 80 km au nord-est du camp, à faire dix heures de travail exténuant par jour, en étant brutalisé et mal nourri. Il exprime son espoir de libération en octobre 1918, à la fin de son carnet de 31 pages :

« Le 13 Octobre. Un grand pas se fait vers la paix aussi quel enthousiasme pour nous prisonnier. Quel soulagement nous voyons enfin nos jours de souffrance prendre le chemin de la fin. Quel délire le jour ou* nous prendrons le train pour rentrer dans nos foyers, nous serons libérés du joug qui nous pèse' de cette vie de captif qui n'a rien d'agréable, nous quitterons sans regret la fonderie ou plutot* le bagne ou* nous travaillons. Courage encore un peu la fin de nos tourments qui approche. »*

Le journal se termine sur cette bouffée d'espoir, à moins d'un mois de l'armistice, mais dans une écriture totalement dégradée. Ce qu'Augustin ne sait pas, c'est qu'il ne reverra jamais les siens[148]. **Le site** Internet memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr nous fournit la fiche de décès d'Augustin Denis, caporal au 141e R.I., né le 16 décembre 1890 à Roanne. Il a bien revu la France libérée, mais n'a pas profité de sa libération puisqu'il est annoncé décédé d'une broncho-pneumonie, à Montigny-les-Metz (Lorraine) le 11 décembre 1918, soit exactement un mois après l'armistice et cinq jours avant son 28e anniversaire… Il est un des quelque 40 000 prisonniers (sur 560 000 [149]) morts, de faim, de maladie, d'écrasement par le travail ou par la brutalité des geôliers….

Sur nos 18 prisonniers, comme on l'a vu dans le tableau récapitulatif figurant dans le chapitre XXXII sur la vie des prisonniers en Allemagne, deux des trois capturés en 1918 (le troisième étant le pauvre **Augustin Denis** qu'on vient d'évoquer), les deux homonymes **Pierre Dubanchet** de Saint-Genest-Lerpt (capturés en mai et juillet 1918) n'ont jamais vu l'Allemagne, car ils ont été gardés dans les départements français occupés pour démonter des machines d'usines françaises à transférer d'urgence en Allemagne. Un (**Jean Fontaney**, de Montrond-les-Bains) a eu la chance insigne, ayant une blessure au bras qui ne guérissait pas - et, a-t-il avoué, comme on l'a vu, qu'il s'employait à entretenir purulente – d'être envoyé en Suisse à la fin de 1916 par une de ces commission du CICR visitant les camps[150]. Sur les quinze restants, huit ont eu une très longue captivité, de plus de quatre années pour les cinq capturés entre le 24 août et le 18 octobre 1914 (dans l'ordre de capture : **Joseph Gilfaud, Joannès Grand, Marcel Granjon, Pierre Régny** et **Jean-Pierre Surieux**), de plus de trois années pour trois des quatre[151] capturés en 1915, entre le 23 février et le 30 septembre (**Jean Salanon, André Joie** et **Marius Gondy**). Or ces huit là, au moins, et sans doute aussi les quatre autres capturés en 1916, entre le 9 mars et le 6 décembre (dans l'ordre de capture : **Antonin Granet, Jean Roche, Jean Chantelouve** et **Claude Murat**) qui ont effectué entre deux ans six mois et deux ans de captivité, auraient dû être libérés avant l'armistice du 11 novembre 1918, si une des conventions essentielles du CICR avait été respectée, telle que la présente **Annette Becker** : *« L'article 2 de la Convention de Genève, pour sa part, prévoyait le rapatriement des militaires très gravement blessés ou malades. En 1914 et 1915, le CICR s'applique à faire respecter ces rapatriements légalisés avant guerre par la Convention. Puis il élargit ces demandes au fur et à mesure de la continuation de la guerre. Les exigences minima croissent, que les arguments soient du type médical (c'est le plus fréquent) ou de type moral, pour le bien des familles. On passe du rapatriement des invalides à celui des valides pères de familles, puis enfin de tous ceux, quel que soit leur âge, qui ont subi une trop longue captivité,*

---

[148] Ce que je savais par son neveu, M. Louis Denis, de Roanne (3 rue de la Coopération) qui m'avait aimablement envoyé la photocopie du carnet de son oncle le jour même de mon appel à témoins et documents dans *Le Pays Roannais* du 11 novembre 1988

[149] Jean-Jacques Becker fournit ces chiffres dans son petit ouvrage de rubriques classées par ordre alphabétique *« La première guerre mondiale »* M.A. Editions, Paris 1985, collection *« Le monde de… »*, 238 pages : *« L'armistice du 11 novembre 1918 prévoyait que les prisonniers devaient être immédiatement libérés. En fait, leur retour posa des problèmes de transport – une partie fut acheminée par la voie maritime - et l'opération ne fut complètement achevée que le 16 janvier 1919. **520 579** prisonniers français étaient ainsi rentrés d'Allemagne, mais **40 000** autres y étaient morts ».* (p. 150)

[150] Annette Becker écrit à propos de ces prisonniers des deux camps envoyés en Suisse par le CICR : *« Ceci explique, étant donné le plus grand nombre de prisonniers français en Allemagne, qu'il y avait 17 179 Français internés en Suisse et seulement 11 924 Allemands »* (*« Les Oubliés de la Grande Guerre »*, en édition Hachette collection Pluriel, p. 209)

[151] Le quatrième étant Jean Fontaney, pris le 9 août 1915, mais qui, grâce à la commission du CICR l'expédiant en Suisse fin 1916, a fait moins d'un an et demi de captivité au lieu de trois bonnes années, s'il avait dû attendre l'armistice

18 mois semblant être la durée à partir de laquelle la détention devient presque impossible à supporter, d'où la création de la catégorie de « psychose du barbelé » comme raison médicale de rapatriement. »[152]

Or, il n'a a rien été, et tous ces gens ont fait beaucoup plus de 18 mois de captivité, ce qui leur a valu de se retrouver un beau jour de novembre 1918, vainqueurs dans le pays qui les retenait comme vaincus. Et comme la désorganisation des moyens de transport de l'Allemagne, en proie à des problèmes internes considérables, ne permettait pas le rapatriement immédiat, la plupart n'ont retrouvé leur foyer qu'aux alentours de Noël 1918, comme on le verra ultérieurement. Deux d'entre eux (**Pierre Régny** et un des deux **Pierre Dubanchet**) ne le reverront même qu'en janvier 1919. Et pour l'instituteur de Chamboeuf **Antonin Granet** dont l'épouse est morte de la grippe espagnole, ce foyer est réduit au seul petit Ferdinand, dit « Féfé » (confié entre temps à ses grands-parents) qui, à sept ans fin 1918, ne l'ayant pas revu depuis ses quatre ans et demi, devait tout juste le reconnaître: une longue et dure épreuve sur le sol français après une de deux ans et demi sur le sol allemand…

L'épreuve allait recommencer à la génération suivante, pour 1 800 000 soldats prisonniers (près de quatre fois plus que pour la Grande Guerre) en juin 1940, et elle allait durer cinq ans !

***

[152] Annette Becker, op.cit., p. 201

Chapitre 36

Fin 1918 - Janvier - juillet 1919

Rapatriement des prisonniers français,

Occupation de l'Allemagne

A - Décembre 1918 - janvier 1919 :
Rapatriement des prisonniers français

B - Novembre 1918 - juillet 1919 :
l'Occupation en Allemagne

Chap. 36 - fin 1918 - janvier-juillet 1919 – Rapatriement des prisonniers français – Occupation en Allemagne

Décembre 1918 –janvier 1919 : rapatriement des prisonniers français

E- « *Donc vous êtes arrivé ici…*
T- *Oh ! C'était 11 heures du soir. Et mes parents étaient pas couchés. Et ma pauvre mère, elle était dans la cour, avec sa lampe : « Oh ! Le voilà ! Tiens, il est pas mort !". Ma pauvre sœur était couchée. On a resté jusqu'à 2 – 3 heures du matin pour expliquer… »*- **Jean Salanon** (classe 1914) de Saint-Georges-Hauteville (Les Jeannettes)

E- « *Vous deviez être bien content de retrouver chez vous ?*
T- *Ah !* (ému) *Retrouver mes parents, ma mère… avec les cheveux gris. Ma mère qui se met à pleurer à chaudes larmes ! – « Ah mais, je lui dis, pourquoi tu pleures ? Tu aurais mieux aimé que je sois tué ? »* - *« Mais non ! Je suis trop contente ! Je pensais pas te revoir ! »*- **Jean Roche** (classe 1914) de Roanne, évoquant son retour dans la maison familiale de Saint-Symporien-de-Lay

T- *Je suis arrivé à la maison paternelle. C'est les locataires qui étaient dessous qui m'ont reçu. Quand j'ai frappé chez la maman, chez ma mère, alors je voulais pas croire* (il se met à pleurer) *je croyais qu'elle était morte ! Elle était partie enterrer ma soeur de la grippe espagnole ! Ma soeur, à 24 ans ! Voyez la réception que j'ai reçue ! Je suis arrivé à trois heures du matin de La Clayette, et c'est les voisins qui m'ont ouvert, qui m'ont appris ça ! Ah ! Mon pauvre enfant, on s'en est vu dans la vie ! On s'en est vu ! ».* - **Marius Gondy** (classe 1911) de Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire) à l'époque, à Chauffailles depuis 1935

« Bien chers Parents,

La lettre du papa m'annonçant l'affreuse nouvelle de la mort de ma Rosa bien-aimée m'est parvenue à la veille de mon départ de Darmstadt, à la fin de ma captivité. C'est le cœur tout saignant que j'ai pris la route de France, le chemin du bonheur transformé soudain en route de deuils. J'étais joyeux de revoir, après une longue absence, ma femme chérie, mon gosse adoré, et vous tous. Et soudain le sort cruel me sépare de celle que j'aimais tant, de celle qui a tant souffert de notre séparation. Que sera ma vie maintenant sans ma compagne fidèle ? Brisée à jamais ! » - Début de la lettre à ses parents d'**Antonin Granet** (classe 1903) de Montrond-les-Bains (Meylieu) expédiée le 29 novembre 1918 de Morhange, en Moselle, où il réagit à l'annonce du décès subit de son épouse Rosalie à cause de la grippe espagnole

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, comment les prisonniers français ont vécu l'armistice en Allemagne. Mais en raison du nombre très important de prisonniers (dépassant les 560 000, rien que pour les Français, mais plus d'un million deux cents mille pour les prisonniers russes, soit environ la moitié de tous les captifs détenus en Allemagne, les autres étant surtout des Anglais, des Belges et des Italiens, ainsi que des Serbes), de la désorganisation de l'Allemagne liée à la défaite et au rapatriement de ses propres troupes, l'Armistice n'a pas enclenché aussitôt le mécanisme de rapatriement, de sorte qu'aucun de nos témoins prisonniers n'est rentré en novembre 1918, même dans les derniers jours du mois. Les retours au foyer familial s'étagent entre la mi-décembre 1918 et la fin janvier 1919. Ils s'effectuent principalement par train, mais, pour les prisonniers des camps situés très à l'est de l'Allemagne actuelle, ou pour ceux situés en Prusse Orientale (devenue une partie de la Pologne à la suite de la Seconde guerre mondiale) ils se font en bateau : c'est le cas de deux de nos prisonniers. Un d'entre eux revient lui, à pied, comme on le verra, car il n'avait pas encore été envoyé en camp en Allemagne. Mais le moyen de rapatriement ne sera pas notre seul critère de classement…

L'arrivée des prisonniers vue par un jeune soldat sur le sol français

Antoine Damas (cl.18) de Montverdun, négociant en charbon et produits agricoles à Boën-sur-Lignon jusqu'en 1961, n'a pas été prisonnier, mais a vu le retour de prisonniers en gare de Metz, à la fin de 1918, et a été frappé par leur maigreur, qu'il relie à la pénurie alimentaire sévissant en Allemagne :
T- *« Moi, je crois que la guerre a fini, que les Boches ont fait finir la guerre par manque de ravitaillement ! Y avait plus rien à manger, ils étaient crevés de faim ! Ils avaient plus rien à manger ! Ils étaient…comment qu'on appelle ça ? Barricadés ! Blocus, quoi ! C'est que le blocus était fait partout ! Ils n'avaient plus rien, les Boches, ils pouvaient plus rien trouver ! Je crois, moi, que c'est ça en 18 qui a arrêté la guerre : ça a été le ravitaillement ! Du reste, les Français, quand ils sont rentrés d'Allemagne, ils étaient maigres ! J'ai resté à*

la gare de Metz, là-bas. On les voyait, ces prisonniers… on voyait passer les trains, là-bas : affamés, malheureux ![1] *Affamés ! On leur donnait du ravitaillement en passant : ils étaient maigres comme des clous ! »*

Sur le plan de l'alimentation, on a vu la grande inégalité entre les prisonniers restant dans les camps, souvent peu et mal nourris, et ceux hébergés et travaillant dans des entreprises familiales allemandes (moulins, scieries) ou le plus souvent dans des fermes, généralement correctement nourris, surtout en Bavière, semble-t-il, mais il est difficile d'extrapoler à partir d'un nombre insuffisant d'exemples.

Un ex-prisonnier en Allemagne terminant sa *« villégiature heureuse »* en Suisse et retrouvant son métier

Parmi nos 18 prisonniers, il en est un qui a eu un sort bien particulier : il s'agit du sergent **Jean Fontaney** (cl 12), originaire de Savigneux, instituteur à Montbrison de 1911 à 1914, qui sera, après guerre, professeur à l'Ecole Normale de Garçons de Montbrison, puis inspecteur primaire, puis directeur de deux Ecoles Normales : celle de Parthenay d'abord, de Poitiers ensuite. Sa singularité tient au fait que, capturé le 9 juin 1915, il a été repéré en décembre 1916 par une commission d'inspection suisse de la Croix-Rouge dans son deuxième camp, celui de Wittenberghe, pour une blessure au coude qui ne guérissait pas, et transféré en Suisse où il concède avoir vécu ensuite une sorte de *« villégiature heureuse »* pendant un an et demi : « *Et voilà comment je suis revenu. Après j'ai demandé d'aller à Neufchâtel, ville universitaire où j'ai fini mon séjour en Suisse. J'ai fait deux semestres ; j'étais inscrit à l'université gratuitement. J'ai surtout profité de la salle de lecture qui était plus chauffée que ma chambre individuelle chez l'habitant. Passé en somme une villégiature heureuse ».*

Jean est le donc seul des 18 prisonniers à avoir bénéficié, après un an et demi de captivité, de cette incroyable *« villégiature heureuse »* et studieuse en Suisse… Il veut bien reconnaître honnêtement, de cette phase finale de son exil en pays neutre qui a cessé d'être une captivité, qu'il devenait un *« embusqué »* par rapport à ses camarades restés sur le front, et aussi par rapport à ceux qui restaient détenus en Allemagne (un comble pour celui qui, réformé en 1913 pour raison de santé, avait tenu à s'engager en 1914, par sentiment du devoir patriotique) :

T *« Ah ! C'était l'embuscade totale ! Mais il fallait se trouver entre deux eaux : pas être trop malade, la Suisse m'a gardé, ni trop peu parce sans ça, on était bon pour le service ! »*

La fin de son séjour à Neufchâtel a été marqué par la pandémie qui s'étendait sur toute l'Europe : celle de la grippe dite « espagnole » :

T- *« Peu avant l'armistice, on nous a… J'étais parmi ceux qui devaient rentrer en France, parce qu'il faudrait faire la place à d'autres. Puis la grippe espagnole a atteint Neufchâtel. On faisait des enterrements, les cortèges étaient interdits, et notre convoi a été retardé. Je suis donc rentré en France au mois de… fin août-début septembre. On m'a envoyé au camp de transition à Moulins. J'étais bon pour partir au Maroc. Et puis l'armistice est venu. Chose curieuse : l'armistice a sonné, j'étais en gare de Montbrison, je conduisais deux Alsaciens avec un copain, un autre soldat, et un vieux fusil, sans cartouches ! Deux Alsaciens de l'armée allemande qui étaient prisonniers. Y avait un camp à Saint-Rambert réservé à eux. L'armistice a sonné. Nous avons accompli notre mission, puis avec mon fusil Gras (mon vieux fusil de la guerre de 70 !) à pied, j'ai regagné Meylieu*[2] *où j'ai attrapé la grippe espagnole ! Je suis resté huit jours, puis sans permission, sans rien… Quand je suis arrivé, dès que j'ai pu, j'ai pris le train, je suis arrivé, un adjudant m'a dit : « Vous m'avez pété dans les mains ! »…. Et je suis resté à recevoir les prisonniers. L'armistice était arrivé, les prisonniers… Dans un bureau, ça consistait à établir leurs fiches, à les renvoyer dans une autre région. C'était un dépôt de transition. Alors donner un passe-partout avec quarante jours de permission. Et j'ai passé un bon mois d'hiver dans cette caserne, et au bistrot où nous allions le soir. Et j'allais au moins une fois par semaine à Montrond, je connaissais bien la ligne qui était directe en ce temps-là. Et puis au mois d'avril* (1919) *au printemps, on m'a détaché comme en sursis, on m'a envoyé (toujours comme militaire, mais habillé en civil) pour renforcer l'école en Lorraine et en Alsace. Donc j'ai fait six mois un peu l'école, et beaucoup de conseils…Ce qu'on appellerait maintenant « conseiller pédagogique », sur la frontière du Palatinat, tout à fait à la frontière.*

E- *Et alors, comment était perçue votre arrivée ?*

T- *Pas très bien par les collègues, qui avaient l'impression qu'on venait prendre leur place ! L'enseignement était religieux, mais j'étais rattaché à un village où y avait eu le premier mariage entre un instituteur et une institutrice. C'était interdit en Lorraine ! Alors une histoire avec le curé ! J'ai fait ce que j'ai pu. Le curé*

---

[1] Ils ne sont pas à la fois « *affamés et malheureux* », ce qui serait illogique, car ils rentrent enfin dans leur pays ! « *Malheureux* » sert ici de soutien de l'exclamation, d'intensification, et peut aussi (mais moins souvent) se mettre en début de phrase : « *Malheureux ce qu'ils étaient affamés ! ». « Affreux ! »* joue aussi le même rôle, plus couramment (cf une phrase qui suit)

[2] Son village natal, appartenant à la commune de Montrond-les-Bains

venait faire le catéchisme à l'école. Alors, je faisais l'école, moi. L'instituteur s'appelait Berstold, il pouvait pas voir le curé ! Y avait une histoire. C'est pour ça qu'on m'avait mis là. Et puis j'avais des missions dans le canton , et voilà. Et puis dès que la libération est arrivée, je suis rentré en France, j'ai été libéré, j'ai fini. J'ai été libéré au mois d'août 1919. J'ai retrouvé mon poste à Montbrison. »

Il est certain que Jean découvre, dans la Lorraine du concordat, des conditions d'enseignement très différentes de celles qu'il a connues en Forez, d'autant plus qu'il a vécu, alors qu'il avait venait de rentrer à l'Ecole Normale d'Instituteurs de Montbrison comme élève-maître, les retombées de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905. Une expression montre que dans son esprit, la Lorraine reste quelque peu étrangère, malgré son retour très récent à la mère Patrie d'avant 1870 : « *Et puis dès que la libération est arrivée, je suis rentré en France »,* Quant à l'interdiction du mariage entre enseignants, on se demande quelle pouvait bien en être la motivation ! Pour avoir épousé une enseignante élève de l'ENF de Saint-Etienne, alors que j'étais élève de l'ENG de la même ville (rencontre en classe de Philosophie, à l'ENF !) je puis affirmer que tout était fait, par la directrice de l'ENF et le directeur de l'ENG, pour pousser leurs élèves-maîtres respectifs à opter résolument pour le *« mariage double* », présenté clairement comme un gage d'harmonie dans le couple, et de stabilité en « *poste double* » dans les villages !

Un prisonnier regagnant la France à pied

Pierre Dubanchet (cl. 18) passementier à Saint-Genest-Lerpt, capturé avec les servants de sa batterie à Craonnelle le 27 mai 1918, a été gardé en France occupée à Monthermé (17 km au nord de Charleville-Mézières) pour démonter les machines d'une vieille usine afin que le métal fondu soir récupéré par l'industrie allemande. Mais fin octobre 1918, devant l'imminence de la défaite allemande, cette activité est suspendue, et les prisonniers sont emmenés à pied, par la Belgique toute proche, dans le but de leur faire rejoindre le camp extrêmement lointain de Gardelegen, en Saxe-Anhalt, à 45 km au nord de Magdebourg. L'armistice va les surprendre bien avant, encore en Belgique :

T- *« Alors on avait pris la route de Berlin, de Gardelegen, puisqu'on relevait de Gardelegen, qui était à 80 km plus loin que Berlin*[3]*. Alors on était en sabots, on poussait un chariot, on était logé à la belle étoile…*

E- *[…] Et vous étiez encadrés par des Allemands ?*

T- *Et comment ! Et comment ! Alors on s'arrêtait le soir et on couchait… On a même couché dans une église ! On couchait n'importe où. On a même couché à la belle étoile, avec du givre le matin. Et on partait pour Gardelegen, en traînant notre carriole, au chaudière, une petite chaudière pour faire chauffer le… C'était de la poudre qu'ils nous donnaient, de la poudre ! Et puis tout par un jour (on avait passé la nuit dans des étables, on avait pas passé une mauvaise nuit) on se remet en rang sur la route…*

E- *Vous étiez en Allemagne, là ?*

T- *Non ! Nous étions encore en Belgique. On se remet en état de marche, quoi, toute la colonne. Et qu'est-ce qu'on voit ? On voit que toutes nos sentinelles, sans rien dire, se mettent en rang devant la colonne, et puis, pffuitt ! fichent le camp ! Et nous laissent au milieu de la route ! Vous pensez si on a compris tout de suite, hein ! Oh ! Oh la la !*

E- *Alors, c'était le 11 novembre, ça ? Ou est-ce que c'était un peu avant ?*

T- *Non ! C'était après !*

E- *Alors, qu'est-ce que vous avez fait ? Vous étiez abandonnés là, les Français !*

T- *Complètement ! Eh bien, on a fait…On a pris ses jambes à son cou, direction la France ! On a fait 150 km en trois jours ! Au début, on a chipé un petit char à banc, là, et pas gymnastique ! On y avait mis nos musettes, quoi ! Et pas gymnastique, direction Sedan ! On y est arrivés, à Sedan !*

E- *Mais qu'est-ce que vous mangiez en cours de route ?*

T- *On avait eu la chance de toucher quelques biscuits américains juste avant !*

E – *Et les gens sur le parcours vous donnaient des choses, non ?*

T- *Y en avait ! Y en avait, oui ! Y en avait qui étaient gentils, d'autres qui l'étaient pas !*

E- *Ah bon ! Comment est-ce qu'ils vous considéraient ?*

T- *Oh ! Comme des fuyards, quoi ! Comme des prisonniers libérés. Et puis alors, à Sedan, on nous a dirigés sur le camp de Mailly*[4]*. Puis on a resté quelques jours là. Et puis après, du camp de Mailly, on nous a dirigés*

[3] Pierre commet une erreur très importante de localisation : Gardelegen, au nord de Magdebourg, ne se trouve pas 80 km après Berlin, mais 120 km avant, quand on vient de France, c'est-à-dire de l'ouest ! On peut supposer que les gardiens n'avaient pas l'intention d'y emmener les prisonniers à pied, car c'était alors une distance de 570 km à vol d'oiseau qui était à parcourir, donc au moins 700 à pied ! Et ceci avec des sabots aux pieds ! En fait, ils imaginaient sans doute pouvoir prendre un train à la frontière allemande.

[4] Très grand camp militaire situé dans la Marne, à 30 km au sud de Châlons-sur-Marne (en Champagne depuis peu !) et à 15 km à l'ouest de Vitry-le-François

sur Moulins, parce qu'on était en guenilles ! […] On nous a habillés avec des vieilles frusques … C'était en décembre… On a eu un mois de permission, c'était pas beaucoup !
E- *Noël 18, vous l'avez passé au régiment, ou chez vous ?*
T- *Oh ! J'en sais rien ! Je pourrais pas vous dire !*
E- *Pourtant, on devrait s'en souvenir, du premier Noël de paix !*
T- *Non ! Toujours est-il qu'on est retourné rentrer au régiment. Entre temps, le 113* (d'Issoire) *était passé à Clermont. Ah ! On était mieux à Clermont ! Y a beaucoup plus de distractions qu'à Issoire ! »*

La suite se déroulant par bribes de phrases, nous la résumons : Pierre ne va être démobilisé de son 113e R. d'Artillerie Lourde qu'en juin 1920, excédant de deux mois ses trois années dues à la nation à cause d'un mouvement social local : *« Entre temps, y avait eu des troubles à Clermont. Y avait même eu un mort, chez Michelin. Ça nous a valu deux mois de rabiot !…On faisait des rondes, la nuit ! Ils devaient craindre que le mouvement s'étende. »*

A la différence de la grande majorité de ses camarades, Pierre n'a pas gardé gravé dans sa mémoire le souvenir des retrouvailles avec les siens. Mais, fait prisonnier le 27 mai 1918, il n'avait pas revu ses proches que pendant un semestre (moins que l'intervalle entre deux permissions) et n'avait pas vécu l'exil douloureux du prisonnier en terre étrangère…

Son homonyme **Pierre Dubanchet**, d'un an plus âgé (cl. 17), aussi de Saint-Genest-Lerpt, aussi passementier, mais en alternance avec l'activité de mineur (qui deviendra l'unique après 1938 et la crise du textile), aussi capturé tardivement, en 1918 - le 13 juillet- , aussi employé à démonter en France occupée (à Rethel, dans les Ardennes) des machines à expédier en Allemagne, n'a pas eu la même fin de captivité, car un mal persistant aux oreilles l'a fait, au bout de deux mois, envoyer en Bavière, à Ingolstadt, pour y être soigné, de sorte qu'il est revenu par train, et s'est retrouvé chez lui en janvier 1919. Mais son témoignage est trop haché pour être cité.

Le rapatriement par train

André Joie (cl. 10), né à Pralong d'un père maréchal-ferrant qui a transporté ensuite son activité à Savigneux, a fait toute sa carrière à la mairie de Montbrison jusqu'à en devenir le secrétaire général jusqu'en 1955, année de son départ en retraite. Sergent au 6e R.I. Coloniale de Lyon, il a été fait prisonnier en août 1915. En Allemagne, après un séjour dans le camp de Darmstadt, il ensuite été affecté, comme activité de jour, au tri des colis des prisonniers en gare de Darmstadt, activité conservée jusqu'à l'armistice, à part un bref séjour au camp de représailles de Giessen (à 35 km au nord de Francfort) pour avoir participé à un mouvement de sous-officiers refusant de travailler, comme c'était théoriquement leur droit. C'est par train qu'il a été rapatrié, de Darmstadt à Toul, puis à Lyon, au fort Saint-Irénée, où il a été employé à faire le rappel des soldes de captivité, pour les gradés et les soldats. Il a ensuite été libéré par anticipation, à la demande du maire de Montbrison, M. Dupin, le 10 mars 1919 (au lieu d'août), car, précise-t-il, tous les soldats des classes 1909 à 1915 étaient libérables par anticipation sur demande écrite de leur employeur. Sur les 12 conscrits de la classe 1910 de Savigneux, 7 ont été tués et 5 sont revenus, dont André. Son entretien se conclut par quelques phrases qui laissent entrevoir un certain clivage entre les prisonniers ayant passé l'essentiel de leur temps en Allemagne, et leurs camarades qui ont combattu en France et ont supporté toutes les souffrances de la guerre :
E- « *Quels étaient les sentiments des soldats qui rentraient en 18-19 après 4 ou 5 ans de guerre ?*[5]
T- *Ah ben, ils étaient contents que ça soit fini ! Ils racontaient leurs petites misères, comme chacun. Les uns avaient souffert beaucoup, d'autres moins, d'autres avaient été blessés, d'autres étaient malades d'avoir resté dans les tranchées froides et humides…Y avait un certain malaise, mais au fond, on était content que la guerre soit terminée. Voila ! »*

Ce sont plus que des *« petites misères »* qui ont été endurées par les Poilus restés en France, qui considéraient comme chanceux leurs camarades restés prisonniers en Allemagne, car ils n'encouraient plus, sauf malchance très minoritaire, le risque de mourir, ni celui d'être gravement blessés…

Le caporal **Jean Roche** (cl.14), fils d'un cordonnier de Saint-Symphorien-de-Lay, devenu ouvrier en entreprises textiles à Lay, puis à Saint-Symphorien, puis à Régny après guerre avant d'entrer à l'arsenal de Roanne en 1938, a été fait prisonnier le 10 mars 1916 au bois des Corbeaux, dans le massif du Morthomme, à l'ouest de Verdun. En Allemagne, il a été ouvrier agricole dans trois fermes, d'abord dans le Bade-Würtenberg, puis, pour la troisième, dans le Jura souabe, et a fini sa captivité comme jardinier à la ville de Stuttgart. C'est lui (comme on l'a vu dans le chapitre précédent) qui a bénéficié, après l'armistice, de l'incroyable invitation à une soirée d'opéra par un officier allemand descendant d'un officier de l'armée de

[5] Cinq ans en incluant l'occupation en Allemagne, pour ceux qui, mobilisés dès août 1914, ne sont rentrés de l'Occupation outre-Rhin que dans l'été 1919.

Napoléon. Son itinéraire de retour est passé par la Suisse, et son récit englobe tout, du départ à l'arrivée émouvante au foyer familial, et oppose deux réceptions des prisonniers, dont l'une n'est pas à l'avantage de la Mère Patrie :

T- *« Je suis parti le 9 décembre, le 10 décembre je suis rentré en Suisse. J'ai marqué* (dans son carnet de route) : *j'étais prisonnier le 10 mars 1916, j'ai quitté l'Allemagne le 10 décembre 1918, et à Bâle y a eu une réception, oh oh oh ! Si je vous dis ! Ah ! Si on a été bien reçus en Suisse ! Et le premier repas qu'on a pris dans le hall de la gare ! … S'il y en a un qui descendait du train et avait le malheur de tousser, il était pris et enveloppé par des jeunes filles de la Croix-Rouge suisse, et emmené dans un fauteuil roulant ! Il avait beau protester : « C'est rien ! », on l'emmenait pour le soigner ! Et je me souviens, on nous a servis… - « On peut pas vous offrir tout ce qu'on voudrait, on a des restrictions… ». On le comprenait bien ! Y a une dame qui est venue vers moi avec un petit enfant, il distribuait des cartes postales toutes timbrées : « Auriez-vous la gentillesse, quand vous serez rentré dans vos foyers, de me la renvoyer ? » - « Oh !, je dis, avec plaisir, Madame ! ». Et je n'y ai pas manqué ! Ah ! Ils ont été gentils, les Suisses, pour nous ! Et quand on est descendus à la gare, toutes ces jeunes filles de la Croix-Rouge suisse qui nous ont reçus ! Et la musique militaire qui nous jouait des airs !*

E- *Vous y êtes resté combien de temps, en Suisse ?*

T- *Là ? On a juste pris le repas et en route ! On a dit : « Comment on va être reçus en France, avec l'accueil qu'on a reçu en Suisse ! ». Avec la musique, les jeunes filles de la Croix-Rouge ! Qu'est-ce que ça va être en France ! En France, on est rentrés à Delle-sous-Belfort* [6]*. Ben, vous savez pas ? Y avait des Congolais baïonnette au canon ! Des Français baïonnette au canon pour nous recevoir ! Ah ! Ben mon vieux, heureusement, c'est pas le gouvernement qui nous fonçait* (? = recevait ?)*, c'était la ville de Paris qui avait un wagon de nourriture : vous aviez un sandwich, un quart de café ou de vin, ce que vous vouliez. Oh ! Ça, on était heureux ! On a dit : « Vive la ville de Paris ! » . On pouvait pas crier « Vive la France ! », puisqu'on criait « Vive la ville de Paris ! ». Et entourés de soldats d'Afrique, quoi ! Y avait même des Français, ils croyaient qu'on allait s'évader ! S'évader ! Ah ben, on risquait pas de s'évader ! On s'éloignait pas du train ! On risquait pas de s'évader !*

E- *Vous avez été ramenés sur Lyon ou sur Paris ?*

T- *Sur Moulins, au XIII ème corps d'armée. On a pris quelques jours à Moulins. J'étais fatigué, je suis resté quelques jours ; je sortais de la grippe en Allemagne, je suis resté deux jours. Je me suis fait mener à Dijon. C'est à Dijon que je me suis fait porter malade. Alors, je pars pas. Y en avait un qui était du Coteau avec moi. Son père avait des chevaux de bois : Célestin Leparesseux. Oh ! Lui parlait pas de reste !*

E- *C'était son surnom, « Le Paresseux » ?*

T- *Non, non ! Rue Saint-Marc !*

E- *C'était son nom !*

T- *Oh ! Et puis le plus beau manège de chevaux de bois de toute la région ! Il faisait les grandes villes, Vichy…, mais il allait pas dans les campagnes ! Antoine Leparesseux ! Mais c'était un ivrogne ! Quand il avait bu…je le retrouvais après…*

E- *Et vous avez passé combien de temps entre le moment où vous êtes revenu en France et votre démobilisation ?*

T- *Le 10, je suis rentré, le 10, en Suisse : 10 décembre en Suisse. Après je suis arrivé chez moi à Saint-Symphorien le 19 décembre.*

E- *Et là, vous étiez démobilisé ?*

T- *Oh non ! Oh ! J'ai été démobilisé en septembre 19 !*

E- *Qu'est-ce que vous avez fait dans toute l'année 19 ?*

T- *Ah ben, premièrement, on m'a donné 30 ou 45 jours de permission. A Dijon, et on nous le payait* (reprise de la solde journalière) *. On nous donnait une petite somme, quoi, ça nous débrouillait bien, parce qu'on avait pas le sou ! Je me souviens : c'était un Savoyard. On était sortis dans Dijon .- « Mon vieux on irait bien… Si on pouvait boire un canon !.. Si on pouvait… ». Y a un Savoyard de Chambéry (un type qui était resté avec moi), lui, là, il cherchait un cordonnier. Puis il trouve un cordonnier. Il lui explique : « Voulez-vous enlever le premier cuir du talon de mon soulier ? ». Le cordonnier : « Qu'est-ce qui arrive ? » -« Enlevez-le avec précaution ! ». On attendait à la porte. Il avait un louis d'or de 20 francs qu'il avait caché là-dedans ! Jamais les Allemands l'ont vu ! Dans le talon d'un soulier ! Et une tranche de cuir clouée dessus. Eh ben, on était heureux, là !*

E- *Mais il avait gardé sa paire de chaussures pendant tout le temps ?*

T- *Ah ! Tout le temps dans le civil. Il s'en était passé… Je sais pas comment il s'était débrouillé. Après il nous a menés…oh la ! Oh la ! Il a été gentil !… A Dijon, je suis allé à l'hôpital : je suis resté 4-5 jours à l'hôpital, je me souviens pas. Y a pas eu la grippe. Ah ! Je me rappelle : je voulais voir les journaux français ! La seule chose qu'on parlait, c'était la couleur de la robe de Madame la Présidente des Etats-Unis ! C'était Wilson qui*

[6] Delle se trouve à 17 km au sud-est de Belfort, et à 1 km de la frontière suisse, sur la route qui vient de Porrentruy

était.. Alors, on avait des détails sur l'arrivée du président des Etats-Unis ! Moi, je dis : « Bon ! Quand c'est qu'on pense…. ? ». J'aurais cru qu'on aurait pensé aux morts français ! Non pas ! Surtout la teinte de la robe de Madame Wilson ! Eh ben, mon vieux !

E- *Ça vous paraissait un peu déplacé !*

T- *Oui ! Oh oui ! Oh oui ! De là, on m'a renvoyé : « N'a pas eu la grippe » , avec une fiche. Alors, je suis parti de Dijon pour Moulins. Là, je me suis fait hospitaliser. Oh ! Deux–trois jours. J'ai trouvé les gars de la région…Je voulais le* (?) *voir, J'ai rappliqué, péniblement, avec une panière : j'avais rapporté du tabac d'Allemagne. On le faisait venir de Suisse. Puis des petites bricoles. J'arrive. Le courrier attendait à L'Hôpital-sur-Rhins. Le père Cortet : « Oh ben dis ! Qu'on t'attend ! T'es là ! » - « Ben oui ! J'ai sauvé ma peau, je suis pas mort ! Je suis passé bien près*[7] *! ». On revenait chez nous, bien sûr, tout le monde attendait… A Moulins, je m'étais fait couper les cheveux, je voulais rentrer propre à la maison.*

E- *Vous étiez le seul prisonnier de Saint-Symphorien ?*

T- *Ah ! Y en avait d'autres ! On était 19 ! Mais ils étaient pas avec moi ! Pas le même convoi ! Ah non ! On venait chacun de notre côté. Y en a beaucoup qui sont venus par la Hollande ! Ceux qui étaient dans le Hanovre, là-haut !*

E- *Vous deviez être bien content de retrouver chez vous ?*

T- *Ah !* (ému) *Retrouver mes parents, ma mère… avec les cheveux gris. Ma mère qui se met à pleurer à chaudes larmes ! – « Ah mais, je lui dis, pourquoi tu pleures ? Tu aurais mieux aimé que je sois tué ? » - « Mais non ! Je suis trop contente ! Je pensais pas te revoir ! »*

E- *C'était de bonheur !*

T- *Ah ben bien sûr ! »*

Ayant traversé la guerre, puis la captivité, Jean a mûri, et espère sans doute que la presse de son pays, celle qui n'a pas trop donné dans le fameux « bourrage de crâne », a fait la même mutation. Mais il est choqué d'en retrouver la futilité, avec la question de la couleur de la robe portée à telle ou telle réception parisienne par l'épouse de Président Wilson[8]. Quand au chiffre de prisonniers pour la seule localité de Saint-Symphorien-de-Lay, chef-lieu de canton qui devait compter autour de 2000 habitants à la fin de la Grande Guerre, il est important sans être considérable, et sans commune mesure avec les prisonniers de la Seconde Guerre Mondiale. Au témoignage de Jean revenant chez lui, et entamant une conversation avec *« le père Cortet »,* on devine que toute la communauté villageoise est dans l'attente de ses prisonniers, qu'elle n'a pas revus depuis la dernière permission précédant leur capture, alors que les permissions épisodiques ont ramené au pays les Poilus restés en France.

Jean n'a pas qu'envoyé la carte illustrée à la si gentille dame suisse de Bâle. Il a aussi envoyé une carte à une famille allemande de Kleinansbach, dans le Bade-Würtemberg, qu'il avait particulièrement appréciée, et qui l'avait traité très humainement, ce qu'il a confié bien avant dans l'entretien :

T- *« Je les ai regrettés ! Ströbel ! C'est Ströbel !*

E- *Comment est-ce que ça s'écrit ?*

T- (épelle) *S T R Ö B E L ! Ah ! Vraiment on les a regrettés ! Je vous dis : j'avais fait d'autres familles. Là je suis resté 18 mois. Quand je suis revenu en France, je leur ai dit. La mémé m'avait donné 2 marks*[9] *: ça se fait guère en Allemagne. J'ai répondu que je leur enverrai une carte de Saint-Symphorien. J'ai pas dit que j'étais de Saint-Symphorien, j'ai dit « une ville un peu près de Lyon », « bei Lyon ». Je leur ai envoyé une vue de Lyon de Saint-Symphorien : « Grüss aus Lyon* [10]*», et puis j'ai affranchi bien comme il faut, j'ai mis à la poste de Saint-Symphorien, mais je sais pas si la poste l'a bien envoyée. Je l'ai affranchie bien comme il faut.*

E- *Vous aviez appris à parler et à écrire l'allemand ?*

T- *Eh ben, ce qu'on apprenait !* (dans la vie courante). *Moi, j'avais une grammaire, là. Je l'ai achetée après, je l'ai fait voir aux gamins, mais ils veulent pas l'avoir ! Mais là-bas, y avait rien dans ce pays ! Si ! Y avait une « Wirtschaft » : un bistrot ! Le dimanche, ils nous laissaient, on allait chercher notre bière. Ça a duré*

---

[7] Ce n'est pas pendant sa captivité en Allemagne que Jean est passé « bien près » de la mort, mais durant ses deux années de guerre en France, où il a été blessé deux fois : d'abord par l'explosion d'un obus de crapouillot qui lui a endommagé surtout une jambe, le 3 juillet 1915 ; puis le 8 mars 1916 (deux jours avant sa capture) quand son bataillon a essuyé de très lourdes pertes en attaquant et en prenant le bois des Corbeaux, vers le Massif du Morthomme, à l'ouest de Verdun…

[8] Le couple présidentiel, parti des Etats-Unis le 4 décembre 1918 sur le « George Washington », est arrivé à Paris le 14 décembre, et une de ses premières activités mondaines sera, le 19 décembre, la cérémonie de réception du maréchal Joffre à l'Académie Française. La « First Lady » aura le temps de montrer la diversité de ses robes puisque c'est un séjour de plusieurs mois qui commence (avec un voyage à Rome) avec comme épicentre la Conférence de Paix de Paris qui s'ouvre le 18 janvier 1919. Le 14 février, Woodow Wilson y présentera son projet de Société des Nations (S.D.N.), première ébauche de l'O.N.U.. Wilson recevra le Prix Nobel de la Paix le 20 novembre 1919.

[9] Ce don (qui peut paraître minime) est d'autant plus remarquable que ce n'est pas la dernière ferme où a séjourné Jean, ce qui implique un échange de courrier avec cette famille pour la prévenir de sa libération. En effet, c'est en avril 1918 qu'il a quitté Kleinansbach pour une autre ferme, à 30 km au sud de Stüttgart, à Neuffen, vers Nurtingen.

[10] Cela peut se traduire soit par « *Salutations de Lyon* », soit, plus familièrement, par « *Un bonjour de Lyon* »

quelque temps, chacun notre bouteille de bière l'après-midi. Le patron voyait (j'y avais dit !) que nous n'étions pas des sauvages ! Il nous avait mis du bois, on y avait mis des piquets et une planche dessus pour faire une table pour nous… »

Comme on l'a vu dans le chapitre consacré spécifiquement aux prisonniers, la vie dans une ferme, avec une famille accueillante et compréhensive, n'avait strictement rien à voir avec la vie dans les camps.

Au départ d'Allemagne : le typhus dans un camp, d'où des mesures sanitaires dans la gare d'arrivée française (et parfois des morts, à Lyon…)

Jean Salanon (cl.14), agriculteur à Saint-Georges-Hauteville (Les Jeannettes) a été fait prisonnier le 23 février 1915 vers le col de la Schlucht, dans les Vosges, et a été envoyé en Bavière. Il a alterné d'assez courts séjours dans trois camps différents avec de longs séjours dans des fermes, restant deux années complètes (décembre 1916-décembre 1918) dans la dernière à Weihmich, vers Landshut, où il a été traité très humainement. Restant près d'un mois après l'armistice chez son « patron », amoureux de la jeune Elise Schlemer (cf chap. XXXII – Les prisonniers en Allemagne), il finit pas être envoyé au grand camp - il pouvait « contenir » 13 000 prisonniers - de Puchheim (à 5 km à l'ouest de Munich) où sévit le typhus !

T- *« On a resté deux jours dans le camp ! Le temps nous durait de partir ! On a été visiter le « cemitière »*[11]*, hein ! Oh la la Bon Dieu ! Y en avait ! Y avait les copains de Saint-Etienne que j'avait connus, ils avaient une petite croix, ils étaient morts, dans ce « cemitière » de ce camp ! Y avait les Russes, là !*

E- *Où est-ce qu'il était, ce camp ?*

T- *« Poukenn » ! qu'il s'appelait ! Un grand camp ! Y avait des Russes, des Belges, des Italiens ! Y avait un peu de tout. C'était l'eau qui était malsaine : la peste ! Il fallait boire de l'alcool ! On était quatre, qu'on était : y avait celui de la Drôme et puis l'autre. Il fallait boire du rhum ! Et trouver du rhum où ? Parce qu'on était libres ! On a suivi* (parcouru) *quatre communes, comme d'ici à Saint-Jean* [12]*. On a trouvé un litre de rhum un endroit. On l'a bu tous les quatre ! Allez ! Je sais pas si c'est ça qui nous a préservés…*

E- *Donc c'était en décembre 18 ?*

T- *En décembre 18. Et on restait deux jours. On passait une visite, là-bas. Et si on était malade… C'étaient des Français qui faisaient le service, ils faisaient brûler les baraques, les Allemands s'occupaient plus de nous ! C'était la Croix-Rouge française qui s'occupait de nous. Alors on a été prendre le train à minuit. Un train de voyageurs, hein ! Pas un train de bestiaux ! En Allemagne, toutes les fois que j'ai été d'un côté d'autre… En troisième classe, par hasard*[13] *! Les coussins, c'étaient des bancs, pas plus ! On a traversé toute la Suisse. A Genève, on a descendu. Ils nous ont fait descendre pour nous payer à déjeuner : un café au lait avec biscuits-chocolat, un peu tout ! Genève, c'est une jolie ville. C'était un dimanche. On a traversé toute la Suisse, on a été atterrir à Constance. A Constance, on a changé de train : on a pris un train français qui nous a emmenés jusqu'à Lyon. »*

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'itinéraire ferroviaire de Jean est loin d'être direct ! Partant des environs de Munich, Constance, en passant par Brégance, au sud du lac de Constance , n'est qu'à 180 km. Alors qu'aller d'abord à Genève, en traversant la Suisse, pour remonter ensuite au nord à Constance, triple presque la longueur de l'itinéraire ! A moins que Jean n'intervertisse les deux villes : le trajet Munich – Constance – Genève deviendrait alors logique, tout comme l'étape suivante, qui conduit notre prisonnier à Lyon, proche de Genève.

E- « *Et à Lyon, c'est là qu'il y avait une désinfection ? »*

Ma question est directement inspirée par un renseignement donné auparavant, alors que Jean avait escamoté tout son itinéraire pour traiter la question de l'infection du camp de Puchheim par le typhus, qu'il appelle « *fièvre typhoïde* » : *« Dans le camp, y avait la fièvre typho… Ils venaient*[14] *tout noirs. C'était une peste, quoi, qu'il y avait. Un d'ici, il a pu arriver à Lyon ; à Lyon, ils l'ont mené à l'hôpital, il est mort là-bas, il a pas pu arriver. Quand on est arrivés à la gare des Brotteaux à Lyon, il y avait des parents qui l'attendaient. Y avait la police : « Défense de s'approcher ! ». Ils nous ont emmenés dans une autre gare :*

---

[11] Cette prononciation fautive du mot « cimetière » n'était pas rare chez les vieilles personnes du sud du Forez, et aussi du Velay (une native de Sainte-Sigolène, amie de mes beaux-parents, et sa soeur faisaient constamment cette faute). Elle semble provenir de la prononciation patoise sous-jacente du mot, qui, dans l'arrondissement de Montbrison est « semintière ».

[12] Saint-Jean Soleymieux, qui se trouve à 10 km de son lieu-dit des Jeannettes, un peu en retrait de la route qui conduit à Montbrison.

[13] Cette locution n'a pas du tout le sens français, elle a une valeur adversative, et peut se traduire par « *en revanche* », ou plus familièrement, « *par contre* » (locution condamnée par l'Académie). On comprend le sens : il voyageait désormais en wagons de voyageurs, (alors qu'il était venu prisonnier en Allemagne en wagon de bestiaux) mais, en revanche, ce nouveau luxe n'allait pas jusqu'à la première classe, ni même la seconde !

[14] L'emploi de « *venir* » pour « *devenir* » était très courant chez les Foréziens nés avant la guerre de 1914-1918, et s'est conservé après chez bon nombre de gens plus jeunes.

« Défense de sortir ! » . Le lendemain, ils nous ont passés à la vapeur, déshabillés complètement, tout nus ! Ce béret, moi je l'ai mis comme ça, je l'ai passé entre… On se déshabille tout nus ! Puis ils nous ont donné un habillement, n'importe quoi : en zouave !
E- *Vous l'avez mis* (le béret !) *sur le bas-ventre ! Le problème, c'est que quand on fait des gestes, ça ne passe pas au magnétophone ! Donc on vous a désinfectés ?*
T- *On nous a désinfectés ! Parce qu'ils venaient… en trois jours, ils étaient morts, là-bas ».* (dans le camp de Puchheim) .

« Déshabillé tout nu » Jean, qui ne l'avait sûrement jamais été, nu, en public, a dissimulé du couvre-chef qu'il devait avoir en revenant de Bavière, ce que l'on appelait autrefois, à l'époque de sa prude jeunesse, « *les parties honteuses » !* Venons-en maintenant à la réponse à ma question sur la désinfection, le laps de temps écoulé lui ayant permis de retrouver le nom du camarade décédé à Lyon :
T – « *A Lyon, arrivés à la gare des Brotteaux, les gendarmes étaient là : « Défense de s'approcher ! ». On s'est demandé pourquoi. On nous a dit : « Eh ! C'est qu'il y en a qui ont la fièvre ! ». En effet, y en un d'ici, un nommé Fréry (pour moi* –selon moi- *il devait être malade, il est mort à Lyon, à l'hôpital). Je l'avais jamais vu. Parce qu'il y en avait d'autres de la commune* (de Saint-Georges-Hauteville) *qui étaient prisonniers, mais on était éparpillés partout. Comme celui de Sury, qui m'avait rendu service. Mais il est mort. Il s'est marié, il est mort un an après. Et sa femme m'a envoyé un avis de décès. J'ai pas pu y aller : j'étais malade ; je regrettais beaucoup !*
E- *Donc là, vous êtes arrivés à Montbrison et vous êtes remontés à pied ? »*

Là encore, la question renvoie à un épisode raconté trop tôt, hors chronologie, juste avant l'arrêt de fin de la bande magnétique, épisode où Jean a sauté d'un coup de sa ferme bavaroise près de Landshut à Montbrison, parcourant mentalement 1 500 km en deux phrases ! Voici ce court extrait : *« Et il* (le patron bavarois) *nous a gardés jusqu'à la fin, jusqu'à qu'on a été rapatriés, quoi ! Je m'en rappelle : je suis arrivé ici* (chez lui, où se passe l'entretien)*, le jour de Noël à 11 heures du soir. Je m'en rappelle toujours ! Je venais de Roanne…jusqu'à Montbrison. Je suis arrivé à 9 heures à Montbrison. Tout seul ! Personne ! Et puis j'ai vu un soldat qui était devant moi, il m'a attendu, il était de Margerie, et nommé… Oh ! Je m'en rappelle plus de son nom ! On a fait la route ensemble… »*

Replacé dans la chronologie, un quart d'heure après, le récit s'amplifie, et aborde brièvement une intéressante question linguistique :
E- *« Donc là, vous êtes arrivé à Montbrison et vous êtes remonté à pied ?*
T- *Et alors ! On a mis presque deux heures…Celui de Margerie (je peux pas trouver le nom !) il parlait patois. Je parlais français. « -« Mais tu sais bien parler patois ! » -« Eh oué, oué, oué… » C'est revenu quand même ! On a causé un moment…* (un silence pendant lequel il essaie de retrouver le nom de son camarade de trajet, de Montbrison aux Jeannettes – 6 km environ- - sur la route de Margerie-Chantagret)
E- *Donc vous êtes arrivé ici…*
T- *Oh ! C'était 11 heures du soir. Et mes parents étaient pas couchés. Et ma pauvre mère, elle était dans la cour, avec sa lampe : « Oh ! Le voilà ! Tiens, il est pas mort !". Ma pauvre sœur était couchée*[15]*. On a resté jusqu'à 2 – 3 heures du matin pour expliquer… »*

On remarquera que, bien que ce soit le soir de Noël, il n'en est pas question dans la deuxième version. Mais quel plus beau cadeau de Noël pouvaient rêver les parents de Jean que le retour de leur fils ? Après deux mois de permission, Jean devra repartir, pour aller occuper en vainqueur ce pays qui l'avait retenu prisonnier pendant plus de trois an et demi, mais vers Wiesbaden, en Hesse (au nord de Mayence) pas dans cette Bavière, près de Landshut, à Weihmich où habitait Elise…

Le rapatriement par la voie maritime

Deux témoins seulement parmi les seize prisonniers demeurant en Allemagne ont été rapatriés par la voie maritime, étant prisonniers l'un vers Lübeck, port de la mer du Nord, l'autre en Prusse Orientale, dont les rives donnaient sur la mer Baltique. Il se trouve qu'ils se connaissaient, étant nés dans la même commune que moi, celle de Chazelles-sur-Lavieu, (l'un à Vioville, l'autre à Fortunières, et moi à Chatelville) et ayant fréquenté la même école primaire, en même temps, car n'ayant qu'un an de différence d'âge (nés en 1891 et 1892). Le témoignage écrit du plus jeune (décédé au tout début de mes enquêtes en patois) précédera le témoignage oral du plus âgé d'un an.

---

[15] Quelqu'un qui n'est pas au fait des subtilités du parler forézien (en patois et en français) des personnes âgées, nées un peu avant ou un peu après 1900, s'étonnera de lire ces deux expressions : *« ma pauvre mère » / « ma pauvre sœur ».* Elles étaient très usitées dans mon village encore dans les années 1950-1970, signifiant « *ma défunte mère* » / « *ma défunte sœur* »… et s'employaient chaque fois que l'on avait eu un rapport affectif avec un mort : *« le pauvre Tonton Pilote* » (sobriquet d'un de mes oncles par alliance, époux de ma marraine) , « *la pauvre Mélie* » (Amélie Large, née Surieux, du hameau de Chatelville)

Jean Guillet (cl. 12) agriculteur à Chazelles-sur-Lavieu (hameau de Fortunières) est décédé en 1975, alors que je commençais juste mes enquêtes pour ma thèse de linguistique. C'est sa fille Thérèse, épouse du maçon Roger Lyonnet, installé à Margerie, qui a pieusement conservé ses documents relatifs à la guerre.

Mobilisé dans le régiment où il était depuis 1913, le 23e R.I. de Bourg-en-Bresse, passé au 60e R.I. de Besançon (et promu caporal) à la suite de sa première blessure, deux fois blessé (le 31 août 1914 au bras droit, le 2 janvier 1916 au coude par une grenade), il a été fait prisonnier dans l'Aisne le 4 avril 1917. D'abord retenu en France au camp de représailles de Montcornet (Aisne) et employé à la construction d'une voie de chemin de fer, il a été ensuite transféré en Prusse Orientale au camp de Preussich Holland[16]. C'est de sa magnifique écriture fine et penchée, aux majuscules calligraphiées, qu'il a dû mettre au propre sans doute dès son retour en France, mais à partir de notes qu'il restitue (ou conserve : il se décrit écrivant au cours de son périple) au présent de l'indicatif, un récit de 6 pages consacré non pas à sa captivité, mais à son itinéraire de retour de captivité, preuve, s'il en est, de l'importance qu'il accordait à cette aventure. Mais l'inachèvement de ce texte, au milieu d'une phrase, reste un mystère, tout comme la modification de l'écriture dans la dernière partie du texte. Voici in extenso ce qui constitue un document néanmoins remarquable, très vivant, sur ce rapatriement de prisonniers, plus tardif que presque tous les autres, puisqu'il ne commence qu'à la mi-janvier 1919, soit deux mois pleins après l'armistice :

« Retour d'Allemagne »
Camp de prisonniers de guerre
de
Preussich-Holland (Prusse orientale)

De Preussich-Holland – par Königsberg – Pillau- Kiel et le canal. Convoi et transports « Alméria », « Santafé », « Wartburg » – Escorte deux contre-torpilleurs ;

Départ du camp le Mardi 14 janvier 1919 à 2 heures de l'après-midi. Nous formons un train d'environ mille hommes captivés du 1er avril 1916 jusqu'au mois de juillet 1919.*[17]

Nous arrivons à la gare de Preussich au bout de dix minutes de marche ; l'on attend en gare environ trois quarts d'heure, on repart à 3 heures et on arrive à Güldenboden à 3 h 30. D'ici l'on repart à 4 heures, nous prenons la direction de Königsberg, on ne s'arrête qu'à Bronsberg où l'on arrive à 7 heures du soir quelques minutes seulement, nous nous arrêtons dans cette grande gare et on arrive à Königsberg à 8 heures du même soir.

Notre train s'arrête devant un barraquement qui était une cantine pour les militaires et où nous avons payé les cigares 0 mk 50 au lieu de 1 mk 50 au camp. Nous devons passé* la nuit ici dans le train, ou aller dans cette salle a* côté de la cantine qui était chauffée et où il y avait des bancs et des tables. Nous touchons ici le café par les Boches, quoique pas très bon mais qui nous avait bien réchauffé.*

Nous quittons Königsberg à 6 heures du matin, on arrive à Pillau. Après avoir fait 47 kilomètres, nous sommes enfin dans le port où l'on doit embarquer. Nous avons le plaisir en descendant du train de voir la mer et nous allons visiter le pont d'un navire Allemand (un charbonier) qui était à quai dans le port. Ensuite nous allons boire le café au buffet de la gare, avec moi les amis Renault et Vignaud ; et après nous avons la soupe à la caserne du port qui était a* un quart d'heure de la gare.*

L'on revient pour prendre nos bagages qui étaient restés dans le train. On est conduit dans un cantonnement où avaient séjourné des prisonniers Russes ; là nous passons la nuit du 15 au 26 janvier. Notre bâteau n'était pas encore arrivé, il arrive seulement le 15 à 3 heures de l'après-midi. Le premier est « L'Alméria », il est mis à quai que vers les neuf heures du soir. Les camarades du camp d'Esberg que nous avons vus à la gare de Königsberg sont embarqués à bord de ce navire de suite la mise à quai terminée ; ils sont environ mille hommes.*

Le lendemain soir 16 janvier, nous sommes appelés environ 400 pour compléter ce bâteau. Je me trouve du nombre ! avec les camarades Paul et Léon. Nous laissons les autres à la caserne qui ne doivent embarquer que le lendemain à bord du « Santafé ». La nuit commence à tomber, nous passons enfin sur la passerelle du bâteau*. « L'Alméria », c'est un transport de marchandise allemand ancré dans les ports Hollandais depuis le début de la guerre. Il a deux cheminées et mesure 125 m de long sur 17 m de largeur et marche à une vitesse de 12 noeuds à l'heure ; il a été aménagé pour le transport des prisonniers et monté par un équipage Hollandais. Nous passons la première nuit sur le bâteau*, nous ne sommes pas mal installés mais la nourriture est insuffisante.*

Le lendemain 17 janvier à 10 heures du matin notre navire décole du port, la manœuvre du bâteau* nous faisait un peu tourner la tête ; une fois en rade on jette l'ancre.*

C'est samedi 18 janvier à 8 heures du matin : le navire lève l'ancre. Nous sommes escortés par le contre-torpilleurs « Obusier » qui nous trace la route. Le « Santafé » vient derrière nous.

---

[16] Camp situé à l'est de Dantzig, aujourd'hui Gdansk en Pologne. D'après Google maps, son nom polonais serait Paslek, dans la voïvodie de Varmie-Mazurie, à 175 km environ de la frontière de la Lithuanie, dont cette localité est séparée par l'enclave russe de Kaliningrad

[17] C'est bien « *juillet 1919* » qu'indique Jean Guillet qui, évidemment, se trompe. Veut-il dire « *juillet 1918* », ce qui signifie peut-être que les Allemands n'ont pas envoyé de prisonniers dans des camps aussi éloignés après cette date ? Ou « *janvier 1919* » ? Mais on voit mal les Allemands continuant à faire des prisonniers après l'armistice !

La mer est très belle, aucun malaise pour nous incommoder, un peu de brouillard qui nous gêne ; on monte sur le pont pour fumer un cigare avec Paul et Léon car dans nos cabines il est défendu de fumer, ensuite nous redescendons et je profite d'un moment pour écrire ces petits souvenirs.

Il est environ 11 heures du même jour, 18 janvier ; on arrive au large de Danzig, notre navire s'arrête, on entend le siflement des sirènes , c'est l'appel à l'autre navire qui est à Danzig où sont à bord des Italiens. C'est le « Wartburg », navire avec une cheminée comme le « Santafé », mais paraissant moins beau ; ils sont à bord 900 hommes. Derrière lui vient se placer le « Santafé »* (ligne coupée par la photocopie) *sur le port et de se dire bonjour. On met une passerelle sur le quai, les hommes de l'équipage vont chercher des pommes de terre au pays (quelques sacs seulement) car ici on serre un peu la ceinture pour parvenir à faire le voyage avec le peu de vivres qu'il y a à bord. Quelques camarades mettent pied à terre pour aller chercher du tabac. Ici l'on est à l'embouchure de l'Elbe et près de Hambourg.*[18] *Beaucoup de remorques* (de remorqueurs) *font la navette et l'on aperçoit aussi des cuirassés allemands ancrés au port. Nous repartons à 3 heures du soir, le « Wartburg » en tête car des hommes de l'équipage n'étant pas revenus de corvés*, nous les attendons ; au bout de quelques minutes nous partons aussi et un contre-torpilleur. Cette fois, nous quittons pour toujours la terre Boche avec une grande joie et l'on rentre dans la mer du Nord.*

Notre navire rattrape le « Wartburg » , nous marchons à une douzaine de nœuds ; nous passons en tête après deux heures de marche. Un autre navire nous signale, on s'arrête en face de lui, un homme s'amène en barque et vient chercher un officier allemand qui nous accompagner jusqu'ici.*

Aussitôt après l'on se remet en marche. Je m'en vais me coucher de bonne heure ; après avoir fait une bonne nuit, je me lève bien dispos. Le navire marche toujours assez bien, nous sommes un peu secoués, la mer semble vouloir être méchante, et d'après les camarades, vers deux heures du matin, elle l'était d'avantage . Encore quelques-uns ont été malades.*

Nous sommes Mercredi 22 janvier. Le vent est grand, il vient dans notre direction, c'est-à-dire de l'ouest. On ne peut guère rester sur le pont tant il souffle. Nous sommes suivis par les mouettes qui nous amusent en leur jetant des morceaux de pain. Le soir arrive, nous apercevons les phares de (la) Hollande ; à notre droite , nous avons aussi des îles.

Le navire marche toujours très bien, ma mer est moins mauvaise. On a l'espoire d'arriver en France vers la nuit de jeudi à vendredi. Je m'en vais me coucher à 10 heures, et je passe une bonne nuit tant je me trouve bien couché. Le matin, jeudi 23, je me lève à 7 heures. Pendant toute la nuit, nous avons suivit* les côtes de Hollande, et ensuite nous nous sommes dirigés vers l'Angleterre. Vers les 10 h, nous avons trouvé une mine sur laquelle les gendarmes du bâteau* ont tiré sans succès, et c'est le contre-torpilleur qui l'a coulée. La matinée le temps est superbe, pas de vent, l'on est bien sur le pont. A 11 heures, l' « Alméria » donne deux coups de sirène, c'est encore une mine qui est à notre droite, on y tire dessus, mais sans succès non plus et c'est au tour du contre-torpilleur. A deux heures de l'après-midi, l'on aperçoit … »*

Le récit s'arrête brutalement au milieu de cette phrase : on ne saura jamais ce qu'aperçoivent Jean et ses camarades, ni où et comment, précisément, s'est achevé ce voyage. Dommage ! Toujours est-il que Jean a regagné sain et sauf son Fortunières natal, et qu'il y a mené une vie honnête et heureuse de petit agriculteur jusqu'à l'âge de 83 ans.

Jean-Pierre Surieux (cl.11), mon témoin n° 1 (interviewé longuement en patois le 11 novembre 1974) et grand-oncle maternel, agriculteur à Margerie-Chantagret, était prisonnier depuis le 18 octobre 1914. Après deux camps, il a passé trois ans dans la même ferme au bourg de Rumpel, près de Bad Odesloe, petite ville du Schleswig-Holstein située entre Hambourg et Lübeck, puis, à la fin du printemps 1918, a été envoyé dans une scierie à Hambourg où il a été, comme on l'a vu, témoin des émeutes révolutionnaires précédant l'armistice. Il va être rapatrié par bateau :

T- « *C'est comme la sentinelle qu'on avait : il a foutu le camp chez lui ! On l'avait plus, on était libres !*

E- *Vous étiez libres, mais où aller ?*

T- *On pouvait pas aller nulle part ! On savait pas parler ! Et puis alors, quand même, y avait un commandement : le consulat français, qui s'occupait de nous. Alors, il nous a fait rassembler et il nous a fait ramener dans nos camps de concentration. Dans le camp, on y est resté un mois, et puis après, ils nous ont envoyés en France… rapatriés. D'ailleurs, les prisonniers français, ils les ont envoyés les premiers. Et moi, je suis pas parti du premier convoi, mais du second !*

E- *Dans le bateau !*

T- *Dans le bateau ! A Lübeck. Un petit bateau qui nous a emmenés au Danemark, puis au Danemark, un grand bateau américain « Oriziba*[19] *» qui est venu pour nous rapatrier en France. Du Danemark, on est passé par le Norvège, la Suède, la Norvège : la Baltique, puis les côtes d'Angleterre, au Pas de Calais.*

---

[18] Jean se trompe quelque peu : Danzig (Gdansk en polonais) n'est pas située à l'embouchure de l'Elbe (ce qui est presque le cas de Hambourg, situé en retrait de l'estuaire proprement dit de 55 km) et les deux ports sont distants, à vol d'oiseau, de…570 km ! Mais il n'a pas sous les yeux un atlas géographique ! Ni une carte !

[19] Jean-Pierre modifie un peu le vrai nom , qui est « Oriz**a**ba », nom à la fois d'une ville mexicaine qui a actuellement 130 000 habitants et d'un pic volcanique mexicain culminant à 5 675 m. d'altitude. Le *« Dictionnaire des bateaux de combat naval américains »* consacre un article important à ce navire de guerre, construit en 1916-1917 (150 m de long, d'un tonnage de 11 293 tonnes) lancé en avril 1918, ayant transporté les dernières troupes américaines envoyées en France en 1918, puis affecté en décembre 1918 et janvier 1919 au rapatriement des prisonniers français, belges et italiens,

E- *Ça a duré combien de temps ?*
T- *Trois jours ! Et sur la mer, y avait des fronts de mine, alors il fallait les traverser ! Je m'en rappelle une fois, une nuit, le bateau s'est arrêté, il est resté immobile toute la nuit parce qu'il y avait les fronts de mine. Il pouvait les traverser que le jour, parce que le jour, ils avaient des secours, des bateaux qui nous suivaient de chaque côté…*
E- *Qu'est-ce qu'ils faisaient ? Ils faisaient éclater les mines ?*
T- *Ah ! Ils les faisaient éclater ! Ils avaient leurs mitrailleuses, sur notre bateau !*
E- *Elles se voyaient, les mines ?*
T- *Flottantes ! Des mines flottantes ! Elles avaient trois capsules, alors si elles cognaient*[20] *le bateau, elles explosaient !*
E- *Elles faisaient sauter le bateau !*
T- *Tu penses ! Des mines qui avaient je sais pas combien de tonnes d'explosif ! Alors, quand il* le bateau) *les avait dépassées d'une bonne centaine de mètres, ils les faisaient éclater, en arrière du bateau.*
E- *Il fallait les éviter, alors ?*
T- *C'est-à-dire que devant le bateau, il y avait des filets. Alors les filets les écartaient, parce qu'avec le filet, elles butaient pas, elles pouvaient pas éclater, elles glissaient !… Ils les faisaient glisser par côté, ça donnait un passage pour passer : le bateau passait. Et pour traverser le front de mines, dans le bateau, ils nous faisaient prendre le « gilet de sauvetage », qu'on appelle, en cas où le bateau… Et puis ils nous faisaient monter sur le parapet* (le pont !) …
E- *Il y en avait pas beaucoup qui savaient nager, sûrement !*
T- *Penses-tu ! Il y en avait presque point !*
E- *[…] Et ça s'est bien passé, finalement ?*
T- *Oui, ça s'est bien passé. Il faisait un temps clair. C'était au mois de décembre… Un temps clair ! D'ailleurs, quand on est passés dans le détroit d'Angleterre, on voyait l'Angleterre ! Un temps clair, et un temps doux, doux, doux…On y était bien, sur ce bateau . Et la mer calme !*
E- *Tu as pas eu le mal de mer, alors ?*
T- *Non, je l'ai pas eu, moi. Y en avait qui l'avaient. Pour se préserver du mal de mer, il fallait jamais bien passer sur le parapet* (le pont !) *parce que le bateau fait un déplacement, une trépidation. Y en a qui le prenaient, le mal de mer, alors il fallait s'asseoir, pas bouger ! Autrement, on avait notre couchette au fond du bateau : y avait trois lits de chaque côté, l'un sur l'autre. On pouvait s'y étendre, la nuit…*
E- *Et ça a duré trois jours ?* T- *Trois jours, oui.* T- *Vous avez débarqué où ?*
T- *Au Havre !*
E- *Et vous êtes rentrés par le train ?*
T- *Eh oui ! Ils nous ont menés à Moulins pour nous déshabiller ! On avait tous des poux et des puces !* (rire) *Alors, tu comprends, ils nous ont fait tous nous déshabiller et ils nous ont vêtus de neuf. On est passés à la douche, on s'est lavé tout le corps. Y avait des stocks, des magasins, où ils nous ont rhabillés…. Ils m'ont envoyé à Montbrison. Je suis resté trois mois à Montbrison. Ils avaient pas reçu l'ordre de me démobiliser. On a seulement été démobilisés au mois d'août 19. »*

Après les quatre années de captivité en Allemagne, ce retour en bateau américain, partant de Lübeck, passant par la Baltique, touchant les côtes scandinaves sans doute pour une mission de transport complémentaire, louvoyant entre les champs de mines, abordant enfin la Manche, le « *détroit d'Angleterre* » d'où l'on voit les côtes du pays allié, débarquant ses passagers au Havre, a été la grande aventure dans la vie de mon grand-oncle Jean-Pierre, et il y revenait souvent dans ses conversations…. Il avait passé sept ans de sa vie au service de la nation, comme tous ceux de la classe 1911, la plus touchée : parti au service militaire en 1912, à 21 ans, cueilli par l'arrivée de la guerre au moment où allait se terminer son service militaire de deux ans[21] il n'est revenu dans son Vioville natal (hameau de Chazelles-sur-Lavieu où habitaient ses parents) qu'en août 1919, sept ans après… Quelques années après, il allait épouser à Margerie-Chantagret, au hameau de Rossigneux, Eugénie Rivel, et le couple, qui demeurera sans enfants, y passera une paisible vie de petits agriculteurs…

---

avant de rapatrier en 1919-1920 les troupes américaines restées en Europe. Resté en possession de l'armée américaine pour diverses missions de transport, il reprit le même rôle dans la seconde guerre mondiale, dans l'Atlantique puis le Pacifique, avant d'être cédé au Brésil en avril 1943, dans le cadre d'un accord de coopération militaire, et d'être définitivement désarmé au Brésil en 1960.

[20] Jean-Pierre dit en patois « *che rikèvon le botè »* en employant le verbe très imagé *« rika »* normalement réservé aux vaches qui s'affrontent, cornes contre cornes, au point de se les casser parfois dans le choc !

[21] Car la loi dite « des trois ans » n'a été votée qu'en avril 1913, et s'est pour la première fois appliquée à la classe 1913, incorporée le 26 novembre 1912 (juste deux mois après la classe 1912). Elle ne devait terminer son régiment qu'en décembre 1916. Mais ce fut la guerre qui arriva en août 1914 !

La joie du retour ternie par un drame familial

Eugénie Devaux, née Berthelier, revenue à Belmont-de-la-Loire avec ses deux jeunes enfants Jeanne et Emile, épouse du sous-lieutenant **Joseph Devaux** (cl.99), cadre bancaire au Crédit Lyonnais d'Annonay avant guerre, rapporte, dans sa lettre à son mari du 17 octobre 1918 un fait divers relaté par le journal local concernant le retour d'un prisonnier précédant l'armistice (donc sans doute pour raisons médicales) : *« Je viens de lire dans le journal que parmi les rapatriés d'Allemagne, il se trouve un homme de Chauffailles nommé Thivend, ce pauvre homme est très estimé. Eh bien ! Figure-toi que sa femme est remariée ! Tu ne sais pas le chagrin de ce pauvre malheureux : après tant de souffrances et de séparations, trouver un autre qui vous remplace dans son foyer ! Je ne puis comprendre comment ces femmes-là sont lâches. ».*

Apparemment, le journal n'explique pas comment une femme mariée a pu être administrativement déclarée veuve pour être autorisée à se remarier. On peut conjecturer que le mari avait été porté disparu depuis longtemps, peut-être depuis le début de la guerre, et a été considéré comme mort, sans doute pour n'avoir pas pu, de son camp, envoyer du courrier attestant qu'il était encore en vie (cela suppose un camp désorganisé, peut-être en Ukraine ou en Biélorussie - comme l'un de nos prisonniers **Marcel Granjon** de Saint-Etienne, capturé le 17 octobre 1914, et envoyé en juillet 1916, après avoir connu trois camps sur le territoire allemand, dans le camp de représailles de Marcinkanzy, près de Grodno, en Biélorussie) camp très différent de ceux où ont été détenus nos prisonniers témoins. Mais l'exemple de **Frédéric Faure** (cl.10) du Chambon-Feugerolles, ajusteur-ébarbeur dans le civil, marié le 14 juin 1914 à Marie, tailleuse de limes, et caporal au 22^{e} R.I. de Bourgoin, porté disparu le 25 septembre 1914 (cf chap. V *« Automne 1914 : aspects de l'évolution de la guerre »*) montre la difficulté à faire reconnaître comme décédé un soldat dont on espère toujours la présence dans un camp lointain, ou dans un hôpital français en étant frappé d'amnésie, en dépit de multiples démarches de **Marie**, devenue très vite mère d'une petite **Clotilde**. Ce n'est que le 28 juillet 1920, soit six ans après sa disparition, que le tribunal de Saint-Etienne l'a déclaré officiellement « *mort pour la France* » le 25 septembre 1914, à Foucaucourt, dans la Somme. Une petite Clotilde qui n'a jamais connu son père, et qui me faisait part du traumatisme que cela lui avait occasionné, dans une réponse à ma lettre, le 22 novembre 1987, en me vieillissant d'une façon touchante: *"Comme votre lettre m'a fait plaisir, il me semblait que c'était Papa qui me donnait de ses nouvelles. Vous seuls Anciens combattants vous pouvez me comprendre, j'ai été traumatisée même avant ma naissance, les lettres que Maman écrivait en 1914 lui revenaient. Aussi je suis instable…"*

Dans cette même lettre du 17 octobre 1918, Eugénie Devaux donne comme d'habitude des nouvelles des petits enfants Jeanne et Emile, mais elles pourraient inquiéter leur père : *« Les enfants n'iront plus à l'école pendant quelque temps, il y a une épidémie au pensionnat, il y a déjà deux élèves de mortes, un certain nombre d'autres sont bien fatiguées. ».* Encore la pandémie de grippe espagnole qui cette fois-ci, touche Belmont, qui n'est pourtant pas dans une zone urbaine d'intenses échanges humains, multipliant les risques de contamination.. Mais ni Eugénie ni Joseph ne savent que dans trois semaines (le 6 novembre) Joseph aura quitté cette vie, pour des blessures très graves reçues à la tête de sa section le 31 octobre, dans les Ardennes…

Claude Murat (cl. 16), agriculteur à l'Etrat (La Côte), fait prisonnier le 6 décembre 1916 à la Cote 304, vers le Morhomme - petit massif situé à une vingtaine de kilomètre à l'ouest de Verdun - a été continuellement détenu en camps : Wahn vers Cologne l'année 1917, puis Limburg an der Lahn en Hesse (à 30 km à l'est de Coblence) pendant l'année 1918. Affecté à des travaux de cantonnier et de carrier dans les environs des camps, gardé par des sentinelles, il a souffert de la faim, seulement apaisée par les colis de sa mère, veuve depuis 1909, et tachant de faire survivre la ferme familiale. On l'a vu, dans le chapitre précédent, choqué par le fait que les sentinelles ont simplement ouvert les grilles de son camp, après l'armistice, sans le moindre mot d'explication. Lui, si disert sur de nombreux aspects de sa captivité, est étonnamment peu loquace sur son retour chez lui, sans doute parce que la maison natale (où se déroule l'entretien, alors qu'il a plus de 93 ans) lui rappelle un drame :

T- *« Je suis rentré là, le 6 décembre. Je suis revenu de la gare de Châteaucreux*[22] *à pied, la nuit* (long silence)
E- *Et là, ça a dû être un accueil ! Elle a dû être heureuse, votre mère, quand même !* (long silence, avec un geste résigné de la main) . *Seulement, y avait votre pauvre frère…*
T (avec des sanglots dans la voix) *Y en a un qui revenait pas, hein !*
E- *Eh oui ! (*silence de sa part) *Elle en retrouvait un bien amaigri, je suppose ?* (long silence rompu par un simple *« Enfin… »*) *Mais vivant quand même !*
T- *Elle a vécu jusqu'en 47, ma mère. Moi, j'étais là, et elle était au-dessus* (dans la chambre au dessus de la cuisine) *Elle a été heureuse quand j'ai été revenu* (très ému)… *J'ai pris le manche, comme on dit…*
E- *Mais là, vous étiez pas démobilisé, encore ?*

[22] Châteaucreux est la gare principale de la ville de Saint-Etienne ; le trajet qu'a fait à pied Claude, cette nuit-là, est d'à peu près 6 km, jusqu'à son lieu-dit de La Côte, sur la commune de L'Etrat

T- *Oh ma foi, non ! Il a fallu aller à Roanne pour me faire démobiliser. Je sais pas pourquoi ! Au mois de janvier 19 ! »*

Claude, devenu soutien de famille, a donc été libéré par anticipation, sans attendre que vienne le tour de la classe 1916, gardée sous les drapeaux tout le premier semestre 1919, pour faire pression sur l'Allemagne qu'il fallait contraindre à accepter les clauses du traité de Versailles, signé fin juin 1919. Le drame qui plane au dessus de ces retrouvailles sans exubérance, sans joie manifeste, c'est la mort de son frère aîné Antoine (classe 1914) tué le 23 octobre 1917, alors que lui était déjà prisonnier depuis presque un an. Il ne l'avait jamais revu depuis le départ d'Antoine à la guerre, qui, étant incorporé avec sa classe 1914 en septembre 1914, avait dû s'effectuer en novembre 1914. Devenu le seul garçon de la famille, avec une sœur qui avait tenté de suppléer un peu l'absence de ses deux frères, Claude a effectivement *« pris le manche* », et s'est mis à exploiter la ferme de La Côte qui devait revenir à l'aîné… Puis a trouvé une épouse…

Parfois, le drame vient juste de survenir, comme dans les deux exemples suivants, dont le premier, oral, donne auparavant un bon exemple de parcours de rapatriement et d'occupation du prisonnier en attendant sa démobilisation.

Marius Gondy (cl.11) fils de mineur et bourrelier à La Chapelle-sous-Dun (Saône et Loire), valet dans des fermes de sa région de 12 à 18 ans, puis valet de chambre dans des familles nobles dans le Cher, puis à Paris, avant de devenir propriétaire d'hôtel après guerre, à Annecy jusqu'en 1934, puis à Chauffailles (Hôtel de la Gare) à partir de 1935. Il avait été fait prisonnier le 2 octobre 1915 à la Main de Massiges, en Champagne, et envoyé en Bavière, au camp de Hammelburg d'abord, puis dans deux fermes bavaroises. On l'a vu, dans le chapitre sur l'armistice vécu en Allemagne, claironner en compagnie d'autres prisonniers français, « *Deutschland kaput !* » dans les rues du village où il se trouvait en novembre 1918 :

E- *« Vous n'avez pas été rapatrié tout de suite ?*

T- *Ah non ! Y*[23] *a demandé du temps ! Pas mal de temps ! Le temps nous durait. Ils ont d'abord rapatrié les pères de famille, et après les plus vieux : c'était par classe. Moi, j'étais dans les jeunes classes. C'était par classe : les pères de famille, les hommes mariés, les plus vieux* (des célibataires) *et ainsi de suite. Oh ! On est restés je sais pas combien de temps !*

E- *Finalement, vous êtes arrivé en France à quel moment ? En 18 ou en 19 ?*

T- *Ah non ! En 18 encore… Fin 18… Je m'en rappelle pas !*

Une assistante à la réunion, de la famille : *« Le 18 décembre, vous êtes arrivé chez Signy !*

T- *Ah oui ! Le 18 décembre ! Oui, c'était encore en 18 !*

E- *Mais vous n'étiez pas encore démobilisé ?*

T- *Ah non ! J'ai été démobilisé le 19 août 1919 ! Attention !*

E- *Qu'est-ce que vous avez fait, ces six premiers mois de 19 ? Vous avez fait de l'Occupation ?*

T- *Pas du tout ! J'y ai pas été. On faisait tout et rien. J'étais à Dijon, au 10*[e] *Régiment d'Infanterie. Quand je suis revenu de prisonnier, ils m'ont versé au 8*[e] *Train des Equipages, toujours à Dijon, mais dans une autre caserne. J'avais pas l'habitude des chevaux. Le Train des Equipages, c'étaient les chevaux pour chercher le pain, chercher la viande. Deux chevaux en flèche. Je m'y suis bien habitué. On faisait pas grand chose, on restait là. On allait mener le pain aux forts ; j'y ai été plusieurs fois, avec un autre, à 7 ou 8 km de Dijon sur la route d'Auxonne ; on livrait les boules de pain, la viande… On n'a pas fait grand chose. On tuait le temps comme on pouvait… J'ai été démobilisé le 19 août 19. J'étais dans les plus jeunes classes. Ils ont d'abord démobilisé les pères de famille, puis les hommes mariés, puis les plus vieux, puis ainsi de suite… »*

La même intervenante : « *Son frère Claudius a été démobilisé le 26 mars 19 : il était de la classe 07. »*

Comme on l'a vu dans cet extrait, comme dans d'autres, si d'autres souvenirs sont sortis de la mémoire, la date exacte de sa démobilisation y reste, car c'est le très grand jour où on a enfin échappé à cette guerre, si longue pour ceux qui y ont été depuis le début, ou qui, comme Marius, ont eu la captivité succédant à une période plus ou moins longue (dans son cas quatorze mois) de combats où la mort pouvait survenir à tout instant… Par ailleurs, l'ordre dans lequel les soldats étaient démobilisés est le même que celui dans lequel ils ont été rapatriés d'Allemagne, et cela paraît sensé de faire passer ceux qui avaient des charges de famille avant les jeunes célibataires, même si ceux-ci devaient ronger leur frein ! On peut toutefois se demander si la livraison de victuailles à des forts n'aurait pas pu occuper de toutes jeunes recrues, plutôt que de prolonger le séjour oisif sous les drapeaux de Poilus qui approchent la trentaine (le jour de sa démobilisation, Marius, né le 31 août 1891, allait atteindre ses 28 ans) et qui n'ont pas revu leur foyer depuis de longues années, sauf en de brèves permissions… s'ils n'étaient pas prisonniers !

[23] Nous avons déjà signalé cette caractéristique (chez les personnes âgées, nées à la fin du XIX[e] siècle et au début du XX[e]) du parler de l'extrême nord du département de la Loire et du sud de la Saône-et-Loire : le démonstratif neutre « ça » est remplacé par le pronom personnel « y »

Mais, pour Marius, la joie du retour a été plus que ternie par un deuil qui venait de frapper sa famille, ainsi qu'il le raconte vers la fin de l'entretien, à l'instigation de cette intervenante (une petite-nièce du témoin) qui paraît bien connaître sa vie :

Intervenante : *« Quand t'es revenu d'Allemagne ? Quand t'es arrivé chez Signy ?*

T- *« Ah ben ! C'est une drôle d'histoire aussi ! J'étais libéré je sais pas à quel moment d'Allemagne. J'ai passé à Strasbourg le pont*[24]*. Après on a couché une nuit à Strasbourg, à la caserne, et puis le lendemain ils m'ont envoyé avec les autres à Bourges. On est resté deux-trois jours à Bourges* [25]*. Ils m'ont libéré à Bourges, un soir. Y avait des trains de Bourges pour aller jusqu'à Moulins, et puis après, y avait plus de train ! Je suis venu avec un train de marchandises jusqu'à La Clayette. J'ai monté sur un wagon de charbon (c'était la nuit, personne m'a vu). Je suis descendu à La Clayette parce qu'il s'arrêtait pas à Chassigny*[26]*, ce train-là* (rire) *et puis je suis venu à pied de La Clayette à Chassigny, à trois heures du matin.*

Intervenante : *6 kilomètres !*

T- *Je suis arrivé à la maison paternelle. C'est les locataires qui étaient dessous qui m'ont reçu. Quand j'ai frappé chez la maman, chez ma mère, alors je voulais pas croire* (il se met à pleurer) *je croyais qu'elle était morte ! Elle était partie enterrer ma soeur de la grippe espagnole ! Ma soeur, à 24 ans ! Voyez la réception que j'ai reçue ! Je suis arrivé à trois heures du matin de La Clayette, et c'est les voisins qui m'ont ouvert, qui m'ont appris ça ! Ah ! Mon pauvre enfant, on s'en est vu dans la vie ! On s'en est vu ! … J'ai repris le train pour aller la rejoindre. Je suis arrivé à 4-5 heures de l'après-midi à Rahon*[27] *dans le Jura. J'ai changé à Saint-Germain-aux-Monts d'Or, à Châlons. Bref, je suis arrivé par les rejoindre là-bas : ma sœur était enterrée ! Elle était enterrée à Rahon. Elle était là-bas avec son fiancé, qui était prisonnier comme moi, qui est revenu quand elle était enterrée ! Elle l'a pas revu ! Ni lui non plus ! Elle est morte de la grippe espagnole, à 24 ans !*

Intervenante : *« Et cette famille a gardé des relations par lettres. J'ai trouvé une lettre de 1939 où cette famille Banquin envoie ses vœux à la famille Gondy. Et la tombe a toujours été entretenue ! Mes parents ont eu l'occasion d'y aller. Elle a laissé un souvenir excellent ! Le fiancé s'est marié par la suite, mais elle a toujours eu sa place dans la famille en fin de compte. Mais elle était partie en 14 (j'ai trouvé des lettres) pour aller remplacer les hommes à la culture. Tous ses futurs beaux-frères étaient partis, il restait que le vieux qui avait 56 ans pour faire travailler une très grosse exploitation. Elle est allée pour les aider, et c'est là qu'elle a attrapé la grippe espagnole, alors que dans notre région y a dû très peu en avoir. C'était le choléra, la grippe espagnole, non ? »*

Non, ce n'était pas le choléra, mais c'était aussi mortel que le choléra ! Pauvre jeune fille qui a anticipé sur son mariage pour aller loin de sa région natale aider la famille de son fiancé, et qui y a trouvé la mort ! Estimable famille jurassienne qui n'a pas oublié ce sacrifice, même si la tombe de la petite Bourguignonne du sud rappelait que le mari avait eu une vie sentimentale avant… Pauvre fiancé prisonnier qui, au retour de captivité, trouve sa promise morte ! Pauvre Marius qui, lui non plus, n'a pas revu cette soeur aimée de trois ans plus jeune que lui…

Antonin Granet (cl.03) de Savigneux, instituteur à Chamboeuf depuis 1912, poste qu'il reprendra après guerre jusqu'à sa retraite en 1940 (avant de passer une retraite très active à Montrond-les-Bains) était sergent au 38e R.I. de Saint-Etienne quand il fut capturé le 9 mars 1916 à proximité du fort de Vaux, à Verdun. Il connaîtra trois camps de prisonniers (Giessen, Limburg an der Lahn et Darmstadt) puis travaillera un an et demi comme ouvrier agricole au nord de Darmstadt, à Münster , dans la ferme Roskopf. Quelques mois après sa capture, il s'est mis à écrire ses souvenirs de guerre, puis de captivité, sur carnets, en en reprenant une partie au propre après. Dans son carnet violet (le dernier) il ne rédige rien, manifestement pris par l'urgence des événements. Voici ses notes très succinctes, à partir du 11 novembre 1918 :

« Du 11- Période d'attente – Révolution se déroule. Moments de joie, de détente, à décrire.

Du 16 – Travail jusqu'au 16 novembre. Départ du kommando le 19 bre pour le camp de Darmstadt où nous restons jusqu'au 27.

27 9 bre . Embarquement jusqu'à Saarbrück par Worms, Kaiserslautern, Homburg. Coucher à Saarbrück occupée par troupes françaises.

28 9 bre . Départ de Saarbrück et arrivée à Morhange au matin

---

[24] Le pont sur le Rhin, généralement appelé « pont de Kehl » du nom de la ville allemande où il aboutit

[25] On peut se demander pourquoi Bourges, puisque, au moment où il a été fait prisonnier, Marius se trouvait au 80e R.I. de Narbonne, alors que Bourges est le dépôt du 95e R.I. (régiment d'active) et du 295e R.I. (régiment de réserve). Serait-ce parce que Narbonne est trop éloigné de l'Allemagne, et que l'afflux de prisonniers (520 000) incite à adopter les solutions les plus commodes?

[26] Chassigny-sous-Dun, en Saône-et-Loire, où habitent les parents de Marius. Mais la suite de son témoignage semble indiquer qu'ils sont séparés…

[27] Rahon se trouve à 12 km au sud de Dôle, dans le Jura

Vendredi 29 9 bre . Séjour à Morhange. Casernes ayant servi de lazarett [28]
Le 7 Xbre – départ de Morhange
Le 8 arrive à Montargis – départ 9 au matin
Le 9 arrivée à Moulins
Le 10 départ de Moulins
Le 11 arrivée à Montbrison »

Ici se termine le carnet violet. On a vu qu'il lui a fallu 15 jours (du 27 novembre au 11 décembre 1918) pour être rapatrié jusqu'à Montbrison, par train, compte-tenu de toutes les haltes.

Un drame attend Antonin à la maison familiale de Meylieu (commune de Montrond-les-Bains) : son épouse Rosalie est morte de la grippe espagnole et déjà enterrée, laissant orphelin de mère leur petit Ferdinand, dit « Féfé »… Il se remariera plus tard, et aura un Antoine, qui, devenu bien grand, me transmettra les carnets de son père (décédé le 29 avril 1959, à l'âge de 76 ans) en janvier 1989, pour photocopie…

Ce drame, il l'avait appris à Morhange. Il est poignant d'opposer deux lettres, la première à tous les siens, la seconde à ses parents, lettres que son fils Antoine m'a transmises aussi : une expédiée d'Allemagne, et datée du 21 novembre, une autre écrite de Morhange, datée du 29 novembre.

Voici la première, reflétant sans doute bien l'état d'esprit de prisonniers sachant leur retour imminent auprès des leurs :

« 21 / 11 1918

Bien chers,

A qui ma lettre arrivera-t-elle ? Au moment de la joie la plus sereine, je suis tout à fait inquiet. La lettre de M. Vigouroux (25 7 bre) m'a laissée dans la plus profonde contrariété , alors que j'étais tout heureux de rentrer au camp pour terminer la V. (Victoire ?) *et après vers la libération.*

Je ne sais si ma lettre vous parviendra bien. Je la confie à un bon ami, camarade de travail qui voudra bien la faire parvenir à mes êtres chers.

Je ne tarderai pas à suivre l'heureux sort de ce bon camarade, l'heure de la délivrance a sonné pour nous, les jours passent en raison des difficultés des transports mais , mais maintenant, ce n'est plus de l'espérance, mais de la certitude. La France ! La France, mais surtout la Famille ! Que sera devenu cette pauvre famille après tant de soucis, de chagrins, de longues années de séparation ! Maintenant l'absence de nouvelle me fait craindre pour l'inconnu !

De jour en jour je puis être là, tout près de vous. Attendez encore quelques heures ! Et nous serons à nouveau réunis !

A mon Féfé, à ma Rosa, à tous, mes plus doux baisers. »

Antonin

On a perçu le sentiment d'inquiétude lié à la réception de la lettre de ce M. Vigouroux, datant de la fin septembre, faisant sans doute état de la progression de la grippe espagnole dans la Loire. Le 29 novembre, dans la lettre expédiée de Morhange (en Moselle, à 37 km au sud-est de Metz) , l'inquiétude diffuse s'est transformée en cruelle certitude :

« *Morhange 29 Novembre 1918*

Bien chers Parents,

La lettre du papa [29] *m'annonçant l'affreuse nouvelle de la mort de ma Rosa bien-aimée m'est parvenue à la veille de mon départ de Darmstadt, à la fin de ma captivité. C'est le cœur tout saignant que j'ai pris la route de France, le chemin du bonheur transformé soudain en route de deuils. J'étais joyeux de revoir, après une longue absence, ma femme chérie, mon gosse adoré, et vous tous. Et soudain le sort cruel me sépare de celle que j'aimais tant, de celle qui a tant souffert de notre séparation. Que sera ma vie maintenant sans ma compagne fidèle ? Brisée à jamais !*

Dans quelques jours j'espère, je serais à vous. Ensemble nous pleurerons notre chère absente. Si mon petit Féfé est encore auprès de vous, dites-lui que son papa sera bientôt vers lui pour remplacer auprès de lui la tendre affection qu'il n'a plus.

A vous tous mes baisers en pleurs.

Antonin »

Pendant que les prisonniers français retrouvent leur patrie, d'autres soldats français la quittent pour occuper l'Allemagne, en attendant que celle-ci consente à accepter les clauses du traité de paix qui s'élabore (ce sera le traité de Versailles signé le 28 juin 1919) mais les conditions du séjour dans le pays ennemi seront radicalement différentes…

---

[28] Le « lararett » en allemand est le « lazaret » en français, lieu de surveillance médicale et d'isolement pour mettre à l'écart, en quarantaine, les gens atteints d'une maladie infectieuse, ici les soldats allemands atteints par le typhus ou la grippe espagnole plus récemment, dans ces casernes d'une ville occupée depuis fin août 1914. Le fait qu'Antonin emploie spontanément le terme allemand montre sa familiarité grandissante avec cette langue, entretenue par un apprentissage assidu : relevé systématique dans un carnet d'articles lus dans la presse allemande, et rédaction d'un Manuel de conversation allemande.

[29] Bien qu'instituteur, sachant sa langue, Antonin utilise ici sciemment une formule fautive car elle est ancrée à la fois dans la tradition familiale et dans la tradition régionale populaire, qui dit « *le Papa* », « *la Maman* », et même qui met l'article défini devant les prénoms : « *l'Antonin, la Rosalie, la Françoise, le Lucien*… »

Novembre 1918 – juillet 1919 : l'Occupation en Allemagne

T- « *Krontal, c'est une station d'eau minérale, c'est connu en Allemagne. J'ai fait une chose que beaucoup n'ont pas fait : j'ai gardé la soeur du Kaiser là-bas, en Allemagne ! Eh oui !*
E- *Racontez-moi ça ! C'est exceptionnel ! A Krontal ?*
T- *Il a brûlé, le château ! Je dois avoir un morceau du journal, là… Il a brûlé… A Friedrichshof ! Ça veut dire Frédéric… Je peux pas vous dire : c'est le plus beau ! C'est le château des têtes couronnées ! C'est-à-dire le plus beau château d'Allemagne ! J'ai vu la sœur du Kaiser comme je vous vois, là ! On prenait la garde. Pour moi, ils avaient peur des communistes ! C'était nous qu'on les gardait ! »* - **Auguste Rousset** (cl.18) du Coteau

E- « *Comment est-ce que la population vous considérait ?*
T- *Oh ! La population ! La population… Ils nous regardaient comme des chiens ! Je te dis : comme des chiens !* (ton rageur). *Personne ! Tu voyais personne !*
Epouse de T- *Derrière les rideaux !*
T- *Derrière les rideaux ! Pas plus ! Derrière les rideaux ! »* - **Joseph Rivel** (cl.18) de Soleymieux

T- « *Mais nous étions considérés comme des amis, comme des amis ! C'est incroyable ! J'ai fait une autre maison à Gernsheim. C'était la femme d'un charpentier qui avait été tué à la guerre, veuve avec deux enfants. Ces enfants étaient très gentils, ils apprenaient le français, parce que les Allemands tenaient à apprendre le français. Il y avait une bonne. J'étais tellement bien dans cette maison que je pouvais me considérer le patron. Les gamins m'adoraient comme leur père. Quand nous sommes partis de là, nous sommes allés dans la tête de pont de Mayence. Elle m'avait fait promettre de revenir les voir. Et un jour, je suis venu en permission dans cette maison, j'y ai mangé à midi, le soir, j'y ai même couché, et je suis reparti le lendemain matin ! C'est incroyable ! »* - **Jean-Baptiste Biosset** (cl.18) de Renaison

Les diverses activités des soldats français en Occupation

Un prisonnier qui repart en Allemagne pour l'Occupation

Jean Salanon (cl. 14), agriculteur à Saint-Georges-Hauteville (Les Jeannettes) a été prisonnier trois ans et demi (capturé le 23 février 1915) ; envoyé en Bavière, il a alterné des séjours relativement courts dans divers camps, et de longs séjours dans des fermes. Revenu chez lui le jour de Noël 1918, il découvre peu après qu'il lui faut repartir pour l'Allemagne, où l'attend une fonction liée à sa connaissance relative de l'allemand, bien qu'il ait repéré la spécificité linguistique du bavarois :
T- *« J'avais acheté une grammaire : «Dolmetsch [30]», ils appelaient ça. On en avait appris un peu. Mais c'était ici comme là-bas : y avait le patois en campagne. C'était comme ici : chaque pays a son patois. Avec nous , ils parlaient le vrai allemand, et entre eux…*(le patois = le bavarois, pour lui[31]), *on les comprenait pas !*
E- *Vous arriviez à parler ?*
T- *Ah oui ! On discutait ! Après, on pouvait discuter ! Ça m'a servi après. J'était d'Occupation, après. Après que j'ai eu rentré de prisonnier, j'ai eu deux mois de permission. J'ai recruté à Saint-Etienne. A Saint-Etienne, par un beau jour : « Allez ! En Occupation ! A la Ruhr ! ». Et là-bas, je faisais l'interprète, moi. On était bien : on était douanier(s) là-bas, sur la frontière ![32] Fallait les papiers, les « pass-papier ». On avait le droit de fouiller et de laisser pour un jour de vivres, pas plus ! S'il y en avait plus, on avait le droit de confisquer ! Y en a qui passaient parfois avec des seaux ! Allez ! On ratiboisait tout !* (rire) *Et on se partageait ça !* (rire)
E- *Mais ils passaient quoi ?*

[30] Le mot «*Dolmetsch* » est l'amorce du mot « *Dolmestcher* » signifiant « *interprète* », fonction que va remplir Jean en Occupation. ». « *Grammaire* » se dit « *Grammatik* » ou « *Sprachlehre* ».
[31] Qu'on ne se méprenne pas : le bavarois est évidemment une langue, et pas un dialecte ou un patois !
[32] Il s'agit de la frontière entre la zone allemande occupée par les Français et les autres forces alliées et la partie de l'Allemagne non occupée

T- *Ils passaient de la marchandise ! Du café ! Des pâtes ! Du savon ! Y avait une ville, un peu plus loin, Darmstadt, qu'on appelait, on était à 2-3 km, on était pas loin. Ben, les parents qui étaient là venaient se ravitailler !*
E- *Les parents qui étaient de la campagne venaient…*
T- *Eh oui ! Ils achetaient de la marchandise dans les magasins, des choses françaises pour envoyer… Parce que chez eux, attention, après la guerre ! Ils étaient tout à fait à cra*[33] ! Ça tirait [34]! Ça tirait ! […] Dans les magasins, y avait rien plus[35] ! On s'allait promener, pour prendre un bock de bière. Les boulangeries, y avait un morceau de pain noir, comme ça, qui était en vitrine. Les épiceries, y avait rien, des cartons, pas plus ! »*

On conçoit qu'avec cette pénurie alimentaire, les activités de douaniers des soldats français, « ratiboisant » ce qui dépassait le quota journalier des Allemands, puissent leur valoir de solides inimitiés, et pour tout dire, de la haine ! La référence aux « parents » semble pouvoir se comprendre ainsi : les citadins qui étaient apparentés à des gens de la campagne leur achetaient, quand un magasin avait un arrivage, quelques denrées que ces derniers venaient récupérer, au risque de se les faire confisquer par des « douaniers » français.

Une impression générale succincte

Antoine Pélissier (cl.13) de Firminy, employé devenant après guerre maître teinturier à l'usine Araud de la même ville, jusqu'à sa retraite prise en 1958, décédé en 1975, était au régiment au 98e R.I. de Roanne quand la guerre s'est déclarée ; nommé caporal, il combat avec lui jusqu'en octobre 1915, passe (sans doute après une blessure) au 16e R.I. de Montbrison, jusqu'au 13 février 1916, où il est versé au 40e R.I. de Nîmes, qu'il suit en Orient de la mi-janvier 1917 jusqu'en juin 1918. Promu sergent, gazé en octobre 1918 en Alsace, hospitalisé, il revient participer à l'Occupation en Allemagne, en Hesse, à l'ouest de Francfort, à Schlangendbad, puis à Wiesbaden dont il part à la fin de juillet 1919. De Schlangenbad, il expédie une carte figurant une vue aérienne de cette pimpante localité, vue curieusement entourée d'un serpent sur la périphérie de toute la carte, faisant référence à l'étymologie *« Schlangen* » (*« serpents* ») du nom de cette ville d'eau (« *Bad* » pour « bain »), adressée à sa mère, dont le tout début et la fin méritent l'attention :

« Bochie le 14-1-19 Ma Chère maman, Bonjour et bonnes bisettes. Que ma petite carte te rassure. Je suis en bonne santé, tout à fait ce qu'il y a de mieux, et mon travail de bureau n'est pas pénible.. Je suis arrivé hier au nouveau secteur 214. C'est une ville d'eau, mais pas très grande. Ce n'est que des hôtels et villas. Je loge dans la Villa Irène, une belle chambre à deux lits à un premier, et avec un camarade, nous passons de bonnes nuits de repos. Enfin je ne m'en fais pas. L'occupation est intéressante. Surtout que nous sommes les maîtres.
Ton fiston qui t'envoie des bonnes bisettes Tonin »

Il ne semble pas y avoir d'ambiguïté : ce n'est pas son activité qui est *« intéressante* », mais bien l'Occupation : c'est l'Histoire qui a forgé petit à petit la majuscule, comme pour « *Poilu* », que Lucien Faugère, entre autres, écrivait toujours avec une minuscule, comme on le verra. Quant au terme « *Bochie* », qui surprend beaucoup plus que « Boche », connu de tous, il n'était pas rare dans les écrits du temps…Il choque après plus d'un demi-siècle d'amitié franco-allemande ! Et la formule *« Surtout que nous sommes les maîtres »* devait bien refléter un état d'esprit général, qu'il fallait devoir réfréner pour prévenir les plus gros abus de cette position dominante…

Fonction de maintien de l'ordre

Marius Dubuis (cl.16) agriculteur-vigneron à Coutouvre (Le Bec), incorporé en avril 1915, a fait la guerre au 5e R.I. Coloniale de Lyon, promu caporal, et devenu mitrailleur à l'été 1917. Blessé le 23 octobre 1918 par un petit éclat d'obus qui lui traverse la cuisse, hospitalisé à Dôle au moment de l'armistice, il est assez rétabli pour être envoyé en Occupation en Allemagne, où il restera jusqu'au 14 juillet 1919, et sera démobilisé deux mois plus tard, le 20 septembre. De son séjour à Bingerbrück (à 30 km à l'ouest de Mayence), il a retenu une activité habituelle, pas très prenante, et une boisson fort plaisante, presque trop :
E- *Qu'est-ce que vous faisiez, en Occupation ?*
T- *Ah ben, on faisait des patrouilles le soir pour que les lumières soient éteintes et qu'il y ait pas de bagarres !*
E- *Et dans la journée, qu'est-ce que vous faisiez ?*
T- *Ah rien ! Rien ! On était en campement dans une piaule, dans une vieille maison, et on faisait rien ! On faisait des patrouilles, quoi, des tournées en ville, qu'il y ait pas d'escarmouches…*
E- *On m'a dit que c'était un peu la belle vie, l'Occupation !*

---

[33] Expression locale signifiant « dans le dénuement total »
[34] Autre expression locale découlant de la première voulant dire être contraint à faire des économie draconiennes (notamment en se privant de nourriture) en raison de sa pauvreté
[35] Cette inversion des deux mots par rapport à l'ordre français correct « plus rien » est encore très courante en Forez.

T- *Ah oui ! La belle vie ! C'est là que j'ai manqué d'en crever, que je pouvais plus voir, la bière ! Qu'est-ce qu'on s'enfilait comme bière ! Oh putain ! Elle est meilleure que la nôtre ! Mais des bières, on en a bu ! »*

Marius Verdier (cl. 17), agriculteur à Rozier-en-Donzy a fait la guerre au 171e R.I. de Belfort, nouveau régiment de cette ville après le 35e R.I.. Comme Eugène Troncy, il a été, le 31 juin 1917, enterré vivant dans l'effondrement d'une sape touchée par un obus, qui a coûté la vie à huit de ses camarades et à son lieutenant, mais s'en est tiré. Il se trouve à Guise (à 28 km à l'est de Saint-Quentin) quand survient l'armistice :

T- *« On a passé en Belgique, on est parti à pied jusqu'à Aix-la-Chapelle. A Aix-la-Chapelle, ils nous ont embarqués* (en train). *On est débarqué à un patelin en face de Düsseldorf : Otzenrath*[36] *. On était cantonné là. Puis après, on a pris la garde sur le pont* (sur le Rhin) *entre Neuss et Düsseldorf. Düsseldorf, c'est pas tête de pont. Alors, la sentinelle allemande venait jusqu'au milieu du pont, et le Français venait jusqu'au milieu du pont. Mais c'était pas tête de pont. Des têtes de ponts, y en avait trois là-haut : y avait Mayence, Coblence et Cologne. Mais Düsseldorf était pas tête de pont. »*

Il n'est pas courant de rencontrer un soldat du rang qui ait une vue aussi précise de ce qui déborde l'expérience de son propre régiment. On comprend ce qui a fait choisir ces trois villes : elles se succèdent dans cet ordre, sur le Rhin, vers l'aval du fleuve : il y a 80 km entre Mayence et Coblence, et 81 km entre Coblence et Cologne, Düsseldorf se trouvant encore en aval, à 30 km au nord de Cologne, sur la rive droite du Rhin, avec la ville de Neuss sur la rive gauche, en face. Cela laisse toute la rive gauche du fleuve aux armées d'occupation, la rive droite restant sous contrôle allemand, encore que le droit d'incursion des Alliés de l'autre côté ait été prévu :

E- « *Mais une tête de pont, c'était quoi ?*

T- *Eh ben, là où les Français avaient un petit circuit de l'autre côté du pont. Alors, les Allemands prenaient pas la garde sur ces ponts : c'étaient les Français qui prenaient la garde. La tête de pont, c'était aux Français seulement !*

E- *Et vous alliez monter la garde sur ces ponts ?* T – *Oui* E- *Tous les jours ?*

T- *Oh non ! Pas tous les jours ! On se remplaçait ! C'était pas tous les jours qu'on était désigné pour !*

E- *Et le reste du temps, qu'est-ce que vous faisiez ?*

T- *Là-haut ? Oh ! Pas grand chose ! On faisait de l'exercice : pas bien d'affaire !*

E- *Alors, c'était la belle vie !*

T- *Ah ! C'était le meilleur temps de mon régiment, là-haut !* (rire) *Parce qu'on faisait pas grand chose, on était bien nourris, souvent on était ravitaillés par les Anglais…Parce qu'on était pas loin de la Hollande, là-haut !*

E- *[…] Vous êtes restés combien de temps en Occupation ?*

T- *Je suis revenu le 30 août. Mais ma classe était démobilisée le 25 septembre. Alors, comme on avait plus que vingt jours…Ils nous envoyaient en permission et puis on repartait pas. J'ai été démobilisé à Montbrison le 25 septembre ».*

On aura remarqué que pour Marius, l'Allemagne est « *là-haut* » et non pas « *là-bas* » (comme pour la plupart des autres) car il raisonne en pensant à une carte géographique, avec le nord en haut de la carte. Il confirme, après plusieurs autres témoins interrogés auparavant, que les occupations étaient plus que réduites en Occupation…

Joseph Rivel (cl. 18), agriculteur à Soleymieux (Les Niolays), soldat au 18e B.C. Alpins, blessé au visage par un petit éclat d'obus le 2 octobre 1918, a pu être remis suffisamment tôt pour participer à l'Occupation[37] en Allemagne :

E- *« Vous avez fait l'Occupation en Allemagne ? Dans quelle région ?*

T- *La région…C'était pas tout à fait à Kasseroule* (= Karlsruhe), *c'était plus bas. Je peux pas vous dire : c'étaient des petits patelins. Là où on était, c'était une gare. Y avait encore du monde*[38]*. Quand les trains arrivaient, on était quatre sentinelles ; baïonnette au canon, on se promenait. Au train, s'il y avait quelqu'un qui se révolte, quelque chose, on les descendait ! Mais on tirait pas parce que personne bougeait ! Ça risquait pas ! Les Boches, ils en avaient marre !* (rire)

E- *Comment est-ce que la population vous considérait ?*

---

[36] Cette localité se trouve à 28 km à l'est (presque sud-est) de Düsseldorf, sur la route qui mène à Aix-la-Chapelle (Aachen) qui se trouve à 35 km au sud-ouest

[37] Par convention, chaque fois que le mot « *Occupation* » aura ce sens historique, je l'écrirai avec une majuscule, ne serait-ce que pour le distinguer du sens courant du mot « *occupation* »

[38] Nous retrouvons ici l'usage forézien du mot « *encore* », déjà signalé, ne signifiant pas « *à nouveau* », mais « *assez / relativement* ». Joseph veut dire qu'il y avait une population assez conséquente aux abords de cette gare.

T- *Oh ! La population ! La population… Ils nous regardaient comme des chiens ! Je te dis : comme des chiens !* (ton rageur). *Personne ! Tu voyais personne !*
Epouse de T- *Derrière les rideaux !*
T- *Derrière les rideaux ! Pas plus ! Derrière les rideaux ! »*

Cela peut paraître contradictoire : comment juger que les Allemands de cet endroit considèrent les Français comme des chiens s'ils sont invisibles ? Mais on voit bien, à travers l'expression répétée *« derrière les rideaux »*, amorcée par l'épouse du témoin (ce qui montre qu'elle a souvent entendu ce récit) que c'est cette méfiance qui est perçue comme de l'hostilité, et comme une forme de mépris. Accoutumé à la sociabilité de son petit Soleymieux, où chacun se parle, il perçoit nettement le rejet de l'occupant dans cette attitude.

Fonction de douaniers à la frontière entre les deux zones

Cette fonction, nous l'avons déjà aperçue dans le premier témoignage, celui de **Jean Salanon**, le seul des 17 prisonniers survivants (le 18e, **Auguste Denis**, de Roanne, étant mort de maladie à la fin de la captivité) à être reparti en Allemagne pour participer à l'Occupation. Il contrôlait, près de Darmstadt, le passage des marchandises à la frontière entre la zone occupée par les troupes françaises, largement approvisionnée en victuailles diverses, et la zone allemande, sur la rive droite du Rhin (hormis les têtes de ponts, aussi contrôlées sur la rive droite par l'armée française) en confisquant tout ce qui dépassait la ration pour un jour, ce qui devait exaspérer la population civile allemande soumise déjà depuis longtemps à la pénurie alimentaire. D'autres témoignages corroborent la pratique de cette activité douanière, sur une frontière artificielle créée par les Alliés.

Jean Giraudon (cl.11) de Saint-Etienne, qui a effectué une double carrière : militaire de 1919 à 1928 (adjudant-chef au 38e R.I. de Saint-Etienne, en devenant lieutenant de réserve en 1935) puis civile de 1928 à 1952 (de commis à inspecteur des Postes), retraité à Bourg-Argental ensuite, a fait les quatre années de guerre comme sergent au 16e R.I., mais dans le bataillon détaché des deux de Montbrison (à Saint-Etienne, puis Montferrand) et a été blessé deux fois (le 20 août 1914, avec une côté brisée par une balle ; en juillet 1917, un éclat d'obus lui ayant coupé une arcade sourcilière). Après l'armistice, devenu adjudant, il part en Occupation en Allemagne, dans la région frontalière de Hesse, vers Mayence, sa section s'occupant principalement d'empêcher la contrebande de nourriture entre la zone occupée par les Français (où le gibier pullule, faute d'avoir été chassé pendant la guerre) et la zone allemande libre :
E- *« Là, vous étiez adjudant ?*
T- *J'étais adjudant, oui. Alors, les hommes partaient avec leurs mousquetons*[39]*, et ils tuaient un chevreuil. On le faisait cuire à la popote. Alors, la nuit, on faisait faire des patrouilles. Je faisais faire des patrouilles pour empêcher le ravitaillement de passer en Allemagne. Alors, on avait peut-être ramassé* (en fouillant ceux qui franchissaient la démarcation entre les deux zones), *je sais pas, moi, cent kilos de jambons qui partaient… toutes les nuits ! Toutes les nuits, ça passait la frontière ! On avait un tas de jambons, des jambons salés, et puis du chevreuil ! On mangeait du chevreuil toute la journée, (qui était pas fameux d'ailleurs, parce que pas plus tôt tué, on le faisait cuire à la* (cuisine) *roulante). Et y a un type un jour qui s'amène, et il me dit : « Oh ! Monsieur… » , de l'usine en face...*
E- *Un Allemand ?*
T- *Un Allemand ! Il me dit : « Monsieur, si vous voulez bien me donner… Je vois que vous avez du chevreuil, j'ai ma fille qui est tuberculeuse, et ci et là…. ». – « Oh ! » je lui dis, « foutez-moi la paix ! Vous êtes Allemand, je suis Français…Allez, allez ! Débrouillez-vous comme vous voudrez ! ». Je l'ai foutu dehors !*
E- *Et eux ne pouvaient pas les tuer, les chevreuils ?*
T- *Ah ben bien sûr que non ! C'était dans la forêt de Hesse où nous étions. Et alors, un jour, y a eu une plainte. Y a le commandant qui s'amène, qui vient : « Dites donc, tuez tous les chevreuils ! », il me dit.* (rire) *Je lui dis : « Non ! On en tue un tous les jours, pas mieux ! »* (rire) *Alors il me dit : « Nom de nom, y a des plaintes, ça va pas du tout, hein ! » - « Oh, je lui dis, ils crèveront pas, là !* (rire) *Enfin, ça va bien. Je lui dis : « Vous voulez un morceau de chevreuil ? » - « Ah ! il me dit, la même ! »* (rire) *On lui a donné la moitié d'un chevreuil !* (rire)
E- *Et il était content ?*
T- *Et il est parti ! Y a pas eu d'histoires..*
E- *Donc, en fait, vous n'aviez pas vraiment de fonction, si ce n'est que vous occupiez ?*
T- *Ah ! On occupait ! On occupait, voilà ! On faisait pas autre chose. Comme fonction, c'était faire des patrouilles pour empêcher de passer le ravitaillement parce que déjà en France, on avait pas trop à jeter ! Alors, les Allemands, ils venaient… Le mieux, c'est que c'étaient les Français qui faisaient le ravitaillement*

[39] Le mousqueton est un fusil beaucoup plus court, donc plus maniable, que le fusil Lebel, attribué aux soldats devant se déplacer, comme les servants de mitrailleuses, les agents de liaison, etc.

des Allemands ! Parce que, dis donc, ça devait rapporter gros, vous comprenez ! Ils devaient payer cher, les Allemands, pour avoir du ravitaillement ! »

On devine que la fonction de douanier s'accommodait de bien des arrangements, puisqu'il semble qu'on fermait les yeux sur les bénéfices engrangés par des Français vendant la nourriture aux Allemands souffrant de manque de provisions. Les chevreuils abondants dans la forêt de Hesse fournissent aux occupants français et alliés une réserve de nourriture que Jean entend gérer méthodiquement, et pour cela, il parvient à acheter la bienveillance de son supérieur, partisan d'une éradication totale des chevreuils, pour faire taire les plaintes, peut-être celle des agriculteurs dont ils doivent manger les récoltes, sans pouvoir les tuer, puisque l'occupant l'a interdit, et a confisqué toutes les armes de chasse (sauf celles, qui, inévitablement, ont été dissimulées). Quant à la façon dont Jean évince l'Allemand réclamant de la nourriture pour sa fille qu'il prétend tuberculeuse, elle peut paraître cruelle, mais on a l'impression qu'il ne croit pas la raison invoquée par son interlocuteur, comme le suggère l'expression quelque peu méprisante « *et ci et là… »* résumant les propos de l'Allemand.

Antonin Cote (cl.15) de Laprugne (Allier), fils d'agriculteurs, venu par mariage à Saint-Priest-la-Prugne (Loire) où il a exploité la ferme familiale de son épouse, a fait la guerre au 121e R.I. de Montluçon, notamment comme « nettoyeur de tranchées ». Il a été gazé à Bezonvaux, le 5 avril 1918, et hospitalisé à Montigny-le-Roi, en Haute-Marne. Après sa convalescence, il a participé aux combats de l'été et de l'automne 1918, et a été envoyé en Occupation vers Francfort:

T- *« On était pas loin de Francfort, mais on avait pas le droit d'y aller ! Francfort, c'est les Boches qui y étaient ! On avait pas le droit d'y aller !*

E- *Et qu'est-ce que vous y faisiez là-bas, en Occupation ?*

T- *Ah ! On faisait rien !*

E- *Mais vous contrôliez pas les choses ?*

T- *Ah ben, y a des moments, oui ! On avait contrôlé les trains, quand on était à la gare. On était 4-5 à un poste. Alors, s'il y en a qui descendaient des trains, on les fouillait ! Fallait les fouiller ! S'ils voulaient pas, qu'ils portent des journaux … et y en a qui les emportaient à Francfort, et qui en prenaient à Francfort pour les reporter chez nous, ils* (les officiers français) *voulaient pas ! Y avait des affaires…*

E- *Et vous faisiez autre chose ?*

T- *Ben non ! Quand ils descendaient du train, fallait les fouiller ! Les journaux ! Y en a qui en mettaient….*(silence)

E- *Tous les jours, vous faisiez ça ?*

T- *Ah ! Pas tous les jours ! Quand on était de garde ! Pour changer de poste…On restait 24 heures, puis c'était une autre…*(équipe)

Cette insistance du témoin à affirmer que la fouille des voyageurs revenant de Francfort concernait surtout les journaux, bien plus que les marchandises (qui ne sont même pas évoquées, à la différence d'autres soldats français préposés à la fouille, comme l'adjudant Jean Giraudon ou Jean Salanon), montre une volonté de censurer la diffusion des nouvelles de la part de l'armée française. Mais il semble qu'Antonin ne perçoive pas cet enjeu. On voit aussi que cette alternance des gardes, par moitié d'escouade, dans la gare de cette petite ville proche de Francfort, laisse beaucoup de temps libre à ceux, très nombreux, qui ne sont pas d'astreinte, d'où l'impression générale, évoquée en premier, de ne rien faire…

Fonction de protection de personnalités allemandes

Auguste Rousset (cl.18) vitrier-miroitier au Coteau, a fait la guerre dans l'artillerie de montagne (1er R.A.M. de Grenoble, puis adjoint au 2e B.C. Alpins de Nice) comme pointeur au canon de 65, en Italie pendant l'hiver 1917-1918, puis en France, surtout dans les Vosges, notamment en renfort d'une brigade américaine. Entré à Strasbourg le 20 novembre, le régiment se dirige vers l'Allemagne, puis est embarqué en train pour la région de Francfort. La section d'Auguste est plus spécialement chargée de la garde du château impérial de Friedrichshof à Bad Homburg (12 km au nord de Francfort) où réside la grande duchesse de Hesse-Nassau, sœur de l'empereur Guillaume II, sans doute pour protéger les personnes et les biens des exactions révolutionnaires :

E- *« Qu'est-ce que vous y faisiez, en Occupation ?*

T- *En Occupation, on faisait rien du tout ! On pansait nos mulets [40]! Le capitaine avait fait cacher des…*

E- *Ah ! Mais vous y étiez allés avec vos mulets !*

[40] Dans l'artillerie de montagne, le canon de 65 mm, relativement léger, et démontable (roues, affût, canon) est porté à dos de mulets, chaque mulet portant sur son bât une des pièces du canon démonté.

T- *Ah oui ! On était à Kronver… Krontal… Krontal, c'est une station d'eau minérale, c'est connu en Allemagne. J'ai fait une chose que beaucoup n'ont pas fait : j'ai gardé la soeur du Kaiser là-bas, en Allemagne ! Eh oui !*
E- *Racontez-moi ça ! C'est exceptionnel ! A Krontal ?*
T- *Il a brûlé, le château ! Je dois avoir un morceau du journal, là… Il a brûlé… A Friedrichshof*[41] *! Ça veut dire Frédéric… Je peux pas vous dire : c'est le plus beau ! C'est le château des têtes couronnées ! C'est-à-dire le plus beau château d'Allemagne ! J'ai vu la sœur du Kaiser comme je vous vois, là ! On prenait la garde. Pour moi, ils avaient peur des communistes ! C'était nous qu'on les gardait !*
E- *Ah bon ? Mais c'étaient eux qui avaient demandé qu'on les garde ?*
T- *Ça, mon vieux, on avait pas été demander aux officiers ! On prenait la garde, c'était au mois de février* (1919), *y avait une neige comme ça ! On prenait la garde à deux heures du matin. « Oh, je dis, ils veulent pas passer par-dessus le portail, là-haut ! ». C'était immense ! Y avait des manèges, des… Ils plantent un arbre toutes les fois qu'il vient un prince au monde, là-bas ! Alors, tous les empereurs y avaient passé : l'empereur de Russie, les d'Angleterre… enfin, c'est la château des têtes couronnées !*
E- *A côté de quelle grande ville, ce Friedrichshof, là ?*
T- *Y a pas de ville ! C'est un château ! C'est un parc !*
E- *D'accord ! Mais pour situer par rapport à l'Allemagne, ça se trouve à côté de quelle grande ville ?*
T- *Francfort ! A 7- 8 km. Du reste, elle avait des enfants qui étaient déjà grands, qui allaient à l'école à Francfort. Je vais vous expliquer, ça va vous faire rire. Le poche* (?) *c'était une planche qui était bien peinte (on faisait du chiqué, à ce moment-là !) : « La garde sera prise par un lieutenant, un sous-officier et six hommes choisis parmi l'élite de la garnison ». Vous avez bien compris ! Alors, on prenait la garde, là. Et elle sortait qu'avec le grand écuyer, à cheval, elle avait une tenue : des machines vernies jusque là , une culotte blanche…*
E- *Des bottes vernies jusqu'au genou ?*
T- *Des bottes, oui ! Comme les soldats, quoi ! Et puis alors un machin à trois cornes, un chapeau…*
E- *Un tricorne !*
T- *C'est ça, oui ! Et y avait qu'elle et le grand duc qui étaient dispensés de rentrer au poste pour signer (parce qu'il y avait un grand livre où il fallait qu'ils signent)…*
E- *Alors, vous l'avez approchée ?*
T- *Ben, je l'ai approchée parce que j'étais de garde ! Fallait qu'elle passe devant moi pour sortir avec son cheval ! Elle était à cheval tout le temps ! Puis alors, un jour, une autre fois, je me suis trouvé ... On prenait la garde 48 heures, là… L'autre fois, elle causait avec le …(pour moi, elle devait causer un peu le français, comme j'ai compris), elle m'a pas causé personnellement. Le capitaine voulait se servir des manèges, elle a pas voulu, il a fait rentrer les mulets dedans ! Parce que le capitaine était un gars qui avait de l'instruction ; il a demandé à parler à la grande duchesse. On lui a dit : « Non, non ! Il faut d'abord parler au grand écuyer ! ». C'était par hiérarchie là-dedans, vous comprenez ! Il a demandé de parler à la grande duchesse, et la grande duchesse lui aurait répondu : « Ma dignité ne permet pas de parler à un officier français ! ». Alors, il a fait apporter les mulets* (rire) *et puis les mulets sont restés que quatre heures, parce qu'ils mangeaient tout le machin qu'il y avait tout le tour du manège ! Du foin et du crin, je sais pas quoi : le tour du manège !*
E- *C'est-à-dire qu'il faisait entraîner ses mulets dans le manège ?*
T- *Oh ! Il les a fait rentrer pour les faire coucher ! Pour embêter la grande duchesse ! Pour lui faire voir qu'il était le patron !*

---

[41] Ce nom permet de trancher l'hésitation d'Auguste entre Kronver et Krontal : ce n'est ni l'un ni l'autre, mais Kronberg im Taunus, où se trouve effectivement le château (très récent en 1919, car il n'a été achevé qu'en 1894) de Friedrichshof, construit à partir de 1888, dans le style néo-gothique, par la veuve de l'empereur Frédéric III, l'impératrice douairière Victoria (fille de la reine Victoria et du prince Albert) désireuse de s'éloigner de la cour. Son époux a eu un règne extrêmement bref, après la mort de son père Guillaume Ier : du 9 mars 1888 au 15 juin 1888, soit 99 jours, car il est mort, à 51 ans, d'un cancer du larynx, cédant la place à son fils Guillaume II, dernier empereur d'Allemagne. Contrairement à ce que dit Auguste, ce château n'a pas brûlé, il existe toujours, sous la forme d'un hôtel de prestige, appartenant toujours à la famille de Hesse. Quant à l'appréciation du témoin qui en fait le *« plus beau château d'Allemagne* », elle ne doit pas être partagée par beaucoup de gens connaissant quelques châteaux d'Allemagne ! Cependant, la description que donne plus tard Auguste du château, isolé au milieu d'un parc, ne correspond pas du tout à Freidrichshof, situé dans la ville de Kronberg, mais au château impérial de Bad Homburg (10 km au nord de Francfort) proche de Freidrichsdorf, résidence d'été de la famille impériale, de construction beaucoup plus ancienne (le premier château du XII^{e} a été remplacé par un autre à la fin du XVII^{e} siècle). Lui non plus n'a pas brûlé… Auguste a dû veiller sur la sécurité de la plus jeune des quatre sœurs du Kaiser, née en 1872 (lui en 1859) : la princesse Marguerite de Prusse et de son époux, le landgrave Frédéric-Charles de Hesse-Cassel. (bien que le témoin dise « Hesse-Nassau »). Le couple, qui a eu six fils, de 1893 à 1901, a eu ses deux aînés tués à la guerre : Maximilien en France en octobre 1914, Frédéric en Roumanie en septembre 1916. Marguerite est morte en 1954, précisément au château de Kronberg im Taunus.

E- *Et vous vous souvenez du nom de cette grande duchesse ? De son prénom ?*
T- *Ah ! Je me rappelle pas ! Je sais qu'ils ont eu un accident d'aviation : ils ont perdu… C'est la grande duchesse de Hesse-Nassau !*
E- *C'était donc la soeur du Kaiser ?*
T- *La sœur du Kaiser, oui ! Oh ! Et puis elle lui ressemblait ! Mais elle était plus belle femme que lui ! Parce que c'était une belle femme !*
E- *Mais elle était plus jeune que lui ?*
T- *Ah oui ! Elle était plus jeune ! Oh ben, le Kaiser était ben déjà d'un âge ! »*

On devine que cette tâche très spécifique, et rare, pendant l'Occupation a créé une familiarité étrange entre Auguste, le vitrier costellois, et la famille impériale allemande. Par ce biais, il a un peu touché à la sphère *« des têtes couronnées »*… Retenons aussi le souci de son capitaine de s'imposer (tout en respectant les formes) face à la grande duchesse, en utilisant ses mulets dans un lieu qui n'avait connu que des chevaux de race noble: *« Pour embêter la grande duchesse ! Pour lui faire voir qu'il était le patron ! ».*

Toutefois, plus loin dans l'entretien, alors qu'Auguste a retrouvé enfin le nom de « Kronbèr » (Kronberg), il décèle une mission plus large, et pour tout dire politique, à cette garde du château de la « *sœur du Kaiser* » et de son époux, stimulé par ma répartie admirative, le comparant à mes témoins précédents (119 avant lui) :
E- *« Vous êtes le seul que j'aie vu qui a approché… les grosses têtes allemandes !*
T- *Oui, oui, oui ! J'ai pris la garde au château de Friedrichshof, le château des têtes couronnées !* (ton solennel)
E- *Et qu'est-ce que ça vous faisait ?*
T- *Eh ben, de garder ces gars-là…. On y comprenait rien, nous, vous comprenez. On est soldat : faut obéir, et puis c'est tout, quoi ! Qu'est-ce que ça pouvait nous… ? On était bien ! Y avait des parquets cirés… Et puis il venait… presque tous les grossiums d'Allemagne étaient là-bas dedans. C'était la révolution ! Alors, pour moi, ils avaient peur de se faire tuer ! Ça devait être pour les garder, j'en sais rien, mais… On présumait ça, nous, vous comprenez ! ».*

La protection des *« grossiums d'Allemagne »* après la chute de l'Empire, contre les forces révolutionnaires dévastatrices, voilà qui assigne à Auguste une place dans l'Histoire…

Fonctions marginales diverses

« Marginales » n'est ici pas du tout péjoratif, et il vaudrait peur être mieux les qualifier de « très minoritaires ». En effet, alors que tous les soldats d'un bataillon, ou d'un régiment, sont engagés, à tour de rôle, dans les fonctions précédentes, celles qui suivent ne mobilisent que très peu de gens, que leur compétence ou la relation privilégiée avec un officier ont placé à ce poste.

Etienne Carton (cl. 18) fils d'agriculteurs de Poncins, fermiers ensuite à Saint-Etienne-le-Mollard, est devenu cantonnier à Feurs après la guerre. Affecté au 113e R. A. Lourde d'Issoire, il a été successivement conducteur de chevaux, puis servant de canon, puis agent de liaison du commandant Guillemet, fonction qu'il va continuer en Occupation en Allemagne vers Mayence (Biebrich) puis à Medenbach, à 5 km au nord-est de Francfort, où l'artillerie s'est avancée pour contraindre l'Allemagne à signer le traité de Versailles. Mais son activité reste pacifique et relève de la fonction d'ordonnance d'officier :
T- *« Quand on était en Occupation, moi je couchais dans une chambre, chez un particulier, avec un* autre ordonnance. J'étais ordonnance. L'ordonnance faisait l'acheteur* (rire) *des gâteaux pour les officiers ! J'avais appris à compter ! J'avais appris même à parler ! »*

La conversation part ensuite sur les relations avec les gens du pays, et notamment avec les Allemandes, ce qui fera l'objet d'une rubrique. Mais manifestement, sa fonction prive Etienne de la latitude d'action qu'avaient ses camarades :
E- « *Vous aviez pas de vos copains qui fricotaient un peu avec les Allemandes ?*
T- *Oh si ! Mais moi, j'avais pas le temps de m'en occuper, parce que j'avais du travail : fallait que je monte tous les chevaux des officiers ! Ils avaient des incapables pour les monter ! J'allais au terrain de manoeuvre avec eusses*, pour faire des courses avec les officiers ! J'étais spécial, moi ! »*

Son « classard » de la 18, **Christophe Dumas**, chef gareur à l'usine de tissage Colcombet de Bourg-Argental, après deux régiments locaux (86e R.I. du Puy-en-Velay, et 38e R.I. de Saint-Etienne) a été versé au front en renfort au 321e R.I. de Montluçon, en avril 1918. Combattant en Belgique, puis dans l'Aisne, il a été gazé le 12 août, et hospitalisé à Troyes ; revenu au front, il y contracter une hémoptysie, d'où une nouvelle hospitalisation, cette fois-ci à Bordeaux, où il se trouve lors de l'armistice. Au terme de deux mois de convalescence chez lui à la fin de 1918, il est affecté au 164e R.I. de Verdun, qu'il rejoint en Allemagne, à

Stolberg, près d'Aix-la-Chapelle, avant d'être, après deux mois de formation près de Troyes, employé comme mécanicien d'aviation à Spire, dans l'escadrille des Renards, jusqu'en juillet 1919 :
T- *« Là (*à Stolberg*) j'ai resté une quinzaine de jours, puis ils ont demandé des maréchaux-ferrants. Alors, comme moi, j'étais porté « mécanicien », ils m'ont inscrit. Mais pas du tout : au bout de quelques jours, j'ai été versé dans l'aviation, j'ai eu cette chance-là. J'ai fait 19 mois dans l'aviation, par la suite… Nous sommes revenus en France, pour faire les cours, deux mois de cours sur les moteurs et tout. Là, nous étions environ 4 000 ! Alors, là, on a crevé de faim, hein ! A Aix-en-Othe, du côté de Troyes…Ensuite, j'ai rejoint Mayence, on nous a mis dans un fort, à Artenburg, puis à Genersheim à côté, un peu plus loin. Puis ils sont venus me chercher, tout seul, un caporal avec un autre, et puis ils m'ont emmené à Spire. Là, j'ai été bien reçu : j'avais pas mangé, la soupe était finie, ils m'emmènent à la cuisine* (rire) *; je m'en suis mis jusqu'aux deux oreilles ! Et puis, alors là, j'ai été comme mécanicien d'aviation.*
E- *Vous étiez nombreux, comme mécaniciens ?*
T- *Ah ! Nous étions ben une quinzaine. Nous avions chacun un avion, pour l'entretenir. Chaque avion avait son pilote »*

Après Spire, dans l'été 1919, l'escadrille est revenue à Strasbourg, où plusieurs escadrilles ont été regroupées :
T- *« A Strasbourg, on a rassemblé toutes les escadrilles. Y avait l'escadrille des Cigognes ; Fonck et Guynemer en avaient fait partie, mais ils y étaient plus à ce moment-là…*
E- *Votre escadrille s'appelait comment ?*
T- *Moi ? L'escadrille des Renards. C'était une tête de renard qu'on avait comme emblème ! »*

Il donne une précision technique intéressante : en dehors de la réparation des moteurs, le mécanicien intervenait à chaque décollage : il faisait démarrer l'avion en lançant l'hélice à la main, du sol. Finalement, Christophe a été démobilisé en mai 1920. L'idée de rester dans l'aviation ne l'a pas tenté : *« J'étais fils unique, j'avais mes parents, puis j'avais mon emploi qui m'attendait, mon employeur. ».*

On a vu qu'il a cité deux noms prestigieux d'as de l'aviation: **René Fonck** et **Georges Guynemer**. Le premier était à l'époque aussi connu que le second, dont seul le nom est resté dans la mémoire collective, sans doute à cause de sa mort glorieuse en combat aérien, le 11 septembre 1917, à 22 ans, à Poelkapelle, en Belgique. René Fonck, (1894-1953), capitaine devenu plus tard colonel, surnommé « l'as des as » , a 75 victoires homologuées en duels aériens à son actif , Georges Guynemer (1895-1917), capitaine, en a 53 homologuées, auxquelles s'ajouteraient 35 probables. Le premier a tenté une traversée de l'Atlantique un peu avant celle de Charles Nungesser et François Coli (disparition de leur avion le 9 mai 1927, soit au large de Saint-Pierre-et-Miquelon, soit dans l'état du Maine aux Etats-Unis, ce qui ferait d'eux les premiers à avoir traversé l'Atlantique en avion !)) et de Charles Lindberg (traversée les 21 et 22 mai 1927), le 21 septembre 1926, mais l'avion, trop chargé en carburant, s'est écrasé au sol au décollage, tuant deux des quatre membres d'équipage. Il avait été député de 1919 et 1924, puis a fait partie du gouvernement de Vichy sous l'Occupation allemande, avant de se consacrer à son entreprise. Le lieutenant Charles Nungesser était aussi un as de l'aviation de la Grande Guerre, ayant 43 victoires homologuées à son actif.

Bien plus modeste est le parcours d'**Eugène Troncy** (cl. 16) , tisseur à Belmont-de-la Loire, qui a fait la guerre au 105e R.I. de Riom, a failli, le 21 octobre 1916, avec toute son escouade, être écrasé par l'effondrement d'un abri touché par un gros obus de 220, et en est ressorti avec une déviation de la colonne vertébrale qu'un kinésithérapeute a pu réduire. Gazé le 3 août 1918, hospitalisé à La Courneuve, dans la banlieue nord de Paris, il a pu participer au dernier mois de guerre dans les Ardennes, puis a été envoyé en Occupation vers Francfort :
T- *« J'ai été d'abord à Falkenstein…On était à 5 km de Francfort*[42]*, on voyait bien Francfort ! La-haut, j'ai jamais tant mangé de chevreuils ! Y en avait un « tique » ! On les ficelait, ça y est !*[43] *Oh mais, les officiers disaient rien, ils en profitaient !…C'était tout des machins* (domaines) *gardés, comme autrefois…des seigneurs ! Vous comprenez : personne n'y chassait pas, et puis ça nichait !* (ça procréait)
E- *Alors, là, vous vous êtes rattrapé de la faim de la guerre ! Vers Francfort ! Et vous y faisiez quoi ?*
T- *Oh ! De l'exercice ! Et puis pas grand chose !*
E- *Vous logiez en caserne, ou chez l'habitant ?*

[42] En réalité, Falkenstein se trouve à 12 km au nord-ouest de Francfort, voisine de Königtein im Taunus, cité ensuite
[43] On croit comprendre qu'il y avait surabondance de chevreuils dans les parcs des domaines . Mais que signifie *« on les ficelait »* ? On les prenait en faisant en faisant des pièges où des cordes (« *ficelles* ») intervenaient, ou bien si on les tuait au fusil, et qu'on les ramenait « ficelés », les quatre pattes réunies pour faciliter le transport à deux, avec une barre passée sous le nœud rassemblant les pattes, et appuyée sur les épaules des porteurs, marchant l'un derrière l'autre ?

T- *On logeait dans des baraquements, par là, ou chez les habitants. Oh ! Y avait pas de casernes, là-haut ! Y était un petit pays qui était gros comme Saint-Germain* (La-Montagne[44]) *peut-être. Puis après, on est descendu à Mayence, aux casernes de Mayence.*
E- *Et vous êtes resté à Mayence le reste de l'Occupation ?*
T- *Ah oui ! J'ai été démobilisé de là-haut !*
E- *Donc, vous avez fait deux endroits en Allemagne : Falkenstein et Mayence ?*
T- *Falkenstein, Königstein, Deutch…* (hésite) *et Mayence : quatre endroits. Seulement, on y restait pas longtemps, là* (aux deux autres endroits)
E- *Comment vous étiez considérés par la population allemande ?*
T- *Oh ! Ils disaient rien. Pas mal . A Mayence, j'étais logé chez une femme ; son mari avait été tué à la guerre, il était commandant. On était bien. Ils nous disaient rien. Puis, bien souvent, on leur faisait passer quelque chose…*
E- *Parce qu'ils avaient pas trop à manger, je crois !*
T- *Eh ben non ! Ils se sont bien vengés à la dernière guerre : qu'est-ce qu'on avait à manger, là ? Un pays de pommes de terre : on n'en trouvait même pas !*

Si le régiment n'est pas cantonné dans un secteur de contacts entre deux zones (une occupée, l'autre non) apparemment, les fonctions de douanes (de contrôle des marchandises) et de surveillance disparaissent et il ne subsiste plus rien comme activité, hormis la routine de la vie militaire : les manoeuvres, l'exercice, pour que la troupe ne perde pas ses automatismes.

Deux témoignages généraux approfondis sur cette Occupation

Une vision écrite plutôt négative

C'est celle de **Lucien Faugère** (cl. 19), né à Balbigny, élève instituteur à l'Ecole Normale de Montbrison jusqu'à son incorporation le 17 avril 1918 au 16e R.A. Lourde d'Issoire, qui sera instituteur après guerre jusqu'en 1959 à Moingt (jusqu'en 1926), puis à l'école annexe de l'E.N. de Montbrison jusqu'en 1943, puis directeur de 1943 à 1959 de l'école de Chavassieu à Montbrison, pour finir sa carrière comme professeur de mathématiques dans cette même E.N. où il avait été élève ; il résidait à Moingt. Ayant juste participé aux derniers bombardements de la guerre comme maréchal des logis, dans le secteur de Verdun, il est nommé aspirant en août 1919, sera lieutenant en mai 1921, et deviendra capitaine d'artillerie en septembre 1939, et sera fait prisonnier vers Bussang le 22 juin 1940.

Il sera en Occupation en Allemagne de la mi-novembre 1918 jusqu'au début février 1919, où il part suivre les cours de l'école militaire de Fontainebleau jusqu'au 1er août, puis rentre au dépôt d' Issoire pour encadrer la démobilisation des classes. Son parcours, noté à part, est précis : à partir de la mi-novembre, le 16e R.A.L. se dirige par étapes vers l'Allemagne, avec Mayence comme destination, par la Sarre ((Walhlen, Sankt Ingbert, Niederkirchen), la Rhénanie-Palatinat (Dielkirchen, Wörrstadt), étant jusque là resté sur la partie ouest de l'Allemagne par rapport au Rhin, pas encore traversé, et parvient à Mayence le 26 décembre 1918. Il passe ensuite en Hesse, sur la rive droite du Rhin, à Wicker jusqu'au 20 janvier, puis à Münster (au nord-est de Darmstadt). Lucien, parlant allemand, joue le rôle d'interprète pour régler les conflits de toute nature entre troupe occupante et civils allemands. Il est à Kelkheim, dans la banlieue ouest de Francfort, quand, le 1er février 1919, il part suivre les cours de l'école militaire de Fontainebleau. Mais il écrit très peu de chose dans son journal quand il se trouve en Occupation, ne privilégiant que deux dates éloignées de plus d'un mois :

« *l'Occupation* »

15 décembre 1918 - Traversée du Rhin. 900 m de large. Pont énorme avec des statues d'empereur séparant les deux voies ainsi qu'à l'entrée et à la sortie. Nous avons séjourné dans le Taunus[45] *. J'ai été quelques jours dans un hôtel, le « Taunus Blick » avec tout le confort : chauffage central, salle de bains, mais une souris toute une nuit s'est promenée partout, jusque sur le lit. Lit allemand sans couverture avec édredon de la tête au pied* et matelas en trois parties. La souris m'a embêté tant que je n'ai pas eu l'idée d'ouvrir la porte du couloir. Elle ne s'est pas fait priée* pour se sauver et j'ai pu enfin dormir me souvenant d'un texte de Theuriet intitulé « le Bourdon », qui opéra de même mais en ouvrant la fenêtre !*
21 janvier 1919 – Passe à la 5e Batterie. Aucun souvenir précis du stage en rive droite du Rhin d'où je suis parti le 1er février pour l'école militaire de Fontainebleau »

Au bas de cette page, bien maigre en renseignements, il note un souvenir relatif aux chiens menaçants rencontrés, écrit après coup aussi, comme l'indique l'usage de l'imparfait : *« Au début, nous arrivions parfois avec mon sous-officier, seuls toujours, dans des petits patelins où tout était fermé et nous avions la plus*

[44] Bourgade située à 8 km au nord de Belmont, mais en Saône-et-Loire
[45] Petite région de montagne moyenne (moins de 900 m d'altitude) située immédiatement au nord de Francfort et de Wiesbaden, dans le land de Hesse

grande difficulté pour nous faire ouvrir portails et portes. Partout un chien loup gardait la grange ou le dépôt : impossible d'entrer sans être accompagné par le ou la propriétaire. Une fois, mon collègue a voulu passer outre à cette (mot illisible paraissant se terminer par *« ité »), et il a été mordu si cruellement qq. part*[46] *qu'on a dû l'évacuer à l'hôpital. Aussi après, je n'entrais jamais dans un local sans le revolver au poing prêt à tirer. J'ai ainsi tué 2 chiens loups. Une dans une grange ; malgré la présence de la maîtresse, la chienne qui avait des petits m'a sauté à la gorge. C'était temps. Je l'ai bien regrettée*. L'autre, c'était sur un pont, près d'un moulin dans la nuit, qui m'empêchait de passer et me sautait après les jambes. Je ne voyais que ses yeux et mon cheval se cabrait en hennissant. J'ai tiré le long de ma jambe, au bon moment il faut croire, car j'ai entendu un gargouillement, et mon cheval a bien voulu passer. »*

Les sept pages qui suivent, écrites aussi postérieurement, sont regroupées autour d'un thème annoncé dès la première ligne :

« Je groupe quelques souvenirs épars montrant bien et opposant le caractère allemand et le caractère français.

Au début de l'occupation la population était terrorisée par la propagande allemande accusant le Français des atrocités que ceux-ci avaient réellement commises en août 1914.

1e – Le Français est pillard.

a/ le coup du tonneau. Près du Rhin dans une grosse ferme dont la propriétaire, veuve je crois, avait des vignes et faisait du bon vin (renseignements donnés par des voisins jaloux). Un poilu qui y était hébergé avec sa pièce (son canon) *avait repéré l'endroit où la propriétaire mettait la clef de la cave. Il se lève en douce avec un copain au milieu de la nuit, la veille du départ, pour aller « piquer » un petit fût de 30 à 40 litres bien fermé, et au risque de se casser une patte, enlève le tonnelet et le porte dans un fourgon qu'il savait conduit par un copain. Le lendemain à l'arrivée de l'étape, on invite les copains, on brise la fermeture métallique du petit fût, on ouvre, et qu'est-ce qu'on trouve ? Des topinambours en conserve !*

b/ le coup du lapin. Un gars du Nord dont la famille a subi l'occupation allemande durant toute la guerre et dont il était sans nouvelles, dit aux copains : « Je vais améliorer l'ordinaire », qui effectivement n'arrivait pas régulièrement et n'était pas fameux. Il va donc avec un copain dans une grosse ferme ayant un lapinier confortablement garni. Il ne connaissait pas un traître mot d'allemand, mais se faisait comprendre très bien par gestes. Il était évidemment armé (dans l'artillerie hippomobile, les conducteurs ont un revolver, les servants un mousqueton). Il montre des Marks à la patronne qui s'empresse de sortir un gros lapin de sa cage et d'aider nos 2 larons* à le mettre dans notre grande musette d'artilleur, et puis sans un mot se dirigent vers le chemin du retour. La fermière pousse de hauts cris, alors notre loustic s'arrête et par geste, lui fait comprendre qu'il lui donne 10 pfennigs (ce qui correspond au centime français à l'époque) parce qu'il avait eu la peine de le prendre, sans quoi il ne lui donnerait rien – et caressant son revolver dans l'étui, il s'en va dignement.*

c/ le coup du poilu et du vin blanc de la fermière trop intéressée. Les poilus de la 4e pièce étaient logés dans la salle à manger et couchaient sur la paille. Pendant la journée, ils laissaient toutes leurs affaires personels, les victuailles et leur bidon de pinard rouge. Ils se sont aperçu que la propriétaire « tétait » dans les bidons en mesurant la quantité laissée dans chaque, et ils décidaient de se venger spirituellement, même « rossement ». C'était pour la Ste Barbe, fête des artilleurs, le 4 XII. A la nuit tombante, ils allèrent chiper trois poulettes dans le poulailler, les plumèrent, les vidèrent, puis demandant à la logeuse de prêter des casseroles pour les faire cuire, ce qui fut fait avec entrain des deux côtés. Car il y avait du bon vin blanc sorti de la cave même de la patronne, dont le cuistot avait emprunté adroitement la clef. Je ne me souviens plus de ce qui accompagnait le plat de volaille, mais l'ensemble était tout à fait soigné. On invita donc la propriétaire qui mangea ses poules et but son vin avec grande satisfaction, si bien qu'elle était totalement « cuite » et qu'il fallut la porter dans son lit. Tout fut remis adroitement en place avant le départ de la colonne, avant le jour. La fermière a dû se trouver avec le meunier (voir plus loin) pour déposer une réclamation vouée à l'échec !*

d/ le Bon vin du Rhin à gogo ! Les poilus de la CR (Colonne de Ravitaillement) étaient logés dans une grande maison inhabitée et apprirent par des voisins que seul le mur du fond les séparait des caves d'un gros vigneron très mal vu dans le pays et qui n'habitait pas le village. Eh bien, chose incroyable, ils percèrent le mur la veille du départ et emportèrent une bonne provision de bouteilles. Il faut dire que le propriétaire ne s'était jamais manifesté durant notre séjour dans le patelin, et que l'intendant français l'avait recherché en vain pour lui acheter du vin. Nous n'avons rien su évidemment des suites de cette incroyable affaire, mais les gens du pays ont dû se servir avant que le propriétaire se décide à sortir de sa cachette. »

Ces quatre anecdotes, qui ont dû faire l'objet de récits entre Poilus de ce régiment, comme le montre l'appellation familière « coup », ne montrent en rien l'opposition entre *« le caractère français » et « le caractère allemand »*, car tous les propriétaires français qui seraient spoliés de la sorte réagiraient exactement comme les victimes allemandes ! Les Français y apparaissent vraiment comme des voleurs, même si les vols ne sont pas d'un montant considérable, et sont parfois excusés plus ou moins tacitement par le témoin par une

[46] Euphémisme semblant désigner le postérieur du collègue !

circonstance qui accable le propriétaire allemand : l'une « tête » subrepticement le « pinard » des Poilus laissé chez elle pendant la journée, l'autre, pas aimé de ses voisins (donc a priori antipathique) a refusé de paraître dans le village pour qu'on lui achète son vin, ou par un fait qui pose déjà le Français chapardeur en victime : le héros du *« coup du lapin »* vient d'une région envahie par l'ennemi depuis quatre ans et n'a aucune nouvelle des siens. Il n'y a que la première anecdote (ressemblant à un fabliau du Moyen-Age) où le voleur français est finalement puni de son larcin par un retournement inattendu : le baril ne contient que des topinambours en conserve ! Et le préambule a installé la partialité latente du narrateur : face aux atrocités commises en Belgique en août 1914 par les Allemands, de tels petits méfaits ne sont que des broutilles !

Les souvenirs de Lucien Faugère continuent sur un autre thème, introduit aussi par un a priori psychologique et sociologique :

« Le Français est chasseur par nature – Comme par hasard, la colonne, un beau jour, arrive à Kaiserslautern où était la chasse réservée du Kaiser, pour le gros gibier particulièrement : cerfs, sangliers et chevreuils. Ce fut un massacre car les bêtes n'avaient aucune méfiance, mais elles ont eu vite compris. L'Etat-Major aussi ! Interdiction formelle de chasser avec le fusil de guerre, car plusieurs accidents étaient arrivés. Mais certains avaient « emprunté » des fusils de chasse et la chasse braconnage continuait. Les officiers fermaient les yeux et savouraient la venaison. Quant aux lièvres, j'en ai eu compté plus de cent au cours d'une étape de 20 km, des grands lièvres roux de 8 à 9 livres. Les poilus les tuaient à coup de bâton, ils se mettaient une vingtaine ainsi armés, les cernaient, et les assommaient à coups de bâton. Certains poilus à tombée de nuit préféraient partir seuls, avec leur revolver, mais il y avait le problème des balles, généralement fournies par des gradés qui avaient accès au magasin.

Je n'ai jamais vu autant de gibier ; au cours d'une étape, on voyait quantité de renards à portée de fusil. Au cours de l'une d'elle, notre toubib dans un chemin forestier très creux, a tué un lièvre au gîte, à hauteur du cheval, tiré à moins de 10 mètres. »*

Cette abondance du gibier est corroborée, comme on l'a vu, par d'autres témoignages. Ici encore, le caractère débrouillard du soldat français, devant l'interdiction d'utiliser le fusil Lebel, apparaît dans le vol des fusils de chasse confisqués aux Allemands, qui auraient dû être stockés en sécurité dans un local pour être restitués au départ des troupes françaises (mais l'emploi de l'euphémisme « *emprunté* » les disculpe de façon humoristique) vol d'une bien autre importance financière que celui de lapins, de poules ou de petits fûts de vin…Un chasseur ferait aussi remarquer que des cartouches de chasse, ayant des plombs qui s'écartent en gerbe, assurent bien plus sûrement la mort du gibier qu'une balle de fusil de guerre (comme le Lebel ou le Mauser) qui ne tue que si elle très précisément ajustée, mais avec l'avantage d'avoir une portée beaucoup plus grande.

Lucien ouvre ensuite, dans ses souvenirs épars, une rubrique consacrée à deux *« incidents* ».

« *Un incident – Toujours le poilu du Nord (chtimy*) logé chez l'habitant, en étape. Ayant le poêle à bois dans la pièce servant de dortoir à toute l'équipe, et voyant un ouvrier allemand scier du bois (à la scie à main) il s'est avancé avec un panier vide et au fur et à mesure que le Boche sciait, le Français mettait le morceau dans son panier. Lassé, l'adversaire cesse son travail. Mais quand il le reprit, le chitmy* était toujours là… Le scieur dut attendre la nuit pour achever sa tâche. »*

C'était sans doute un « bonne blague », drôle et pas bien méchante, pour les auditeurs de l'époque, mais, avec le recul du temps, elle laisse un certain malaise au lecteur contemporain. En quoi ce pauvre ouvrier allemand scieur de bois était-il un « *adversaire* » qu'il fallait délester du produit de son travail ?

Et Lucien de conclure ces sept pages de « *souvenirs épars* » par un retour à une anecdote de larcin alimentaire, renouant avec l'appellation familière « *le coup de…* » :

« Le coup des oies (pour la Ste Barbe, fête des artilleurs 4/12/18). Le capitaine avait autorisé chaque chef de pièce (au nombre de 6) à se procurer une oie (en payant bien entendu).

Voilà donc une petite troupe de 6 ou 8 cavaliers qui va dans un moulin signalé par des Boches qui n'aimaient pas le meunier. On parlemente, le meunier dit que la troupe d'oies que les poilus entouraient appartenait à la grosse ferme que l'on voyait à mi-pente. Nos chasseurs s'y rendent et on leur dit que ses oies ne leur appartenaient pas. Pas d'autres fermes dans le secteur. Alors voyant qu'ils étaient « joués », les s/officiers donnent l'ordre de forcer le gibier et 6 oiseaux sont vite capturés, et nos chasseurs en tenant chacun une, par les pattes ou par le cou, arrivent triomphants au village en attendant que le propriétaire se manifeste. Il ne l'a pas fait le même jour, mais le lendemain, en mairie, à l'officier français charger de régler les dégâts commis par la troupe des occupants. Personne n'a jamais su à la batterie comment l'affaire s'était réglée. C'était la 5^{e} pièce. »*

Cette anecdote a plus d'un lien avec celles qui inaugurent la séquence « souvenirs d'occupation » de Lucien Faugère. Mais ici les Poilus de base n'agissent pas en cachette de leurs officiers, mais sur ordre, et ceux-ci, bien susceptibles d'être « joués », cautionnent le vol des volatiles, qu'ils avaient pourtant demandé de payer. On apprend, et cela montre que ce genre d'incident devait être très fréquent, qu'une instance existait pour « *régler les dégâts commis par la troupe des occupants » :* régler en argent, ou régler par le droit du plus

fort ? Par ailleurs, la victime serait, ici aussi, peu appréciée de son voisinage. De deux choses l'une : soit les Allemands s'arrangent pour solder de vieux comptes entre eux en utilisant l'occupant comme bras exécutoire, soit notre narrateur insère cette indication pour atténuer le vol des oies, possédées par un mal embouché, menteur de surcroît…

Il s'ensuit de cet amalgame de souvenirs que le quotidien de l'Occupation devait être fait de ces menus ou moyens larcins (gros pour ce qui est des fusils « empruntés » !) , fait par des soldats français qui jouaient sur l'espoir d'impunité, et devant irriter, voire exaspérer les populations occupées…

Une vision orale très positive

C'est celle de **Jean-Baptiste Biosset** (cl.18) de Renaison, ayant multiplié les activités diverses, à Renaison et à Roanne (chauffeur de maître avant-guerre, chauffeur-mécanicien à l'usine Schwab de Renaison, puis conducteur de car à son compte, puis épicier-pompiste à Roanne, puis hôtelier à Roanne encore, avant de se retirer comme vigneron- éleveur de moutons à Renaison) qui s'est engagé dans l'artillerie motorisée à la fin de 1916, puis, victime d'une crise cardiaque, a été versé dans la D.C.A., à l'auto-canon de 75, de l'été 1917 à l'armistice, dont il regrette qu'il ait été signé trop tôt. Il est le seul à évoquer les recommandations des officiers aux hommes partant en Occupation, qui, sûrement, devaient être la règle générale ;

T- *« On a regretté, nous, de ne pas être rentrés en Allemagne !*

E- *Pourquoi ?*

T- *Eh bien, parce que les Boches nous avaient tellement occupés, ils avaient tellement joui de la France qu'on aurait bien voulu jouir de l'Allemagne aussi. Enfin, nous en avons bien joui d'une autre façon… Et c'est incroyable comment nous avons été reçus là-bas ! Jamais je n'aurais eu le courage de faire pour les Allemands ce qu'ils ont fait pour nous là-bas. Avant de rentrer en Occupation, les officiers nous ont rassemblés et nous ont mis en garde : « Voilà, nous allons rentrer en pays ennemi, il peut y avoir ceci, il peut y avoir cela, il y aura des rancunes. Ne sortir qu'en groupe ! Sortez armés… surtout la nuit, sortez le moins possible et en groupe ! ». Monsieur, un mois après, on sortait individuellement et sans armes, sans rien du tout ! Les Boches ont été extraordinaires ! C'était pas la période hitlérienne à ce moment-là ! Et puis nous étions en Rhénanie et ils avaient été un moment français, et le Français était considéré…*

E- *Ils souffraient de la faim ?*

T- *Affreux ! Il fallait que ce soit des Allemands, disciplinés comme ils l'étaient, pour souffrir ce qu'ils ont souffert ! Affreux, monsieur ! Quand nous sommes rentrés là-bas, ils n'avaient plus rien ! Pas de savon, pas de pain…du pain caca ! Pour parler du pain K.K.*[47]*, j'en avais rapporté pendant la guerre un morceau à mes parents et aux voisins, pour montrer ce que c'était. Quand j'ai voulu le donner au chien de mon père, qui était un chien de berger et ne mangeait pas souvent de viande, il l'a senti et n'a pas voulu le manger ! ».*

Après un long récit sur l'accueil en Alsace, que nous avons vu au chapitre précédent, Jean-Baptiste aborde le passage de son régiment en Allemagne :

E- *« Combien de temps êtes vous restés en Alsace ?*

T- *Ah ! On n'a fait que la traverser. On est rentrés en Allemagne, on a franchi la frontière de 1870, le 1er décembre 1918. Je me rappelle pas le nom du petit pays. Nous sommes montés du côté de Kaiserslautern, après nous avons bifurqué à droite vers Ludwigshafen. Là, nous avons laissé la 1ère Division marocaine, et tant mieux, parce jusque là, nous n'étions pas bien vus, parce que les Allemands avaient horreur des Marocains et des Sénégalais !*

E- *Ils en avaient horreur, parce qu'ils avaient eu à subir des atrocités !*

T- *Oh la ! Oh la ! Parce qu'avec les Sénégalais, il n'y avait pas de demi-mesure. Voilà ce qui s'était passé. Au début, les Allemands faisaient le mort et avaient tiré dessus. Et alors, quand ils s'en sont aperçus, ils leur coupaient la tête ! Un Allemand étendu par terre, il n'était pas mort tant qu'il avait la tête sur les épaules…*[48]

E- *Donc, on vous a dissociés, là ?*

T- *Oui et heureusement, parce que jusque là, on couchait dans les granges, et les Allemands, on ne les voyait guère ! Quand on entrait dans un pays, on ne voyait personne.*

E- *Et puis il devait y avoir des exactions, comme des viols, parmi la population, non ?*

T- *Eh bien, écoutez, je ne sais pas ce qui s'est passé ensuite avec les troupes indigènes, mais enfin, jusque là, il ne pouvait pas y avoir beaucoup de violations, parce qu'on ne voyait personne ! Après, quand nous avons été rendus à nous-mêmes, nous sommes montés du côté de Mayence. Nous étions en batterie le long du Rhin.*

---

[47] Ersatz de pain de mauvaise qualité, lié à la pénurie de farine, dont l'appellation initiale officielle est *« **K**aiserliches **K**riegs-Brot » : « pain de guerre impérial »*. L'adjonction de pommes de terre fit dériver cette appellation en *« **K**riegs **K**artoffeln-Brot » : « pain de pommes de terre »*, celle de son en *« **K**leie und **K**artoffeln » : « son et pommes de terre »*. Les Français l'ont aussitôt vite appelé *« pain caca » !*

[48] Nous avons développé ce thème , qui fait l'objet de nombreuses controverses, dans le chapitre XXI titré « Sortir de la tranchée », dans la partie consacrée à l'attaque, à la rubrique *« Le coupe-coupe : arme spécifique des Sénégalais »*

C'était le Rhin qui faisait la frontière. La surveillance consistait surtout à ce que la zone qu'on occupe, qu'on a ravitaillée tout de suite… Mais les parents et les amis de l'autre côté venaient aussi se ravitailler. Alors tant que la paix n'a pas été signée, on interdisait ça ! Les autres qui étaient de l'autre côté n'avaient pas le droit de se ravitailler là. Nous étions douaniers, en quelque sorte, nous étions gardes du Rhin. Et c'était surtout la nuit qu'il fallait faire attention ! Nous sommes restés là un certain temps, puis nous sommes allés un peu en arrière, à Lerkusen [49], où il avait un fameux château dont le propriétaire était apparenté au Kaiser qui venait toutes les années y passer les vacances, et à l'entrée, il y avait la guérite…

E- *Est-ce que la sœur du Kaiser ne résidait pas dans ce château ? Parce que je me suis trouvé avec quelqu'un[50] qui, justement, montait la garde dans le château !*

T- *Alors là, je ne sais pas ! Je sais qu'il y avait une guérite au nôtre, où notre sentinelle se réfugiait. Parce que dans ce château, on avait établi notre Etat-Major : nos officiers supérieurs étaient là. »*

Ce château ne peut donc pas être celui que gardait Auguste Rousset.

De l'hébergement qu'il a connu en Allemagne, Jean-Baptiste, Biosset, de Renaison, maréchal des logis, conserve un souvenir ébloui et reconnaissant, d'abord à Gustavsburg, un peu plus au sud que Mayence, mais sur la rive opposée du Rhin, c'est-à-dire la droite, donc en zone théoriquement non occupée : on songe à une tête de pont contrôlée par les Français. Il est intarissable sur l'accueil fourni par son premier logeur :

T- *« Lorsque nous sommes arrivés à Gustavsburg… Nous n'étions pas très nombreux, parce que nous étions par section de deux pièces* (canons) [51]*. Nous étions tous à billet de logement. Et moi, je sais pas pourquoi (j'ai toujours été un peu choyé !) on me donne un billet de logement pour une belle maison bourgeoise avec perron, entrée... Je sonne. J'avais un gars avec moi qui m'aidait à porter ma cantine. Il se présente un grand gars, un colosse avec des épaules comme ça, un ancien officier de l'armée allemande sans doute, jeune, 35 ans, par là… Il était petit industriel : il avait une fabrique de meubles. Mais pendant la guerre, son usine avait été réquisitionnée, et il faisait de la construction d'avions, parce qu'à cette époque, les avions étaient tout en bois, entoilés ; l'armature était en frêne, un bois très souple. Je me présente. Beaucoup d'Allemands parlaient français, mais lui pas. Assez austère. On s'est pas compris. Je lui présente mon billet de logement : il me fait signe de le suivre. Il y avait une chambre inoccupée qui donnait sur le Rhin, très froide. Et puis, on était en plein mois de décembre, il faisait – 15, – 20° ! Alors, il me fait un tas d'explications. N'y comprenant rien, je dis à mon bonhomme : « Fais donc le lit, on verra bien ! ». J'avais apporté mes couvre-pieds. Il repart. Et qu'est-ce que je vois arriver, un moment après ? Deux gars qui venaient d'être démobilisés, en cotte bleue, une caisse à outils dans le dos. Je dis à mon gars : « Ça y est, il va faire mettre la pièce en réparation, pour ne pas m'accepter ! ». Pas du tout ! Les gars rentrent, en saluant, ils font claquer les talons : salut militaire ! Ils sondent le mur : il y avait une cheminée. Ils enlèvent un morceau de la tapisserie, percent le trou, mettent une collerette. Ils vont chercher un grand poêle qui était dans le couloir, ils le tirent avec des cordes, il était presque tout rouge. Ils mettent les cornets, tout ça. Je dis : « C'est pas possible ! ». Alors, lui, il revient et dit : « Gut ! Gut ! ». Et moi : « Ja, ja, sehr gut ! » . Et puis il me fait signe de le suivre. Il m'emmène dans son bureau, un beau bureau avec des fauteuils en cuir, et il me fait asseoir dans son fauteuil ! Lui se met à côté, il me donne du papier, de l'encre ! Il m'a fait comprendre que j'étais là chez moi ! Je me dis : « Y a maldonne ! Il te prend pour l'officier supérieur de la batterie, et quand il va s'apercevoir de son erreur… ». Mais pas du tout ! Et les matins, la bonne venait m'apporter mon café-milch au lit, parce qu'il y avait bonne et femme de chambre ! C'était pas du café, parce qu'ils n'en avaient pas : c'était de l'orge grillée ou du seigle ; du sucre non plus, mais moi, j'en avais. Je me disais toujours : « Y a maldonne ! C'est pas possible ! ». Au bout de quelques jours, je me suis aperçu que c'était toujours pareil. Il y avait deux petits gamins de 5-6 ans qui venaient me dire bonjour. J'étais de la maison, quoi ! Alors, on tuait des lièvres ni peu ni trop, là-bas, parce que, de la guerre, ils n'avaient pas chassé. Et ce qui est interdit en Allemagne l'est bel et bien ! D'ailleurs, leurs garde-chasse sont en tenue du matin au soir et sont mieux respectés que les gendarmes chez nous ! On se permet pas de les ridiculiser : c'est l'autorité du pays. Alors, nous, on a réquisitionné tous les fusils de chasse qu'on a pu, dont un dans la maison où j'étais. C'était même un drôle de fusil : il pouvait tirer les cartouches à percussion et à broche, parce qu'il y avait des percuteurs et des chiens. C'était curieux, le seul que j'aie vu d'ailleurs. Et puis on avait des cartouches. Alors on a tué des lièvres, des gros lièvres, de 8 à 14 livres ! Ils ne valaient pas les nôtres, certains étaient vieux. Il y avait des champs de choux immenses, et ils étaient pleins de lièvres. Au mess, on ne mangeait que ça !*

E- *Parce que vous ne mangiez pas chez votre logeur ?*

---

[49] Jean-Baptiste prononce bien ainsi, et Google Maps ne trouve aucune localité de ce nom en Allemagne. On songe à Lerverkusen, mais cette ville est au-delà de Cologne (10 km au nord), qui marque la limite nord de la zone française d'occupation, et surtout elle se trouve sur la rive droite du Rhin, non occupée, sauf pour les villes têtes de ponts

[50] Auguste Rousset, du Coteau (cf témoignage supra)

[51] C'est-à-dire la moitié d'une batterie, constituée de quatre « *pièces* », nom que donnent les artilleurs à leurs canons . Comme un canon réclame un personnel de six à huit soldats (en additionnant toutes les fonctions) il y a donc une quinzaine de personnes dans cette petite section d'artillerie.

T- *Non, mais… j'y ai mangé ! Donc on ne tuait que le gros gibier : lièvres, faisans et chevreuils (il y avait des chevreuils dans le parc du château dont je vous ai parlé). Il n'était pas content, le châtelain, quand on tuait ses lièvres ! Au bout de quelque temps, on s'est lassé de ce gibier. Et la troupe pareil ! Et alors, la gentillesse de mon logeur ayant continué (à la fin de la semaine, je mettais mon linge sur une chaise et je retrouvais mon linge lavé, repassé, tout ça) … Et sans un sou ! Ils n'acceptaient jamais rien ! Eux, ils couchent avec un drap, parce qu'ils se couvrent avec un édredon. Mais nous, on leur demandait deux draps, et ils nous mettaient deux draps. Au bout de quelques jours, je me dis : « Il faut leur donner un lièvre ! ». Je leur apporte un gros lièvre. Il me remercie beaucoup et il me fait comprendre qu'on allait le manger ensemble ! On parlait petit nègre tous les deux, mais on arrivait à se comprendre. Il me demandait : « Des amis, des amis… ». Il voulait savoir combien. J'avais invité trois copains, et moi : nous étions quatre. Et tenez-vous bien : il avait invité quatre jeunes filles de sa société, que nous avions comme cavalières au repas ! Et qui ne parlaient pas un mot de français non plus ! Mais quand on a une jeune fille à côté, ça n'empêche pas de chahuter, d'échanger quelques mots, quoi ! Comme ils n'avaient rien, j'avais apporté des fromages (parce que nous touchions beaucoup de nourriture), du vin rouge, des desserts. Quand on nous a apporté le lièvre…On nous le présente tout entier, les quatre pattes en l'air, tout blanc : on l'avait fait bouillir comme une poule ! On s'est regardé tous les quatre ! Il n'était pas sot, il s'en est aperçu, bien sûr. On a pris chacun un petit morceau qu'on a mangé du bout des dents ; ça n'avait ni goût ni grâce ! Un lièvre au bouillon ! Avec ça, il y a de la choucroute. Et puis bien arrosé ! Il y avait des bons vins du Rhin. Ça a fini à 2 ou 3 heures du matin ! On était bien contents ! Mais le lendemain matin, il m'attendait à la porte de ma chambre, et il me dit : « Nicht content ! ». – « Si ! Bien content ! ». Quand on a vingt ans et qu'on a des filles…c'est pas le repas qui nous intéressait vraiment ! Mais il était vraiment ennuyé ! Alors, quand j'ai vu ça, je lui ai dit : « Ecoutez, je vous en apporterai un autre, et je le ferai cuire ! ». Et c'est ce que j'ai fait. J'avais jamais fait un civet de ma vie, moi. Mais j'avais apporté un bidon de vin rouge, j'ai demandé un couperet, et lorsque j'ai découpé le lièvre, il y avait autour de moi la patron, la patronne, les deux gamins, la cuisinière et la femme de chambre ! Il m'a dit d'inviter les mêmes copains et il y avait aussi les mêmes filles, et alors là, on a fini presque au jour ! J'avais apporté du pâté pour entrée, et quand est arrivé le civet, tout le monde s'est bien servi, et eux aussi ! Et il n'en est pas resté ! Pourtant, il était gros, ce lièvre. Ils étaient contents ! Contents comme tout ! Ça s'est fini presque au jour ! Et il est allé de sa caisse de vin blanc du Rhin tellement il était content ! Et puis ça a été tout du long comme ça. ».*

On voit qu'une possibilité de compréhension s'installe entre le logeur allemand, à qui le billet de logement impose l'occupant français, et ce dernier. L'aménagement pour le chauffage de la chambre, au tout début, et le lavage-repassage du linge du Français ont clairement montré sa volonté de coopération, et même sa gentillesse, et tout s'est enchaîné, sous les yeux incrédules de Jean-Baptiste qui croyait qu'on se méprenait sur son grade, en lui témoignant des égards qui lui paraissaient dus aux officiers seulement. L'échange de nourriture, avec l'épisode du lièvre bouilli d'abord, en civet ensuite, est l'occasion d'un rapprochement impensable, car ce sont de vraies soirées, avec des partenaires féminines (prêtes à aller jusqu'où ?) de bonne famille (« *il avait invité quatre jeunes filles de sa société, que nous avions comme cavalières »)* alors qu'il aurait pu engager les services de femmes vénales pour complaire aux quatre Français. La démonstration de la préparation du lièvre en civet, meilleur que bouilli, fait l'objet d'un apprentissage apprécié du côté allemand, quel que soit l'âge ou la condition sociale.

Cet accueil, Jean-Baptiste l'a retrouvé ailleurs, en plus simple :

T- « *Et puis ça a été tout du long comme ça. Pas dans cet ampleur-là, parce j'ai été chez des gens plus modestes après. Mais nous étions considérés comme des amis, comme des amis ! C'est incroyable ! J'ai fait une autre maison à Gernsheim*[52]*. C'était la femme d'un charpentier qui avait été tué à la guerre, veuve avec deux enfants. Ces enfants étaient très gentils, ils apprenaient le français, parce que les Allemands tenaient à apprendre le français. Il y avait une bonne. J'étais tellement bien dans cette maison que je pouvais me considérer le patron. Les gamins m'adoraient comme leur père. Quand nous sommes partis de là, nous sommes allés dans la tête de pont de Mayence. Elle m'avait fait promettre de revenir les voir. Et un jour, je suis venu en permission dans cette maison, j'y ai mangé à midi, le soir, j'y ai même couché, et je suis reparti le lendemain matin ! C'est incroyable ! Je ne raconte pas cela à tout le monde parce qu'on me prendrait pour un rigolo ! »*

On croit rêver : alors que cette femme et ces enfants ont toutes les raisons de haïr un représentant de la nation qui a tué leur mari et leur père, les voilà qui l'accueillent comme un très jeune (21 ans) père de substitution (et un mari ?) , apprennent sa langue, l'invitent à revenir, ce qu'il fait ! Par sa remarque finale, Jean-Baptiste montre bien qu'il perçoit l'incongruité de la situation… Cependant, il signale qu'il y a eu une exception à ce tableau idyllique (qui sonne quand même faux, mais les occupés ne font-ils pas contre mauvaise fortune bon cœur ?) :

[52] Petite ville située en bord du Rhin (mais sur la rive droite, donc théoriquement pas occupée : tête de pont secondaire ?) à 35 km au sud de Mayence.

T- *« Il n'y a qu'une seule et unique maison, c'était dans la tête de pont de Mayence, où je n'ai pas vu mes logeurs. Je n'y suis d'ailleurs pas resté. Quand j'ai vu que ça les gênait, je me suis fait donner un billet de logement pour une autre maison. C'était la seule. Partout ailleurs, nous avons été reçus comme des rois et partout… même chez des personnes simples. Ils se faisaient un plaisir de laver notre linge et jamais un centime ! C'était offert ! Offert ! Les Français n'auraient pas fait ça ! Je l'ai dit : « Moi, j'aurais jamais eu le courage de faire ça ! »*
E- *Donc c'était par amitié et pas par crainte ?*
T- *C'était pas crainte ! On ne s'imposait pas ! C'était par amitié. »*

Jean-Baptiste Biosset interviendra encore longuement dans la suite du chapitre, dans deux autres rubriques. C'est le seul témoin a avoir une vision aussi enthousiaste de l'accueil reçu en Allemagne, même si la plupart conviennent qu'ils ont été très convenablement traités par les logeurs à qui le billet de logement militaire imposait de les héberger.

Surveillance et répression des liaisons amoureuses entre occupants et occupées

Georges Montagne (cl. 16), tisseur à Bussières a fait la guerre au 11e B.C.Alpins, devenu le 51e B.C.A., en France, mais aussi en Italie de novembre 1917 au printemps 1918. En août 1918, il est enterré vivant par l'explosion d'un obus de 150 qui tue deux de ses camarades, mais déterré à temps, n'en gardera comme séquelle qu'une surdité partielle. Il participe à l'Occupation dans le Palatinat, à Landau, puis dans deux localité voisines, Neustadt et Germersheim. Son fonction de caporal l'amène a encadrer son escouade :
T- *« On faisait la police dans les patelins où on était. On avait des rondes dans la nuit, s'il se passait des choses dans le village…*
E- *Et vous vérifiiez les papiers ?*
T- *Non, pas précisément. Mais s'il y avait un attroupement de quelques personnes…Ou quelque soldat qui allait coucher chez une bonne amie quelconque, on le signalait…*
E- *Ah bon ! Il fallait le signaler ! Mais c'était pas rendre service au soldat que de le signaler !*
T- *Oui, mais enfin, au point de vue discipline, il fallait quand même…Alors, dès qu'on arrivait au rapport, on interrogeait le Français : « On t'a trouvé à telle heure, à telle date, à tel endroit… »*

Nous reviendrons bien plus longuement sur ce point des relations avec les Allemandes. Son rôle de caporal le conduit à surveiller tout débordement de ses camarades, ceux de son escouade :
E- *« Certains m'ont dit qu'il y en avait qui se comportaient pas tellement bien !*
T- *Des Français ? Ça oui ! Je l'ai vu chez moi, dans ma compagnie. Des fois, je les ai outrés*. Je leur ai dit : « Ce sont des choses que vous devez pas faire ! Qu'ils soient vainqueurs ou vaincus, ils vous font pas de sottises* (de méfaits). *Vous devez les respecter. »*
E- *Mais quel genre de sottises ils faisaient, par exemple ?*
T- *S'ils pouvaient leur voler quelque chose ! Parce que vous savez, le Français, pour voler, il est mariole, hein ! D'ailleurs, quand on était au repos, en France, qu'il y avait un bistrot…. il y avait beaucoup de soldats, il y avait deux-trois bistrots, c'était plein ! Eh ben vous savez, dans la nuit, il y a eu des caves qui ont été volées, par des Français !*
E- *Donc, il y avait des soldats d'Occupation qui se comportaient mal ?*
T- *Ah ! oui, c'est sûr, y en avait parce que vous savez, les gars, qui croyaient que tout leur était permis, parce qu'ils étaient vainqueurs, de prendre les biens des gens ! Moi, j'approuvais pas ça. On est vainqueur, on est vainqueur, mais s'ils nous respectent, on doit les respecter. »*

Le caporal, sorti du rang, parfois récemment, a-t-il l'autorité nécessaire (surtout s'il est sensiblement de l'âge de ses camarades d'escouade) pour faire respecter ces interdictions ? S'il en réfère aux officiers, il risque d'être pris en grippe par les hommes… Et les récentes exactions commises (notamment la destruction de maisons, d'ouvrages de génie civil, comme des ponts, des canaux) par les armées allemandes dans leur phase de retraite ne sont-elles pas un bon prétexte pour justifier, à titre de représailles, les entorses au code militaire et moral au détriment de la population civile allemande ?

Mais malgré cette surveillance et cette répression, de nombreuses relations, la majorité purement sexuelles, mais certaines parfois sentimentales, se sont nouées entre soldats français occupants et Allemandes occupées, comme on le verra dans la dernière partie de ce chapitre

Relations avec la population civile

Selon la personnalité du témoin, selon ce qu'il a vécu, selon le groupe social qu'il évoque (du très restreint comme le groupe familial des logeurs qui l'héberge, au très vaste comme la population qu'il voit au cours de ses activités externes de sentinelle, de douanier, de défenseur des consignes données par ses officiers), les avis sur ces relations peuvent être très divergents, et il faut les multiplier pour approcher de la réalité complexe d'une population dont l'armée vient d'être vaincue, dont le pays subit l'humiliation de

l'Occupation par des armées étrangères, mais qui peut, individuellement, tisser de vraies relations humaines avec le jeune homme qu'un billet de logement conduit dans sa maison.

Des signes évidents de tension

Pour **Antoine Fanget** (cl.16) la prudence en Occupation devait être la règle. Né dans une famille de très petits agriculteurs (deux vaches) de Saint-Sauveur-en-Rue, venue à Bourg-Argental en 1902, il a été agriculteur à Burdignes après guerre, dans la ferme familiale de son épouse, puis fermier locataire à Saint-Marcel-lès-Annonay de 1942 à 1948, avant de revenir à Burdignes, et d'exercer de 60 à 66 ans, un emploi complémentaire d'auxiliaire des Postes à Bourg-Argental où il s'est retiré. Il a fait la guerre au 64e R.I. d'Ancenis, comme grenadier puis comme mitrailleur, a été gazé, blessé deux fois, et a eu les pieds gelés au cours du terrible hiver 1916-1917. Il a été en Occupation et témoigne de sa prudence, à partir d'une question qui portait sur les relations avec les Allemandes :
T- *« Y en a ben qui se sont mariés avec des Boches ! Ah ! Mais ça craignait pas, moi !*
E- *Ah bon ? Vous, vous vous méfiiez !*
T- *Oh la ! Puis y en avait d'autres ! J'avais toujours le revolver dans ma poche ! Avec les chevaux*[53]*, on avait le revolver, nous autres. Puis on pouvait pas sortir à moins de trois, d'abord une, en ville ! Pas à moins de trois ! Alors si y en a qui venait par derrière, avec un bâton, alors la première balle en l'air ! Pan !*
E- *Il levait les bras ?*
T- *Oui ! Parce qu'on le présentait, le revolver, hein ! Oh ! J'en aurais descendu, je m'en foutais pas mal, moi, hein ! On avait le droit, d'abord, une ! »*

Les occupants français n'avaient sans doute pas le droit de se servir à volonté de leur revolver, ou de leur fusil, mais comptaient sans doute que leurs officiers sauraient apprécier les cas présentés comme de la « légitime défense ». Après l'Occupation, Antoine est revenu au dépôt d'Ancenis dans l'été 1919 et a été démobilisé en octobre.

En sortant au moins par trois, et armés, Antoine et ses camarades ne font qu'appliquer les consignes données par les officiers, comme on l'a vu dans le témoignage de **Jean-Baptiste Biosset** de Renaison : « *Avant de rentrer en Occupation, les officiers nous ont rassemblés et nous ont mis en garde : « Voilà, nous allons rentrer en pays ennemi, il peut y avoir ceci, il peut y avoir cela, il y aura des rancunes. Ne sortir qu'en groupe ! Sortez armés… surtout la nuit, sortez le moins possible et en groupe ! ».*

L'hébergement chez le particulier allemand, que certains décrivent comme harmonieux, ne l'a pas toujours été. En témoigne cette réquisition brutale opérée vers Mayence par **Jean Giraudon** (cl.11), de Bourg-Argental, alors adjudant au 16e R.I. de Montbrison :
T- *« J'ai fait l'Occupation, moi…Du côté de Mayence. Le nom du pays, je me rappelle plus. Je suis arrivé après le régiment, moi. J'étais adjudant chef. Alors, on me reçoit, et puis on me dit : « On va te chercher une chambre. ». Alors, on me cherche une chambre et puis l'Allemand voulait pas me recevoir. Il me disait qu'il avait pas de chambre, qu'il avait pas de ci, qu'il avait pas de là… Oh ! Je suis monté chez lui, y avait une chambre, y avait deux lits : c'était pour ses filles. « Allez ! » j'ai dit, « Enlève ça ! ». Et alors, les filles sont allées coucher où elles ont voulu ! J'en sais rien ! Et alors, y avait le portrait de Guillaume II* (au mur de la chambre), *alors je le tournais, et puis le lendemain, il était retourné !* (rire)
E- *Vous faisiez ce petit jeu-là tous les jours ?*
T- *Avec les Allemands ! C'était rigolo ! »*

Pétrus Michel (cl.16), boulanger à La Fouillouse (après son père), décédé en novembre 1992, ayant fait ses classes au 86e R.I. du Puy en janvier-février 1915, avant d'être affecté au front au 38e R.I. de Saint-Etienne, puis versé dans l'été 1916, lors de la bataille de la Somme, au 273e R.I.de Béthune, a été, au Chemin des Dames, coincé par l'effondrement de son abri de mitrailleuse sous l'effet du bombardement, mais s'en est tiré sans grands dommages. Blessé à la tête au printemps 1918, vers Soissons, il est hospitalisé à Crépy-en-Valois. Il participe à l'Occupation en Allemagne, à Mayence, puis Wiesbaden, et relate un fait très grave survenu à Mayence :
T- *« Oh ! On était bien ! On était pas mal vus. Mais à Mayence, là-bas, ils* (les Français) *avaient mis une mitrailleuses de chaque côté du pont. Le lendemain, les deux sentinelles avaient été tuées ! Par les Allemands ! Y avait toujours un peu de résistance ! Y avait des méchants* (rire) *Y en a qui pouvaient pas s'y adapter ! »*

[53] Ayant eu deux de ses frères tués à la guerre, Antoine a été affecté en 1918 à un poste moins dangereux que celui qu'il occupait auparavant, toujours au 64e R.I. d'Ancenis : il était chargé de conduire un attelage de deux chevaux approvisionnant le régiment en ravitaillement alimentaire et en munitions, et a continué cette activité en Occupation. Comme elle exigeait d'avoir les deux mains libres, le fusil avait été remplacé par une arme maniable, le revolver.

Cependant, lui reconnaît qu'il a été hébergé par des « gentils »

E- « *Mais qu'est-ce que vous faisiez, pendant cette Occupation ?*

T- *Oh ben, on faisait rien ! Moi, on m'avait mis au téléphone. Je faisais pas grand chose. On prenait des postes, et puis voilà…*

E- *Vous étiez dans des casernes ?*

T- *Non ! Chez les particuliers ! J'étais chez un petit paysan, moi ; il était gentil ; il avait même servi en France. Il menait une ambulance en France, pour les Allemands, bien entendu ! Il avait fait la guerre en 14. Ils avaient une petite fille, je me rappelle. Mais très gentil(s) ! Je couchais chez eux, moi, je couchais au premier. Le matin, j'allais prendre mon poste au téléphone, à la mairie : ben, y avait toujours le déjeuner qui m'attendait le matin sur la table ! Et quand je suis parti, ils avaient garni ma musette ! Y a des bons partout ! Qu'est-ce que vous voulez ! C'est ce que nous disions : « On se bat avec des gens qu'on connaît pas, ils sont aussi…. » (silence)*

E- *Et qui n'avaient pas plus envie que vous de se battre !*

T- *Eh oui ! Eh oui ! Eh oui ! Y en a combien qui disaient : « Ich…egal…égaux ». Et on se battait ! On se tuait ! C'est ridicule, ça ! Ça devrait pas exister, ça ! On devrait pas y voir, ça ! »*

On voit que pour Pétrus, le meurtre des sentinelles du pont de Mayence est éclipsé par le bon accueil qu'il a reçu chez son petit paysan ex-ambulancier de guerre, et que cela débouche sur une condamnation claire de l'absurdité de la guerre.

Cependant, Pétrus se souvient après, mais sans acrimonie, sans s'offusquer, d'un fait d'hostilité envers lui, alors qu'il était à Wiesbaden, où il est resté six mois :

T- *« J'ai mieux resté à Wiesbaden…Alors, on avait le droit de circuler, de se promener aussi. On avait le droit de prendre les trolleys, on payait pas. Eh ben ! Y en a, je me rappelle, qui m'ont fait descendre ! Y en a qui voulaient pas !* (rire) *Y en a qui sont plus durs que les autres. Et d'autres qui vous disaient rien. Ils* (les contrôleurs) *vous demandaient même pas : on faisait voir que l'insigne, pas plus. Mais y en a un qui m'a fait descendre !*

E- *Il prenait des risques en vous faisant descendre, parce que vous étiez quand même un occupant ! Vous auriez pu lui faire avoir des ennuis !*

T- *Non, non ! Moi, je suis descendu, puis c'est tout ! C'est des affaires de rien, ça !"*

Pétrus a été démobilisé le 19 octobre 1919. Il avait quatre frères à la guerre, et l'un d'eux, Charles, a été tué…

C'est sans doute le même événement survenu à Mayence que relate **Etienne Carton** (cl.18), cantonnier à Feurs, artilleur au 113e R.A.Lourde d'Issoire, qui a été en Occupation à Biebrich, vers Mayence, puis à Medenbach, au nord-est de Francfort, après avoir fait la différence entre deux catégories d'Allemands :

T- *« On avait le café, là, qui nous lavait. Ils étaient très gentils ! Très gentils pour nous. Mais rappelez-vous d'une chose : la Rhénanie a été française, sous Charlemagne*[54] *! Et elle serait française ! Ce serait pas des sauvages comme du côté de Francfort, là-bas, plus loin !*

E- *Donc c'étaient pas les mêmes Allemands !*

T- *Oh ! C'est pas les mêmes Allemands, non ! C'est des Allemands honnêtes, la Rhénanie ! »*

La conversation dévie du thème, mais Etienne y revient un peu après : *« Mais çui-là qui était mauvais, hein, attention ! Ils en ont tué trois, à Mayence, des Français ! Çui-là qui était mauvais, il était mauvais, hein ! »*

Antoine Gacon (cl. 17) fils de métayers de Lenax dans l'Allier, venus comme métayers à La Pacaudière, épicier à La Pacaudière jusqu'en 1930, avant de devenir charpentier jusqu'en 1940, puis, après sa chute d'un toit, de se convertir dans la maçonnerie, tout en aidant sa seconde épouse à gérer son épicerie, a pris sa retraite à La Pacaudière. Ayant fait l'essentiel de sa guerre au 119e R.I. de Courbevoie, il a été gazé assez gravement dans l'automne 1917 et en souffert sa vie durant. Il a participé à l'Occupation en Sarre, à Zweibrücken :

E- *« Donc vous étiez à Zweibrücken, et vous étiez avec la population ?*

T- *Voilà, oui. Et puis on était mal vus, hein !… Oui, au début. Et puis après, ça s'est arrangé. Mais au début, mon vieux, ils nous balançaient des pierres ! N'importe quoi, hein ! Oh oui, au début ! Et puis a près, non, ça s'est ben arrangé »*

---

[54] Annexer Charlemagne, régnant d'Aix-la-Chapelle (sacré empereur d'Occident en l'an 800) à la France qui a suivi le partage du domaine carolingien entre ses trois fils, Charles (qui a hérité la partie ouest, la France actuelle bien amputée), Louis (qui a hérité la partie est, correspondant assez à l'Allemagne) et Lothaire, pris en « sandwich » entre les deux, avec un royaume très long et très étroit qu'on appellera la Lotharingie (d'où vient le mot « Lorraine »), c'est une hardiesse historique…

Nous avons ôté de la relation des « Souvenirs épars d'Occupation » du lieutenant **Lucien Faugère** de Montbrison, devenu capitaine entre les deux guerres, le souvenir qui fait clairement état de cette tension qui pouvait régner entre les Allemands occupés, surtout réunis en groupe comme ici dans un café, et les soldats français s'aventurant dans cet espace ; voici ce récit révélateur :

« Un autre incident plus grave qui me concerne – Connaissant l'allemand (d'après mon livret militaire) j'étais bombardé interprète et on avait besoin de moi à tous les échelons, aussi mon Capitaine rouspétait quand le Commandant m'accaparait. Mais j'avais la corvée de faire le logement avec un s/officier pour la batterie. Cela consistait à précéder la batterie (départ à 6 h les matins d'étapes) et à inscrire sur les portails de granges ou dépôt le nb de chevaux à loger et le numéro de la pièce. Il fallait aussi loger les hommes et retenir des chambres pour les officiers. Chercher un parc pour les pièces et voitures, un endroit abrité pour la Roulante* (cuisine), *un bureau pour le Chef Comptable et le capitaine, etc.*

C'était un dimanche sans neige. Ayant fini notre travail après avoir vu le Burgmeister (maire), nous allons dans un bistro prendre qq chose de chaud. Nous avions évidemment nos revolvers chargés et notre sabre. La salle très bruyante (il y avait bcp de jeunes) se plonge dans le silence sans manifestation, et nous nous installons au fond vers une fenêtre. On nous sert. Mais j'entendais des bribes de conversation, et je compris qu'on parlait de nous à voix basse. Tout à coup ils entament le « Deutschland uber alles », l'A1lemagne au-dessus de tout. Sans un mot, mon sous-off qui avait fait toute la guerre, se lève et d'un coup de revers de sabre fauche toutes les bouteilles vides qui étaient sur la table au milieu de la salle. Nous sortons nos revolvers et sortons au milieu du silence, dignes, mais n'en menant pas large. Dans le grand silence, en sortant, je crie » Deutschland unter alles », au-dessous de tout ! Nous enfourchons nos chevaux qui étaient à côté de la porte et au galop, nous allons au-devant de la colonne en constatant que toutes nos inscriptions à la croix étaient effacées. Le capitaine, furieux contre les Boches, fait, à l'arrivée, promener le maire entre 4 poilus baïonnette au canon, qui commande à son secrétaire allemand de tout réinscrire. Pour terminer, le capitaine a fait réquisitionner (fournis par la commune) 150 litres de vin blanc (il n'avait pas le droit), ce fut moi l'agent de transmission. »*

Cet « incident » semble tout à fait révélateur du climat de tension régnant entre occupants et occupés, et paraît plus authentique que des témoignages iréniques parlant d'un climat apaisé entre les deux. Les Allemands du bistrot, après conciliabules de concertation, tentent, face aux deux gradés français pénétrant dans leur espace familier, un acte symbolique de résistance, en entonnant en chœur le *« Deutschland über Alles »*[55], hymne de l'Allemagne depuis plus d'un demi-siècle à l'époque (rédigé en 1841 par l'écrivain August Hoffmann von Fallersleben, sur une mélodie de Joseph Haydn datant de 1797). Ce à quoi le sous-officier réplique par un geste à connotation guerrière implicite : en rasant d'un revers de sabre toutes les bouteilles vides, il signifie qu'il pourrait en faire autant de tous les présents ! Et Lucien, connaissant l'allemand, apporte sa contribution à cette réaction en transformant *« über »* en *« unter »*, transformation humiliante pour l'amour-propre patriotique des habitués du café, qui auraient sûrement réagi violemment sans la présence de deux revolvers à la ceinture des deux Français. L'incident a été rapporté au capitaine, et il s'aggrave de l'effacement des repères à la craie sur les portes pour les billets de logement, effacement qui a précédé l'altercation du café, montrant aussi une hostilité sourde. La réaction du capitaine constitue une humiliation pour le maire, et elle paraît grosse de menace : il est un otage potentiel qui serait fusillé si la population ne plie pas ! La réinscription sur les portes par le secrétaire allemand et la confiscation illégale d'un gros tonneau de vin apparaissent comme un moindre mal par rapport à la montée potentielle de l'épreuve de force…

Des relations parfois apaisées

Elles le sont surtout dans l'espace privé des maisons, et s'améliorent lorsque l'occupant tire partie de sa position privilégiée pour faciliter la vie de celui ou ceux qu'il connaît personnellement.

Georges Blondeau (cl.16), garde-chasse dans le Loir-et-Cher jusqu'en 1935, puis dans la Loire, à Saint-Laurent-la-Conche jusqu'en 1971 (dans un propriété de 800 hectares), retraité à Feurs, a fait la guerre au 5e R.I. Coloniale de Lyon où il a été incorporé en janvier 1915, sans être blessé avant le 4 septembre 1918 où il est grièvement gazé en forêt d'Apremont (Meuse). Il pourra cependant revenir d'hospitalisation pour participer à l'Occupation dans la Rhénanie et le Palatinat, à Sobernheim (à 40 km au sud-est de Mayence) puis à Bingen (à 25 km à l'ouest de Mayence). Il a été touché par la pénurie dont souffraient les Allemands, ce qu'il signale presque en début d'entretien :

[55] Cet hymne débute ainsi « *Deutschland über alles* » *(« L'Allemagne au-dessus de tout / de toutes choses »)* et a été abondamment utilisé par le régime hitlérien comme support de son pangermanisme conquérant. Ainsi marqué, l'hymne a vu cette première strophe abandonnée dans l'usage depuis 1952, et définitivement exclus de l'hymne officiel allemand après la réunification allemande de 1991, l'hymne étant réduit à sa troisième strophe, plus consensuelle.

T- *« On a fait sept mois d'Occupation en Allemagne !*
E- *Et là, vous avez eu l'occasion de parler avec eux ?*
T- *Ah oui ! Moi, ils me lavaient mon ligne ! Une femme me lavait mon linge. Ils demandaient du chocolat. Ils étaient malheureux, mon pauvre ami ! Ils avaient plus d'affaires, plus rien à manger ! Ils mangeaient du blé qui était pas moulu, oh la la ! C'était la misère noire ! »*

A la fin du très long entretien, alors que chronologiquement arrive le thème de l'Occupation, il revient sur cette pénurie, avec une anecdote qui l'a touché :
T- *« Sobernheim d'abord, en allant sur Mayence… Voyez-vous, j'ai été appelé à Bingen… C'est au bord du Rhin, tout ça, c'est des pays qui sont au bord du Rhin. Là, on était en Occupation. Je me rappelle, quand on arrivait avec les roulantes et puis tout, ça s'est mis à pleurer ! Y avait un homme, là, qui était dans une cour, je me rappelle toujours, il s'est mis à pleurer (il avait une fille et un garçon) il s'est mis à pleurer. Puis après, quand ça a été le soir, on lui a donné des compotes, on lui a donné du pain… Et le lendemain, il était gentil comme tout avec nous !* (rire) *Puis après, je faisais blanchir mon linge, moi, à une femme, mais elle était gentille. Je peux pas vous citer des merveilles* (?)*… C'étaient des ennemis, mais enfin…Peut-être qu'ils étaient faux, mais pour nous, ils étaient bien gentils ! »*

Cette gentillesse, il l'estime plus loin sans doute intéressée, mais n'en tient pas grief : *« Faut pas dire des bêtises non plus, ils se mettaient avec nous parce qu'ils étaient récompensés ».+*

La consigne (rappelée par Jean-Baptiste Biosset, de Renaison) était de confisquer tous les fusils de chasse allemands (et plus généralement toutes les armes), à la fois pour la sécurité des troupes occupantes et pour interdire la chasse (ce qui avait comme conséquente d'aggraver un peu la pénurie alimentaire), mais il se trouvait parfois des arrangements à l'amiable, notamment entre officier français et officier allemand, comme dans le cas personnel que relate le capitaine **Etienne Becouse** (cl.13), qui fut contremaître aux usines Seguin à Lyon, avant de s'installer comme « gentleman-farmer » vigneron à Saint-Nizier-sous-Charlieu, après son retour de captivité en 1941. Il a effectué toute sa guerre comme gradé, puis officier d'artillerie, et a participé, comme lieutenant au 102e R.A. Lourde de Vanves à l'Occupation dans le Palatinat, à Steinweiler (à 8 km au sud de Landau), mais seulement pendant deux mois, le régiment rentrant fin janvier 1919
T- *« Mais enfin, où on avait la popote, les gens étaient sérieux, hein ! C'était un officier, d'ailleurs, lui. Il chassait beaucoup. En Allemagne, c'étaient tout des gens assez riches qui chassaient. Il avait une carabine qu'il avait payée 3 000 marks ! Il m'a dit : « Oh! Ça m'embête ! On va mettre ça à la mairie. Après ça va être perdu, je la reverrai pas, ma carabine ! ». Je lui ai dit : « Vous avez des munitions ? ». Il m'a dit : « Oui, j'ai des munitions ! ». – « Donnez-les moi toutes, hein ! Donnez-les moi ! ». Je lui ai chipé ses munitions, mais j'ai dit : « Gardez votre fusil et camouflez-le ! ». Y avait deux gamins, y avait un garçon et une fille ; le garçon s'appelait Ruth* (épelle « *R.U.T.H. »)*
E- *Mais c'est un nom de fille !*
T- *Eh oui ! Et la fille Edwige… Et alors, ils faisaient des gâteaux, et ils nous apportaient des gâteaux à la popote ! Les enfants ! Et puis alors quand ils se traînaient autour de nous, on entendait la mère qui disait : « Ruth ! Edwige ! » Pffuitt ! Ils s'en allaient ! Ils étaient disciplinés, eux ! »*

Dans son récit écrit intitulé *« Souvenirs de guerre du capitaine B. »*, Etienne ne relate pas l'épisode, et réduit toute l'Occupation à deux paragraphes très courts :

« Nous faisons l'occupation sans heurt avec la population civile qui se montre assez aimable.

Le temps se passe à entretenir armes et chevaux, sauf toutefois, chaque semaine, 1 jour de service en campagne pour maintenir l'entraînement de la troupe. Mais bien qu'on explique aux hommes que l'armistice n'est pas la paix, le cœur n'y est plus, et ces manoeuvres ne sont pas exécutées avec sérieux. »

Claude Richard (cl.11), agriculteur à Cuzieu, déjà enrégimenté dès 1912 au 1er R. d'Artillerie de Montagne de Grenoble, y fera toute la guerre, comme maître-pointeur au canon de 65 mm. Il échappe à la mort à Verdun, vers le fort de Tavannes, trois des quatre canons de sa batterie étant détruits par les obus allemands, et leurs servants tués ou très gravement blessés. Il participe à l'Occupation en Allemagne, dans un lieu dont il ne connaît pas précisément le nom, mais où il a accompli un bel acte dont il se souvenait encore à 98 ans moins deux mois, ce 23 décembre 1988, alors qu'il était retiré chez sa fille et son gendre, Mme et M. Séon, à Salt-en-Donzy, toujours ému par la reconnaissance que les quatre Allemands concernés lui ont témoignée :
T- *« Oh ! Je me rappelle pas le secteur… C'était de l'autre côté du Rhin, à côté du château du grand Kronprinz*[56]*. Nous étions logés dans les pièces du château. Nous sommes restés quelque temps là. Nous étions bien ! C'était plus la guerre !*

[56] Le prince héritier impérial, qui commandait une des armées allemandes, et qui ne régnera jamais, car son père Guillaume II (le Kaiser) a dû abdiquer le 9 novembre 1918. Ce château est plus sûrement celui de son père, et pourrait être Bad Homburg, au nord de Francfort

E- *C'était la vie de château !*
T- *Je comprends ! … Nous étions tranquilles, là. Ils nous foutaient la paix Nous étions bien considérés par les officiers, tout !*
E- *Est-ce que vous aviez des contacts avec les Allemands ?*
T- *Ah oui ! Avec les Allemands ! On le parlait ben, oui, bien sûr… Moi, une fois, j'ai arrêté un cheval qui était au galop, il était attelé à un tombereau, le tombereau avait acculé, et y avait quatre personnes dedans ! Alors, j'ai entendu ce baratard** (tintamarre), *moi, je sortais d'où nous étions cantonnés. J'ai vu le cheval qui venait au galop ! Et puis je me suis placé pour pouvoir l'arrêter. Quand il est passé, je lui ai sauté à la bride, et je l'ai arrêté ! Je l'ai arrêté ! Mon vieux ! Ils m'ont tous embrassés, ces gens, tellement ils étaient contents ! Y en avait point qui avaient culbuté !*
E- *C'est un bon souvenir que vous avez gardé ?*
T- *Ah oui, oui ! Oh ! Je l'ai gardé ! Il me semble que c'est encore hier, voyez vous !*
E- *Ils vous devaient peut-être la vie, ces quatre-là !*
T- *Eh ben, peut-être ! Peut-être bien… Si j'avais pas arrêté le cheval qui allait au galop… C'est qu'il y allait à la manœuvre*[57]*, hein !*
E- *Et à part ça, qu'est-ce qu'on vous faisait faire, en Allemagne ?*
T- *En Allemagne ? Oh ! Rien du tout ! Rien du tout ! … Puis nous étions bien nourris, tout ! Oh ! On se plaignait pas, en Allemagne ! C'était plus la guerre ! Ça avait changé ! »*

C'est finalement cette bonne action, accomplie par un paysan de Cuzieu qui avait l'habitude des chevaux, action de bravoure dont ont bénéficié quatre Allemands anonymes, qui est resté le souvenir le plus fort, pour Claude Richard, de son Occupation en Allemagne. Il en revenu « *au moment des moissons »* donc en juillet 1919, sans doute après la mi-juillet, les moissons se faisant à l'époque un peu plus tard qu'aujourd'hui…

Une nouvelle vision des Allemands : de l'abandon des préjugés germanophobes à la franche admiration pour leur mode de vie

Cette admiration, nous l'avons ressentie dans le très long témoignage de Jean-Baptiste Biosset sur ses divers logeurs qui l'ont accueilli si humainement. Mais il n'est pas le seul.

Claude Pin (cl.18) agriculteur à Cleppé, artilleur au 113e R.A. Lourde d'Issoire depuis mai 1917, passé au 413e R.A. après la guérison d'une brûlure au visage par un retour de flamme d'un canon à l'été 1918, a participé à l'Occupation en Allemagne vers Coblence. J'amorce le thème par une phrase qui, a posteriori, me paraît manquer un peu de nuances :
E- « *Tous ceux que j'ai vus, qui ont fait l'Occupation, ils en gardent un bon souvenir. C'est pareil pour vous ?*
T- *C'est ça ! Là, on a compris que les Allemands étaient comme nous et qu'ils n'avaient jamais voulu la guerre ! Seulement, ils y ont été poussés, et puis c'est tout ! Dans les jeunes, ils y croyaient, mais les anciens n'ont jamais cru en la guerre !*
E- *Mais vous l'avez compris à quoi ? Vous avez discuté avec eux ?*
T- *C'est-à-dire qu'on a appris quelques mots en allemand, on arrivait à se comprendre. On faisait un mélange !* (rire) *On arrivait à se comprendre, mais tout ce que je peux dire, c'est que c'étaient des gens comme nous ! Les paysans de là-bas ressemblaient aux paysans d'ici. »*

Cette Occupation lui a permis de rectifier des préjugés inculqués, selon lui, dès l'école primaire :
E- *« On vous parlait de la guerre de 70 ?*
T- *De la guerre de 70, oui ! Et puis, les Allemands étaient des moins que rien, c'était des brutes, c'était tout ce qu'on voulait ! Et puis quand on a été chez eux après, on s'est aperçu que c'était bien comme chez nous ! Y en avait des bons, mais y en avait des mauvais aussi… »*

Ce qui l'amène tout naturellement à avoir une vision très « lutte des classes » de la responsabilité dans le déclenchement de la Grande Guerre, dès lors que je l'amène à faire un bilan personnel :
E- *« Est-ce que vous pensez qu'elle aurait pu être évitée, cette guerre de 14 ?*
T- *Ça vient des dirigeants, ça ! Et puis du gros capital ! Y en a qui en tirent des gros bénéfices du temps que les autres se tuent ! Vous avez des gens, même dans la campagne, qui se sont enrichis du temps que leurs voisins se faisaient casser le figure ! Ils se sont enrichis… enfin, des fortunes comme on peut faire en campagne, mais enfin, c'était comme ça !*
E- *Donc vous pensez que certains avaient intérêt à la guerre ?*
T- *Je crois, oui ! Moi, j'y crois dur ! »*

[57] « *Y aller à la manœuvre* » est une expression encore très courante en français local de la Loire signifiant « *aller très vite », « expédier très rapidement une besogne »*

Le jugement sur l'avancée de la civilisation allemande de l'époque par rapport à la française, principalement à la campagne et dans les petites villes, est exprimé par **Auguste Rousset** (cl. 18), vitrier au Coteau, dont nous avons vu qu'il était spécialement fier d'avoir été affecté à la garde du château « *de la sœur du Kaiser* »

T- *« Oh mais les Allemands étaient plus avancés que nous, hein ! Les devantures, tout ça, ça existait déjà, en Allemagne ! Y avait une salle des fêtes, là-bas, à Kronver* (Kronberg) *, mon vieux ! On pouvait y aller tous les jours ! On faisait de la gymnastique. Y avait une belle salle, et les régiments donnaient des revues !* (spectacles)

E- *Donc ils étaient beaucoup mieux installés que nous ?*

T- *Oh oui ! Oh oui ! Oh ça, l'Allemagne ! Y a des jolis pays ! Le Taunus, là-bas, c'est beau ! Comme Solen [58], tout ça. Les terrasses toutes vitrées, hein ! Oh oui ! C'était joli ! »*

Petite remarque annexe : le vitrier qu'est Auguste ne pouvait que rêver d'une ville dont toutes les terrasses et devantures de magasins ou d'hôtels étaient largement vitrées !

E- *« Un pays qui vous plaisait !*

T- *Et puis alors, les sanatoriums ! On est allé prendre le train à Königstein[59], y a au moins 8 km ; parce que là-bas, y avait que des petits tacots ! Y avait pas de cars comme aujourd'hui, bien sûr. La grande ligne, fallait aller à Königstein pour rejoindre Mayence. Alors, les sanatoriums, y en avait au moins sept ou huit le long…* (de la petite ligne ferroviaire). *Ça existait pas en France, ça ! Oh ! Les Allemands étaient plus forts que nous ! Oh oui !*

E- *Mais alors, comment se fait-il qu'on les ait battus ?*

T- *Eh ben, qu'on les ait battus… Parce que y avait d'abord les Anglais, les….* (Américains). *Puis, ils en avaient marre ! Qu'est-ce que vous voulez ! C'est le blocus qui les a battus ! Qu'est-ce que vous voulez : il crevaient de faim !… Oh ben, mais, s'ils avaient pas crevé de faim, jamais Hitler serait venu !*

E- *Et justement, certains m'ont dit que, comme ils avaient faim, y avait des soldats français qui utilisaient la nourriture comme monnaie d'échange.* T- *Ah oui !* E- *Les tablettes de chocolat, par exemple !*

T- *Ah oui !* (rire[60]) *Ah ben ça, oui ! Ah ! Nous on touchait ben du chocolat, mais… Y avait une bonne femme, là, dans le pays au-dessus, qui était pas bête… Parce qu'on touchait du Sainlichte [61], du savon anglais, on en touchait, hein ! J'avais envie d'en apporter ! Alors, elle était pas bête, cette femme. Elle me dit : « Si vous me donnez du savon, je vous lave tout votre linge, pour tous les gars de la pièce[62] ». Elle savait bien à peu près combien on était. Alors elle envoyait ses gamins : on leur donnait du rabiot, parce qu'il y avait des permissionnaires (on avait un chef qui était bon gars), mais ils y allaient comme de là au milieu de la rue, ils se battaient, ils y foutaient tout en l'air ! Ils crevaient de faim, les Allemands ! Vous comprenez, personne en parle plus de ça ! »*

La proposition de cette femme qui se porte volontaire pour un travail considérable (laver le linge d'une dizaine de soldats) suppose évidemment qu'elle y trouve un avantage : celui d'avoir du savon anglais supplémentaire pour son propre usage. L'autre avantage, non impliqué dans le marché, est la nourriture qui est donnée à ses enfants, prise sur ce que devaient consommer les permissionnaires, donc les absents, l'officier (« *le chef bon gars* ») ne déclarant pas leur absence à l'intendant chargé de répartir la nourriture. Quant à la fin de la réplique, elle signifie que les enfants de cette femme étaient tellement affamés que, dès que la nourriture leur était donnée par les Français, ils se battaient entre eux dans la rue pour en avoir la plus grande part, et la consommer tout de suite, au risque d'en perdre une partie dans la mêlée !

Mais, de son séjour en Allemagne, Auguste a rapporté l'idée générale que son pays, pourtant vainqueur, avait du retard par rapport à l'ennemi vaincu, et qu'il serait bon de prendre modèle sur lui…

Georges Montagne (cl. 16) patron tisseur à Bussières, dont on a vu qu'il tentait, en tant que caporal, en Occupation dans le Palatinat, à Landau, d'enseigner à son escouade le respect des populations civiles, a vécu une expérience rare chez un Allemand noble et l'extrapole à la civilisation allemande :

T- *« Nous étions à Landau, et c'était une place forte où l'Etat-Major français…. Y avait tous les régiments : y avait des Chasseurs, des artilleurs, du Génie, de l'infanterie. Dans la ville, on était 50 000 hommes ! Alors, on était trop rassemblés. On nous a clairsemés dans les environs de Landau, entre Neustadt et Landau. Alors, il y avait beaucoup de vin du rhin. Moi, j'étais bien tombé. C'est la raison pour laquelle je tenais à vous*

---

[58] Il s'agit sans doute de la ville d'eau de Bad Soden, près de Kronberg, dans le massif du Taunus, au nord de Francfort

[59] Cette localité se trouve à 15 km à l'ouest de Francfort, mais seulement à 4 km de Kronberg

[60] Ce rire provient du fait qu'il a compris mon allusion aux fameuses « chocolat-promenades » (cf infra), mais il refuse d'embrayer sur ce thème sensible…

[61] Cela paraît être la prononciation approximative de « *Sunlight* » (lumière du soleil) qui devait être une marque de savon anglais

[62] C'est-à-dire tous les soldats attachés au service d'un même canon, soit une petite dizaine de personnes (officier ou gradé, régleur, tireur, chargeur, servants approchant les obus, conducteurs de chevaux ravitaillant en obus les « pièces » en allant chercher les munitions dans le dépôt le plus proche (plusieurs kilomètres) avec leurs chariots hippomobiles.

converser, ce qui s'est produit avec les Allemands. On a tombé, les deux sections, la 5e et la 6e, le peloton de mitrailleurs…Ce monsieur, c'était un monsieur « von » !
E- *Ah oui ! Un noble !*
T- *C'était un gendre de producteur de produits chimiques de Francfort et il habitait… Ah ! Il avait de grosses propriétés, il avait beaucoup de vignes du Rhin. Et quand nous sommes arrivés… »*

La tentative pour lui faire retrouver le nom de ce noble ayant échoué, nous revenons à la singularité de son expérience :
T- *« Alors, il nous a bien reçus, la 5e et la 6e, avec les sergents. Moi, mon sergent avait été tué à la guerre, c'était le caporal qui avait été nommé sergent. Moi, j'étais caporal… Alors, il a dit aux sergents et aux lieutenants : « Quand vos hommes se seront nettoyés, qu'ils auront fait leur toilette, avant de manger leur soupe, j'offre le vin blanc. ». Il a fait voir la pièce. « Je vous servirai du vin blanc et je tiens à causer avec vos soldats. ». Oh ! Il causait très bien le français ! Il nous a expliqué qu'il avait été à la Sorbonne et que la guerre l'a pris à Paris, 24 heures avant la guerre. Il a été rappelé […] Alors, y en a des quantités qui avaient pas voulu y aller. Mais moi j'ai dit : « Je m'en fiche ! C'est des hommes comme moi ! ». Je raisonnais, j'étais un homme. Ecoutez, franchement, de mon temps, on était peut-être plus avancé, du point de vue idéal … Il a versé à boire…On pouvait être une vingtaine, au maximum…*
E- *Dans une cour, un endroit… ?*
T- *Dans un local. Il nous a convenablement servi une pièce [63] qu'il avait réservée pour nous recevoir. Il verse à boire à tous. Il lève son verre. Il a trinqué : « Bonne santé ! Bonne chance ! « Et il a dit : « Ecoutez, messieurs ! Nous avons eu deux guerres. Nous avons été une fois dessus, une fois dessous. Je souhaite qu'une chose : c'est l'entente franco-allemande. Alors, il a péroré, il a expliqué : « La guerre m'a pris à Paris. On disait en France : « Le Kaiser a voulu la guerre. » Et nous on disait : « Poincaré n'a rien fait pour l'éviter. » Il nous a dit ces paroles-là ! Je m'en rappelle comme si c'était aujourd'hui ! Je l'ai félicité. Il a dit : « Je lève mon verre à la prospérité de la France et de l'Allemagne, parce que nous, jeunes… Les soldats français rentrés, il y aura plus de guerre en Europe ! »*
E- *C'est lui qui a dit ça, ou vous ?*
T – *Lui ! Lui ! C'est un noble. Ah ! ben alors… J'avais tendance à lui tendre la main !* (ton enthousiaste)
E- *Mais vous aviez tendance, ou vous lui avez tendu la main ?*
T- *Je l'ai pas tendue, mais j'en avais envie ! Moi, je l'ai remercié !*
E- *C'était un bon moment, alors !*
T- *Ah oui ! Ah ! C'était un bon moment ! »*

De son séjour en Occupation, Georges Montagne a conçu une vraie admiration pour le mode de vie allemand de l'époque, principalement dans les campagnes :!
T- *« On était généralement dans des fermes, dans des granges. On mangeait quinze, vingt…Où y avait du foin* (pour le couchage)…*Parce que les Allemands, ils travaillaient pas comme nous, dans les fermes. Ils habitaient le pays* (le bourg / le hameau) *mais ils allaient travailler dans leurs terres avec leurs chevaux ; et ils revenaient à la maison. C'est pour cela que je respectais beaucoup les Allemands parce que c'était réellement propre. Ah ! Vous savez, dans les fermes, la cuisine c'était en mosaïque, et le fumier était pas dans la cour ! Il était sur un côté de la cour. Il y avait la fosse à purin spécialement, et c'était tenu propre ! Les fermes, c'étaient des maisons bourgeoises ! A comparer de chez nous, les fermes, on était sur la terre battue, il n'y avait pas de ciment.[64]*
E- *Ils étaient beaucoup plus avancés ?*
T- *Oh la la ! Cinquante ans de plus que nous ! On était outré[65], vous savez ! Ah oui ! De voir… Au point de vue électricité, il y avait tout ce qu'il fallait ! La pompe à purin ! Ils emmenaient le purin à plusieurs kilomètres, avec les chevaux… Dans une cuve !*
E- *Vous étiez admiratif !*
T- *Ah oui ! Ils étaient propres, à comparer de nous ! Ah oui ! »*

Plus loin dans l'entretien, il revient sur un point qui lui paraît essentiel, pour l'agrément et la salubrité des maisons d'habitation, mais qu'il généralise trop, car de nombreuses fermes allemandes étaient aussi situées à proximité des champs et des terres :
T- *« Le cultivateur, sa maison n'était pas sur l'ensemble du terrain. Il était dans la bourgade, mais il allait travailler les terres à 2 ou 3 kilomètres, et il revenait au village…*

---

[63] En Forez, « une pièce » désigne un tonneau de deux cents litres, le tonneau de cent litres s'appelant une « cempote ».
[64] Georges n'exagère guère. Etant né dans une petite ferme des Monts du Forez en décembre 1946, je puis dire que la fosse à purin recueillant l'urine des vaches était d'introduction très récente (et que certaines fermes laissaient encore le purin s'écouler à l'air libre jusque dans le jardin, où un creux appelé « saunier » - en patois, le purin est appelé « lo saune »- le recueillait) et que la terre battue existait encore dans l'habitat de chez certaines vieilles personnes qui n'avaient pas pu moderniser leur intérieur.
[65] Georges utilise ce mot dans un sens bien personnel : « honteux » (ici aussi « complexé »)

E- *Et donc, il avait une vie plus proche de n'importe qui ?*
T- *Oui, oui ! Des commerçants, et de tout ce qui s'ensuit, oui. »*

Sa seule réserve paraît être une relative froideur de la population civile à l'égard des occupants français :

T- *« Des petits patelins… On changeait de place, vous comprenez. Un mois, trois semaines dans un endroit, puis on changeait…*
E- *Mais est-ce que vous vous mêliez à la vie des gens ? Est-ce que vous alliez dans les cafés, par exemple ?*
T- *Ah ! Pas bien ! Non ! D'ailleurs les gens ne se mélangeaient pas bien avec nous, dans les cafés… »*

Une relation privilégiée avec des Allemandes francophones, en Sarre

Jean Auroy (cl.14) agriculteur à Arfeuilles (La Bruyère) dans l'Allier, a fait la guerre dans deux régiments différents (le 142e R.I. de Mende, et le 36e R.I. de Caen), a eu des côtes cassées par l'explosion d'une grenade au printemps 1915, a été gazé en 1916, et a eu les pieds gelés en février 1917 aux Eparges, échappant de peu à l'amputation. Il n'est guère resté plus d'un mois en Occupation, en Sarre, en bordure de la Lorraine, chevauchant décembre 1918 et janvier 1919 :

T- *« Alors y avait toutes les vieilles bonnes femmes qui avaient été à l'école en France ! Alors, ceux-là*, elles causaient bien le français ! Et c'est avec ceux-là qu'on causait !*
E- *Mais c'était un coin de France où vous étiez ? Ou c'était dans la Sarre ?*
T- *Ça a été un coin ancien avant la guerre de 70 ! Avant la guerre de 70, ça a été un coin de France !*
E- *Donc y en avait qui savaient parler français !*
T- *Toutes les vieilles, oui ! Et puis, ils* étaient heureuses, mon vieux, de venir causer le français avec nous ! Comme ça, on savait tout ! Parce qu'ils* causaient le français avec nous ; et ils* allaient raconter aux autres ce qu'on leur avait dit !*
E- *Donc vous étiez heureux avec les vieilles, parce qu'elles…*
T- *Heureux ! Je pense bien qu'on était heureux ! »*

L'entretien dérive un moment sur la durée du séjour, sur le second lieu occupé (non nommé), et je tente de le ramener à cette satisfaction exprimée :

E- *Là, je parie que c'est le meilleur moment de votre guerre ?*
T- *Ah oui ! Là, oui ! Je dis bien : y avait trois filles, là. Si on avait voulu ! Eh bien, y en avait qu'un, y avait que celui qui était avec moi qui couchait : y avait un petit lit au grenier. Alors, ils lui ont dit : « Si y en a un qui veut coucher, il peut aller coucher au grenier ! ». Alors, le copain y avait été, et moi, j'allais coucher avec les autres, à la caserne. Et puis sur la fin, y avait une bonne vieille qui causait bien le français, qui venait nous voir deux ou trois fois par jour, elle me dit : « Dites donc ! J'ai un officier qui couche chez moi, il part en permission. Si tu veux, tu viendras coucher chez moi ! » - « Oh ! je dis, je demande pas mieux ! ». Parce que j'étais obligé de venir coucher à la caserne. Je suis allé coucher trois jours, et puis on est partis ! Dans un lit en dentelles, ouh la la !*
E- *Donc vous étiez pas du tout considérés comme des ennemis ?*
T- *Ah ! Pas du tout, non ! Ah non, non, non ! Oh ! On était même très bien vus ! »*

On mesure l'ambiguïté de ces relations avec des occupés si bienveillants : la simple offre d'hébergement temporaire peut passer pour une invite à prolonger plus avant la relation… *« Si on avait voulu ! »*, semble regretter Jean, à 95 ans, dans sa ferme d'Arfeuilles… Certains ont bien voulu, comme on va le voir…

Amours avec les Allemandes

T- « *Nous, on s'est bien amusés, ma foi, et personne…*
E- *Elles aimaient beaucoup les tablettes de chocolat ?*
T- *Ah oui ! Le chocolat-promenade ! Je ne connaissais pas l'allemand, alors on parlait petit nègre ! Alors chocolat-promenade* [66] *! Avec une tablette de chocolat, on emmenait une fille, une femme, se promener…Ah ! On a été gâtés ! Oh la la ! Oh la la ! On a oublié la guerre ! Je vais vous citer une chose, je ne l'ai pas vécue moi-même, mais par mes camarades. Il y avait un ancien combattant qui avait eu la nature* (le sexe) *emportée, paraît-il : il invitait les soldats français à satisfaire sa femme ! Je l'ai pas vu ! Mais j'ai connu le gars ! »* - **Jean-Baptiste Biosset** (classe 1918) de Renaison

[66] En allemand, ces deux termes sont empruntés au français : « *Schokolade* » et « *Promenade* », ce qui facilitait la compréhension…

T- *« Fallait pas caresser les Allemandes, hein ! Parce que vous auriez….Pffff !*
E- *Ah bon ? Pourtant je crois qu'il y en a beaucoup qui les ont caressées !*
T- *Oh, mais y en a ! Mais s'ils se faisaient prendre, attention !…Y en avait un d'Annonay, là-bas, Aubry, il faisait le marchand de machines* (agricoles ?) *là-bas. On en parlait. Il m'a dit… Moi, j'ai jamais fréquenté en Allemagne, mais lui, il en avait fréquenté une. Alors, vous savez pas ce qu'ils* (des Allemands) *ont fait ? Ils l'ont fait déshabiller, complètement déshabillé, ils ont fait chauffer un fer chaud et puis ils piquaient ! Ils piquaient ses parties* (génitales). *Les Boches lui faisaient ça ! »* - **Antoine Fanget** (classe 1916) de Bourg-Argental

Tonalité générale

Elle est donnée par une carte d'un de ses camarades en Occupation reçue par **Louis Seux** (cl.17), fils d'agriculteurs de Saint-Apollinard, devenu après guerre comptable aux Manufactures Réunies de Tresses et Lacets de Saint-Chamond, où il résidait, qui n'a pas participé à l'Occupation, car blessé à la jambe par une rafale de mitrailleuse le 13 août 1918, il a été opéré et a connu une très longue hospitalisation. C'est au cours de celle-ci qu'il a reçu une carte d'un camarade de régiment (le 360e R.I. de Neufchâteau / Saint-Pierre-le-Moûtier), **Louis Rivory**, de La Versanne, (dans le Pilat) lui écrivant d'Allemagne le 20 décembre 1918 au dos de son portrait :

« Mon vieux Seux,

Deux mots pour t'envoyer ma poire que j'ai fait faire en Bocherie[67]*. Je te dirai qu'on ne s'en fait pas. On est toujours sur la frontière de Hollande et le service n'est pas dur. Et surtout on est bien logé, et chauffé, rien ne manque, même les femmes. Il y en a à volonté et pas sauvages. Elles en pincent pour les Franzouses. Je ne vois rien autre de nouveau pour aujourd'hui. Je suis en bonne santé. Et toi, j'ose espérer que tu seras bientôt guéri. Au revoir mon vieux. Bien le bonjour à Alfred. Un copain qui ne t'oublie pas.*

R. Louis »

Louis donne la version flatteuse des faits : pas d'échange alimentaire contre les faveurs, comme on le verra, pas de prostitution, mais un goût immodéré pour le soldat français !

Un historien comme **Jean-Yves Le Naour,** dans son ouvrage de référence *« Misères et tourments de la chair durant la grande Guerre »*, sous-titré *« Les moeurs sexuelles des Français 1914-1918 »* détecte un fantasme latent de viol des femmes allemandes dans les romans de guerre à base autobiographique, comme *« La Peur »* de **Gabriel Chevallier**, *« La Cabaret de la belle femme »* de **Roland Dorgelès**, ou *« Trois soldats »* de l'américain **John Dos Passos**, ainsi que dans des correspondances de soldats français saisies par le contrôle postal, d'abord comme une forme de représailles envers les viols commis par les soldats allemands en France occupée, puis comme une façon trouble d'exercer le « droit du vainqueur » :

« Notons cependant que les viols commis pendant l'invasion, sans doute en nombre considérable, n'ont rien de systématique, et surtout rien de programmé. Si la propagande française les a présentés comme une manifestation de l'inhumanité allemande, on relève le fantasme de la possession des femmes de l'ennemi dans le témoignage des combattants français. L'inscription « train de plaisir pour Berlin » affichée sur les wagons en partance pour les opérations en août 1914 fait autant référence à la facilité supposée de la campagne militaire qu'aux promesses de conquêtes sexuelles réservées aux Français qui se projettent déjà dans l'invasion et la victoire. « Ils rêvaient, confirme Gabriel Chevallier, qui se place en retrait, de provinces ravagées, de tonneaux percés, de villes incendiées, du ventre blanc des femmes blondes de Germanie, de butins immenses, de tout ce dont la vie habituellement les privait. » Les mobilisés songent au plaisir futur de la soumission des femmes allemandes, qui concentrent encore les rêves du volontaire américain en 1917 : « J'ai jamais de ma vie violé une femme, mais bon Dieu, je vais le faire. Je donnerais je ne sais quoi pour violer quelques-unes de ces sacrées bochesses. » (Dos Passos, *Trois soldats*).

Aucun de mes témoins n' a avoué en être arrivé à cette extrémité, mais ils ne sont pas rares ceux qui ont connu *« le ventre blanc des femmes blondes de Germanie »*, par des moyens divers, dont le plus avouable et le plus flatteur est le charme…

Amours qui paraissent spontanées et désintéressées

N'ayant que la version masculine des relations, nous en sommes contraints à ne donner que celle-ci, tout en tentant de la relativiser chaque fois que l'occasion se présente, ou qu'elle paraît trop avantageuse pour son auteur.

[67] L'appellation argotique péjorative de l'Allemagne était habituellement « *Bochie* »

Georges Blondeau (cl.16), garde-chasse dans le Loir-et-Cher, puis dans la Loire, retraité à Feurs a, on l'a vu, participé pendant sept mois à l'Occupation, dans deux villes assez proches de Mayence (Sobernheim, puis Bingen). Il aborde par le biais la question des relations avec les Allemandes :

T- *« Y avait des filles là-bas, on les faisait danser, on les faisait boire !* (rire) *Oh ! On a passé des bons moments ! La guerre était finie, là !*

E – *Mais « des filles » : vous voulez dire des jeunes filles ?*

T- *Oui, oui, oui, oui, oui !*

E- *Elles avaient pas de haine pour les soldats français ?*

T- *Non ! Du tout, non ! Non, non, ça s'était bien passé ! Moi, je voulais pas….aller au lit…. Je faisais laver mon linge par une femme mariée , elle avait trois gamins, c'est elle qui m'a cherché, alors !* (rire)

E- *Ah bon ! Et elle vous a trouvé ?*

T- *Elle m'a trouvé !* (rire) *Parce qu'à ce moment-là, j'avais pas peur ! Puis, je me rappelle d'une affaire : elle avait une camarade à côté. Puis moi, avec mon copain Pionnier, on couchait dans une chambre en haut de l'escalier. Et puis le matin : « Kamarad schlafen ? » (« Camarade dormir ? »). - « Ja, ja ! », je lui fais. Elles prennent de la neige, des boules de neige comme ça, et puis elles ouvrent la porte : mon Louis était là, « « Rrrrr Rrrr Rrrr »* (imite le ronflement du dormeur). *Elles jettent la neige, il se réveille ! En se réveillant, il avait une petite chemise militaire, ça y cachait pas !* (le sexe). *Puis on a fermé la porte à clé, on l'a emmerdé un peu, on lui a ciré un peu les poils du cul* (sens propre ou figuré ?). *C'est des choses qu'on se rappelle bien, vous savez !* (rire)

E- *Vous dites qu'elle était mariée : son mari était où ?*

T- *Il travaillait au chemin de fer, sur la voie !*

E- *Il était pas là ?*

T- *Non, non, non ! Oh non non non !* (rire) *Puis l'autre, c'était une vieille fille. Elles étaient copines, elles étaient l'une à côté de l'autre. »*

On se trouve ici devant un cas d'adultère, pour la lingère logeuse, facilité par l'éloignement du mari. Apparemment, c'est la logeuse qui a pris l'initiative de la liaison, et corsé le jeu en procurant à son amie célibataire le camarade Louis comme partenaire. La farce de la neige qu'elles lui jettent alors qu'il dort encore amorce le rapprochement, qui commence sur le plan ludique…Le fait qu'elles sachent que l'Occupation est provisoire peut les pousser à s'enhardir…

De la faveur gratuite à l'achat des faveurs

Le témoignage suivant est complexe, car on y trouve tout, de la relation qui paraît s'amorcer sans calcul à celle qui suppose un préalable de séduction offrant des avantages en nature, le tout s'élargissant , quand on quitte le cas individuel du témoin, en un vaste troc collectif (mais où les deux partenaires s'impliquent de manière ponctuelle) où les sentiments n'ont plus du tout leur part.

Jean Giraudon (cl.11) metteur en carte en passementerie avant guerre, après guerre militaire jusqu'en 1928 (adjudant-chef devenant lieutenant de réserve en 1935) et inspecteur des Postes jusqu'en 1952, année de sa retraite prise à Bourg-Argental, a participé à l'Occupation vers Mayence. C'est spontanément, et vite, qu'il aborde la question délicate des relations amoureuses avec les Allemandes :

E- *« Et vous faisiez quoi au cours de cette Occupation ? Vous vérifiiez, vous contrôliez des choses ?*

T- *On contrôlait. On faisait rien du tout ! On faisait rien du tout ! Moi, j'avais trouvé une fille, ça allait bien : elle venait me faire ma chambre. Elle se mettait à quatre pattes et puis…*(rire)

E- *Et ça continuait ?*

T- *Ça continuait ! Et puis après, on a changé de cantonnement. J'avais le copain qui était sergent-major ; alors il était dans un lit et moi dans l'autre, dans une chambre on avait nos machins* (?), *où nous étions allés. Tout d'un coup, qu'est-ce que je vois arriver ? Les deux filles qui viennent nous relancer là ! Alors l'Allemand qui était …*(notre logeur), *ronchonneux, il voulait pas les laisser rentrer ! J'ai été presque obligé de le boxer, moi ! Pour qu'il laisse rentrer les filles. Et puis, ça a fait comme ça, quoi !*

E- *Elles se sont montrées compréhensives ?*

T- *Eh alors !*

E- *Donc y avait pas de rapports d'ennemis ?*

T- *Oh ! Y avait pas de rapports, là !* (encore que….) *Lui, il était pas content que les filles viennent nous voir ! Vous comprenez, il voulait pas…*

E- *Ça a duré plusieurs jours, cette relation avec les filles ?*

T- *4-5-6 jours !*

E- *5-6 jours quand même !*

T- *Ah oui ! Mais y a…*(rire) *..ce qu'il y a de marrant, c'est que la fille, là, la première… la première fois que ça a fait…*

E- *Celle qui se mettait à quatre pattes ?*
T- *J'avais acheté des gâteaux, des machins, parce qu'ils avaient pas trop à manger, les Allemands ! Alors, elle invitait son père et sa mère, et puis ils venaient là, on buvait du vin, je les recevais, moi, chez moi !* (rire) *Ah ben c'était marrant ! Y avait de quoi rigoler !*
E- *Mais elles faisaient quand même pas ça pour avoir des gâteaux !*
T- *Ah bien sûr ! Elles étaient contentes, hein ! »*

La scène devient surréaliste. Alors qu'on imaginait une relation en cachette des parents de cette jeune fille, la voilà qui les invite chez son nouvel amant français ! Donc les parents ne peuvent pas ne pas être au courant de la nature de la relation de leur fille : font-ils contre mauvais fortune bon cœur, étouffant les préceptes de bonne éducation qu'ils ont dû lui donner, ou sont-ils complices de la conduite légère de leur fille ? On a vu que la relation a débuté apparemment de façon gratuite, et inattendue, elle semble se poursuivre de façon vénale, comme paraît l'attester la réponse du témoin « *Ah bien sûr !* » alors que la question impliquait la réponse « *Non, bien sûr !* », ne serait-ce que pour l'amour-propre de Jean…

Dans son second cantonnement, toujours à proximité de la tête de pont de Mayence, sur la rive droite du Rhin (donc en enclave dans le territoire allemand libre), Jean, alors adjudant, a connu une autre bonne fortune, qu'il s'est procurée autrement :
T- *« Alors, quand je suis arrivé avec ma* (section) *… Y avait une section d'infanterie, et je commandais les deux, moi. Alors y avait un bureau. Je vais au bureau, là. Y avait l'Allemand. Je lui dis : « Je veux un bureau ! ». Il dit : « J'ai point de salle, j'ai rien, moi ! ». Alors il me baragouine un peu le français. – « Eh ben, je lui dis, vous avez qu'à foutre le camp : je prends la place ! ». Alors, il a laissé sa secrétaire* (rire*) il a laissé une jolie fille, là, une Allemande ! Et alors… le premier jour, ça va bien. Le deuxième jour, je commence à l'embrasser, enfin, et puis je lui donne du ravitaillement, du chevreuil* (rire). *Des fois, on en avait deux ou trois à ce moment, alors on lui donnait… Et à la fin, ça a marché !*

On voit ici que c'est sans doute la monnaie d'échange qui a arraché le consentement de la jolie secrétaire qui devait savoir qu'en se faisant désirer, elle obtiendrait davantage d'avantages…
E- « *Ça a marché aussi ! Mais ça marchait bien, dites-moi !*
T- *Oh mais, les Allemands ! Les Allemands venaient à la frontière [68] pour les soldats…Les femmes, pour mes soldats ! Elles venaient pour se faire…. Evidemment, ils leurs donnaient peut-être un morceau de…*(chevreuil ?), *quelque chose, vous comprenez…*
E- *Oui, oui ! Mais ils leur donnaient de la nourriture ou de l'argent, à votre avis ?*
T- *Oh ! de la nourriture ! Ce qu'elle voulaient surtout : de la nourriture ! Alors elle se débrouillaient, elles se débrouillaient, moi je…*
E- *Vous fermiez les yeux ?*
T- *Je m'en occupais pas ! S'ils* (ses soldats) *tiraient un chevreuil, c'était bien souvent pour leur en donner aussi, hein !*
E- *Donc, en fait, ils avaient vraiment faim à ce moment-là ?*
T- *Oui ! Oh oui ! Ils avaient faim ! Ils avaient faim ! »*

On comprend que c'est une sorte de prostitution à grande échelle, chair humaine contre chair de chevreuil, qui s'est organisée autour de cette frontière de démarcation entre zone occupée et zone « libre », les soldats français - avec la complicité tacite de leurs officiers - abusant de leur maîtrise de la nourriture, abondante pour eux, pour acheter les faveurs des Allemandes, qui, selon Jean, en viendraient même à proposer leur corps ! Il semble qu'il n'y ait pas de trace de mauvaise conscience de la part de ceux qui en profitent, si l'on en juge par les propos du témoin…

Amours vénales : échange de nourriture contre faveurs sexuelles

Joseph Rivel (cl. 18), agriculteur à Soleymieux (Les Niolays) qui a été en Occupation au sud de Karlsruhe, après avoir dit d'un ton rageur que la population allemande regardait les Français occupants « *comme des chiens* », et les observait de chez elle subrepticement, cite une anecdote ambiguë qui ne confirme pas tout à fait cette assertion (précisons qu'il témoigne devant son épouse et sa fille) :
T- *« Derrière les rideaux ! Pas plus ! Derrière les rideaux ! Y a une fois…Après, moi, j'étais ordonnance d'un officier ; alors je couchais toujours, en général, dans un lit. Des fois, je disais* (à un camarade) : *« Viens, toi, avec moi, tu me tiendras compagnie ! ». Là, y avait deux filles, y avait une fille des voisins. Elles sont venues m'accompagner pour me faire voir mon lit. Mais on était deux pour coucher dans ce lit. C'est qu'elles avaient peur, hein ! Elles avaient peur de nous* (rire). *Nous, on leur faisait pas du mal, va, oh non ! On leur parlait un peu en allemand, vous savez, on avait des livres. Je me rappelle plus « Fraulein… ». Quand on allait*

[68] La frontière entre la zone non occupée et la zone occupée, tenue par les Français, qui chassaient comme ils l'entendaient dans les domaines où pullulaient les chevreuils, non chassés pendant la guerre.

commencer à se déshabiller… « Fraulein… schlof… » c'est le lit [69]*…. « coucher »* (rire) *C'est qu'elles avaient peur, hein ! Elles se sauvaient, elles fermaient la porte ! ».*

On comprend que ces deux jeunes filles, face à deux jeunes gens, soldats étrangers, qui commencent à se déshabiller, puissent avoir peur, et prendre leurs quelques mots pour une invitation à venir les rejoindre dans le lit ! Voulaient-ils seulement dire, plus innocemment, qu'ils avaient sommeil, et qu'il fallait les laisser seuls ? Mais pourquoi les avoir accompagnés pour leur montrer la chambre qui leur étaient destinée ? Leur mère aurait pu le faire ! Ou, plus sûrement, leur père ! La conversation se continue, toujours en présence de l'épouse et de la fille de Joseph, dont la présence doit sans doute freiner ses confidences :

E- *« Vous étiez logés chez les gens, alors ?*

T- *Des fois chez les habitants, oui, mais pas bien souvent. On logeait beaucoup dans les écoles !…. Chez les Allemands, c'était calme ! Ils en avaient marre ! C'était pas rigolo du côté de chez eux non plus ! Ça risquait pas ! Après, mon frère, lui (il avait un an de moins, il était dans l'infanterie, bien sûr) il était boucher ; alors il distribuait la viande aux compagnies. Mais lui, il était bien, ouoh yo yo ! Penses-tu… Il couchait… Quand il dépeçait la viande, quelque* [70]*morceau de bifteck, il le pliait* (enveloppait) *dans un morceau de papier et il le mettait dans sa chemise pour le porter à une demoiselle qui donnait son lit pour coucher* (rire). *Et les femmes, là, elles avaient pas un morceau de viande ! Rien du tout ! Alors, elles étaient contentes ! Lui, il se débrouillait, lui ! Il faisait la distribution de la viande ! Il était bien, lui ! Mais nous… »*

Pourquoi avoir évoqué son frère et son utilisation de viande pour acheter les faveurs d'une demoiselle ? Parce que cet aveu par personne interposée doit me faire comprendre qu'il aurait bien aimé, lui aussi, disposer de ce moyen, non de séduction, mais de persuasion ? Il semble ne pas percevoir la dimension immorale, mercantile (il y a une sorte de troc où le Français abuse de ce qu'il détient) que cela suppose, en profitant de la pénurie alimentaire dont souffre sa ou ses conquêtes potentielles… On verra que ce troc n'était pas rare, mais avec un autre moyen de persuasion que la viande, qui était pourtant, avec le chevreuil tué à volonté, l'outil de persuasion des hommes que commandait le témoin précédent, Jean Giraudon

Habituellement, la présence d'une épouse, voire d'une partie de la famille à l'entretien avec le Poilu freinait les confidences de celui-ci vis-à-vis de l'enquêteur masculin, donc a priori complice, que j'étais, surtout quand à partir du 30ème ou 40ème témoin, dont une partie avait « *fait l'Occupation* », j'ai été au fait de quelques réalités, notamment dans les relations avec les Allemandes. Mais dans l'entretien qui vient, l'épouse, puis la belle-fille du témoin, **Auguste Equy** (cl. 15), (mon 100e témoin !) agriculteur à Usson-en-Forez (hameau de l'Air) qui assistaient à l'entretien, étaient au courant de ce qu'Auguste (dont l'épouse partageait la vie depuis leur mariage en 1920) avait vécu, et ont apporté , qui sa précision, qui ses réparties :

T- *« Et en Allemagne, on était bien, là ! On a passé du bon temps !*

E- *Là, je le sais, parce quez j'en ai vu une bonne vingtaine qui y étaient. Je crois que les Allemandes étaient très gentilles avec vous ?*

T- *Oh oui ! Même trop, les femmes !* (rires du témoin, de son épouse et de l'enquêteur…)

E- *C'est ce qu'ils m'ont tous dit !*

T- *On s'en faisait pas ! … Et les Boches, ils venaient nous voler ! J'avais deux chevaux, ils sont venus les voler ! »*

Auguste raconte ensuite le vol des chevaux, dont il se servait pour aller chercher le ravitaillement du régiment dans la gare la plus proche, que des Allemands ont réussi à subtiliser pour les faire passer dans leur zone, sur la rive droite du Rhin. Puis après d'autres bribes de renseignements, il en vient à dire qu'il a appris un peu de vocabulaire allemand…pour parler aux Allemandes !

E- « *Vous aviez appris quelques mots…pour parler aux femmes !*

T- *Oh oui ! « Gut, Fraulein » … « Liebe »…le lit : « Schlof ! » le lit !*

E- *« Schlafen », c'est « dormir » ! Et c'était utile de connaître ces mots-là ?*

T- *Oh ! Encore !* (= assez) *J'allais faner vers une fille, une femme, plutôt ! Alors* (éclate d'un grand rire) *on faisait l'amour !* (rire)

Epouse de T : *« Avec une tablette de chocolat ! Ils avaient les femmes ! Ils avaient les femmes comme ils voulaient avec une tablette de chocolat ! Parce qu'on leur envoyait des colis, bien sûr ! D'ici en France, aux Français. Alors, quand il y avait des friandises…*

E- *La tablette de chocolat, c'était la monnaie d'échange ?*

T- *Eh oui !*

E- *C'est curieux : ils ont tous les même souvenirs d'Occupation ! »*

Belle-fille de T questionnant son beau-père : *« Les Allemandes, elles aimaient bien les Français ?*

---

[69] Joseph a retenu l'idée, mais pas le mot ! « *Lit* » en allemand, se dit « *Bett* ». Ce qu'il dit, en prononçant mal le second mot, c'est *« Mademoiselle…sommeil »* (« *Schlaf* » en allemand).

[70] Ce « *quelque* » n'est pas un pluriel, comme le confirme l'article singulier « *le* » qui suit presque immédiatement ; il signifie « *un quelconque* », avec une valeur indéfinie

T- *Oh !* (évasif, sans doute à cause du changement d'interlocutrice ; ce n'est plus le même rapport…)
Epouse de T- *« Où il couchait, il paraît qu'elles allaient chanter sous leurs fenêtres, la nuit, quand ils étaient couchés ! Pour les appeler, probablement ! »*

La conversation part sur d'autre sujets, puis vient le moment du bilan, où la belle-fille s'enhardit à relayer mes questions pour les rendre plus audibles :
E- « *Finalement, qu'est-ce que vous en pensez de cette guerre de 14 ?*
Belle-fille de T- *Qu'est-ce que vous en pensez ? Vous pensez que c'était bien, que c'était mal, que c'était bête… ?*
T- *Oh ! On avait bien des misères ! Maintenant, je l'ai tout oublié ! Y avait bien des fois qu'on avait des misères !*
Belle-fille de T- *« Oui, mais ça vous a laissé un souvenir ? Ça vous a marqué ou si ça vous fait rien ?*
T- *En Allemagne…*
Belle-fille de T- *Oui, l' Allemagne, ça avait arrangé un peu les affaires !»* (elle éclate de rire, et entraîne les autres participants)

La fine mouche a su trouver la répartie adéquate, amusante ! Il reste de cet échange multiple que dans aucune famille la question n'a été évoquée avec autant de franchise. Il resterait aussi à savoir pourquoi Auguste n'a pas gardé pour lui, au cours de sa vie conjugale, ce jardin secret de ses amours germaniques…

Cette monnaie d'échange appréciée qu'était la tablette de chocolat, un prisonnier de guerre parmi nos témoins en avait déjà constaté la redoutable efficacité avant l'Occupation, dans l'année 1918, au point qu'elle avait inspiré une décision à une très importante marque d'automobiles de Darmstadt . Il s'agit de **Jean Roche** (cl. 14) de Roanne, qui fut fait prisonnier le 8 mars 1916, après un an et demi de guerre, et passa donc deux ans et demi an Allemagne : il avait déjà repéré la faiblesse des Allemandes pour la tablette de chocolat, qu'il a attestée dans un chapitre précédent, à partir d'un épisode survenu à Darmstadt, en 1918 :
T- *« Chez Daimler, y avait toujours* (= au moins) *80 prisonniers français qui travaillaient là-bas, mais à partir de 1918, on a mis des Italiens ! Plus un Français ! C'est qu'ils débauchaient les ouvrières, là-bas ! Pour une tablette de chocolat, elles auraient ben vendu l'empereur Guillaume !* (rire)
E- *C'est ce qu'on m'a dit, que la tablette de chocolat, c'était la monnaie d'échange ! »*

On ne voit pas pourquoi la même arme de séduction n'aurait pas aussi fonctionné avec les Italiens, réputés de surcroît pour leur « charme latin » ! Sans doute y avait-il une façon particulière de l'offrir, ou de la proposer…

Des réfractaires, des consignes et des dangers…

Bien que paraissant très majoritaire (notre sélection de témoins n'offre que la partie la plus expressive, la plus circonstanciée des réponses sur ce thème : nombre de témoins non retenus ne développent pas la question, se bornant à dire, en substance : *« On s'est payé du bon temps, en Occupation, avec les Allemandes pas farouches qui aimaient bien le chocolat »*, la licence sexuelle n'a pas été le fait de tous, et il est intéressant de voir les raisons invoquées pour s'abstraire de ce « bon temps » dont leurs « payses » en France, se montraient plutôt avares…

Alors que l'oisiveté (en dehors des manoeuvres militaires sporadiques pour maintenir un peu de discipline) semblait bien être le lot du plus grand nombre, oisiveté réputée par le proverbe être « *mère de tous les vices »,* il se trouve quelqu'un comme **Etienne Carton** pour être constamment occupé, et ne pas s'adonner aux frivolités qui passionnent ses camarades.

Fils d'agriculteurs de Poncins venus à Saint-Etienne-le-Mollard, **Etienne Carton** (cl.18) cantonnier à Feurs principalement, artilleur, en Occupation vers Mayence (Biebrich) puis vers Francfort (Medenbach) était très occupé par la monte des chevaux des officiers pour leur maintenir en forme optimale. A partir d'une question orientée, il en vient d'abord à un véritable éloge de la femme allemande, et particulièrement l'agricultrice (opinion que nous retrouverons plus loin) :
E- *« On m'a même dit qu'il y avait des Allemandes qui étaient bien gentilles avec les soldats français ?*
T- *Oh ! Elles étaient pas désagréables ! … Y avait l'Elise, là, qui nous lavait. C'était une vieille fille, elle était bien brave* (rire). *Elle me versait à boire…On faisait notre compte tous les deux, très bien…*
E- *On m'a même dit qu'il y a des mariages qui se sont faits à ce moment-là !*
T- *Oh mais, celle-là, l'Elise, elle voulait venir à Paris et se marier !*
E- *Avec vous ?*
T- *Oh ! Pas avec moi ! Moi, vous comprenez, j'en avais assez ! Mais elle cherchait ! Oh ! Les Allemandes, je les critique pas ! Je critiquais les maris parce que c'est des sauvages ! Mais les Allemandes sont pas des sauvages ! Et elles travaillent ! La terre ! Elles allaient piocher, elles allaient moissonner, elles allaient… Le mari, qu'est-ce qu'il faisait ? Il avait des chevaux, il traînait du fumier, il labourait… Il s'occupait pas bien*

de la terre ! C'étaient les femmes qui s'occupaient de la terre ! Oh ! Elles sont vaillantes ! Ça, je critique pas la femme allemande !
E- *Vous avez pu les voir au travail ?*
T- *Oh ben, bien sûr ! Et elles étaient vaillantes ! Et elle lavait mon ligne convenablement. Et puis elle respectait, elle donnait bien tout ! C'était un café, beaucoup de Français y allaient boire de la bière ![…]*
E- *Vous aviez pas de vos copains qui fricotaient un peu avec les Allemandes ?*
T- *Oh si ! Mais moi, j'avais pas le temps de m'en occuper, parce que j'avais du travail : fallait que je monte tous les chevaux des officiers ! Ils avaient des incapables pour les monter ! J'allais au terrain de manoeuvre avec eusses*, pour faire des courses avec les officiers ! J'étais spécial, moi ! »*
E- *Oui ! Alors, ça vous laissait pas beaucoup de temps pour aller voir les Allemandes !*
T- *Oh ! Ça risquait pas ! J'avais pas le temps pour aller voir les Allemandes. Y a que l'Elise, tant qu'elle me lavait ! Mais elle était bien brave ! C'était une vieille fille. Elle avait un frère qui était mutilé, mais elle nous en voulait pas ! Elle nous en voulait pas ! Oh mais, la Rhénanie est pas mauvaise ! Je la méprise pas ! La Rhénanie est francophone ![71] »*

Jusqu'à maintenant, aucun n'a exprimé de réticence face aux conséquences pouvant être désastreuse pour la partenaire allemande, occasionnelle ou devenant habituelle le temps de quelques semaines, avant de changer de cantonnement. Un seul l'a fait clairement. Il s'agit de **Jean Auroy** (cl.14) agriculteur à Arfeuilles, dans l'Allier, ayant fait la guerre au 142e R.I. de Mende, puis après ses côtes cassées, versé au 36e R.I. de Caen qui a participé à l'Occupation en Sarre, et sans doute ailleurs, mais il ne s'en souvient pas :
T- *« Où donc qu'on a été le premier ?* (silence) *Oh ! Mince !* (silence) *Qu'on a été bien !*
E- *Ah oui ! C'est ce qu'on me dit aussi !*
T- *Ah ! Mon vieux, les filles et tout, bordel ! Elles nous apportaient à boire, la nuit on dansait…*
E- *Tous ceux qui ont fait l'Occupation en Allemagne m'ont dit que les Allemandes vous aimaient bien !*
T- *Ah oui ! Ah oui ! Oh ! J'ai passé du bon temps, là-bas ! Oh ya ya ! J'ai passé du bon temps ! On était bien vus !*
E- *Elles étaient gentilles avec vous ?*
T- *Oh oui ! Oh oui ! Et celui qui voulait coucher avec une fille, ben c'était pas bien difficile !*
E- *Mais celui qui couchait avec une fille, il était pas mal vu par les Allemands ?*
T- *Mais y en avait plus, d'Allemands, là-bas ! Presque plus ! Ils étaient tous partis ! Ils étaient mobilisés ! Ils étaient en Allemagne ![72] Tout ce qu'on a occupé des Allemands, eh ben y avait plus d'Allemands ! Y avait les femmes, oui ! Oh ! Les femmes étaient gentilles, ouola ouola ouola ! On était bien avec les femmes !* (rire) *J'étais aide-cuisinier des sous-officiers au bataillon. Alors y avait trois filles,* (là) *où on faisait la cuisine, et trois belles filles ! Eh ben, on s'en faisait pas ! On était deux, deux qui faisaient la cuisine. Eh ben, on s'en est pas fait, là-bas ! On y est resté un bon mois !*
E- *Vous faisiez pas que la cuisine avec elles ?*
T- *Oh ! On allait pas trop loin parce que… Oh non ! C'était des filles qui étaient gentilles, qui étaient honnêtes et gentilles. Eh bien non !*
E- *Vous les respectiez !*
T- *Oui ! Si on avait voulu, on y serait ben été, naturellement. Mais je disais : « Bon Dieu, foutre un gars* (un bébé) *à une fille comme ça, c'est pas gentil non plus ! ». Hein ? »*

Aucun autre de mes témoins n'a exprimé ce scrupule qui fait honneur à Jean, scrupule fondé sur l'estime, au respect accordés à la jeune fille et sur la prise en compte d'une réalité biologique presque inévitable, en ces temps où la contraception chimique n'existait pas, et où les recettes ancestrales avaient des résultats plus qu'aléatoires…

Mais certains étaient aussi conscients des conséquences qui pouvaient advenir pour leur propre personne, car il n'y avait pas que de pures jeunes filles ou jeunes femmes dans ce marché plus sexuel que sentimental

Pierre Néel (cl.18), chef cantonnier (surtout à Saint-Georges-en-Couzan et Montbrison), retraité à Moingt, a participé à l'Occupation en Allemagne, vers Dusseldorf, comme ordonnance montée du colonel Chombard de Lauwe, puis de son successeur, le colonel de Boucharny. Il ne partage pas l'enthousiasme de ses camarades pour les conquêtes féminines en Allemagne :
E- « *On m'a dit (enfin, tous ceux qui ont fait l'Occupation) que les Allemandes vous aimaient bien, je crois ?*
T- *Ah oui ! Mais moi, je m'en occupais guère ! Parce que celui qui voulait s'en aller avec une bonne permission, vous savez à quelque part, il n'avait qu'à aller trouver une Allemande ! Elles avaient ramassé*

[71] Il semble qu'Etienne veuille dire « francophile »
[72] Dans la zone non occupée par les Alliés, c'est-à-dire la plus grande partie du territoire allemand.

toute la crème du fond de l'Algérie (lapsus pour Allemagne : cf infra) *qui étaient toutes des syphilit… des machines qui étaient empestées, quoi ! Alors, tous ceux qui en ont participé, ils ont tous passé à l'hôpital !*
E- *Y en a beaucoup qui m'ont dit qu'on leur donnait des tablettes de chocolat…*
T- *Ah oui ! Ah oui ! …Mais enfin, toujours, y'en a point qui ont reçu du chocolat de moi ! Quand j'ai vu ce qu'il y avait dans une infirmerie, le jour qu'on m'a donné une permission… Mais vu qu'il y avait tant de malades, il fallait faire signer sa permission avant ! Et le docteur, je le connaissais bien, je lui prêtais un cheval souvent. Et j'y vais, je lui donne ma permission, il regarde pas la permission, il me regarde, moi, il me dit : « Alors, tu es en permission ? » -« Oui, oui ! » - « Ah ben, fais une bonne permission ! ». mais il a pas regardé la feuille. Il a pas regardé si je devais rester ou partir ! »*

On comprend, à cette dernière phrase, que le médecin major avait pour fonction de trier, entre les permissionnaires potentiels, ceux qui étaient sains et pouvaient partir, et ceux qui étaient infectés par la syphilis (ou une autre M.S.T) et qui devaient impérativement être hospitalisés à l'infirmerie, pour ne pas infecter leur femme, ou une autre femme en France. Et si le médecin, ostensiblement, ne consulte pas la feuille de « perm' » (donnée par son officier) de Pierre, c'est soit qu'il connaît sa prudence en matière de relations sexuelles, soit qu'il ne voudrait pas avoir à lui refuser sa permission dans le cas d'infection, afin de lui montrer sa reconnaissance pour le prêt régulier d'une monture. Pierre va encore réaffirmer son assertion, très minoritaire parmi les témoins (mais ce n'est pas le genre de chose dont on se vante, si on en a usé…) :
E- « *Donc vous dites qu'ils avaient infecté toutes les femmes allemandes ?*
T- *Ah ! C'était affreux ! Tous les gars qui allaient tringler avec ces gaillardes-là… Ils en avaient fait venir du fond de l'Allemagne, qui étaient empestées, là-bas !*
E- *Ah ! Mais c'étaient des prostituées, alors ?* T- *Ah oui !* E- *Ah bon ! C'st pas ce qu'on m'avait dit, moi ! On m'avait dit avec les femmes des environs…*
T- *Même avec les femmes de l'Occupation, y en avait !*
E- *Mais vous, vous vous teniez à carreau !*
T- *Ah ça ! On peut dire que j'ai jamais mis le petit doigt sur le corps d'une femme de là-bas ! »*

La liberté de langage de Pierre Néel est d'autant plus surprenante qu'il témoigne en présence de sa fille et de son gendre, garagiste à Margerie-Chantagret, qui l'avaient recueilli dans son grand âge, la présence de la famille faisant taire ce genre d'aveu, en général…

Revenu en France en juillet 1919, à Riom, au dépôt du 321e R.I., il y passe encore un an, puisqu'il a été démobilisé en juin 1920. Etant ordonnance du colonel Boucharny, il a la surprise de se voir interroger dès son retour par son épouse sur les habitudes de son mari en Allemagne, dans l'hôtel particulier qui leur était attribué à Riom, rue de l'Intendance :
T- *« De la cuisine, elle a téléphoné, elle a demandé si j'étais rentré, parce que lui était venu la veille. On a dit que lui. –« Dites-lui de monter ! ». On est allé voir la payse [73] là-haut !*
E- *Quelle payse ?*
T- *La femme du colonel ! C'était ben sa femme ; il avait trois filles. Elle voulait essayer de m'espionner un peu ! J'ai ben compris l'affaire ! … Elle m'a demandé : « Quelle vie passait-il, le colonel, là-bas ? Vous sortiez ensemble souvent ? » . J'ai dit : « On sortait tous les après-midis. » - « Mais après ? » - « Ah ben ! » j'ai dit, « après, il était avec ses collègues, les officiers. ». Elle a vu qu'il y avait rien à faire ! Bouche cousue ! ».*

L'ordonnance Pierre Néel a su tenir sa langue jusqu'au bout ; il/elle était pour la paix des ménages…

Les méfaits de la prostitution lors de l'Occupation en Allemagne ne sont sûrement pas une invention de Pierre Néel. En témoigne ce document d'époque, une note dactylographiée du colonel d'un régiment, datée du 17 juin 1919, donc vers la fin de la période d'Occupation, qu'avait conservée **Robert Estienne** (cl.17) né à Sées dans l'Orne, fils de cafetiers-limonadiers, ayant intégré H.E.C. grâce à la promotion spéciale de 1920 pour les bacheliers démobilisés, qui fut chef du service commercial de l'entreprise Jacob Holtzer de Firminy de 1940 à 1963, et qui prit sa retraite à Saint-Etienne. Il resta en Occupation, avec le 129e R.I. du Havre de décembre 1918 au 14 juillet 1919, en Sarre, puis dans le Palatinat (Landau), et enfin en Rhénanie-Palatinat (Ludwigshafen) :

129e Régiment d'Infanterie

Décision du 17 juin 1919

Extraits

Note du Colonel – Le Colonel prévient tous les Ratapoils[74] que la vérole (syphilis) et la chaude-pisse (blennoragie) courent les rues de Ludwigshafen.**

[73] C'est un trait d'humour (que je n'ai pas immédiatement perçu) de la part de Pierre, « *payse* » ne s'employant normalement que pour la « petite amie », le « flirt », ou, parfois pour la fiancée, mais jamais pour l'épouse ! C'est encore plus irrévérencieux pour une femme de colonel ! L'usage de ce mot ne s'est maintenu que chez les personnes âgées, surtout à la campagne.

Presque toutes les femmes qui se livrent à la prostitution, payée ou gratuite, sont contaminées.

Attention !!! Une de ces maladies (et quelques veinards contractent quelquefois les deux d'un coup) (se) *paieraient* trop cher même si l'on a la femme à l'œil.*

Vérole et chaude-pisse sont très graves et je préfère que les Ratapoils se masturbent (ce qu'ils ne doivent pas faire non plus) plustôt que d'attraper une des deux maladies.*

Il est trop tard pour regretter ces quelques secondes de jouissance très fugitive quand on aperçoit son petit frère en larmes.

Ecoutez votre vieux Colonel, les jeunes Ratapoils, parce qu'il s'y connaît.

Le 17/6/19

Le Colonel Cdt le 129e R.I.

Signé « Weiller »

*C*e colonel ne manque pas d'humour, y compris à ses dépens : s'y connaît-il en M.S.T. (et dans ce cas, en a-t-il souffert?) ou en masturbation ? Quant au *« petit frère en larmes »*, c'est une métaphore familière aux soldats, encore d'usage. Ce ton familier, qui rompt avec le ton solennel des communiqués militaires, montre bien que ce n'est plus la stricte discipline militaire qui prévaut en ce temps d'Occupation. Quant aux prostituées qui offrent leur corps gratuitement, quel est leur intérêt ? Leur motivation ? Goûter à la chair fraîche du petit soldat français ? Ou , comme les femmes ou jeunes filles évoquées par de nombreux témoins, obtenir en échange de la nourriture de base, voire des mets plus raffinés ? Une gâterie contre des gâteries ?

Une recherche sur Internet montre que le colonel Weiller a commandé le 129 ème R.I. du Havre de 1917 à 1920, puis de 1927 à 1929.

C'est aussi une consigne impérative d'un chef militaire bien plus connu que le colonel Weiller que va indiquer le témoin suivant, à la fin de son intervention.

Eugène Troncy (cl. 16), tisseur à Belmont-de-la-Loire, incorporé le 10 avril 1915 au 121e R.I. de Montluçon, qui, à partir de décembre 1915, a fait la guerre comme mitrailleur au 105e R.I. de Riom, et y a été blessé deux fois (colonne vertébrale déviée par l'effondrement d'un abri bombardé le 21 octobre 1916, gazé le 3 août 1918), a pu participer à l'Occupation de l'Allemagne, en Hesse, à Falkenstein et Königstein (15 km et 10 km au nord-ouest de Francfort) puis à Mayence. Il fait état d'une directive très stricte de son général quant aux relations avec les Allemandes (il témoigne en présence de sa fille) :

T- *« Les hommes* (les soldats allemands) *même qu'ils venaient de la guerre, ils n'étaient d'aucune haine ! Y en a un qui boitait, qu'avait été blessé, a* venait à la roulante, a* venait toujours à la roulante : on lui passait un machin, une goutte de bouillon. Pouof !*

E- *Ah oui ? On m'a même dit qu'il y en a beaucoup qui se sont fait des bonnes amies là-bas !*

T- *Oh ! Je sais pas ! Oh ! Peut-être !*

E- *Non ? Pas dans votre régiment ?*

T- *Non ! D'abord, quand vous aviez Mangin là-bas, qui commandait la Xème armée (j'étais dans la Xème). J'ai fait la IIème armée, la IVème avec Gouraud, le général Gouraud, qui était manchot. Eh ben, Mangin, si on se promenait, si on était deux, il disait rien. Mais s'il se trouvait un type seul avec une Allemande, il avait quinze jours de prison !*

E- *Attendez ! « Si on était deux » : deux soldats français plus deux Allemandes, ou deux soldats français seuls ?*

T- *Ah non ! Il fallait deux soldats français s'il y avait une Allemande !*

E- *Mais si c'était un-une, c'était suspect ?*

T- *Oh mais, ça se faisait pas bien ! On se comprenait pas, alors ! »*

Très sévère pour éviter les tête-à-tête entre le soldat français et la « bonne amie » allemande (mais la prison suppose qu'un rapport ait été fait préalablement par un gradé, ou un officier, ce que va indiquer le caporal Georges Montagne), le général Mangin semble encourager la pratique ancienne du « chaperon » ! Cela pour les sorties à l'extérieur au moins, ce qui relègue la sécurité affective et plus, si affinités, à l'intérieur des maisons… Mais Eugène, qui aurait été dans un régiment de stricte observance, soulève aussi une question essentielle : comment se comprendre quand on ne parle pas la langue de l'autre ?

Jusqu'à maintenant, les hommes allemands semblent absents du débat. Ont-ils vu sans rancoeur, sans haine, sans volonté de représailles les ébats (tarifés, récompensés, ou gratuits) de leurs compagnes ou de leurs

---

[74] Le Grand Larousse de la Langue Française éclaire l'origine de ce mot peu usité de nos jours *: « emploi comme nom commun de Ratapoil, personnage de militariste borné, partisan du césarisme, créé par le dessinateur Honoré Daumier (1808-1879), et dont le nom fut formé avec les mots « rat » et « à poil » ; 1869, Littré. Familier : Partisan du militarisme, surtout du césarisme napoléonien : « Quelque chose dans la tournure de bonasse et de ratapoil, par-dessus tout, la façon dont il roulait les « rr » en parlant de la « France » et du « drapeau français » (Daudet) »*. Dans le texte cité, il s'agit d'une appellation humoristique des soldats.

compatriotes « professionnelles » si celles-ci n'ont pas été assez discrètes ? Il semble bien que non, et pour être unique dans mes témoignages, l'anecdote suivante pourrait bien être représentative de tentatives effectives de vengeance, ou pour le moins, d'une hostilité radicale aux dérives des Occupants.

Des représailles contre l'amant français

Un témoin atteste pourtant l'existence d'une vengeance douloureuse touchant l'objet précis du délit. Il s'agit d**'Antoine Fanget** (cl. 16) de Bourg-Argental, agriculteur à Burdignes, puis à Saint-Marcel-lès-Annonay (Ardèche), retraité à Bourg-Argental. Il a fait l'essentiel de sa guerre au 64e R.I. d'Ancenis, et participé à l'Occupation en Allemagne :

E- *« Tous ceux que j'ai vus m'ont dit : « Les Allemandes aimaient bien les Français ! »*

T- *Mouais !* (ton dubitatif). *Fallait pas caresser les Allemandes, hein ! Parce que vous auriez….Pffff !*

E- *Ah bon ? Pourtant je crois qu'il y en a beaucoup qui les ont caressées !*

T- *Oh, mais y en a ! Mais s'ils se faisaient prendre, attention !…Y en avait un d'Annonay, là-bas, Aubry, il faisait le marchand de machines* (agricoles ?) *là-bas. On en parlait. Il m'a dit… Moi, j'ai jamais fréquenté* [75] *en Allemagne, mais lui, il en avait fréquenté une. Alors, vous savez pas ce qu'ils* (des Allemands) *ont fait ? Ils l'ont fait déshabiller, complètement déshabillé, ils ont fait chauffer un fer chaud et puis ils piquaient ! Ils piquaient ses parties* (génitales). *Les Boches lui faisaient ça ! »*

La bande magnétique se terminant à ce moment précis, après son changement, je reviens sur cette anecdote, en quête de précisions :

E- *« Qu'est-ce que vous me disiez ? Ça s'est arrêté à ce moment-là, la bande, à propos de ce gars, Aubry, d'Annonay…*

T- *Aubry ! Il était mécano ! Eh bien, il avait fréquenté une payse boche. Il s'est fait prendre ! Ils ont fait chauffer un fer et puis ils le piquaient dans les parties !*

E- *Avec un fer ? Un pique-feu ?*

T- *Ah oui ! Je le connaissais bien, le type ! Il me disait : « Ben, mon vieux, qu'est-ce qu'on m'a fait souffrir, hein !… Ben ! J'ai eu du mal, hein ! »*

E- *Est-ce que c'était dans la chambre que ça s'était passé ?*

T- *Je sais pas ! Je crois pas ! Ils prenaient le type avec la payse, eh ben voilà !*

E- *Et vous en connaissez d'autres cas comme ça ?*

T- *Ah non ! Je connaissais que celui-là ! Mais ça craignait pas, nous autres, hola ! »*

La dernière expression signifie : « *Mais ça ne risquait pas de nous arriver, à nous !* » *(qui nous tenions à l'écart des relations avec les Allemandes).* On devine que c'est une véritable opération de commando entreprise pour punir le Français dans le membre qui avait profané la vertu de la jeune fille allemande, qui pactise ainsi avec l'ennemi de la manière la plus humiliante pour ses compatriotes masculins. Ceux-ci devaient savoir ce qu'ils risquaient en cas de représailles en retour, mais est-ce une mésaventure que l'on va raconter à ses officiers ? Qui avaient la consigne de sévir, bien qu'ils aient souvent fermé les yeux ?

Une inclination mutuelle ?

C'est l'impression que veulent faire ressortir les témoignages les plus réfléchis : la femme allemande apprécierait le Français, et ce dernier, en dehors des relations occasionnelles, aurait conçu une vraie admiration, plus morale que physique, pour la femme allemande. On l'a déjà ressenti dans l'éloge sans équivoque pour les qualités de courage et de vaillance au travail qu'a fait Etienne Carton de la campagnarde allemande.

Georges Montagne (cl.16) , patron tisseur à Bussières, dont on a vu la réception inoubliable offerte à toute sa section par un noble francophile de Landau, dans le Palatinat, s'est épanché sur la question des rapports avec les Allemandes au cours du second entretien que j'ai eu avec lui, le 25 mai 1988, cinq jours après le précédent, qu'il avait fallu interrompre, car j'avais un autre rendez-vous avec un Poilu du Roannais en fin d'après-midi ; le climat de confiance[76] créé auparavant n'y est sans doute pas étranger.

---

[75] Dans toute la grande région lyonnaise, « fréquenter » s'emploie couramment de façon intransitive (sans complément) pour dire « *courtiser assidûment une jeune fille* » : *« il fréquente depuis au moins six mois à Margerie ».* Claudine Fréchet et Jean-Baptiste Martin, dans leur *« Dictionnaire du français régional du Velay »* (éditions Bonneton, Paris, 1993) notent son emploi comme « usuel » et proposent cette définition : *« avoir des relations sentimentales avec une personne de l'autre sexe »*, mais avec un exemple d'emploi transitif : « *« La fille de la voisine fréquente un type qui a pas bonne presse »* et un second pronominal : *« Depuis le temps qu'ils se fréquentent, ils pourraient se marier »* (p.84)

[76] Un autre fait contribuait davantage à cette confiance : le fait que sa petite-nièce Mireille Barland, née Farge, native de Bussières, ait été depuis 1978 la collègue de mon épouse Françoise, institutrice à l'école maternelle publique de la Fouillouse. La longueur de la transcription de ces deux entretiens atteint 61 pages A4, la partie biographique initiale ayant été résumée…

La première confidence, encore retenue, vient à propos de la façon dont il a été hébergé à Landau :
E- *« Et alors, vous étiez accueillis comment ? Vous étiez logés comment ?*
T- *Ecoutez, moi j'ai bien tombé. Je suis tombé chez quelqu'un qui avait fait la guerre, qui avait été démobilisé, mais il était bien gentil. Et la dame, elle aimait…bien les Français ! Je dirais même : elle allait même un peu trop loin ! Je vous le dis. Parce qu'il y en a qui en ont profité !*
E- *Ah bon ? Il y en a plusieurs qui en ont profité ?*
T- *Ah ! Les femmes allemandes, elles aimaient beaucoup les Français !*
E- *Ah oui ? Mais pourtant son mari était là !*
T- *Ben oui, mais ça fait rien ! Elles avaient beaucoup de sympathie pour nous, je sais pas pourquoi !*
E- *Vous l'avez constaté ?*
T- *Ah moi, pour ces personnes-là que j'ai côtoyées, oui. Alors, on était chez l'habitant. On allait manger la soupe à la roulante, à la cuisine…*
E- *Ah ! Vous logiez chez eux, mais vous ne mangiez pas !*
T- *Ah bon ! Il y avait un local qui était affecté pour faire la cuisine. Il y avait la roulante et on allait manger la soupe là-bas, avec notre gamelle.. »*

Pourquoi Georges a-t-il résisté, lui, aux avances de sa logeuse, et quelle était la nature de ces avances ? Pourquoi le mari était-il aveugle, ou complaisant ? Il ne le dira pas… Plus loin dans l'entretien, ce thème précis revient :
E- *« Mais votre présence avait été imposée !* T- *Imposée, oui !* E- *Ils ne vous en voulaient pas d'être là ?*
T- *Non ! Pas seulement ! Surtout dans cet endroit. Le mari et la femme, ils se comportaient comme des Allemands. Bien. Ils avaient fait la guerre. Ils nous disaient bien, en allemand (on se comprenait pas toujours)…Mais y en avait qui comprenaient mieux que moi. Ils nous disaient qu'on n'aurait jamais dû se faire la guerre entre nous !*
E- *Mais le mari n'en voulait pas aux Français que sa femme soit gentille avec eux ?*
T- *Au départ, les premiers temps qu'on y était, oui ! Mais ça s'est calmé…Et puis tant pis ! Ils ont vu que le soldat français était sympathique… »*

Ce n'est que plus tard que Georges (dont le côté idéaliste est très marqué) convient que ce n'est pas le seul charme, ou le charisme des Français qui opère, alors que la grande majorité des témoins ne s'était pas encombrée d'une explication psychologique d'affinité entre Allemandes et Français :
E- *« Certains m'ont décrit qu'ils échangeaient de la nourriture..*
T- *Ah oui ! Avec des objets quelconques, du chocolat, des machins comme ça…Ah oui ! Ils* (les Allemands) *avaient pas de chocolat, pendant la guerre, ils savaient pas ce que c'était ! Alors certains Français étaient…comment dirais-je ? … aimables pour s'attirer la sympathie des dames…Pour du chocolat ! C'est ce qui est arrivé. C'est la raison pour laquelle… Je sais même que des naissances sont venues par des soldats français…*
E- *Et on m'a dit que justement, les tablettes de chocolat étaient souvent une monnaie d'échange…*
T- *Ah ! Enorme !*
E- *Vous l'avez constaté ?*
T- *Ah oui ! Beaucoup de femmes ont été saisies par ça….*
E- *Par la tablette de chocolat ! Mais il fallait en avoir !*
T- *Mais vous comprenez, on en touchait ! A l'intendance, on avait des coopératives. On pouvait acheter une tablette avec notre solde, avec 25 sous, 30 sous…Quand on était en Occupation chez les gens, on leur en donnait, alors ça attirait une sympathie…*
E- *C'était une sorte de monnaie d'échange, quoi !*
T- *Oui, c'est ça ! Tout simplement ! C'est la nature : on peut pas changer la nature !*
E- *Mais vous avez remarqué cette sympathie des femmes allemandes pour les soldats français ?*
T- *Ah oui ! Elles les trouvaient plus courtois, moins rudes que les Allemands. Le tempérament français est plus souple, plus jovial. Tandis que l'Allemand est plus rude.*
E- *« Plus jovial » : quand on ne comprend pas la langue, c'est difficile de faire des plaisanteries !*
T- *Oui, mais enfin… Y avait quand même le sourire…On devait être plus sympathique(s) que l'Allemand. L'Allemand a plutôt tendance à être froid.*
E- *Oui, mais celles qui allaient avec les Français, ça devait être mal vu par la population ?*
T- *Bien sûr, elles étaient marquées ! Dans les petits patelins, ça se savait ! Qu'est-ce que vous voulez, on peut pas l'empêcher, ça ! »*

Décidément, Georges en revient toujours à son explication psychologique d'affinités croisées, que seule l'Occupation aurait permis de découvrir…L'Occupation inverse, celle de 1940-1945, a elle aussi fait découvrir des affinités qui, ayant duré cinq ans, se sont payées cher en humiliations (notamment par la tonte publique de la chevelure devant des foules excitées) pour les femmes françaises à la Libération… Et l'ostracisme dont ont souffert en France les enfants nés de ces unions a bien dû aussi se produire en Allemagne en 1919-1920.

Le plus disert sur ce thème de l'Occupation, et de loin, a été sans conteste quelqu'un qu'on a déjà vu intervenir dans toutes les rubriques de ce chapitre : il s'agit de **Jean-Baptiste Biosset** (cl. 18) de Renaison, maréchal des logis, qui a déjà longuement témoigné sur l'excellence de l'accueil reçu chez ses différents logeurs. Il n'est pas moins éloquent sur le thème qui nous intéresse dans cette sous-partie et va se singulariser par ses vues psychologiques et sociologiques de la question, qui ne manqueront pas de paraître d'un chauvinisme avancé :

T- *« Mais là-bas, on a eu du bon temps ! Et puis, les Allemands, ce qu'ils ont fait pour nous, c'est impensable !*

E- *Et les Allemandes n'étaient pas trop farouches, à ce qu'on m'a dit !*

T- *Alors, là, pas du tout ! Pas du tout ! Pas du tout ! On voyait ces pauvres soldats allemands démobilisés qui se promenaient dans la rue, tout seuls, et puis nous, on avait deux ou trois filles à nos bras ! Ils ont tout essayé ! Ils leur ont coupé les cheveux, ils ont fait ceci, ils ont fait cela ! Mais ça ne suffisait pas ! Non : elles avaient un faible pour les Français ! Elles avaient entendu dire, sans doute par les prisonniers, que les femmes étaient beaucoup mieux considérées en France qu'en Allemagne. En Allemagne, la femme était une bête de somme. Elle était menée très dur, surtout dans les campagnes ; moins dans les villes, mais dans les campagnes ! Il paraît que le permissionnaire, quand il venait, allait d'abord voir ses bêtes avant d'aller embrasser sa femme*[77]*. Paraît-il ! Je n'y ai pas assisté, mais enfin, je vous dis : les femmes allemandes avaient un faible pour les Français. Les filles allemandes auraient toutes voulu qu'on les emmène en France ! D'abord parce qu'elles avaient souffert, qu'elles pensaient qu'elles allaient souffrir encore, mais parce qu'elle avaient entendu* (parler) *probablement…*

E- *Comment étaient-elles considérées par la population, celles qui frayaient avec les soldats français ?*

T- *Ça, je ne peux pas vous le dire, parce que nous n'avions pas beaucoup de contacts avec la population, sauf avec nos logeurs, mais…*

E- *Mais il n'y a pas eu de représailles, J'ai eu connaissance de tortures infligées à un soldat français qui couchait avec une Allemande !* [78]

T- *J'ai jamais eu connaissance de choses comme ça. Nous, on s'est bien amusés, ma foi, et personne…*

E- *Elles aimaient beaucoup les tablettes de chocolat ?*

T- *Ah oui ! Le chocolat-promenade ! Je ne connaissais pas l'allemand, alors on parlait petit nègre ! Alors chocolat-promenade* [79] *! Avec une tablette de chocolat, on emmenait une fille, une femme, se promener…Ah ! On a été gâtés ! Oh la la ! Oh la la ! On a oublié la guerre ! Je vais vous citer une chose, je ne l'ai pas vécue moi-même, mais par mes camarades. Il y avait un ancien combattant qui avait eu la nature* (le sexe) *emportée, paraît-il : il invitait les soldats français à satisfaire sa femme ! Je l'ai pas vu ! Mais j'ai connu le gars !*

Anecdote vraie ou fantasme, véhiculé par le camarade ? Impossible de trancher… Continuons :

E- *Toujours est-il que votre témoignage rejoint tous les autres : le soldat français était en faveur auprès des Allemandes !*

T- *En faveur, oui ! On n'avait que l'embarras du choix là-bas ! D'ailleurs, la débauche était plus prononcée chez eux que chez nous ! La débauche est venue de là-bas, des pays scandinaves. Ils avaient de l'avance sur nous, ces pays, et l'Allemagne aussi. Il y a eu beaucoup de débauche chez nous pendant la guerre, mais les Allemands étaient en avance sur nous. »*

Un bon quart d'heure après[80], Jean-Baptiste revient sur le travail exténuant assumé par les campagnardes allemandes, par rapport aux hommes, ce qui justifie l'admiration qu'il leur porte, et expliquerait, selon lui, leur intérêt pour les Français, censés accorder plus d'importance à la femme avec un mode de vie respectant plus leur faiblesse relative :

T- *« La maison dont je parle, il y avait un petit jardinet. Ils devaient me voir arriver quand je traversais le jardinet. Je ne les ai jamais vu, mais mon lit était fait, la chambre faite, le linge lavé et repassé, comme les autres ! Mais j'ai pas pu les remercier : je les ai pas vus ! C'est la seule que j'aie rencontrée*[81] *sur peut-être une dizaine, dans des milieux très différents, même chez les paysans ! Mais alors, c'est des travailleurs, et les femmes aussi ! C'est pour ça qu'elle voulaient venir en France ! J'ai été dans une ferme, elle était jolie. C'était un petit pays. Les femmes étaient esclaves là-dedans ! Il y avait deux filles, la mère et le père. Les femmes partaient le matin quand* (en même temps que) *le patron piocher les choux dans les choux. Elles*

---

[77] Nous laissons à Jean-Baptiste l'entière responsabilité de cette affirmation, qui apparaît bien peu crédible !

[78] Je fais référence au témoignage d'Antoine Fanget de Bourg-Argental (évoquant les sévices au fer rouge sur le sexe imposés à son copain d'Annonay) que j'avais vu le 5 juillet 1988, alors que l'entretien avec J.B. Biosset s'est déroulé le surlendemain 7 juillet, à l'autre extrémité du département…

[79] En allemand, ces deux termes sont empruntés au français : « *Schokolade* » et « *Promenade* », ce qui facilitait la compréhension…

[80] Cet entretien exceptionnel du 7 juillet 1988 a duré nettement plus de 4 heures !

[81] La seule maison où il a été logé sans jamais avoir vu les propriétaires, ce qui paraît incroyable !

rentraient à midi, elles repartaient quand (idem) *lui l'après-midi, elles rentraient quand lui le soir. Tout le travail de préparation des repas, ça se faisait tout à la veillée ! Elles se couchaient à point d'heure ! Le soir, quand il avait mangé, le patron passait dans une pièce… parce qu'ils avaient de l'avance sur nous, les Allemands, même chez les plus simples : ils avaient un salon ! C'étaient des meubles sans valeur, en bois blanc, mais ils l'avaient, et ils s'en servaient ! Alors, le dernier morceau avalé, le patron passait dans le salon. Il avait toute une panoplie de pipes, de la plus petite jusqu'à la grande qui se pose par terre, et il s'installait dans un canapé pour fumer…et il s'endormait ! Pendant ce temps, les femmes, hardi !, elles devaient faire la vaisselle, préparer les légumes pour le lendemain, raccommoder, faire ceci, faire cela… Elles se couchaient jamais avant onze heures ou minuit, et le patron, lui, il passait sa vie, il allait au lit quand il voulait ! Et les femmes… Ah ! Elles nous adoraient ! Elles nous adoraient !*

E- *Donc, c'était peut-être dans l'espoir de se faire ramener en France ?*

T- *Ah ! On pouvait pas toutes les ramener ! Moi, écoutez-moi, il y en a une ou deux que j'ai regrettées. Mais je pouvais pas les emmener : elles parlaient pas un mot de français ! Et puis enfin, je pouvais pas ramener ça chez moi ! Mais c'étaient des femmes de valeur !*

E- *D'autres l'ont bien fait !*[82]

T- *Je sais bien ! Il y a même un ancien prisonnier qui est venu se marier là-bas pendant que j'étais à la tête de pont de Mayence. Un beau jour, en allant au mess, je descendais la rue, je vois un gars sur le trottoir opposé avec une valise à la main. Je dis : « Ça, c'est pas l'allure d'un Boche ! C'est un Français ! » Arrivé à ma hauteur, il m'interpelle. Il me dit : « Alors, le Poilu, ça va ? » - « Oui, ça va, pourquoi ? ». On se met à causer et je lui dis : « Où vous allez comme ça, avec votre valise ? » - « Je viens me marier ! ». Il m'emmène un peu plus loin, dans une rue qui donnait sur le Main, et on découvrait une colline de l'autre côté du Main. Il y avait une ferme là-haut. Il me dit : « Tenez, j'ai passé tout mon temps de prisonnier dans cette ferme et je reviens pour me marier avec la fille. » . Il a bien dû le regretter, cette guerre* (la Seconde)*, je pense, enfin c'est comme ça… C'est pour vous dire ! Les filles qui auraient voulu… Il y en a une, je me suis caché pour partir, c'est tout, parce qu'elle m'aurait suivi ! Voilà ! Et je vous dis, des filles de valeur, des travailleuses, des ordonnées… J'aurais aimé…. J'aurais aimé pouvoir les revoir, ces filles-là ! Quand j'aurais pu y aller, j'étais pris par le commerce, par mes occupations… Et puis enfin, je parlais pas suffisamment l'allemand !*

E – *Ça pouvait se résoudre, ça !*

T- *Oui, ça pouvait se résoudre ! Mais enfin, j'ai pas pu y aller en temps voulu à cause de mes occupations, et maintenant, c'est beaucoup trop tard ! Je sais pas si elles sont toujours en vie, d'ailleurs… »*

Il était émouvant de voir ce jeune vieillard de 90 ans, encore très alerte, doté d'une mémoire extraordinaire et d'une capacité oratoire rare, devenu veuf, regretter sincèrement ces deux jeunes filles allemandes (mais il aurait fallu choisir !) pour lesquelles il a éprouvé un amour sincère, sans commune mesure avec les étreintes vénales achetées avec une tablette de chocolat !

L'épreuve de force du 24 juin 1919, pour forcer l'Allemagne à accepter les clauses du traité de Versailles

C'est encore **Jean-Baptiste Biosset** qui, revenant aux questions militaires, va faire état des pressions exercées sur l'Allemagne par l'entremise des troupes d'Occupation afin que celle-ci consente aux clauses, dures pour elles, l'ennemi vaincu, du Traité de Versailles, qui, on le sait, fut finalement signé le 28 juin 1919 :

E- « *Et vous êtes toujours resté dans la région de Mayence ?*

T- *Oui, mais on changeait. Voilà. Nous sommes restés en armistice jusqu'au 24 juin 1919. Parce que les Allemands repoussaient toujours ces conditions de paix du traité de Versailles, qui étaient très dures. On devait occuper la rive gauche (du Rhin) avec trois têtes de pont pendant quinze ans, et la rive gauche ne devait pas être remilitarisée. Si l'on avait fait respecter ces conditions ! Parce que le Rhin était une belle frontière. Quand Hitler a remilitarisé cette rive gauche, on s'est interrogé, puis on a dit : « Ils sont chez eux ! ». En effet, ils sont chez eux, on l'a bien vu par la suite ! Si on avait laissé cette rive gauche démilitarisée comme Clemenceau l'avait voulu, dès qu'Hitler aurait bougé, on aurait pu réoccuper cette zone et avoir la frontière du Rhin, et non cette frontière ouverte ! On avait bien la ligne Maginot, mais on l'avait faite en face de l'Allemagne, et pas en face de la Belgique et du Luxembourg ! Et les pauvres soldats ! Ecoutez, c'est une honte, c'est une honte d'avoir mobilisé des troupes dans ces abris-là ! On a voulu, paraît-*

[82] C'est le thème de l'excellent roman de Jean Anglade, *Le Faucheur d'Ombres* (1ere édition 1988, rééd. par les Presses de la Cité en 2012, 384 p.) évoquant Maurice Poudevigne, paysan de la Margeride, ouvrier agricole, prisonnier en Allemagne pendant la Grande Guerre, dont il rentre bien après les autres, en 1925, car d'abord il croyait que tous les prisonniers seraient jugés pour s'être rendus, et parce qu'il est tombé amoureux d'une jeune Allemande mariée, Erika, qui devient veuve, et qu'il fait venir en France, dans sa Haute-Loire…

il, aider les Polonais que les Russes et les Allemands voulaient envahir. Alors, il fallait faire la guerre. Et si nous n'étions pas en état de la faire, alors il fallait pas la déclarer ! »

La bande magnétique s'achève sur ces mots. Le temps de la remplacer par une nouvelle, la conversation reprend, mais un peu décalée :

T- « *Oui, je vous ai dit que nous étions en armistice jusqu'au 24 juin 1919. Ils l'ont accepté par la force des choses. Nous avions formé une division motorisée – de l'époque, bien entendu - avec nous en tête, puisque nous étions les plus rapides*[83]*, et nous devions nous rendre dans les 24 heures à Wurtzbourg*[84]*, qui était à 180 km de notre point de départ, avec deux ou trois traversées des boucles du Main, où on nous avait fait pressentir de la résistance. Là, nous devions faire notre jonction avec les Polonais, paraît-il, parce que Wurtzbourg est un noeud de chemin de fer allemand, où ils pouvaient concentrer 200 000 hommes en 24 heures. A 6 heures du soir, le 24 juin, on les a sommés d'accepter ou bien nous allions pénétrer plus profondément en Allemagne. On avait redistribué les obus, les tanks, on avait couché les arbres fruitiers. Les Allemands, les Allemandes surtout, ça pleurait : tout le monde voyait la guerre recommencer ! Et nous voilà partis, au ralenti. Et à 7 heures, une voiture d'Etat-Major remonte toute le colonne en faisant signe de faire demi-tour, que les Boches avaient signé ! Alors, là, nous comme rentrés d'où nous étions partis. Et ça a été la folie toute la nuit, le délire, on a vidé toutes les caves, tous les cafés, et les Boches avec nous ! Ils croyaient que la guerre allait recommencer ! Ça a été la grande fête ! On a passé toute la nuit comme ça, à fêter la paix ! »*

Pierre Miquel, dans le dernier chapitre intitulé « La fin du drame » de son ouvrage très synthétique « *La Grande Guerre* » énumère en détail l'ampleur des compensations attendues par chaque pays de l'Allemagne pour les dommages causés aux biens en plus de quatre ans de guerre, ceux causés aux personnes étant irréparables :

« Pour plaider son dossier de paix, la France avait cependant des titres : longue et coûteuse occupation de son territoire, lourdes spoliations, redoutables pertes en vies humaines : un pays de 39 millions d'habitants avait perdu 1 300 000 hommes en pleine force, sur 8 500 000 morts pour toute l'Europe en guerre. Les destructions étaient considérables : 289 000 maisons rasées, 422 000 endommagées. Trois millions d'hectares de bonne terre rendues inutilisables par les combats. Pour 116 000 hectares, le coût de travaux de remise en culture dépassait la valeur du sol. Les quatre cinquièmes des chevaux, les neuf dixièmes des bovins avaient disparu dans les régions occupées. Les évaluations officielles des dommages les chiffraient à 130 milliards de francs-or.

Les Français demandaient des réparations légitimes, que l'Allemagne devait payer, et les « sécurités » nécessaires pour éviter la reprise des combats. Comme eux, les Belges (44 000 morts au front et 30 milliards de francs de dommages), les Serbes (300 000 morts) et les Italiens (460 000 morts et 21 millions de lires de dommages) exigeaient des indemnités. Encore fallait-il que les Allemands fussent reconnus comme responsables, en droit civil, de tous les dommages causés ; les Alliés étaient d'accord sur ce point : « Les Huns, dit Lloyd George, devaient payer jusqu'au dernier Pfennig ». Les Anglais revendiquaient leur part de dommages, en raison des bombardements allemands et, surtout, des pertes de leur marine marchande. Il faut « fouiller leurs poches », insistait le Premier britannique, pour leur faire rembourser les 10 millions de tonnes de navires coulés. Il ajoutait que les Allemands devaient aussi payer les dépenses de guerre, les pensions et allocations, les dommages aux personnes : on atteignait ainsi le chiffre fantastique de mille milliards…. ».

Pour ce qui est des mesures censées être préventives, pour empêcher un nouveau conflit déclenché par l'Allemagne, des amputations militaires et territoriales sont exigées : *« Ainsi la revendication des réparations débouchait sur les questions de sécurité : les Alliés occuperaient l'Allemagne, ils ne lui permettrait pas de reconstituer sa puissance militaire et industrielle. Son armée serait limitée à 100 000 hommes, officiers compris, service militaire aboli ; ni canons lourds ni avions, ni sous-marins dans la marine. Une zone démilitarisée sur les deux rives du Rhin (50 kilomètres sur la rive droite). Cette occupation avait pour but d'assurer les paiement des réparations et le respect des clauses de désarmement. Trois zones, trois échéances de 5, 10, 15 ans : tous les cinq ans, un bilan. Si les Allemands ne payaient pas, ou réarmaient, on réoccuperait. Les Alliés s'étaient résignés à l'idée d'occupation, qu'ils n'aimaient pas, pour esquiver la solution française, celle du général Foch.*

Celle-ci avait à plusieurs reprises défini une politique rhénane qu'André Tardieu, le collaborateur de Clemenceau, devait rassembler et proposer dans un mémoire : le Rhin devait être considéré comme une frontière et occupé en permanence par les alliés. Ses populations devaient former un ou plusieurs Etats-tampons, protégés par la Société des Nations. Les alliés refusaient de démanteler l'Allemagne, ils ne voulaient pas l'acculer au désespoir. Ils se refusaient aussi à satisfaire la revendication française sur les « frontières de 1814 », qui aurait enlevé à l'Allemagne une grande partie du bassin de la Sarre. Un statut particulier était proposé pour ce territoire riche en mines de charbon : la France aurait les houillères, en

[83] Jean-Baptiste est dans l'artillerie motorisée,

[84] Wurtzbourg (Würtzburg) se trouve au cœur de l'Allemagne, à mi-chemin entre Francfort et Nuremberg

compensation des dommages subis dans les mines du Nord ; la Sarre serait séparée du Reich, administrée par la S.D.N. et déciderait elle-même de son sort par plébiscite dans quinze ans. C'est tout ce que les Alliés avaient concédé aux Français. »[85]

Finalement, malgré les énormes réticences de l'Allemagne, l'insatisfaction de plusieurs pays s'estimant injustement dédommagés, le traité de Versailles sera signé le 28 juin 1919, suivi du traité de Saint-Germain-en Laye avec l'Autriche, le 10 septembre, du traité de Neuilly avec la Bulgarie le 27 novembre, et, dans l'année 1920, du traité de Trianon avec la Hongrie (le 4 juin) et de celui de Sèvres avec la Turquie (le 10 août).

Les soldats français démobilisables rentreront de l'Occupation en Allemagne au cours de l'été 1919, (surtout en juillet) heureux de retrouver leurs foyers, mais la tête pleine de visions d'outre-Rhin… Tout comme les prisonniers français, rentrés quelques mois avant eux, mais riches d'une expérience plus longue dans le pays désormais vaincu.

Louis Deloire (cl.14) agriculteur à Cordelle, conducteur de chevaux d'artillerie au 4e R. A. de Campagne de Besançon, n' a fait qu'une très brève incursion en Allemagne, mais il n'en est pas revenu :

T- *« Mais nous autres, on a pas fait d'Occupation. On est rentrés juste en Allemagne et ça a été bouclé tout de suite, et on a rien su. Je sais qu'on a couché dans une ferme, ils nous ont payé la soupe…*

E- *Les Allemands ?*

T- *Oui, oui ! Les Allemands ! Les paysans ! Je sais pas s'il y avait des hommes. Y avait toujours* (= au moins) *trois grandes femmes qui faisaient quasi peur !*

E- *Ah bon ! Tellement elles étaient grandes !*

T- *Oui !*

E- *Trois jolies femmes ?*

T- *Oh oui ! Y avait des jolies femmes, sûr ! … Y avait des belles femmes ! »*

***

[85] Pierre Miquel, op.cit, pp. 606-607

Chapitre 37

Fin 1918- 1919
Trois témoins dans deux expéditions anti-bolcheviques

Chap. 37 – Fin 1918-1919 – Trois témoins dans deux expéditions anti-bolcheviques

Au moment où la guerre s'achève par l'armistice du 11 novembre en Europe, elle se poursuit ailleurs, et l'Histoire officielle semble avoir oblitéré cette poursuite. Pour Georges Clemenceau, Président du Conseil (Premier Ministre) et pour d'autres chefs de gouvernements alliés, l'ennemi à abattre désormais est le pouvoir bolchevique qui s'est installé dans l'année 1917, principalement par la révolution d'Octobre (avec une première tentative en février), et qui a retiré son pays de la Triple Entente (France, Grande-Bretagne et Russie impériale, les Etats-Unis s'y agrégeant en 1917) d'abord de facto, puis par le traité de Brest-Litovsk signé avec l'Allemagne le 3 mars 1918, permettant aux troupes allemandes engagées à l'est de venir renforcer le front de l'ouest pour la grande offensive allemande du printemps 1918 (voir chapitre XXXIII). Le massacre de la famille impériale en juillet 1918 n'avait fait que renforcer la détermination des gouvernements occidentaux alliés contre l'Allemagne de prêter main-forte aux troupes « blanches » tsaristes du général Dénikine, chez d'état-major des troupes impériales, et de l'amiral Koltchak luttant pour le rétablissement du pouvoir impérial décapité.

L'expédition en Ukraine et Crimée aboutissant aux mutineries dites « de la mer Noire »

« Ensuite, vous prendrez un bonhomme qui puisse monter (au mât principal du « Jean Bart ») *mettre à la place du drapeau français le drapeau soviétique ! On vous donnera tout ce qu'il faut, seulement faut trouver votre bonhomme ! Parce que vous avez un mât qui glisse comme du savon ! Celui qui ira, il faut qu'il sache monter ! ». Alors, y en avait pas un à bord ! On criait partout ! Y avait le capitaine qui disait : « Mais enfin, y aura personne qui puisse monter à ce mât ! ». Alors, il faisait de ces « Bon Dieu » ! Alors y en a un, marin, qui était avec moi, qui avait une gueule ! Il crie : « Ici ! Ici ! Y a Botton ! » -« Où donc il est, ce Botton ? » Alors, ils m'ont … Mais c'est lui, là ! -« Est-ce que vous pouvez monter au mât ? » - « Oh ! je dis, je vais essayer ! »…*
- **Noël Botton** (cl. 19) de Saint-Nizier-sous-Charlieu

Dès le 27 octobre 1918, sans consulter ses alliés, Clemenceau donne des ordres qui aboutissent à l'intervention de la marine française en Crimée, par la Mer Noire, sous les ordres du vice-amiral Amet, et de certaines des troupes terrestres françaises restées en Orient, libérées par la capitulation de la Bulgarie (30 septembre) et l'imminence de celle de la Turquie (traité de Moudros du 28 octobre). S'y adjoignent des troupes grecques espérant faire approuver par les vainqueurs l'annexion de la Thrace et d'une partie de la Macédoine. S'y joindront encore quelques troupes polonaises, tchèques et roumaines, donnant à l'expédition une coloration plus internationale. Les Français débarquent à Odessa le 18 décembre, à Sébastopol le 26 décembre, mais sont trop peu nombreux pour reconquérir l'Ukraine, et ils se trouvent face à une population hostile alors qu'ils l'espéraient favorable. Le général Berthelot qui les commande demande des renforts considérables, relayé en France par le maréchal Foch, mais en février 1919 le Parlement s'y refuse, soutenu en cela par l'opinion française qui n'approuve pas cette poursuite de la guerre. Par ailleurs, bien qu'idéologiquement hostiles au bolchevisme, prélude au communisme, les dirigeants anglais et américains sont hostiles à une action d'envergure.

A la fin de l'hiver et au cours du printemps 1919, l'armée Rouge, dirigée par l'ataman Grigoriev, progresse en Ukraine face aux armées blanches, contraint les soldats français à évacuer des villes (Kherson, Nikolaëv, Marioupol, Berezovka) et se dirige vers Odessa, où le général Franchey d'Esperey, arrivé de Constantinople le 20 mars, juge que la position n'est plus tenable, et, ayant obtenu l'accord de Clemenceau, il donne l'ordre d'évacuation le 1er avril. Le 7, Odessa est prise par l'armée Rouge. Mais Clemenceau tient à conserver la Crimée, avec son grand port de Sébastopol, comme base d'une action militaire ultérieure dans le sud de la Russie. Cependant, devant l'imminence de l'arrivée de l'armée Rouge, l'évacuation de Sébastopol est décidée le 12 avril, mais se heurte à des difficultés d'organisation, notamment causées par l'échouage du cuirassé *Mirabeau*. Le 16 avril, l'assaut de l'armée Rouge sur Sébastopol échoue à cause du bombardement par les canons de marine des cuirassés français.

C'est ce jour-là qu'éclatent les mutineries dans les équipages français, dont le chef est, sur *le Protet*, l'officier mécanicien **André Marty**, qui aurait voulu livrer le navire aux Bolcheviques, et qui est arrêté. Le mouvement de rébellion s'étend d'un navire à l'autre (*Le France, le Jean Bart, Le Mirabeau, le Voltaire…).* Le drapeau rouge est hissé au sommet des mâts des cuirassés *Le Jean Bart* et *le France*), l'Internationale chantée, des marins consignés à bord parviennent à descendre en ville le 20 avril pour manifester ; l'armée russe blanche riposte et fait un mort français (marin sur *le Vergniaud*) et quelques dizaines de blessés, dont cinq gravement atteints. Sur les navires, des délégations de marins sont élues pour porter aux divers commandants les doléances de la troupe (manque de permissions, retard du courrier, discipline trop stricte). Malgré tous ces incidents graves, l'évacuation de Sébastopol par l'escadre française s'achève le 29 avril. Mais les mouvements de grogne, voire de révolte vont affecter la plupart des ports où mouillent des navires de guerre français, ports de Grèce,

d'Afrique du Nord (Bizerte) et de France (Brest, Cherbourg, Lorient, Toulon) pendant plusieurs mois, Toulon connaissant une agitation plus importante visant à obtenir la levée des punitions prises contre les mutins de la Mer Noire. La justice militaire prononce une centaine de peines allant de la mort (commuée en 20 ans de prison) pour **André Marty** et le quartier-maître **Badina** à des peines d'incarcération considérées comme courtes (de 1 à 5 ans). En juillet 1922, une amnistie générale est décidée, sauf pour Marty, qui sera finalement libéré en 1923, et sera transformé en héros par le jeune P.C.F., de pair avec **Charles Tillon**, qui avait animé à Patras, en Grèce, la révolte contre le commandant du *Guichen*, et avait été condamné à cinq ans de bagne au Maroc.

Celui de nos témoins qui a été mêlé à cet épisode est **Noël Botton** (cl.19), tisseur à façon à Saint-Nizier-sous-Charlieu, engagé volontaire au début de 1918, soutier sur le cuirassier *Bretagne*, en Grèce au moment de l'armistice, embarqué ensuite sur le *Jean Bart* en direction de la Crimée, qui se trouve malgré lui mêlé à la mutinerie des équipages de la flotte française en mer Noire :

T- « *Nous sommes restés à Constantinople deux ou trois jours, en attendant le bateau qui nous mène à bord du « Jean Bart ». Mais nous faisions pas partie du « Jean Bart » ! Nous étions six qui venaient là à brûle-pourpoint, quoi ! Nous y sommes montés ; en arrivant, on a été surpris parce qu'ils chantaient « L'Internationale » !*

E- *Ah bon ? Sur le « Jean Bart » !*

T- *Sur le « Jean Bart » ! Y avait onze cents hommes qui chantaient « L'Internationale ! » Alors, ça nous a surpris : « Mais qu'est-ce que c'est que ce boulot ? ». Ils disaient : « Nous ne voulons pas combattre les Bolcheviques, nos frères ! ». Et tout le temps, ils chantaient « L'Internationale » ! Ça a été un travail ! Alors, bien sûr, nous n'y comprenions rien !*

E- *Donc, il y avait eu une révolte !*

T- *Y avait une révolte sur le « Jean Bart » !*

E- *Une mutinerie sur le « Jean Bart » ?*

T- *Oh ben, pas une mutinerie !*

E- *Non ? Une révolte ?*

T- *Ça a ben été une mutinerie… Alors ensuite, y a un officier (celui-là qui m'a écrit)…. Qu'est-ce qu'il y avait ? Un petit bateau, c'était étroit, on était 35 à bord…Il était commandant, lui, il s'est inquiété, il a dit : « On peut pas laisser le « Jean Bart » là ! Qui va rester… » Parce qu'on* (les meneurs de la mutinerie : cf infra) *leur disait : « Ecoutez, vous avez le drapeau français. Du jour où vous aurez le drapeau français, vous ne pourrez pas sortir d'ici ! » - « Mais si on sort ?… » - « Oh ! Mais vous n'aurez pas le droit ! « - « Ah, ah ! Comment ça se fait ? » -« Ecoutez, je vais m'en occuper ! ». Alors il est parti avec un bateau, il est allé voir les dirigeants de la révolte.*

E- *Qui étaient les dirigeants de la révolte ?*

T- *Alors là !… Il a resté deux jours parti et au bout de deux jours, il est revenu avec un papier sur ce qu'il fallait faire auparavant pour pouvoir nous en sortir. Et on leur a dit : « D'abord, la première chose à faire, il faut mettre vos officiers, cinq officiers qui sont en tête, les mettre en prison ! » - « Mais comment faire ? » - Il a dit : « Vous avez des hommes, vous m'écrirez (?), vous les* (les 5 officiers) *prendrez un par un et vous les mettrez dans vos prisons ! » (y avait des prisons) - « Mais oui, c'est bien beau, mais…on peut pas les laisser… » ! - « Oh mais, il dit, vous irez pas loin ! Ensuite, vous prendrez un bonhomme qui puisse monter* (au mât principal du « Jean Bart ») *mettre à la place du drapeau français le drapeau soviétique ! On vous donnera tout ce qu'il faut, seulement faut trouver votre bonhomme ! Parce que vous avez un mât qui glisse comme du savon ! Celui qui ira, il faut qu'il sache monter ! ». Alors, y en avait pas un à bord ! On criait partout ! Y avait le capitaine qui disait : « Mais enfin, y aura personne qui puisse monter à ce mât ! ». Alors, il faisait de ces « Bon Dieu » ! Alors y en a un, marin, qui était avec moi, qui avait une gueule ! Il crie : « Ici ! Ici ! Y a Botton ! » -« Où donc il est, ce Botton ? » Alors, ils m'ont … Mais c'est lui, là ! -« Est-ce que vous pouvez monter au mât ? » - « Oh ! je dis, je vais essayer ! »…*

E- *Il savait que vous saviez grimper ?*

T- *Ah oui ! Je savais grimper tout jeune, de l'école ! J'habitais près d'une école et y avait des arbres ; alors les gamins, les gosses, essayaient de monter aux arbres, mais personne pouvait monter ! Les arbres étaient quasi lisses à force d'être montés ! Y avait que moi qui pouvais monter ! C'est là où j'ai appris à monter et ça m'a resté ! Ça m'a resté jusqu'à maintenant*[1]*…*

E- *Vous étiez un grimpeur !* T- *Ah oui !* E- *Donc on a proposé votre nom. Et alors ?*

T- *Alors, je leur ai dit : « Ben, je vais essayer ! ». – « Ecoutez, on va vous donner ce qu'il faut ! Essayez de monter ! » -« Oh mais, je vais essayer ! » Alors, au pied du mât, j'ai enlevé mon machin* (mon vêtement) *, les jambes nues, torse nu, pour que ça colle mieux, et je suis parti, je suis parti, je suis monté sans savoir, avec les applaudissements d'en bas ! Ils m'ont applaudi jusqu'en haut ! Quand je suis arrivé* (sur le bateau), *j'en savais rien.* (de la révolte). *J'ai fait le boulot !*

---

[1] Précisons que ce « *maintenant* » renvoie au jour de l'entretien, le 6 août 1989, à la maison de retraite de Saint-Nizier-sous-Charlieu, Noël, âgé de presque 90 ans, témoignant allongé sur son lit dont il se relevait à grand mal. Il n'est pas interdit d'être optimiste !

E- *Et vous montiez le drapeau rouge, alors ?*
T- *Ah ! Je l'avais dans le dos, attaché. Une fois là-haut je l'ai mis en place, à la place du drapeau français. Puis je suis redescendu. Je suis descendu tout doucement. Ils ont fait la* (mot indistinct)…*Et tout de suite en bas, le capitaine Darme*[2] *(c'est lui qui dirigeait le bateau, quoi !). Alors, une fois en bas, moi, je leur ai dit : « Je vais pouvoir aller dans la salle des machines maintenant. C'est pas du charbon que vous avez, vous avez des machines* (à mazout[3]) ; *on va pouvoir commencer de mettre en route. Maintenant que le drapeau est là-haut, on doit pouvoir partir ! »* .

Infatigable Noël Botton ! A peine redescendu de son mât, le voilà qui veut plonger à fond de cale pour démarrer les machines ! Qu'aurait fait le *Jean Bart* sans lui ? Mais laissons-le poursuivre : « *Alors, ils ont dit : «* (mot indistinct) *les machines en bas ; on enlève le…Comment on appelle ça ? On était calé avec les…*
E- *Les amarres !*
T- *Oui, les amarres ! On a enlevé les amarres, et tout de suite les gars sont redescendus en bas, on a entendu un bourdonnement, ils ont mis les machines en route, et tout de suite après, le bateau a commencé à partir…*
E- *Il partait pour où ?*
T- *Aucune région ! Pour une…de la Mer Noire, sans savoir où nous allions !*
E- *Ah oui ! Alors, attendez ! Je n'ai pas bien compris pourquoi il fallait remplacer le drapeau français par le drapeau rouge !*
T- *Ben, parce qu'avec le drapeau rouge, on pouvait partir sans être tirés dessus ! Parce qu'autrement, nous aurions pas été loin ! Ils nous auraient tiré dessus !*
E- *Les Bolcheviques vous auraient tiré dessus !*
T- *Les Bolcheviques, ben oui !*
E- *Et alors pourquoi fallait-il faire prisonniers les officiers ?*
T- *Comment voulez-vous ? Ç'aurait été une pagaille à bord, on aurait rien pu faire ! C'est ce qu'ils ont dit : « Une fois qu'ils seront en prison, vus pourrez faire ce que vous voudrez ! »*
E- *Mais qui est-ce qui avait donné ces instructions alors ?*
T- *C'est le commandant des…* E- *Des mutins ?* T- *Des mutins !*
E- *Qui se trouvait à bord ?*
T- *Ah ! Il se trouvait pas à bord ! Il se trouvait au moins…. Oh ! Bien loin ! Le bonhomme* (le commandant qui a pris l'initiative d'aller le consulter : cf supra) *était parti quasi deux jours !*
E- *Et vous ne savez pas son nom du commandant des mutins ?*
T- *Ah non ! Alors là ! …C'est le début de la révolution en Russie…*
E- *C'est-à-dire que le début de la révolution, c'est 17 ! Alors que là, c'est en 19 !*
T- *En 19, oui, mais enfin… »*

L'Encyclopédie Universalis permet de dater précisément cet épisode, dont on voit qu'il se répète sur d'autres navires moins prestigieux que le *Jean Bart :* « *Le 20 avril, le drapeau rouge est hissé sur le « France », le «Jean Bart », la « Justice » au chant de l'Internationale ».* (volume 19, p. 1318) Précisons qu'André Marty a été arrêté le 16 avril, sur le *Protet,* dans le port roumain de Galatz : ce n'est donc pas lui qui a pu donner ces ordres.

J'interroge ensuite Noël sur le sort des officiers faits prisonniers sur le *« Jean Bart »*, mais les réponses sont faites par bribes de phrase, ce qui impose un résumé : les officiers, dont le commandant, ont été enfermés dans la prison du *Jean Bart,* donc n'ont pas pu s'opposer au remplacement du drapeau français par le drapeau rouge en haut du grand mât du cuirassé, ni à son appareillage. Leur arrestation ne s'est pas faite sans heurts :
E- *« Et ils se sont laissés faire sans résistance ?*
T- *Oh si ! Le commandant a eu un bras cassé ! Mais enfin, y a pas eu grand chose. On les a relâchés par la suite ! Une fois qu'on était partis, on les a laissés partir !*
E- *Et donc, vous étiez combien de marins révoltés, à peu près ?*
T- *Ben y en avait environ mille ! Plus de mille : onze cents !*
E- *Est-ce que tout le monde était d'accord avec la révolte ?*
T- *Ben, évidemment ! Tout le monde chantait l'Internationale ! Et lorsque je suis monté…Ecoutez : je suis monté au mât, avec les bravos, j'ai pas su…j'étais à la cime !*
E- *Vous étiez porté par les bravos !*
T- *Ah oui ! Mais j'entendais les balles qui sifflaient autour de mes oreilles !*
E- *Les balles ?* T- *Ah oui !* E- *Les balles de qui ?*

---

[2] Bien qu'à ma demande, Noël ait épelé ainsi le nom, il peut s'agir aussi du *« capitaine d'armes »*, expression que l'on trouve dans certains récits relatifs à cette mutinerie. Elle désigne l'officier marinier chargé de la discipline sur les navires de guerre. Il est populairement appelé le « bidel », du nom d'un célèbre dompteur de fauves du XIXe siècle, François Bidel !

[3] Il a expliqué au début de l'entretien qu'il était soutier à bord du *Bretagne*, qui fonctionnait au charbon, alors que les navires du temps avaient changé de mode de propulsion des machines : *« c'était tout à fait anormal parce que les bateaux français et étrangers marchaient autrement : ils marchaient au mazout »*

T- *Qui venaient de loin ! Ou d'un autre bateau ! Qui venaient de bien plus loin !*
E- *Donc les autres bateaux français vous tiraient dessus ?*
T- *Oh non ! Non ! Y en avait les trois-quarts, n'est ce pas ?* (qui étaient livrés aux mutins)…*Des Russes qui ne connaissaient rien, qui savaient pas ce qui se passait et qui nous tiraient dessus sans le savoir ! Vous savez ce que c'est : c'est la pagaille quand c'est comme ça ! »*

Donc non seulement Noël a été, en cette occasion, un grimpeur d'élite permettant l'appareillage du *Jean Bart*, mais il a été brave, en grimpant au milieu de l'essaim des balles russes ! Ensuite, la discussion s'enlise dans des broutilles, et j'essaie d'en sortir en le ramenant au sort du cuirassé pouvant enfin appareiller :

E- *« Et alors, vous avez mis les officiers aux fers ! Ensuite vous avez monté ce drapeau, et puis vous avez appareillé. Vous êtes partis de Sébastopol ?*
T- *Oui, de Sébastopol !*
E- *Parce que vous ne pouviez pas partir avec le drapeau français ?*
T- *Avec un drapeau français ! Et ensuite, nous sommes allés sur les côtes turques. Mais vous savez ce que c'était…. On a fait 33 milles*[4]*…kilomètres… avant de pouvoir s'installer. Nous étions au moins à 10 km de la Turquie. On a tâté* (sondé) *le fond pour voir si on pouvait rester là. Mais ce qui nous a surpris en sortant, c'est qu'il y avait un bateau, un grand bateau tout jaune avec la Croix Rouge peinte au milieu, qui était là, qui attendait… .Il attendait les blessés. On a jamais su ce qu'il est devenu. C'est vous dire : l'affaire était déjà commencée y avait déjà longtemps… »*

Dans ce mouillage provisoire, le *Jean Bart* est resté deux jours, selon Noël, le temps que le gouvernement français prenne une initiative :

T- *« Et il nous a envoyé une vedette américaine et une anglaise, pour nous…*(silence)
E- *Pour venir parlementer avec vous, peut-être ?*
T- *Oh ! Même pas ! Non ! Même pas ! Nous mener à Toulon ! Entre les deux, nous étions !*
E- *Pour vous escorter !*
T- *Oui ! Nous escorter !*
E- *Donc vous êtes revenus en France !*
T- *On est revenus en France !*
E- *Et alors, les gens qui s'étaient mutinés, ils savaient qu'ils allaient être jugés en France ?*
T- *Y a rien eu ! Absolument rien ! Si : moi j'ai eu !* (s'interrompt brutalement : paraît ému)

Il paraît surprenant que Noël ne soit pas au courant des procès militaires qui ont eu lieu au retour des mutins, avec des peines très sévères. Mais il est focalisé sur son sort, comme on va le voir, sort qui le frappe quand il est de retour à Toulon avec le cuirassé :

T- *« J'étais de garde là-bas, tout simplement…Et alors, j'ai dit : « Qu'est-ce qui se passe ? ». J'étais de faction, dans la rue, presque, à côté du 5e dépôt. Je reste quelques jours. Un matin, il vient deux gendarmes (mais pas de la marine : de Toulon !) sabre au clair, ils arrivent devant moi : « Vous êtes monsieur Botton ? » Je dis oui. Ils m'ont mis les mains derrière le dos, ils m'ont mis les menottes, et ils m'ont mené… 45 jours de prison ! La où y a tous les bandits et tout !* (ému et indigné) *J'ai resté 45 jours sans ju-ge-ment !*
E- *A cause de votre participation ?*
T- *Ben, je suppose ! »*

La discussion s'enlise un peu. Noël tient à dire que ce n'est pas la Marine nationale qui l'a fait enfermer, mais l'armée de terre : *« Ils sont venus sabre au clair pour me mettre les menottes et m'emmener ! Ah ! ça a été quelque chose de formidable* (terrible[5]) *pour moi ! Mais je l'ai fait quand même, hein !*
E- *Vous étiez repéré comme révolutionnaire !*
T- *Comme révolutionnaire ! Et pourtant j'en étais loin ! Puisque c'est moi qui a* fait le travail ! C'est moi qui a* fait le travail puisque j'ai mis le drapeau !*
E- *Mais il se trouve que c'est vous parce que vous saviez grimper !*
T- *Tout simplement !*
E- *Donc là, c'était une injustice !*
T- *Oh mais, une injustice très grande ! Mais qu'est-ce que vous voulez ! On prend tout, quand c'est comme ça ! »*

Après avoir purgé 45 jours de prison, Noël est revenu à bord de son navire, sans autre explication :

T- *« Et après, je suis rentré sur le « Jean Bart » comme si de rien n'était. On m'a mené sur le « Jean Bart », aux ordres du maître charpentier. J'ai nettoyé un peu les lettres du « Jean Bart »*[6]*. Le commandant me rappelle un*

---

[4] 33 milles marins (un mille nautique valant 1852 mètres, alors que le « mile » anglais terrestre n'en vaut que 1609) ne représentent guère que 50 kilomètres, ce qui ne permet pas au *Jean Bart* de se retrouver proche des côtes de Turquie : la côte turque se trouvant juste au sud de la pointe de la Crimée (où se trouvent Sébastopol et Yalta), au sud de la Mer Noire, en est éloignée de 200 kilomètres environ

[5] « Terrible » est le sens étymologique du mot « formidable », qui a été happé par l'usage positif, laudateur, au départ familier

beau jour, un moment après. Il me dit : « Ecoutez, monsieur Botton, je dois vous dire que vous êtes libéré. Vous partez par le premier bateau[7]*. Tout est prêt, vous avez vos billets de chemin de fer. On m'a mis dans le premier bateau, on m'a mis en gare. Je suis revenu chez moi… Comme si de rien n'était !*
E- *Donc il n'y a eu rien du tout comme jugement ?* T- *Non !* E- *Ni d'explication ?*
T- *Rien ! Rien ! Rien ! Rien ! C'est une chose qui m'a froissé, qui me froisse encore maintenant ! Y a pas de raison qu'on me mette en prison sans jugement !*
E- *C'est ça. Vous avez porté ça toute votre vie ?*
T- *Toute ma vie !* (très ému)
E- *Avec cette rancune contre ce qu'on vous a fait ?*
T- *Ah oui ! C'est une rancune, oui ! Mettez-vous à ma place ! Ça a été formidable pour moi ! Toute ma vie, ça m'a travaillé* (tourmenté) *! A un point que y a des moments, je me demande si c'est vrai ! Vous pensez…la réalité… Jamais j'aurais cru en arriver là ! »*

Qu'il était émouvant, Noël Botton, allongé sur son lit, les larmes aux yeux, ressassant son incompréhension et sa révolte, alors que lui, pas mutin dans l'âme, pas révolutionnaire pour un sou, n'avait voulu que rendre service à tout l'équipage, et, par sa prouesse, en risquant sa vie sous les balles russes, permettre au *Jean Bart* d'appareiller et de quitter enfin ce port de Sébastopol !

L'entretien continuera encore assez longtemps après, portant notamment sur sa vie de tisseur à Saint-Nizier et sur sa participation à la Résistance sous l'Occupation allemande. Mais le souvenir traumatisant reviendra vers la fin de l'entretien, par deux fois :
T- *« Ce séjour en prison, je le méritais pas ! Et toujours actuellement ! Parce que je me demande pourquoi on m'a mis en prison, que j'avais rien fait ! Au contraire ! C'est vrai : j'ai fait tout pour aider les gens ! D'ailleurs, si le « Jean Bart » est parti là-bas, tout… c'est pour* (par) *moi, uniquement pour moi. C'est ben pour aider ceux qui étaient en-dessous de moi !*[8] *Et voilà la récompense ! Voyez ! Souvent, ça arrive, sous savez !*
E- *Vous y avez pensé toute votre vie, à cette injustice ?*
T- *Ah oui ! Et toute ma vie j'y penserai ! Y a rien à faire !*
E- *Ça vous a tourmenté !*
T- *Ah oui ! Toute ma vie ça m'a tourmenté ! Rendez-vous compte ! Me mettre en prison, là ! C'est sûr que ça venait pas de la marine ! C'est une chose que j'ai jamais compris ! Des officiers, sabre au clair, qui viennent me voir, me chercher pour m'emmener en prison ! Alors là ! 45 jours, c'est que ça fait quelque chose, hein ! A travers la voyoucratie ! Oh ! C'était pas des saints en prison, vous savez ! Toute la racaille ! »*

On devine que le jeune Noël, qui n'avait que vingt ans en 1919, a dû subir en prison plus d'une infamie de la part de cette « *voyoucratie* » ! Et que la salissure physique s'est ajoutée à la torture morale.
E- « *Des criminels ?*
T- *Des criminels, bien sûr ! Ceux qu'on envoyait autrefois au bagne ! Alors on les mettait là ! Alors, me voir au milieu de ces gens, ça m'a tué complètement ! Et toujours actuellement ! Surtout sans jugement ! »*

La conversation dérive un peu, sur la question de la réhabilitation, qu'il n'a pas demandée, par peur que cela lui coûte trop cher, et qu'il n'obtienne rien, sans relations. Et l'entretien s'achève sur son dramatique leitmotiv :
T- « *Ça a été mon grand malheur ! La prison ! Et savoir que je la méritais pas ! Surtout cette prison-là, c'était pas rien, vous savez ! Et quand j'y pense, 45 jours, c'est long, vous savez ! »*

L'expédition internationale en Russie en traversant la Sibérie par le Transsibérien

« Il est environ 10 heures quand nous montons sur le grand navire mais il y a tout l'embarquement des colis à faire avant de quitter le port de Brest. C'est vers 16 heures que le navire lève l'ancre. Tous nous sommes sur le pont pour voir s'éloigner la terre de France. Quand la reverrons-nous ? » - Journal de **Gaston Grosjean** (cl.16) de Salorney-sur-Guye (Saône-et-Loire) puis résidant à Lyon, à la date du 12 novembre 1918

E- « *On vous a équipés comment ? On ne vous avait rien dit d'autre que « partir en Sibérie » ?*
T- *Oui… Mais ce qui m'avait incité à partir… Il m'a dit : « On passe par l'Amérique ! ». Alors, à ce mot d'Amérique, mois, j'étais complètement… « Oh ! je dis, moi je veux y aller rien que pour voir l'Amérique ! » Et je me doutais pas évidemment de ce qui nous attendait au bout ! »*- **Claude Maillet** (cl.16) de Montbrison

---

[6] Sans doute les inscriptions portant en gros le nom du navire, sur ses flancs, à bâbord et à tribord
[7] Le premier bateau qui accostera le « Jean Bart » (pour le ravitailler) qui, en raison de sa taille, se trouve en rade, loin des quais
[8] «En–dessous de lui », quand il était en train de grimper à son mât ! On a l'impression que cet instant unique de gloire a illuminé sa vie, alors que la prison l'a salie, ternie à jamais !

« Les services que je pouvais rendre étaient, je l'avoue, une considération tout à fait secondaire pour moi. Je ne pensais qu'au voyage, au Japon, à la Chine, aux océans à traverser et je subissais aussi le magnétisme de cette Russie que j'ai quittée enfant et qui toujours m'attira » **Joseph Kessel** (cl.18) dans « *Dames de Californie* », publié en 1929.

Cette expédition répond au même objectif que l'expédition précédente : tenter de renverser le régime bolchevique qu'on croit encore mal assuré en lui infligeant une défaite militaire décisive, mais en diffère par au moins deux caractéristiques majeures : elle est vraiment internationale et emprunte, à partir du moment où le territoire russe est abordé, à Vladivostok, la voie terrestre. Ce qui suppose auparavant, pour les Européens, de traverser deux océans, d'abord l'Atlantique puis le Pacifique, et seulement ce dernier pour les Américains et les Canadiens.

Du côté de la France, la présence en Russie ne date pas de cette expédition internationale démarrant juste après l'armistice (départ des 500 Français de Brest le 12 novembre), mais négociée avant entre Alliés soucieux de punir le nouvel allié objectif de l'Allemagne depuis le traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918, ayant permis à la dernière de transférer des divisions du front de l'est pour renforcer le front de l'ouest. De plus la position politique de la nouvelle Russie est aux antipodes des positions des gouvernements alliés.

En effet, le régiment de Hanoï, port de l'Indochine (alors colonie française), le 9e R.I. Colonial, détachant deux de ses compagnies, renforcées de deux compagnies du 16e R.I.C., et d'une compagnie du 3e Zouaves, va constituer à la fin du printemps 1918 le « Bataillon Colonial Français de Sibérie » (1136 hommes) commandé par le chef de bataillon Mallet. Le B.C.F.S. débarque à Vladivostok le 9 août 1918. Il rejoint deux forces beaucoup plus importantes, américaine et japonaise (totalisant à elles deux 25 000 hommes), mais les Japonais ne combattront qu'une seule fois. Des combats opposent les Français, renforcés par quatre bataillons tchèques commandé par le colonel français Pichon, aux Bolcheviks en Sibérie (vers Kraeïesvky) dans la seconde quinzaine d'août 1918. Cantonné à Ourfa à l'automne 1918, puis à Tchelyabinsk au début de l'année 1919, bien que réduit de moitié, le B.C.F.S. assure l'instruction des volontaires des armées blanches de l'amiral Koltchak et l'escorte sur le Transsibérien des convois d'armes et de munitions.

Le petit contingent français, placé sous les ordres du colonel Loubignac (d'où son nom de « mission Loubignac »), de l'expédition internationale en Russie qui se met en place après l'armistice s'intègre dans un corps expéditionnaire bien plus vaste, qui selon l'étude *« Vladivostok et les murs des « irrédentistes »* **de Marie-Noëlle Snider-Giovannone** , parue dans les Cahiers du Mimmoc en 2009, comporte comme principales composantes, par ordre numérique décroissant des forces engagées :

- 60 000 Japonais, en 4 divisions (Mandchourie, Lac Baïkal, fleuve Amour, province de Vladivostok)
- 50 000 Tchèques en 4 divisions (Oural, Baïkal Mandchourie, Vladivostok)
- 40 000 Américains en 2 divisions (fleuve Amour, région de Vladivostok, d'Harbin, en Mandchourie)
- 4 500 Anglais en 2 régiments (Oural, bordure du Transsibérien, Vladivostok)
- 2 000 Italiens en 2 bataillons (Krasnoïarsk, Vladivostok)
- 500 Français en un régiment et une batterie d'artillerie (Omsk, Vladisvostok). Ils se divisent en deux catégories : aviateurs et mécaniciens d'aviation, d'une part, tankistes de l'autre, plus des soldats sans spécialisation.

Deux de nos témoins (tous deux de la classe 1916) ont participé à cette expédition : **Claude Maillet** de Montbrison et **Gaston Grosjean** né à Salorney-sur-Guye en Saône-et-Loire, le premier ayant été interviewé à son domicile montbrisonnais en deux entretiens de deux heures chacun, le 4 août 1987 (91 ans), le second le 19 janvier 1989 (92 ans), le second (décédé en 1985 à Lyon) ayant écrit à l'époque une sorte de journal, qui s'avère précieux pour l'exactitude et la datation des faits, ce qui nous permettra de les comparer à la version qu'en donne le plus illustre de leurs compagnons, l'écrivain d'origine russe **Joseph Kessel**, de deux ans plus jeune qu'eux, intervenant dans le contingent français à la fois comme aviateur et comme interprète.

Présentation des deux témoins

Claude Maillet : né le 12 décembre 1896 à Montbrison. Père carrier, décédé précocement, d'où le remariage de sa mère. Fait un apprentissage de typographe à l'imprimerie Robert à Montbrison (dont le propriétaire sera député puis sénateur) ; y travaille seize ans, avant et après la guerre, comme conducteur typographe. Puis vers 1930, entre à la Poste ; sa principale activité étant celle d'employé au tri ambulant dans les wagons postaux, sur les lignes Paris-Saint-Etienne, Paris – Clermont-Ferrand et Paris – Genève. A pris sa retraite à Montbrison, 15 rue Bourgneuf. Décédé le 10 octobre 1989.

Ajourné deux fois au conseil de révision pour être conservé à l'imprimerie, part avec la classe 1918 en avril 1917 et est incorporé au Train des équipages, chargé notamment dans les gares régulatrices (Lyon, Clermont-Ferrand, Saint-Germain-des-Fossés, Orléans, Versailles) de vérifier les ordres de mission des

régiments passant en gare. En 1918, se porte volontaire pour la mission dite Loubignac (du nom de son chef) faisant partie du corps expéditionnaire allié mis sur pied pour porter assistance à l'armée tsariste luttant contre les Bolcheviks.

Gaston Grosjean : né le 3 février 1896 à Salorney-sur-Guye (Saône-et-Loire) dans une famille qui comptera trois fils, dont l'aîné (né en 1894) sera tué à la guerre le 24 décembre 1914. Parents emboucheurs – éleveurs de bovins à Salorney. Après sa scolarité primaire, Gaston devient employé dans une fabrique de soieries à Lyon jusqu'à son départ au service militaire le 6 avril 1915. Après sa démobilisation en janvier 1920, reprend son activité dans la soierie tout en suivant des cours du soir à l'Ecole de Tissage de Lyon, et devient chef de service pour la création des tissus à la maison Ducharne de Lyon. Se marie le 7 décembre 1931, et continue son activité de cadre à la maison Ducharne jusqu'en 1937 où il est embauché par l'entreprise suisse de tissage Stunzi, avec comme mission la mise en place d'une filiale de fabrication à Londres. Demeure à Londres –où naît son fils unique Michel le 15 mars 1939 – jusqu'à la déclaration de guerre de septembre 1939. La décision de rapatrier tous les résidents français ayant été prise par l'ambassade, il revient en France et s'embauche à Lyon chez un autre fabricant de soieries, avec un bref intermède de mobilisation, en 1940, à Bourgoin. Après guerre, entre dans l'entreprise textile lyonnaise Vautheret-Gros-Laforge et en dirige le service de fabrication jusqu'en 1963-64 où il prend sa retraite, retraite partagée entre son domicile lyonnais de la rue Créqui et sa maison de campagne familiale de Passy, en Saône-et-Loire. Décède le 14 juin 1985 à Lyon .

Parti deux ans plus tôt à la guerre que Claude Maillet, Gaston a un itinéraire de guerre beaucoup plus complexe, (que le lecteur peut retrouver en détail dans le dernier chapitre de l'ouvrage), et plus précis car figurant au début de son journal de bord.

Incorporé le 8 avril 1915 au 141e R.I. de Marseille. Après 8 mois, monte au front, toujours au 141e R.I., et débarque à Montreuil-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais, le 9 décembre 1915. Poursuit l'instruction en cantonnant à Beaumerie-Saint-Martin, près de Montreuil, jusqu'au 11 mars 1916, puis à Délincourt, dans l'Oise, jusqu'au 5 mai. Après sa première permission, monte aux tranchées du 25 mai au 19 juin dans les dans l'Oise, vers Montdidier, puis en août à Lassigny, à l'est du secteur précédent,. Versé ensuite en renfort au 264e R.I. (dépôt à Ancenis) qu'il rejoint le 24 août dans la Somme à Fay, à 10 km au sud-ouest de Péronne. Participe à l'attaque du 5 septembre 1916 devant Estrées et y est blessé à la poitrine ; transporté à l'ambulance d'Harbonnières, puis à celle de Cayeux-en-Santerre, est évacué sur Paris le 24 septembre (hôpital des Annales), puis jusqu'à Lescar, à proximité de Pau, où il est hospitalisé jusqu'au 15 janvier 1917. Rejoint le dépôt du 264e à Ancenis le 11 février, puis enchaîne deux stages : celui de bombardier à Blain, celui de grenadier aux Sables d'Olonne. Est versé le 13 juin 1917 au 18e B.C.P. qu'il rejoint le 17 juin à Marolles dans la Marne, vers Vitry-le-François. Le 19 juillet, va prendre les lignes dans le secteur ouest de Verdun, vers Béthelainville ; le 1er août, à la Cote 304, la moitié de la compagnie attaque et subit de lourdes pertes. Après une période de repos, revient en tranchées en septembre au bois d'Avocourt où il demeure jusqu'en février 1918, avec divers retours en seconde et troisième lignes. Nommé ordonnance du lieutenant Cronier le 20 décembre 1917. Après une période de repos fin janvier 1918, et plusieurs cantonnements brefs, le régiment revient tenir les lignes dans le secteur nord de Verdun à la mi-mars jusqu'à la mi-mai 18. Il est ensuite transféré dans l'Aisne, où il doit subir vers Grand-Rozoy, entre Soissons et Château-Thierry, la grande offensive allemande du 27 mai, et doit battre en retraite. Passe juin et juillet dans l'Aisne, à Rosoy-en-Multien, en compagnie d'un régiment américain. Le lieutenant Cronier ayant demandé son affectation dans les chars, Gaston, son ordonnance, le suit au 500e R.A.S. ; part en instruction à Orléans et à Cercottes, au nord d'Orléans du 13 juillet au 3 octobre. Apprend que son unité va être affectée à une mission…en Sibérie, pour prendre à revers les révolutionnaires russes ! Versé au 26e B.C.L. à Chevilly (Loiret) ; bénéficie en octobre 1918 de deux permissions exceptionnelles avant le départ de la mission Loubignac.

Nous ne déflorerons pas la partie consacrée à l'itinéraire de la mission Loubignac, que nous allons voir en détail, en parallèle avec ce qu'en écrit **Joseph Kessel** dans « *Dames de Californie* » (1929) et dans « *Les Temps sauvages* » (1975) [9]

Les motivations des deux volontaires

Ordonnance du lieutenant Cronier depuis le 20 décembre 1917, **Gaston Grosjean**, dans son récit écrit, ne paraît pas avoir d'autre motivation que de le suivre, du 18e Bataillon de Chasseurs à Pied dans les deux régiments de chars où il sera affecté successivement (500e R.A.S. et 26e B.C.L.) . C'est à la date du 4 octobre 1918, alors qu'il est dans le Loiret, que la première mention de la mission apparaît, brièvement : *« 4- Je vais me faire habiller à Cercottes au retour. Le lieutenant me dit que l'on doit partir bientôt pour la Sibérie. 5 – Nous quittons Chevilly et le 26e B.C.L., et je vais à Cercottes rejoindre les camarades qui doivent partir avec moi en Sibérie ».*

[9] « Joseph Kessel *« Dames de Californie »* , éd. Gallimard, Paris, 1929, petit format, 137 pages – *« Les Temps sauvages »*, éd. Gallimard, Paris, 1975, 192 pages.

Du côté de **Claude Maillet**, c'est plus compliqué. Il y est presque contraint, par peur d'une grave sanction, mais il adhère au projet car il rêve d'Amérique !

Côté contrainte, il faut dire qu'il m'avait fait arrêter le magnétophone pour me confier une histoire de permission qu'il avait rallongée, avec un camarade, « *pour aller voir des filles* » ! D'où ma question enregistrée ensuite, qui omet le motif de la rallonge fautive :

E- « *Donc, à la suite d'une permission où vous n'étiez pas rentrés tout de suite, pour vous racheter, qu'est-ce qui s'est passé ?*

T- *Eh ben, on nous a mis en prison, nous étions à La Part-Dieu* (à Lyon) . *Et comme punition, y avait pas d'égouts, y avait des tinettes, il fallait les vider à chaque instant. Alors, le lieutenant, quand il m'a vu, il m'a dit : « Mais qu'est-ce que tu fous là-dedans ? ». Alors, c'est là que je lui ai expliqué. Il m'a dit : « Si tu veux te sortir de là-dedans, on demande des volontaires pour partir en Sibérie. Y a que là-dedans que tu t'en sortiras ! » Vous savez, il m'avait foutu la frousse ! Il m'a dit que j'étais passible du Conseil de Guerre ! Pendant la guerre, ça riait pas, hein ! Ça devait être vers le mois d'août…septembre…18 ! - « Tu es mal parti, qu'il me dit, toi et ton copain ! ». C'est moi qui l'avais entraîné !* (rire) *On est allé au bureau, on a signé. Et puis on nous a équipés !*

E- *On vous a équipés comment ? On ne vous avait rien dit d'autre que « partir en Sibérie » ?*

T- *Oui…Mais ce qui m'avait incité à partir… Il m'a dit : « On passe par l'Amérique ! ». Alors, à ce mot d'Amérique, mois, j'étais complètement… « Oh ! je dis, moi je veux y aller rien que pour voir l'Amérique ! » Et je me doutais pas évidemment de ce qui nous attendait au bout !*

E- *Qu'est-ce que ça vous disait, à vous, l'Amérique, à cette époque ? Qu'est-ce que vous aviez comme image de l'Amérique ?*

T- *J'étais jeune. Je lisais toujours des machins d'aventures… Je lisais « L'Illustration »… J'aimais tous ces machins d'aventures ! »*

Enfin, du côté de **Joseph Kessel**, pilote d'escadrille (basée alors à Sainte-Menehould) en 1918, c'est une note affichée, début octobre 1918, qui l'alerte : *« On demandait des volontaires pour la Sibérie afin d'y constituer une escadrille qui devait être celle de l'armée composée à cette époque sur l'Oural avec la légion tchèque, des bataillons annamites, les recrues de Koltchak et de l'infanterie de marine contre les Allemands ».* Malgré l'avis de son capitaine bien aimé, Thélis Vachon (qui ne va pas tarder à être abattu en combat aérien) il se porte volontaire en lui donnant un argument linguistique : *« Je parle le russe et il me semble que je pourrais… »,* ce qui convainc le capitaine : « *cette haute idée qu'il avait d'un devoir plus vaste que le travail quotidien l'empêcha de me retenir : - « C'est vrai, dit-il, avec la connaissance du russe, vous serez utile là-bas. ».* Mais Joseph rêve d'aventure, comme Claude, de voyages, et de retrouvailles avec le pays d'origine de ses parents (le médecin juif lithuanien Samuel Kessel - la Lithuanie étant russe à l'époque- et son épouse, Russe de l'Oural, Raïssa Lesk) où il a pourtant vécu moins de quatre ans, de 1905 à 1908, dans la région d'origine de sa mère, à Orenburg (Oural), car il est né en Argentine (le 10 février 1898) et a vécu en France avec ses parents après leur retour d'Oural, à Nice puis à Paris : *« Les services que je pouvais rendre étaient, je l'avoue, une considération tout à fait secondaire pour moi. Je ne pensais qu'au voyage, au Japon, à la Chine, aux océans à traverser et je subissais aussi le magnétisme de cette Russie que j'ai quittée enfant et qui toujours m'attira »* (« *Dames de Californie*», pp 11-12).

Le départ de France et la traversée de l'Atlantique

Le jour de l'Armistice, les volontaires de la mission Loubignac sont à Brest, sur le point de partir.

Gaston Grosjean , d'ordinaire assez laconique, consacre une page et demi à cet événement, et se fait lyrique :

« Enfin il est arrivé ce jour qui met trêve à toute cette effusion de sang voulue et commencée par l'Allemagne fascinée par son Kaiser Guillaume II, le Kronprinz et toute leur clique ; combien leur orgueil doit se trouver rabaissé et humilié, mais jamais nous ne devons oublier ceux qui ont offert le sacrifice de leur vie et qui l'ont payé par la mort, faisant de leurs cadavres un rempart contre la barbarie. C'est à vous que ma pensée est allée lorsqu'à 11 heures ¾ le cri de soulagement et de joie de toute la nation est sortie par la voie des cloches, des sirènes de bateaux et d'usines, sifflets des trains, coups de canons, etc. Ce bruit me remplit aussi d'allégresse car c'est la fin de ce long cauchemar qui durait depuis le 2 Août 1914. Combien nous nous sentons dégagé* du poids qui pressait notre cœur depuis ce jour-là et je me demande aussi comment il se fait que je sois encore de ce monde ? Et puis aussi la tristesse me prend car je sens que pour maman tout n'est encore pas fini et je regrette mon départ pour la Sibérie. N'embarquant pas aujourd'hui nous pouvons sortir en ville et là, alors, nous retrouvons une gaieté que nous n'avions pas pu voir depuis plus de quatre ans. Ce n'est que cortèges et musiques, grand défilé par les troupes Américaines, la réouverture des baraques foraines est permise et ce n'est que très tard dans la nuit que nous rentrons à la caserne Fautras. »*

Le lendemain, le 12 dans l'après-midi, c'est le grand départ : *« 12- Nous nous levons de bonne heure car nous devons aller prendre la navire qui doit nous emmener en Amérique, mais nous attendons longtemps sur le quai avant de pouvoir embarquer sur le transbordeur qui nous mène du quai au navire ; il est environ 10 heures quand nous montons sur le grand navire mais il y a tout l'embarquement des colis à faire avant de quitter le port*

de Brest. C'est vers 16 heures que le navire lève l'ancre. Tous nous sommes sur le pont pour voir s'éloigner la terre de France. Quand la reverrons-nous ? »

La version de **Claude Maillet** est plus prosaïque, mais l'entretien oral se prête moins à l'épanchement des sentiments :

E- *« Donc vous êtes partis de Brest ?*

T- *De Brest ! J'ai débarqué à New York !*

E- *C'était la première fois que vous preniez le bateau, non ?*

T- *Ah oui ! J'avais jamais vu la mer !*

E- *Qu'est ce que ça vous a fait comme impression ?*

T- *J'ai été malade… Parce que la veille* (le 11) *on avait fait un peu la java ! Et puis quand le bateau est arrivé… Il était pas à quai, on nous a trimballés avec des machins pour nous amener à bord. Et quand je suis monté là-dedans, quand ça s'est mis à bouger, oh la la ! J'ai dit : « Ben, mon vieux ! ». J'étais tout retourné ! Et je me suis jamais remis pendant les treize jours de traversée ! J'ai eu le mal de mer ! « Eh ben, je me suis dit, « ça y est, t'es foutu, tu revois jamais Montbrison ! »* (rire) *C'est vrai ! ».*

Surprise chez **Joseph Kessel**, qui ne crachait pourtant pas sur la « java » ! Ce n'est pas le 12 qu'il aurait embarqué, mais le 11 ! Et il tire de cette date anticipée d'un jour un bel effet antithétique, dans « *Dames de Californie »* : *« Jours de novembre qui nous ont menés ainsi jusqu'à celui où sonnèrent les cloches dans le port de Brest ! Et tandis que la vague de l'armistice se répandait de ville en ville et de bourg en bourg, nous embarquâmes, le 11 novembre, sur le « Président Grant », ancien bateau allemand aménagé en croiseur auxiliaire des Etats-Unis qui devait nous conduire à New-York […] Plus d'un parmi nous regretta à cet instant sa demande. La guerre était finie. C'est à Paris qu'il eût fallu être. La liesse commençait. Et nous, nous partions pour des rivages glacés et misérables, avec des avions inconnus et des camarades encore étrangers l'un à l'autre ».* (pp. 24-25)

La même version, toujours anticipée d'un jour par rapport à la réalité, et exploitée sur le même mode, mais en beaucoup plus lyrique, en accentuant l'antithèse entre désespoir des partants et liesse des restants, se retrouve 56 ans plus tard (en 1975) dans « *Les Temps sauvages* », les cloches de l'armistice résonnant alors que le bateau part : *« Et je sens chez lui, chez Bob, chez moi, chez tous, le désir déchirant d'être à terre, dans la cité devenue folle, déversée à travers places et rues, avec les hommes et les femmes qui chantent, hurlent, rient et pleurent d'une joie telle qu'ils n'en connaîtront jamais.*

C'est trop de cruauté, d'injustice : être exilés, proscrits de la fête prodigieuse, de la fête du siècle, après avoir accompli et risqué tout ce qu'on était en mesure d'accomplir et de risquer pour que, enfin, sonnent les cloches.

Dans cet instant le voyage était refusé, renié. Si la chose avait été possible, on se serait jetés à l'eau pour atteindre le quai, la ville, la foule. Les chefs de mission ont bien tenté une démarche auprès de l'officier de marine américain qui commandait le « President Grant ». Il a répondu qu'il comprenait nos sentiments mais que les ordres étaient les ordres. Son bâtiment appareillait dans une heure.

Ainsi, le 11 novembre 1918, a commencé notre voyage » (pp. 26-27)

Ce n'est pas le seul décalage que nous constaterons entre nos deux témoins dont un est absolument fiable par son récit au jour le jour (**Gaston Grosjean**) et la version - simple ou double- du romancier… Mais Claude Maillet ayant lu le second ouvrage de Joseph Kessel, il en adopte parfois la version plus romanesque, alors que Gaston Grosjean note scrupuleusement l'essentiel sur son journal.

Nous avons vu que le mal de mer a gâché la traversée de **Claude Maillet.** La cuisine à bord aussi :

T- *« Un bateau américain. Seulement, y avait un ennui : la cuisine était américaine ! Alors, c'était…je sais pas, moi… de la viande avec de la confiture, des trucs comme ça ! Nous, on aurait mangé quelque chose de relevé, des choux à l'ail…C'était pas champion comme nourriture ! On était pas habitués à ce machin ! ».*

Dans son journal, **Gaston Grosjean** égrène les jours de traversée, sans événement majeur, hormis le 14 la fin de l'escorte des torpilleurs français : « *14- Le voyage se continue normalement ; vers 17 heures les torpilleurs nous laissent et rentrent à Brest ».* Le 15, Gaston est envahi par le même mal que Claude Maillet, qu'il ne connaît pas : *« La mer au matin est déjà mauvaise et le soir encore plus, je commence à ressentir les effets du mal de mer. ».* Le 17, on note une nouvelle ressemblance avec Claude, concernant la nourriture américaine : *« Je ne me fais pas vite pour aimer la nourriture que les Américains nous donnent ; il y en a beaucoup et de la bonne marchandise, mais ce n'est pas à mon goût car c'est trop sucré. »* . Nouvel accès de mal de mer le 20 *: « 20- Cette nuit nous avons bien dansé et en plus nous avions une chaleur anormale qui nous étouffe, car nous sommes sur le Gulf Stream. Au matin le mal de mer me prend. Toute la journée il fait une forte chaleur. ».* Enfin le 24 novembre, c'est l'arrivée en rade de New York ! *« 24- Au réveil le bateau est arrêté et en montant sur le pont, nous voyons que nous sommes dans la baie de New York. Il fait un froid de canard. Au matin nous allons jusqu'au port en passant auprès de la statue de la Liberté. »*

Le mal de mer n'a pas affecté **Joseph Kessel** et il ne s'est pas plaint de la cuisine américaine. Toute la traversée, il l'aurait passée à jouer au bridge et au poker, ce qu'il explique en 6 pages (pp. 29-34) dans « *Dames de Californie* » et en 5 (pp. 31-35) dans « *Les Temps Sauvages* », mais c'est au baccara…

Le bref séjour à New-York

On s'attend à ce que la grande ville américaine qu'était déjà New-York, auréolée de l'appui décisif qu'avaient apporté les troupes américaines à la victoire, fascine nos trois Français.

C'est une déception pour **Gaston Grosjean** dont la précision du journal nous informe de ce qu'ont pu voir ou pas voir, faire ou pas faire nos Français, d'autant plus qu'ils n'y passent que la journée du 24 novembre, amputée de la matinée parce qu'il faut prendre le repas à bord. Reprenons son journal à la ligne où nous l'avons laissé : *« [Il fait un froid de canard. Au matin nous allons jusqu'au port en passant auprès de la statue de la Liberté.] Et nous arrivons au quai de débarquement. Mais nous devons manger avant de descendre. Nous pensions rester une huitaine de jours à New-York, mais au moment de descendre nous apprenons que nous partons demain pour San Francisco et que nous sommes consignés sur le bateau !… Enfin nous descendons quand même et nous visitons Hoboken (une partie de New-York) et de là, nous allons à la ville, nous nous dirigeons du côté des grandes maisons*[10]*, mais le quartier que j'ai visité ne m'a pas produit bonne impression. 25- Debout dès 6 heures du matin, à 7 heures nous prenons place sur un transbordeur qui nous mène à la gare et il faut faire l'embarquement des bagages….*

Bref, une brève escale, sans relief, décevante…

Il n'en est pas du tout de même dans la relation qu'en fait **Joseph Kessel**, onze ans après, dans « *Dames de Californie* » *: « New York…Des montées en ascenseurs-bolides au sommet des plus hauts gratte-ciel, un parcours à toute vitesse le long des rues étrangement droites et grouillantes sur des automobiles munies d'avertisseurs d'ambulance pour que rien ne les arrête…des berges verdoyantes…un lunch avec des discours…la Marseillaise…la Madelon…des cocktails… du vin… Le soir Bob et moi (lui m'avançant l'argent qu'il m'a gagné le matin même sur un bateau dont aucun de nous ne se souvient) dans des établissement de nuit… Une série d'établissements de nuit… L'un s'appelle le Moulin Rouge. Un autre le Palais Royal. Nous buvons… On nous fait boire. Et puis soudain le matin et le quai d'où s'élancent les rails vers San Francisco. La train va partir…Nos camarades nous appellent… Il y a deux charmantes femmes qui sont venues avec nous. Comment ? Pourquoi ? … Elles nous embrassent… On dirait que l'une d'elles pleure. Le train s'ébranle… »* (pp. 37-38).

Y aurait-il eu deux poids deux mesures pour les soldats du contingent français, les obscurs tankistes relégués à la visite d'Hoboken, les glorieux aviateurs bénéficiant d'une réception officielle ? On remarque qu'à la lettre, entre « *le soir* » et « *le matin* » il peut ne pas y avoir plus d'une demi-journée, sauf que le style savamment « flouté » donne l'impression de plusieurs journées, ce qui permet de galantes rencontres (qui dira le charme irrésistible des aviateurs en ces temps héroïques ?) dont, apparemment, n'a pas profité Gaston Grosjean…

Cinquante-six ans après, en 1975, dans *« Les Temps sauvages »*, le temps du séjour s'est étiré à *«trois jours»* , et la réception officielle est devenue fastueuse, et l'accueil populaire délirant, ce qui aurait bien étonné Gaston Grosjean : *« Toutes les sirènes du port nous saluaient à la fois et tous les remorqueurs dansaient une farandole autour de notre bateau, en agitant des drapeaux français et américains. Les quais étaient noirs de monde. Un cortège de voitures de la municipalité nous attendait.*

On nous a emmenés à l'hôtel de ville, à travers des rues en délire. Il y avait ce qu'on a vu, depuis, des centaines de fois, à la télévision ou au cinéma.

Le long du parcours, les gens à leurs fenêtres lançaient en guise de confettis des journaux coupés en petits morceaux, hurlaient « La Marseillaise ». Sur les trottoirs une pâte humaine mêlait ses clameurs à celle des klaxons. Ensuite, les discours du gouverneur de l'Etat, du maire, les toasts qui n'en finissaient plus.

On nous a promenés sur les ferry-boats qui traversent l'Hudson et l'East River, le long de l'immense avenue de Broadway, du bas en haut des gratte-ciel. Les gratte-ciel, c'est fantastique, on n'en avait jamais vu sauf en cartes postales. Et partout on remplissait nos verres. Et partout on chantait « La Marseillaise ».

Nous allions d'étonnement en étonnement. L'idée que nous serions reçus en héros ne nous était jamais venue à l'esprit. Une fanfare sur le quai, bon, à la rigueur, mais ce délire général et incessant durant les trois jours que nous avons passés à New York, ça jamais. Il y avait vraiment de quoi perdre la tête. On avait l'impression que la population entière s'était rassemblée pour nous acclamer… »

Cette description du délire francophile de la foule à New York continue encore sur une page (en tout pp. 36-38) et se conclut ainsi : *« Tant de prestiges faisaient que nous prenions positivement figure de héros, de*

[10] Il est révélateur que Gaston, qui pourtant écrit bien, n'emploie pas le terme qui nous est devenu si familier de « *gratte-ciel* », traduction de « *sky-scrapers* ». C'est donc qu'il n'était pas répandu à l'époque en France.

surhommes et cela déchaînait une véritable folie. Les journées à New York ont passé comme un rêve. Nous avons à peine distingué le jour de la nuit. Et nous sommes partis pour San Francisco ».

La simple relecture de son ouvrage de 1929, qui outrepassait déjà la réalité, aurait pu éviter à Joseph Kessel d'affabuler à ce point. La simple logique aussi : combien d'Américains étaient capables de chanter en français « *La Marseillaise* « ? Sans doute pas plus que de Français capables de chanter en anglais l'hymne américain, « *The Star-spangled Banner », « la Bannière étoilée »…*

Et **Claude Maillet**, qui a lu, comme il me l'a indiqué, « *Les Temps Sauvages* », emboîte le pas à Kessel dans l'affabulation, mais en bien plus succinct :

T- *« Alors on arrive à New York. On arrive dans la nuit. On nous a mis là, au pied de la statue…*

E- *De la Liberté ?*

T- *De la Liberté. On a passé toute la nuit à côté, là. Alors au jour, on nous a menés à quai, on a débarqué. Puis alors on a été reçus par la municipalité de New York. Alors y a eu pas mal de discours. On nous a présentés…tout un tas de présentations. Et puis alors tout le monde voulait s'accaparer de nous. Tout le monde voulait nous inviter à boire.*

E- *Vous avez été invités dans les familles ?*

T- *Non. Parce qu'on est pas tellement restés à New York. Le gouvernement avait mis un train à notre disposition, avec des wagons-couchettes et des wagons-restaurants. »*

« Pas tellement restés à New York » : en effet, moins d'un jour…

La traversée en train des Etats-Unis, de New-York à San Francisco

Revenons au témoignage très fiable, celui de **Gaston Grosjean**, à la date du 25 novembre :

« 25- Debout dès 6 heures du matin, à 7 heures nous prenons place sur un transbordeur qui nous mène à la gare et il faut faire l'embarquement des bagages, le débarquement et le rembarquement en chemin de fer, si bien qu'à 7 heures du soir, nous sommes encore à la gare. Enfin nous montons en train, mais nous ne sommes pas volés car nous sommes dans un sleeping avec couchettes et draps. Nous quittons New-York vers 22 heures. 26- Nous sommes réveillés par la cloche du train, nous ouvrons les fenêtres et nous nous voyons en pleine rue dans une petite ville, c'est notre premier arrêt, Syracuse, le 2e est à Rochester, le 3e à Buffalo. Le genre de ces villes n'est plus du tout le même qu'en France, ce sont pour ainsi dire toutes des petites maisons en bois qui seraient coquettes si elles n'étaient pas noircies par la fumée des usines. Nous mangeons en wagon-restaurant, ce qui déroge à nos transports militaires habituels. Partout des saluts, des cigarettes en chocolat. 27- Nous devions nous arrêter à Chicago quelques heures mais comme nous y passons la nuit nous filons tout droit. Dans une gare nous sommes réveillés par les poilus qui font partie d'une musique militaire Française. Ils sont en Amérique depuis 7 mois. Nous passons aussi à Tolédo. 28- De bon matin nous passons sur le Mississipi et nous nous arrêtons à Clinton qui est au bord. ¼ d'heure d'arrêt. Distribution de gâteaux, cigarettes, café, nous chantons et nous repartons. A Boone beaucoup de monde à la gare, toujours distribution. Nous faisons le tour de la ville. Nous arrivons à Omaha le soir à la tombée de la nuit et passons sur le Missouri qui est presque gelé. Grande surprise à l'arrivée à la gare, une musique militaire nous attend, nous joue la Marseillaise et tous les hymnes alliés. Il neige mais je sors faire le tour de la ville quand même. Il y a une vraie débauche d'enseignes lumineuses. La ville a une soixantaine d'années d'existence et compte aujourd'hui environ 300 000 habitants. Quand je rentre la musique jouait des danses, mais je ne danse pas, ne sachant pas danser, mais il nous faut repartir et nous regrettons que ce soit si vite. 29- Nous voilà dans les grandes plaines du Far West, quelques collines, pas d'arbres et rares sont les maisons. Nous arrivons à Cheyenne qui est le pays des cow-boys, il neige, et nous n'allons pas loin dans la ville. Puis nous passons à Wikins où nous sortons aussi mais le pays n'est pas très grand et du reste il fait noir. 30- La nuit nous avons traversé une grande partie des Montagnes Rocheuses et nous arrivons à Ogden ou nous nous arrêtons 3 heures. La ville est entourée de montagnes et il n'y fait pas chaud. Nous pouvons nous ballader* en ville. Ensuite nous traversons le Lac Salé et une grande plaine triste que les eaux doivent recouvrir de temps en temps, et qui est entourée d'assez hautes montagnes, puis nous rentrons dans les montagnes. 1er Décembre- Nous quittons les montagnes au matin après avoir passé pendant longtemps sous des tunnels artificiels pour protéger la ligne contre les neiges. Et nous voici arrivé* en Californie. Ici il n'y a plus de neige et nous recommençons à voir des arbres fruitiers. Les dernières montagnes sont couvertes de sapins comme dans les Vosges. Et nous arrivons à Sacramento, capitale de la Californie. Il y a beaucoup de monde à la gare en outre* de Français mais nous ne pouvons pas sortir de la gare. Ensuite nous traversons de grandes plaines et de grandes vallées où la culture doit prospérer ; c'est un beau pays et quel soleil ! Nous avons l'impression d'être dans le midi de la France. A un certain endroit le train prend place dans un ferry-boat et en longeant pendant longtemps la baie de San Francisco nous arrivons à Oakland où là, il nous faut quitter le train et prendre un petit bateau qui se trouve de l'autre côté de la baie. ».*

On a pu constater, dans ce journal tenu au jour le jour, qu'il y a eu finalement des célébrations au hasard des grandes gares, alors qu'il n'y a rien eu à New York : un paradoxe ! L'itinéraire qu'a suivi le train lui a fait, en six jours, traverser tout le pays d'Est en Ouest, selon une ligne à peu près rectiligne, gardant la même

latitude (ligne ferroviaire qui figure toujours sur une carte des Etats-Unis), sauf au tout début, où la ligne remonte vers le lac Ontario (Syracuse, Rochester) et à la fin, dans l'ouest de l'Utah, à l'approche de la Sierra Nevada où la voie oblique vers le sud , en direction de Reno, Sacramento et de San Francisco. Si l'on se fie aux noms de villes énumérées par Gaston, ont été traversés les états du New Jersey, de New York (Syracuse, Rochester, Buffalo), de l'Ohio (Toledo), de l'Indiana, de l'lllinois (Chicago), de l'Iowa (Clinton, Boone, Omaha), du Nebraska, du Wyoming (Cheyenne), de l'Utah (Ogden, Lac Salé) , du Nevada puis de la Californie.

Depuis New York, le témoignage de **Claude Maillet** dérape parfois dans l'invention, mais contient aussi sûrement quelques éléments justes, comme sans doute la vision de ce Français à Sacramento, vers la fin du voyage :

T- *« On a pris ce train et on signalait notre passage dans toutes les grandes villes. On a visité Cleveland*[11]*, Chicago. J'ai visité les abattoirs de Chicago. Après…Ogden, Omaha* (ordre inversé) *Salt Lake City, Sacramento et San Francisco*

E- *Qu'est-ce qui vous a le plus frappé, dans les villes que vous avez vues ?*

T- *Eh ben, quand je suis arrivé à New York… En France, c'était noir, y avait pas de lumières. Quand j'arrive à New York, que je vois ces grands machins* (gratte-ciel) *tout illuminés, c'est quelque chose qui m'a frappé ! Et puis de voir des gratte-ciel aussi ! On n'était pas habitués à voir ! Et puis dans les gares, c'était tout par tapis roulants : des choses qu'on n'avait jamais vues en France !*

E- *Vous compreniez l'anglais ?*

T- *Ah ! Pas du tout !*

E- *Ensuite vous m'avez parlé de Chicago ? La visite des abattoirs ?*

T- *Oh ! C'était quelque chose de fantastique ! Oh la la ! Je revois toujours : un nègre, un Noir, monté sur un tabouret. Et puis y avait la chaîne qui passait avec tous les porcs, vous savez ! Il faisait que saigner des porcs ! Ça m'avait frappé tout ça !*

E- *Et ça mettait combien de temps pour les saigner ?*

T- *Oh ! C'était vite fait ! Il leur donnait le coup sous la gorge, là… Et puis alors, à Sacramento, on arrive en gare, là-bas. Y avait un vieux Français qui était établi là-bas, qui avait mis un drap : un drapeau tricolore ! Et quand il nous a vus, il s'est mis à pleurer ! Ça l'avait vraiment ému ! Et puis après, on, est arrivés à San Francisco , alors là, ça a été vraiment la joie et le délire !*

La description que fait de ce trajet ferroviaire **Joseph Kessel**, dans « *Dames de Californie* » (1929) est plus sobre que son évocation de New York en plein délire francophile :

« Pendant six jours nous vécûmes en Pullman. Le convoi, qui était spécialement réservé à notre escadrille [12]*. Les vastes plaines d'Amérique s'offraient merveilleusement à nos jeunes regards. Point de gare qui ne fût pavoisée de couleurs tricolores, point d'arrêt où la « Marseillaise » ne nous accueillît, point de visages qui ne fussent émus par les premiers Français victorieux. Je ne rappelle plus le nom des villes où il nous fallut descendre, car durant ce trajet, je ne fis que boire et jouer. Pourtant un souvenir très vif persiste en moi : le défilé de nos hommes sur la berge plate du Mississipi et tandis que je conduis mon détachement les ombres de Chateaubriand et de Mayne Reid*[13] *montant du large et calme fleuve.*

Pour le reste, je vois, pareils à des taches colorées, le désert scintillant, inhumain, du Grand Lac Salé, les courbes pathétiques des Rocheuses et soudain, éclatant et doux comme de l'or bleui, le premier pan du ciel californien. Et sur tout cela le vertige de l'espace, de l'adolescence, d'une camaraderie insouciante et saine, du jeu, du vin, et d'un accueil amoureux […]

Il y avait un don absolu, enfantin et touchant sur toutes les figures du peuple ou de la bourgeoisie qui se portaient à notre rencontre, qui, de force, arrêtaient notre train pour nous voir quelques minutes, entendre une langue incompréhensible, nous suivre longuement des yeux.

L'exaltant voyage ! je suis heureux que l'impuissance où j'étais alors de profiter du détail, d'arrêter mon attention, que mon état vaguement animal ne m'aient laissé de cette traversée qu'une impression de rêve diffus […] (pp. 39-42).

Ce *« rêve diffus »* est devenu beaucoup plus précis en 1975, plus d'un demi-siècle après, dans *« Les Temps Sauvages »* qui renoue avec l'affabulation :

« Or, tout le long du voyage – de l'est à l'ouest du continent et d'un océan à l'autre, ça n'a pas cessé.

---

[11] Il y a huit villes ou localités nommées Cleveland aux Etats-Unis, mais la principale se trouve bien sur l'itinéraire ferroviaire empruntée, dans l'Ohio, un peu après Toledo, sur la rive sud du lac Erié

[12] Plus de la moitié du contingent français n'a aucun rapport avec l'escadrille et l'aviation ; l'auteur semble l'ignorer, ou le tenir pour partie négligeable…

[13] On sait que François-René de Chateaubriand, fuyant la Révolution, a fait en 1791-92 le voyage vers le Nouveau Monde, dans l'est des Etats-Unis, et en tira la matière d'*Atala* et *René*, appendices romanesques de la grande oeuvre qui le fit connaître, le *Génie du Christianisme*, en 1802. Il y exalte la nature sauvage américaine, comme il exaltera plus tard, (en 1826) dans *Les Natchez*, les « bons sauvages » amérindiens. Quant à Thomas Mayne Reid (1808-1883), né en Irlande, mort à Londres, c'est un écrivain américain qui a mené une vie aventureuse au Mexique et aux Etats-Unis, a été capitaine des volontaires dans la guerre contre le Mexique de 1848, et a écrit une dizaine d'ouvrages sur les Indiens d'Amérique.

Il n'y avait comme arrêts officiels que les grandes villes. Et à chacun de ces étapes, le même accueil nous était réservé. Discours du maire, toasts, Marseillaise, confettis, banquet. Notre train, car nous voyagions dans un train spécial de dix wagons uniquement réservés à nos camarades des chars[14] *et à notre escadrille, était d'un luxe à peine croyable pour nous.*

Mais ce qui nous a le plus étonnés, ce n'est pas ça, c'est qu'entre Chicago et San Francisco, nous avons été stoppés en fait une dizaine de fois. A l'annonce de notre passage, des gens se jetaient sur les rails pour intercepter le convoi. Pour qu'on descende, pour nous donner des cigarettes, de l'alcool, pour nous emmener dans les environs, à travers les lacs, les forêts, les montagnes. Bref une route triomphale jusqu'à la Californie. »

Etrange, tout de même, que Gaston Grosjean n'ait noté qu'une seule « *Marseillaise* » sur tout le parcours, interprétée par un orchestre et non chantée , avec d'autres hymnes alliés (le soir du 28 novembre, à Omaha, où il neigeait), n'ait pas noté de réception officielle systématique à chaque arrêt, et surtout ne signale aucun de ces kamikazes (informés - par quel biais ?- de la nature du train) se jetant « *sur les rails pour intercepter le convoi* », et aucune de ces escapades avec les stoppeurs du train dans la campagne environnante, « *à travers les lacs, les forêts, les montagnes »,* en dehors de la visite rapide de certaines villes (Boone, Omaha, Cheyenne et Ogden) ! Et comme concilier toutes ces promenades touristiques avec l'affirmation « *car durant ce trajet, je ne fis que boire et jouer » ?*

Le séjour à San Francisco pendant deux bons mois (1er décembre 1918- 6 février 1919)

Au cours de ce séjour, le journal de **Gaston Grosjean** cesse d'être tenu quotidiennement : aucune notation entre le 3 décembre, surlendemain de l'arrivée, et le 22 décembre, peu de choses pour janvier 1919 qui est résumé en une page de carnet, sans indication de dates , la datation précise reprenant au 5 février. On ne peut donc pas autant le prendre comme garantie de véracité que dans les séquences précédentes, ses omissions pouvant laisser place à des activités que les deux autres témoins (mais aussi Gaston lui-même) ont pu avoir.

Il est néanmoins bien intéressant sur l'atmosphère qui régnait alors en Californie, sur la façon dont le contingent français a été fêté, et sur les réactions d'un Français provincial face à cette grande ville de Californie. Reprenons le journal de Gaston au point où il a été arrêté :

« [en longeant pendant longtemps la baie de San Francisco nous arrivons à Oakland où là, il nous faut quitter le train et prendre un petit bateau qui se trouve de l'autre côté de la baie]. Nous n'avons pas long trajet à faire pour aller jusqu'au Présidio[15]*, camp où nous devons loger, nous sommes dans de jolies baraques, mais pas de paillasses, ni de draps, et nous allons remplir nos paillasses qu'il fait déjà nuit. La ville nous est consignée* (interdite) *mais nous sortons quand même. Nous trouvons un Français naturalisé qui nous invite chez lui. 2 – Aujourd'hui nous avons eu une belle réception par le Maire de San Francisco et par le comité de la Colonie Française, une foule grandiose composée en majeure partie de Français nous acclame sur la place et au Civic Auditorium, c'est bien réussi. Le soir nous allons dîner chez M. et Mme Batmale*[16] *? – 3- Je pars avec Patoux car Guillemin s'est blessé hier. Je fais un peu la connaissance de la ville, qui est assez bizarre. D'abord l'emplacement de la ville est très accidenté et la très grande partie des maisons est bâtie en bois. Le centre de la ville est Market Steet où il y a plusieurs grands buildings. Ce qui surprend, ce sont les divers tramways qui montent des rampes très fortes, plusieurs de ces tramways marchent au moyen de câbles souterrains. Il y a une grande activité d'automobiles et rares sont les bicyclettes. Nous avons fait plusieurs balades en automobiles et beaucoup de familles nous ont invités. 22 – La municipalité d'Oakland donne une réception en notre honneur à l'Idora Park. Nous nous amusons bien et le soir nous dînons chez Mr Brigeder d'Oakland ; 25 – C'est Noël, la grande fête des Américains. Dans presque toutes les familles où il y a un enfant, il y a des arbres de Noël avec des jouets, des décorations voyantes et des illuminations* [17]*. Dans les cafés et restaurants, il y a aussi l'arbre de Noël. Et même la ville a le sien à City Place. Nous sommes invités par la famille Batmale. 31 – C'est le dernier jour de l'année et c'est pour ainsi* (dire) *le carnaval de France. Nous allons à Market Street où il y a un tintamarre de tous les diables. Des clochettes sont traînées dans les rues, des petits klaksons* et raquettes en bois en font les frais. C'est aussi la bataille des confettis et c'est après nous être bien amusés que nous rentrons nous coucher. »*

1919 – *Notre départ de San Francisco devait avoir lieu le 6 Janvier, comme il n'y a pas assez de place sur la bateau notre départ est repoussé jusqu'au 5 Février, nous n'en sommes pas fachés*. Promenades à Palo Alto,*

[14] Ici portons au crédit de Joseph Kessel de se souvenir de la seconde composante du contingent, plus importante numériquement que son escadrille

[15] Le Presidio est un grand parc national, situé au nord de San Francisco, au débouché du pont du Golden Gate

[16] Un site généalogique américain révèle qu'une certaine Antoinette Batmale vivait à San Francisco en 1919, et figurait (elle ou une homonyme) sur la liste de passagers enregistrés au contrôle d'immigration d'entrée à New York entre 1820 et 1959.

[17] L'étonnement de Gaston nous rappelle que cette mode du sapin de Noël n'était pas encore arrivée en France

San José, Oakland, etc., les divertissements ne nous manquent pas, surtout la danse. L'épidémie d'influenza[18] *sévit beaucoup et nous sommes obligés de porter le masque « anti-flu » pendant une douzaine de jours, jusqu'à ce que l'épidémie soit enrayée. Pas de froid, c'est un pays vraiment extraordinaire. Mais le temps passe vite, et je dis adieu à toutes les familles qui m'ont si bien reçu. 5 Février- Nous voici arrivés au jour du départ… »*

Manifestement, Gaston a été tellement pris par ses diverses activités qu'il ne pouvait plus écrire chaque jour, ni même un peu chaque semaine Ou qu'il ne voulait pas, parfois ! On est surpris de le voir prendre intérêt à la danse, lui qui ne savait pas danser à Omaha (« *mais je ne danse pas, ne sachant pas danser* ») **.** Avec quelle(s) partenaire (s) ?

Sur ce point là, comme sur les autres, **Claude Maillet** est discret, (et je ne le questionne pas, n'ayant pas encore eu le journal de Gaston Grosjean, ni lu les deux livres de Kessel) mais suggère beaucoup par un grand rire.

E- *« Qu'est-ce que vous attendiez ? Pourquoi est-ce que vous êtes restés si longtemps à San Francisco ?*

T- *Mais on le sait pas ! On le sait pas ! On attendait l'ordre ! On disait toujours : « On va partir », « on va partir »*

E- *Et vous n'étiez pas pressé de partir ?*

T- *Oh ! Pas du tout !* (rire) ».

Selon lui, les Français auraient surtout été reçus par la colonie française de la ville :

T- *« On était surtout chez des Français. Y avait la colonie. Y avait même un journal. Quand nous sommes arrivés à San Francisco, y avait leur fameux journal, qu'est-ce qu'il avait mis déjà ? « Fermez vos poules, les coqs sont lâchés » !* (rire)

E- *Et les poules ont eu à connaître les coqs français ?*

T- *Oh oui ! Oh ! J'en ai connues pas mal, oui ! Oh oui ! On était très très bien reçus par la colonie !*

E- *Les Américaines vous appréciaient ?*

T- *Oh oui, oui ! Oh ! Des rendez-vous, on en avait souvent ! Seulement l'ennui, c'est que pour faire la conversation, c'était pas facile !*

E- *Comment est-ce que vous vous débrouilliez, sans parler l'anglais ?*

T- *Par des gestes, des trucs comme ça ! »*

Il lui est arrivé une mésaventure qui l'a conduit brièvement en prison, dans une ville qu'il n'imaginait pas si puritaine, et où l'absence de connaissance de la langue ne lui permettait pas de s'expliquer :

T- *« J'étais avec mon ami Paucat, qui était de Grenoble, et qui parlait anglais, lui : il était plus intelligent que moi ! Alors évidemment, on était au bar, on buvait des cocktails, tout un tas de choses qu'on n'avait pas l'habitude de boire. Et au bout d'un moment, ça allait pas bien, j'avais envie de …, j'étais tout barbouillé, alors je demande à Paucat : « Demande au barman où sont les waters ! ». Et là, c'était vraiment immense, là-dedans ! Et tout au fond, y avait un orchestre. Et le barman lui dit : « C'est tout au fond, à l'autre bout ! ». Alors, il me dit : « Tu verras, tu prendras un escalier : c'est au sous-sol. ». Et puis alors moi, j'arrive là-dedans : y avait des dames qui étaient en train de se faire une toilette. Je rentre dedans et elles me repoussent. Je me dis : « Qu'est-ce qu'elles ont à te repousser ? ». Et moi, ça pressait ! J'avais la colique ! Et elles me repoussaient ! Et puis alors, finalement, y a la dame qui s'occupait de ces vestiaires, elle vient, je lui dit : « Moi, je veux rentrer ! ». Y avait une dame qui sortait : j'avais vu qu'il y avait des waters ! Une dame qui était sortie, je l'ai bousculée : elle s'est fait peter* la tête contre le lavabo !*

E- *C'est comme ça que vous traitiez les Américaines ! Je croyais que vous étiez plus gentil !*

T- *Oui ! Puis alors comment que ça s'est passé après ? J'ai été faire mes besoins ; ça demandait un moment : j'avais la colique ! Et quand je suis revenu, y avait deux policemans* qui m'attendaient ! Et qui m'attrapent chacun par un bras ! Et ils m'ont mené au poste ! Qu'est-ce que vous voulez ? Moi, je parlais pas un mot d'anglais ! Je pouvais pas leur répondre ! Puis je me disais : « Paucat, quand même, il va bien s'apercevoir au bout d'un moment que tu viens pas ! ». Alors, il s'est renseigné , puis on a dû lui dire ce qu'il m'était arrivé, et il est venu me chercher au poste ! Mais j'y suis resté un sacré moment là-dedans ! Je me disais : « Mais viendra-t-il ou viendra-t-il pas ? ».**

La méconnaissance des usages de la bonne société amène ces soldats français à commettre des bourdes, comme celle de son camarade Bras :

T- *« J'avais mon copain Pierre Bras, un jour, on l'invite dans un très très grand restaurant. On avait fait ce bon repas et puis en bout du repas, y a un serveur qui vient avec un plateau et puis des bols avec de l'eau chaude. On savait pas ce que c'était ! C'était le rince-doigts ! Et mon copain là, qui était comme moi (j'avais jamais été dans des machins comme ça, si huppés !) il a bu l'eau !* (rire) *Alors ceux qui nous avaient invités lui ont fait comprendre ! « Mais non ! C'est un rince-doigts ! C'est pas pour boire ! ». Remarquez : je me suis moqué de lui,*

[18] Ce terme anglais désigne la grippe, en l'occurrence la « grippe espagnole » qui sévit en Europe depuis plusieurs mois, comme on l'a vu.

mais j'aurais fait certainement la même chose ! A Montbrison, j'avais jamais été au restaurant ! Je savais pas ce que c'était ! »

Lors du second entretien que j'ai eu avec Claude Maillet, seize mois après le premier, il a exprimé le regret d'avoir manqué une vie américaine :

T- *« J'avais connu cet Américain… ce Belge, Frank Van der Nel… Il m'avait dit : « Lorsque vous reviendrez de Sibérie, moi je vous prends et je vous fais votre situation. ». Et puis alors, comme je suis pas revenu par l'Amérique, que je suis revenu par la Chine... Alors, j'arrive en France, j'explique tout ça à ma mère…. Puis alors, j'avais reçu une lettre où il me disait qu'il fallait venir. Alors, ma mère, elle avait plus que moi ! Pour elle, l'Amérique, c'était le bout du monde ! Alors, elle s'est mise à pleurer, elle m'a dit : « Mais qu'est-ce que je vais faire toute seule ? Tu vas me laisser comme ça, là ? » Et c'est de là que j'ai laissé tomber l'affaire ; Mais j'aurais pu avoir peut-être une autre situation…*

E- *Il était dans quel secteur d'activités, ce monsieur Van der Nel ?*

T- *Il était vice-président de la Compagnie d'Or de Californie…*

E- *Oui, effectivement ! Et vous avez sympathisé ?*

T- *Oui ! J'ai certainement dû lui plaire !*

E- *Est-ce que, par la suite, vous avez regretté de ne pas être parti ?*

T- *Ben oui, je l'ai regretté ! Ça évidemment ! Il m'aurait fait certainement une autre situation que j'avais pas en France… ».*

L'homme d'affaires lui aurait écrit aussi en France, lettre qu'il doit avoir dans sa « *vieille caisse* ». En revanche il a reçu quelques lettre plus intimes, d'une jeune femme qu'il n'avait pas évoquée dans son premier entretien :

T- *« J'ai reçu des lettres de Mathilde Deppe, D.E.P.P.E., mais elle était pas américaine d'origine…*

E- *C'était votre chérie, celle-ci ?*

T- *Ah ben oui ! «*

La correspondance avec Mathilde, qui devait être Belge wallonne, s'est faite en français : « *Elle parlait correctement le français…Elle était venue d'Europe, et elle devait avoir 24-25 ans* ». Lui en avait 22, en décembre 1918… Mais les lettres se sont espacées de plus en plus…

En revanche, **Joseph Kessel** consacre de très nombreuses pages (pas moins de 90, de la page 46 à la page 137, l'avant-dernière du livre) aux « <u>*Dames de Californie*</u> » qui ont donné son titre à son premier ouvrage. Le début de sa narration, lors de l'arrivée à San Francisco, donne le ton général :

« Nous n'avions pas eu le temps de débarquer qu'une foule se ruait sur nous. Journalistes, photographes, opérateurs de cinéma étaient au premier rang. Puis des femmes, des femmes. En blouse de la Croix-Rouge, en tailleurs, en manteaux, vieilles, jeunes, ouvrières, mondaines, toutes criant, riant, tendant vers nous des fleurs, des billets de rendez-vous, des cigarettes, des lèvres. Je n'exagère en rien, je ne me laisse pas prendre au jeu grossissant de la mémoire. » (p.46).

De ces femmes, trois émergent au cours de ces 90 pages : Mary avec qui il a une liaison passionnée qui s'achève pour elle par la grippe espagnole, Béatrice, qu'il avait déjà connue et aimée à Versailles, Georgina, descendante d'une famille d'émigrés de Nantes. Et puis, restant anonymes au milieu *« de jeunes femmes presque toujours nouvelles et de conditions différentes »*, cinq autres sans prénom, mais avec une caractéristique : « *la mulâtresse du bordel », « celle qui ne voulait pas d'enfants », « l'opulente Canadienne qui en voulait », « une mère et sa fille »….* Et comme activités annexes *« cette vie était mélangée de discours officiels, de réceptions municipales, de grandes cérémonies »* (p.88)

En 1975, l'écrivain a bien relu son ouvrage de 1929, puisque les trois phrases qui introduisent la séquence de Chicago sont les mêmes, à trois mots près, que celles que nous avons citées, mais sans aucune évocation d'aventures féminines, hormis une par ellipse , celle lancée par un admirateur américain déclarant : *« Vive la France, vive les pilotes français. Je ferais n'importe quoi pour eux. Je vois bien que ma femme vous plaît. Je m'en vais. Je vous bénis ». Et il s'en va. »* (p. 47). La narration sur ce séjour n'occupe que 9 pages (pp. 40-48) et insiste plus sur la liesse générale, les invitations officielles, les invitations privées chez de très riches Américains. L'alcool coule à flots, surtout le 31 décembre 1918, pour une raison particulière qu'il explique : *« Tout s'y prêtait. La fin de l'année en même temps que la fin de la guerre et quelque chose qui comptait davantage encore : la prohibition toute proche, imminente. Le principe en avait été acquis, voté. Mais la loi ne devait entrer en vigueur que plus tard*[19]*. »* (p. 46).

[19] En fait, à partir de l'initiative de la prohibition de l'alcool prise par l'état du Maine prise en 1851, 12 autres états l'imitèrent rapidement jusqu'en 1855, devenant « dry states ». Au niveau national (et donc en Californie) la prohibition totale de l'alcool fut établie par le 18e amendement de la Constitution ratifié le 29 janvier 1919 et entérinée le 28 octobre 1919, pour prendre effet à partir du 16 janvier 1920, et ce radicalement jusqu'en 1930. Le 17 février 1933, un nouvel amendement autorisa les boissons très peu alcoolisées (comme les bières légères) ne dépassant pas 3,2°.

Il semble bien que la réception de San Francisco ait été à la hauteur de ce que décrit Joseph Kessel, à en croire les divers journaux (sur appareil à lire les microfilms) que j'ai pu consulter et photocopier dans la Bibliothèque centrale de San Francisco, en 1991[20], au cours d'un voyage familial dans l'Ouest américain. Ainsi, le « *San Francisco Examiner* », à la une du 2 décembre (lendemain de l'arrivée des Français), titre, avec une photomontage montrant la cantatrice évoquée tenant le drapeau français, et une brochette d'officiers français et américains en uniformes, avec ce commentaire : *« Madame Jeanne Gustin-Ferrier, who sang the « Marseillaise » , and some of the distinguished party who occupied the platform behind her (Left to right) Brigadier-general Mc Clernand, U.S.A., Captain J.A. Rene, Lieutnant C.Imus, Major Lasies of the Fren,hc Army ; Father Cabanel , chaplain of the «Blue Devils » ; Consul General for France Julien Nelter, and members of the French expeditionary force to Siberia »*. Le mots américains étant les mêmes qu'en français, nous ne traduirons pas, tout en précisant cependant que les « Diables Bleus » dont le Père Cabanel est l'aumônier sont des Chasseurs Alpins. Deux articles, dont un occupe une colonne entière, sont consacrés dans cette « une » à la cérémonie d'accueil des Français, intitulés respectivement *« All S.F. shouts « Vive la France » to Poilu Visitors »* et « *Soldiers of France join Celebration »*.

Traduisons le premier qui commence par « Vive la France ! » en français : *« Vive la France ! Ce cri parcourut San Francisco hier d'un bout à l'autre de la ville, d'abord sur les lèvres des Américains qui le criaient en l'honneur des vétérans français dont les uniformes bleus étaient partout visibles dans les rues, et enfin de celles des Poilus eux-mêmes. Il est vrai qu'ils criaient aussi « Vive l'Amérique ! » de temps à autre, mais comme un soldat décoré et grisonnant de la République l'exprima :*

« Nous crions surtout pour la France, car ne sommes-nous pas ici en France ? Nos corps, non, mais nos esprits, oui ! Car vraiment, San Francisco, nous t'estimons un second Paris ».

Ce ne sont pas les caractéristiques urbaines de San Francisco, dirent les poilus, qui la font appeler « Paris », mais l'atmosphère, la chaleur de l'accueil de sa population. Ce qui confirma ces avis convergents fut démontré de plus de cent façons différentes lorsque les coeurs des Américains, des Américains de la côte ouest, s'ouvrirent pour eux pour les accueillir, et pour danser avec eux pour fêter l'événement.

Les soldats, les marins et les civils tous ensemble se précipitèrent sur les visiteurs et leur firent connaître tous les plaisirs qu'offre notre ville.

Le Consul de France offrit une réception aux officiers à l'hôtel Palace. Beaucoup d'autres furent invités à un bal au Club masculin de la Presse. Une réception fut organisée à « l'Examiner », où ils purent voir marcher les rotatives.

Hier, sur Market Street, eut lieu un événement qui retint l'attention et suscita les applaudissements de milliers de citadins. C'était un vrai groupe d'Alliés. Une demi-douzaine de poilus occupait le centre ; avec eux plusieurs Australiens dont les uniformes ne sont pas connus à San Francisco, plusieurs soldats américains (« doughboys »), et, sans doute le plus remarquable, un grand et strict Highlander en kilt ».

L'article se termine sur le cas personnel d'un sergent français Jean Servanti, secondant au front le pilote américain le lieutenant Herbert Stone, de San Francisco, recherchant des parents de ce pilote dans la grande ville de Californie.

Le second article, bien plus long, commence ainsi : *« La victoire de la France et de ses Alliés a été célébrée par 10 000 personnes, Américains et Français, hier, à l'Auditorium. Elle a été célébrée en paroles et en chansons, avec des drapeaux et des fleurs, en actions de grâces pour ce qui a été accompli et en prières pour l'avenir, en bénédictions pour ceux qui dorment dans la terre de France ou dans la profondeur de l'océan.*

Cinq cents soldats français en uniforme bleu, casqués, avec leurs officiers étaient présents, et le cœur de la foule s'est porté vers ces hommes en route pour la Sibérie. Ils ont reçu les témoignages de la gratitude de la multitude, en tant qu'invités d'honneur. Ils symbolisaient la France en guerre, victorieuse, immortelle.

C'est à eux que les orateurs adressèrent leurs discours, et pour eux que l'orchestre joua « La Marseillaise », « la Bannière étoilée », et aussi « Quand Madelon » et « La Tonkinoise », des chansons très familières aux soldats.

Suivent des extraits de chacun des discours prononcés par des personnalités américaines, mais aussi une française, le Père Cabanel, aumônier des *« Diables bleus »* (dont on a vu le nom dans le titrage du précédent article) qui, s'adressant à « ses beaux poilus », leur parla de l' « *attachement des Alsaciens-Lorrains pour la France au plus profond de leur cœur qui avait chéri son image pendant 48 ans d'oppression étrangère, 48 ans de torture sous le marteau allemand qui n'avaient abouti qu'à prouver l'amour de l'Alsace pour la France »*

[20] Curieusement, par un étrange hasard, le contexte était presque le même, en Californie, Utah, Nevada, Arizona, celui d'un retour victorieux de soldats : mais il s'agissait des soldats américains qui venaient de remporter la première Guerre du Golfe, contre l'Irak de Saddam Hussein. Partout, ou presque (y compris au grand Disneyland de San Diego) , des rubans jaunes sur les maisons ou les édifices publics attendaient les soldats rentrant d'Irak, reflets d'une chanson connue où la fiancée attendant son fiancé parti à la guerre dit « *I will tie a yellow ribbon to the old oak tree » (« je vais nouer un ruban jaune au vieux chêne* » pour lui signifier, dès son arrivée, qu'il n'a pas été oublié et qu'il est attendu…

Quant au maire de San Francisco, M. Rolph, il amusa aussitôt toute l'assistance en déclarant, en français : « *Je ne parle pas français* », mais lut tout de même en français le télégramme que lui avait envoyé le Maréchal Foch (dont le contenu n'est pas donné), ce qui lui valut ce commentaire d'un officier français recueilli par le journaliste, et donné en français avant d'être traduit : « *Mais votre Maire a tout à fait l'accent Parisien » (but your Mayor has quite a Parisian accent) »*

Pendant le mois de décembre 1918, le *« San Francisco Examiner »* ne consacre pas moins de 11 articles au contingent français, parfois longs, en bonne place, et son concurrent, le *« San Francisco Chronicle »* 9, tout aussi documentés et enthousiastes, ainsi que de longs articles sur l'accueil chaleureux reçus en France par le Président Wilson et son épouse. L'article du *« San Francisco Chronicle »* du 1er décembre, plus bref, donne le nombre exact des Français, qu'il appelle « poilus » en français pour les hommes de troupe : *« Les poilus et les officiers français au nombre de 496, auxquels s'ajoutent 33 membres du Corps Français d'Aviation, en route pour la Sibérie, seront des hôtes d'honneur. »*

Retenons un article original, occupant une page entière du *« San Francisco Examiner »*, le 18 décembre, donc deux bonnes semaines après l'arrivée des Français. La page, portant le titre de la rubrique régulière « *Society and Clubs* », illustrée des portraits de six femmes d'âges différents, dont deux jeunes actrices drapées à la grecque, a comme titre spécifique « *« French is Language of Society While War Visitors Are With Us »*, ce qui se comprend aisément, sachant que la « Société » dont il est question est la « Bonne Société », pour ne pas dire la « Haute Société… ». En voici le début traduit :

« *Enfin, l'opportunité suprême parfois attendue toute une vie se présente ! San Francisco apprécie enfin la chance de pouvoir actualiser son français si chèrement acquis avec les Français eux-mêmes ! Peu importe si sa connaissance était approfondie ou superficielle, cela vient très commodément avec la visite de plusieurs centaines de Français, officiers et hommes de troupe, en route pour la Sibérie. Ceux qui se sont débattus avec un manuel « Le Français par vous-même en six courtes leçons faciles », manuel qui fait fureur, peuvent faire semblant de comprendre en discutant avec ces amis en uniformes bleus, et si leur débit devient lent et haché, ils peuvent au moins lever un sourcil interrogateur et dire « Oui ! Oui ! » avec un air enthousiaste. »*

L'article énumère ensuite longuement toutes les bonnes familles de la haute société de San Francisco qui ont reçu chez elles des hôtes français pour de grandes réceptions, (avec parfois des attractions qui sont décrites) une d'entre elles ayant le nom d'un peintre français : *« Mr and Mrs George de la Tour »*, et donne le nom des principaux invités, américains et français. La page est complétée par un autre article court dont le titre peut expliquer une partie des succès féminins des Poilus : « *Scarcity of Young Men Retards Plans for Winter Dance Season* », ce qui se comprend aussi, « *scarcity* « signifiant « rareté », et ici presque « pénurie » d'homme jeunes !

Remarquons que les articles n'abordent pas le fond de l'affaire : le but de la mission en Sibérie… Seul un titre, non développé dans l'article, à la « une » du « *San Francisco Chronicle »* du 1er décembre, jour de l'arrivée du contingent, y fait allusion : *« French Corps Here on Way to Fight Bolsheviki »*

Ce long séjour de plus de deux mois à San Francisco aura été la parenthèse enchantée dans l'itinéraire de cette mission Loubignac…

La traversée de l'océan Pacifique, de San Francisco à Vladivostok (5 février-7 mars 1919)

Revenons à **Gaston Grosjean,** dont le témoignage écrit à l'époque, souvent au jour le jour, comme on l'a vu, nous sert d'étalon :

« 5 Février. Nous voici arrivé au jour du départ et je quitte le Cosmopolitan Hotel pour être au Présidio à 8 heures. Il pleut, ce qui attriste encore notre départ. A 9 heures nous quittons le Présidio pour aller prendre la bateau aux docks. Beaucoup de personnes sont venues pour assister à notre départ. Le maire Rolph est venu aussi nous saluer. Remarqué* l'absence du Consul de France ! La Croix Rouge nous distribue à chacun un petit paquet d'effets chauds. Les opérateurs des cinématographes ne manquent pas. Mmes Batmale et Beigbeider arrivent juste avant notre départ ainsi que Doris et Anita » ».*

Le cachottier ! Il faut attendre le jour de son départ pour voir surgir dans son récit Doris et Anita ! Des demoiselles qui l'auraient initié à la danse qu'il n'aimait pas ? Ou plus si affinités ? L'une d'elles est-elle la *« girl friend »* d'un de ses camarades, ou les deux l'ont–elles aimé ? Gaston, qui nous paraissait étonnement sage, rejoint ses camarades Claude et Joseph dans les conquêtes féminines, sans arriver à la cheville de ce dernier, naturellement ! Mais il n'est pas aviateur ! Et peut-être s'en tient-il, lui, à la stricte vérité ? Laissons se poursuivre son journal après ces adieux qui ont dû être douloureux :

« Nous faisons les adieux à San Francisco en chantant et tout se calme lorsque nous passons le Golden Gate ou le bateau commence déjà à chahuter et le mal de mer ne tarde pas à faire son apparition chez beaucoup de mes camarades. 6- Le bateau sur lequel nous sommes est un transport militaire. C'est le « Thomas », il est bien moins grand que le « President Grant ». Moins bon logement et sur l'avant du bateau, et*

défense d'aller sur les ponts. Des soldats américains qui sont aux Philippines et à Goa[21] sont logés à la même enseigne que nous. Ai un peu mal à la tête. 7- La mer est un peu plus mauvaise. D'avoir voulu aller jusque sur l'avant me vaut une bonne douche ce qui fait que je n'y reste pas longtemps. 8- Toute la journée la mer est mauvaise, des vagues passent par-dessus les ponts et bien que nous soyons abrités, nous trouvons moyen de nous mouiller les pieds et d'être trempés. La nourriture n'est pas fameuse. Menu de ce soir : cornichons, haricots, compote de pommes et pain américain. De cela, je manque d'en attraper le mal de mer ce qui fais que je vais me coucher. 9- Mer très mauvaise la nuit et toute la journée, et le bateau roule fortement. Forte douche reçue en mangeant[22]. Je ne suis pas trop fatigué. 10 – Au matin la mer est toujours mauvaise mais elle s'apaise un peu dans la soirée. Nous devons passer le tropique[23] dans la nuit. 11- Au réveil, changement complet de la mer qui est très calme et il fait un temps magnifique. Nous sommes tous sur le pont, le bateau fait de la vitesse. Par suite d'avoir réclamé souvent pour la nourriture un de nos camarades cuistot fait la cuisine. C'est un changement aussi et pour une fois il n'y a pas de rabiot. A la nuit, il y a une représentation de cinéma, boxe et magnétisme. Pour la 1ère fois je vois des poissons volants. Demain nous arrivons à Honolulu 13 – Nous voyons les côtes dès le réveil mais il faut longtemps pour arriver à Honolulu et ce n'est que vers 15 heures que nous descendons du bateau. C'est une jolie petite ville exotique et il fait très chaud. »*

La distance en ligne droite, entre San Francisco et Honolulu, est d'environ 3 800 km parcourus ici en un peu plus de 7 jours. Honolulu est la capitale d'Hawaï, (au milieu de l'océan Pacifique nord, un peu au sud du tropique du Cancer) éphémère république après avoir été un royaume, que les Etats-Unis ont annexée en 1898 avant d'en faire le 50e état du pays, le 21 août 1959. Aujourd'hui, la *« jolie petite ville exotique* » ne compte pas moins de 350 000 habitants. Le journal se poursuit ainsi :

« Bananes, ananas, noix de coco y abondent. Une adresse nous avait été donnée mais cela se trouve à 60 milles d'Honolulu, donc impossible d'y aller. Le prix du dîner dans les restaurants n'est pas cher. Notre soirée se passe à l'Y.M.C.A.[24]où nous avons une séance de cinéma. 14- Des personnes de la ville viennent nous prendrent à l'Y.M.C.A. pour nous promener en automobiles dans la campagne autour d'Honolulu, c'est vraiment ravissant. Visite à l'aquarium où nous voyons divers poissons bizarres et très jolis. De là nous allons sur la plage où nous prenons un bain, car ici l'on peut se baigner et toutes saisons. Un lunch en plein air est servi après la baignade, avec musique hawaïse*. En somme, c'est une belle partie que nous avons eu* et c'est avec regret de quitter si vite ce beau pays que nous revenons pour prendre le bateau à 15 heures. Et nous voilà repartis pour la direction de Vladivostock* ou du Japon ?[25] Je regarde tristement les bandes de poissons volants car j'ai le cafard ! 17- Depuis trois jours que nous avons quitté Honolulu nous avons une vraie mer d'huile et d'un très beau bleu. Temps splendide. On avait parlé que l'on s'arrêterait dans une île mais c'est une blague. 18- Toujours une belle mer. Nous allons avoir droit à 2 litres d'eau douce par jour. 20- Nous sautons un jour dans notre calendrier car nous avons dépassé le 180e ° de longitude et nous reprenons la date de Paris, mais avec une avance de 12 heures. 22 – Anniversaire de Washington[26], il y a des jeux sur le bateau mais la mer est plus agitée ! 24- Le bateau a bien dansé depuis hier mais je ne m'en porte pas plus mal pour cela. 25- La mer est toujours mauvaise mais se calme un peu. Nous croyons que nous allons nous arrêter à Nagasaki, ce serait intéressant pour nous. 26 – C'est la tempête aujourd'hui, impossible de rester sur le pont, car les vagues le balayent. Il devait y avoir un match de boxe, mais vu le mauvais temps c'est remis à demain. 27- La mer s'est calmée. Matchs de boxe. Notre champion, Godard, ne brille pas. 28- C'est fait, nous nous arrêtons à Nagasaki pour y faire de l'eau et du charbon. 1er Mars – C'est un vrai bazar aujourd'hui dans la cale, ce sont les soldats Américains qui, ayant besoin d'argent, vendent ce qu'ils peuvent. 2 Dès le matin, nous voyons les côtes d'îles Japonaises notamment celle de Tanegashima[27] et nous passons le détroit de Van Didinen. Le temps nous dûre**

---

[21] Petit état de l'Inde, située sur la côte sud-ouest du pays. Goa a été une colonie portugaise pendant 450 ans. Il devait sans doute abriter une base américaine pendant la Grande Guerre.

[22] Cette remarque suppose qu'il soit exposé aux vagues, donc qu'il mange dans un entrepont quelconque, à moins qu'il n'enfreigne l'interdiction d'aller sur le pont.

[23] Le tropique du Cancer, celui de l'hémisphère nord.

[24] Y.M.C.A. : Young Men's Christian Association, Association chrétienne de Jeunes Gens (hommes), mouvement de jeunesse fondé à Londres, en 1844, par George Williams, présent dans 124 pays, et comportant 44 millions d'adhérents en 14 000 associations locales. C'est le plus important mouvement du monde, ayant de nombreuses activités, et procurant des lieux d'hébergement comparables aux auberges de jeunesse.

[25] Une telle interrogation, traduisant son incertitude sur la destination future, (comme une autre une page plus bas) montre que le journal est vraiment été écrit au jour le jour et n'a pas été remanié après.

[26] George Washington est effectivement né le 22 février 1732. Chef d'état-major de l'armée des «*Insurgents* » contre le colonisateur anglais, il est considéré comme le premier des Pères Fondateurs du nouvel état américain, qui obtint son indépendance par le traité de Paris de 1783. Il en fut le premier président du 30 avril 1789 au 4 mars 1797, et mourut à 67 ans le 14 décembre 1799.

[27] En venant du sud-est, c'est effectivement la toute petite île de Tanega-Shima qui est vue en premier, en s'approchant de l'archipel nippon, dont les îles plus importantes, sont, à proximité de Tanega-Shima Kyushu (avec Nagasaki) , puis en allant vers le nord, Shikoku (avec Hiroshima), Honshu la plus grande, avec la capitale Tokyo, et Hokkaido (avec Sapporo) tout au nord, dont la pointe nord est proche de la presqu'île russe de Sakhaline

de voir ces Japonais et leur pays dont on nous a tant parlé. Les barques des pêcheurs ne manquent pas ; Le temps se refroidi beaucoup, ce n'est que vers minuit que nous arriverons dans la baie de Nagasaki. »

D'Honolulu à Nagasaki, le navire transportant le contingent français a parcouru, en ligne droite, et en 17 jours, soit plus de deux fois plus en temps que la traversée San Francisco-Honolulu (7 jours) une distance proche de 7 000 km (pour 4 000 km dans la première traversée), donc à une vitesse un peu plus réduite tenant sans doute aux courants, ou à la nécessité d'épargner le charbon actionnant les machines… Il est frappant de constater que Gaston est désireux de connaître le Japon, bien mystérieux pour la grande majorité des Français de l'époque, même ceux, nombreux, qui avaient vu « *Madame Butterfly* » de Puccini, opéra à succès créé en 1904, mettant en scène, à Nagasaki, les amours de la très jeune geisha Chio-Chio-San au nom de papillon et de l'officier de marine américain Pinkerton, dont elle aura un enfant, et qui revient quelques années plus tard à Nagasaki, avec son épouse, ce qui pousse la geisha désespérée (qui aurait pu être épousée par plusieurs de ses compatriotes, malgré son enfant) à se poignarder après avoir confié cet enfant au jeune couple américain. Reprenons son récit à l'arrivée en baie de Nagasaki, le 2 mars 1919, à minuit :

« 3- Froid très vif. Nous devons subir la visite d'un docteur japonais avant de descendre. Le bateau ne va pas à quai. A 9 heures nous pouvons descendre et c'est dans de curieuses barques que nous sommes transportés à terre. Nous trouvons un restaurant où le patron parle français. Partie de pousse-pouse à visiter la ville. Visite de l'extérieur d'une église et d'un cimetière. Véritablement, c'est curieux à voir, mais ce n'est pas très joli. Les articles fabriqués par les Japonais sont très remarquables aussi. Après une (mot rayé, illisible) *nous regagnions* le bateau vers minuit. 4- En route pour Vladivostock*, nous apercevons encore des Iles et Ilots, puis c'est de nouveau la solitude en mer. Belle journée et il ne fait pas froid. 5- Aujourd'hui il fait très froid. Pendant 2 heures, nous avons un brouillard très épais. Aussi le bateau n'avance que très lentement et en donnant des coups de sirène . 6- Apercevons la côte de bonne heure et nous traversons des bancs de glace. Un bateau brise-glace nous précède pour que nous puissions arriver à quai. L'aviation qui était partie un mois avant nous est encore ici. Nous commençons le déchargement des bagages. Nous allons habiter une caserne à 12 km de la ville. Toutes sortes de bruits circulent, je ne vais pas en ville. Il fait très froid, surtout la nuit, mais c'est encore supportable. Toujours aucunes* lettres de France. Combien de temps resterai-je ici et comment ça ira-t-il ? Distance parcourue San Francisco-Honolulu : 2925 miles – Honolulu-Nagasaki : 4057 – Nagasaki-Vladivostock* : 665 miles. Total : 7647.*[28]

De cette longue traversée, **Claude Maillet** n'a conservé aucun souvenir saillant, sauf que l'Océan Pacifique lui a paru *« plus violent, plus mouvementé »*, que l'Atlantique, mais sans lui occasionner le mal de mer qu'il avait connu tout au long de la première traversée. Le temps lui a paru long, puisqu'il estime à *« pas loin d'un mois »*, la seconde phase de la traversée, d'Honolulu à Nagasaki, alors qu'elle n'a duré que 16 jours, du 14 février au 2 mars.

Alors que les tankistes et ceux qui les secondaient ont embarqué sur le navire « *Thomas* » le 5 février 1919, c'est un mois plus tôt, le 6 janvier, que **Joseph Kessel** et ses camarades aviateurs embarquent sur le « *Sherman* », en compagnie de deux bataillons de « marines », avec le même trajet passant par Honolulu et les îles Hawaï.

Cette traversée, l'écrivain l'évoque en 12 pages (pp. 49-60) dans *« Les Temps sauvages »*, consacrant un assez long développement aux « marines », ces baroudeurs, et à leur truculent aumônier *« ribaud d'église »*. En dehors de longues conversations, c'est au poker que Kessel aurait passé le plus clair de son temps, ainsi qu'à la lecture de romanciers aventuriers anglais ou américains et de récits d'explorateurs célèbres : *« De temps à autre – la bibliothèque du bord étant riche en ouvrages de cette sorte- je feuilletais Stevenson, Melville, Jack London, le Capitaine Cook, Bougainville ou Vasco de Gama »* (p. 58). D'Honolulu, il conserve le souvenir de la beauté naturelle des êtres : *« Je ferme les yeux et retrouve les filles faites de grâce, de sensualité et d'innocence, les garçons modelés par les courses aux flancs des volcans et au creux des pirogues qu'ils ont eux-même taillées dans le bois, selon le moule qui était celui de leurs ancêtres, par la plongée et le surf, toutes et tous couronnés, ceinturés, enveloppés de l'éclat des fleurs et de leur parfum… »* (p.59).

Le séjour à Vladivostok (7 mars – 2 juin 1919 pour G. Grosjean et Cl. Maillet)

Il est décrit dans le détail dans le récit de **Gaston Grosjean**, qui mêle les notations plus personnelles (concernant notamment le courrier reçu, ou sa promotion militaire) aux remarques générales, et sans accorder plus d'importance aux événements concernant le conflit qui les a conduits à l'autre bout du monde :

[28] Ces distances, converties en kilomètres, donnent, le mile nautique valant 1852 m : San Francisco-Honolulu = 5417 km – Honolulu – Nagasaki = 7514 km – Nagasaki- Vladivostok = 1232 km, totalisant 14 163 km. Les deux premières distances excèdent de beaucoup (surtout la première) les distances en ligne droite, d'après une carte du Pacifique, que nous avions évaluées à 4 000 km et 7000 km, ce qui montre qu'un navire ne peut pas tenir parfaitement la ligne droite !

« 7- Débarquement des colis de la mission. Je vais en camion automobile voir la caserne que nous allons habiter ; elle est neuve et je crois que nous ne serons pas trop mal. Nous passons où l'on voit toutes sortes de soldats étrangers : Anglais, Canadiens, Américains, Italiens, Russes[29]*, Polonais, Tchéco-Slovaques*, Serbes, Roumains, Japonais et Chinois et cela donne à la ville un caractère international. Malpropreté de cette ville, sauf la rue principale. Nous sommes plutôt regardé* d'un mauvais œil. Nous couchons encore sur le « Thomas ». 8- Installation en caserne et nous touchons des paillasses et des sacs de couchage fourrés. De la police montée canadienne est notre voisine et a un Y.M.C.A., ce qui fait que nous y allons passer la soirée. 9-10-11-12-13-14- Corvées d'installation et d'aménagement. Certains jours il fait très froid et nous ne mettons pas le nez dehors. Aujourd'hui je reçois le premier courrier de France depuis mon départ. Lettres de la maman, Léon, Contat, Jimmathy, mais elles sont très anciennes, c'est-à-dire de près de trois mois. On parle qu'il y aurait alerte en ville cette nuit. 15- Il n'y a rien sur Vladi cette nuit. Le colonel de la place vient visiter le cantonnement. 16- Des camions sont mis à notre disposition pour aller à Vladivostock* mais je suis de garde. 31- Notre mois se termine à la caserne ne sachant pas combien de temps nous allons encore y rester. Je n'ai pas trop souffert du froid. 4 avril – Suis nommé Brigadier à la date du 1er. Ces derniers* (jours) *nous avons eu le dégel, mais aujourd'hui il neige. 6- Je descends à Vladi. Il fait mauvais temps : de la pluie, de la boue. 11- De la neige toute la journée. Je reçois mon premier courrier de France : 1 lettre de la maman, Rochetaillée, Jaillet-Jusseran avec un mot de Beaudot, 1 lettre et 1 carte de Léon, 1 carte de Vallain. 12- De la neige, mais elle ne tient pas. Lettres de Garin et de Magné. Il y a un mouvement Bolchevik dans la région, et nous devons partir demain, direction inconnue. 13- Préparatifs pour le départ . Tenue de campagne avec casque et canadienne. Nous allons à Vladivostock* en camions automobiles pour prendre le train que nous formons avec des Canadiens, Italiens et Japonais. Arrivons à Chlatovo qui a été attaqué il y a peu par une bande de Bolcheviks. Passons la nuit dans nos wagons. 14- Installation dans des casernes russes, et l'on fait la cuisine par escouade. 15- Nous faisons l'exercice comme en caserne et je n'étais pas venu pour faire cela. 17- Peu du pinard- 19 – Je dois retourner à Vladivostock* demain. 19- Notre train ne part qu'à 16 heures. Ceux qui restent font une marche de reconnaissance. Les auxi* (auxiliaires) *pour blessures de guerre rentre* en France aujourd'hui. 20- Pâques. Pour toute promenade, je descends à Vladi. 1er mai- Il y a un monument d'élevé à la mémoire des soldats Tchéco–Slovaques. Nous pouvons descendre à Vladi où il y a une kermesse organisée par les Canadiens. Belle journée. La température s'adoucit beaucoup depuis quelque temps, mais il n'y a encore rien de poussé, ni fleurs, ni feuilles sur les arbres et pas un brin d'herbe qui verdit dans les prairies. C'est à se demander s'il vient quelque chose dans ce pays perdu ! 2- Reçu lettres d'Amérique : Batmale, Nogué, Violette et Gean »*

Le séjour américain n'a donc pas que produit d'éphémères relations, cessant dès l'embarquement des Français . Et qui se cache derrière les deux derniers noms ? On est tenté d'ajouter aux accompagnatrices lors du départ, Doris et Anita, cette Violette et cette Jean, orthographiée autrement… Le journal reprend 11 jours après, mais sur la même ligne : *« 13- J'attends avec impatience le courrier de France qui a beaucoup de retard cette fois-ci. Il est question que l'on doit partir dans le courant de ce mois-ci à Omsk. Reçu lettre Sanchat. 15- Belle journée, le soir nous allons faire une agréable promenade et revenons à la nuit tombante. 16- Le côté gauche de la poitrine me fait souffrir. Suis inquiet. Le soir je vais à Vladivostock*. 17- Je me fais porter malade ce matin, et c'est une pleurite*[30] *que j'ai attrapée. Le Lant Du Breil rentre en France, nous lui faisons les adieux en arme*. Tous nous le regrettons. Toujours pas de courrier de France. 19- Grand émoi ce matin : on a volé 8 pneus de Cadillac. Je reçois le courrier de France, il est maigre : 1 lettre de maman, 1 carte de Léon et 1 de l'oncle. Je reçois aussi les colis que m'ont envoyé Miss Viollet* (sic) *et Mme Nogué. 24- Je reçois une lettre de Viollet et Anita. Il est question de démobilisation mais seulement de la classe 15. »*

Rappelons que Gaston est de la classe 1916, incorporée en avril 1915, la classe 1915 l'ayant été en décembre 1914. La première a donc combattu près de quatre ans, avec une période d'instruction très souvent réduite à deux mois, et la seconde souvent trois ans et demi. A la date du 24 mai 1919, Gaston a déjà effectué quatre ans sous les drapeaux et serait en droit d'être amer. Mais en Europe, le traité de Versailles n'est pas encore signé (il le sera dans un mois), et l'Etat-major français maintient tous les fers au feu. Le séjour à Vladivostok est sur le point de s'achever, ayant duré près de trois mois, pendant lesquels les régiments attendaient leur matériel, ce dont Gaston ne paraît pas avoir conscience. Ce matériel (tanks, avions, canons) n'arrivera pas du tout dans la quantité escomptée, mais l'expédition partira vers son très lointain but sibérien comme si de rien n'était :

« 25- Il nous est arrivé l'ordre de partir le plus rapidement possible pour Perm[31]*. Nous ne savons pas pou quoi ce sera. Tout le monde doit, les vieilles classes comme les jeunes. 40 à 50 jours de voyage. Un rien !*

---

[29] Ces Russes participant à l'expédition internationale sont évidemment des soldats des armées « blanches » de l'amiral Koltchak, cherchant à rétablir le régime impérial en infligeant des défaites aux Bolcheviks

[30] Inflammation de la plèvre

[31] Ville de l'Oural située au-delà de Iekaterinbourg, à environ 1 000 km à l'est de Moscou, et à un peu moins de 6 800 km de Vladivostok !

26 – La mobilisation des Russes en Sibérie est affichée aujourd'hui dans les rues de Vladivostock. 1er juin. Voilà le départ qui s'approche. Je suis de garde au train… ».*

De son séjour à Vladivostok, **Claude Maillet** n'a pas gardé un souvenir impérissable, il s'en faut. Mais ses souvenirs ne lui revenant que par bribes, nous les mettrons bout à bout, pour éviter la multiplication de mes questions :

T- *« Puis nous sommes arrivés, évidemment la mer était gelée : il a fallu passer le brise-glace pour se mettre à quai…Alors, là-bas, dans un pays glacial…Et puis alors, je sais pas, il faisait sombre, c'était triste ! J'ai dit « Ben mon eux !* (= vieux) *Où nous sommes tombés ! »... On nous a donné des grands manteaux avec de la fourrure. On était pas tellement bien vêtus, hein ! On avait des machins pour mettre sous les souliers, pour empêcher de glisser ! Comment qu'on appelle ça ? Parce qu'il y avait beaucoup de glace, de neige…*

E- *Des raquettes ?*

T- *Des raquettes ! Je trouvais pas le nom !*

E- *Donc vous arrivez dans un pays tout à fait différent ! Qu'est-ce qui vous frappe ? … Le fait qu'on marche avec des raquettes ? … Vladivostok, ça devait pas du tout être comparable à San Francisco ?*

T- *Oh la la ! C'était le jour et la nuit !…Quoique Vladivostok, c'était encore une grande ville ! Je peux pas vous l'expliquer, c'est malheureux !*

E- *Mais il y avait quand même des voitures ?*

T- *Ah ben, il y avait, comme chez nous, des fiacres, des « itvoztchik », qu'ils appelaient… « ilvotchik »…*

E- *Donc vous avez conservé quelques mots de russe ?*

T- *Ah oui, oui, d'accord ! … « Niet, da »… « Skolko robli ? » « Combien d'argent ? », des trucs comme ça ! On disait aussi : « Barochnia, y avache lioub liou » : « Mademoiselle, je vous aime ! »*

E- *Ça vous servait, ça ?*

T- *Les hommes, c'était « Gospodine », les dames c'était la même chose qu'en France : « Madame », et les filles, c'était « Barochnia » ;*

E- *Et les filles, vous leur disiez : « Mademoiselle, je vous aime ! » ? Qu'est-ce qu'elles vous répondaient ?*

T- *Elles riaient !*

E- *Elles riaient ? Mais est-ce qu'elles étaient aussi accueillantes que les Américaines ?*

T- *Ben, oui ! Certaines, oui ! Et puis je sais pas si c'était notre jeunesse qui les attirait…*

E- *Est-ce que vous avez l'impression que les Français étaient appréciés comme aux Etats-Unis ?*

T- *C'est-à-dire on était appréciés par les Russes, par la noblesse. Mais la basse classe, non ! Puis ils étaient quand même sous l'influence de cette révolution… »*

La noblesse russe, très minoritaire à la fois comme ethnie et comme classe, dans cette ville d'Extrême-Orient, devait être naturellement du côté des armées blanches de l'amiral Koltchak (que venait soutenir l'expédition internationale) tandis que le petit peuple de Vladivostok pensait n'avoir qu'à gagner du bouleversement de l'ordre social instauré, en Russie d'Europe surtout à cette période-là, par les Bolcheviks.

Plus loin dans l'entretien, Claude évoque leurs conditions précises d'hébergement à Vladivostok, la relation privilégiée entre Français et Canadiens, ce qui l'amène à parler des « *bas-fonds* » de cette ville devenue cosmopolite :

T- *« On était casernés à 10 km de Vladivostok. Y avait un groupe de casernes ; soi-disant que ces casernes avaient été faites avec l'emprunt russe*[32]*, c'est ce qu'on nous avait dit. On était ensemble avec toutes les puissances alliées, avec les Américains, les Canadiens, les Italiens, les Tchèques, les Japonais… Y avait vraiment une belle ambiance entre nous, entre les Français et les Canadiens ! On se fréquentait bien. Des Canadiens français, anglais… Ils étaient même très gentils. Nous, c'est vrai, on avait pas de cinéma ; ils avaient un cinéma, alors ils venaient nous chercher ! Oh ! Ils ont été très très sympas ! Moi j'ai gardé et je garde toujours un très bon souvenir des Canadiens ! Y en a un qui était devenu un de mes amis, un sergent : c'est lui qui m'avait fait visiter tous les bas-fonds de Vladivostok ! Comme il faisait partie de la police, c'est lui qui nous menait… Y a des maisons de passe. Vous rentrez là-dedans : y a tout un tas de Chinois, de Japonais, de toutes les races ! C'est des gens qui vivaient que de la prostitution ! Mais quand vous rentrez là-dedans !… Il disait : « Surtout, vous séparez pas ! ». On était trois-quatre… « Vous séparez pas parce qu'ils vont vous agripper, vous allez jamais en sortir ! ». Il fallait y aller en groupe, on était toujours trois-quatre. Et puis c'est lui qui nous guidait, c'est lui qui s'occupait de la police !*

[32] Plusieurs emprunts russes, lancés par le gouvernement tsariste, cautionnés par le gouvernement français, largement encouragés par la presse française (qui recevait des gratifications secrètes d'intermédiaires russes : cf affaire Raffalovitch) ont été émis en France à partir de 1882, jusqu'aux abords de la Grande Guerre, accaparant presque un tiers de l'épargne française. La répudiation de ces énormes dettes d'Etat par le nouveau gouvernement bolchevique, en décembre 1917, lésa des centaines de milliers de petits, moyens et gros porteurs français, qui continuent, un siècle après, à réclamer leur dû. On peut raisonnablement penser que l'expédition internationale que nous décrivons n'était pas sans rapport avec l'idée de faire reconnaître à nouveau cette dette en remettant en place un gouvernement « blanc ».

E- *C'est-à-dire qu'un soldat français ne pouvait pas fréquenter ces bordels comme un client normal ?*
T- *Ah ! Non, non, non ! Y en avait qui étaient indépendants, où on pouvait entrer et sortir comme on voulait. Mais là, c'était un machin…. C'était immense, là-dedans ! Y avait des gamins qui se prostituaient, qui étaient maquillés comme des filles, là dedans ! … On avait été un peu surpris de voir toutes ces vilaines choses... »*

En dehors de ces loisirs troubles, et dangereux, le contingent doit penser à la suite de sa mission militaire, en remontant le maigre matériel reçu :
E- *« C'est donc là que vous avez trouvé le matériel ? Qui était arrivé comment ?*
T- *Qui était arrivé bien avant nous ! Qui était sur les quais, quoi ! Alors, on nous a dit : « Maintenant, si vous voulez des camions, et puis des voitures, faudra les monter ! On n'avait pas beaucoup de camions, quatre ou cinq, cinq ou six, et puis des Cadillac, des voitures légères…*
E- *Il fallait les monter ! Ils étaient arrivés en pièces détachées ?*
T- *En pièces détachées ! Y avait de ces grandes caisses, immenses ! Sur tout le quai, y en avait je sais pas combien !*
E- *Mais il fallait avoir des mécaniciens pour faire ça !*
T- *On avait de tout ! Y avait des mécaniciens, y avait des boulangers, y avait des charcutiers, y avait des cordonniers, des tailleurs…Mais alors, au fur et à mesure, qu'est-ce que vous voulez…On est arrivés d'abord en Amérique : y en a qui ont été démobilisés ! Les vieilles classes ! On arrive en Océanie : encore des démobilisés !*
E- *Mais est-ce que ceux qui partaient étaient remplacés par d'autres ?*
T- *Pas du tout !… Et puis à Irkoutsk, y a eu un autre gros départ ! Dans toutes les villes, quoi ! Moi, je me trouvais dans les plus jeunes, évidemment, il était pas question pour nous…*

On est sidéré devant tant d'imprévoyance ! Pourquoi avoir accepté des volontaires trop âgés, que la démobilisation de leur classe retirait à l'expédition ? Pourquoi ne pas avoir expédié les véhicules en état de marche, et en nombre suffisant, au lieu de les soumettre aux aléas d'un remontage mal maîtrisé ? Selon Claude, c'était encore pire pour les avions :
E- *« Donc là, vous avez quand même pu remonter tout ce matériel. Vous parliez d'avions. Y avait des avions, aussi ?*
T- *Pas du tout !*
E- *Mais vous aviez bien des aviateurs qui étaient partis avec vous ?*
T- *Oui, oui…Puisque Kessel était aviateur. Y en avait juste un ! On en avait juste vu un !*
E- *Vous avez vu un avion ? C'était mal organisé, alors ?*
T- *Oh la la ! On s'est toujours demandé qu'est-ce qu'on était venu faire dans cette galère ! Moi, ce que j'ai pas compris, c'est que quand on est arrivés là-bas, c'est que tout le monde est parti à sa guise, à sa façon ! On aurait été groupés… Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse, dans un pays… Même pas 300*[33] *bonhommes* dans cette étendue ! On pouvait rien faire ! Il aurait fallu, toutes ces puissances alliées, faire un groupe ! Là, on aurait pu arrêter les Bolcheviks ! Mais on a rien arrêté du tout !*
E- *Et, en cours de route, est-ce qu'on vous a dit plus précisément ce que vous alliez faire ? Est-ce que, petit à petit, on vous a informés ?*
T- *C'est-à-dire, quand nous sommes partis, on nous a dit : « Vous allez en Sibérie pour combattre les Bolcheviks ! Vous allez être avec l'Armée Blanche, vous allez combattre les Bolcheviks! ». C'est la seule raison qu'on nous a donnée !*
E- *On vous l'a donnée au départ, à Brest ?*
T- *Oui ! »*
E- *Et entre temps, depuis votre départ, la situation s'était modifiée ! Les Bolcheviks avaient gagné de plus en plus de terrain !*
T- *Ah oui ! Tous les jours, ils avançaient un peu plus !*
E- *Est-ce que vous en étiez informés ?*
T- *Ah non, pas du tout ! On le savait par les trains qui arrivaient, les gens qui fuyaient l'invasion : on le savait comme ça. Mais y avait pas de radio, y avait rien du tout. Le plus qu'on a eu de renseignements, c'était à Irkoutsk. C'est là d'ailleurs qu'on a su que c'était fini, qu'on regagnait la France ! »*

Ce qui n'empêchera pas le contingent français de poursuivre son chemin par le Transsibérien jusqu'à Iekaterinbourg (devenu Sverdlovsk entre 1924 et 1991), soit 3 200 km plus à l'ouest, en direction de Moscou, Irkoutsk étant à environ 2 400 km à l'est de Vladivostok ! Ce ne devait pas être un ordre impératif qui a été reçu à Irkoutsk…

Le séjour à Vladivostok occupe toute la fin des *« Temps Sauvages »* de **Joseph Kessel**, en fait les deux derniers tiers (pp. 63 –192). Cette partie s'organise en deux chapitres intitulés *« Seigneur de l'Orient »*, traduction du nom de Vladivostok, mais dont on sent bien que l'auteur s'attribue cette qualification, et *« Aime-*

[33] Claude a répété plusieurs fois ce chiffre de 300, alors qu'on a vu que le chiffre réel du contingent français excédait de peu 500. Mais même à 500, ce contingent, surtout s'il était mal équipé, ne pouvait effectivement pas faire grand chose !

moi noire « (extrait d'une vieille chanson russe) racontant son amitié amoureuse pour Lena, une jeune chanteuse-entraîneuse de boîte de nuit – maison de rendez-vous, à la voix prenante, dévoyée par un officier de l'armée tsariste, pitoyable épave affectée d'un « *sale maladie* ».

Dans le premier chapitre, l'auteur narre principalement la fonction qui lui est assignée, en tant qu'officier parlant russe : négocier auprès de tous les chefs russes officiels ou officieux (en les corrompant avec de l'argent liquide) les possibilités de chargement du matériel du contingent sur les trains qui prendront la direction de l'Oural. Il est plus pessimiste encore que Claude Maillet quant aux livraisons d'avions, apprenant d'un de ses collègues *: « Ce qui est sûr, toutefois, c'est qu'ils n'ont pas encore franchi le canal de Panama. »* (p.74). Dans une réunion, il est en présence de la totalité des représentants de la mission internationale : *« Oui, douze. Comptez avec nous : Etats-Unis, France, Angleterre, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie, Tchécoslovaquie , Hongrie, Roumanie, Serbie, Japon. Et enfin, Russie. – Mais quelle Russie ? avons-nous demandé. Là, c'était véritablement le cauchemar.*

Au sommet de la hiérarchie, dans Omsk, la grande ville sibérienne, siégeait l'amiral Koltchak. Il était entouré de tous les attributs extérieurs du pouvoir : il avait un Premier ministre, un gouvernement, un grand état-major, un arroi démesuré de hauts généraux, de hauts dignitaires, de hauts patriarches de la vieille et sainte Russie. Proclamé régent de l'Empire, Koltchak avait fait serment d'anéantir les Rouges et de rétablir sur le trône l'héritier des tsars.

Mais dans l'Empire, la Russie d'Europe, celle qui possédait les vraies ressources, en population, en industrie, en hommes d'élite, les Soviets en étaient les maîtres. Et à travers la Sibérie, immense à coup sûr, mais terriblement sous-peuplée et à demi-sauvage, Koltchak pouvait seulement compter sur quelques régiments démoralisés de l'armée régulière et quelques bataillons d'officiers blancs qui servaient comme de simples soldats. » (pp. 72-73).

Ce constat du déséquilibre des forces antagonistes en présence du côté russe aide à comprendre le fiasco de la mission, attribuable aussi à la mauvaise coordination et à l'organisation défaillante de celle-ci.

La corruption de la ville, Kessel la vit notamment à travers sa mission. Sa débauche et sa saleté, il les constate tous les jours, et les décrit en une évocation proche de celle du Montbrisonnais, le style en plus, dans une splendide et longue prétérition : *« Je pourrais parler des bouges du port, qui suintaient la vodka et le crime et des bidonvilles chinois où, dans la fange, la vermine et la faim, gîtaient les coolies qui venaient par milliers, clandestinement, de la frontière voisine. Je pourrais parler aussi d'un bordel, logé dans une ancienne caserne qui menaçait ruine et que peuplaient des milliers de prostituées –japonaises, coréennes, chinoises-, je dis bien : des milliers, réparties dans des alvéoles d'un mètre de large et de deux de long, munies en tout et pour tout d'un grabat nu à même le sol, séparées les unes des autres par un petit rideau immonde et protégées de la même façon des corridors sans fin sur quoi des deux côtés elles s'alignaient. Oui, un bordel-caserne de milliers de filles, sans une serviette, sans un broc d'eau. »* (p.81).

Mais l'aventure sibérienne s'arrêtera à Vladivostok pour Joseph Kessel, dans une de ces démobilisations qui n'en finissent pas de saigner le contingent français. Il apprend que les engagés volontaires pour la guerre (à ne pas confondre avec les volontaires pour l'expédition en Sibérie) sont démobilisables : *« Quoi les engagés volontaires…quoi…démobilisés…Et moi qui avais devancé l'appel d'une année, moi, je n'en savais rien. »* (p. 185).

Il part par le Japon, et la Chine, où, nous apprend son ami et biographe **Yves Courrière**[34], il va, à Shanghaï, rencontrer une jeune roumaine, de son âge (21 ans) Nadia-Alexandra Polizu-Michsunesti - dite « Sandi »- et sa mère, toutes deux réfugiées (avec leur mari et père qui était retourné à Bucarest après l'armistice) en Moldavie, puis en Russie, devant l'avance allemande de décembre 1916 dans leur pays, et qui avaient fui les bolcheviks par le Transsibérien, jusqu'au Japon. Jef et Sandi s'épouseront le 3 mai 1921 à Paris, où vivait déjà la soeur de Sandi, épouse du Dr Massart.

Le trajet dans le Transsibérien de Vladivostok à Iekaterinbourg (2 juin- 26 juin 1919)

La encore, le récit écrit de **Gaston Grosjean** est irremplaçable. Nous le reprenons à l'endroit où nous l'avons interrompu :

« 1er juin. Voilà le départ qui s'approche. Je suis de garde au train, embarquement de tout le matériel et des voitures automobiles. Nous serons logés dans des voitures de 4e classe. Nous ne serons pas trop mal car nous pouvons avoir nos paillasses avec nous. 2- C'est vers minuit que nous avons quitté la 2e rivière, il pleut presque toute la journée. Quelques jolis petits coins mais la majorité est d'aspect pauvre. 3- De longs arrêts dans les gares où nous passons le temps comme nous pouvons. Le pays que nous traversons est montagneux et boisé. C'est d'un aspect très sauvage et triste. L'on nous dit que par ici il y aurait des ours et des tigres, c'est

[34] Yves Courrière, « *Joseph Kessel ou Sur la piste du lion* », éd. Plon, Paris 1985, 960 pages

très possible. Du reste, l'on voit autour des habitations des gabionnades[35] *pour les protéger contre les bêtes sauvages. La ligne est très accidentée, nous faisons des détours fantastiques, et ce train ne va* (pas) *vite du tout. 4- Nous arrivons en gare de Harbine**[36] *sur la frontière de Mongolie et de la Mandchourie. Nous avons l'espoir de pouvoir sortir en ville, il n'en est rien, car soi-disant le train ne resterait pas longtemps en gare, c'est pour cela que nous y sommes 5 heures et à une gare plus loin. 6 !*[37] *- Nous sommes donc en Chine et les grandes plaines que nous voyons au sortir d'Harbine* sont bien cultivées. 5- Il fait froid ce matin, du reste nous apercevons la neige sur les montagnes les plus près de nous. Nous sommes toujours dans les plaines et il pleut une bonne partie de la journée. 6- Au réveil c'est toujours la plaine mais une plaine de sable, un désert, où il y pousse à peine quelques brins d'herbes. Dans la soirée quelques dunes et quelques pins rabougris. Nous arrivons à Mandchouria dans la soirée, mais ne sortons pas ne sachant pas au juste le train* (le temps ?) *que nous allons nous y arrêter*[38]*. Dans la nuit on détache un wagon sous prétexte qu'il a besoin de réparation, et comme nous ne voulons partir que lorsque le train sera complet, nous attendons que ces réparations soient terminées. 7 – Nos réparations ne sont terminées que dans la matinée, à 10 heures nous quittons Mandchouria. C'est toujours dans cette même plaine triste et solitaire que nous roulons ; pas de rivières, quelques rares maisons. L'on voit de curieuses caravanes de bœufs attelés à une charrette à deux roues mais qui sont très hautes. L'on voit aussi des troupeaux de chameaux et ça me surprend beaucoup, ne sachant pas qu'il y avait de ces animaux en Sibérie. 8- Nous sommes toujours dans la plaine. Un train de Canadiens passe devant nous à Adri où nous voyons un train blindé de l'attaman* Sémenoff. »*

Ce Semenof, figure légendaire et trouble de l'époque, ruffian chef de guerre, **Joseph Kessel** l'a présenté dans son récit consacré à Vladivostok : *« L'ataman, c'était Semenof, le maître de Tchita*[39]*… Semenof, simple sous-officier aux Cosaques de l'Amour. Parti, il n'y a pas deux ans, avec sept hommes, pas un de plus, disait-on, faire la chasse aux partisans rouges. Pris toutes les armes qu'il trouvait en route. Rameuté les étudiants en rupture d'université, les forçats en rupture de bagne, les soldats déserteurs, les chercheurs d'or dégoûtés de leurs mines, les trappeurs fatigués de leurs pièges, les vagabonds sans feu ni lieu, ni loi, qui rôdaient à travers les taïgas et les toundras infinies. Formé, pour le pillage, l'alcool, les filles et le sang, d'abord une sotnia, puis une bande, enfin une armée. Proclamé ataman. Installé à Tchita. Seigneur de la guerre civile. »* (p. 96)

Revenons au récit de **Gaston Grosjean** : *« Nous restons assez longtemps dans cette gare que nous quittons vers 7 heures. Nous commençons à voir quelques arbres. 9- Belle journée de voyage aujourd'hui, temps splendide et jolis points de vue. Grandes étendues de sapins et dans certains endroits des blocs de glace de belle épaisseur. La voie est double*[40]*, ce qui fait que nous nous arrêtons moins souvent dans les petites gares. Nous longeons de belles vallées.10- Nous arrivons le matin dans une ville de 2 000 habitants Midji-Verdinsk, où il y a beaucoup d'Américains ; plus loin nous voyons de nouveau un train blindé. Le froid est assez vif. Dans la journée, nous arrivons sur les rives du lac Baïkal où le paysage est très joli. Nous voyons encore de la glace sur le lac. A la fin du jour nous assistons à un ravissant coucher de soleil. 11- Toute la nuit nous avons longé le lac. Au matin nous arrivons à Baïkal*[41] *et c'est peu après cette gare que nous quittons les bords du lac et longeons la rivière ou* s'écoulent les eaux du lac. Nous arrivons à Irkoutsk vers midi et nous sortons nous promener. Beaucoup de Tchèques et de Roumains dans la ville. L'on y voit aussi les traces de la bataille avec les Bolchevicks*. Rien de remarquable dans la ville, tout y est cher. Nous subissons une chaleur tropicale. Nous ne partons pas à la tombée de la nuit. 12- Nous quittons Irkoutsk vers les 10 heures, deux hommes manquent le train qui s'arrête plus loin pour les attendre. Un peu plus loin, nous restons 4 ou 5 heures dans une autre gare. Nous passons sur des ponts de chemin de fer ayant plus ou moins été démolis par les Bolchevicks*. 13- Nous passons dans des grandes forêts de sapins. Forte chaleur toute la journée. Préparatifs pour la défense du train si besoin est. 14- Aujourd'hui c'est la région dangereuse. La faction a été prise toute la nuit dans chaque wagon. Nous voyons des vestiges d'anciens déraillements. Toujours dans les sapins. Plusieurs maisons sont abandonnées sans doute à cause des Bolchevicks*. De longs arrêts dans les gares, vitesse réduite, maisons brûlées ou abandonnées. Trains blindés tchèques. 15- Ce serait aujourd'hui que la paix se signerait ? »*

---

[35] Protections, sans doute en planches, en forme de gabions, ces grands remparts tressés en osier qui servaient à retenir la terre dans certains secteurs de tranchées où elle était trop meuble.

[36] Harbin ou Kharbin, en Manchourie, se trouve en effet sur le trajet du Transsibérien, car la Mandchourie et l'est de la Mongolie constituent une sorte de poche territoriale chinoise séparant Vladivostok de la Russie autour du lac Baïkal

[37] Curieusement, Gaston écrit « 6 ! », mais il se trompe sur la date, car le 5 juin va venir après. Quant au point d'exclamation, il souligne sans doute la surprise de se retrouver en Chine.

[38] Phrase que sa syntaxe confuse rend incorrecte et difficile à comprendre

[39] Tchita est une ville russe située sur le Transsibérien, après la traversée de la Mandchourie et du fleuve Amour et un peu avant l'arrivée au lac Baïkal et à Irkoutsk, située sur sa rive est.

[40] Cette précision nous informe que la voie était simple jusqu'à maintenant, pour les 2000 km environ séparant Vladivostok de Tchita, ce qui suppose une organisation rigoureuse pour éviter les collisions frontales de trains, et des voies de dérivation dans les gares pour permettre au train prioritaire de passer, en garant celui qui ne l'est pas.

[41] La petite localité de Baïkal se trouve à la pointe sur du lac Baîkal, qui ne mesure pas moins de 800 km de longueur, le Transsibérien contournant son extrémité sud.

Cette remarque, qui nous renvoie aux négociations qui se déroulent en Europe, afin de forcer l'Allemagne à signer le traité de Versailles, vient opportunément rappeler qu'en pleine Sibérie, les soldats français se préoccupent de l'évolution des tractations de paix, et en sont informés, plus ou moins bien…
Le journal se poursuit :

« *Nous arrivons à Krasnoïarsk, petite ville sur la……*[42]*. Nous allons faire un tour en ville ; le plus intéressant, c'est une jolie place où une musique italienne joue ; c'est là que nous passons notre soirée, à 11 heures nous revenons au train. 16- Rien d'intéressant si ce n'est qu'il y a eu un vol de cartouches dans notre train, nous sommes de ce fait consignés. 17- Nous apprenons aujourd'hui que la paix n'est pas signée, les armées alliées entrent en Allemagne, cela ne va pas avancer la démobilisation. »*

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, les armées alliés sont déjà entrées en Allemagne après l'armistice du 11 novembre 1918. Mais ici, à la mi-juin 1919, elle entrent dans la partie non-occupée de l'Allemagne, sur la rive droite du Rhin, afin de contraindre ce pays à accepter les clauses du traité de Versailles. (qui sera finalement signé le 28 juin).

« Nous avons des jours sans fin et la chaleur est très forte. Nous sommes (dans) *un pays ou* il y a des marais et ou* les moustiques nous piquent très fort. Nous arrivons à Novo- Nikolaïef. 18- Nous quittons Novo-Nikolaïef et nous traversons un pays ou* il y a beaucoup de cultures. Nous voyons beaucoup de jeunes soldats qui sont habillés et équipés en anglais mais ils n'ont pas l'allure ; nous avons du pain noir à manger aujourd'hui. 19- Rien d'intéressant. Nous approchons d'Omsk où nous arrivons dans la nuit. 20- La guerre n'est pas reprise et l'on nous dit que la paix doit se signer le 22 ou le 23. Ne sort pas en ville. 21- Aujourd'hui nous avons le courrier de France, 2 lettres de Jaillet, 1 de Roch, 1 de Jusseau et 1 de Mme Marone (?). Visite d'un colonel. Nous avons la permission de la nuit car la journée, il fait tellement chaud qu'il n'y a pas moyen de sortir. Je vais en ville pour la première fois. Visite l'Aquarium où il y a une musique russe assez bonne. 22- Nous allons prendre un bain dans la rivière, l'eau est douce. Nous louons une barque et la promenade est assez mouvementée. Dans un jardin d'Omsk il y a bal au son d'une musique militaire. Jolies danses russes. 23- La paix doit se signer aujourd'hui ?? Patoux, Corbière et Plat repartent en France ; nous, nous prenons la direction d'Ekaterinebourg*. 24- Le pays que nous traversons est très cultivé. 25- Nous avons été dévorés par les moustiques cette nuit, et il a été impossible de pouvoir dormir. Beaucoup d'entre nous en portent la trace. Des moustiquaires nous sont de ce fait distribuées. Ce sont certainement les plus beaux pays que nous avons traversés aujourd'hui. Nous avons quitté l'Asie et nous sommes maintenant en Europe*[43]*. Nous ne savons toujours pas si la paix est signée ! 26- Nous arrivons le matin à la gare d'Ekaterinebourg II ** [44] *mais ce n'est que vers midi que nous arrivons à la grande gare. Vladivostok/Ekaterinebourg* 6196 verstes.*

Cette dernière précision a été rajoutée en bas de page et doit correspondre à une indication d'origine russe fournie dans le train. La verste est une ancienne mesure de longueur russe, équivalant à un peu plus d'un kilomètre (1066, 8 mètres) ; la distance indiquée par Gaston est donc de 6 610 km. Comme elle a été parcourue en 26 jours (du 1er au 26 juin), la distance quotidienne moyenne parcourue par le Transsibérien a été de 254 km.

Claude Maillet a aussi été de cette longue traversée de la Sibérie, de Vladivostok à Iekaterinbourg. Inévitablement, il compare et oppose les deux grands trajets ferroviaires du contingent, celui traversant la Sibérie et celui qui a traversé les Etats-Unis :

E- *« Donc vous partez de Vladivostok vers la fin du printemps ? Vous avez pris le Transsibérien….*

T- *Oui. Nous étions dans des wagons à bestiaux. Quand on pense qu'en Amérique, nous avions des wagons-couchettes et puis des wagons-restaurants ! On tombait de haut !*

E- *Et vous n'aviez pas trop froid, dans ces wagons à bestiaux ?*

T- *Oh si ! Mais on avait des couvertures, on se roulait là-dedans. On a passé des fichus moments, oui, c'est vrai !*

E- *Et vous mangiez comment ?*

T- *On mangeait pas mal de boîtes de singe* (corned beef). *Et puis alors dans les gares, y a tous les gens du pays qui viennent vendre, ils vendent le long de la voie. Alors, y avait des œufs, y avait du lait, y avait des fromages, y avait du pain ! Alors, on se ravitaillait. Et puis dans toutes les gares, y avait de l'eau chaude, pour faire le thé. Parce que y avait pas de vin là-bas ! On buvait que du thé ! Alors, les premiers jours, c'est dur de manger avec*

---

[42] Cet espace blanc laissé par Gaston, et pas rempli après, nous signale sa volonté d'être complet. Cette rivière, ou plutôt ce fleuve, qui baigne Krasnoïarsk, c'est l'Ienisséi, qui se jette dans l'Océan Glacial Arctique (mer de Kara) après un cours de 3800 km

[43] C'est la chaîne montagneuse de l'Oural qui marque cette frontière

[44] Ekaterinbourg ou Iekaterinbourg est une ville de Russie (la quatrième de Russie en nombre d'habitants, actuellement, où elle totalise 1 350 000 habitants) située à environ 1800 km à l'est de Moscou, dans l'Oural. Fondée en 1723, elle porte le nom de l'impératrice Catherine, épouse de Pierre le Grand, et future impératrice régnant sous le nom de Catherine Ière. Le nom de Sverdlovsk lui a été substitué sous l'ère soviétique (de 1924 à 1991) pour « honorer » Iakov Sverdlov, chef bolchevique y ayant fait procéder à l'exécution, le 17 juillet 1918, du tsar Nicolas II, de son épouse l'impératrice Alexandra Fedorovna et de leurs enfants (le prince héritier Alexis et ses quatre sœurs).

du thé ! (rire) *Et dans toutes les gares, y a des grandes citernes d'eau bouillante. Parce que quand ils prennent le train, les Russes (nous, on part pour 8-10 heures) tandis que là-bas, ils partent des journées entières ! Et dans toutes les gares, y avait des grandes chaudières où ils allaient chercher de l'eau chaude pour mettre dans les théières, pour la boisson. »*

Un arrêt l'a plus particulièrement marqué : celui dans la gare d'Irkoutsk, en bordure du lac Baïkal, avec son grand marché de fourrures :

E- *« Vous dites que les moujiks* (paysans russes) *paraissaient pauvres ?*

T- *Oui ! Houla ! Et puis complètement arriérés ! Si je vous disais : ils connaissaient pas la valeur de leur argent ! A Irkoutsk, c'était le grand marché mondial… Alors, ils trappaient tout l'hiver ! Et alors, au dégel, ils venaient là en caravane, ils étaient là dix-quinze avec des chariots , ils amenaient toutes leurs peaux. Mais alors y avait pas d'argent : c'était du troc ! Ils remportaient que du ravitaillement. Y avait des montagnes de peaux : des zibelines, des loups, des renards ! Y avait des renards superbes (je m'avais rapporté deux belles…)*

E- *Est-ce qu'il n'y avait pas d'argent parce que c'était la période de Révolution, ou alors ça avait toujours été comme ça ?*

T- *Oh ! L'argent avait presque complètement disparu ! »*

Mais son souvenir principal, longuement raconté, est celui d'une altercation avec un notable russe, dans une gare, au cours d'un arrêt pour se ravitailler en eau chaude pour faire le thé, comme il l'a expliqué :

T- « *J'avais même eu une aventure. On était en train de faire la queue pour l'eau chaude. Et y avait deux queues ! S'il y avait deux queues, c'est qu'il y avait deux chaudières ! Et puis y avait des Russes qui étaient devant moi, y en avait derrière, y avait des civils. Et puis, tout par un coup, je me sens saisi par les épaules, et puis un monsieur qui me passe devant ! Alors moi, je me rebiffe, je dis : « Ça va pas, non ? ». Et puis je l'attrape et je le remets dedans ! Alors, il s'est mis à dégoiser en russe, il devait pas me bénir sûrement ! Puis alors j'ai entendu qu'il a dit deux fois : « Dourak ! Dourak ! ». « Dourak », ça veut dire « imbécile » ! en russe. Je lui dis : « Je vas* bien t'en ficher, moi, de… ! ». Je l'attrape par le collet et puis je l'ai secoué ! Et puis alors, là, il était un peu vexé de ce que je lui avais fait. J'avais remarqué qu'il était très bien vêtu. Et il était colère ! Il a passé dans la machine* (la queue) *à côté, et je l'ai perdu. Puis on a fait le plein. Les copains m'ont dit : « Alors, qu'est-ce qu'il avait, ton moujik ? ». Alors je leur ai expliqué. Ils m'ont dit : « T'avais qu'à le ramponner[45] ! ». Je leur ai dit : « Je voulais pas le battre, mais enfin, je l'ai un peu secoué ! ». Et puis nous sommes arrivés. Notre train était sur une voie de garage. Et j'arrive ! Et je le vois : il était avec le colonel et puis l'interprète. Alors, moi j'arrive avec mes trois copains. Il me montre du doigt en disant (je sais pas ce qu'il disait…) « C'est lui, là ! ». Puis alors, il voulait que je lui fasse des excuses ! Il a dit que je l'avais « froissé dans sa dignité de Russe » ! Toujours je me suis conservé de ce qu'il avait dit !*

E- *Mais c'était la traduction de l'interprète russe ? Ou c'était lui qui parlait français ?*

T- *Non, non, c'était la traduction ! « Que je l'avais froissé dans sa dignité de Russe ! »*

E- *Et comment sa dignité a été défroissée ?*

T- *Alors, il a fallu que je… Le colonel, le père Loubignac (c'était un père de famille !) il me dit : « Allez, fais – lui des excuses ! ». – « Ah ben, je fais, c'est lui qui a cherché, c'est encore à moi à lui faire des excuses ! ». – « Enfin, il m'a dit, qu'est-ce tu veux… ». Alors je lui ai fait des excuses ! « Je vous présente toutes mes excuses », en français, et puis il a traduit en machin…Puis alors après, il est parti : il était content ! Et puis le père Loubignac, le colonel, il m'a dit : « Qu'est-ce que tu veux, mon vieux, t'as été trop fort ! Ecoute : ils nous ont demandé à* venir, on est là pour les aider, et puis, l'oublie pas, nous sommes pas chez nous, nous sommes chez eux ! ». Alors, il m'a fait la morale, quoi ! Il était très très gentil ! Il m'a dit : « Je te connais ! Je sais bien que c'est pas toi qui as… »*

E- *Donc c'était un notable ? Il avait une fonction importante ?*

T- *Oh oui ! C'était quelqu'un qui faisait certainement partie de la noblesse ! Parce qu'il était vraiment bien vêtu ! A comparer des moujiks ! »*

Ce genre d'incident a dû se produire plus d'une fois, et souligne la position ambiguë du contingent français, comme de tout le corps expéditionnaire, et celle de son chef, pris entre son désir d'être juste envers ses hommes et celui de se concilier la population locale pour faire accepter la présence de la compagnie double qu'il commande. Quant à l'appréciation très positive, affective, de Claude vis-à-vis du colonel Loubignac, qu'il qualifie de « *père de famille* », nous avons vu dans le chapitre XXIV consacré aux relations entre soldats et officiers qu'elle n'était pas rare, et était facilitée par la différence d'âge entre officiers supérieurs et soldats des jeunes classes, les premiers ayant l'âge d'être les pères des seconds…

[45] Terme d'argot ancien signifiant donner des coups, chaque coup étant un « ramponneau »

Le séjour à Iekaterinbourg (26 juin - 14 juillet 1919)

Revenons au journal de **Gaston Grosjean** à la date de son interruption, avec l'arrivée en gare de Iekaterinbourg :

« *Nous ne pouvons pas sortir. On demande des volontaires pour aller accompagner le général Gaïdda au front (en automobiles). J'en fais partie. Nous devons partir demain. 27- Préparatifs pour le départ au front qui doit avoir lieu vers 18 heures. Le camarades s'occupent du déchargement de notre matériel et de l'aménagement du cantonnement. Le départ est renvoyé à demain. On nous dit que la paix n'a pas été signée le 23, mais qu'elle devrait l'être le 28. 1 million d'Anglais et de Français seraient en marche sur Berlin. 28- Nous attendons le départ mais les ordres changent et nous devons partir 35 pour l'instruction des volontaires. Les Bolcheviks avancent. Le départ est fixé pour demain. 29- Nous nous promenons en ville, qui est certainement la mieux de toutes les villes russes que nous avons vues jusqu'ici. Il y a un petit bar au milieu de la ville. Nous faisons la connaissance d'un Anglais. Le départ se fera demain. Nous devons emmener des munitions. 30- Le départ n'a toujours pas eu lieu, le chargement des munitions n'étant pas terminé. Rien de nouveau sur la paix. Nous allons faire un tour sur le* (mot coupé) *avec deux Anglais. 1er juillet. Nous apprenons de bon matin que la paix est signée. Tout est pour le mieux. Nous sommes dans le train prêts à partir. »*

Il a donc fallu trois jours pour que la nouvelle de la signature tant attendue du traité de Versailles, effective le 28 juin, parvient dans cette ville de Sibérie occidentale : c'est à la fois beaucoup et peu, si l'on juge par la distance, l'éloignement, les difficultés des communications téléphoniques. Mais Gaston reste étonnamment peu loquace dans ses réactions en apprenant la nouvelle !

« 2- Nous partons vers le matin, c'est à Krasnolaï (mot peu lisible) *que nous devons aller. Le lieutenant Blondin et Gray doivent partir pour la France aujourd'hui. Les Bolchevicks* ayant avancé, nous trouvons le colonel qui est venu nous retrouver quelques gares à l'avant. Un colonel russe est avec lui. 3- Un déraillement ayant eu lieu à quelques* 10 verstes à l'avant, nous n'allons pas plus loin. Nous conservons la machine avec nous. Je vais à la pêche avec mon ami Damiens : nous avons une bonne friture. Personne encore à instruire. Nous couchons tout habillé* 4- Nous retournons à la pêche en emportant nos armes avec nous. Le pays où nous sommes se nomme Nijniserginskaïa. Il y a une source sulfureuse que nous visitons dans la journée. Nous couchons encore en alerte. 5- Les volontaires ont commencé d'arriver. On a l'air de dire que le front serait redevenu normal et que les Bolchevicks* seraient arrêtés ? 6- Rien à faire aujourd'hui. Petites promenades aux alentours. 7- Nous commençons aujourd'hui l'instruction aux volontaires de la mitrailleuse et du canon Machelem* (? peu lisible). *Les volontaires qui sont là sont des gens d'une quarantaine d'années dont beaucoup ont déjà été soldats. Ils mettent de la bonne volonté. 8- Continuons l'instruction. Le lieutenant Cronier doit bientôt partir pour la France. Le soir nous apprenons que l'on doit quitter le pays par suite d'une nouvelle avance des bolchevicks*. 9- Départ. Beaucoup d'habitants évacuent. 10- Nous sommes arrivés la nuit à Cousina et nous y restons une bonne partie de la journée. Nous avons vu sur les routes des quantités de petites voitures marchant en file indienne. Ce sont les paysans qui abandonnent leurs terres et leur maisons fuiant* pour ne pas tomber entre les mains des bolchevicks*. Car ils ont été une fois sous leur domination et ils en ont souffert. Ils emportent peu de chose, ces pauvres gens, car leur voiture est si petite et il y a les petits enfants. Que de misères pour eux en perspective car ils vont dans l'inconnu avec certainement peu d'argent en poche. L'hiver les surprendra dans quelqu'endroit peut être sans abri et sans grand'chose à manger. C'est alors qu'apparaîtra le typhus qui cause dans un pays de si grands ravages dans tout un peuple. Et cependant on ne voit pas sur leurs visages de traces d'abattement. L'âme slave est ainsi faite et supporte avec une résignation, qui parfois déconcerte, des épreuves qui en France nous plongeraient dans la consternation. Un train d'évacués est arrêté à côté du nôtre : hommes, femmes et enfants sont entassés dans les wagons. Dans quelques-uns de ceux-ci et au son d'un accordéon, ils ont formé des chœurs bien soutenus et prenants. En d'autres, c'est la danse qui est organisée à terre. Ces danses qui ne manquent pas d'un certain style et d'une certaine grâce sont menées au son d'un accordéon également. Dans quelques danses, les partenaires dansent très peu ensemble mais l'un après l'autre et chaque partenaire exécute un mouvement indiquant une demande et une réponse. Il y a surtout beaucoup de mouvements de jambes de la part du cavalier. Ainsi que je le disais plus haut, tous ces gens-là ont tout abandonné cependant je n'en ai pas vu un avoir les larmes aux yeux. »*

Le lecteur qui s'est familiarisé avec le style et le rythme de narration de Gaston Grosjean depuis le début de son journal ne manquera pas d'être surpris devant ce long développement, le premier depuis le début. Manifestement, Gaston est ému par la détresse de ce peuple paysan de l'Oural contraint à l'exode, redoutant l'arrivée des Bolcheviks, et des exactions qu'il a déjà connues. Il est aussi très admiratif de cette caractéristique de « *l'âme slave* » (se lançant ainsi dans une petite étude de sociologie de comparaison entre les mentalités des peuples russe et français) : supporter le malheur avec courage, sérénité, et le braver même en organisant des festivités. Son analyse du style et du sens des danses russes paraît tout à fait pertinente. Par ailleurs, cette arrivée des troupes rouges signifie, pour le contingent français, soit le combat à brève échéance, soit le repli. Laissons le journal se poursuivre :

« En repartant nous pensons aller directement jusqu'à Ekaterinebourg mais à Kou* (mot coupé par *la* photocopie) *nous retrouvons le colonel qui* (dit) *que jusqu'à la classe 16, nous seront* bientôt démobilisés, c'est-à-dire au 30 octobre. C'est tout ce qu'il me fallait. Nous resterons ici pour combien de temps ? Nous n'en savons rien. 11- Le Lieut[t] Cronier, Damiens, Supplijean, Lagarde, Archambaud nous quittent et vont à Ekaterinebourg* pour rentrer en France. Je voudrais bien en faire autant. C'est la grande retraite. Des quantités de trains chargés de troupes passent. Plus aucun train ne monte. »*

On aura compris que tous les trains vont d'ouest en est, allant de la Russie d'Europe vers la Sibérie, et que plus aucun train ne fait l'inverse, ces trains qui pourraient apporter des renforts alliés au petit contingent français. Par ailleurs, Gaston n'est plus du tout (s'il l'a jamais été !) tenté par la perspective de combattre ces troupes rouges qui semblent avancer inexorablement, et n'aspire plus qu'à son retour en France.

« A la tombée de la nuit nous partons aussi. 12- Nous sommes en pleine campagne, il y a embouteillage à Ekaterinebourg et nous stationnons presque toute la journée. Il est question que l'on pourrait avoir à abandonner le train avec nos bagages ! Corvée d'eau pour la machine. Nous repartons vers les 19 heures pour aller à la gare la plus proche où nous allons rester la nuit car il y a environ 15 trains avant nous pour Ekaterinebourg*. 13- Nous arrivons dans la matinée à Ekat.. La gare est encombrée par les trains. Bon nombre des habitants ont déjà évacué. Des coups de fusils et de revolvers sont tirés un peu partout. Un train de l'intendance est dévalisé. Le détachement qui était resté est parti depuis le matin ne sachant pas que nous arrivions. Nous quittons Ekat. vers les 9 heures du soir ayant attendu le Colonel qui était retourné dans la direction du front. 14 juillet - C'est le jour de la Fête Nationale en France. A cette occasion le drapeau français est hissé en pleine campagne, au bord de la voie ferrée, et nous formons le cercle en armes pour écouter le Colonel qui nous félicite et nous remercie de notre conduite. Petite cérémonie qui pour nous est bien touchante. Le Colonel rassemble aussi quelques-uns et leur causent*. Puis nous faisons quelques jeux. »*

Cette célébration de la Fête Nationale, si loin de la France, sans aucun spectateur, ne manque pas de panache, surtout dans l'atmosphère de sauve-qui-peut général qui prévaut. On devine que l'évacuation du contingent de la zone d'Iekaterinbourg a été décidée, mis qu'il ne s'agit pas de donner l'impression d'une fuite devant l'ennemi.

« 15 et 16- Rien de précis. Notre voyage se continue très lentement. Deux journées d'orages. Pas de lettres ni nouvelles. Les Bolchevicks avanceraient toujours. 17-18-19 – Toujours de l'orage. Notre voyage dure toujours, c'est à peine si nous faisons 30 km par jour. Parties de chasse pendant les arrêts. 20- Nous arrivons enfin à Tioumel. »

Ce « *Tioumel* », c'est en fait Tioumen, ville située à 300 km à l'est de Iekaterinbourg, en direction de la Sibérie, et, de manière annexe, ville natale du fameux Raspoutine On a donc expressément la confirmation que la retraite du contingent français est commencée, mais à petite allure, en raison de l'encombrement de la voie, ce qui permet des « *parties de chasse* » qui paraissent surréalistes dans ce climat d'urgence…

De Iekaterinbourg, **Claude Maillet** qui manifestement n'était pas avec Gaston Gosjean faisant de l'instruction assez éloignée de la ville, retient essentiellement une anecdote personnelle où il a cru être définitivement séparé de ses camarades :

T- *« Y avait l'avance des Bolcheviks et c'est là qu'on s'est reculé jusqu'à Ekaterinbourg. Puis alors là, j'ai eu encore un pépin. Mes copains étaient casernés dans une école sur la place, et moi j'étais avec les officiers. Y avait moi et puis un sergent et puis tous les officiers, des Russes et puis des Français. Et moi j'avais comme travail d'aller chercher le courrier à la poste d'Ekaterinbourg et de porter ce qu'il y avait. Alors un jour le sergent vient, il me dit : « Tiens, Claude, y a ce télégramme chiffré à porter à la poste. Débrouille-toi, c'est très très pressé ». Et c'était le petit jour, il faisait sombre, il faisait même nuit.[46] Et j'arrive à la poste, là-bas, au guichet. Et où j'avais l'habitude d'aller, y avait un monsieur. J'ai eu l'impression qu'il voulait me dire quelque chose, mais j'ai pas su ce que c'était. Et puis au même instant, je me sens attrapé par les bras. Et c'était l'avant-garde des Bolcheviks qui était arrivée[47]. Alors ils m'ont pris, ils m'ont mis derrière, ils m'ont cuisiné, là, en russe. J'ai rien compris. Je voyais qu'ils étaient inquiets. Ils savaient pas de quelle nationalité j'étais ! Alors, je leur ai dit : « Fransouski ! », quoi, « Français ! ». Et puis il m'a fermé dans une pièce : c'était noir dedans. C'étaient des volets en bois, on y voyait absolument rien. Il a fermé la porte à clé. Et je suis resté là quelques heures. J'ai tâté, j'ai vu qu'il y avait des chaises, et puis une table. Là, j'ai cru que j'étais foutu parce qu'ils faisaient pas de quartiers, vous savez : ils prenaient, ils bousillaient tout ! J'ai dit : « Tu vas voir, ils vont te fusiller ! Et à la base, on va pas savoir où tu es passé ! ». Alors, tout doucement, j'ai essayé d'ouvrir la fenêtre,*

[46] On peut raisonnablement se demander si la mémoire de Claude ne le trahit pas : s'il fait encore nuit, il ne peut espérer trouver personne au guichet de la poste, ni même trouver celle-ci ouverte !

[47] Cette affirmation est plus que surprenante : le corps expéditionnaire n'aurait–il pas connu ce fait, (et combattu) d'autant qu'une poste occupe rarement un endroit reculé de la ville ? Claude ne serait-il pas tombé sur des sympathisants des Bolcheviks originaires de la ville, cherchant à obtenir des renseignements d'un soldat du corps expéditionnaire ?

et puis le volet. Puis j'ai regardé, j'ai vu qu'il y avait la cour derrière. Et y avait des soldats allemands[48] *qui étaient dans une grande pièce, en train de discuter, et ça allait, ça venait. J'ai dit : « Qu'est-ce que tu vas faire ? Si tu peux t'évader ? ». Alors, j'ai ouvert la fenêtre, j'ai enjambé et puis j'ai sauté; c'était pas très haut, il devait y avoir deux mètres cinquante- trois mètres. J'ai sauté et puis j'ai couru jusqu'au portail. Puis, manque de pot, au portail… J'avais mon ceinturon. Vous savez, au bout du portail en fer, y avait des piques : je m'accroche pas après mon ceinturon !* [49] *Mais c'était pour me rétablir ! J'ai eu beaucoup de mal, mais j'ai réussi enfin à me décrocher. Puis j'ai couru jusqu'au poste de commandement. J'ai sonné, et mon sous-off vient. Il me dit : « Tu arrives ? Tu es allé voir les copains ? » J'ai dit : « Pas du tout ! » Alors, je lui ai expliqué. Alors, il est allé le dire aux machins* (aux officiers). *Tout le monde a dit : « C'est pas le moment de rester ici ! ». C'est là qu'on a préparé le départ. Et on partait le lendemain. On est parti vers les 10-11 heures. C'est un peu à cause de moi… »*

Manifestement, Claude s'attribue dans la chute de cette histoire un rôle bien trop grand pour lui ! On ne décide pas le départ d'un contingent chargé d'une mission militaire sur un incident individuel, et sans ordres venus de France, de l'Etat-Major !

Le retour vers Vladivostok par le Transsibérien (14 juillet – 5 septembre 1919)

Revenons au récit de **Gaston Grosjean**, au point où il a été interrompu, à la date du 20 juillet alors que la retraite en train du contingent français, commencée en fait au lendemain du 14 juillet, mais sans repères de lieux, vient de se confirmer, et que Gaston vient d'apprendre que sa classe d'âge (1916) est démobilisable :

« 20- Nous arrivons enfin à Tioumel (Tioumen). *Combien de temps y resterons-nous ? Pas de nouvelles sur la démobilisation ce qui me chagrine beaucoup, car je voudrais bien rentrer le plus vite possible en France et voir ce qui s'y passe. Reçu lettres : maman, Léon, Jacques Garin et Paillard. 21 juillet – Damiens et les autres démobilisables qui étaient partis d'Ekat. avant nous arrivent seulement aujourd'hui et encore par automobiles, ils repartent ce soir par bateau jusqu'à Omsk*[50]*. 24- Toujours à Tioumel. Un incendie se déclare dans le wagon de l'automobile* (?). *Tout ce qui est dedans est presque brûlé. Comme c'était l'heure du bain beaucoup avaient laissé leur argent. Allain est complètement en caleçon de bain, sans vêtements, sans argent ! Tous les souvenirs de mes camarades sont brûlés. 26- La conversation est uniquement sur la démobilisation de laquelle nous n'avons aucune nouvelle. Bains dans la rivière. 31- Toujours à Tioumel. Aucune nouvelle concernant la démobilisation. Tout le monde est impatient de partir d'ici. D'autant plus qu'avec la rapidité des transports sur lesquels nous pouvons compter dans ce pays, nous n'arriverons certainement pas en France pour le 30 octobre qui est la date soit-*disant fixée pour cette démobilisation. Presque tous nous sommes fatigués par la forte chaleur et la mauvaise nourriture que nous avons en ce moment. 2 août. Au réveil le bruit court que l'ordre de démobilisation est arrivé jusqu'à la classe 13, mais bientôt nous avons la confirmation que jusqu'à la classe 17. C'est plus qu'il n'en faut pour moi. Aussi je ne me tiens plus de joie et de même mes camarades. Nous devons partir dans 3 ou 4 jours. Le colonel est parti faire un tour dans les lignes avec d'autres. Bonne chance »*

Alors qu'on avait l'impression qu'aucun combat ne se livrait, la référence à la reconnaissance du colonel Loubignac « *dans les lignes* » atteste l'existence d'un front, mais qui paraît très mobile, et montre le souci du chef de la mission de ne pas replier son unité sans avoir de contacts préalables avec les autres chefs bataillons d'autres nations alliées.

« 4- Notre journée consiste à rendre nos effets en vue de notre départ de la mission, qui n'est pas encore fixé. L'on nous paye également l'indemnité du prêt en retard. Les B. avancent et nous voudrions déjà être loin d'ici. Nous devons partir dans deux jours. Le rouble baisse toujours. 5- Le colonel est encore parti faire un tour aussi nous ne savons pas si nous partirons ce soir, ce qui ne nous réjouis pas beaucoup. A la nuit nous montons les voitures sur les plate-formes. 6- Nous quittons Tioumen*[51] *vers les 8 heures du matin et nous marchons à assez bonne allure, mais il y a un tamponnement en avant, ce qui fait que la voie se trouve coupée. 7- Toujours de l'embouteillage. Enfin l'ordre de notre départ arrive. Le colonel nous dit quelques mots d'adieux très bien. La joie règne lorsque nous quittons nos camarades. »*

---

[48] On conçoit mal ce que des soldats allemands feraient à Iekaterninbourg en juillet 1919 ! Mais dans l'esprit de Claude, « Allemands » signifie sans doute ici « ennemis »…

[49] La formule familière, ici écourtée, aurait dû être : « *je m'accroche ti pas après mon ceinturon !* »

[50] La distance Tioumen-Omsk est d'environ 550 km en ligne droite, mais aucune voie navigable directe ne relie ces deux villes ! Cette mesure paraît incompréhensible. La seule façon de relier les deux villes en petit bateau serait d'emprunter d'abord la rivière Toura qui passe à Tioumen (qui paraît navigable d'après les photos actuelles de la ville figurant sur Internet), qui se jette un peu après dans la rivière Tobol, affluent du fleuve Irtych, qu'il faudrait ensuite longuement remonter jusqu'à Omsk. Mais cela fait plus que doubler la distance en ligne droite !

[51] C'est au moment de quitter enfin Tioumen que Gaston connaît enfin la bonne orthographe ainsi que la bonne prononciation du nom de cette grande ville.

Cette dernière phrase montre que ce ne sont que les démobilisables, d'après leur classe d'âge, qui partent aussitôt en direction de Vladivostok, laissant donc sur place leurs camarades plus jeunes. Il en résulte que ce qui suit n'est valable que pour le groupe auquel appartient Gaston.

« 8 – Le train à de longs stationnements et comme nous sommes sans vivres, nous la sautons. Quelques-uns d'entre nous se dévouent pour aller au ravitaillement sous la pluie. Ils rentrent avec pas mal de provisions. Dans la soirée nous arrivons à Ichim où, à cause des officiers, nous restons une bonne partie de la nuit. 9 Août- Le train a été à bonne allure toute la journée. Nous arrivons à Omsk à 17 heures. Nous ne savons pas quand est-ce que nous repartirons. Le rouble vaut 8 centimes. 10- A Omsk. Nous croyons partir demain matin mais je constate que l'on ne met pas de la bonne volonté et nous devons rester encore dans nos wagons. J'ai mon rappel de citation. 11- Lettre de Capra. J'achète quelques* (mot coupé). *Doray et Morin se blessent dans un accident d'auto. Doray qui subit une opération dans la main ne peut pas partir avec nous. Notre départ est repoussé jusqu'au 13 et encore est-ce bien sûr ? 12- Nous discutons fermement au sujet de la paye coloniale à laquelle nous croyons avoir droit ! C'est presque sûr que nous allons manquer le départ du bateau qui doit quitter Shangaï le 18 septembre. 13- Comme par hasard nous sommes partis cette nuit, 1 jour en avance sur ce que l'on nous avait annoncé. Toute la journée nous avons assez bien marché, mais ça ne pouvait durer , aussi à une gare nous stationnons presque toute la nuit. Notre wagon est placé en queue sans savoir pourquoi. 14- Nous stationnons toujours de longues heures dans les gares et ça n'avance guère. L'on dit qu'un nouveau gouvernement vient de se former à Irkoutsk. 15 août – Triste fête [52] que nous passons car nous devons stationner 19 heures dans une gare ! L'on a beau être habitué à voyager en Sibérie, c'est quand même un peu fort, et nous demandons quand est-ce que nous allons arriver en France. 16 août- Une seule gare depuis hier soir ! Et nous y stationnons 25 heures ! A ce train-là, notre voyage n'est pas encore fini. 17- Une vingtaine de verstes dans la journée et une nouvelle attente ! Pour combien de temps ? That is the question. 18- Enfin nous avons roulé d'une façon à peu près normale. Nous doublons beaucoup de trains d'évacués qui sont sur la voie descendante, ce qui réduit le trafic à une seule voie. »*

On comprend que les deux voies du Transsibérien (dont on a vu, sur le trajet de l'aller, qu'il n'avait qu'une seule voie dans la traversée de la Mandchourie) sont accaparées par des trains roulant dans le même sens, d'ouest en est, fuyant l'avance bolchevique. Cela suppose une bonne coordination dans les gares, afin d'éviter les tamponnements : les trains prévus dans le sens inverse doivent attendre sur des voies de garage.

« Nous arrivons à Novo-Nicolaïeff [53] où nous restons 3 heures. Après Novo-Nik. la voie devient accidenté et le paysage est assez joli.. Une traverse de fer se détache d'une tchékiouska* (?) *et nous faisons force gestes par les portières pour faire arrêter le train. 20 – 200 verstes de parcourus* dans la journée, c'est notre maximum depuis notre départ d'Omsk. 21 août. Notre allure d'hier ne pouvait pas durer et nous recommençons à faire de longs stationnements dans les gares. De nombreux trains nous brûlent la politesse. 22- Notre wagon a manqué prendre feu, le poêle n'ayant pas été éteint hier soir. Nous recommençons à aller plus vite. 23- Arrivés à Krasnoïarsk [54] dans la nuit. Nous demandons à ce que notre wagon soit rattaché à un train de voyageurs. L'on nous donne satisfaction moyennent des roubles et des cigarettes. Nous trouvons ici un détachement de l'aviation et des coloniaux [55] en stationnement ici. Nous quittons Krasnoïarsk vers 3 heures. Nous entrons dans une région accidentée où de nombreux attentats sur la voie ferrée se font. Jusqu'ici rien d'anormal. Il commence à faire froid dès que le soir arrive. 24 août- Le train a marché à bonne allure toute la journée. Nous avons fait 400 verstes depuis Krasnoïarsk ! Nous sommes en pleine région montagneuse et boisée propice aux attentats. Passons à Tachett* (Taj Set), *la gare est brûlée, puis à Nijni-Oudinsk où il y a une usine dirigée par des ingénieurs du Creusot. 25- Nous arrivons à Zima où le chauffeur et le mécanicien refusent de partir. 2 autres les remplacent.. Nous voyons des Yougo-Slaves*. 26 – A Irkoutsk [56] nos wagons n'ont pas été rattachés au train de Vladivostock*. Ils ne le seront sans doute que demain, ce qui fait que nous avons toute la journée pour sortir en ville. Le fleuve Angara est très beau et d'une limpidité extraordinaire. 27 – Réception à la gare d'une délégation Tchéco-Slovaque* partant pour Prague. Quittons Irkoutsk à 9 heures du matin. Il fait un temps splendide, mais le vent qui vient du lac est très froid. Il y a 67 verstes pour aller d'Irkoutsk au lac Baïkal. Nous longeons le lac toute l'après-midi et il y a de jolis points de vue. Les montagnes au bord du lac sont couvertes de sapins vert sombre et pour un peu, nous pourrions nous croire dans l'Oberland bernois. Nous avons longé le lac pendant plus de 100 verstes et quand la nuit arrive, nous le longeons encore ! A un arrêt du*

---

[52] La fête catholique de l'Assomption de la Vierge Marie

[53] Novo-Nikolaevsk, dont le nom actuel est Novo-Sibirsk, se trouve à environ 750 km à l'est d'Omsk et marque la fin de la grande plaine sibérienne, se trouvant en bordure d'une région montagneuse s'étendant jusqu'au-delà du lac Baïkal.

[54] Krasnoïarsk se trouve à 700 km à l'est de Novo-Sibirsk

[55] Ces coloniaux doivent être ceux du B.C.F.S. (Bataillon Colonial Français de Sibérie) dont nous avons vu qu'il avait débarqué à Vladivostok le 9 août 1918, et qu'une de ses missions consistait à sécuriser la circulation ferroviaire sur le Transsibérien afin de veiller au bon acheminement des hommes et du matériel du corps expéditionnaire. Quant à l'aviation, il doit s'agir de la partie du contingent à laquelle appartenait Joseph Kessel, qui a peut-être enfin reçu quelques avions…

[56] Irkoutsk, proche de la rive gauche du lac Baïkal, se trouve à 900 km environ au sud-est de Krasnoïarsk ; on voit qu'effectivement l'allure du train s'est accélérée.

train, Allain, Champanet et une dame descendent du train pour aller sur la rive du lac qui en ce moment-ci a des vagues comme la mer. Le train repart brusquent sans siffler et ces messieurs-dame le manquent. Il ne s'arrête qu'à 10 verstes plus loin, mais comme c'est un train de voyageurs, il n'est pas possible de le faire attendre 2 heures et ils prendront s'ils le peuvent l'express de demain matin. Comme c'est 9 heures du soir j'aime mieux être à ma place qu'à la leur »

On devine que la hantise des passagers du Transsibérien, surtout en cette période troublée où tout est devenu aléatoire, doit être de rester sur le ballast, dans l'attente d'un hypothétique train qui voudra bien s'arrêter…

« 28 août- Nous passons la matin à Verkni-Oudinsk (= Verknie-Oudinsk) *où il y a une discussion avec le chef de gare. A 9 heures nous avons fait 425 verstes. Nous arrivons* (dans) *la vallée du Sélena* (= Selenga) *qui assez riante mais il pleut, aussi nous ne pouvons jouir entièrement du joli paysage que nous traversons. Passons à Pétrowski-Javad (=*Petrovsk-Zabaïkalski) *. A la nuit Allain et Champanet qui ont pris l'express nous rejoignent. Nous passons dans des pays où il y a des mines. 29- A 9 heures 850 verstes de faits* depuis notre départ d'Irkoutsk. Il pleut toujours. Nous longeons des ravins assez profonds. Nous arrivons ensuite à la vallée de la rivière Ingoda que nous longeons jusqu'à Tchita, que nous quittons vers 4 heures du soir. 30 août. 70 verstes seulement dans la nuit. Par contre comme sont peu les personnes qui ont manqué ! Et quelles personnes ! Il n'y en a pas de pareilles ailleurs qu'ici. La ligne de chemin de fer n'a plus qu'une voie depuis ce matin. Nous sommes dans les steppes, vastes étendues de terrain et où il n'y pousse que de l'herbe ! Pas d'arbres ! Aucune culture. Les troupeaux de bœufs, chevaux et de chameaux sont en pâture, gardés le plus souvent par un berger mongol aux habillements pittoresques. Nous croisons un train d'Américains qui montent relever leurs camarades qui sont dans la région de Verkni-Oudinsk. Ils nous disent que tout est « dry » en Amérique, le vin ne devant pas titrer plus de 2% ! – 31. Nous sommes arrivés à Mandchouria vers minuit, mais nos wagons ont été détachés par erreur du train qui nous a amené* jusqu'ici ! Nous ne partirons que demain matin. Nous en profitons pour visiter la ville. Il n'y a pas grand chose à acheter et encore les commerçants font de la difficulté pour accepter les billets sibériens qui vallent* 2 fois moins que les anciens billets impériaux. Le choléra sévit d'une façon intense jusqu'à Vladivostock*. Un détachement de Canadiens et d'Anglais se trouve de passage aussi. Nous profitons de la complaisance d'un major anglais pour nous faire vacciner contre le choléra. Ils nous disent que ce serait à Harbin*[57] *qu'il y aurait le plus fort foyer. La ville de Mandchouria n'a pas de caractère bien défini, mi-russe mi-chinoise. La majeure partie des habitants sont des Chinois qui ont des boutiques bizarres et qui paraissent propres. Pendant notre promenade, nous voyons un Chinois qui est pris d'une attaque de choléra. On m'a rapporté qu'une bière* (un cercueil !) *avait été apportée plus tard près de lui en attendant qu'il ait rendu le dernier soupir. Le soir nous allons au théâtre chinois. La musique est très curieuse et les acteurs ont d'assez jolis costumes. Beaucoup de chants. Naturellement nous n'avons rien compris à ce qui se jouait. Le jeu des coulisses et des décors n'existe pour ainsi dire pas. Pour quinze roubles chacun nous avons été placé* dans une loge, si l'on peut dire, d'où nous dominions toute la salle. Dans celle-ci il y a de petites tables pas élégantes où l'on sert du thé. Nous nous sommes dispensés d'en prendre n'étant pas très sûrs de la propreté. Composition de l'orchestre : 3 cymbaliers, 2 musiciens frappant continuellement sur du bois, 1 fifre, 1 instrument à cordes dont le nom m'est inconnu* (dessin sommaire) *[58] et qui fonctionne au moyen d'un archet comme pour le violon et 1 cornet à musique. Tout ceci fait à certains moments un tintamarre effroyable. C'est toujours le même air qui revient. Malgré tout j'ai été bien content de ma soirée. »*

C'est la seconde fois que le journal de Gaston contient une description aussi longue. Le simple fait d'être allés à ce spectacle dont lui et ses amis savaient d'emblée qu'il leur serait inaccessible pour ce qui est de la langue montre une belle ouverture d'esprit, car ils auraient pu passer leur soirée ailleurs. Malgré ses critiques, son regard reste globalement bienveillant.

« 1er Septembre – Nous quittons Mandchouria à 9 heures. Toute la journée nous roulons dans la steppe. Aucune habitation dans toute cette étendue sauf autour des gares qui sont parfois éloignées de 30 à 40 verstes. Pas d'eau, pas de rivière, aucun arbre ! Il n'y a rien à acheter dans les gares, heureusement que nous avons quelques pommes de terre que nous faisons cuire à l'eau. Passons à Keilhar. 2- 500 verstes de parcourues dans la journée ! C'est le record de vitesse depuis notre départ. Toujours dans la steppe toutefois le pays est un peu moins plat avec quelques collines. Les maisons sont un peu moins rares et l'on voit aussi de temps en temps quelques arbres. Nous traversons le rivière Inani pour rentrer en Mongolie à Kilibaho. Sur la rive mongole il y a une tour de 8 à 10 mètres de haut garnies de meurtrières sur 4 rangées en hauteur et dans toutes les directions. Cette tour date de 1916. Tout se paye 3 fois plus cher qu'en Sibérie. 3 Septembre – Nous sommes arrivés à Harbin dans la nuit mais comme le choléra sévit nous ne sortons pas en ville. Le train part vers 10 heures. Nous rentrons dans la Mandchourie et par ici tout est cultivé. C'est la plaine. Les maisons sont presque toutes en terre, beaucoup sont couvertes de chaume. Les petits Chinois se promènent tout nus. 4- Toujours dans la*

[57] Harbin ou Kharbin est une très grande ville de Mandchourie, située au nord de la Chine, située à environ 480 km de Vladivostok

[58] Ce dessin représente une sorte de banjo avec un manche très allongé et 3 clés de réglage au bout

Mandchourie mais dans les montagnes. Joli paysage. Sur 15 verstes nous faisons l'ascension des montagnes pour redescendre ensuite sur Mangouta que nous passons dans la nuit. Leroy manque le train ; 5- 200 verstes pour arriver à Vladivostock. Visite de la douane mais pas pour nous. Grandes plaines. Cultures. Notre fin de voyage s'effectue normalement et nous arrivons à Vladivostock* à 9 h ½ du soir. »*

Le voyage de retour par le Transsibérien aura donc duré la bagatelle de 42 jours (du 14 juillet au 5 septembre) soit 16 de plus que l'aller (du 1er au 26 juin), avec une distance moyenne journalière parcourue de 157 km contre 254 km pour l'aller, pour le trajet que Gaston a chiffré à 6 196 verstes, soit 6 610 km. Certaines journées rapides, comme le 2 septembre où il s'extasie d'avoir parcouru 500 verstes (533 km), compensent les longues journées de stationnement dans certaines gares.

Finalement, ces quatre mois, du départ de Vladivostok au retour dans la même ville, auront été essentiellement occupés par les deux trajets en chemin de fer, les trois semaines passées à Iekaterinbourg n'ayant abouti à rien de concret, et l'affrontement prévu avec les Bolcheviks a été escamoté, tant la disproportion des forces paraissait grande.

De son côté, **Claude Maillet** n'a fourni aucune précision sur ce voyage de retour d'Iekaterinbourg à Vladivostok.

Résumé du récit du retour en France de Gaston Grosjean, Gaston Maillet et de leurs camarades (10 septembre-12 novembre 1919)

Arrivés à Vladivostok le 5 septembre, les Français en partent le 10, en train, en direction de Shanghaï, en Chine, en passant par Harbin. L'adieu de **Gaston** à la Russie mérite d'être transcrit en entier :

« Nous quittons la Russie vers neuf heures du soir. Adieu donc à ce pays qui malgré tout ne manquait pas de charme. Seulement la révolution et les difficultés de la vie ont apporté beaucoup de misère, mais peut-être que cette dernière existait déjà avant ce grand bouleversement, et partout nous étions sollicités par de pauvres malheureux qui demandaient l'aumône en récitant des litanies et en faisant des signes de croix. C'est quand même un pays que j'aurais voulu pouvoir mieux connaître mais notre vie militaire et surtout l'absence de connaissance de la langue russe ont été un grand obstacle à cette réalisation. ».

Après Harbin, Moukden est atteint le 14 septembre, Tien-Tsin le 15 où se trouve un arsenal militaire français qui héberge le contingent pendant un jour et demi. Shanghaï est atteint le soir du 18 septembre. Le séjour à la Concession française dure jusqu'au 29 septembre, où le contingent embarque sur le *« Porthos »* sur lequel Gaston fournit ces renseignements : *« c'est un beau bateau quand même, il fait partie de la série des 4 mousquetaires, « Athos », « Porthos », Aramis et « D'Artagnan » de la Cie des Messageries Maritimes qui assuraient la liaison avec l' Extrême-Orient et dont 2 au moins ont été coulés pendant la guerre ».*

Le 2 octobre le « *Porthos* » arrive à Hong-Kong, mais l'autorité anglaise interdit le débarquement aux Français qui restent consignés à bord. Le 6, le navire est en baie d'Halong, au nord du Vietnam, alors Indochine Française, et les soldats peuvent débarquer. Gaston fait cette remarque : *« Les Tonkinois sont plus bronzés que les Chinois et paraissent moins dociles. La plupart ont des dents noires car ils se les frottent en mastiquant je ne sais pas quelle plante. ».* Le 9, le « *Porthos* » arrive à Saïgon, qui émerveille Gaston : *« L'aspect de la ville de Saïgon est très agréable. C'est, je crois, la plus belle ville d'Extrême-Orient. Il n'y a que le climat qui est vraiment dur à supporter pour les Européens. La végétation est très ardente et des plus tropicales. Il y a des lignes d'arbres dans toutes les rues pour donner un peu d'ombre et de fraîcheur… ».* L'escale à Saïgon dure plus d'une semaine, les soldats étant hébergés dans une caserne. Le 12 Gaston déchante quelque peu et se laisse aller à confier son état d'esprit devenu morose à son journal : *« 12- Depuis que nous sommes ici il pleut ici tous les jours et quelles averses ! La chaleur est lourde et l'on transpire tout le temps. J'ai le cafard. ».* Le 18, le navire appareille, et atteint Singapour le 20. Le 22 le détroit de Malacca est traversé, le 26 c'est Colombo. Le 1er novembre, le golfe d'Aden est atteint, Djibouti le 2 et commence la traversée de la Mer Rouge à laquelle Gaston consacre une petite séquence descriptive : *« 3- Au réveil nous voyons la terre des deux côtés car nous sommes dans la Mer Rouge ainsi nommée par la chaleur que l'on y subit.*[59]*. Vers midi il n'y a plus que quelques îles. Tout est brûlé par le soleil ainsi que les côtes que l'on voyait ce matin. Dans l'après-midi nous cuisons littéralement. N'ayant pas de thermomètre, nous ne savons pas la température que nous avons à supporter. Personne ne se met au soleil. L'eau est contingenté* et nous pouvons en avoir que très peu pour nous rafraîchir.*

[59] L'explication donnée par Gaston, qui doit songer au fer chauffé au rouge, est intéressante, mais n'est pas attestée parmi les hypothèses les plus courantes concernant l'origine de cette appellation. L'origine la plus savante a été fournie par l'écrivain latin Quinte-Curce, à partir du mot grec « erytrhos » signifiant « rouge » : « *Son nom vient du roi Erythrus, c'est pourquoi les ignares croient que ses eaux sont rouges* » ; et de fait, un des pays la bordant est l'Erythrée. Une autre explication historique vient de son appellation par les Hébreux « *mer d'Edom* » ou « des *Eduméens* », *« adom* » signifiant rouge. La justification de la couleur attribuée à l'eau, presque toujours d'un bleu-vert intense, peut peut-être être fondée sur le fait qu'il arrive que des algues de l'espèce *Trichodesmium erythraeum,* confèrent occasionnellement une teinte rouge à l'eau quand elles meurent, en raison du pigment rouge qu'elles contiennent.

Le soir nous assistons à un coucher de soleil magnifique. Il fut rapide mais combien riche de couleurs, l'ouest passant du rouge vif au violet et la mer semble une nappe bleu ciel recouverte d'une couche d'or liquide. Après la tombée de la nuit nous voyons un bel aérolithe tomber du ciel. ».

Le 6 octobre, le navire entre dans le golfe de Suez, le 7 il atteint Port-Saïd, le 9 la Crête est en vue, le 10 c'est le détroit de Messine et la Calabre. Puis le Stromboli que Gaston évoque : *« Nous passons près des îles Lipari et nous apercevons le Stromboli dans toute sa beauté. Nous en sommes à 1 km1/2 environ et nous distinguons très bien les cratères car la fumée sort de deux endroits assez proches l'un de l'autre. Est-ce le même cratère ? La fumée de cendres jaillit par intervalles assez réguliers et l'on peut voir les coulées de lave descendre du sommet jusqu'à la mer. Cela n'empêche pas qu'il y ait de nombreuses habitations sur les flancs, et les habitants doivent vivre sans doute de poissons, d'olives et sans doute cultiver la vigne également. »*

Le lendemain, 11 novembre 1919, c'est le premier anniversaire de l'Armistice. On s'attendrait à ce que Gaston développe longuement le fait, ce qu'il aurait sans doute fait s'il avait été loin de la France, mais comme il approche des côtes françaises, il ne fait, dans un premier temps, que le signaler, sans commentaire :

« 11- Anniversaire de l'Armistice. Temps froid, mer mauvaise. Nous ne passons pas par le détroit de Bonifacio… »

C'est plus loin qu'arrive la réflexion sur cette date anniversaire qui devient l'occasion d'un bilan personnel : *« Combien est grande pour moi la différence qu'il y a entre le 11 Novembre et celui-ci. Celui de 1918 m'apportait la joie de la cessation des souffrances et du massacre universel, mais malgré cette joie, il me restait quand même l'inconnu du départ pour cette Sibérie lointaine inconnue et mystérieuse et qui me réservait peut-être beaucoup d'ennuis. J'avais grand peine également que maman n'aurait pas encore le calme et l'absence d'inquiétudes qui lui seraient nécessaires. Celui d'aujourd'hui est tout à la joie et à l'espoir d'être bientôt libéré, de revoir tous les miens. »*

Le lendemain 12 novembre, c'est l'arrivée à Marseille. Après avoir signalé qu'il a été démobilisé à Lyon le 13 janvier 1920, Gaston conclut ainsi le journal de son immense périple autour du monde :

« Voici donc toute ma carrière militaire terminée. J'ai passé par des alternatives bonnes et terribles, mais grâce à Dieu, j'ai eu la chance de revenir sain et sauf de cette guerre qui, je l'espère, sera bien la dernière. »

Hélas, Gaston ! La plupart des Poilus ont aussi espéré et cru que ce serait la « *Der des Ders* »…

Claude Maillet , qui a effectué le même parcours que Gaston Grosjean, a beaucoup moins de souvenirs du voyage de retour que du voyage d'aller. Son souvenir le plus marquant, le seul raconté en détail, reste la capture d'un singe à Saïgon où, on l'a vu, le contingent est resté du 9 au 18 octobre :

T- *« C'est là que j'ai attrapé mon singe ! Y avait la caserne à Saïgon du 11e Colonial. Une grande partie* (des soldats) *avait des singes. J'ai dit : « J'en voudrais bien un, moi ! ». Alors, où je mangeais, je connaissais bien un Annamite. Je lui explique que je voudrais… . « Oh, il me dit, ben écoute » (il parlait toujours avec son accent) « on ira attraper un singe ! ». Alors, il m'a emmené un jour : « Tu viens ? T'es prêt ? » . Il avait une cage en roseau tressé. Il m'entraîne. Je me demandais comment qu'il allait faire pour attraper ce singe. Mais c'est bête comme tout ! Oh, là, des singes, y en avait une légion !*

E- *Vous êtes allés dans une forêt ?*

T- *Oui. C'en était plein ! Premièrement, avec une noix de coco, il l'a vidée, il a fait deux trous : un petit pour passer une ficelle, et de l'autre côté, un trou un peu plus gros pour qu'il puisse passer sa patte. Et il avait mis du riz à l'intérieur de la noix, et puis autour. Et les singes qui regardaient ! Et puis on s'est écarté, et le singe est venu. Il a passé sa patte, parce qu'il a vu qu'il y avait toute une grosse poignée de riz, il a fermé* (la main) . *Quand il l'a rentrée, il avait la main ouverte, mais alors après…*

E- *La main ne pouvait plus passer !*

T- *Eh oui ! C'est qu'il ne voulait pas lâcher le riz ! Alors, il secouait cette noix de coco ! C'est comme ça qu'on l'a attrapé ! Alors, il était petit, il a été un peu effrayé. Alors, on l'a mis dans cette sorte de panier tressé, qui fermait. Puis je l'ai gardé ; il s'est habitué. Il est venu jusqu'à Marseille. Et comme ma mère était dans un petit appartement… Vous savez, un singe, c'était quelque chose de rare. Je me suis dit : « Elle va pas oser rentrer dans la maison si j'amène cette bestiole ! ». Je l'ai donné à mon sous-off, qui l'a emmené dans la banlieue de Paris.*

E- *Et vous lui aviez donné un nom, à ce singe ?*

T- *Bouzou ! Et je l'avais habillé. On lui avait fait une capote et on lui avait fait un calot. Je l'aimais, mon Bouzou ! On a passé des bons moments ! »*

Claude a été démobilisé en 1920.

Finalement, ces deux missions de corps expéditionnaires censés lutter contre les Bolcheviks au point, espérait-on parmi les gouvernants alliés instigateurs de ces projets, de restaurer le régime impérial en Russie (avec ce qui restait d'héritiers potentiels de la famille Romanov après le massacre de juillet 1918 dans la maison Ipatiev d'Iekaterinbourg), se sont soldées par deux échecs, la première finissant en une mutinerie qui rappelait

celle succédant à l'échec de l'offensive du Chemin des Dames d'avril-mai 1917, la seconde en un retour peu glorieux après seulement trois semaines passées dans l'Oural, et aucune bataille contre l'armée rouge, tout au moins pour le contingent français. Les Bolcheviks étaient trop forts, le corps expéditionnaire trop faible et trop mal armé, peu soutenu par la population, et les troupes blanches de l'amiral Koltchak (qui avait émis des réserves quant à l'opportunité de restauration du régime impérial). qui avaient fait un temps illusion, se sont progressivement délitées. Cet échec préfigure la défaite complète des troupes blanches, après plusieurs mouvements de repli vers l'Est de la Sibérie. Le 6 janvier 1920 l'amiral Koltchak, gravement affaibli par une maladie pulmonaire, cède son poste de commandant suprême au général Dénikine et la direction de l'autorité suprême de la Sibérie à l'ataman Semenov. Le 20 janvier il est arrêté à Irkoutsk par les Bolcheviks, interrogé pendant deux semaines, et exécuté le 7 février, son corps étant jeté dans la rivière Angara…

***

Chapitre 38

Retour à la vie civile et problèmes afférents

(professionnels / sentimentaux pour les grands blessés)

Chap. 38 – Retour à la vie civile et problèmes afférents

« J'espère que tu ne vas pas trop mal et que tu t'es bien amusé pour la fête de la Paix. Ici il y a eu une retraite aux flambeaux, les imbéciles de civils ont gueulé comme des fous, puis ils sont partis danser. » - **Joannès Béal** (classe 1916) de l'Hôpital-sous-Rochefort, écrivant fin juin 1919 à son jeune frère Adrien

A - Célébration de la Paix et du retour des Poilus dans l'été 1919

La Fête de la Paix du 30 juin 1919

A la suite de la signature du traité de Versailles, le 28 juin 1919, mettant fin au conflit avec l'Allemagne, une Fête de la Paix a été décrétée pour le surlendemain 30 juin. Un éclairage subjectif sur cette fête nous est donné par la correspondance d'un Poilu, **Joannès Béal** (cl. 16), tailleur à l'Hôpital-sous-Rochefort, dont il a été le maire de 1945 à 1971, et sa fille Andrée, institutrice, bien après lui. Il a fait la guerre au 279e R.I. de Neufchâteau. Atteint après l'armistice d'une crise de rhumatisme aiguë et d'une arthrite à la jambe qui deviendra coxalgie chronique, Joannès est hospitalisé fin novembre 1918 à Saint-Martin d'Ablois, dans la Marne. C'est le début d'une très longue période d'hospitalisation qui passera par les hôpitaux d'Epernay, de Châlons-sur-Marne, de Saint-Aubin-sur-Mer (Calvados) de Moulins (du 23 mai au 16 juillet 1919, et enfin de Sète (jusqu'au 20 juillet 1920) d'où il sortira avec le mal de Pott, condamné à porter un corset de celluloïd et cuir. C'est donc à Moulins qu'il vit la Fête de la Paix, dont il fait un compte-rendu assez amer et sarcastique (peut-être lié à son état de malade qui ne voit pas la fin de ses maux et qui aspire au retour chez lui) à la fois à son frère cadet Adrien (né en 1900) et à sa mère, veuve depuis 1915, et ayant perdu la même année un des ses fils, tué le 25 septembre :

Carte à Adrien du 30 juin 1919 : *« J'espère que tu ne vas pas trop mal et que tu t'es bien amusé pour la fête de la Paix. Ici il y a eu une retraite aux flambeaux, les imbéciles de civils ont gueulé comme des fous, puis ils sont partis danser. Je ne sais pas si tu connais la chanson de Landru[1], ça se chante bien ici. C'est sur l'air « Que faut-il à nos Poilus » ?*

A M. Landru qui a eu des passions
Que lui faut-il comme distractions ?
Une femme (bis)
Etc, etc, etc, etc, etc.

Si tu ne l'as pas, je pourrais tacher de te l'envoyer…. »

Lettre à sa mère du 30 juin 1919 : *« Moulins le 30 juin 1919*

Chère Mère

En effet, la guerre est finie, du moins on le dit. Samedi on a fait une retraite aux flambeaux, la population moulinoise a hurlé de son mieux sans se souvenir des 1 700 000 morts officiels[2] (sans compter ceux dont on ne retrouve plus les traces), ces quelques cinq à huit cent mille mutilés et estropiés qui demeurent comme gain de la victoire.*

Oui c'est bien une victoire à la Pirrhus[3] que nous avons remporté* et dont les charges finiront par nous écraser ; guerre qui a profité aux fournisseurs, aux rois des affaires, aux Citroëns*, aux Renault, aux Snheider*, aux Hotchkiss, etc, etc, aux hobereaux de la finance et de la métallurgie.*

---

[1] L'affaire Landru venait d'éclater au printemps 1919. Henri Landru (1869-1922) était un escroc (bien avant sa série de meurtres) et un assassin qui appâtait des femmes ayant des économies en se faisant passer, au moyen d'annonces matrimoniales, pour un riche veuf. Après les avoir séduites, puis dépouillées de leur argent, il les assassinait et faisait brûler leur cadavre dans le foyer de la cuisinière de maisons qu'il louait. (d'où la saillie d'humour noir faisant de lui un chaud partisan de « la femme au foyer »). Il fut arrêté le 12 avril 1919 et défraya la chronique des faits divers des journaux avant d'alimenter la chronique judiciaire. Son procès, qui eut lieu en 1921, fit apparaître, entre février 1915 et janvier 1919, dix meurtres de femmes et un du fils adolescent de sa première victime. Il fut condamné à mort le 30 novembre 1921 et décapité le 25 février 1922.

[2] Ce chiffre est quelque peu exagéré par rapport aux bilans que font les historiens de la Grande Guerre : *« un pays de 29 millions d'habitants avait perdu 1 300 000 hommes en pleine force » (*Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, p. 606) – *« 1 397 000 tués dans l'armée française. 1560 jours de guerre. Cela donne une moyenne de 829 tués par jour »* (Jean-Baptiste Duroselle, *« La Grande Guerre des Français 1914-1918*, p. 421) – *« Participation et pertes militaires pendant la Grande Guerre – France Mobilisés : 7 891 000 - Morts et disparus : 1 375 800 – Blessés : 4 266 000 – Prisonniers : 537 000 – Allemagne Mobilisés : 13 200 000 – Morts et disparus : 2 033 700 – Blessés : 4 216 058 – Prisonniers : 1 152 800* - Jay Winter, article *« Victimes de la guerre : morts, blessés et invalides »* (p. 1075-1085, ici 1077 de *« L'Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 »*

[3] Une « victoire à la Pyrrhus » est une victoire militaire qui a un coût exorbitant en pertes humaines pour le vainqueur. C'est une allusion au roi d'Epire Pyrrhus Ier dont l'armée essuya des pertes considérables lors des deux victoires remportées contre les Romains à Héraclée (280 avant J.C.) et Ausculum (279 avant J.C.)

Un gouvernement ne se trouvera-t-il pas pour faire rendre gorge à tous ces assoiffés de millions et pour leur faire supporter les frais de la guerre au lieu de soutirer l'argent du peuple qui lui, en donnant son sang, a payé au-delà de sa dette ?

Chère Mère, la santé va très bien… »

Joannès est à la fois amer et lucide, sûrement injuste envers les civils qu'il accuse d'oublier les morts de la guerre alors que presque toutes les familles sont touchées. Ses propos révolutionnaires à l'encontre des « profiteurs de la guerre » sont assez largement partagés parmi les Poilus de retour chez eux, quelle que soit leur orientation politique.

Le menu patriotique du banquet du retour des Poilus de Chazelles-sur-Lavieu

Chaque commune de France, sans doute, s'est fait un devoir d'honorer le retour de ses combattants, tout comme elle s'est fait un devoir d'ériger, dans les années 1920-1925, un monument aux morts de la commune, monument souvent doublé, dans l'église paroissiale, d'une plaque commémorative des morts de la paroisse, les deux établissant une liste soit chronologique en fonction de l'année de la mort, soit alphabétique.

Parmi les festivités qui ont célébré le retour des Poilus figure dans la plupart des cas un banquet. La chance et le souci d'un combattant, puis de sa famille, de conserver ce souvenir mémorable d'un jour heureux, nous a permis de découvrir un menu d'un de ces banquets, de la commune dont je suis originaire, celle de Chazelles-sur-Lavieu, petite commune rurale des Monts du Forez, s'étageant entre 750 m et 1100 mètres d'altitude (vers le col de la Croix de l'Homme Mort). Il s'agit de **Jean Guillet** (cl.12), agriculteur au hameau de Fortunières, prisonnier en Allemagne d'avril 1917 à la fin de la guerre, dont nous avons lu le récit du retour de captivité par voie maritime depuis la Prusse Orientale.

Les deux menus conservés ont une décoration adaptée au sexe de l'invité(e), ce qui montre une participation féminine à ce banquet qu'on pourrait imaginer exclusivement masculin :

* Monsieur Denis Roux : un chevalier médiéval en armure perfore de son immense lance, non un dragon mais un homard (plus gros que le cheval avec la perspective plaçant ce dernier à l'arrière-plan) qui avec ses deux énormes pinces, paraît aussi menaçant qu'un dragon !
* Mademoiselle Marie-Louise Roux : trois roses enlacées occupent tout le côté gauche du menu…

Le texte est semblable :

Chazelles-sur-Lavieu

21 Août 1919

Déjeuner de la Victoire et du retour de nos Poilus

……..

Macédoine des Alliés
Timbale Clemenceau
Civet des tranchées
Côte de veau à l'Italienne
Gigot à l'Anglaise
Petits pois à la Française
Poularde de Vioville
Salade d'Orient
Fromage
Crème Wilson
Gâteau Alsacien
Raisins et Poires de Petaliora
Champagne de la Victoire
Café et Gniole

C'est en effet un menu très patriotique, mais pas « patriotard », pas chauvin pour un liard, puisque les valeureux Alliés y sont finalement plus représentés que les Français (par le terme d'ensemble « *Alliés* », et par leurs composantes : Angleterre, Italie, Etats-Unis en la personne du président Wilson) , la France se contentant de nommer la préparation des modestes petits pois face aux viandes nobles dévolues à l'Italie et à l'Angleterre. A côté de Wilson, l'autre nom propre cité est celui du « *Père la Victoire* », Georges Clemenceau, alors qu'un équilibre protocolaire aurait voulu celui du président de la République Française Raymond Poincaré. Il semble ne pas y avoir d'humour noir (ou alors il est bien involontaire !) dans le « *civet des tranchées* », où le sang a effectivement beaucoup coulé et où de nombreux corps ont été démembrés, comme ceux des lapins qui ont contribué à enrichir gustativement ce banquet. L'Alsace enfin retournée dans la mère Patrie a droit à son gâteau, qu'on aurait pu nommer en alsacien, mais pas la Lorraine, revenue elle

aussi dans le giron national. Quant aux deux noms qui ont dû sembler incongrus à ceux qui ne connaissent pas Chazelles-sur-Lavieu, car ils n'en sont pas originaires, ou qui n'habitent pas les communes périphériques de Chazelles : Lavieu, Margerie-Chantagret, Gumières et Verrières-en-Forez, ils n'ont aucun rapport avec la Grande Guerre, mais avec un hameau (Vioville) et un lieu-dit (Petaliora, dont le nom étrange signifie en patois « pète lièvre » !) qui ont respectivement et généreusement fourni la ou les poulardes et les fruits…

B- Le retour à la vie civile

La reconversion professionnelle envisagée ou imposée

E- *« Je suppose que vous avez dû, toute votre vie, porter les conséquences de cette blessure ?*
T- *Eh oui, et je les porte encore, parce que le bras me fatigue. Le coude n'a plus de mouvements, il est brisé, il est en morceaux, alors il a pas les mouvements du coude et du poignet. Et puis la main, voyez ! J'ai été gêné toute ma vie, même pour mon travail. J'étais aux télégrammes : pour manipuler, je m'en suis vu ! Heureusement que j'ai pu passer un examen qui m'a amené genre inspecteur, alors j'ai plus été obligé de… »*- **Léopold Bayle** (cl.17) originaire de Tresques (Gard) qui a dû renoncer à son métier d'agriculteur

Offre de reconversion faite par un ou des officiers

La participation à la guerre, pendant plusieurs années, le compagnonnage d'armes, les dangers encourus ensemble, ont pu sceller des liens qui n'auraient pas pu exister sans cette expérience unique, soit en raison de l'éloignement géographique des protagonistes en temps de paix, soit de leur différence sociale importante.

Georges Montagne (cl. 16) fils de cafetier-marchand de vins, dernier d'une famille de sept enfants, était employé comme tisseur dans une usine de Bussières avant de partir à la guerre qu'il a faite dans les Chasseurs Alpins (incorporé au 28e B.C.A. le 9 avril 1915, monté au front au 11e B.C.A. passé au 51e B.CA. pour aller en Italie dans l'hiver 1917-18). Après l'armistice, en 1919, il se trouve au Bourget, affecté à la police des trains de permissionnaires, et se voit proposer un emploi par son adjudant :
T- *« L'adjudant de ma compagnie, qui était de la classe… Ah ! Il était plus jeune que moi ! Son père était aux chemins de fer, il était inspecteur de la ligne Chambéry-Paris. J'étais bien intime avec lui. Il m'a dit : « Montagne, si tu veux rester, je te fais rentrer aux chemins de fer. Mon père est inspecteur. Tu es bon en orthographe, tu causes très bien français, tu écris très bien. Je te certifie que tu auras de l'avenir, avec mon père. ». Et j'ai pas voulu rester. J'avais mon métier, je suis revenu au pays. On aimait son pays, qu'est-ce que vous voulez ?*
E- *Ça ne vous a pas tenté ?*
T- *Pas tenté mais…je l'ai regretté ! Ah oui ! Parce que c'est certain que j'aurais été pistonné pour arriver !"*
Pourtant, Georges a prospéré dans son activité de tisseur, a créé un atelier de tissage à Bussières, puis le temps venu, a repris la direction de l'usine de tissage de son beau-père, tissant la soie naturelle pour le compte de fabricants de Lyon.

Francis Ferret (cl. 16) originaire de Coise (Rhône) qui sera agriculteur, après son mariage, à Saint-Christo-en-Jarez, a fait l'essentiel de sa guerre au 170e R.I. d'Epinal. Chrétien fervent, vouant un culte à Jeanne d'Arc, il a été, selon lui, très apprécié de ses officiers, qui lui ont fait des offres professionnelles :
T- *« Nos officiers… J'étais bien vu des officiers. Enfin, un mauvais soldat n'est jamais bien vu des officiers, mais un bon soldat, avec les officiers, y avait pas de problèmes, ça allait ! Oh ! Quand je suis parti, y a deux officiers qui sont venus me dire au revoir. J'étais au mess des officiers. Ils m'ont dit : « Qu'est-ce que vous allez faire après la guerre ? » - « Oh ! Je vais retourner dans mon pays ! » - « Quel métier vous allez… ? -« Oh! Paysan ! » -« Oh ! » ils m'ont dit, « si vous vouliez venir chez nous ! ». Y avait De la Ferronaye (il a été député de Nantes, il était né en Suisse), De la Ferronaye, il était gradé, il commandait le bataillon, puis un autre qui s'appelait De Beaucorps. Il m'a dit : « Si vous veniez chez nous » (du côté de Nantes), « on vous trouverait une bonne place. Parce que, vous pouvez le constater, y en pas bien comme vous dans le régiment ». – « Y en a ben ! Je suis pas une exception ! – « Non, malheureusement, y en a pas bien ! »* (ému) *– « Si vous me trouvez bon, tant mieux , mais je veux pas laisser ma mère. Elle a déjà assez pleuré mon père, mon frère, et si elle me voit partir là-bas, elle me croira perdu »*
En effet, le père de Francis, agriculteur, était mort à 36 ans, en 1902, (Francis n'avait que six ans) laissant à sa veuve six enfants à élever, ce qu'elle avait fait courageusement en conservant un petit élevage de brebis et en devenant, l'été, servante chez le comte Guillet, résidant à la belle saison au château de

Châtelus. Un des frères aînés de Francis, Jean-Baptiste, a été tué en octobre 1915 en Champagne. Francis poursuit :
T- *« Parce que chez nous c'est un pays religieux, et si ma mère me voit partir là-bas, dans la mêlée, elle sera pas contente, ça finira de la tuer », je lui ai dit. « Non, je veux pas faire ça ! » - « Mais si vous avez besoin de quelque chose quand vous vous monterez, n'importe quoi, écrivez-nous ! Ecrivez-nous ! » - « Je vous remercie bien ! Si j'ai besoin de quelque chose… » . Quand je me suis monté*[4]*, j'avais quasi envie de le faire. Et puis j'ai trouvé un patron qui m'a fait des avances, il m'a passé tout son cheptel, alors j'ai pas eu besoin d'emprunter à eusses ! C'est mon patron qui m'a prêté !*
E- *A votre avis, on vous avait repéré à quoi ?*
T- *En me voyant ! En me regardant ! Des fois à la messe, comme ça, mes manières de faire. Ah ! Ils sont malins, va ! Ils sont malins, ces officiers ! «*

On comprend aisément que ces deux officiers, qui paraissent issus de la noblesse catholique de l'Ouest, de tradition vendéenne parfois, ont pu apprécier la ferveur du jeune Francis, qui, ici, emploie « malins » au sens de « perspicaces ». J'ai voulu creuser la piste religieuse :
E- « *Vous pensez que le fait que vous alliez à la messe, ça les mettait en confiance ?*
T- *Oui ! Ça finissait !*
E- *Eux aussi y allaient ?*
T- *Oh oui ! Y en a beaucoup qui y allaient ! Dans les officiers, y en avait beaucoup ! Surtout le colonel ! On voyait toujours le colonel ! »*

Dans le cas suivant, ce ne sont pas des officiers qui proposent au soldat un autre avenir professionnel, mais c'est son statut de blessé de guerre qui lui permet de prétendre à un emploi public.

Marius Rochette (cl.17) agriculteur à Gumières (Prolange) était au 22e R.I . de Bourgoin, et a eu le bras traversé par une balle au mont Kemmel, en Belgique, le 22 avril 1918, d'où une hospitalisation qui, avec la rééducation, a duré jusqu'en octobre 1918. Son handicap (coude ankylosé) lui a valu une pension de 25% d'incapacité, et aurait pu lui permettre de prétendre à un emploi réservé dans l'administration :
Belle-fille de T : *« Ils voulaient lui donner une place dans les postes, je crois : facteur. Mais il a pas voulu, le pépé !*
T- *Non ! Ça m'intéressait pas ! J'étais né paysan ! J'étais né paysan ! J'étais né paysan ! Mais je l'aurais pas eu comme ça, le facteur ! Parce que, que voulez-vous, y en avait tellement ! C'était bien des éclopés qu'il y avait, mais y avait trop d'éclopés pour être facteur du canton ! Je serais pas été nommé à Saint-Jean !* (Soleymieux). *Parce qu'à Saint-Jean, y avait combien ? Quatre-cinq facteurs ! Alors s'il y avait vingt demandes ! Fallait pas y compter dessus, bien sûr ! Et puis moi j'étais paysan, j'aimais être paysan ! ».*

C'est à la fois l'amour du métier de paysan et le réalisme qui ont fait renoncer Marius à la perspective d'être facteur, car il n'envisageait pas autre chose que de l'être dans son canton, ce qui pouvait être conciliable avec l'activité d'une petite ferme, avec l'avantage d'un salaire régulier, assuré, et la perspective d'une retraite, que les agriculteurs n'avaient pas à l'époque.

Le retard de salaire pris par ceux qui ont fait la guerre

Pour les salariés revenant de guerre, surtout s'ils sont partis en 1914 ou 1915, ou pire encore, ont enchaîné le service militaire commencé en 1912 (pour la classe 1911) en 1913 (en octobre pour la classe 1912, en décembre pour la classe 1913, en raison de l'application de la loi dite des « trois ans » votée en mai 1913), le sentiment d'injustice a pu les pousser à changer d'emploi si leur salaire était demeuré le même, ou n'avait guère augmenté, par rapport à leur salaire de départ, alors que l'inflation avait sévi pendant la guerre. Nous n'avons recueilli qu'un seul témoignage sur ce thème, mais on peut gager qu'il a dû se reproduire.

Etienne Becouse (cl.13) de Lyon, diplômé de l'école Jean-Baptiste de la Salle, était avant guerre dessinateur industriel au chemin de fer, à Lyon. Il a fait la guerre dans l'artillerie, la terminant comme lieutenant commandant la 18e batterie au 102e R.A. Lourde de Vanves (il sera capitaine, en 1939, au 36e R. A. d'Issoire). Revenu de captivité en 1941, il s'installera comme vigneron dans sa propriété de Saint-Nizier-sous-Charlieu. Rendu à ses foyers en janvier 1919, sept mois avant la démobilisation de sa classe (car demandé par la compagnie de chemin de fer à titre militaire) il s'en voit dissuadé par son chef militaire de haut rang :
T – *« Alors le général Althoffer, quand il l'a su, il m'a dit : « Ecoutez ! Vous allez faire un an de Syrie, un an de Maroc, mais restez dans l'active ! » - « Oh ! », je dis, « non, mon père est malade, je sais pas… ». Il*

[4] *« Se monter »* en français local forézien signifie « constituer son entreprise », et plus précisément, dans le cas cité, trouver une ferme, acheter un cheptel et des machines

me dit : « Vous avez tort, hein ! Vous avez tort ! ». Et finalement, je suis rentré, j'ai été nommé à Perrache II, à Perrache marchandises. J'étais toujours comme dessinateur comme service de la voie…
E- *Et quelle a été votre carrière ensuite ?*
T- *Ma carrière ! Les gens du chemin de fer qui n'avaient pas fait la guerre, ils ont monté ! Les salaires ont augmenté. Moi, on m'a foutu le même salaire que j'avais avant de partir ! Oh ! J'ai dit : « Quand ma classe va être démobilisée (parce que j'étais toujours mobilisé) je fous le camp, moi ! ». Ma classe a été démobilisée le 14 août. Le 14 août au soir, je vais trouver l'ingénieur, je lui dis : « Monsieur, je donne ma démission ! ». – « Pourquoi ? La compagnie P.L.M. n'est pas une bonne mère ? » qu'il me fait ! C'était un type du Midi. – « C'est bien une bonne mère qui me paye avec une seringue ! Je fous le camp ! ». J'ai donné ma démission.¨ ».*

Etienne a été ensuite dessinateur d'outillage, mieux payé, aux carburateurs Zénith, puis contremaître pendant 19 ans aux usines Seguin de Lyon, à côté du fort Monluc, responsable de tout l'outillage.

L'obligation d'abandonner un métier disparu ou en voie de disparition

Les tribulations professionnelles d'un ancien sabotier

Jean-Baptiste Mazioux (cl. 14) né à Saint-Clément dans l'Allier a été élevé par ses grands-parents, à Saint-Clément, et a naturellement été initié au métier de sabotier de son grand-père , puis, de 15 à 19 ans, est venu exercer cette profession chez un oncle, aux Noës, au cœur des Monts de la Madeleine, dans la Loire, oncle qui employait une dizaine d'ouvriers sabotiers pour abattre les hêtres autour de la Croix-Trévingt, les découper et façonner les sabots, revendus ensuite à un grossiste. Il a fait la guerre au 98e R.I. de Roanne, puis a changé d'unité pour combattre en Orient à partir de décembre 1917, où il reste jusqu'en juillet 1919, avec six mois bien plus au Nord, en Hongrie. De retour de Hongrie, il découvre que son métier a disparu :

« Quand je suis rentré de la guerre, je suis retourné chez mon patron aux Noës. Alors le patron m'a dit : « Je ne peux pas te reprendre ; maintenant nous avons des machines». Pendant la guerre, ils avaient trouvé des machines pour faire les sabots ». Le patron ne travaille alors plus qu'avec son fils. Jean-Baptiste entre alors dans une sorte d'errance professionnelle :

T- *« Quand je suis parti, moi… Tous mes effets, ma mère a récupéré tout…le vélo… mes frères en grandissant, le vélo n'existait plus ! Enfin, quand je suis rentré, j'étais nu : j'avais juste le costume Clemenceau et les 250 francs*[5]*. Alors, avec les 250 francs, j'ai acheté un vélo. J'ai vu une annonce dans un journal : un bonhomme qui avait acheté une moto (à ce moment, il commençait à y avoir des motos, en 19) avait un vélo à vendre. J'y suis allé, j'ai acheté le vélo : 250 francs juste ! Il me restait trois fois rien ! Et avec mon vélo, savez-vous où je suis parti ? En vendanges à Villefranche, dans le Beaujolais, en deux étapes. J'ai passé une quinzaine à vendanger. Je vendangeais pas, je portais les bennes. Quand je suis revenu, les vendanges commençaient dans la région roannaise: j'ai continué à vendanger. Et entre temps, je vais vous dire. Quand j'ai été démobilisé, un voisin de ma mère m'a dit : « Tu n'as pas de travail, bien entendu ; tu viens d'être démobilisé. Tu sais, si tu veux rentrer au chemin de fer (c'était le P.L.M.), tu viendras avec moi, y a de l'embauche, au dépôt de Roanne… Alors je suis allé avec lui, au dépôt de Roanne. Le chef de dépôt m'a reçu tout de suite, il m'a dit : « Vous voulez rentrer au chemin de fer ? Au P.L.M. ? ». Je lui ai dit : « Il faut bien que je trouve quelque chose, que je trouve un emploi ! ». Je lui ai expliqué : « Mon métier n'existe plus, soi-disant… Alors, il faut bien que… ». Il me dit : « Ecoutez donc. Je ferai votre demande, ne vous inquiétez pas. Venez travailler demain, si vous voulez. ». Mais en sortant de chez le chef de dépôt, qu'est-ce que j'ai vu, moi ? Les gars qui… On appelait ça des fosses mouillées, quand les machines arrivaient, qui basculaient tous ces mâchefers rouges. Alors, y avait des hommes là-dedans ; à la pelle, on vidait ces fosses ! Y avait pas d'engins pour les vider ! C'était tout à la pelle ! Ces machins rouges, là ! Ouh ! Je me suis dit en moi-même : « C'est ça, le chemin de fer ! ». Oh, oh ! Je me suis pas présenté ! C'est de là que je suis parti aux tuileries*[6]*, et ainsi de suite. J'aurais voulu entrer au dépôt, je rentrais tout de suite et j'aurais fait comme tant d'autres, je serais arrivé mécanicien. Parce qu'il y avait les gars qui avaient travaillé la terre toute leur vie, comme moi, et qui sont arrivés mécaniciens ! Plusieurs ! Mais plus tard, j'ai refait une demande pour l'exploitation ; quelqu'un m'a guidé. J'avais été à l'école à Saint-André d'Apchon, et j'ai retrouvé un collègue, qu'on avait été à l'école ensemble, qui avait deux galons à la caserne (il avait pas fait la guerre, mais il avait deux galons, lui !). Il m'a dit : « Je ferai ta demande si tu veux rentrer à l'exploitation à la gare, puisque t'as pas voulu rentrer au dépôt ». Il a fait la demande, signée par le commandant Darne. Je suis rentré à l'exploitation en septembre 19 . Et j'ai fait trente ans de chemin de fer, juste trente ans. J'étais dans la manœuvre des trains, à l'exploitation, à la formation et à la déformation,*

[5] On a vu, dans un chapitre antérieur, que ce costume était attribué à tout démobilisé, qui recevait aussi une prime de démobilisation de 250 francs
[6] Les tuileries de Mably, petite ville contiguë de Roanne, au nord.

si vous voulez aller par là. Les trains de marchandises arrivaient en gare de Roanne (à ce moment, la gare de Roanne était importante)… Un train arrivait sur une voie de garage, il fallait le démolir pour en former un autre. Je suis resté tout le temps à Roanne. Mais je faisais autant d'heures dans la propriété de mes beaux-parents à Lentigny qu'au P.L.M.. Parce que souvent, quand je terminais à 4 heures du matin, au lieu d'aller dormir, s'il fallait aller sulfater la vigne ou autre chose, je prenais la moto et je montais à Lentigny. »

Jean-Baptiste a pris sa retraite en 1950, après trente ans de service : *« Avec mes cinq ans de guerre, je suis parti avec 35 ans* (d'annuités de cotisation pour la retraite), *j'avais juste mes 35 ans. »*

On apprend qu'ainsi que le temps passé à la guerre (pour Jean-Baptiste de septembre 1914 à juillet 1919) est comptabilisé dans le calcul de la retraite, et que 35 annuités suffisaient pour prétendre à la retraite au P.L.M., fondu avec les autres compagnies régionales françaises dans la S.N.C.F. créée le 1er janvier 1938.

La reconversion d'un cordonnier

La prise de conscience de l'évolution du métier a pu être moins brutale, et la reconversion professionnelle bien postérieure au retour à la vie civile, au début des années 1920. Nous déborderons brièvement du cadre chronologique de ce chapitre en signalant le cas d'un autre combattant du Roannais, **Antoine Guillot** (cl.14) de Perreux que son métier de cordonnier (fils de cordonnier) n'a pas fait affecter dans un de ces emplois qualifiés d' « embusquage de régiment » par les soldats qui étaient au front : il a bien fait la guerre d'abord sur le front français en 1915, avec le 371e R.I. de Belfort, puis en Orient, d'octobre 1915 au 18 mars 1917, où, en Macédoine serbe, devant Monastir, il a été grièvement blessé : une balle lui a perforé un poumon et lui a touché la colonne vertébrale ; resté deux mois paralysé à Florina, il a été rapatrié en juillet 1917, et après une nouvelle hospitalisation, a été changé d'arme par le conseil de réforme et versé dans l'artillerie. Ce n'est qu'en 1918, à son dépôt de Briare, qu'inapte physiquement au combat, il retrouve son métier de cordonnier au service de l'armée, activité continuée dans l'atelier familial de Perreux après sa démobilisation, le 6 septembre 1919. Mais ce métier, il faudra qu'il l'abandonne en 1937, sous la pression du progrès technique :

T- *« Il fallait absolument ! On pouvait plus rivaliser avec le progrès ! Nous on avait fait jusqu'à 400 paires de chaussures par an, et en 37, j'en avait fait 30 ! Quand j'ai vu que le métier à la main marchait plus, j'ai fait cette demande là, et j'ai été accepté tout de suite. »*

La pleine période d'activité de l'atelier de cordonnerie a été avant la guerre de 1914, alors qu'il travaillait avec son père et des ouvriers : *« Mon père avait eu jusqu'à trois ouvriers. A la main, il nous fallait 11 heures pour faire une paire de chaussures. Avec le progrès, ils en font des milles ! Qu'est-ce que vous voulez ! C'était obligé que j'abandonne ! »*

Antoine est donc rentré à l'Arsenal de Roanne, grand pourvoyeur d'emplois à l'époque : commençant comme manoeuvre, il a ensuite effectué des travaux de mécanique et a terminé comme chef de groupe en 1954.

La reconversion imposée par une blessure de guerre

On conçoit aisément que l'amputation d'un bras, surtout le bras droit, ou d'une jambe puisse être un obstacle très sérieux à la poursuite d'un métier manuel. On pense moins aux effets de blessures moins visibles, comme les effets des gaz asphyxiants sur l'organisme, affaiblissant la capacité pulmonaire ou altérant la vision.

Armand Primpier (cl.12) de Roanne a fait la guerre comme musicien-brancardier au 121e R.I. de Montluçon. Atteint aux yeux par le gaz ypérite, il a dû renoncer à sa profession d'horloger pour devenir représentant en textiles :

E- *« Et donc vous n'avez pas repris votre profession d'horloger ?*

T- *Oh si, après la guerre ! J'ai travaillé pendant un an chez mon patron. C'est après un an… Je vous dis : je gagnais 700 francs par moi, et mes collègues en gagnaient 900 !*

E- *A cause de votre déficience à l'œil ?*

T- *Oh ! J'avais point de production ! Je vous mens pas : au bout de 5 minutes, je pouvais plus… On faisait 9 heures de travail, à l'époque. Sur 9 heures de travail, y a bien 2 ou 3 heures où on a la loupe, par intermittences. Alors je voyais… Au milieu du visage, je vous aurais vu deux nez…deux fronts ! Voilà ce que j'avais ! J'étais obligé de sélectionner mon travail »*

Mais l'amour du premier métier, plus créatif, ne l'a pas quitté :

T- *Et savez-vous que lorsque j'ai pris ma retraite, à 75 ans, j'avais tout mon outillage ! Je l'ai sorti et j'ai réparé de vieux*[7] *horloges. Je travaillais pour le Paradis* (gratuitement). *Je demandais à tout le monde :*

[7] Le mot horloge est ici employé au masculin, comme dans la phrase suivante. Cela témoigne de l'hésitation de ce mot entre les deux genres. Dans le *Dictionnaire Historique de la Langue Française* Robert, rédigé sous la direction du

« Avez-vous un vieux horloge à réparer ? ». Je mettais un mois, je le mettais tout à neuf ! (rire) *Oh ! C'était une grosse satisfaction !*
E- *Et donc vous avez eu toute votre vie, sauf dans votre jeunesse, ce métier de représentant ?*
T- *Ah oui, oui ! Je représentais les filatures Dion, à Vienne. Une filature de cardé, la deuxième à l'échelle française. Je représentais aussi cinq ou six filatures ! J'ai bien gagné ma vie, ça, de ce côté-là ! »*

Soldat gazé : métier déconseillé et métier recommandé

Antoine Fanget (cl. 16) enfant d'agriculteurs pauvres (deux vaches seulement) ayant six enfants, fermiers locataires à Saint-Sauveur-en-Rue, puis, à partir de 1902, à Bourg-Argental (L'Olme), a été loué dès l'âge de sept ans comme petit berger à la belle saison, puis, à sa sortie de l'école primaire, s'est loué comme domestique dans une ferme de La Versanne. Parti à la guerre en avril 1915, il a été gazé en 1916 dans la Marne, ce qui a occasionné une cécité durant deux mois, il a ensuite été blessé deux autres fois, et a perdu deux de ses frères à la guerre. Démobilisé en octobre 1919, il a voulu changer de métier et se fait embaucher par la teinturerie Gillet, à Saint-Chamond :
T- *« A la teinturerie Gillet, j'y suis resté que six mois. Parce que j'ai été gazé, j'avais eu les gaz. Avec cette teinture, ça me convenait pas. Je vas trouver le médecin : j'étais tombé malade. Il me dit : « Toi, il te faut aller à la campagne ! La teinturerie, ça fait pas ! ». En respirant cette odeur, hein ! Je sentais que ça allait pas, comme j'avais été gazé. Alors, j'étais rentré aux camions, chez Gillet ; alors je faisais le mécano, y avait trois au quatre camions. J'y suis resté deux ans. Après, je me suis mis en ferme. Le médecin me disait : « Vous, il vous faut prendre une petite ferme, puis vous boirez beaucoup de lait, ça vous fera du bien ! ». Je buvais du lait, et du vin, j'en buvais très peu. C'est le lait qui m'a remis d'aplomb ! »*

Etait-il tutoyé ou vouvoyé par le médecin ? Peu importe. Antoine est donc revenu, sur un conseil médical prenant en compte son « gazage », au métier de ses parents, qu'il n'a jamais cessé de pratiquer ensuite, à Burdignes d'abord (de 1922 à 1942) dans la ferme exploitée par sa belle-mère, puis en Ardèche, à Saint-Marcel-lès-Annonay (de 1942 à 1948) dans une ferme plus importante qu'il quittera à la suite d'un changement de propriétaire, pour revenir à la ferme de Burdignes en exerçant une activité complémentaire de charron, et en terminant sa vie professionnelle, de 60 à 66 ans, comme auxiliaire des Postes à Bourg-Argental.

La reconversion d'un amputé du bras droit

Louis Laroux (cl. 10) de Sorbiers, né à La Tour-en-Jarez, avait un père ouvrier carrier et exploitant une ferme à Saint-Jean-Bonnefonds, mort à 53 ans du diabète. Son fils, descendu à la mine à 16 ans, aux Houillères de la Chazotte, avait repris la ferme familiale au retour de son service militaire, en 1913. Mais l'amputation du bras droit, et de deux doigts de la main gauche, consécutive à la grave blessure infligée par une bombe d'avion le 25 mars 1917, devant Saint-Quentin, a mis fin à son projet :
E- *« Et quand vous avez repris conscience et que vous avez vu votre opération, qu'est-ce que vous avez pensé ?*
T- *Oh ! J'ai ben pensé que j'étais amoché, et puis c'était tout !*
E- *Et vous avez pensé à votre métier ?*
T- *Oh ! Ben bien sûr que j'y ai pensé ! Quand je suis parti à la guerre, y avait deux mois que j'avais quitté la mine pour me mettre paysan à mon compte ! J'avais mes vaches, tout mon cheptel : c'est tout été perdu ! Et puis j'avais mes frères aussi qui étaient à la guerre ! Nous étions trois, trois à la guerre !*
E- *Et là, vous avez senti que vous pourriez plus être paysan ?*
T- *Oh ! Bien sûr que oui ! »*

Par chance, son travail à la mine précédant son installation comme agriculteur va lui permettre d'y retourner assez facilement :
T- *« A la mine, ils reprenaient leurs blessés, ils leur donnaient un poste. Alors, je suis revenu à la mine. Le fils du directeur avait été comme moi bien blessé, bien amoché. Je vais le voir* (le directeur), *il me dit : « Mais qu'est-ce que vous allez pouvoir faire ? » . J'ai dit : « En tout cas, je peux pas travailler ; mais je peux faire un poste quand même ! » - « Vous allez commencer demain à tel endroit. ». Il m'avait donné un poste… J'avais le poste presque le plus important de la compagnie »*

Louis exagère quelque peu, puisqu'il précise après : « *J'ai été contremaître après, pendant tout le temps, jusque qu'à ce que j'ai eu 60 ans. J'ai pas été mal après. Seulement, c'est triste de pas pouvoir se servir ! Depuis 1917, la moindre des choses, il faut demander à quelqu'un ! »*

---

linguiste Alain Rey, on peut lire : *« **Horloge** n.f. est une réfection graphique d'après le latin (XV^e^ s.) des formes au masculin « oriloge », « orloge » (vers 1170-1180) « reloge » ; le féminin apparaît au XIII^e^ s. mais ne s'impose qu'au XVIIIe s. ; le masculin, encore attesté au XIXe s. (Stendhal, Hugo) ne s'est conservé que dans quelques dénominations (par ex. le « gros horloge » à Rouen)*

Louis a été contremaître affecté au boisage des galeries de mine, non dans l'exécution, mais dans la décision de boiser tel ou tel emplacement et dans la surveillance de la réalisation des travaux.

Deux frères bouchers amputés d'un bras changeant d'emploi

Barthélemy Bonnet (cl. 18) né au Chambon-Feugerolles, a été, dès la fin de son école primaire, à 13 ans, apprenti boucher à Saint-Etienne pendant trois ans, puis ouvrier boucher à Lyon, ayant de surcroît tenu la boucherie quand son patron, plus âgé que lui, est parti à la guerre. Incorporé le 17 avril 1917, avec la classe 1918, au 16e R. d'Artillerie de Campagne d'Issoire, (incorporation suivi d'écoles à feu faites à Nîmes) Barthélemy a eu le malheur d'être blessé grièvement le 12 mars 1918, le bras gauche broyé par un obus tombant sur sa batterie, et a été amputé à Châlons-sur-Marne :
E- *« Qu'est-ce que ça vous a fait ? Vous y pensiez, que vous seriez obligé d'arrêter votre métier ?*
T- *Oh ben bien sûr ! Y avait pas à chercher ! Faut deux bras pour pouvoir tuer les bêtes ! Maintenant, on les tue plus, c'est des maisons qui les tuent et ils approvisionnent les gens, les bouchers, avec de la viande tuée, quoi ! Les bouchers tuent plus maintenant, en principe, mais de notre temps, moi, on tuait ! On tuait !*
E- *Ça devait vous tenir en souci, ça, de penser que vous deviez arrêter votre métier de boucher ?*
T- *Oh !…Quand j'étais au régiment* (à Nîmes) *j'avais été délégué à la boucherie aussi, là-bas. Celui qui fournissait la troupe, il avait demandé des… J'avais été désigné. J'étais chez lui, là…Alors là, on recevait des chevaux, des chevaux canadiens qu'on n'arrivait pas à dresser, à la remonte ! Ils arrivaient pas à les dresser, ils les tuaient pour la boucherie. J'avais jamais tué de chevaux, j'aimais pas bien… J'aimais pas tuer les chevaux ! Ben, fallait le faire ! Je les tuais quand même »*

Nous avons vu l'arrivage de ces chevaux américains et canadiens, parfois tout à fait sauvages, importés au bout d'un an de guerre pour suppléer les chevaux français, qui avaient déjà connu une hécatombe, et que les agriculteurs conducteurs de chevaux d'artillerie, tentaient de dresser. Manifestement, certains restaient rebelles jusqu'au bout, ce qui les conduisait à un autre sort que la mort sur le champ de bataille.

Bien avant dans l'entretien, Barthélemy m'avait confié que son sort avait été partagé par son frère aîné, de la classe 1914 :
T- *« J'aimais bien faire le métier de boucher. Et on était tous les deux bouchers, mon frère et moi. Et tous les deux un bras en moins ! Lui, le bras droit, moi, le bras gauche ! Et lui, il a fait tout Verdun ! »*. Il parvient même à faire de l'humour sur cette curieuse situation fraternelle : *« Lui, il était amputé du bras droit : ça fait que de deux, on n'en faisait plus qu'un ! »*

Après presque un an d'hospitalisation puis de convalescence (son moignon n'arrêtait pas de suppurer) , d'abord à l'Hôtel-Dieu de Lyon, puis « chez Lumière », les frères du cinéma, maison bourgeoise du quartier lyonnais de Montplaisir, il est réformé en février 1919. Pensionné à 90%, puis 100%, il est devenu magasinier en usine, puis, se mariant et trouvant son salaire insuffisant, il a demandé d'entrer à la mine, aux Houillères de la Loire, en espérant un emploi de surface qui ne lui a pas été proposé. Dix mois après, quand un emploi à la mairie de la Ricamarie s'est libéré, il l'a obtenu, et a exercé cette fonction pendant 32 ans, principalement au service de l'état-civil. Quant à son frère, il est devenu garde-surveillant aux usines Mimard, à Saint-Etienne.

Un amputé de la jambe devant renoncer à son métier de chapelier

René Villemagne (cl. 15), de Chazelles-sur-Lyon, ayant débuté dans le métier de chapelier avant son départ à la guerre qu'il a principalement effectuée comme musicien-brancardier au 294e R.I. de Bar-le-Duc, a été grièvement blessé le 30 mars 1918, vers Montdidier, alors qu'il secourait un blessé : un obus de 105 a criblé d'éclats sa jambe gauche et perforé son genou droit. Transporté à l'hôpital de Beauvais, il a été amputé de toute la jambe gauche, puis évacué jusqu'à Tours, puis Montauban où il a effectué rééducation et convalescence. Cette amputation met fin à la possibilité d'être chapelier :
E- *« Et qu'est-ce que vous pensiez pour votre blessure ? Est-ce que vous pensiez à votre métier ?*
T- *Ah oui ! D'ailleurs, j'ai pensé que je pouvais plus le faire ! Chapelier (moi, j'étais chapelier) c'est un métier de force : il faut tirer, il faut courir d'un côté, de l'autre… Alors, je suis allé à Lyon, on m'a envoyé à Lyon après, et nous avions comme médecin-chef un grand médecin….Comment il s'appelait ? C'était un spécialiste pour les enfants. Il m'a posé des questions, et puis il m'a envoyé dans une école pour voir. Eh ben, j'ai trouvé un type que je connaissais presque, qui était presque de Chazelles. Il m'a dit : « T'es de Chazelles ? Ah ben viens vite là ! ». C'était un atelier de prothèse dentaire…*
E- *Donc une école qui se trouvait à Lyon ?*
T- *C'était une école à Lyon, oui, cours Gambetta.*
E- *Et vous avez appris là la prothèse dentaire ?*

T- *J'ai commencé à apprendre ! Et puis je suis rentré chez un dentiste à Saint-Etienne, qui était de Chazelles-sur-Lyon. Fléchet : un chic type ! Alors je suis resté 18 ans là. Et puis après…Mais je vous raconte que mon histoire personnelle : ça vous intéresse pas !*
E- *Si, si ! Ça m'intéresse, justement ! Parce que vous, vous êtes l'exemple de ceux que la blessure a obligé à se reconvertir !*
T- *Ah ! J'étais obligé ! Je pouvais plus faire mon métier ! Que j'aimais bien et que j'exerçais avec goût.*
E- *Et que vous avez regretté ?*
T- *J'ai regretté ! J'ai regretté ! Surtout l'ambiance qu'il y avait dans l'atelier. C'étaient des chics types, vous savez ! On travaillait avec d'excellents camarades. Mais enfin…*
E- *Et pourtant, avec votre métier de prothésiste, vous aviez un métier qui sûrement vous rapportait plus d'argent que chapelier !*
T- *Oh ! C'était à peu près la même chose ! Chapelier, on gagnait bien sa vie ! L'hiver, moins, mais l'été, on travaillait ! On gagnait bien sa vie et puis on buvait des bons coups ! »* (rire)

On mesure la somme de coïncidences qui ont aiguillé René vers ce métier très spécialisé qu'il ne connaissait sûrement pas ; une fois de plus, c'est la solidarité entre gens du même « petit pays » qui a joué. Il nous apprend aussi qu'un métier finement manuel, et très technique, comme celui de prothésiste-dentaire pouvait ne pas être plus rémunérateur que celui de chapelier, qu'on imagine plus accessible au tout venant. Et il nous rappelle qu'il y a bien autre chose que la rémunération dans ce qui fait l'attrait d'un métier, notamment la camaraderie, la convivialité… Je l'entraîne ensuite sur une autre piste, plus délicate à aborder :
E- « *Est-ce que vous pensiez que votre jambe pourrait vous gêner pour vous marier ?*
T- *Non, non, non ! D'ailleurs, je connaissais ma femme avant d'être blessé. Et on s'est mariés. Et je l'ai perdue il y a quarante ans, et j'avais fait une grosse perte ! Elle était bien gentille ! Voilà ! »*

Dans cette chambre de l'Hôpital de la Charité, René, à 93 ans, en était tout ému, de ce deuil qui a gâché la seconde moitié de sa vie…

Bien plus loin dans l'entretien (qui est parti ensuite sur les conditions difficiles d'exercice de la fonction de brancardier) alors que se profile le moment du bilan, René va revenir sur un point douloureux à partir d'une question assez générale :
E- *« Est-ce que vous pensez qu'il y a eu suffisamment de respect pour les Anciens de 14 après la guerre ?*
T- *Après la guerre, oui… Ce respect s'est estompé par la suite des temps. Y en a qui ont été jaloux de la pension ! Vous savez : y a de tout sur terre !*
E- *Y en a qui ont été jaloux des pensions !*
T- *Oh oui ! Ecoutez, j'en ai entendu… Mais jamais à moi directement, non ! Mais y en a qui étaient jaloux ! Même bien après la guerre ! Vous savez, j'en avais pas besoin de la pension, moi ! J'avais des bras, j'aimais bien mon métier…Mais vous savez ben… Jamais monter sur un vélo, jamais rentrer dans une piscine, c'est dur ! Ne pas pouvoir aller à la chasse ! On se figure pas ! Pas pouvoir courir avec ses gosses ! Et tout ça ! Et les souffrances ! »*

Ces joies simples des gens valides, René nous rappelle qu'elle contribuent aussi au plaisir de vivre. Quant à l'envie suscitée par la pension d'invalidité, il n'est pas le seul à l'avoir évoquée…

L'Ecole des Mutilés de Saint-Etienne

Curieusement, c'est un soldat originaire du Gard qui a évoqué cette école alors que des soldats mutilés de la Loire ont dû y passer. Ce soldat, nous en avons suivi l'itinéraire dans le chapitre XXIII *« Guérir : blessure, évacuation, opération, convalescence, retour au front ou réforme »*. Il s'agit de **Léopold Bayle** (cl.17) de Tresques (Gard), fils d'agriculteurs, qui aurait repris la ferme familiale où il était resté jusqu'à son départ à la guerre sans une très mauvaise blessure au coude et au poignet droits, occasionnée le 6 mai 1918 par un gros obus de 210 le projetant en l'air, et le criblant de multiples petits éclats dans le visage et les membres, alors qu'en tant que fusil mitrailleur il combattait en Belgique. Opéré à Zuydcoote (Nord), puis transféré à Flers, dans l'Orne, où il passe trois mois, subissant une rééducation de mécanothérapie à Dreux, puis au Mans, réformé, il finit par arriver à l'Ecole des Mutilés de Saint-Etienne qu'il évoque en ces termes :
E- « *Parlez-moi de cette Ecole des Mutilés de Saint-Etienne : où était-elle ?*
T- *Rue Benoît Malon*[8]*. C'était très bien ! Il y avait des professeurs de toutes les disciplines. Il y avait des professeurs de l'enseignement, qui étaient détachés, et des retraités.*
E- *Vous étiez nombreux ?*

[8] Pour ceux qui connaissent approximativement Saint-Etienne, et que la localisation précise intéresserait, cette rue Benoît Malon va du quartier de Montaud à la place Jacquard, encadrée par la rue Jules Ledin et la rue Victor Duchamp. Actuellement, il semblerait que ce soit l'emplacement du gymnase Jean Gachet, dont l'adresse est en effet rue Benoît Malon.

T- *Oh ! Très nombreux, parce qu'il y avait énormément de métiers différents ! On apprenait la cordonnerie, le tailleur de vêtements… Et puis, il y avait l'instruction générale. On était plusieurs centaines, et de toutes les régions de France ! C'était national ! »*

L'Historial de la Grande Guerre de Péronne possède un cliché d'un grand groupe des mutilés de cette Ecole consultable sur Internet (réf. 2 PHO 5116.1). Le groupe ne comporte pas « *plusieurs centaines* » de soldats (mais l'effectif a pu varier) mais 72 hommes répartis en 5 rangées, le premier rang assis, encadrant la pancarte « *St Etienne – Ecole des Mutilés – 1918-1919* », les derniers manifestement debout sur des bancs. La grande majorité a un béret, les autres étant tête nue, sauf un seul qui porte un képi qui paraît cerné de deux galons (lieutenant). Beaucoup ont une canne . Au premier rang, à gauche, le pilon d'un soldat sort de la jambe de son pantalon. L'amputation de bras n'est guère visible, mais certaines manches paraissent flottantes. Au second rang, à gauche du rang, deux hommes tête nue, paraissant beaucoup plus âgés (un 50 ans, son voisin nettement plus de 60, blanc de cheveux et de barbe) tranchent aussi par leur costume strict, leur gilet, leur cravate : sont-ils des professeurs ?

A la sortie de cette école, en 1920, Léopold a passé le brevet supérieur et le concours des postes, qu'il a réussi. Entré dans l'administration des postes en 1921, il y a fait toute sa carrière : successivement au guichet à Paris, puis dans un bureau, puis à Lyon à la fin de 1921, il est monté de commis à contrôleur, puis à contrôleur principal, puis à inspecteur, et a pris sa retraite en 1964 comme inspecteur des PTT. Par ailleurs, il s'est marié et a eu des enfants.

En fin d'entretien, nous sommes revenus assez longuement sur les séquelles de sa blessure et la question de la pension d'invalidité :

E- *« Je suppose que vous avez dû, toute votre vie, porter les conséquences de cette blessure ?*

T- *Eh oui, et je les porte encore, parce que le bras me fatigue. Le coude n'a plus de mouvements, il est brisé, il est en morceaux, alors il a pas les mouvements du coude et du poignet. Et puis la main, voyez ! J'ai été gêné toute ma vie, même pour mon travail. J'étais aux télégrammes : pour manipuler, je m'en suis vu ! Heureusement que j'ai pu passer un examen qui m'a amené genre inspecteur, alors j'ai plus été obligé de…*

E- *Alors, comment s'est passée pour vous la question de la pension ? On m'a toujours dit qu'on essayait de donner le taux minimum…*

T- *C'est certain, oui. Pour quelqu'un qui ne connaît pas la réglementation, qui ne connaît pas la nature de la blessure, l'incapacité, c'est difficile à fixer. Je ne peux pas le fixer, moi. On m'a fait voir un barème : supination, épaunation…, ce sont les termes. Le mouvement, je le fais avec l'épaule, mais le mouvement du poignet, je ne le fais pas, c'est gênant…*

E- *On vous a attribué quel pourcentage d'invalidité ?*

T- *D'abord, on m'a attribué 30%, et puis après j'ai eu le culot de demander plus, pour aggravation. J'ai dit : « Je peux pas faire ce mouvement… ». Et le docteur qui m'a examiné en a convenu et m'a donné 55%*

E- *Longtemps après la guerre ?*

T- *Oui, une dizaine d'années après, quand je l'ai demandé*

E- *Ce qui veut dire que si vous n'aviez pas fait la démarche, vous seriez resté à 30% ?*

T- *Oui. C'est-à-dire pas grand chose maintenant. Parce que, vous le savez, la vie augmente. Il y a des corporations qui ne sentent pas l'augmentation de la vie. Mais les pensions ne sont pas augmentées. Elles le seront peut-être un jour, mais elles ne suivent pas la monnaie !*

E- *Vous aviez un handicap qui aurait été insurmontable si vous étiez resté dans l'agriculture ?*

T- *Ah oui ! Les pauvres qui sont restés dans l'agriculture pouvaient faire un travail de second ou de troisième ordre, comme garder les moutons. Mais pour le travail physique, si vous avez le coude et le poignet sans articulation, c'est gênant, hein ! »*

Un agriculteur amputé d'un bras (appareillé d'un crochet) continuant son métier

Cependant, il s'est trouvé des Poilus gravement blessés, qui ont continué leur métier d'agriculteur (et d'autres) en s'accommodant tant bien que mal de leur handicap. Le cas suivant en témoigne.

Edmond Buisson (cl. 18), fils unique d'agriculteurs de Mars (Le Pilon) était encore à la ferme de ses parents quand il est parti à la guerre le 2 mai 1917 au 22^{e} Bataillon de Chasseurs d'Albertville. Mais, ayant bénéficié d'une longue période d'instruction, c'est au bataillon de marche du 121^{e} B.C.A. qu'il fera la guerre pendant l'année 1918, et sera gravement blessé le 5 septembre 1918, à Guiscard, au nord de Noyon, par un obus qui le crible de onze éclats dans les quatre membres, mais endommage surtout le bras droit et la main gauche. Les plus gros éclats extraits dans une ambulance non loin du front, il est ensuite transporté dans un train sanitaire dans un hôpital américain de campagne à Evreux jusqu'au 10 février 1919, puis évacué jusqu'à Roanne où il est à nouveau hospitalisé jusqu'en avril 1919, et réformé le 14 avril, avec 70% de taux d'invalidité de pension Mais, victime d'une inflammation chronique, il sera amputé de l'avant-bras gauche en 1930, et muni d'un crochet fixé sur le moignon, ce qui fera monter son taux d'invalidité à 100%.

E- « *Ça a dû vous gêner beaucoup dans votre vie, quand même !* T- *Ben , oui !* E- *Vous avez pu faire votre travail de paysan ?*
T- *Oh oui ! Autant qu'un autre !*
E- *Parce que là, vous aviez votre bras gauche qui ne servait presque pas !*
T- *Ça ! Comme l'autre ! Pareil !*
E- *Avec le crochet, là, vous y arriviez ?*
T- *Je pense bien, oui ! Charger le foin ! Piocher ! Faucher ! J'en ai usé ! Il m'en fallait un par an ! Au moins !*
E- *Et c'était fourni donc gratuitement par…*
T- *Ben bien sûr ! Heureusement ! J'aurais réagi !*
E- *Vous arriviez à faire votre travail avec ça ?*
T- *Ben oui ! …Alors, y en a, ils ont des grandes poches, ils ont pas assez de mains pour les mettre dedans ! Et moi, j'en avais point, de main ! J'étais obligé de m'en servir, de mon crochet !* (rire) *C'est vrai ou c'est pas vrai ?… Il paraît qu'il y a rien d'impossible aux Français ! Je sais pas si c'est vrai ! Je dois en faire partie, moi ! »* (rire) ;

Rieur, gouailleur même, Edmond utilisait l'humour, de préférence noir, par dédramatiser sa situation d'amputé…

Amertume concernant la question du taux de pension d'invalidité

Un nombre non négligeable de témoins blessés, voire amputés, en fin d'entretien (qui s'est toujours efforcer d'épouser la chronologie des faits) a abordé brièvement la question de sa propre pension, presque toujours trouvée trop faible (ce qui n'a rien d'étonnant !), au moins dans la première décennie suivant la fin de la guerre, où le nombre de pensionnés était considérable, dans un pays qui avait à se reconstruire et dont le budget n'était pas élastique. Nous retiendrons ceux qui développent le plus cet aspect, qui a créé un profond sentiment d'injustice par rapport à l'étendue du sacrifice corporel subi.

Etienne Carton (cl. 18), fils d'agriculteurs fermiers à Poncins, puis à Saint-Etienne-le-Mollard, dans une famille de dix enfants, agriculteur avant guerre, retournant à ce métier jusqu'aux années 1925-26, puis changeant radicalement de profession en devenant cantonnier, essentiellement à Feurs, est un engagé volontaire à 18 ans, qui a choisi l'artillerie (l'engagement permettant le choix de l'arme), et a été incorporé le 12 décembre 1916 au 113e R.A.Lourde d'Issoire. C'est à Verdun, en 1917, qu'il a été gazé, alors qu'il était tireur au canon de 120 long, mais cela ne l'a pas empêché de poursuivre la guerre jusqu'à l'Occupation en Allemagne en 1919 :
T- « *Je suis revenu, j'étais jeune, j'en avais marre* (rire). *Je suis revenu quand mon engagement a été fini . Parce que les engagés pour la durée de la guerre, ils faisaient trois ans (c'était la loi de trois ans) mais ils faisaient pas de rabiot. Alors, je suis revenu le 12 décembre* (1919), *me faire démobiliser ; et content comme un roi de me faire démobiliser ! Faut pas demander ! J'ai pas demandé à passer des visites tout de suite ; je suis resté deux-trois ans. Et après, le chef des combattants* [9] *m'a dit : « T'as tort, Carton, tu devrais te faire porter malade, et passer la visite ! ». J'ai passé la visite chez un grand* (médecin) *à Saint-Etienne, la radio… Il m'a trouvé du 35 du cent ! Mes pièces étaient faites, je les envoie au ministère de la Guerre. C'était le socialiste, le fameux… Oh ! Je me rappelle plus son nom ! Ils avaient voulu dire que je les* (les gaz) *avais pas pris au front ! Oh mais ! C'est que pour les gaz, hein, attention ! Y en a qui sont morts, qui n'ont pas été reconnus, hein ! Oh la la ! Y en avait un à côté de moi qui vomissait le sang, il est pas venu bien vieux, hein ! Moi, j'ai pas vomi le sang, heureusement ! Puis j'ai plus bu : plus d'alcool ! C'est ce qui m'a tenu, vous comprenez !*
E- *Donc vous dites que tous les gazés n'ont pas été reconnus et pensionnés ?*
T- *Oh la la ! Pas la moitié ! Faut être mort pour être reconnu quasi gazé !*[10] *C'était pas une blessure, pour ainsi dire ! Ils la voyaient pas ! Si c'était une blessure, vous étiez reconnu. Mais ils considéraient pas ça comme une blessure !*
E- *Vous en connaissez d'autres gazés qui n'ont pas été reconnus ?*
T- *Oh ! Ils sont morts y a longtemps !*
E- *Et vous, vos 35%, ça a pas été reconnu ?*
T- *Non, non, non ! Comment qu'il s'appelait, ce ministère ? Jean Zay ! Il m'a refusé ma pension de 35 du cent ! Oh ! J'ai dit… J'ai pas voulu recharger…C'était plusieurs années après la guerre. Et j'étais jeune, je pensais pas…Quand on est jeune, on pense toujours à guérir !*
E- *Bien sûr ! Et vous les aviez pris à Verdun, vos gaz ?*
T- *A la batterie ! En sortant ! Y en avait partout du gaz, mon ami !*

[9] Il doit s'agir du président local de l'amicale de anciens combattants
[10] On comprend qu'Etienne veut dire : *« Il faut être quasi mort pour être reconnu gazé…par les médecins »*

E- *Mais vous aviez pas eu le temps de mettre votre…*
T- *Ah mais, je l'ai gardé 24 heures de temps, le masque ! Et plus ! Mais fallait ben manger ! Dans la cagna où nous étions, à 8-10 mètres dans terre, y avait deux toiles contre les gaz, à la porte ; des escaliers qu'on avait faits et deux toiles contre les gaz. Y avait une bougie qui brûlait. Tant que la bougie brûlait, on donnait pas d'air, et quand la bougie s'éteignait, on était obligé de donner d'air, par en haut, un peu. Pas par en bas, parce que les gaz descendent toujours* [11]*. Alors tout le monde était gazé ! Il passait même dans la cagna ! »*

L'amertume d'Etienne de ne pas avoir vu les 35% de taux d'invalidité reconnus lui fait même accuser nommément le ministre Jean Zay de lui avoir personnellement refusé ce taux, au mépris de toute rationalité quand on connaît si peu que ce soit le rôle d'un ministre ! L'accusation est d'autant plus injuste que jamais Jean Zay n'a été ministre de la Guerre ou de la Défense ! Les deux fonctions ministérielles qu'il a occupées sont celle de sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (du 24 janvier au 3 juin 1936) et de Ministre de L'Education Nationale et des Beaux-Arts (du 4 juin 1936 au 10 septembre 1939) dans le gouvernement de Léon Blum. Le pauvre Jean Zay a été exécuté par la Milice, dans l'Allier, à Molles, près de Cusset, le 24 juin 1944 et son cadavre a été jeté dans un puits, et déchiqueté par des grenades jetées dans le puits afin qu'il ne soit pas identifiable[12].

Une blessure qui condamne à un métier sans effort et qui n'est « *pas reconnue* »

Un des entretiens les plus courts, en raison de la déficience de mémoire du témoin et pourtant extrêmement émouvant, ce témoin pleurant souvent, a été effectué à Charlieu chez **Jules Bon** (cl.14). Né à Macon, enfant de l'Assistance Publique, il a été loué comme petit berger, puis comme valet dans diverses fermes de Saône-et-Loire avant de devenir ouvrier d'usine dans la Loire. Incorporé en septembre 1914 au 22e B. de Chasseurs Alpins d'Albertville, il a été grièvement blessé au poumon, le 25 février 1915, par une bille de plomb provenant d'un obus à shrapnells, et après un an d'hospitalisation, a été réformé à titre définitif en 1916. Sa blessure, il la décrit comme une mort :
T- *« Y* [13]*était un obus qui a éclaté, un obus explosif qui a toutes sortes de saloperies dedans, une balle en plomb (c'est plein de saletés dedans, toutes sortes de cochonneries) ; alors quand ils éclatent, ma foi, y en tient grand ! … Je pouvais pas bouger ! Je vous dis bien : j'ai resté je sais pas combien…une seconde, une minute ? Je peux pas dire, comme mort, quoi !*
E- *Vous vous êtes senti mourir ?*
T- *Ah ben ! Ils m'avaient assommé, quoi ! Ils m'avaient tué ! Ils m'avaient complètement assommé ! Alors, c'est revenu tout doucement…je peux pas vous dire le temps, mais j'ai resté un bon moment que j'étais mort, quoi ! »*

De cette blessure, il en a souffert toute sa vie :
T- « *Cette affaire-là, je l'ai toujours ! Et je la garderai !*
E- *Ça vous a gêné dans votre vie ?*
T- *Oh ben !* (il pleure) *Tous les jours ! Surtout quand il y a des changements de temps ! Ça travaille ! »*

Il a dû se résoudre à abandonner ses projets professionnels et à prendre un métier n'exigeant que peu d'efforts physiques : il est devenu factotum au pensionnat Saint-Gildas de Charlieu, et ce pendant quarante ans.. Mais il est amer quant au montant réduit de son taux d'invalidité :
T- *« On m'a donné le 20 : c'est ben rien ! Surtout pour ça ! C'est que ça me gênait ! Soi-disant que ma blessure m'empêchait pas de travailler ! Mais je leur foutrais… Je pouvais pas faire ce que je voulais !*
E- *Ils essayaient de donner le moins possible ?*
T- *C'est ben le moins ! Ils pouvaient pas donner moins ! Si ! Je sais qu'il y en a qui ont eu 10-15. Mais d'après ce que j'avais, moi, ça valait au moins 30 ! 40 ! Je pouvais pas tenir n'importe quelle place !*
E- *Vous pouviez pas faire d'efforts ?*
T- *Oh non ! C'est pour ça que je suis venu là, parce que je connaissais quelqu'un qui m'a fait entrer à l'école Saint-Gildas, parce que y était pas pénible ! Pas des gros travaux ! Les gros travaux, je pouvais pas, y était impossible !*
E- *Donc ça vous a empêché d'avoir un métier normal ?*
T- *Ah oui, alors ! J'étais nul, quoi ! J'étais nul ! J'ai trouvé ça, heureusement, alors j'ai pu tenir le coup !*
E- *Est-ce qu'il y avait des emplois réservés, après la guerre ?*

[11] Car ils sont plus lourds que l'air, ce qui fait qu'ils peuvent demeurer longtemps dans des trous d'obus, ou des abris souterrains.
[12] Il a tout de même été identifié grâce à sa fiche dentaire
[13] Comme on a déjà pu le voir, des témoins de la région de Charlieu et du sud de la Saône-et-Loire, nés avant 1900, employaient couramment le pronom personnel « y » pour le démonstratif neutre « ce » / « ça »

T- *Ben, y en avait, y en avait…Vous savez ben, c'est toujours pareil : on le donne à çui-là, qui est bien, puis c'est tout ! Comme bien des choses ! Çui-là qui était dans la manche, bien sûr, il trouvait toujours des choses ! Mais comme moi, ils m'ont dit que ma blessure m'empêcherait pas de travailler ! Ah oui ! J'ai dit : « Mais travailler jusqu'à un certain point ! Pas faire des travaux pénibles ! » Je pouvais pas, c'était impossible ! Ils me collent 20 ! C'est nul, quoi !*
E- *Vous êtes restés avec vos 20, ou si on vous l'a monté, quand même ?*
T- *Oh ! Ils me l'ont pas monté ! Ils cherchaient plutôt à me les baisser ! Ils trouvaient que y en faisait trop, quoi ! Les prétextes qu'ils avaient : que j'avais mes quatre membres, de libres ! Voilà ! Ils se sont basés là-dessus ! Et y est bien beau d'avoir les quatre membres de libres, mais faut pouvoir s'en servir ! Y est ce qu'ils ont jamais voulu comprendre !*

On devine à cette insistance, à ce ressassement, l'ampleur de la souffrance morale ressentie par Jules, qui dénonce un « ils » anonyme, vécu comme hostile, englobant toutes les autorités médicales et politiques françaises : la guerre lui a volé sa santé, et on n'a pas « reconnu » sa perte à sa juste valeur, à lui, l'obscur, le sans grade, le fils de l'Assistance publique, qui n'a jamais été « *dans la manche* », qui n'a pu bénéficier du « piston » de personne…

Louis Seux (cl.17), fils d'agriculteurs de Saint-Apollinard, devant après-guerre comptable puis chef de fabrication aux Manufactures Réunies de Tresses et Lacets de Saint-Chamond, a été sérieusement blessé à une cheville par une rafale de mitrailleuse le 13 août 1918 à Lassigny (Oise) ; opéré dans une baraque Adrian du front, il a ensuite eu une longue hospitalisation à Saint-Etienne, puis à Montferrand. Il considère avoir été lésé dans l'attribution initiale de son taux d'invalidité :
T- *« A ce moment-là, on vous réformait avec pension ou sans pension …*
E- *Et alors ? Votre blessure vous a valu…*
T- *10% ! C'était rien du tout ! Alors finalement, j'ai réclamé plusieurs fois, et je suis arrivé à 35%.*
E- *Vous avez l'impression qu'on a vraiment essayé…*
T- *De ratiboiser !*
E- *Le plus possible ?* T- *Le plus possible !* E- *Ça veut dire qu'on ne tenait pas compte des sacrifices que vous aviez faits ?*
T- *Non, non, non, non ! Et puis je l'ai vu plus tard encore, pour un de mes cousins dont je me suis occupé, qui avait des complications… Eh bien c'est tout juste, quand je suis allé avec lui pour l'aider, devant le médecin-expert, s'il m'avait pas foutu à la porte ! « C'est à Monsieur Magnard que je parle, c'est pas à vous », il m'a dit !*
E- *Donc la considération pour les blessés de 14, à votre avis, elle a duré combien de temps ?*
T- *Au point de vue financier, elle n'a jamais existé, pour ainsi dire. Et même j'ai vu des cas (puisque je me suis occupé de pas mal de collègues à la société) … Parce que y avait un seuil fatidique pour que la veuve ait une pension de reversion : 60%. Eh bien, on chinoisait sur 5%, pour mettre 55, pour qu'il y ait pas la chose de 60.*
E- *Donc vous avez fait la différence. Vous dites que financièrement, ça n'a jamais duré, et moralement, cette considération, dans l'opinion publique ?*
T- *Oh ben, si ! Dans l'opinion publique, on a toujours été considérés…mais de moins en moins ! Maintenant, c'est de l'ignorance, c'est plus de la considération. D'ailleurs, ça se comprend : quand vous êtes à part, un jour spécial, par exemple, tout le monde vous court après ; mais le lendemain, personne se rappelle plus de vous* (petit rire amer)

Louis est le seul a avoir signalé ce *« seuil fatidique »* de 60%, qui prolongeait la dette de l'Etat au-delà de la mort du Poilu, si sa femme lui survivait…

<u>Sentiment d'injustice né de la comparaison avec d'autres pensionnés de la localité</u>

Jean Pouzerat (cl. 13), fils d'agriculteurs métayers à Arfeuilles, dans l'Allier, restant à la ferme familiale jusqu'à son départ au régiment, à l'automne 1913, suivi du départ à la guerre en août 1914, a été agent de liaison au 158e R.I. de Lyon, et promu caporal en 1918. Il a été trois fois blessé : par une grenade, dans les jambes, le 20 octobre 1915 ; par un éclat d'obus dans l'épaule le 21 juin 1917 ; par des éclats d'obus qui lui perforent l'intestin, un petit éclat se logeant dans le cœur, le 14 septembre 1918 ; au moment de l'armistice, il est hospitalisé à Pamiers, dans l'Ariège. Son taux d'invalidité, fixé à 30% après la guerre, a été rehaussé à 45% en 1951. Il trouve beaucoup d'injustice dans l'attribution de ces taux, en comparant aussi la longueur du temps de guerre :
T- *« J'ai été plusieurs fois à Clermont, et puis ils m'ont remballé, et puis ça y est ! Et un qui aurait pas eu besoin, qui aurait fait presque point de guerre, il aurait eu une pension le double comme moi !*
E- *Donc vous pensez que ça n'était pas très juste, les pensions ?*

T- *Oh non ! Oh non ! Parce qu'il y en avait trop qu'avaient rien fait et qu'avaient des pensions du diable ! A Arfeuilles, y en avait ! Du 100% !*

Sa nièce, présente à l'entretien, cite deux cas de pension dans leur famille, en comparant les taux :
- le frère de Jean Pouzerat, à qui il manquait un œil, avait 100 % de taux d'invalidité plus 3 degrés, ce qui, comparé au témoignage précédent de Victor Viricel, tendrait à prouver qu'il n'y avait pas de taux national fixe, chose surprenante
- son propre père qui avait perdu à la guerre la vision d'un œil, sans qu'il soit enlevé, et 5/10ème de vision de l'autre œil, était défavorisé par rapport au précédent : *« Du moment qu'il avait pas son œil enlevé, il avait que 70, hein ! Après, par la suite, ils lui ont enlevé son œil, parce qu'il a pris au glaucome dessus (c'était en 64-65, ça), il y voyait rien, mon père, mais il avait que le 75 !*

E- *Donc vous avez le sentiment que ces pensions…*
T- *Non ! Y a pas été juste ! Moi, avec toutes les blessures que j'ai, j'aurais dû être au moins à…*
Nièce de T : *80 !*
T- *80 quelque chose…même 70 !*
E- *Alors qu'au début vous avez eu 30 ; depuis on vous a monté à 45 en 51. Pourquoi ça n'a pas été juste, à votre avis ?*
T- *Vous savez ben : y en a toujours qui sont pistonnés d'un côté de l'autre ! Alors !…A Arfeuilles, combien que y en avait ! Des 100% !*
Nièce de T : *Plusieurs !*
T- *Y en a un qui crachait dans le verre, il disait qu'il était tuberculeux ! Il faisait cracher sa femme dans le verre quand il allait passer la visite ! »*

Ainsi, on devine que toute une sociabilité de village a dû être durablement perturbée par la connaissance de ces taux de pensions, vécus par les petits taux comme injustes, immérités, attribuables à la fraude (encore qu'on imagine mal un médecin acceptant un crachat qui ne soit pas fait devant lui !) ou à l'éternel piston, ceci alimentant des rancoeurs entre soldats censés avoir fait la même guerre. Mais en fait, n'ayant pas du tout exposés aux mêmes dangers, comme on l'a vu à travers les pourcentages officiels de pertes, six fois plus importants dans l'artillerie (24%) que dans l'artillerie (3,9%), sans parler des « embusqués » honnis !

Plusieurs fois ministre, et même Président du Conseil (Premier Ministre) du 6 mars au 23 décembre 1952, **Antoine Pinay** (cl.11), et maire de Saint-Chamond de 1929 à 1977, né à Saint-Symphorien-sur-Coise, maréchal des logis au 5e R. A. de Campagne de Besançon, a été grièvement blessé au bras droit par les éclats tombant sur sa batterie le 9 septembre 1914, au cours de la bataille de la Marne. Hospitalisé jusqu'à la fin de 1916, il en a gardé la paralysie de trois doigts de la main droite, restée peu mobile. Interviewé en septembre 1987, à l'âge de 96 ans, il abonde dans le sens des autres témoins blessés, mais semble se tromper sur le montant de sa pension d'invalidité, si l'on considère son pourcentage :
E- *Pensez-vous qu'après la guerre (là aussi c'est un sujet de controverse parmi les personnes que j'ai interviewées) les pensions aient été données avec suffisamment de générosité ?*
T- *Oh ! Les pensions ont été minables ! Mais moi, voyez, j'ai une blessure grave de la main droite, je ne peux rien faire de cette main. Eh bien, j'ai une pension de 300 francs par an !*
E- *Et qui correspond à quel pourcentage d'invalidité ?*
T- *55%. Moi, je n'ai rien demandé ! On m'a donné 55%. J'ai plus de 55% : je ne peux rien faire de la main droite ! »*

L'obtention d'un pourcentage suffisant d'invalidité rejaillit aussi sur la majoration éventuelle de la retraite civile. C'est ce qu'indique **Jean Fontaney** (cl. 12) de Montrond-les-Bains (Meylieu), instituteur à Montbrison avant guerre, professeur, puis inspecteur primaire dans la Loire après, ensuite directeur des Ecoles Normales de Parthenay puis de Poitiers. Ajourné en 1913, exempté définitivement en 1914 pour faiblesse de constitution, il s'est néanmoins engagé pour la durée de la guerre le 20 septembre 1914 . Gravement blessé à un bras le 9 juin 1915, dans la Somme, par un éclat d'obus, il a été fait prisonnier le même jour et a passé un an et demi de captivité en Allemagne, avant d'être repéré à cause de sa blessure non guérie, par une commission de la Croix-Rouge suisse, qui l'a fait ramener en Suisse en décembre 1916 pour le restant de la guerre :
E- *« Vous dites que votre blessure que l'on voit au bras vous a valu moins de 10% d'invalidité ?* T- *Oui*
E- *Donc aucune pension !*
T- *Oui. Mais je n'ai aucun certificat des Allemands. Je n'en ai demandé aucun. Et c'est un an après la guerre que j'ai demandé à passer une visite. Je n'avais aucune pièce du tout. Ma blessure m'aurait valu une année de campagne, parce qu'après, pour la pension de retraite civile, les anciens combattants de 14, nous*

pouvions obtenir 80%. Je suis à 79%, moi, avec un carnet faux. On m'a porté disparu plus tard que la réalité[14] *. Mais je n'ai pas bénéficié de ma blessure et il me manquera 1%. J'ai pas rouspété.*
E- *J'ai rencontré beaucoup de gens qui sont assez amers à propos de l'attribution des pensions justement. Est-ce que vous pensez qu'on les a attribuées au plus juste après la guerre ?*
T- *Ah ben, y a eu un moment large et puis ça s'est gâté un peu. Après, tout le monde tirait un peu sur la corde. »*

Un grand amputé d'une jambe et affligé d'un bras droit presque immobile, par suite d'un bombardement subi à Verdun le 23 juin 1916, **Justin Charat** (cl.12) , dont nous avons vu (dans la chapitre XXIII- « Guérir ») le long témoignage sur les circonstances de sa blessure , son itinéraire d'hospitalisation et son prodigieux parcours professionnel après sa réforme définitive en 1917 : l'ex tailleur de pierre de Montagnieu dans l'Isère devenant percepteur hors classe , puis Inspecteur central du Trésor de l'Isère, évoque très brièvement le taux d'invalidité liées à son amputation et à sa grave blessure au bras :
T- *« J'avais ma pension de retraite et j'avais ma pension d'invalidité…*
E- *Qui était de quel pourcentage ? Qui devait être très importante ?*
E- *J'avais 100 % plus 34 degrés. »*

C'est sans doute avec **Ernest Pigeron** (cl.17) de Renaison, que le sujet a été le plus développé.

Ernest Pigeron, apprenti boucher avant guerre à Moulins, est venu dans la Loire après la fin de la guerre, et a exercé sa profession au Coteau et à Roanne. Soldat au 3e bataillon de Zouaves de Lyon, il a eu les pieds très gravement gelés le 27 novembre 1917, avec près de la moitié de sa compagnie, a été hospitalisé pendant l'hiver 1917-1918 (Montigny-le-Roi, où il échappe de peu à l'amputation, puis Langres, puis Albi). Revenu au front en avril 1918, au 8e Zouaves, en septembre 1918, à Vauxaillon-sur-Aisne (vers Soissons), , au cours d'une attaque, il a eu un bras et un poumon perforés par une balle, et est demeuré 37 jours entre la vie et la mort dans l'hôpital abrité par le château de Pierrefonds. Il a passé l'année 1919 dans divers hôpitaux, souffrant d'une double congestion pulmonaire et de suppuration de ses pieds gelés. Je lance la question qui va s'avérer douloureuse :
E- *« Est-ce qu'avec toutes ces blessures, vous avez eu une pension décente ?*
T- *Ah ben, en ce moment, oui !*[15]
E- *Oui, mais c'est un peu tard, maintenant !*
T- *Maintenant, ça peut aller !*
E- *Parce qu'on m'a dit qu'on a essayé de les réduire le plus possible !*
T- *Oh ! On a ben essayé ! On a ben essayé ! Je me trouvais d'être à Auxerre, là, pour mes pieds, là, toujours. J'ai été 45 jours à l'hôpital… Ah ben j'ai gagné de l'argent, moi, quand j'étais jeune ! (*ironique). *Je suis revenu, moi, pour m'installer au Coteau, j'avais 90 francs en poche ! Bon ! Eh bien, je me trouve là-bas à Auxerre, on m'envoie passer une visite. Je sais pas pourquoi j'étais pas* (réformé) *définitif. Alors, ils m'avaient mis 20%. Mais, comme un imbécile, moi, j'avais jamais fait figurer mes pieds gelés ! Et y a un gars qui me dit : « Mais dis donc, les pieds gelés, c'est une blessure de guerre, hein ! Faut pas y oublier ! » . Et c'est de là : ma pension de pieds gelés, elle est plus forte que ma pension des bronches, de la poitrine. Et ça devrait être le contraire : je souffre mieux des bronches que j'ai souffert des pieds. Enfin bon, voilà !*
E- *Donc dès le début, on ne vous a pas donné la pension que vous avez maintenant ?*
T- *Non ! Oh ben, il fallait aller pleurer, hein ! Fallait passer au tribunal des pensions ! Et puis, avec les ans, l'amélioration se faisait pas ! Alors, il m'avait diminué, mis à 10%. J'ai dit : « Ecoutez, monsieur le Major, vous avez pas autre chose que ça ? Moi, dans le tempérament que je suis, eh ben je vous demanderais d'annuler complètement ma pension ! Parce que me garder 45 jours à l'hôpital d'Auxerre pour mes pieds gelés ! ». Il me dit : « Mais c'est pas figuré sur votre papier ! Pourtant, c'est une blessure de guerre ! ». Alors, c'est là que j'ai commencé, en 21… Parce que de 19 à 21, elle avait diminué, de 25 à 10 ! C'est bon ! C'est toujours ça de pris pour l'Etat. Et la reconnaissance ! La reconnaissance, merci du peu ! Et alors, je me disais : « Ben, faut ben que j'essaie… T'es ben une drôle d'andouille ! ». Avec mes pieds gelés au troisième degré, j'aurais dû me faire… Oh la la ! Mais j'aurais dû tirer la semelle ! J'en serais pas mieux récompensé ! »*

Ernest fait allusion au fait qu'ayant eu les pieds très gravement gelés, il n'aurait pas dû remonter dans l'infanterie, en première ligne, mais changer d'arme, comme passer dans l'artillerie contre avions, ce qu'a fait un de ses camarades d'hôpital aux pieds moins atteints que les siens
T – *« Aujourd'hui, je me dis : « J'étais une triple andouille, parce que j'en suis pas mieux récompensé !*

---

[14] Tout combattant dont on ne voyait pas qu'il était capturé par l'ennemi était porté « disparu » par ses officiers en attendant de statuer plus tard sur son sort.

[15] L'entretien a lieu chez lui, à Renaison, le 27 octobre 1988, le témoin ayant plus de 91 ans, en présence d'Henri Bertaud, président des Anciens Combattants de Renaison, et ex-maire de la localité.

E- *C'est quand même incroyable, cette façon de réduire les pensions au maximum !*
T- *Ah mais oui, mais dites donc ! Dites-donc ! Je sais pas si les docteurs, là, avaient beaucoup de grosses payes, de grosses primes du gouvernement ! J'en sais rien !*
E- *Vous pensez qu'ils y étaient intéressés ?*
T- *Ah ben, je sais pas !* (rire) *C'est bien à croire ! C'est bien à croire ! C'est bien pour avoir de l'avancement ! »*

De fait, Ernest pose une vraie question : les médecins militaires avaient-ils des consignes gouvernementales pour distribuer le plus chichement possible les taux d'invalidité, et dépasser le moins souvent possible ce *« seuil fatidique* » de 60% dont parlait Louis Seux, entraînant la réversion de la pension pour les veuves ? Et étaient-ils récompensés de tenir très strictement les cordons de la bourse nationale?

Possibilité de refuser le taux d'invalidité proposé ?

C'est ce que laisse penser la correspondance de **Joannès Béal** (cl.16) tailleur à l'Hôpital-sous-Rochefort, dont nous avons vu les relations de la fête de la Paix du 30 juin 1919 qu'il a faites à son jeune frère et à sa mère alors qu'il est hospitalisé à Moulins. Cinq mois plus tard, le 28 novembre, alors qu'il est toujours hospitalisé, mais à Sète, il écrit à sa mère :

« Mardi il y avait un expert qui était venu pour en réformer quelques-uns sur place, mais je ne sais s'il était saoul ou fou, car ceux qui passaient on refusés* de se laisser faire, il ne leur donnait presque rien. Juges-en : un mal de Pott avec abcès, il donnait 40 pour %, soit 960 F, alors qu'il a droit de 50 à 70% »*

Deux mois après, le 7 janvier 1920, alors que c'est bien du mal de Pott[16] qu'il souffre, il évoque sa pension dans une lettre à sa mère : *« Je n'accepterais pas moins de 50% ou 1200 francs par an. Si on m'offre moins je refuse. Le copain dont je t'avais parlé qui avait le mal de Pott avec abcès et pleurésie a été réformé sans son avis à 100%. Tu parles s'il a accepté ce coup-ci ! ».*

Un mois plus tard, le 10 février, il informe sa mère de sa réforme et du taux de pension qui lui a finalement été attribué :

« Chère Maman, Me voici réformé depuis ce matin. Réforme n°1 avec pension temporaire de 70% (ou 1680 frs). Je ne pensais pas tant avoir, mais j'ai fait valoir ma bronchite ce qui m'a valu 10% de plus ; cette pension est valable 2 ans à moins que mon état s'étant aggravé, je ne demande une révision de pension avant. »

Si l'on divise chacune des sommes indiquées par le pourcentage, on constate que 10% de taux d'invalidité correspondent à 240 francs par an. Pour se faire une idée approximative de l'équivalent actuel, on peut s'appuyer sur une remarque qu'il fait deux mois après, le 14 avril (il est toujours à Sète) à propos de la hausse vertigineuse des prix entre 1913-14 et 1920 : *« L'autre jour j'ai vu en ville à la devanture d'un magasin des pantalons de coutil que l'on vendait 3 frs avant la guerre affichés 22 francs ; d'autres bleus à rayures blanches qui valaient 3 frs 50 valent 28 frs ».* 240 francs par an permettent donc d'acheter en 1920 une dizaine de pantalons (11 des premiers, 8 des seconds)

Joannès rentrera chez lui en juillet 1920. Son livret d'appareillage identifie son mal : « *Mal de Pott dorso-lombaire* », et indique qu'il bénéficie de deux corsets : *« 1 corset cuirasse Schranz »* (en cuir) et *« 1 corset celluloïd »*

Revalorisation progressive du taux d'invalidité

Alors que la grande majorité des témoins blessés grièvement interrogés sur ce point déplorent la faiblesse de leur pension, il se trouve des cas, où objectivement, la revalorisation est spectaculaire au fil de la vie du témoin.

C'est le cas de **Gaston Girard** (cl. 10), né à Nevers, ayant touché à plusieurs professions (cordonnier, tonnelier, charron) avant de partir à la guerre en août 1914, grièvement blessé dès la fin août 1914 vers Baccarat : criblé d'éclats d'obus dans les reins et les jambes, il resta un jour et demi sur le champ de bataille, puis, repéré, fut opéré à Lunéville, sans que la balle logée dans la colonne vertébrale puisse être retirée. Hospitalisé un an et demi à Lyon, tout en gardant sa balle, il ne perdit pas l'usage des jambes. Réformé, il devint agriculteur-apiculteur à Sainte-Croix-en-Jarez. Interviewé le 23 novembre 1987, à l' âge de 97 ans, il évoque la progression de son taux d'invalidité :
T- *« En commençant, j'avais eu 15, après j'avais eu 20, après j'avais eu 60, après 80, et 100 maintenant. Il y vingt ans que c'est fini, y a vingt ans que j'ai pas demandé. Il a fallu allier à Desgenettes, au Vinatier* (à Lyon) *vous savez. C'est là-bas qu'ils m'ont donné le 100%, y a vingt ans.* »

[16] Il s'agit d'une infection des disques intervertébraux par le bacille de la tuberculose. Cela nécessite un traitement anti-infectieux très long (de un à deux ans) et le plus souvent le port d'un corset rigide pour immobiliser la colonne vertébrale.

Au vu de cette progression, on peut raisonnablement penser qu'au fur et à mesure que les Poilus se raréfiaient, l'attribution d'un taux d'invalidité supérieur se faisait plus fréquente…

Une appréciation apaisée de son taux d'invalidité

Bien que le discours revendicatif sur la question du taux de pension soit très largement majoritaire, il se trouve quelques témoins pour s'en satisfaire, et faire passer avant toute chose la chance d'être resté vivant.

Victor Viricel (cl. 16), agriculteur et passementier (cette activité jusqu'en 1928) à Grammond, mitrailleur au 38e R.I. de Saint-Etienne, a été blessé au visage le 1er juin 1918, vers Château-Thierry (Aisne) par de multiples petits éclats d'obus, qui ont occasionné notamment la perte totale de vision d'un œil, qui sera énucléé à Vienne et hospitalisé à Lyon. Il sera réformé en août 1918. Il décrit sa blessure, handicapante pourtant, comme un moindre mal :

E- *« Est-ce que vous y pensiez, au fait que vous aviez perdu un œil ? Qu'est-ce que ça vous faisait ?*

T- *Que j'étais bien trop content de m'en tirer comme ça !* (rire) *Il valait bien mieux perdre un œil que de tout perdre ! D'ailleurs, je me rappelle que ma mère est venue nous voir, à Vienne. Alors, elle pleurait ! Je lui ai dit : « Ecoute, ne pleure pas ! C'est pas le moment ! ». Je me rappelle de lui avoir dit ça. Oui, c'était une chance ! C'était une chance d'avoir une blessure comme ça !*

E- *C'est-à-dire que beaucoup de vos copains y sont restés !*

T- *Alors c'est là que j'ai pas su exactement, mais y a eu les deux tiers des deux sections qui ont été tués ou blessés ! Ce qui a valu la citation…*

E- *Donc le 1er juin 1918. Et là, vous avez été réformé : on vous a accordé un pourcentage de combien ?*

T- *65% ; et après ça a été porté à 70%. On touche 70%.*

E- *Sans difficultés ? Beaucoup m'ont dit qu'ils faisaient beaucoup de difficultés pour accorder les pensions, à ce moment là !*

T- *Non ! Y a pas eu de difficultés, au centre de réforme ».*

De fait, quand le blessé compare son sort à celui de ses camarades tués au même moment, ou plus grièvement blessés, il peut objectivement s'estimer favorisé. Mais encore faut-il avoir cette capacité de recul pour objectiver la situation. Et quand Victor déclare *« On touche 70% »*, il énonce le taux d'invalidité perçu par tous ceux qui ont perdu un œil à la guerre, témoignant devant M. Goutelle, président de l'Amicale des Mutilés des yeux de Saint-Etienne, qui était présent à l'entretien et m'avait indiqué ce témoin…

La belle humeur d'un amputé resté agriculteur

Un amputé d'une jambe, **Claude Chaume** (cl. 12) agriculteur-vigneron à Bully (ayant repris la ferme familiale) dont le cas a été exposé dans le chapitre XXXIV parmi les derniers blessés de la guerre (pied gauche broyé par un obus le 25 octobre 1918, vers Saint-Quentin où il sera amputé le soir-même, prélude à une année d'hospitalisation à Paris) évoque son drame sans dramatiser et parle sans acrimonie de son taux d'invalidité :

E- *« Vous pensiez qu'il allait falloir changer de métier ?*

T- *Non ! J'ai même pas pensé à ça ! Mon père était là, tout seul. J'ai pensé que je resterai là, paysan, quand même.*

E- *Mais dans votre vie, ça a dû vous gêner ?*

T- *Ah oui, évidemment, ça a été un handicap ! Oui, sûrement ! Mais enfin, j'ai tenu le coup quand même puisque je suis là !*

Et il était vif d'esprit, optimiste et chaleureux, Claude, dans ce hôpital de Bonvers, à Mably, ce 7 mai 1988, alors qu'il était dans sa 96e année, ce qui me fait lui répartir :

E- « *Je suis bien content de vous voir !*

T- *Et moi aussi, je suis bien content de causer avec vous !*

E- *Ça vous a valu une pension très importante ?*

T- *J'ai eu 100% après ; 85% pour commencer, et puis 100 % après. »*

Cette belle humeur, nous ne résistons pas de l'illustrer par ce qui sera un hors sujet par rapport au thème de la pension d'invalidité, mais illustrant la sympathie qui a entouré les amputés dans l'immédiat après-guerre. Ayant été hospitalisé un an à Paris (à l'hôpital Saint-François d'Assise) après son amputation, Claude y a vécu des moments inoubliables, notamment le défilé de la Victoire du 14 juillet 1919 :

E- *« Vous avez l'air d'en garder un bon souvenir, de ce séjour à Paris ?*

T- *Oh oui ! Un bon souvenir ! J'ai passé une année merveilleuse, en 19 ; je suis revenu le 20 décembre. On avait fait tous les grands boulevards, à partir de la Rue Royale, dans un fiacre, tiré par des gars ! On avait ti rigolé ! On voulait aller à l'hôpital ; on voit des gars qui tiraient un fiacre à mains ; ils étaient cinq ou six qui tiraient le fiacre. Et on était cinq ou six, nous, qui rentraient* à l'hôpital, de l'autre côté, de la rive gauche. Y en a un de chez nous qui a traversé la rue, qui a dit : « Je vais aller leur demander s'ils veulent*

nous emmener à l'hôpital ! ». Il a été leur demander ! Ils ont dit : « Oh non ! On vous emmènera pas à l'hôpital, c'est trop loin ! Mais si vous voulez, on vous promènera sur tous les grands boulevards ! (rire) *Le gars vient nous chercher, là. On a monté dans le fiacre. On était tous des mutilés, plus ou moins amputés. On a ti rigolé ! J'étais dans le bas du fiacre, moi, y en avait trois qui étaient sur la banquette du haut, et deux sur le train devant. C'étaient des jeunes, des Parisiens, qui nous tiraient. On a passé toute la nuit comme ça. Les gens venaient voir cet équipage-là, ils nous apportaient à boire. Les gens allaient chercher à boire : ils leur faisaient pas payer !*

E- *Vous en avez fait d'autres parties de rigolade comme ça, dans l'année 19 ?*

T- *Oh ! On en a ben fait d'autres ! On avait passé une année 19, c'était la fête tous les jours pour ainsi dire. On allait au théâtre ; les taxis nous faisaient pas payer, le théâtre non plus. C'était une année merveilleuse. J'en ai gardé vraiment un bon souvenir !*

E- *Les gens étaient généreux avec vous ?*

T- *Ah oui, ils étaient généreux ! Le jour du 14 juillet, on était une équipe de six, on avait ramassé 14 000 francs ce jour-là !*

E- *Comment ?*

T- *De l'argent que les gens nous donnaient ! On était en fiacre, on s'arrêtait, y en avait qui allaient chercher à boire, on leur faisait pas payer non plus et on leur donnait de l'argent ! Les gens qui étaient assis, là, aux terrasses des cafés, sur les grands boulevards. On avait ramassé 14 000 francs !*

E- *C'était une somme importante ! Mais vous auriez pu acheter des vaches avec ça !*

T- *A l'époque, oui, c'était une somme importante ! Les sœurs nous avaient donné des livrets qu'on avait fait faire pour chacun de nous, et puis de l'argent encore. Ah la la ! Quelle journée ! Et le matin, on avait assisté à la grande revue sur les grands boulevards*[17] *de toutes les troupes alliées. On était chez la reine du Portugal, nous, dans un fauteuil, au quatrième étage, qu'on a assisté à tout ça. La reine Amélie du Portugal...*

E- *C'était une sorte de château ? Une résidence ?*

T- *Ah oui ! C'était dans l'avenue des Champs-Elysées. On était quatre, des grands mutilés, qu'on avait amenés comme ça. On avait traversé l'avenue des Champs-Elysées par le souterrain, parce que l'avenue était bourrée, et puis on était monté là-haut. On était désigné pour aller là, les grands mutilés, chez la reine Amélie du Portugal…*[18]

E- *Vous l'avez vue ?* T- *Bien sûr !* E- *Elle vous avait reçus ?*

T- *Bien sûr, chez elle…C'était chez son gendre, là ! Mais enfin elle y était !*

E- *Vous avez vécu des choses extraordinaires !*

T- *Ah oui ! J'ai eu le temps d'en voir, hein ! La reine Amélie du Portugal. On était dans des fauteuils pour assister à la revue, au quatrième étage, dans l'avenue des Champs-Elysées, au 118, je crois, oui ! On a assisté à toute la revue des troupes ! C'était joli, hein ! Ça valait ! J'en ai gardé un souvenir profond ; ça a été une sacrée journée ! Ah oui ! »*

Il répète ensuite l'épisode du fiacre, avec deux précisions importantes : c'est ce soir du 14 juillet 1919 que cela a eu lieu, et c'étaient de jeunes soldats qui tiraient le fiacre, ce qui donne une coloration d'hommage de Bleus n'ayant sans doute pas fait la guerre à leurs valeureux aînés amputés.

E- *« Vous semblez la regretter, cette année ! Parce qu'après, ça a été dur ?*

T- *Ah ! Oui, ça a été dur de rentrer chez moi, parce qu'après c'était plus pareil, hein ! C'était calme, c'était plus la vie…Il n'y avait aucune ressemblance »*

La bande magnétique s'achevant, la seconde face commençant, Claude tient à redire son attachement à cette année 1919 vécue à Paris où il a vécu une vie bien au-dessus de sa condition sociale, par le seul fait d'être considéré, à cause de son amputation, comme un héros de la guerre :

T- *« On payait rien ! Les taxis, le métro, tout ça, le bazar…les théâtres ! On avait été dans tous les théâtres de Paris, je crois ! Ah ! On était gâtés ! Cette année 19, c'était une année de fête, pour ainsi dire !*

E- *Donc vous êtes rentré et vous avez repris la ferme ?*

T- *Oui, avec mes parents.*

E- *Vous vous êtes marié en quelle année ?* T- *En 1921* E- *Votre fiancée, vous la connaissiez ?*

---

[17] Claude se trompe : il s'agit évidemment de l'avenue des Champs-Elysées, allant de l'Arc de Triomphe à la place de la Concorde. Il se corrigera un peu après.

[18] Marie Amélie Louise Hélène d'Orléans, princesse de France, fille aînée de Philippe d'Orléans, comte de Paris, née en 1865, décédée en 1951, était devenue duchesse de Bragance en épousant en 1886 Carlos (Charles) héritier du trône du Portugal, devenu le roi Carlos Ier en 1889, ce qui fit d'elle la reine du Portugal. Son époux ainsi que son fils aîné trouvèrent la mort dans un attentat le 1er février 1908. Son fils cadet Manuel ne régna sur le Portugal que de la date de l'attentat jusqu'en octobre 1910, où il fut chassé du trône par une révolution, qui mit fin à la royauté au Portugal. Exilée en Angleterre, à Twickenham où elle était née et avait passé sa jeunesse, l'ex-reine Amélie revint s'installer en France en 1913.

T- *Non, je l'ai connue qu'après. Elle avait six ou sept ans de moins que moi, elle était jeune quand j'étais parti à la guerre… »*

Sa fiancée devait donc 15 ou 16 ans quand lui est parti à la guerre à 22 ans en 1914. Ainsi il se trouve une jeune fille, engagée en rien par des promesses d'avant-guerre, pour épouser un amputé. Le cas n'a pas été rare, dans ces années d'après-guerre.

On peut citer aussi le cas d'un autre amputé, **Paul de Lambert** (cl. 03) de Saint-Just-Malmont (Haute-Loire), avant guerre cadre administratif à l'entreprise Streichenberger de Bordeaux, après guerre cadre puis directeur de l'entreprise de l'entreprise de tissage de soieries de son beau-père, à Saint-Just-Malmont. Pendant la guerre, alors qu'il est adjudant-chef au 52e R.I. de Montélimar, commandant une section de mitrailleuses, il a la jambe brisée par une balle à Verdun, au cours d'une attaque, le 11 juin 1916. Resté quinze heures non secouru sur le champ de bataille, il sera soigné dans le tunnel de Tavannes, puis amputé de la jambe gauche, atteinte de la gangrène, à Saint-Germain-en-Laye, et réformé à la fin de 1917. En 1918, il épouse sa jeune cousine, dont le père venait de décéder, et rapporte ce mot d'elle : *« Ma fiancée m'a dit qu'elle était très fière de se marier avec un blessé de guerre »*. Interviewé à 105 ans, le 22 juillet 1988 à Saint-Just-Malmont, Paul de Lambert était censé être alors le doyen d'Europe des Mutilés de guerre. Il est mort quelques semaines après.

La question du mariage pour les amputés ou « gueules cassées »

Tous les amputés (d'un bras ou d'une jambe) que j'ai eu l'occasion d'interviewer se sont mariés, et quand la question de la difficulté éventuelle à trouver une épouse leur a été posée, ils n'ont en pas fait mention. Mais peut-on répondre franchement à cette question qui, même à soixante ans de distance ou plus, a quelque chose d'humiliant, rappelant son traumatisme de jeunesse ?

Les scrupules d'un grand blessé vis-à-vis de sa fiancée

Nous allons aborder un cas inverse : celui où, déjà engagé à une jeune fille dans la perspective d'un mariage, le fiancé, devenu amputé, songe à la libérer de sa promesse. On a longuement vu, dans le chapitre XXIII *« Guérir »*, le cas de **Justin Charat** (cl. 12), avant guerre tailleur de pierres à Montagnieu, dans l'Isère, comme son père, très grièvement blessé par un obus de gros calibre qui anéantit toute la section qu'il commande en tant qu'adjudant, le 23 juin 1916 à Verdun, obus qui lui broie une jambe et lui arrache presque une épaule. Repéré dans le cratère d'obus trois jours après sa blessure, ramené à l'arrière la nuit suivante, Justin sera amputé presque au ras de l'aine de cette jambe et opéré de l'épaule, ce qui le privera tout de même de l'usage du bras droit. On a vu qu'au terme d'un an d'hospitalisation il sera réformé, et aura reçu, tant le culte du blessé héroïque est grand pendant la durée de cette guerre, deux offres exceptionnelles de mariage (par l'importance de la dot). Offres qu'il refusa car il était déjà fiancé et fidèle…

Mais revenons d'abord au moment où Justin se trouve dans son cratère d'obus et pense à sa fiancée :

E- *« Quel était votre sentiment au milieu des cadavres de vos camarades ?*

T- *Eh bien, je pensais à mes parents, je pensais à ma fiancée. Et je voyais l'importance de mes blessures. Et c'est à ce moment-là que je me disais : « Si tu es mort, on n'en parle plus. Mais si tu survis, tu ne peux plus l'épouser, et te mettre en ménage avec elle. Comment feras-tu pour faire vivre un ménage ? Alors, il faut la libérer ! »*

Cette pensée généreuse, pleine d'abnégation, Justin la traduit en acte quand il est hospitalisé, avant même son amputation qui n'a pas pu se faire tout de suite tant le nombre de blessés graves dans la baraque Adrian qui servait d'hôpital temporaire était grand. Comme son état l'empêchait d'écrire, c'est une infirmière qui va se charger, sous sa dictée, d'écrire deux lettres, une à ses parents, l'autre à sa fiancée :

T- *« C'était le 29 juin. Cette dactylo est venue dans ma chambre . « Vous avez vos parents ? ». Je lui ai dit : « Oui, j'ai mes parents » - « Vous voulez leur dire que vous êtes blessé ? Vous voulez leur écrire ? » - « Ah oui, je voudrais bien, mais je peux pas ! » - Elle me dit : « Mais je suis là pour ça ! Vous pouvez me la dicter, je vais la prendre en sténo ».*

Justin explique le contenu de la lettre à ses parents, puis l'infirmière connaissant la sténo propose :

« Eh ben, bon, et puis vous n'avez pas… ? » Alors c'est moi qui ai enchaîné : « de petite amie » . j'ai dit « *si* » - *« Ah bon ! Et vous voulez lui écrire aussi ? » -« Oui ! » -« Eh ben, allez-y ! ». Et j'ai dicté ce que je vous ai dit : je lui rendais sa parole…*

E- *Ça devait être très douloureux ! C'était admirable de sa part comme ça a été admirable de la vôtre »*

Dans cette phrase, je m'adresse à l'épouse en même temps qu'à Justin ; leur fille assiste aussi à l'entretien, qui se déroule chez elle, à Saint-Etienne. Ses parents venaient de fêter la semaine précédente leur 70ème anniversaire de mariage ! Justin enchaîne, très ému :

T- *« Ma femme est un modèle ! Un modèle ! Mais si ! Si ! Depuis le temps que tu le mérites ! Un modèle d'épouse !*
E- *Et vous, qu'avez-vous éprouvé, Madame, en recevant cette lettre ?*
Epouse de T- *« Eh bien, j'ai été très ennuyée. Mais vous savez, y avait l'ambiance du moment qui jouait. Vous savez, j'ai été entourée de gens qui recevaient des…Les décès de leurs enfants, de leurs fils… Alors, vous savez, on vivait entourés de cette ambiance. Y avait une influence quand même ! Et puis « Non ! » j'ai dit, « du moment qu'il est pas aveugle je le prends, je le garde ! » S'il avait été aveugle, j'aurais pas pu !*
E- *Ah bon !*
Epouse de T- *Oui. Mais comme ça, j'ai dit : « Ma foi, on s'en sortira bien ! ». Et il avait des parents qui pouvaient pas lui aider, qui étaient dans une situation modeste. Il devait prendre la même situation, et quand on l'a renvoyé de l'hôpital, il était pas guéri et il avait rien. Alors heureusement que j'avais des parents…*
E- *Oui, vous avez été admirables tous les deux. »*

Rétrospectivement, l'épouse de Justin paraît aussi admirable de franchise quand elle indique que la cécité de son fiancé aurait été rédhibitoire pour elle, alors qu'il lui était facile de jouer devant moi l'héroïne parfaite en déclarant qu'elle l'aurait épousé quelles que soient la nature et la gravité de ses blessures !

On a vu enfin, dans le même chapitre XXXIII, quelle exceptionnelle réussite professionnelle a été ensuite la vie de Justin, successivement dans le privé (en devenant dans le milieu des années 20 le chef de la comptabilité d'une usine de tissage de 600 employés à Bourgoin-Jallieu, puis en devenant expert-comptable près le tribunal de Bourgoin) et dans la fonction publique, à partir de 1933, aux contributions indirectes, devant précepteur hors classe puis inspecteur central du Trésor de l'Isère !

Ce cas demeure, il faut bien le dire, tout à fait hors norme.

Parmi mes « témoins » figurent deux « gueules cassées » : un dont je n'ai que le dossier d'invalidité, qui m'a été remis par son fils et sa belle-fille, à Chateauneuf, localité voisine de Rive-de-Gier : il s'agit de **Claude Martinon** (cl. 14) qui était avant guerre ajusteur et électricien. Il sera très grièvement blessé, le 20 juillet 1916, dans la Somme, non loin de Péronne, à la fois par des éclats d'obus dans le pied gauche et par des balles de mitrailleuse au visage qui lui arrachent la majeure partie du nez, lui fracturent le front, lui perforent l'œil droit et endommagent grièvement le gauche. Opéré plusieurs fois, il fera deux ans d'hôpital et sera réformé à titre définitif en août 1918. Il devra changer d'activité et sera manutentionnaire aux Postes à Rive-de-Gier. Il se mariera en novembre 1920.

L'autre, je l'ai interviewé à l'hôpital de Bonvers, à Mably, le 25 juin 1987, alors qu'il était âgé de 94 ans, l'entretien ayant lieu en présence de sa « fille adoptive », **Mlle Odette Brun**, de Roanne. Il s'agit de **Baptiste Bussy** (cl. 13), fils d'agriculteurs de Régny, ayant fait un apprentissage de mécanicien sur cycles au Coteau. Brigadier dans l'artillerie de tranchée, il sera très grièvement blessé au visage par un obus au ravin de la Couleuvre, à Verdun, la 15 décembre 1916. Il subira de nombreuses opérations au cours de vingt-sept mois d'hospitalisation, principalement à Vichy dans un hôpital réservé aux blessés de la tête et sera réformé définitivement le 12 février 1919.

Notons au passage que ces réformes définitives très tardives (août 1918 et février 1919) peuvent étonner pour des blessés de 1916, alors qu'il est bien évident que le soldat ne pourra plus jamais combattre. Mais c'est qu'avec la réforme, est attribué le taux d'invalidité définitif (encore que susceptible de révision), ce qui suppose que la situation de santé du blessé soit considérée comme stabilisée.

Contrairement à son camarade d'infortune, Baptiste Bussy pourra conserver son métier de mécanicien sur cycles qu'il exercera au Coteau et à Roanne, couplé avec un magasin vendant des vélos.. Il se mariera lui aussi, en 1923.

Je ne savais pas dans quelles conditions s'étaient effectués ces deux mariages, et ce qui s'en était suivi. Il a fallu qu'une étudiante-chercheuse de l'université de Saint-Etienne, **Aurélie Brayet**, me soit envoyée par un de ses professeurs, pour que je le sache. Aurélie, à qui j'avais indiqué ces deux cas, a enquêté à Chateauneuf, après du fils et de la belle-fille de Claude Martinon, et à Roanne, auprès de la fille adoptive de Baptiste Bussy, Mlle Brun. Et elle a découvert des aspects très intéressants qu'elle a exposé dans un mémoire de maîtrise exceptionnel, devenu un très beau livre publié en 2006 : *« Revivre : Victimes de la grande guerre à Saint-Etienne 1914-1935 »*[19].

Concernant Claude Martinon, Aurélie indique : *« Sa blessure au visage lui-amène au première déception puisque sa fiancée d'avant-guerre l'abandonne, événement qui touche encore beaucoup son fils :*

« Et votre maman, elle a connu votre papa avant la guerre ou après ?

M – *C'est une histoire très… Ils se connaissaient d'avant, ils étaient voisins. Mon père avait déjà quelqu'un avant, et quand il a été blessé, plus personne en a voulu » (des larmes) »*

[19] Aurélie Brayet, op.cit. Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2006, 265 pages

Et Aurélie indique : *« Il finit par épouser une amie de son ex-fiancée qui lui écrivait pendant la guerre. C'est un mariage d'amour qui a eu lieu en novembre 1920 et de cette union naît un fils en 1932. »* (p. 230).

Concernant Baptiste Bussy, Aurélie note : *« Il épouse sa femme en 1923. Et si sa « fille adoptive » admet que même s'ils se sont aimés toute leur vie, c'est peut-être plus pour partir de chez elle que la jeune fille l'a épousé que par amour véritable. En effet, ils ne se connaissaient pas d'avant-guerre , et la rencontre se fait en 1923 dans un café. »*.

Aurélie analyse ainsi ce qui ressort de son entretien avec Odette Brun : *« Les confidences sur sa vie d'après-guerre dessinent un homme atteint profondément dans sa chair et dans son esprit. Il ne supporte plus le regard des autres et ne s'accepte pas lui-même. En se cloîtrant, il semble admettre son état, et sa monstruosité faciale. Sa vie, Baptiste B. l'a passée confinée chez lui, entouré d'un groupe restreint : sa femme, et la famille de son amie d'enfance composé de son mari et de sa fille Odette […] Baptiste B. a tellement intégré les regards, qu'il se considère comme un monstre et préfère vivre caché loin des autres, lui rappelant sans cesse les souffrances de son existence»* (pp. 231-233).

Un amputé des deux jambes

En dehors des deux « gueules cassées » que nous avons évoquées, la figure la plus spectaculaire des ravages de la guerre est celle d'un amputé des deux jambes de Lay, **M. Méry**, évoqué par **Louis Deloire** (cl.14) agriculteur à Cordelle, qui avant la guerre, avait été loué comme domestique à Saint-Symphorien-de-Lay et y avait conservé des attaches :

E- *« Il était grand mutilé : qu'est-ce qu'il avait, comme amputation ?*
T- *Les deux jambes coupées juste… presque à l'aine : y avait point de moignons !*
E- *Alors, il était réduit à un tronc ?*
T- *Un tronc ! Il se transportait…Il avait un paillasson et une planche sous les fesses, et il se portait comme ça, avec les mains. Et il montait sur une chaise : il mettait les deux mains comme ça, de par terre, et puis il s'envoyait ! Il allait à son jardin, il marchait avec les mains.*
E- *Ah bon ! Et vous me disiez qu'il utilisait des taloches parfois ?*
T- *Oui, des morceaux de bois comme des taloches de maçon, un peu plus larges que la main, avec une bande qui passait sur la main. Il était comme ça, il s'envoyait ! Et il se portait avec les bras, tout le temps !*
E- *Et il arrivait à faire des choses, comme ça ?*
T- *Ben oui ! Il faisait tout son jardin, comme ça, à cul plat ! En se posant par terre. Il faisait tous ses légumes. Il avait sa femme qui lui apportait tout ce qu'il fallait.*
E- *Il était marié ?*
T- *Il était marié, oui !*
E- *Est-ce qu'il était marié d'avant la guerre ou d'après ?*
T- *Oh ! Je sais pas s'il était marié avant la guerre ! Probablement…*
E- *C'est important de voir si une femme a accepté d'épouser un mutilé comme ça… »*

Nous ne le saurons pas. Ce mutilé de Lay, victime de la Grande Guerre, inspire la pitié et fait revivre les images de culs-de-jatte médiévaux, miséreux des rues mendiant leur pitance ou truands de la cour des Miracles…

Petite chronique érotico-maritale de Joannès Beal

Même si le mariage est fondamental pour construire son existence et fonder sa famille, surtout en cette époque d'après-guerre où le concubinage est très mal vu, et où la naissance d'enfants hors mariage les stigmatise durablement, tout commerce entre hommes et femmes ne se réduit pas à cela, et la rubrique suivante va nous permettre de percevoir quelques lueurs non soumises à la réfection mémorielle éventuelle, quasi inévitable.

Au hasard de la correspondance envoyée de ses divers hôpitaux à sa mère et à son jeune frère pendant les années 1919 et 1920, on cueille des bribes de confidences de **Joannès Béal** (vu déjà dans deux séquences de ce chapitre) concernant les relations entre hommes et femmes dans ces deux années d'après guerre.

Parfois il commente les nouvelles qui lui viennent de l'Hôpital-sous-Rochefort :

* le 1er mars 1919, de Châlons sur Marne, il laisse échapper cette exclamation, non explicitée : *« Allons donc, je vois qu'au pays les femmes deviennent folles ! Qu'ont-elles donc ? »*
* le 5 mai, de Saint-Aubain-sur-Mer (Calvados) , il réagit avec une violence insoupçonnée à la relation d'un adultère au pays : *« Quelles nouvelles me donnent* tu ? Gare au grabuge ! Comme son mari n'est guère patient ça pourrait très bien se gâter. Si jamais j'avais le malheur d'avoir une femelle comme ça pour*

femme, elle ne le ferais pas deux fois : un coup de rigolo* (revolver) *dans la tête et je l'enverrais rejoindre ses ancêtres »*
* le 23 octobre, de Sète, il commente un mariage qui lui a été annoncé : *« Eh bien voilà une fille de plus de caser* ; elles ne demeureront pas toutes filles et elles remonteront la France ; à propos quel métier fait donc son mari ? Est-ce un ex ou un futur millionnaire ? »*
* le 22 mars 1920, toujours de Sète, il ironise sur les gars de L'Hôpital en mal de filles à épouser : *« Jules et Joseph n'ont pas de chance, surtout Jules, en avoir tant envie et ne pas pourvoir se satisfaire. Dis-lui s'il n'en trouve pas de venir me trouver, c'est pas ce qui manque ici mais, par exemple* (en revanche*) il ne faudra pas être exigant* ni sur la richesse ni sur la virginité !!!!!!! »*

D'autres fois, il décrit ce qui se passe dans son entourage, principalement à l'hôpital
* le 17 juillet 1919, de Moulins, alors que la fête de la Paix du 30 juin 1919 s'est prolongée une dizaine de jours : *« Il ne faut pas s'épater si les fêtes sont si brillantes et les jeunes filles si entreprenantes. Les gens en ce moment aspirent au plaisir et ne savent plus la valeur de l'argent. »*
* le 6 août, il conclut une lettre à sa mère par un conseil à son jeune frère : *« P.S. Adrien esqu'* il aime toujours danser ? Méfie-toi des femmes, mon petit, laisse-toi aimer mais ne les aime pas !*
* le 13 décembre, il commente un changement des équipes d'infirmières dans l'hôpital de Sète où il séjourne déjà depuis le 28 juillet : *« Maintenant les infirmières annamites ou malgaches nous ont quittés et ont été remplacées par des femmes ; aussi ça ne ressemble plus à un hôpital, ça ressemble plutôt à autre chose* (un bordel ?) *et puis si tu voyais ces disputes ! Tu parles si je rigoles car tu comprends comme moi je n'ais* besoin de rien mais pour ceux qui sont couchés je t'assure que ce n'est pas rigolo. »*

Faut-il en conclure que les soldats hospitalisés étaient relativement respectueux des infirmières venues de nos colonies et qu'en revanche, la venue d'infirmières françaises a multiplié les relations sexuelles ? Et que recouvre le « *besoin de rien* » de Joannès ? L'abstinence ? La satisfaction de ses besoins hors de la chambre d'hôpital, par opposition aux « couchés » en permanence, sevrés de relations ?
*le 7 janvier 1920, de Sète toujours : *« Il n'y a pas qu'à L'Hôpital* (sous-Rochefort) *qu'il se fait des mariages, ici il y a un malade atteint du mal de Pott et de la paraplégie qui s'est marié dernièrement. S'il reste comme il est sa femme n'aura pas beaucoup de plaisir »*
* le 8 avril 1920, il ironise amèrement, non sans misogynie, sur la frivolité et l'hypocrisie prétendues des jeunes veuves : *« Pour le lundi de Pâques, il y a eu beaucoup de promeneurs ; beaucoup de femmes allaient au cimetière porter un bouquet, se tirer avec peine quelques larmes et, en sortant, aller tout droit chez le mastroquet du coin faire un tour de valse. »*
* le 18 avril, en fin de lettre, ce sceptique désabusé laisse percer un cri du cœur sincère : *« C'est bien malheureux quand on a envie de se marier de ne pouvoir trouver un cœur qui brûle de la même flamme, et de laisser se consumer inutilement tant de tendresse !!! »*
* le 14 juillet 1920, peu de temps avant de quitter Sète, il fait état de confidences reçues de la part d'infirmières, et notamment de l'une d'elles : *« Ici il y a une quinzaine de femmes tant infirmières qu'autres. Je suis très bien avec elles, il n'y en a peut-être pas une qui ne m'ait fait ses confidences, et bien qu'elle* comédie humaine on pourrait écrire là-dessus ! Pour finir je te dirais le mot d'une veuve de 43 ans : « Ah, me disait-elle, une fois qu'on en a goûté, il est bien difficile de s'en passer ! ».*

On devine que les soldats hospitalisés, tout diminués qu'ils sont, sont pour les infirmières ou « filles de salle » des amants à portée de main, disponibles, désireux eux aussi de relations sentimentales et sexuelles, et, pour certains, des époux potentiels…

Joannès rentrera à l'Hôpital-sous-Rochefort, reprendra son métier de tailleur (dans lequel il se perfectionnera en 1926 par un long stage à l'Ecole des Mutilés de Lyon-Gerland) et trouvera enfin *« un coeur qui brûle de la même flamme »* que lui, partageant de plus un métier similaire (elle est couturière) et il l'épousera en 1927.

Séquelles psychologiques nocturnes de la guerre dans l'après-guerre : cauchemars, rêves obsédants

Bien avant d'entamer les enquêtes qui ont abouti à cette étude, j'avais été très impressionné par une déclaration, plusieurs fois répétée à des années de distance, d'une cousine par alliance et voisine de mon hameau de Chatelville : **Jeanne Barou**, née **Bayle**, née en 1926, qui disait que souvent, dans son enfance, ses nuits avaient été perturbées par les hurlements subits de son père, du hameau du Mas, dans la même commune de Chazelles-sur-Lavieu : il cauchemardait, se revoyant à la guerre, sous les bombardements…

Ce thème est revenu dans quelques témoignages, dont voici une brève sélection.

Jean-Claude Lafay (cl. 08), agriculteur à La Tuilière (Le Rail) a fait la guerre comme conducteur de chevaux d'artillerie au 36e R.A. de Campagne de Clermont-Ferrand. Il avait fait un apprentissage de menuisier-charpentier, mais la mort de son frère aîné à la guerre l'a amené à reprendre la ferme familiale. Interviewé à cent ans, le 7 juillet 1988, il avoue rêver assez souvent à la guerre :

E- *« Est-ce qu'avec la vieillesse, vous y avez pensé plus qu'avant ?*
T- *Je sais pas si ça vient de ça. La nuit, c'est souvent que je rêve que ça passe, des tas de bonhommes, même des soldats, dans ma chambre, qui tournent comme ça, qui se promènent…C'est ti ça ? Je pense que c'est ça. Je connais pas : je vois des tas d'hommes qui se promènent devant moi. Et y a des moments que je les suis…Une fois, j'avais tombé et je pouvais pas me relever. Et y avait l'infanterie qui passait devant moi et y en avait aucun qui cherchait à me relever ! Et je voyais bien : c'est des soldats ! Et ils me relevaient pas ! Pourquoi ? »*

Un autre enfant de La Tuilière, mais plus jeune de six ans, fils d'agriculteurs aussi, qui le sera jusqu'en 1937 avant d'entamer une carrière dans les Postes comme facteur, principalement à Panissières, est **Mathieu Grand** (cl.14). Il a fait toute la guerre comme chasseur alpin, et a été blessé deux fois : par un éclat d'obus à la jambe le 20 juillet 1915 à Metzeral, en Alsace, et par une balle qui lui traverse un genou, le 2 octobre 1918 près de Saint-Quentin. . Lui aussi (il témoigne a 93 ans) a souvent eu ses rêves traversés par la guerre, souvent dans des recompositions qui changent les lieux :
E- *« Est-ce que vous y avez rêvé, à cette guerre ?*
T- *Ah oui ! Souvent ! Souvent ! Encore maintenant ! Je suis des fois dans un endroit où on attaque ; on attaque les Allemands dans un bois ! Puis je me réveille pour voir que je suis là !*
E- *Vous revoyez des endroits où vous êtes passé ?*
T- *Non, non, non, non ! Chez moi ! Vers le bourg de La Tuilière ! Y a des Allemands qui sont dans le bois ! « Allez ! Il faudra les sortir, hein ! ». Puis on se réveille, quoi ! »*

Armand Molière (cl.15) né à Bussières, fils d'un façonnier en soieries venu en 1912 à Cours-la-Ville (Rhône) y a été comptable, puis chef comptable de l'entreprise Poizat, fabriquant des couvertures. Engagé en octobre 1913, il a fait la guerre dans l'artillerie, comme observateur des positions ennemies, puis téléphoniste, avant d'accumuler les maladies à partir de l'automne 1917 (dysenterie, dispepsie gastro-intestinale) qui lui vaudront d'être réformé temporaire à la fin du printemps 1918, et de contracter ensuite la grippe espagnole. Interviewé à 95 ans chez lui, en présence de son épouse, il fait état d'un cauchemar récurrent :
T- *« Un bon camarade, et puis alors qui tombe à côté de vous en agonisant…*
E- *Est-ce que ces images vous ont poursuivi dans votre vie ?*
T- *Oui, oui oui, oui ! Ce à quoi j'ai rêvé souvent, eh bien, c'est aux sapes qui s'écroulaient ! Je rêvais que j'étais dans une sape, ou alors à un créneau, et que je cherchais à m'en aller, que ça s'écroulait, j'étais blessé* (bruit de suffocation). *Je me réveillais en étouffant, quoi ! comme si j'avais été étouffé dans la sape ! Mais pendant des années, j'ai fait des rêves de ce genre !*
E- *C'était un cauchemar fréquent chez vous ?*
T- *Oh oui, fréquent ! Pas continuel, mais… Après la guerre ! Après la guerre !*
E- *Dans les vingt-trente dernières années… vous y pensez encore ?*
T- *Oh ! ça m'arrivait de temps en temps, oui ! De temps en temps !* (même bruit de suffocation) *Ça me réveillait !*
E- *D'étouffer ?*
T- *De sentir le plafond qui s'écroulait comme ça…. Je voyais le vide, mais j'arrivais trop tard !*
E- *Et le bombardement, ça n'inspirait pas vos cauchemars ?*
T- *Non ! Pas trop, non ! Je vous dis que sous les bombardements, je sais pas pourquoi, j'avais même pas peur ! Du reste, j'ai une citation, là !*
E- *Ah oui ! Dites la ! Quel est le texte de votre citation ?*
Armand me la tend, je la lis :
« *Observateur courageux. A occupé les observatoires avancés du groupe dans la Somme et assuré son service malgré les fréquents bombardements » P.C. le 29 mars 1917 »*
E- *Ces citations, est-ce qu'on y était attaché ?*
T- (rire) *Le principal avantage, c'est que ça vous donnait droit à des jours supplémentaires de permission ! Vous aviez droit à deux jours supplémentaires ! Alors, c'était pas à dédaigner, parce que pendant ces deux jours, je me disais : « Ça me sauve peut-être la vie ! »*

C'est dès le début de l'entretien que **Léon Guichard** (cl.15) agriculteur à Iguerande (Saône-et-Loire) où il est né, puis dans la Loire voisine à Briennon, et ensuite à Saint-Hilaire-sous-Charlieu, avant de se retirer chez ses enfants à Saint-Nizier-sous-Charlieu, aborde spontanément la question de la pensée obsédante de la guerre, non dans le rêve, mais comme un élément perturbateur du sommeil, encore à 92 ans :
T- *« J'ai ça dans la tête, ça me revient, ça me revient ! Au début, je me dis : « Espèce de con, dors donc ! » Mais je peux pas !…Je suis réveillé et ça me revient dans la tête. Et je peux pas ! Toute la nuit, je rumine ça ! Et je peux pas m'endormir avec ça !*

E- *Est-ce que vous rêvez encore aux bombardements ?*
T- *Ah ben si ! Alors là, j'y repense ! Je m'en souviens !*
E- *Vous y avez souvent rêvé dans votre vie ?*
T- *Quand j'étais jeune, non, mais plutôt maintenant : je peux pas m'endormir, j'ai ça dans la tête. Ça s'est passé ça et ça, tel jour, et hardi petit ! J'arrive des fois à m'endormir sur le matin. Mais il m'arrive de rester trois-quatre heures comme ça, à repenser à ça. A penser aux copains, ce qui s'est passé, ce qui a été dur… »*

Cette guerre, il l'a faite d'abord au 5e R. d'Infanterie Coloniale de Lyon, pendant deux ans et demi, avant de se porter volontaire pour l'armée d'Orient en juillet 1917, d'être versé au 44e R.I.C. et de passer le reste de la guerre en Macédoine serbe, pour finir en Roumanie le jour de l'armistice

C'est aussi la guerre qui occupe la pensée de **François Potin** (cl.14) retraité à Saint-Just-en-Chevalet, pendant ses longues insomnies, alors qu'il témoigne à 93 ans. Natif de Gennetines (Allier), élevé par sa mère et ses grands parents dans un domaine dont ils étaient métayers, il a été ouvrier agricole dans l'Allier avant la guerre, puis agriculteur métayer après pendant une dizaine d'années, avant de faire divers métiers dans le bâtiment, puis de s'installer à Saint-Just-en-Chevalet pour raison médicale : profiter de la qualité de l'air pour soulager ses poumons gazés.

C'est à propos d'un bombardement d'une violence exceptionnelle, devant le fort de Tavannes, à Verdun, en 1916, alors que son capitaine était allé en reconnaissance d'emplacements à occuper, et s'attendait en redescendant à trouver sa compagnie détruite (épisode relaté dans un chapitre antérieur) que surgit l'idée de miracle :
T- *« Tout à coup, qu'est-ce que je vois devant moi ? Le capitaine qui redescendait ! Le lieutenant qui était devant la compagnie… Le capitaine s'arrête et dit : « Vous avez des pertes ? » Le lieutenant dit : « On n'a pas un homme de touché ! ». On avait reçu un bombardement ! Le capitaine, je lui ai vu couler les larmes des yeux ! […] Bon Dieu ! Jamais j'avais vu tomber tant d'obus ! On pouvait plus respirer tellement….les déflagrations ! C'est ben un miracle ! Pas un type de touché ! Et le capitaine disait (je l'ai vu pleurer)…Il disait : « Je croyais plus revoir un type de ma compagnie ! Vous avez été sous un bombardement incroyable ! »*
E- *Ceux qui étaient croyants parmi vous devaient se dire : « C'est un miracle ! »*
T- *Moi, j'ai jamais été un croyant sincère !*
E- *Vous, vous n'étiez pas croyant. Mais ceux qui étaient croyants ?*
T – *Il y en a point qui peuvent croire, c'est pas vrai ! Ils peuvent penser qu'il y a quelque chose, qu'on ne sait pas ; mais des vrais croyants, c'est fini. Ils ont compris. Si ça venait que de là… D'abord les guerres devraient pas exister s'il y a un Bon Dieu. Ceux qui les font faire, il devrait les faire disparaître avant ! Seulement c'est les petits malheureux qui sont dessous ! Alors, là, c'est au petit bonheur la chance. Moi, par où j'ai passé… Des fois, la nuit, je dors pas, j'y vois tout hein ! J'y repasse tout dans ma tête ! On peut pas y croire ! On peut pas y croire !*
E- *Ça vous arrive de rêver à la guerre ?*
T- *Non, non ! Mais j'y pense. J'y revois tout. Je dors pas. Je revois tout par où j'ai passé et je me dis : « Comment ça se fait que t'es sorti de là ? »*

Il y a gros à parier que la plupart de ceux qui ont combattu dans la Grande Guerre et qui en sont revenus, blessés dans leur chair ou non, en sont sortis tellement meurtris dans leur esprit qu'ils ont connu ces nuits de cauchemars ou d'insomnies, où renaissait l'angoisse d'être tué ou mutilé, ou bien où venait le sentiment diffus de culpabilité d'avoir survécu alors que tant de leurs camarades n'avaient pas eu cette chance.

***

Chapitre 39

Biographies des 187 témoins

Chap. 39- Biographies des 187 témoins

Ces biographies (itinéraire professionnel avant et après la guerre, suivi de l'itinéraire de guerre) puisent leur matière dans leur très grande majorité dans des témoignages oraux recueillis au magnétophone et retranscrits fidèlement. Ils ont deux origines. Quelques-uns (**9**) ont été recueillis en patois de 1974 à 1976 dans le cadre d'une enquête de thèse de doctorat de linguistique, soutenue le 8 déc. 1978 (TB) où mon objectif était l'étude de l'emploi personnel sujet dans les 32 points d'enquête (en Forez et autour du Forez) , et non la guerre de 1914-1918, qui n'a été un sujet de conversation que pour vérifier si le discours normal exprimait le pronom sujet comme la grammaire consciente du lieu, si les témoins avaient fait cette guerre. Parfois le témoignage a été recueilli dans un entretien collectif, chacun racontant sa guerre, mais disposant de beaucoup moins de temps que dans un entretien en tête-à-tête. La très grande majorité **(151)** l'a été au cours d'un entretien enregistré en français (exceptionnellement plusieurs entretiens) en tête-à-tête avec le témoin, chaque entretien durant en général entre une heure et une heure trente, mais pouvant atteindre trois ou quatre heures avec quelques témoins exceptionnels, la rencontre ayant eu lieu soit au domicile du témoin, soit chez ses enfants s'il vivait avec eux, soit dans une maison de retraite. Ces témoignages en français ont été recueillis entre décembre 1984 et novembre 1999, un ultime ayant été recueilli bien plus tard, le 19 décembre 2005 (Louis de Cazenave, de Brioude, qui avait alors 108 ans et deux mois et faisait partie des six derniers Poilus de France). Mais une forte densité d'entretiens a eu lieu entre 1986 et 1990, ce qui explique une moyenne d'âge fort élevée, avoisinant 91 ans.

Une dernière source provient de documents de guerre écrits représentant **27** témoins déjà morts au moment de mes enquêtes, soit à la guerre, soit bien après, documents transmis par les familles à la suite de mes appels réitérés pendant vingt ans dans les journaux de la Loire, principalement au 11 novembre. Ces documents sont de nature très diverse : carnets de route, journaux de bord, récits écrits juste après la Grande Guerre, correspondances entre fiancés ou époux, allant de quelques dizaines de pages pour les carnets de route à nettement plus de 1000 : c'est le cas des 18 carnets de guerre de François Baizet totalisant 1192 pages, du journal de guerre de Joseph Sorgues en comptant 1456, ou de la correspondance très riche entre Joseph Devaux et son épouse ne comportant pas moins de 826 lettres et cartes, les lettres étant souvent de quatre pages. Pour deux témoins (Etienne Becouse et Armand Beyron) il y a eu à la fois entretien oral et remise par le témoin d'un texte écrit, un récit de guerre, qu'ils m'ont autorisé à photocopier et à utiliser.

Ces facteurs divers expliquent que les biographies soient plus ou moins longues : celles qui sont soutenues par des documents écrits d'époque le sont évidemment beaucoup plus, (et plus précises) ainsi que celles qui s'appuient sur une grande mémoire du témoin. D'autres sont brèves, car le témoin se souvient mal des lieux et des dates, gardant en mémoire surtout des sensations, des moments forts, mais qu'il localise mal. On comprendra aisément aussi qu'à mémoire égale, qu'un témoin ayant vécu les quatre ans et trois mois de guerre a plus de choses à raconter qu'un témoin qui n'a vécu que l'année 1918 au front.

Précisions pratiques :

* tous les noms de localités de la Loire, de loin les plus nombreux, sont indiqués sans mention du département, alors que pour les autres lieux, cette mention figure

* pour abréger les appellations de régiments, j'ai utilisé les abréviations consacrées par l'usage de l'armée : R.I. pour régiment d'Infanterie, R.A. pour régiment d'Artillerie, (R.A.C. pour de Campagne, R.A.L. pour Lourde) B.C.A. pour Bataillon de Chasseurs Alpins, B.C.P. pour Bataillon de Chasseurs à Pied (les Chasseurs étant organisés en bataillons, non en régiments).

Liste alphabétique des 187 témoins

AUROY Jean : né le 16 août 1894 à Montaiguët-en-Forez (Allier), aîné d'une famille de huit enfants. Parents agriculteurs métayers s'installant à Arfeuilles (Allier) en 1898. Commence très jeune à travailler comme berger, puis se loue comme valet dans des fermes à Arfeuilles, puis à Cusset jusqu'à son départ à la guerre en septembre 1914. Au retour de la guerre, se marie et prend la succession de son beau-père agriculteur, mort prématurément, au hameau de La Bruyère, à Arfeuilles. Y sera agriculteur toute sa vie, et continuera à y résider la retraite venue.

Incorporé au 142e R.I. de Mende en novembre 1914 (et non en septembre, comme la classe 14, à cause d'un ajournement au conseil de révision). Ne se souvient guère de son itinéraire ni des dates de déplacement. Blessé une première fois dans l'Aisne au printemps 1915 : a des côtes cassées par l'explosion d'une grenade ; est soigné à l'ambulance à proximité du front, puis évacué par train et hospitalisé à Troyes ; est en convalescence au Mont-Dore tout l'été 1915, puis soigné à nouveau à Montpellier. De retour au front en 1916, est transféré au 36e R.I. (mais n'ira jamais à son dépôt, à Caen). Gazé en 1916. N'a aucun souvenir de l'année 1917. En 1918, est à nouveau évacué et hospitalisé pour fatigue générale. Après l'armistice, participe pendant un mois à l'Occupation en Allemagne, sans doute en Sarre, puis le régiment est envoyé au Havre

pour prévenir les manifestations de mécontentement des travailleurs étrangers, désormais au chômage. Démobilisé de manière anticipée en juillet 1919, comme soutien de famille nombreuse.

Long entretien réalisé le 5 février 1988 à Arfeuilles, dans la ferme du témoin, âgé de plus de 93 ans.

Père AVRIL Henri : né le 28 mars 1890 à Landéhen, village proche de Lamballe (Côtes-du-Nord). Parents agriculteurs. Après sa scolarité primaire, entre à 15 ans au collège catholique de Guingamp, puis à 19 ans, entre en noviciat en Belgique (à cause de l'exil des congrégations religieuses consécutif aux lois Combes) à la congrégation des Religieux de Saint-Vincent-de-Paul. Entré dans la congrégation à 20 ans, est envoyé à Rome où il passe six ans, de 1910 à 1916, pour faire ses études de philosophie et de théologie. Ordonné prêtre le 19 décembre 1914, deux ans avant la fin de ses études, avec la permission du Pape Benoît XV, en raison du manque de prêtres. Rentre en France en 1916 et est versé dans le service auxiliaire. Après l'armistice, termine ses études et devient jusqu'en 1923 aumônier à Paris, dans le quartier de Vaugirard, d'un orphelinat de 200 enfants. En 1923, est nommé à Saint-Etienne comme aumônier du patronage Saint-Joseph (dont il sera le supérieur pendant 20 ans) jusqu'à 1945-46. Nommé ensuite pendant dix ans à la Curie provinciale, puis de retour au patronage Saint-Joseph à Saint-Etienne jusqu'à un âge avancé. Devenu très âgé, s'est retiré à la maison de retraite « Le Foyer des Roses » de La Tour-en-Jarez.

Exempté de service armé actif pour conjonctivite chronique. A son retour en France, en 1916, est versé dans le service auxiliaire et employé pendant trois mois comme garde des voies de chemin de fer à Saint-Denis, en banlieue nord de Paris. En est retiré en raison de sa faiblesse physique ; est nommé employé aux écritures de la dépendance de l'artillerie à Paris, rue de Vaugirard ; sera essentiellement le secrétaire d'un vieux capitaine d'artillerie chargé de tâches administratives. Aurait passé huit conseils de révision en deux ans, confirmant tous son exemption de service actif. Démobilisé en août 1919.

Entretien réalisé le 12 février 1988 (témoin âgé de 98 ans) au Foyer des Roses à La Tour-en-Jarez.

BADIOU Florent : né le 20 décembre 1895 à Saint-Jean-Bonnefonds. Parents gérants de la buanderie communale, puis épiciers à Saint-Jean-Bonnefonds. Après sa scolarité primaire à Saint-Jean Bonnefonds, Florent va à l'Ecole professionnelle Sainte-Barbe à Saint-Etienne où il reçoit une formation de mécanicien et d'électricien. A la sortie de l'école, il est embauché à la Compagnie Electrique de la Loire et du Centre, place qu'il retrouve après guerre. A exercé à Saint-Etienne l'emploi de monteur-bobineur à l'E.D.F. (nom créé par la nationalisation des compagnies privées), chef d'équipe à la fin de sa carrière, jusqu'à sa retraite prise en 1951. Habite depuis 1954 rue du Grandgonnet, à Saint-Etienne.

Incorporé le 16 décembre 1914 au 8^{e} Régiment du Génie, énorme régiment qui aurait comporté près de 60 000 hommes chargés des divers types de transmissions, dont le dépôt habituel du Mont Valérien avait été replié sur Angoulême au moment de l'avancée allemande sur Paris début septembre 1914. Y reçoit, outre l'instruction militaire classique, une formation en téléphonie-télégraphie jusqu'en août 1915, moment où il se porte volontaire pour l'armée d'Orient. Embarque à Marseille sur le « *Ville de Rouen* » ; la traversée, avec une brève escale à Bizerte, dure huit jours jusqu'à Moudros, dans l'île grecque de Lemnos en mer Egée. Après un mois de séjour à Moudros, rejoint Seddul Bahr aux Dardannelles, où il installe et répare des lignes téléphoniques jusqu'au 15 janvier 1916 (après l'évacuation des régiments français le 1er janvier). Parvenu à Salonique, il fait partie d'une équipe de dix-huit techniciens installant des lignes téléphoniques le long de la rivière Vardar, jusqu'à un cantonnement français distant de 80 km. Mais en juillet 1916 tous contractent le paludisme, et certains meurent ; Florent est évacué par le navire « *France IV* », transformé en bateau-hôpital, jusqu'à Toulon ; est hospitalisé à La Seyne-sur-Mer, puis bénéficie fin août de deux mois de convalescence chez lui. Est à nouveau hospitalisé à l'hôpital 18 de Saint-Etienne (école de Valbenoîte), puis, à partir du 25 décembre 1916, à Vichy à l'hôtel Ruhl transformé en hôpital de 800 chambres. Après un long séjour à Vichy et une nouvelle permission de convalescence, est à nouveau hospitalisé à Aurillac (école Saint-Eugène) où il passe la fin de 1917 et le début de 1918. Retourne au 8^{e} Régiment du génie seulement en avril 1918, au dépôt d'Angoulême, puis vers Reims, en zone des armées, comme télégraphiste réparateur de lignes. Puis à l'automne 1918, dans les Ardennes, vers Vouziers, devient technicien chargé de l'entretien d'un groupe électrogène fournissant l'éclairage aux états-majors du secteur. Revenu chez lui en permission le 3 novembre 1918, y contracte la grippe espagnole : se trouve alité, gravement malade, le jour de l'armistice. Guéri, il rejoint son régiment dans les Ardennes, à Charleville, en décembre 1918, toujours affecté à l'entretien du groupe électrogène. Démobilisé en septembre 1919.

Long entretien réalisé le 15 décembre 1988 (témoin âgé de 93 ans) à Saint-Etienne, à son domicile de la rue du Grandgonnet, en présence de sa fille.

BAIZET François : né le 26 octobre 1877 à Saint-Maurice-lès-Chatelneuf (Saône-et-Loire). Parents agriculteurs, venant s'installer à Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire). Fait des études primaires. Après sa démobilisation en janvier 1919, exerce la profession d'agriculteur à Chassigny-sous-Dun. Décédé le 30 mars 1928.

A effectué son service militaire au 197e R.I. de 1898 à 1901, qu'il termine comme sergent.. Incorporé à la déclaration de guerre comme sergent au 60e R.I. Territoriale, puis versé au bout de deux mois dans l'armée active, au 153e R.I. qu'il rejoint à Foncquevillers, à 20 km à l'ouest de Bapaume, dans le Pas-de-Calais. Le régiment passe l'hiver 1914-1915 en Belgique, en Flandre occidentale, dans la région d'Ypres (Mont Kemmel, Langemark, Poperinge, Proven, Vlammertinghe, Zonnebeke) ; est blessé au genou dans les tranchées de Zonnebeke le 8 avril 1915 ; hospitalisé dans la villa de Lady Sykes à Malo-les-Bains jusqu'au 15 avril, puis à Paris jusqu'au 14 mai 1915. Rejoint ensuite le dépôt du 153e R.I. à Béziers, est nommé adjudant affecté à l'instruction des conscrits de la classe 1916. Puis est versé au 322e R.I. de Rodez en décembre 1915. De retour au front en Champagne, y passe l'hiver 1915-1916 ; blessé à l'épaule gauche par un éclat d'obus à Moussy, à 5 km au sud-ouest d'Epernay, dans la Marne, le 19 mars 1916, est hospitalisé à Château-Thierry, puis à Verneuil jusqu'en mai. De retour au 322e R.I. en mai 1916, est en première ligne dans le secteur de Verdun (Ravin de la Mort, Cote 321, boyau des Caurettes) du 31 juillet au 14 août 1916. L'importance des pertes subies ayant abouti à la dissolution de son régiment, est affecté au 261e R.I.. Suit les cours de chef de section (qu'il est depuis quinze mois !) en Argonne, à Silmont (au sud-est de Bar-le-Duc) et à Bulainville (au sud-ouest de Verdun) d'octobre à décembre 1916. Détaché au Génie en raison de son âge – 39 ans- et de son séjour antérieur au front, est nommé adjudant d'une équipe de 65 hommes travaillant à l'installation d'une voie étroite de chemin de fer Decauville à Béthelainville, à l'ouest de Verdun en décembre 1916 et janvier 1917. De février à septembre 1917, dirige des travaux de génie près de Vauquois, en bordure de forêt d'Argonne, au Mamelon Blanc, où la guerre des mines fait encore rage. Puis, ayant atteint 40 ans, est affecté au 64e R.I. Territoriale ; commande des travaux de voirie au Bois Bourru, près de Verdun, et des tâches de bûcheronnage à Vaubécourt, au nord de Bar-le-Duc, d'octobre 1917 à avril 1918. Dirige sa section de territoriaux pour la réfection des routes et le creusement de tranchées pour les fils téléphoniques dans l'Oise, à Ferrières et Gannes au sud de Montdidier, puis en Picardie de mai à août 1918, puis en soutien de la progression (création de ponts de bateaux notamment) de l'armée active à l'automne 1918 jusqu'à l'armistice qui survient alors qu'il se trouve vers La Fère, au sud de Saint-Quentin. Est démobilisé le 19 janvier 1919.

Carnets de guerre dont la photocopie m'a été remise en août 1988, à la suite d'un article paru dans « *Le Pays Roannais* », par son fils Robert, chef d'entreprise à Vendrennes (fabrique de vêtements Baitex) dans la Vendée : **18 carnets** écrits au jour le jour, totalisant 1192 pages, et couvrant la période du 5 février 1915 au 19 janvier 1919 (les 5 premiers carnets ayant malencontreusement été perdus) ; journal de guerre d'un intérêt exceptionnel par la précision des faits, la lucidité des analyses, la qualité des sentiments et du style…

BAJARD Jean : né le 10 janvier 1899 à Roisey (Goutasson). Profession non précisée.

Incorporé en avril 1918 au 10e Régiment de dragons de Montauban. Après sa période d'instruction, est affecté à l'armée d'Orient ; y arrive après l'armistice. Cantonne à Salonique, puis participe à l'occupation de la Bulgarie. Va jusqu'à Odessa, en Crimée, en 1919 ; pendant trois mois, le régiment fait du maintien de l'ordre en raison de l'agitation révolutionnaire bolchevique. Ayant été remplacé par des troupes anglaises, le régiment rentre à Salonique, puis se déplace à Constantinople, pour revenir enfin à Salonique. A séjourné en Orient 19 mois (fin 1918 – milieu de l'année 1920). Démobilisé en 1921.

Entretien collectif en patois réalisé à Roisey en janvier 1976 (témoin âgé de 77 ans) chez M. Vanel, en présence de Jean Vanel (né en 1883) et de Stéphane Sabot (né en 1896).

BARAILLER Jules : né le 5 avril 1898 à Saint-Paul d'Uzore. Parents petits agriculteurs (deux vaches) et vignerons. Jules est loué comme petit berger dès l'âge de neuf ans, de Pâques à la Toussaint, à Mornand pour garder un troupeau de plusieurs centaines d'oies et de dindes, ainsi que de cochons. A sa sortie de l'école primaire, est loué comme petit valet, puis valet dans des fermes de Mornand et Marcilly. En 1915 ou 1916, s'embauche comme apprenti à l'usine Lévy de Sury-le-Comtal fabriquant des pièces d'armement. Y retourne après la guerre comme ouvrier, l'usine s'étant reconvertie dans la fabrication de cycles comme sa concurrente Liotard où la femme de Jules est employée, tout en tenant un petit café. En complément de revenus, le couple exploite un grand « clos » et vend légumes, fruits et fleurs au marché de Sury. Jules exerce ensuite l'activité de jardinier pour le compte de l'entreprise Landau (ex Lévy) jusqu'à sa retraite, prise vers 1963, à Sury-le-Comtal. Le grand âge venu, s'est retiré à la maison de retraite de Sury-le-Comtal.

Incorporé en avril 1917 au 99e R.I. de Vienne ; y effectue son instruction, qui se continue à Bollène, dans le Vaucluse, jusqu'à la fin de l'année 1917. Début janvier 1918, monte en zone des armées au 299e R.I. dans la Marne, à Gigny-aux-Bois (à 10 km au sud de Vitry-le-François), avec la spécialité de tireur au fusil-mitrailleur. Participe aux combats du printemps 1918. A la suite de longues nuits passées dans des caves humides, prend une boule de pus sous l'oreille : est évacué jusqu'à Dax. Après sa convalescence, de retour au régiment, participe aux combats de juin-juillet 1918, vers Château-Thierry dans l'Aisne, pour tenter d'enrayer la percée allemande. Le 6 octobre 1918, à Grandpré, dans les Ardennes, est blessé par de

multiples éclats d'obus reçus dans le bras et la jambe gauches. D'abord hospitalisé à Vitry-le-François, est évacué en train sanitaire le 11 novembre jusqu'au Creusot, puis en décembre dans un centre de rééducation à Mâcon. Y subit une longue rééducation de la jambe et du bras. Après un premier conseil de réforme passé à Dijon, bénéficie de plusieurs mois de convalescence chez lui, puis est versé dans le service auxiliaire par un conseil de réforme passé à Saint-Etienne. Démobilisé à la fin de 1919.

Long entretien réalisé le 19 novembre 1999 (témoin âgé de plus de 101 ans) à la maison de retraite de Sury-le-Comtal.

BARBIER Félix : né le 16 mai 1894 à Saint-Bonnet-le-Courreau (Pramol). Parents agriculteurs ; sa mère meurt alors qu'il a 7 ans. Loué comme petit valet dès l'âge de 7 ans, de Pâques à la Toussaint, puis toute l'année à partir de 10 ans. Berger puis domestique dans les fermes avoisinantes jusqu'à son départ à la guerre. Après la guerre et son mariage en 1920, s'établit comme agriculteur dans la ferme familiale de son épouse, au hameau de Planchat, situé aussi sur la commune de Saint-Bonnet-le-Courreau, où il a passé sa vie.

Ajourné pour déficience de poids (pesait 48 kg) au conseil de révision de la classe 1914 ; pris avec celui de la classe 15, d'où un départ en décembre 1914 au lieu de septembre. Incorporé au 81e R.I. de Montpellier. Incertitude sur son itinéraire. Sera promu caporal puis sergent. Se souvient d'un passage dans la Marne en 1915, où il reçoit une première blessure, par éclats d'obus, à une épaule et à la cuisse droite, avec une hospitalisation à Châlons-sur-Marne ; d'un passage à Verdun en 1916 avec une seconde blessure (balle dans l'épaule) dans un assaut pour reprendre le fort de Souville, d'où une nouvelle hospitalisation, à Carcassonne, qui entraîne un changement de régiment : est transféré au 132e R.I. de Reims. Reçoit une troisième blessure à l'épaule en 1918 dans la Somme, devant Ham. Après l'armistice, est affecté à la garde de prisonniers allemands dans la Marne, à Vernay-le-Grand, au nord-est de Vitry-le-François. Démobilisé en septembre 1919.

Entretien réalisé le 4 août 1987 (témoin âgé de 93 ans) dans la ferme familiale de Planchat, à Saint-Bonnet-le-Courreau.

BAROU Antoine : né le 25 mai 1896 à Chalmazel (Les Fougères). Agriculteur. Peu d'éléments biographiques. A combattu au côté des Américains à Saint-Mihiel

Bref témoignage recueilli lors d'un entretien collectif en patois avec quatre participants, à la mairie de Chalmazel, le 20 décembre 1975

BASTIDE Jean-Baptiste : né le 8 janvier 1897 à Saint-Just-sur-Loire (Etrat). Parents agriculteurs. Fait un apprentissage de teinturier et exerce cette activité à Saint-Just jusqu'à son départ à la guerre en janvier 1916. Après la guerre, fait une carrière de teinturier-coloriste d'abord à Saint-Just, puis à La Fouillouse, puis à Chavanoz (Isère), et enfin, à partir de 1939 jusqu'en 1962, date de son départ en retraite, à Izieux, à l'usine Gillette-Haon. A continué à résider à Saint-Chamond après sa retraite.

Incorporé le 8 janvier 1916 au 99e R.I. de Vienne. Monte au front dans le milieu de l'année 1916 en Haute-Marne. Au début de 1917, part pour l'Orient avec 13 camarades de sa compagnie, avec le 175e R.I., faisant partie de la 156e Division ; après un débarquement à Salonique, en Grèce, monte en Albanie, vers le lac de Presba ; participe à l'attaque de la gare de Monastir en Serbie (Macédoine). Après l'armistice, fait partie du corps expéditionnaire visant à soutenir les Russes blancs et à contrecarrer l'expansion bolchevique en Russie : passe quatre mois à Sébastopol, en Crimée, puis quelques semaines à Simféropol, toujours en Crimée, avec des affrontements sporadiques avec les Bolcheviks, puis va à côté d'Inkerman, en Bessarabie, au centre de la Moldavie. Rapatrié et démobilisé à la fin de 1919.

Entretien réalisé le 28 juillet 1987 au domicile du témoin, âgé de 90 ans, à Saint-Chamond, en compagnie de son épouse et de son petit-neveu Etienne Bastide, mon collègue (et ami) aux lycées Benoît Fourneyron de Saint-Etienne, puis François Mauriac-Forez d'Andrézieux-Bouthéon.

BAYLE Léopold : né le 2 septembre 1897 à Tresques (Gard). Parents agriculteurs. Travaille à la ferme familiale jusqu'à son départ à la guerre en 1916. Au retour de la guerre, ayant été blessé gravement au bras droit, doit changer de métier : à la sortie de l'Ecole des Mutilés de Saint-Etienne, où il a passé le brevet élémentaire, réussit le concours des Postes en 1921 ; effectue toute sa carrière dans les Postes, principalement à Lyon : d'abord guichetier puis commis, devient contrôleur, contrôleur principal et enfin inspecteur. A pris sa retraite en 1961.

Après avoir été ajourné de quelques mois en raison de la présence de son père (classe 92) au front, est incorporé vers le milieu de 1916 au 61e R.I. de Privas, puis après quelques mois de classes, versé au 58e R.I. d'Avignon où il continue son instruction en zone des armées dans la Seine-et-Marne, à Aulnoy, à proximité de Coulommiers. Monte au front en renfort du 297e R I. Alpine en octobre 1917 dans l'Aisne ; participe comme mitrailleur à l'attaque du 22 octobre 1917 au plateau de Vauxaillon, à l'extrémité ouest du Chemin des Dames, attaque conçue pour reprendre le terrain perdu lors de l'offensive Nivelle d'avril 1917 ;

y découvre l'usage d'une arme nouvelle, rare, dont la barbarie le répugne : le lance-flammes. Après cette bataille, le régiment est envoyé au repos à Noisiel, en Seine-et-Marne ; puis il remonte au front, intégré dans une division volante, dans la Somme en secteur anglais ; participe à des combats en compagnie de soldats anglais. Passe dans la Somme l'hiver 1917 – 1918. Se trouve à Doullens (Somme) lorsque, à la suite de la percée allemande de mars 18, Foch, fin mars, y reçoit officieusement le rôle de coordonnateur des armées alliées (est nommé officiellement commandant en chef le 14 mai) ; sa compagnie lui rend les honneurs. En avril 1918, le régiment est envoyé vers Amiens, puis à Steenvoorde (Nord), en bordure de la frontière belge ; monte aux tranchées en Belgique, en direction de Poperinge. Le 6 mai 1918, dans un combat où il participe comme fusil-mitrailleur, est gazé avant d'être projeté en l'air par un obus de 210 : sa chute lui brise le coude et le poignet droits, sans compter de multiples petit éclats d'obus dans le visage et les membres ; inconscient, délirant, ne reprend ses esprits qu'à l'hôpital de Zuydcoote (Nord) où il a été transféré. Après trois semaines d'hospitalisation, est évacué par train sanitaire dans l'Orne, à Flers où il passe trois mois, avant d'être envoyé pour une rééducation mécanothérapeutique à Dreux, puis au Mans. Réformé à titre temporaire vers la fin de l'été 1918, se trouve en convalescence chez lui, à Tresques, lorsque survient l'armistice. Sera ensuite réformé à titre définitif. A gardé sa vie durant les séquelles de sa blessure au bras droit.

Long entretien réalisé le 15 février 1989 (témoin âgé de plus de 91 ans) à Feurs, au domicile de sa fille et de son gendre, le docteur Porte, chirurgien à l'hôpital de Feurs.

BEAL Joannès : né le 20 novembre 1896 à L'Hôpital-sous-Rochefort, le second d'une famille qui comportera trois fils, dont l'aîné, Claudius, sera tué à la guerre le 25 septembre 1915. Père tailleur d'habits, mère commerçante en tissus. Après son certificat d'études, fait l'apprentissage du métier paternel (père mort en 1915) et l'exerce jusqu'à son départ au régiment en août 1916. Après la fin de sa longue hospitalisation, en juillet 1920, reprend le métier de tailleur, dont il approfondira la connaissance aux écoles de mutilés de Clermont-Ferrand et de Lyon (Gerland) de 1924 à 1926. Marié en 1927 avec une couturière, a exercé toute sa vie son métier de tailleur à L'Hôpital-sous-Rochefort, jusqu'à sa retraite prise vers 1968, le magasin de tissus tenu avec son épouse fermant vers 1976. A été maire de sa commune de 1945 à 1971. Décédé le 28 mars 1988.

Ajourné en 1915 - la classe 1916 partant en janvier 1915 - sans doute comme soutien de famille ; incorporé le 8 août 1916 au 99^{e} R.I. de Vienne ; y demeure jusqu'en février 1917. Monte en zone d'exercices le 22 février 1917 dans l'Yonne, sur le plateau de Langres, à Gigny-aux-Bois . Versé au 279^{e} R.I. en juin 1917, monte en renfort fin juillet 17 dans l'Aisne, puis tient les lignes en août dans la Somme, vers Noyon, puis vers Ham. Y demeure jusqu'à la fin janvier 1918. Effectue alors une longue marche de 100 km en direction de l'Oise ; cantonne à Lataule (Oise) pour une période de repos de 20 jours ; en part le 26 février pour une marche forcée en direction de Paris, jusqu'au Bourget. Le régiment est alors transféré dans les Vosges vers le 20 mars, d'abord au sud d'Epinal, à Hadol, puis au nord-est, à Brouvelieures et Belmont-sur-Bettant, dans un secteur boisé assez tranquille où il demeure jusqu'au 20 juin. A la suite d'une grippe qui l'a beaucoup affaibli, est hospitalisé à Bruyères, dans les Vosges , puis bénéficie d'une permission de convalescence de 20 jours jusqu'au 10 août. De retour au régiment dans l'Aisne, part en équipe agricole pour les moissons, puis en équipe de reconstruction des villages endommagés vers Château-Thierry. Transféré ensuite vers Suippes, dans la Marne, combat comme mitrailleur en septembre et octobre, puis début novembre dans les Ardennes. Le jour de l'armistice, se trouve à proximité de Laifour, à 20 km au nord de Charleville. Le régiment fait ensuite en huit jours une marche de 170 km pour rejoindre les environs d'Epernay : cantonne à Boursault. Atteint par une crise de rhumatisme aiguë et une arthrite à la jambe qui deviendra coxalgie, Joannès est hospitalisé fin novembre 18 à Saint-Martin d'Ablois, dans la Marne. Commence alors une très longue hospitalisation de plus d'un an et demi, successivement à Epernay (du 5 au 27 janvier 1919), à Châlons-sur-Marne (du 28 janvier au 20 mars 19), à Saint-Aubin-sur-Mer dans le Calvados (du 20 mars au 22 mai 19), à Moulins (du 23 mai au 26 juillet 19), et enfin à Sète (du 27 juillet 19 au 20 juillet 1920). Atteint du mal de Pott, mis en corset de plâtre, Joannès est réformé le 10 février 1920 à Montpellier, et attendra plusieurs mois à Sète ses corsets définitifs en cuir et en celluloïd.

Correspondance adressée à sa mère et/ou à son frère Adrien comportant 11 cartes postales militaires, 211 cartes postales et 78 lettres, couvrant la totalité de la période août 1916 – juillet 1920 , confiée par sa fille Andrée, institutrice retraitée à L'Hôpital-sous-Rochefort, d'abord en 1988, puis en novembre 2000.

BECOUSE Etienne : né le 29 avril 1893 à Lyon. Père sous-chef de gare. Etudes primaires à Ainay, puis secondaires à l'Ecole Jean-Baptiste-de-la-Salle ; en sort diplômé à 16 ans, soit deux ans avant l'âge normal (équivalence d'un baccalauréat technico-scientifique). Entre comme dessinateur industriel au chemin de fer. S'engage à 18 ans, en 1911, pour être libéré du service militaire ; à la fin de 1913, reprend son métier jusqu'à la déclaration de guerre. Après la guerre, devient contremaître aux usines Seguin à Lyon de 1920 à 1939. Mobilisé en 1939 avec le grade de capitaine, sera fait prisonnier en juin 1940 et reviendra de captivité en juin

1941. S'installe alors comme vigneron à Saint-Nizier-sous-Charlieu, activité conservée jusqu'à sa retraite, prise dans sa propriété de Saint-Nizier.

Engagé volontaire en 1911 au 37e R.A. de Bourges ; libéré le 5 mai 1914 avec le grade de maréchal des logis (sergent). Mobilisé le 2 août 1914 au 36e R.A. de campagne de Moulins. Les premiers combats sont livrés en août en Lorraine à Saint-Maurice-sur-Mortagne, puis après la retraite, en septembre en forêt de Laigue vers Compiègne. Le régiment passe ensuite dix mois au village des Loges, dans le secteur de Conchy-les-Pots, dans l'Oise (30 km au nord de Compiègne) et participe notamment à la bataille de Crapeaumesnil. Devenu adjudant, quitte le régiment en septembre 1915 pour deux mois de cours à Fontainebleau ; est promu sous-lieutenant en novembre 1915 à l'issue de cette période d'instruction (classé 33e sur 300). Affecté au 54e R.A. de Lyon. Puis nommé officier orienteur à l'état-major du contingent partant pour l'Orient ; effectue la traversée Marseille-Salonique sur le « *Santana* » du 7 au 10 janvier 1916. D'abord rattaché pendant trois mois à une division anglaise à 3 km en avant de Salonique, le contingent passe ensuite dans la 122e Division française pour surveiller la frontière serbo-bulgare à Moyadag (il y restera jusqu'au 23 mars 1918). Etienne, lui, promu lieutenant, rentre en France en novembre 1917 pour une permission de 21 jours. Rejoint ensuite le 114e R.A. Lourde de Valence, mais subit une crise de paludisme qui le fait hospitaliser à l'hôpital Desgenettes à Lyon. Est ensuite affecté comme lieutenant commandant la 18e batterie au 102e R.A. Lourde de Vanves qu'il rejoint au début de 1918 à Vauquois (à 25 km à l'ouest de Verdun) ; puis le régiment prend position à Grand-Rozoy dans l'Aisne (à 17 km au sud de Soissons) où il s'efforce de contenir l'offensive allemande du printemps 1918. Après l'échec de l'attaque allemande du 14 juillet 1918, le régiment est envoyé aux Hurlus, en Champagne, puis à Bras-sur-Meuse (à 5 km au nord de Verdun). Faisant fonction de capitaine, Etienne commande la batterie aux attaques de Champagne en septembre 1918, puis en Lorraine, en forêt de Parroy, au nord de Lunéville, en octobre 1918. Est ensuite envoyé à Belfort avec d'autres commandants de batterie pour apprendre une nouvelle méthode de tir (le réticule tangent) ; s'y trouve au moment de l'armistice. Participe jusqu'à la mi-janvier 1919 à l'occupation en Allemagne, dans le Palatinat, à Steinweiller (à 8 km au sud de Landau). Démobilisé au printemps 1919. Nommé capitaine de réserve en 1927. Mobilisé en 1939 comme capitaine au 36e R.A. d'Issoire ; combat en mai 1940 vers Creutzwald à la frontière de la Sarre. Fait prisonnier le 20 juin 1940 ; envoyé en Allemagne dans un oflag (camp pour officiers) entre Furth et Nuremberg ; libéré en juin 1941, avec les combattants de la première guerre.

Longue enquête en deux entretiens réalisés le 19 décembre et le 31 décembre 1987, au domicile du témoin, âgé de plus de 94 ans, à Saint-Nizier-sous-Charlieu. Entre les deux, lecture du **journal de guerre** d'Etienne Becouse, prêté pour photocopie : *« Souvenirs de guerre du capitaine B. »*, rédigé d'après ses carnets de guerre.

BERNE Alphonse : né le 26 juin 1897 à Poncins. Parents agriculteurs. Agriculteur à Poncins.

Incorporé le 7 janvier 1916 au 40e R.I. de Nîmes. Arrive au front en septembre 1916 à Clermont-en-Argonne. Passe quatorze mois en Argonne et dans le secteur de Verdun, principalement à Belleville (au ravin des Vignes) où il subit d'intenses bombardements et des attaques au gaz. A la suite d'une entorse, est hospitalisé un mois à Nancy. De retour au front, se fracture la jambe à l'automne 1917 : hospitalisé trois mois dans un hôpital temporaire en zone des armées. Est changé d'arme au début de 1918 : versé au 418e R. d'Artillerie dans lequel il termine la guerre, dans les Ardennes . Démobilisé en septembre 1919.

Entretien réalisé en patois à Poncins, chez Pierre Duron, le 23 décembre 1975 (témoin âgé de 78 ans), en compagnie de Marguerite Gonon, ingénieur au C.N.R.S., historienne bien connue des Foréziens, qui a aussi évoqué la guerre de son père.

BEYRON Amand : né le 21 juillet 1891 à Viricelles. Père fabricant de chapeaux à Chazelles-sur-Lyon, dont la fabrique « Beyron Frères » a compté jusqu'à 120 ouvriers. Etudes chez les Frères Maristes à Chazelles-sur-Lyon, puis au lycée de Valbenoîte à Saint-Etienne jusqu'au baccalauréat, obtenu à 17 ans. Suit ensuite les cours de l'Ecole supérieure de Tissage de Lyon ; après trois ans de scolarité, est employé par M. Dumont, fabricant de tissus à Viricelles et Chazelles-sur-Lyon (avec qui sa mère se remariera après le décès de son époux en 1915) en 1911-1912, jusqu'à son départ au régiment. Après la guerre, travaille d'abord dans une maison de soieries de Lyon, puis devient directeur d'un tissage à Dolomieu dans l'Isère, et épouse la fille de M. Antelme, fabricant de soieries à La Tour-du-Pin. Recruté par la société Boussac, dirige diverses usines de fabrication textile, dont notamment, pendant dix ans, l'usine de Régny dans la Loire. A pris sa retraite à Roanne.

Incorporé en automne 1912 au 99e R.I. de Vienne et Lyon (un des trois bataillons à Lyon), dans le bataillon se trouvant au fort Lamothe de Lyon ; entre à la musique du régiment. S'y trouve lorsque la guerre éclate ; reste au 99e R.I. comme musicien-brancardier. Le régiment combat dans les Vosges en août 1914, vers Epinal et Saint-Dié, puis en Alsace vers Sainte-Marie-aux-Mines ; ayant subit de lourdes pertes, le régiment bat en retraite, est reformé, et transféré en train dans la Somme où il livre, du 23 au 25 septembre

1914, la bataille très meurtrière de Framerville-Herleville (25 km à l'est d'Amiens). Du 30 septembre 1914 au 17 février 1915, le régiment tient les lignes toujours dans la Somme, à Chuignes, puis jusqu'à la mi-août 1915 à Laneuville-lès-Bray ; s'embarque alors en direction de la Marne (Somme-Suippes) en prévision de l'offensive de Champagne de fin septembre, au cours de laquelle, dès le premier jour, le 99e R.I. fait 800 prisonniers allemands, dont deux généraux, tout en subissant des pertes importantes. Amand est blessé à la mâchoire, avec des dents cassées, pour avoir plongé à terre pour éviter un obus qui volatilise le blessé transporté sur le brancard. Le régiment est replié à Chènevier, en Haute-Saône. Début décembre, Amand apprend par un télégramme le décès de son père, mais arrive après l'enterrement. Le régiment passe l'hiver 1915-1916 dans les Vosges, puis est transféré à Verdun début mars, quinze jours après le déclenchement de la grande bataille, et reste dix mois dans les environs de Verdun, alternant entre secteurs où la bataille fait rage (fort d'Houdainville – Watronville – Ravin de la Mort et ferme de Thiaumont, devant Douaumont – abri de Froideterre) et secteurs plus calmes (camp de la Chiffour). Il en part en décembre 1916 pour l'Oise (Rantigny) puis la Somme (Lignères, Roy, Ham, Levaucourt) où il reste jusqu'en mars 1917. Après un séjour à Cugny, dans l'Aisne, le régiment est envoyé au Chemin des Dames fin avril 1917, deux semaines après le déclenchement de la grande offensive de Nivelle, et prend part au combat, avec environ 700 morts et blessés et 200 prisonniers. Le travail des brancardiers y est aggravé par le bouleversement du terrain et l'intensité des bombardements, ainsi que l'ordre d'enterrer les morts sans attendre une éventuelle accalmie, d'où une vague de mécontentement. Après une période de repos dans l'Aisne (Bourg-et-Comin), puis dans l'Oise (Boulogne-la-Grasse, Cuise-la-Motte) le régiment participe à l'offensive de la Malmaison en octobre et fait plus de 1500 prisonniers. Il est transféré ensuite dans un secteur plus calme en Alsace, à Füllern, au sud d'Altkirch, où il demeure jusqu'à fin mars 1918. Puis, début avril, est envoyé en Belgique, à proximité du Mont Kemmel, et prend part à la « bataille des monts » ; revient ensuite dans la Marne, vers Châlons-sur-Marne, puis en Lorraine, en forêt de Parroy. Participe à la contre-offensive française en Champagne en septembre 1918. Amand est en même temps gazé à l'ypérite et blessé par des éclats de l'obus à gaz au moulin de Herpy dans l'Aisne, le 9 octobre 1918 ; est évacué à l'hôpital de Reims, puis à Epernay, puis dans l'hôpital militaire d'évacuation de Malesherbes, au nord d'Orléans, et enfin évacué jusqu'à Pau…où il rencontre Pierre Loti ! Se trouve à Pau le jour de l'armistice. Va en convalescence chez lui à Chazelles-sur-Lyon en janvier 1919. Rentre ensuite au dépôt du 99e R.I. à Vienne, avant d'être affecté comme musicien au 158e R.I. de Lyon. Démobilisé le 14 août 1919.

Entretien réalisé le 31 décembre 1987 à Roanne, au domicile du témoin, âgé de 96 ans. M'a confié, avec autorisation de reproduction, **son journal de guerre** qui est d'un grand intérêt : journal de 392 pages + 62 pages d'annexes entremêlant le récit personnel fondé sur des carnets écrits au jour le jour pendant la guerre et des extraits de textes extérieurs, comme l' *Historique du 99e R.I.* ainsi que des ouvrages historiques lus ultérieurement.

BIOSSET Jean-Baptiste : né le 9 octobre 1898 à Saint-Haon-le-Châtel. Père carrier (carrière sur la route de la Croix-du-Sud) et petit agriculteur à Renaison. A la sortie de l'école, Jean-Baptiste reste à la ferme jusqu'à l'âge de 17 ans. S'embauche alors dans un garage, puis devient chauffeur d'un député jusqu'à son engagement à 18 ans, en décembre 1916. Après la guerre, en 1920-21, devient ajusteur-outilleur à Lyon, mais souffrant de troubles cardiaques, revient à se soigner à Renaison. S'établit ensuite chez un vieil oncle agriculteur et vigneron de Renaison qui en fait son héritier. De 1925 à 1932 est chauffeur et mécanicien à l'usine de tissage Schwab de Renaison, tout en assurant, de 1927 à 1930, une liaison d'autobus bi-hebdomadaire Renaison-Roanne avec son propre car. L'arrivée de la crise du textile faisant péricliter l'usine Schwab, Jean-Baptiste se lance dans le commerce : tient de 1932 à 1936 une épicerie-café-poste d'essence à Roanne (rue Saint-Alban), puis achète le Grand Café Central à Roanne (1, rue Brison) qu'il exploite de 1936 à 1947, puis met en gérance de 1947 en 1957, avant de le vendre. En 1947, pour raison de santé, se retire à Renaison : redevient vigneron, tout en montant un élevage ovin (jusqu'à 220 brebis) jusqu'en 1970. A pris sa retraite à Renaison.

Engagé volontaire à la fin de 1916 : faute d'être pris dans l'aviation, choisit l'artillerie motorisée ; est incorporé le 29 décembre 1916 au 81e R.A. Lourde au camp de Satory, vers Versailles. Après ses classes, déclaré inapte pour le front, est versé au service automobile à Boulogne-sur-Seine pour servir d'instructeur. Au cours d'un stage de conduite d'auto-canons au 62e R.A. de Saint-Cloud, est victime d'une crise cardiaque : est hospitalisé du 27 juillet au 13 août 1917. Le 15 août, ayant refusé d'être versé dans le service auxiliaire, monte au front dans l'Aisne, au Chemin des Dames, devant Hurtebise (à 3 km à l'ouest de Craonne) dans l'artillerie anti-aérienne, à l'auto-canon de 75. Y demeure jusqu'au 21 mars 1918, la batterie parvenant à abattre six avions ennemis pendant cette période. Fin mars 1918, le régiment, au repos dans une carrière souterraine ou « creute », subit cinq jours de pilonnage intensif. Il est envoyé au repos à Muizon (9 km à l'ouest de Reims) puis se met en position fin avril au fort Saint-Thierry, à proximité de Reims. Il subit l'effet de la grande offensive allemande sur l'Aisne de fin mai 18, aboutissant à la perte du secteur du Chemin des Dames, qui avait été reconquis en octobre 1917 : le régiment bat en retraite pendant trois jours

jusqu'à Dormans (à 23 km à l'est de Château-Thierry), au milieu des civils refluant en grand désordre. Il reste à Dormans jusqu'en juillet, puis participe à la contre-offensive du 18 juillet répliquant à la grande attaque allemande du 14, contre-offensive qui aboutit à la reconquête du Chemin des Dames. Jean-Baptiste est promu maréchal des logis. Son régiment participe aussi à la prise du camp de Sissonne (20 km à l'est de Laon) les 22 et 23 octobre 1918, puis il est envoyé au grand repos vers Reims, repos interrompu prématurément pour prendre la direction de Nancy en prévision d'une attaque décisive pour forcer l'Allemagne à capituler. L'armistice prend le régiment sur la route de Reims à Nancy. Il cantonne ensuite à Pont-à-Mousson, puis à Château-Salins (30 km au nord-est de Nancy) avant de participer à l'Occupation en Allemagne vers Mayence, chargé notamment de garder un pont pour d'empêcher la population de la rive droite du Rhin, non occupée, de venir se ravitailler sur la rive gauche, occupée. Jean-Baptiste ne serait rentré d'Allemagne qu'à la Toussaint 1919. Démobilisé le 29 décembre 1919.

Entretien d'une longueur exceptionnelle - environ 4 heures - réalisé le 7 juillet 1988 (témoin âgé de près de 90 ans et doté d'une mémoire extraordinaire), en présence d'Henri Bertaud, ancien officier, président des Anciens Combattants de Renaison, ex-maire de Renaison.

BLANCHARD Jean (un des six Martyrs de Vingré**) :** né le 30 septembre 1879 à Ambierle (La Sentinelle). Parents agriculteurs à Ambierle. Travaille à la ferme familiale jusqu'à son départ au régiment à l'automne 1900. A son retour, à l'automne 1903, reprend le métier d'agriculteur à Ambierle. Epouse le 14 février 1912 Michelle Desiage d'Ambierle (La Perrière) née le 24 mars 1891. Le couple n'a pas d'enfant quand Jean part à la guerre, au début août 1914. Fusillé à Vingré (Aisne) à 15 km à l'ouest de Soissons, le 4 décembre 1914, en compagnie de cinq camarades de sa section, appartenant au 298^{e} R.I. de Roanne.

A effectué son service militaire de 1900 à 1903 au 60^{e} R.I. de Besançon. Incorporé début août 1914 au 104^{e} R.I. Territoriale (dépôt à Roanne) à Lyon et au camp de la Valbonne, dans l'Ain. Versé fin septembre au 298^{e} R.I. – régiment de réserve du 98^{e} R.I. de Roanne - qui vient de subir de lourdes pertes et d'importantes captures de prisonniers dans les carrières de Nouvron – Vingré – Confrécourt, à 15 km à l'ouest de Soissons, dans l'Aisne. Participe au creusement des tranchées et aux combats qui y sont liés dans le secteur du plateau de Nouvron en octobre et novembre. Dans la nuit du 26 au 27 novembre, le 298^{e} R.I. prend la relève à Vingré du 216^{e} R.I. de Montbrison. A la nuit tombante, le 27, les Allemands, après plusieurs heures de bombardement sur le secteur tenu par la 19^{e} compagnie, qui ont amené à dégarnir la tranchée détruite occupée par la 1^{ere} section en la réduisant à une escouade, lancent un coup de main, capturent les neuf hommes de l'escouade, et se dirigent ensuite par la tranchée française vers l'emplacement tenu par les 24 hommes de la 2^{e} section, privée du sous-lieutenant commandant la section entière, dans un abri un peu en arrière avec le reste des hommes. Dans l'affolement causé par l'arrivée des Allemands, les premiers hommes se replient par le boyau jusqu'à l'abri ou se trouve leur officier qui ordonne de se replier sur la tranchée de résistance, ce que tous font avec lui, non sans laisser aux mains de l'ennemi deux nouveaux prisonniers qui, bien vite, profitent de l'obscurité pour s'échapper et rejoindre leurs camarades. Quand survient le commandant de compagnie, le lieutenant Paupier, venant de Vingré, son subordonné ment en déclarant qu'il a tout fait pour retenir ses hommes en ligne. L'affaire paraît classée quand les 24 hommes de la 2^{e} section apprennent qu'ils vont passer en conseil de guerre le 3 décembre, après une enquête sommaire où la version du sous-lieutenant Paulaud n'est pas remise en doute. Sur les 24, six sont condamnés à mort pour abandon de poste devant l'ennemi, et exécutés le 4 décembre 1914 au matin. Ces six hommes ont été solennellement réhabilités par la Cour de Cassation le 29 janvier 1921, à la suite d'une intense campagne de presse ; les cérémonies de réhabilitation solennelle ont eu lieu à Vichy le 20 mars 1921 et à Vingré le 5 avril 1925, avec l'érection d'un monument aux morts à l'emplacement de l'exécution. Une autre cérémonie solennelle a eu lieu à Vingré le 16 avril 1999, en présence des descendants ou parents des six fusillés, à l'initiative conjointe de Marie-Thérèse Guillalot et Robert et Madeleine Bouiller d'Ambierle et de l'Association Soissonnais 14-18 et de son président Jean-Luc Pamart (ferme de Confrécourt, à Vic-sur-Aisne). Une autre cérémonie solennelle, le 4 décembre 2004, les a fait « *Citoyens d'Honneur de l'Aisne* ».

Les cinq autres fusillés sont **Francisque DURANTET,** agriculteur à Ambierle , né le 5 octobre 1878, marié avec deux enfants ; le caporal **Paul-Henri FLOCH,** greffier de justice à Breteuil-sur-Iton (Eure) né le 31 juillet 1881, marié ; et trois autres agriculteurs de l'Allier, les soldats **Pierre GAY** de Tréteau, né le 30 novembre 1884, marié ; **Claude PETTELET** de La Guillermie, né le 13 février 1887, marié, un enfant ; **Jean QUINAULT** né à Saint-Victor (Allier) le 14 mars 1886 et résidant à Vallon-en-Sully, marié.

Correspondance entre Jean Blanchard et son épouse Michelle comportant 18 lettres et 7 cartes postales allant du 14 août 1914 au 3-4 décembre 1914 (lettre commencée à 23 h 30, après le conseil de guerre) + une lettre de Jean Blanchard à ses beaux-parents écrite dans la nuit du 4 décembre ; correspondance m'ayant été confiée en juillet 1997 par Marie-Thérèse Guillalot, née en 1930, dernière enfant issue du remariage en janvier 1920 de la veuve de Jean Blanchard avec Jean-Baptiste Duverger, boulanger à Ambierle, soldat de 14-18. D'autre part, le **dossier des Martyrs de Vingré** constitué au Musée Alice Taverne d'Ambierle m'a été aimablement prêté en 1988 par Monsieur Henri Bertaud, président des amis du

Musée d'Ambierle, ainsi qu'en 1998 sa version complétée par Madeleine et Robert Bouiller, propriétaire conservateur du Musée Alice Taverne jusqu'en 1999. Par ailleurs un **carnet** dont une page évoque l'exécution des six Martyrs de Vingré par un témoin oculaire, Jean-Baptiste Grousson, de Saint-Etienne, m'a été confié en 1988 pour photocopie par son petit-fils, vétérinaire à La Talaudière.
La photocopie de la dernière lettre de Claude Pettelet m'a été remise par son petit –fils Jean-Claude Pettelet et son épouse au cours du voyage à Vingré des 17 et 18 avril 1999.

BLONDEAU Georges : né le 16 janvier 1896 à Sambin (Loir et Cher). Parents ouvriers agricoles. Devient à 12 ans valet de ferme vers Chambord, puis livreur à Blois, puis garde-chasse pour le prince de Broglie jusqu'à son départ à la guerre en janvier 1915. Après la guerre, reprend le métier de garde-chasse, d'abord à Romorantin (Loir-et-Cher) jusqu'en 1935, puis à Saint-Laurent-la-Conche (Loire) jusqu'en 1971 dans une propriété de 800 hectares. A pris sa retraite à Feurs.

Incorporé en janvier 1915 au 5e R.I. Coloniale de Lyon ; monte au front dans l'année 15 à Verdun ; s'y retrouve en 1916 pendant la grande bataille dans les secteurs des forts de Douaumont puis de Vaux où le régiment subit de lourdes pertes ; déplacé ensuite plus au sud, à Koeur-la-Petite, près de Saint-Mihiel, en Argonne, où le régiment passe l'hiver 1916-1917. En 1917 occupe les tranchées dans la Somme, d'abord vers Moreuil (à 15 km au sud-est d'Amiens), puis dans d'autres localités de la Somme. L'hiver 1917 – 1918 est passé en Alsace. Repart dans la Somme, puis revient dans la Meuse, en participant aux offensives du printemps et de l'été 1918. Est gazé le 4 septembre 1918 au cours de la bataille de la forêt d'Apremont (Meuse) ; évacué et hospitalisé à Montluçon ; se trouve en convalescence chez lui à Chaumont-sur-Loire lorsque survient l'armistice. Participe ensuite à l'Occupation en Allemagne dans la Rhénanie et le Palatinat, à Sobenheim (à 40 km au sud-est de Mayence) puis à Bingen (à 25 km à l'ouest de Mayence). Le régiment est ensuite, sans doute à la fin du printemps 1919, retiré d'Allemagne pour aller combattre au Maroc, mais Georges réussit à y échapper en se faisant « porter malade ». Démobilisé à l'automne 1919.

Long entretien réalisé le 13 août 1987 à Feurs, au domicile du témoin, âgé de 91 ans.

BON Jules : né en 1894 à Mâcon. N'a pas connu ses parents : élevé par l'Assistance Publique. Loué comme berger, puis comme valet dans diverses fermes de Saône-et-Loire, puis ouvrier d'usine dans la Loire, dans la région de Charlieu, jusqu'à son départ à la guerre en septembre 1914. Après sa réforme définitive, prononcée en 1916, sera pendant 40 ans agent de service au pensionnat Saint-Gildas de Charlieu. A continué de résider à Charlieu à la retraite.

Incorporé en septembre 1914 au 22e Bataillon de Chasseurs Alpins d'Albertville. Après sa période d'instruction, sans doute fin novembre 14, monte au front dans les Vosges, dans la région de Gérardmer. S'y trouve encore en février 1915 quand un shrapnell (bille en plomb contenue –par centaines- dans un obus de ce type) lui perfore le poumon ; est hospitalisé à Gérardmer, puis évacué par train et hospitalisé à Châlons-sur-Marne, puis Besançon. Après près d'un an d'hospitalisation, est réformé à titre définitif en 1916, devenu inapte à exercer un emploi réclamant un effort physique soutenu, d'où sa reconversion professionnelle.

Bref entretien réalisé le 31 décembre 1987, à Charlieu, au domicile du témoin âgé de 93 ans.

BONNET Barthélemy : né le 20 mai 1898 au Chambon-Feugerolles. Père contremaître lamineur aux établissements Chambert. Fait un apprentissage de boucher à Saint-Etienne, puis à Lyon. Après le départ à la guerre de son patron lyonnais, devient boucher au Chambon-Feugerolles jusqu'en avril 1917, où il part à la guerre. De retour de guerre, ayant été amputé du bras gauche, doit se reconvertir : devient magasinier dans une usine, puis, après son mariage, employé municipal à La Ricamarie, poste occupé de 1924 à sa retraite en 1955, retraite prise à La Ricamarie.

Incorporé le 17 avril 1917 au 16e R.A. de Campagne d'Issoire. Fait ses écoles à feu à Nîmes, avec deux autres régiments d'artillerie, jusqu'à la fin de l'hiver 1918. Monte en zone des armées dans la Marne, à Sézanne, et en batterie au front au Bois Sacré, face au mont Cornillet, à 20 km à l'est de Reims. Le 19 mars 1918, y est gravement blessé par un tir fauché allongé allemand alors qu'il était tireur au canon de 75 ; a le bras gauche broyé par un obus dont un gros éclat lui emporte aussi une partie de la cuisse et de la fesse, tandis que le chargeur est tué à ses côtés ; transporté au poste de secours de Mourmelon, puis à l'hôpital de Châlons-sur-Marne, où il est amputé du bras gauche ; évacué par train et hospitalisé à l'Hôtel-Dieu de Lyon ; effectue sa convalescence à la résidence des frères Lumière à Montplaisir ; son hospitalisation qui a duré presque un an s'achève par une réforme définitive en février 1919.

Entretien réalisé le 21 décembre 1987 à la Ricamarie, au domicile du témoin (âgé de 89 ans).

BOST Pierre : né le 21 octobre 1896 à Sauvessanges (Puy-de-Dôme) au hameau de Sermouly, dans une famille de huit enfants. Père agriculteur et expert-géomètre. Travaille à la ferme familiale jusqu'à son départ au régiment en mars 1915. Au retour de la guerre, devient expert-géomètre, activité qu'il exerce d'abord avec son père à Sauvessanges, tout en faisant le commerce des bois sous commission (cubage des bois à

abattre, achat de bois pour le compte d'un négociant) aux confins des trois départements du Puy-de-Dôme, de la Loire et de la Haute-Loire. Conserve aussi la petite exploitation agricole familiale. Mène de front les trois activités jusqu'à sa retraite en 1960, où il vient habiter avec sa femme à Usson-en-Forez (Loire) où demeure leur fille. Le grand âge venant, se retire à la maison de retraite d'Usson-en-Forez.

Incorporé le 9 mars 1915 au 40e R.I. de Nîmes, alors que deux de ses frères aînés sont déjà morts, l'un de maladie à l'hôpital de Clermont-Ferrand en septembre 1914, l'autre tué en Alsace à Burnhaupt-le-Haut lors d'une attaque le 8 janvier 1915. Après une longue période d'instruction, est envoyé en zone des armées dans l'Aisne à Beuvardes (15 km au nord de Château-Thierry) où il se trouve au début de 1916. Est affecté en mai 1916 au 118e R.I. de Quimper, et monte au front en juillet, dans l'Aisne, vers Berry-au-Bac (à 9 km à l'est de Craonne, à l'extrémité est du Chemin des Dames). Exerce l'emploi de téléphoniste consistant à installer et à réparer les lignes reliant les divers postes de commandement du régiment. A l'automne, le 118e R.I. est envoyé à Verdun, dans le secteur de Tavannes où, le 10 novembre 1916, Pierre est blessé par un éclat d'obus qui lui traverse la jambe, fracture le tibia et sectionne une grosse veine ; transporté en brancard au poste de secours du tunnel de Tavannes, ensuite en ambulance à Chaumont-sur-Aire (à mi-distance entre Verdun et Bar-le-Duc) où il séjourne un mois ; est ensuite évacué par train sanitaire jusqu'à Clermont-Ferrand, à l'hôpital du Bon Pasteur où il demeure près d'un an en incluant la phase de rééducation par mécanothérapie. Après sa convalescence, est renvoyé au dépôt du régiment à Quimper au printemps de 1918, puis transféré quelque temps dans l'artillerie défendant Châlons-sur-Marne, avant d'être nommé radio-télégraphiste, chargé des communications en morse, dans son propre régiment. Il l'est dans la Marne, au camp de Suippes, puis, avec la retraite allemande, dans les Ardennes à Semide (au sud de Vouziers) en octobre 1918. Se trouve à l'extrême nord des Ardennes à Boulzicourt (10 km au sud de Charleville-Mézières) lorsque survient l'armistice. Démobilisé en septembre 1919.

Très long entretien réalisé le 19 février 1988 (témoin âgé de plus de 91 ans) à la maison de retraite d'Usson-en-Forez, en présence de sa femme et de sa fille, Mme Valère, résidant à Usson.

BOTTON Noël : né en décembre 1899 à Charlieu , aîné d'une famille de six enfants. Père ouvrier tisseur en soierie à Lyon venu chercher du travail à Charlieu. Suit une scolarité primaire à l'Ecole Notre-Dame de Charlieu poursuivie au-delà du certificat d'études presque jusqu'au brevet élémentaire. A sa sortie de l'école, travaille avec son père possédant alors trois métiers à tisser et travaillant pour des soyeux de Lyon. Sera lui-même tisseur à façon avec trois métiers à Saint-Nizier-sous-Charlieu jusqu'à sa retraite prise à 73 ans, en 1972. A participé à la Résistance pendant l'Occupation allemande de 1940-45 et a été pendant 26 ans conseiller municipal à Saint-Nizier. Après la mort de sa femme, le grand âge venant, s'est retiré à la maison de retraite de Saint-Nizier-sous-Charlieu

Engagé volontaire au début de 1918 et versé dans la marine : envoyé à Toulon au 5e Dépôt des Equipages de la Flotte. Affecté comme soutier dans l'équipage du cuirassier « *Bretagne* », chargé de la manutention du charbon utilisé pour la propulsion du navire. Parti en train de Toulon, gagne « *le fond de l'Italie* » (sans doute Tarente, à en juger par d'autres témoins affectés en Orient) et y embarque sur le « *Bretagne* » ; débarque à Corfou en Grèce, puis aux Dardanelles ; aurait rejoint Salonique à pied. Ne conserve pas de souvenir précis de sa navigation en mer Egée et en Méditerranée pendant l'année 1918. Se trouve encore en Grèce, sans doute à Salonique, au moment de l'armistice. Au bout de quelques mois, au début de 1919, est embarqué avec cinq de ses camarades, sans faire partie de son équipage, sur le « *Jean Bart* » navigant en Mer Noire, en direction de la Crimée. Se trouve malgré lui mêlé à la mutinerie des équipages de la flotte française en Mer Noire, survenue en avril 1919. Sans conviction politique précise, pour rendre service à ses camarades, le 20 avril 1919, a hissé le drapeau rouge au sommet du grand mât lisse du « *Jean Bart* », condition mise par les bolcheviks russes pour autoriser sans bombardement le départ de la flotte française de Sébastopol. A son retour en France, à Toulon, a payé son « exploit » de 45 jours de prison sans jugement préalable, ce qu'il a ressenti toute sa vie comme une énorme injustice et une humiliation. Démobilisé au début de 1921.

Entretien réalisé le 6 août 1989 (témoin âgé de plus de 89 ans) à la maison de retraite de Saint-Nizier-sous-Charlieu.

BRAVARD Jean : né le 9 mars 1893 à Cunlhat (Allier). Effectue quelques campagnes de scieur de long dans les Vosges avant la guerre de 14, tout en exerçant par ailleurs l'activité de chiffonnier dans l'Allier. Poursuit cette activité dans la Loire après sa démobilisation en 1919, d'abord à Champdieu, puis à Sury-le-Comtal où il exercera sa profession pendant soixante ans, ramassant chiffons, ferrailles et peaux de lapins dans le sud de la plaine et des monts du Forez, jusqu'à Saint-Bonnet-le-Château et Saint-Anthème. Venu en 1982 à la maison de retraite de Montbrison.

Incorporé au 60e R.I. de Besançon à la fin de 1913. Y demeure à la déclaration de guerre. Participe à la bataille de la Marne. Ne se souvient pas de son itinéraire, sauf qu'il participe à la bataille de Champagne

en 1915. A été versé au 15e R.I. à une date indéterminée. Est blessé deux fois par balle, à la cuisse, puis à l'épaule. Part en Orient à la fin de 1917 ; s'y trouve au moment de l'armistice. Démobilisé en 1919.

Bref entretien réalisé le 31 juillet 1987 (témoin âgé de 94 ans) à la maison de retraite de Montbrison, en présence de son gendre fournissant des précisions.

BRUN Jean : né le 3 août 1898 à Saint-Maurice-en-Gourgois (Sabonnaire). Père maçon, exploitant aussi une toute petite ferme, avec deux vaches. Après sa sortie de l'école primaire, Jean, en tant qu'unique garçon de la famille, s'occupe de la petite ferme familiale jusqu'à son départ à la guerre en mai 1917.Au retour de guerre, devient employé de bureau chargé de la paie à l'usine Verdier de Firminy jusqu'en 1923, puis est embauché à l'usine Holtzer d'Unieux, comme employé de bureau chargé des commandes ; y demeurera 40 ans, jusqu'à sa retraite prise en 1963. A résidé et pris sa retraite à Fraisses.

Affecté au service auxiliaire à cause d'une grave déficience de vision à l'œil droit, est incorporé le 4 mai 1917 au 1er groupe d'aviation de Dijon ; y demeure jusqu'au 25 août, puis est envoyé à Lyon, au 2e groupe d'aviation où il occupe l'emploi de magasinier. Fin août, est envoyé au dépôt d'escadrille du Plessis-Belleville dans l'Oise où il demeure jusqu'au 10 septembre, puis au dépôt de Belfort jusqu'au 25 octobre, avant d'aller à Corcieux dans les Vosges. Affecté ensuite comme magasinier dans l'escadrille AR 14, rattachée à un bataillon de chasseurs alpins envoyé en Italie, arrive à Brescia le 6 novembre 1917, et séjourne à Vérone jusqu'au 5 décembre dans l'attente des avions arrivant en pièces détachées par train. Est chargé de l'approvisionnement en essence de la dizaine d'avions de l'escadrille basée en Vénétie, d'abord à Trissino (15 km à l'ouest de Vicence) du 5 au 15 décembre, puis à San Pietro in Gu (15 km au nord-est de Vicence) du 15 décembre 17 à la fin février 18, puis à Castello du Godego (30 km au nord-est de Vicence) jusqu'au 14 avril. Le 15 avril, repart à Padoue avec l'escadrille, pour arriver à Etampes, en Seine-et-Marne, le 20 avril. Est ensuite magasinier dans les divers dépôts de l'escadrille d'avions de reconnaissance : dans la Somme à Candas-Fienvillers début mai, dans le Nord à Coudekerke fin mai, dans l'Oise à Etouy en juin, dans la Marne vers Cézanne puis vers Le Tilloy de juillet à septembre, de nouveau dans l'Oise à Avricourt en septembre-octobre, puis dans l'Aisne à Fonsommes du 25 octobre au 10 décembre, au nord-est de Saint-Quentin où il se trouve le jour de l'armistice. Retourne à Coudekerke du 10 décembre 1918 au 10 avril 1919, puis, toujours magasinier, suit l'escadrille au Bourget du 10 avril au 6 juin 1920, date de sa démobilisation.

Entretien réalisé à Fraisses le 5 avril 1989 (témoin âgé de 91 ans) au domicile de ses enfants. La précision de l'itinéraire tient à la tenue d'un **carnet** où sont notés tous les déplacements.

BUISSON Jean-Benoît dit **Edmond :** né le 8 mars 1898 à Mars (Le Pilon). Fils unique de parents agriculteurs assez aisés, de Mars. Après son certificat d'études, reste à la ferme familiale jusqu'à son incorporation en mai 1917. Après la guerre, malgré sa grave blessure au bras et à la main gauche qui entraînera son amputation en 1930, reprend à son compte la ferme familiale jusqu'à la retraite, vers 1960, prise aussi à Mars, puis, l'âge avançant, à la Maison de Retraite de Cours-la-Ville (Rhône).

Incorporé le 2 mai 1917 au 22e Bataillon de Chasseurs Alpins d'Albertville ; y reste jusqu'au 24 juin où les nouvelles recrues sont envoyées dans la Drôme, à la Bégude-de-Mézenc, pour parfaire leur instruction jusqu'au 24 octobre, où elles montent dans les Vosges, à Deyvillers (4 km au nord-est d'Epinal) ; l'hiver est passé dans les forts entourant Epinal. Monte au front le 13 juillet 1918 au bataillon de marche du 121e B.C.A dans l'Oise à Bailleul-sur-Thiérain (9 km au sud-est de Beauvais). ; est premier pourvoyeur au fusil-mitrailleur. Connaît sa première attaque le 10 août 1918 dans l'Oise à Belloy (15 km au nord-ouest de Compiègne) avec la fonction de nettoyeur de tranchées, et prend part à la capture de 1500 prisonniers au bois de Lataule, à côté de Belloy (la capture personnelle de plusieurs prisonniers lui valant une citation à l'ordre du bataillon). Le 19 août 1918, sa compagnie attaque encore à Campagne et à Beaulieu-lès-Fontaine (à 15 km au nord de Noyon), puis de nouveau le 28 ; en un mois sa compagnie est décimée : elle aurait été réduite à 19 sur 128, les autres étant morts ou blessés. Le 5 septembre 1918, au nord de Noyon, à Guiscard (encore dans l'Oise, mais limitrophe de la Somme et de l'Aisne), Edmond est grièvement blessé par un obus qui le crible de 11 éclats dans les quatre membres, mais endommage surtout le bras et la main gauches ; est transporté et soigné à l'ambulance de Catenoy, à une soixantaine de kilomètres, près de Clermont-sur-Oise, puis, un mois plus tard, évacué vers l'intérieur et transporté en train sanitaire dans un hôpital de campagne américain à Evreux où il demeurera du 5 octobre 1918 au 10 février 1919 ; puis est évacué jusqu'à Roanne où il est à nouveau hospitalisé jusqu'en avril 1919. Est réformé le 14 avril 1919. Sera amputé de l'avant-bras gauche en 1930, l'inflammation chronique de sa main ayant produit un phlegmon. Officier de la Légion d'honneur.

Long entretien réalisé le 27 février 1988 (témoin âgé de 90 ans) à la maison de retraite de Cours-la-Ville (Rhône).

BUSSY Baptiste : né le 22 octobre 1893 à Régny. Parents agriculteurs. Fait un apprentissage de mécanicien sur cycles au Coteau, activité qu'il exercera toute sa vie au Coteau et à Roanne (a eu aussi un magasin de vélos de 1923 à 1933, rue Bel Air à Roanne) malgré sa terrible blessure au visage (est une « *gueule cassée* »). Devenu âgé, a été hébergé à l'hôpital de Bonvers, à Mably, jusqu'à sa mort, le 3 décembre 1993, à l'âge de cent ans.

Parti au service militaire à la fin de 1913 au 4e R.A. de Besançon ; déserte en avril 1914 à la suite d'un conflit avec un sous-officier et passe en Suisse où il se trouve au moment de la déclaration de guerre ; ayant perdu son travail en Suisse, suit un camarade italien de Genève en Italie jusqu'à l'entrée en guerre de l'Italie en mai 1915. Rentre alors en France ; renvoyé sans punition par le conseil de guerre à son régiment de Besançon ; puis passe au 59e R.A., à l'artillerie de tranchée ; promu brigadier. Participe à la bataille de Verdun ; le 15 décembre 1916, est très gravement blessé au visage (mâchoire arrachée, palais crevé, fosses nasales détruites) par un obus au ravin de la Couleuvre à Verdun ; évacué à partir de Bras-sur-Meuse par péniche sur le canal de l'Est. Après un mois dans un hôpital provisoire en secteur des armées, est évacué par train jusqu'à Vichy, dans un hôpital réservé aux blessés de la tête (les « *gueules cassées* ») ; il subit vingt-sept mois d'hospitalisation jusqu'à sa réforme définitive du 12 février 1919.

Entretien réalisé le 25 juin 1987 (témoin âgé de 94 ans) à l'hôpital de Bonvers, à Mably, en présence de sa « fille adoptive », Mlle Odette Brun qui s'est occupée de lui avec un dévouement admirable pendant toute sa vieillesse et l'a soigné jusqu'à sa mort.

CAILLOT Raymond : né le 18 juillet 1897 à Tancon (Le Chardru) en Saône-et-Loire. Parents tisseurs à domicile. A sa sortie de l'école primaire, à 12 ans, s'emploie comme petit valet puis domestique dans plusieurs fermes des environs de Tancon jusqu'à son départ au service militaire le 11 janvier 1916. Au retour de la guerre, travaille quelques années comme maçon, se marie en 1924, puis redevient ouvrier agricole. Monte un petit atelier de tissage à Tancon en 1927 dont il tire les revenus familiaux pendant dix ans. Achète en 1938 une ferme à Tancon, qu'il exploite tout en ayant une activité très réduite de tissage, qui reprend après 1945 jusqu'en 1955. Décédé à Tancon le 30 septembre 1963.

Incorporé le 11 janvier 1916 au 44e R.I. de Lons-le-Saunier ; après sa période de classes, va poursuivre son instruction à Pontarlier en mai, puis au Mesnil-sur-Oger, dans la Marne, en septembre. Affecté au 73e R.I. de Béthune qu'il rejoint le 25 janvier 1917 à La Veuve, au nord de Châlons-sur-Marne. Le régiment est ensuite transféré dans l'Aisne, à Glennes (à 10 km au nord de Fismes) ; il participe à la grande offensive du Chemin des Dames, vers Craonne, dès le 16 avril 1917. Durement touché, le régiment est envoyé au repos au camp de Mailly, puis part pour la Belgique au début de juillet 1917. Participe à l'attaque sur le canal de l'Yser le 31 juillet 1917. Malade, Raymond est évacué au dépôt divisionnaire de Saint-Pierre-Brouck, non loin de Calais. Puis rejoint son régiment le 20 octobre 1917 en Belgique, dans la forêt d'Houthulst, en Flandre Occidentale. Le régiment revient ensuite au grand repos dans la région de Meaux où il arrive le jour de Noël 1917. Repartant au front dans l'Aisne en mars 18, Raymond est occupé à des travaux d'arrière à Roucy, au nord-est de Fismes. Malade, il est à nouveau évacué. De retour de convalescence, est fait prisonnier le 12 juin 1918 vers Vic-sur-Aisne, emmené à Laon, puis dans les Ardennes à Sedan, puis Bazeilles, à l'est de Sedan ; occupé au déchargement de wagons de bois, il souffre cruellement de la faim. Le 1er novembre 1918, est emmené par les Allemands en retraite au Luxembourg, dans le secteur de Bertrix-Rossart. Un peu après l'armistice, revient en France dans le camp de Mailly, puis est versé au 134e R.I. de Mâcon. Est affecté en juin 1919 au 95e R.I. de Bourges, cantonné à Villeneuve-la-Guyard (Yonne). Démobilisé le 25 septembre 1919.

Notice biographique établie par ses soins, remise en novembre 1988 lors d'un passage en Saône-et-Loire par sa famille, alertée par un article du « *Pays Roannais* ».

CARTON Etienne : né le 25 février 1898 à Poncins (Les Bruyères) . Parents agriculteurs, avec une famille de dix enfants dont lui est le neuvième ; sont fermiers à Poncins puis à Saint-Etienne-le-Mollard ; sa mère meurt en 1913. Agriculteur avant la guerre, exerce cette profession après la guerre d'abord dans la ferme familiale, puis songe à s'établir à Montverdun ; mais la crise agricole des années 25-26 l'incite à changer de voie : opte pour le métier de cantonnier qu'il exerce pendant 36 ans, essentiellement à Feurs, où il a pris sa retraite.

Engagé volontaire à 18 ans, est incorporé le 12 décembre 1916 au 113e R.A.Lourde d'Issoire. Monte au front au printemps 1917 à la Cote 304, dans le secteur ouest de Verdun, puis en Argonne, à la butte de Vauquois. D'abord conducteur de chevaux chargés de la traction des caissons d'obus et des déplacements des canons, puis tireur au canon de 120 long, est ensuite nommé agent de liaison du commandant Guillemet, en remplacement du précédent qu'une explosion rapprochée d'obus avait rendu fou. Assume cette fonction en Argonne à la fin de 1917, puis dans l'Aisne au printemps 1918, à proximité du Chemin des Dames ; participe aux offensives de l'année 1918 en portant des messages pour coordonner les attaques. Se trouve dans les Ardennes à l'automne 1918, à proximité de Rethel et de Semuy. Après l'armistice, part en

Occupation en Allemagne vers Mayence (Biebrich) puis à Medenbach, à 5 km au nord-est de Francfort, où l'artillerie s'est avancée pour contraindre l'Allemagne à signer le traité de Versailles, ce qu'elle fait le 28 juin 1919. Démobilisé le 12 décembre 1919.

Très long entretien réalisé le 18 août 1987 (témoin âgé de 89 ans) à la maison de retraite de Feurs.

De CAZENAVE Louis: né le 16 octobre 1897 à Saint-Georges d'Aurac, près de Brioude (Haute-Loire). Descendant d'une famille noble (marquisat) du Béarn puis du Périgord apparentée au XVI^{e} siècle à la famille de Montaigne. Mère receveuse des Postes à Saint-Georges d'Aurac, père travaillant à la poste. Employé des chemins de fer comme commis-guichetier successivement à Gannat (Allier), Brioude, le Puy, puis assez longtemps à Saint-Etienne jusqu'en 1942 (l'article nécrologique que lui a consacré le *Progrès* le 21 janvier 2008 évoque une éviction pour hostilité au régime de Vichy). Accompagne ensuite son épouse, receveuse des Postes, dans ses deux dernières affectations, à Pouilly-sous-Charlieu (Loire) jusqu'en 1946, puis à Saint-Julien-Chapteuil (Haute-Loire) jusqu'à sa retraite prise en 1959. Le couple, avec le fils le plus jeune, Louis, revient ensuite à Brioude. Trois fils, nés en 1921, 1926 et 1931.

Incorporé en janvier 1916 au 22^{e} Régiment colonial de Marseille, puis au 42^{e}, puis versé au 5^{e} Bataillon de Tirailleurs sénégalais en décembre 1916. Participe à la bataille du Chemin des Dames en avril 1917. Ne se souvient pas de son itinéraire: a l'impression d'être demeuré dans l'Aisne, dans le secteur du Chemin des Dames jusqu'à la fin de la guerre, hormis les hivers passés dans le Var, au camp de Fréjus, pour épargner l'épreuve du froid aux Sénégalais (selon le numéro de décembre 2005 du journal d'Anciens Combattants *"Le PG – CATM"* aurait quitté le 5^{e} Bataillon sénégalais le 20 décembre 1917). Passe dans l'artillerie de campagne à une date indéterminée, puis, après l'armistice, dans l'artillerie lourde, dans un régiment ayant son dépôt à Angoulême. N'a pas été blessé. Démobilisé en 1919.

Entretien réalisé le 19 décembre 2005 au domicile du témoin, à Brioude, en présence de son plus jeune fils Louis, qui est parfois intervenu pour lui rappeler des souvenirs. A 108 ans et 2 mois, il était un des six derniers Poilus de France recensés au 11 novembre 2005 (voir *Le Monde* du 10 nov.) Décédé le 20 janvier 2008, à plus de 110 ans, l'avant-dernier des Poilus français vivants, le dernier étant son cadet de deux mois Lazare Ponticelli, décédé le 12 mars 2008 au Kremlin-Bicêtre. Dernier témoin interviewé, 31 ans après le premier (11 novembre 1974).

CHANTELOUVE Jean : né le 20 novembre 1889 à Chuyer, dans une famille de sept enfants. Parents petits agriculteurs. Après sa scolarité primaire « *chez les Frères* » à Pélussin, se loue comme petit berger, puis est employé comme jardinier chez les Frères avant de devenir cuisinier au pensionnat pendant trois ans. Reprend ensuite le métier de domestique chez un oncle à Chuyer jusqu'à son départ au régiment en 1911. A son retour de la guerre, devient chauffeur de maître chez un médecin de Pélussin, puis chez un industriel de Pélussin, activité qu'il exercera toute sa vie jusqu'à sa retraite. Retiré chez sa fille Paulette à Grand-Croix, puis à la maison de retraite des Charmilles de Grand-Croix. Décédé à l'âge de 102 ans (11 juin 1991).

Ajourné d'un an, effectue son service militaire de 1911 à la fin de 1913. A la mobilisation, est incorporé au 53^{e} R.A. de Clermont-Ferrand. Incertitude sur les secteurs parcourus (Alsace – Oise – Somme – Verdun) et sur les dates des déplacements. Fait prisonnier le 20 mars 1916 au bois de Malancourt, à côté de la Cote 304, à 20 km au nord-ouest de Verdun.. Envoyé en Allemagne, à Dortmund, pour travailler dans les mines. Effectue ce travail de mineur pendant deux ans et demi, jusqu'à l'armistice. Rapatrié par la Hollande en décembre 1918. Démobilisé en 1919.

Entretien réalisé le 23 novembre 1987 (témoin âgé de 98 ans) à la maison de retraite des Charmilles de Grand-Croix, en présence de sa fille Paulette.

CHARAT Justin : né le 24 mai 1892 à Montagnieu (Isère) . Père tailleur de pierre dans les carrières de Montagnieu. Après son certificat d'études, à 12 ans, Justin devient tailleur de pierres, puis appareilleur (chargé de la réalisation des pierres de taille pour les ouvrages d'art, les ponts, les immeubles) jusqu'à son départ au service militaire en octobre 1913. Après l'amputation totale d'une jambe et la perte de l'usage de son bras droit, conséquences de la grave blessure reçue en juin 1916 à Verdun, doit renoncer à son métier initial : devient en 1917 comptable chez un entrepreneur de maçonnerie de Lyon, puis dans une usine de produits chimiques de Decines (Rhône), puis dans une minoterie de Crémieu (Isère). Obtient au milieu des années 20 le poste de chef de la comptabilité d'une usine de tissage de 600 employés à Bourgoin-Jallieu (Isère), puis devient expert-comptable près le tribunal de Bourgoin-Jallieu, activité annexe exercée pendant trente ans. En 1933, rentre dans la fonction publique, dans les contributions indirectes, à Bourgoin-Jallieu, et par avancement, devient percepteur hors classe, puis inspecteur central du Trésor jusqu'à sa retraite en 1957. Par ailleurs, président fondateur de sociétés mutualistes d'anciens combattants (de l'Isère et des Hautes-Alpes), et de la maison de retraite des anciens combattants à Bourgoin-Jallieu.. Participe à la Résistance en Isère lors de l'Occupation en 1940 – 1945. Commandeur de l'Ordre National du Mérite et Officier de la

Légion d'Honneur. A pris sa retraite à Bourgoin-Jallieu, puis, devenu âgé, en compagnie de son épouse, à Saint-Etienne chez sa fille. Décédé en 1989 ou 90.

Incorporé en octobre 1913 au 14e Bataillon de Chasseurs Alpins de Grenoble ; se trouve au 11e Bataillon de Chasseurs d'Annecy, comme caporal, quand la guerre éclate. Le régiment est dirigé sur les Vosges ; livre son premier combat le 13 août 1914 vers le lac de Gérardmer ; puis après la retraite de fin août 14, participe à la bataille de la Marne au début de septembre ; Justin y assure pendant quinze jours, bien que simple caporal, la responsabilité du commandement de la 5e compagnie du 11° B.C.A. en raison des pertes énormes chez les officiers et sous-officiers ; est promu sergent. Après la bataille de la Marne, le régiment est envoyé dans la Somme (creusement des premières tranchées à Fontaine-lès-Cappy) puis en Belgique fin novembre 1914. De retour dans le Pas-de-Calais, il combat à Carency (15 km au nord d' Arras), en décembre 1914. Y est blessé par un éclat d'obus dans le dos. Reçoit une seconde blessure le 17 février 1915 au col de la Schlucht, dans les Vosges (où il est promu adjudant), par un éclat d'obus dans la cuisse ; évacué, est hospitalisé à Riquewihr puis transféré à Lyon, à l'hôpital Desgenettes puis à l'hôpital de la Croix Blanche jusqu'en septembre 1915. Est affecté pendant quelques mois au camp de la Valbonne comme formateur des recrues de la classe 16 et instructeur d'élèves-mitrailleurs. Versé en janvier 1916 au 114e B.C.A., qu'il rejoint en Lorraine. Le régiment arrive à Verdun le 15 mars 1916, trois semaines après le début de la grande bataille ; il combat en divers secteurs en subissant de lourdes pertes. Le 23 juin 1916, vers Fleury, Justin est très grièvement blessé : aurait été le seul survivant des quelque 50 hommes de sa section, réfugiée dans un énorme cratère d'obus, dans lequel est tombé un nouvel obus de gros calibre ; la jambe broyée et l'épaule presque arrachée, est resté trois jours dans le cratère sans être secouru, en compagnie des cadavres de ses camarades ; finalement repéré, subira , sans anesthésie, une amputation de toute sa jambe huit jours après sa blessure dans une baraque Adrian de Vadelaincourt (à 15 km au sud-ouest de Verdun) et, sur son lit, sera décoré de la Légion d'honneur par le général Pétain le 14 juillet 1916 . Est hospitalisé ensuite à Paris, à l'Ecole Polytechnique devenue une annexe du Val-de-Grâce pour les grands blessés jusqu'en septembre 1916, puis transféré à Lyon, à l'Hôtel-Dieu, puis chez les frères Lumière, à Montplaisir où il demeure plusieurs mois. Réformé à titre définitif en 1917.

Très long entretien - environ 4 heures - réalisé le 8 novembre 1987 (témoin âgé de 95 ans) en présence de son épouse, chez leur fille à Saint-Etienne, rue Voltaire.

CHAUME Claude : né le 8 décembre 1892 à Bully. Parents agriculteurs aisés et vignerons. Après son certificat d'études fait trois ans de cours supérieur ; rêve de devenir instituteur, mais seul fils de la maison, est poussé à reprendre la ferme familiale, ce qu'il fait après guerre, malgré l'amputation du bas de la jambe gauche consécutive à sa très grave blessure du 25 octobre 1918. Sera toute sa vie agriculteur à Bully, et maire de la commune de 1940 à 1953. Prend sa retraite à Bully et, l'âge avançant, se retire à l'hôpital de Bonvers, à Mably.

Incorporé en octobre 1913 au 5e Bataillon de Chasseurs à Pied de Remiremont (Vosges). Se trouve en surveillance de frontière dans les Vosges lorsque la guerre éclate. Le bataillon passe la frontière le 9 août, puis monte au Ballon de Guebwiller ; le 15 août, il descend dans la vallée, à Bitchewiller, avance jusqu'à Colmar, puis se retire d'Alsace à l'annonce de l'avancée allemande sur Paris. Le premier combat est livré vers Saint-Dié (Vosges) les 1er et 2 septembre 1914, avec des pertes importantes. Le bataillon est maintenu dans les Vosges jusqu'à la mi-décembre, puis prend position dans la plaine d'Alsace, face à Mulhouse. Le 19 janvier 1915, Claude reçoit sa première blessure : a une partie de la chair de la cuisse enlevée par un gros éclat d'obus ; est descendu à dos de mulet jusqu'à l'hôpital de Moosch (Haut-Rhin), puis emmené à Bussang (Vosges) et évacué à Lyon, à l'hôpital de la Croix-Rouge, où il est opéré, et soigné pendant six mois. Après un mois de convalescence chez lui, est renvoyé au dépôt à Besançon ; part en renfort avec une partie du bataillon à Sens au 107e B.C.P. avant de revenir au dépôt où il contracte les oreillons, d'où un mois de quarantaine. Ne remonte au front (au 5e B.C.P.) qu'en décembre 1915, dans les Vosges, où se livrent à partir du 21 décembre les rudes combats de l'Hartmannswillerkopf : le sommet du Vieil Armand est conquis, puis perdu. Le bataillon passe l'hiver dans les Vosges, puis, au printemps, est envoyé dans la Somme, à Bray ; il participe à la bataille de la Somme dans l'été 1916, notamment à Cléry-sur-Somme, au nord-ouest de Péronne. En automne, il est renvoyé en Alsace, devant Belfort, et y subit les rigueurs du terrible hiver 1916-1917, qui occasionne beaucoup de gelures aux pieds, allant jusqu'à la nécessité d'amputer ; Claude a le pied gauche partiellement gelé. Puis le bataillon est expédié au printemps dans l'Aisne, à proximité du Chemin des Dames, et participe à l'offensive lancée le 16 avril 17, dont l'échec occasionne de très lourdes pertes. C'est encore au Chemin des Dames que dans la nuit du 30 au 31 juillet 17, Claude reçoit sa seconde blessure, en ayant l'épaule traversée par un éclat d'obus ; est évacué à Laval (Mayenne) où il demeure hospitalisé deux mois. Après un mois de convalescence chez lui, est de retour au dépôt à Besançon, puis au front en novembre 1917, en Alsace, vers Colmar ; puis le bataillon va reprendre ses quartiers d'hiver habituels à l'Hartmannswillerkopf, où la neige, très abondante en cet hiver 1917-1918, bouche les tranchées. Au printemps 1918, le bataillon retourne au Chemin des Dames et combat avec une division américaine, puis

participe dans la Somme aux attaques de l'été 1918 entraînant le début de la retraite allemande. Le 25 octobre 1918, alors que sa compagnie s'apprête à franchir le canal de la Sambre, en avant de Saint-Quentin, Claude a le pied gauche broyé par un obus qui tue son voisin ; garrotté rapidement, il est amputé le soir même dans un hôpital provisoire de Saint-Quentin. Transféré à Paris, à l'hôpital Saint-François d'Assise, il y apprend la signature de l'armistice. Passe l'année 1919 à Paris, hospitalisé, mais apte à sortir ; conserve un souvenir inoubliable du 14 juillet 1919. Est de retour chez lui le 21 décembre 1919.

Long entretien réalisé à l'hôpital de Bonvers, à Mably, le 17 avril 1988 (témoin âgé de 95 ans).

CHOSSY Jean-Marie : né le 31 décembre 1898 à Saint-Maurice–en-Gourgois, le plus jeune d'une famille de 8 enfants. Parents agriculteurs à Gourgois. Est loué dès l'âge de 9 ans, pendant la belle saison, comme berger à Çaloire (Les Chaumets) puis employé ensuite deux ans comme petit domestique chez un jardinier de Saint-Rambert, puis dans une ferme de Saint-Marcellin-en-Forez (L'Etang), puis à Chambles (Vassalieux) comme grand domestique. S'y trouve lorsque la guerre éclate. Occupe encore en 1915 un emploi de grand domestique à Saint-Maurice-en-Gourgois (Cohérette) jusqu'au 1er août où il s'embauche comme chauffeur de four à l'aciérie Holtzer d'Unieux ; y reste jusqu'à son départ à la guerre en avril 1917. Après la guerre, retourne comme métallurgiste chez Holtzer jusqu'en 1921, puis travaille à l'usine Verdier jusqu'en 1923. Devient ensuite pendant trois ans mineur à Firminy, mais frappé par l'accident mortel de la Chana, retourne à l'usine Verdier de 1926 à 1940 avec l'emploi d'amarreur. A partir de 1940, devient acheteur de sabots auprès des paysans-sabotiers du canton de Saint-Bonnet-le-Château et de sa périphérie, fournissant l'entreprise Holtzer ainsi que sa femme, gérante d'un magasin de chaussures à Unieux, activité conservée jusqu'en 1951 où la demande en sabots décline. Est embauché alors une troisième fois à l'usine Verdier comme amarreur jusqu'à sa retraite prise en 1963. A continué à la retraite à résider à Unieux, puis, le grand âge venant, s'est retiré à la résidence du Chasseur à Saint-Genest-Lerpt.

Incorporé en avril 1917 au 11e R.A. de Grenoble. Bénéficie, durant l'été 17, d'un mois d'équipe agricole à Monestier-de-Clermont dans le Vercors pour aider aux récoltes. Après quelques mois de travail de métallurgiste à l'arsenal de Grenoble, est envoyé à Briançon, puis au col de Montgenèvre pour empierrer la route vers l'Italie, en prévision du passage des troupes françaises. Revenu à Digne, y contracte le croup, ce qui lui vaut deux périodes d'hospitalisation totalisant trois mois, au début de 1918. Après un conseil de réforme, est maintenu dans le service armé actif et versé en avril 1918 au 107e R.A.Lourde qu'il rejoint dans la Marne, à Sézanne ; y est hospitalisé à nouveau pour une bronchite chronique. De retour à Grenoble, est affecté au 116e R.A. Lourde qu'il rejoint aussi dans la Marne, vers Vitry-le-François, en juillet 1918. N'y reste que peu de temps : est versé au 111e R.A. - réserve du 1er Régiment colonial, alors en Orient - qu'il rejoint à Villers-Cotterêts dans l'Aisne. Participe comme tireur au canon de 105 à une attaque au-delà du Chemin des Dames, puis prend part à des combats dans la Meuse au-delà de Saint-Mihiel ; est gazé deux fois sans être hospitalisé. Le 25 septembre 1918, a les deux tympans crevés par l'explosion d'un obus ennemi tombant sur sa batterie. Revenu à la batterie après une brève hospitalisation, prend part aux derniers combats dans les Ardennes vers Vouziers, le régiment faisant une avance rapide en direction de Sedan. Se trouve à Saint-Marceau, à 15 km à l'ouest de Sedan, le jour de l'armistice. Après l'armistice, est chargé du service au mess des officiers du régiment en Belgique, à Martelange et Montmédy, puis en France, à Lunéville et Charleville jusqu'en juin 1919. Rejoint ensuite le dépôt du régiment à Nantes ; est ensuite envoyé en subsistance au 51e R.A. de Nantes comme cuisinier, mais à la suite d'une altercation avec un maréchal des logis, demande à être rappelé au 111e R.A. qu'il retrouve au nouveau dépôt de Luçon, en Vendée. Démobilisé le 21 juin 1920.

Long entretien réalisé le 8 février 1990 (témoin âgé de 91 ans) à la résidence du Chasseur à Saint-Genest-Lerpt.

COLOMBIER Antoine : né le 17 février 1898 à Montbrison.. Père maçon, qui se tue en tombant d'un échafaudage en 1908 ; mère élevant seule ses six enfants. Antoine se loue très jeune comme berger, puis comme valet dans les fermes de la plaine entourant Montbrison, en trouvant un revenu complémentaire pour la famille dans le ramassage des plantes médicinales pour les trois herboristes de Montbrison. Reprend ces deux activités après la guerre et les exerce toute sa vie autour de Montbrison, avec, épisodiquement, un emploi d'ébarbeur de forets à l'usine Nourrisson de Moingt. Retraité à Montbrison, à son domicile puis à la maison de retraite.

Incorporé le 17 avril 1917 au 11e R.A. de Grenoble, puis au 304e R.A. Lourde (canons de 155 long), puis au 104e R.A. Lourde au moment de son arrivée au front en Champagne, à Sézanne, sans doute à l'automne 1917. A la fonction d'artificier, s'occupant du dosage des charges de poudre pour propulser les obus de 155, dosages commandés par le pointeur. Après un mois de formation à Sézanne, monte en batterie au bois de Prosnes, à 20 km à l'est de Reims, vers le Mont Cornillet. Gazé deux fois, la première sans doute à la fin de 1917, la deuxième début avril 1918 ; est soigné pendant deux mois à l'ambulance de l'échelon. Est de retour en batterie au Mont Kemmel en Belgique en juin 18, puis de nouveau au bois de Prosnes en juillet

1918, où il participe, en tant que conducteur de chevaux tractant les caissons d'obus, à la contre-offensive française à l'attaque allemande du 15 juillet. Se trouve encore en Champagne lorsque survient l'armistice. Après revient avec son régiment, le 104e R.A., au camp de Saint-Maur, vers Vincennes, où il effectue le reste de son temps militaire, comme trompette. Démobilisé le 4 mai 1920.

Entretien réalisé le 31 juillet 1987 (témoin âgé de 89 ans) à la maison de retraite de Montbrison.

COMPIGNE Antonin : né le 29 janvier 1897 à Balbigny. Parents agriculteurs. Scolarité primaire à Balbigny, puis primaire supérieure à Saint-Just-sur-Loire jusqu'en 1912. Retourne ensuite à la ferme familiale de Balbigny, qu'il reprendra à son compte après guerre, et qu'il exploitera jusqu'à sa retraite.

Incorporé en janvier 1916 au 19e R.A. de Campagne de Nîmes. Après une période d'instruction assez longue et plusieurs voyages à Bordeaux et à La Rochelle pour prendre livraison de chevaux américains, monte au front le 1er avril 1917, dans l'Aisne, à Villers-Cotterêts, puis dans la Marne, vers Fismes ; comme conducteur de chevaux, ravitaille les batteries en obus en les transportant depuis l'échelon. Quitte le front français fin octobre 1917 pour se rendre en Italie (où s'est produit le désastre de Caporetto) avec le 219e R.I., formé du 35e R.A. et de soldats du 19e R.A. ne partant pas en Orient. Séjourne quatre mois à Monfumo, au nord de Castelfrano Veneto, où arrive par train le ravitaillement qu'il transporte avec ses chevaux jusqu'à la position du régiment. Revient en France, dans la Somme en février 1918, le 219e R.A. étant devenu le 417e R.A. Lourde équipé de canons de 155 ; continue à y exercer la fonction de conducteur de chevaux pendant les combats du printemps et de l'été 1918. Se trouve à Crépy-en-Valois, en atelier divisionnaire de réparation des canons, quand survient l'armistice. Passe ensuite au 12e R.A. de Lunéville ; va à Toulouse pour vendre les chevaux du régiment. Démobilisé à Baccarat en septembre 1919.

Entretien réalisé à la ferme familiale de Balbigny le 21 décembre 1987 (témoin âgé de presque 91 ans)

COTE Antonin : né le 12 juin 1895 à Laprugne (Allier). Parents agriculteurs. Travaille à la ferme familiale de Laprugne jusqu'à son départ à la guerre en décembre 1914. Après la guerre, se marie et s'établit dans la ferme des parents de son épouse, à Saint-Priest-la-Prugne (Loire), où il a exercé toute sa vie les activités d'agriculteur et de sabotier l'hiver. Y a pris sa retraite.

Incorporé en décembre 1914 au 121e R.I. de Montluçon où il fera toute sa guerre. Monte au front au printemps 1915 dans la Somme, à Andechy et Guerbigny (8 km à l'ouest de Roye) et y demeure toute l'année 1915. Le régiment est transféré ensuite dans le secteur de Verdun au printemps 1916, où il subit de lourdes pertes ; Antonin opère comme « nettoyeur de tranchées » à Verdun. En 1917 le régiment aurait été principalement dans la Somme. Antonin est gazé à Bezonvaux le 5 avril 1918, et hospitalisé un mois à Montigny-le-Roi, en Haute-Marne. Après sa convalescence, est affecté au bataillon de marche, formé à Meaux, du régiment qui se trouve à nouveau à Verdun. Prend part aux combats de l'été 1918. Est juste de retour de permission lorsque survient l'armistice. Participe à l'Occupation en Allemagne, à proximité de Francfort, tenu par les Allemands, chargé surtout de la fouille des voyageurs à la descente des trains. Démobilisé le 9 septembre 1919

Très long entretien réalisé le 23 décembre 1987 au domicile du témoin, âgé de 92 ans, à Saint-Priest-la-Prugne, en compagnie de son épouse.

COUPADE Claude : né le 24 mai 1895 à La Ricamarie, où son père est forgeur. A sa sortie d'école primaire, est embauché à la verrerie du Mont à Saint-Etienne, puis devient ajusteur à l'usine Leflaive, à La Chaléassière, à Saint-Etienne jusqu'à son départ au régiment en décembre 1914. Devenu mécanicien d'aviation dans les deux dernières années de guerre, poursuit cette activité de mécanicien après la démobilisation de septembre 1919, en effectuant sa carrière au P.L.M., devenu la S.N.C.F., au dépôt de la gare de Chateaucreux, à Saint-Etienne, jusqu'à sa retraite. Résidant à la Ricamarie, est décédé le 2 juillet 1983.

Incorporé le 14 décembre 1914 au 5e R.A. Lourde de Valence. Transféré le 10 avril 1915 au 157e R.I. Alpine de Gap ; devient mitrailleur à la suite de deux périodes d'instruction aux camps de La Valbonne (Ain) et de Valréas (Vaucluse). Départ pour le front le 12 juin 1915 ; débarque le 14 à Toul, et arrive à Bernécourt ; monte en ligne le 10 juillet 1915 à Flirey (Meurthe-et-Moselle, à 15 km à l'ouest de Pont-à-Mousson) ; demeure jusqu'au 30 septembre dans ce secteur très exposé aux torpilles. Le régiment va ensuite cantonner à Jouy-sous-les-Côtes (Mause), en Argonne, dans un secteur plus calme, puis monte en ligne en forêt d'Apremont du 8 octobre 1915 au 8 janvier 1916. Au retour d'une permission, le 18 janvier, rejoint son régiment à Andilly (15 km au nord de Toul) ; monte en deuxième ligne où il creuse des tranchées jusqu'au 21 février. Après quinze jours de cantonnement à Commercy, le régiment part le 11 mars en direction de Verdun et débarque en forêt de Hesse, à l'ouest de Verdun, au nord de Dombasle-en-Argonne ; le 29 mars, sous un violent bombardement, le régiment va prendre position au bois de Malancourt, subissant de très lourdes pertes ; le 30, Claude est blessé au visage et à la main gauche par les éclats d'un obus qui tue deux de

ses camarades. Est évacué par train sanitaire à Aix-les-Bains, où il est hospitalisé. Après cinq semaines de permission de convalescence chez lui, de retour au dépôt, est affecté comme mécanicien, le 3 juillet 1916 , au 2e groupe d'aviation de Lyon. Le 2 octobre est envoyé à l'aéroport du Bourget, puis affecté le 1er novembre à l'escadrille F 25 de Vadelaincourt (Meuse), à 20 km au sud de Verdun, où il subit les rigueurs de l'hiver 1916-1917. Le camp étant la cible, depuis avril 1917, de raids nocturnes systématiques de l'aviation allemande, il est replié fin août à Bellefontaine, entre Noyers-le-Val et Laheycourt, au nord de Bar-le-Duc, où l'escadrille restera jusqu'en mars 1918. Claude continue à réviser les moteurs d'avion et à fixer les bombes sous les appareils ; il est envoyé en mars 18 en stage de perfectionnement à Plessy-Belleville (Seine-et-Oise). Le 4 avril 1918, il rejoint son escadrille à La Fère-en-Tardenois (Aisne), d'où elle doit déménager en catastrophe le 27 mai, devant l'offensive éclair allemande, en incendiant ses hangars ; s'installe temporairement à Vertu (Marne) puis à proximité de Vitry-le-François du 9 juin jusqu'au 26 août, où elle part pour les environs de Troyes. Le 12 octobre, Claude épouse sa fiancée Geneviève à La Ricamarie, et va rejoindre son escadrille au camp de Châlons, vers Mourmelon. Apprend l'armistice dans une gare régulatrice, en venant en permission. De retour à l'escadrille, contracte en décembre la grippe espagnole. Après la dissolution de l'escadrille, en avril 1919, est affecté au camp d'aviation de la Touraine, à Tours, chargé de l'entretien et du ravitaillement des avions. Démobilisé le 7 septembre 1919.

Cahier de 79 pages où Claude retrace son itinéraire de guerre, écrit après la guerre d'après les lettres envoyées à sa fiancée et à ses parents ; cahier confié pour photocopie en 1988 par sa fille, Mme Lavial, habitant à La Ricamarie.

CREPET Benoît : né le 20 mai 1897 à Saint-Jean Soleymieux (Le Verdier). Parents agriculteurs, avec trois enfants. D'abord loué comme valet après sa sortie d'école, puis agriculteur à la ferme familiale et, après son mariage, à Saint-Georges Hauteville (Le Cellier – bas de Monsupt) jusqu'à sa retraite ; s'est retiré dans la ferme reprise par ses enfants.

Incorporé le 6 janvier 1916 au 61e R.I. de Privas. Après une longue période d'instruction dans le Midi, monte au front soit fin 1916 soit début 1917. Participe à l'offensive du Chemin des Dames dès le déclenchement de la bataille, le 16 avril 1917, où son régiment subit de très lourdes pertes ; y reçoit une balle qui perfore son carnet-portefeuille mais qui se serait arrêtée sur son drapeau-scapulaire. Incertitude sur son itinéraire jusqu'à son arrivée en Belgique au printemps 1918 ; gazé en Belgique ; évacué et hospitalisé à Laval. Après sa convalescence participe à un stage de mitrailleurs à Arbois (Jura), où il se trouve lorsque survient l'armistice. Nommé ensuite ordonnance du cheval de l'adjudant. Démobilisé en mai 1919.

Entretien réalisé en juin 1987 (témoin âgé de 90 ans) dans la ferme familiale de Saint-Georges Hauteville.

DAMAS Antoine : né le 20 août 1898 à Montverdun. Parents agriculteurs à Montverdun, puis, à partir de 1912, à Sainte-Agathe-la-Bouteresse. Reste à la ferme familiale jusqu'à son départ à la guerre en mai 1917. Après la guerre, devient gérant d'épicerie à Montverdun jusqu'en 1928, puis s'installe comme négociant en charbon et produits agricoles (graines, aliments du bétail, engrais) toujours à Montverdun jusqu'en 1938 où il transfère son commerce à Boën-sur-Lignon, où il exerce son activité de négociant jusqu'en 1961. A pris sa retraite à Montverdun.

Incorporé le 3 mai 1917 au 99e R.I. de Vienne ; après six mois d'instruction, part pour la zone des armées en décembre 1917 dans la Marne, à Drosnay (à 15 km au sud de Vitry-le-François), puis est déplacé dans l'Aube, à Bar-sur-Aube et Troyes. N'arrive au front que fin juin 1918 car, par deux fois, une épidémie de rougeole a imposé une quarantaine à sa section. Participe, notamment comme patrouilleur, aux combats de l'été 1918 dans la forêt de Paroy et vers Baccarat (Meurthe-et-Moselle), puis revient dans la Marne, à Bazancourt (au nord-est de Reims) où il est blessé par deux éclats d'obus le 28 septembre 1918 ; est hospitalisé à Châlons-sur-Marne en octobre ; est de retour à son régiment le 7 novembre à Fresnes-lès-Reims, où il se trouve le jour de l'armistice. Le régiment se rend ensuite à pied à Metz où il séjourne quelques mois, puis à Sarrebruck et Saint-Avold, mais ne participe pas à l'Occupation en Allemagne ; revient à Metz jusqu'au 20 août 19, puis au fort Lamothe à Lyon ; depuis l'armistice, Antoine exerce l'emploi de conducteur de ravitaillement, Démobilisé en 1920.

Entretien réalisé le 12 août 1987 à Montverdun, au domicile du témoin, âgé de 90 ans.

DAMON Jean : né le 23 août 1894 à Champdieu. Parents agriculteurs à Pralong, puis à Montbrison. A repris la ferme familiale après son retour de la guerre.

Incorporé en septembre 1914 au 2e Régiment de Zouaves à Oran ; promu caporal. Devient sergent au 9e Régiment de Zouaves Algériens sur le front français, après une période d'instruction à Casteljaloux (Lot-et-Garonne). Ne se souvient ni des secteurs occupés par son régiment, ni des combats auxquels il a participé, ni des dates. Présence au front du régiment entrecoupée de retours en Algérie. Se trouve dans les Ardennes

lorsque survient l'armistice. Après l'armistice, suit son régiment en Tunisie, au sud de Gabès. Démobilisé en 1919. Réquisitionné quatre mois en 1939 pour garder l'usine Holtzer à Unieux.

Bref entretien au domicile de ses enfants, à Montbrison, le 30 mai 1984 (témoin âgé de 90 ans).

DAVAL Antoine : né le 18 avril 1896 aux Salles. Parents agriculteurs. Devient, avant son incorporation, chauffeur de maître pour le compte d'un industriel fabricant de caisses en bois de la région de Noirétable. Au retour de la guerre, après son mariage, devient agriculteur et cafetier- aubergiste à Saint-Jean-la-Vêtre (Pragnot) jusqu'à sa retraite. Décédé en 1984.

Incorporé en janvier 1915 au 1er R. d'Artillerie de Montagne de Grenoble. Après un mois d'instruction, est sélectionné, en raison de la possession du permis de conduire, avec une trentaine d'autres conducteurs des régiments de Grenoble, pour aller à Paris, au Champ-de-Mars, servir de moniteur de conduite automobile pour des soldats blessés, inaptes au combat. Fait aussi office de convoyeur de camionnettes américaines débarquées au Havre, à Saint-Nazaire et à Bordeaux, chargées de barres de fer destinées aux usines Renault de Billancourt. A la fin de 1915, est envoyé au front au service électrique du Génie : sera affecté jusqu'à la fin de la guerre au fonctionnement d'un tracteur électrogène produisant, dans un abri souterrain, de l'électricité pour les réseaux téléphoniques et les chevaux de frise électrifiés, principalement à Bois-le-Prêtre, en face de Pont-à-Mousson, mais aussi à Saint-Mihiel et à Flirey en Lorraine. Participe à l'Occupation en Allemagne. Démobilisé en 1919.

Très long entretien en patois réalisé en avril 1975 (témoin âgé de 79 ans) à Pragnot, hameau de Saint-Jean-la-Vêtre, où Françoise, l'épouse de l'auteur, a occupé son premier poste d'institutrice durant l'année scolaire 1968-1969.

DELAYGUE Pierre : né le 23 mai 1893 à Montregard, vers Montfaucon (Haute-Loire). Parents agriculteurs. Loué comme petit valet dans des fermes vers Versilhac, puis vers Tence, en Haute-Loire. Ses parents s'étant installés dans une autre ferme à La Ricamarie, en 1906, s'embauche en usine, puis à la mine à La Ricamarie (Montrambert, La Béraudière) jusqu'à son départ au service militaire à l'automne 1913. Retourne à la mine après la guerre : est surveillant au criblage en 1929 quand il part en Indochine, où il travaille dans plusieurs charbonnages comme surveillant, puis surveillant-chef, de 1929 à 1946. De retour en France en 1946, reprend du service à la mine de Montrambert comme tuyauteur, jusqu'en 1949 où il part en retraite. Va rejoindre son fils à Cusset dans l'Allier, puis de retour dans la Loire à Saint-Genest-Lerpt. Après le décès de son épouse en 1973, se retire à la maison de retraite de Saint-Just-sur-Loire, puis de Saint-Rambert en 1980.

Incorporé à l'automne 1913 au 23e R.I. de Bourg-en-Bresse. S'y trouve lorsque la guerre éclate. Reçoit une première blessure au bras en septembre 1914, puis une seconde à la tête, à une date indéterminée, occasionnée par un shrapnell qui lui perfore le casque (donc après septembre 1915) à Mourmelon, dans la Marne. Ne souvient pas où il a été hospitalisé. Part en Orient, sans doute en 1917, avec le 171e R.I. de Belfort, où il sera sergent. Y aura des attaques de paludisme. Démobilisé en 1919.

Bref entretien réalisé à la maison de retraite de Saint-Rambert-sur-Loire le 11 décembre 1987, en présence de son fils qui a fourni l'essentiel des renseignements, la mémoire du témoin, âgé de 94 ans, étant très défaillante.

DELIME Marc : né le 10 juin 1895 à Boën-sur-Lignon (Groscher). Père ouvrier agricole vigneron. Après son certificat d'études, fait un apprentissage de cordonnier et exerce cette activité jusqu'à son départ au régiment en 1915. Après la guerre, travaille d'abord à l'usine Agiron de Boën faisant de la fibre de bois pour l'emballage, puis devient affûteur-outilleur à l'usine Gauchon de Boën où il demeure 47 ans, jusqu'à sa retraite, prise aussi à Boën.

Après avoir été ajourné pour poids trop faible (49 kg) au conseil de révision de la classe 15, part avec la classe 16 au printemps 1915. Incorporé au 2e R.I., passe au 17e R.I. au moment où il monte au front, en été 1915, en Belgique. Ne se souvient pas précisément de son itinéraire de guerre : est allé trois fois à Verdun, dont deux fois pendant la grande bataille de 1916 ; y reçoit une blessure légère à l'épaule. Gagne la croix de guerre avec trois autres volontaires dans un coup de main nocturne aboutissant à la capture de prisonniers allemands. Nommé caporal, puis sergent à des dates indéterminées. Passe au 158e R.I.. Sauvé de la noyade par deux camarades bretons en traversant un canal, vers Belfort, sans doute en 1918. Après l'armistice, va jusqu'à Sarrebruck, puis est affecté à la garde de prisonniers allemands extrayant de la pierre dans les carrières du Mont d'Uzore, vers Montverdun. Démobilisé en automne 1919.

Long entretien réalisé à Boën-sur-Lignon le 6 avril 1988 (témoin âgé de 93 ans) chez son fils et sa belle-fille.

DELOIRE Louis : né le 1er mars 1894 à Cordelle, second d'une famille de six enfants. Parents agriculteurs et vignerons. A sa sortie de l'école primaire, reste à la ferme familiale jusqu'à son départ à la guerre. Après

la guerre, se loue comme domestique dans une ferme de Saint-Symphorien-de-Lay, puis après son mariage en 1925 avec une jeune fille de Saint-Symphorien, exploite une ferme à Lay de 1925 à 1937, puis s'installe dans une ferme plus grande à Cordelle (Le Perron) de 1937 à sa retraite, vers 1960, ferme reprise par son fils et rachetée à son propriétaire en 1963. A continué de résider à la ferme à sa retraite.

Incorporé le 3 août 1914 au 4e R.A de Campagne de Besançon. Devient conducteur de chevaux d'artillerie, chargé du ravitaillement en munitions des batteries. Versé au début de 1915 dans un régiment d'artillerie lourde où il ne demeure que huit jours : contracte une bronchite en couchant mouillé dans des granges; est évacué et hospitalisé à Grandville, dans la Manche; guéri, retourne à son régiment initial. Monte au front au printemps 1915 dans les Vosges, du côté de Saint-Dié. Ne se souvient pas précisément de son itinéraire après. Aurait passé le second hiver de guerre dans les Vosges, le printemps et l'été 1916 dans la Somme, à proximité de régiments anglais. Aurait été à Verdun en septembre 1916 et vers Craonne en 1917, mais pas dans la bataille du Chemin des Dames. Est allé aussi en Belgique, sans doute en 1918. Cette même année, dans la Somme, à Suzanne (à proximité de Bray-sur-Somme), a subi un bombardement au gaz qui a grièvement brûlé une dizaine de ses camarades et tué des chevaux. Après l'armistice, a participé peu de temps à l'Occupation en Allemagne. Démobilisé le 15 septembre 1919.

Entretien réalisé le 2 juillet 1989 (témoin âgé de 95 ans) à Cordelle, dans la ferme familiale, en présence de son fils qui est parfois intervenu dans l'entretien pour fournir des précisions.

DELOULE Edmond : né le 27 novembre 1893 à Saint-Martin d'Ardèche (Ardèche). Père maître maçon à Saint-Martin d'Ardèche. Après sa scolarité primaire, travaille dans la maçonnerie avec son père jusqu'à son départ au régiment à la fin de 1913. Après sa réforme définitive en janvier 1917 consécutive à ses graves blessures reçues le 15 juin 1915, bénéficie d'un emploi réservé dans l'administration : entre aux impôts et travaille à Bonneville (Haute-Savoie) en 1917 et 1918 , puis entre à l'octroi de Paris et y fait toute sa carrière de 1919 à 1940, en résidant à Paris puis à Draveil (Seine-et-Oise). Revenu en Ardèche après le début de l'Occupation allemande, se voit proposer en 1942 la mise à la retraite accordée aux employés de l'octroi ayant au moins 25 ans de service. Prend sa retraite à Saint-Martin d'Ardèche, et y réside jusqu'à sa mort le 10 novembre 1981.

Incorporé au 23e Bataillon de Chasseurs Alpins de Grasse à l'automne 1913. S'y trouve au moment de la mobilisation. Le 23e B.C.A. débarque à Nancy le 14 août 1914 au soir et se dirige vers la Lorraine occupée ; son premier combat se déroule le 19 août à Dieuze (à 40 km au nord-est de Nancy) face à un camp retranché ennemi ; les pertes avoisinent une centaine de morts et blessés ; le lendemain la reprise des combats contraint le bataillon à la retraite. Reformé, il remporte le 27 août, en compagnie du 27e B.C.A., une victoire à Lamath (à 8 km au sud de Lunéville), faisant 980 prisonniers allemands. Edmond est promu caporal le 30. Son bataillon combat à nouveau le 4 septembre sur les hauteurs de Lunéville et participe à la reprise de la ville le 22. Le 8 octobre, le bataillon va cantonner au repos au nord de Toul, à Ménil-les-Toul, et y demeure un mois pendant lequel il est reformé. Le 11 novembre, il embarque en train pour la Belgique. Il tient les tranchées vers Ypres (à Blamerting) où les combats font perdre à l'escouade d'Edmond 6 hommes sur 16 et 52 à sa compagnie. Le bataillon est ensuite transféré vers Lampernisse, puis dans les faubourgs de Dixmude, sur les bord du canal de l'Yser âprement disputé. Edmond y a les pieds gravement gelés et est soigné par une fermière flamande avec des bains de pieds chauds. Après quelques jours de cantonnement plus au sud, à Roesbrugge (à 15 km au nord-ouest de Poperinge, Edmond revient en France en décembre avec son bataillon qui s'installe dans le Pas-de-Calais à Magnicourt-en-Comté (6 km au sud de Bruay-en-Artois) avant d'aller creuser des tranchées à Carency (6 km à l'ouest de Lens) sous le feu ennemi en prévision d'une attaque qui sera remise. Transféré en train dans les Vosges à la mi-janvier 1915 pour un mois de repos partagé entre Le Thillot et Wesserling, de part et d'autre du col de Bussang, le bataillon se dirige à la mi-février vers le col de la Schlucht. Début mars, la rougeole entraîne l'évacuation d'Edmond ; hospitalisé quinze jours, promu sergent, il rejoint ensuite fin mars son unité en ligne vers le Hohneck, puis au repos vers le lac de Schiesserot (Schiessenrothried). Le 15 juin, le bataillon se lance à l'attaque du bois de l'Eichenwald et subit de très lourdes pertes. Replié pour être reformé à Granges-sur-Vologne, au nord-ouest de Gérardmer dans les Vosges, il retourne en Alsace fin juillet, à proximité du Linge, dans les tranchées du Banenkopf. C'est là que le 15 août 1915 Edmond, veillant au créneau, reçoit des éclats d'un obus de 105 autrichien, qui lui entrent dans le crâne et lui perforent l'œil gauche : hospitalisé à Gérardmer, il est trépané, puis évacué par train sanitaire jusqu'à Carcassonne où il est énucléé. Après quatre mois d'hospitalisation à Carcassonne, il est hospitalisé à Montpellier pendant toute l'année 1916. Réformé définitif en janvier 1917.

Correspondance de 4 lettres adressées à ses parents (du 19 oct., 26 nov. et 10 déc. 1914, et du 7 janvier 1915**)** dont 2 très longues (12 et 15 pages) récapitulant les événements survenus dans les deux mois précédents **+ un récit de 7 pages** couvrant huit mois de guerre (fin novembre 14 – 15 août 15) et la période d'hospitalisation. Documents transmis en 1989 par sa petite-fille Christiane Ivol, ma collègue au lycée Benoît Fourneyron de Saint-Etienne, professeur de mathématiques, décédée en janvier 1993.

DELOY André : né le 21 mai 1896 à Fraisses. Père métallurgiste. Après sa scolarité primaire, André va au cours supérieur « *chez les Frères* » à Firminy jusqu'à l'âge de 16 ans, puis entre au bureau de dessin de l'usine de métallurgie Jacob Holtzer d'Unieux jusqu'à son départ au régiment en avril 1915. Après la guerre, devient agent technique aux fraises et forets à l'usine Jacob Holtzer, activité exercée jusqu'à sa retraite, prise à Fraisses.

Incorporé le 3 avril 1915 au 98e R.I. de Roanne. Après deux mois de classes, monte en zone des armées au 420e R.I., sans doute en Champagne. Conserve peu de souvenirs de son itinéraire de guerre. A exercé les deux emplois de nettoyeur de tranchée et d'agent de liaison. D'après le récapitulatif des services écrit après la guerre, a changé six fois de régiment : reste au 420e R.I. de juin 1915 à juin 1916, avec un bref passage d'un mois au 26e R.I. en février 1916 ; versé ensuite au 141e R.I. jusqu'à la fin de 1916, puis au 8e R.I., son régiment principal, jusqu'en janvier 1919 ; passe l'année 1919 dans deux bataillons de Chasseurs à Pied, le 56e B.C.P. de janvier à mars, et le 9e B.C.P. de mars à septembre. Les souvenirs remémorés assez précisément concernent l'année 1917 : participe dès le premier jour, le 16 avril, à la bataille du Chemin des Dames qui décime sa compagnie ; il s'ensuit, sans doute en mai, une brève révolte du régiment, survenue à Nogent-sur-Aube après un fait qui s'est produit juste avant au camp de Mailly où le régiment était au repos : une enquête à propos de l'auteur d'un coup de feu nocturne ; les officiers sont conspués et l'Internationale chantée. Le fait personnel le plus marquant est la blessure reçue le 8 octobre 1917 à la forêt d'« *Oultude* » (non localisée = Houthulst, au nord d'Ypres ?) en Belgique infligée par l'explosion d'un obus à proximité d'André: des plaies multiples au visage résultant d'éclats d'obus, ainsi qu'une blessure à l'œil et les deux tympans crevés ; est hospitalisé à Zuycoote, à côté de Dunkerque, puis évacué en train sanitaire à Rennes. Après son séjour à l'hôpital de Rennes et une permission de convalescence chez lui, ne remonte au front que le 3 avril 1918. Se trouve à Poitiers, effectuant un stage de mitrailleur, lorsque survient l'armistice. Démobilisé en septembre 1919.

Entretien réalisé à Fraisses le 23 novembre 1988 (témoin âgé de plus de 92 ans) au domicile de sa fille et de son gendre.

DENIS Augustin : né le 16 décembre 1890 à Roanne. Père tisseur, mère couturière. Exerce la profession de fumiste à Roanne avant son départ à la guerre. Mort un mois après la fin de sa captivité en Allemagne.

En raison de la nature très particulière et très partielle du document (récit de sa captivité du 12 avril au 13 octobre 1918), rien n'est connu de l'itinéraire de guerre d'Auguste, caporal au 141e R.I. (dépôt à Marseille) au moment de sa capture. Fait prisonnier le 12 avril 1918 à Hangard (Somme) avec toute sa section. Travaille deux semaines à l'entretien du terrain d'aviation de Proyart (25 km à l'est d'Amiens) en étant très peu nourri ; puis le 27 avril est emmené à pied jusqu'à Péronne, en train jusqu'à Cambrai ; après une halte de deux jours, est emmené en train jusqu'au Quesnoy, à proximité de la frontière belge, où il séjourne dix jours en caserne. Après un tri des prisonniers, le 16 mai, Auguste, souffrant de la faim et d'un furoncle purulent à la jambe droite, est renvoyé à Péronne dans une équipe chargée du nettoyage d'un canal (canal du Nord ou canal de la Somme) pour le rendre navigable. Son état s'étant aggravé, il part de Péronne le 16 juin, dans un train « *d'éclopés et de malades* », en destination de l'Allemagne. Après neuf jours d'arrêt au Quesnoy, les prisonniers sont embarqués en direction du camp de Giessen, en Hesse (50 km au nord de Francfort) atteint le 27 juin. Après un mois de camp, Auguste est envoyé travailler le 1er août dans une fonderie de Weidenau, en Westphalie, dans la banlieue nord de Siegen, à 80 km au nord-ouest du camp de Giessen, où il exerce son métier à raison de 10 h de travail par jour, en étant brutalisé et mal nourri. Il se trouve encore dans cette usine quand le journal s'arrête, le 13 octobre 1918, sur l'espoir d'être bientôt libéré par la fin de la guerre. Meurt sur le début de son trajet de rapatriement, le 11 décembre 1918, d'une broncho-pneumonie à l'hôpital de Montigny-lès-Metz, en Lorraine.

Journal de captivité de 31 pages , sur un carnet de petit format, commencé le 18 juillet 1918 au camp de Giessen, racontant sa capture et ses trois premiers mois de captivité et devenant un journal tenu très irrégulièrement pendant les trois mois qui suivent. Carnet transmis par les autorités militaires françaises aux parents d'Augustin et confié à mes soins en 1988 par son neveu Louis Denis, résidant à Roanne.

DESSEIGNE Benoît : né le 28 juillet 1896 à Villers (à 7 km au sud de Charlieu). Artisan menuisier à Villers, où il prend sa retraite et décède le 18 janvier 1981.

Incorporé le 9 avril 1916 au 6e R.I. Coloniale de Lyon – La Valbonne. Après 4 mois d'instruction, part le 9 août pour la Somme, à Morvillers (5 km à l'est d'Aumale) ; y demeure un mois en bataillon d'instruction. Versé au 5e R.I. Coloniale le 14 septembre, régiment dit « d'attaque » où il effectue toute sa guerre. Le 18 septembre, monte douze jours aux tranchées dans la Somme vers Barleux, au sud-est de Péronne, puis le régiment part ensuite au repos pour un mois, vers Démuin puis Bayonvillers (Somme). Le 17 novembre, il revient aux tranchées à Belloy-en-Santerre, puis effectue trois semaines d'exercices à Wieucourt (Somme). Après divers déplacements et une première permission pour Noël 1916, Benoît retrouve son bataillon dans l'Oise au début de janvier 1917 ; à nouveau de fréquents déplacements, puis un

nouveau séjour aux tranchées de Troyon-Vendresse, dans l'Aisne, à proximité du Chemin des Dames ; plusieurs soldats meurent de froid sous la rigueur du climat de fin janvier et février 1917. Le bataillon va ensuite cantonner trois semaines au camp de Dravegny (30 km à l'ouest de Reims) puis retourne début mars dans le même secteur du Chemin des Dames, à la Cote 177. Benoît y passe quatre jours dans des galeries creusées à 10 m sous lignes allemandes; sa compagnie doit repousser plusieurs coups de mains ennemis meurtriers. Début avril 1917, le bataillon retourne au camp de Dravegny, puis en revient le 10 pour prendre position en perspective de la grande offensive Nivelle du Chemin des Dames. Benoît est désigné comme agent de liaison entre son bataillon et le bataillon voisin (le 6e Colonial), l'objectif fixé aux deux régiments étant d'enlever le village de Cerny-en-Laonnois. Le matin du lancement de l'offensive, le 16 avril 1917, Benoît est blessé à l'épaule gauche par un éclat d'obus ; il parvient à regagner à pied le poste de secours divisionnaire de Moulins, puis l'ambulance d'Oeuilly submergée par les blessés du secteur central de l'offensive ; des artilleurs complaisants, allant en camion se ravitailler en munitions, le conduisent avec quatre autres blessés à l'ambulance principale de Courlandon, vers Fismes, aussi bondée de blessés. Evacué du 19 au 21 avril par train sanitaire jusqu'à Vittel, dans les Vosges, il y est hospitalisé au casino devenu l'hôpital complémentaire n°10, pendant 27 jours. Après une permission de convalescence chez lui, il est de retour au bataillon le 2 juin, retourne en ligne en Lorraine vers Domjevin (à 17 km à l'est de Lunéville), et reste un mois à creuser des tranchées, des abris, et à poser des fils de fer barbelés. Après une nouvelle permission fin juillet, il retrouve son unité dans le même secteur à Manonvillers, puis monte en tranchée en forêt de Parroy, jusqu'au 25 août, toujours comme agent de liaison. Ensuite le bataillon est transféré à Saffais, au sud de Nancy, puis, début octobre, va prendre les lignes dans le secteur de Verdun, au-delà du village de Fleury rasé par la bataille de 1916, d'abord au ravin de l'Hermitage, puis au bois des Caurières ; le bombardement permanent pendant neuf jours décime le bataillon qui compte 202 morts et blessés. Envoyé au repos à Germisay (Haute-Marne) pour être reformé, le bataillon est en nouveau en ligne le 9 novembre à Rouvrois (Meuse) au nord de Saint-Mihiel, et y reste jusqu'au 27 novembre, puis après un bref passage en réserve, revient en première ligne dans le même secteur, à Lacroix-sur-Meuse jusqu'au 26 décembre. Le nouvel an passé au repos à Thillambois, à 7 km à l'ouest de Lacroix, le régiment remonte en ligne à Han-sur-Meuse (4 km au sud de Saint-Mihiel) jusqu'au 12 janvier 1918. Après une nouvelle permission, Benoît retrouve son unité le 28 janvier dans le même secteur, à Bislée, et part en ligne à Mont-Meuse jusqu'au 18 février, puis après une semaine en réserve, à Koeur-la-Petite jusqu'au 17 mars, puis encore à Bislée après une nouvelle semaine de réserve au Village Nègre. En avril, le bataillon est envoyé dans les Vosges, à Corcieux, au nord de Gérardmer, puis transporté en train vers la Somme, où se développe l'offensive allemande du printemps 18 ; il cantonne à Paillart, puis est replié vers Le Saulchoy pour faire pendant trois semaines des coupes d'arbres en forêt de Moismont, dans l'Oise. Le 29 mai, retour dans la Somme au sud d'Amiens, à Saint-Sauflieu, puis en juin neuf jours aux tranchées vers Mailly-Raineval et deux semaines à celles du village voisin de Rouvel, totalement détruit. Le bataillon est alors désigné pour faire partie de la première vague de la contre-offensive française. Le 12 juillet, Benoît, toujours agent de liaison, voit son bataillon avancer victorieusement de 10 km en un jour (entre Rouvel et Moreuil, au sud d'Amiens), tout en ayant 143 hommes hors de combat. Après quelques jours de repos, le bataillon effectue une nouvelle attaque le 23 juillet, enlevant Mailly-Raineval, et une troisième le 8 août. Après une nouvelle permission, Benoît rejoint son régiment le 30 août à Joinville (Haute-Marne) et monte en secteur vers Sommedieue, à 10 km au sud-est de Verdun. Le 12 septembre, il attaque au sud des Eparges, entre Saint-Rémi-de-Calonne et Hannonville-sous-les-Côtes repris le lendemain, libérant quelque deux cents habitants qui avaient subi quatre ans d'Occupation allemande. Après dix jours de repos aux camps d'Hinvaux puis de la Chiffoure, le bataillon remonte en ligne à l'est de Verdun, à Watronville, et attaque à nouveau le 13 octobre au bois de la Chabotte, avant d'occuper le secteur des Bois Bourrus, puis de remonter au nord à Dannevoux, où, le 31 octobre, Benoît manque d'être tué par un avion américain qui s'écrase à 15 m de lui. La Meuse est franchie le 5 novembre à Breuilles sur une passerelle de fortune, et le bataillon va partir à la conquête des localités situées sur la rive droite de la Meuse : Vilosnes, Hauraumont, Ecurey, Bréhéville. Le 11 novembre, sur le point d'attaquer à nouveau, il se trouve à Peuvillers

La fin de la période militaire de Benoït Desseigné est inconnue, son journal s'arrêtant au 11 novembre ; il a dû être démobilisé avec la classe 1916 en octobre 1919.

Journal – carnet de route de 79 pages extrêmement précis sur les lieux, les dates, les faits, rédigé de manière très dense sans doute d'après des notes prises très régulièrement, mais pas écrit au jour le jour, car rédigé d'un seul tenant, sans rupture d'écriture, vraisemblablement en 1919 (la première page porte le tampon du 5e R.I.C, 2e bataillon) ; témoignage très fiable sur les activités militaires d'un bataillon « d'attaque ». Document remis pour photocopie par ses petits-neveux habitant sa maison de Villers en 1988, à la suite d'un article paru dans *« Le Pays Roannais »*.

.

DEVAUX Joseph : né le 16 juillet 1879 à Belmont-de-la-Loire (hameau de Trémontet). Parents agriculteurs. Fait sa scolarité primaire à Belmont puis se destine à la prêtrise : études secondaires au petit

séminaire de Saint-Jodard (1895-1898), puis au séminaire d'Alix dans le Rhône (1898-1900) et enfin au grand séminaire de Saint-Sulpice à Paris (1901-1902) ; baccalauréat de lettres et études de théologie. Renonce à la prêtrise et après deux ans passés à la ferme familiale, devient employé de banque au Crédit Lyonnais à Roanne en mai 1907, puis à Clermont-Ferrand en 1910. Se marie en octobre 1907, et a deux enfants, nés en 1908 et 1912. Devient ensuite en août 1913 chef du service des titres au Crédit Lyonnais d'Annonay, où il réside à la déclaration de guerre. Décède le 6 novembre 1918 des suites de ses blessures.

Effectue un début de service militaire du 14 novembre 1900 au 21 septembre 1901 au 98e R.I. de Roanne, puis après un an de mise en disponibilité, comme séminariste, revient à l'armée, du 22 novembre 1902 au 14 septembre 1904, affecté à la 13e section des infirmiers militaires de Vichy. Promu caporal le 1er octobre 1903.

A la mobilisation d'août 1914, est affecté au 104e R.I. Territoriale à Lyon (camp de la Valbonne). Versé au 100e R.I. le 24 septembre 1914, à Tulle, affecté au dépôt des blessés, dans des tâches administratives ; est hospitalisé pour congestion en décembre 14 – janvier 15. Passe au 92e R.I. Territoriale en mars 1915 à Excideuil (Dordogne), toujours comme caporal ; devient secrétaire du colonel. Versé au 63e R.I. le 28 août 1915 ; le rejoint à Beauvois (Pas-de-Calais) ; s'occupe de l'instruction militaire des réformés temporaires et auxiliaires versés dans le service armé. Puis est affecté fin novembre 1915 au 158e R.I. qu'il rejoint en Artois, au bois en Hache ; monte en tranchées le 2 décembre 1915 et y passe l'essentiel du mois ; en janvier 1916, le régiment est transféré à Aix-Noulette (5 km à l'ouest de Lens), puis vers Abbeville (Somme), pour des exercices et manœuvres, puis à Crécy-en-Ponthier, au nord d'Abbeville, pour une période de repos. Début mars, le régiment est transféré dans le secteur de Verdun, à Vaux ; le 10 mars, Joseph a le nez traversé par une balle ; évacué par train sanitaire jusqu'à Chambéry, il y demeure hospitalisé jusqu'au début de mai. Après une permission de convalescence, est envoyé à Lyon, puis à Valréas (Vaucluse). Prépare le concours d'élève-aspirant ayant lieu à Grenoble les 21-22 août ; le réussit et est envoyé pour recevoir la formation d'élève-officier à Joinville-le-Pont, près de Paris, pendant quatre mois (octobre-février) ; nommé sergent le 25 janvier 1917; reçu au concours final à la mi-février. Nommé aspirant au 158e R.I. qu'il rejoint début mars, dans le Doubs, vers Montbéliard pour procéder à l'instruction des nouvelles recrues de la classe 1917. A la mi-avril, poursuit son travail d'instructeur en Brie (aménagements de ponts sur la Marne, réfection de routes) au dépôt divisionnaire, puis en zone des armées vers Soissons, du 20 mai jusqu'à la mi-septembre. Après une permission, rejoint son régiment fin septembre vers Villers-Cotterêts, en prévision d'une attaque à la mi-octobre ; est blessé au nord de Jouy (Aisne) lors de la préparation de l'attaque , le 22 octobre, par un éclat d'obus qui se fiche dans son épaule gauche ; évacué, est opéré à Tricot (Oise) et hospitalisé jusqu'à la mi-décembre 1917. Après un mois et demi de convalescence chez lui, est affecté comme instructeur en subsistance au 31e B.C.P. dans les Vosges, vers Saint-Dié, où il reprend la formation des jeunes recrues, encadre un stage de grenadiers, puis de territoriaux jusqu'à la mi-avril 1918 où il rejoint le 158e R.I. en forêt de Compiègne ; y continue sa fonction d'instructeur jusqu'à la fin mai, où il participe à des combats au moment de l'offensive allemande. A la mi-juin, se trouve en deuxième ligne avec son régiment en Champagne pouilleuse près des ruines de Souain pour organiser des positions de mitrailleuses ; y est en première ligne au moment de l'attaque allemande du 14 juillet ; tient les tranchées dans ce secteur très périlleux jusqu'au 11 août. Après une nouvelle permission, est affecté début septembre comme aspirant au 409e R.I., à l'est du mont Cornillet soumis à d'intenses bombardements ; participe à l'attaque de la butte de Souain le 30 septembre, puis à la reprise de Sommepy le 1er octobre. Après une période de repos, retourne au combat, en étant promu sous-lieutenant le 16 octobre. Grièvement blessé le 31 octobre dans les Ardennes, lors de l'attaque de Banogne (20 km à l'ouest de Rethel), décède de ses blessures le 6 novembre 1918 à l'hôpital complémentaire de Mont-Notre-Dame (Aisne). La nouvelle de sa mort est parvenue à sa femme et à ses enfants le matin de l'armistice…

Correspondance de 692 lettres et cartes adressées à son épouse Eugénie et à ses deux jeunes enfants du 6 août 1914 au 29 octobre 1918, et **correspondance en retour de 132 lettres** (une faible partie ayant été conservée ; 130 d'Eugénie, 2 de la petite Jeanne). Correspondances confiées en 1988 par son petit-fils Jean Vermorel et son épouse Marie, instituteurs à Charlieu, résidant à Chandon, devenus des amis, et complétées par le dossier des archives militaires de Vincennes confié en 1998. Courrier très précieux par la profondeur des analyses et la qualité du style de ce brillant intellectuel.

DUBANCHET Pierre : né le 12 février 1897 à Saint-Genest-Lerpt. Père mineur, décédé en 1899 ; mère passementière avec trois enfants à élever. A lui-même alterné ces deux activités : la mine à Roche-la-Molière, de 1912 à son départ à la guerre en 1916, puis à nouveau, au lavoir, de 1938 à 1957, date de sa retraite, et la passementerie, à plein temps de 1919 à 1938, abandonnée à cause de la crise du textile. A pris sa retraite à Saint-Genest-Lerpt.

Incorporé au 5e R.I. Coloniale de Lyon le 8 août 1916 ; passe au 6e R.I. Coloniale ensuite, sans doute au moment de sa montée au front (automne 1916 ?). Participe à la bataille du Chemin des Dames en avril-mai 1917. Itinéraire incertain après. Est fait prisonnier le 13 juillet 1918 aux environs de Reims. Est retenu

prisonnier en France occupée à Rethel (Ardennes) où il participe au démontage d'usines dont les machines sont expédiées en Allemagne. Puis est transféré en Allemagne pour être soigné, à Ingolstadt, en Bavière, de violents maux d'oreilles consécutifs à une explosion d'obus. S'y trouve au moment de l'armistice. Rapatrié en janvier 1919 et démobilisé à l'automne 1919. A eu son frère tué à la guerre.

Entretien réalisé chez son fils, à Saint-Genest-Lerpt, le 10 décembre 1986 (témoin âgé de près de 90 ans).

DUBANCHET Pierre : né le 5 juin 1898 à Saint-Genest-Lerpt, dans une famille de deux enfants. Parents passementiers à Saint-Genest-Lerpt. Après son certificat d'études obtenu à 11 ans, travaille comme ouvrier passementier chez plusieurs petits patrons à Saint-Genest-Lerpt, puis à Saint-Etienne, jusqu'à son départ à la guerre en avril 1917. Après la guerre, cumule deux emplois dans la passementerie : passementier à domicile, à Saint-Genest-Lerpt, avec trois métiers sur lesquels travaillent aussi sa femme, puis sa fille, et échantillonneur – commis de barre (placeur de tâches chez des passementiers) pour le compte de la maison Paret de Saint-Etienne, activités conservées jusqu'à sa retraite prise vers 1960. A continué à résider à Saint-Genest-Lerpt, puis, le grand âge venant, s'est retiré à la résidence du Chasseur, à Saint-Genest.

Incorporé le 17 avril 1917 au 113^{e} R.A. Lourde d'Issoire. Y demeure jusqu'à l'automne, puis continue l'instruction vers Troyes, dans l'Aube, jusqu'au printemps 1918, où il monte au front à Craonne, dans le secteur du Chemin des Dames. Occupe l'emploi d'artificier, chargé des gargousses (la charge de poudre destinée à la propulsion des obus dans certains canons). Echappe à la mort de justesse, un obus à gaz étant venu perforer l'abri aux poudres sans provoquer d'explosion. Son régiment est contraint en mai 1918 à battre en retraite devant l'avancée allemande ; mais Pierre et les servants de sa batterie sont presque aussitôt faits prisonniers, le 27 mai 1918 à Craonnelle. Ils restent prisonniers en zone française occupée, dans les Ardennes, à Monthermé (à 17 km au nord de Charleville-Mézières), employés à démonter de vieilles machines dans des usines afin de refondre le métal pour l'industrie allemande. Pierre y souffre de la faim.. Puis fin octobre 1918, les prisonniers du secteur sont rassemblés à Charleville, dans un manège de cavalerie, et prennent à pied la route du camp de Gardelegen, en Saxe-Anhalt (à 40 km au nord de Magdebourg), mais sont assez rapidement abandonnés par leurs sentinelles en Belgique, l'armistice venant d'être signé. Ils regagnent alors à pied Sedan, distant de 150 km, puis sont dirigés sur le camp de Mailly, dans la Marne. Pierre est alors envoyé à Moulins pour recevoir un nouvel équipement. Après un mois de permission chez lui, il est réincorporé en janvier 1919 dans son régiment d'origine, le 113^{e} R.A. Lourde, désormais basé à Clermont-Ferrand. Il y reste jusqu'à sa démobilisation en juin 1920.

Entretien réalisé le 8 février 1990 (témoin âgé de près de 92 ans) à la résidence du Chasseur à Saint-Genest-Lerpt.

DUBUIS Marius : né le 17 mars 1896 à Coutouvre (Le Bec). Parents agriculteurs à Coutouvre. Travaille comme agriculteur-vigneron à la ferme familiale jusqu'à son départ à la guerre en avril 1915. Au retour de la guerre, après son mariage, reprend cette ferme (dans la famille depuis deux siècles) jusqu'à sa retraite, prise au même endroit, auprès de ses enfants.

Incorporé en avril 1915 au 5^{e} R.I. Coloniale de Lyon. Après la période d'instruction au camp de la Valbonne, dans l'Ain, bénéficie pendant cinq mois d'une affectation en équipe agricole dans le Beaujolais, avec quatre autres camarades vignerons. A la fin de 1915, rejoint son régiment dans la Marne, puis le suit à Moreuil, dans la Somme au début de 1916, où il participe à plusieurs attaques. Combat à Verdun (Cote 304 vers le Morthomme, et Cote 344) à l'automne 1916 et y demeure jusqu'au printemps 1917, où le régiment participe, à partir du 16 avril, à la grande offensive du Chemin des Dames ; devant les pertes énormes touchant aussi officiers et sous-officiers, prend l'initiative d'assumer le rôle de sergent dans l'encadrement d'une section ; sera promu caporal… Devenu mitrailleur, participe aussi à une bataille en Lorraine, vers Domrémy. Passe l'hiver 1917 – 1918 en forêt de Parroy, dans les Vosges. Prend part aux combats du printemps et de l'été 1918. Le 23 octobre 1918, à Bois-le-Prêtre, dans le secteur de Verdun, est blessé par un éclat d'obus qui lui traverse la cuisse ; est évacué, et hospitalisé à Dôle lorsque survient l'armistice. Participe à l'Occupation en Allemagne, à Bingerbrück, à 30 km à l'ouest de Mayence, jusqu'au 14 juillet 1919. Démobilisé le 20 septembre 1919. Sera à nouveau mobilisé lors de la deuxième guerre, de février à juin 1940 à Montauban, pour garder des internés autrichiens, puis affecté au ravitaillement.

Long entretien réalisé le 18 décembre 1987 (témoin âgé de près de 92 ans) dans la ferme familiale de Coutouvre.

DUCHAMP Edouard : né le 8 février 1893 à Saint-Etienne. Père droguiste-herboriste à Saint-Etienne mourant en 1909 ; mère ne pouvant lui succéder devenant par la suite surveillante des cantines municipales de Saint-Etienne. Etudes primaires et secondaires à l'Institution Notre-Dame de Valbenoite, jusqu'au niveau du baccalauréat. Devient clerc d'avoué puis clerc d'huissier à Saint-Etienne, jusqu'à son départ au régiment en octobre 1913. Reprend cette activité à Saint-Etienne après sa démobilisation en 1919, se marie en 1920, a

son fils unique Henri en 1921, et perd son épouse en 1926. Devient huissier à Montbrison de 1927 jusqu'en 1931, où il décède le 2 novembre des séquelles d'attaques aux gaz subies au bois d'Avocourt, près de Verdun, en août 1917.

Incorporé comme engagé volontaire (appel devancé d'un an) au 98e R.I. de Roanne le 20 octobre 1913; s'y trouve au moment de la mobilisation. Parti le 6 août, le régiment est dirigé sur les Vosges, puis progresse vers la Lorraine et reçoit le baptême du feu le 20 août à Sarrebourg avec de très lourdes pertes. La retraite qui s'ensuit l'amène jusqu'à Saint-Maurice de Mortagne (Vosges). Le 9 septembre, au cours de l'attaque de Xaffervillers, au nord de Rambervillers (Vosges), Edouard est blessé par une balle ; évacué par train sanitaire jusqu'à Lyon, il y est hospitalisé jusqu'au 25 octobre. Rejoint son régiment début novembre au Bois des Loges, en Picardie, à 15 km à l'ouest de Noyon, et demeure dans ce secteur jusqu'au 17 mars 1915 : occupe depuis février l'emploi de téléphoniste. Après un mois de repos et d'exercices, retourne en mai aux tranchées du Bois des Loges, puis, à proximité, occupe celles de Conchy-les-Pots en juillet. Est nommé caporal le 13 novembre 1915, et devient caporal fourrier en janvier 1916. Passe l'hiver 1915-1916 en alternance dans les tranchées voisines de Noyon (La Carmoy, Attiche) et au repos à Vandélicourt, au nord de Compiègne, ou à Chelles, à l'est de Compiègne. Fin février 1916, le régiment est transporté vers Verdun, où la grande bataille vient de commencer, dans le secteur du Morthomme et y tient les tranchées. Les 11 et 12 mars, le régiment attaque au bois des Corbeaux et y subit de lourdes pertes, ainsi que du 18 au 22 mars face au Morthomme ; il est relevé le 30 mars et va au repos au sud de Crépy-en-Valois, vers Ormoy-Villers. Edouard est de retour aux tranchées le 23 avril, à Vic-sur-Aisne, à l'ouest de Soissons, et, promu sergent fourrier le 14 mai, y reste jusqu'au 10 juillet ; le 2 juillet, à Vingré il a pris part à un coup de main enlevant un petit poste allemand. Du 10 juillet au 26 septembre, le régiment reste à l'arrière à Saint-Pierre-Aigle, au sud-ouest de Soissons, puis remonte en ligne dans les environs de Montdidier, à l'ouest (Troyes), et au nord (Braches) jusqu'à la mi-décembre. Il est ensuite transféré en bordure des Vosges à Blévaincourt jusqu'au 22 janvier 1917, puis revient dans l'Oise, vers Auger Saint-Vincent, à l'ouest de Crépy-en-Valois. De retour en Picardie, lors du repli stratégique de l'armée allemande sur la ligne Hindenburg, fin mars 1917, le 98e R.I. effectue une avance spectaculaire de Noyon jusqu'aux abords de Saint-Quentin, puis s'installe à Villeselve, au sud de Ham, de mi-avril à fin juin. En juillet, il est envoyé dans la Meuse, d'abord au nord de Bar-le-Duc, puis à l'ouest de Verdun, à Avocourt, où il attaque le 20 août, subissant un intense bombardement aux gaz. Relevé le 30 août, il part en Argonne (Noirlieu, la Grange au Bois), puis retourne le 8 décembre dans le secteur de Verdun, d'abord à Génicourt (15 km au sud de Verdun), ensuite à Verdun même où il subit le bombardement des casernes Marceau, puis vers Douaumont, au ravin de la Caillette ; là, le 26 décembre, une attaque surprise des Allemands se solde par de nombreux morts, blessés et prisonniers. Edouard s'y trouve encore le 21 janvier 1918, pris sous le bombardement de l'ouvrage d'Hardaumont, quand son carnet s'arrête pour une raison inexpliquée, laissant son itinéraire de fin de guerre inconnu. Selon son fils, il aurait participé à l'Occupation en Allemagne après l'armistice. Démobilisé le 30 août 1919.

Carnet de 28 pages résumant sobrement son itinéraire de guerre d'août 1914 à janvier 1918, avec quelques brefs commentaires épisodiques, remis en 1995 par son fils Henri, gestionnaire d'H.L.M. en retraite, président de la LIGER, résidant à Saint-Galmier, et à Saint-Genest-Malifaux l'été. Ce carnet a été analysé et mis en perspective politique et militaire, notamment à la lumière du *« Journal de Marche des Opération du 98e R.I. »,* par le petit-fils par alliance d'Edouard Duchamp, le général Patrick Sans, dans une belle étude de 404 pages qui m'a été transmise par son beau-père Henri en juillet 2001.

.

DUMAS Christophe : né le 4 décembre 1898 à Bourg-Argental . Fils unique de parents ouvriers en filature à Bourg-Argental : père chauffeur, mère tisseuse. Après son certificat d'études, entre en 1912 à l'usine de tissage Colcombet où travaillent ses parents. Y fait toute sa carrière comme gareur (mécanicien sur métiers à tisser) puis chef gareur (contremaître) jusqu'à sa retraite prise en 1969, à Bourg-Argental

Incorporé le 17 avril 1917 au 86e R.I. du Puy-en-Velay. Après ses classes, est versé au 38e R.I. de Saint-Etienne qu'il rejoint en Seine-Inférieure (devenue Maritime) à la fin de décembre 1917. Devient deuxième pourvoyeur au fusil-mitrailleur. Y passe tout l'hiver et le début du printemps. Monte au front en avril 1918, en renfort du 321e R.I. de Montluçon, arrive aux tranchées le 17 avril 1918, en Flandres, à Méteren (à 3 km de Bailleul et 10 km d'Hazebrouck) à proximité de la frontière belge et y reçoit le « baptême du feu ». Ayant bénéficié d'une permission, rejoint au retour son régiment au repos pour un mois en Alsace, en mai 1918. Va ensuite tenir les lignes dans l'Aisne, vers Tricot (à 7 km de Montdidier). Le 9 août, vers Montdidier, le régiment prend part à la grande offensive lancée par le maréchal Foch : pour sa première attaque, Christophe voit son régiment avancer de 1800 m en une journée. Est gazé le 12 août ; atteint surtout aux yeux, est évacué et hospitalisé quinze jours à Troyes. Après sa permission de convalescence, est renvoyé à Troyes pour se rééquiper, puis à Noisy-le-Sec, puis à Achères, puis à Mantes-la-Jolie. De retour au régiment en septembre, contracte une hémoptysie consécutive à un refroidissement pendant un entraînement de tir de grenades ; crachant le sang, est hospitalisé dans une ambulance, puis évacué à Bordeaux en octobre : s'y trouve, hospitalisé, le jour de l'armistice. Ayant bénéficié de deux mois

de convalescence chez lui à la fin de 1918, rentre au dépôt à Montluçon : son régiment ayant été dissous, est versé au 164e R.I. pour aller en Occupation en Allemagne, à Stolberg, près d'Aix-la-Chapelle. Y reste un mois, puis est recruté comme mécanicien d'avions : après deux mois de formation à Aix-en-Othe, près de Troyes, rejoint Mayence en Allemagne, puis Spire où il exerce l'emploi de mécanicien de l'escadrille des Renards jusqu'en juillet 1919, puis à Strasbourg (où l'escadrille est transférée) jusqu'à sa démobilisation en mai 1920.

Entretien réalisé le 5 juillet 1988 (témoin âgé de plus de 89 ans) à son domicile de Bourg-Argental, en présence de sa fille.

DUTEL François : né le 6 août 1898 à Valeille. Père entrepreneur en maçonnerie à Valeille, descendant d'un maçon de la Creuse. Apprend le métier de maçon, et reprend après la guerre l'entreprise familiale, reprise ensuite par son fils et ses petits-fils. A pris sa retraite à Valeille, puis, devenu âgé, à la maison de retraite de Feurs.

Incorporé en avril 1917 au 3e R. de marche de Zouaves, au camp de Sathonay, vers Lyon. Monte au front dans l'Aisne, à Coeuvres (à 15 km au sud de Soissons) au 9e R. de marche de Zouaves, considéré comme un régiment d'attaque. Son régiment est d'abord engagé, entre Villers-Cotterets et Soissons, à la répression d'une mutinerie de 1917 : engagé contre le 1er R. mixte de Zouaves qui refusait de combattre. En tant que mitrailleur et « nettoyeur de tranchées », participe à de nombreuses attaques très meurtrières dans la Somme (vers Rubempré, à 20 km au nord d'Amiens, et vers Parpeville et Landifay, à 25 km au sud-est de Saint-Quentin) , dans l'Aisne (vers Soissons, puis Berry-au-Bac) et en Champagne à Fismes (25 km à l'ouest de Reims) ; ne parvient pas à situer les dates de ces attaques, ni des déplacements. Se trouve dans la Somme au moment de l'armistice. Démobilisé en 1920.

Entretien réalisé le 18 août 1987 (témoin âgé de 89 ans) à la maison de retraite de Feurs.

EQUY Auguste : né le 6 mai 1895 à Usson-en-Forez (Tessonnière) dans une famille de 13 enfants. Parents agriculteurs s'installant à L'Air, un autre hameau d'Usson. Dès l'âge de 7 ans, Auguste est loué à la belle saison comme petit berger, puis après sa sortie de l'école primaire, comme valet à temps plein dans des fermes avoisinantes jusqu'à son départ à la guerre, en décembre 1914. Après guerre, son père étant décédé en 1919, reprend la ferme, ainsi que la ferme voisine de la jeune fille qu'il épouse, au hameau de L'Air ; est à la fois propriétaire et fermier pour le compte des hospices d'Usson de 1923 à sa retraite en 1964. Reste à la retraite, avec son épouse, dans la ferme reprise par leur gendre et leur fille.

Incorporé en décembre 1914 dans l'infanterie, dans « *un régiment du Midi* » (non précisé), puis, après une brève période d'instruction, versé au 3e Régiment du Génie où il accomplit toute sa guerre, comme chef d'équipe d'une escouade d'une douzaine d'hommes. Fait essentiellement des travaux de terrassement : creusement de boyaux, de tranchées et d'abris souterrains, quelquefois de galeries de sape lors de la guerre des mines en 1915. Incertitude totale sur son itinéraire de guerre, et sur les dates de changement de secteurs. A été enterré incomplètement par un obus à Tahure, en Champagne, pendant une nuit, mais est parvenu à se dégager. Selon lui, aurait été tenu plusieurs jours dans l'ignorance de la signature de l'armistice afin qu'il continue à effectuer une tâche de démineur… Prend part à l'Occupation en Sarre jusqu'en juin 1919 comme conducteur de chevaux chargé de convoyer le ravitaillement de la gare au dépôt du régiment. Démobilisé en septembre 1919.

Entretien réalisé le 19 février 1988 (témoin âgé de 93 ans) à la ferme familiale de L'Air, à Usson-en-Forez.

ESTIENNE Robert : né le 15 mars 1897 à Sées (Orne). Parents cafetiers-limonadiers à Sées jusqu'en 1910, puis à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados). Après ses études primaires et secondaires à Sées, puis au collège de Falaise (Calvados), Robert obtient son second baccalauréat à Caen en 1915. Au retour de la guerre, il réussit le concours spécial organisé par H.E.C. pour les démobilisés bacheliers (promotion 1920) avec une scolarité d'un an. Il sera successivement cadre administratif à Paris d'abord dans une entreprise de négoce de matières premières pour l'industrie, puis au service des changes d'American Express, puis dès 1923, chef du service étranger au siège social de Paris de l'usine métallurgique d'Unieux Jacob Holtzer, fonction occupée jusqu'en 1940. L'arrivée des Allemands à Paris ayant entraîné le repli sur la Loire des services parisiens, il devient de 1940 jusqu'à sa retraite en 1963 chef du service commercial de l'entreprise Jacob Holtzer, nommée Creusot-Loire après son rachat. A pris sa retraite à Firminy, puis à Saint-Etienne. Décédé le 16 mai 1990, à l'âge de 93 ans.

Incorporé le 9 janvier 1916 au 51e R.I. de Beauvais, dont le dépôt avait été replié à Lambézellec, dans la banlieue de Brest. Après une longue période d'instruction en Bretagne, monte en zone des armées au 129e R.I. du Havre, en septembre 1916, dans la Somme, au nord-est d'Aumale ; demeure dans ce secteur (Bettembos, Beaucamp-le-Jeune, Beaucamp-le-Vieux) jusqu'à mi-février 1917. Le régiment est ensuite transféré dans la Meuse, vers Vaucouleurs, s'entraînant en perspective de la future offensive du Chemin des

Dames, puis conduit en camions en Meurthe-et-Moselle, au nord-est de Baccarat (Azerailles, Chenevières) où il reste au repos jusqu'à fin mars. Il est ensuite déplacé vers l'Aisne, en train, puis par des marches journalières, jusqu'à Fresne-en-Tardenois, puis Arcis-le-Ponsard (Marne), à 25 km au sud du Chemin des Dames, dans le but d'entrer plus tardivement dans l'offensive du général Nivelle. Celle-ci ayant échoué, le régiment, sans avoir attaqué, revient à Fresne-en-Tardenois où il reste du 18 avril au 12 mai, puis est transporté en camions dans la Meuse, vers Saint-Mihiel, où il demeure jusqu'à fin juin. Il est envoyé dans le secteur nord de Verdun, à Bezonvaux, début juillet ; Robert y tient les lignes jusqu'à début septembre, avec une courte période de repos ; ayant la fonction de signaleur par signaux optiques, il participe à plusieurs combats, avant de partir avec le régiment pour les Vosges. Atteint par la gale, il est hospitalisé à Epinal jusqu'à début octobre ; a son retour de convalescence, il fait un stage de T.P.S. (Télégraphie Par le Sol) en novembre, à Neufchâteau (Vosges). Il monte ensuite en Lorraine avec le régiment dans le secteur de Flirey-Limay, au nord de Toul, où il demeure jusqu'à début avril 1918 ; du 15 au 17 avril, à Bois-le-Prêtre, le régiment subit un intense bombardement au gaz, affectant de nombreux soldats. Début juin, le régiment est transféré dans l'Oise pour s'opposer à l'avancée allemande au nord-est de Compiègne, vers Monchy et Antheuil ; le 2e bataillon (celui de Robert) livre un rude combat à le ferme des Loges du 9 au 11 juin, puis dans l'Aisne (Crouy, Venizel) participe aux contre-offensives victorieuses de l'été 1918, prenant une section de la ligne Hindenburg le 2 septembre et faisant de nombreux prisonniers. Envoyé en octobre au repos en Lorraine, apprend l'armistice à Fay-Saint-Christophe, en banlieue nord de Nancy. Participe ensuite à l'occupation en Allemagne: en Sarre jusqu'en janvier 1919, dans le Palatinat à Landau de février à fin mai, en Rhénanie-Palatinat à Ludwigshaven en juin puis Kircheimbolanden enfin jusqu'au 14 juillet. Démobilisé le 4 septembre 1919 au Havre.

Entretien réalisé le 11 janvier 1989 (témoin âge de près de 92 ans) à la résidence de la Cerisaie, dans le quartier de Montaud, à Saint-Etienne. La précision de l'itinéraire de guerre tient à la rédaction (vers 1950) d'un document de cinq pages où le témoin a résumé sa guerre, ainsi qu'à la possession de l'historique du régiment, le 129e R.I..

FANGET Antoine : né le 16 juin 1896 à Saint-Sauveur-en-Rue, dans une famille de six enfants. Parents agriculteurs pauvres, possédant deux vaches, fermiers à Saint-Sauveur-en-Rue, puis, à partir de 1902, à Bourg-Argental (L'Olme). Dès l'âge de sept ans, Antoine est loué comme petit berger à la belle saison. A sa sortie de l'école, fréquentée pendant quelques hivers, se loue pendant sept ans comme domestique dans une ferme de la Versanne (au Grand Tournant) jusqu'à son départ à la guerre en avril 1915. Au retour de la guerre où il a été gazé, entre à la teinturerie Gillet de Saint-Chamond, d'abord à la teinture, puis à l'entretien des camions. Un médecin lui prescrivant le grand air, il revient au métier d'agriculteur en reprenant en 1922 la ferme exploitée par sa belle-mère à Burdignes (Les Louaves) ; y passe vingt ans avec son épouse, puis loue en 1942 vers Saint-Marcel-lès-Annonay, dans l'Ardèche voisine, une ferme plus importante ; y demeure jusqu'en 1948 ; la ferme changeant de propriétaire, il revient à l'exploitation familiale de Burdignes, tout en ayant une activité de charron. Termine sa vie professionnelle en devenant à 60 ans employé auxiliaire des Postes à Bourg-Argental, chargé de porter les télégrammes à cyclomoteur, jusqu'à sa retraite définitive en 1966, prise à Bourg-Argental.

Incorporé en avril 1915 au 141e R.I. de Marseille. Après son instruction, monte au front dans la Somme en septembre 1915, au 64e R.I. d'Ancenis. Y demeure en tenant les lignes jusqu'au printemps 1916. Participe (mois non précisé) à la grande bataille de Verdun en 1916, comme grenadier ; mais c'est à la mitrailleuse qu'il s'illustre vers le fort de Vaux en anéantissant un groupe important d'Allemands. Manque ensuite d'être tué par un obus qui déchiquette plusieurs de ses camarades. En 1916, est aussi gazé dans la Marne (lieu non précisé), ce qui occasionne une cécité pendant deux mois, période où il est hospitalisé. Revenu au régiment, a les pieds gelés au cours du terrible hiver 16-17, mais échappe à l'amputation. Le régiment est ensuite engagé dans l'offensive du Chemin des Dames débutant le 16 avril 1917, où la compagnie d'Antoine aurait perdu les trois-quarts de ses effectifs ; pris dans un corps à corps avec l'ennemi, il reçoit à la tête un coup de crosse de fusil qui l'assomme presque ; simule la mort de crainte d'être achevé d'une balle… Devient agent de liaison de son capitaine. En 1917, est encore blessé au poignet par un éclat de métal provenant de son fusil, touché par une balle. Est versé ensuite au train de combat du 64e R.I. en considération de la mort à la guerre de ses deux frères ; pendant l'année 1918, conduit un attelage de deux chevaux approvisionnant le régiment en ravitaillement et en munitions. Après l'armistice, participe à l'Occupation en Allemagne, en un lieu non localisé (« Mitche / Mitsch » ?). Démobilisé en octobre 1919.

Long entretien réalisé le 5 juillet 1988 (témoin âgé de 92 ans) à son domicile de Bourg-Argental.

FAUGERE Lucien : né en 1899 à Balbigny, où ses parents sont épiciers. Après sa scolarité primaire à Balbigny jusqu'au certificat d'études, en 1912, suit les cours de l'Ecole Primaire Supérieure de Montbrison jusqu'en 1915, puis est admis à l'Ecole Normale d'Instituteurs de Montbrison ; y demeure d'octobre 1915 à son départ au service militaire en avril 1918. Après sa démobilisation en avril 1921, est instituteur à Moingt

en 1921-22, au Chambon-Feugerolles en 1922-23, de nouveau à Moingt de 1923 à 1926, puis à l'école annexe de l'Ecole Normale à Montbrison de 1926 à 1939 et de 1941 à 1943 (en est le directeur depuis 1934). Devient ensuite directeur de l'école de Chavassieu à Montbrison de 1943 à 1959, et enfin professeur de mathématiques au lycée de Montbrison de 1959 jusqu'à sa retraite en 1965, retraite prise à Moingt, jusqu'à sa mort en octobre 1987.

Incorporé le 17 avril 1918 au 16e R.A. Lourde d'Issoire. Désigné pour suivre le peloton des élèves sous-officiers au GIAC (Groupe d'Instruction d'Artillerie de Campagne) de Saint-Julien-du-Sault, dans l'Yonne, du 20 juin au 25 septembre 1918. Nommé brigadier au 16e R.A.L., à la 8e batterie. Après avoir bénéficié de vingt jours de permission agricole pour vendanges, arrive à la fin octobre 1918 dans le secteur de Verdun (Cote 304, Bois des Caures) et y participe aux derniers bombardements de la guerre. Relevé par les Américains, le régiment se trouve à Frouard, à 10 km au nord de Nancy, le jour de l'armistice. A partir de la mi-novembre, il se dirige par étapes vers l'Allemagne, avec Mayence comme destination, par la Sarre ((Walhlen, Sankt Ingbert, Niederkirchen), la Rhénanie-Palatinat (Dielkirchen, Wörrstadt) et parvient à Mayence le 26 décembre 1918. Il passe ensuite en Hesse, sur la rive droite du Rhin, à Wicker jusqu'au 20 janvier, puis à Münster (au nord-est de Darmstadt). Lucien, parlant allemand, joue le rôle d'interprète pour régler les conflits de toute nature entre troupe occupante et civils allemands. Il est à Kelkheim, dans la banlieue ouest de Francfort, quand, le 1er février 1919, il part suivre les cours de l'école militaire de Fontainebleau : y reste jusqu'au 1er août et est nommé aspirant à l'issue du stage. Retourne au dépôt d'Issoire du 16e R.A.L. et y encadre la démobilisation des classes. Est démobilisé le 10 mars 1920, puis remobilisé comme lieutenant du 5 mai au 5 juillet 1921 pour l'Occupation de la Ruhr, à Opladen, au nord de Cologne. Sera mobilisé de nouveau en septembre 1939, comma capitaine au 53e Régiment d'Artillerie Mobile, à la 4e batterie. Après d'âpres combats dans les Vosges en mai et juin 1940, est fait prisonnier vers Bussang le 22 juin 1940, et envoyé au camp d'Edelbach, au sud de Göpfritz an der Wild, d'où il sera libéré le 9 août 1941.

Cahier de souvenirs comportant **42 pages** pour la participation à la première guerre mondiale (surtout des anecdotes liées à l'Occupation) remis pour photocopie par le témoin à son domicile de Moingt en février 1987 ; revu en août 1987 à la maison de retraite de Montbrison, peu de semaines avant son décès.

FOURNEL Jean : né le 11 février 1895 à L'Etrat. Père employé à la Manufacture d'Armes et de Cycles de Saint-Etienne. Après sa scolarité primaire à L'Etrat, va à l'Ecole Professionnelle Sainte-Barbe de Saint-Etienne où il apprend le métier de mécanicien-ajusteur. A sa sortie de l'école, est embauché comme ajusteur dans une usine stéphanoise de La Chaléassière jusqu'à son départ à la guerre en décembre 1914. Après la guerre y revient, mais comme dessinateur industriel. Crée ensuite un atelier de fabrique de joints industriels, qui emploiera une dizaine d'ouvriers, dans le quartier de la Rivière à Saint-Etienne, et qui comptera des clients dans toute la France. A pris sa retraite en 1965 en transmettant l'entreprise à son fils. S'est retiré à Saint-Etienne, puis, le grand âge venu, à la résidence La Cerisaie, dans le quartier de Montaud à Saint-Etienne.

Incorporé en décembre 1914 au 114e R.A. Lourde de Valence. Monte au front au printemps 1915 avec l'emploi d'observateur chargé de repérer l'emplacement des batteries ennemies, attaché à une batterie de canons de 105 mm ; puis devient pointeur. Ne se souvient pas du tout des secteurs divers où sa batterie a pris position, hormis la Somme en 1918, où il est gravement blessé à la tête le 7 novembre : reçoit, malgré son casque, un éclat d'obus au front qui lui endommage les sinus. Sera hospitalisé plusieurs mois après l'armistice, avant sa démobilisation.

Bref entretien réalisé le 11 janvier 1989 (témoin âgé de 94 ans) à la résidence La Cerisaie, à Saint-Etienne.

FAURE Frédéric : né le 21 novembre 1890 au Chambon-Feugerolles . Après sa scolarité primaire au Chambon, devient ajusteur-ébarbeur jusqu'à son départ au service militaire en octobre 1911, et à son retour le 24 septembre 1913. Se marie le 18 juin 1914 avec Marie Poncet, née le 1er juin 1893, tailleuse de limes au Chambon ; aura une petite fille, Clotilde, née le 20 décembre 1914, qu'il ne connaîtra jamais, étant porté disparu le 25 septembre 1914.

Incorporé comme caporal au 99e R.I. de Vienne à la mobilisation. Part au front le 5 août en direction de Longwy. Le 9 septembre annonce qu'il a changé de régiment, ce que confirme l'adresse donnée dans sa lettre du 20 septembre : *« Caporal au 22e de ligne* (=) *4e compagnie à Bourgoin (Isère) »*. En l'absence de renseignements contenus dans ses quatre lettres, on en est réduit à les chercher dans les autres témoignages. Le 99e R.I. de Vienne (d'après le Journal d'Amand Beyron) a combattu en août 1914 dans les Vosges, vers Epinal et Saint-Dié, puis en Alsace vers Sainte-Marie-aux-Mines. C'est sans doute lorsqu'il a été reformé, fin août ou début septembre, que Frédéric a dû passer au 22e R.I. de Bourgoin, lui aussi durement éprouvé dès le 18 août en Alsace (témoignage Jean Girodet), régiment aussi reformé à ce même moment, et transféré fin août dans la Somme au sud de Péronne, vers Foucaucourt-en-Santerre. C'est à Foucaucourt que, le 25 septembre 1914, le caporal Frédéric Faure est porté disparu. Il ne sera jamais retrouvé…

Correspondance comportant **4 lettres** de Frédéric Faure à sa jeune épouse Marie (du 5 août, 9 septembre, 20 septembre et 2… septembre –graphie surchargée, la date la plus visible, 29, étant impossible puisque dépassant de quatre jours sa disparition-décès -) et **3 lettres** de son épouse du 18 septembre, 9 et 19 octobre 14. Aussi **quelques lettres et documents administratifs** contenant des pièces relatives à la recherche du disparu. Photocopies transmises en novembre et décembre 1987 par la fille de Frédéric Faure, Clotilde, devenue Mme Besson, demeurant 6 rue Thomas au Chambon-Feugerolles.

FAURE Pierre : né le 10 octobre 1898 à Monistrol-sur-Loire (La Chapelle d'Aurec) en Haute-Loire. Parents agriculteurs à Monistol. Fait un apprentissage d'ajusteur, et exerce cette activité jusqu'à son départ à la guerre en mai 1917. Après la guerre, travaille pendant 36 ans, jusqu'à sa retraite, comme mécanicien-ajusteur aux mines de Montrambert, à la Ricamarie, où il a toujours résidé.

Incorporé le 2 mai 1917 au 16e R.I. de Montbrison. Après quatre mois d'instruction au camp de Bourg-Lastic, puis deux mois à la caserne Combes à Roanne, monte en zone des armées à Jouy-sur-Morin (vers la Ferté-Gaucher) en Seine-et-Marne le 27 décembre 1917, puis monte au front dans l'Aisne le 24 mai 1918, à Coyolle, près de Villers-Cotterêts, au 233e R.I . d'Arras. Attaque pour la première fois le 5 juillet 1918 à la ferme de Vertefeuille, entre Villers-Cotterêts et Soissons, en tant que chargeur d'un mitrailleuse ; attaque à nouveau le 18 juillet à Longpont, dans le même secteur ; le régiment est relevé le 28 juillet. Se porte volontaire fin août pour le 500e Régiment de chars d'assaut et effectue un stage d'instruction à la Briquetterie, près d'Orléans ; est retenu comme instructeur pour préparer les soldats à la conduite automobile. S'apprête à partir au 510e Régiment de Chars d'assaut lorsque survient l'armistice. Participera ensuite dans l'Oise au nettoyage des routes et des champs de bataille, en les débarrassant des carcasses de véhicules détruits. Démobilisé en 1920. A eu son frère aîné tué en Champagne.

Entretien réalisé le 21 décembre 1987, à La Ricamarie, au domicile du témoin, âgé de 89 ans.

FARIGOULES Jean : né le 7 avril 1896 à Saint-Pierre du Champ (hameau de Cheyssac) en Haute-Loire. Parents agriculteurs s'installant ensuite à Saint-Vincent (Haute-Loire). Après sa scolarité primaire, fait un apprentissage de boulanger en Isère ; travaille à Allevard au moment de la mobilisation, ceci jusqu'à son départ au régiment en avril 1915 ; exercera après la guerre la profession de boulanger-pâtissier à Brives-Charensac (Haute-Loire) jusqu'à sa mort en 1947.

Incorporé le 7 avril 1915 au 80e R.I. de Narbonne ; après sa période d'instruction au camp du Larzac, passe au 53e R.I. de Perpignan ; monte au front le 9 décembre 1915 dans l'Aisne, et passe l'hiver 1915-1916 à effectuer une instruction complémentaire à Marizy-Saint-Mard, à 10 km à l'est de la Ferté-Milon. Au printemps 1916, est versé en renfort au 67e R.I. de Soissons où il restera jusqu'à la fin de la guerre. Monte en ligne en Champagne pouilleuse (Tahure, Saint-Souplet-sur-Py) du 21 avril au 31 mai 1916). Le 13 juin, le régiment est transféré dans le secteur de Verdun (Souville, Tavanne, Bois Firmin) ; le 19 juin, en gagnant le Bois Firmin, la compagnie de Jean subit d'énormes pertes dues à un tir de barrage très intense : 37 hommes sur 175 parviennent à la position assignée… En trois jours de bataille, le 67e R.I. est décimé : Jean est blessé à l'œil droit par un éclat d'obus au bois Firmin, le 23 juin ; le régiment, cité à l'ordre de l'armée, est envoyé au repos, pour être reformé, à Rupt-aux-Nonains, au sud de Bar-le-Duc. Après avoir été appelé à Chantilly pour être passé en revue par le général Joffre, il est envoyé dans la Marne, à Tramery, en août, puis transféré dans la Somme, vers Sézanne, à la mi-septembre ; le 25 septembre, la compagnie de Jean est à nouveau décimée vers Bouchavesnes, au nord de Péronne ; le 29 septembre, Jean y est gazé, mais pas évacué. Dans la première quinzaine d'octobre, devant Péronne, le 67e R.I. est bombardé sans discontinuer, et perd encore des hommes dans une attaque mal préparée le 13. Renvoyé au repos dans l'Oise, à nouveau reformé, le régiment retourne dans la Somme en novembre à Cléry-sur-Somme, au nord-ouest de Péronne ; le 15 novembre, Jean y est enterré par un obus et ne doit sa survie qu'à la diligence de ses camarades qui parviennent à le déterrer ; fortement contusionné, il est évacué dans une ambulance proche, puis en train jusqu'à Dieppe où il est hospitalisé au casino jusqu'au début de janvier 1917. Après une permission de convalescence chez lui, il rejoint son unité en Champagne, près de Fère-en-Tardenois ; celle-ci va cantonner en février à Villemineux, en Seine-et-Marne, avant d'être envoyée dans l'Aisne, à Dhuizel, au nord de Fismes. Jean y devient pendant deux mois agent de liaison du colonel du 350e R.I., tout en restant affecté au 67e R.I., chargé de la liaison entre les commandants des deux régiments voisins. Le 67e R.I. est ensuite dirigé vers Soupir en prévision de la grande offensive du Chemin des Dames du 16 avril 1917, avec comme objectif assigné à la 12e Division la prise de Laon. Malgré une avancée de 4 km, l'échec est sanglant ; le 5 mai, le 67e R.I. participe à une autre attaque, en partie victorieuse (plus de 400 prisonniers faits, 3 canons et 8 mortiers pris), à l'extrémité est du Chemin des Dames, et parvient au ravin de l'Ailette, vers Pargny-Fillain. Après une période de repos du régiment et une permission chez lui, Jean rejoint son unité le 28 mai dans l'Aisne ; elle est ensuite transférée dans les Vosges, au nord de Saint-Dié (Senones, puis Ban de Sapt) et tient les lignes dans ce secteur assez calme. En novembre, Jean fait un stage de mitrailleur à Nompatelize, au nord-ouest de Saint-Dié, puis rejoint ses camarades dans le secteur précédent. A partir du 14 décembre, le 67e R.I. se voit imposer ensuite une

marche forcée de 17 jours dans le froid et la neige épaisse, de Saint-Dié à Belfort, puis va cantonner à Fesches-le-Châtel, à l'ouest de Sochaux, occupé à des travaux de bûcheronnage, avant d'être envoyé en Haute-Alsace, vers Seppois-le-Haut, à la frontière suisse, pour y renforcer les défenses par des tranchées nouvelles et des réseaux de barbelés. Il revient ensuite à pied en Haute-Saône jusqu'à Montjustin, à 20 km à l'est de Vesoul, où il cantonne. Puis la grande offensive allemande de mars 1918 s'étant déclenchée, le régiment est transporté en train dans la Somme, vers Montdidier où il ne peut pas débarquer, la ville étant déjà prise ; il combat farouchement et victorieusement à Grivesnes, à 10 km au nord de Montdidier, jusqu'au 4 avril, puis est transféré en train en Lorraine, vers Lunéville, et monte en ligne le 22 avril à Herbéviller, puis à Reillon (20 km à l'est de Lunéville) avec des périodes de repos à Bénaménil. En juillet 1917, après 20 jours de permission agricole chez lui, Julien retrouve son régiment dans l'Aisne, à Villemontoire (10 km au sud de Soissons), en piètre état car il vient de livrer bataille la veille. Jean, comme mitrailleur, livre ensuite avec le 67e R.I. de durs combats de part et d'autre de l'Aisne (à Serches, Ciry-Salsogne, Chivres, Celles, Vailly, Ostel) en août et septembre, progressant d'une quarantaine de kilomètres. S'ensuit une période de repos, puis le régiment est transféré en Belgique où il parvient le 10 octobre, et il progresse vers Courtrai à partir de Nieuport (Nieuwpoort), par Houthulst et Roulers (Roeselare) sous les bombardements ennemis. Le 30 octobre, Jean prend part à un coup de main meurtrier pour s'emparer d'une meule de paille servant de promontoire à un nid de mitrailleuses. Le 9 novembre le régiment franchit l'Escaut sur des radeaux du Génie à Woordebeke (?) et s'apprête à attaquer de nouveau lorsque survient l'armistice. Le 12, les troupes alliées du secteur sont passées en revue par les souverains belges. Le 24 décembre, Jean, mal remis d'une congestion, est hospitalisé à Rosendaël, à proximité de Dunkerque, alors que son régiment part en Occupation en Allemagne. Ses souvenirs s'arrêtant sur cet épisode, son itinéraire jusqu'à la démobilisation reste inconnu…

Deux carnets écrits sans doute en 1919 d'après des carnets et journaux de route antérieurs, ont été soigneusement dactylographiés (**53 pages de texte très dense)** par son petit-fils Jean-Paul Moncoudiol, professeur, habitant Sathonay-Camp (Rhône), qui m'a remis ce texte en novembre 1998. Souvenirs extrêmement précis et racontés de manière très vivante, très visuelle.

FAVIER Pierre : né le 7 décembre 1891 à Bordeaux. Père cordonnier. Fait son apprentissage d'ajusteur et devient ajusteur aux Chantiers Navals de la Gironde jusqu'à son départ au service militaire en octobre 1912. Après deux ans de guerre, est mobilisé en août 1916 comme ajusteur aux Aciéries de la Marine à Saint-Chamond. Y fera toute sa carrière jusqu'à sa retraite en 1960, d'abord comme ajusteur, puis comme contrôleur, et enfin comme chef d'équipe. Resté à Saint-Chamond pour sa retraite. A atteint au moins l'âge de 108 ans (article de « *La Tribune-Le Progrès* » du 11 novembre 1999)

Effectue son service militaire à partir d'octobre 1912, d'abord au 24e R.A.L. de Tarbes, puis, en 1914, au 58e R.A. de Campagne de Bordeaux. Y demeure à la mobilisation, mais part au front en Champagne, au début de 1915, en renfort du 10e R.A. de Vannes, avec l'emploi de téléphoniste. Passe la majeure partie de l'année 1915 en Champagne à installer et réparer des lignes téléphoniques entre les divers postes de commandement de l'artillerie, et entre les positions des batteries du 10e R.A. et les lignes correspondantes d'infanterie. Est en nouveau en Champagne, vers Mourmelon, en février 1916 lorsque commence la bataille de Verdun . Le régiment y est transféré au printemps 1916, vers Fleury-devant-Douaumont, et prend part à la bataille de Verdun. Il s'y trouve encore en août quand Pierre est retiré du front, mobilisé comme ajusteur ; rejoint à Paris le dépôt des ouvriers métallurgistes et est affecté aux Aciéries de la Marine de Saint-Chamond. S'y marie en 1917. Ne repart pas au front avec la « relève des métallurgistes » décrétée en 1917 (lois Dalbiez et Moureau) car il remplit la condition pour rester en usine : avoir fait deux ans de guerre. Démobilisé en 1919.

Entretien réalisé le 24 février 1988 à Saint-Chamond, au domicile du témoin, âgé de 96 ans.

FERREOL Claudius : né le 23 juillet 1892 à Bouthéon (La Mure). Parents agriculteurs. A la sortie de l'école, s'embauche dans une fabrique de lacets à Andrézieux ; y reste deux ans, puis travaille à l'entretien de la voie de chemin de fer. Après la guerre, travaille comme ouvrier maçon tout en aidant ses parents à la ferme ; après son mariage, reprend la ferme familiale de Bouthéon, activité exercée jusqu'à sa retraite.

Incorporé en 1913 au 17e R.I de Lyon. S'y trouve lorsque la guerre éclate. Le régiment est dirigé sur l'Alsace, combat, puis bat en retraite en direction de Paris. Claudius participe à la bataille de la Marne ; est rendu partiellement sourd par l'explosion d'un obus. Est blessé le 4 octobre 1914 dans le Pas-de-Calais, entre Bully-les-Mines et Grenay (à 15 km au nord d'Arras) : double fracture à une jambe causée par deux balles ; reste deux jours et deux nuits sur le champ de bataille, puis finit par être repéré et transporté dans un poste de secours, puis à l'hôpital de Bully où il échappe de justesse à l'amputation ; est évacué sur Paris où il est hospitalisé trois mois, puis à Beaumont-sur-Oise (à 30 km au nord de Paris) où il est soigné quatre mois. Rentre ensuite à Lyon où se trouve le nouveau dépôt du 17e R.I.. Après un conseil de réforme en 1915, est affecté au service auxiliaire : mobilisé dans des usines d'armement, d'abord à Lyon, puis à Saint-Etienne, et

enfin à Argenteuil, à proximité de Paris, dans l'usine « Alsace-Lorraine ». S'y trouve au moment de l'armistice. Démobilisé en 1919.

Entretien réalisé le 2 novembre 1987 à Bouthéon, dans la ferme du témoin, âgé de 95 ans.

FERRET Francis : né le 8 novembre 1896 à Coise (Rhône). Parents agriculteurs, avec une famille de six enfants ; mais le père décède à 36 ans en 1902, et son épouse, tout en conservant un petit élevage de brebis, devient servante chez le comte Guillet, résidant à la belle saison au château de Châtelus (Loire). Francis, après sa scolarité primaire, se loue comme valet de ferme à Châtelus et à Coise, jusqu'à son départ à la guerre. Après la guerre, se marie et devient agriculteur à Saint-Christo-en-Jarez jusqu'à sa retraite. Y passe aussi sa retraite.

Incorporé le 10 avril 1915 au 55e R.I. de Pont-Saint-Esprit. Monte le 5 décembre 1915 en zone des armées à Pagny-la-Blanche-Côte (Meuse) au 9e Bataillon d'instruction pour divers travaux de deuxième ligne. Monte en renfort au 170e R.I. d'Epinal le 26 septembre 1916 ; reste en première ligne à Pont-à-Mousson jusqu'en janvier 1917 ; est blessé par un éclat d'arbre déchiqueté par un obus alors qu'il garde une ferme. Le régiment est ensuite transporté dans l'Aisne, vers Château-Thierry, le 16 avril 1917, puis vers Fismes ; au cours d'une attaque, a le bras transpercé par une balle le 4 mai 17 : évacué, et hospitalisé à Angers puis à Cholet. Après sa convalescence, bénéficie de deux permissions agricoles en Côte d'Or, puis dans les Vosges. De retour au front, participe aux combats du printemps 1918. Blessé à nouveau au bras, le 19 juillet 1918, par un éclat d'obus entre Courchamps et Licy-Clignon (Aisne) lors de la grande offensive allemande de juillet ; hospitalisé à Poitiers, puis à Bazas (Gironde) jusqu'en octobre 1918 Après sa convalescence, remonte au front dans les Ardennes, où il parvient la veille de l'armistice. Après une période de repos dans les Vosges et en Alsace, participe à l'Occupation à Mayence puis Darmstadt, jusqu'en juillet 1919. Démobilisé le 21 août 1919. A eu son frère aîné Jean-Baptiste tué en octobre 1915 en Champagne.

Très long entretien (plus de 3 heures) réalisé le 23 janvier 1984 à Saint-Christo-en-Jarez, au domicile du témoin, (âgé de 89 ans). Cet entretien a pu aussi s'appuyer sur un texte de 8 pages, rédigé par M. Ferret peu de temps après la démobilisation, et résumant sa guerre.

FIASSON Jacques, dit **Jean :** né le 28 décembre 1894 à Saint-Priest-en-Jarez. Père marchand de vins en gros. Apprentissage de l'ajustage et de la mécanique à l'Ecole Professionnelle (futur lycée E. Mimard) dont il sort 1er sur 125 au classement final. Avant et immédiatement après la guerre, est mécanicien ajusteur dans plusieurs usines stéphanoises, dont Leflève à La Chaléassière, Murat à La Terrasse et Marcoux à La Doua. Après son mariage, reprend le négoce familial et devient marchand de vins en gros à Saint-Priest-en-Jarez, où il prend sa retraite vers 1960. A un âge avancé, s'est retiré à la maison de retraite de Saint-Galmier.

Itinéraire de guerre très imprécis et lacunaire à cause de la mémoire très défaillante du témoin, pourtant aidé par son camarade d'école et ami, marin en 1914-18 comme lui : Louis Soulier. Incorporé en septembre 1914 dans l'infanterie de marine, après la réussite du test de mécanicien à Lorient. Embarque à Toulon pour l'Orient à l'automne 1914. A dû participer à la bataille des Dardanelles en février 1915, mais n'en a aucun souvenir. Est d'abord mécanicien sur une canonnière anglaise « *L'Aldébaran* », puis sur un torpilleur français. Navigue aussi sur deux des principaux cuirassés français, « *Le Provence* », navire amiral, et « *Le Bretagne* », et prend part aux opérations de patrouille maritime dans la Mer Egée et plus largement la Méditerranée. Est resté en Orient jusqu'à la fin de la guerre. Démobilisé en 1919.

Bref entretien – en raison de la mémoire défaillante – réalisé le 28 décembre 1987 (témoin âgé de 93 ans) à la maison de retraite de Saint-Galmier, en présence de Louis Soulier, intervenant fréquemment dans la discussion.

FONTANEY Jean : né à Montrond-les-Bains (Meylieu) le 25 août 1892 dans une famille d'agriculteurs de sept enfants. Etudes primaires supérieures à Montbrison et entrée à l'Ecole Normale d'Instituteurs de Montbrison en 1908 (promotion 1908 – 1911). Instituteur à Montbrison de 1911 à 1914, jusqu'à son départ à la guerre comme engagé volontaire. Au retour de sa captivité en France en 1918, sera affecté comme instituteur–conseiller pédagogique en Lorraine, à Roppeviller (canton de Bitche, en Moselle), commune frontalière avec l'Allemagne. Revient à Montbrison en septembre 1919 comme instituteur, puis devient professeur : enseigne à l'Ecole Normale de Montbrison. Nommé inspecteur primaire, sera directeur des Ecoles Normales de Parthenay, puis de Poitiers, avant de prendre sa retraite vers 1955. S'installe à Montrond-les-Bains pour sa retraite.

Ajourné en 1913 au conseil de révision de la classe 12, puis exempté définitivement en 1914 pour faiblesse de constitution et troubles cardiaques, s'engage néanmoins le 20 septembre 1914 pour la durée de la guerre, par devoir familial (ses deux frères aînés étaient déjà à la guerre) et patriotique. Incorporé au 65e R.I. de Nantes ; après deux mois d'instruction, monte au front dans la Somme, vers Albert, en novembre 1914. Participe à son premier combat à La Boisselle (à 4 km au nord d'Albert) fin décembre 1914. Devenu agent de liaison entre le commandant et sa compagnie, passe dans le même secteur de la Somme tout de

début de l'année 1915 jusqu'au 9 juin où, au cours d'une attaque, il est grièvement blessé au bras par un éclat d'obus et fait prisonnier. Emmené à Péronne, puis à l'hôpital de Bapaume, près de Saint-Quentin, il est convenablement soigné par les médecins et infirmiers allemands ; est transféré en Allemagne et opéré à Aix-la-Chapelle ; y demeure hospitalisé deux mois, puis est transféré à Cologne dans un hôpital pour prisonniers où se trouvent surtout des Russes. Envoyé au camp de Stendal (à 90 km à l'ouest de Berlin), il est ensuite affecté à une équipe de creusement de canaux d'irrigation en Poméranie, puis, à cause de sa blessure mal guérie, renvoyé au camp de Wittenberge, dans le Brandebourg (à 50 km au nord de Stendal). A la chance d'être sélectionné en décembre 1916 par une commission suisse inspectant les camps de prisonniers. Est ramené à Constance, puis à Berne, où il est réopéré du bras. Passe une bonne année à Neufchâtel où il peut même suivre des cours à l'université. Est rapatrié en France en septembre 1918 pour faire place à d'autres prisonniers hébergés par la Suisse. Est hébergé dans un camp de transit à Moulins, puis affecté à la garde de prisonniers allemands au camp de Saint-Rambert-sur-Loire. Contracte la grippe espagnole en octobre 1918. Est affecté ensuite à un emploi administratif de répartition de prisonniers, puis nommé instituteur à Roppeviller, en Lorraine, jusqu'à sa démobilisation en août 1919.

Long entretien réalisé à Montrond-les-Bains le 21 septembre 1987, au domicile du témoin, âgé de 95 ans.

FRATY Charles : né le 27 juin 1898 à Roanne. Père horloger. Reprend le métier paternel : apprenti, puis compagnon ouvrier à Lyon à partir de 1912 jusqu'en 1915 ; revient ensuite à Roanne. Après la guerre, est horloger à Roanne, rue Mulsant, jusqu'à sa retraite.

Incorporé au printemps 1917 au 22e Bataillon de Chasseurs Alpins. Arrive au front au début de 1917, et occupe l'emploi d'agent de liaison. Ne précise pas quel est son itinéraire. Est enterré vivant à la Montagne de Reims à la fin de 1917, et gazé en 1918. Sera ensuite mécanicien dans l'aviation. Doit être démobilisé en automne 1919.

Entretien inachevé, interrompu, réalisé le 25 juin 1987 (témoin âgé de 89 ans) au magasin de son fils, horloger rue Mulsant, à Roanne.

FRENEAT Antoine : né le 28 janvier 1895 à Sainte-Colombe-sur-Gand, dans une famille de neuf enfants. Parents agriculteurs. Loué à 12 ans comme berger, puis à 14 comme valet dans des fermes avoisinantes, jusqu'à son départ à la guerre en décembre 1914. Après la guerre, entre au chemin de fer, comme employé au service d'exploitation des lignes. Jusqu'en 1924, travaille à Balbigny, puis à Saint-Etienne, puis à Saint-Just-sur-Loire, et enfin à Paris où il effectue la surveillance des trains des grandes lignes. En 1940, en raison de l'Occupation allemande, une retraite anticipée ayant été proposée aux cheminots les plus âgés, Antoine la prend et s'établit définitivement à Montrond-les-Bains.

Incorporé en décembre 1914 au 22e R.I. de Bourgoin. Après la période d'instruction, est affecté au renfort du 157e R.I. de Gap. Arrive au front le 15 avril 1915 en Lorraine à Flirey (22 km au nord de Toul) ; alterne pendant six mois entre Flirey (où il tient les lignes) et Royaumeix (où s'effectue le repos, à 10 km au sud), avant d'aller dans la Meuse où se passe l'hiver 1915 – 1916. Prend part au début de la bataille de Verdun : le régiment combat du 22 février à fin mars 1916 à la Cote 304, dans le secteur ouest de Verdun, et subit de lourdes pertes. Est transféré ensuite dans un secteur relativement calme des Vosges jusqu'à la fin de l'année 1916. Le 4e bataillon du 157e R.I. (auquel appartient Antoine) part pour l'Orient au début de janvier 1917, associé au 210e R.I., en embarquant à Marseille sur « *Le Midi* » et en débarquant à Salonique en Grèce. Alors que le 157e R.I. reste en Grèce, le 210e où Antoine a été versé remonte dans les Balkans, en Macédoine puis en Albanie pour lutter contre les agitateurs comitadjis dans une série d'escarmouches. Puis le régiment revient en Macédoine serbe, vers Monastir, et tient les tranchées de juillet 1917 à avril 1918, avec des incursions vers les lacs Presba et Ochrida. En août et septembre 1918, il prend part à l'offensive et à la victoire contre l'armée bulgare ; il entre en Bulgarie et séjourne à Roustchek (Roustchouk) sur le Danube, à 170 km au sud de Bucarest ; le 10 novembre, l'armée française pénètre en Roumanie en traversant le Danube. Peu de temps avant le rapatriement du régiment, Antoine est emprisonné quinze jours au fort de Constantza (port situé sur la mer Noire, à 200 km à l'est de Bucarest), avec un camarade, pour un « vol » de biscuits tombés d'un camion, ce qui crée en lui un traumatisme considérable ; est rapatrié après ses camarades en passager semi-clandestin sur un bateau roumain en partance pour Marseille, et a la douleur de perdre son compagnon de captivité, passé par dessus bord pendant une tempête ; arrive à Marseille au début de janvier 1919. Démobilisé en août 1919.

Très long entretien réalisé le 29 décembre 1987 à Montrond-les-Bains, au domicile du témoin, âgé de près de 93 ans.

FRERY Victor : né le 9 mars 1898 à Saint-Jean Soleymieux (le Lac). Père cantonnier. Lui-même cantonnier à Margerie-Chantagret à partir de 1923, puis chef cantonnier : de 1930 à 1932 à La Pacaudière, puis de 1932 à 1958, année de sa retraite, à Boën-sur-Lignon. A pris sa retraite à Boën.

Incorporé le 2 mai 1917 au 98e R.I. de Roanne, puis, après sa période d'instruction, versé au 16e R.I. de Montbrison. Monte en zone des armées en Seine-et-Marne dans l'été 1917, puis en zone de combats à l'automne 1917 dans la région de Reims. Passe l'hiver 1917-1918 à confectionner des réseaux de barbelés ; versé en renfort du 147e R.I. de Sedan en juin 1918. Participe comme pourvoyeur de fusil-mitrailleur à la contre-offensive française de l'été 1918 ; gazé à Tahure (Marne) le 25 septembre 1918 avec toute sa section ; évacué et hospitalisé à Bergerac. Se trouve en permission de convalescence à Saint-Jean-Soleymieux lorsque survient l'armistice. Démobilisé en 1920.

Long entretien réalisé le 28 avril 1987 (témoin âgé de 89 ans) à la maison de retraite « L'Astrée » à Boën-sur-Lignon.

FRIDIERE Joseph : né le 12 mai 1898 à La Chaulme (Puy-de-Dôme) au hameau de Ferréol, dans une famille de 4 enfants vivants. Père maçon et sabotier en hiver. Fait son apprentissage de maçon avec son père et exerce cette activité à La Chaulme jusqu'à l'âge de 16 ans, en 1914. La guerre ayant entraîné une pénurie de travail pour la maçonnerie, Joseph se reconvertit dans la boulangerie à Saint-Etienne. Au retour de la guerre, s'embauche comme ouvrier boulanger à Saint-Etienne, puis achète un fonds de boulangerie-pâtisserie vers la place Saint-Roch à Saint-Etienne (63, rue Antoine Durafour), et exerce cette activité pendant 36 ans, jusqu'à sa retraite. S'est retiré à Saint-Etienne, puis, l'âge avançant à la maison de retraite « Le Foyer des Roses » de La Tour-en-Jarez.

Incorporé à sa demande dans la marine le 17 avril 1917. Reçoit une instruction de deux mois à Rochefort, puis à Brest, et embarque comme boulanger-coq (cuisinier) sur le « *Consul Horn* » (bateau allemand récupéré dont le nom n'avait pas été changé), navire de commerce de 60 m armé de deux canons, avec un équipage d'une quarantaine de marins et fusiliers-marins. Embarque à Bordeaux à l'été 1917 avec un chargement de poteaux de pins des Landes destiné aux mines du Pays de Galles, à destination de Cardiff, où s'effectue le chargement de charbon destiné aux navires français de la flotte d'Orient ; le voyage vers Salonique, en Grèce, s'effectue en un convoi d'une trentaine de bateaux escortés par des navires de guerre. Aurait effectué une dizaine de fois jusqu'à l'armistice cette navigation entre Cardiff et Salonique, avec parfois des arrêts à Bizerte pour charger des vaches destinées à l'approvisionnement en viande de l'armée d'Orient, et des escales fréquentes à Corfou et à Milo. Se trouve à Bizerte lorsque survient l'armistice. Après la guerre, jusqu'à sa démobilisation en 1920, sert comme maître-coq (chef cuisinier) sur « *L'Hippopotamus* », un remorqueur de haute mer ; effectue notamment un séjour de plus de six mois aux Canaries où les marins français procèdent au nettoyage des coques (en les débarrassant des coquillages) et à la remise en état des navires allemands récupérés par la France comme prises de guerre ; participe aussi au sauvetage des équipages de deux navires en perdition, dont le paquebot « *Afrique* ». Démobilisé le 18 avril 1920.

Entretien réalisé le 12 février 1988 (témoin âgé de 90 ans) au Foyer des Roses à La Tour-en-Jarez, en présence de sa fille.

GACON Antoine : né le 2 septembre 1897 à Lenax (Allier). Parents agriculteurs, métayers dans un vaste domaine à Lenax, puis à La Pacaudière, dans la Loire. Antoine est loué de douze à quatorze ans comme petit valet à Urbize, puis revient dans le domaine qu'exploitent ses parents à La Pacaudière, jusqu'à son départ à la guerre. Au retour de guerre, devient gérant de la coopérative « La Solidarité » à La Pacaudière, puis s'établit épicier à son compte à la fin des années 20, avec sa première épouse ; devient ensuite charpentier de 1930 à 1940, l'épicerie étant tenue par sa première épouse jusqu'en 1931, puis après le décès de celle-ci, et le remariage d'Antoine en 1932, par sa seconde épouse. En 1940, une chute d'un toit le fait renoncer à la charpente et travailler dans la maçonnerie, tout en aidant à l'épicerie jusqu'au début des années 50. A pris sa retraite à La Pacaudière.

Incorporé le 3 janvier 1916 au 61e R.I. de Privas. Après deux mois de classes, est versé au 55e R.I. de Pont-Saint-Esprit où il reçoit un complément d'instruction. Se rapproche ensuite du front à la fin de 1916 en montant vers Toul (où les jeunes recrues sont entraînées dans les forêts avoisinantes) vers Laneuveville et Trondes, avant d'être envoyé au front en renfort du 119e R.I. de Courbevoie, décimé par les derniers combats de la bataille de Verdun. Subit en tranchées les rigueurs de l'hiver 1917. Participe dès le premier jour (16 avril 1917), comme pourvoyeur de fusil-mitrailleur, à l'offensive du Chemin des Dames, au ravin de Paissy (à 5 km à l'ouest de Craonne, non loin de la Caverne du Dragon), où son bataillon subit d'énormes pertes. Le régiment aurait été engagé à la place du 24e R.I. refusant de monter à l'attaque. Il est ensuite envoyé au grand repos d'un mois dans les Vosges, à Remiremont, pendant l'été 1917, avant de revenir dans l'Aisne, devant Saint-Quentin, où Antoine est gazé, et hospitalisé quelque temps dans un hôpital provisoire du front. Au retour, se retrouve dans l'Aisne, à Cerny près de Laon (soit Cerny-lès-Bucy, soit Cerny-en-Laonnois) où le régiment reprend la gare aux Allemands, ainsi que des lignes de tranchées., avant d'être envoyé, à la fin de l'hiver 1918, au grand repos au camp de Mourmelon, dans la Marne. Ne se souvient pas des secteurs occupés en 1918. Pendant l'été sans doute, est le héros involontaire d'un épisode comique finissant tragiquement : en

allant « poser culotte », il tombe sur un nid de sept mitrailleurs qui se rendent spontanément (ce qui lui vaut une citation) mais qui auraient été abattus ensuite. Se trouve à la poursuite de l'armée allemande à 20-25 km à l'est de Sissonne, sans doute vers Rozoy (Aisne) ou Chaumont-Porcien (Ardennes), lorsque survient l'armistice. Participe à l'Occupation en Allemagne, en bordure de Sarre, à Zweibrücken, en gardant des prisonniers allemands, puis devient infirmier à l'hôpital Saint-Maurice à Paris jusqu'à sa démobilisation en septembre 1919. A beaucoup souffert de troubles pulmonaires consécutifs à son atteinte par les gaz.

Très long entretien réalisé le 22 décembre 1988 (témoin âgé de 91 ans) à son domicile de La Pacaudière, en présence de son fils intervenant parfois dans la discussion.

GAGNAIRE Marius : né le 18 juin 1895 à Merle (L'Ebisaille), dans une famille nombreuse. Père agriculteur et serrurier à Merle (Cubelle). Marius est lui-même agriculteur et serrurier au hameau de Cubelle, à Merle-Leignecq toute sa vie ; célibataire. A un âge avancé, s'est retiré à la maison de retraite d'Usson-en-Forez, atteint de la maladie d'Alzheimer, ce qui explique l'état extrêmement fragmentaire des souvenirs.

A été incorporé successivement dans deux régiments : le 121e R.I. de Montluçon et le 36e R.A.C de Moulins à des dates indéterminées. Ignorance totale de son itinéraire de guerre : aurait été, entre autres, dans l'Aisne et à Verdun. Au 36e R.A.C., a servi comme chargeur du canon de 75, ce qui explique une surdité précoce. A été gazé, mais n'a pas été évacué ; vers Compiègne, a été blessé superficiellement, à la poitrine, par un éclat d'obus. A dû être démobilisé en septembre 1919. Aucun de ses trois frères mobilisés – Joannès, André, Henri – n'a été tué à la guerre.

Bref entretien réalisé le 19 février 1988 (témoin âgé de 93 ans) à la maison de retraite d'Usson-en-Forez.

GAILLARD Abel : né le 24 avril 1880 à Sainte-Blandine (Deux-Sèvres). Venu dans la Loire à une date indéterminée. Au moment de la mobilisation générale d'août 1914, est sous-directeur de la succursale G. Thierry à Saint-Etienne. Après la guerre, conserve cette activité puis crée son propre magasin à Saint-Chamond (place Germain Morel). Devenu veuf, avec deux enfants, se remarie en 1939 et a quatre autres enfants. Décédé à Saint-Etienne le 8 décembre 1968.

Mobilisé le 20 août 1914 au 275e R.I. de Romans. Proposé pour le conseil de réforme le 29 août, mais considéré comme incorporable. Arrive dans les Vosges, vers Saint-Dié, le 6 septembre ; versé le 9 septembre en renfort du régiment d'active, le 75e R.I. de Romans, qui est expédié par train dans l'Oise, vers Saint-Just-en-Chaussée, où il arrive le 21 septembre, puis progresse par marches jusqu'à Rosières-en-Santerre. Attaque le 24 septembre vers Lihons (à 15 km au nord de Roye). Blessé gravement par balle à une jambe le 27 septembre au cours d'une autre attaque. Au terme d'une très longue hospitalisation, est réformé à titre définitif. Conservera toute sa vie une claudication.

Deux carnets : le premier allant du 20 août 1914 au 18 septembre, le second relatant les combats du 21 au 27 septembre dans la Somme jusqu'à sa blessure. Carnets dactylographiés avec soin par son petit-fils Patrice Gaillard, de Marseille (479, rue Paradis) dont un exemplaire m'a été envoyé par la propre fille d'Abel, Gisèle Gaillard, résidant à Feurs (9, boulevard Clemenceau) le 17 octobre 2006.

GAMET Joannès : né le 7 mai 1891 à Lorette. Parents bouchers. Succède à 14 ans à son père, décédé en 1905, jusqu'à son départ au régiment en octobre 1912. Après la guerre, reprend son activité de boucher à Lorette jusqu'en 1924, puis devient salaisonnier, et enfin marchand de bestiaux, toujours à Lorette, jusqu'à sa retraite. Retiré chez ses enfants qui ont repris la boucherie.

Incorporé en octobre 1912 au 11e Régiment de Chasseurs à cheval de Vesoul. S'y trouve lorsque la guerre éclate. Participe aux premiers combats au col du Bonhomme en août 1914, dans les Vosges. Ne parvient pas à reconstituer son itinéraire pendant la période de guerre. N'a pas été blessé. Se trouve à Pélussin le jour de l'armistice. Démobilisé le 15 août 1919.

Bref entretien réalisé au domicile de ses enfants, à Lorette, le 5 décembre 1987 (témoin âgé de plus de 96 ans).

GAYET Antoine : né le 11 octobre 1896 à Mionnay (Ain). Père agriculteur à Mionnay, puis ouvrier à Neuville-sur-Saône (Rhône). Antoine est loué comme berger dès l'âge de 9 ans, de mars à novembre, puis, dès l'âge de 12 ans, loué à plein temps comme valet dans les fermes des environs de Mionnay et de Trévoux, puis, en 1913 chez un coquetier de Parcieux jusqu'à son départ à la guerre en avril 1915. Après la guerre, abandonne l'agriculture en raison de sa blessure à la cuisse, et travaille successivement comme fraiseur-tourneur à l'usine automobile Berliet de Vénissieux (Rhône), puis comme ajusteur-raboteur à Oullins aux ateliers de matériel ferroviaire du P.L.M., intégrés dans la S.N.C.F.. A pris en 1951 sa retraite à Feurs, d'où son épouse était originaire.

Incorporé le 9 avril 1915 au 62e R.I. de Belfort ; monte au front le 20 octobre 1915 en renfort du 171e R.I. dans l'Aisne, aux environs de Château-Thierry ; reste dans l'Aisne jusqu'en 1916 où sa compagnie va rejoindre le reste du régiment décimé à Verdun. Antoine change alors de régiment, pour une raison non indiquée, et est versé au 172e R.I. de Belfort qui, dans l'été 1916, vers Bouchavesnes (6 km au nord de Péronne, participe à la bataille de la Somme ; comme fusil mitrailleur, Antoine prend part à plusieurs attaques aboutissant à la capture de plus de 6000 prisonniers par la division. Reste devant Saint-Quentin jusqu'au printemps 1917 ; est ensuite engagé dans l'offensive du Chemin des Dames en avril 1917 qui fait de lourdes pertes dans le régiment ; est grièvement blessé à la cuisse par un éclat d'obus, le 5 mai 1917, éclat reçu au cours du bombardement qui incendie le moulin de Braine et provoque 90 morts ; après son opération dans une baraque Adrian, est évacué et hospitalisé à Alençon, puis à Saint-Jean-de-Luz où il est soigné jusqu'au 20 octobre 1917. Après un conseil de réforme, est affecté au 64e R.A. contre avions, en principe pour occuper un poste assis de mitrailleur en D.C.A. ; en fait est nommé infirmier à proximité du camp de Mailly, dans la Marne, où il reste toute l'année 1918. Libéré de manière anticipée en septembre 1919, mais démobilisé officiellement au 5e R.A. de campagne de Besançon en octobre 1919.

Très long entretien réalisé le 5 août 1987 à Feurs, au domicile du témoin, âgé de 91 ans.

GENESTIER Jean : né le 16 septembre 1892 à Saint-Anthème (Puy-de-Dôme). Parents agriculteurs au hameau de Seignibrard, à Saint-Anthème ; père décédé prématurément.. Exerce la profession de « journalier » (ouvrier agricole) au moment où est établi son livret militaire. Tué le 7 janvier 1916 en Alsace, dans les combats de l'Hartmannwillerkopf.

A dû effectuer son service militaire à partir d'octobre 1913 au 12e Bataillon de Chasseurs Alpins d'Embrun. S'y trouve au moment de la mobilisation ; part en direction de l'Alsace le 4 août 1914. Y est encore au printemps 1915, ayant livré *« des combats terribles »* ; fin mars 1915, son bataillon est *« complètement anéanti »* par des attaques successives et doit être reformé ; des cinq auvergnats (dont lui) présents dans l'escouade dont il est le caporal, trois sont morts et un est blessé. Se trouve à Soultzeren, sur les pentes alsaciennes des Vosges, en descendant du col de la Schlucht, non loin de Munster, à la mi-avril 1915. Les combats s'y poursuivent en mai et juin ; est blessé vers la mi-juin, évacué par train sanitaire et hospitalisé à Bourg d'Oisans, en Isère. Guéri fin juillet, après une permission de convalescence chez lui, il rejoint son bataillon en août en Alsace, puis le suit dans les Vosges en automne. Promu sergent, de retour en Alsace, il est tué le 7 janvier 1916 pendant une attaque sur les hauteurs du Vieil Armand (Hartmanwillerkopf), et est enterré au cimetière voisin de Moosch, sur les pentes du Ballon de Guebwiller.

Correspondance très incomplète comportant **8 lettres et 18 cartes postales** échelonnées entre le 9 août 1914 et le 5 janvier 1916, adressées à sa mère et à sa sœur à Saint-Anthème. Correspondance confiée, ainsi que quelques autres documents, en novembre 1999 par son petit-neveu Gérard Chantegret, ingénieur résidant à Saint-Just-Saint-Rambert, natif de Saint-Anthème, dont le fils Franck a été mon élève au lycée François Mauriac-Forez d'Andrézieux., et dont le père, Arthur, a été un de mes témoins dans une enquête du C.N.R.S. Rhône-Alpes sur la vitalité des patois. Bien que très incomplète, cette correspondance est intéressante par la manière très réaliste dont les combats sont évoqués par ce chasseur alpin resté ardent patriote jusqu'à son dernier jour.

GILFAUD Joseph : né le 29 novembre 1892 à Ambierle. Père vigneron-distillateur mort en 1894. Après son certificat d'études, Joseph travaille comme berger, puis comme vigneron à Ambierle, puis comme jardinier à Lyon dans un pensionnat, de 1911 à 1913, jusqu'à son départ au régiment en octobre 1913. Après sa démobilisation en juin 1919, s'installe à Ambierle ; gagne sa vie en cultivant un grand jardin et sa vigne et en se louant comme ouvrier agricole jusqu'en 1924. Devient alors épicier, jusqu'en 1958, année de sa retraite, en étant gérant de la succursale du Casino, à Ambierle, tout en continuant la culture de la vigne et du jardin. Retraité à Ambierle, l'âge avançant, s'est retiré à la maison de retraite annexée à l'hôpital de Bonvers, à Mably.

Incorporé en octobre 1913 au 170e R.I. d'Epinal. Se trouve à la frontière le jour de la déclaration de guerre. Le 15 août 1914, le régiment est à Schirmeck, au pied du Donon, et pénètre en Alsace, mais doit battre en retraite précipitamment dans les jours qui suivent. Le 24 août, Joseph est blessé dans les Vosges, à Raon-l'Etape (à 12 km au nord de Saint-Dié) : il a les deux mains traversées et la poitrine entaillée par la même balle tirée de côté ; capturé et soigné par les Allemands pendant huit jours à Raon-l'Etape, est évacué d'urgence devant l'imminence de la reprise de la bourgade par l'armée française ; est transféré en train en Bavière. Est d'abord enfermé dans le camp de Grafenwöhr, à 50 km au nord-est de Nuremberg, où il demeure jusqu'à l'été 1915, en souffrant de la faim. Puis il travaille pendant une bonne année dans une carrière de granit du même secteur, en logeant avec six autres prisonniers dans une baraque surveillée par une sentinelle. Ramené au camp pour quelque temps, il est ensuite transféré, vers la fin de 1916, beaucoup plus au sud, affecté au travail d'une scierie proche de Reichertshofen (à 10 km au sud d'Ingolstadt et 75 km environ au sud de Nuremberg). Y demeure jusqu'à l'armistice malgré une tentative d'évasion faite au cours

de l'été 1918, vite avortée et restée sans représailles. Rapatrié en train, parvient chez lui à la fin de décembre 1918. Après les deux mois de permission octroyés aux prisonniers, est incorporé au 98e R.I. de Roanne et part en Occupation en Allemagne, vers Baden-Baden, de mars à juin 1919. Démobilisé en juin 1919.

Entretien réalisé à l'hôpital de Bonvers à Mably, le 27 octobre 1988 (témoin âgé de 96 ans) en présence de sa fille.

GINET Claude-Marie : né le 29 mai 1898 à Saint-Nizier-sous-Charlieu. Parents vignerons. A la sortie de l'école primaire, travaille les vignes familiales, puis dans une tonnellerie de Pouilly-sous-Charlieu. Après la guerre, est employé comme ouvrier vigneron dans divers domaines de la région de Charlieu (notamment chez le colonel de la Fresnaye), puis s'occupe de sa propre exploitation viticole à Saint-Nizier-sous-Charlieu, jusqu'à sa retraite, prise aussi à Saint-Nizier.

Incorporé en mai 1917 au 36e R.A.de Campagne de Moulins. Après sa période d'instruction, est envoyé en équipe agricole dans l'Allier, à Gouise, pour faire les foins dans de vastes domaines avec des prisonniers polonais. Après avoir contracté les oreillons, d'où une hospitalisation d'un mois à Roanne (au lycée Jean Puy), est envoyé sur le front dans la Somme , vers Montdidier, où il tient les lignes. Puis est envoyé à Bordeaux pendant l'hiver 1917 – 1918 pour participer à la construction du camp de Saint-Médard-en-Jalles destiné à accueillir un contingent de cent mille Américains, camp de 48 km^2, construit par une dizaine de milliers de soldats, essentiellement des artilleurs des jeunes classes 17 et 18. Rentre de Bordeaux le 31 janvier 1918, et assiste à son retour à l'explosion de la poudrière de Moulins, le 2 février 1918. Monte au front en avril dans la Marne à Sézanne , avec le 14e R.A., puis participe dans l'Oise à la contre-offensive visant à endiguer la percée allemande entre Lassigny et Montdidier.. Fin juin 18, le régiment est envoyé au repos dans le secteur de Verdun ; il revient dans l'été dans l'Aisne et participe à la reprise de Laon. Il se trouve à Morienval, à l'ouest de Villers-Cotterêts lorsque survient l'armistice. Claude-Marie est ensuite affecté à la garde des archives de la 36e Division d'infanterie ; il se rend à Belfort où il contracte la grippe espagnole ; est hospitalisé un mois à Sierentz (Haut-Rhin) en janvier-février 1919. Est envoyé en Orient en juin 1919 ; travaille dans la menuiserie du régiment à Salonique, en Grèce. De retour en France le 29 mars 1920, est démobilisé le 29 mai 1920.

Entretien réalisé le 19 décembre 1987 à Saint-Nizier-sous-Charlieu au domicile du témoin (âgé de 89 ans), en compagnie d'un autre combattant de la première guerre, Léon Guichard (classe 15) résidant aussi à Saint-Nizier.

GIRARD Gaston : né en 1890 à Nevers, d'où il est parti à un an. A longtemps vécu à Cluny en Saône-et-Loire. A exercé plusieurs professions dans sa jeunesse : cordonnier, tonnelier, charron. Est devenu agriculteur-apiculteur à Sainte-Croix-en-Jarez à partir de 1917, en y achetant une ferme, après avoir rencontré à l'Hôtel-Dieu de Lyon, où il était hospitalisé, sa future épouse originaire de Firminy. Le couple passera ensuite sa vie dans cette ferme de Saint-Croix. Devenu âgé et veuf, Gaston s'est retiré à la maison de retraite des Charmilles à Grand-Croix.

A effectué son service militaire de novembre 1911 à novembre 1913 au 10e R.I. de Dijon. Y est incorporé à nouveau dès la mobilisation d'août 1914, chargé de l'embarquement des chevaux. Participe aux premiers combats d'août 1914 en Lorraine ; fin août, est criblé d'éclats d'obus dans les reins et les jambes à Vallois, à 15 km à l'est de Baccarat, en Meurthe-et-Moselle ; reste un jour et une nuit sur le champ de bataille ; est opéré à Lunéville, sans qu'une balle logée dans la colonne vertébrale puisse être retirée. Evacué par train sanitaire, est hospitalisé à Lyon, six mois à l'Hôtel-Dieu, puis près d'un an aux Chartreux, sans que la balle puisse être extraite, mais sans paralysie des jambes. Réformé à titre définitif en 1916. A conservé toute sa vie sa balle dans la colonne vertébrale…

Entretien assez court réalisé le 23 novembre 1987 (témoin âgé de 97 ans) à la maison de retraite des Charmilles de Grand-Croix.

GIRARD Léon : né le 14 décembre 1893 à Olloix (Puy-de-Dôme). Parents agriculteurs aisés. Après sa scolarité primaire, suit des cours de comptabilité à Paris, au Cours Pigier. Devient jusqu'à son départ au régiment, à la fin de 1913, comptable d'abord à Paris, puis chez lui, à Olloix, pour le compte de commerçants de Clermont-Ferrand. Après la guerre, reprend ses activités de comptable en Auvergne, puis à Paris où il se marie en 1924, jusqu'en 1939 ; en 1939, devient comptable à l'arsenal de Toulon, poste occupé jusqu'à sa retraite en 1959. Revient à Olloix pour passer sa retraite, puis, devenu âgé, se retire à la maison de retraite d'Andrézieux-Bouthéon, où travaillent sa fille, professeur au collège Jacques Prévert, et son gendre, M. Serciron, photographe.

Affecté à la fin de 1913 au 152e R.I. de Clermont-Ferrand ; y devient commis aux écritures. A la mobilisation, en raison de sa petite taille et de son poids très léger, est versé dans le service auxiliaire, toujours comme commis aux écritures au 152e R.I., chargé de noter les approvisionnements du régiment (en nourriture, en vêtements, en armement) les effectifs, les permissions, les états des pertes (en hommes, en

chevaux et en matériel). Change plusieurs fois de régiments : est au 152e R.I. jusqu'en février 1916, d'abord à Humes (Haute-Marne) jusqu'en octobre 1915, puis à Langres où il reste au-delà de février 1916 jusqu'en février 1917, comme secrétaire au bureau de la place de Langres, affecté successivement au 51e R.I. Territoriale, puis au 46e R.I. ; travaille ensuite vers Saint-Andilly (au sud de Langres) jusqu'en juillet 1917, puis à Connautre, dans la Marne jusqu'en septembre 1917, puis à Jessains (Aube) jusqu'en novembre 1917. Passe la dernière année de guerre, toujours comme secrétaire, à Brienne-le-Château, dans l'Aube, affecté au 139e R.I. Territoriale. Démobilisé en 1919.

Entretien réalisé le 2 janvier 1988 (témoin âgé de 94 ans) en présence de sa fille à la maison de retraite d'Andrézieux-Bouthéon.

GIRAUDON Jean : né le 16 décembre 1891 à Saint-Etienne. Père passementier. Après son certificat d'études, effectue deux ans à l'Ecole Professionnelle (le futur lycée Etienne Mimard), puis suit des cours du soir de dessin pour la mise en carte de la passementerie, activité qu'il exerce jusqu'à son départ au service militaire en octobre 1912. Après la guerre, sa vie professionnelle se partage en deux carrières ; une militaire de 1919 à 1928, qu'il termine comme adjudant-chef au 38e R.I. de Saint-Etienne (il devient lieutenant de réserve en 1935) et une dans les Postes de 1928 à 1952, de commis à inspecteur des P.T.T. à travers plusieurs postes : à Lyon, puis Chamonix, puis Saint-Etienne, puis Givors, et enfin Saint-Etienne jusqu'à sa retraite en 1952. S'est installé pour sa retraite à Bourg-Argental où réside sa fille.

Incorporé en octobre 1912 au 16e R.I. d'abord à Saint-Etienne (la caserne Rullière hébergeant alors un bataillon du 16e normalement à Montbrison) puis à Montferrand. S'y trouve, comme caporal mitrailleur, au moment de la mobilisation. Le régiment est envoyé en Lorraine et a son premier combat à Schneckenbusch (8 km au sud de Sarrebourg) en Moselle, le 20 août 14 ; y a une côte brisée par une balle ; est évacué et hospitalisé à Vichy. Promu sergent, est affecté ensuite à l'instruction de tirailleurs sénégalais à Marseille. Est de retour au front fin novembre 1914, comme sergent affecté à la compagnie de mitrailleuses, sous les ordres du lieutenant Marcel Déat, dans l'Aisne, au Bois des Loges, vers Canny-sur-Matz. L'année 1915 est passée dans la région de Roye en Picardie, puis de Montdidier au sud d'Amiens, avec des attaques meurtrières ; le régiment en part en février 1916 pour rejoindre Verdun ; arrive le 3 mars à la Cote 304, vers le Morthomme, où le régiment subit de lourdes pertes. Il est envoyé dans la Somme vers Saint-Quentin à l'été 1916, puis en novembre dans l'Aisne, vers Villers-Cotterets. Effectue un second séjour à Verdun en juillet 1917 ; Jean y reçoit un éclat d'obus sur l'arcade sourcilière ; est hospitalisé à Berk-Plage, puis revient pour participer aux combats d'Argonne en août-septembre 1917. Un troisième passage à Verdun (Bezonvaux – Vaux – Douaumont) a lieu pendant l'hiver 1917 – 1918. Au printemps 1918, le régiment est de retour dans l'Aisne pour s'opposer à l'offensive allemande ; prend part en août 1918 à la reprise de Grand-Rozoy (17 km au sud de Soissons) ; avec son agent de liaison, prend un nid de mitrailleuses et fait sept prisonniers. Après l'armistice, participe à l'Occupation en Allemagne, dans la région frontalière de Hesse, vers Mayence, notamment pour empêcher la contrebande de nourriture entre la France et l'Allemagne. S'engage dans l'armée à sa démobilisation en août 1919.

Très long entretien réalisé le 21 novembre 1987 à Bourg-Argental, au domicile du témoin, âgé de 96 ans.

GIRODET Jean : né le 29 août 1888 à Bourg-Argental, seul enfant vivant de la famille (deux sœurs plus âgées mortes du croup). Père ayant eu, après cinq ans de service militaire en Algérie, plusieurs activités ; : agriculteur, puis entrepreneur de charrois pour les matériaux requis pour la construction du chemin de fer reliant le Rhône à la Haute-Loire en passant par Bourg-Argental. Après sa scolarité primaire à Bourg, Jean effectue deux ans de cours supérieur à Vienne « *chez les Frères* ». A l'âge de 15 ans, fait un bref passage chez un huissier, puis entre comme employé à l'usine de tissage Gérosson de Bourg jusqu'à son départ à la guerre, et sans doute après sa réforme définitive de fin 1915. Après la guerre, monte à Bourg son propre atelier de tissage de soieries (une vingtaine d'employés) pour le compte d'un fabricant de Lyon, atelier se développant en usine et se diversifiant plus tard, avec l'adjonction de la teinture du tissu et de sa commercialisation ; l'affaire en expansion a été reprise par son fils vers 1950. Jean a été maire de Bourg-Argental de 1945 à 1952. Décédé à Bourg le 27 décembre 1992, à plus de 104 ans.

Effectue son service militaire en 1909 et 1910 au 22e R.I. de Bourgoin. A la déclaration de guerre, est mobilisé dans le même régiment qui débarque dans les Vosges, à Epinal, et livre son premier combat en Alsace le 18 août, à Willer (soit Willer, au sud-est d'Altkirch, soit plus probablement Willer-sur-Thur, à 3 km au nord de Thann, au sud du ballon de Guebwiller), combat se soldant par une défaite et une retraite précipitée. Comme ancien du régiment, Jean est nommé agent de liaison du commandant de compagnie. Le régiment est ensuite transporté fin août dans la Somme, à une vingtaine de kilomètres au sud de Péronne tenu par les Allemands ; le 25 septembre, dans ce secteur, le régiment attaque les ennemis déjà en tranchées et subit à nouveau de lourdes pertes. Dans ce même secteur encore, à Foucaucourt-en-Santerre (15 km au sud-ouest de Péronne), le 14 décembre 1914, Jean est grièvement blessé aux deux jambes par des éclats d'obus en conduisant un officier d'artillerie à un poste d'observation ; transporté en civière à roues, puis en

ambulance en compagnie d'un blessé allemand, il est opéré à Villers-Bretonneux (à 18 km à l'ouest de Foucaucourt), puis évacué en train vers l'intérieur jusqu'à Orléans, où il demeure hospitalisé jusqu'au début de l'été 1915. Rentré chez lui en convalescence, est réformé à titre définitif à la fin de 1915.

Entretien réalisé le 5 juillet 1988 (témoin âgé de 100 ans) à son domicile de Bourg-Argental, en présence de membres de sa famille.

GIROUD Pétrus : né le 15 janvier 1896 à Chambost-Longessaigne (Rhône). Parents fabricants de soieries. A la sortie de l'école primaire, travaille avec ses parents jusqu'à son départ à la guerre au printemps 1915. Au retour de la guerre, revient à Cottance où ses parents se sont établis tout en conservant leur activité de tissage à Chambost-Longessaigne. Après son mariage en mai 1920 avec une jeune fille de Rozier-en-Donzy, soeur d'un compagnon de captivité, Paul Coquard, il s'établit à Rozier en association avec son beau-frère : exploite avec lui une entreprise de tissage employant une soixantaine d'ouvriers, plus une entreprise de tissage personnelle à Cottance. En 1948, l'association étant défaite, ne conserve plus que l'entreprise de Cottance, comportant une trentaine de métiers, jusqu'à sa retraite, prise au début des années 60. Passe sa retraite à la fois à Nice et à Rozier-en-Donzy, chez son fils et sa belle-fille.

Ces renseignements ont été fournis par le fils et la belle-fille de Pétrus Giroud dont la mémoire était extrêmement défaillante au moment de l'entretien, ce qui rend très aléatoire (et lacunaire) l'établissement d'un itinéraire de guerre , même avec les précisions fournies par les maigres inscriptions du livret militaire.

Incorporé à partir du 9 avril 1915 au 55^{e} R.I. de Pont-Saint-Esprit, puis versé au 60^{e} R.I. de Besançon le 13 mars 1916. Fait prisonnier à Berméricourt dans la Marne (à 10 km au nord de Reims)le 16 avril 1917. Transféré en Allemagne et interné au camp de Darmstadt où la famine aurait fait périr 400 prisonniers. Rapatrié le 1er décembre 1918 et versé au 38^{e} R.I. de Saint-Etienne le 3 janvier 1919. Transféré au 36^{e} R. d'artillerie de Moulins le 11 février 1919 en vue de son affectation au P.L.M. autorisant une démobilisation anticipée.

Bref entretien réalisé le 20 mai 1988 (témoin âgé de 92 ans) à Rozier-en-Donzy, au domicile du fils et de la belle-fille du témoin.

GONDY Marius : né le 31 août 1891 à Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire). Père mineur et bourrelier à La Chapelle-sous-Dun, mort en 1907. De 12 à 18 ans, à part un bref intermède de trois mois à la mine après le décès de son père, Marius se loue comme domestique dans des fermes du sud de la Saône-et-Loire (à Iguerande, à La Clayette) puis dans le Cher. A 18 ans, devient valet de chambre dans le Cher, chez le comte du Manoir, puis à Paris, chez la baronne Seillière, jusqu'à son départ au régiment à 21 ans, le 9 octobre 1912. Après sa démobilisation en août 1919, retourne chez le baronne Seillière à Paris (21, rue de Constantine) pendant quelques années, puis devient serveur dans un restaurant tenu par son frère Claudius et sa belle-sœur dans le Quartier Latin à Paris, 56, rue Gay-Lussac. Après son mariage avec une jeune fille de Chassigny-sous-Dun, il achète en 1925 à Annecy (où habite un autre frère) un vieil hôtel, l'hôtel de l'Europe, qu'il gère jusqu'à la fin de 1934. En 1935, le couple revient au pays natal en achetant l'Hôtel de la Gare à Chauffailles (Saône-et-Loire) qu'il tient en le faisant prospérer jusqu'à la retraite en 1966, où l'affaire est cédée à son fils. A pris sa retraite à Chauffailles.

Effectue son service militaire à partir du 9 octobre 1912 au 10^{e} R.I. de Dijon. En juillet 1914, étant ordonnance d'un lieutenant promu capitaine et affecté au 80^{e} R.I. de Narbonne, suit le nouveau capitaine à Narbonne avec la promesse d'une libération anticipée de huit jours… S'y trouve à la déclaration de guerre. Le régiment est aussitôt envoyé en Lorraine, vers Lunéville, où il livre son premier combat, subissant de lourdes pertes ; il bat en retraite vers Nancy, puis, replié en train, participe début septembre 1914, avec la 8^{e} armée, à un épisode latéral de la bataille de la Marne, avec la capture de nombreux prisonniers. Le régiment est ensuite transféré en octobre en Belgique, vers Ypres, où Marius, avec beaucoup d'autres, contracte la fièvre typhoïde à cause de l'omniprésence d'eau croupie : est soigné à Dunkerque sur le navire « *Le Ceylan* » transformé en hôpital, puis à Rouen. Est de retour au dépôt du régiment, à Narbonne, au début de 1915, puis, en mai 1915, remonte au front en Champagne (Somme-Suippe, ferme de Beauséjour). Tient les tranchées tout l'été 1915, avec des coupures de deuxième ligne et de repos, et participe à la grande offensive de Champagne déclenchée le 25 septembre. Le 30 septembre, au cours d'une attaque, à la butte appelée la Main de Massiges, a la poitrine traversée par une balle ; reste deux jours non secouru sur le champ de bataille, puis est fait prisonnier par les Allemands et hospitalisé en secteur occupé, à Vouziers (Ardennes) puis à Sedan, où il est soigné trois semaines. Fin octobre 1915, est transféré en Allemagne, dans le nord de la Bavière, au camp d'Hammelburg (à 50 km au nord de Würtzburg). Au printemps 1916, est affecté comme ouvrier agricole dans une ferme des environs, tout en logeant en petit commando avec une douzaine de prisonniers français surveillés par une sentinelle ; puis, le fils de la ferme, blessé, étant rentré, est transféré dans une autre ferme bavaroise assez proche, importante, dont le propriétaire, sous-officier, est à la guerre ; y demeure deux ans, en compagnie de deux autres prisonniers, un Anglais et un Russe, et s'y trouve au moment de l'armistice. Rapatrié en train, arrive chez lui le 18 décembre 1918, trop tard pour assister aux funérailles de

sa sœur morte de la grippe espagnole. Revenu à son premier régiment, puis versé ensuite au 8e Train des équipages à Dijon, passe six mois à approvisionner en nourriture les régiments casernés autour de Dijon, notamment dans les forts. Démobilisé le 19 août 1919.

Très long entretien réalisé le 27 février 1988 (témoin âgé de plus de 96 ans) à L'Hôtel de la Gare à Chauffailles, appartenant à la famille depuis 1935, en présence d'une partie de sa famille.

GONON Antoine dit **Tony :** né le 20 février 1891 à Rozier-Côtes d'Aurec. Père agriculteur et serrurier, employant cinq à six ouvriers pour la fabrication des serrures. Antoine a lui-même fait cet apprentissage de serrurier et a exercé cette activité, avec celle d'agriculteur, jusqu'à son départ au service militaire, à l'automne 1912. Après la guerre, a été facteur à Rozier-Côtes d'Aurec jusqu'à sa retraite, tout en conservant à domicile les deux activités d'agriculteur et de serrurier. L'âge avançant, s'est retiré à l'Hospice de Saint-Bonnet-le-Château.

Effectue son service militaire à partir d'octobre 1912 au 23e R.I. de Bourg-en-Bresse. S'y trouve encore au moment de la déclaration de guerre. Le régiment participe aux combats d'août 1914 en Alsace à Lutterbach (banlieue ouest de Mulhouse) et subit de lourdes pertes. Après la retraite, est affecté, pour une raison non indiquée, au 284e R.I. de Rouen, qui est transféré dans le Pas-de-Calais, où il passe le premier hiver de guerre. Incertitude quasi totale sur son itinéraire de guerre. A été gazé, et blessé par des éclats de grenade au cou et à la mâchoire en 1916 dans le secteur de Verdun, vers le fort de Vaux, mais ne se souvient pas du lieu de son hospitalisation. Passe au 121e R.I. de Montluçon à une date indéterminée (sans doute après sa convalescence). Aurait été au dépôt du régiment à Montluçon lors de l'armistice. N'a pas pris part à l'Occupation en Allemagne. Démobilisé en août 1919.

Bref entretien réalisé le 19 février 1988 (témoin âgé de 97 ans) à l'Hospice de Saint-Bonnet-le-Château.

GRAND Joannès : né le 15 juin 1883 à Saint-Etienne, second d'une famille qui comptera cinq enfants. Père tourneur sur métaux, mère femme de ménage puis gérante d'une épicerie dans le quartier de Montaud. Effectue sa scolarité primaire à l'école Sainte-Barbe, puis fait un apprentissage d'ajusteur aux Ets Barroin où travaille son père, jusqu'en novembre 1904, où il part au régiment. De retour du régiment fin septembre 1906, il reprend son emploi d'ajusteur aux Ets Barroin jusqu'à son départ à la guerre le 10 août 1914. S'est marié en juillet 1908. Au retour de quatre ans de captivité, en décembre 1918, découvre que son épouse a abandonné le domicile conjugal depuis 1915. Divorce en 1919 et se remarie en 1921. Travaille comme ajusteur aux Ets Barroin jusqu'en novembre 1931, puis s'installe à Feurs en devenant secrétaire de la mairie de Feurs jusqu'à sa retraite en 1953, prise tout en conservant une activité de placier. Décède le 28 janvier 1966.

Service militaire effectué au 37e R.I. de Nancy du 16 novembre 1904 au 18 septembre 1906. Le 12 août 1914, est incorporé au 38e R.I. de Saint-Etienne ; en part le 23 août en direction des Vosges ; le 26 débarque au-delà de Rambervillers et le 27 reçoit le baptême du feu à Doncières, au nord de Rambervillers, où il est fait prisonnier avec une trentaine de soldats de son régiment. Emmené à Sarrebourg, est embarqué le 4 septembre au matin dans un train pour la Bavière ; débarque le 5 septembre au camp de Lechfeld, à 25 km au sud d'Augsbourg, où il demeure jusqu'au 7 novembre en travaillant à la construction de baraquements pour les prisonniers à venir. Le 7 novembre 1914, est transféré au camp de Bernau am Chiemsee à l'extrême sud de la Bavière (à 20 km de la frontière autrichienne) où il est employé à la buanderie du camp jusqu'au 14 décembre 1915. Le 15 décembre, est transféré au camp de Landshut, à 60 km au nord-est de Munich, puis affecté le 18 comme monteur dans une usine de fabrication de presses d'imprimerie à Augsbourg jusqu'au 18 mars 1916 où, à la suite d'un incident, il retourne au camp de Landshut. En repart le 30 mars pour travailler, jusqu'au 25 septembre, dans une ferme de Ruprechtsberg, à 30 km au sud de Landshut. Puis est envoyé au camp de Puchheim, en banlieue ouest de Munich. Est affecté le 10 octobre 1916 à l'usine métallurgique Naffer de Munich (fabrication de machines outils, locomotives, moteurs pour sous-marins) au réglage des tours et raboteuses ; y demeure jusqu'au 7 février 1917 où, sur l'accusation de sabotage (en fait un réglage mal effectué) il est renvoyé au camp de Puchheim où il doit subir une semaine de cellule au pain sec et à l'eau, puis diverses corvées. Le 23 mars, est envoyé avec deux autres prisonniers dans une ferme près de Neuötting, à 95 km à l'est de Munich ; y demeure jusqu'en décembre 1918 en nouant une idylle avec une des deux filles de la ferme. Rapatrié du 19 au 21 décembre 1918.

Carnet de 31 pages (les dernières déchirées) rédigé sans doute en fin de période de captivité, avec des notes antérieures, retraçant tout son itinéraire, transmis en décembre 1987 par son petit-fils Michel Grand, comptable, résidant à Civens, qui m'a également remis un **récit de 37 pages** qu'il a écrit sur la vie de son grand-père. Des renseignements complémentaires, portant notamment sur l'idylle amoureuse de Joannès, ont été recueillis en Bavière, au cours d'un voyage commun des familles Grand et Barou en juillet 1988, la famille Wiesmuller d'Erber, près de Neuötting, en Bavière, leur ayant réservé un accueil mémorable.

GRAND Mathieu : né le 17 décembre 1894 à La Tuilière. Parents agriculteur, avec 4 enfants. Après sa scolarité primaire, demeure à la ferme familiale jusqu'à la mobilisation. Après la guerre, demeure agriculteur une quinzaine d'années à La Tuilière, puis devient facteur, d'abord à Montargis, puis, à partir de 1937 jusqu'à sa retraite à Panissières. Prend ensuite une sous-agence d'assurances à Panissières. S'installe à Roanne en 1972 avec son épouse, puis retourne au début des années 90 à la maison de retraite de Panissières. Décédé à Panissières le 24 septembre 2000 à l'âge de 106 ans.

Incorporé le 3 septembre 1914 au 22e Bataillon de Chasseurs Alpins d'Albertville. Arrive sur le front le 17 novembre 1914, dans les Vosges. Participe au combat de la Cote 766 vers Saint-Dié, le 18 février 1915, puis, en Alsace, à la grande attaque française du 18 juillet 1915 à Metzeral (à 24 km de Colmar) et à celle du Linge le 20 où il est blessé à la jambe par un éclat d'obus ; est évacué et hospitalisé successivement à Bruyères (Vosges), Epinal, puis Arbois (Jura) où il séjourne trois mois. Rentré au dépôt à Albertville, promu caporal, il participe pendant un an à l'instruction des jeunes classes. De retour au front dans les Vosges à la fin de l'année 1916, toujours au 22e B.C.A.. Après l'hiver passé dans les Vosges, le régiment est amené, début avril 1917 dans le secteur du Chemin des Dames (Aisne), en prévision de l'offensive du général Nivelle, mais sa compagnie n'attaque pas. Le régiment, qui a subi de lourdes pertes, est ensuite replié vers Reims. Puis en raison de la déroute italienne de Caporetto du 24 octobre 1917, le régiment est envoyé en Italie en novembre 1917 au Mont Tomba, où il combat les Autrichiens. Il rentre en France en mai 1918 et va à pied de Caen jusqu'au Mont Kemmel en Belgique, où l'armée anglaise a reculé. Puis en juillet le régiment est envoyé en Champagne (Perthes-les-Hurlus) ; il subit l'attaque allemande du 15 juillet 1918 et participe à la contre-offensive tout l'été 1918. Mathieu fait sept prisonniers allemands à Marcourt, près de Saint-Quentin, le 2 octobre 1918 ; ce même jour a le genou traversé par une balle ; est évacué et hospitalisé à Sées (Orne) jusqu'à fin novembre 1918. Démobilisé en mai 1919.

Long entretien réalisé à son domicile de Roanne, en compagnie de son épouse, le 4 juillet 1987 (témoin âgé de 93 ans).

GRANET Antonin : né le 30 septembre 1883 à Savigneux, dans une famille de cinq enfants. Père agriculteur et garde-champêtre à Savigneux. Après sa scolarité primaire, fréquente l'Ecole Primaire Supérieure de Montbrison, obtenant le brevet élémentaire en 1899 (2e de sa promotion). Après deux années d'instituteur remplaçant dans divers postes de la Loire en 1899-1901 et l'obtention de son certificat pédagogique, enseigne à L'Horme, puis Montrond-les-Bains, puis Chamboeuf à partir de 1912 jusqu'en 1914. Après sa démobilisation en mars 1919, enseigne de nouveau à Chamboeuf jusqu'en 1940, année où il prend sa retraite. Militant laïque et politique convaincu, membre du P.C.F., il a été plusieurs fois candidat comme tête de liste de gauche aux élections municipales de Montrond-les-Bains, commune où il a résidé (à Meylieu) pendant toute sa retraite jusqu'à son décès le 29 avril 1959.

Service militaire effectué au 16e R.I. de Montbrison du 14 novembre 1904 au 20 mars 1906 ; termine avec le grade de sergent. Incorporé comme sergent au 38e R.I. de Saint-Etienne à la mobilisation, et maintenu au dépôt pendant un mois pour encadrer des manoeuvres. Part le 7 septembre 1914 et rejoint le 38e R.I. dans les Vosges, à Hardancourt, au nord de Rambervillers. Le régiment est ensuite transféré en train jusqu'à Creil dans l'Oise, où il débarque le 13 septembre. Le 16, Antonin reçoit le baptême du feu près d'Elincourt-Sainte-Marguerite (ferme de La Carmoy), à 15 km au nord de Compiègne, et conduisant sa demi-section, se bat les jours suivants à Machemont et à Béthancourt, où sa compagnie perd la moitié de ses effectifs. Le régiment cantonne ensuite à Béthancourt pour organiser la défense de cette bourgade jusqu'à fin octobre. En novembre, il tient les tranchées de la cote 124, près du Hamel, au nord de Ribécourt, revenant cantonner à Béthancourt en décembre, et alterne ainsi jusqu'en mars 1915, où le régiment part en grand repos à Marest-sur-Matz. Il reste dans ce secteur de Ribécourt, dans l'Oise, entre Compiègne et Noyon, jusqu'en octobre 1915. En novembre, un autre mois de repos est passé à Maignelay, au sud de Montdidier. Après sa première permission depuis la mobilisation, prise à Chamboeuf fin novembre, Antonin rejoint son régiment en première ligne dans la Somme à Popincourt, à 4 km au sud de Roye. Le 38e R.I. reste dans ce secteur de la Somme, entre Montdidier et Roye (Etelfay, Grivillers, Dancourt) jusqu'au 18 février 1916, avant d'être transféré dans le secteur de Verdun à partir du 24 février, alors que la grande bataille est commencée depuis trois jours ; il va cantonner à Belrupt, à 4 km à l'est de Verdun, puis le 2 mars, va prendre les lignes au-delà du fort de Belrupt, au ravin du Carbaret rouge. Le 5 mars, la section d'Antonin est affectée au creusement d'un boyau de communication entre le fort et le tunnel de Tavannes. Le 9 mars, à 10 h du matin, Antonin est fait prisonnier avec sa compagnie (qui était allée renforcer le 409e R.I.) à proximité du fort de Vaux ; blessé à l'épaule par une balle, il reste dans la tranchée jusqu'au soir avec ses vainqueurs. Après avoir marché jusqu'à Gincrey, être transportés en camion jusqu'à Spincourt, les prisonniers sont emmenés en train, via Longuyon et Thionville, vers l'Allemagne, en direction du camp de Giessen, à 50 km au nord de Francfort, où ils parviennent le 13 mars. Hospitalisé pour les soins de sa blessure jusqu'au 27 mai, Antonin est ensuite renvoyé au régime ordinaire du camp. Il est transféré le 2 juin au camp de Limburg an der Lahn, à 50 km à l'ouest du précédent, en direction de Coblence, où il demeure jusqu'au 5 octobre, subissant les affres de la

faim. Il est ensuite transféré dans un troisième camp, à Darmstadt jusqu'au 8 février 1917, où il est envoyé à 20 km au nord-est de Darmstadt, à Münster , dans la ferme Roskopf, où il va demeurer et travailler jusqu'au 16 novembre 1918. Il retrouve ensuite le camp de Darmstadt jusqu'au 27 novembre, puis est rapatrié en train par Worms, Kaiserslautern et Sarrebruck jusqu'à Morhange, en Moselle, où il parvient le 29 novembre, y apprenant le décès de son épouse Rosalie qui vient de mourir de la grippe espagnole. Parti le 7 décembre de Morhange, il arrive le 9 à Moulins, et le 11 à Montbrison. Est démobilisé le 8 mars 1919.

Documents très variés remis en janvier 1989 par son fils Antoine résidant à Saint-Etienne. Le principal document est un **récit de sa guerre en 186 pages,** rédigé en captivité à partir de carnets écrits antérieurement, couvrant la période de la mobilisation en août 1914 au jour de sa capture, le 9 mars 1916. Les autres documents sont **six carnets** d'épaisseur variable, contenant l'un des adresses, l'autre la composition des diverses escouades de la compagnie, un autre des chansons, deux des notes sur son itinéraire et sur ses activités et lectures au cours de la captivité, un dernier des réflexions sur la guerre ainsi qu'une première mouture de textes repris dans le récit définitif. **Une brève correspondance** adressée à sa femme et à son jeune fils comprend **7 cartes de prisonnier** allant du 8 septembre au 10 novembre 1918, et **2 lettres datées** du 21 et du 29 novembre. Le document principal est un magnifique récit, rédigé dans un style superbe, et nourri de réflexions profondes.

GRANJON Marcel, né le 24 janvier 1889 à Paris, fils d'un fonctionnaire des Postes revenu en 1898 dans sa ville natale, Saint-Etienne (receveur au bureau de Badouillère). Clerc de notaire avant guerre. Fait son service militaire au 38e R.I. de Saint-Etienne, où il est réincorporé en août 1914, comme cycliste du colonel Demanjou. Est témoin des premiers combats du 38e R.I. dès le 14 août à Ancervillers, au nord de Baccarat, en Lorraine, puis participe à la retraite avec son régiment. Est fait prisonnier le 17 septembre 1914 vers Ribécourt, dans l'Oise, entre Compiègne et Noyon. Envoyé en Allemagne d'abord au camp de Quedlinburg, à 50 km au sud de Magdebourg, en Saxe-Anhalt, où il séjourne jusqu'au début mars 1916; il est transféré ensuite brièvement au camp d'Altengrabow, à 60 km à l'est de Magdebourg, en direction de Berlin, puis pour 45 jours envoyé en camp de représailles à Sydow, à 40 km au nord-est de Berlin, dans le Brandebourg, puis au camp de Stendhal à 60 km au nord de Magdebourg où il séjourne deux mois, jusqu'au 6 juillet 1916 où il est transféré en Russie, pour représailles, au camp de Marzinkanzy, près de Grodno en Biélorussie. Il y demeure jusqu'à une date indéterminée, puis est ramené au camp de Stendal, et travaille ensuite, tout en dépendant de ce camp, dans une sucrerie, puis dans une ferme. Rapatrié en janvier 1919. Est entré ensuite dans la police et a achevé sa carrière comme secrétaire du service de police de Marseille. Décédé à Marseille le 29 février 1948.

Documents réduits à une photo de captivité et **trois textes** (recopiés sur les originaux) transmis en 1987 par sa sœur, Mme Couchet, résidant à Saint-Etienne**: un résumé** (aide-mémoire?) en 4 pages de son entrée en guerre en août 1914, avec le 38e R.I., une **lettre** très circonstanciée de 4 pages grand format, datée du 26 juillet 1916 envoyée de Biélorussie et décrivant ses conditions de captivité, lettre adressée au directeur du syndicat d'initiative de Saint-Etienne, et une brève lettre du 3 août 1919 à propos d'un compagnon de captivité.

GROSJEAN Gaston : né le 3 février 1896 à Salorney-sur-Guye (Saône-et-Loire) dans une famille qui comptera trois fils, dont l'aîné (né en 1894) sera tué à la guerre le 24 décembre 1914. Parents emboucheurs – éleveurs de bovins à Salorney. Après sa scolarité primaire, Gaston devient employé dans une fabrique de soieries à Lyon jusqu'à son départ au service militaire le 6 avril 1915. Après sa démobilisation en janvier 1920, reprend son activité dans la soierie tout en suivant des cours du soir à l'Ecole de Tissage de Lyon, et devient chef de service pour la création des tissus à la maison Ducharne de Lyon. Se marie le 7 décembre 1931, et continue son activité de cadre à la maison Ducharne jusqu'en 1937 où il est embauché par l'entreprise suisse de tissage Stunzi, avec comme mission la mise en place d'une filiale de fabrication à Londres. Demeure à Londres – où naît son fils unique Michel le 15 mars 1939 – jusqu'à la déclaration de guerre de septembre 1939. La décision de rapatrier tous les résidents français ayant été prise par l'ambassade, il revient en France et s'embauche à Lyon chez un autre fabricant de soieries, avec un bref intermède de mobilisation, en 1940, à Bourgoin. Après guerre, entre dans l'entreprise textile lyonnaise Vautheret-Gros-Laforge et en dirige le service de fabrication jusqu'en 1963-64 où il prend sa retraite, retraite partagée entre son domicile lyonnais de la rue Créqui et sa maison de campagne familiale de Passy, en Saône-et-Loire. Décède le 14 juin 1985 à Lyon .

Incorporé le 8 avril 1915 au 141e R.I. de Marseille. Après 8 mois d'instruction à Marseille et Aubagne, monte au front, toujours au 141e R.I., et débarque à Montreuil-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais, le 9 décembre 1915. Poursuit l'instruction en cantonnant à Beaumerie-Saint-Martin, près de Montreuil, jusqu'au 11 mars 1916, puis à Délincourt, dans l'Oise, jusqu'au 5 mai. Après sa première permission, monte aux tranchées du 25 mai au 19 juin dans les secteurs de Boulogne-la-Grasse et Conchy-les-Pots, dans l'Oise, à 10 km à l'est de Montdidier ; après un nouveau cantonnement à Délincourt, revient en août au tranchées dans le

bois de Lassigny, à l'est du secteur précédent, en cantonnant à Laberlière. Versé ensuite en renfort au 264e R.I. (dépôt à Ancenis) qu'il rejoint le 24 août dans la Somme à Fay, à 10 km au sud-ouest de Péronne. Participe à l'attaque du 5 septembre 1916 devant Estrées et y est blessé à la poitrine ; transporté à l'ambulance d'Harbonnières, puis à celle de Cayeux-en-Santerre, est évacué sur Paris le 24 septembre (hôpital des Annales), puis jusqu'à Lescar, à proximité de Pau, où il est hospitalisé jusqu'au 15 janvier 1917. Après 25 jours de permission de convalescence chez lui, rejoint le dépôt du 264e à Ancenis le 11 février, puis enchaîne deux stages : celui de bombardier à Blain, celui de grenadier aux Sables d'Olonne. Est versé le 13 juin 1917 au 18e B.C.P. qu'il rejoint le 17 juin à Marolles dans la Marne, vers Vitry-le-François. Le 19 juillet, va prendre les lignes dans le secteur ouest de Verdun, vers Béthelainville ; le 1er août, à la Cote 304, la moitié de la compagnie attaque et subit de lourdes pertes. Après une période de repos, revient en tranchées en septembre au bois d'Avocourt où il demeure jusqu'en février 1918, avec divers retours en seconde et troisième lignes. Nommé ordonnance du lieutenant Cronier le 20 décembre 1917. Après une période de repos fin janvier 1918, et plusieurs cantonnements brefs, le régiment revient tenir les lignes dans le secteur nord de Verdun à la mi-mars : Haudromont, Bois-des-Fosses, Cote du Poivre, Cote 344, jusqu'à la mi-mai 18. Il est ensuite transféré dans l'Aisne, où il doit subir vers Grand-Rozoy, entre Soissons et Château-Thierry, la grande offensive allemande du 27 mai, et doit battre en retraite. Passe juin et juillet dans l'Aisne, à Rosoy-en-Multien, en compagnie d'un régiment américain. Le lieutenant Cronier ayant demandé son affectation dans les chars, Gaston, son ordonnance, le suit au 500e R.A.S. ; part en instruction à Orléans et à Cercottes, au nord d'Orléans du 13 juillet au 3 octobre. Apprend que son unité va être affectée à une mission…en Sibérie, pour prendre à revers les révolutionnaires russes ! Versé au 26e B.C.L. à Chevilly (Loiret) ; bénéficie en octobre 1918 de deux permissions exceptionnelles avant le départ de la mission Loubignac, du nom de son colonel, mission de 500 soldats (aviateurs mais surtout tankistes) s'embarquant à Brest sur le navire américain « *Président Grant* » le 12 novembre 1918, qui arrive à New-York le 24 novembre. Le lendemain soir, le contingent part en train pour la Californie et, après divers arrêts, arrive le 1er décembre à San Francisco. Après deux mois de festivités et de tourisme, il embarque le 5 février 1919 sur le « *Thomas* » ; la traversée du Pacifique, après une escale à Honolulu, dure jusqu'au 2 mars, date d'arrivée à Nagasaki, au Japon. Le 6, la mission débarque à Vladivostok, en Russie, et y demeure jusqu'au 13 avril (le 1er avril, Gaston a été promu brigadier), puis cantonne dans la ville voisine de Chlatovo jusqu'au 2 juin, où le contingent embarque avec son maigre matériel sur le Transsibérien en direction d'Iekaterinbourg (Sverdlovsk) où le train n'arrive que le 26 juin, après de multiples arrêts et péripéties résultant de la révolution russe. N'ayant pas combattu, sous la pression des Bolcheviks, le contingent repart en train le 14 juillet et séjourne à Tioumen jusqu'au 6 août. Le voyage de retour par le Transsibérien ramène la mission à Vladivostok le 6 septembre. Elle en part le 10 en direction de la France, en train jusqu'à Shangaï d'où, après un séjour de dix jours, elle embarque sur le « *Porthos* » en passant par l'Océan Indien, la Mer Rouge, le canal de Suez et la Méditerranée, jusqu'à Marseille où s'effectue le débarquement, le 12 novembre 1919, un an jour pour jour après le départ de Brest. Démobilisé le 13 janvier 1920.

Carnet-journal de 120 pages tenu quasi quotidiennement pour la partie consacrée à la mission Loubignac qui occupe 101 pages, ainsi qu'une **lettre** à sa mère expédiée de Vladivostok le 11 avril 1919. Ces documents m'ont été remis par le fils de Gaston, Michel, par l'entremise de mon beau-frère Jean-Daniel Jarrige, ami de Michel et son camarade de promotion à l'Ecole Centrale de Paris . Des renseignements complémentaires sur la vie de Gaston ont été fournis par sa veuve interviewée dans sa maison de Passy, en Saône-et-Loire, le 5 juillet 1990. Le journal est d'un intérêt exceptionnel par sa précision sur un aspect très méconnu de la guerre de 14-18, en dehors de la version qu'a donnée **Joseph Kessel**, aviateur membre de l'expédition, dans *« Dames de Californie »* (1928) et dans *« Les Temps sauvages »* (1975), et par certains éclairages portant sur l'aspect sibérien de la révolution russe.

GROUSSON Jean-Baptiste : né le 10 mai 1875 à Saint-Etienne. Gareur dans une usine de tissage de Bourg-Argental avant la guerre de 14-18. Est marié avec trois enfants (nés entre 1904 et 1911) quand il est mobilisé en octobre 1914, à 39 ans. A la démobilisation, devient négociant et représentant en textile à Saint-Etienne, puis achète en 1936 une entreprise de tissage à Bourg-Argental qu'il dirige jusqu'à la deuxième guerre, où elle doit fermer, sans doute en 1942. Reprend alors son activité de négociant et commissionnaire en rubans et soieries à Saint-Etienne, avec un magasin rue Georges Teyssier. Décède en 1951.

Service militaire effectué au 38e R.I. de Saint-Etienne comme engagé volontaire pour quatre ans , du 3 novembre 1893 au 1er septembre 1897. Mobilisé le 18 octobre 1914 au 102e R.I.Territoriale de Saint-Etienne et versé le 1er novembre au 298e R.I. de Roanne qu'il rejoint le 15 novembre en ligne à Vingré, à 12 km à l'ouest de Soissons. Tient les tranchées à Vingré et à Roche en novembre. Assiste le 4 décembre 1914 à l'exécution des six soldats du 298e R.I. fusillés iniquement pour « abandon de poste devant l'ennemi », appelés depuis les « Martyrs de Vingré (cf la biographie de Jean Blanchard et le chapitre VI correspondant). En décembre 1914, comme téléphoniste, est aux tranchées de la ferme de Confrécourt, proche de Vingré, où se produit le 20 une attaque qui aurait coûté 1200 hommes aux divers régiments engagés. A partir du 15

janvier 1915, fait office, sans l'être, de caporal adjoint au sergent fourrier, et passe à la C.H.R. (compagnie hors rang) du 298e R.I., affecté principalement à des tâches d'organisation et de secrétariat ; cantonne avec la C.H.R. au sud de Soissons (Missy-au-Bois, puis Vaubuin, puis Hartennes) jusqu'au 30 août où la C.H.R. se déplace à Serval, au nord de Fismes, puis à Cuiry-les-Chaudardes où Jean-Baptiste bivouaque en plein bois pendant quinze jours et subit la contre-offensive allemande répliquant à la grande attaque de Champagne, déclenchée le 27 septembre 1915, par un intense bombardement d'artillerie. Revient ensuite au sud de Soissons (Crémaille puis Charentigny) à partir du 11 octobre ; le 26 octobre, à Hartennes, prend part à une grande revue passée par le président Poincaré et le roi Georges V, avec les principaux généraux des armées française et anglaise. Le 24 novembre 1915 est nommé caporal adjoint au sergent fourrier, chargé des cantonnements et des approvisionnements. Puis le régiment est envoyé au repos dans les environs de Chantilly, à Vineuil-Saint-Firmin. Le 12 février 1916, Jean-Baptiste bénéficie de sa première permission depuis sa mobilisation ; au retour, le 22 février, rejoint le 298e R.I. dans son nouveau cantonnement au nord de Reims, à Hermonville, localité fréquemment bombardée ; le 3 mars, manque d'être tué par un obus allemand de 150 qui explose à côté de lui. Fin mai, le 298e R.I. est transféré dans le secteur de Verdun, et son attaque du 3 juin, au fort de Vaux et vers Tavannes, suivie d'un intense pilonnage jusqu'au 9 juin, se solde par des pertes effrayantes : 1142 hommes hors de combat ! Le régiment est replié sur Belrupt, 5 km à l'est de Verdun, en vue d'être reformé. Le 24 juin, Jean-Baptiste est nommé sergent fourrier. Début juillet, le régiment est transféré dans les Vosges, à proximité du col du Bonhomme, à Plainfaing, puis Fraize où il est reformé, jusqu'à fin août. De retour d'une permission accordée pour assister aux funérailles de son père, en septembre, Jean-Baptiste rejoint son unité dans le Doubs, à Dannemarie, au sud de Sochaux. En octobre, le régiment remonte dans le secteur de Verdun pour préparer l'attaque de Douaumont et du fort de Vaux tenus par l'ennemi ; Douaumont est repris le 24 octobre par le 216e R.I. et le 305e R.I., le fort de Vaux, évacué par les Allemands assiégés, est repris le 2 novembre. Après dix jours à Haudainville, à 5 km au sud-est de Verdun, le régiment est envoyé à nouveau au repos dans l'Aube, au Châtelier, puis fin novembre, revient entre Verdun et Saint-Mihiel, le long de la Meuse, à Troyon puis Rouvrois, où les positions sont intensément bombardées. Le 5 janvier 1917, Jean-Baptiste bénéficie d'une permission exceptionnelle de vingt jours et rejoint le 1er février la C.H.R. à Troyon. Le 8, à 42 ans, il apprend sa mobilisation en usine pour la fabrication de bandes de mitrailleuses. Sera mobilisé à Saint-Etienne, à l'usine de tissage Doron et Villard, comme gareur-tresseur pour câbles d'avions jusqu'à sa démobilisation, le 10 janvier 1919.

Carnet de 175 pages comportant deux entrées : une à l'endroit, de 78 pages, consacrée à ses notes de caporal puis sergent fourrier sur l'état des effectifs et du matériel à la C.H.R. du 298e R.I., une à l'envers (avec le carnet pris en commençant par la fin), de 95 pages, consacrée à son itinéraire personnel d'octobre 1914 à janvier 1919, sous forme de notes brèves prises très régulièrement. Document remis pour photocopie en 1989, avec quelques lettres et papiers militaires, par son petit-fils Dominique Grousson, vétérinaire à La Talaudière.

GUICHARD Léon : né le 14 septembre 1895 à Iguerande (Saône-et-Loire), le plus jeune d'une famille de quatre enfants. Parents agriculteurs. Devient lui-même agriculteur, d'abord en travaillant à la ferme familiale d'Iguerande qu'il reprend à son compte après guerre jusqu'en 1938, puis s'installe ensuite à Briennon, puis à Saint-Hilaire-sous-Charlieu jusqu'à sa retraite vers 1960. Retraité chez ses enfants à Saint-Nizier-sous-Charlieu.

Incorporé début janvier 1915 au 5e R.I. Coloniale de Lyon. Après la période d'instruction, change de régiment (n° non précisé) et monte au front en Argonne, puis reste en Champagne le reste de l'année 1915. En 1916, après une période de repos dans l'Oise, monte aux tranchées dans le secteur de Lassigny (Aisne), puis dans la Somme de début septembre au 18 novembre où le régiment subit de lourdes pertes. Après 13 jours de marche forcée, il arrive à Meaux, puis s'embarque pour Fismes (à l'ouest de Reims). Le régiment arrive dans le secteur du Chemin des Dames le 2 janvier 1917 et y demeure jusqu'à la grande offensive débutant le 16 avril, à laquelle Léon y participe en tant que mitrailleur, et où sa compagnie est décimée. Le régiment, reformé avec des renforts venus du 3e R.I. Coloniale, en envoyé ensuite en Lorraine, en forêt de Parroy (30 km à l'est de Nancy). Se sentant isolé dans sa nouvelle escouade, Léon se porte volontaire pour l'armée d'Orient : va en train de Marseille à Libourne, en Italie, embarque sur le « *Timgad* » et débarque le 2 août 1917 à Corfou, puis à Salonique. Parvenu à Florina, en Macédoine, Léon est affecté au 44e R.I. Coloniale qui monte dans les Balkans, vers Monastir. Tient les lignes et participe à quelques combats contre l'armée bulgare, notamment au sud de Skopje, en Macédoine serbe, et contracte la dysenterie ; rétabli, devient muletier chargé de l'approvisionnement. Après la reddition de l'armée bulgare, en septembre 1918, le régiment effectue 44 jours de marche forcée en direction de Sofia, puis du Danube, qu'il s'apprête à traverser pour entrer en Roumanie le jour de l'armistice. Est de retour d'Orient en février 1919 et démobilisé en septembre 1919.

Entretien réalisé à Saint-Nizier-sous-Charlieu le 19 décembre 1987 (témoin âgé de 92 ans) au domicile d'un autre combattant de la première guerre : Claude-Marie Ginet (classe 18).

GUILLAUME Louis : né le 3 janvier 1898 à Mizérieux. Parents agriculteurs. Fait un apprentissage de boucher et devient commis boucher à Feurs. Mais au retour de la guerre, son père étant décédé, Louis reprend la ferme familiale de Mizérieux qu'il a exploitée toute sa vie, jusqu'à sa retraite en 1964.

Incorporé au 38e R.I. de Saint-Etienne le 2 mai 1917 ; monte en zone des armées le 29 décembre 1917 à Richemont (Seine-et-Oise). Au front, fait de la pose de fils de fer barbelés entre les lignes, puis devient mitrailleur. Part en renfort du 321e R.I. de Montluçon en Belgique au printemps 1918 ; son régiment participe aux combats du Mont Kemmel dès début avril 1918 ; est blessé au mont Kemmel le 28 avril 1918, par des éclats d'obus, et à nouveau blessé sur le brancard pendant son transport : totalise neuf éclats d'obus dans le corps. Evacué, est opéré et hospitalisé à Dunkerque, puis transféré à Laval où il demeure jusqu'à fin septembre ; se trouve en hôpital de rééducation à Riom lorsque survient l'armistice. Déclaré inapte au service armé par le conseil de réforme, est affecté comme boucher détaché du 121e R.I. au service de l'armée à l'abattoir de Clermont-Ferrand, puis à celui de Montluçon. Mais un phlegmon à un doigt entraîne une nouvelle hospitalisation et sa réforme définitive en 1919.

Entretien réalisé le 28 août 1987 (témoin âgé de 89 ans) à la maison de retraite de Feurs.

GUILLET Jean : né le 28 janvier 1892 à Chazelles-sur-Lavieu. (Fortunières). Parents agriculteurs. Travaille à la ferme familiale et dans les fermes avoisinantes avant guerre ; après guerre, continue son activité d'agriculteur jusqu'à sa retraite dans la ferme familiale de Fortunières. Décédé en janvier 1975.

Incorporé en 1913 au 23e R.I. de Bourg-en-Bresse où il se trouve au moment de la déclaration de guerre. Le régiment combat dans les Vosges et en Alsace dès août 1914. Est blessé au bras droit dans les Vosges, à Saint-Léonard (7 km au sud de Saint-Dié) le 31 août ; hospitalisé d'abord dans une ambulance du front, est évacué et hospitalisé à Moûtiers (Savoie) où il est soigné du 24 septembre 1914 au 28 janvier 1915, puis envoyé pour convalescence à l'hôpital d'Aix-les-Bains. Passe au 60e R.I. de Besançon, où il est promu caporal, qui occupe divers secteurs en 1915, dont l'Alsace en fin d'année. A l'Hartmannswillerkopf (Haut-Rhin), est à nouveau blessé au coude par une grenade le 2 janvier 1916 ; évacué et hospitalisé dans un lieu indéterminé. De retour au front, participe à la bataille de la Somme pendant l'été 1916. Est fait prisonnier dans l'Aisne à l'écluse du Godot le 4 avril 1917. Envoyé au camp de représailles de Montcornet (Aisne) et employé à la construction d'une voie de chemin de fer ; puis transféré en Allemagne au camp de Preussisch Holland en Prusse orientale ; sera employé notamment comme ouvrier agricole dans une ferme à Marienburg. Après l'armistice, est rapatrié par un navire américain, « *L'Almeria* », de Königsberg à Hambourg, puis sur « *Le Santa Fe* », d'Hambourg en France à la mi-janvier 1919. Démobilisé en 1919.

Le témoin, habitant la commune de naissance de l'auteur, étant décédé en janvier 1975, ces renseignements autobiographiques et des documents (dont un **récit de 6 pages** racontant son retour de captivité) ont été transmis par sa fille, Mme Thérèse Lyonnet, résidant à Margerie-Chantagret.

GUILLIEN Georges : né le 28 novembre 1889 à Bellegarde-en-Forez. Parents cultivateurs. Sa profession avant son départ à la guerre reste inconnue. Après la guerre, est embauché à la féculerie Nigay, de Feurs, comme manutentionnaire, puis dans une compagnie de téléphone, à Feurs. Après son mariage avec Marie Arragon, institutrice à Essertines-en-Donzy, et la naissance de son fils Henri en 1921, réside à Feurs jusqu'en 1923 ou 24, puis le couple s'installe à Roanne où Mme Guillien a été mutée. Georges s'engage dans l'armée comme sous-officier et termine adjudant-chef en 1940, au moment où l'armée française réduisait son encadrement. Devient ensuite gardien à l'usine France-Rayonne de Roanne jusqu'à sa retraite en 1953, résidant à la fois à Roanne et dans sa maison de campagne de Saint-Polgues. Conserve une activité jusqu'en 1965 au « *Pays Roannais* » dans le journal de son gendre, M. Bouligaud, en résidant à Riorges jusqu'à sa mort, le 8 juillet 1973.

Affecté le 5 août 1914 au 358e R.I. de Lyon, comme tireur à la première section de mitrailleuses ; part le jour même en direction d'Epinal, dans les Vosges. Après 26 heures de train et une semaine de caserne à Epinal, le 14 août le 358e R.I. en part pour Bruyères (20 km à l'est) puis progresse en direction du col de Saales par Provenchères-sur-Fave. A Saussure, le 21 août, il doit battre en retraite, puis le 23 août connaît le baptême du feu dans la forêt de Wisembach. Le 24 août, il bat de nouveau en retraite sur Laveline, devant la violence de l'offensive ennemie, après avoir eu 256 hommes mis hors de combat. Il recule jusqu'à Remiremont où il parvient le 28 août, puis va prendre position à Deyvillers, devant Epinal, en creusant de grandes tranchées pour protéger la ville. Puis le régiment continue sa progression vers le nord, vers Rambervillers, découvre le 11 septembre « *l'horrible carnage* » de Doncières, et parvient le 14 à Baccarat, partiellement détruit. Poursuivant vers le nord, il occupe les tranchées déjà creusées à Hablainville pendant une semaine (du 19 au 24 septembre) où il combat victorieusement le 24, et continue le renforcement des tranchées jusqu'au 24 octobre. Continuant vers le nord, le régiment reprend Avricourt le 26, puis revient à Hablainville jusqu'au 10 novembre, où il est envoyé au repos et va cantonner à Essey-la-Côte, à 20 km au sud de Lunéville, jusqu'au 23 novembre où, revenant dans le secteur d'Hablainville, il va tenir les tranchées

un peu plus au nord, à Buriville, du 25 novembre au 10 décembre. Revenant alors sur Baccarat, il y passe le reste du mois de décembre 1914, en tenant le jour les tranchées en avant de Baccarat, et en logeant dans la ville la nuit. Le 30 décembre, Georges est de retour aux tranchées de Bériville jusqu'au 20 janvier, et participe à quelques combats et escarmouches. Le régiment revient ensuite à Baccarat et y reste en février ; du 6 au 8 février, Georges, avec sa section de mitrailleuses et deux compagnies, participe à une reconnaissance à 12 km au nord, à Ancerviller. Le journal s'arrête brutalement le 23 février (page 52) alors que le carnet continue pendant 20 pages avec des notes éparses. La suite de l'itinéraire de guerre de Georges Guillien reste mal connu : selon son fils Henri, né en 1921, il serait resté au 358e R.I., aurait participé aux batailles de Verdun et du Chemin des Dames. S'est illustré notamment en abattant un avion à la mitrailleuse. A dû être démobilisé en juillet 1919, avec la classe 09.

Carnet-journal de 72 pages tenu au jour le jour dans le récit de 52 pages sur son itinéraire de guerre du 1er août 1914 au 23 février 1915. Les vingt dernières pages sont constituées de notes éparses comportant des listes de camarades, leurs adresses, des comptes de litres de vin… Ce journal vaut pour la notation journalière des déplacements et des activités, qui permet de reconstituer exactement l'itinéraire du régiment pendant ces sept premiers mois de guerre. Les renseignements sur sa vie ont été fournis par son fils Henri, officier de gendarmerie retraité, résidant à Sain-Bel, et par son gendre, M. Bouligaud, propriétaire du « *Pays Roannais* » résidant à Riorges, interrogé par une amie, Mme Madeleine Jayol, professeur d'histoire-géographie au collège de Riorges. Document remis par un ami, Tony Kocher, ex-directeur de l'école publique de Montrond-les-Bains, résidant à Cuzieu avec son épouse Janine, aussi institutrice à Montrond, tous deux étant membres de « *Mémoire Forézienne* », et auteurs de plusieurs ouvrages sur l'histoire de Cuzieu, de Montrond, les moulins de la Coise, d'un livre de souvenirs sur l'enfance alsacienne de Tony, de contes et légendes d'Alsace…

GUILLOT Antoine : .né le 11 novembre 1894 à Perreux. Père cordonnier. Fait son apprentissage de cordonnier avec son père et travaille avec lui jusqu'à son départ à la guerre en septembre 1914. Reprend la succession de l'atelier paternel en septembre 1919 et exerce son activité à Perreux jusqu'en 1938. Abandonne alors son métier de cordonnier devenu trop peu lucratif en raison de la chute de la demande de chaussures sur mesures (de 400 paires par an confectionnées par son père et lui avant 1914, la production était tombée à 30 en 1937) et entre à l'arsenal de Roanne : d'abord comme manœuvre, puis comme mécanicien ; y termine sa carrière comme chef de groupe en 1954. A toujours résidé à Perreux et y a pris sa retraite.

Incorporé le 3 septembre 1914 au 133e R.I. de Belley, dans l'Ain. Après deux mois d'instruction, ne monte pas au front avec la classe 14 en novembre 1914 : sa qualification de cordonnier le retient au dépôt de Belley jusqu'au 5 février 1915 ; insiste pour rejoindre les soldats de sa classe : est affecté au 371e R.I. de Belfort qu'il retrouve au sommet du Vieil Armand (Vosges du Haut-Rhin) où 28 soldats de sa compagnie sont tués en quelques jours par les obus allemands. Puis au printemps 1915, le régiment va prendre position au ballon de Guebwiller jusqu'au départ en Orient, début octobre. Embarque à Toulon le 6 octobre 1915 sur un bateau italien, le « *Principessa Mafalda* », et débarque à Salonique le 10. Il monte ensuite en Macédoine serbe et livre la bataillon du piton de Gradzko contre une division bulgare ; au cours de la retraite qui s'ensuit, le 11 novembre 1915, Antoine a le bras traversé par une balle, mais n'est pas évacué; suit le régiment pendant la retraite de dix jours à marche forcée, sans ravitaillement, jusqu'au lac Dorian. Il devient ensuite l'agent de liaison du capitaine Gerin. Le régiment occupe divers secteurs, au nord du lac Dorian (au sud-est de la Macédoine serbe non loin de la Bulgarie), vers Florina (à la frontière nord de la Grèce), vers Monastir (au sud de la Macédoine serbe) sans vraiment combattre, jusqu'à la bataille devant Monastir du 16 au 18 mars 1917 où Antoine est grièvement blessé : le 18, a le poumon perforé par une balle qui lui touche la colonne vertébrale ; demeure sept heures sur le champ de bataille et reste deux mois paralysé à l'hôpital de Florina. Rapatrié par bateau en juillet 1917, arrive en Italie, à Tarente, le 14, et à Roanne le 20. Est changé d'arme par le conseil de réforme : versé dans l'artillerie, au 113e R.A. d'Issoire, puis envoyé vers Paris, au Tremblay, puis au bois de Boulogne, pour apprendre à conduire. Est affecté au 85e R.A. Lourde au début de 1918 ; va rejoindre son dépôt à Briare pour y reprendre son activité de cordonnier au service de l'armée, jusqu'à sa démobilisation, le 6 septembre 1919.

Entretien réalisé le 10 juin 1988 au domicile du témoin (âgé de 94 ans) à Perreux, en compagnie de son épouse.

GUINAND Marius : né le 24 octobre 1890 à Sorbiers. Père agriculteur à Chevrières, devenu mineur, de santé fragile. Marius devient dès 9 ans petit berger dans deux fermes de Sorbiers (Le Grand Quartier), puis valet de ferme vers Saint-Martin-en-Coailleux (Rhône) jusqu'à son départ au régiment en 1911. De retour du régiment en novembre 1913, est embauché à la mine de La Chazotte, à Saint-Jean Bonnefonds jusqu'à sa mobilisation en août 1914. Après sa réforme définitive en 1915, il reprend temporairement l'activité d'ouvrier agricole, puis retourne à la mine de la Chazotte jusqu'en 1925, année où il reprend à son compte la

ferme de son beau-père à Sorbiers, jusqu'à sa retraite. Retraité à Sorbiers, puis, devenu âgé, à la maison de retraite de Saint-Héand.

Effectue son service militaire au 35e R.I. de Belfort de 1911 à novembre 1913. Mobilisé en août 14 dans l'Infanterie Coloniale à Lyon (5e ou 6e R.I.C.). Combat dès août 14 en Alsace. Grièvement blessé le 1er septembre 1914 dans les Vosges au col de la Chipotte : a la mâchoire brisée et une joue arrachée par une balle ; évacué à l'ambulance d'Autrey –Sainte-Hélène (à 12 km au sud-est de Rambervillers), puis en train jusqu'à Besançon, puis Lyon où il arrive le 8 septembre, la blessure étant affectée par la gangrène. Opéré et hospitalisé pendant neuf mois à l'hôpital de la Charité, puis pendant deux mois à Tassin-la-Demi-Lune. Après cinq conseils de réforme, est réformé à titre définitif. De retour chez lui à Sorbiers en juin 1915

Entretien réalisé le 4 novembre 1987 (témoin âgé de 97 ans) à la maison de retraite de Saint-Héand. Une brève partie de cet entretien (séquence sur la blessure) a subi un sort surprenant : mise sur le site Internet du lycée François Mauriac–Forez d'Andrézieux Bouthéon en 1996, pour illustrer des travaux d'écriture d'une classe de 1ère ES, elle a été récupérée (avec mon autorisation) par un professeur de Lettres en poste à Tahiti en 1999, Jean-Luc Picard, et a servi à des travaux d'écriture de ses élèves du Collège de Faa (encore accessible en 2013 par le site www.itereva.pf.disciplines/lettres/séq.33.htm sous le titre *« Lettres de Poilus séquence 33 »*), et a resservi au même J. L. Picard, rentré en France, à Montpellier, pour une étude intitulée *« Les Lettres de Poilus de la Guerre 14-18 »* incluse dans un ouvrage collectif titré *« Pratiquer l'histoire littéraire au collège, au lycée et à l'I.U.F.M. »* édité en 2002 par le C.R.D.P. du Languedoc-Roussillon. (pp. 186-210 de cet ouvrage)

JACON Jean : né le 4 août 1892 à Saint-Bonnet-le-Château. Père bottier-cordonnier qui avait fait son tour de France comme compagnon et travaillé à Paris. Après son certificat supérieur, obtenu à 15 ans, apprend le métier de son père, qu'il exercera toute sa vie à Saint-Bonnet-le-Château.

Affecté en 1912 aux ateliers de l'Etat-Major, à Clermont-Ferrand, avec l'emploi de cordonnier. A la déclaration de guerre, obtient son incorporation au 38e R.I. de Saint-Etienne qu'il rejoint plus tard, au début de 1915, en Alsace. Conserve son emploi de cordonnier qu'il exerce conjointement avec la participation à la musique du régiment, d'abord au 38e R.I. , puis au 6e R.I. Coloniale où il est transféré, sans doute à la fin de 1915, et où il reste jusqu'à la fin de la guerre. Ne se souvient pas des divers secteurs parcourus, sauf l'Aisne, vers Vendresse. Se trouve dans la Meuse, aux Eparges, lorsque survient l'armistice. Démobilisé en août 1919.

Enquête réalisée en deux entretiens, à l'Hospice de Saint-Bonnet-le-Château : le principal le 1er juillet 1987 (témoin âgé de 95 ans), le second le 19 février 1988 (âgé de 96 ans). Possesseur d'un carnet de chansons (27) et de monologues (10) dont il a accepté la photocopie.

JACQUET Maxime : né le 9 mars 1898 à Sail-sous-Couzan, dans une famille de six enfants. Père serrurier, mère tisseuse. Après l'obtention de son certificat d'études à douze ans (1er du canton de Boën), le rêve d'étudier de Maxime se heurte à la réalité sociale… Fait son apprentissage de serrurier avec son père de 1910 à 1913, puis va en 1913 à Saint-Etienne travailler comme ajusteur de précision dans l'armurerie ; entre en 1914 comme ajusteur à la Manufacture nationale d'Armes et de Cycles et y demeure jusqu'à son départ au régiment en 1917. Après sa démobilisation, en 1920, reprend la serrurerie avec son père, puis, de 1921 à 1927, travaille dans la mécanique comme contremaître aux Ateliers du Furan. Projette de s'établir garagiste à Saint-Bonnet-le-Château, mais le projet avorte à cause de la mort de sa première épouse. S'installe à nouveau à Sail-sous-Couzan et devient en 1927, avec sa seconde épouse (remariage en 1929), commerçant itinérant en laine et bonneterie, activité pratiquée pendant quarante ans sur tous les marchés importants du centre du Forez. Est resté à Sail-sous-Couzan pour sa retraite.

Incorporé en avril 1917 au centre de recrutement des ajusteurs à Bordeaux et affecté au centre de formation des mécaniciens d'aviation à Vineuil, à 12 km au nord de Châteauroux. Y travaille comme ajusteur jusqu'à la fin de l'été 1917. Est alors envoyé au front, vers Reims, comme mécanicien d'escadrille, mais contracte la dysenterie ; évacué, est hospitalisé deux ou trois mois à Pau. Affecté ensuite, vers la fin de 1917, au centre de haute voltige de Pont Long (à côté de Pau) comme mécanicien d'aviation, centre où viennent s'entraîner de nombreux pilotes de guerre. Y demeure jusqu'à l'armistice, avec une interruption pour un stage de formation à Bordeaux concernant les nouveaux moteurs d'avion. Après l'armistice, les escadrilles ayant été dispersées en divers lieux (Allemagne, Algérie, Maroc, Syrie…), Maxime est affecté en Algérie : participe en 1919 à la création d'une piste d'aviation à Maison Carrée, près d'Alger. Prend part, en 1920, aux premières étapes de la traversée du Sahara en voiture, expédition militaire dont la précédente tentative s'était soldée par le massacre des participants par les Touaregs ; Maxime s'arrête à In Salah, car la date de la démobilisation de la classe 18 approche, et revient en caravane en 43 jours de marche. Démobilisé en avril ou mai 1920.

Long entretien réalisé le 4 juillet 1988 (témoin âgé de 90 ans) à son domicile de Sail-sous-Couzan, en présence de son épouse, née en 1901, intervenant parfois dans la conversation.

JOIE André : né le 8 juin 1890 à Pralong. Père maréchal-ferrant à Pralong s'installant plus tard comme maréchal salarié d'une grande ferme à Savigneux. A fait toute sa carrière à la municipalité de Montbrison depuis 1911 ; entré comme secrétaire adjoint, est devenu secrétaire général, poste occupé jusqu'à sa retraite en 1953.

A effectué son service militaire de 1911 à novembre 1913 au 35e R.I. de Belfort. Incorporé en août 1914 au 5e Régiment Colonial de Lyon comme caporal, puis au 6e R.I.C. ; combat en Alsace en août 1914 ; promu sergent à Ypres, en Belgique à la mi-septembre 1914. Le régiment est ensuite transféré en Argonne où il demeure près d'un an, en multipliant escarmouches et attaques. Est fait prisonnier en août 1915 alors qu'il était sentinelle dans un petit poste, en compagnie de deux autres soldats. Envoyé en Allemagne par train à Darmstadt. Travaille brièvement dans une carrière à l'extraction de la pierre, puis affecté, en gare de Darmstadt, au tri des colis reçus par les prisonniers français, activité qu'il conserve jusqu'à l'armistice, à part un séjour bref au camp de représailles de Giessen. Rapatrié en train le 10 décembre 1918. Démobilisé par anticipation le 10 mars 1919.

Long entretien réalisé à Montbrison le 30 mai 1984 au domicile du témoin (âgé de 94 ans).

JOURJON Jean-Baptiste : né en 1895, à Villars. Aurait été employé à la Manufacture d'Armes et de Cycles de Saint-Etienne, tout en résidant à Villars. Décédé en 1964 et enterré au cimetière de Villars.

A dû être incorporé en décembre 1914 avec la classe 1915. Aucun indice sur son itinéraire de 1915. En janvier 1916, passe au 140e R.I. de Grenoble. Début juin 1916, échappe à la mort : un obus tue la majorité des membres de sa section. Le 20 août 1916, dans le secteur de Verdun, à Fleury-devant-Douaumont, est enterré par un obus ; déterré par ses camarades, fortement commotionné, est évacué par train sanitaire et hospitalisé à Vittel. Rejoint son régiment vers le 20 septembre 1916. En janvier 1917, effectue avec son unité de longues marches épuisantes dans le froid rigoureux. Début février, est aux tranchées dans la Somme, au moins jusqu'en mai. Au repos en juillet 1917, faisant office de cuisinier, avec trois autres camarades, pour nourrir une demi-compagnie du 140e R.I.. Remonte aux tranchées, dans la Somme ou dans l'Aisne ; son régiment combat durement en octobre 1917, et subit de lourdes pertes, avant d'être envoyé au repos en novembre dans les environs de Chantilly. Passe une partie de l'hiver dans des baraques en planches, dans une forêt non localisée ; en janvier 1918, Jean-Baptiste y contracte une forte bronchite, aggravée par une mauvaise réaction à un vaccin contre la typhoïde. De retour aux tranchées en février 1918, proche de la dépression nerveuse, est affecté à un service de cuisine. Est de retour aux tranchées début avril. Est épuisé par les marches nocturnes forcées liées à l'offensive allemande de fin mai 18. Aucun renseignement sur son itinéraire de juin à fin août. Pris de fièvre, est évacué, et hospitalisé à Grenoble en septembre. La dernière carte datant du 18 septembre 1918, l'itinéraire de fin de guerre jusqu'à la démobilisation reste inconnu.

Correspondance amoureuse de 63 cartes postales adressées du 11 janvier 1916 au 18 septembre 1918 à sa fiancée Claudine Peyrard de Villard, et **correspondance en retour de 72 cartes postales** écrites du 23 janvier 1916 au 6 août 1918, le tout figurant dans un album de cartes postales anciennes offert par ma femme Françoise à l'occasion de mon 50e anniversaire, en décembre 1996. Correspondance très émouvante par sa sincérité et par son orthographe extrêmement incertaine, surtout de la part de Jean-Baptiste. En revanche, la correspondance du frère de Claudine, Gabriel, né en 1897, soldat successivement au 98e R.I. de Roanne depuis avril 1916, puis brièvement au 37e R.I. de Troyes, puis au 13e B.C.A. de novembre 1917 à sa mort en Belgique, le 28 mai 1918, est presque vide de contenu informatif, bien que comportant 143 cartes adressées à sa mère et à sa sœur Claudine, figurant aussi dans l'album.

LAFAY Jean-Claude : né le 3 juillet 1888 à La Tuilière (Le Rail). Parents agriculteurs. Fait un apprentissage de menuisier-charpentier, mais la mort de son frère aîné à la guerre l'amène à reprendre la ferme familiale après guerre. Exerce toute sa vie le métier d'agriculteur à La Tuilière (Le Rail) avec comme activité complémentaire la menuiserie. Au terme de sa longue retraite, est mort à 103 ans dans la ferme familiale.

Effectue son service militaire de 1910 (ajourné d'un an) à 1912 au 36e R.A. de campagne de Clermont-Ferrand. A la mobilisation, est incorporé dans le même régiment, dont le dépôt était désormais à Moulins. Le régiment est porté sur les Vosges (Rambervillers) dès les premiers jours d'août 1914 et subit de lourdes pertes ; puis transporté dans l'Oise, vers Lassigny. Jean-Claude exerce l'emploi de conducteur de chevaux tractant les caissons de munitions et déplaçant les canons d'un emplacement à un autre proche (sinon déplacement en train) ; dans la Somme, en 1915, à Rosières (près de Senlis) a un cheval grièvement blessé sous lui ; participe au début de la bataille de Verdun (févier –mars 1916), et demeure dans le secteur droit de Verdun toute l'année 1916. Ne se souvient pas des secteurs occupés en 1917 et 1918. Fait trois mois d'Occupation en Allemagne après l'armistice. Démobilisé en 1919.

Très longue enquête comportant trois entretiens réalisés tous à la Tuilière, le 29 juin 1987 (témoin âgé de 99 ans), le 7 juillet 1988 (100 ans) et le 15 octobre 1989 (101 ans) chez M. et Mme Barlerin, gendre et

fille de Jean-Claude Lafay, qui, lors de son décès le 24 mars 1991, à 103 ans, ont demandé à l'auteur de cet ouvrage de prononcer son éloge funèbre dans l'église de La Tuilière. Les visites d'amitié se poursuivent depuis lors.

De LAMBERT Paul : né le 3 septembre 1883 à Langeac (Haute-Loire). Père receveur à l'enregistrement devenu notaire à Vertaizon (Puy-de-Dôme), puis créant un bureau d'informations notariales à Lyon en 1897. Après sa scolarité primaire, Paul poursuit des études secondaires à l'école Jean-Baptiste-de-la-Salle à Lyon (La Croix-Rousse) où il obtient le diplôme de fin d'études, équivalent au baccalauréat, avec une médaille de bronze. Entre alors comme cadre administratif à l'entreprise de combustibles Streichenberger à Bordeaux. Après sa réforme définitive en 1917 consécutive à son amputation de la jambe gauche, retourne dans la même entreprise, mais dans sa succursale de Lyon. Epousant en 1918 une jeune fille de Saint-Just-Malmont (Haute-Loire) dont le père possède une petite entreprise de tissage de soieries, va y travailler et reprend plus tard l'affaire, qu'il dirige jusqu'à l'âge de 70 ans. Prend ensuite sa retraite dans le Midi tout en revenant régulièrement dans la maison familiale de Saint-Just-Malmont.

Effectue son service militaire de trois ans de 1904 à 1907 au 52^{e} R.I. de Montélimar ; le termine avec le grade d'adjudant-chef. En août 14, est incorporé avec le même grade au 252^{e} R.I. de Montélimar, réserve du 52^{e} R.I., puis passe au 111^{e} R.I. Territoriale. Ne se souvient pas de son itinéraire jusqu'à sa première blessure reçue près de Reims, aux verreries de la Neuvillette, en août 1914 : a la figure brûlée par l'explosion proche d'un obus, sans toutefois recevoir d'éclats ; est hospitalisé au Val-de-Grâce à Paris. De retour au régiment, à sa demande, revient dans « l'active » : est nommé adjudant-chef au 52^{e} R.I., commandant une section de mitrailleuses. Ne se souvient pas de l'itinéraire du régiment en 1915. En 1916, le 11 juin, à Verdun, au cours d'une attaque, a la jambe brisée par une balle ; resté quinze heures sur le champ de bataille, secouru a un moment par trois Allemands qui lui ont fait une attelle sommaire et l'ont laissé sans le faire prisonnier, secouru enfin par des brancardiers français, est amené au tunnel de Tavannes faisant office d'hôpital provisoire. Evacué ensuite, est amputé de la totalité de la jambe gauche, atteinte par la gangrène, à l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye, où il est soigné jusqu'à la fin de 1916. Est ensuite transféré dans un hôpital de Lyon . Est réformé à titre définitif à la fin de 1917.

Entretien réalisé dans la maison familiale de Saint-Just-Malmont le 22 juillet 1988, en présence d'une partie de sa famille. Paul de Lambert, alors âgé de 105 ans, était censé être le doyen d'Europe des Mutilés de guerre ; il est mort quelques semaines après cet entretien…

LAROUX Louis : né le 23 janvier 1890 à La Tour-en-Jarez. Père ouvrier carrier et agriculteur, mourant à 53 ans. Louis travaille d'abord à la ferme, puis entre à 16 ans à la mine, aux Houillères de la Chazotte à Saint-Jean Bonnefonds ; y travaille de 1906 à son départ au régiment en 1911, puis au retour du régiment en 1913 jusqu'au printemps 1914 où il s'établit comme agriculteur à Sorbiers. Doit renoncer à ce métier d'agriculteur après son amputation du bras droit ; est repris à la mine où il deviendra contremaître chargé du boisage, jusqu'à sa retraite en 1960. A résidé à Sorbiers depuis son mariage en 1920 ; retraité chez ses enfants ; a célébré son centenaire en 1990.

Effectue son service militaire de 1911 à 1913 dans trois régiments : le 11^{e} R.A. à pied de Briançon, puis, ne supportant plus l'altitude, le 54^{e} R.I. de Lyon et enfin le 16^{e} R.I. à Clermont-Ferrand (bataillons partagés entre Clermont et Montbrison) ; libéré le 8 novembre 1913. Incorporé en août 1914 au 75^{e} R.I. de Romans. Monte au front en Champagne en 1915, puis dans la Somme ; passe l'hiver 1915-1916 à Plancher Bas (Haute-Saône) près de Belfort. Le régiment est engagé dans divers secteurs de Verdun (Fleury-devant-Douaumont, bois de la Caillette, Tavannes, Vaux-Chapître) du 16 mars au 18 août 1916. Est grièvement blessé devant Saint-Quentin, le 25 mars 1917, par une bombe jetée d'un avion ; évacué, est amputé du bras droit et de deux doigts de la main gauche à l'ambulance de Berry-au-Bac (Aisne) ; puis est hospitalisé en Bretagne où l'amputation est refaite par un chirurgien. Achève sa convalescence à l'hôpital de Saint-Chamond, à la fin de 1917. Réformé à titre définitif au début de 1918.

Entretien réalisé au domicile de ses enfants, à Sorbiers, le 4 novembre 1987 (témoin âgé de près de 98 ans). Revu en janvier 1990 à l'occasion de son centenaire, où l'auteur, à la demande de la famille, a fait une évocation de sa guerre.

LESTAGE Auguste : né le 5 novembre 1896 à Sancoins (Cher). Parents marchands forains ; père originaire de Bordeaux, mère de la Pacaudière. Passe son enfance à Marcigny (Saône-et-Loire), Pouilly-sous-Charlieu puis Roanne. A sa sortie de l'école primaire, aide ses parents dans leur activité, puis se met à son compte en 1913, jusqu'à son départ à la guerre en avril 1915. Après la guerre, reprend son métier de marchand forain : basé à Lyon, devient marchand de couvertures dans les foires et marchés jusqu'en 1928 ; puis, installé au Coteau, diversifie son commerce en vendant dans toute la France une grande gamme d'articles utilitaires transportés dans un camion-magasin. S'établit ensuite à La Pacaudière, où il prend sa retraite après 1960. S'installe à Saint-Victor-sur-Rhins en 1979, et à Régny en 1988.

Incorporé en avril 1915 au 13e R.I. de Nevers, en cantonnement à La Charité-sur-Loire. Après quelques mois d'instruction, monte en zone des armées dans la Meuse, puis au front aux Eparges (20 km au sud-est de Verdun), vers la tranchée de Calonne. Y demeure plusieurs mois, avec des périodes de repos à Sommedieue. Puis en 1916, le régiment est envoyé en Argonne au nord de Sainte-Menehould ; tient les tranchées vers Vienne-le-Château , puis à l'ouest de Sainte-Menehould à Valmy. Est envoyé en juillet 1916 à Verdun ; tient les tranchées pendant deux fois cinq jours au bois Fumin, en face du fort de Vaux ; y est gazé et blessé aux jambes ; évacué, est hospitalisé à Bourges. De retour au régiment, le retrouve vers Verdun en réserve à Belrupt (3 km à l'est de Verdun) avant d'être envoyé au grand repos pour un mois. Remonte aux tranchées en Argonne, vers la Main de Massiges où il passe l'hiver 1916-1917. Le régiment est ensuite transféré dans l'Oise à Tricot (25 km au nord de Compiègne) où Auguste reçoit un petit éclat d'obus dans le genou droit à une date non précisée ; évacué, est opéré et hospitalisé à Moulins, puis envoyé en convalescence à Saint-Honoré-les-Bains, dans le Morvan nivernais. Rejoint son régiment à Aumale. Ne se souvient plus des actions menées et des secteurs occupés en fin de guerre. Aurait été chez lui, au Coteau, au moment de l'armistice, sans doute en permission. Démobilisé en 1919.

Long entretien réalisé à son domicile de Régny le 6 avril 1989 (témoin âgé de plus de 92 ans) en présence de sa compagne.

MAILLET Claude : né le 12 décembre 1896 à Montbrison. Père carrier, décédé précocement, d'où le remariage de sa mère. Fait un apprentissage de typographe à l'imprimerie Robert à Montbrison (dont le propriétaire sera député puis sénateur) ; y travaille seize ans, avant et après la guerre, comme conducteur typographe. Puis vers 1930, entre à la Poste ; sa principale activité étant celle d'employé au tri ambulant dans les wagons postaux, sur les lignes Paris-Saint-Etienne, Paris – Clermont-Ferrand et Paris – Genève. A pris sa retraite à Montbrison, 15 rue Bourgneuf. Décédé le 10 octobre 1989.

Ajourné deux fois au conseil de révision pour être conservé à l'imprimerie, part avec la classe 1918 en avril 1917 et est incorporé au Train des équipages, chargé notamment dans les gares régulatrices (Lyon, Clermont-Ferrand, Saint-Germain-des-Fossés, Orléans, Versailles) de vérifier les ordres de mission des régiments passant en gare. En 1918, se porte volontaire pour la mission dite Loubignac (du nom de son colonel) faisant partie du corps expéditionnaire allié mis sur pied pour porter assistance à l'armée tsariste luttant contre les Bolcheviks, même après l'assassinat du Tsar et de la famille impériale en juillet 1918 ; cette mission de cinq cents hommes, composés d'aviateurs (dont Joseph Kessel), de tankistes et de mécaniciens, part de Brest le 12 novembre 1918, traverse l'Atlantique, puis les Etats-Unis, séjourne à San Francisco du 1er décembre 1918 au 5 février 1919, (où elle se renforce des contingents anglais, américain et canadien), traverse le Pacifique et parvient à Vladivostok le 6 mars. Le 2 juin, elle s'embarque dans le Transsibérien en direction d'Ekaterinbourg où elle ne parvient que le 26 juin, après de multiples péripéties liées à la révolution russe ; n'ayant pas combattu, la mission est de retour à Vladivostok le 6 septembre, pour en partir le 10, en direction de la France, par la voie ferroviaire jusqu'en Chine, puis maritime par l'Océan Indien, la Mer Rouge, le canal de Suez et la Méditerranée. Claude est de retour à Marseille le 12 novembre 1919. Démobilisé en 1920.

Enquête réalisée en deux longs entretiens de près de deux heures chacun : le premier le 4 août 1987 (témoin âgé de 91 ans), le second le 19 janvier 1989 (92 ans), le second se fondant sur le récit écrit d'un autre témoin : Gaston Grosjean.

MARTEL Jean : né le 11 mai 1894 au hameau de La Siauve, à Bourg-Argental, dans une famille de deux enfants. Parents agriculteurs à La Siauve. Après sa scolarité *« chez les Frères »* à Bourg-Argental, travaille à la ferme familiale jusqu'à son départ à la guerre en septembre 1914. Après la guerre, travaille à nouveau à la ferme familiale qu'il reprend à son compte après son mariage en 1929, jusqu'à sa retraite en 1958. En 1966, s'établit chez sa fille et son gendre, résidant à Colombier.

Incorporé le 3 septembre 1914 au 11e R.A. Lourde de Grenoble. Après deux mois d'instruction, monte au front comme signaleur d'artillerie, chargé de transmettre les consignes de tir par des planchettes brandies à bout de bras. Ne se souvient pas vraiment des secteurs d'installation de sa batterie, ni des dates de déplacement d'un secteur à l'autre : sans doute la Somme, l'Aisne, les Vosges, mais pas Verdun. La fonction de signaleur étant rapidement abandonnée avec l'introduction du téléphone, il devient servant du canon de 115 court Schneider ; gagne la croix de guerre en transportant deux obus de 44 kg sur chacune des épaules ! Après le 11e R.A. Lourde, passe au 101e R.A. Lourde peu de temps, puis au 320e R.A. Lourde où il effectue l'essentiel de la guerre, y compris un séjour de trois mois en Italie en été et automne 1918 ; s'y trouve lorsque survient l'armistice. Est affecté ensuite au 54e R.A. de Lyon où il est démobilisé le 13 septembre 1919.

Entretien réalisé le 12 mars 1988 (témoin âgé de 94 ans) au domicile de sa fille et de son gendre à Colombier.

MARTINON Claude : né le 16 juillet 1894 à Rive-de-Gier. Devient ajusteur-électricien ; après sa grave blessure au visage reçue en juillet 1916 et ses deux ans d'hospitalisation, sera contraint à un changement d'activité : sera principalement manutentionnaire aux P.T.T. à Rive-de-Gier, en résidant à Chateauneuf, au lieu-dit Bourbouillon. Mariage en novembre 1920. Grand invalide de guerre de la catégorie dite des *« gueules cassées »*, est décoré de la croix de guerre avec palmes en 1917 et de la Légion d'honneur dès 1953.

Incorporé le 7 septembre 1914 au 11e Bataillon de Chasseurs à Pied d'Annecy. Dans ce même régiment, sera nommé caporal le 16 janvier 1916 et sergent le 27 avril 1916. En l'absence de renseignements sur son itinéraire de guerre, hormis sur sa blessure finale, on en est réduit à conjecturer cet itinéraire d'après celui du régiment : il combat en Belgique en novembre 1914 et dans le Pas-de-Calais, à Carency en décembre 14 ; combat principalement dans les Vosges en 1915, notamment au col de la Schlucht, puis à Verdun et dans la Somme en 1916. Le 20 juillet 1916, dans la Somme, à Curlu (10 km au nord-ouest de Péronne), au cours d'une attaque, Claude reçoit, outre des éclats d'obus dans le pied gauche, plusieurs balles dans le visage (sans doute de mitrailleuse) qui lui arrachent la majeure partie du nez, lui perforent l'œil droit et endommagent gravement le gauche, et lui fracturent le front. Est évacué, opéré plusieurs fois (énucléation de l'œil droit, réfection du nez avec un lambeau frontal), hospitalisé deux ans. Est réformé à titre définitif en août 1918 par le centre de réforme de l'hôpital Faucher de Bordeaux.

Papiers militaires et dossier d'invalidité remis en décembre 1987 par sa belle-fille, Mme Martinon, habitant Chateauneuf, ainsi que quelques lettres et un petit carnet (où n'est noté que la composition des escouades de la 4e Compagnie du 11e B.C.P.) perforés par une des balles l'ayant atteint…

MATHEVON Pierre : né le 5 septembre 1895 à Sorbiers, aîné des cinq garçons d'une famille d'agriculteurs. A la sortie de l'école primaire, demeure à la ferme familiale jusqu'à l'âge de 18 ans, puis s'embauche à la mine à La Talaudière, jusqu'à son départ à la guerre en décembre 1914. Après son affectation dans le service auxiliaire consécutive à sa blessure, retourne à la mine à la fin de 1917 : effectue une carrière d'agent de maîtrise aux Houillères de la Chazotte (chargé de la réception des bennes aux puits Petin, du Fay, Lacroix, Saint-Joseph) jusqu'à sa retraite en 1949, après laquelle il poursuit une petite activité agricole. A passé toute sa vie active et sa retraite à Sorbiers.

Incorporé en décembre 1914 au 38e R.I. de Saint-Etienne, puis, après sa période d'instruction, versé au 86e R.I. du Puy , et à nouveau affecté au 38e R.I. sur le front. Arrive en première ligne en septembre 1915. Fait deux séjours dans le secteur de Verdun en 1916 : vers Fleury et au bois d'Avocourt où il a la main gauche perforée par une balle, paralysant deux doigts. Est évacué et hospitalisé à Bar-le-Duc ; opéré seulement trois mois après sa blessure (les deux doigts resteront paralysés) ; passe onze mois en hôpital, dans plusieurs endroits ; en 1917, est versé dans le service auxiliaire par le conseil de réforme, ce qui l'autorise à retourner à la mine à la fin de 1917.

Entretien réalisé le 5 novembre 1987 à Sorbiers au domicile du témoin (la ferme familiale) âgé de 92 ans.

MATHIEU André : né le 18 janvier 1896 à Landos (Haute-Loire). Parents agriculteurs à Landos. Après avoir travaillé comme petit valet dans les fermes avoisinantes, fait son apprentissage de boulanger au Puy-en-Velay , puis revient exercer son métier à Landos, remplaçant son patron parti à la guerre jusqu'à son propre départ en avril 1915, fournissant du pain pour trois communes. Après la guerre, remplace à nouveau son patron blessé au bras, puis de 1920 à 1932 est boulanger à Saint-Haon (Haute-Loire). Décide ensuite d'abandonner la boulangerie devenue peu rémunératrice à cause de l'exode rural, et d'entrer dans les Postes : facteur auxiliaire en Haute-Loire de 1932 à 1936, puis facteur titulaire dans la Loire à Saint-Germain-Laval, de 1936 jusqu'à 1958, année de sa retraite, prise aussi à Saint-Germain-Laval.

Incorporé en avril 1915 au 12e Bataillon de Chasseurs Alpins d'Embrun ; effectue son instruction dans la Drôme puis dans un bataillon de marche vers Epinal, dans les Vosges ; monte au front en novembre 1915 dans la Somme, vers Cappy (3 km à l'est de Bray-sur-Somme) au 52e B.C.A., réserve du 12e ; y passe tout l'hiver 1915-1916 dans des conditions très difficiles. Aurait passé en Alsace l'essentiel de l'année 1916. Ne se souvient pas des secteurs occupés en 1917, sauf de la fin : départ de son bataillon en Italie en novembre, après la débâcle italienne de Caporetto des 24-25 octobre face aux troupes autrichiennes. Tient les tranchées vers le Mont Tomba jusqu'en avril 1918 où le bataillon rentre en France, en Alsace, puis dans l'Aisne. Est gravement blessé au genou gauche par un éclat d'obus à Chézy (Aisne) le 16 juin 1918 ; est opéré dans un hôpital de campagne puis évacué en train vers l'intérieur : hospitalisé à Roanne, puis à Vichy pour sa rééducation. Se trouve en permission de convalescence chez lui, à Landos, lorsque survient l'armistice. Versé ensuite dans le service auxiliaire, est démobilisé en avril 1919, cinq mois avant ses conscrits de la classe 1916.

Entretien réalisé le 15 avril 1988, à Saint-Germain-Laval, au domicile du témoin, âgé de 92 ans, en présence de son épouse.

MASCLAUX Joseph : né le 6 juillet 1885 à Solignac-sur-Loire (Haute-Loire), aîné d'une famille de cinq enfants. Parents agriculteurs ; père venant travailler les hivers à la mine à Saint-Etienne ; la famille finit par s'installer à la Croix-de-Marlet (Firminy) en 1893, en y louant une ferme. Joseph est loué à 11 ans comme berger vers Saint-Just-Malmont, en Haute-Loire, puis s'embauche à 13 ans dans une fabrique de boulons du Chambon-Feugerolles. A 14 ans, à la mort de son père en 1899, il se voit proposer un travail à la mine à Roche-la-Molière, mieux rémunéré ; y travaille, avec l'interruption du service militaire de 1906 à 1908, jusqu'en 1914 : manœuvre, puis rouleur, puis mineur de fond, puis surveillant. Après la guerre, reprend son activité à la mine et devient sous-gouverneur jusqu'en 1931, puis s'occupe ensuite du transport du charbon par chemin de fer, d'abord comme assistant du chef de gare de 1931 à 34, puis comme chef de gare de 1934 à 1948, année de sa retraite. Depuis le début du siècle, a toujours résidé à Roche-la-Molière.

A effectué son service militaire de 1906 à 1908 au 16e R.I. de Montbrison. A la mobilisation d'août 1914, est incorporé, comme caporal, au 216e R.I., régiment de réserve du 16e R.I.. Participe aux premiers combats en Alsace en août 1914, puis à la bataille de la Marne début septembre. Est blessé au pied le 24 septembre 1914 par un éclat d'obus vers Berry-au-Bac (Aisne) ; évacué, est hospitalisé à Evreux, puis en convalescence chez la comtesse du Fayet, à proximité d'Evreux. Promu sergent à son retour au front en février 1915, aux Eparges, toujours au 16e R.I. qui en juin occupe aussi le secteur de Berry-au-Bac ; est blessé à nouveau à 5 km au sud, à Cormicy (Marne) en attaquant une tranchée ennemie que les officiers croyaient abandonnée : reçoit une balle dans la hanche et des éclats de grenade au visage et aux mains ; menacé de gangrène gazeuse, est hospitalisé à proximité, à Sapigneul, dans une ambulance de la Croix-Rouge, puis hospitalisé à Provins, puis dans l'Eure, et enfin à Brest où il arrive à Noël 1915 et est réopéré. Est de retour à Saint-Etienne en mars 1916, rééduqué à l'hôpital de mécanothérapie. Passe dans la réserve de l'active, et va au dépôt du 200e R.I., à Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne), puis est versé dans le service auxiliaire en juillet 1916 : démobilisé comme maréchal des logis au 2e Régiment de Cuirassiers de Paris et mobilisé comme ouvrier métallurgiste raboteur dans une usine d'armement à Alfortville, puis à Paris, place d'Italie. Y reste deux ans et s'y trouve lorsque survient l'armistice. Démobilisé par anticipation le 28 décembre 1918.

Très longue enquête réalisée en deux entretiens ayant eu lieu au domicile du témoin, âgé de plus de 102 ans, à Roche-la-Molière, les 4 et 7 décembre 1987.

MAZIOUX Jean-Baptiste : né le 25 août 1894 à Saint-Clément (Allier). Enfant naturel d'une jeune fille de 18 ans, a pris le nom du mari de sa mère (qui aura sept autres enfants) quand elle s'est mariée à 22 ans. Elevé par ses grands-parents à Saint-Clément. Apprend le métier de son grand-père, sabotier, et travaille avec lui jusqu'à l'âge de 15 ans. Puis, de 15 à 19 ans, vient exercer sa profession dans la Loire, aux Noës, pour le compte d'un oncle employant dix ouvriers. Travaille ensuite un an, jusqu'à son départ à la guerre, pour le compte d'un cafetier de Renaison. Après la guerre, ne peut reprendre son métier de sabotier, la mécanisation du creusement des sabots ayant fait chuter le besoin de main d'œuvre. Entre au chemin de fer (P.L.M.) en septembre 1919 et y fait 31 ans de carrière jusqu'à sa retraite en 1950, employé à la formation des trains en gare de Roanne. Réside au Coteau où il a pris sa retraite.

Incorporé le 6 septembre 1914 au 98e R.I. de Roanne. Après deux mois d'instruction à Roanne, monte au front en novembre 1914 dans le nord de l'Oise, au Bois des Loges et y demeure avec le 98e R.I. jusqu'au printemps 1915. Ne se souvient pas des autres secteurs occupés en 1915. Est présent dans le secteur ouest de Verdun le 25 février 1916, soit au tout début de la bataille de Verdun ; à partir du 11 mars, le 98e R.I. livre des combats très meurtriers au Bois des Corbeaux et perd plus d'un tiers de son effectif. Reformé, envoyé au repos, il se trouve à la bataille de la Somme de mi-octobre à mi-décembre 1916, dans le secteur de Chaulnes, à 40 km à l'ouest de Saint-Quentin, secteur où l'omniprésence de la boue aggrave encore les conditions de survie. A la fin de 1916 ou au début de 1917 (mais avant les mutineries consécutives à l'échec de l'offensive du Chemin des Dames) l'escouade de Jean-Baptiste, au repos, refuse d'aller travailler à la pose de barbelés dans les lignes ; ses membres sont dispersés dans diverses compagnies et mis « *en prévention de conseil de guerre* », sanction levée à l'automne 1917. Ne se souvient pas des secteurs occupés au début de 1917 jusqu'au retour à Verdun fin juillet ; après un séjour au camp du Fer à Cheval, le régiment combat au Bois d'Avocourt et parvient à faire plus de 300 prisonniers. Part au repos en Argonne, vers Vieil Dampierre, en septembre, puis reprend les lignes dans un autre secteur d'Argonne, à la Fille Morte, en octobre. Jean-Baptiste se porte alors volontaire pour l'armée d'Orient ; est envoyé à un dépôt de Grenoble, puis à Marseille où il demeure un mois, ce qui lui permet d'être débardeur sur le port. Rejoint en décembre 1917 le sud de l'Italie en train, la Grèce en bateau jusqu'à Itéa, dans le golfe de Corinthe, et Salonique en train. Va occuper, avec le 35e R.I Coloniale le secteur de Monastir en Macédoine serbe jusqu'à la reddition de la Bulgarie fin septembre 1918 ; est nommé brigadier ; traverse avec son régiment la Bulgarie jusqu'aux Portes de fer du Danube, et la veille de l'armistice traverse le Danube, pour s'installer en Hongrie où l'occupation dure six mois. Rapatrié sans doute en juin 1919, et démobilisé en septembre.

Long entretien réalisé le 27 mai 1988 au Coteau, au domicile du témoin, âgé de 94 ans.

MESTRALLET Claudius : né le 4 janvier 1896 à Roche-la-Molière. Père mineur, mère nourrice s'installant à Saint-Genest-Lerpt en 1905. Se retrouve livré à lui-même à dix ans, en 1906, par suite du décès de son père et de sa sœur et de la longue hospitalisation de sa mère ; recueilli par un oncle de Roche-la-Molière, en part à 12 ans à la suite d'une altercation. Se loue comme petit valet dans une ferme de Saint-Genest-Lerpt avant d'entrer à 13 ans à la mine à Roche-la-Molière, d'abord en surface au crible, puis à l'âge de 16 ans au fond ; devient embrancheur de bennes à 18 ans, jusqu'à son départ à la guerre en avril 1915. Après la guerre, retourne à la mine à Roche-la-Molière, où il exerce successivement les emplois de rejeteur, freinteur-embrancheur, piqueur, boiseur, conducteur de chevaux ; devenu chef d'équipe en 1935, prend sa retraite en 1950, en résidant toujours à Saint-Genest-Lerpt.

Incorporé en avril 1915 au 1er R.A. de Montagne de Grenoble ; demeure dans les Alpes jusqu'au 1er juillet 1916 où il est versé au 5e R. A. de Campagne de Besançon qu'il rejoint dans la Somme vers Amiens ; devient téléphoniste, chargé de dérouler et de réparer les lignes, même pendant les bombardements de la bataille de la Somme. En part en octobre 1916 ; le régiment est alors transféré dans l'Oise, à Lassigny, pour un mois de grand repos ; Claudius est versé au 205e R.A. de Campagne, régiment de réserve du 5e R.A. ; passe l'hiver 1916 – 1917 dans l'Aisne, en avant de Saint-Quentin, et participe à la poursuite des Allemands lors de leur repli stratégique sur la ligne Hindenburg, à la mi-mars 1917, qui se termine par une bataille devant Saint-Quentin. Après avoir tenu la position dans le secteur, le régiment rejoint le Chemin des Dames en août 1917, vers la Caverne du Dragon, puis au tunnel Bugeaud jusqu'en mars 1918. Après un séjour à Fismes, dans la Marne, le régiment est envoyé en juin 1918 en Belgique, vers le mont Kemmel où Claudius, toujours téléphoniste, est gazé, mais non hospitalisé ; échappe de peu à une bombe lancée par un avion. Suit son régiment de retour en France, à Beauvais, en juillet 1918, puis est réexpédié dans le Nord, à Bergues, à proximité de la frontière belge ; manque d'être tué par un obus qui pulvérise la baraque qu'il occupait juste auparavant. Participe aux derniers combats dans les Ardennes à l'automne 1918. Apprend la nouvelle de l'armistice dans la gare régulatrice de Plailly, dans l'Oise, en partant en permission. Au retour, rejoint son régiment à Laon ; le suit ensuite à Sarreguemines, puis en Allemagne jusqu'à Coblence, puis Nassau, en Rhénanie. Au printemps 1919, le régiment est de retour en France, à Grandrupt, dans les Vosges, au nord-est de Saint-Dié ; il y est dissous et livre son matériel à un régiment polonais. Claudius est démobilisé en septembre 1919. A obtenu quatre citations.

Très long entretien réalisé le 17 juin 1989 (témoin âgé de 93 ans) à Saint-Genest-Lerpt (La Fontanière), chez M. Fontanay, organisateur du rendez-vous.

MEUNIER Jean-Baptiste : né le 5 février 1890 à Bard (Le Sauzet) dans une famille qui comptera six enfants, les cinq garçons ayant participé à la guerre de 14-18 et y ayant survécu, la fille étant morte de la grippe espagnole en 1918. Parents agriculteurs. A effectué une carrière d'agent à l'E.D.F. chargé des relevés et des encaissements, en résidant à Montbrison. Marié à une jeune fille de Verrières-en-Forez : ont eu sept enfants. Conseiller municipal à Montbrison pendant deux mandats. Décédé en décembre 1960.

Incorporé le 23 octobre 1914 au 97e R.I. de Chambéry ; effectue ses classes du 22 novembre 1914 au 5 février 1915 à Donzère (Drôme). Versé le 15 février au 175e R.I. ; désigné le 2 mars pour faire partie du corps expéditionnaire en partance pour les Dardanelles, destiné à renforcer les troupes alliées pour forcer le passage dans le détroit tenu par les troupes germano-turques. Embarque à Marseille le 4 mars sur le « *Provence* » ; après une escale de quatre jours à Bizerte, en Tunisie, les soldats débarquent à l'île de Lemnos, en mer Egée, le 16 mars. Après une dizaine de jours passés à soigner les chevaux et à nettoyer le navire, ils repartent le 27 mars sur le *« Savoie* » en direction d'Alexandrie, en Egypte, où ils débarquent le 30 mars, s'installant au camp des chasseurs d'Afrique « Victoria College », où ils effectuent des exercices militaires *« dans le sable »* jusqu'au 15 avril. Le 16, nouvel embarquement sur le « *Provence* » à destination de Lemnos où se rassemblent les flottes française et anglaise impliquées dans l'opération des Dardanelles. Le 27 avril, le corps expéditionnaire débarque à Seddul-Bahr, à l'extrémité de la péninsule de Gallipoli, et commence à creuser des tranchées. Jean-Baptiste fait partie d'une patrouille de reconnaissance pour aller repérer les positions de l'ennemi ; ce même jour, les forces alliées parviennent à avancer de quelques kilomètres sans résistance adverse conséquente. Mais le lendemain 28, l'offensive tourne au détriment des forces alliées et le 175e R.I. subit de lourdes pertes et doit se replier ; Jean-Baptiste est blessé au front par un shrapnell ; il embarque avec les autres blessés sur le « *Dugay-Trouin* » à destination d'Alexandrie où il parvient le 30 avril. Il est soigné à l'hôpital allemand Diaconissen Hospital (où collaborent médecins anglais et infirmières allemandes) jusqu'au 25 mai, puis atteint de fortes coliques et d'une fièvre élevée, à l'hôpital français Larrey jusqu'au 26 juillet. Est rapatrié sur le « *Sydney* » pour passer sa permission de convalescence en France ; débarque à Marseille le 30 juillet et passe deux mois de convalescence dans sa famille à Bard. De retour à Marseille le 1er octobre , est renvoyé au dépôt de son régiment à Grenoble où il reste tout le mois d'octobre. Le 1er novembre, il embarque à Marseille sur l' « *Algérie* » en partance pour Salonique où il

débarque le 9. Versé en renfort du 242e R.I., puis revenant au 175e R.I., il part en train le 21 novembre pour la Serbie ; cantonnés à Stroumitza (Strumica), à 20 km à l'est du lac Doiran, les soldats gardent les voies ferrées jusqu'au 9 décembre, puis se retirent de Serbie avec quelques escarmouches contre les Bulgares, faisant à pied, en six jours, sur un terrain difficile, la centaine de kilomètres les séparant de Salonique, où ils s'emploient ensuite à fortifier le camp retranché. Jean-Baptiste, devenu ordonnance de son lieutenant le 20 décembre 1915, y demeure jusqu'au 9 février 1916, puis va tenir les lignes en avant de Salonique jusqu'au 29 avril . En mai 1916, suit le régiment dans les divers postes montagneux du nord de la Macédoine grecque surveillant la frontière serbe, puis bulgare, jusqu'au 22 août. Devenu soutien des troupes russes, le régiment avance vers la frontière albanaise, livre le combat aux Bulgares le 11 septembre, les poursuivant le 12 et le 13, puis revient vers Florina, en Macédoine. Le 19 septembre, Jean-Baptiste est blessé par un éclat d'obus qui lui traverse le pied droit ; il est soigné jusqu'au 28 octobre à l'hôpital de Zeitinlick, près de Salonique. De retour au dépôt, en repart le 24 novembre pour de nouvelles opérations en Serbie vers Monastir (Manastir) contre les Turcs et les Allemands ; le 30 novembre et le 1er décembre, sa compagnie essuie un violent bombardement qui lui inflige de lourdes pertes. Jean-Baptiste, qui n'est plus ordonnance, tient les lignes dans ce secteur montagneux de Serbie jusqu'au 5 février 1917 où il est nommé muletier, chargé de transporter malades et blessés dans le cacolet dont est porteur le mulet, à Brusnik, entre Monastir et le lac de Presba (Prespa). Effectue ce travail jusqu'au 10 août 17, date de son départ en permission ; embarquant le 16 à Itéa sur le « *Jules Ferry* », il débarque le 18 à Tarente en Italie, et regagne Marseille par le train. Parvenu le 25 à Montbrison, très fatigué, il y est hospitalisé pour entérite, paludisme et myocardite, demeurant un mois dans un état critique, et bénéficie ensuite de deux mois de convalescence chez lui.. De retour le 6 février 1918 à Grenoble, au dépôt du 175e R.I., est envoyé au camp de rééducation de Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme) puis en réentraînement à Valréas. Début avril, il est volontaire pour un stage d'artilleur au nouveau canon de tranchées se déroulant à Marly-le-Roi. Mais repris d'une crise de paludisme, il est hospitalisé à Rueil jusqu'au 30 mai. Après une permission chez lui, de retour à Grenoble, est à nouveau hospitalisé à La Tronche fin juin. Après une permission agricole de trois semaines, son état l'amène à une autre hospitalisation à Montbrison. Il rejoint le camp de rééducation de Saint-Paul-Trois-Châteaux, jusqu'au 8 novembre 1918, puis est réentrainé à Pierrelatte et à Valréas jusqu'au 6 janvier 19. Il est versé ensuite au 340e R.I. qu'il rejoint dans la Moselle, à Dieuze, et est affecté à la garde d'un dépôt de matériel allemand à Boudonnay (Moselle). Le récit s'arrêtant à la date du 26 mars 1919, son itinéraire jusqu'à sa démobilisation – pour la classe 1910 le 15 août 1919 - reste inconnu..

Récit de 61 pages de petit format intitulé *« Ma vie militaire 1914 – 1919 »*, extrêmement précis sur les dates, les lieux, les faits, rédigé sans doute en 1919 d'après des notes antérieures, précieux pour la connaissance de la diversité des tâches confiées à l'armée d'Orient. Photocopie du document transmise en novembre 1987 par sa veuve, née en 1901, résidant à Montbrison.

MICHEL Pétrus : né le 18 janvier 1896 à La Fouillouse. Père boulanger à La Fouillouse depuis 1887, ayant eu 11 enfants (8 vivants). Après sa scolarité primaire, a appris le métier de son père, puis, plus tard, repris le fonds familial à La Fouillouse.

Incorporé le 15 janvier 1915 au 86e R.I. du Puy ; après ses classes, passe au 38e R.I. de Saint-Etienne. Monte au front dans la Somme en mai 1915, où il tient les lignes. Monte en renfort dans le secteur de Verdun au printemps 1916, puis participe en tant que mitrailleur (tireur) à la bataille de la Somme en été 1916 avec son nouveau régiment, le 273e R.I. de Béthune. Participe en avril 1917 à la grande offensive du Chemin des Dames où il est enterré dans l'abri des mitrailleuses effondré par le bombardement ; secouru, s'en tire sans dommages notoires. Se rend ensuite en Belgique avec la division Mangin. Lors de l'offensive allemande du printemps 1918, est blessé à la tête, début juin, au sud de Soissons, et évacué sur Crépy-en-Valois où il est hospitalisé. Revenu au régiment, participe, après l'armistice jusqu'en juin 1919 à l'occupation en Allemagne, à Mayence, puis à Wiesbaden. Démobilisé le 19 octobre 1919. Avait quatre frères à la guerre, dont un, Charles, a été tué.

Long entretien réalisé à son domicile à La Fouillouse, le 3 décembre 1984 (témoin âgé de presque 89 ans). Décédé le 29 novembre 1992, à près de 97 ans.

MOLIERE Armand : né le 30 mars 1895 à Bussières. Parents façonniers en soieries à Bussières, employant des tisseurs à domicile à Bussières et dans les localités environnantes. A la suite de la faillite en 1912 de l'entreprise lyonnaise Tabard, principal fournisseur de commandes, qui avait poussé à l'achat de métiers neufs, l'affaire familiale doit être liquidée. Le père devient alors, en 1912, directeur d'une usine de textile à Cours-la-Ville (Rhône), où la famille s'installe. Armand doit interrompre ses études à 15 ans, avant le brevet, pour cause d'anémie. A 18 ans et demi, en octobre 1913, devance l'appel du service militaire : est incorporé le 31 octobre 1913 au 11e R.A. Lourde de Modane. S'y trouve lorsque la guerre éclate, occupant l'emploi d'infirmier. Au retour de la guerre, en mars 1919, devient aide-comptable à l'entreprise Poizat de Cours-la-Ville, fabriquant des couvertures. Effectue 45 ans dans le service de comptabilité cette entreprise, dont il

deviendra chef comptable, jusqu'à sa retraite prise en 1964. A continué à résider à Cours-la-Ville lors de sa retraite. Décédé à l'âge de 101 ans, le 3 mars 1996, à la maison de retraite La Providence, au Coteau, trois ans après son épouse, morte à 100 ans le 18 juin 1993.

A la déclaration de guerre, son régiment, qui deviendra le 62e R.A. Lourde, puis le 112e R.A. Lourde, est maintenu à Modane dans l'attente de la prise de position de l'Italie dans le conflit. Il en part le 19 octobre 1914 en direction de Langres, dans la Haute-Marne, où il passe l'hiver dans un village des environs, jusqu'au printemps 1915 où il est envoyé à Besançon pour prendre possession de ses canons de 155. Les écoles à feu ont lieu dans la Marne, à Cuperly, en bordure du « camp de Châlons » (actuel camp de Mourmelon), puis le régiment prend position au pied est de la Montagne de Reims ; Armand est employé comme observateur à Verzy, chargé de détecter l'emplacement des batteries ennemies d'après les lueurs des tirs. Puis le régiment est transféré en Artois, toujours en 1915 ; Armand continue son emploi d'observateur à partir d'un grenier élevé d'Arras, permettant de surveiller les tranchées de Neuville-Saint-Vaast, distantes de 5 km. Après la destruction d'un autre observatoire situé plus près des lignes, le régiment s'installe à Aix-Noulette, à 5 km à l'ouest de Lens, vers le plateau de Lorette, où Armand devient agent de liaison. Puis en janvier 1916, le régiment quitte l'Artois pour la Somme où il prend position à Rosières-en-Santerre, à 12 km au nord de Roye ; Armand y redevient observateur à partir d'un arbre très élevé, et occasionnellement téléphoniste. Y demeure jusqu'à l'été 1916 où le régiment est envoyé prendre part à la bataille de la Somme au nord de Lihons (« Les Wagons brûlés ») et subit des pertes importantes. Le 17 janvier 1917, la batterie d'Armand fait une marche exténuante de plus de 40 km dans le froid vif jusqu'à Gannes, dans l'Oise, où il cantonne un certain temps. Puis il est expédié en Argonne, à Vienne-la-Ville jusqu'à début avril 1917. Le régiment est ensuite transféré dans le secteur du Chemin des Dames, à Moulins (à 6 km à l'ouest de Craonne) en prévision de l'offensive Nivelle du 16 avril. Armand y assiste à l'explosion du dépôt de munitions, quelques jours avant le 16 avril, qui aurait fait quelque 500 morts. Après l'échec de l'offensive, le régiment demeure à Paissy, non loin de Craonne, puis se rapproche de Verdun dans l'été 17, pour prendre position en septembre à la Cote 304, à l'ouest de Verdun. Armand y contracte la dysenterie ; il est évacué et hospitalisé à Villes-sur-Couzance, à 20 km à l'ouest de Verdun, puis à Rambervillers dans les Vosges, puis à Nantua, puis à Angoulême, et enfin à Nontron, en Dordogne, ne parvenant pas à guérir d'une dispepsie gastro-intestinale qui l'affaiblit et l'amaigrit considérablement. Réformé temporaire, il revient trois mois à Cours-la-Ville dans l'été 1918, puis est renvoyé au dépôt d'Angoulême. Il y contracte la grippe espagnole ; lorsque l'armistice survient, il lutte contre la mort sur son lit d'hôpital. Après l'amélioration de son état une permission de convalescence chez lui, il rejoint à nouveau son dépôt, mais bénéficie en juillet 19 d'une affectation spéciale à son poste de comptable à Cours-la-Ville ; est officiellement démobilisé le 5 septembre 1919.

Très long entretien effectué le 17 février 1990 à Cours-la-Ville, au domicile du témoin âgé de 95 ans, en présence de son épouse.

MOLLON Pierre : né le 7 novembre 1899 à Feurs (assimilé à la classe 18 en raison de son engagement volontaire en 1917). Père transporteur à Feurs, avec des chevaux. Pierre fait un apprentissage de mécanicien-chauffeur à l'entreprise Jourlin de Feurs de 1914 à la fin de 1916, puis s'embauche à la Manufacture d'Armes et de Cycles de Saint-Etienne jusqu'à son engagement volontaire en mai ou juin 1917. Au retour de la guerre travaille dans l'affaire familiale qu'il reprend rapidement à son compte en la modernisant, notamment en remplaçant les chevaux par des camions. Conjugue plusieurs activités : le transport de toutes les marchandises, la vente de matériaux de construction, et la fourniture aux Ponts et Chaussées de gravier et de roches provenant de sa carrière de Salvizinet. A pris sa retraite à Feurs au milieu des années 60.

Engagé volontaire en mai ou juin 1917, dans l'artillerie lourde ; envoyé à Lodève où plusieurs régiments ont replié leur dépôt. Mais en raison de son aptitude à la conduite automobile, est envoyé d'autorité à Orléans où se constituent deux régiments de chars : le 504e et le 505e , auxquels il sera affecté successivement. Engagé comme conducteur de char Renault dans la guerre dès l'automne 1917, mais ne se souvient pas des secteurs où il a combattu. Est en renfort d'une division américaine au cours de l'été 1918. Se trouve en Lorraine, à Mallelourde, près de Nancy, lorsque survient l'armistice. Participe très brièvement, pendant une quinzaine de jours, à l'Occupation en Allemagne, à Worms, ville située sur la rive gauche du Rhin (à 10 km au nord de Mannheim et 50 km au sud de Mayence). Puis regagne le dépôt du 505e Régiment de Chars à Rennes, où il demeure jusqu'à sa démobilisation survenue à la fin de 1919.

Entretien réalisé le 10 décembre 1988 (témoin âgé de 89 ans) à son domicile familial de Feurs, en présence de sa femme.

MONIER Jean-Louis : né le 22 juin 1893 à Marols (Chabanne) dans une famille de 4 enfants. Parents agriculteurs. A repris après la guerre la ferme familiale de Chabanne jusqu'à sa retraite, et a continué à y résider après auprès de son fils Joseph et de sa belle-fille. Maire de Marols de 1952 à 1959. Le grand âge venant, est hospitalisé en 1983, puis se retire à la maison de retraite de Saint-Jean-Soleymieux. Décédé le 20 janvier 1988.

Se trouve depuis l'automne 1913 au service militaire au 13e escadron du Train des Equipages à Clermont-Ferrand lorsque la guerre éclate. Suit le XIIIe corps dans les Vosges, puis après la retraite française d'août 1914, dans l'Oise (vers Beauvais) puis dans la Somme (Fontaine-sous-Montdidier) où le régiment passe un an, jusqu'à fin décembre 1915. Le régiment participe au début de la bataille de Verdun en février-mars 1916 et subit de lourdes pertes ; reformé, il est envoyé dans la Somme. Touché par la loi Dalbiez, Jean-Louis est incorporé en juillet 1916 dans l'artillerie, au 53e R.A. de Clermont-Ferrand, puis par erreur, en août 1916, dans l'infanterie, au 363e R.I. de Nice ; tient les tranchées en Argonne puis dans la plaine de Reims. Blessé par de multiples éclats d'obus le 2 avril 1917 à Villers-Franqueux, au nord-ouest de Reims ; opéré dans une baraque Adrian, est hospitalisé ensuite à Château-Thierry, puis à Poitiers, puis à Parthenay. Après un mois de convalescence à Marols, de retour au dépôt du régiment à Nice, bénéficie d'une affectation en équipe agricole dans la campagne niçoise, puis dans l'arrière–pays niçois jusqu'à fin novembre 1917, où un conseil de réforme le change à nouveau d'arme : est reversé dans l'artillerie, au 38e R.A. de Nîmes ; après avoir passé l'hiver au dépôt à Nîmes, monte au front en mai 1918 dans la Marne, en renfort de trois régiments d'artillerie successifs (le 30e, puis le 26e, puis le 245e) ; participe avec le 245e à la contre-offensive de juin dans l'Oise et de juillet dans l'Aisne, puis devient secrétaire du brigadier fourrier jusqu'à l'armistice, qui survient alors qu'il est en permission à Marols. Affecté ensuite dans une équipe de réparation de matériel militaire à Pierrefonds (Oise) jusqu'à sa démobilisation, le 15 juillet 1919. A eu deux frères tués à la guerre : Jean-Pierre à Verdun dans l'été 1916, Eugène décédant en 1917 des suites de ses blessures .

Entretien d'une longueur exceptionnelle (plus de 4 heures) réalisé dans la ferme familiale de Marols le 11 novembre 1980 (témoin âgé de 87 ans) et précisé par des visites d'amitié ultérieures, soit à Marols, soit à la maison de retraite de Saint-Jean-Soleymieux où Jean-Louis a passé ses dernières années. La précision des faits tient à la mémoire remarquable du témoin et à la possession d'un petit carnet de 12 pages où tous les déplacements ont été notés.

MONSCHEIN Albert : né le 21 juillet 1899 à Grasse (Alpes-Maritimes). Père cuisinier sur un paquebot après l'avoir été dans divers pays, mourant en 1904 ; mère commerçante à Grasse. Albert continue ses études jusqu'au brevet élémentaire, obtenu en octobre 1915, aspirant à devenir instituteur. A son retour à la vie civile, en 1921, renonce à son projet et entre comme employé à l'entreprise Mimard de Saint-Etienne ; se considère comme un protégé d'Etienne Mimard. Devient chef de service à l'usine Mimard, puis Manufrance tout en possédant à Saint-Etienne une petite usine de sous-traitance pour Manufrance, spécialisée dans les productions légères en métal (paniers à salade, à bouteilles, etc.). A cessé toute activité professionnelle en 1973 et a continué à résider à Saint-Etienne à sa retraite.

Engagé volontaire le 15 janvier 1918, trois mois avant l'incorporation de la classe 19, au 7e R.A. de Nice. Effectue son instruction à Nice puis à Toulon, et monte au front le 19 avril 1918 comme conducteur de chevaux d'artillerie au 104e R.A. du Mans qu'il rejoint à Sézanne dans la Marne. Mais l'offensive allemande pousse à replier, à la mi-mai 1918, les jeunes recrues sur Nemours dans le Loiret, puis à Souppes-sur-Loing. Après une permission en juillet, rejoint le régiment le 1er août à Souppes, puis séjourne au dépôt d'armée de Saint-Martin-sur-le-Pré dans la Marne. Est de retour au front le 29 août 1918 au nord de Châlons-sur-Marne : la batterie prend position au bois de Bouy, à 11 km au nord de Mourmelon-le-Grand. Y est blessé au genou le 6 septembre en conduisant un convoi de ravitaillement, soit par un éclat d'obus soit par un coup de sabot d'un des chevaux. Est envoyé en hôpital d'armée à La Veuve (Marne) à 5 km au sud de Bouy, puis à l'hôpital 45 de Troyes, puis évacué en train sanitaire jusqu'à Toulouse, où il se trouve le jour de l'armistice. Est renvoyé à l'hôpital Pasteur de Nice. Après avoir été déclaré apte au service armé actif, est versé au 157e R.A.. Démobilisé le 14 janvier 1921.

Entretien réalisé le 3 mars 1993 à Saint-Etienne, au domicile du témoin (42, rue Henri Déchaud), âgé de près de 94 ans.

MONTAGNE Georges : né le 27 avril 1896 à Bussières, dernier d'une famille de sept enfants vivants. Père cafetier et marchand de vins, mais aussi monteur de métiers à tisser. Après son certificat d'études, devient tisseur dans une usine à Bussières jusqu'à son départ à la guerre au printemps 1915. En 1917, épouse la fille d'un propriétaire (M. Plasse) d'une usine de tissage de Bussières. Après la guerre, monte un petit atelier de tissage à côté de l'usine de son beau-père (a 20 métiers et 18 employés en 1920) ; connaît une période florissante de 1920 à 1936 en tissant la soie naturelle pour le compte de fabricants de Lyon. Reprend la succession de son beau-père en 1936 et dirige l'entreprise jusqu'en 1964, date à laquelle il la cède à son propre fils, qui a dû arrêter son activité vers 1970. A pris sa retraite à Bussières.

Incorporé au 28e B.C. Alpins de Grenoble le 9 avril 1915 ; bénéficie d'une instruction très longue (un an) comprenant des marches dans les Alpes, des exercices à Nyons (Drôme) et un long stage de six mois de mitrailleur à Valréas (Vaucluse). Monte au front en juillet 1916 au 11e B.C.A. dans la Somme, vers Péronne, d'abord occupé à des travaux de creusement de tranchées en arrière des lignes en prévision d'un repli éventuel, puis participant aux offensives de la Somme dans sa compagnie de mitrailleuses, avec un mois et

demi ininterrompu de séjour en ligne. Le bataillon est ensuite envoyé passer l'automne et l'hiver en Alsace, vers Altkirch, au sud de Mulhouse. Ne se souvient pas précisément des secteurs tenus au cours de l'année 17, jusqu'au départ en Italie en novembre. La bataillon a pu retourner dans la Somme.. Au printemps, après l'offensive ratée d'avril 17 du Chemin des Dames, deux des bataillons de Chasseurs (le 12e et le 30e) formant division avec son 11e B.C.A. refusent de monter à Craonne, au plateau de Californie, ce qui entraîne un conseil de guerre et des exécutions. Georges est nommé caporal à une date non précisée. En novembre 1917, après la déroute italienne de Caporetto du 24-25 octobre, le 11e B.C.A. reformé, devenu le 51e B.C.A., part pour l'Italie où il passe l'hiver, montant au col du Brenner, fortifiant le secteur de la Piave et attaquant au mont Tomba, où la victoire se solde par la capture de 550 prisonniers autrichiens par le seul 51e B.C.A.. Puis ce dernier revient en France pour faire face à l'offensive allemande du printemps 1918. En juillet-août, il combat dans l'Aisne vers Château-Thierry ; Georges est enterré vivant par un obus de 150 qui tue deux de ses camarades, mais déterré à temps, s'en tire sans dommage apparent, hormis une surdité partielle qui s'aggravera. Participe aux combats en septembre-octobre dans le nord de l'Aisne, jusqu'à la forêt d'Hirson, pourchassant l'armée allemande en retraite. L'armistice surprend Georges en gare de Besançon alors qu'il revient d'une permission exceptionnelle accordée pour les obsèques de sa sœur morte de la grippe espagnole, alors que leur frère aîné Joanny vient d'être tué à la guerre en octobre. Après l'armistice, son bataillon, cantonné au Bourget, est affecté pendant quelques mois à la police des trains de permissionnaires, puis participe à l'occupation en Allemagne, dans le Palatinat, à Landau, puis Neustadt (au nord de Landau), puis Germersheim (au nord de Karlsruhe). Démobilisé le 5 septembre 1919.

Très long entretien réalisé en deux séances, le 20 et le 25 mai 1988 (témoin âgé de 92 ans) à la maison de retraite de Bussières.

MONTHELYMARD Antoine : né le 20 juin 1897 à Terrenoire. Père ouvrier métallurgiste d'abord aux fours à coke à Terrenoire, puis à la fabrication de boulons à l'usine Martourey de Terrenoire, et enfin employé à l'usine Mimard à Saint-Etienne. Antoine, après avoir été loué comme berger dans une ferme de Terrenoire, fait un apprentissage de tourneur à l'usine Martourey, puis entre à la Manufacture d'Armes et de Cycles de Saint-Etienne. Après la guerre, est tourneur de 1920 à 1936 dans diverses usines stéphanoises, puis entre à nouveau à la Manufacture d'Armes et de Cycles de 1936 à 1954 comme usineur chargé du perçage des canons de fusils. De 1954 à sa retraite en 1962, exerce divers emplois de métallurgiste à Saint-Etienne. Devenu âgé, est retraité chez sa fille et son gendre à La Talaudière.

A son père (classe 90, donc relevant de la territoriale) mobilisé aux Aciéries de la Marine à Saint-Chamond. Antoine est incorporé le 8 janvier 1916 au 158e R.I. de Lyon, mais temporairement à Montélimard dans la caserne du 152e R.I.. Effectue six mois d'instruction à Montélimard et à Taulignan (Drôme). Monte en renfort du 358e R.I. à la fin de 1916, comme pourvoyeur de munitions de fusil-mitrailleur. Ne se souvient pas de son itinéraire de guerre. Aurait été en Belgique au Mont Kemmel, sans doute en 1917. Alterne, pendant l'année 1917 et le premier semestre 18, les séjours en premières lignes avec quelques « coups de main » et les périodes d'exercices en seconde ligne, et de repos. Connaît sa première véritable attaque en Argonne, le 14 juillet 1918, jour de la grande offensive allemande, très meurtrière pour son régiment. Se trouve dans la Marne, à Vitry-le-François lorsque survient l'armistice. Echappe à toute blessure pendant la guerre. Affecté après l'armistice au 32e Bataillon de Chasseurs Alpins, puis au 16e B.C. Alpins. Démobilisé en septembre 1919.

Bref entretien réalisé le 12 février 1988 chez la fille et le gendre du témoin (âgé de 91 ans) à La Talaudière (Longiron).

MORIN Antonin : né le 15 mai 1896 à Pralong, où ses parents sont agriculteurs. Travaille comme valet dans les fermes avoisinantes jusqu'à l'âge de 17 ans, puis à la suite d'un déménagement consécutif au divorce de ses parents, va s'installer au Chambon-Feugerolles, où il travaille à la mine, comme conducteur de chevaux tractant les wagonnets au fond, puis au plan pour descendre les bennes, jusqu'à son départ à la guerre en avril 1915. Après la guerre, travaille jusqu'en 1923 au chemin de fer, puis, de 1923 à sa retraite en 1951, comme conducteur de locomotive aux Houillères de la Loire, à la gare du Clapier à Saint-Etienne. A sa retraite, s'installe à Champdieu, où il a été recueilli par une famille amie après la mort de son épouse.

Incorporé en avril 1915 au 86e R.I. du Puy jusqu'en octobre 1915. Une demande de mineurs volontaires pour aller au Génie ayant été faite, y souscrit et se trouve transféré au 4e Régiment du Génie de Grenoble. Part au front en décembre 1915, au Bois-le-Prêtre, en face de Pont-Mousson (Meurthe-et-Moselle) ; participe au creusement de galeries de sape pour la guerre des mines, ainsi qu'au creusement de tranchées et à l'édification d'abris souterrains. Passe au 10e Régiment du Génie de Toul à une date indéterminée. Demeure au Bois-le-Prêtre jusqu'au printemps 1916, puis va rejoindre la forêt de Parroy, au nord-est de Lunéville (Meurthe-et-Moselle), où il construit des abris jusqu'au printemps 1917. Passe l'été 1917 en Champagne et l'hiver 17 – 18 en Alsace, à Pfetterhouse (Haut-Rhin), à 2 km de la frontière suisse, où il édifie des blockhaus en béton. Au printemps et en été 1918, le creusement de tranchées s'interrompt à

cause de la mobilité du front ; le régiment confectionne des abris et des ponts provisoires, notamment sur la Marne. Est blessé par plusieurs éclats d'obus au visage, début octobre 1918, dans les Ardennes ; évacué et hospitalisé un mois à Troyes. Rejoint le régiment peu avant l'armistice en Lorraine, vers Lunéville. Démobilisé en été 1919.

Entretien réalisé le 12 septembre 1987 à Champdieu, le témoin étant âgé de 91 ans.

MOUNIOLOUX Antoine : né le 3 juin 1888 à Saint-Priest-en-Jarez, second enfant d'une famille de sept. Ses parents, agriculteurs, s'installent à Saint-Romain-les-Atheux en 1889. Après une scolarité primaire poursuivie au-delà du certificat d'études, jusqu'à 14 ans, demeure à la ferme familiale jusqu'à son départ au service militaire, puis entre la fin du service militaire et son départ à la guerre. Après son mariage en 1920, reprend à son compte cette ferme ainsi que celle des parents de son épouse, aussi de Saint-Romain-les-Atheux, jusqu'à sa retraite en 1953. A résidé à Saint-Romain jusqu'à sa venue à la maison de retraite de Saint-Genest-Malifaux en 1982

Ajourné d'un an pour faiblesse de constitution (ce qui ne l'a pas empêché de devenir centenaire !) en 1909, est incorporé en 1910 au 4e R.A. de Campagne de Besançon jusqu'en octobre 1911. A la déclaration de guerre est mobilisé au 5e R.A. Lourde de Valence, qui deviendra le 114e R.A. Lourde, où il fera toute la guerre. Une fièvre typhoïde retarde sa montée au front ; rejoint son régiment en novembre 1914 en Champagne, comme servant canonnier au canon de 155 long ; le régiment reste toute l'année 1915 à Virginy et Minaucourt-le Mesnil-lès Hurlus, à 20 km au nord-ouest de Sainte-Menehould, et participe à la grande offensive de Champagne de fin septembre et octobre 15, puis se déplace par étapes vers Verdun où il arrive fin janvier 1916 ; il prend position à proximité du fort de Marre, près des Bois Bourrus (à 8 km au nord-ouest de Verdun), et changera cinq fois de fort jusqu'en juin 1916, en participant activement à la bataille de Verdun. Devenu tireur, Antoine subit un éclatement d'un tympan. Après deux mois de repos, le régiment débarque dans la Somme et prend position devant Péronne fin août 1916. Antoine est envoyé à Valence en décembre 1916 pour s'initier aux nouveaux canons de 155 modèle Saint-Chamond, puis à Angoulême où il passe l'hiver en faisant des exercices de tir. Est de retour au front au printemps 1917, vers Saint-Quentin, avec des pièces de 155 Saint-Chamond, devant la ligne Hindenburg. Participe à l'offensive du Chemin des Dames d'avril 1917 et à la reprise de Château-Thierry. Le régiment est envoyé en automne à Pontarlier, dans le Doubs où il passe l'hiver 1917 –1918, puis dans les Vosges au début du printemps. Ensuite il est dirigé vers Berk Plage, et de là vers la Belgique où il participe à la bataille du Mont Kemmel ; fin juin 18, Antoine y est blessé à l'épaule par un éclat d'obus, et est soigné dans un hôpital anglais du front. Il retrouve sa batterie en Champagne en juillet ; est gazé au Mont Cornillet, hospitalisé dans les Vosges, vers Epinal, puis évacué dans un hôpital de Toulouse où il demeure jusqu'à fin octobre. Est versé dans un nouveau régiment, le 240e R.A. Lourde, qu'il rejoint la veille de l'armistice à Sedan. Y passe l'hiver puis va rejoindre le dépôt à Angoulême. Démobilisé le 28 juillet 1919.

Long entretien réalisé le 16 novembre 1987 (témoin âgé de 99 ans) à la maison de retraite de Saint-Genest-Malifaux, en présence du Comte de Feugerolles venu en visite.

MURAT Claude : né le 6 août 1896 à L'Etrat (La Côte) dans une famille de trois enfants. Parents agriculteurs, père décédé en 1909 ; mère continuant à travailler la ferme avec ses deux jeunes fils et sa fille. Claude reste à la ferme jusqu'à son départ à la guerre en avril 1915. Après la guerre, son frère aîné Antoine (classe 14) ayant été tué le 23 octobre 1917, il décide de reprendre la ferme qui devait revenir à son frère. Se marie en 1925 et exploite la ferme de La Côte, à L'Etrat, jusqu'à sa retraite prise en 1961. Reste ensuite dans cette ferme, transmise à son fils et sa belle-fille. Décédé le 2 juin 1991, à l'âge de 95 ans.

Incorporé en avril 1915 à la 14e Section d'Infirmiers de Lyon, puis versé en juillet 1915 au 140e R.I. de Grenoble qu'il rejoint au front, avant de passer au 340e R.I., le régiment de réserve correspondant. Arrive en arrière du front le 14 juillet 1915. Ne se souvient pas des secteurs occupés pendant le second semestre de 1915 et dans l'année 1916, ni des combats livrés. Est fait prisonnier le 6 décembre 1916 à la Cote 304, vers le Morthomme, à une vingtaine de km à l'ouest de Verdun. Les prisonniers sont emmenés à pied jusqu'à Stenay, dans la Meuse (à 45 km au nord de Verdun) où ils sont passés en revue par le Kronprinz, fils de l'empereur Guillaume II ; puis ils sont envoyés en Allemagne, en Rhénanie, au camp de Wahn (à 10 km au sud-est de Cologne) ; à la fin de l'année 1917, Claude est transféré en Hesse au camp de Limburg an der Lahn (à 30 km à l'est de Coblence). Pendant ses deux ans de captivité, sera constamment détenu en camp, affecté essentiellement à des travaux de cantonnier chargé de l'entretien des routes dans le voisinage des camps, ainsi que d'extraction de sable ou de rochers dans des carrières, sous la garde de sentinelles. A souffert de la faim et vécu principalement sur les colis expédiés par sa mère et son entourage. Libéré du camp de Limburg après l'armistice, est de retour chez lui le 6 décembre 1918. Démobilisé de manière anticipée (comme soutien de famille ?) en janvier 1919.

Entretien réalisé le 9 février 1990 (témoin âgé de plus de 93 ans) à son domicile de La Côte, à l'Etrat. Par ailleurs, quelques **lettres de captivité** écrites à sa mère ainsi qu'un **cahier de 32 pages** où Claude

avait relevé les textes de ses lettres et cartes écrites du 3 mars au 3 novembre 1918 m'ont été confiées pour photocopie par sa belle-fille, Mme Murat, en septembre 1999.

NEEL Pierre : né le 1er juin 1898 à Verrières-en-Forez, dans une famille de six enfants. Père cantonnier. Suit la voie paternelle en rentrant aussi aux Ponts et Chaussées : cantonnier, puis chef cantonnier principalement à Montbrison et Saint-Georges-en-Couzan. Retraité à Moingt, puis, devenu âgé, chez son fils garagiste à Margerie-Chantagret.

Incorporé en avril 1917 au 38e R.I. de Saint-Etienne ; après la période d'instruction à Saint-Etienne, puis à La Fontaine-du-Berger (Puy-de-Dôme), est affecté au 3e bataillon –bataillon disciplinaire – du 321e R.I. de Riom, régiment de réserve du 121e R.I. de Montluçon. Monte au front le 1er juin 1917 (le jour de ses 19 ans) dans la Somme, au Mont Rouge, puis tient les tranchées en Belgique, au Mont Kemmel, où il effectue sa première attaque, en tant que mitrailleur. Le bataillon est ensuite transporté en camions en Alsace où il attaque à nouveau, puis est renvoyé en Belgique. Passe l'hiver 1917 – 1918 dans une grande forêt de hêtres, non localisée. Au printemps 1918, le bataillon multiplie les contre-attaques, dont la plus périlleuse est la reprise de Saint-Quentin les 1er et 2 septembre 1918. Participe encore en tant que mitrailleur aux combats de l'été et de l'automne 18, dans des secteurs divers. Après l'armistice, prend part à l'Occupation en Allemagne, notamment vers Dusseldorf, comme ordonnance montée du colonel Chombard de Lauwe, puis de son successeur, le colonel de Boucharny. En juillet 1919, revient au dépôt du 321e R.I. à Riom où il reste un an, toujours ordonnance du colonel. Démobilisé en juin 1920.

Très long entretien effectué le 24 décembre 1987, à Margerie-Chantagret, en présence du fils et de la belle-fille du témoin (âgé de 89 ans).

OLLIER Jean-François : né le 27 décembre 1894 à Saint-Etienne. Fils unique ; père fabricant de rubans place Mi-Carême, mère professeur d'anglais, ayant été gouvernante en Angleterre et en Allemagne. Après une scolarité primaire et secondaire brillante chez les Jésuites, au Collège Saint-Michel de Saint-Etienne, passe deux ans, de 1906 à 1908, dans un collège catholique de Hambourg, puis deux ans dans un lycée anglais, tout en passant les vacances en Espagne, près de Valence, chez des amis de la famille, d'où la maîtrise de trois langues étrangères, précieuse dans sa vie professionnelle. Après une formation à l'industrie textile à l'Ecole Professionnelle de Saint-Etienne, entre dans l'entreprise familiale, avant de devancer l'appel en 1913. Au retour de la guerre, se marie en mars 1919, puis reprend l'entreprise familiale de fabrique de rubans, sise rue Paul Bert, faisant travailler à façon des passementiers de Saint-Etienne et des environs. Avec le crise du ruban, l'entreprise s'oriente vers la fabrique d'écharpes de soie et laine, et cesse son activité à la fin des années 60. Après une retraite très sportive, décède à Saint-Etienne, à son domicile du 15, place Marengo, le 5 septembre 1992, et sera, selon son vœu, enterré dans son uniforme de capitaine de Chasseurs…

Engagé volontaire avec la classe 1913 : incorporé au 38e R.I. de Saint-Etienne le 1er octobre 1913 ; est sergent à la déclaration de guerre. A la mobilisation d'août 1914, le régiment est porté sur la Lorraine ; le 1er bataillon combat le 14, le 2e le 20, le 3e (le sien) le 25 vers Rambervillers ; est blessé au poignet le 24 août par un shrapnell ; est à nouveau blessé deux fois le lendemain, à l'épaule et au cou, traversé par une balle, alors qu'il commandait la défense d'un bois à la tête de sa section ; hospitalisé à Gray, en Haute-Saône, puis à Lyon, puis à Saint-Etienne. Après près d'un an de soins, puis de convalescence, va vers Clermont-Ferrant suivre un stage d'initiation à la mitrailleuse, et est retenu comme instructeur. Ayant obtenu le brevet de chef de section, suit à Valréas une formation d'élève-officier au terme de laquelle il est nommé sous-lieutenant en décembre 1915, et affecté au 14e Bataillon de Chasseurs Alpins qu'il rejoint au Lingekopf, dans les Vosges, au début de janvier 1916. Affecté en mars 1916 au 4e B. de Chasseurs à Pied qui vient d'être décimé pendant les premières semaines de la bataille de Verdun ; le rejoint dans le secteur est de Verdun, à la Cote 304, où sa compagnie subit à nouveau de très lourdes pertes pendant le mois d'avril, avant que le bataillon soit envoyé au repos complet en Normandie, et reformé, jusqu'au début de juillet. Envoyé alors dans la Somme, non loin de Péronne. Jean-François est à nouveau blessé, par une balle dans les reins, à Combles (10 km au nord de Péronne) le 10 juillet 1916, au cours de la première attaque du bataillon dans la Somme ; est hospitalisé à Amiens, puis évacué à Falaise et, rétabli, de retour au dépôt de Chalons-sur-Saône. Après une courte période d'encadrement des jeunes recrues en zone des armées, il rejoint son bataillon en novembre 1916 vers Rancourt (à 3 km de Combles, au nord de Péronne) ; y est blessé à nouveau par l'effondrement d'un abri touché par un obus, sans toutefois être évacué. Après l'hiver 1916-1917 au repos dans les Vosges, le régiment est engagé tardivement dans l'offensive du Chemin des Dames –commencée le 16 avril – le 8 mai 1917 à la ferme Froidemont. Y est à nouveau blessé : reçoit une quarantaine d'éclats de grenade dans les jambes, malgré la protection des bottes ; hospitalisé dans une ambulance du front, puis évacué et hospitalisé pendant six mois à Orléans, puis à Saint-Etienne ; se voit gratifier, au début de 1918, d'un congé de trois mois de convalescence qu'il décide de passer en Angleterre et en Ecosse, où il noue des contacts, futures relations commerciales. En mai 1918, de retour en France, fait un stage d'un mois à Saint-

Cyr en tant que lieutenant. Rejoint son 4e B.C.P. au début juillet vers Soissons et participe, comme commandant d'une compagnie de mitrailleuses, à la reconquête de cette ville du 18 au 31 juillet. Promu au grade de capitaine trois mois seulement après avoir été nommé lieutenant. Gazé, est soigné quelques jours dans une ambulance. Reprend le combat dans l'Artois, en août, où la division gagne du terrain, contraignant les Allemands au recul ; après un mois de repos en septembre, dans les environs de Meaux, le bataillon combat dans le Nord et en Belgique ; l'armistice survient après un dernier combat à Audenarde (en Flandres belges) le 8 novembre. Jean-François vit l'armistice à Paris, sur le trajet d'un départ en permission. Etant reparti volontaire après des blessures qui lui permettaient de ne plus combattre, il demande à son chef de bataillon d'être retiré de l'armée active, et l'obtient. Se marie le 6 mars 1919 et reprend la vie civile. 6 citations. Nommé commandant de réserve en 1934. Reprend le service actif en septembre 1939 comme commandant au 38e R.I; participe aux combats de mai-juin 1940, notamment dans Dunkerque encerclé par l'armée allemande ; parvient à rejoindre à la nage un bateau anglais ; revenu d'Angleterre, reçoit le commandement du régiment replié à Costaros (Haute-Loire).

Enquête d'une longueur exceptionnelle (environ 5 h) faite au cours de quatre entretiens successifs en avril 1988 au domicile stéphanois du témoin, âgé de 94 ans, et enrichie au cours de visites amicales ultérieures, à Saint-Etienne et à La Fouillouse…

OLLIER Jean-Marie : né le 24 mai 1898 à Saint-Marcellin-en-Forez. Parents agriculteurs, fermiers à Saint-Marcellin, puis à Périgneux (pour deux baux de 9 ans) où Jean-Marie a passé son enfance et sa jeunesse ; après son certificat d'études, travaille dans la ferme familiale à Périgneux, puis vers 1916, à l'expiration du deuxième bail, à nouveau à Saint-Marcellin, au hameau de Rachasset, jusqu'en mai 1917. Au retour de la guerre, retourne quelque temps à la ferme familiale tout en travaillant occasionnellement aux tuileries Merlat, des Plantées, à Saint-Marcellin, et en hiver au chemin de fer, comme manœuvre pour la pose de traverses sur la voie Saint-Marcellin – Bonson. Après son mariage en 1925 avec une jeune fille de Saint-Marcellin gérante d'une épicerie des Economats, devient marchand de fromages itinérant sur tous les marchés du sud du Forez, activité pratiquée toute sa vie et, à sa retraite en 1955, reprise par un neveu. A sa retraite, a continué de résider à saint-Marcellin.

Incorporé en mai 1917 au 38e R.I. de Saint-Etienne. Fait ses classes à Saint-Etienne, puis à La Fontaine-du-Berger, à 12 km de Clermont-Ferrand. Bénéficie de deux mois de travail en équipe agricole dans la Loire: en juillet 17 pour les fenaisons à Saint-Jean-Bonnefonds (L'Oyasse), en septembre pour les battages dans une ferme de Saint-Cyprien. De retour en octobre 17 à La Fontaine-du-Berger, part ensuite en bataillon de marche dans la Seine-et-Marne, occupant l'emploi d'ordonnance du commandant Cannet, dans le même village de Seine-et-Marne éloigné du front jusqu'au printemps 1918. Est versé au 283e R.I. et monte au front en forêt de Compiègne en mars ou avril 18, au moment de l'avancée allemande sur Paris. Combat comme chargeur de mitrailleuse en Picardie, dans l'Oise, à Ressons-sur-Matz (15 km au nord-ouest de Compiègne) où la division française parvient à arrêter la progression allemande. Combat ensuite plus au nord de l'Oise, dans la plaine de Noyon, où, à la suite d'un coup de main nocturne où son équipe de mitrailleurs met en fuite l'ennemi, il gagne la croix de guerre. A l'automne 18, le régiment s'avance jusque dans les Ardennes à la poursuite de l'armée allemande ; se trouve à Charleville-Mézières au moment de l'armistice. Après l'armistice, le régiment entreprend une longue marche à pied du nord des Ardennes jusqu'à Garches, en banlieue ouest de Paris, où il parvient début décembre. Jean-Marie passe le début de 1919 à Garches et à Saint-Cloud, à s'occuper des chevaux du régiment. Puis il est envoyé dans la ville de dépôt du régiment, ville méridionale « *vers la Garonne* », affecté pendant plusieurs mois à l'établissement de dossiers d'attribution de décorations à titre posthume, rédigés à partir des archives militaires ; après cette tâche effectuée pendant l'été 1919, revient dans les Ardennes, à Mézières, pour surveiller des prisonniers allemands chargés du nettoyage des champs de bataille, et notamment du transport d'obus non explosés. Démobilisé en mai 1920 à Mézières.

Entretien réalisé le 23 juin 1988 au domicile du témoin, âgé de 90 ans, à Saint-Marcellin-en-Forez.

PAILLARD Joseph : né le 8 décembre 1896 à Ecoche. Parents tisseurs à Ecoche, puis, à partir de 1913, à Saint-Denis-de-Cabanne (usine de tissage de soieries avec une cinquantaine d'ouvriers). Fait son apprentissage de gareur en soieries chez un oncle à Chauffailles, puis travaille à l'entreprise familiale jusqu'à son départ à la guerre en avril 1915. Après son mariage en 1923, prend la direction de l'usine de tissage (une trentaine d'employés permanents à l'usine et davantage de sous-traitants à domicile) jusqu'à sa retraite en 1966. Retraité à Saint-Denis-de-Cabanne.

Incorporé le 10 avril 1915 au 36e R.I. de Nevers ; fait six mois de classes à La Charité-sur-Loire. Incertitude totale sur tout son itinéraire de guerre. Monte au front à la fin de l'année 1916 ; est clairon mais pas brancardier (association habituelle : musicien – brancardier). Aurait été en 1917 à la bataille du Chemin des Dames, et en Belgique en 1918. Se souvient d'avoir sonné l'armistice pour le régiment le 11 novembre 1918 à 11 h. Démobilisé le 20 septembre 1919

Bref entretien réalisé le 6 février 1988 à Saint-Denis-de-Cabanne, au domicile du témoin, âgé de 92 ans, doté d'une mémoire très défaillante, en présence de sa fille qui a fourni les renseignements touchant à la biographie professionnelle ; les quelques renseignements précis d'ordre militaire proviennent du livret militaire.

PEILLON Jean-Baptiste dit **Joannès :** né le 13 décembre 1886 à Saint-Etienne. Père boulanger à Saint-Etienne, rue Saint-Roch. Joannès est employé à la comptabilité de la Société des Tuileries de Roanne de son mariage en 1908 à la mobilisation de 1914. Après sa réforme définitive, il succède en 1917 à son père comme boulanger dans le fonds familial de Saint-Etienne jusqu'en 1940 ; puis boulanger à Jeansagnères de 1940 à 1953. Parallèlement a diverses activités musicales comme professeur et dirigeant à Saint-Etienne aux Amicales laïques de Tardy, du Soleil, à l'Harmonie municipale de Saint-Etienne (bugle solo de 1934 à 1940), puis directeur des Harmonies de Saint-Héand et de Terrenoire de 1937 à 1940 ; professeur de trompette et cornet à la Fédération des Oeuvres Laïques de 1960 à 64. A pris sa retraite à Montbrison.

A effectué son service comme engagé volontaire de 1905 à 1908 au 38e R.I. de Saint-Etienne, à la musique du régiment comme cornet solo. En 1914, est mobilisé au 238e R.I. ; participe aux combats de Lorraine et d'Alsace en août 1918, puis à la retraite qui s'ensuit . Le régiment est envoyé le 28 août creuser des tranchées à Pierrepont, dans l'Aisne, puis redescend en six jours de marche forcée vers Paris, jusqu'à Luzarches (à 30 km au nord de Paris) en raison de l'avancée allemande sur Paris ; le régiment subit le feu ennemi à Dammartin-en-Goële le 6 septembre, début de la bataille de la Marne. Le lendemain, Joannès y est grièvement blessé au bras droit et à l'omoplate droite par deux éclats d'obus et au bras gauche par deux balles et passe une nuit allongé sur le champ de bataille ; ayant pu finalement se mettre debout, parvient à gagner un poste de secours ; est évacué et hospitalisé six mois à la gare de Rennes transformée en hôpital ; échappe de peu à l'amputation d'un bras. Au terme d'une nouvelle hospitalisation, est réformé définitivement en 1915.

Bref entretien à son domicile, à Montbrison, en février 1987. Le témoin, âgé de 101 ans, m'a confié à cette occasion un **récit** dactylographié de six pages de sa courte guerre, rédigé vraisemblablement pendant sa période d'hospitalisation.

PELISSIER Antoine : né le 3 août 1893 à Firminy. Père employé au chemin de fer. Après son certificat d'études, entre à l'usine de tissage Araud de Firminy, fabriquant des doublures de vêtements, jusqu'à son départ au régiment en novembre 1913. Après sa démobilisation en octobre 1919, récupère son poste, devient glaceur à l'atelier de teinture (maître teinturier chargé de donner de la brillance aux doublures), puis contremaître de l'atelier jusqu'à sa retraite prise en 1958. Marié le 13 août 1918 à Hélène Daurelle (à qui toute sa correspondance est adressée) originaire d'Usson-en-Forez, venue à Firminy vers 1910, infirmière à l'hôpital de Bellevue pendant la guerre. A toujours résidé à Firminy. Décédé le 30 août 1975.

Incorporé le 27 novembre 1913 au 98e R.I. de Roanne. S'y trouve au moment de la mobilisation. Le régiment, parti le 5 août 1914, débarque à Giraucourt (Vosges) le 6, et par marches journalières, parvient à Baccarat le 13, et franchit le 17 la frontière de la Lorraine annexée après Bertrambois (Meurthe-et-Moselle). Le 20, le 98e R.I. reçoit le baptême du feu à 5 km au sud de Sarrebourg, à Schneckenbusch, subit de très lourdes pertes, et doit battre en retraite ; Antoine est signaleur de compagnie, grâce à un système de télégraphie optique. Le 29, le régiment reprend Saint-Maurice-sur-Mortagne et le village voisin de Deinvillers, reperdus le lendemain. Le 5 septembre, Antoine est nommé caporal. Dans la nuit du 8 au 9, un combat farouche pour la prise de Xaffévillers se solde par un échec et encore de lourdes pertes. Le 98e R.I. gagne à marche forcée Thaon-les-Vosges et est transféré en train jusqu'à Creil, dans l'Oise, en passant par Paris. Le 16 septembre, il combat à Ribécourt, à 15 km au nord de Compiègne. Antoine tente la périlleuse mission de ramener le corps de son lieutenant. Le 17 septembre, incapable de se mouvoir, il est évacué ; le train sanitaire l'amène jusqu'à Guimgamp le 20, mais devant l'afflux de blessés, Antoine obtient de pouvoir être réorienté sur sa ville de dépôt, Roanne, où il parvient le 25. Y est hospitalisé pour une sciatique jusqu'à une date indéterminée, mais devant atteindre ou dépasser le 14 janvier 1915, date indiquée à la fin de la rédaction de son récit d'entrée en guerre ; pendant deux ans, son itinéraire de guerre jusqu'à son départ en Orient, le 15 janvier 1917 (début de la correspondance conservée avec sa fiancée Hélène) devient difficile à reconstituer et très fragmentaire, le seul élément d'information étant le bref résumé fourni à la fin d'un agenda de 1918 appartenant à un autre combattant et récupéré : il demeure au 98e R.I. jusqu'au 15 novembre 1915 et combat encore dans la *« Somme »* : en fait, doit tenir les tranchées du secteur du Bois des Loges, situé à la limite entre le nord de l'Oise (Lassigny, Conchy-les-Pots) et le sud de la Somme (Rollot, où le 98e vient au repos). Il est ensuite versé au 16e R.I. de Montbrison du 15 octobre 1915 au 12 février 1916 et indique comme secteurs occupés : *« Berry-au-Bac – Reims »*, puis est affecté au 40e R.I. de Nîmes du 13 février 16 au 9 juillet 1918 en précisant comme lieux de combat sur le front français, du 17 avril au 15 décembre 1916 *« Verdun – Craonne »*. Un texte bien postérieur, écrit vers la fin de sa vie, après 1967 pour le journal « *Le Poilu* » précise qu'il a été gazé en 1916 vers Berry-au-Bac, non loin de Craonne, et a

combattu en septembre 1916 sur le plateau de Vauclair, à Hurtebise (3 km à l'ouest de Craonne, sur le Chemin des Dames ; il a aussi effectué en juin 1916 un stage de mitrailleur à Villeneuve-sur-Fère, dans l'Aisne. Le 15 janvier 1917, avec deux bataillons du 40e R.I., Antoine s'embarque à Marseille sur le « *Paul Lecat* » à destination de Salonique, que le bateau atteint le 21. Après un séjour à Salonique et dans un *« ravin des zouaves »* non localisé, on le retrouve le 16 avril 1917 à Limpanovon-Kolindros, à 50 km au sud-ouest de Salonique. En juin, son régiment est au Pirée, au sud de la Grèce, pour une opération de maintien de l'ordre : Antoine y découvre, à travers les manifestations de rue, le déchirement des Grecs entre les deux camps ennemis : celui du Premier ministre Vénizélos favorable aux Alliés, et celui du roi Constantin favorable aux Allemands. A la mi-juillet, le régiment remonte en train, en trois jours, du Pirée et Athènes jusqu'à Florina en Macédoine serbe (à l'époque), puis jusqu'à Monastir (Manastir) ; il va s'installer dans les environs de Monastir, au Fort National, qu'il s'emploie à organiser et fortifier à partir du 1er août 1917 ; Antoine y est encore quand il écrit la dernière lettre conservée, le 21 octobre 1917 ; dans son résumé succinct de l'agenda de 1918, Antoine précise qu'il est resté dans ce secteur de Monastir, en Serbie, jusqu'en juin 1918. Rapatrié fin juin sur le « *Guichen* », bénéficiant sans doute des deux mois de permission accordés aux soldats d'Orient, il est versé le 28 septembre au 38e R.I. de Saint-Etienne, combattant en octobre en Alsace, vers Metzeral et y étant gazé ; il aurait contracté aussi à ce moment la grippe espagnole ; soigné et guéri, il participe à l'occupation en Allemagne, faisant fonction de sergent, en Hesse, à l'ouest de Francfort, à Schlangenbad, puis à Wiesbaden où il demeure jusqu'à fin juillet 1919. Revenu en France, il garde des prisonniers allemands à Vaucelles (Nord) à partir d'août 1919. Démobilisé le 4 octobre 1919.

Documents variés transmis en 1987 puis en 1998 par sa fille Marie-Louise Pélissier résidant à Firminy : un **récit de 43 pages** intitulé *« Ma Campagne »* portant sur son entrée en guerre jusqu'à l'évacuation pour sciatique (du 2 août au 17 septembre) rédigé à l'hôpital de Roanne et indiqué achevé le 14 janvier 1915 ; **une correspondance de 12 très longues lettres,** extrêmement descriptives et circonstanciées relatives à la guerre d'Orient, adressées à sa fiancée Hélène du 17 janvier au 24 octobre 1917 accompagnées d'une centaine de **cartes postales d'Orient** au texte succinct ; un **carnet de cours d'élève-mitrailleur** de 54 pages correspondant à un stage effectué en juin 1916 à Villeneuve-sur-Fère (Aisne) ; enfin un **agenda de 1918** appartenant à un sous-officier du 208e R.I (de Saint-Omer et Bergerac) appelé Adolphe Sernia (de Tresserre dans les Pyrénées-Orientales), tenu quotidiennement jusqu'à la date du 21 mai, récupéré par Antoine qui a écrit sur les dernières pages de décembre…

PENET Jean-Marie : né le 4 septembre 1893 à Cusset (Allier) . Père meunier qui, ayant eu le bras cassé par un cheval, a dû changer d'emploi : est devenu employé municipal à Roanne, chargé de l'octroi ; mort de tuberculose. Jean-Marie fait un apprentissage de graveur-lithographe à l'Ecole professionnelle de Roanne (futur lycée Carnot) ; est employé avant guerre dans diverses imprimeries à Roanne, Mâcon puis Saint-Etienne. Après la guerre, ayant épousé une pharmacienne, bifurque vers la gestion de pharmacie, d'abord à Chazay d'Azergue (Rhône), puis à partir de 1937 à Feurs, où la pharmacie prospère depuis lors, avec son fils, puis sa petite-fille.

Mobilisé à la fin de 1913 au 38e R.I. de Saint-Etienne. Promu caporal, s'y trouve lorsque la guerre éclate. Le 38e R.I. est immédiatement envoyé dans les Vosges ; reçoit le « baptême du feu » le 14 août 1914 vers Baccarat. Jean-Marie est blessé à la jambe gauche par un éclat d'obus le 27 août à Ancerviller, à 12 km au nord-est de Baccarat ; est évacué et hospitalisé un mois à La Bourboule. Nommé sergent à son retour au 38e R.I. à Saint-Etienne, où il s'occupe de l'instruction des jeunes soldats de la classe 14 pendant quelques mois. Versé au 37e R.I. de Troyes pour son retour au front, en Belgique, au début de décembre 1914 ; sa compagnie est décimée au Bois de Bikschote, à 12 km au nord d'Ypres. Est blessé une seconde fois au printemps 1915 à Ypres par l'explosion d'un obus qui l'enterre et lui fait « *descendre le cœur d'une côte* » ; évacué, est hospitalisé à Honfleur. De retour au dépôt du 37e R.I. à Troyes, passe quelques mois comme gardien à la prison de la subdivision, puis rejoint le front au début de 1916. Mais sa faiblesse cardiaque consécutive à la seconde blessure le fait affecter au service auxiliaire : est versé dans un G.V.C. (garde voies de communication) de la Territoriale entre Troyes et Saint-Florentin. Sur sa demande, est retiré du régiment territorial et affecté successivement au 120e R.A. Lourde, puis au 160e R.I. où il est de nouveau affecté à la surveillance de la prison. Demande à partir en renfort. Est finalement affecté dans l'aviation, à l'escadrille F 24, à Faverolles-et-Coëmy, à 25 km à l'ouest de Reims, où, en tant que sergent, il commande une section de soldats territoriaux chargée de l'évacuation des avions endommagés, récupérés sur le terrain et envoyés en atelier de réparation. Cette activité se poursuit jusqu'à un peu avant l'armistice qui le trouve au parc d'aviation du Plessis-Robinson, près de Clamart (maintenant dans les Hauts-de-Seine). Rejoint ensuite les escadrilles à Abbaye-la-Neuve, en Belgique, où le parc d'aviation a été déplacé. Y est démobilisé au printemps 1919.

Très long entretien réalisé le 1er août 1987 (témoin âgé de 94 ans) à la pharmacie familiale de Feurs.

PETIT Henri : né le 18 mai 1893 à Cuinzier. Parents agriculteurs et tisseurs. Fait un apprentissage de boulanger ; exerce ce métier jusqu'à son départ à la guerre à Cuinzier, puis Sévelinges, puis Charlieu. Au retour de la guerre, sa grave blessure au coude l'empêchant de pétrir, devient employé dans deux entreprises de tissage, à Cuinzier puis Jarnosse, et s'établit ensuite à son compte comme tisseur à Cuinzier au milieu des années 20 ; la crise du textile l'oblige à renoncer à son activité en 1935 ; retourne à la boulangerie, désormais mécanisée, de 1935 à 1947 à Saint-Hilaire-sous-Charlieu ; puis revient au textile, à nouveau à son compte à Cuinzier, en tissant du voile pour un industriel de Tarare, jusqu'à sa retraite, prise à Cuinzier.

Incorporé à la fin de 1913 au 38e R.I. de Saint-Etienne. Participe aux premiers combats d'août 1914 en Lorraine à Ancervillers , vers Baccarat. Le régiment bat ensuite en retraite, puis est transféré, par train, vers Paris et participe à la bataille de la Marne, puis est dirigé vers la forêt de Compiègne. Le 16 septembre 1914, est grièvement blessé au coude par une balle à Dreslincourt (à 10 km au nord-est de Compiègne) ; hospitalisé dans l'orangerie du château de Compiègne, échappe de peu à l'amputation ; est transporté ensuite à Paris où il est soigné dans l'hôtel particulier du baron Maurice de Rotschild, rue Saint-Florentin, puis dans d'autres résidences de la noblesse parisienne. Après huit mois d'hospitalisation, passe au conseil de réforme et se voit octroyer trois mois de convalescence qu'il passe chez lui, à Cuinzier. Envoyé ensuite en mécanothéraphie à Vichy pendant un an, puis à Clermont-Ferrand. Après un autre conseil de réforme, est versé dans le service auxiliaire à la fin de 1916. Basé à la caserne Rullière de Saint-Etienne, se voit chargé pendant un an, comme caporal, de porter les consignes de l'armée aux 24 usines et ateliers stéphanois produisant pour l'armement. Puis en 1918, est mobilisé en usine d'armement en périphérie de Paris, à Creil (fabrique de petits chars d'assaut) puis à Levallois-Perret (dans une usine du même groupe Fichet) ; s'y trouve au moment de l'armistice. Après retourne à l'hôpital de Roanne, avec possibilité de séjourner chez lui. Démobilisé le 23 septembre 1919.

Long entretien réalisé à Cuinzier, chez ses enfants, le 19 décembre 1987 (témoin âgé de 94 ans).

PEYRARD Gabriel né en 1897 à Villars, près de Saint-Etienne. Profession des parents et métier personnel inconnu. Tué à la guerre à l'âge de 21 ans.

Incorporé début janvier 1917 au 98e R.I. de Roanne. Instruction militaire au camp de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme) de mai à octobre 1916, avec un mois de travail en équipe agricole, en août, dans une ferme proche de la Bourboule; devient provisoirement l'ordonnance de son lieutenant; de retour au dépôt du 98e R.I. de Roanne en novembre. Monte au front ensuite, soit avec le 98e R.I. (le plus probable) soit avec le 37e R.I. (dépôt à Troyes) dans les rangs duquel il se trouve en octobre 1917. Itinéraire et actions de 1917 inconnus, sauf pour la fin de l'année: passe en Italie en novembre 1917 soit avec le 37e R.I. soit plus vraisemblablement avec le 13e bataillon de Chasseurs Alpins de Chambéry. De retour en France au printemps 18, effectue en mars un stage d'artillerie de montagne (tir au canon de 37) sans quitter les Chasseurs Alpins. Passe en Belgique avec le 13e B.C.A. en avril 1918. Trouve la mort en Belgique, au nord-est de Dikkebus, en Flandre occidentale flamande, le 28 mai 1918, comme l'atteste l'avis de décès émis le 19 juin par le chef de la comptabilité du 13e B.C.A.

Correspondance de 143 cartes postales très inégalement réparties (la majorité pour 1916) allant de janvier 1916 à mai 1918, toutes adressées à sa soeur Claudine ("Glodine"), à Villars, à laquelle il associe parfois ses parents. Illustrations conventionnelles des cartes, à motif amoureux le plus souvent, et parfois patriotique, sauf neuf: cinq d'Italie (deux de Vérone: *"Saluti da Verona")*, deux de la caserne Werlé de Roanne, deux du château de Pierrefonds (vers Compiègne). Orthographe et style très déficients, contenu informatif très faible sur ses activités de guerre. Collection personnelle de l'auteur.

PIGERON Ernest : né le 27 février 1897 à Montaiguët-en-Forez (Allier) dans une famille nombreuse. Père hongreur qui mourra à 44 ans d'une pneumonie. En 1899, la famille s'établit à Barrais-Busolles (Allier), puis en 1902 à Loddes (Allier) où Ernest passe son enfance jusqu'à l'âge de 16 ans. En 1913, il part faire son apprentissage de boucher à Moulins et y demeure jusqu'à son départ au régiment en janvier 1916. Au retour de la guerre, a exercé le métier de charcutier dans diverses localités, mais surtout à Roanne et au Coteau. A pris sa retraite à Renaison.

Incorporé le 8 janvier 1916 au 2e Bataillon de Zouaves de Lyon, au camp de Sathonay. Fait son instruction jusqu'à la fin de l'automne 1916 à Sathonay, puis à la Valbonne (Alpes-Maritimes). A la fin de 1916, monte en arrière des lignes dans l'Oise, vers Compiègne, puis monte en ligne au 3e Bataillon de Zouaves (encore de Lyon) à Ressons-sur-Matz (à 15 km au nord-est de Compiègne) où il subit les rigueurs de l'hiver 1917. Prend part à l'offensive du Chemin des Dames lancée le 16 avril 1917 ; son bataillon y subit de lourdes pertes, et se mutine ensuite au camp de permissionnaires de Romigny (entre Reims et Dormans) mais, encerclé par un régiment de Sénégalais, rentre dans le rang. Ernest ne se souvient pas des secteurs occupés à l'été et à l'automne 1917. Le 27 novembre 1917 a les pieds très gravement gelés, comme près de la moitié de la compagnie ; est hospitalisé dans la Haute-Marne à Montigny-le-Roi (à 33 km au sud-est de Chaumont) où il échappe de peu à l'amputation des deux pieds ; est transféré à l'hôpital de Langres en

janvier puis évacué en train sanitaire en février jusqu'à Albi. Après une permission de convalescence chez lui, ne remonte au front qu'à la fin d'avril 1918, sans changer pour une affectation moins dangereuse ; est versé au 8e régiment de Zouaves qu'il rejoint dans l'Aisne, et avec lequel il participe aux offensives de l'été 1918, en renfort d'une division américaine. En septembre 1918, à Vauxaillon-sur-Aisne (à 15 km au nord-est de Soissons), au cours d'une attaque, a un bras et un poumon traversés par une balle ; est hospitalisé au château de Pierrefonds où il demeure pendant 37 jours entre la vie et la mort ; son état s'étant amélioré, est transporté à Nantes, où il se trouve hospitalisé quand est signé l'armistice, puis au centre de mécanothérapie de Saint-Laurent-sur-Sèvre (à 11 km où sud de Cholet) où il subit un mois de rééducation. Souffrant en 1919 d'une double congestion pulmonaire et d'une suppuration chronique de ses pieds gelés, passe dans divers hôpitaux l'essentiel de l'année, jusqu'à sa démobilisation anticipée le 2 septembre 1919, quatre mois avant celle de sa classe d'âge. Aura les orteils de son pied gauche amputés dans les années suivant la guerre.

Long entretien réalisé le 27 octobre 1988 (témoin âgé de plus de 91 ans) à son domicile de Renaison, en présence d'Henri Bertaud, président des Anciens Combattants et ex-maire de Renaison.

PIN Claude : né le 17 octobre 1898 à Poncins. Fils unique de parents fermiers dans une grosse exploitation à Poncins, qui s'installent à Cleppé en 1912, toujours comme fermiers ; achètent la ferme par la suite. Claude reste à la ferme familiale jusqu'à son départ à la guerre en 1917. Après guerre, s'étant marié, il reprend à son compte cette ferme familiale qu'il exploite jusqu'à sa retraite, vers 1963, et où il continue de demeurer avec ses enfants.

Le père de Claude, Matthieu, de la classe 92 (42 ans en 1914) est mobilisé à la déclaration de guerre dans un régiment territorial ; a fait trois ans de guerre, de sorte que le père et le fils seront tous deux mobilisés au second semestre de 1917. Claude est incorporé en mai 1917 au 113e R.A. Lourde d'Issoire où il demeure le reste de l'année 1917. Ne se souvient pas vraiment de son itinéraire de 1918. Sans doute Verdun d'abord (février-mars), puis l'Aisne au printemps, puis la Somme, autour de Montdidier tout l'été 1918. Est blessé aux yeux et brûlé au visage par un retour de flamme d'un canon de 155, ce qui lui vaut quinze jours d'infirmerie ; est affecté au 413e R.A. à son retour au front. Participe aux diverses contre-offensives visant à endiguer les offensives allemandes de mars et de juillet, et au bombardement de l'armée allemande en retraite d'août à novembre, que son régiment poursuit jusque dans le Nord. Après l'armistice, prend part à l'Occupation en Allemagne, vers Coblence. A la fin de l'Occupation, sans doute en juillet 1919, est de retour au dépôt du régiment à Angers. Démobilisé en mai ou juin 1920.

Entretien réalisé le 12 février 1988 (témoin âgé de 89 ans) à la ferme familiale de Cleppé, en présence d'une partie de la famille.

PINAY Antoine : né le 30 décembre 1891 à Saint-Symphorien-sur-Coise (Rhône). Père industriel, fabricant de chapeaux de paille. Etudes primaires à Saint-Symphorien puis, à partir de 1901 fin de la scolarité primaire et études secondaires au Collège des Frères Maristes de Saint-Chamond ; travaille dans l'entreprise familiale avant de partir au régiment à la fin de 1912. En 1917, réformé à titre définitif par suite de la blessure reçue en septembre 1914, entre comme cadre à la tannerie Fouletier de Saint-Chamond et devient le gendre du propriétaire en 1917 ; prend la direction de la tannerie dès 1920. Commence sa vie politique en 1929 en étant élu maire de Saint-Chamond ; le restera pendant 48 ans, jusqu'en 1977. Elu député en 1936, devient président du conseil général de la Loire de 1936 à 1938, avant d'être élu sénateur de la Loire en 1940. Réélu député de la Loire en 1946, jusqu'en 1958, est nommé ministre des Travaux publics de 1950 à 1952, puis Président du Conseil (Premier Ministre) et ministre des Finances du 6 mars au 23 décembre 1952. Est ensuite ministre des Affaires Etrangères de février 1955 à janvier 1956, puis ministre des Finances de janvier 1958 à janvier 1960. Parallèlement, siège comme président du conseil général de la Loire de 1949 à 1977. Nommé médiateur de la République de 1973 à 1974. Retiré de la vie politique, tout en recevant de fréquentes visites d'hommes politiques de tous bords, a continué à résider à Saint-Chamond, rue du Coin, jusqu'à sa mort survenue le 12 décembre 1994, à l'âge de 103 ans.

Incorporé en octobre 1912 au 5e R.A. de Campagne de Besançon où il se trouve au moment de la déclaration de guerre. Participe aux combats d'Alsace en août 1914, en tant que maréchal des logis commandant la 4e batterie, puis suit le régiment dirigé en train vers le Nord. Participe à la bataille de la Marne où, le 9 septembre 14, il est grièvement blessé au bras droit par les éclats d'un obus tombé entre un canon et le caisson d'obus entre Meaux et Nanteuil-le-Haudoin, dans l'Oise. Evacué, est hospitalisé à Sotteville-lès-Rouen, puis au Havre, puis à Dieppe, puis à Chartres où il est opéré par le frère du général Maunoury qui prend le risque de ne pas amputer son bras pourtant déjà gangrené. Ramené à Lyon par train sanitaire au début de novembre 1914, il est d'abord soigné à l'hôpital Desgenettes, puis dans divers hôpitaux lyonnais jusqu'à la fin de 1916, ayant gardé comme séquelle de son bras brisé la paralysie de trois doigts de la main droite. Réformé à titre définitif en 1917.

Entretien réalisé à Saint-Chamond, le 19 septembre 1987 au domicile du témoin, âgé de 96 ans.

PLAGNIAL Louis : né le 9 février 1891 à Devesset, dans le canton de Saint-Agrève (Ardèche). Parents agriculteurs à Devesset, puis à Saint-André-des-Epargeas (devenu Saint-André-en-Vivarais). Après sa scolarité primaire, travaille comme petit valet dans plusieurs fermes. Après la mort de son père, exerce divers emplois, dont celui de mineur à Saint-Etienne. Après la guerre, entre à la société Casino, d'abord dans une épicerie du Mont-Dore (Puy-de-Dôme), puis au bureau de placement à Lyon, puis dans une autre succursale à Villefranche-sur-Saône. En 1924 devient inspecteur ; fait une carrière d'inspecteur régional de la société Casino jusqu'à sa retraite, prise à Roanne.

Incorporé en octobre 1912 au 52e R.I. de Montélimar. Est sur le point d'être libéré lorsqu'éclate la guerre. La fera comme brancardier, nommé caporal brancardier du bataillon à une date non définie. En août 1914 , le régiment, transporté dans les Vosges combat au col du Bonhomme dès le 15 août, puis descend vers l'Alsace par le col de Sainte-Marie. Il en est retiré à cause de l'avancée allemande sur Paris ; transporté en camions, débarque à Lyons-la-Forêt dans l'Eure, en bordure de Somme. Dès octobre 1914, commence à creuser des tranchées dans la Somme ; y passe l'automne 14 et l'hiver 14-15, puis retourne en Lorraine. La suite de la guerre fait l'objet de souvenirs imprécis : Louis ne se souvient pas des secteurs occupés en 1915 et au début de 1916. Le régiment participe à la bataille de Verdun dans le secteur ouest, vers le Morhomme, et y subit de lourdes pertes. Il aurait aussi combattu au Chemin des Dames en 1917. Louis est le témoin d'une exécution, sans doute pour désobéissance grave. Le reste de l'année 17 se serait passé en Alsace, dans un secteur relativement calme. En 1918, le régiment combat en Belgique, vers le Mont Kemmel, puis en Lorraine pendant l'été et l'automne. Louis ne se souvient pas de ses activités après l'armistice jusqu'à sa démobilisation le 15 août 1919. A passé sept ans dans le même régiment, et fait quatre ans de guerre sans être blessé. Est le président-fondateur de « Ceux de Verdun » dans le Roannais.

Entretien réalisé le 10 juin 1988 (témoin âgé de 97 ans) à son domicile de Roanne en présence de son épouse et d'autres personnes.

POISSANT Gabriel : né le 6 mars 1888 à Amplepuis (Rhône). Parents boulangers à Cours-la-Ville (Rhône). Après sa scolarité primaire et primaire supérieure, fait son apprentissage de boulanger, profession qu'il pratique jusqu'à son départ à la guerre en août 1914. Marié le 8 novembre 1909 à Marie Desseignet de Cours, il a trois enfants au moment de la mobilisation, nés entre 1910 et 1913, et en aura trois autres après (nés entre 1918 et 1926). Après sa démobilisation en février 1919, reprend son activité de boulanger, puis en 1922 est engagé comme comptable par la fabrique de couvertures Maréchallet à Cours, puis, plus tard, par la fabrique textile Thion de Cours, dont il deviendra chef comptable jusqu'à sa retraite. Décédé à Cours-la-Ville le 6 août 1965.

Engagé volontaire à 18 ans en 1906 dans les Chasseurs d'Afrique : effectue son régiment en Tunisie du 16 mars 1906 au 20 septembre 1908. Itinéraire de guerre inconnu, car ne figurant pas sur son livret militaire. A été affecté successivement au 158e R.I. de Lyon, dès le 2 août 1914 (y est encore en avril 1916, où son régiment a perdu début avril, à Verdun, un bataillon sur trois et une compagnie de mitrailleuses en entier), au 12e régiment de Hussards de Gray, au 7e escadron du train, puis au 109e R.I. de Chaumont. Promu caporal le 4 novembre 1917. A été blessé deux fois : le 24 septembre 1914 à Montigny (Meurthe-et-Moselle) à l'épaule gauche, par des éclats d'obus et une balle de shrapnell ; le 27 mai 1918 à Arcy (Asine) par des éclats d'obus reçus à la face, à la jambe droite et à la main gauche. Démobilisé le 7 février 1919.

Deux lettres remarquables, adressées l'une de Verdun à sa femme le 7 avril 1916, l'autre à son très jeune fils Louis (né en 1910) constituant une sorte de testament spirituel dans le cas où son père viendrait à mourir ; lettres communiquées, avec des éléments de biographie, en juin et septembre 1990 par sa petite-fille, Mme Janine Bernatowicz, résidant à Roanne.

POTIN François : né le 29 avril 1894 à Gennetines (Allier), à 10 km au nord-est de Moulins. Père cafetier ; est élevé par sa mère et ses grands-parents, métayers dans un vaste domaine. Est petit valet de ferme, puis ouvrier agricole dans l'Allier, notamment à Saint-Pourçain-sur-Sioule) jusqu'à la déclaration de guerre. Après la guerre, devient agriculteur métayer dans l'Allier pendant une dizaine d'années ; exerce ensuite en itinérant diverses activités dans le bâtiment dans plusieurs régions françaises, jusqu'à son installation à Saint-Just-en-Chevalet pour raison médicale : soigner ses poumons gazés. Y a passé toute sa retraite.

Incorporé en septembre 1914 au 85e R.I. de Cosne-sur-Loire. Monte au front en novembre 1914 dans la forêt d'Apremont, au sud de Saint-Mihiel, dans la Meuse, où son régiment tient les lignes et effectue de nombreuses attaques en 1915 ; y échappe deux fois à la mort de façon extraordinaire : a son fusil coupé en deux dans ses mains par un éclat d'obus, et voit s'enterrer sous lui un obus de 150 qui n'explose pas ; en 1915 combat aussi aux Eparges, dans la Meuse, à 25 km au sud de Verdun. Est présent à Verdun dès le début de la grande bataille, le 21 février 1916, et assiste à la prise du fort de Douaumont par les Allemands. Combat aussi vers les forts de Vaux et de Tavannes ; y est à demi-enterré par un obus. Après deux mois de séjour à Verdun, est de retour aux Eparges, puis en Argonne, vers Sainte-Menehould. Va aussi à Craonne, mais ne peut préciser si c'est au moment de la bataille du Chemin des Dames (avril 1917). En 1918, combat

encore dans le secteur de Verdun, et en Champagne, où il est grièvement gazé ; évacué et hospitalisé à Castelnaudary puis à Sète. Est de retour en Champagne quand survient l'armistice. Démobilisé en 1919.

Très long entretien réalisé à Saint-Just-en-Chevalet, à son domicile, en juin 1987 (témoin âgé de 93 ans).

POUZERAT Jean : né le 26 septembre 1893 à Arfeuilles (Allier). Parents agriculteurs métayers à Arfeuilles. Reste à la ferme familiale jusqu'à son départ au régiment à l'automne 1913. Au retour de la guerre, après son mariage, s'installe d'abord avec ses parents comme métayer à Arfeuilles, puis seul au Breuil (Allier), jusqu'en 1931, où il achète une ferme qu'il agrandit et cultive jusqu'à sa retraite prise en 1958. Revient s'installer à Arfeuilles en y achetant une maison en 1958.

Affecté à l'automne 1913 dans la cavalerie, au 10e Régiment de Cuirassiers de Lyon, jusqu'en mars 1914 où il est réformé n° 2. Au moment de la déclaration de guerre est incorporé au 17e R.I. à Lyon, puis versé au 158e R.I. au moment de monter au front à la fin de 1914, vers Saint-Quentin, dans l'Aisne. Y passe l'hiver. Le régiment est ensuite transféré dans la Somme puis dans le Pas-de-Calais à l'automne 1915. Le 20 octobre 1915, est blessé une première fois à la tête et aux jambes par une grenade ; est hospitalisé à Béthune, puis au Havre. Retourne au front en mars 1916, au début de la grande bataille de Verdun : est « coureur » (agent de liaison) entre les commandants de compagnie du régiment dans un secteur proche du fort de Douaumont, intensément bombardé. Le régiment combat ensuite dans la Somme pendant l'été 1916, puis passe la fin de l'année et l'hiver 1916 – 1917 en Alsace. Le 21 juin 1917, est blessé une seconde fois dans l'Aisne par un éclat d'obus qui lui perfore l'épaule ; est hospitalisé à Soissons, puis évacué par train sanitaire à Nantes. Ne se souvient pas de son itinéraire de la fin 1917 et du premier semestre de 1918. Promu caporal, participe notamment à un « coup de main » qui capture cinq prisonniers. Est blessé une troisième fois dans l'été 1918 (le 20 juillet selon le témoignage oral, le 14 septembre selon le livret militaire : confusion ou deux blessures ?) par des éclats d'obus, dont l'un lui perfore le gros intestin, et l'autre se loge dans le muscle cardiaque ; passe deux mois dans une ambulance à proximité du front, puis est évacué par train sanitaire jusqu'à Pamiers (Ariège) où il se trouve au moment de l'armistice. Démobilisé en 1919.

Entretien réalisé le 5 février 1988 à Arfeuilles, au domicile du témoin, âgé de 95 ans.

POYET Etienne : né le 16 décembre 1897 à Sail-sous-Couzan. Parents agriculteurs à Sail, puis à Pommier-en-Forez où naissent ses frères. Amorce des études secondaires ; entre dans la police en 1912 et devient officier de police, principalement à Saint-Etienne, de 1922 à 1946, dans la police des mœurs ; puis exerce aux renseignements généraux dans l'arrondissement de Montbrison, résidant à Saint-Bonnet-le-Château où il prend sa retraite.

Incorporé au 36e R.A. de Moulins en décembre 1916 ; affecté pendant neuf mois au dressage des chevaux canadiens sauvages récemment arrivés. A l'automne 1917, monte au front dans son régiment comme conducteur de chevaux tractant les caissons d'artillerie et les canons. Participe à la contre-offensive française du printemps 1918, dans l'Oise ; est gazé le 9 mai 1918 à Dreslincourt (Oise) et soigné sur le front. Participe aux combats de l'été 1918 dans l'Aisne, à Saconin, près de Soissons, en liaison avec l'armée américaine. Contracte la grippe espagnole à Crouy (Aisne) à l'automne 1918 ; évacué par train sanitaire sur Villers-Cotterêts, puis en direction de Cherbourg où il séjourne dans un hôpital provisoire pour les soldats atteints par l'épidémie. Est surpris par l'armistice à la gare de Creil, en rejoignant son régiment après sa convalescence. Démobilisé fin 1919.

Entretien réalisé le 2 juillet 1987 à Saint-Bonnet-le-Château, au domicile du témoin, âgé de 90 ans.

PRECHONNET Marcel : né le 13 juillet 1896 à Marcillat (Allier). Ayant été incorporé au 16e R.I. de Montbrison, y a connu sa future épouse, et s'y est installé après la guerre, comme employé aux contributions, d'abord gardien à la perception, puis employé à la régie des tabacs, chargé de la distribution du tabac aux bureaux de tabac de l'arrondissement de Montbrison, poste occupé jusqu'à sa retraite, passée aussi à Montbrison.

Incorporé en avril 1915 au 98e R.I. de Roanne, puis, après sa période d'instruction, versé au 16e R.I. de Montbrison. Monte au front en avril 1916 dans l'Aisne, à Vic-sur-Aisne (à l'ouest de Soissons ; est gazé à Braine (18 km à l'est de Soissons). Participe à la bataille de la Somme dans l'été 1916 Incertitude sur le reste de l'année 1916. Passe l'hiver 1916-1917 à Verdun, dans la caserne des Chasseurs, au faubourg Pavé. Est à nouveau gazé en 1917 ; évacué et hospitalisé à Cholet puis à Tarbes. A la fin de sa convalescence (fin 1917 ou début 1918 ?) est transféré au 105e R.I. de Riom, mais est à nouveau hospitalisé jusqu'à la fin de la guerre. Démobilisé en septembre 1919.

Entretien réalisé le 7 août 1987 à Montbrison, au domicile du témoin, âgé de 91 ans.

PRIMPIER Armand : né le 10 novembre 1892 à Roanne. Parents tisseurs de chanvre en usine. Prolonge sa scolarité primaire par un an d'Ecole Pratique (futur lycée Carnot) ; fait un apprentissage d'horloger et

amorce son tour de France (Saint-Etienne puis Nevers) interrompu par la fièvre typhoïde. Travaille à Lyon au moment de son départ au régiment en 1913. Après la guerre, sa vue ayant baissé par suite d'une atteinte des yeux par le gaz ypérite, doit renoncer au métier d'horloger et devient représentant en textiles, profession qu'il exercera jusqu'à sa retraite, tout en résidant à Roanne dans le faubourg Mulsant.

Incorporé en 1913 au 121e R.I. de Monluçon ; intégré dans la musique du régiment. S'y trouve lorsque la guerre éclate. Devient musicien – brancardier et participe en août 1914, en Lorraine, à la bataille de Cirey, et à la retraite qui s'ensuit. Le régiment est transporté ensuite dans l'Oise, puis en Belgique pour soutenir l'armée anglaise. Passe en divers secteurs, notamment quatre fois dans le secteur de Verdun entre 1915 et 1918 (étang de Vaux, Morthomme, bois des Caures, Vauquois), ainsi que dans la Somme, sans doute en 1916. Gazé en mars 1918 à l'étang du fort de Vaux, près de Verdun et évacué. Se trouve en permission à Roanne lorsque survient l'armistice. Démobilisé en août 1919.

Très long entretien réalisé le 4 août 1987 au domicile du témoin, âgé de 93 ans, au faubourg Mulsant à Roanne, en compagnie de son épouse.

QUET Jean-Marie : né le 15 mai 1897 à Essertines-en-Châteneuf (La Guinanche). Père carrier. Sera lui-même carrier à 12 ans (mais a commencé à casser des cailloux à huit ans !). Exerce cette profession à Essertines jusqu'à son départ à la guerre, puis au retour de la guerre. Devient ensuite scieur de long à la scierie Hilaire, située sur la « *route nouvelle* » à Montbrison, jusqu'à l'âge de 50 ans. Travaille ensuite comme ouvrier agricole, en vivant toujours à Essertines. Y a pris sa retraite, qu'il a achevée à la maison de retraite de Montbrison.

Incorporé au 22e R.I. de Bourgoin (Isère) en avril 1916. Au front (sans doute à la fin de 1916) est envoyé dans le secteur du Morthomme, à l'ouest de Verdun. Ne se souvient pas du tout de son itinéraire pendant la guerre (aucun lieu, aucune date) bien qu'il ait des souvenirs de sensations et d'émotions exprimés avec beaucoup de sensibilité. Démobilisé sans doute à l'automne 1919, comme le reste de la classe 1917.

Très long entretien, d'une grande qualité humaine en dépit de l'imprécision dans les lieux et les dates, réalisé le 31 juillet 1987 (témoin âgé de 90 ans) à la maison de retraite de Montbrison.

RECORBET Claudius : né le 5 avril 1895 à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône). Père garde-chasse à Sury-le-Comtal, Chalain-le-Comtal, Marcilly-le-Pavé (aujourd'hui Marcilly-le-Châtel), puis à nouveau à Sury à partir de 1906. Après sa scolarité primaire, devient ouvrier agricole. Ouvrier après la guerre à Sury.

Incorporé au 98e R.I. de Roanne le 17 décembre 1914 ; après sa période d'instruction, est affecté au 16e R.I. de Montbrison. Arrivé au front au printemps 1915 dans l'Aisne (Grand-Rozoy, Condé-sur-Aisne). Participe à la grande offensive de Champagne de fin septembre et octobre 1915. Passe au 96e R.I. de Béziers à une date indéterminée. Participe à la bataille de Verdun en juillet 1916. Grièvement blessé à une jambe par l'explosion d'une mine le 16 octobre 1916 : subit plus d'une année d'hospitalisation et de rééducation dans les hôpitaux de Clermont-Ferrand, de Saint-Flour, puis Vichy. Au conseil de réforme, est maintenu dans le service armé, mais versé dans la D.C.A. (Défense contre Avions) ; de retour au front en février 1918. Démobilisé en 1919.

Long entretien réalisé en patois, le 29 août 1975 (témoin âgé de 80 ans), à Sury-le-Comtal, chez un ami du témoin, Benoît Baudet, né en 1904, participant aussi à l'entretien.

REDON Marius : né le 13 mai 1894 à Grand-Croix. Père propriétaire d'une briqueterie à Grand-Croix. Marius travaille aux Aciéries de la Marine à Saint-Chamond avant guerre, comme chaudronnier. Ayant perdu la vision d'un œil à la guerre en juin 1915, est versé dans le service auxiliaire en 1916 : affecté dans un autre service des Aciéries de la Marine où il travaille 14 ans. Puis vers 1930, entre dans les Postes et exerce pendant 24 ans la profession de facteur, d'abord à Rive-de-gier, puis à Saint-Chamond. A pris sa retraite à Saint-Chamond.

Incorporé en septembre 1914 au 17e R.I. à Lyon ; monte au front en novembre 14 à Bully-Grenay (en banlieue ouest de Lens) dans le Pas-de-Calais, localité tenue à la fois par les Français et les Allemands. Prend part à des combats très meurtriers dans ce secteur ; est promu caporal. Le régiment passe l'hiver 1914 – 1915 dans ce secteur, puis est transféré dans la Somme, vers Abbeville. Le 9 juin 1915, Marius est blessé à l'œil par un éclat d'obus ; est hospitalisé trois mois à Abbeville, puis rejoint son régiment à Verdun, à l'automne 1915, sans avoir passé de conseil de réforme malgré la perte de vision de l'œil blessé. Au début de 1916, à la suite d'une forte fièvre persistante, est évacué dans le Cantal, à Murat, où il est hospitalisé deux mois. De retour au dépôt du régiment à Lyon, passe enfin le conseil de réforme : est versé dans le service auxiliaire, et mobilisé comme métallurgiste aux Aciéries de la Marine à Saint-Chamond ; y demeure jusqu'à la fin de la guerre.

Entretien réalisé le 18 janvier 1988 à Saint-Chamond, au domicile du témoin, âge de 94 ans, en présence de sa fille et de M. Goutelle, président de l'Amicale des Mutilés des yeux de Saint-Etienne.

REGNY Pierre, né le 21 décembre 1883 à Saint-Germain-Laval, fils d'agriculteurs; père décédé en 1892 (mère en 1913) Après sa scolarité primaire devient ouvrier agricole et vigneron propriétaire à Saint-Germain-Laval; poursuit cette activité après guerre ; se marie en 1925, a trois enfants, et décède le 4 avril 1930 des séquelles de sa captivité

A effectué son service militaire au 159e R.I. de nov. 1904 à sept. 1905 (libéré par anticipation comme soutien de famille). A la mobilisation, est incorporé au 298e R.I. de Roanne. Réserviste, âgé le 31 ans, embarque de Roanne le 11 septembre 1914 et, après divers arrêts, débarque le 13 à Crépy-en-Valois et rejoint le 16 à Nouvron-Vingré, à 12 km à l'est de Soissons (Aisne), son régiment déjà très éprouvé par sa participation à la bataille de la Marne (20 officiers tués, plus de 1000 hommes de troupe tués, blessés ou disparus) en Seine-et-Marne dans le secteur de Moussy-le-Vieux et Fosse-Martin. Le 20 septembre 1914, une bataille farouche se livre pour défendre Vingré, qui occasionnera encore de lourdes pertes : 11 officiers et environ 600 soldats tués, blessés ou disparus. Pierre fera partie des prisonniers de ce 20 septembre. Capturé avec d'autres camarades dès 5 heures du matin dans les grottes de Vingré-Confrécourt, il est emmené en train en Allemagne, via la Belgique, jusqu'à Dusseldorf, bifurque vers le sud-est en direction de la Bavière, puis remonte vers le nord-est pour parvenir au camp de Zossen, à 38 km au sud de Berlin, renfermant 15 000 prisonniers de toutes nationalités. Le 29 octobre 1914, il est emmené dans des baraquements édifiés près du village de Weinberg, non loin de Zossen. Puis le 19 juin 1915, il est transféré dans un second camp à Döberitz, à 70 km à l'ouest de Berlin, puis envoyé dans une immense propriété agricole, appelée le domaine Keinberg, dans un lieu qui doit être Ebereschenhof (graphie incorrecte dans le carnet), à 30 km au nord-ouest de Berlin, toujours en Brandebourg. Le carnet de Pierre Régny s'arrêtant là, mais comportant dans ses notations fourre-tout une référence à février 1917, on peut conjecturer qu'il a passé le reste de sa captivité dans cette propriété, à moins qu'un carnet ultérieur n'ait été rédigé et perdu. Rentré de captivité le 4 janvier 1919.

Carnet de 57 pages de format presque moyen avec 2 pages calendrier (jours et mois en allemand) des années 1915-1916, écrit en 1915-1917, rédigé en captivité, de contenu très hétéroclite : dans l'ordre, liste des colis reçus, chansons, dont une est un récit de guerre rimé *« Souvenir de la reddition de Maubeuge »*, et une autre un récit de captivité parfois rimé *« Prisonniers sur la terre étrangère »*, liste des entrées en guerre des belligérants, récit de campagne du 11 sept. 1914 au jour de la captivité 20 sept. 1914, récit du parcours en train du lieu de capture jusqu'au premier camp près de Berlin, description des baraquements d'un village voisin du camp, « menus » de prisonnier en nov. 1914, transfert au second camp, noms de quelques prisonniers français, considérations sur le coût de la guerre et les surfaces cultivables dans le monde, liste des 102 principales villes allemandes et de leur population au recensement de 1910, évaluation du nombre de prisonniers en Allemagne (par nationalités) au 1er février 1917, liste des belligérants en 1917, superficie des territoires occupés par les Allemands au 1er janvier 1917 ! Photocopie du carnet aimablement transmise en mars 2003 par son fils **Marius Régny**, né en 1927, instituteur en retraite, fondateur et rédacteur principal de la belle revue d'histoire et d'informations locales *Aix-Echos*, fondée en 1989, qui a publié plusieurs numéros spéciaux sur la Grande Guerre (les Poilus du canton de Saint-Germain-Laval, les Martyrs de Vingré, l'affaire de l'exécution du lieutenant Chapelant).

REJONY Séraphin : né le 30 juin 1898 à Roanne. Parents marchands de charbon à Roanne, au quai du Bassin. Apprend le métier de tapissier, puis celui de plâtrier. Après la guerre, sera pendant quarante ans employé aux papeteries Navarre à Roanne, où il a continué à résider à la retraite.

Incorporé le 17 avril 1917 au 22e Bataillon de Chasseurs Alpins d'Albertville. Après une période d'instruction de six mois, monte au front au 3e Bataillon de Chasseurs à Pied dans les Vosges, dans la région d'Epinal. Participe comme mitrailleur aux combats de toute l'année 1918 dans la Marne (Jonchery-sur-Vesle, Sommepy-Tahure). Se trouve à Somme-Suippe (Marne) lorsque l'armistice est déclaré. Pénètre en Belgique avec le régiment (Bouillon, Neufchâteau, Saint-Hubert). Après un mois passé à nettoyer des secteurs de tranchées vers Saint-Dié, dans les Vosges, est versé au 4e Bataillon de Chasseurs à Cheval de Gray, en Haute-Saône : a la jambe abîmée par une chute de cheval ; refusant désormais de monter à cheval, est mis au cachot, puis transféré au 19e Régiment de Dragons, puis, eu égard à ses états de service, retiré de la cavalerie et versé dans l'infanterie, au 148e R.I. de Marseille qu'il rejoint en Occupation en Allemagne (Cologne, Bonn, Dusserdorf). Revient à Paris en été 1919. Démobilisé en 1920.

Long entretien réalisé le 5 juillet 1987 à Roanne, au domicile du témoin, âgé de 89 ans.

Père Jean RENESSON : né le 18 avril 1895 à Chevrières. Père cordonnier. Après sa scolarité primaire à Chevrières, entre au petit séminaire Saint-Jean à Lyon (six ans de scolarité), puis au grand séminaire de Francheville (Rhône) jusqu'à son départ à la guerre en décembre 1914. Après la guerre, reprend ses études de théologie au grand séminaire, et est ordonné prêtre le 23 juin 1923. Vicaire à Saint-Genest-Malifaux en 1923-24, puis à Fraisses en 1925-26, puis à Fleury dans le Beaujolais de 1926 à 1933. Nommé curé à Dancé

en 1933 ; y exerce son ministère jusqu'en 1975, et âgé de 79 ans, obtient des autorités ecclésiastiques la permission d'y achever sa vie.

Incorporé au 98e R.I. de Roanne en décembre 1914. Après sa période d'instruction, monte au front en avril 1915, affecté au bataillon de marche du 16e R.I. de Montbrison, puis versé en renfort au 96e R.I. de Béziers en septembre 1915, un peu avant la grande offensive de Champagne ; participe aux attaques meurtrières vers Tahure. Manque d'être enterré par l'explosion d'une mine à La Fille Morte, à côté de Vauquois, en Argonne au début de 1916. Le régiment monte à Verdun le 3 août 1916 et subit d'énormes pertes à Fleury, et à la redoute de Thiaumont, où la compagnie de Jean est presque anéantie en trois jours. Le reste du régiment est renvoyé en Argonne, vers Avocourt ; puis après une période de repos permettant de reformer le régiment, il est transféré dans la Somme à Moreuil (à 14 km au sud-est d'Amiens) où il tient les tranchées en subissant les rigueurs de l'hiver 1916-1917; paraît y demeurer au printemps 1917 avant de retourner dans le secteur ouest de Verdun (Cote 304 et Morthomme) en été 17 où Jean, devenu caporal, est gazé lors de l'attaque du tunnel du Kronprinz le 20 août, mais refuse d'être évacué ; y gagne une citation*. Le régiment aurait été ensuite transféré dans l'Oise, puis en Alsace pendant l'hiver 1917-1918, à Bourbach-le-Haut et le Bas, au sud de Thann, avant d'être envoyé en Belgique, vers le Mont Kemmel, au printemps 1918. Ne sait pas ce que le régiment a fait au cours de l'été et de l'automne 1918. L'armistice survient alors que Jean, revenant de permission en train, passe vers Paris pour rejoindre son régiment poursuivant l'ennemi en Lorraine. Après l'armistice, le régiment est cantonné en Normandie. Jean est démobilisé en septembre 1919 à Montbrison, sans jamais avoir vu le dépôt de Béziers du 96e R.I..

***** Citation octroyée à propos de l'action du 20 août, dont le texte est donné dans le « *Livre d'Or du Clergé diocésain de Lyon pendant la guerre 1914-1918* » (page 543).

Entretien réalisé à la cure de Dancé le 17 avril 1988 (témoin âgé de 92 ans). Décédé à Saint-Chamond le 22 octobre 1996 à plus de 101 ans.

REYMONDON Eugène : né le 22 février 1878 à Saint-Maurice-en-Gourgois. Parents agriculteurs. Après son certificat d'études, travaille à la ferme familiale, tout en montant, sans doute après l'achèvement de son service militaire en septembre 1902, un petit négoce de machines agricoles. Après son mariage le 18 avril 1914 avec Antonia Fully (née en 1893) du hameau de Sabonnaire, à Saint-Maurice-en-Gourgois, il va exploiter le vaste domaine familial de son épouse, fille unique. Il l'exploitera jusqu'à la reprise de la ferme par son fils Antoine né en mars 1916. Décédé à Saint-Maurice en 1963.

A effectué son service militaire du 15 novembre 1899 au 21 septembre 1902 au 12e Bataillon de Chasseurs Alpins de Grenoble ; le termine comme sergent. Mobilisé début août 14 comme sergent au 3e Bataillon territorial de Chasseurs Alpins de Barcelonnette ; versé au 23e B.C.A. de Grasse en octobre, au moment de sa montée au front. Tient les lignes en Belgique en novembre et début décembre 14 et y contracte la fièvre typhoïde ; est évacué et hospitalisé à la mi-décembre à Saint-Riquier, près d'Abbeville, dans la Somme ; y demeure jusqu'au 22 mars 1915 ; est ensuite transféré pour un mois à l'hôpital d'Abbeville, puis à l'hôpital de Bayeux dans le Calvados. Bénéficie en mai 1915 d'un mois de congé pour convalescence chez lui. Est de retour au dépôt de Grasse en juin, puis se voit octroyer une permission agricole pour effectuer les travaux d'été de la ferme. De retour à Grasse en septembre 1915, effectue un long stage de mitrailleurs au 5e Bataillon Territorial de Chasseurs Alpins, en subsistance au 111e R.I. à Antibes. Début 1916, est désigné comme sergent instructeur des recrues de la classe 1917 du 23e B.C.A. , instruction effectuée à Cabannes-Vieilles, dans les Alpes-Maritimes, au moins jusqu'en août.. De début septembre 1916 à la mi-février 1918, son itinéraire est inconnu, aucune lettre n'ayant été conservée sur cette période. En février 1918, est en Italie, comme sergent préposé à l'habillement des soldats du bataillon. Du 9 février à fin août 1918, nouveau trou dans la correspondance conservée. De septembre à novembre 1918, toujours comme sergent fourrier, suit son nouveau régiment, le 63e Bataillon de Chasseurs, dans ses déplacements et ses combats dans l'Aisne (vers Saint-Quentin), la Somme (Ham, Roye, Chaulnes, Montdidier), et l'Oise (Lassigny, Noyon, Compiègne). En décembre, est à Bruxelles, où il demeure au moins du 16 au 27, mais sans doute davantage. A dû être démobilisé fin février 1919.

Correspondance entre lui et son épouse comportant **107 lettres et 27 cartes postales ou militaires d'Eugéne** allant du 11 septembre 1914 au 27 décembre 1918, avec deux trous : un d'un an et demi du 25 août 1916 au 9 février 1918, un de sept mois du 10 février au 16 septembre 1918 ; et **178 lettres et 3 cartes d'Antonia** allant du 8 août 1914 au 29 juin 1916. Correspondance confiée en janvier 1990 par leur fils Antoine, né le 4 mars 1916, agriculteur retraité à Saint-Maurice-en-Gourgois, au hameau de Sabonnaire. Avec son accord, quelques lettres parmi les plus représentatives ont été envoyées (photocopies) à France-Inter en 1998, après l'appel fait pour rédiger « *Paroles de Poilus* », et ont été remises ensuite à l'Historial de la Grande Guerre à Péronne.

RICHARD Claude : né le 13 février 1891 à Cuzieu (Les Guichards) dans une famille de sept enfants. Parents agriculteurs, fermiers à Cuzieu dans un domaine important. A sa sortie de l'école primaire, Claude

travaille à la ferme familiale jusqu'à son départ au service militaire en octobre 1912. Au retour de la guerre, réintègre la ferme familiale qu'il reprend à son compte un peu plus tard en achetant le domaine. Maire de Cuzieu de 1953 à 1965. A pris sa retraite à Cuzieu, puis en 1985, à 94 ans, s'est retiré chez sa fille, Mme Séon, à Salt-en-Donzy.

Incorporé en octobre 1912 au 1er R.A. de Montagne de Grenoble. S'y trouve encore lorsque la guerre éclate : part comme maître pointeur au canon de 65 dans ce régiment où il passera toue sa guerre. Ne se souvient pas de son itinéraire jusqu'en juin 1916 à Verdun, vers le fort de Tavannes, ou trois canons sur les quatre de sa batterie sont détruits par les tirs allemands et leurs servants tués ou gravement blessés. Après Verdun, le régiment se retire en Alsace, dans le secteur du Vieil Armand où il passe l'hiver 1916-1917, si rigoureux. Ne se souvient pas non plus de son itinéraire en 1917 et 1918. Après l'armistice, participe à l'Occupation en Allemagne *« de l'autre côté du Rhin à côté du château du grand Kronprinz »*. Démobilisé en août 1919.

Entretien réalisé le 23 décembre 1988 (témoin âgé de près de 98 ans) à Salt-en-Donzy, au domicile de sa fille et de son gendre, Mme et M. Séon.

RICHARD André : né le 25 avril 1896 à La Valla-en-Gier. Parents ouvriers dans une usine de lacets à La Valla jusqu'à la fermeture de l'usine en 1900 ; père devenant employé de la Compagnie du gaz de Saint-Etienne, mère tricoteuse à domicile. Est apprenti chaudronnier à Saint-Etienne de 1912 à 1915, puis chaudronnier de 1920 à 1930. Entre au chemin de fer en 1930. A fait sa carrière de chef de gare dans divers lieux, dont Bouthéon de 1939 à 1948 et la gare de La Terrasse, à Saint-Etienne, de 1948 à 1951, année où il est parti en retraite, prise à Andrézieux-Bouthéon.

Incorporé en avril 1915 au 5e Régiment du Génie, à Versailles. Passe l'année 1915 à Versailles en compagnie d'instruction, puis après la suppression des compagnies d'instruction, les 3000 hommes constituant les 12 compagnies sont répartis en 16 compagnies du Génie au front. Participe en 1916 à la réfection des voies ferrées détruites par les bombardements ; puis à partir de 1917, sa compagnie est spécialisée dans l'installation au front de canons de marine de très gros calibre (305 et 320) provenant du désarmement de navires de l'escadre de la Méditerranée : création d'affûts de canon, de voies ferroviaires circulaires permettant la rotation des canons. En 1917 opère surtout dans la Somme, en 1918 dans l'Aisne, tout en continuant à réparer voies et gares bombardées. Part en Orient fin novembre 1918 jusqu'en octobre 1919 et occupe l'emploi de secrétaire du commissaire de gare à Salonique, en Grèce. Démobilisé à son retour en France.

Entretien réalisé à son domicile, à Andrézieux-Bouthéon, le 25 mai 1987 (témoin âgé de 89 ans).

RICHARD Joseph : né le 2 décembre 1896 à Bourg-Argental (Le Perron). Parents agriculteurs. A la sortie de l'école primaire, reste à la ferme familiale jusqu'à son départ à la guerre, au printemps 1915. Après la guerre, revient à la ferme familiale qu'il reprend à son compte plus tard, et qu'il a exploitée toute sa vie jusqu'à sa retraite, au début des années 60. Retiré au bourg de Bourg-Argental.

Incorporé en avril 1915 au 2e Régiment de Zouaves de Lyon, censé être un « régiment d'attaque », au camp de Sathonay. Fait ses classes à Buis-les-Baronnies, dans la Drôme, puis à Hauterives, en Isère. Monte en zone des armées à l'automne 1915, dans les Flandres, à Bergues (à 9 km au sud de Dunkerque). Monte aux tranchées à Zuydcoote (à 8 km à l'est de Dunkerque) vers la frontière belge ; y passe l'hiver 1915 – 16 et sans doute le printemps 1916. En juillet 1916, le régiment arrive à Verdun, vers Douaumont (Terremorte) ; en quelques jours d'attaque, sous les bombardements, la compagnie de 250 hommes de Joseph aurait perdu les trois-quarts de ses effectifs (morts ou blessés), dont les cinq officiers : le capitaine et les quatre lieutenants. Décimé, reformé, le régiment est envoyé au repos en Alsace ; il revient à Verdun en novembre, au bois de la Caillette (entre le fort de Douaumont et l'étang de Vaux) ; Joseph occupe l'emploi d'agent de liaison ; après une attaque, encore meurtrière, au bout de quelques jours, le régiment est envoyé au repos. Il fait un troisième séjour à Verdun à la fin de la grande bataille de 1916 ; l'attaque portée le 15 décembre par le régiment parvient à faire reculer l'ennemi ; Joseph y a le mollet traversé par une balle, mais parvient à se rendre au poste de secours ; est transporté en voiture à cheval jusqu'à Verdun, puis emmené et soigné à Bar-le-Duc, et enfin hospitalisé à Troyes jusqu'à la fin du printemps 1917. Après une longue permission de convalescence chez lui, il rejoint son régiment à Nancy dans l'été 1917. A l'automne 1917, il se porte volontaire pour l'armée d'Orient ; retenu, il se rend à Marseille en en décembre 1917, puis traverse l'Italie en train jusqu'à Tarente où il embarque pour la Grèce : y débarque dans les premiers jours de 1918. A Salonique, il est nommé ordonnance du cheval (!) du commandant de sa compagnie, appartenant au 1er Régiment de Marche d'Afrique, qui monte dans le secteur de Monastir, en Macédoine serbe. Y reste jusqu'à l'armistice avec la Bulgarie, fin septembre. Revient sans doute après à Salonique. Au début de 1919, Joseph souffrant d'une inflammation arthritique des genoux qu'il attribue au fait d'avoir dû traverser souvent des rivières en tirant le cheval réticent par la bride, est rapatrié en bateau-hôpital de Salonique à Toulon, puis est hospitalisé à Hyères. Démobilisé en octobre 1919.

Entretien réalisé le 5 juillet 1988 (témoin âgé de plus de 91 ans) à son domicile de Bourg-Argental, en présence d'une partie de sa famille.

RICHARDIER Jean-Louis : né le 3 août 1898 à Chevrières, aîné d'une famille qui comportera 14 enfants. Parents agriculteurs et passementiers. A partir de 1910 jusqu'au printemps 1917, Jean-Louis fait ses études primaires puis secondaires en Italie (sans rentrer pour les vacances) dans un pensionnat religieux tenu par des Frères français dans l'optique de former des enseignants pour les écoles catholiques. A la fin de son régiment, en mai 1920, sera instituteur dans l'enseignement catholique à Préaux en Ardèche, puis au pensionnat Saint-Joseph de Saint-Just-sur-Loire, puis au Monastier en Haute-Loire, puis à Saint-Genest-Malifaux. En 1924, commence une carrière de directeur d'école dans l'enseignement privé : d'abord à Bellegarde-en-Forez où il se marie, puis de 1926 à 1930 à Issy-l'Evêque en Saône-et-Loire, et de 1930 à 1949 à Digoin. Revient ensuite dans la Loire à Saint-Paul-en-Jarez de 1949 à 1956 pour achever sa carrière à Caluire dans le Rhône de 1956 à 1962, année de sa retraite. Revient alors à Bellegarde-en-Forez.

Après son conseil de révision passé à Modane en janvier 1917, est incorporé le 17 avril 1917 au 36e R.A. de Moulins. Après les classes, les nouvelles recrues descendent en octobre 1917 à Nîmes pour faire les écoles à feu, pendant tout l'hiver. Au printemps 1918, est envoyé en zone des armées et versé le 8 avril au 14e R.A. (dépôt à Tarbes, où il n'ira jamais) comme canonnier conducteur. Puis nommé téléphoniste de groupe en mai à Tricot, dans l'Oise. Echappe de justesse à la capture par les Allemands en juin 1918. Transféré en Argonne, manque d'être atteint par un obus alors qu'il répare une ligne téléphonique coupée, en juillet 1918, près des Islettes. Le régiment est ensuite transporté dans l'Aisne en septembre 1918 et combat l'armée allemande en retraite. Se trouve au repos à Crépy-en-Valois au moment de l'armistice. Ayant pris un refroidissement par suite de marches effectuées sous la pluie battante, est hospitalisé en décembre 1918 à Arcy-sur-Aube, et bénéficie d'un mois de convalescence en janvier 1919. Est envoyé ensuite en Alsace à Mulhouse, puis en Occupation en Allemagne à Auenheim, au nord de Kehl, ville située face à Strasbourg, de l'autre côté du Rhin. A la fin de l'Occupation, sans doute en été 1919, retourne avec le régiment à Fontainebleau. Y est démobilisé le 23 mai 1920.

Entretien réalisé le 8 juillet 1996 (témoin âgé de 98 ans) à la maison de retraite de Bellegarde-en-Forez.

RICHIER Camille : né le 2 février 1890 à Saint-Julien Chapteuil (hameau de la Chapuze) en Haute-Loire. Parents agriculteurs et sabotiers. Après son certificat d'études, travaille à la ferme familiale jusqu'à son départ à la guerre en août 1914. Reprend cette activité à sa démobilisation en août 1919, puis se marie et reprend à son compte l'exploitation de la ferme de son oncle et parrain devenu veuf, à La Chapuze. A exploité cette ferme toute sa vie jusqu'à sa mort d'un cancer le 3 juin 1954.

A effectué son service militaire au Maroc, dans l'infanterie coloniale, de l'automne 1911 à l'automne 1913. A la mobilisation d'août 1914, est affecté au 19e Régiment d'artillerie de montagne de Grenoble (43e batterie) ; envoyé d'abord à Gap, le régiment débarque à la mi-août au nord d'Epinal, à la gare de Chatel-sur-Moselle et montant à pied au nord de Rambervillers, découvre les villages lorrains abandonnés, dévastés et pillés. Le 28 août, il met pour la première fois en batterie vers Essey-la-Côte (à 15 km au nord-ouest de Rambervillers) et subit un terrible bombardement ennemi. Le 31 août il est transféré en train de Châtel-sur-Moselle à Bussang, dans les Vosges, au pied du Ballon d'Alsace et, faisant corps avec le 20e Bataillon de Chasseurs, va mettre en batterie vers Thann, en Alsace, sur les premières pentes du Vieil Armand, puis le 2 septembre, revient dans les Vosges, par Gérardmer et Bruyères, jusqu'à Celles-sur-Plaine où il prend position pour bloquer la vallée de Celles ; il reste dans cette position, ainsi que dans le secteur voisin de Moyenmoutier–Senones, jusqu'à la fin août 1915, participant le 25 février à la bataille victorieuse du col de la Chapelotte suivie de quinze jours de bombardements et d'accrochages, le secteur redevenant relativement calme après, au moins pour l'artillerie ; Camille est à la fois servant d'artillerie et conducteur d'un mulet dans les déplacements. Fin août 1915, le régiment est transféré à l'est de Saint-Dié, à Gemaingoutte, et prend position sur les contreforts du Violu, face au col de Sainte-Marie ; Camille devient téléphoniste de la batterie. Fin septembre, sa batterie quitte les Vosges en direction de Lyon : les soldats découvrent alors qu'ils partent pour l'Orient ! Le 7 octobre, ils embarquent à Marseille sur le « *Dumbéa* », et après une escale assez longue à Malte, débarquent à Salonique le 15 octobre. Le 20, le régiment remonte en train la vallée du Vardar sur 140 km environ jusqu'à Krivolak en Serbie. Le 30, ayant traversé le Vardar sur un pont de barques, la division reçoit l'assaut des Bulgares et subit des pertes importantes. Après un mois passé à fortifier la position du mont Kara Odjalik, les régiments, harcelés par les Bulgares, entreprennent une retraite de Serbie par des marches forcées dans des chemins muletiers escarpés, puis dans la plaine insalubre jusqu'à Guevguelli (Gevgelija) durant quinze jours jusqu'au 18 décembre. Le 21 décembre, ils sont ramenés en train à Salonique et construisent un camp retranché jusqu'en février 1916. Puis les batteries vont s'établir dans l'arrière-pays de Salonique, dans le fort de Paroï, jusqu'en juillet ; le secteur est très calme, mais très propice au paludisme qui ravage les organismes. A la fin de l'été 1916, les troupes, en quinze jours de marche,

remontent sur Florina (en Macédoine serbe à l'époque) et s'emparent de la ville. Le 2 octobre, atteint d'un ictère, Camille est évacué en deux jours de train sur Salonique où il reste hospitalisé plus de deux mois. Le 14 décembre, il s'embarque sur la navire-hôpital « *Divona* » qui débarque à Toulon ; s'ensuit un mois et demi d'hospitalisation à Cannes. En février 1917, Camille bénéficie d'un mois de convalescence chez lui, puis de retour au dépôt du régiment à Grenoble, est affecté à une équipe agricole au Cheylas, et retourne ensuite au dépôt. Le 1er septembre, il remonte au front dans les Vosges ; sa batterie est mise en position à Cornimont, puis à Sainte-Marguerite, vers Saint-Dié. Mais fin octobre, il apprend que le régiment doit repartir en Italie où vient de se produire la débâcle de Caporetto des Italiens devant les Autrichiens. Le 2 novembre, il embarque en train à Torcieux et parvient à Briançon le 4, et à pied, par le col du Mont Genèvre, passe en Italie le 5, descend jusqu'à Pignerols (Pinerolo), y embarque en train et va cantonner aux environs de Brescia en Vénétie. Puis début décembre, intégrée au 1er Régiment d'Artillerie de Montagne (10e batterie, 3e pièce pour Camille) la batterie va prendre position sur le mont Fénéra, premier contrefort des Dolomites en bordure de la vallée du Piave, les hommes revenant périodiquement à Castelcucco, au sud de Passagno. Camille bénéficie d'une première permission chez lui pour Noël 1917, puis après trois mois passés dans un secteur à 30 km au nord de Padoue (Cittadella, Lupia, Sandrigo), d'une seconde fin mars-début avril 1918. A son retour de France, il rejoint sa batterie sur le mont Mosca, sur le plateau dominant Asiago, toujours sur les contreforts des Dolomites, et devient ordonnance du commandant Arminot. Le 13 juin, la position est violemment bombardée par les Autrichiens mais la situation devenue critique est rétablie. L'été se passe dans ce secteur. Au retour d'une troisième permission en France, le 22 septembre, Camille, toujours ordonnance, rejoint le commandant près du lac de Garde où ce dernier suit un cours jusqu'au 15 octobre. Revenu dans la vallée du Piave, le régiment participe à la bataille victorieuse du Piave, du 27 au 31 octobre. Le 5 novembre, l'Autriche capitule, ce qui met fin aux hostilités en Italie. Jusqu'au 28 décembre, le régiment cantonne à Bessica, à 10 km au nord-ouest de Castelfranco Veneto, en Vénétie, et parvient en France le 30 décembre. Camille aurait sans doute fait quelques mois d'Occupation en Allemagne, dans le Palatinat, mais se trouve à Lyon début mars 1919. C'est aussi à Lyon qu'il rédige son récit et est démobilisé le 7 août 1919.

Récit de guerre de 213 pages sur cahiers de format moyen comportant deux parties : **un récit de 131 pages** intitulé *« Coup d'œil sur la grande guerre – Mémoires d'un artilleur 1914 – 1919* » couvrant la période d'août 14 jusqu'au départ en Italie en novembre 1917 (avec une conclusion générale d'août 1919), et **un récit de 84 pages** intitulé *« Souvenirs d'Italie du 3 novembre 1917 au 30 décembre 1918 »* relatant sa campagne d'Italie. Ce document m'a été communiqué en octobre 2000 par un collègue de Lettres du lycée François Mauriac-Forez d'Andrézieux, Christian Denis qui, faisant travailler ses élèves sur le recueil de lettres *« Paroles de Poilus »*, venait de recevoir le premier récit de Perrine Richier, arrière-petite-fille de Camille. Ayant lu ce témoignage et l'ayant admiré, j'ai ensuite pris contact avec les parents de Perrine (père cadre à France Telecom, mère institutrice) habitant Chevrières, puis avec son grand-père Robert (receveur des P.T.T. en retraite) habitant Saint-Etienne, qui m'a fourni les renseignement biographiques sur son père, et transmis le second récit, avec l'accord de sa sœur, Mme Delorme, demeurant avec son mari à Saint-Julien-Chapteuil, à la ferme familiale qu'ils ont exploitée durant leur vie. La précision de ces deux récits (rédigés en 1919 d'après les lettres numérotées adressées par Camille à ses parents pendant la guerre, et sans doute d'après des carnets de route) et leur qualité humaine et stylistique en font des documents précieux.

RIVEL Joseph : né le 4 mars 1898 à Soleymieux (Les Niolays) dans une famille de six enfants. Parents agriculteurs. Agriculteur à la ferme familiale des Niolays de son mariage en 1925 à sa retraite, prise en 1959. S'est alors établi au bourg de Soleymieux avec son épouse et sa fille.

Incorporé au 13e Bataillon de Chasseurs Alpins de Chambéry en avril 1917. Monte au front dans les Vosges, vers Epinal, à l'automne 1917, en renfort au 18e Bataillon de Chasseurs Alpins décimé dans le Nord. Participe aux contre-offensives françaises du printemps et de l'été 1918 dans divers secteurs (non précisés). Blessé au visage par un éclat d'obus le 2 octobre 1918 ; soigné à l'hôpital Rotschild à Paris. De retour au front en novembre 1918 où l'armistice survient quand il est à Lunéville. Participe à l'Occupation en Allemagne, principalement comme sentinelle dans une gare au sud de Karlsruhe, puis revient à Verdun avec son régiment pour nettoyer les champs de bataille. Refuse d'être promu caporal ; est nommé ordonnance du commandant, et achève son temps de service militaire à Montmédy (Meuse). Démobilisé en mai 1920.

Long entretien réalisé le 2 mai 1987 (témoin âgé de 89 ans) à son domicile de Soleymieux, en présence de sa femme et de sa fille.

RIVET Jean : né le 15 novembre 1896 à Pouilly-sous-Charlieu. Père agriculteur, devenu coquetier, décédant en 1912. Reprend cette activité et la développe : devient coquetier en gros, collectant des œufs dans tout le canton de Charlieu et dans le sud de la Saône-et-Loire, activité encore étendue par son propre fils, toujours à Pouilly-sous-Charlieu, où il a pris sa retraite.

Incorporé le 9 avril 1915 au 121e R.I. de Montluçon. Après cinq mois d'instruction, monte fin décembre 1915 au 105e R.I. à Thieux (Oise) où il passe l'hiver : en mars 1916, le régiment est envoyé au

repos aux Maisonnettes, dans l'Eure, puis en juillet dans la Somme, à Rosières-en-Santerre (13 km au nord de Roye), en arrière des lignes pour décharger les trains alimentant les divisions engagées dans la bataille de la Somme en obus, bois d'étayage pour les sapes, baraques Adrian, etc.. Monte au front à la fin de l'été 1916 dans la Somme à Pierrepont-sur-Avre (15 km à l'ouest de Roye) puis tient les tranchées en avant de Rosières-en-Santerre, à Lihons, jusqu'à fin novembre. Le régiment est alors envoyé au grand repos jusqu'à fin février 1917 en Haute-Marne, à proximité des Vosges, à Soulaucourt-sur-Mouzon (à 20 km à l'est de Contrexéville). Il est ensuite transféré dans l'Oise à Lassigny (13 km à l'est de Noyon) où il relève le 98e R.I. de Roanne : tient les lignes et creuse de nouvelles tranchées. Après dix jours de tranchées, Jean contracte les oreillons et passe deux semaines en ambulance de campagne et trois semaines de convalescence chez lui. Retourne au régiment le 2 mai. Le 8 août, départ pour le secteur de Verdun, en lisière de la forêt de Hesse ; Jean participe à l'attaque du 21 août où il est gazé ; est soigné en ambulance à Tricot (Oise) puis passe à nouveau trois semaines de convalescence chez lui. Retrouve le régiment en Argonne aux Islettes (à 6 km à l'ouest de Clermont-en-Argonne). En novembre 1917, se porte volontaire pour l'armée d'Orient : va en train de Marseille à Tarente, en Italie, fin décembre 1917 ; embarque le 3 janvier 1918 sur le « *Timgad* » et arrive à Corfou, en Grèce, le lendemain ; cantonne à Verria ; est affecté au 210e R.I. qu'il rejoint le 18 février à Florina, et suit à Monastir (en Macédoine serbe) ; occupe l'emploi de téléphoniste en avant de Monastir jusqu'en septembre. Les 22 – 24 septembre, le régiment ayant tenté de s'emparer sans préparation d'artillerie de deux pitons rocheux subit des pertes importantes. Mais le 25 septembre, l'armée bulgare s'enfuit et le 30 septembre, la Bulgarie signe l'armistice, voyant la moitié de son armée retenue prisonnière. L'armée française entame alors une marche forcée qui, du 25 septembre au 18 octobre, l'amène à Kustendel (Kyustendil) en Bulgarie ; après trois jours de repos, la marche reprend en direction du Danube ; après un cantonnement de huit jours à Roustchouk, (Ruse), le Danube est traversé le 10 novembre sur des péniches, et les Français pénètrent en Roumanie et cantonnent jusqu'au 24 décembre à Giurgiu, ville roumaine située sur l'autre rive du fleuve, à 70 km au sud de Bucarest. Après un court séjour à Alexandria, le 1er janvier 1919, ils repartent en train en direction de la Hongrie et cantonnent à Szegedine (Szeged, ville hongroise proche de la frontière roumaine, à 170 km au sud de Budapest) jusqu'au 15 juin, avec comme fait le plus notable du séjour, la répression d'une révolte d'inspiration bolchevique ou nationaliste le 15 mars : Hongrois tirant sur les Français à partir d'un train de munitions arrêté en centre ville, ce qui suscite une réplique au canon faisant une quarantaine de morts et blessés. Le 15 juin, l'armée française embarque en train à Szegedine et parvient à Vintimille le 20 juin, puis à Puget-sur-Argens, à côté de Fréjus, où se trouve le dépôt de l'armée d'Orient. Jean est démobilisé en septembre 1919.

Entretien réalisé le 6 février 1988 à Pouilly-sous-Charlieu, au domicile du témoin, âgé de 91 ans. Le témoignage oral est considérablement renforcé en précision par un document écrit de 14 pages en forme de **carnet de route**.

RIVOLLIER Pierre : né le 18 décembre 1895 à Saint-Just-sur-Loire (Etrat). Parents agriculteurs, s'installant en 1896 dans une ferme de Saint-Victor-sur-Loire (Chénieux). Travaille sur la ferme familiale de Chénieux jusqu'à son départ à la guerre, puis la reprend à son compte après son mariage en 1922, jusqu'à sa retraite, vers 1960. Continue à résider dans la ferme familiale.

Incorporé le 10 décembre 1914 au 98e R.I. de Roanne ; après sa période d'instruction, monte en zone des armées avec le 16e R.I. de Montbrison, dans l'Aisne, au Grand-Rozoy, au sud de Soissons. Arrive au front pour l'offensive de Champagne de fin septembre 1915 ; le régiment prend position et combat vers la Butte de de Tahure, en Argonne. Ne se souvient de son itinéraire de l'année 1916. En 1917 et 1918 passe treize mois dans le secteur de Verdun, sur la rive droite, puis sur la rive gauche de la Meuse ; est blessé à l'aine par un éclat d'obus, mais pas évacué. Combat en Belgique en 1918, sans doute au printemps vers le Mont Kemmel, et en Lorraine en fin d'été. Echappe aux dernières semaines de guerre : couvert d'eczéma, est hospitalisé à Nancy, puis envoyé en convalescence chez lui, à Saint-Victor, où il se trouve au moment de l'armistice. Démobilisé en été 1919.

Entretien réalisé le 28 juillet 1987 (témoin âgé de 92 ans) à la ferme familiale de Chénieux, hameau de Saint-Victor-sur-Loire, en présence de son petit-neveu Etienne Bastide, un collègue de lycée et ami.

ROCHE Jean : né le 20 novembre 1894 à Saint-Symphorien-de-Lay. Père cordonnier à Saint-Symphorien, partiellement invalide en raison d'un accident de travail survenu au retour du régiment. A sa sortie de l'école, Jean se loue comme petit berger dans des fermes de Saint-Symphorien et de Neaux, puis devient ouvrier dans une filature de coton à Lay, puis dans une usine de tissage de Saint-Symphorien jusqu'à la guerre. Après la guerre est employé pendant douze ans à l'usine de crayons Conté à Régny, puis à l'usine de tissu éponge Jalla. En 1938, entre à l'arsenal de Roanne, d'abord à l'affûtage des outils, puis au service de comptabilité des matières, jusqu'à sa retraite prise en 1955. A continuer à résider à Roanne à sa retraite.

Incorporé le 3 septembre 1914 au 92e R.I. de Clermont-Ferrand ; nommé caporal fin octobre, au terme de quarante jours d'instruction. A l'arrivée de la classe 15, en décembre 1914, est chargé d'instruire

les jeunes recrues du régiment. Monte au front le 6 avril 1915 dans le nord de l'Oise, à Conchy-les-Pots. Y découvre la guerre des mines résultant de la grande proximité des premières lignes ennemies. Est blessé surtout à une jambe le 3 juillet 1915 dans ce secteur à Beuvraignes (à 5 km au sud de Roye dans la Somme) par les éclats d'une bombe de crapouillot ; est opéré dans un hôpital provisoire de Montdidier (Somme). De retour en août au 92e R.I., tient les lignes dans ce même secteur au sud de Roye (Beuvraignes, bois des Loges) jusqu'au début de 1916. Fin février 16, le régiment est transporté à Verdun où vient d'éclater la grande bataille ; le 8 mars, il attaque au bois des Corbeaux, vers le Morthomme, prend le bois tout en subissant de très lourdes pertes. Jean est fait prisonnier avec son escouade dans la forêt du Morthomme, vers Cumières, le 10 mars ; emmené à Breulles-sur-Meuse, puis à Stenay (Meuse), il est transporté en train en Allemagne au camp de Giessen (à 40 km au nord de Francfort), puis dans un autre camp à l'est de Stuttgart. Y est nommé caporal de l'escouade 339. Passe comme ouvrier agricole plus de deux ans dans le nord-est du Bade-Wurtemberg dans deux bourgades situées à l'ouest de Rothenburg-an-des-Tauber : cinq mois à Wieldingsfelden et dix-huit mois à Kleinansbach. Après avoir effectué 17 jours de prison en mai 1918 pour trois motifs dérisoires, Jean est envoyé dans une troisième ferme au sud de Stuttgart, dans le Jura Souabe, à Neuffen, vers Nurtingen (30 km au sud de Stuttgart) jusqu'en septembre 1918. Souffrant d'une hernie, il est retiré de la ferme et affecté au poste de jardinier de la ville de Stuttgart jusqu'à l'armistice. Rapatrié en train à partir du 10 décembre 1918 par la Suisse jusqu'à Belfort, puis Moulins ; arrive chez lui le 19 décembre. Après ses quarante-cinq jours de permission accordés aux prisonniers, rejoint Dijon. Est démobilisé en septembre 1919.

Très long entretien réalisé le 14 juin 1988 à Roanne au domicile du témoin, âgé de 94 ans et doté d'une mémoire exceptionnelle.

ROCHE Roger : né le 30 décembre 1898 à Louroux-de-Bouble (Allier). Enfant naturel, avec sa sœur, d'une mère célibataire louée à Sury-le-Comtal. Elevé par ses grands-parents à Louroux-de-Bouble : grand-père cantonnier, grand-mère ouvrière. Après son certificat d'études, à 12 ans, se loue comme berger, puis comme valet successivement dans quatre fermes à Louroux, puis à Montmarault, sur la route de Gannat à Montluçon, jusqu'à son départ à la guerre en mai 1917. Au retour de la guerre, sa mère s'étant mariée, va la rejoindre dans la Loire, à Bouthéon (La Renardière). Epouse en 1922 une jeune fille de Saint-Marcellin-en-Forez (Le Rozet), fille d'agriculteurs : s'installe dans la ferme de ses beaux-parents, reprise plus tard par le jeune couple et exploitée jusqu'en 1955, année de la retraite, passée aussi à Saint-Marcellin.

Incorporé le 3 mai 1917 au 99e R.I. de Vienne, dans le bataillon cantonné à Lyon. Bénéficie de six mois d'instruction à Lyon, puis à Bollène, dans le Vaucluse. Monte en zone des armées dans la Marne en décembre 1917. Reste en zone des armées, en arrière des lignes, ou vers le camp de Mourmelon, dans la Marne, jusqu'à la fin mai 1918. Monte aux tranchées en juin 18, en Lorraine, en forêt de Parroy, à l'est de Lunéville. Au bout de quatre jours de front, est blessé par un éclat d'obus qui, lui perforant une fesse, va se loger dans l'os iliaque du bassin ; est transporté à l'hôpital de « *Chaux-Fontaine à côté de Lunéville* » (non localisé), mais l'éclat ne peut pas être retiré et ne le sera jamais. Après un mois de convalescence, Roger rejoint à nouveau son régiment en juillet, combat en Lorraine, puis dans les Ardennes, dans les environs de Rethel, en poursuivant l'armée allemande en retraite. Revenu en arrière, se trouve dans un village détruit de la Marne lorsque survient l'armistice. Est versé quelque temps au 22e R.I. de Bourgoin, puis réincorporé au 99e R.I.. Passe la fin de l'année 1918 à Forbach et Sarrebourg, puis revient avec son régiment à Lyon, au fort Lamothe, où il passe l'année 1919 et les premiers mois de l'année 1920. Démobilisé en mai 1920.

Entretien réalisé le 22 juin 1988 (témoin âgé de plus de 90 ans) à son domicile du Rozet, à Saint-Marcellin-en-Forez, en compagnie de son épouse, née en 1903, intervenant parfois dans la discussion.

ROCHETTE Marius : né à Gumières (Prolange) le 10 janvier 1897. Parents agriculteurs à Gumières, avec quatre enfants. Sera lui-même agriculteur toute sa vie dans la ferme familiale de Prolange, avec une activité complémentaire de sabotier en hiver.

Incorporé en janvier 1916 au 98e R.I. de Roanne. Monte au front à la fin de 1916 ; passe l'hiver 16-17 en Alsace ; a les pieds partiellement gelés, mais échappe à l'amputation. Versé à une date indéterminée au 22e R.I. de Bourgoin. Ne connaît pas son itinéraire de l'année 1917, sauf un premier séjour en Belgique au printemps. A le bras traversé par une balle le 22 avril 1918 au Mont Kemmel en Belgique ; est évacué et hospitalisé au Touquet, puis à Saint-Brieuc (cinq mois) avant de faire sa rééducation à Rennes. Se trouve en convalescence chez lui à Gumières au moment de l'armistice. Démobilisé en 1919.

Entretien réalisé à la ferme familiale de Gumières (Prolange) le 3 mars 1987 (témoin âgé de 90 ans).

ROUSSET Auguste : né le 7 septembre 1898 à Roanne. Parents jardiniers rue de la Livatte. Après son certificat d'études, fait l'apprentissage du métier de vitrier, et exerce ce métier avant et après la guerre pour le compte d'un patron (Berry, faubourg Mulsant), puis à son propre compte au Coteau, sur la rue principale, en lui adjoignant un commerce de miroiterie.

Incorporé le 16 avril 1917 au 1er R.A. de Montagne de Grenoble. Suit l'instruction dans le Vercors, puis les écoles à feu à Champ-sur-Drac (Isère) pour devenir pointeur au canon de 65. Bénéficie d'un mois d'affectation en équipe agricole pour effectuer les vendanges à Grésy-sur-Aix, vers Aix-les-Bains à l'automne 1917, puis retourne au dépôt. Le régiment passe en Italie en février 1918 ; prend position, avec le 62e B.C. Alpins, à Asiago, vers le Mont Tomba , face aux Autrichiens; Auguste est pointeur à la 1ère pièce de la 10e batterie. Après deux bons mois passés à tenir les lignes, le régiment est de retour en France fin avril 18, et revient dans les Vosges, vers Raon-l'Etape. Reste dans le secteur de Saint-Dié jusqu'à l'armistice, affecté au renfort d'une brigade américaine qui lance une attaque décisive à l'est de Saint-Dié, à Neuvillers-sur-Fave, le 19 août 1918. Le régiment se trouve à Bertrimoutier (6 km à l'est de Saint-Dié, sur la route du col de Sainte-Marie) lorsque survient l'armistice. Le 20 novembre, le régiment entre dans Strasbourg, puis se dirige vers l'Allemagne ; participe à l'Occupation dans la région de Francfort. Pour sa part, Auguste est affecté avec sa section à la garde du château impérial de Friedrichhof à Bad Homburg (12 km au nord de Francfort) où réside la grande duchesse de Hesse-Nassau, sœur du Kaiser, sans doute pour protéger les personnes et les biens des révolutionnaires, ceci jusqu'au début de juin 1919 ; rejoint ensuite le dépôt du 2e B. C. Alpins à Nice, puis est versé au 7e régiment du Génie à Avignon jusqu'à sa démobilisation en avril 1920.

Entretien réalisé au Coteau le 25 mai 1988 dans le magasin de vitrier-miroitier du témoin (âgé de 90 ans), en compagnie de son fils pour la fin de l'entretien

ROY François : né le 18 mars 1896 à Lyon. Père chef typographe au journal « *Le Progrès* ». François fait un apprentissage de peintre sur automobiles. Après la guerre, exerce pendant trente-cinq le métier de peintre en voitures de chemin de fer à Oullins (Rhône), tout en habitant à Pierre-Bénite. A pris sa retraite à Saint-Georges Hauteville (Les Graviers) vers 1965 – 66.

Incorporé au printemps 1915 au 12e Bataillon de Chasseurs Alpins de Grenoble. Monte au front à la fin de 1915 avec le 14e B.C. Alpins (dépôt à Embrun). , puis passera ensuite au 54e B.C. Alpins. Ne se souvient pas de son itinéraire précis en 1916 et 17 : a combattu dans la Somme, en Champagne (Butte de Tahure), dans les Vosges (Moyenmoutier). Part avec le 54e B.C. Alpins en Italie début novembre 1917, après la déroute italienne de Caporetto de fin octobre. Participe à la bataille du Mont Tomba le 30 décembre 1917 contre l'armée autrichienne. Reste dans les Alpes italiennes tout le début de l'année 1918, jusqu'en avril. Est de retour le 14 avril à Morvilliers dans la Somme. Participe comme téléphoniste chargé de la réparation des lignes aux combats de 1918 dans la Somme et dans l'Aisne. Se trouve en permission à Paris le jour de l'armistice. Démobilisé en automne 1919.

Entretien réalisé le 28 juin 1987 au domicile du témoin, âgé de 91 ans, à Saint-Georges Hauteville.

SABATIER Pierre : né le 31 mars 1893 à Firminy, dans une famille de cinq enfants. Père ouvrier à l'usine Verdier de Firminy. Sa mère étant morte en 1900, son père se remarie avec une jeune femme qui refuse d'assumer l'éducation des enfants du premier lit. Pierre est loué comme petit valet dès l'âge de dix ans dans une ferme de Saint-Ferréol d'Auroure (Haute-Loire), puis à treize ans, s'embauche comme goujat au chantier de construction de l'église du Mas, à Firminy. A quinze ans, rentre à l'usine Limouzin de Firminy, comme releveur au laminoir ; ayant été gravement brûlé, dès sa guérison, retourne à son emploi de goujat pour les maçons. Puis travaille successivement à la mine, à l'usine Verdier, puis à l'usine Holtzer d'Unieux où il est embauché en 1911. Se marie en 1912 : a un enfant en 1912 et un autre en 1915. Travaille comme tourneur chez Holtzer, à l'atelier de fraises et forets, jusqu'à son départ au régiment au début de 1914, puis du début de 1915 à février 1917, jusqu'à son départ au front. Après la guerre, retourne à l'usine Holtzer ; y fera toute sa carrière de métallurgiste, terminant comme chef d'équipe-contremaître. A pris sa retraite vers 1960, résidant toujours à Firminy.

Ajourné au conseil de révision de la classe 1913 pour faiblesse de constitution, part au régiment au début de 1914, quatre mois après ses conscrits ; est incorporé au 38e R.I. de Saint-Etienne. S'y trouve lorsque la guerre éclate. Est versé alors au 86e R.I. du Puy-en-Velay ; est rappelé au début de 1915 à l'usine Holtzer où il est mobilisé comme régleur, puis comme chef d'équipe. Y demeure jusqu'au début de 1917 ; est envoyé au front en février par l'effet des lois Dalbiez et Mourier avec de nombreux autres « mobilisés en usine ». Versé au 35e R.I. de Belfort, est envoyé en Belgique, au mont Kemmel, à la fin du printemps 1917 : y découvre la guerre de tranchées et les bombardements ; combat comme grenadier-voltigeur vers le lac de Dikkebus, au sud d'Ypres, et y fait des prisonniers. Ne se souvient pas précisément des secteurs parcourus à la fin de 1917 et en 1918 : Vosges, Champagne, Aisne… Après l'armistice, garde des prisonniers russes pendant trois mois au camp de Saint-Ouen-et-Domprot dans la Marne, puis des prisonniers allemands de février à août 1919 à Verdun ; logés en commando au fort de Regret, étaient affectés au déblaiement de la ville de Verdun et à l'abattage de chevaux galeux transformés en saucissons à l'abattoir de Verdun… Démobilisé en août 1919.

Entretien réalisé le 5 avril 1989 à Firminy, au domicile du témoin, âgé de 96 ans. Décédé en 1994, à l'âge de 101 ans (appris le 2 mars 2007 de son petit-fils Louis, lors du vernissage de l'exposition *"Ceux de 14-18"* comportant 40 dessins de la Grande Guerre, réalisés par son arrière-petit-fils Philippe; exposition présentée par la M.J.C. de Firminy).

SABOT Stéphane : né le 11 mai 1896 à Roizey (Sagnemorte). Profession : scieur.

Incorporé en avril 1915 dans un régiment d'artillerie de Grenoble ; passe un an à Grenoble : six mois d'instruction et six mois à la remonte des chevaux ; puis affecté au 114e Régiment d'Artillerie Lourde de Valence ; monte au front dans la Somme (secteur de Péronne) en décembre 1916 comme conducteur de chevaux pour l'artillerie. En deux ans de front, séjourne deux fois dans la Somme, deux fois en Belgique, une fois en Lorraine, une fois dans la région de Belfort. Démobilisé en septembre 1919.

Entretien collectif en patois réalisé à Roizey en janvier 1976 (témoin âgé de 80 ans) chez M. Vanel, en présence de son père Jean Vanel (né en 1883) et de Jean Bajard (né en 1899).

SALANON Jean : né le 17 mai 1894 à Saint-Georges-Hauteville (les Jeannettes). Parents agriculteurs. Agriculteur lui-même toute sa vie dans la ferme familiale ainsi que garde champêtre de Saint-Georges Hauteville pendant 22 ans, plus quelques activités annexes, comme fossoyeur et sonneur de cloches.

Incorporé le 6 septembre 1914 au 28e Bataillon de Chasseurs Alpins . Monte au front le 8 décembre 1914 au 14e Bataillon de Chasseurs Alpins dans le Pas-de-Calais ; puis se déplace en janvier 1915 dans les Vosges, vers Gérardmer et en février à Stasswihr (Haut-Rhin) vers le col de la Schlucht ; s'estime sauvé dans un bombardement par une médaille de la Vierge portée à son béret de chasseur alpin. Fait prisonnier le 23 février 1915 : transféré en Allemagne, en Bavière, d'abord au camp de Puchheim (à 5 km à l'ouest de Munich) jusqu'au 20 mars, puis au camp de Landshut (55 km au nord de Munich). Effectue des travaux agricoles dans diverses fermes pendant l'année 1915 en revenant périodiquement au camp de Landshut. Transféré au camp d'Eggstät (65 km au sud-est de Munich, en direction de Salzbourg) jusqu'en mai 1916. Placé ensuite dans une ferme-moulin à Au bei Bad Aibling (35 km au sud de Munich) dans les Alpes bavaroises jusqu'en décembre 1916 où une infraction commise par plusieurs prisonniers français (être allé au café malgré l'interdiction) les fait renvoyer au camp. Sera enfin placé dans une autre ferme à Weihmich (à 6 km au nord de Landshut) où il restera de fin décembre 1916 au 22 décembre 1918. Est rapatrié et de retour chez lui le 25 décembre 1918. Après deux mois de permission, repart en Allemagne pour participer à l'Occupation, vers Wiesbaden puis Darmstadt. Démobilisé le 6 septembre 1919.

Très long entretien réalisé le 22 juin 1987 (témoin âgé de 93 ans) dans la ferme familiale de Saint-Georges Hauteville (Les Jeannettes) en présence de sa fille. La précision de la reconstitution de l'itinéraire tient à la mémoire exceptionnelle de Jean Salanon ainsi qu'à la possession d'un **carnet de 42 pages** où il a noté diverses choses, dont ses déplacements. Ce témoin est devenu presque centenaire (décédé en décembre 1993).

SAURON Antoine : né le 2 septembre 1898 à Saint-Etienne. Père employé à la Compagnie du Gaz de Saint-Etienne. Après son certificat d'études primaires, suit une formation de comptabilité à l'Ecole professionnelle Sainte-Barbe ; après l'obtention de son diplôme de comptable, commence à travailler à Saint-Etienne à l'âge de 17 ans. Après sa démobilisation en 1920, mène une double carrière de comptable : chef comptable pour le compte de plusieurs entreprises stéphanoises successives, et comptable de clients individuels à son cabinet rue Paul Bert, de 1934 à 1955, puis rue Charles de Gaulle de 1955 à sa retraite. Après la vente de son cabinet, conserve quelques clients jusqu'à l'âge de 70 ans. Passe sa retraite d'abord à son domicile, rue de Gaulle, puis l'âge avançant, à l'Hôpital de la Charité à Saint-Etienne.

Incorporé en avril 1917 au 14e R.A. Légère d'Issoire. Après ses classes, est exempté de front pour déficience pondérale. Demeure au régiment à Issoire comme secrétaire jusqu'à l'automne 1917, puis est envoyé à Provins comme secrétaire dactylographe sténographe au Grand Quartier Général du général Pétain, dans un service chargé des relations avec les autorités civiles. Il suit les deux transferts du Quartier Général, d'abord au château de Chantilly, puis en décembre 1918 à Metz. En 1919, est affecté au secrétariat particulier du maréchal Foch, à l'Hôtel des Invalides à Paris, dans un service placé sous les ordres du général Weygand, pour répondre aux lettres innombrables reçues par le maréchal ; a même tapé plusieurs fois son discours de réception à l'Académie Française… Demeure dans ce poste un an et demi, jusqu'à sa démobilisation en juin 1920.

Entretien réalisé le 9 mars 1988 (témoin âgé de 90 ans) à l'Hôpital de la Charité à Saint-Etienne, en compagnie de la fille du témoin.

SEUX Louis : né le 7 mars 1897 à Saint-Apollinard, vers Pélussin, 5e dans une famille de 7 enfants vivants. Parents agriculteurs et vignerons ; père décédant le 1er janvier 1910 d'une broncho-pneumomie. Après sa scolarité primaire, Louis reste à la ferme jusqu'à son départ au régiment en 1916. Après la guerre, devient

comptable aux Manufactures Réunies de Tresses et Lacets de Saint-Chamond, regroupant une dizaine d'ateliers et d'usines employant en tout de 600 à 700 ouvriers ; puis s'intéresse à l'aspect technique de la fabrication du lacet, et finit par être promu chef de fabrication dans la même entreprise, poste occupé jusqu'à sa retraite, au début des années 60. Continue à demeurer à Saint-Chamond pendant sa retraite.

Incorporé le 16 juillet 1916 au 23e R.I. de Bourg-en-Bresse ; y demeure pour faire ses classes jusqu'à la fin de 1916. Monte en zone des armées à Belfort au début janvier 1917, dans les nouvelles casernes du 35e R.I.. En juillet 1917, est affecté en renfort au 360e R.I. de Toul qu'il rejoint près de Mulhouse, à Soppe-le-Bas, en tant que fusil-mitrailleur ; tient les lignes vers Burnhaupt-le-Haut (10 km à l'ouest de Mulhouse). A l'automne 1917, le régiment est envoyé dans les Vosges, vers Remiremont, où il passe l'hiver, tout en effectuant une longue marche d'entraînement jusqu'au camp de Mourmelon, en Champagne. Le 21 mars 1918, toute la division est transférée en camions en direction de Montdidier, dans la Somme, où les Allemands viennent d'effectuer une percée de grande ampleur ; elle prend part à l'arrêt de l'avancée allemande en combattant entre Rollot et Méry (la Bataille) dans l'Oise, au sud de Montdidier. Louis a les pieds abîmés pour n'avoir pu enlever ses souliers et ses bandes molletières pendant quinze jours. Après un temps de repos dans les Vosges, le régiment est ramené dans l'Oise en juin 1918, à Ressons-sur-Matz (18 km au nord-ouest de Compiègne), puis cantonné en forêt de Laigue en prévision de l'offensive allemande de juillet qui n'a pas lieu dans le secteur attendu. Le 13 août 1918, à Lassigny, dans l'Oise, lors d'une attaque de grande envergure, Louis est blessé à la cheville par une rafale de mitrailleuse ; attend la fin des combats dans un trou d'obus et parvient à rejoindre sa compagnie en marchant sur les genoux ; est opéré dans une baraque Adrian du front, puis évacué par train sanitaire jusqu'à Nantes où il est hospitalisé neuf mois, et où il se trouve donc au moment de l'armistice. Hospitalisé ensuite à Saint-Etienne (au lycée Claude-Fauriel), puis à Montferrand. Démobilisé en septembre 1919.

Très long entretien réalisé le 12 février 1988 à Saint-Chamond, au domicile du témoin, âgé de 91 ans.

SIBERT Antoine : né le 28 avril 1891 à La Cula (ancien nom de Génilac), au hameau de Tapigneux. Père agriculteur – forgeron. Reprend la double profession paternelle d'agriculteur – « forgeur » à Génilac, fabriquant avec son père et ses frères des chaînes pour les mines, les entreprises, les agriculteurs, jusqu'à sa retraite en 1956, prise dans la ferme familiale de Tapigneux.

Effectue son service militaire de 1912 à 1914, jusqu'à la mobilisation, d'abord au 36e R.A. de Clermont-Ferrand, puis principalement au 14e R.A. Légère montée de Tarbes. Le 28 juillet 1914, le régiment embarque pour la Lorraine et débarque à Lunéville. Participe aux premiers combats d'août 1914, puis à la retraite. Est gravement blessé, à la Ferté-Gaucher (à 18 km à l'est de Coulommiers, en Seine-et-Marne) le 4 septembre 1914 par des éclats d'obus qui lui traversent le poumon gauche. Est évacué jusqu'à Nantes, où il est hospitalisé deux mois, puis à Bourgneuf-en-Retz, face à l'île de Noirmoutier. A une convalescence extrêmement longue et pénible (avec une grande gêne respiratoire consécutive à sa blessure) qu'il passe principalement chez lui ; après plusieurs conseils de réforme, est réformé à titre définitif, sans doute en 1916.

Long entretien réalisé le 22 décembre 1987 à la ferme familiale de Tapigneux, à Génilac (témoin âgé de plus de 96 ans).

SOLNON Alphonse : né en 1896 à Deux-Chaises (Allier). Père menuisier. Fait à son tour un apprentissage de menuisier. Est avant guerre et après guerre ouvrier menuisier pour divers patrons dans l'Allier. En 1926, la pénurie de travail le pousse à venir dans la Loire à Saint-Germain-Laval, où se trouvait un atelier de montage et de réparation des wagons en bois du réseau ferroviaire secondaire Roanne – Boën ou Vichy dit « le tacot » ; y travaille comme menuisier jusqu'à la suppression du réseau en 1940. Travaille ensuite dans une usine au Coteau jusqu'en 1949, puis à Roanne pour divers patrons menuisiers. A pris sa retraite à Vougy.

Incorporé en avril 1915 au 121e R.I. de Montluçon puis versé au 42e R.I. lors de sa montée au front. Incertitude sur son itinéraire et sur les dates des déplacements. Combat dans l'Aisne, vers Soissons à la fin de 1916. Participe à l'offensive du Chemin des Dames en avril 1917 où il manque d'être enlisé dans une sape allemande. Part en Belgique et est gazé au Mont Kemmel avec une partie du régiment en 1917. De nouveau en Belgique, est blessé au dos en octobre 1918 par un éclat d'obus. Après son rétablissement, est envoyé s'occuper des chevaux du régiment à Vesoul, où il reste jusqu'à sa démobilisation à l'automne 1919.

Très long entretien réalisé le 18 décembre 1987, à Vougy, au domicile du témoin, âgé de 91 ans.

SORGUES Joseph : né le 13 février 1895 à Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire). Parents commerçants à Romanèche-Thorins allant s'installer à Lyon avant 1914 (9 montée Saint-Barthélemy, puis 34, Cours Bayard) ; père employé à l'arsenal de Lyon à partir de 1917. Après sa scolarité primaire à Romanèche, Joseph poursuit ses études au pensionnat de Bellegarde à Neuville-sur-Saône, puis à l'Ecole Normale Libre Gerson à Lyon ; obtient son brevet de capacité en juin 1910. Enseigne dans l'enseignement catholique à Lyon Montchat, puis à partir de la rentrée 1912 au pensionnat de Bellegarde de Neuville-sur-Saône jusqu'au

16 octobre 1914. Après sa démobilisation (sans doute en 1919 : est encore mobilisé en service auxiliaire en novembre 1918 quand s'achèvent ses carnets de guerre), va continue sa carrière dans l'enseignement catholique, comme professeur puis directeur à l'Ecole Saint-Nizier de Lyon jusqu'en 1928-29. Puis, pour des raisons de santé, il recherche un poste dans le Midi : sera de 1929 jusqu'à sa retraite en 1962 professeur d'enseignement général (surtout littéraire) à l'Ecole Professionnelle des usines Péchiney située à Saint-Auban (Alpes-de-Haute Provence). Passe sa retraite à Manosque et décède à Lyon en 1969.

Incorporé au 23e R.I. de Bourg-en-Bresse le 20 décembre 1914 ; effectue son instruction militaire au Valdahon, dans le Doubs, du 5 janvier au 21 avril 1915. De retour au dépôt de Bourg, il monte au front le 25 mai 1915, et parvient le 31 mai dans le Pas-de-Calais à 12 km d'Arras ; incorporé dans son nouveau régiment, le 153e R.I. le 1er juin à Lesouich. Puis est rapidement versé dans un régiment voisin, à Baudricourt, au 160e R.I. (dépôts à Neufchâteau et à Saint-Pierre-le-Moûtier) qui sera son régiment définitif. Monte aux tranchées le 15 juin vers Mareuil puis Neuville-Saint-Vaast et subit d'intenses bombardements. Relevé le 27 juin, le régiment va cantonner à Berlencourt, puis le 7 juillet à Neuvillette (7 km au nord de Doullens, en Picardie) ; est transféré en Meurthe-et-Moselle, au sud de Lunéville, à Gerbéviller le 26 juillet et y demeure jusqu'au 22 août, puis va cantonner à Fontenay-la-Joute, non loin de Baccarat, avant un nouveau transfert en Champagne, au nord-est de Vitry-le-François (Herpont). Remonte en tranchées début septembre à Somme-Bionne, à 15 km à l'ouest de Sainte-Menehould. Le 25 septembre 1915 au matin, jour du déclenchement de la grande offensive de Champagne, à Ripont, au nord du massif de la Main-de-Massiges , au cours de l'attaque, reçoit une balle dans les reins qui se loge contre la colonne vertébrale ; parvient à se traîner jusqu'à un poste de secours, puis est évacué sur l'ambulance d'Hans (10 km à l'ouest de Sainte-Menehould) où il est soigné douze jours avant d'être transporté à l'hôpital de Revigny, dans la Meuse, où il est enfin opéré le 8 octobre. En est évacué par train le 29 octobre jusqu'à Paris, où il est hospitalisé dans une annexe du Val-de-Grâce. Le 17 novembre, il effectue ses premiers pas, mais l'extraction de la balle n'est effectuée que le 12 avril 1916 ; demeure avec une lésion du plexus sacré. Le 22 mai, quitte Paris en train sanitaire pour un séjour de convalescence à la villa Beau-Site, à Paramé, près de Saint-Malo, jusqu'au 14 septembre. Obtient une permission de convalescence de 45 jours chez lui, à Lyon. Début novembre, va rejoindre le dépôt du 160e R.I. à Saint-Pierre-le-Moûtier (Nièvre) ; est hospitalisé à l'hôpital mixte. Bénéficie d'une réforme provisoire accordée le 31 janvier 1917, puis est versé dans le service auxiliaire le 5 avril ; mais reconnu apte à servir sur le front français par une commission médicale à Nevers le 13 décembre, avant d'être versé dans la réserve le 21 décembre 1917. Passe vraisemblablement l'année 1918 comme secrétaire du commandant major au dépôt de Saint-Pierre-le-Moûtier (comme l'atteste une enveloppe), bien qu'il n'évoque pas cette fonction dans ses carnets, qu'il cesse de rédiger le 11 novembre 1918.

Journal de guerre composé de **9 carnets** (en fait 7 carnets et 2 cahiers) de format variable (petit à la guerre, plus grand en période d'hospitalisation ou de service auxiliaire), rédigés au jour le jour du 1er août 1914 au 11 novembre 1918, à l'écriture très fine, très serrée, totalisant **1456 pages**. Le texte peut-être qualifié de journal proprement dit (centré sur le récit des expériences personnelles) jusqu'à l'épisode de la blessure et les premiers mois d'hospitalisation ; il se transforme ensuite dans les trois dernières années de guerre, en revue quotidienne de la presse nationale (et parfois internationale) résumant l'évolution de la guerre sur tous les fronts et commentant les grands événements de la politique française, avec quelques retours au témoignage visuel, dans un ensemble de récits et de réflexions de très grande qualité.

Document confié en 2001 par l'entremise d'un voisin et ami de La Fouillouse, François Merle, par Mme Josette Montoy, nièce et filleule de Joseph Sorgues, et son époux Bernard, résidant à Saint-Genis-Laval (Rhône) ;

SOUCHON Antoine : né le 5 septembre 1893 à Lentigny, dans une famille de trois enfants. Père maître maçon. A sa sortie d'école primaire, se loue comme berger dans des fermes à Lentigny, puis à 17 ans, en 1910, commence l'apprentissage du métier de boulanger ; travaille à Neulise jusqu'à son départ au régiment à la fin de 1913. Au retour de la guerre, travaille encore à Neulise, puis reprend le fonds de boulanger de son frère, tué à la guerre, dont il épouse la veuve et adopte la petite fille : a été pendant trente-deux ans boulanger à Roanne, 75 faubourg Mulsant. Vendant le fonds vers 1955, mais pas l'immeuble de rapport situé à la même adresse, a continué à y résider jusqu'à ce que le grand âge venant, il se retire à la maison de retraite de la Providence, au Coteau.

Incorporé à la fin de 1913 au 16e R.I. de Montbrison. S'y trouve lorsque la guerre éclate en août 1914. Le régiment est envoyé immédiatement en Alsace où il livre quelques combats meurtriers avant de devoir battre en retraite. Devant l'avancée allemande sur Paris, il est transféré vers l'Aisne, puis la Somme où il livre une grande bataille (non localisée, mais sans doute Framerville-Herleville : cf Amand Beyron) fin septembre et début octobre 1914, avec de très lourdes pertes. L'hiver 1914-1915 est passé dans l'Aisne. A été versé au 284e R.I. d'Avesnes à une date indéterminée. Ne se souvient pas des secteurs parcourus du début de 1915 jusqu'à son départ en Orient, au début de 1917. Embarque à Toulon sur le bateau italien « *Indiana* » et débarque en Grèce. Arrivé à Salonique, le régiment monte en Macédoine serbe. Antoine y demeure (avec

une incursion en Bulgarie) jusqu'à ce qu'ayant contracté le paludisme, en 1918 (mois non précisé) il soit ramené à dos de mulet à Salonique ; hospitalisé à la résidence « la Princesse Marie » à Salonique, est rapatrié sur le bateau « *Le France* » et hospitalisé à Nice. Après sa convalescence, est affecté à un bataillon de marche qui ne remonte pas au front ; puis repris par des crises de paludisme, est à nouveau hospitalisé. Se trouve en convalescence avec d'autres paludéens dans un château à Marmanhac (Cantal), à proximité d'Aurillac, lorsque survient l'armistice. Démobilisé en 1919. Frère tué à la guerre.

Long entretien réalisé le 6 avril 1989 (témoin âgé de près de 96 ans) à la maison de retraite La Providence au Coteau.

SOULIER Louis : né le 24 octobre 1894 à Tarentaize. Parents laitiers à Tarentaize, approvisionnant des crèmeries de Saint-Etienne. Dès sa sortie d'école primaire est loué comme petit berger à Saint-Genest-Lerpt, puis à 14 ans, devient apprenti mécanicien à Saint-Etienne, dans divers ateliers et usines, jusqu'en septembre 1914. Après la guerre, devient chef d'atelier de mécanique chez Marrel à Saint-Etienne, puis contremaître à Paris dans un grand garage pendant trois ans. Revient ensuite à Saint-Etienne pour monter avec ses frères, à Bellevue, une entreprise de transport ; monte ensuite son propre garage, et finit par l'établir rue des Ecoles : concessionnaire Citroën et Essex (tout-terrains). A pris sa retraite en 1969, le garage étant repris par son fils. Devenu âgé, s'est retiré à la maison de retraite de Saint-Galmier en compagnie de son épouse.

Ayant été blessé à une jambe par un char de foin, à l'âge de sept ans, est incorporé à sa demande dans la Marine en septembre 1914. Reçu au test de mécanicien à Lorient, il embarque à Toulon en octobre 1914 sur le bateau amiral, le cuirassé « *Le Provence* » se rendant aux Dardanelles, comme tourneur à l'atelier de mécanique, parmi les 1280 hommes du bord. Participe à la bataille des Dardanelles en février 1915, ainsi qu'à la bataille de l'Adriatique dans cette même année 15, au cours de laquelle plusieurs navires français sont touchés et deux coulés, entraînant la mort de plus de neuf cents marins. La flotte française mouille dans divers ports grecs, dont Salamine et Corfou. Louis revient en permission en France une seule fois, en 1916. De 1916 à 1918, toujours à bord du « *Provence* » comme quartier maître mécanicien, prend part aux opérations de patrouille en Méditerranée et notamment en Mer Egée, pour combattre la marine allemande. Se trouve à Corfou lorsque survient l'armistice. Démobilisé en 1919.

Entretien réalisé à la maison de retraite de Saint-Galmier, le 28 décembre 1987 (témoin âgé de 93 ans), en présence d'un ami, comme lui marin lors de la Grande Guerre et pensionnaire à la maison de retraite : Jacques Fiasson (classe 1914 aussi).

SUARD Charles : né le 23 mars 1898 à Torcy, en Seine-et-Marne, le second d'une famille qui comptera huit enfants. Père emballeur à l'usine de chocolat Ménier de Noisiel, en Seine-et-Marne. Après sa scolarité primaire à Torcy, fait son apprentissage de serrurier à Lagny, puis va travailler à Paris comme serrurier pour la maison Baudouin et Gauthier jusqu'à son départ au régiment en avril 1917. Après la guerre, l'entreprise ayant disparu, travaille un an à la Compagnie des chemins de Fer de l'Est à Noisy-le-Sec, mais n'est pas embauché comme titulaire pour raison médicale. Devient ajusteur à Courbevoie à l'entreprise Gallus faisant de la photographie aérienne, puis monteur de rotatives de presse délocalisées en province jusqu'en 1936. Retourne à son activité d'ajusteur, puis effectue divers travaux de montage de clips métalliques pour bijouterie jusqu'en 1940. A partir de 1940, travaille à Lyon pour l'entreprise Verdol au montage de métiers à tisser ; requis fin 1942 pour travailler en Allemagne ; après un bref passage d'ajusteur à l'usine d'armement Borsich, devient vaguemestre-fourrier pour les prisonniers français travaillant dans l'usine ; assiste fin avril-début mai 1945 à la prise de Berlin par les Russes. De retour en France, travaille pendant 18 ans comme concierge à l'hôpital Saint-Joseph de Lyon, jusqu'à sa retraite prise en 1963. Se retire alors à Marcilly-le-Châtel, près de Boën, dans la Loire. Y passe sa retraite en compagnie de sa femme décédée en 1985. Se retire à la résidence L'Astrée de Boën-sur-Lignon en 1990.

Incorporé en avril 1917 au 8^{e} R.A. de forteresse à Epinal. Après son instruction, est versé au 130^{e} R. A. Lourde de Dôle. Y sera à la fois artificier chargé de visser les fusées à l'extrémité des obus de 155 et observateur chargé de repérer l'emplacement des batteries ennemies pour le réglage des tirs d'artillerie. Ne fournit aucun renseignement sur son itinéraire de l'été 1917 à l'été 1918. En septembre 1918, dans le secteur du Chemin des Dames, se fait une hernie en aidant à remettre en place un canon de 155 déréglé par le recul ; est évacué à l'hôpital de Chatellerault. Rejoint son régiment peu avant l'armistice vers Vouziers, dans les Ardennes. Participe ensuite à l'Occupation en Allemagne, d'abord dans le Bade-Wurtemberg, à Oberhaufen , au nord du lac de Constance, puis à Rhénanie, à Trèves, pendant un an. Démobilisé en mai 1920.

Long entretien réalisé le 8 octobre 1993 (témoin âgé de 95 ans) à la résidence « L'Astrée » de Boën-sur-Lignon.

SURIEUX Jean-Pierre : né le 9 novembre 1891 à Chazelles-sur-Lavieu (Vioville), dernier d'une famille de dix enfants. Parents agriculteurs à Chazelles-sur-Lavieu (Vioville). Agriculteur à Margerie-Chantagret (hameau de Rossigneux) de l'après-guerre jusqu'à sa retraite, ayant hérité la ferme de l'oncle de son épouse,

Eugénie Rivel. Le couple n'a pas eu d'enfants. A continué à résider à Rossigneux à la retraite, puis, le grand âge venant, a été pris en charge par trois de ses nièces (ma mère à Chazelles-sur-Lavieu –hameau de Chatelville-, mes tantes Claudia et Marcelle, respectivement à Margerie –lieu-dit La Pazaude- et à Moingt). Décédé le 30 décembre 1981, à l'âge de 90 ans.

Incorporé au 16e R.I. de Montbrison en octobre 1912 ; s'y trouve, vers Colmar, au moment de la déclaration de guerre. Fait prisonnier le 18 octobre 1914 sur la route de Lens. Envoyé en Allemagne au camp de Parchim dans le Mecklembourg, puis à Bad Oldesloe, ville située entre Hambourg et Lûbeck. Passe trois ans dans la même ferme, comme ouvrier agricole, au bourg de Rumpel, voisin de Bad Oldesloe. Envoyé dans une scierie à Hambourg au printemps ou en été 1918 ; s'y trouve au moment de l'armistice. Rapatrié de Lübeck au Havre par le bateau américain « *Orizaba* » en décembre 1918. Démobilisé en août 1919. A eu deux frères, Félix et Hippolyte, et un beau-frère tués à la guerre.

Grand-oncle de l'auteur, a été son premier témoin, interviewé en patois, à l'âge de 83 ans le 11 novembre 1974, dans sa petite ferme de Margerie-Chantagret.

THORAL Albert : né le 14 octobre 1895 à Mably . Parents agriculteurs, fermiers à Briennon, puis Mably. A la sortie de l'école primaire, Albert travaille à la ferme familiale de Mably jusqu'à son départ à la guerre en décembre 1914. Après sa réforme définitive en octobre 1917, consécutive à la grave blessure reçue au ventre en octobre 1915, retourne à la ferme de Mably, puis après son mariage avec une fille d'agriculteurs de Saint-Germain-Lespinasse, s'installe dans la ferme de ses beaux-parents que le jeune couple reprendra plus tard à son compte. Y a passé toute sa vie. A été maire de Saint-Germain-Lespinasse pendant douze ans après la Seconde guerre. A pris sa retraite à Saint-Germain-Lespinasse, puis, l'âge avançant, après une mauvaise chute, s'est retiré à l'hôpital de Bonvers à Mably.

Incorporé en décembre 1914 au 142e R.I. de Mende, replié à Lodève. Monte au front, en Champagne, au printemps 1915. Y reçoit une première blessure : un petit éclat d'obus dans le pied, pour laquelle il est soigné mais pas évacué. Est versé ensuite au 122e R.I. de Rodez à son retour au front. Participe à la grande offensive de Champagne lancée à la fin septembre 1915 ; y reçoit une seconde blessure, beaucoup plus grave, à Tahure, le 6 octobre 1915 au matin : a le ventre traversé par une balle qui lui endommage le bassin ; après une journée passée au poste de secours, dans un boyau, est transporté à dos d'homme par des brancardiers jusqu'à une ambulance, puis emmené dans un hôpital provisoire du front où il est opéré ; est évacué ensuite par train sanitaire jusqu'à Chambéry, où il est hospitalisé, puis à Lyon, passant en tout près d'un an et demi en hôpital. A l'issue de sa convalescence, est réformé à titre définitif le 2 octobre 1917.

Entretien réalisé le 22 décembre 1988 (témoin âgé de 93 ans) à l'hôpital de Bonvers à Mably.

TRONCY Eugène : né le 6 février 1896 à Belmont-de-la-Loire (Trémontet) dans une famille de six enfants. Parents petits agriculteurs. Après l'école primaire, travaille avec ses parents, puis de 16 à 19 ans, se loue comme domestique à Jarnosse. Tisseur toute sa vie à Belmont, où il a pris sa retraite.

Incorporé le 10 avril 1915 au 121e R.I. de Montluçon. Après huit mois d'instruction, à la fin de 1915, monte au front en renfort du 105e R.I. de Riom, dans l'Oise, à Thieux, sans monter en première ligne : occupé jusqu'en septembre 1916, dans l'Oise puis dans la Somme, à Digeon (4 km à l'est d'Aumale), à des exercices militaires et à des travaux destinés aux premières lignes, comme le transport de barbelés ; participe aussi aux travaux agricoles dans les fermes peu éloignées de la zone des armées. Le 21 octobre 1916, devant Lihons, est pris avec 14 camarades dans l'effondrement meurtrier d'un abri touché par un obus de 220 ; un coma de près de 4 heures le fait porter sur la liste des morts de la section ; s'en tire avec une déviation de la colonne vertébrale qui sera réduite par un spécialiste de la manipulation dans l'hôpital de campagne voisin ; est hospitalisé ensuite à Villers-Cotterêts pendant six semaines. Refuse d'être évacué vers l'intérieur pour rester dans le même régiment, où il est de retour vers Noël 1916, en section de mitrailleurs. Passe dans l'Oise, vers Lassigny, l'hiver 1916-1917 qui est marqué par un froid intense. Est nommé agent de liaison du capitaine Liabeuf en mars 1917. Vers avril 1917, le régiment est transféré dans la Somme, vers Ham, où il est témoin, en mai 1917, de la révolte d'une centaine de soldats d'autres régiments, surexcités, partant en camions pour Paris pour prendre le Palais-Bourbon… Puis le 105e R.I. est envoyé dans le secteur de Verdun à Avocourt (15 km à l'ouest de Verdun) où il participe à la prise du bois d'Avocourt les 20 et 21 août 1917, faisant 250 prisonniers, dont 3 officiers, et capturant 8 mitrailleuses et 4 canons de tranchée. Puis il se rapproche de Verdun. Passe ensuite l'hiver 1917 – 1918 dans l'Aisne, non loin de Saint-Quentin. Au printemps et en été 1918, participe aux contre-offensives contre les percées allemandes, encore à Verdun (y a fait cinq séjours en tout) et à Grand-Rozoy dans l'Aisne (11 km au sud de Soissons) du 27 juillet au 3 août 1918. Gazé, Eugène est évacué et soigné à La Courneuve, dans la banlieue nord de Paris. De retour au régiment, il participe à la poursuite de l'armée allemande, et se trouve dans les Ardennes, à 10 km de la frontière belge lorsque survient l'armistice. Prend ensuite part à l'Occupation militaire en Allemagne, en

Hesse, à Falkenstein et Königstein (15 et 10 km au nord-ouest de Francfort) ainsi qu'à Mayence. Démobilisé le 18 septembre 1919.

Long entretien réalisé le 27 février 1988 à Belmont-de-la-Loire, au domicile du témoin, âgé de 92 ans, en présence de sa fille.

VERDIER Marius : né le 22 juillet 1897 à Rozier-en-Donzy. Parents agriculteurs. Travaille à la ferme familiale avant la guerre, et y revient en 1923 après la mort de son frère, de la classe 14, décédé des suites d'une blessure reçue au poumon. Après son mariage avec une jeune fille de Rozier en 1933, s'installe dans la ferme de ses beaux-parents. A exercé la profession d'agriculteur toute sa vie à Rozier et y a passé sa retraite.

Incorporé le 8 janvier 1916 au 143e R.I. de Carcassonne. Après deux mois d'instruction au dépôt, est affecté au 171e R.I. (nouveau régiment de Belfort), mais continue jusqu'à la mi-septembre 1916 son instruction à Carcassonne. Devient mitrailleur. Monte au front fin septembre 1916, mais sans tenir beaucoup les lignes. Passe l'hiver d'abord dans l'Aisne, au Chemin des Dames, puis dans la Marne, vers Vitry-le-François, en secteur de repos, sous un froid intense. Tient les lignes dans l'Aisne, entre Soissons et Laon, en avril-mai 1917 ; participe à des combats meurtriers pour franchir le canal de l'Oise à l'Aisne et la rivière Ailette ; est enterré vivant le 31 mai 1917 dans l'effondrement d'une sape allemande reconquise touchée par un obus de 150 ; huit soldats meurent, le lieutenant, déterré à temps, mourant aussi le soir même. Marius aurait passé l'été et l'automne 1917 en Lorraine vers Emberménil (20 km à l'est de Lunéville) et l'hiver dans les Vosges, entre Wisembach et Sainte-Marie-aux-Mines. Au printemps 1918, le régiment est dirigé vers Montdidier, dans la Somme, pour colmater la brèche laissée par le recul de l'armée anglaise face à l'offensive allemande. Combat vers Saint-Quentin à la fin du printemps et au cours de l'été 1918. Son régiment poursuit l'armée allemande jusqu'à Guise (28 km à l'est de Saint-Quentin) où il se trouve lorsque survient l'armistice. Il passe ensuite en Belgique et se rend à pied jusqu'à Aix-la-Chapelle en Allemagne ; prend ensuite position vers Dusseldorf et cantonne à Otzenrath (25 km au sud-est de Dusseldorf) ; puis sa compagnie se voit affecter la garde d'un pont sur le Rhin entre Neuss et Dusseldorf. Revient en France le 30 août 1919 et est démobilisé le 25 septembre 1919.

Long entretien réalisé le 25 mai 1988 (témoin âgé de 91 ans) dans sa ferme de Rozier-en-Donzy.

VERICEL Victor : né le 21 juillet 1896 à Grammond. Parents agriculteurs et tisseurs de taffetas pour parapluies. Fait son apprentissage de tisseur de rubans de velours (passementier) et exerce cette activité chez lui jusqu'à son départ à la guerre. La reprend à la fin de 1918 jusqu'en 1928, époque où la crise économique entraîne le déclin de la fabrication textile ; s'installe alors à son compte avec son épouse dans la ferme familiale qu'il agrandit, et conserve cette activité d'agriculteur à Grammond jusqu'à sa retraite prise en 1963. Continue de résider à Grammond.

Ajourné au conseil de révision de 1915, est incorporé en août 1916 au 38e R.I. de Saint-Etienne, où il devient mitrailleur. Est envoyé à l'automne 1916 en zone des armées au bataillon de marche du 38e R.I. à Richemont (Seine-Inférieure, à 10 km au nord-ouest d'Aumale) en bordure de Somme ; y passe l'hiver 1916 – 17 et sans doute le printemps. Monte au front en août 1917 dans le secteur de Verdun, à la Cote 304 vers le Mort-Homme (à 15 km au nord-ouest de Verdun), mais le régiment est trouvé, après une semaine de pluie ininterrompue, dans un état de délabrement tel que l'attaque prévue est annulée ; transféré ensuite en secteur plus calme vers la pointe de Saint-Mihiel (30 km au sud-est de Verdun) ; est de retour vers Verdun, à la Côte du Poivre, vers Vacherauville (8 km au nord de Verdun) en novembre 1917 dans un secteur subissant un intense bombardement ; Victor y est gazé, et après une brève hospitalisation, envoyé en permission de convalescence chez lui. De retour au régiment, va être à nouveau hospitalisé pour faiblesse générale à Remiremont, dans les Vosges. A la fin de l'hiver 1918, revient au bataillon de marche du 38e R.I. comme chargeur de mitrailleuse. Le 1er juin 1918, à proximité de Château-Thierry (Aisne), reçoit de nombreux petits éclats d'obus dans le visage, entraînant la perte de vision d'un œil ; aidé d'un sergent du 38e R.I., fait à pied les 5-6 km le séparant de Château-Thierry où se forme un train sanitaire ; évacué jusqu'à Vienne où il subit l'énucléation de l'œil droit ; hospitalisé ensuite à Lyon, à l'hôpital complémentaire des Minimes. En août 1918, passe le conseil de réforme : est réformé à titre définitif. Se trouve chez lui à Grammond lorsque survient l'armistice.

Entretien réalisé le 18 janvier 1988 à Grammond, au domicile du témoin, âgé de plus de 91 ans, en présence de son épouse et de ses enfants, ainsi que de M. Goutelle, président de l'Amicale des Mutilés des yeux de Saint-Etienne.

VIALLON Francisque : né le 5 juin 1895 à Chalmazel (Lauvaudan). Agriculteur puis entrepreneur de transports (transports de voyageurs et de marchandises).

Incorporé le 14 décembre 1914 au 22e R.I. Coloniale à Marseille. Arrivé au front le 22 avril 1915 au 42e R.I. Coloniale, vers Ypres, en Belgique, puis à Nieuport en décembre 1915. Participe à la bataille de Verdun au printemps 1916, notamment à la tentative, en juin, pour délivrer les soldats assiégés dans le fort

de Vaux ; est blessé au cours de l'attaque ; hospitalisé à Bar-le-Duc puis à Vittel. De retour dans le secteur de Verdun, participe à l'attaque de Fleury-devant-Douaumont le 17 août 1916, puis à la reprise du fort de Douaumont le 27 octobre. Dans l'Aisne, en 1917, participe à l'attaque et à la reprise du fort de la Malmaison (à l'extrémité ouest du Chemin des Dames). Blessé à nouveau en août 1918, se trouve hospitalisé à Bayonne lorsque survient l'armistice. Démobilisé en 1919.

Témoignage recueilli lors d'un entretien collectif en patois avec quatre participants, à la mairie de Chalmazel, le 20 décembre 1975 (témoin âgé de 80 ans).

VILLEMAGNE René : né le 11 septembre 1895 à Chazelles-sur-Lyon. Père menuisier, mère cafetière. Après son certificat d'études, suit trois années de cours supérieur, mais sans passer le brevet élémentaire. Fait un apprentissage de chapelier à la chapellerie Fléchet de Chazelles-sur-Lyon et y travaille jusqu'à son départ au régiment, en août 1916. Après la guerre, en raison de son amputation de la jambe gauche, se reconvertit et devient prothésiste dentaire, profession qu'il exercera à Saint-Etienne.

Ajourné au conseil de révision de la classe 1915 (car venant à la fin de l'ordre alphabétique !), part avec la classe 1916. Incorporé en août 1916 au 86e R.I. du Puy, fait son instruction à Varennes-sur-Allier (Allier), et monte en novembre 1916 en zone des armées, en bordure de Somme, au nord d'Aumale (Vieux-Rouen-sur-Bresle), en renfort du 38e R.I. de Saint-Etienne, où il continue l'instruction militaire jusqu'en avril 1917. En avril, après l'échec de l'offensive du Chemin des Dames, passe au 294e R.I. de Bar-le-Duc qu'il rejoint dans les Vosges à Lesseux (10 km à l'est de Saint-Dié, sur la route de Sainte-Marie-aux-Mines) ; y occupe l'emploi de musicien-brancardier. Le régiment tient les lignes dans ce secteur des Vosges limitrophe de l'Alsace à Lesseux, et au sud de Saint-Dié, à Corcieux et Mandray, jusqu'en mars 1918 où il est transféré d'urgence en camions dans la Somme pour s'opposer à l'offensive allemande lancée vers Montdidier, où le front a cédé ; il prend position à Hagicourt-Pierrepont (deux localités jumelles 8 km au nord de Montdidier) et commence la contre-offensive. Le 30 mars 1918 au matin, alors que comme brancardier il secourait un blessé, René est grièvement blessé par un obus de 105 qui crible d'éclats sa jambe gauche et lui perfore le genou droit ; transporté pendant toute la journée par ses camarades brancardiers fuyant devant l'avancée allemande, il est finalement conduit dans un hôpital temporaire de Beauvais où il est amputé de toute la jambe gauche. Après trois semaines d'hospitalisation, il est évacué par train jusqu'à Tours, où il est soigné pendant deux mois, puis envoyé en convalescence vers Montauban. Réformé à titre définitif à la fin de 1918 (outre l'amputation, a gardé le genou droit ankylosé en permanence).

Très long entretien réalisé le 7 mars 1988 (témoin âgé de près de 93 ans) à l'Hôpital de la Charité à Saint-Etienne.

VILLETELLE Félix : né à Saint-Etienne le 2 mars 1895. Parents passementiers. Après sa scolarité primaire, devient coursier dans une fabrique de rubans, puis métallurgiste jusqu'à son départ à la guerre. Après la blessure de 1915 qui lui vaudra une réforme définitive, sera passementier à son compte jusqu'en 1935 , puis employé municipal à Saint-Etienne, d'abord à l'octroi, puis aux abattoirs, jusqu'à sa retraite en 1960. A toujours résidé à Saint-Etienne.

Incorporé le 14 décembre 1914 au 159e R.I. de Besançon. Monte au front au printemps 1915 dans la Somme. Gravement blessé le 13 juillet 1915 par une balle qui lui perfore le poumon, dans la Somme, à Harbonnières (à 10 km au sud de Bray-sur-Somme) ; est hospitalisé dans une ambulance militaire, puis à l'hôpital d'Amiens jusqu'en février 1916 où il rentre à Saint-Etienne. Réformé à titre définitif à la fin de 1916

Entretien réalisé le 21 juillet 1987 (témoin âgé de 92 ans) à l'Hôpital de la Charité, à Saint-Etienne.

VIRICEL Claudius : né en octobre 1890 à Grammond (Combelagier) dans une famille de deux enfants (une sœur). Parents agriculteurs à Grammond. Après une scolarité primaire brillante à Grammond (1er du canton de Saint-Galmier au certificat d'études) doit renoncer à son rêve d'être instituteur, car est le garçon unique destiné à la reprise de la ferme familiale. Y travaille jusqu'à son départ au régiment en 1912 dans les zouaves, en Algérie, à Oran ; s'y trouve au moment de la mobilisation d'août 1914. Fin mars 1919, à sa démobilisation, retourne à nouveau à la ferme familiale qu'il va reprendre à son compte. Epouse le 4 septembre 1921 Marie Thizy, fille d'agriculteurs d'un hameau voisin (Le Chambon). Le couple n'aura qu'une petite fille, morte à sa naissance, et passera sa vie dans la ferme de Combelagier. Claudius sera considéré par son entourage comme une sorte de sage, souvent consulté. Il décède en septembre 1961.

A la mobilisation, se trouve dans son régiment du 2e R. de Zouaves d'Oran. Ses « *Souvenirs* » (titre du récit) commencent le 14 mai 1915 à Oran, lors du départ de la 66e compagnie de zouaves pour l'Orient, sur le « *Paul Lecat* », comme élément du corps expéditionnaire envoyé aux Dardanelles. Après une escale à Alger, puis à Bizerte, le contingent parvient le 25 mai à l'île grecque de Lemnos. Après un séjour à Moudros, puis Varos, il part pour les Dardanelles sur « *L'Infatigable* », débarque à Seddul Bahr et se retrouve aussitôt en tranchées, exposé au bombardement turc. Claudius reste trois mois aux Dardanelles en alternant des

séjours de cinq à huit jours aux tranchées, des travaux de génie (abris, routes) et des périodes de repos. Le 19 septembre 1915, est envoyé au repos dans l'île de Ténédos, située à 30 km de la presqu'île de Gallipoli, à proximité d'un camp d'aviation franco-anglais. Fin septembre, il embarque sur le « *Britannia* » à destination de Salonique. Tombe malade, et après dix jours à l'hôpital des Lazaristes, est évacué début octobre sur le « *Ceylan* » à destination de la France qu'il retrouve après 28 mois d'absence. Après une permission de convalescence, rejoint le 11 décembre 1915 le dépôt du 3e Régiment de Zouaves à Constantine ; est affecté à la 102e compagnie où il retrouve des camarades des Dardanelles. Versé fin mars 1916 au 1er Régiment de Zouaves d'Alger, il le suit le 10 juillet dans son transfert en France sur l' « *Eugène Péreire* » qui débarque à Marseille ; le 21e bataillon du 3e Régiment de Zouaves est envoyé en renfort du 9e Régiment de Zouaves qui se reforme après la bataille de la Somme, en septembre 1916, à Berck. Transporté dans la Somme (Combles, Maurepas), le régiment monte en ligne le 12 novembre à Rancourt, au nord de Péronne, et subit de très lourdes pertes à l'attaque du 15 (27 rescapés sur les 180 de la 2e compagnie, et 2 sur les 11 hommes de l'escouade de Claudius). Soulevé et projeté par un obus allemand de 210, Claudius revient à lui à côté de la tranchée prise par l'ennemi, mais parvient à rejoindre sa section. Hâtivement reformée, la compagnie est envoyée aux tranchées dans le même secteur, puis enfin envoyée au repos au camp du Hamel. Après une permission de détente de sept jours à la mi-décembre, Claudius rejoint son régiment transféré en Meurthe-et-Moselle à Haussonville, soumis à des exercices intensifs en prévision de l'offensive de 1917. Le 18 janvier 1917, le régiment est transféré à Bourg-et-Comin au sud du Chemin des Dames et est employé pendant deux mois à des travaux de génie rendus très difficiles par le sol gelé. Il est ensuite rapproché du Chemin des Dames, à Moulins, où il assiste le 15 avril à l'énorme explosion du dépôt de munitions qui aurait fait 3 000 victimes. Le 15 avril au soir, à la veille du déclenchement de l'offensive, le bataillon prend position à Vendresse. Pendant huit jours, soumis à un bombardement intense, il subit à nouveau de lourdes pertes avant d'être relevé et renvoyé à Bourg-et-Comin, puis Branges. De retour au Chemin des Dames (Vendresse) à la mi-mai, Claudius est témoin du mécontentement général, ainsi que du refus de monter en ligne de plusieurs sections de son bataillon. Finalement relevé le 7 juin, le régiment reçoit des permissions, puis est expédié en Meurthe-et-Moselle, dans le secteur de Bois-le-Prêtre. Il y passe quatre mois assez tranquilles coupés de deux nouvelles permissions. De retour de la dernière permission, fin novembre, Claudius va effectuer un stage de grenadier. Puis après un séjour vers Vitry-le-François dans la Marne, le régiment est expédié à Verdun le 19 janvier 1918 et y demeure jusqu'à la fin mars, avant d'être envoyé dans l'Oise, aux environs de Compiègne, puis de rejoindre la Picardie à Rubempré, au sud d'Amiens, par une série de marches entrecoupées de repos. Fin mai 1918, il est transféré vers Soissons pour faire face à la grande offensive allemande. Les 27 et 28 juin, il participe à une grande attaque victorieuse au plateau de la Cote 162 entre Cutry et Saint-Pierre l'Aigle, à la suite de laquelle il se voit attribuer la croix de guerre. Souffrant d'un abcès au cou, il est évacué à la mi-juillet par train sanitaire jusqu'à Issoire où il demeure trois semaines avant de bénéficier de 22 jours de convalescence chez lui. De retour au front, il participe le 29 septembre 1918 à une nouvelle attaque très meurtrière vers Ventelay, non loin de Berry-au-Bac, qui anéantit près des deux tiers du bataillon. Il découvre aussi les ravages de la stratégie de la terre brûlée appliquée par l'ennemi dans sa retraite. Le bataillon, reformé, multiplie les attaques en poursuivant les Allemands. Fin octobre, Claudius est nommé caporal. Envoyé en retrait du front, le régiment est surpris par l'armistice à Nouvion-le-Comte, près de La Fère. Après une série de marches qui ramène le régiment aux environs de Chantilly, Claudius bénéficie d'une permission de vingt jours. Est démobilisé le 23 mars 1919.

Texte de 48 pages de grand format intitulé *« Souvenirs »* écrit en 1919, sans doute d'après un carnet de route eu égard à la précision de lieux et des dates, à l'exception des deux dernières pages écrites en 1921 constituant une méditation sur les espoirs déçus. Texte magnifique par son style, tantôt lyrique, tantôt humoristique et ironique, et par sa générosité, son humanité .

Document confié pour photocopie par Marie Viricel, veuve de Claudius, vouant un véritable culte à son mari. vue et interviewée au Foyer des Roses de La Tour en Jarez le 4 mars 1988, L'entretien a permis de recueillir des renseignements sur la vie du témoin.

VIRIEUX Joseph : né le 20 septembre 1898 à La Cula (ancien nom de Génilac), au hameau de Tarévieux. Parents agriculteurs – arboriculteurs. Après une scolarité primaire à La Cula et primaire supérieure « *chez les Frères* » à Pélussin, revient à la ferme familiale où il travaille jusqu'à son départ à la guerre en avril 1917, ferme qu'il reprendra à son compte après la guerre et exploitera jusqu'à la retraite.

Incorporé en avril 1917 au 113e R.A. Lourde d'Issoire, où il fait son instruction pendant l'année 17. Envoyé en décembre 17 pour aménager près de Bordeaux un camp d'accueil des Américains débarquant en France (le situe à « *Souge* » : non repéré, mais paraît être celui de Saint-Médard-en-Jalles où a travaillé aussi C.M. Ginet) ; y travaille comme chef cantonnier. Monte en zone des armées en mars 1918 au 107e R.A. Lourde, devenant ensuite le 407e ; fait ses écoles à feu à Troyes, puis à Gion, au nord de Lunéville, dans la forêt de Parroy ; est tantôt conducteur de chevaux, tantôt servant des canons de 155. Le régiment embarque pour la Somme, du côté de Jumel, où il combat au printemps 1918 ; se rend ensuite dans l'Oise, vers

Varinfroy (au sud de Villers-Cotterêts) pour participer à la contre-offensive succédant à l'attaque allemande du 14 juillet. ; puis est mis au repos dans des galeries de sel à Pierrefonds (Oise) fin août. En septembre, le régiment est envoyé dans le secteur ouest de Verdun, d'abord à Dombasle-en-Argonne, puis entre Chattancourt et les Bois Bourrus, où il subit de lourdes pertes ; en octobre, il effectue le soutien d'artillerie de l'attaque américaine de Montfaucon d'Argonne (à 7 km au nord-ouest du Morthomme et 30 km au nord-ouest de Verdun). Il s'apprête à attaquer devant Nancy lorsque survient l'armistice. Le régiment marche ensuite jusqu'à Sarrebrück, puis revient à pied à Dôle dans le Jura, puis retourne à Belfort où Joseph est démobilisé en juin 1920, sans avoir reçu la moindre blessure.

Entretien réalisé le 22 décembre 1987 au domicile du témoin , âgé de 89 ans, au hameau de Tarévieux, à Génilac.

VOLDOIRE Jean-Pierre : né le 28 octobre 1895 à Valcivières (La Faye) dans le Puy-de-Dôme. Parents agriculteurs. Lui-même agriculteur à Valcivières.

Incorporé le 16 décembre 1914 au 80e R.I. de Narbonne. Arrivé au front le 1er mai 1915. Blessé le 25 mai 1915 par de nombreux éclats de grenade à Perthes-les-Hurlus, en Champagne. Hospitalisé pendant deux ans : à Châlons-sur-Marne, puis à La Bourboule, puis à Narbonne et Carcassonne. Réformé à titre définitif au terme de son hospitalisation ; a conservé comme séquelles une main estropiée et de fréquentes pleurésies consécutives aux éclats restés dans les poumons…

Témoignage recueilli lors d'un entretien collectif en patois avec quatre participants, à Valcivières (La Faye) le 29 juin 1975 (témoin âgé de 80 ans) dans la ferme familiale possédée par le fils du témoin, Jean, maire de Valcivières à l'époque.

X (anonymat réclamé impérativement) : né le 24 janvier 1896 à Marseille. Père directeur du Crédit Lyonnais à Marseille, nommé ensuite à Bône, en Algérie, où X passe son certificat d'études et son brevet élémentaire. A la mort du père, en 1911, la famille rentre en France. X occupe un emploi de fonctionnaire à Marseille, puis à Gap jusqu'à son départ au régiment en avril 1915. Après la démobilisation fin novembre 1919, devient journaliste à Saint-Etienne, au quotidien « *La Tribune* », puis chef du service publicité de ce journal jusqu'en 1944. Occupe la fonction de co-directeur du journal stéphanois « *L'Espoir* » de 1944 à 1951, puis de directeur commercial des trois journaux foréziens « *La Tribune* », « *L'Espoir* » et « *La Dépêche* » de 1951 à 1963, année de sa retraite. Parallèlement, est adjoint au maire de Saint-Etienne (Alexandre de Fraissinette puis Michel Durafour) de 1959 à 1977. A continué à résider à Saint-Etienne à sa retraite.

Incorporé en avril 1915 au 157e R.I. de Gap. Effectue sa période d'instruction à Gap, puis à Valréas, puis à Aspres-sur-Buëch dans les Hautes-Alpes. Y contracte la fièvre typhoïde : est hospitalisé à Gap. Monte au front en novembre 1915 en Meurthe-et-Moselle, dans le secteur de Flirey-Noviant ; sa principale occupation consiste à ramasser les cadavres sur les champs de bataille. Puis au printemps 1916, alors que la bataille de Verdun a commencé, le régiment est dirigé sur le secteur de Verdun, d'abord au sud-est aux Eparges, puis à l'ouest à Avocourt où, du 29 mars au 2 avril, il subit de très lourdes pertes : 203 morts pour deux bataillons engagés. Devenu agent de liaison attaché à l'état-major de la compagnie, X suit le régiment au repos dans la Meuse, puis en ligne dans les Vosges, vers le col de la Chapelotte, où en mai 1916, l'explosion d'un obus le crible d'éclats au front, à une main, au ventre et à un genou ; est hospitalisé vers Raon l'Etape dans une ambulance de campagne. Rejoint son régiment au col de la Chapelotte, puis le suit à Moyenmoutier, toujours dans les Vosges, où il manque être tué par une balle. Y demeure jusqu'à fin novembre 1916 où une partie du régiment rallie Lyon en prévision du départ pour l'Orient ; X a été promu caporal fourrier. Les bataillons embarquent à Toulon le 25 décembre sur le « *Canada* » et le « *Lutétia* » et débarquent à Salonique, en Grèce, le 31 décembre. Après trois semaines au camp de Zételnik, les troupes prennent la direction de l'Albanie, et engagent, à la Goritza, un combat contre les comitadjis, guérilleros macédoniens d'origine bulgare. Elles prennent ensuite position en Macédoine serbe entre les lacs de Presba et d'Ochrida, y affrontent un rude hiver, puis remontent vers le nord-est pour s'installer vers Monastir (actuellement Manastir). X prend part à l'attaque des positions bulgares de la rivière Cerna où il est à nouveau blessé et cité. De retour à Salonique, le régiment est embarqué sur le croiseur « *Algérie* » en direction d'Athènes où une flotte d'une centaine de navires de guerre fait le blocus en vue d'obtenir l'abdication du roi pro-allemand (beau-frère de Guillaume II) Constantin, ce qui est acquis le 22 juin 1917. Pendant l'été 1917, le régiment regagne Monastir en train et arrête une division russe de dix mille hommes qui refusait de combattre, en raison de la cessation des hostilités décrétée par les Bolcheviks lors de la révolution de février. Les troupes repartent ensuite en direction de Pogradec en Albanie, au sud du lac d'Ochrida, et attaquent les Trois Pitons ; caporal fourrier, X est chargé du ravitaillement avec un convoi de mulets. Passe à Pogradec un second hiver, moins rude que le premier, et le début du printemps ; revient en France pour une permission d'un mois, en mai 1918, sur le « *Timgad* ». Versé ensuite comme sergent fourrier au 148e R.I. de Marseille jusqu'en juillet 1918 où il est affecté au 69e R.I. de Nancy, avec le même emploi. Participe aux combats de l'Aisne de l'été 18, puis à la poursuite de l'armée allemande jusqu'à

Roulers en Belgique (Roselaere), après une traversée périlleuse de l'Escaut qui lui vaut une autre citation. S'y trouve au moment de l'armistice. Le régiment est ensuite envoyé à Landernau, en Bretagne, et va accueillir à Brest, le 13 décembre 1918, le président américain Wilson. Puis il va en Occupation en Allemagne, à Sarrebruck, puis Cologne, puis Baden-Baden, où, comme sergent fourrier, X s'occupe du logement de la compagnie chez les particuliers. A la fin de l'occupation, début juillet 1919, le régiment rejoint Nancy et participe à la grande fête de la victoire. X, nommé adjudant, est démobilisé le 29 novembre 1919.

Long entretien réalisé début mars 1988 à Saint-Etienne au domicile du témoin, qui a souhaité conserver l'anonymat, et ne pas être enregistré, d'où la prise de notes par mes soins et l'envoi d'un compte-rendu d'entretien de 6 pages au témoin.

***

Chapitre 40

Conclusion…

Conclusion

« *14-18, retrouver la Guerre »* : l'ouvrage portant ce titre publié en 2000 par les éminents historiens de la Grande Guerre Stéphane Audouin-Rouzeau et Annette Becker visait non pas à ramener la guerre de 1914-1918 dans les mémoires, mais à corriger ce que la commémoration du 80e anniversaire de l'armistice en 1998 avait de trop irénique, de falsification bien intentionnée, inconsciente, « politiquement correcte », de l'image de la Grande Guerre : *« les écrits et les discours commémoratifs ont poussé au paroxysme le processus de victimisation des soldats, contribuant ainsi à une confusion intellectuelle extrême : non seulement, les combattants n'avaient été que des victimes non consentantes, mais, plus encore, les révoltés étaient désormais les seuls héros véritables […] on a plus écrit –et rêvé – sur les trêves de Noël et sur les fraternisations que sur la haine de l'ennemi. Et aussi douloureux que ce soit, il est plus facile d'accepter que son grand-père ou son père ait été tué au combat que d'admettre qu'il ait pu tuer lui-même. »*[1]

Nos témoins, pourtant acteurs de cette Grande Guerre, n'ont pas été exempts parfois de cette vision idéalisée de la Grande Guerre qui les disculpait de cette violence qu'ils avaient dû assumer, mais à laquelle la plupart d'entre eux avaient adhéré par patriotisme. Mais certains, on l'a vu, ont traversé leur siècle avec le remords d'avoir tué. La diversité de personnalités, l'histoire de chacun, l'importance relative accordée aux valeurs, expliquent que deux soldats de même âge, de la classe 1917, tous deux ruraux, l'un agriculteur des Monts du Lyonnais, l'autre carrier puis scieur des Monts du Forez puissent déclarer :

- le mitrailleur Marius Verdier de Rozier-en-Donzy : *« On y pensait pas plus que ça de tuer un homme ! Vous croyez pas ? Maintenant on y ferait pas. On pourrait pas y faire ! Mais c'est la guerre qui commande ! »*
- le fantassin Jean-Marie Quet d'Essertines-en-Chatelneuf, ayant lancé une grenade sur un Allemand : « *J'ai lancé la grenade juste à côté de lui ! Et ça l'a tué ! Je l'ai regretté toute ma vie ! Et je le regrette encore ! »* (pleurs)

Même si la seconde attitude est plus émouvante, dans ce qu'elle suppose de souffrance morale pendant une vie entière, d'importance rétrospective accordée à la vie de l'ennemi, de confiance dans la confidence faite à l'enquêteur, la première a sa noblesse austère dans la réaffirmation du devoir patriotique de tuer en temps de guerre, en faisant taire la conscience morale, et sa distinction entre autrefois et aujourd'hui, entre guerre et paix, et implicitement entre Allemagne ennemie et Allemagne devenue amie depuis le début de la construction européenne.

En dehors de ce cœur de l'expérience de guerre, qui a motivé notre chapitre XXII *« Mourir ou tuer »*, les témoignages ont révélé, au fil de l'ouvrage, l'infinie diversité de l'expérience de la guerre : guerre de tranchées ou guerre de mouvement (que les plus jeunes Poilus ont seule connue en 1918, les incorporés à l'automne 1914 tués ou grièvement blessés avant le printemps 1918 n'ayant connu que la première), guerre de fantassin ou guerre d'artilleur, guerre d'infirmier-ambulancier ou guerre du Génie, guerre de marin ou guerre d'aviateur, guerre d'Occident ou guerre d'Orient (le chapitre de 1915 – chap X *« L'expédition des Dardanelles et le début de la guerre en Serbie »* aurait pu être prolongé en 1917-1918 : plusieurs témoins ont achevé leur guerre en Orient). Sans compter l'expérience très différente de la captivité, ambivalente, car tout en coupant le captif de son pays, de ses camarades, de sa famille, elle le mettait à l'abri des dangers des combats, ce qui en fera, aux yeux des Poilus n'ayant jamais cessé de combattre, un soldat considéré avec condescendance une fois libéré. Car il y a eu, après la guerre, sans que le grand public en ait clairement conscience, une hiérarchisation tacite des combattants dont le courage était apprécié à l'aune de l'exposition au danger.

C'est cette hiérarchisation et le sentiment très fort que tout homme valide devait assumer sa part du fardeau commun, sa part de privations et de souffrances au front, sa part de risques, qui expliquent le mépris, voire la haine, qui animaient encore, dans ces années 1985-1990 (où a eu lieu l'essentiel des enquêtes), mes témoins quand ils évoquaient les « embusqués », privilégiés exclus du sort commun par la faveur d'une relation haut placée ou par le hasard d'une nomination. On a vu que l'ampleur de ce ressentiment a justifié qu'un chapitre (le XXIX) lui soit consacré. Mais nul ostracisme vis-à-vis de tous ceux, très nombreux, qu'une blessure grave a retiré du front, abrégeant ainsi leur calvaire.

C'est un profond besoin de justice, d'équité, qui a animé ces hommes : justice devant l'exposition aux dangers, à la blessure, à la mort, justice devant le partage des tâches quotidiennes (pouvant être dangereuses comme la corvée de ravitaillement en direction de la cuisine-roulante située à plusieurs kilomètres à l'arrière), justice devant la hiérarchie militaire, les officiers devant justifier leur rang, leur commandement, par un comportement exemplaire : se montrer brave au combat et essayer d'épargner la vie de leurs hommes. C'est le sentiment profond d'injustice, mué en haine de l'officier, qui a poussé certaines compagnies (comme on l'a vu au chapitre XXIV), à prendre la décision collective de tuer un officier, et ceci

[1] StéphaneAudouin-Rouzeau et Annette Becker *« 14-18, retrouver la Guerre »*, éd. Gallimard, coll. Folio Histoire, 2000, pp.12-13

en dehors de la période des mutineries de 1917 : décision rarissime, condamnable, mais paraissant à l'époque aux yeux des hommes un juste contrepoids au droit de mort que détenait l'officier sur un homme qui « flanchait » au moment de l'attaque. Cet aveu, pour rare qu'il ait été (le plus clair est le cas d'Adolphe Solnon, de Coutouvre, au chapitre XXII *« Mourir ou tuer »*) n'aurait sans doute pas pu se faire à un enquêteur au moment du retour dans ses foyers, ou dans les décennies suivantes, car planait toujours le risque d'être rattrapé par la justice militaire ou civile, alors que le grand éloignement du conflit et l'âge plus que respectable des témoins interdisait toute mesure judiciaire coercitive au moment où l'aveu a été fait et où il pouvait être porté à la connaissance du grand public.

Sur ce point comme sur d'autres, des divergences existent entre les témoins que la vieillesse n'a pas rapprochés dans une forme de pondération du sage : à celui qui approuve une forme de mutinerie, localisée aux conditions particulières de sa compagnie ou générale, s'opposent ceux qui la réprouvent au nom de l'ordre, de l'efficacité, du patriotisme, de la lutte contre les idées subversives. Si l'on voulait faire une petite étude de micro-géographie des comportements au sein du groupe des agriculteurs, le plus représenté dans le « corpus », on pourrait dire que les agriculteurs de l'Allier se sont montrés plus révolutionnaires que ceux de la Loire, assez massivement conservateurs ; on pourrait le relier à la pratique religieuse plus vivace en Forez qu'en Bourbonnais, et à la nature de la propriété : petits propriétaires en Forez, surtout métayers de grands domaines dans l'Allier, donc en situation de subordination vis-à-vis du grand propriétaire souvent mal vécue.

Mais l'expérience commune partagée, celle de la guerre, est infiniment plus rassembleuse. Il y a eu rarement l'expression d'un souci de se singulariser dans son témoignage. Bien plus fréquent était le souci exprimé de savoir si son témoignage était corroboré par d'autres témoins interviewés auparavant. Parfois certains m'ont indiqué un autre Poilu du canton ou de la localité qui en avait « plus bavé qu'eux », dans le souci que je ne fasse pas un tableau édulcoré de l'événement, ou qui avait vécu une autre forme de guerre (celle d'Orient par exemple). J'ai eu, plus d'une fois, à interrompre l'enregistrement pour répondre aux questions du Poilu concernant la guerre, comme si j'avais combattu, alors que tout me venait des informations données par ses camarades vus auparavant. Il y avait quelque griserie à cette inversion de l'entretien, culminant avec la question de deux d'entre eux me demandant dans quelle compagnie j'étais….

La présence dans notre corpus d'une trentaine de documents écrits (allant de 50 pages à plus de 1500 : carnets de route, journaux de guerre tenus quotidiennement, récits de guerre rédigés à l' hôpital ou à la démobilisation, en 1919, correspondances entre fiancés ou entre époux) a donné une précision inespérée à cet ensemble de témoignages, y a ramené le présent, la vie palpitante. Il a fourni des détails, parfois infimes, que les témoins oraux n'avaient plus en tête, précisé la nature des combats, l'importance des gains en terrain ou en matériel, l'importance des pertes, la réaction immédiate devant la blessure ou la mort d'un camarade, la réaction à sa propre blessure. Il a donné consistance au séjour à l'hôpital, avec ses diverses péripéties, fait ressentir la perception d'une guerre interminable. Enfin la correspondance des couples (fiancés ou mariés) a fait surgir la femme, si présente dans l'esprit des soldats, mais si absente au front (hormis parfois des prostituées ou maîtresses occasionnelles dans les villes de repos) : comment vit-elle le drame de la séparation, la hantise de la blessure ou de la mort de l'être aimé ? Comment parvient-elle à faire vivre la famille ? Quelles sont les difficultés qu'elle affronte au pays ? Comment réagit l'opinion publique (dont elle se fait l'écho) à la prolongation indéfinie de la guerre ? Des figures comme celles d'Antonia Reymondon (épouse d'Eugène, à Saint-Maurice-en-Gourgois), Claudine Peyrard (fiancée de Jean-Baptiste Jourjon, de Villars) ou Eugénie Devaux (épouse de Joseph qui sera tué à la guerre, de Belmont-de-la-Loire) féminisent un peu cet ouvrage et méritent toute notre admiration. Les deux épouses sont de jeunes mères, ce qui rajoute encore une dimension sentimentale supplémentaire à la correspondance.

Mon plus grand regret sera qu'aucun de mes témoins ne pourra lire son témoignage ou celui de ses camarades, mais aussi qu'aucun Poilu de n'importe quelle région française ne le pourra, puisque le dernier d'entre eux, Lazare Ponticelli, est décédé au Kremlin-Bicêtre le 20 mars 2008, juste deux mois après son camarade et « classard » Louis de Cazenave de Brioude, les deux ayant dépassé l'âge canonique de 110 ans. Mais leurs familles le pourront, sachant bien qu'elles devront faire preuve d'indulgence car j'ai dû privilégier ce qui me paraissait le meilleur entre tous les témoignages. Et d'autres lecteurs le pourront aussi, qui n'ont pas eu la chance de voir leur ancêtre survivre assez longtemps pour que son récit les intéresse, ou survivre tout court. Un siècle après la Grande Guerre, ces 187 Poilus du Forez et de sa périphérie, tous entrés dans la mort, ne méritent-ils pas que soit relayé auprès du grand public le souvenir non seulement de leurs faits d'armes, sur lesquels bien peu ont insisté, mais de leurs souffrances, de leurs joies, de leurs espoirs ?

***

“Il parlait encore assez bien le français. C’était un Alsacien, ou du côté de l’Alsace. On était contents, on s’aimait comme deux frères. Un petit Boche : il me disait qu’il avait été là… Il croyait que c’était moi qui l’avait piqué avec mon fusil ! Il comprenait pas bien. Mais il était content, et moi aussi : on était deux frères ! C’était après la bataille : pas de rancune ! C’est bête de s’en vouloir ! C’était un pauvre diable comme moi ! Il était jeune, encore plus jeune que moi : ça me faisait pitié ! A ce moment-là, c’était en 18, j’avais 22 ans !“

Francis Ferret,
classe 1916, Saint-Christo-en-Jarez

Conseil général
LOIRE
EN RHÔNE-ALPES

CRÉATION : DIRECTION DE LA COMMUNICATION - CG42 - IMPRIMERIE DÉPARTEMENTALE - DÉPÔT LÉGAL : 06/14 - CRÉDIT PHOTO : ARCHIVES DÉPARTEMENTALES